CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;

CONTENANT UN

RECUEIL DES TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à préſent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les deſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits; de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE II.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la II. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1719. 5. Janv. — *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains comme Souverain des Pays Héréditaires, & les Rois de la* GRANDE-BRETAGNE *&* POLOGNE, *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier* 1719. 1

8. Janv. — *Manifeste du Roi de* FRANCE *sur les causes de la Rupture entre la France & l'Espagne.* 3

9. Janv. — *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre l'*ESPAGNE, *du 9. Janv.* 1719. 7

Mars. — *Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick.* 8

10. Août. — *Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe* MARIE JOSEPH, *Epouſe du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE. ibid.

18. Nov. — *Conventio inter* SACRAM CÆSAREAM *& Catholicam Majeſtatem & Regiæ Majeſtutes, virorum* CHRISTIANISSIMAM *&* BRITANNICAM *facta, de novo Termino trium ſtri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quo quidem elapſo, Filius vel Filii ejus ex Regina modernâ procreati vel procreandi pro excluſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis* 18. *Novembris* 1719. *Cum Bivis ſeparatis Articulis & Plenipotentiæ eum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* 12

13 Nov. — *Traité de Paix entre* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur & Duc de Brunswick &* ULRIQUE ELEONORE, *Reine de* Suede *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le* 11—22. *Juillet* 1719. *les Duchés de Bremen, & de Verden ſont cedez audit Roi, comme Electeur & Duc de Brunswick, avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les poſſedoit par la Paix de Weſtphalie, y compris ſpecialement le Droit de voix & de Séance aux Diétes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Baſſe-Saxe, & les Droits ſur le Chapitre Cathedral de Hambourg & ſur celui de Breme, comme auſſi la proprieté de la Ville de Wilshauſen avec ſon Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur & Duc promet à Sa Majeſté Suedoiſe, de lui faire payer en trois Termes une Somme d'un Million d'Ecus Monnoye de Leipzick, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement, & de faire rendre une favorable Juſtice conformément aux promeſſes du feu Roi* CHARLES XII. *à ceux, qui ſe trouveront avoir été grevés, dans la grande & generale Reduction qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maiſon de Holſtein-Gottorp, & de même de les renouveller preſentement ſelon & en conformité de la Conjoncture preſente. Fait à Stockholm le 30. Novembre* 1719. *Avec les* ARTICLES SEPARES, *portant que le Roi Electeur donnera une entiere ſatisfaction à la Couronne de Suede au ſujet des Contributions exigées du Pays par ſes Generaux, avant qu'on eût pris poſſeſſion, comme auſſi, à l'égard du Magazin de la Forteresſe d'Ottersberg, du Vaiſſeau de Guerre Bremer-Schluſſel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers & Sujets du Pays, le tout ſelon le Reglement, qui en ſera fait, & convenu par des Commiſſaires, qu'on nommera ſur ce ſujet, de part & d'autre. Fait à Stockholm le 24. Novembre* 1719. 15

ANNO 1719. — 1720. 26. Janv. — *PHILIPPI V. Regis Hiſpaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis* 18. *Julii* 1718. *Lutetiæ Pariſiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præſertim in eo quod ſpectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die* 26. *Januarii* 1720. 17

21. Janv. 1. Fevr. — *Fœdus inter* ULRICAM ELEONORAM *Sueciæ Reginam &* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Chriſtianiſſimo percuſſum, quo anterioribus Fœderibus reaſſumptis, & pro baſi ſuis habitis, Partes conveniunt de auxilio ſibi invicem in omni caſu neceſſitati ferendo, Rex polliceatur Reginæ quam primum ei adeſſe Subſidiis & Armis in Bello præſenti contra* CZARUM *Moſcoviæ, eoque continuare ad Pacem usque reſtaurandam, Regina vero ſe & Regna ſua obſtringit ad perpetuam Guarantiam Succeſſionis Regiæ Britannicæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die* 21. *Januarii* 1720. 18

21. Janv. 1. Fevr. — *Traité de Paix entre* ULRIQUE ELEONORE, *Reine de* Suede *&* FREDERIC GUILLAUME, *Roi de* Pruſſe, *fait & conclu par la Mediation de Leurs*

ANNO 1720.

Leurs Majestez T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de la Grande-Bretagne & la Reine, le 18—29. Août 1719. y est posé pour fondement, Sa Majesté Suedoise y cede à Sa Majesté Prussienne la Ville de Stetin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pehne, comme aussi les Isles de Wolin, & de Usedom, & les Villes de Dam, & de Golnau avec leurs appartenances; le Pehne servira desormais de Limites entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suedoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Dannemarc, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs offices. Quant au Droit de voix, & de seance aux Dietes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traitez. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de conserver les Habitans des Lieux, qui lui sont cedez, en tous leurs Privileges & en tous leurs Droits publics & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion selon le Titre 1. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune assistance au Czar de Moscovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Postes, & même de donner aux Suedois une Maison franche à Anclam pour y recevoir & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec les ARTICLES SEPARES, contenans un engagement reciproque d'assister les Evangeliques & les Reformés dans leurs justes Griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, conformement aux Traités de Westphalie, & d'Oliva. On y convient aussi que les Arrerages qui se trouveront dûs à la Suede sur le Pais cedé au Roi de Prusse lui seront payés, & qu'on lui donnera satisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cause de la Partie non cedé, en cas que le Roi de Dannemare qui la tient, lui en fasse restitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. 21

17. Fevr. PHILIPPI V. Regis Hispaniarum Accessio iterata, & per Plenipotentiarium suum, ad Tractatum sive Concordatum Londini 2. Augusti ejusdem anni initum extensa. Acta Hagæ-Comitum 17. Febr. 1720. 26

6. Mai. Convention faite entre le Comte de MERCI, General de l'Armée Imperiale & le Marquis de LEEDE General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglois BINGH pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols, portant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation, que cependant les Villes de Palerme, Castel-à-Mare, & Molo, avec leurs Forts, seront évacuées cinq jours après la Signature de la presente Convention, comme aussi la Ville d'Agousta, mais seulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtimens necessaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne se doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur Argent, les Bâtimens dont ils auront besoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720. 27

ANNO 1720.

3—12. Juin. Traité de Paix entre la Reine & le Roi de SUEDE d'une part, & le Roi de DANNEMARC d'autre part, par la Mediation du Roi de la GRANDE-BRETAGNE & aussi du Roi de FRANCE. Sa Majesté Danoise y restitue à la Couronne de Suede toutes ses Conquêtes en Pomeranie jusques au Pehne, comme aussi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point assister le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majestez Suedoises cedent toute la Franchise du Sund dont les Vaisseaux Suedois avoient joui auparavant, & lui promettent en outre une Somme de six cens mille Ecus Monnoye de Leipzich. Les Interêts du Duc HOLSTEIN-GOTTORP y sont remis à ce qui en sera disputé en faveur du Roi de Dannemarc par les deux Puissances Mediatrices du present Traité, Leursdites Majestez promettant de ne s'y point opposer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin 1720. 29

1721. 13. Juin. Traité entre GEORGE Roi de la Grande-Bretagne & PHILIPPE V. Roi d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721. 33

13. Juin. Traité d'Alliance Defensive entre la FRANCE, l'ESPAGNE & la GRANDE-BRETAGNE, à Madrid le 13. Juin 1721. 34

30. Août. Traité de Paix fait & conclu entre FREDERIC Roi de Suede, & PIERRE I. Czar de toute la Russie. Fait à Neustad en Finlande le 30. Août 1721. 36

27. Sept. Acte de Garantie signé par les Ministres de FRANCE, & de la GRANDE-BRETAGNE concernant la Renonciation de PHILIPPE V. Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & possedez par Sa Majesté Imperiale CHARLES VI. 39

1722. 3. Octob. Renunciatio Serenissimæ Archiduciſſæ MARIÆ AMALIÆ, desponsatæ Sereniſſimo CAROLO ALBERTO Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Provincias & Ditiones Augustissimæ Domus Austriacæ. Data Viennæ 3. Octobris 1722. 40

19. Dec. Lettres Patentes d'Octroi accordées par l'Empereur CHARLES VI. pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Pais-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre 1722. 44

1723. 30. Janv. Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des ETATS EVANGELIQUES à Ratisbonne, portant qu'en conformité du calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier ameliorè, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année seront reglées sur celle-là. Conclusum in Conferentia Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723. 51

19. Juin. Articuli Dietales Hungariæ in Generali Conventu a die 20. Junii 1722. usque in Mensem Junii 1723. continuato conclasi, quibus

ANNO 1723. *bus in primis Jus Regimæ Hereditarium succedendi in Regno jam in Sexu Masculino Annis* 1687. *&* 1715. *agitum, nunc etiam ad Sexum Fœmineum in Augusta Domo Austriaca extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die* 19. *Junii Anno Domini* 1723. *Regnorum suorum, Romani XII. Hispaniarum XX. Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum Anno XIII.* 51

——— 12—23. Sept. *Traité d'Alliance entre l'Empereur de* RUSSIE *& le Roi de* PERSE. *Conclu à Petersbourg le* 12. *Septembre* 1723. *v. ſt.* 75

1724. 22. Fevr. *Traité d'Alliance entre le* CZAR, *& le Roi de* SUEDE. *Conclu à Stockholm le* 22. *Fevr.* 1724. 76

——— *Memoire de la Compagnie des* INDES OCCIDENTALES *preſenté à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE. ibid.

——— *Memoire de la Compagnie des* INDES ORIENTALES *preſenté à L. H. P. Les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE. 78

——— 28. Fevr. *Copia Reverſalium ad implendas conditiones in Litteris Inveſtituræ de S. R. I. Ducatibus* Hetruriæ, Parmæ *&* Placentiæ *expreſſas à Rege Hiſpaniæ* LUDOVICO. *Madriti* 28. *Febr.* 1724. 80

——— 23. Mars. *Remontrance des trois* ETATS *du Païs & Duché de* BRABANT *à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, au ſujet de ſes Lettres d'Octroi pour l'Etabliſſement d'une Compagnie de Commerce & de Navigation aux Indes.* ibid.

——— 26. Avril. *Repreſentations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *preſentées à Sa Majeſté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le* 26. *Avril* 1724. 85

——— 14. Mai. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations données par* LOUIS XIV. *ſon Predeceſſeur contre ſes Sujets de la Religion Reformée voulant que la ſeule Religion Catholique Romaine ſoit exercée en ſon Royaume, & ordonnant de rigoureuſes peines contre ceux qui refuſeront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Verſailles le* 14. *Mai* 1724. ibid.

——— 1. Juillet. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la ſupreſſion d'un livre écrit & publié en Langue Françoiſe pour le ſoutien de* l'infaillibilité du Pape, *avec le Diſcours de l'Avocat du Roi, requerant cette ſupreſſion. A Paris le* 1. *Juillet* 1724. 88

——— 6. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne par lequel il declare qu'aux inſtances du Conſeil Royal de Caſtille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi Naturel. Fait à Madrid le* 6. *Septembre* 1724. 89

——— 30. Octob. *Decretum S. R. Majeſtatis Poloniæ Aſſeſſoriale, contra Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis, quo in reparationem variorum Exceſſuum in Collegio Patrum Jeſuitarum per Plebem licentioſam perpetratorum, cum effractione forium, ſubverſione Cathedrarum, Sellarum, Fœnacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione, & combuſtione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præſidens, ac* ZERNEK, *Vice-Præſidens Thorunenſes ad ultimum ſupplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia ſupplicia deſtinantur. Templum inſuper Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos autea poſſeſſum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magiſtratus Civitatis dimidiatum in gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varſoviæ ſub tempus Comitiorum Regni Generalium, feria ſecunda poſt Feſtum S. S. Simonis & Judæ Apoſtolorum, die* 30. *Menſis Octobris Anno Domini* 1724. *Regni vero* XXVIII. ibid.

ANNO 1724. *Tractatus ſive Conventio inter* BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctiſſimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum pro dimiſſione ad Sanctam Sedem* Comacli, *ſalvis Juribus Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, & Imperii Domusque Atteſtinæ omnibus, tam reſpectu Poſſeſſorii quam Petitorii. Actum Romæ* 25. *Novembris* 1724. Cum PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS. 95

——— 25. Nov.

——— 5 Dec. *Acta* THORUNENSIA *in Executione Decreti S. R. Majeſtatis Poloniæ Aſſeſſorialis, contra Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatiſſimæ Virginis* MARIÆ *Thorunenſi, in favorem Patrum Bernardinorum conceſſum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majeſtatis Thorunenſi, die quinta Decembris, ſcilicet Feria tertia ante Feſtum Immaculatæ Conceptionis Gloriosiſſimæ Virginis Mariæ proximè. Anno Domini* 1724. 97

——— 6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la Regle & ordre de Succeſſion, & Union indiviſible de tous les Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires de Sa Majeſté* Imperiale & Catholique, *à Vienne le* 6. *Decembre* 1724. 103

1725. 13. Fevr. *Edit du Senat du Sacré Synode, de la Generalité de* RUSSIE *& de Moscovie declarant que par le Decès du Czar* PIERRE, *la Czarine* CATHERINE ALEXIEWNA, *ſon Epouſe eſt demeurée Imperatrice & Souveraine abſolue de toutes les Ruſſies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10. *Fevrier* 1725. Avec *le* SERMENT DE FIDELITE' *prêté en conſequence, par tous les Senateurs, Miniſtres Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui ſe trouverent preſens à St. Petersbourg, comme auſſi par les Bourgeois de la Ville, le* 13. *Fevrier* 1725. 104

——— 30. Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter ſummum* BENEDICTUM XIII. *&* CAROLUM VI. *Imperatorem, publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimiſſione Urbis Comaclenſis factæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ab eodem Auguſtiſſimo Imperatore.* 105

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1725. 30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractatus Londinensi anni 1718. pro basi & fundamento hujus statuto, Regno Hispanica & Indiarum Regi* PHILIPPO, *Neapolis vero, Siciliæ & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæsar ex Monarchia Hispanica in Italia & in Belgio adhuc possidet, suæ Sacræ Cæsareæ Majestati restituuntur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex deficientia Sexus Masculini vacare unquam contingeret, Principi secundo-genito Serenissimæ Hispaniarum Reginæ Filio destinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte solemniter interpositis; illa nimirum* CAROLI *Cæsaris, Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monasterio Regio Sanctæ Laurentii* 22. *Junii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hispaniarum Catholici Imperatori extradita, in Pactis Juris Reversionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datum in Aranjuez* 25. *Maii* 1715. Sequuntur *Literæ Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* 106

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem & Sacram Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum, ad mutuam defensionem & Guarantiam eorum respective Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die* 30. *Aprilis* 1725. 113

1. Mai. *Traité de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majesté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majesté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne & des Indes. Fait à Vienne le* 1. *Mai* 1725. *Avec les* PLEINPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* 114

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem* CAROLUM VI. *Romanorum, Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem* PHILIPPUM V. *Regem Hispaniarum ab altera parte conclusa Viennæ* 7. *Junii* 1725. Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque parte in Tractatu assumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc spectantibus.* 121

Juin. *Edit de* LOUIS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extension de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedens. Donnée à Versailles au Mois de Juin* 1725. 125

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu entre Leurs Majestés* BRITANNIQUE, TRES-CHRETIENNE *&* PRUSSIENNE, *à Hanover le* 3. *Septembre* 1725. AVEC TROIS ARTICLES *separés, concernant l'affaire de* Thorn *& le cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire, à Hanovre le* 3. *Septembre* 1725. 127

23. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majesté* IMPERIALE *& Catholique par les Commissaires Imperaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'intervention & Mediation des Commissaires Ottomans, sur la Libre Navigation, abstractivement de tout Commerce. A Tunis le* 23 *Septembre* 1725. 129

1726. 16. Avril. *Acte d'Accession de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance conclu entre le* CZAR *&* SUEDE *le* 22. *Fevr.* 1724. *Fait à Vienne le* 16. *Avril* 1726. 130

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diéte du Pais. Donné à Mittau le* 22. *Mai* 1726. 131

4. Juin. *Autres Universaux dudit Duc, par lesquels les precedens sont declarés être faux.* ibid.

6. Août. *Traité d'Alliance Defensive entre l'Empereur des* ROMAINS *&* l'Imperatrice de RUSSIE. *Signé à Vienne le* 6. *Août* 1726. ibid.

9. Août. *Acte d'Accession des* PROVINCES-UNIES *au Traité d'Alliance Defensive. Signé à Hanovre le* 3. *Septembre* 1725. 133

10. Août. *Article Secret du Traité d'Alliance Defensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de* Russie *& le Roi de* PRUSSE, *le* 10. *d'Août* 1726. 135

Traité entre l'Empereur des ROMAINS *&* la Regence de TRIPOLI. *Conclu en* 1726. ibid.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Pais-Bas, &* la Regence d'ALGER, *fait en Alger le* 8. *Sept.* 1726. *selon l'Ere Chrétienne, &* 1139. *de la Lune de Muharan selon l'Ere de l'Hegire.* 136

Octob. *Diplome d'Assurance donné par* AUGUSTE *Roi de Pologne aux Etats assemblés de la* REPUBLIQUE, *sur l'affaire de* COURLANDE, *portant promesse de faire revenir le Comte de Sane, & de ne jamais accorder l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats de Pais.* Avec le PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* 138

12. Octob. *Traité Apocryphe de Wusterhausen, entre l'*EMPEREUR *&* le Roi de PRUSSE. *Signé le* 12. *Octobre* 1726. 139

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Regence d'Alger. Conclu à Constantinople le* 8. *Mars* 1727. 140

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *&* le Landgrave de HESSE-CASSEL. *Du* 12. *Mars* 1727. 141

14. Mars. *Acte d'Accession de la Couronne de* SUEDE *à l'Alliance d'Hanovre. Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St.* 1727 ibid.

17. Mars. *Decret Imperial adressé à la Diéte de l'Empire & dictè le* 17. *Mars* 1727. 142

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majestés les Rois de* FRANCE *&* de la GRANDE-BRETAGNE *&* de DANNEMARC.

ANNO 1727. MARC. *Fait à Coppenhague le 16. Avril 1727.* 144

Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover. 146

31. Mai.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL. 148

1728. Fevr. *Octroi accordé par le Roi de* DANNEMARC *à la* Compagnie de Tranquebar. 149

6. Mars. *Convention entre les Rois d'*ESPAGNE *& d'*ANGLETERRE *sur les Préliminaires. Fait au Pardo le 6. Mars 1728.* 150

13. Avril. *Copia Plenipotentiæ Cæs. in formu patenti cum facultate subſtituendi pro Comite Carolo Borromæo ſuper capeſſenda poſſeſſione Ducatus* Hetruriæ *pro* Carolo, *Infante Hiſpaniæ. Dat. Viennæ 13. Aprilis 1728.* 153

——— *Reſcriptum Cæſareum ad Viduam Electoris Palatini, natam Hetruriæ Ducem de permittenda dicta poſſeſſione.* 154

——— *Mandatum Cæſareum ad Subditos & Vaſallos Hetruriæ ſuper eadem.* ibid.

——— *Decretum Cæſareum ad Senatum Florentinum, de eadem.* 155

ANNO 1728. *Extrait du contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de* MECKLENBOURG, *publiée par le Conſeil Aulique le 11. Mai 1728.* 156

11. Mai.

Octroi du Roi d'Espagne accordé en 1720. à une Compagnie de la Province de GUIPUSCOA, *pour negocier aux* CARAQUES. 157

1729. *Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défenſe mutuelle entre les Couronnes de la* GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE, *conclu à Seville le 9. Novembre 1729.* 158

9. Nov. ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 160

21. Nov. *Laudum ou Declaration des Ducs de* SAXE-GOTHA *&* BRUNSWIC, *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* PRUSSE *& de la* GRANDE-BRETAGNE, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril 1730.* 161

1730. 16. Avril. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la* GRANDE-BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKEES *en Amerique.* 162

20. Sept.

Table Chronologique du Suplement de cette derniere Partie, qui ne contient que des Pièces qui regardent l'OOSTFRISE.

ANNO 1721. 18. Août. D*Ecret de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *en date du 18. Août 1721.* 163

13. Aout. *Succincte Déduction, que le Decret de Sa Majeſté Imperiale du 18. Août 1721. ſe trouve fondé ſur les anterieures Reſolutions Imperiales pour les Pais d'*OOSTFRISE, *Accords, Concluſions des Dietes & Reſolutions des Etats du Pais.* 164

1723. *Déduction abregée de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, ſans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts, publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden 1723.* 165

——— *Reponſe au Factum des Etats d'*OOSTFRISE *ſur d'un Memoire Intitulé: Preuves que Son Alteſſe Sereniſſime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ſes Etats que les autres Etats immediats de l'Empire &c. Imprimé à Aurick en 1723.* 172

11. Juill. *Decret & Ordonnance de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *un College des Deputez ordinaires & Adminiſtrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux & ceux des Etats qui ont tenu leur parti juſqu'à preſent, par lequel ſont caſſez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes &c. les menaçant de Vindigation de Sa Majeſté Imperiale ſuivant le contenu du Decret du 18. Août 1721. & leur ordonnant ſous peine de la Vie, de l'honneur & des Biens de s'en déſiſter, & de porter obéiſſance & fidelité à leur Prince legitime auquel ils ne s'oppoſeront pas dans tout ce qui eſt de ſon Autorité Seigneuriale ſoit dans la Diéte ou autrement. Donné le 31. Juin 1723.* 188

ANNO 1723. *Extrait de la Lettre de Sa Majeſté Imperiale, à Sa Majeſté le Roi de* POLOGNE *Electeur de* SAXE, *de même qu'à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *en date de Vienne le 10. Août 1724.* 179

1724. 10. Août. *Extrait du Regitre des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *ſur les differens dans le Pais d'*OOSTFRISE *& les Decrets Imperiaux émanez à ce ſujet, de même que ſur la Commiſſion, & l'Execution decretées, Jeudi 22. Fevr. 1725.* 180

1725. 22. Fevr. *Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE. ibid.

——— *Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime aux Habitans de Leehr &c. en date du 6. d'Avril 1726.* 181

1726. 6. Avril. *Reponſe des Communes du Bailliage de Leerebrt. du 10. Avril 1726. à la ſuſdite Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime.* ibid.

10. Avril. *Reſolution Ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'*OOSTFRISE *du 12. Avril, ſur la Declaration des Deputez des Communes, en date de Leer le 10. Avril 1726.* ibid.

12. Avril. *Declaration des Communes de Leer, & conſorts du 16. Avril 1726. ſur l'ulterieure & préalable Reſolution qui leur a été adreſſée du 12. Avril 1726.* 182

16. Avril. *Propoſition de Mr. de Lewe d'Adwart Deputé des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Faite dans ſon Audience du 24. Avril 1726.* 183

24. Avril. *Reponſe du Prince à cette Propoſition.* 184

Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prin-

30. Avril.

ANNO

ce d'OOSTFRISE. . 187

1726. Reponſe du Prince d'OOSTFRISE aux Lettres des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES inſerées ci-deſſus, du 4. Juillet 1726. 189

4. Juill. Extrait du Regitre des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances du 6. Juillet 1726. 101

6. Juill. Extrait d'une Reſolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'OOSTFRISE du 23. Juillet 193

23. Juill. Repouſe des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale du 19. Août. ibid.

19. Août. Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez ſur ce que ſix de huit Bailliages, dont l'Ooſtfriſe eſt compoſée s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti. 194

30. Août. Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'OOSTFRISE. ibid.

—— Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magiſtrat d'Embden. ibid.

—— Repouſe des Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale à la Lettre des Etats Generaux, en date du 9. Sept. 1726. 195

9. Sept. Conſiderations ſur la Propoſition des Etats Generaux de terminer les Differens d'Ooſtfriſe par un Accord à faire à la Haye ſous la Mediation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc. 197

11. Sept. Reſolution de L. H. P. ſur le Pro Memoria du Reſident de Dannemarc, du 1. Oct. 1726. 196

1. Oct. Lettre du Roi de PRUSSE aux Etats d'OOSTFRISE, du 10. Mai 1727. 198

1727. Lettre dudit Roi de PRUSSE aux Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas. ibid.

10. Mai. Extrait de la Repouſe des ETATS GENERAUX au Roi de PRUSSE. 199

—— Leur Repouſe au Memoire des Deputez des Etats d'OOSTFRISE & de la Ville d'EMBDEN. ibid.

—— Reſolution des ETATS GENERAUX, ſur les affaires d'OOSTFRISE du 9. Juill. 1728. ibid.

ANNO 1728.

9. Juill. Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puiſſances du 29. Juillet 1728. 201

29. Juill. Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel Greffier de Leurs Hautes Puiſſances de Paris le 1. Août 1728. ibid.

1. Août. Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, à Mr. le Comte de KONIGSEGG-ERPS. Datée de Boulogne le 26. Juillet 1728. 202

26. Juill. Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728. ibid.

23. Juill. Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleuri, à Paris le 29. Juillet 1728. ibid.

29. Juill. Repouſe du Cardinal, à Verſailles le 30. Juillet 1728. ibid.

30. Juill. Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à ceux des autres Alliez de Hanovre. 203

—— Seconde Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances du 7. Août 1728. 205

7. Août. Repouſe de Sa Majeſté Imperiale à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, ſur les Affaires d'OOSTFRISE. ibid.

6. Sept. Decret de Sa Majeſté Imperiale dans leſdites affaires. 200

13. Sept. Memoire pour ſervir d'Inſtruction à Monſieur le Baron de Fonſeca ſur l'affaire d'OOSTFRISE. 206

—— Lettre des Embdenois à la Commiſſion. 209

1729. Leur Acte de Soumiſſion. ibid.

24. Mars. Reponſe de la Commiſſion aux Embdenois. ibid.

25. Mars. Communication de la Soumiſſion des Embdenois au Miniſtere du Prince. 210

—— Remarques du Miniſtere du Prince ſur la Soumiſſion des Embdenois. ibid.

28. Mars. Reſolution de Sa Majeſté Imperiale ſur ladite Soumiſſion. 211

12. Sept. Autre Reſolution plus étenduë de Sa Majeſté Imperiale. ibid.

1730. 30. Août.

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

CORPS

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1719. 5. Janv. *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains, comme Souverain des Païs Hereditaires, & les Rois de la* GRANDE BRETAGNE *& de* POLOGNE, *comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier* 1719.

IN NOMINE SANCTISSIMÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

QUandoquidem Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas, tanquam Regnorum, Ditionumque ſuarum Hæreditariarum Dominus, & Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvico-Luneburgenſis, itemque Sua Regia Majeſtas Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, ſolo atque unico motus defenſionis, ac conſervandarum Provinciarum Ditionumque ſuarum intuitu, tum Pacem & tranquillitatem Imperii, ejusdem Conſtitutiones juxta inſitam præſentemque uniuſcujusque Statûs in Imperio obligationem, tuendi ſtudio ducti, arctioris inter ſe conjunctionis & Conſœderationis faciendæ, cogitationes ſuſceperunt, & hunc in finem Mandatis ſuis inſtruxerunt, ſcilicet Sua Cæſarea Regia Majeſtas, Celſiſſimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudiæ, & Pedemontium Principem, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Mareſchallum, ac Belgii Auſtriaci cum plena poteſtate Gubernatorem, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum, Sacri Romani Imperii Hæreditarium Theſaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sintzendorff, Ilberum Batonem in Etnſtbrunn, Dominum in Gefœll, ſuperiori Seloviz, &c. Burggravium à Reineck, Supremum Hæreditarium Enſiferum ac Præciſorem in ſuperiori & inferiori Auſtriâ, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis Camerarium actualem, Conſiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium; ac Regia Sua Majeſtas Magnæ Britanniæ quà Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico-Luneburgenſis, illuſtrem Dominum, Franciſcum Ludovicum de Pesme, S. Saphorini Dynaſtam, pedeſtris militiæ altefatæ Majeſtatis ſuæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæſaream Miniſtrum; Regia demum Sua Majeſtas Poloniæ tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxoniæ, Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum, Jacobum Henricum Sacri Romani Imperii Comitem de Flemmlug, Magni Ducatûs Lithuaniæ Staboli Præfectum, in Exercitu Regni Poloniæ militiæ, Auxiliamenti exotici, Generalem, altefatæ Sacræ Regiæ Majeſtatis

ANNO 1719.

ANNO 1719. jeſtatis Poloniæ & Electoris Saxoniæ campi-Mareſchallum, Directorem Conclavis Secretioris, & Conſiliarium intimum, Conſilii militaris Præſidem, Hæreditarium in Pomeraniâ ulteriori, & Principatu Camirenſi Mareſchallum, Ordinis Melitenſis deſignatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ, Elephanti, & S. Andreæ Equitem, Dominum Caſtrenſem in Martentin & Bœck, Dynaſtam in Burgſcheidingen, Berkicht & Nebra; Dicti modo Miniſtri Plenipotentiarii poſt excuſſas trutinatasque hinc inde commiſſi Negotii rationes, loco atque die infrà ſcriptis in ſequentes Fœderis defenſivi leges convenerunt. ANNO 1719.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicitia firma, vera atque ſincera inter Partes Contrahentes ſuprà nominatas, eaque ita ſanctè ſerioque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem & commoda promovenda, non conſilia ſolùm operamque omnem conferre, verùm etiam, ubi occaſio poſtulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damna, & ad depellendas ab invicem hoſtiles injurias & inſultus auxiliis opportunis & neceſſariis concurrere teneantur.

II. Sancitur & ſtabilitur inprimis hujus Fœderis conventione, mutua defenſio Ditionum ac Provinciarum Hæreditariarum, quæ ad Fœderatos in Imperio Romano Germanico ſpectant, nec non conſervatio Circulorum, in quibus dictæ Ditiones & Provinciæ ſitæ ſunt, ita, ut ſi contigerit, unùm vel alterum Fœderatorum in iis hoſtiliter invadi, adeoque unum vel alterum è Circulis modò indigitatis, turbis Bellicis inquietari, reliqui Fœderati Parti impetitæ, in iis Ditionibus aut Circulo, ubi hæreditariæ Ditiones ſitæ ſunt, numerum Copiarum, infrà ſtius determinatum, Subſidio mittere debeant, & quidem ita prompte, ut auxiliares iſtæ Copiæ eveniente caſu, ſtatim absque ullâ morâ, ſimulac requiſitæ fuerint, iter ad ſuccurrendum accelerare, & diverſionem hoſtibus, ſi eorum Regiones ſint ſuis vicinæ, ad optionem Partis oppugnatæ facere debeant.

III. Soſtententur autem Copiæ hoc modo in Subſidium millæ, ſtipendiis ſumptibusque mittentium, excepis equorum pabulis, fœno avenâque, utpote quæ *gratis* præbebuntur in ſuis Ditionibus ab eo Fœderatorum cui auxiliatum venerunt, qui curabit etiam, ut Copiæ auxiliatrices panem pari prerio, quo proprius miles, ſuâ tamen ſibi pecuniâ, comparare poſſint; Quælibet portionum equorum, quas rationes vocant, conſtet ſex libris avenæ, & decem libris fœni, pond. Vienn. & deficiente avenæ copiâ, in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur; ubi verò neceſſe fuerit extra Territoria Fœderatorum in alienis Provinciis operationes Bellicas proſequi, tunc quælibet Pars ſuis Copiis de pane, avenâ, fœno aliſque neceſſariis omni meliori quo poterit modo ipſa proſpiciat.

IV. Quod ſi acciderit, duos Fœderatorum in ſuis Ditionibus eodem tempore ſimul infeſtari, tunc ambo ſuper diſpoſitione operationum militarium, atque ſuper uſu auxiliorum, à parte extra periculum conſtitutâ, mittendorum, in commune conſulent, ſtatuentque dictis auxiliis interim iter ad ſubveniendum ſine ullâ retardatione ingredientibus & proſequentibus.

V. Etiam Partes contrahentes ultra numerum infrà Articulo XI. definitum, ad aſſiſtendum Parti infeſtatæ, plures Copias ſubmittere non teneantur; nihilominus tamen obſtrictæ erunt, quicquid præterea ipſis virium ſuppetit, adhibere divertendo hoſti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, ſi quas habet, ſitu ita opportuno, ut facilè in eas penetrari poſſit: liberum autem eſto Parti requirenti, ſi ita è re viſum fuerit, minorum quoque ſuppetiarum numerum quàm qui ex præſentis Fœderis conſtitutione deberetur, ciere atque evocare.

VI. Conventum præterea eſt, ut ſi fortè Sua Regio-Catholica Majeſtas, per aliquam ex Potentiis Septentrionalibus, durante hujus Fœderis nexu in Hungariâ hoſtiliter impeteretur, hoc quoque caſu eveniente, reliqui Fœderati eidem auxilio hoc Fœdere conſtituto, ſuccurrere ſatagant, hâc tamen obſervatâ reſtrictione, ut Copiæ Suæ Majeſtatis Britanniæ in Hungariam usque progredi nullo modo teneantur, ſed interea, dum ibi res agitur, ſolummodo ad tuendum Provincias S. Cæſ. Majeſtatis Germanicas, ad diſtrahendas vires aggreſſoris in ejus Ditionibus, ſi quæ forent, in vicinâ Provinciarum Teutonicarum Regis Magnæ Britanniæ exhibeantur.

VII. Quod Articulo ſecundo hujus Tractatûs diſpoſitum eſt, ut ſi Provinciæ Germanicæ unius ex Partibus pacifcentibus hoſtilibus armis premerentur, reliquæ duæ Partes cum tauro Copiarum numero, quantum præſens Fœderis ſuſtrumentum præſcribit, ad ſuppetias ferendas accurrere debeant, rd ita eſi intelligendum, niſi & ipſe quoque in ſuis Ditionibus Germanicis & Hungariâ infeſtaretur. Etenim ſi omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam ſimul collatis in medium & conſiliis & armis, et, quæ bonos Fœderatos decet, fide atque ſinceritate, pro neceſſitatis, communique utilitatis ratione concurrere & agere teneantur.

VIII. Hoc Fœdus complectetur & aſſecurabit etiam tam Regni Poloniæ tuitionem atque conſervationem, quàm ipſius Poloniæ Regis aſſertionem & manutentionem in Throno ſuo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directè vel indirectè illum turbare, aut moleſtare præſumeſt, in quietâ poſſeſſione Regni ſui, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, à quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad aſſiſtendum Regi Regnoque Poloniæ, ubi neceſſitas poſtulaverit, adhibebuntur æquè auxiliares Copiæ inferiùs Articulo XI. determinatæ, hac tamen itidem reſervatâ modificatione, ut Regis Magnæ Britanniæ miles non niſi faciendæ diverſioni in Provinciis aggreſſoris, ſi quas Ditionibus Regiæ Majeſtatis Britanniæ in Germaniâ propinquas habet, inferiæ, vel etiam tutandis, ad Reg. Majeſtatis Poloniæ requiſitionem, Provinciis ejus Saxoo., eo caſu, ſi fortè Copiæ Saxonicæ fuerint à Regno Poloniæ ad opem, contra hoſtes in Poloniâ, aut in Magno Ducatu Lithuaniæ ferendam, armaque jungenda, juſtâ requiſitione accerſitæ.

IX. Cùm itaque hujus Fœderis, reſpectu ad Poloniam, non alia ſit intentio, quàm ut ſalvis utrinque & Regiæ Majeſtatis & publicæ Libertatis Juribus, tum Poloniæ Regnum, Magnusque Lithuaniæ Ducatus in ſtatu integro illibatoque contra omnem oppreſſionem conſerventur, tum Regia Sua Majeſtas, uti Articulo præcedente proviſum eſt, in quietâ ac imperturbatâ poſſeſſione & fruitione dicti ſui Regni, Magnique Ducatûs Lithuaniæ, cum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut moleſtias quascunque, ſive aperto Marte & vi extrinſecus adhibitâ inferantur, ſive per clandeſtinas machinationes Factionesque exterarum Potentiarum ſuggeſtionibus aut ſecretis admiciculis ſuffultas intententur. Dicta Sua Regis Majeſtas ex abundanti declarat polliceturque ſe Regni ſui Magnique Ducatus Lithuaniæ Ordines libertate omnimodâ, quâ gaudere debent, omnibusque ſuis Juribus & Privilegiis ſine ullâ infractione uti, frui, minimè impedituram neque obſituram, quin Sua Cæſarea Majeſtas & Magnæ Britanniæ Rex ſe hujus declarationis ſponſores erga Rempublicam conſtituant, fidemque ſuam, nihil omnino à Rege Poloniæ adverſus Regni Conſtitutiones immunitatesque commiſſum iri, cum Guarantiæ vinculo interponant.

X. Viciſſim Rex Regnumque Poloniæ, teſtando affectui ſtudioque reciproco, communem Fœderis cauſam quovis poſſibili modo adjuvare tenebuntur, ex ſuâ quoque parte Copiarum numerum Articulo ſequenti deſignatum, ſiſſiere, eoque ad obtinendum Fœderis ſcopum ubique concurrere; Et quidem Copiæ hæ Polonicæ præcipuè inſerviant interea dendo tranſitui quibusvis exteris Copiis, quæ per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuaniæ verſus aut contra Imperium, vel contrarium Fœderatorum Ditiones, comprehenſa Hungaria, venire præſumſeriur; Si verò Rex Poloniæ ad prohibendum iſtiusmodi transitum, dictas Regni Copias non ſufficeras judicaverit, ac ideò omine Reipublicæ & ſub ejus Sigilio aſſiſtentiam Fœderatorum requiſiverit, tunc Imperator & Magnæ Britanniæ Rex, juxta hujus Fœderis leges auxilia ſine morâ ſubmittent. Quod ſi in Imperatoris aut Regis Magnæ Britanniæ Ditionibus hoc Fœdere comprehenſis, hoſtilis aggreſſio contigerit, Rex Poloniæ, quantum fieri poterit, hoſtibus è Polonia quoque diverſioem facere ſatagat, aut Parti laceſſitæ, ſi ab eâ requiretur, ſubſidiariam Polonicæ militiæ eatam ſuppeditabit.

XI. Conferet huic Fœderi ſuſtinendo Sua Cæſarea Majeſtas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvici duo millia Equitum, & ſex millia Pedimm, ſi Ditionibus Cæſareis ſuccurrendum fuerit, ſi autem Provinciis Saxonicis, non niſi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: Rex Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ,

bis

ANNO 1719. bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: De cætero Sua Majeſtas Polonica nunnioc Regio & Regni, duo millia Defultoriorum Equitum, & quatuor millia Peditum, militiæ ordinatiæ, cum quatuor millibus ex militia Equeſtri nationali contribuet.

XII. Si contingat occaſione hujus Fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione Bellum exardeſcere, Partes paciſcentes totis viribus ſe invicem juvare, mutuamque ſibi operam ad depellendam vim hoſtium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re natâ ſuper loco modoque conjungendarum Copiarum, itemque ſuper Gubernatione ductuque generali Exercituũ communis, tum ſuper providendo eidem commeatu & annonâ, & denique ſuper inſtituendis exequendisque operationibus Bellicis inter ſe convenient.

XIII. Duret & ſubſiſtat præſens hoc Fœdus usque ad omnimodam ſolidamque motuum in Septentrione Pacificationem, quæ ipſa tamen non alio fieri debet pacto, niſi adhibitâ præcautione, ne quid in ea præſentis hujus Tractatûs ſtipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defenſivi Societatem aliæ quoque potentiæ, præſertim omnes Imperii Principes atque Status, & ſpecialites Ordines Generales Uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur, ea parte quidem Cæſareæ Majeſtatis, ex partibus itidem Magnæ Britanniæ, Poloniæque Regum, tanquam Brunſvici & Saxoniæ Electorum, intra duorum menſium ſpatium, aut citius ſi fieri poterit. Cum Rege verò Poloniæ, qua tali, & cum Poloniæ Regno ad minimum intra tres menſes, pro ingreſſu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficientur, & in forma ex more Regni uſitata ratificabuntur; In quorum fidem ſuprà memorati Miniſtri Plenipotentiarii præſens inſtrumentorum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expedium, manibus propriis ſubſcripſerunt, Sigillisque appoſitis muniverunt. Actum Viennæ die quinto menſis Januarii anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

EUGENIUS *von Savoyen.* (*L. S.*)

F. L. DE PESME *D. S. Saphorin.* (*L. S.*)

PHIL. LUD. *Graf von* SINZENDORF. (*L. S.*)

Graf von FLEMMING. (*L. S.*)

II.

8. Janv. *Manifeſte du Roi de* FRANCE *ſur le ſujet de Rupture entre la France & d'Eſpagne.*

LEs Rois ne ſont comptables de leurs démarches qu'à Dieu même dont ils tiennent leur Autorité. Engagez indiſpenſablement à travailler au bonheur de leurs Peuples, ils ne le ſont pas à rendre raiſon des moyens qu'ils peuvent pour y reuſſir, & ils peuvent, au gré de leur prudence, cacher ou révéler les myſtéres de leur Gouvernement. Mais dès qu'il importe à leur gloire & à la tranquillité de leurs Peuples, qui n'en peut être ſeparée, que les motifs de leurs reſolutions ſoient connus, ils doivent agir à la face de l'Univers & faire éclater la Juſtice qu'ils ont conſultée dans le ſecret.

Sa Majeſté conduite par les Conſeils du Duc d'Orléans Régent, s'eſt cruë dans cet engagement; Et Elle fait gloire d'expoſer à ſes Sujets & à toute la Terre les raiſons qu'Elle a euës d'entrer en de nouvelles liaiſons avec pluſieurs grandes Puiſſances pour la Pacification entiere de l'Europe, pour la ſûreté particuliére de la France, & pour celle même de l'Eſpagne, qui méconnoiſſant aujourd'hui ſes vrais Intérêts trouble la tranquillité commune par l'infraction des derniers Traitez.

Sa Majeſté n'imputera jamais cette infraction à un Prince, qui recommandable par tant de vertus, l'eſt particuliérement par la fidelité la plus religieuſe à ſa parole, Et ce ne peuvent être que ſes Miniſtres qui l'ayant engagé trop légérement, ſavent lui faire de cet engagement même une raiſon & une néceſſité de le ſoûtenir.

S. M. dans les meſures qu'Elle a priſes, s'eſt propoſée de ſatisfaire également à deux devoirs; à l'amour qu'Elle doit à ſon Peuple, en prévenant une Guerre avec tous ſes Voiſins dont il étoit menacé; & à l'amitié qu'Elle doit au Roi d'Eſpagne, en menageant conſtamment ſes intérêts & ſa gloire, qui ſeront toûjours d'autant plus chers à la France, qu'elle les regarde comme le prix de ſes longs travaux & de tout le ſang qu'il lui en a coûté pour le maintenir ſur ſon Trône. ANNO 1719.

Ces intentions de S. M. ſe reconnoîtront ſenſiblement & ſans interruption dans tous les faits qu'on va expoſer.

On ſait que dans le cours de la derniére Guerre, la France avoit été réduite par ſes disgraces à la dure néceſſité de conſentir au rappel du Roi d'Eſpagne; & elle en auroit ſans doute éprouvé la douleur, ſi la Providence qui changea les évenemens & les cœurs, n'eût épargné cette injuſtice à nos Ennemis.

On reconnut à Utrecht les Droits du Roi Catholique; mais l'Empereur, quoi qu'abandonné de ſes Alliez, ne pouvoit encore renoncer à ſes prétentions. La priſe de Landaw & de Fribourg ne pût même l'y réduire; Et le feu Roi de glorieuſe mémoire, qui au milieu de ſes derniers ſuccès, ſentoit l'extrême beſoin que ſes Peuples avoient de la Paix, ne la conclut qu'après avoir fait propoſer à l'Empereur dans la Negociation de Raſtadt, de travailler à un Accommodement entre lui & le Roi d'Eſpagne. (1) Il avoit toûjours eu vûë d'achever ſon ouvrage, & d'étouffer les ſemences de Guerre que le Traité d'Utrecht avoit laiſſées dans l'Europe, en ne reglant que proviſionnellement & ſans le concours de l'Empereur les intérêts de ce Prince & du Roi d'Eſpagne.

Le deſſein de cimenter la Paix par une conciliation entre ces deux Princes, fut inſinué à Bade le (2) 15. Juin 1714. au Comte Goes, & communiqué le (3) 7. Septembre ſuivant au Prince Eugéne de Savoye, qui alloit que l'Empereur ne s'en éloigneroit pas. Après la ſignature du Traité de Bade, le Roi charges le Maréchal de Villars (4) de ſuivre avec le Prince Eugéne le même objet. Et lorſque le Comte du Luc (5) fut nommé pour être Ambaſſadeur du Roi auprès de l'Empereur, il fut particuliérement chargé par ſon Inſtruction d'agir ſelon ces vûës.

Le Roi d'Eſpagne avoit repreſenté ſouvent au feu Roi par des Lettres écrites de ſa main, que ſon état n'étoit point aſſuré par les Traitez d'Utrecht. *Vous jugerez aiſement*, diſoit-il dans une de ſes Lettres du 16. Mai 1713 *que la Paix dont tout le monde déſire également la ſolidité, ne peut être ſtable, ſi l'Archiduc qui m'a diſputé la Couronne d'Eſpagne, ne m'en reconnoît le légitime Roi.*

Vous ſavez, écrit ce Prince dans ſa Lettre du 31. Janvier 1714. *que j'ai rempli tous les Préliminaires, & que je ſuis prêt à conſentir que Naples, le Milanez & les Pais Bas reſtent à l'Archiduc, comme je l'ai fait de la Sicile en faveur du Duc de Savoye, de Gibraltar & de l'Iſle de Minorque en faveur des Anglois, & que je ſuis auſſi prêt à le faire de la Sardaigne en faveur de l'Electeur de Bavière. L'Archiduc doit, moyennant ces conditions, renoncer à ce qui me reſte de la Monarchie d'Eſpagne. Ainſi nous n'avons plus, ni lui, ni moi, rien à prétendre l'un contre l'autre.*

Je me flatte, dit le Roi d'Eſpagne dans ſa Lettre du 17. Mai 1714. *que connoiſſant de quelle importance il eſt de faire départir l'Archiduc de toutes prétentions ſur l'Eſpagne & les Indes, vous me mettrez en état d'établir des conditions ſolides pour en jouir paiſiblement.*

Ce Prince ne ſe croyoit affermi ſur le Trône d'Eſpagne & des Indes, que par la Renonciation ſolemnelle de l'Empereur à ſes prétentions; Et il n'inſiſtoit ſi vivement ſur cette ſûreté, que parce qu'il en avoit reconnu l'importance par les extrémitez où l'avoient réduit les événemens de la Guerre excitée par les prétentions de l'Empereur. C'étoit auſſi tout ce qu'il demandoit au feu Roi, comme le gage le plus ſenſible de ſon amitié Paternelle, & comme le dernier effort dont il devoit couronner tout ce que la France avoit fait pour ſes interêts. Le feu Roi travailloit avec toute la vivacité d'un Pére à la ſatisfaction de ſon petit-Fils. Mais

(1) *Inſtruction pour les Plenipotentiaires du Congrés de Bade, du 15. Avril 1714.*
(2) *Lettre des Plenipotentiaires de Bade au Roi, du 15. Juin 1714.*
(3) *Lettre du Maréchal de Villars au Roi, du 7. Septembre 1714.*
(4) *Memoire donné de la part du Roi au Maréchal de Villars, le 21. Septembre 1714.*
(5) *Inſtruction pour le Comte du Luc allant à Vienne, du 5. Janvier 1715.*

ANNO 1719. Mais comme l'Empereur paroiſſoit inébranlable, & que d'ailleurs un reſte de défiance repandu dans l'Europe; une opinion générale que la Paix, ne pouvoit pas durer, & qui retenoit encore la plûpart des Puiſſances armées; la Guerre du Nord, & les changemens arrivez dans la Grande-Bretagne, faiſoient craindre que le feu ne ſe rallumât bientôt; il falloit prendre encore de nouvelles meſures pour le prévenir.

C'eſt dans ces conjonctures que le feu Roi fut enlevé à la France. Sa Majeſté n'oubliera jamais ces avis ſi importans & ſi ſalutaires qu'il lui donna dans les derniers momens de ſa vie. Elle en veut faire la régle invariable de ſon Regne, & l'on va voir qu'Elle y a meſuré juſqu'ici toutes ſes démarches.

Les longues Guerres avoient laiſſé contre nous dans l'Europe des reſtes d'aliénation & de haine qui ne cherchoient qu'à ſe ranimer, & nos Voiſins encore pleins de la jalouſie & des frayeurs qu'ils avoient euës ſi ſouvent de nos proſpéritez & même de nos reſſources dans nos plus grandes disgraces, fongeoient déja, pour achever de nous abbattre, à profiter de la minorité du Roi, & de l'épuiſement du Royaume dont nous nous plaignions nous-mêmes aſſez hautement, pour inviter nos Ennemis à tout entreprendre. L'ancienne Ligue menaçoit de ſe rejoindre, & les Nations s'excitoient mutuellement à la Guerre par l'importance de ſe mettre pour toûjours à couvert d'une Puiſſance trop redoutable, & qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuſe par des reproches injuſtes de ſa mauvaiſe foi.

Quel moyen plus ſûr pour diſſiper cet orage, que de s'unir avec la Puiſſance qui de concert avec nous avoit rappellé la Paix par les Traitez d'Utrecht? Le Roi ne négligea rien pour réüſſir dans cette vûe. La confiance ſe rétablit par ſes ſoins entre les deux Puiſſances; Et Elles comptérent auſſi-tôt que rien ne contribuëroit davantage à confirmer une Paix encore mal aſſurée, qu'une Alliance défenſive entre la France, l'Angleterre & la République des Provinces-Unies, pour maintenir les Traitez d'Utrecht & de Bade, & pour la Garantie réciproque de leurs Etats. Mais avant toute ouverture de Négociation, Sa Majeſté donna avis de ſon deſſein au Roi d'Eſpagne. Le Duc de St. Aignan eut des ordres précis au Mois d'Avril 1716. de lui expoſer les vûes, de lui offrir tous ſes ſoins & de l'inviter à entrer dans l'Alliance où elle ſe promettoit qu'il ſeroit reçû avec tous les égards qu'il pourroit ſouhaiter.

Après bien des inſtances éludées, le Duc de St. Aignan fit un nouveau Mémoire qu'il preſenta, reçût enfin du Cardinal Del Giudice une réponſe dictée dans l'intérieur du Palais par un autre Miniſtre dès lors tourmentant, & dont il ne fut dans cette occaſion que l'interprête. Cette réponſe portoit: *Le Roi mon Maître ayant examiné l'Extrait qui lui a été remis, & les derniers Traitez ſignez à Utrecht, n'y a trouvé aucune clauſe qui ait beſoin d'être confirmée.*

Quelle étrange oppoſition de cette réponſe avec les Lettres que le Roi d'Eſpagne écrivoit au feu Roi, & qui n'étoient qu'une repréſentation continuelle & inquiéte de l'incertitude de ſon état! S. M. vit bien que les principes de conciliation & de Paix qui la faiſoient agir, n'étoient pas ceux que l'on conſultoit à Madrid, & cette idée n'étoit que trop confirmée par le trouble que le Commerce des François ſouffroit déja en Eſpagne, par les avis des liaiſons qu'on y ménageoit avec quelques Puiſſances, ſous prétexte d'une mesintelligence prochaine entre les deux Nations, & par les oppoſitions ſecretes que l'Eſpagne apportoit à nôtre Alliance avec le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats Généraux.

Le Roi prit cependant le parti de diſſimuler. Il ne laiſſa pas affoiblir ſon amitié ni ſes égards pour le Roi d'Eſpagne; Et attendant patiemment le moment où il ſeroit mieux éclairé ſur ſes véritables avantages, il lui fit dire que ne pouvant plus ſe diſpenſer d'achever ſon Projet d'Alliance, il l'aſſuroit qu'il n'y conſentiroit à rien qui fût contre ſes intérêts.

L'Abbé Dubois fut envoyé alors à Hannovre pour y traiter cette affaire avec le Roi de la Grande-Bretagne; Et c'eſt là que furent arrêtez les Articles qui ont ſervi de fondement au Traité de la Triple Alliance, ſigné à la Haye le 4. Janvier 1717., après que le Roi de la Grande Bretagne lui-même en eut donné part inutilement au Roi d'Eſpagne, & qu'il ſe fût aſſuré de la repugnance invincible du Miniſtre à tout Projet d'Union.

Mais quelque favorable que fut cette Alliance au repos public, elle ne ſuppléoit point ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'Utrecht & de Bade, parce que les différens entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne n'y ayant pas été réglez, l'Europe étoit toûjours dans l'incertitude de ſa ſituation, & en danger d'être replongée dans la Guerre par la première hoſtilité de part ou d'autre. L'Italie ſeule pouvoit ſe flatter de quelque repos à la faveur de la Neutralité qui y avoit été établie par des Traitez & des Engagemens qu'on regardoit comme un premier pas & un degré qui pouvoit conduire à la Paix. Mais quoi que la Neutralité fût véritablement une Loi à laquelle chacun de ces deux Princes s'étoit ſoûmis, le bien de l'Europe en vouloit une plus ſûre & plus ſolemnelle qui fût autoriſée par le conſentement réciproque des deux Concurrens, & maintenue par des Garans tels qu'on ne pût pas l'enfraindre impunément. Une telle Loi ne pouvoit être qu'un Traité de Paix qui terminât à jamais les conteſtations entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne.

Le Roi de la Grande Bretagne voulut tenter de procurer un ſi grand bien à l'Europe & s'en ouvrit à S. M. Elle vit avec plaiſir les intentions du ſon Roi revivre; Et Elle crut que c'étoit agir pour un Prince auquel Elle eſt étroitement unie par les liens du ſang, que de favoriſer l'exécution de tout ce que la tendreſſe Paternelle avoit projetté pour lui même ſi poſitivement & ſi juſtement. Mais S. M. qui avoit déja éprouvé en differentes occaſions, que ce qui pouvoit convaincre le Roi d'Eſpagne de ſon amitié, ne trouvoit plus le même accès auprés de lui, n'en put plus douter lors qu'Elle vit que le Marquis de Louville qu'Elle avoit envoyé au Roi d'Eſpagne pour lui faire connoître ſes véritables ſentimens & lui communiquer des choſes importantes aux deux Couronnes, avoit été renvoyé ſans être écouté, malgré l'attachement particulier qu'il avoit à la Perſonne & à la gloire de ce Prince. Ainſi trop inſtruite par l'experience, qu'on rendroit ſuſpect à Madrid tout ce qui viendroit de ſa part, Elle pria le Roi de la Grande-Bretagne d'agir lui-même à Vienne & à Madrid pour le ſuccès de ce grand deſſein, d'autant plus qu'Elle n'étoit point autoriſée, à traiter des intérêts du Roi d'Eſpagne, & qu'il convenoit d'ailleurs à la Dignité d'un ſi grand Prince de les discuter lui-même.

Le Roi de la Grande-Bretagne fit en même tems les ouvertures de ſes vûës à Vienne & à Madrid. Elles furent reçuës aſſez favorablement à Madrid, tant que la feinte ſervit à cacher les entrepriſes qu'on y méditoit, & rejettées enſuite avec peu de ménagement dès qu'on crut avoir moins d'intérêt de feindre. On ne trouva à Vienne de diſpoſitions à aucun Accommodement, qu'à condition que la Sicile, qui avoit été juſqu'alors un obſtacle inſurmontable à toutes les propoſitions de réconciliation, ſeroit remiſe à l'Empereur, parce qu'il la jugeoit abſolument néceſſaire à la conſervation du Royaume de Naples. Mais à ce prix on eſpéroit que le Roi Catholique ſeroit reconnu par l'Empereur, légitime Poſſeſſeur de l'Eſpagne & des Indes; & de plus, ce qui étoit pour lui un avantage nouveau, que l'Empereur conſentiroit que les Succeſſions de Parme & de Plaiſance fuſſent aſſurées aux Enfans de la Reine d'Eſpagne.

Les difficultez de cette Négociation ne devoient point nuire à la Neutralité d'Italie établie par le Traité d'Utrecht du 14. Mars 1713. renouvellée & confirmée par celui de Bade. L'Empereur & le Roi d'Eſpagne paroiſſent eux mêmes avoir pris des précautions pour s'aſſurer qu'elle ne ſeroit pas interrompuë. Le Roi d'Eſpagne avoit eu ſoin avant la Guerre de Hongrie, de faire ſouvenir le Roi de la Grande-Bretagne qu'il étoit Garant des engagemens pris à Utrecht pour la Neutralité d'Italie; & l'Empereur de ſon côté, lors que les Turcs ſe mirent en Campagne, avoit engagé le Pape à demander au Roi d'Eſpagne une parole poſitive qu'il ne profiteroit pas contre l'Empereur, de la Guerre que les Turcs venoient de lui déclarer. L'intérêt du Roi d'Eſpagne ſe trouvoit conforme à cette promeſſe, car il avoit été inſtruit par le Roi de la Grande-Bretagne du Traité conclu à Londres le 25. Mai 1716. entre l'Empereur & ce Prince, portant une Garantie des Etats de l'Empereur en Italie, & une promeſſe expreſſe de lui donner des ſecours, en cas qu'ils fuſſent attaquez. Enfin, la pieté ſi connuë du Roi d'Eſpagne raſſuroit encore plus que ſon intérêt.

On ne pouvoit donc ſoupçonner que le Roi d'Eſpagne, parfaitement inſtruit du Traité de 1716. voulût courir les risques de l'engagement du Roi de la Grande-

ANNO 1719.

ANNO 1719. de-Bretagne, en attaquant l'Empereur en Italie; & manquer tout à la fois à ſon intérêt & à ſon zèle pour la Religion. Cependant cette Entrepriſe éclata, & l'on apprit qu'un Armement fait des fonds levez ſur les Biens Eccléſiaſtiques & deſtinez pour ſoûtenir la gloire du nom Chrétien, alloit ſervir à violer les Traitez. Il ne faut pas de plus grande preuve, que les mauvais Conſeils & la trop grande puiſſance du Miniſtre prévaleut en Eſpagne ſur les intentions & les vertus de ſon Roi.

Sa Majeſté allarmée d'une démarche ſi dangereuſe, envoya auſſi-tôt un Exprès au Duc de St. Aignan qu'elle chargea de repreſenter vivement au Roi d'Eſpagne les dangers ou il s'expoſoit, & ce qui devoit faire plus d'impreſſion ſur lui, l'injuſtice de ſon entrepriſe. Elle le prioit pour la tranquillité commune de l'Europe & pour ſes intérêts perſonnels, de rentrer dans ces vûes de conciliation, & que le feu Roi ſon grand Pére, & après lui le Roi de la Grande-Bretagne avoient déja projettées entre lui & l'Empereur. Quelques jours après elle ordonna encore au Duc de St. Aignan d'agir de concert avec le Miniſtre d'Angleterre qui avoit reçû les mêmes ordres, pour engager le Roi d'Eſpagne à autoriſer ſon Ambaſſadeur à Londres, ou à y faire paſſer un autre Miniſtre qui traitât des moyens de rétablir ſolidement la Paix. Le Colonel Stanhope venoit d'arriver à Madrid, chargé plus particuliérement des mêmes inſtances. Le Roi de la Grande-Bretagne fit ſavoir en même tems à S. M. que comme le mal preſſoit, il ne falloit pas perdre le tems des remédes; qu'ils ne pouvoient naître que du concert unanime des Puiſſances impartiales, & qu'il la prioit d'envoyer un Ambaſſadeur à Londres, où ſur ſes inſtances l'Empereur avoit auſſi conſenti d'envoyer un Miniſtre. Sa Majeſté y envoya l'Abbé Dubois; & attentive aux intérêts du Roi d'Eſpagne, auſſi-bien qu'à ceux de ſon Royaume, elle crut qu'elle devoit avoir dans les Conférences de Londres un Miniſtre qui pût conſerver au Roi d'Eſpagne des ouvertures pour entrer dans la Negociation, dès qu'on pourroit l'éclairer ſur ſes intérêts. Mais en vain lui a-t-on fait là deſſus des inſtances redoublées; en vain lui a-t-on fait eſpérer d'obtenir pour lui de l'Empereur ce qu'il avoit ſi ſouvent demandé lui-même. On n'a reçû de ſon Miniſtre que des refus opiniâtres, & ſouvent même des menaces d'allumer par tout le feu de la Guerre, malgré toutes les meſures que l'on croiroit prendre pour le prévenir. L'Eſpagne ſembloit regarder comme une conſpiration contr'elle ces ſentimens unanimes de Paix où entroient les autres Puiſſances.

C'eſt ſur ces refus & ſur ces deſſeins menaçans de l'Eſpagne, que le Roi de la Grande-Bretagne fit repreſenter à Sa Majeſté qu'il étoit abſolument néceſſaire d'en arrêter les effets; & qu'il ne s'eu offroit d'autre moyen à la prudence des Puiſſances impartiales, que de former, pour concilier les intérêts des deux Princes, un plan qui pût leur être propoſé, & procurer, à quelque prix que ce fût, leur propre tranquillité & celle de toute l'Europe. Cette réſolution favoriſant d'un côté l'affermiſſement de la Paix, qui étoit l'objet invariable de S. M., & donnant de l'autre au Roi d'Eſpagne le tems & les moyens de prendre des reſolutions conformes à ſes intérêts, le Roi l'embraſſa. Mais en ordonnant à l'Abbé Dubois d'entrer dans un Projet ſi néceſſaire, Sa Majeſté ne lui recommanda rien tant que de rejetter toûjours tout ce qui pourroit ſuſpendre ou éloigner le concours du Roi d'Eſpagne dans cette Négociation. Quels Combats le Roi de la Grande-Bretagne n'eut-il pas à eſſayer avec l'Empereur, pour ébranler ſon attachement aux prétentions ſur l'Eſpagne & ſur les Indes, pour vaincre ſa répugnance à voir paſſer un jour les Etats de Parme & de Toscane entre les mains d'un Prince de la Maiſon d'Eſpagne, & pour amortir ſon reſſentiment de l'infraction des Traitez dont il ſe croyoit en droit de tirer vengeance! Ce ne fut qu'avec une peine infinie, qu'on vint à bout pied à pied de ces obſtacles, & qu'on ménagea encore au Roi d'Eſpagne des avantages plus grands que ceux que lui donnoient les Traitez d'Utrecht, & par conſéquent, comme on l'a vû par ſes Lettres, au delà même de ſes deſirs.

Ainſi ſe forma à Londres le Projet des conditions qui devoient ſervir de fondement à une Paix ſolide entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne. La parfaite amitié de S. M. pour ce Prince s'étoit toûjours ſignalée par les inſtances qu'Elle lui avoit faites ſans interruption, d'envoyer des Miniſtres qui diſcutaſſent ſes intérêts, par les moyens qu'elle lui avoit ménagez ſans relâche d'entrer dans la Négociation, & par ſes efforts conſtans à lui procurer de nouveaux avantages dans le Traité même. Mais non contente de ces démarches, elle porta encore plus loin l'attention & les égards. Elle envoya le Marquis de Nancré auprès du Roi d'Eſpagne pour lui faire part du Projet de Londres, tandis que le Roi de la Grande-Bretagne faiſoit la même démarche auprès de l'Empereur. ANNO 1719.

Sa Majeſté dans les cinq premiers Mois du ſéjour du Marquis de Nancré à Madrid, repréſentoit ſans ceſſe au Roi d'Eſpagne qu'il y alloit également de ſon intérêt & de ſa gloire d'abandonner une entrepriſe injuſte, & d'adopter des conditions qu'il avoit, pour ainſi dire, dictées lui-même par ſes inſtances au feu Roi. Enfin, & elle fait gloire de le dire, elle lui demandoit la Paix de l'Europe au nom de la France qui l'avoit maintenue ſur ſon Trône par tant de travaux & tant de ſang, & au nom de ſes propres Sujets dont le zèle & l'attachement, peut-être ſans exemple, meritoient bien de leur Prince qu'il ne les livrât pas aux horreurs de la Guerre.

Toutes ces inſtances fondées ſur les conditions ſages du Projet, n'arracherent jamais du Miniſtre d'Eſpagne, qu'un aveu du péril où Elle alloit s'expoſer en réſiſtant à tant de Puiſſances. Mais il aſſuroit en même tems que ſon Maître ne ſe délîteroit jamais de ſon entrepriſe, & il n'avoit pas honte de rejetter ſur lui le blâme de ſa propre inflexibilité. Enfin Sa Majeſté lui fit dire au Mois de Juin dernier, que l'amour qu'Elle doit à ſes Peuples, & qui doit prévaloir à tout autre ſentiment, lui deffendoit de différer davantage à ſigner le Traité avec l'Empereur & le Roi de la Grande Bretagne. On ajoûtoit l'engagement même où étoit le Roi de la Grande-Bretagne d'envoyer une Eſcadre dans la Méditerranée pour ſecourir l'Empereur. Rien n'ébranla le Miniſtre qui s'irritoit de plus en plus par les inſtances de Paix, & qui menaçoit de mettre en feu toute l'Europe. Enfin le Chevalier Bing qui commandoit les forces Navales du Roi de la Grande-Bretagne deſtinées pour la Mediterranée, avant que d'entrer dans cette Mer, donna avis au Miniſtre d'Eſpagne des ordres précis qu'il avoit d'agir comme Ami, ſi l'Eſpagne ſe déſiſtoit de ſes entrepriſes contre la Neutralité de l'Italie, ou ſi Elle les ſuſpendoit; Et de s'y oppoſer auſſi de toutes ſes forces, ſi Elle y perſiſtoit; Et le Miniſtre ne laiſſant plus aucune eſpérance, lui répondit qu'il n'avoit qu'à executer les ordres dont il étoit chargé.

La Guerre finiſſoit alors entre l'Empereur & les Turcs, & les ordres étoient déja donnez pour faire paſſer de nombreuſes Troupes en Italie. Sa Majeſté forcée enfin par les circonſtances, n'héſita plus à convenir avec le Roi de la Grande-Bretagne des conditions qui ſervirоient de baſe à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, & entre le premier de ces deux Princes & le Roi de Sicile; Et ce furent ces mêmes conditions qui formérent le Traité ſigné à Londres le 2. Août dernier, entre les Miniſtres du Roi, de l'Empereur & du Roi de la Grande-Bretagne.

Mais le Roi de la Grande Bretagne toûjours conduit par un eſprit de conciliation & de Paix, & voulant prévenir auſſi la mesintelligence qui pourroit naître entre ſa Couronne & l'Eſpagne, à l'occaſion des ſecours qu'il étoit obligé de donner à l'Empereur, crut encore devoir faire un dernier effort auprès du Roi d'Eſpagne. Il envoya le Comte de Stanhope, l'un de ſes principaux Miniſtres, à Sa Majeſté, pour paſſer enſuite à Madrid, ſi Elle le jugeoit à propos.

Ce fut pendant ſon ſéjour à Paris, qu'on apprit la nouvelle de l'invaſion de la Sicile par les Troupes du Roi d'Eſpagne; ce qui hâta encore le voyage du Comte de Stanhope à Madrid. Il y arriva les premiers jours du Mois d'Août dernier, & le Marquis de Nancré reçût de nouveaux ordres pour agir de concert avec lui. Mais les vives repréſentations qu'ils redoublerent l'un & l'autre ſur les extrémités où l'inflexibilité du Roi Catholique pouvoit porter les choſes; l'aſſurance qu'on lui donnoit pour toutes ſes poſſeſſions par la Renonciation de l'Empereur, & par la Garantie des Puiſſances Contractantes; la promeſſe que Sa Majeſté lui procureroit la reſtitution de Gibraltar qui intereſſe par un endroit ſi ſenſible toute la Nation Eſpagnole, (1) & que ſon Roi deſiroit ardemment depuis long-tems; Enfin, la déclaration des engagemens pris à Londres; & celle

(1) *Lettre du Roi d'Eſpagne au ſon Roi, du 22. Avril 1722.*

ANNO 1719. celle de la neceſſité où Sa Majeſté & le Roi de la Grande Bretagne ſe trouvoient de les executer immediatement après l'expiration des trois Mois, du jour de la Signature des Traitez de Londres; tout fut abſolument inutile. Le Comte de Stanhope partit de Madrid, avec la douleur de voir que les offices & les ſoins de ſon Maître pour prévenir une Declaration contre l'Eſpagne, n'avoient eu aucun effet. Mais il eut au moins cette conſolation, que l'on n'avoit rien épargné pour vaincre l'obſtination du Miniſtre, qui ſeule étoit la cauſe de la rupture & des maux qui la ſuivroient. Cependant, le Marquis de Nancré eut ordre de demeurer, parce que le Roi vouloit bien ſe prêter encore aux plus légéres eſperances que le Miniſtre avoit l'art d'entretenir pour gagner du tems. Mais Sa Majeſté reconnut enfin l'inutilité de ſa coudeſcendance. Elle fut peu de jours après inſtruite des violences exercées ſur les perſonnes & ſur les effets des Anglois en Eſpagne, au préjudice du XVIII. Article des Traitez d'Utrecht entre l'Eſpagne & l'Angleterre, qui fixe un terme de ſix Mois pour retirer les perſonnes & les effets de part & d'autre en cas de rupture.

Le Marquis de Nancré étant parti de la Cour d'Eſpagne, Sa Majeſté, pour ſatisfaire au Traité de Londres, ordonna au Duc de S. Aignan de porter des plaintes de la violence exercée contre les Anglois, & elle lui preſcrivit de déclarer que le terme de trois mois laiſſé au Roi d'Eſpagne pour accepter les conditions qui lui ont été reſervées, devant expirer le 2. de Novembre, il ne pouvoit s'empêcher de demander à ce Prince une réponſe déciſive; Et le Roi d'Eſpagne ayant perſiſté dans ſon refus, il a pris ſon Audience de congé.

On n'a parlé juſqu'ici qu'en général, des conditions reſervées au Roi d'Eſpagne; mais il faut les expoſer plus préciſément pour en faire ſentir d'autant mieux, non ſeulement l'avantage commun, mais encore l'avantage particulier de ce Prince.

I. L'Empereur renonce formellement, tant pour lui que pour ſes Héritiers Deſcendans & Succeſſeurs mâles & femelles, à la Monarchie d'Eſpagne & des Indes, & à tous les Etats dont le Roi Catholique a été reconnu légitime poſſeſſeur par les Traitez d'Utrecht; & il s'engage de fournir dans la meilleure forme les Actes de Renonciation néceſſaires.

II. Les ſucceſſions aux Etats du Duc de Parme & du Grand Duc de Toscane pouvant exciter de grandes conteſtations & une nouvelle Guerre en Italie, parce que la Reine d'Eſpagne prétend y être appellée par ſa naiſſance, & que l'Empereur ſoûtient que le droit d'en diſpoſer au deffaut d'Heritiers mâles, lui appartient & à l'Empire; Il a été ſtipulé que ces ſucceſſions venant à vaquer par la mort des Princes poſſeſſeurs ſans Héritiers mâles, le Fils de la Reine & ſes Deſcendans mâles, & à leur deffaut le ſecond Fils & les autres Cadets de ladite Reine, avec leurs Deſcendans mâles, ſuccederont dans tous leſdits Etats qui ſeront reconnus Fiefs Maſculins mouvans de l'Empire, & qu'il en ſera donné au Fils de la Reine qui devra ſucceder, des Lettres d'Expectative conteuant l'Inveſtiture éventuelle. Et pour ſûreté de l'execution de cette diſpoſition, il doit être établi par les Cantons Suiſſes, des Garniſons dans les principales Places de ces deux Etats, ſavoir à Livourne, à Portoferraïo, à Parme & à Plaiſance, à la ſolde des Mediateurs, avec Serment de les garder & deffendre ſous l'autorité des Princes regnans, & de ne les remettre qu'au Prince Fils de la Reine d'Eſpagne lors que ces Succeſſions ſeront ouvertes.

III. Il a été ſtipulé que jamais, ni en aucun cas l'Empereur, ni aucun Prince de la Maiſon d'Autriche qui poſſedera les Royaumes, Provinces & Etats d'Italie, ne pourra s'approprier ces Etats de Toscane & de Parme.

IV. Comme il n'a pas été poſſible d'engager l'Empereur à deſiſter des prétentions qu'il a toûjours conſervées ſur la Sicile, il a été réglé qu'elle ſeroit cédée à ce Prince, qui de ſa part céderoit au Roi de Sicile par forme d'équivalent le Royaume de Sardaigne, en reſervant au Roi d'Eſpagne ſur ce même Royaume le droit de reverſion à ſa Couronne, qu'il s'étoit reſervé ſur la Sicile par l'Acte de Ceſſion qu'il en avoit fait en conſéquence des Traitez d'Utrecht.

V. On a laiſſé au Roi d'Eſpagne un terme de trois Mois, du jour de la Signature du Traité, pour accepter les conditions qui lui ont été offerres, que toutes les Parties Contractantes garantiſſent & s'engagent à faire exécuter.

VI. Comme il ne ſeroit pas juſte que la Paix de l'Europe dépendit de l'opiniâtreté ou des vûes particuliéres d'une ou de deux ſeules Puiſſances, & que l'Empereur n'auroit pas pû ſe porter à delivrer ſa Renonciation avant que le Roi d'Eſpagne eût accédé au Traité, ſi on ne lui avoit donné d'ailleurs quelqu'autre ſûreté; les Parties Contractantes ſont convenues de joindre leurs forces pour obliger le Prince refuſant à l'acceptation de la Paix, conformément à ce qui a été ſouvent pratiqué pour le repos public dans des occaſions importantes.

VII. On eſt convenu expreſſément, que ſi les Puiſſances Contractantes étoient obligées d'en venir aux voyes de fait contre celui qui refuſeroit d'accepter l'Accommodement propoſé, l'Empereur ſe contenteroit des avantages ſtipulez pour lui dans le Traité, quelque ſuccès que puſſent avoir ſes Armes.

VIII. Enfin, le Roi s'eſt engagé d'obtenir pour le Roi d'Eſpagne la reſtitution de Gibraltar.

Voila les conditions que le Miniſtre d'Eſpagne rejette avec tant de hauteur. Elles ſont cependant ſi convenables à la tranquillité générale, que le Roi de Sicile, qui par l'inégalité de la Sicile à la Sardaigne, eſt le ſeul qui paroiſſe y perdre, vient d'accepter le Traité.

L'expoſé ſimple & ſincére de ces faits ſuffit pour faire juger quel parti la France a dû prendre dans les conjonctures où Elle s'eſt trouvée.

Le Roi d'Eſpagne attaque la Sardaigne, & prend autant de ſoin de cacher ſon deſſein au Roi, qu'à l'Empereur. Depuis cette inſtallation des Traitez, & après la Déclaration de l'Empereur qu'il donnoit les mains à un Accommodement, que pouvoit faire Sa Majeſté?

En demeurant Neutre, elle auroit également mécontenté & aliené l'Empereur & le Roi d'Eſpagne: & dans le progrès de la Guerre, une Puiſſance auſſi conſidérable que la France, n'auroit pû ſoûtenir un perſonnage indifférent.

Si Elle s'étoit jointe à l'Eſpagne; comme Sa Majeſté auroit violé le Traité de Bade, l'Empereur étoit en droit de lui déclarer la Guerre, & Elle auroit eu à la ſoûtenir en Italie, ſur le Rhein, & dans les Païs-Bas. De plus l'Empereur auroit armé contr'Elle tous ſes Alliez, ou plûtôt l'Europe entiere qui auroit été alarmée de l'union des forces de la France & de l'Eſpagne. La France ſe trouvoit donc replongée dans les horreurs d'une Guerre générale.

Si le Roi n'avoit en d'autre moyen pour prévenir ces malheurs, que de ſe lier avec l'Ennemi du Roi d'Eſpagne pour exercer contre lui les plus grandes rigueurs; ce moyen tout douloureux qu'il auroit été pour S. M. n'en auroit pas été moins juſte ni moins néceſſaire. Le ſalut des Peuples, qui ſeul doit commander aux Souverains, l'auroit contraint de l'embraſſer, & l'exemple du feu Roi lui-même qui avoit fait céder toute la tendreſſe paternelle à ce devoir, deffendoit aſſez à ſon Succeſſeur de le ſacrifier aux Droits du Sang. Mais combien le parti que le Roi a pris, eſt-il différent? Il ſe lie avec l'Empereur, mais c'eſt en offrant en même tems au Roi d'Eſpagne cet Ennemi même & le reſte des plus grandes Puiſſances de l'Europe pour Alliez, dans le moment qu'il voudra les accepter; c'eſt en l'affermiſſant ſur ſon Trône dont la poſſeſſion lui devient inconteſtable; c'eſt en lui procurant tout ce qu'il a jamais deſiré, & plus qu'il n'eſpéroit, & à l'Europe une tranquillité durable & ſolide.

La nouvelle entrepriſe du Roi d'Eſpagne ſur la Sicile a fait voir, que quand même on ſe ſeroit borné à ne vouloir rétablir que la Neutralité en Italie; il n'y auroit pas conſenti; & qu'on auroit eu autant de peine à faire reſtituer la Sardaigne à l'Empereur, que l'on en peut avoir à faire executer le Traité en entier. Qu'auroit-on fait enfin par le ſuccès même qui n'auroit point anéanti les prétentions de l'Empereur ſur la Sicile que de ſuſpendre quelque tems ſes entrepriſes.

S. M. n'avoit donc d'autre reſſource pour prévenir la Guerre, que de ſuivre le Projet d'Accommodement entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, & de donner par-là le repos à la France, à l'Italie, à l'Europe, ſans qu'il en coûtât à la France, que des offices honorables; & à l'Italie, que l'avantage que donne à l'Empereur l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, qui eſt contrebalancé par les bornes que l'Empereur s'eſt preſcrites dans le Traité, & par l'engagement que les principales Puiſſances de l'Europe y ont pris de garantir les poſſeſſions des autres Princes d'Italie en l'état où elles ſont.

Ainſi,

ANNO 1719.

ANNO 1719. Ainſi, loin que l'Eſpagne ait à ſe plaindre du Roi qui entreprend aujourd'hui la Guerre la plus juſte en évitant la plus périlleuſe & la plus ruineuſe pour ſes Sujets; C'eſt le Roi même qui ſe plaint avec juſtice à l'Eſpagne de l'avoir réduit à cette extrémité en refuſant obſtinément la Paix ſous des prétextes ſi frivoles, qu'on n'a pas pû juſqu'ici les comprendre.

Tantôt c'étoit un point d'honneur, fondé ſur ce que les Succeſſions de Parme & de Toscane étoient accordées ſeulement comme Fiefs de l'Empire. Mais comment croire que le Roi d'Eſpagne fut bleſſé pour un Prince de ſa Maiſon, d'une condition qu'ont reçûë & même recherchée tant de Rois d'Eſpagne & de France, & en dernier lieu le feu Roi ſon glorieux Ayeul, & le Roi d'Eſpagne lui-même?

Tantôt c'étoit l'inégalité de la reverſion de la Sardaigne avec celle de la Sicile. Mais un desavantage ſi leger, ſi incertain, ſi éloigné pouvoit-il être mis en balance avec tant d'avantages preſens & ſolides? Enfin, ce qui eſt déciſif, on ne pouvoit obtenir qu'à ce prix la Renonciation de l'Empereur à l'Eſpagne & aux Indes. Pouvoit-on commettre la ſûreté de l'Etat du Roi d'Eſpagne à de ſi petites difficultez & un ſi grand intérêt ne faiſoit-il pas diſparoître tous les autres.

Tantôt c'étoit le prétexte d'un équilibre abſolument néceſſaire en Italie, & qu'on alloit renverſer en ajoûtant la Sicile aux autres Etats que l'Empereur y poſſede. Mais le deſir d'un équilibre plus parfait méritoit il qu'on replongeât les Peuples dans les horreurs d'une Guerre dont ils ont tant de peine à ſe remettre? Cet équilibre même qu'on regrette en apparence, n'eſt-il pas aſſuré ſuffiſamment, & plus parfaitement peut-être, que ſi la Sicile étoit demeurée dans la Maiſon de Savoye! L'établiſſement d'un Prince de la Maiſon d'Eſpagne au milieu des Etats d'Italie, les bornes que l'Empereur s'eſt preſcrites par le Traité, la Garantie de tant de Puiſſances, l'intérêt invariable de la France, de l'Eſpagne & de la Grande Bretagne, ſoûtenu de leurs forces Maritimes, tant de ſûretés laiſſent-elles regretter un autre équilibre! Si lors de la Paix d'Utrecht les Armes Imperiales avoient occupé la Sicile, comme elles occupoient le Royaume de Naples, le Roi d'Eſpagne n'auroit pas fait difficulté de conſentir à cette diſpoſition; & le Miniſtre d'Eſpagne lui-même n'a pas fait difficulté (1) de dire, que le Roi ſon Maître n'avoit jamais compté de garder la Sicile, & que s'il en faiſoit la Conquête, il ſeroit porté, puis que toute l'Europe le vouloit ainſi, à la remettre même à l'Empereur.

Les vrais motifs de refus, juſqu'à préſent impénétrables, viennent enfin d'éclater. Les Lettres de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne au Cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvroit, & l'on apperçoit avec horreur ce qui tendoit le Miniſtre d'Eſpagne inacceſſible à tout Projet de Paix. Il auroit vû avorter par-là ces complots odieux qu'il tramoit contre nous. Il eût perdu toute eſperance de deſoler ce Royaume, de ſoûlever la France contre la France, d'y ménager des Rebelles dans tous les ordres de l'Etat, de ſoufflet la Guerre civile dans le ſein de nos Provinces, & d'être enfin pour Nous le fleau du Ciel en faiſant éclater ſes Projets ſéditieux, & jouer cette Mine qui devoit, ſelon les termes des Lettres de l'Ambaſſadeur, ſervir de prélude à l'incendie. Quelle récompenſe pour la France des tréſors qu'elle a prodiguez, & du ſang qu'elle a répandu pour l'Eſpagne.

La Providence a éloigné de Nous ces malheurs, & tous les François, à la vûe de la trahiſon qui Nous les préparoit, ſe attendent & en preſſent la vengeance. Mais S. M. n'épouſe que les intérêts de ſon Peuple, & non pas ſes paſſions. Elle ne prend aujourd'hui les armes que pour obtenir la Paix, ſans rien perdre de ſon amitié pour un Prince qui a fait douter horreur des perfidies qu'on a tramées ſous ſon nom. Heureux ſi ſes vertus l'avoient mis à couvert des ſurpriſes de ſon Miniſtre, & ſi, faiſant taire à jamais les mauvais Conſeils, il n'écoutoit plus que ſa parole, & ſa Religion qui le ſollicitent toutes à la Paix!

(1) *Lettre du Marquis de Nancré du 26. Septembre 1718.*

III.

9. Janv. *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *contenant la Declaration de Guerre contre* l'ESPAGNE, *du 9. Janvier 1719.* ANNO 1719.

DE PAR LE ROI.

SA Majeſté fidelle aux Engagemens que le feu Roi de glorieuſe mémoire avoit pris par les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade:* & vivement touchée des Conſeils qu'il lui donna dans les derniers momens de ſa vie, de ne connoître d'autre gloire que la Paix & le bonheur de ſon Royaume, a meſuré juſqu'ici toutes ſes démarches ſur ces regles, qui ſeront toûjours ſacrées pour Elle. Sa Majeſté par les avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, avoit donné ſes premiers ſoins à réünir des Puiſſances conſidérables pour le maintien de la Paix, par la Triple Alliance du quatriéme Janvier 1717. Cette précaution & la Neutralité établie en Italie laiſſoient dans le calme les Etats voiſins de la France; & fondoient encore une eſpérance de ſuppléer par de nouvelles meſures à ce qui manquoit à la perfection des Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, pour établir plus ſolidement la tranquillité de l'Europe. Mais l'Eſpagne, en violant ces Traitez, détruiſit en un moment toutes les eſperances de Paix; & fit craindre le retour d'une Guerre auſſi ſanglante & auſſi opiniâtre que celle que les derniers Traitez avoient terminée. Sa Majeſté n'a rien négligé pour arrêter le feu que l'Eſpagne allumoit; & de concert avec le Roi de la Grande-Bretagne, Elle a employé tous ſes Offices pour ménager entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne un Accommodement auſſi avantageux qu'honorable au Roi Catholique. Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne ont obtenu non-ſeulement, tout ce que le Roi d'Eſpagne avoit le plus vivement preſſé le feu Roi d'obtenir pour lui, mais encore d'autres grands avantages. Mais comme on ne pouvoit s'aſſûrer que le Miniſtre du Roi d'Eſpagne moderât l'ambition de ſes Projets; & qu'il n'étoit pas juſte que le repos de l'Europe dependît de ſon opiniâtreté ou de ſes vûës ſecrettes; Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne n'ont pû refuſer aux inſtances qui leur ont été faites, de convenir ſuivant l'uſage frequemment pratiqué dans les occaſions importantes au Bien Public, que ſi quelqu'un des Princes intereſſés refuſoit de conſentir à la Paix, ils réünitoient leurs Forces pour l'y obliger. L'Empereur & le Roi de Sicile y ont donné les mains. Mais toutes les démarches que Sa Majeſté & le Roi de la Grande-Bretagne ont faites ſéparément & conjointement auprès du Roi d'Eſpagne, n'ayant pû ſuſpendre ſes entrepriſes, ni lui faire goûter une Paix ſi convenable à ſes intérêts & à ſa gloire; Sa Majeſté n'auroit pû manquer aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité de *Londres* du 2. Août dernier, ſans violer la Juſtice & abandonner l'intérêt de ſes Peuples; & Elle eſt obligée, en conſequence du III. des Articles ſéparez dudit Traité, de declarer la Guerre au Roi d'Eſpagne; mais c'eſt en le conjurant encore avec les mêmes inſtances qu'Elle lui a faites depuis long-tems ſans relâche, de ne pas refuſer la Paix à un Peuple qui l'a élevé dans ſon ſein, & qui a genereuſement prodigué ſon ſang & ſes biens pour le maintenir ſur le Trône d'Eſpagne, comme il l'avouë lui-même dans ſa Declaration du 9. Novembre dernier. S'il force Sa Majeſté à porter ſes premieres armes contre lui, Elle a du moins la conſolation de ne préférer à ce Prince que le ſalut de ſes Peuples, ſi c'eſt même le lui préférer, que de s'armer aujourd'hui contre l'Eſpagne, autant pour ſes propres intérêts, que pour ceux de toute l'Europe. Et à cet effet, Sa Majeſté, de l'avis de M. le Duc d'Orleans, Régent, a reſolu d'employer toutes ſes Forces, tant de Mer que de Terre, ſoûtenuës de la protection Divine qu'Elle implore pour la Juſtice de ſa cauſe, de déclarer la Guerre au Roi d'Eſpagne. Ordonne & enjoint Sa Majeſté à tous ſes Sujets, Vaſſaux & Serviteurs de courre ſus aux Eſpagnols; & leur a défendu & défend très-expreſſément d'avoir ci après avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie; & en conſéquence Sa Majeſté a dès à preſent révoqué & revoque toutes Déclarations, Conventions ou Exceptions à ce contraires; comme auſſi toutes Permiſſions, Paſſeports, Sauve-gardes & Sauf-conduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle ou par ſes Lieutenans-Généraux & autres ſes Officiers, contraires à la Préſente; & les a déclarez & déclare nuls & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce ſoit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majeſté à M. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gou-

ANNO 1719. Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majeſté en ſes Provinces, & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels; Meſtres de Camp, Capitaines, Chefs & Gondaćteurs de ſes Gens de Guerre, tant de Cheval que de pié, François & Etrangers; & à tous autres ſes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Préſente ils faſſent exécuter, chacun à ſon égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Juriſdictions. Car telle eſt la volonté de Sa Majeſté; laquelle veut & entend, que la Préſente ſoit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ſes Ports, Havres, & autres Lieux de ſon Royaume & Terres de ſon Obéiſſance que beſoin ſera, à ce qu'aucun n'en prétende cauſe d'ignorance. Fait à *Paris* le 9. Janvier 1719. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, LE BLANC.

IV.

Mars. *Plan projetté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswic.*

I. L'Princeſſe Ulrica doit ſuccéder inconteſtablement, mais parce qu'an trop grand Deſpotiſme a fait ſouvent entreprendre aux Rois de Suéde des choſes fatales, tant à ce Royaume qu'à toute l'Europe, comme l'exemple du feu Roi, de ſon grand-Pére & de Guſtave Adolphe l'ont prouvé. Ainſi le Senat limitera ce Pouvoir arbitraire des Rois futurs, par de ſages régles déja ci devant aſſiſes, à quoi ne contribuera pas peu la reſtitution des biens pris injuſtement à l'ancienne Nobleſſe par la Chambre Royale de Reünion.

II. Et vû que les Provinces d'Allemagne ont été plus à charge qu'à profit au Royaume de Suéde, à ſes Priviléges & à ſon repos, parce que leurs Rois ont eu par là toûjours des occaſions ou de former des entrepriſes pour s'étendre en Allemagne, ou en ſe mêlant dans les quérelles des Puiſſances voiſines à ces Provinces, on en diſpoſera en faveur de ceux qui les poſſedent actuellement avec l'addition ci-deſſous mentionnée, ſelon qu'on le ſeglera dans le Congrés à Brunswick, afin d'engager par là leſdites Puiſſances auſſi-bien que leurs Amis à s'employer unanimement & efficacement, pour faire rendre à la Couronne de Suéde, la Livonie & la Finlande, Provinces qui leur ſont d'autant plus néceſſaires; que ſans Elles le Royaume de Suéde manqueroit de pain & d'une infinité de Denrées indiſpenſables, & ſur tout de Barriére contre les Peuples les plus formidables, je veux dire, les Raſſiens.

III. Sur ce principe ſuſdit on laiſſera au Roi d'Angleterre, comme Electeur de Hanovre, les Duchez de Bremen & Verden, comme il les poſſéde actuellement.

IV. Au Roi de Dannemark Stralſund, ſon Diſtrict juſqu'à la Riviére de Péne & l'Iſle de Rugen.

V. Au Roi de Pruſſe Stetin & le Diſtrict juſqu'à la Péne.

VI. Le Duc Charles-Frederick de Holſtein ſera mis en poſſeſſion du Duché de *Gottorp*, & de *Sleswick*, de la même maniére que ſes Ancêtres en ont joui avant la Guerre, auſſi-bien que l'Adminiſtrateur, mais il y aura Amniſtie, & abolition du paſſé & aucun compte, ni liquidation des revenus ne devra ſe faire, ledit Duc reconnoîtra la Reine de Suéde Ulrica, & parce qu'en cas & au défaut d'Héritier de ladite Reine, la Succeſſion du Royaume de Suéde doit venir ſur ledit Duc de Holſtein; Ainſi pour le repos de l'Allemagne il ne ſera pas permis audit Duc de rebâtir la Forteresſe de Tonninge, ni aucune autre en Holſtein.

VII. Au Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, on donnera les Terres & Revenus Royaux du Territoire de Wismar & de l'Iſle de Pole, & comme ledit Roi a porté le plus grand Fardeau de la Guerre, & que ſon Païs Héréditaire de Saxe a le plus ſouffert par l'invaſion des Suédois & par les groſſes ſommes d'argent, qu'ils en ont tiré; & qu'en comparaiſon de tout cela ſa ſaſdite part des Conquêtes ſur la Suéde eſt incomparablement inferieure à celle des autres Alliés; & ainſi pour dédommager en quelque maniére la Saxe de la grande effuſion de Finances qu'Elle a ſoufferte, les Rois d'Angleterre, de Dannemark & de Pruſſe ſe cotiſeront entre Eux-tous pour la Somme d'un million & demi d'Ecus, qui ſera donné au Roi de Pologne pour un Equivalent de toutes ſes reſtantes prétentions.

VIII. On remettra à la diſpoſition de la Republique de Pologne le Duché de Courlande, ainſi qu'il lui appartient. ANNO 1719.

IX. Le Duché de Deux-Ponts reviendra au Prince de Deux Ponts ſon légitime Héritier.

X. La Nobleſſe de Mecklenbourg ſera remiſe dans ſes anciens Priviléges & Libertez. & cette Nobleſſe ſera dédommagée ſur les Revenus des Domaines du Duc de Mecklenbourg, ce qui ſera reglé ſelon la Juſtice par une Commiſſion de l'Empereur & du Cercle Interieur de Saxe.

XI. La Ville de Roſtock ſera Ville Imperiale Hanſeatique libre dans l'état de ſes Fortifications, Munitions, Canons, Magaſins, comme le Duc de Mecklenbourg l'a miſe, ſans que ledit Duc puiſſe dorenavant pour ſoi ou ſes Succeſſeurs, exercer le moindre Droit de Protection ou avoir la moindre prétention ſur elle, & cela par la raiſon des Troubles qu'il a fait & a eu envie de faire.

XII. La Livonie, la Finlande & toutes les Conquêtes que le Czar de Moſcovie a faites ſur les Suédois, ſeront renduës à la Couronne de Suéde, hormis Petersbourg, Cronſcholt & Narva avec leurs Dépendances, qui reſteront au Czar, pour le dédommagement de la Guerre, bien entendu avec condition, qu'il accepte le ſuſdit Traité: mais ſi, contre toute eſpérance, S. M. Cz. ne vouloit pas conſentir à cette Paix, & que par-là la Couronne de Suéde fût obligée de pourſuivre la Guerre avec ſes Garans & Alliez, pour éxécuter ce Plan de Paix, & que par-là il arrive une grande effuſion de ſang Chrêtien, auſſi-bien que des dépenſes immenſes, & que la Suéde & la Pologne ſeroient les plus expoſées aux maux que cette Guerre traîneroit aprés elle; ainſi il ſera ſtipulé, qu'en cas que le Czar oblige les Alliez aux dites extrémitez de pourſuivre la Guerre, qu'alors on tâchera de faire tant de Conquêtes ſur les Moſcovites, qu'on les réduiſe à rendre, outre les Provinces ſusnommées, Petersbourg, Cronſcholt, Narva, avec leurs Dépendances, l'Ingrie & la Carelie à la Suéde, afin que leurs Limites ſoient rétablies de ce côté-là comme devant la Guerre, & à la République de Pologne Smolensko & Kioff avec leurs Dépendances, par où cette République ſera en partie dédommagée de la ruineuſe Guerre qu'elle a été obligée de ſouffrir ſi long tems chez Elle, laquelle leſdits Moſcovites lui ont uniquement attirée, & des immenſes ſommes que leur entretien forcé a coûté à cette Républiqoe, & la Pologne aura par-là une Barriére, afin de n'être plus ſi facilement expoſée aux inſultes & vexations des Ruſſes.

XIII. Le Traité ſera conclû par une Alliance offenſive & deffenſive, tant entre les Parties intéreſſées qu'entre ceux qui y voudroient entrer, & à qui il importe, on y prendra les métures néceſſaires pour l'éxécution du ſuſdit Traité de Paix, & contre ceux qui voudroient s'y oppoſer & ne pas s'y conformer.

V.

Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe MARIE JOSEPH, *Epouſe du Prince Royal & Electoral de Saxe* FREDERIC AUGUSTE. 19. Août.

NOs Maria Joſepha, Hungariæ, Bohemiæ nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducilla Auſtriæ, agnoſcimos & profitemur pro nobis, noſtrisque Poſteris, Heredibus & Succeſſoribus, univerſisque quorum Intereſt, aut futuris unquam temporibus intereſſe quomodocunque poteſt, notum, teſtamurque facimus tenore præſentium ad perpetuam rei memoriam.

Poſtquam Sereniſſimas ac Inviciſſimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator ſextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, &c. Colendiſſimas Dominus Patruus noſter, nos pro paterna plane in nos cura ad amicam petitionem Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Friderici Auguſti, Poloniæ Regis, Magni Ducis Litbuaniæ, Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareſchalli & Electoris &c. perdilecto Sanguinis Majeſtatis Regiæ Sereniſſimo Principi Domino Friderico Auguſto, Principi Regio Polo-

niæ

ANNO 1719. niæ & Lithuaniæ ac Electorali Saxoniæ &c. Accedente inprimis noſtra volontate & conſenſu, annuente & ſuadente quoque Sereniſſima & Potentiſſima Romanorum Imperatrice Amalia, coleudiſſima ac perdilectiſſima Domina Generice nullra, obtenta prævia Dispenſatione S. Sanctiſſimi Parris Domini Clementis XI Romanæ atque univerſalis Eccleſiæ Pontificis, quæ data eſt Romæ die 17. Junii anni 1719. in Sponſam & futuram Conjugem adpromilit: Porro in Tractatu deſuper habito inter cetera id primo loco actum diſſertisque verbis exutum proviſumque fuerit, ut Nos intuitu iſtius Matrimonii, juxtà ac præviè utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad noſtrum conſenſum & Nuptias, juxtà regulas Succeſſionis primogenialis in Auguſta Domo jam dudum radicatæ, ſed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis ſecundo, colendiſſimo quondam Atavo noſtro, glor. mem. in ſuo die 10. Maji 1621. confecto Teſtamento, condirisque deſuper die 8. Auguſti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Succeſſionis inter Heredes ſuos Maſculos dilucidata magis ac firmius ſtabilita fuit, quæque ſubinde ex diſpoſitione paterna a Sereniſſimo quondam, Poteuriſſimo ac Invictiſſimo Principe & Domioo, Domino Leopoldo, Roman. Imperatore, colendiſſimo Avo noſtro, inter Filios ſuos, Sereniſſimos quoque & Potentiſſimos, tunc reſpective Romanorum & Hiſpaniarum Reges, Dominum Joſephum & Dominum Carolum Archiuces, ſucceſſive Romanorum Imperatores, colendiſſimos & perdilectiſſimos noſtros Genitorem & Patruum die 12. Septembris 1703 ipſis ſcientibus, volentibus, ſtipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante deſcendentes extenſa ac deinde die 19. April. anno 1713. convocatis ad id Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliariis Status arcanis Regnorumque ac Proviociarum ejusdem Caocelliariis uberius explicatâ & publicata in publicum & perpetuum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaricam abii, omnibus noſtris Juribus, Actionibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Proviucias a Sua Majeſtate Cæſarea nunc feliciter regoante poſſeſſas, vel de jure quomodocunque ad ſe ſpectantes competere Nobis noſtrisque olim Poſteris atque Heredibus utriusque cùm Masculini tum Feminini ſexus, quacunque demum de cauſa poſſent, in favorem & commodum oon ſolum univerſorum Maſculorum è dicta Auguſta Domo legitime oriundorum Archiducum, ſed & io præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiduciſſarum à Sua Majeſtate Cæſarea hodie glorioſe imperante progenitarum & deinceps naſciturarum earumque poſteritatis ac Heredum pariter utrinsque tam Feminini quam Masculini ſexus ſolemniter renuntiemus, cedamus & abdicemus: Quod nos ad majorem Dei O M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ot Regna & Provinciæ à Sua Majeſtate Cæſarea-Regio-Catholica io præſens poſſeſſæ ac deinceps poſſidendæ perpetuis retro temporibus indiviſibiliter ac inſeparabiliter inter ſe penes uoam eandemque Hæredem, juxta Succeſſioois ordinem ſtabilitum, noitæ permaneant, ordinationibus, inſtitutis ac diſpoſitionibus præfatis, præſertim vero Declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die 19. Aprilis anni 1713. uti ſupra promulgatæ inhærentes, ac de te, de qua agitur, rite pleneque, edoctæ, de conſilio, volontate & aſſenſu prædicti Sereniſſimi Principis Regii Electoralis, dilectiſſimi Sponſi Noſtri, annuente quoque & conſentiente Sereniſſimo & Potentiſſimo Domino Rege & Electore, Ejusdem Genitore, (prout ex Inſtrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque bene deliberato omnibus Juribus, Prætenſionibus, Actionibus & rationibus, quæ Nobis ſive Jure ſanguiois & Nativitatis, ſive ex uſu & obſervantia olim in Auguſta Domo uſitata, ſive etiam ex Pacto prælegato, de die 12. Septembris anni 1703. ſive alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fatâ Majeſtate Sua Cæſareâ, colendiſſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens poſſidentur aut poſſideri de Jure poſſent ac deberent, comperunt aut competere poſſent, ſponte, liberrima volnotate, nulla vi aut coactione, callidave perſuaſione aut meio, etiam reverentiali iuductæ pro Nobis noſtrisque Poſteris omoibus Heredibus tam Masculini quam Feminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout iisdem vigore præſentium de conſenſu uti ſupra in ovima & ampliſſima Juris forma, animo deliberato ac ipontaneo, nitro cedimus, renuntiamus & abdicamus: Idque non ſolum in favorem, eoim- ANNO modum & prælationem Poſteritatis & Heredum Maſculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ a Deo piccamur, verum & feminarum Archiduciſſarum à Majeſtate 1719. Sua jam progenitarum & deinceps naſciturarum, unniumque earum Poſterorum, Heredum & Succeſſorum utriusque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò ut quandiu ex his Majeſtatis Suæ deſcendentibus Proles aliqua ſive Maſculina ſive Feminina quocunque demum gradu ſupervixerit, neque Nos neque Filii, Poſteri & Heredes noſtri, neque quisquam alius eorum oomioe ullam unquam Succeſſionem aut ſuccedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provinciaq, val etiam aliquam illorum, illarumve partem licet minimam, utpote Linex Cæſareæ Regiæ Caroliuæ ounc regnatrici & in ea descendentibus Maribus & feminis Jure Primogenituræ in infinitum ioſeparabiliter & indiviſibiliter affectas, prætendere velimus, poſſimus aut debeamus, declarantes ac ſerio profiteotes, quod Nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum & per ſupra citatam Declarationem obſirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præcriptum in ea cum Maribus tum feminis ſuccedendi ntdimem linealem, ceu normam & legem fundamentalem ejusdem pro Nobis noſtrisque poſteris & Heredibus utriusque ſexus reſpicere, tenere, obſervare eique firmiter inhærere nec ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem à Nobis vel ab Hæredibus & Poſteris noſtris conjuscunque ſexus fiot, aut à quovis alio noſtro aut illorum nomine, quibuscunque domum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & iojuſtas es nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quin potius obteſtamur atque etiam ſacroſanctè pollicemur, quod ſi unquam (quod abſit) aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Provinciis in totum vel io parrem ultro Nobis deferri aut Nos ad aliquam ſea eorum aliquod à quocunque, qualicunque demum ſub prætextu aut colore vocari aut follicitari contingeret, Nos oon tantum ejusmodi damnabiles conatus pernitioſaque conſilia ac molimina, perpetuo conſtanterque rejecturas, nedum illis aures, aſſenſum, opem, vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, paſſuras, ſed ut potius in debita legitimo Succeſſori unius alteriusve ſexus fide & obedientia perſeverent, omoes vires eſſu impoſituras, ac adeo eà Dote in ipſo Matrimonii noſtri Contractu Nobis aſſignata, cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus ſtatui Noſtro convenienter elocabimur, à modo contentas Nos pieneque pro omnibus Juribus, actioulbus ac prætenſioubus cujuscunque nomiuis ſint, quæque Nobis ex qualicunque demum cauſa, uti ſuprà competere poſſint, ſatisfactum Nobis eſſe declaramus, quo usque nempe Proles unius alteriusque ſexûs à Sua Majeſtate Cæſareâ Regio Catholicâ procreanæ ac deinceps procreandæ, earumve Posteri & descendentes patiter utriusque ſexûs in vivis ſuperabit.

Quòd ſi verò (quod Deus æternum prohibeat) omnes utraque tam Fœminini quàm Masculini ſexûs proles à Sua Majeſtate progenitæ vel deinceps procreandæ nnà cum omni earum poſteritate pariter Masculina & Fœminiina extingui ac prortus deficere unquam acciderei; in eum caſum, qui nobis aditum ad capeſſendam patemam aviamque Hæreditatem, vel ex ipſo Primogenituræ inſtituto, præſertim verò vi præcitatæ Declarationis die 19. Menſis Aprilis anni 1713. juſta ſtabilitum io eâ Succeſſionis lineſis ordinem recluderet, Nobis noſtrisque Poſteris & Descendentibus tam Maribus quàm Fœminis Jus omne omnesque actiones ad ſuccedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel alio qnocunque competentes, vigore præſentium ſolemniſſimè & pleniſſimè per expreſſum reſervamus, ita ut quæ facta à Nobis eſt pro Poſteritate Suæ Majeſtatis Cæſareæ utrinsque ſexûs tam Fœminini quam Masculioi renuntiatio, illa tunc & in eo caſu ceu uoo facta aut pro oon emiſſa haberi, neque obſtare ea Nobis, Hæredibus aut poſteris noſtris Maribus ſeu Fœminis aut ullum ad ſucceſſionem obicem facere poſſe ceuſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de iis duntaxat Hæredibus & poſteris noſtris Masculis ſeu Fœmiuis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu profitentur, cùm omnes, qui alicui alteri, quàm Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel ad-

ANNO 1719. dictæ eſſent, ab omni ſupradictâ ſucceſſione ex nunc in perpetuum pro excluſis & inhabilibus habendi ſint, prout & eos eaſque pro perpetuo excluſis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac Renunciatione velut in illâ minimè comprehenſas eas Hæreditates, quas nobis per fatus nſternum ſeu aliundè quam ex Auguſtâ Domo fortè obvenire contiuget: quo autem iſthæc noſtra Renuntiatio majorem vim atque vigorem pleuamque firmitatem ac robur ſuum obtineat, Nos deſponſata Maria Joſepha Archiduciſſa, de voluntate, auctoritate & aſſenſu præfatorum Noſtrorum reſpectivè colendiſſimi ac dilectiſſimi Sponſi, Domini Friderici Auguſti Principis Regii & Electoralis jam Majoris factì ac quoad hunc actum à Patriâ poteſtate emancipati, nec non Sorc Regiæ Majeſtatis Domini Friderici Auguſti Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ & Saxoniæ Electoris, Patris & futuri noſtri Soceri hanc ipſam Renunciationem pro Nobis noſtrisque Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus in tantum ſponte absque ullâ vi aut perſuaſione, ex certâ ſcientiâ in finem ac intuitum, uti præmiſſum eſt, deliberatè fecimus, verum & pro Nobis dictisque noſtris Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus coram Deo ejusque Curiâ cœleſti ſacroſanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce Renunciationis inſtrumento ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur, & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione ſuprà ſæpius repetitâ & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu baſi & fundamento hujus noſtræ Renunciationis & reſpectivè acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata ac promiſſa ſint, & propediem in univerſis Sux Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Regnis & Provinciis ceu Leges fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Auguſtæ Familiæ promulgabuntur, ſincerè, ſtideliter ac accuratè obſervaturus, neque iis ullâ ratione, vîâ aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, ſed & neque admiſſuras eſſe, ut iis à quocunque ullo ſub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Joſepha nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiducilla Auſtriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris ac Succeſſoribus, quod hocce Renunciationis & reſpectivè adhæſionis Inſtrumentum Nobis jam prælectum & à Nobis propriâ manu ſubſcriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus. Ita Deus nos adjuvet, ſiue maculâ concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem ſic depoſito graviſſimo Juramento in vinculo verbi ac honoris noſtri promittimus, quòd abſolutionem à ſummo Pontifice, ſive à quocunque alio ſub qualicunque præteatu excogitabili nec petituræ ipſæ, neque etiam ultro oblatam unquam ſimus acceptaturæ, neque ad hoc prodeſſe aut ſuffragari nobis unquam poſſit aut debeat ulla argutia aut reſtrictio mentalis, ſed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, ex in ſpecie, quæ deſumi poſſent ex capite renunciationis & Juramenti invalidi, læſionis ultra dimidium, metûs revercutialis, coactionis, vel doli, rei aliter geſtæ quàm ſcriptæ, ignorantiæ, obſervantiæ antiquæ Legum vel Conſuetudinum Regnorum & Provinciarum: poſtremum nec illa beneficia & indulta ſexui Fœminino à Jure Civili & Canonico alias tribui & competere ſolita, de quibus utpote Nos Maria Joſepha Archiduciſſa peculiariter, diſtinctim pleneque inſtructæ ac certiorate extitimus, quibus adeò omnibus & ſingulis aliisque ejusmodi quâcunque ludoſtriâ & ingenio excogitabilibus ſuffugiis, oppoſitionibus & exceptionibus, Nos deſponſata Maria Joſepha Archiduciſſa de aſſenſu & auctoritate, ut ſuprà, ex certâ noſtrâ ſcientiâ animoque deliberato, ultro Jurato renunciavimus & nunc in virtute emiſſi Juramenti denuò quàm ſolemniſſimè renunciamus, ſincerè, remoto omni doln.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, ceſſionis & reſervationis inſtrumentum à Nobis deſponſata Maria Joſepha, Regiaque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principiſſa, Archiduciſſa Auſtriæ propriis manibus ſubſcriptum, & appreſſo noſtro Sigillo munitum atque firmatum fuit, Viennæ die decimâ nonâ Menſis Auguſti anno poſt Chriſtum incarnatum milleſimo ſeptingentesimo decimo nono.

(*L. S.*) MARIA JOSEPHA.

Acceſſion & Confirmation de la Renonciation précedente, par le Prince Roial & Electoral de SAXE, FREDERIC AUGUSTE, *&c.* ANNO 1719.

NOs FRIDERICUS AUGUSTUS, Dei gratiâ Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Weſtphaliæ, Landgravius Thuringiæ, Marchio Miſniæ, ut & Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Princeps Hennebergenſis, Comes Marcæ, Ravensbergæ, & Barby, Dominus in Ravenſteio, Norum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis: Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus ac Invictiſſimus Princeps ac Dominus Carolus Divioà favente elementiâ Electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ; Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wittenbergæ, Comes Tyrolis, &c. pro poteſtate & auctoritate, quâ pollet, de voluntate & aſſenſu Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ tuæ temporis Sponſæ, nunc Conjugis noſtræ Genetricis, Nobis perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem Sereniſſimam Domioam Mariam Joſepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ, &c. Archiduciſſam Auſtriæ, &c. &c. prævio quoque ejusdem conſenſu, ſub die 10. Auguſti a. c. in futuram Conjugem desponſarit. eâ diſertâ Lege & conditione, ut Dilectio ſus pro Summâ centum millium Florenorum Rhenenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ, ſtatutoque tempore numeraudæ, omni pateinæ aviæque ſucceſſioni & Hæreditati juxta morem in inclytâ Domo Auſtriacâ jam dudum receptum, & ſubindè per Pacta ac ſubſecutas Declarationes, & in ſpecie per Declarationem de 29. Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familiæ perpetui obtinentem ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majeſtatis Cæſareæ Regio-Catholicæ promulgandam, diluciatum magis magisque obfirmatum ritu ſolemni renunciatet, ipſa verò id non modò Viennæ ſub die 19. Auguſti a. c. acceptante, iſtamque acceptationem in animam noſtram jurejurando conſirmante noſtro Procuratore Magni Ducatûs Lithuaniæ ſtaboli Præfecto, Regiæ Suæ Majeſtatis Poloniæ Campi Mareſchallo, ſecretioris Conſilii Directore, actuali Conſiliario intimo, & arcani Conſilii Belliei Præſide, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, ſcientibus & conſentientibus Nobis ante conſummationem Matrimonii actæ præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hîc Dresdæ hodierno die infrà ſcriptæ, Nobis præſentibus, volentibus, conſentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt:

(*Inſeratur Renunciatio à Sereniſſimâ Archiduciſſâ Mariâ Joſephâ facta.*)

QUod Nos Fridericus Auguſtus Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, iſtam à Dilectione ſuâ perdilectiſſimâ Conjuge noſtrâ ita factam, iteratamque Renunciationem, cui, velut prævie conditioni, ipſe Matrimonii Contractus inuititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Litteris noſtris ſub præmiſſâ Lege, Pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus, & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu, & conſenſu noſtro authoriſamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus, promittentes & caventes Nos præfatam Renunciationem juſtâ Leges Primogenituræ in inclytâ Domo Auſtriacâ inter Maſculos jam dudum receptas, & ſubindè per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quàm quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Suâ Majeſtate Cæſareâ Regio-Catholicâ in præſens poſſeſſarum aut in futurum poſſidendarum indiviſi-

ANNO 1719. divisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam, probatamque habere, semperque habituros, neque ullâ in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas Sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex.
P. P. & L. E. S.

Acceſſion & Confirmation de la Renonciation precedente, par le Roi AUGUSTE *de Pologne, Electeur de Saxe, &c.*

NOs AUGUSTUS Secundus, Dei gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czernioviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Marescallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & Superioris Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgenſis. Comes Princeps Hennebergenſis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Raveuſtein, Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis: Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & autoritate, qua poſlet, de voluntate & adſenſu Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendiſſimæ Sponſæ Genitricis dilectiſſimo Filio noſtro Sereniſſimo Principi Domino Friderico Auguſto Regio Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Weſtphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & Superioris ac Inferioris Luſatiæ, Comiti Principi Hennebergenſi, Comiti Mareæ, Ravensbergæ & Barbii, Domino in Ravenſtein, perdilectiſſimam Suam ex Fratre Neptem Sereniſſimam Dominam Mariam Joſepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducillam Auſtriæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu, ſub die decima Aug. a. c. in futuram Conjugem deſponſarit, eâ dictâ Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summa centum millium Florenoſom Rheuenſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtituæ, nobisque ſtatuto tempore numerandæ, omni paternæ, avitæque Succeſſioni & Hereditati, juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jam dudum receptum, & ſubinde per Pacta & ſubſecutas Declarationes, & in ſpecie per Declarationem die 19 Aprilis 1713. vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti familia perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majeſtatis Sereniſſimi ac Potentiſſimi Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatum magis magisque obſirmatum, ritu ſolemni renuociaret; Ipſa verò id non modo Viennæ ſub die 19. Aug. a. c. acceptanta, iſtamque acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante noſtro Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ ſtabuli Præfecto, noſtro Campi Mareſchallo, ſecretioris Conſilii Directore, actuali Conſiliario intimo & arcani Conſilii Bellici Præſide, Jacobo Henrico Comite à Flemming, ſciente ac conſentiente dilectiſſimo Filio noſtro Friderico Auguſto, Sponſo ante conſummationem Matrimonii acto præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hic Dresdæ hodierna die infra ſcripto Nobis Rege Auguſto, & Filio noſtro Principe Friderico Auguſto præſentibus, volentibus, conſentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt:

(*Inſeratur Renunciatio à Sereniſſima Archiduciſſa Maria Joſepha, Viennæ facta.*)

QUod Nos AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ &c. iſtam à Dilectione Sua perdilectiſſima Nuru noſtra ita factam iteratamque Renunciationem, eui, velut prævie conditioni, ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, adprobaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce Literis noſtris ſub præmiſſa Lege, Pacto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, verbo Regio & Electorali pro Nobis, Heredibusque noſtris ac Succeſſoribus promittentes ac caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Masculos jamdudum receptas, & ſubinde per Pacta, recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad feminas dilecte extenſas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus, tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum à Sua Majeſtate Sereniſſimo & Potentiſſimo Romanorum Imperatora in præſens poſſeſſarum, aut in futurum poſſidendarum indivisibilitatem & inſeparabilitatem ratam, gratam probaturosque habere, ſemperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut à quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam à Nobis factam Renunciationis acceptationem ejusque perpetuam obſervationem Juramento firmavimus. Atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcriptas Sigillo noſtro muniri fecimus. Dresdæ die 1. Mensis Octobris anni 1719.

AUGUSTUS, Rex.

G. Comes DE WERTHERN.
B. DE ZECH.

Confirmation reiterée avec Serment de la Renonciation de la Sereniſſime Archiducheſſe MARIE-JOSEPH.

CUm in Pactis conjugalibus inter Sereniſſimum Principem Dominum Fridericum Auguſtum Regium Poloniæ ac Lithuaniæ, nemque Electoralem Principem, Ducem Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Weſtphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & Superioris ac Inferioris Luſatiæ, Comitem Principem Hennebergenſem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominum in Ravenſtein, & Sereniſſimam Principem Dominam Mariam Joſepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c Archiduciſſam Auſtriæ &c. die 10. Aug. a. c. luius Art. III & V. conventum & à Regiæ Suæ Majeſtatis Poloniæ, Sunque Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniæ ſtabuli Præfecto, Regiæ Suæ Majeſtatis Campi Mareſchallo, ſecretioris Conſilii Directore, actuali Conſiliario intimo & arcani Conſilii Bellici Præſide Jacobo Henrico Comiti à Flemming, vigore ſpecialis Mandati promiſſum fecerit, ut ſolemnem Renunciationem & ablicationem, quam prædicta Sereniſſima Regia Princeps ſuper omnibus & ſingulis à Sua Cæſarea ac Regia Catholica Majeſtate in & extra Germaniam modo poſſeſſis, aut allas de Jure ad eam ſpectantibus Regnis Hereditariis, Archiducatibus, Principatibus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine ea veniant, ac ſuper ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus fecit, atque Juramento corporali ante conſummationem Matrimonii Viennæ die 19. præfati Menſis Auguſti firmavit, non ſolum memorata Sereniſſima Regia Princeps Maria Joſepha Archiduciſſa Auſtriæ hic Dresdæ præſente Sua Cæſareæ ac Regiæ Catholicæ Majeſtatis ad hunc Actum ſpecialiter ablegato Miniſtro, iterare ac denuo Juramento firmare, ſed etiam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps & Dominus Auguſtus ſecundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czernieoviæque, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Weſtphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareſchallus & Elector, Landgravius Thuringiæ Marchio Misniæ, ut & Superioris & Inferioris Luſatiæ, Burggravius Magdeburgenſis; Comes Princeps Hennebergenſis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Raveuſtein, una cum aute ſato

ANNO 1719. Sereniſſimo Principe Regin Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Auguſto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque obſervantiam veterum recentiorumque Diſpoſitionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10 Majl anni 1621. & 1. Auguſti anni 1635 nec non Leopoldi glm de dato 12. Septembris anni 1703. præcipuè vero & noviſſimarum juxta Declarationem à Sua modo feliciter regnante Cæſarea Regia Catholica Majeſtate, quoad ſucceſſionem ejusque modum & ordinem delinceps in Auſtriaca Domo obſervandum die 19. Aprilis anni 1713 in vim Sanctionis pragmaticæ ac Legis perpetuo valituræ emiſſum, depoſito ad Deum ejusque ſanctum Evangelium ſolenni Juramento ſe obſtringere velint ac debeant, jamque à Cæſarea Sua Majeſtate ad hunc Actum actualis ejusdem Conſiliarius intimus, Cubicularius Regius Locumtenens, & ſupremus Burggravius Pragenſis Joannes Joſephus Comes de Wrbna, huc ſpeciali Mandato inſtructus, miſſus fuerit.

Hinc Nos Maria Joſepha Regia Poloniæ ac Lithuaniæ itemque Electoralis Saxoniæ Princeps, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Archiducilla Auſtriæ &c. ea quæ in ſupra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis & diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione iſta 19. Aprilis anni 1713. editâ ceu baſi & fundamento noſtræ Renunciationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata, promiſſa ac Juramento die quo ſupra firmata jam fuerunt, ſincere, fideliter & accurate obſervaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo ſivè directè ſivè indirectè contraventuras, neque ut iis à quocunque alio, ſub qualiſcunque demum præteſſu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admiſſuras eſſe, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque noſtris Heredibus, Poſteris & Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod ſæpius memoratam Renunciationem & reſpective adhæſionem, cujus Inſtrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. præleſtum, & a Nobis propria manu ſubſcriptum fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

JTemque Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Rex Poloniæ & Lithuaniæ, nec non Electoralis Saxoniæ Princeps, iſtam à perdilectiſſima Conjuge noſtra Sereniſſima Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Maria Joſepha Archiducilla Auſtriæ &c. factam & à ſupra nominato Procuratore noſtro Comite à Flemming in animam noſtram Juramento ſolemni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæſionem in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis accepimus, adprobamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis, Heredibusque noſtris ac Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Maſculos jamdudum receptas, & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprime cognitas, ad feminas diſerte extenſas, atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emiſſam, atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, probatamque habeamus, fideliterque obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

NOsque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Dux Saxoniæ & Elector &c. à Dilectiſſima Sua perdilectiſſima Nuncupata noſtra Sereniſſ. Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Maria Joſepha, Archiducilla Auſtriæ &c. ita factam à Procuratore noſtro Comite à Flemming, nomine Viennæ, acceptam, Juramentoque in animam noſtram confirmatam, & jam Nobis & perdilectiſſimo Filio noſtro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Auguſto præſentibus, volentibus, conſentientibus & adprobantibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Heredibusque noſtris & Succeſſoribus ſoventes & juramus, illam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Maſculos jamdudum receptas, & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprimè cognitas ad feminas diſerte extenſas, atque vim Pacti familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus, à Nobis hodierna die ſolemni Diplomate ratihabitam, gratam, probatamque habete, nec ulla in re illi unquam contraveniri, aut, ut à quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus. ANNO 1719.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium, & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæſionis & acceptationis Inſtrumentum hoc propriis manibus à Nobis Auguſto ſecundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxoniæ &c. Nobis Regio Polouiæ ac Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ Principe Friderico Auguſto, & Nobis Regia Principe Maria Joſepha, ſubſcriptum ſigillisque noſtris munitum eſt.

Dresdæ prima Menſis Octobris anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L.S.*) AUGUSTUS Rex.

(*L.S.*) FRIDERICUS AUGUSTUS R. P. P. & L. E. S.

(*L.S.*) MARIA JOSEPHA R. P. P. & L. E. S. & A. A.

VI.

Conventio inter SACRAM CÆSAREAM *&* 18. Nov. *Catholicam Majeſtatem & Regias Majeſtates, nimirum* CHRISTIANISSIMAM *&* BRITANNICAM *facta, de novo Termino trimeſtri Regi Catholico* PHILIPPO *concedendo, quid quidem elapſo, Filius vel Filii ejus ex Regina moderna procreati vel procreandi pro excluſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ habeantur. Actum Hagæ-Comitis* 18. *Novembris* 1719. Cum *Binis Separatis Articulis, & Plenipotentiarum Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus.* [Tité de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.]

TAmeſi Rex Hiſpaniarum protrahendo Bellum quod tam injuſtè movit, ſe privaverit à die 2. Novembris Expectativis in Ditiones à Magno Duce Hetruriæ, & Duce Parmæ Placentiæque poſſeſſas, quæ deficientibus Succeſſoribus Maſculis per Articolum Quintum Tractatûs Fœderis inter Suam Majeſtatem Cæſaream, Majeſtatem Britannicam, & Regiam Chriſtianiſſimam Majeſtatem 2. Auguſti 1718. Londini initi in favorem Filii Primogenitî Regis Hiſpaniarum ex Thoro ſecundo nati deſtinatæ erant, Octavo verò Articulorum Secretorum diſertè cautum ſit, quod ſi Rex Hiſpaniarum poſt termiouem trium Menſium à die ſubſcriptionis computandorum Conditiones Pacis illi propoſitas acceptare renueret, & Principes Conſederati eandem per arma eo compellere tenerentur, tunc novâ Conventione inter eos ſtabiliendum eſſet, cui Principi, vel quibus aliis Principibus Sua Majeſtas Cæſarea dictas Expectativas in Excluſionem Filii Modernæ Hiſpaniarum Reginæ ex conſenſu Imperii conferre deberet.

Hac Diſpoſitione tamen non obſtante, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica ad manifeſtandum ſincerum ſuum in tranquillitatem publicam ſtudium, & ad promovenda ea quæ Pacem reſtituere poſſent, & ut argentibus Fœderatorum ſuorum votis non deſit, conſentit, ut ea quæ in dicto Articulo quinto Tractatûs Londini initi, ratione

ANNO 1719. tione ſpatii trium Menſium continentur, intra quod fas ſuit Regi Hiſpaniarum prætato Tractatui accedere, vi præſentis Conventionis eidem liberum ſit intra ſpatium aliorum trium Menſium à die decimâ octavâ Novembris Anni 1719 computandorum dicto Tractatui accedere, eumdemque acceptare, additâ verò hac expreſſâ conditione, ut viciſſim Suæ Majeſtates Regiæ, Britannica, & Chriſtianiſſima ſpondeant, & per hanc Conventionem ſolennem ſe obſtringant, quod poſt elapſum hunc Terminum Trimeſtrem, à die hodierna computandum, & ſi Rex Hiſpaniarum intereà temporis conditionibus Pacis in dicto Tractatu expreſſis non acceſſerit, Filius vel Filii modernæ Hiſpaniarum Reginæ ex tunc pro excluſis ac non admiſſis à Succeſſione Ditionum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ ipſo facto habeantur. Ut autem eò minus Nova hæc Termini prolongatio, in quam Sua Majeſtas Cæſarea nunc conſentit, in poſterum in exemplum adduci poſſit, dictæ Regiæ Majeſtates primittunt, ſe nullam aliam unquam Terminî prolongationem in favorem Filii modernæ Hiſpaniarum Reginæ ab Imperatore petituras eſſe, & ex nunc cum Sua Majeſtate Cæſareâ convenient, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativas octavi Articulorum ſecretorum concedere debeat.

Has ob cauſas, & cum Suæ Majeſtates Britannica, & Chriſtianiſſima, expertæ ſint, quòd Aula Hiſpanica à torbulento Miniſtro ſeducta, abuſa hucusque fuerit Indulgentiis in illius favorem habitis, & inde occaſionem potiùs ſumpſerit obſtinatè, & pertinacius reſiſtendi, conſentiunt per hanc Conventionem ſolennem conditione, quam Imperator apponit prolongationi novi Termini Trimeſtris, promittentes alteſatæ Suæ Majeſtates, & ſe ſe obſtringentes eandem ſe tincerè adimpleturas, ita ut ſi Rex Hiſpaniarum poſt elapſum novum hunc Terminum trimeſtrem à die hodierna computandum Conditionibus Pacis in dicto Tractatu expreſſis non acceſſerit, nec Expectativas, nec ulteriorem Termini Prolongationem à Sua Majeſtate Cæſareâ in favorem Filii modernæ Hiſpaniarum Reginæ petent, ut qui per lapſum trium Menſium ipſo facto pro excluſo habebitur, & ex nunc convenient eum Suâ Majeſtate Cæſareâ Catholicâ, cui alteri, vel quibus aliis Principibus Expectativæ in Excluſionem dicti Principis eo caſu conferendæ forent. In quorum fidem Nos infraſcripti Suæ Majeſtatis Cæſareæ, Majeſtatis Britannicæ & Regiæ, Chriſtianiſſimæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii, Mandatis neceſſariis, & Plenipotentiarum Tabulis invicem exhibitarum muniti, præſentem hanc Conventionem ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris communivimus, quæ eandem vim obtinebit, ac ſi Tractatui Fœderis Quadruplicis verbotenus inſerta fuiſſet, & Ratificationum Tabulæ à Suâ Majeſtate Cæſareâ, Majeſtate Britannica, & Regia Chriſtianiſſima Majeſtate extradentur, & commutabuntur intra ſpatium ſex ſeptimanarum, aut citiùs ſi fieri poſſit. Actum Hagæ-Comitis, die decimâ octavâ Novembris anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L. S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) CADOGAN.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

QUamvis jam Articulo ſeparato Quadruplicis Fœderis Londini $\frac{22. \text{ Julii V. S.}}{9. \text{ Auguſti N. S.}}$ elapſi anni concluſi cautum ſit, Sacram Cæſaream Regio-Catholicam Majeſtatem, moderno Hiſpaniarum Poſſeſſori Regium Titulum haud conecedere niſi in eum duntaxat caſum ubi & ille huic Tractatui acceſſerit, cum tamen hodie Conventionem ſuper novo termino trimeſtri in quâ dictus modernus Hiſpaniarum Poſſeſſor, Rex Hiſpaniarum & Indiarum per totum compellatur, inter Sacræ Cæſareæ Regio Catholicæ, Sacræ Regiæ Britannicæ, & Sacræ Regiæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatum Plenipotentiarios ſubſcribi contingat, è re judicatum eſt reſervationis hujus denuò mentionem fieri.

Articulus iſte ſeparatus eandem vim obtinebit, ac ſi de verbo ad verbum ipſimet Tractatui inſertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipſâ Conventione extradentur. In quorum fidem Nos infraſcripti vigore Plenipotentiarum hodiè invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni. ANNO 1719.

(*L. S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) CADOGAN.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

QUùm Titulorum aliqui quibus Sacra Cæſarea Majeſtas, tive in Plenipotentiis, ſive in Conventione & in Articulis ſeparatis hodie ſubſcribendis, utitur, per Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam agnosci haud poſſint, per hunc Articulum ſeparatum, & ante Conventionem ſubſcriptum, declarat, & proteſtatur, quod per dictos hac Conventione, & Articulis ſeparatis adhibitos Titulos, aut ſibi, alterive præjudicare, aut Sacræ Cæſareæ Majeſtati jus ullum adjicere minimè intendat.

Articulus iſte ſeparatus eandem vim obtinebit, ac ſi ipſimet Conventioni hodie ſubſcriptæ verbotenùs inſertus foret, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intrà idem tempus cum ipſâ Conventione extradentur.

In quorum fidem Nos infraſcripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & Sigillis Noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitis die decimâ octavâ Novembris, anni milleſimi, ſeptingenteſimi decimi noni.

(*L. S.*) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) CADOGAN.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

Plenipotentiarum Tabulæ Majeſtatis Suæ Cæſareæ.

NOS CAROLUS Sextus, Divinâ favente Clementiâ, Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Indiarumque nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtenbergæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Goritiæ &c. &c Hiſce notum, teſtatumque facimus omnibus quotum intereſt. Cum votis Fœderatorum noſtrorum Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Georgii Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regis, nec non Sac. Rom Imperii Electoris, Ducis Brunswicenſis, atque Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Ludovici XV. Franciæ Regis, id demum tribuere adhuc ſtatuerimus, ut Tertiolus Trimeſtris, qui in Tractatu die $\frac{22. \text{ Julii}}{2. \text{ Auguſti}}$ Anno 1718. Londini ſub nomine Quadruplicis Fœderis concluſo, Moderno Hiſpaniarum Poſſeſſori, pro ſua ad eundem acceſſione præfixus erat, etſi jam pridem elapſus, ad alios denuò tres Menſes prorogetur, promusque in Pacem, ac quietem publicam, quo ſerimur animus Noſter Univerſæ Europæ uberrimè conſtaret, Hinc Illuſtri, & Magnifico Noſtro Camerario & Conſiliario Imperiali Aulico, Leopoldo Victorino Comiti de Windiſchgrätz, Noſtro Sacrique Rom. Impetii Fideli Dilecto plenam facultatem ac omnimodam poteſtatem concedimus, cum Miniſtris præfatorum Principum iſthoc Negotium tractandi, & concludendi, verbo Cæſareo Regio ſpondentes, Nos ea omnia, & ſingula, quæ nomine Noſtro, is ita egerit, tractarit, atque concluſerit, non modo rata, grataque æque ac ſi à Nobis ipſis acta forent, habituros, verùm etiam noſtrum Ratihabitionis Inſtrumentum intrà tempus conventum, extradituros eſſe.

In quorum fidem præſentes propriâ manu ſubſcripſimus, Noſtroque Sigillo Cæſareo Regio communiri juſſimus. Datum in Civitate Noſtrâ Viennæ die nonâ Menſis Octobris, Anno milleſimo ſe tingenteſimo decimo nono, Regnorum Noſtrorum Romani Octavo,

ANNO 1719. Hispaniarum decimo ſeptimo, Hungariæ & Bohemici nono.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORFF.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Majeſtatis proprium.

J. B. AB IMBSEN.

Plenipotentiarum Tabulæ Majeſtatis Britannicæ.

GEORGIUS Dei gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunſvicenſium & Luneburgenſium. Sac. Rom. Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector &c. Omnibus & ſingulis ad quos præſentes hæ Literæ pervenerint, ſalutem. Cum Tractatus quidam in ſe compiectens tam Conditiones Pacis inter Imperatorem Romanorum, Regemque Hiſpaniarum, & inter eundem Imperatorem Siciliæque Regem, conciliandæ, quam Fœderis mutui Leges inter Nos, & Bonum Fratrem Noſtrum prædictum Romanorum Imperatorem, Bonumque Fratrem Noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, ſancitas, per Plenipotentiarios Bonorum Fratrum noſtrorum præfatorum Imperatoris Regisque Chriſtianiſſimi atque Deputatos plenâ Noſtra Potentiâ inſtructos in Civitate Noſtrâ Londinenſi, die vicesimo ſecundo Menſis Julii, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo ſtylo veteri ſignatus fuerit, eâ verò Lege ut intra certum temporis ſpatium per ſecretum quendam ejusdem Tractatus Articulum fixum, & conſtitutum, Rex Catholicus prædictas Conditiones acciperet; Illi attamen Bellum potius ab ipſo iniquè ſuſceptum proſequi hucusque placuerit: Tanum nihilominus cuir prænominatarum Fœderatarum Potentiarum æqui bonique ac Pacis ſtudium, ut tempus prætatum jam diù elapſum ulteriùs prolongare, per Conventionem à Miniſtris ſuis ſufficienti ad hoc Poteſtate reſpectivè munitis ſignandam decreverint. Sciatis igitur quod Nos Fide, Ludustriâ, & in rebus magni momenti tractandis uſu & perſpicaciâ prædilecti & perquàm fidelis Conſanguinei & Conſiliarii Noſtri Gulielmi Comitis de Cadogan, Veſtium Noſtrarum Regiarum Magiſtri, in Exercitibus Noſtris Locumtenentis Generalis, ſecundæ Regiæ Noſtræ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Inſulæ Veſtentis Gubernatoris ac Noſtri Miniſtri Plenipotentiarii plurimum confiſi, eundem nominavimus, fecimus, & conſtituimus, quemadmodum per præſentes nominamus, facimus, & conſtituimus Noſtrum verum, certum & indubitatum Commiſſarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; Dantes & concedentes eidem omnem, & omnimodam Poteſtatem facultatem authoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac ſpeciale (ita tamen ut generale ſpecisli non detoget, neque contra) pro nobis & Noſtro nomine cum Miniſtris ex parte dictorum Bonorum Fratrum Noſtrorum imperatoris, Regisque Chriſtianiſſimi ſufficienti itidem Poteſtate munitis, congrediendi, colloquandiqua, utque dictam Conventionem aſſaque omnia, ſiva Pacta Conventa, Articuli, Conditiones, ſiva Declarationes Elucidationesva fuerint, quæ ad Conventionem prædictam pertinere poterint, Noſtrâ ex parte ſignandi eademqua mutuò estradendi, recipiendiqua, reliquaque omnia factu neceſſaria præſtandi, perficiendique, tam amplis modo & forma ac Nosmet Ipſi ſi intereſſemus, facere & præſtara poſſemus, ſpondentes, & in Verbo Regio promittentes, nos omnia & ſingula quæcumque à dicto Noſtro Commiſſario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præſentium concludi, ſignariqua contingeret, rata, grata, & accepta. omni meliori modo habituros, neque paſſuros unquam, quantum in Nobis eſt, ut in toto, vel in parte à quopiam violantur, aut ut iis allquo modo in contrarium eatur. in quorum omnium majorem fidem & robur, Magnum Noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum præſentibus Manibus propriis Cuſtudum & Inſtitiationum Regni Noſtri Magnæ Britanniæ appendi fecimus. Quæ dabantur apud Whitehall, die viceſimo Menſis Octobris, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo nono, Regnique noſtri ſexto.

W. CANT. PARKER C. KINGSTON P. ARGYLL ET GREENWICH. HOLLES, NEWCASTLE. ROXBURGE. BERKELEY. J. KRAGGS.

Pleinpouvoir de Sa Majeſté Très-Chrétienne. ANNO 1719.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que nous avons eue depuis nôtre avenement au Thrône, à contribuer autant qu'il eſt en nous, au Maintien de la Tranquillité publique rétablie par les Traittés d'Utrecht & de Bada, & à l'affermiſſement de la Paix nous aiant portés à conclure les Traités & Articles ſeparés qui ont été ſignés à Londres la 2. Août de l'année derniere, en nôtre Nom, avec les Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & qui contiennent, entre autres choſes, les Conditions qui doivent ſervir de fondement à la Paix entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres cher & tres-amé Oncle le Roy d'Eſpagne, & entre nôtredit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre tres-cher & tres amé Frere & Grand Pere le Roy de Sardaigne, leſquelles Conditions ont été depuis acceptées & ratifiées par nôtredit Frere & Grand Pere le Roy da Sardaigne, voulant d'ailleurs entrer dans toutes les Meſures qui ſeront jugées convenables pour l'entier accompliſſement desdits Traittés, nous confiant entierement en la Capacité, Experience, Zele, & fidelité pour nôtre ſervice de nôtre cher & bien-amé le Sr. Comte de Morville, nôtre Ambaſſadeur auprès de Leurs Hautes Puiſſances nos treschers & Grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas. Pour ces cauſes & autres bonnes Conſiderations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre tres-cher & tres amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, nous avons commis, ordonné, & deputé, & par ces preſentes ſignées de nôtre main, commettons, ordonnons, & députons ledit Sieur Comte de Morville, & lny avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, pour en nôtre nom, & en qualité de nôtre Pleulpotentiaire, convenir avec les Miniſtres Plenipotentiaires de toutes les Puiſſances Contractantes, pareillement munis de Plenipouvoirs en bonne forme, arrérer, conclure & ſigner avec eux enſemble, ou ſeparément, tels Actes, Conventions, Articles & Declarations qus ledit Sieur Comte de Morville aviſera bon être pour l'entier accompliſſement desdits Traittés & Articles ſeparés, voulant qu'il agiſſe en cette occaſion avec la même authorité que nous ſerions & pourrions faire, ſi nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eût queique choſe qui reqnît un Mandement plus ſpécial non contenu en ces-dites preſentes; Promettant en foy & parola de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toûjours, accomplir & éxécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Comte de Morville aura ſtipulé, promis & ſigné en vertu dn preſent Pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour queiqua cauſe ou ſuus qneique preteste que ce puiſſe être; comme auſſi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il ſera convenu. Cat tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Donné à Paris le ſeiziéme Octobre, l'An de grace mil ſept cent dix-neuf, & de nôtra Regne le cinquiéme. *Signé*, LOUIS, *& ſur le reply*, Par le Roy, le Dne d'ORLEANS, Regent préſent. *Signé*, DU BOIS & ſcellé.

VII.

Friedensſchluß zwiſchen Georg Seiner Königlichen Majeſt. in Groß-Britannien als Churfürſt und Hertzog zu Braunſchweig/ und Ulrica Eleonora Königin in Schweden/ wodurch zu folg des Præliminair Tractats, welcher den 11--22. Julii 1719. errichtet/ die Hertzogthümer Bremen/ und Verden an mehr beſagte Königl Majeſt. als Churfürſt/ und Hertzog zu Braunſchweig mit eben den Rechten/ und Zubehörungen abgetretten werden/wie ſelbige die Cron Schweden durch das Oſnabruckiſche Friedens-Inſtrument beſeſſen hat; worunter ſonderlich mit begriffen wird das Reche Sitz/ und Stimm auf Reichs- und Krayßtägen im Römiſchen Reich/wie auch das 8. Nov.

Directo-

ANNO 1719. Directorium im Nieder-Sächſiſchen Krayſſe zu führen/ ſamt den Rechten über das Dohm-Capitul zu Hamburg/ und Bremen/ wie nicht weniger das Jure pignoris in Chur-Braunſchweig händen bereits ſeyende Amt/ und Stadtlein Wildhauſen; hingegen verſpricht Seine Königl. Majeſt. von Groß-Britannien als Churfürſt und Hertzog zu Braunſchweig an Seine Königl. Majeſt. in Schweden innerhalb drey terminen zu zahlen die Summ einer Million Reichsthaler nach dem Leipziger fuß/ die Unterthanen/ und Einwohner in allen ihren Rechten/ Freyheiten/ und Privilegien ſo wohl die Religion, als andere ſachen betreffend zu erhalten/ und denen/ ſo ſich bey der vorhin vorgenommenen groſſen und General Reduction werden beſchwert befinden/ denen König Carls des XII. Glorwürdigſten andenckens verheiſſungen gemäß/ baldiges Recht widerfahren zu laſſen; Seine Königl. Majeſt. von Groß-Britannien verſprechen beyneben die mit der Cron Schweden vorhero gemachte Tractaten/ worunter die Garantien vor das Fürſtliche Holſtein-Gottorpiſche Hauß mit begriffen ſeynd/ auf das genaueſte zu beobachten/ auch ſelbige ferner nach den itzigen Conjuncturen zu erneueren/ und einzurichten. Geben zu Stockholm den 28. November 1719. Mit den beſondern Articulen/ ſo enthalten/ Ihro Königl. Majeſt. als Churfurſt/ und Hertzog zu Braunſchweig wollen diejenige Contributiones, welche dieſelbe vor übernehmung des Landes durch dero Generals gehoben/ wie im gleichen das in der Veſtung Ottersberg damahls befindlich geweſene Magazin, nicht weniger das Ortlog-Schiff Bremerſchlüſſel genant/ auch noch einige andere Articulen die Officier/ und Unterthanen des Landes betreffend/ der Cron Schweden/ nach der durch die Commiſſarien/ welche darüber werden benent werden/ getroffenen Vergleich/ erſetzen/ und vergüten. Geben zu Stockholm den 28. November 1719. [Tiré des Archives Royales.]

C'eſt-à-dire,

Traité de Paix entre GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur, & Duc de* Brunswich, & ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le* 11—22. *Juillet* 1719. *les Duchez de Bremen, & de Verden ſont cedez audit Roi comme Electeur, & Duc de Brunſwich avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les poſſedoit par la Paix de Weſtphalie, y compris ſpecialement le Droit de Voix & de Seance aux Dietes de l'Empire, le Directoire dans le Cercle de la Baſſe-Saxe, & les Droits ſur le Chapitre Cathedral de Hambourg, & ſur celui de Breme, comme auſſi la proprieté de la Ville de Wilshauſen avec ſon Bailliage, tenue ci-devant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswich. En échange de quoi le Roi Electeur, & Duc promet à Sa Majeſté Suedoiſe, de lui faire payer en trois termes une Somme d'un million d'Ecus Monnoye de Leipſich, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privileges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement; & de faire rendre une favorable Juſtice conformement aux premeſſes du feu Roi Charles XII. à ceux, qui ſe trouveront avoir été grevés, dans la grande, & generale reduction, qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maiſon de Holſtein-Gottorp, & de même de les renouveller preſentement ſelon & en conformité de la Conjonction preſente. Fait à Stockholm le 28. Novembre* 1719. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S *portant que le Roi Electeur donnera une entiere ſatisfaction à la Couronne de Sueda au ſujet des Contributions exigées du Pais par ſes Generaux, avant qu'on eût pris poſſeſſion, comme auſſi à l'égard du Magazin de la Forteresſe d'Otterberg, du Vaiſſeau de Guerre Bremer-Schluſſel, & de quelques autres Articles concernant les Officiers, & Sujets du Pais, le tout ſelon le Reglement, qui en ſera fait, & convenu par des Commiſſaires, qu'on nommera ſur ce ſujet de part, & d'autre. Fait à Stockholm le 28. Novembre* 1719. ANNO 1719.

Im Nahmen der Heyl. Drey-Einigkeit.

Kundt und zu wiſſen ſeye hiemit Jedermannigklichen/ demnach die auſſerhalb des Röm. Reichs angefangene Nordiſche Krieges Unruhe mit der zeit auch einige zu ſelbigem Reich gehörige Provincien ergriffen/ und endlich gar in den Nieder-Sächſiſchen Creyß gedrungen/ dadurch es ſich veranlaſſet/ daß der Durchleuchtigſte/ Großmächtigſte Fürſt und Herr/ Herr Georg König von Groß-Britannien/ Franckreich/ und Irland/ Beſchützer des Glaubens/ Hertzog zu Braunſchweig- und Lüneburg des Heil. Röm. Reichs Erz-Schatzmeiſter und Churfürſt/ als Hertzog/ und Churfürſt zu Braunſchweig- und Lüneburg in ſolche Krieg mit verwickelt worden/ die Durchleuchtigſte/ Großmächtigſte Fürſtin und Frau/ Frau Ulrica Eleonora der Schwede/ Gothen und Wenden/ Königin/ Groß-Fürſtin zu Finland/ Hertzogin zu Schonen/ Ehesten/ Liffland/ Carelien/ Bremen/ Werden/ Stetin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden/ Fürſtin zu Rügen/ Frau über Ingermanland und Wißmar/ Pfaltz-Gräffin beym Rhein/ in Beyern/ zu Jülich/ Cleve und Berge/ Hertzogin ꝛc. Wie auch Land- Gräffin und Erb-Printzeſſin zu Heſſen/ Fürſtin zu Hirſchfeldt/ Gräffin zu Catzen-Elnbogen/ Dietz/ Ziegenhayn/ Nidda und Schaumburg ꝛc. Aber ſo wohl als Hochgedachte Seine Königl. Majeſt. von Groß-Britannien aus Chriſtlöblicher intention dero gedancken darauff einmüthiglich gewand/ wie fernerem aus ſolchen Krieges-Weſen zu beſorgendem Unheil/ und Verderb unſchuldiger Lande/ und ſolte zuvorgekommen/ zuforderſt aber/ und fürnemlich Friede und Ruhe zwiſchen hochſt ermeldten Ihren Königl. Majeſt. Majeſt. geſtifftet/ und gutes vernehmen/ und vertrauen beyderſeits erneuert/ und befeſtiget werde mögte/ zu welchem Ende der Durchleuchtigſte/ und Großmächtigſte Fürſt und Herr/ Herr Ludwig der XV. Aller-Chriſtlichſter König von Franckreich und Navarra/ deſſen Officia, und Mediation durch seine/ bey dem Königl. Schwediſche Hoffe ſubſtituirende/ und verordnete Residents/ und Plenipotentiaire den Wohlgebohrne Herrn Jacob von Campredon rühmlich mit angewand/ auch bereits zwiſchen Höchſt-Ermeldte Ihre Königl. Majeſt. Majeſt. ein Præliminair Friedens-Receſs unterm 11—22. Juli jetzlauffende Jahres zu Stockholm getroffen/ und darin vorbehalten worden/ daß auff den fuß deſſelben mit nechſten der Friede wiſchen Ihnen formlich geſchloſſen/ und darüber ein Solennes Friedens Inſtrument errichtet werden ſolte/ und dan zu deſtiger ausmach- und möglichſter beſchleunigung eines ſo erwünſchte- und hilfſamen werckes die beyderſeittige mit gnugſamen Vollmachten verſehene Miniſtri Plenipotentiarii im Nahmen Gottes zuſammen getretten/ und zwar von ſeiten Ihro Königl. Majeſt. von Schweden der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Guſtav Cronhielm/ Ihro Königl. Majeſt. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Præſident des Königl. Cantzley Collegii, und der Upſaliſchen Academie Cantzler/ wie auch der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Carl Guſtav Ducker/ Ihro Königl. Majeſt. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ Feld-Marſchall/ und verordneter Kriegs-Rath/ desgleichen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Guſtav Adam Taube/ Ihro Königl. Majeſt. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Ober-Stadthalter in Stockholm/ gleichermaſſen der Hoch-Wohlgebohrne Graff Herr Magnus de la Gardie, Ihro Königl. Majeſt. von Schweden/ und dero Reichs-Rath/ und Præſident in dem Königl. Commercii-Collegio, wie nicht weniger der Wohlgebohrne Baron Herr Daniel Niclas von Höpken/ Ihro Königl. Majeſt. von Schweden verordneter Etats Secretaire: Von ſeiten Seiner Kon. Majeſt. von Groß-Brittannien/ als Hertzog/ und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg/ aber dero Miniſtre Plenipotentiaire der Wohlgebohrne Herr Obriſter Adolph Friedrich von Waſſervitz. Als haben dieſelbe nachfolgende Articuln mit einander abgeredet und geſchloſſen.

I. Soll ein immer währender/ auffrichtiger und beſtändiger Friede/ und Freundſchafft zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden/ und dem Reiche Schweden eines und Seiner Königl. Majeſt. von Groß-Britannien/ auch als Hertzoge/ und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg/ und dero Chur- und Fürſtliche Hauſe andern theils hiemit geſtifftet/ und beſtändiger ſein/ und ſoll und will ein theil dem andern alles das jenige redlich/ und unverbrüchlich erweiſen/ was das Band der Einigkeit und Vertraulichkeit zwiſchen ihnen völlig ergänzen/ und beſtändig

ANNO 1719.

ſtändig wachen kan/ alle Feindliche handlungen/ und gebrauchung der Waffen aber von einem theil gegen den andern ſollen von nun an gänzlich aufhören/ und niedergeleget ſeyn / und dieſen.

II. Es ſoll auch beyderſeits eine immerwehrte währende vergeſſenheit / und Amneſtie alles deſſen ſein / was an der einem / oder andern ſeiten / es ſey auff was weyſe es wolle/ Feindliches/ oder wiederwärtiges gegen einander vorgenommen ſein mögen / und ſoll deren keines dem einen oder dem andern theile / oder jemand der ſeinigen in ungute jemahlen zu gerechnet/ oder vergolten werden / ſondern das alles / und jedes ſoll hiemit todt/ und abſein/ und deſſen nunmehro gedacht werden.

III. Gleich wie Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden vermoge des mit Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg unterm 11—22. Juli 1719. errichten / eingangs berührten Præliminar-Friedens-Receſſus derſelben bereits cedret / und abgetreten haben/ alſo cediren und übertragen ſie krafft dieſes nochmahlen vor ſich / das Reich Schweden / und Ihre Succeſſoren, und Nachkommen Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg / und dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum die Hertzogthümer Bremen / und Verden pleno Jure mit allen deren Juribus, und zubehörungen / ſo wie ſelbige Hertzogthümer durch das Osnabrückiſche Friedens-Inſtrument vom 14—24. Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehreren zugeeignet worden / und wie die Konige von Schweden und das Reich Schweden ſolche Hertzogthümer ſambt deren Annexis Juribus, und zubehörungen ſeithero beſeſſen / genutzet / und gebrauchet haben / oder beſitzen / nutzen / und gebrauchen ſollen oder können / nichts überall davon ausgenommen / und inſonderheit das Jure pignoris in Chur-Braunſchweig händen bereits ſtehende Ambt/ und Stadelam Wilshauſen/ mit allen Ihren zubehörungen / und gerechtſamen/ doch alſo / daß wegen des darauff hafftenden Pfandſchillings kein fernerer anſpruch an Ihro Konigl. Majeſt. und das Reich Schweden nun oder ins künfftig gemachet werde / ſolches alles / und jedes van nun an in ewigen zeiten mit eben dem Recht / wie es Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden / und dero Vorfahren von der Regierung / wie auch das Reich Schweden bißhera deſſelben ohne einige ſchmälerung / oder vorbehalt / auch ohne alle in / oder auſſerhalb gerichts von Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden oder dero mitbeſchriebenen jemahls zu machende wiederrede / hinderung/ oder ſperung völlig/ und in Eigenthum zu haben/ und zu behalten / begeben/ und renunciren auch hiemit in faveur hochſtgedachter Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien als Hertzogen / und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg / und deren ab mit beſchriebenen in perpetuum allen denen gerechtſamen / welche ſie an denen Hertzogthümern Bremen / und Verden oder wo wegen derer ſelben bißhero gehabt oder auff einige weiſe prætendiren können/ in genere, und in ſpecie, es betreffe das Directorium in Niederſächſiſchen Kräyſe / Sitz / und Stimmen auff Reichs / und Kräyſs-tägen / oder mag ſonſten nahmen haben wie es wolle; Entbinden gleichfals hiemit die Unterthanen / Eingeſeſſene / und angehörige ſolcher Hertzogthümer aller derer pflichte und verbindungen/ womit die Ihro Konigl. Majeſt. und dem Reiche Schwede verbunden geweſen / und verweiſen ſie damit an Seiner Kon. Majeſt. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg und dero obmitbeſchriebene / als Ihre numehrige alleinige / und beſtändige Landes- und Ober-Herrn/ wie ſie dan auch das Dohm-Capitul zu Hamburg / und die zu dem Dohm zu Bremen / u. d. dem dortigen vormahligen Capital gehörige Perſohnen / Unterſaſſen / Heur-zinß- und Meyer-Leuthe / ſo wohl in der Stadt Bremen / als an denen ſo genandten Vier Gohen / und an allen anderen Orten / wo deren befindlich ſeyn / obgedachte Eyde / und Verbindungen an die Cron / und das Reich Schweden krafft dieſes entſchlagen / und an Seine Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / als Hertzogen / und Churfürſten zu Braunſchweig-Lüneburg / und dero obmitbeſchriebene überweiſen.

Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden für ſich / und dero obmitbeſchriebene reſerviren annebſt hiemit / und krafft dieſes die Jura feudi, ſo ſie und Ihre Vorfahren wegen der Hertzogthümer Bremen / und Verden von denen Romiſch. Kayſern / und dem Romiſch. Reiche erlanget / und bis dahin gehabt haben / und übertragen ſo viel an Ihro ſolche lehnbaarkeit / an Ihro Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / und dero obmitbeſchriebene.

Uibrigens ſollen die Briefſchafften und Documenten die Hertzogthümer Bremen / und Verden betreffend / bona fide, ſo bald es möglich denenjenigen extradiret werden / welche dieſelbe zu empfangen von Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien werden ernennet und bevollmächtiget werden.

IV. Seine Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien als Herzog / und Churfürſt zu Braunſchweig- und Lüneburg / und dero obmitbeſchriebene/ verſprechen/ und geloben Ihrer ſeits die Stände / Unterthanen / und ſambtliche Einwohner auff dem Lande ſowohl als in denen Städten erwehnter Hertzogthümer Bremen / und Verden/ und was denenſelben anhängig / und zu gehörig ſein kan / niemanden ausgenommen / und alſo einen jeden derſelben bey ſeinen wohlhergebrachten Freyheiten / Gütern/ Rechten und Privilegien mögenen / und abſonderlich / ſo wie beſagte Stände / Unterthanen und Einwohner ſelbige gehabt/ und beſeſſen / und ſolche nach Inhalt des Inſtruments Pacis Weſtphalicæ Ihnen vorbehalten worden/ ſambt bey dem freyen Religions Exercitio vermöge der unveränderten Augſpurgiſchen Confeſſion jederzeit unbekummert / und ungekräncket zu laſſen/ zu handhaben und zu ſchützen.

ANNO 1719.

Da auch ein und anderer noch nicht zu dem würcklichen genuß der entweder Ihm ſelber von denen vorigen Cronen von Schweden verliehenen / oder auch von andern erhandelten Expectantz auff einige gewiſſe Canonicat bey dem Dohm-Capitul zu Hamburg gelangen wäre / ſo ſollen auch ſolche Expectantz denen Rechten / und herkommen gemäs Ihre krafft behalten / und denen Inhabern derſelben hinführo bey einer ſich ereignenden Vacance keiner vorgezogen werden.

V. Als auch die unter voriger Konigl. Schwediſcher Regierung überall ins werck geſtellete Reduction, und Liquidation zu vielfältigen beſchwerden derer Unterthanen und Eingeſeſſenen anleitung gegeben / wodurch dan Seine in Gott ruhende Kon. Majeſt. zu Schweden glorwürdigſten andenckens / ſo wohl / als in anſehen deren billigkeit bewogen worden / mittelſt eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen druck bekandt gemachten Patents die verſicherung von ſich zugeben / daß im fall einige hieſige Unterthanen mit gewiſſen beweistühmern derthun könten/ daß ihnen einige Güter / welche ihnen mit Recht zu gehören / eingezogen worden / ihnen ihr Recht unbenommen ſein ſolte/ zu folge deſſen auch unterſchiedliche beſagter Unterthanen in dem Beſitz ihrer vorigen durch erwehnte Reduction, oder unter andern vorwand ihnen abgeſprochene / eingezogene/ oder ſequeſtrirte Güter getreten/ dieſes Recht nachgehends auch von denen ſambtlichen Reichs-Ständen bey ihrer letzten zuſammenkunfft durch ihren vom 30. letz verwichenen Majeſt. abgefaſten Reichstags-beſchluß aufs neue feſtgeſtellet worden:

Als iſt hiemit von beyden Allerhöchſten Theilen verabredet/ und beſchloſſen worden/ daß die in dem vorhergehenden 3. Articul gegenwärtigen Tractats geſchehene Ceſſion deren Hertzogthümer Bremen / und Verden keines wegs ſchmälern / vielweniger aber aufheben ſollen / derer in beſagten Hertzogthümern befindlichen Unterthanen/ und Eingeſeſſenen/ oder derer Erben / ſie mögen intra, oder extra Territorium ſich aufhalten / in dieſem fall habende rechtmäſſige anſprach und forderungen/ſondern ſollen ſelbige bey Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien als Hertzogen/ und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg / in eben derſelben krafft und würckung verbleiben/ wie ſie anjetzo gegen Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden ſeind/ und ſich befinden/ und nun/ oder ins künfftige können erweislich gemachet werden.

VI. Imgleichen ſollen krafft der in dem vorhergehenden andern Articul beliebten / und feſtgeſtellten Amneſtie, die wegen des bishera geweſenen Krieges etwan vorenthaltene Güter / hauſer / und eigenthum / von was arth / und beſchaffenheit es auch immer ſein mag / ihren rechtmäſſigen Proprietariis, ſie mögen intra oder Extra Territorium ſich aufhalten / wieder zugeſtellet/ und eingeraumet werden.

VII. Nicht weniger ſollen alle in mehr erwehnten beiden Hertzogthümern von der dortigen geweſenen Konigl. Schwediſchen Regierung / bis man Konigl. Daniſcher ſeits ſich bemelteter Hertzogthümer gänzlich bemächtiget/ publico nomine wegen ſchulden und poſten / ſo auff Konigl. befehl auffgenommen / und in des Konigs / oder der Cron nutzen verwandt worden / gemachte würckliche verpfandungen / und von beſagter Regierung geſchehene immiſſiones in theer vollkommenen krafft verbleiben / dergeſtalt / daß die Creditores, und rechtmäſſige Einhabere ſolches ihnen in anſehen ihres gethanen vorſchuſſes erweislich verliehenen/ oder eingeraumbten/ unterpfandes / ihre in handen habende Contracten mit darinnen enthaltene verſchreibungen ſo lange zu gute genieſſen/ bis dieſelbe vermög ihrer Contracten vollkommen expiriret / und ſie ihres vorſchuſſes halber gänzlich vergnüget worden/ als dan erſtbeſagten Creditoren verpfändete/ in beyden Hertzogthümern belegene / oder auch dazu gehörige güter/ und häuſer Seiner Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien als Herzogen/ und Churfürſten zu Braunſchweig- und Lüneburg / und dero mitbeſchriebenen zufallen / und dero Cammer ewerleibet werden.

Was aber auf der dortigen Stände Obligationes und Garantien auff-negociret worden / ſolches ſeind geſambte Stände/ zu bezahlen / und zu præſtiren gehalten.

VIII. Seine Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien verſprechen hiemit nicht nur als Konig / ſondern auch als Hertzog / und Churfürſt zu Braunſchweig- und Lüneburg / die mit Ihro Konigl. Majeſt. zu Schweden Vorfahren / und dem Reich Schweden fürhin gepflogene Vertrauliche Freundſchafft / und Bündnuſſen nebſt denen Garantien, ſo dem Fürſtl. Holſtein-Gottorpiſchen Hauſe auff dem fuß der mit denen Nordiſchen Allirten geſchloſſenen / oder noch ferner zu ſchleſſenden Frieden können zu gute kommen / anjetzo mit Ihro Konigl. Majeſt. und dem Reiche Schweden zu erneuern / und ſelbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uber dem wollen Ihro Konigl. Majeſt. von Groß-Britannien / als Hertzog / und Churfürſt zu Braunſchweig- und Lüneburg gehalten ſeyn / an Ihro Konigl. Majeſt. von Schweden auff dero Aſſignation und Quittung die Summa von zehenmahl hundert tauſend Reichsthaler an neuen vollgültig einfachen / und gedoppelten marck- oder drittheil ſtücken / nach dem Leipziger Münz-fuß de Anno 1690. da die marck feinen Silbers zu zwölf Courant Thalern ausgemünzet iſt/ in Hamburg zahlen zu laſſen und wie bereits anfangs gemeldt worden / daß Ihrer Konigl. Majeſtät

ANNO 1719. Majeſt. von Schweden eine tertia davon 333333. 1. Thaler auff dera Aſſignation und Quittung in Hamburg ſollen errichtet werden / ſolches auch vor Signirung dieſes Friedens-Inſtruments bewerckſtelliget ſein wird / alſo hat es dabey ſein verbleiben; der übrige theil aber obenerwehnter Million Thaler ſoll vier bis ſechs Wochen nach geſchehener auswechſelung der Ratificationen über dieſes Friedens-Inſtrument in einer Summa richtig / und ohnfehlbarlich zu Hamburg auff gehörige Aſſignation, und Quittung bezahlet werden.

IX. Der Weſtphäliſche Friedens-ſchluß in ſo weith derſelbe durch gegenwärtigen Tractat, und ſonſten nicht geändert / oder durch die weiter zu ſchlieſſende Nordiſche Frieden mägte geändert werden / bleibet in ſeiner vollkommenen Krafft / und würckung / und verbinden ſich beyde Compacisirende hohe Theile / Ihres Orts alles dasjenige beyzutragen / was zu auffrechthaltung / und befeſtigung beſagten Weſtphäliſchen Frieden-ſchluſſes nötig und dienlich ſein wird.

X. Beyde Compacisirende hohe Theile reserviren Ihnen hiemit zuforderſt / Seiner Kayſerl. Majeſt. auch nach befinden / anderer Puiſſances Garantie über dieſes Friedens-Inſtrument zu ſuchen / und anzunehmen.

XI. Die beyderſeitige Ratificationen über dieſes Friedens-Inſtrument ſollen zum ſpäteſten innerhalb 2. Monath à Dato dieſes beygebracht / und allhier zu Stockholm gegen einander ausgewechſelt werden.

XII. Zu uhrkunde deſſen / was obſtehet ſeind hievon 2. gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche beyde von beyderſeits Compacisirenten dazu gevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben / und unterſiegelt / und jedem Theile eines davon zu geſtellet worden. So geſchehen / und gegeben zu Stockholm den 9—20. Novemb. im Jahre eintauſend ſieben zehen hundert / und neunzehen.

Guſtav Cronhielm. (L. S.)	Adolph Friederich von
Carl Guſtav Ducker. (L. S.)	Baſſewitz. (L. S.)
Guſtav Adam Taube. (L. S.)	
J. H. V. De la Gardie. (L. S.)	
D. N. von Höpken. (L. S.)	

ARTICULI SEPARATI.

DEmnach es ſich zugetragen / daß bey ſchlieſſung / und unterzeichnung des unterm heutigen Dato zwiſchen Ihro Kongl. Majeſt. von Schweden / und dem Reich Schweden / und Seiner Kongl. Majeſt. von Groß-Britannien / als Hertogen / und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg errichteten Friedens-Inſtruments, einige angelegenheiten ſich hervorgethan / welche eine genauere nachricht / und unterſuchung / theils auch eine vorhergehende Liquidation erforderen / derowegen aber man nicht dienlich erachtet / die zeith auszuziehen / und das haubtwerck länger ausgeſtellet ſein zulaſſen; Als haben beyderſeits Compacisirende hohe Theile ſich dahin verglichen / daß zu gänzlicher ſchlicht- und ausmachung ſolcher in nachfolgenden Articulen abgefaſten Puncten / gewiſſe Commiſſarii von beyden ſeiten ſollen ernennet / und bevollmächtiget werden / welche gleich nach ausgewechſelten Ratificationen über obbeſagtes Friedens-Inſtrument ſo wohl als gegenwärtigen Separat Articulen zuſammen treten / und innerhalb einer vier Monathlichen Friſt / hierunten benannte angelegenheiten durch gleichen Vergleich zum ſchluß bringen ſollen.

I. Seine Kongl. Majeſt. von Groß-Britannien als Hertzog und Churfürſt zu Braunſchweig und Lüneburg / wollen diejenige Contributiones und andere auffſagen / welche dieſelbe vor übernehmung nechſtbeſagter beyden Hertzogthümer aus dem deroſelben fürther übertragenen Poſtirungs-Diſtrict gehoben / und ſelbige ſowohl als das in der Veſtung Ottersberg damahls befindlich geweſene Magazin, Ammunition, und andere Krieges-zurüſtungen / ingleichen das Orlog-ſchiff / Bremer-ſchlüſſel genandt / zu ſich genommen haben / Ihro Kongl. Majeſt. von Schweden / und der Cron Schweden nach der darüber getroffenen Liquidation erſetzen / und vergüten.

Dasjenige aber / was von Dännemarck aus obgedachter Poſtirung gehoben worden / kan in dieſe Liquidation nicht gebracht werden.

II. Desgleichen haben auch Seine Kongl. Maj. von Groß-Britannien als Hertzog / und Churfürſt zu Braunſchweig- und Lüneburg ſich geneigt zu ſein erkläret / denen von der Ritterſchafft / und Adel-Bedienten / und anderen Eingeſeſſenen / welchen währenden dieſen Troublen ihre güter eingezogen worden / die einkünffte / ſo ſie dadurch gemeſſt / und welche von Ihro Kongl. Majeſt. ſelbſten / oder dero Cammer genaſſen ſeynd / wieder erſetzen zulaſſen; Imgleichen wollen ſie auch auff die im Exilio bißhero gelebte Juſtitiæ, und Landes-Bediente / welche darum gezeuende anſuchung thun werden / und noch ſähig / und ein ſtande zu dienen ſeynd / bey ereignenden Vacanzen reflexion machen.

III. Solte annoch die vormahlige in der Stadt Bremen geweſene Kongl. Schwediſche Regierung wegen ein- und anderen ſachen / ſo die bißherige Oeconomie und verwaltung der Finantzen, oder auch einige particuliere angelegenheiten betreffen / mit guten fundament, und raiſon etwas vorſtellagen / und beybringen können / ſo wollen Ihro Kongl. Majeſt. von Groß-Britannien ſolches vernehmen und billigmäſſige reflexion darauff machen. ANNO 1719.

IV. Dieſe Separat Articuln ſollen von eben der Krafft / und Bündigkeit ſein / als wann ſie dem unterm heutigen Dato errichteten Tractat von wort zu wort einverleibet wären / und ſeind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden / welche von beyden / von beyderſeits Compacisirenten dazu gevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben / und unterſiegelt / und jedem theile eines davon zugeſtellet worden. So geſchehen Stockholm den 9—20. Novembr. im Jahr ein tauſend ſieben hundert / und neunzehen.

Guſtav Cronhielm. (L. S.)	Adolph Friederich von
Carl Guſtav Ducker. (L. S.)	Baſſewitz. (L. S.)
Guſtav Adam Taube. (L. S.)	
J. H. V. De la Gardie. (L. S.)	
D. N. von Höpken. (L. S.)	

VIII.

PHILIPPI V. *Regis Hispaniarum Acceptatio Articulorum Conventionis* 18. *Julii* 1718. *Lutetiæ Pariſiorum inter Reges Franciæ & Magnæ Britanniæ factæ, præſertim in eo quod ſpectat ad Pacem cum Imperatore ineundam. Datum Madriti die* 26. *Januarii* 1720. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour. Avec Privilege. Fol.] 1720. 26. Janv.

PHILIPPUS Dei gratiâ Rex Caſtiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolimæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valentiæ, Galetiæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordobæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientaliom & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Oceani: Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biſcaiæ & Molinæ, &c. Cùm per Sereniſſimum Principem Georgium Magnæ Britanniæ Regem, atque Sereniſſimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Noſtrum Franciæ & Navarræ Regem propoſitus ſit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem ſtabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & ſinceram inter Potentias belligerantes reconciliationem, atque cùm hunc in finem memorati Sereniſſimi Reges Plenipotentiarum Tabulis inſtruxerint, nempe Magnæ Britanniæ Rex Comites de Staits, & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & Mareſcallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Miniſtri eò pervenerint, ut Tractatum conclueriat, quem ſignârunt Pariſiis 18. Julii 1718. In quo alios inter Articulos ſpecificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuârunt, ſtabiliri in votis fuit, & cùm memorati Domini Magnæ Britanniæ & Franciæ Reges Nobis propoſuerint hisce adhærere conditionibus, licet hocusque eas admittere propter juſtas, quas habuimus rationes, diſtulerimus, nihilominùs deſiderantes ex parte Noſtra implere vota memoratarum Majeſtatum Sereniſſimorum Magnæ Britanniæ, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Noſtro & diminutione cùm Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò pertingamus: Decrevimus modò præditum Tractatum acceptare, ſignatum 18. Julii 1718. à ſupradictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majeſtatum Britannicæ & Chriſtianiſſimæ, atque ideò tenore Præſentium acceptamus hone præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis: & præcipuè in eo quod ſpectat & concernit comprehenſos octo Articulos & directè reſpicientes Pacem inter utramque Aulam Madritenſem & Viennenſem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commiſimus Expeditionem præſentis Inſtrumenti manu Noſtrâ munivi & Sigillo Noſtro ſecreto, atque ab infraſcripto primo Statûs Secretario ſubſignari. Datum Madriti 26. Januarii 1720. Signarum erat

EGO REX.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

ANNO 1720. NOs infrascripti Ministri & Plenipotentiarii declaramus Apographum suprà insertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum consimile esse. Actum Hagæ-Comitum die decimâ septimâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(*L. S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L. S.*) CADOGAN.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Instrumento:

(*L. S.*) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) MARQUES BERETTI LANDI.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L. S.*) CADOGAN.

IX.

21. Janv. / 1. Fevr. *Fœdus inter* ULRICAM ELEONORAM *Sueciæ Reginam & GEORGIUM Magnæ Britanniæ Regem in octodecim annos, mediante Rege Christianissimo percussum, quò anteriora Fœderibus reassumpta, & pro basi hujus habita, Partes conveniant de Auxilio sibi invicem in omni casu necessitatis ferendo. Rex pollicetur Reginæ quam primum ei adesse Subsidii & armis in Bello præsenti contra* CZARUM *Moscoviæ, eoque contendere ad Pacem usque restaurandam, Regina vero se & Regna sua obstringit ad perpetuam Guarantiam Successionis Regiæ Britannicæ in Domo & Familia Luneburgico-Hanoverana. Actum die 21. Januarii* 1720. [Tiré de la Chancelerie Royale de Suede.]

QUandoquidem Serenissima & Potentissima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. &c. nec non Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Georgius Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsviceusis, & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Elector, pro intimiori mutuæ amicitiæ, & sinceræ necessitudinis assertione, majorique confirmatione, atque pro adaugenda, & promovenda memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum salute, & securitate consultum sore existimaverunt, ut anteriora inter Incyta Sueciæ, & Magnæ Britanniæ Regna, & altè commemoratorum Regum Prædecessores Reges inita Fœdera, in primis vero illud, quod inter Regiam Suam Majestatem Sueciæ rune tamporis regnantem Bestæ, gloriosissimeque memoriæ Carolum XII. & Regiam Suam Majestatem Magnæ Britanniæ, itidem Beatæ gloriosissimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ-Comitum Anno 1700. in octodecim annos ictum Anno 1718. proximè elapso expiravit, nunc per Mediationem, & sub Guarantia Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Ministrum suum Residentem Plenipotentiarium esse voluit, & Mandaris suis ad hoc muniri curavit, reassumerentur, emendarentur, renovarentur, præsentique rerum statui accommodarentur, & applicarentur, Sacra Regia Majestas Sueciæ itaque salutari huic operi perficiendo legitimè constituere, atque sufficienti Mandato instruere voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Carolum Gustavum a Ducker, suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marschallum, & Consiliarium Bellicam, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Gustavum Adamum à Tanbe suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marschallum & supremum Gubernatorem Holmiæ, itidem Illustrissimum, & Excellentissimum Comitem Dominum Magnum de la Guardie, suum Regnique Senatorem, & Præfidem Collegii Commerciorum, ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Joannem Lilienstedt suum Regnique Senatorem, ac Cancellariæ Consiliarium, denique Illustrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpkeo Status sui Secretarium, Sacra Regia Majestas Britanniæ autem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Hannes, in Provincia Betfordiensi, unum ex Cubicuii sui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devoniensis, & Legatum suum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, qui congressi, suis Holmiæ exhibitis utrimque & communicatis ritè Mandatorum formulis, variisque ea de causâ institutis colloquiis post accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquisitionem convenerunt & conscripserunt, ut pro basi & fundamento reciperent Fœdera Anno 1665. die prima Martii Holmiæ & Anno 1700. die 6 Janv. Hagæ-Comitum conclusa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utrinsque Regnorum & Subditorum Commercia spectant, atque prædicti non modò Anno 1665. sed etiam Anno 1700. initi Fœderis partem conficinnt, quàm primum & absque ullo remporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiatio instituì debeat: quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam Correspondentiam, & securitatem, prædicta Annis 1665. & 1700. inita Fœdera, præsenti hocce confirmantur omnino, & cortoborantur, adhibitis additionibus, & immutationibus quibusdam, ut præsenti rerum statui tanto magis accommodata & applicabilia reddereotur, prout id Articulis sequentibus suisus expositum, cautum, & statutum esse patebit.

ANNO 1720.

I. Sit inter Sacram Regiam Sueciæ Majestatem ejusque Hæredes, & Successores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives & Incolas, atque adeo omnes omnino Subditos & Vasallos tum eos qui nunc sunt, tum etiam, qui imposterum erunt, tam in Europa quàm extra eandem ubivis locorum tam Terrâ quàm Mari & Aquis dulcibus, sincera & constans in perpetuum amicitia, Fœdus & bona correspondentia, ita ut neque ipsi sibi invicem, vel alter altetius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicumque sitis, & Subditis ulium incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus consentiant, sed se invicem sincero affectu, omni benevoleotia, & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinda uterque Confœderatorum, eorumque Hæredes & Successores mutuum commodum, & honorem omni studio curare & promovere, pericula, conspirationes, & machinationes hostiles, quam primum scilicet innoruerint, matrure indicare & detegere, iisdemque quantum in illis fuerit obstare, nec non pro avertendis, & impediendis iisdem, consilia, viresque sociare, & impendere; quapropter alicui Confœderatorum non licebit, vel per se, vel per alios quoscunque agere, tractare, aut conari quidquam alterius incommodo, vei etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci, sive Mari, sive Terrâ, hostes ejus, sive rebelles, & inimicos in Confœderati damnum nullateùs fovebit, neque rebellium & proditorum quemquam in Ditiones suas recipiet, aut admittet, multo minus consilium, auxilium & favorem illis præstabit, vei tale quid per Subditos, populum aut locolas suos præstari sinet, aut permittet.

III. Rebelles verò jam nominatos speciatim quod attinet, quicumque ab alteruro Confœderatorum per Litteras Confœderato suo missas, pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam à Confœderatorum illo, cui Litteræ istæ missæ fuerint, pro tali statim reputabitur, & contra illum omnia, quæ per hoc Fœdus in alterius rebelles & perduelles statuta sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quò majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in utriusque altissime memoratorum Regum, eorumque Regnorum, & Subditorum utilitatem, nec non Religionis Protestantis protectionem in dies meliùs excoli, ac eorundem securitati, magis magisque prospici, ac caveri possit, utrimque convenit, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regnaque Sueciæ, & Magnæ Britanniæ speciali Fœdere defensivo, quàm arctissimè necterentur; quemadmodum hisce præsentibus arctissimo constringuntur Fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præstandam defensionem tam suorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Statuum, Subditorum, possessionum quam Jurium, & Libertatis Navigationis, & Commerciorum cum in

Mari

ANNO 1720. Mari Baltico, Freto Oresuodico sive Codano, tum in Mari Septentrionali Deucaledunico, Occidentali, Britannico, Frero vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorom. & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex Pactis & receptis Consuetudinibus, quàm Gentium & Hæreditario Jure competeotium contra quoscunque invasores, aggressores, & Terrâ vei Mari turbatores in Europâ, prout infra hoc specialius declararum eil.

V. Si itaque contingat Regiam Suam Majestatem, ejusque Hæredes, & Successores Reges, Regnomque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republicâ, Rebelle uno, vel pluribus, aut quibusvis personis malevoiis uoo vel piurjbus in Europâ invadi, infestari, aut turbari in Regois, Ditionibus, & Provinciis, Insulis, & Dominiis tam intrà, quàm extra Regna, oi & in Germaniâ ad Reges, Regnaque Sueciæ nunc spectantibos, oec non in possessionibus, & Prærogativis, Privilegiis, & Juribus suix inde pendentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ejusque Heredes, & Successores Reges, prævià legirimâ requisitione, Serenissimæ Regiæ, ejusqua Hæredibus, & Succelforibus Regibus, Regnisque Sueciæ eootra ejusmodi Aggressores, Turbatores, & Rebelles exercitu sex mille Pedibus consiante auxilio esse eâ conditione, & modo, ut infrà determinatum eil.

VI. Similiter si contingat Sacram Regiam Majestatem, ejusque Hæredes & Successores Reges, Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Stato, Republicâ, Rebelle ono, vel pluribus in Europâ, invadi, iufestari, aut torbari in Reguis, Ditionibus, Provineiis, insulis & Dominiis ad Reges, Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependenribus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commerciorum in prædictis Maribus, & Fretis impediri, & molestiâ affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ, ejosque Hæredes, & Succeslore Reges, Regnaque Sueciæ contra tales aggressores, & Rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ, ejusque Hæredibus, & Succeslotibus Regibus post legitimam requisitionem, & denunciarionem Exercitu sex mille Peditum auxilio esse, ea cuoditiooe & modo, ut infra specialiús dererminabitur.

VII. Illæ verò, quæ imposterum sic desiderari puterunt Copiæ Auxiliares quartò post factam requisitionem Mense, cirius si id fieri ueqneat, submitteodæ omnino eruoe, in locum aditu, & Portu commodum & ab eo qui eas desideraverit mitrenti priùs indieatum & præoomioatom, iflius vero auxilii præparationem, ne dum missionem ipsam nihilo retardabunt, muitò minus in totum tollenr amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda, Cooforderato reqoisito vigore hujus Fœderis prius tentanda iocumbunt, missæ quoque & postquam jam appulerant Copiæ sumptibus mittentis aienrur, & sustentabuntur, doucc Pax obtenta foerit, val quousque reqoireoi visæ fuerint oeceffariæ, ita tamen, ut requirens interim in Terris suis providear, at auxiliares Copiæ oon secus ac propriæ, justo pretio commeatum, & cœtera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium reqoirenti liberum esto eligere, utrum supra oominatum Exercitum vel totum vel partem ejusdem tanrummodò habere velit, residuam vero in apparatu Bellico, munitione, commeatu, Navibus, rebusque quæ ad earundem instructionem requirentur, eâ tamen æstimatioce initâ, ut pro singulis mille Peditibus quolibet Mense osque ad finem Belli quatuor millia Imperalium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii fioe cunctatione bonâ fide convenient.

IX. Quod si periculum obsliterit, quò minùs Copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebontor, ut transitus illis tottor, facilioreque fiat, oec non requisito licitum fit, proprium aliquem Ducem Copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio Belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, qood ita intelligendum esl, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium Copiarum Dux requirentis Imperio militari, aut ejusdem Præfecto generali in operationibus Bellicis subsit, omniaque ea, quæ dictum militiæ modum agendi, & alios quoscunque eventus concernnot, ita constituantur, quemadmodum in Bello, & auxiliorum præstatioue plerumque uiu venire soler, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte Naves loco & vice militiæ terrestris subministrari ebuligerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur. ANNO 1720.

X. Si verò accidetit, ut pro magnitudine periculi Copiæ determinatæ non sufficerint, urpore si aggressor forte alterius cujusdam sui Fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel Successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tune alter Confœderatorum majoribus, quantisque è re esse poterit, quâ Terrâ quâ Mari, viribus nec noo Subsidiis pecuniariis Parti læsæ oppressæque quantucius subvenire tenebitur, ita tamen ut esiliente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod Anno 1700. concluium fuit Fœdere à variis Potestatibus vicinia infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illud Bellum adhuc durer, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas tam ea Fœdere jam nominato, quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscat, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsenti hocce Bello Septentrinali ex voto Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, Successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ jam declarat, & se obtringir, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius in casium sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem Navium Bellicarum vulgò *Escadron* dictam proximo Vere tempestivè Regno Sueciæ in Subsidium sit expeditura, sub Mandatis, & Dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione eum ejus Navibus Bellicis acturam, ut Czari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur, & justæ Pacis Leges atque conditiones quam clristiuè ab eo obtineantur; omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio Bellico cum Præfectis Copiarom Navalium utriusque Coronæ prævio habiro, ordinari & disponi debent, Imposterum verò, antequam auxiliares Copiæ mittantor, vim, & injuriam passus cum alrero Confœderatorum communicabit, & tuoe quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor, aut turbator amicabili ratione inducatur, à vi & injuria abstinere, ne ad arma venire uecessum sit, quod si verò ea ladentem occupaverit pertinacia, ot nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda deseeodere velit, arque ita injuriatus & læsus Confœderatos violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum Copiæ præfatæ sine proeraslinatione mittantur, nec prius desistatur, quàm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit: ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum eorumque Subditis Naves suas Bellicas, aliaque armata Navigia in alterius Portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque Immunitatibus & Privilegiis frui & gaudere, modò in iplis Portubus vel eorum ingressu, illi qui communes hostes ooo sunt, ooo infestentur, aut per hoc cum iis omnis Commerciorum usus ad dictos Portus turbetur, multo minùs in totum tollatur, mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœderatorum consensu est determinatum, de Navigatione & Commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo, & emolumento Holmiæ quam primum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum, convenrumque est, quod utriuque mutua & integra constabit Navigationis & Commerciorum libertas io omnimodis Mercimoniis & Mercibus per universas & singulas eorom Diriones, Dominia & Territoria in Europa sita, ita ot licitum fuerit eorundem Subditis invicem Terra aut Mari alrerutrios Regna, Provincias, Insulas, Oppida, Urbes, Vicosque liberè & tutò ingredi, ibique commorari, & rem Mercatoriam exercere io omnimodis Mercibus & Mercimoniis, quorum introitus, exitusque ouo speciatim per Leges & Statota utriusque Regni interdicuntur & cohibentur; eâ Lege tamen, ot illa Commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quàm ad Portus illos Maritimos, hucusque in extera cujusvis Generis Commercium concessos; in quibus dictis Portubus, Oppidis, Urbibus, locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum Subditis non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam,

ANNO 1710. gravamen, coërcitionem, aut temporis præfinitionem, verùm etiam semet ipsos cum suis bonis, Mercibus, aut facultatibus quibusvis illinc transferre & alibi se, suasque dictas facultates recipere, quandocunque & quocunque versum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis sub prætextu, nisi in ære alieno fuerint, & justa ac legitima debita contraxerint, neque tributa aut onera cujuscunque generis, aut sub quocunque titulo dicti Subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserit in alterutriusque Confœderatorum Ditionibus & Territoriis, quæ Gens amicissima solvere non teneatur & quo omni meliori modo Subditorum præfatorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur & Commercium inter utrumque Regnum reciprocè promoveatur, dicti Fœderati se mutuò obstringunt, & ea alterutra parte spondent, quod Merces & opificia utriusque Nationis nulla alia onera & Vectigalia ma ora impositorum solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, eique immunitate tamdiu gaudeant, donec omnia hæc Negotia ad mutuum Commercium spectantia speciali Conventione aut Tractatu confestim concludendo in usum & utilitatem utriusque Nationis sempes deinda observando, clarius atque firmius sint decisa, nequa licitum respectivis erit utriusque Confœderatorum Subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis, & mensurandis Mercibus, & bonis ab ipsis importandis, asportandisque, quam quæ ab utriusque Regni Urbibus, Indigenis, & Civibus exiguntur, & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli eorum Subditi in Ditionibus, Territoriisque hinc inde eorumdem Imperio subjectis pari ad minimum favore in omnibus & ea omni occasione gaudebunt, & iisdem Privilegiis, Libertatibus, & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus Subditi cujusvis alterius Principis aut Status vel amicissimi utuntur, fruuntur, gaudentque, aut imposterum uti, frui aut gaudere possint.

XIII. Vigore Articulorum quarti, & quinti Tractatûs de Anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciprocè ea præstare auxilia, quæ ibidem stipulata sunt; conditionibus tamen Articulo XVI. ejusdem Tractatûs pactis scilicet, ut si requisitus Confœderatus fuerit, ipse Bello implicatus, sive contra suos proprios, sive Confœderati hostes, hoc casu non tantùm auxilia requirenti præstare non obligaretur durante hoc Bello, verum etiam auxiliares Copias Confœderati vi Fœderis missas revocare poterit prævia trium Mensium significatione; cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ ipsa Bello adversùs Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præteslapsum Anno 1713. quo Tractatus Ultrajectensis Bellum Pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obstricta esse, Subsidia Coronæ Sueciæ promissa præbere, siquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis Articulum, Bellum Regni Sueciæ duravis, eamque ob causam Suecica Subsidia, quæ restant, postulat; Subditi autem Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ justam compensationem pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus, & Navibus Suecicis interceptis, posteaque Fisco adscriptis exposcunt; pariter quoque Subditi Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus & Navibus Magnæ Britanniæ interceptis compensationem postulant, ea propter à Partibus paciscentibus conventum est, Commissarios utrimque quam primum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem instituant super hinc inde interceptis & ablatis hisce Navibus & Mercibus, ut appareat, quamam Pars alteri debeat, idque quod sic debetur, tam ratione unius quam altesius, harum prætensionum termino à Commissariis instituto ritè persolvatus.

XIV. Quæ autem Navibus Confœderati sui ab altero Confœderatorum in suis Portubus concessæ Prætogativæ initio Art. XII. recensentur, alterius hostibus nullueuns indulgebuntur; quemadmodum nec permittetur, ut Subditi alterutrius Confœderatorum hostibus alterius in Confœderati incommodum, & detrimentum operam suam addicant, illisque quoquo modo qua Terra qua Mari us Milites vel ut Nautæ inserviant, ideoqua id iis quàm sevetissime interdicetur.

XV. Præsens Fœdus inter Serenissimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum, neutri Fœdetatorum in suis Regalibus, Juribus & Dominio Marium, nempe Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in Maris Baltici & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgò Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, sed uterqua Confœderatorum supradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, sicut nunc & antea, ita & imposterum setinebit, iisque liberè, & sine ANNO 1710. ulla contradictione fruetur. Quæ quidem supradictorum omnium fruisio utsinque intelligi debet, salvo bocce præsenti Fœdere.

XVI. Postquam dicto modo requisitus auxilia miserit vel ea Fœderum Legibus obligationi suæ satisfeceris, necesse est, us eidem, ejusque securitati vicissim prospiciatur, ac proinde uttinque convenit, ut Confœderato etiam suppetias alteri Confœderato, ad hujus sequisitionem ferenti, in serminis auxiliatoris omninò permansisse detur, nec ob præsitum auxilium Bello ipsemet involutus fuerit, nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullus Tractatus Pacis, vel Induciarum iniri, imo ne suspensio quidem armorum diuturna, & alseri Fœderatorum nosta fieri possit.

Quod si verò ob latas suppetias cum aggressore vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc neuter sine alterius consensu & consilio nequè ad Præliminares neque ad principales eum hoste vel hostibus Tractatus descendat, sed omnia mutuâ opesâ, communicatione, & consilio agantur & tractensus, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate, & satisfactione debitâ ex communi consensu plenissimè eamum fuerit, præprimis ei Confœderatorum, qui prius Bello immistus fuerit, nemiquam licebit, Bellum Pace mutare, antequam alter Confœderatorum, qui vi Fœderis Confœderato suo auxilium sulit, per omnia ab hoste indemnis præstetur, ac ad minimum in pristinum suum statum, quo ante Bellum ineboatum gavisus est, aut Jure gaudere debuit, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per insecutum Bellum diminutionem aliquam acceperit, plenissime restituatur.

XVII. Supradictis de auxilio ad requisitionem Confœderati ipsi ferendo, hæc conditio per expressum appolita est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regum requisitum, vel ipsummet Bello contra communem hostem Implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe, vel Statu, in propriis Reguis ac Provinciis infestari, ita, ut requisitus illam infestationem pro vero Bello habeat, cui avertendo requirens Ipse alias vigore hujus Fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infestatus, si quæ Copiæ auxiliares ad sequisitionem alterius Confœderati ante invasionem missæ fuerint, prævia trium Mensium significatione easdem ad propriam Regni sui, Regnorumque suorum defensionem revocare poterit, & durante illâ invasione, quâ premitur, promissa auxilia præstare non tenebitur, ut antehac accidis flagrante eo Bello tot annos gesto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum, & quamvis prædictum illud Fœdus anni 1700. quod pro basi hujus tenebitur, sub hac conditione initum fuit, & hoc etiam unue temporis conclusum illiusmodi imposterum explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ut clarissima suæ in Cosouam Sueciæ amicitiæ monumenta appareant, pro hac vice sa obstringit, ut præsens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniamm Bellum nullo modo afferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciæ auxilia Tractatu hoc stipulata re ipsâ obtineat, iisdemque fruatur & sublevetur usque ad Pacem felicior sestaurandam, scilicet Subsidiis, & Phalange Navium Bellicarum Articulis VIII. & XI. promissarum usque ad Pacem cum Czaro Moscoviæ restauratam, sed Subsidiis tantum, quamdiu Bellum cum Corona Daniæ durabit, si nempe præter omnem spem illud Bellum ultra Pacem cum Czaro extenderetur. E contra obstringit sa Sacra Regia Majestas Sueciæ, se nullas admissuram conditiones, quæ ipsi à Rege Hispaniæ vel directè vel indirectè poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum causæ, quæ contra Hispaniam agitur, & plurium annorum Bello sustinetur, inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas Sueciæ pro sa, suis Hæredibus, & Successoribus ad manutenendam, & guarantigiandam Successionem in Regno Magnæ Britanniæ quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est in domo Suæ Majestatis Britanuicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Sua Majestate possessas; nullumque asylum aut sesugium in ullo suorum Dominiorum loco dabit, aut concedet Personæ, ajusqua Descendentibus, si qui ei obtingans, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ titulum assumpsit, promittens pariter pro se, suis Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ ejusva Descendentibus directè vel indirectè, Terrâ Marive præbiturum esse auxi-

turbare, quo poſtremo caſu Sacra Majeſtas Sueciæ prominit, ſe minimè permiſſuram, ut ejusmodi Piratis ullum in Portubus Regni ſui detur receptaculum. Denique Sua Regia Sueciæ Majeſtas obſtringit ſe, quod nullam unquam protectionem vel aſylum in ullo ſuorum Dominiorum loco, illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majeſtatis Subditis dabit, qui actutum ſunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles, & caſu quo ejusmodi forte in ſuis Regnis, Provinciis, & Ditionibus exiſtent, eos è finibus ſuis intra octo dierum ſpatium ab interpellatione Regia exire jubebit, quod ſi etiam Sacram Regiam Majeſtatem Britannicam in aliqua parte hoſtiliter invadi acciderit, Sua Regia Majeſtas Sueciæ in eam caſum obſtringit ſe, ad ſubmittenda auxilia ſupra determinata, idem factura ejus Deſcendentibus, ſi quando eos in Succeſſione Regni Magnæ Britanniæ turbari contingeret; & quemadmodum Proteſtantium Religioni Commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniæ intuique Chriſtiano Orbi maximè intereſt, ne Mare Balticum ſub arbitrio ſit Czari Moſcoviæ, ideo, ſi jam dictus Czarus recuſet, Pacem cum Sueciæ inire, & ea reſtituere, quæ requirantur ad eam ſecuritatem Regni Sueciæ, eamque libertatem Commercii in Mari Baltico reſtaurandam, qualis utrique ante præſens hoc Bellum fuit, in hoc caſu obſtringit ſe Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ non ſolum ad ea auxilia præſtanda, quæ in hoc præſenti Tractatu expreſſa ſunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur, verum promittit omnem operam, omniaque officia apud Fœderatos ſuos adhibituram, ut Subſidiis Sueciam adjuvent, & ita ad Czarum coercendum Coronæ Sueciæ media ſuppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia ſibi lovicem mittere modo ſuperiùs dicto teneantur, iſta obligatio tamen neutiquam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia, & mutuorum Commerciorum uſus cum uterius Fœderati hoſtibus, eorumque Subditis omninò tollendus & interdicendus veniat; nam exiſtente tali caſu, quod unus Confœderatorum, etiamſi auxilia requiſitus tulerit, Bello ipſe non fuerit immixtus, ejus Subditis ac Incolis cum hoſtibus illius Fœderati, qui in Bello verſatus, Commercia & Navigationes libera erunt, licitumque omninò erit, Merces ipſis quascunque advehere, iis tantummodo exceptis, quæ expreſſè veræ, vulgò Contrabandæ dictæ, & communi omnium Nationum conſenſu tales declaratæ ſunt.

XIX. Quandoquidem Ambæ ſummè memoratæ Regiæ Majeſtates hoc ipſo profitentur, ſe equidem quibusdam Pactis, & Fœderibus, quæ antehac cum aliis inita ſunt, adhuc obſtringi, eaque etiam ex præſcripto eorundem Pactorum velle debito modo ſervare, ſed tamen nullis omnino Pactis & inibi comprehenſis clauſulis hoc tempore teneri, quæ præſens hoc Fœdus ullo modo, ullove ſub prætextu infirmare & impedire valeant, aut debeant; ita quo magis reciproca Fœderatorum fides, & perſeverantia in hac Societate appareat, animisque Subditorum & amicorum confirmentur, utraque ſummè commemoratæ Regiæ Majeſtates ſe invicem obligant, & declarant, ſe omnibus & ſingulis hujus Fœderis Articulis ſincerè & bonâ fide ſtaturas, neque de genuino & communi prædictorum Articulorum ſenſu ſub ullo commodi, amicitiæ, prioris Fœderis, Pacti & promiſſi prætextu, aut alio quovis colore vel latum unguem diſceſſuras, ſed omnia quæ in hoc Fœdere promiſerunt, prout res, & negotia poſtulabunt per ſe, vel Miniſtros, & Subditos ſuos executioni promptiſſimè, & pleniſſimè, prout expreſſis verbis ſtipulata ſunt adeoque cum effectu manuturas, idque ſine ullâ limitatione, exceptione vel excuſatione, exceptis iis excuſationibus, quæ in præcedentibus hujus Fœderis Articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc Fœdus defenſivum in octodecim annos, ante quorum lapſum Confœderati Reges de hujus plenariâ continuatione denuò tractare poterunt, ſi utrique ita viſum.

XXI. Quemadmodum hæc Pacta vi acceptæ Poteſtatis & Mandatorum utriuque concluſa ſunt, ita eadem ab utraque Sacra Regia Majeſtate Sueciæ & Magnæ

res & Secretarios Status, alterum verò ſupradictus Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius, omnes in eum finem ſpeciali facultate inſtructi Holmiæ ſubſcripſerunt, & ſuis Sigillis firmarunt, idque uno, eodemque die olim rum 21. Januarii Anno 1720.

X.

Friede / ſo zwiſchen Ulrica Eleonora der Schweden Königin / und Friederich Wilhelm König in Preuſſen / vermittelſt Seiner Alter-Chriſtlichſten / und Groß-Britannischen Königl. Majeſt. geſchloſſen worden. 21. Janv. 1. Fevr.

Der zwiſchen dem König in Groß-Britannien und der Königin den 18—29. Auguſti 1719. errichtete Præliminaire-Tractat wird zum fundament des itzigen geſetzt / wodurch Seine Majeſt. in Schweden die Königin / die Stadt Stettin ſamt dem Diſtrict zwiſchen der Oder und der Pehne mit den Inſulen Wollin / und Uſedom, dan auch die Stadte Dam / und Gellnau mit allen ihren zubehörungen an Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen abtritt. Der Pehneflus ſoll fortbin zur grenz dienen zwiſchen dem Preuſſiſchen und Schwediſchen Pommern / um ſoll ſelbiges von Seiner Majeſt. in Dennemarck ſolte können zurück gebracht werden / worzu Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen alle nachdrückliche mittel vorzukehren verſprecht. Was das Recht / Sitz / und Stimm auf Reichs- und Kranſtägen im Römiſchen Reich zu fahren betrift / ſo bleibt es deßfalls bey den alten zwiſchen der Cron Schweden / und dem Haus Brandenburg deshalber errichteten Conventionen. Darneben verſpricht auch Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen die Unterthanen / und Einwohner derjenigen örter / ſo man ihm abgetretten / bey ihren Freyheiten / und Privilegien / ſowohl allgemeinen als beſonderen Rechten / vornehmlich in dem freyen Exercitio ihrer Religion zu erhalten / nach maßgebung der Regierungs-Form de Anno 1663. dem Czar der Ruſſen währendem dieſem krieg keine Hülf zuleiſten / wie auch Seine Majeſt. der Königin eine Summ von zwey Millionen Reichsthaler zu bezahlen / beynebens in dem peſtwelen keine änderung zumachen / und den Schweden in Anclam eine freye Station zulaſſen / allwo ſie ihre Brief-paquete empfangen und eröffnen mögen. Geben zu Stockholm den 21. Januar. 1720. Mit den beſondern Articuln / welche eine beyderſeits gleiche verbindung enthalten / den Evangeliſchen / und Reformirten Religions-Verwandten in ihren rechtmäſſigen Religions beſchwerden ſowohl im Römiſchen Reich / als anderwerthlich herzuſtehenden Weſtphäliſchen und Oliviſchen Frieden-ſchlüſſen zu folg. Es wird auch auch abgethan / daß die einkünfte / welche Schweden an den Länderen / ſo es dem König in Preuſſen abtritt / noch zu forderen / ihm ſollen bezahlt werden / ferners daß man ihm gemächthe gewiſſer Rechten halber / welche ihm nöthen zukommen diſſeits der Pehne von wegen des nicht abgetrettenen theils / falls der König in Dennemarck der ſelches beſitzet / ſelbiges ſolte wieder zurück geben. Stockholm den 21. Januar. 1720. [Tiré des Archives Royales.]

C'eſt-à-dire,

Traité de Paix entre ULRIQUE ELEONORE *Reine de* Suede, *&* FREDERIC GUILLAUME *Roi de Pruſſe, fait & conclu par la Mediation de Leurs Majeſtez T. C. & Britanniques. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de*

ANNO 1720.

la Grande-Bretagne, & la Reine le 18—29. Août 1719. y eſt poſé pour fondement, Sa Majeſté Suedoiſe y cede à Sa Majeſté Pruſſienne la Ville de Stetin avec le Territoire ſitué entre l'Oder & le Pehne, comme auſſi les Iſles de Wollin, & d'Uſedom, & les Villes de Dam, & de Gollnau avec leurs appartenances, le Pehne ſervira deſormais de Limites entre la Pomeranie Pruſſienne, & la Pomeranie Suedoiſe, au cas que celle-ci puiſſe être retirée des mains du Roi de Danemarc, à quoi Sa Majeſté Pruſſienne promet d'employer ſes meilleurs Offices. Quant au Droit de Voix, & de Seance aux Dietes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties ſur le pied des anciens Traitez. Au ſurplus Sa Majeſté Pruſſienne promet de conſerver les Habitans des Lieux, qui lui ſont cedés, en tous leurs Privileges, & en tous leurs Droits publics, & particuliers, & principalement dans le libre Exercice de leur Religion ſelon le Titre I. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1663. de ne donner aucune aſſiſtance au Czar de Moſcovie durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Poſtes, & même de donner aux Suedois une Maiſon Franche à Anclam pour y recevoir, & ouvrir leurs Paquets. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. Avec les ARTICLES SEPARÉS *contenant un engagement reciproque d'aſſiſter les Evangeliques, & les Reformés dans leurs juſtes griefs de Religion tant dans l'Empire, qu'ailleurs, confirmement aux Traitez de Weſtphalie, & d'Oliva. On y convient auſſi que les arrerages qui ſe trouveront dûs à la Suede ſur le Pais cedé au Roi de Pruſſe lui ſeront payés, & qu'on lui donnera ſatisfaction à l'égard de quelques Droits, qui pourront lui appartenir en deça du Pehne à cauſe de la partie non cedée, en cas que le Roi de Danemarc, qui la tient, lui en faſſe reſtitution. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720.*

Im Nahmen der Heyl. und unzertrennten Drey-Einigkeit.

KUndt und zu wiſſen ſeye hiemit / daß / gleichwie die Durchleuchtigſte / Großmächtigſte Fürſtin und Frau / Frau Ulrica Eleonora der Schweden / Gothen und Wenden / Königin / tc. tc. tc. An einer und der Durchleuchtigſte Großmächtigſte Fürſt / und Herr / Herr Friederich Wilhelm König in Preuſſen (tot. tit.) anderer ſeits / ohnerachtet des unter denſelben entſtandenen Krieges / jedesmahl eine ouffrichtige Intention und begierde behalten / fordersambſt unt einander in das vorhin unter ſich geſtlogene gute vernehmen / und verſtändnus wieder zutretten; Alſo ſie auch mit vielen vergnügen wahrgenohmen / daß der Durchleuchtigſte Großmächtigſte Fürſt und Herr / Herr Georg König von Groß-Britannien (tot. tit.) zu beförderung dieſes heilſamen werckes / dero fleiß / und bemühung anwenden wollen / welches han auch den erwünſchten / und von Gott geſanneten effect gehabt / daß nach dem hochſterwehnte Seiner Königl. Majeſt. von Groß-Britannien vermittels des mit Ihrer Königl. Majeſt. von Schweden den 18—29. Auguſt. 1719. ouffgerichten Tractats ſich gewiſſer Præliminair-Puncten, ſo zum grund und fundament des Friedens zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen dienen ſolten / durch rühmlich / und beſtändig von allerſeits Pacificirenden Cronin angewendete Officia und Mediation des Durchleuchtigſten Großmächtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Ludwig des XV. (tot. tit.) alhier ſubſtituirenden Residenten / und Plenipotentiair des Wohlgebohrne Herrn Jacobs von Campredon verglichen / hierüber unter denen on beyden höchſten theilen dazu bevollmächtigten Miniſtris, und zwar on ſeiten Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / dem Hochgebahrnen Grafſen Herrn Johan Auguſt Meyerfeldt Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und dero Reichs-Rath / General von der Infanterie, General Gouverneur des Herzogthums Pommern / und Fürſtenthums Rügen / auch verordneten Cantzley-Rath / wie auch dem Hochwohlgebohrnen Grafſen Herrn Carl Guſtav Dücker / Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und dero Reichs-Rath Feld-Marſchall / und verordneten Kriegs-Rath / desgleichen dem Hochwohlgebohrnen Grafſen Herrn Guſtav Adam Taube Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und dero Reichs-Rath und Oberſt Stadthalter in Stockholm / gleichermaſſen dem Hochwohlgebohrnen Grafſen Herrn Magnus de la Gardie Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und dero Reichs-Roth und Preſidenten en dem Königl. Commercien-Collegio, ſo auch dem Hochwohlgebohrne Grafſen Herrn Johan Lilienſtedt Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und dero Reichs-Roth / und verordneten Cantzley-Rath / wie nicht weniger dem Hochwohlgebohrnen Baron Herrn Daniel Niclas von Hopken / Ihro Königl. Majeſt. von Schweden verordneten Etats Secretaire, und on ſeiten Seiner Kön. Majeſt. von Preuſſen / dem Hochwohlgebohrnen Freyherrn Friederich Ernſt von und zu Cuppenhauſen Seiner Königl. Majeſt. von Preuſſen würcklichen Etats Miniſtro, des Johanniter Ordens Ritter und Commendatore zu ſetzen / deshalben weitere handlung gepflogen / und endlich folgender Tractat vermittelſt Ihro Königl Majeſt. von Groß-Britannien Mediation durch dero alhier ſubſtituirenden Ambaſſadeur Extraordinaire und Plenipotentiaire den Lord Carteret geſchloſſen worden.

I. Zwiſchen Ihro Königl Majeſt. von Schweden und dem Königreich Schweden / denen dazu gehörigen Provintzien / Ländern / Städten / Einwohnern / und Unterthanen / in und auſſer dem Röm. Reiche on einer / und Seiner Königl. Majeſt. in Preuſſen / dero Königreich / und dazu gehörigen Provintzien / Ländern / Städten / Einwohnern / und Unterthanen in und auſſer dem Röm. Reiche anderer ſeits ſoll von nun an der Krieg gänzlich ceſſiren / und keine Feindſeligkeiten weder directe noch indirecte unter keinerley prætexte und vorwand / es ſey derſelbe beſchaffen wie er wolle von dem einen theil wieder den anderen weiter verübet / noch ins werck geſtellet werden. Viel mehr aber anſtatt deſſen zwiſchen beyderſeits Königl. Majeſt. dero Unterthanen / und angehörigen eine vollkommene gute Freundſchafft und Correſpondence geſtlogen / und das Commercium zu Waſſer und Lande zwiſchen beyderſeits Königreich en / und Provintzien wieder freygegeben / und in allen befördert werden.

II. Es ſoll auch beyderſeits eine immerwährende vergeſſenheit / und Amneſtie alles deſſen ſein / was on der einen oder anderen ſeite / es ſey auff was weiſe es wolle / feindliches oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen ſein mögte / und ſoll deren keines dem einen oder dem andern theil / oder jemand der ſeinigen in unguten zemahlen zu gerechnet / oder vergolten werden / ſondern das alles ſoll hiemit todt / und abſein / auch deſſen immer gedacht werden / vielmehr ſoll / und will ein jeder theil des andern gloire, nutzen und beſtes von nun an in allen vorfallenheiten eyferigſten fleiſſes befördern / ſchaden / und unheil aber nach allem vermögen treulich ablehnen / und wenden helffen. Dabey nebenſt ſollen auch alle unter währenden Kriege genommene gefangene / was ſtandes ſie auch ſein mögen / komin ausgenommen / gleich nach ausgewechſelten Ratificationen über gegenwärtiges Friedens-Inſtrument von beyden höchſten theilen ohne Rançon ausgegeben / und auff freyen fuß geſtellet werden.

III. Gleichwie Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / umb deſto mehr an den tag zulegen / wie ſehr ſie geneiget ſeind / Ihres Orts alles das jenige beyzutragen / was zu wieder-herſtellung / und künfftiger deſto mehrerer befeſtigung des vorigen zwiſchen beyden Cronen Schweden / und Preuſſen gepflogenen eine zeithero aber unterbrochen geweſenen guten vernehmens auff einige weiſe han dienlich ſein können / dronwegen auch aus liebe zum Frieden vermöge des mit Seiner Königl. Majeſt. von Groß-Britannien / unterm 18—29. Auguſt. 1719. errichteten eingangs berührten / und beyderſeits ratificirten Preliminair Tractats, und deſſen Separat Articuls bereits verſprochen haben / vor ſich dero Erben / und Nachkommen / die Stadt Stetin ſambt dem Diſtrict zwiſchen der Oder / und der Pehne mit denen Inſulen Wollin und Uſedom an Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen dero Königl. Hauſe auch dero Erben / und Succeſſoren ohne ausnahme auff ewig / und mit eben dem Rechte zu cedren / wie ſolches alles der Cron Schweden durch den Weſtphäliſchen Frieden Art. X. im Jahr 1648. von dem damahligen regierenden Römiſch. Kayſer / und dem Reich übertragen / und conferiret worden / Seine Königl. Majeſt. von Preuſſen auch dieſe von Seiner Königl. Majeſt. von Groß-Britannien vor ſie / und zu ihren beſten durch oberwehnten Tractat vom 18—29. Auguſt. 1719. geſchehene ſtipulation en allen Puncten acceptiret / und angenommen haben / alſo han es auch dabey ſein bewenden / und cedren / und übertrogen ſie krafft dieſes nochmahlen für ſich / das Reich Schweden / und ihre Succeſſoren und Nachkommen Seiner Königl. Majeſt. in Preuſſen dero Königl. Hauſe auch Nachkommen / und Succeſſoren / keine davon ausbeſchieden / in perpetuum die Stadt Stetin mit dem dazu gelegten gantzen Diſtrict Landes zwiſchen der Oder / und Pehner-Strohm nebſt denen Inſulen Wollin und Uſedom ſambt denen auffloſſen der Swine / und Dievenau dem friſchen Haff / und Oder biß ſie in die Pehne flieſſet / und ihren nahmen verlieret / welcher Pehne-Strohm die gräntze ſein / und beyden angräntzenden hohen Theilen gemeinſchafftl. verbleiben ſoll / pleno Jure mit allen denen rechten / und zubehörungen / ſo wie ſelbige Stadt mit dem anhero beſagten / und Kraffe dieſes Seiner Königl. Majeſt. in Preuſſen abgetretenen Diſtrict, nebſt denen Inſulen Wollin und Uſedom auch oberwehnter maſſen angeführten ausfluſſen / und Wäſſeren durch das Oſnabruckiſche Friedens-Inſtrument vom 14—24. Octob. 1648. der Cron Schweden mit mehrerem zugeeignet worden / und

ANNO 1720.

zu behalten. Ihro Königl. Majest. und die Cron Schweden renunciren auch völlig auff alle bishero in denen locis cessis gehabte Rechte/ Gerechtigkeiten/ und dem Juri Territoriali & Superioritatis hiemit auffs bündigste und auff ewig. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen/ eingesessene/ und angehörige mehr besagter Seiner Königl. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Oerter aller derer Pflichte und Verbindungen/ womit sie Ihrer Königl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen/ und verweisen sie damit an Seine Königl. Majest. in Preussen/ und dero obenbeschriebenen/ als Ihro nunmehrige/ rechtmässige/ ohnstreitige Landes- und Ober-Herrn.

IV. Was aber den Ihrer Königl. Majest. von Schweden und dem Reich Schweden ratione dieses Hertzogthums gehörigen/ und ferner ohngehindert zuführenden Sitz/ und Stimme auff Reichs- und Crayß-tägen im Röm. Reich nebst anderen der Cron Schweden/ in ansehen dieses Voti & Sessionis zuständigen Juribus anbelanget/ so bleibet es desfalls bey der in ansehung der Pommerischen Lande in dem Westphälischen Friedens-schluß/ und andern zwischen der Cron Schweden/ und dem Churfürstl. Hause Brandenburg deshalb errichteten Convention, beliebten/ und festgestelleten Disposition.

V. Seine Königl. Majest. in Preussen/ und dero obenbeschriebene versprechen und geloben Ihrer seits/ die Stände/ Unterthanen/ und sämbtliche Einwohner des deroselben durch diesen Tractat cedirten Districts nebst denen Insulen Wollin/ und Usedom/ der Stadt/ und Vestung Stettin/ auch aller anderen daselbst beligenen Orten/ Städten/ Flecken/ Schlössern/ Dörffer/ und was denselben anhängig/ und zugehörig seyn kan/ niemanden ausgenommen/ und also einen jeden derselben absonderlich sowohl als alle insgemein/ bey ihren wohlhergebrachten Freyheiten/ Gütern/ Rechten/ und Privilegien sowohl in Ecclesiasticis als Politicis, so wie besagte Stände/ Unterthanen/ und Einwohner solche von zeit zu zeit von Ihrer Herrschafft erworben/ und ihnen in dem Instrumento Pacis Westphalicæ selbige bestätiget/ und vorbehalten/ auch ihnen nachdeme von denen Königen/ und der Cron Schweden verliehen worden/ wie auch bey dem freyen Religionis Exercitio zufolge der unveränderten Augspurgischen Confession nach maßgebung (tit. I.) in der Pommerischen Regiments-Form de Anno 1663. und der Pommerischen Kirchen-ordnung/ als des Landes fundamental satzungen jederzeit ohnbekümmert/ und ungekräncket zulassen/ zu handhaben/ und zu schützen.

VI. Seine Königl. Majest. in Preussen/ und dero obenbeschriebene versprechen auch die in denen locis cessis wohnhaffte/ und angesessene Ritterschafft/ ausser denen allgemeinen Landes-Juribus bey ihren wohl erworbenen absonderlichen Privilegiis/ befügnüssen/ und Gerechtsamen/ wie nicht weniger habenden besonderen Juribus in Lehnsachen/ so wie selbige alle besagte Ritterschafft in dem Westphälischen Friedens-Instrument vorbehalten/ und sie solche unter denen Königen/ und der Cron Schweden besessen/ und erworben/ besitzen sollen/ oder mögen/ ungekräncket zulassen/ zuschützen/ und bey zu behalten/ auch die Possessores der Lehngüter/ so selbige den anfang dieses letzten Krieges inne gehabt/ ohne einige Distinction, ob sie selbige von denen vorigen Hertzogen in Pommern/ oder von Ihro jetzt Regierenden Königl. Majest. von Schweden/ und dero Vorfahren von Königen zu Königen bekommen/ haben bey ihren solcher gestalt wohl hergebrachten Rechten stets zu maintenieren/ und zu schützen/ wie dan auch zu folge dessen alles das jenige was währenden diesem Kriege dem zu wieder geschehen/ oder verfüget seyn möchte/ hiemit auffgehoben/ und in vorigen stande/ wie es beym anfang desselben gewesen/ wieder soll gesetzet werden.

VII. Als auch die unter voriger Königl. Schwedische Regierung überall ins werck gestellte reduction, und Liquidation zu vielfältigen beschwerden derer Unterthanen/ und Eingesessenen anleitung gegeben/ wodurch dan Seine in Gott ruhende Kön. Majest. zu Schweden glorwürdigsten andenckens sowohl als in ansehung der sachen billigkeit bewogen worden/ vermittelst eines im Jahr 1700. den 13. April durch öffentlichen Druck bekandt gemachten Patents die versicherung von sich zu geben/ daß im fall einige von ihren Unterthanen mit gewissen beweißthümern darthun könten/ daß ihnen einige güter/ welche ihnen mit recht zugehören/ eingezogen worden/ ihnen ihr recht unbenommen seyn solte/ zufolge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in den besitz ihrer vorigen durch erwehnte reduction, oder unter andern vorwandt ihnen abgesprochenen/ eingezogene/ oder sequestrirte güter wieder zurück getreten/ dieses recht nachgehends von denen sämbtliche Reichs-Ständen bey ihrer letzten zusammenkunfft durch ihren vom 30. letzt verwichenen May abgefasseten Reichs-tags beschluß auffs neu festgestellt worden. Als ist hiemit von beyden allerhöchsten Theilen verabredet/ und beliebet worden/ daß bey im vorhergehenden dritten Articul gegenwärtigen Tractats geschehene Cession keines weges sindhieren/ vielwen-

VIII. Zugleichen sollen krafft der in dem vorhergehenden anderen Articul beliebten/ und festgestellten Amnestie die wegen des bishero gewesenen Krieges etwa vorenthaltene Güter/ Lehn/ Häuser/ und Eigenthum/ von was arth/ und beschaffenheit es auch immer seyn mag/ denen jenigen Proprietariis, sie mögen intra, oder extra Territorium sich auffhalten/ wieder zugestellet und eingeraumet werden/ welche selbige bey Königl. Schwedischen zeiten gehabt/ und besessen haben.

IX. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnter Seiner Königl. Majest. in Preussen/ anjetzo cedirten Stadt/ und dem District zwischen der Oder und Pehne, Usedom und Wollin inclusive nebst denen dazu gehörigen Ländern/ Städten/ Flecken/ und Oerter von der dortigen damahligen Königl. Schwedischen Regierung/ ehe man Königl. Preussischer seits sich des gantzen Landes mit gewaffneter hand völlig bemächtiget/ publico nomine, und mit der dortigen Land-Stände Consens, wegen schulden/ und posten/ so auff Königl. Befehl auffgenohmen/ und in des Königs/ oder der Cron Schweden nutzen verwandet worden/ gemachten würckliche verpfändungen/ und von besagter Regierung verliehene Immissiones, obgleich derselbe des nachgehends eingefallenen Krieges halber könten interrumpiret worden seyn/ in ihrer vollkommenen Krafft verbleiben/ dergestalt/ daß die Creditores, und rechtmässige Inhaber/ so wohl die in Pommern geblieben/ als diejenige/ so wegen Ihrer Civil und Militair dienste dieses Krieges halber nach Schweden/ oder anders wohin gehen müssen/ solches ihnen in ansehen ihres gethanen vorschusses erweislich verliehenen/ oder eingeraumbten unterpfandes/ von was art/ und beschaffenheit es auch immer seyn mag/ nichts davon ausgenommen/ ihre in händen habende Contracten/ und darin enthaltene Verschreibungen/ so lange zu gute geniessen/ bis derselbe nach inhalt deutlicher Contracten völlig expiriret/ und sie ihres vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden/ als dan erst besagten Creditorn verpfändete/ und in mehr besagter Stadt Stettin/ und dazu gelegten District Wollin/ und Usedom inclusive belegene Güter/ Aembter/ und Häuser Seiner Königl. Majest. in Preussen/ und dero obenbeschriebenen zufallen/ und dero Cammer einverleibet werden/ es wäre dan/ daß Ihro Königl. Majest. in Preussen solche Verpfändungen vor der zeit wieder einlösen/ und die Interessenten laut Innhaltes der in händen habenden Verschreibungen mit baarem gelde absinden wolten/ sonst aber/ und vor sothaner erfolgter würcklichen reluition verbleiben/ wie vor besaget/ die Innhaber/ in dem vollkommenen ruhigen besitz ihrer Hypothequen, so lange bis die ihnen verschriebene Jahre völlig expiriret/ und selbe wegen ihrer Contracten gäntzlich vergnüget worden.

X. Desgleichen nehmen auch Seine Königl. Majest. in Preussen/ als nunmehrige Landes-Obrigkeit über mehr besagte loca cessa auff sich/ die von dem damahligen Königl. Schwedischen General Gouverneur und Regierung/ auch anderen allderten Commandirenden Königl. Schwedischen Generalen ausgegebenen speciale Verschreibungen/ und Versicherungen wegen eingetriebenen Viehes/ und geträyde/ auch andere nothdürfften/ so zu des Landes damahliger Defension in diesem letzten Kriege würcklich angewendet worden/ denen Inhabern solcher Verschreibungen bis auff 15000. Reichsthaler Pommerische Courant währung zu vergüten.

XI. Beyde hohe Compaciscenten versprechen/ die annoch in händen habende Archive, Schrifften/ und Documenten/ nichts davon ausgenommen/ welche so wohl die loca cessa, als den Seiner Königl. Majest./ und dem Reich Schweden verbleibenden antheil von Pommern/ und die Insul Rügen angehen/ einander bona fide, so bald es möglich abliefferen/ und denen jenigen zustellen zulassen/ welche dazu mit behöriger Vollmacht werden versehen werden/ da aber der gröste theil der letzteren von Seiner Königl. Majest. in Preussen des Königs von Dennemarck Majest. soll eingehändiget worden seyn/ so wollen hochbesagte Seine Königl. Majest. in Preussen dero Officia bey des Königs in Dennemarck Majest. anwenden/ damit selbige Archiven, Documenten/ und Schrifften nebst denen dazu gehörigen Wißmarischen Tribunals Acten/ nichts davon ausbeschieden/ Seiner Königl. Majest. und dem Reich Schweden bey erfolgter restitution des in Königl. Dähnischen händen anjetzo seyenden antheils von Pommern mit der Insul Rügen wieder sollen abgeliefert werden.

XII. Damit auch das Commercium und die Schiffarth sämbtlicher Eingesessenen/ und Einwohnern in dem Hertzogthum Pommern/ so wohl Königl. Schwedischen antheils/ als des an Seine Kön. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Districts, und darinnen befindlichen Städte/ und Dörffer best möglichst befordert/ und allen desfalls entstehenden Difficultäten/ und incommoditäten/ in zeiten nachdrücklichst möge vorgebauet werden/ so haben beyderseits hohe Compaciscenten sich dahin verglichen/ und hiemit verabredet/ daß der Pehne-Strohm auff fürberuhrte arth die gräntze mache/ gemeinschafftl. verbleibe/ und daß weder auff dis- noch jenseit der Pehne auff besagtem strohm/

und

ANNO 1720. und anderen darin flieſſende Wäſſern einige neue Zolle oder andere Impoſten aufgerichtet / noch die alte vermehret / ſondern in allem / wie es vor alten zeiten / und vor dieſem letzten Kriege geweſen / unverbrüchlich ſoll gelaſſen / und gehalten werden / ſo daß die Schiffart / und das Commercium auff keine weiſe gehemmet werden möge. Es behalten auch die Königl. Preuſſiſche Unterthanen für ihre kommende / und gehende Schiffe gleich allen anderen Freunden den freyen und ungehinderen gebrauch des Hafens Gemſchwant / um ſich dorthin zu retiriren / und mögen ſie ſich daſelbſt ohngehindert aufhalten / ſo lange die nothdurffte es erfordert / ohne daß ſie desfalls einige onera weder daſelbſt / noch denen Ruden abzuführen gehalten ſein ſollen / nachdeme ſie einmahl die vor dieſem Kriege gewöhnliche auflagen in Wolgaſt erleget; desgleichen ſollen auch die Königl. Schwediſche Unterthanen eine ebenmäſſige Freyheit in denen locis ceſſis und dort gelegenen Hafen / Küſten / und Wäſſern zu genieſſen haben. Seine Königl. Majeſt. wollen auch den Holtz- und Eichen-Handel / den die Cron Schweden / und dero Unterthanen vorhin in Pommern / und anderen Königl. Preuſſiſchen Orthen getrieben / keines wegs benommen / ſondern ſolchen deſſen favoriſiren / die Kon. Schwediſche Unterthanen auch ſo wohl in dieſen als allen anderen Handlungen / es ſeye auff der Oder / oder Warthe-ſtrohm / als gentem amiciſſimam handhaben / auch dieſen ſtrohm ſo deutlich und offen laſſen / daß der Flöſſe / und Schiffart dadurch keine hinderung leiden können. Es wollen auch beyde Compaciscenten beyderſeits Unterthanen in ihren angelegenheiten und rechtmäſſigen forderungen prompte und gleichmäſſige Juſtice wiederfahren laſſen.

XIII. Demnach man wegen des bey Königl. Schwediſchen zeitig in Stettin bezahlten Licents vor dieſes mahl nicht über einkommen können / die jetzige Conjuncturen aber die unterzeichnung dieſes Friedens-Tractats länger auff ſchreiben / nicht verſtatten wollen. Als iſt von beyden hohen Theilen gut befunden worden / die gäntzliche Entſcheidung dieſer ſache bis zu einer abſonderlichen dazu verordneten Commiſſion aus zu ſetzen / und ſich deſfalls durch die fernere Officia anfangs hochermeldter beyder Cronen / welche als Mediateurs bey dieſem Friedens-Negotio geweſen / gütlich zu vergleichen / und darinnen einen dahigen endlichen ſchluß zu treffen / ohne daß ſolches mittlerweile einem / oder dem anderen deren hohen Paciscenten an ſeinen Rechten derogiren / noch der zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. von Groß-Britannien errichtete vorhin angezogener Preliminair-Tractat dadurch einigen anſtoß leyden / weniger die Vollenziehung der übrigen in gegenwärtigen Tractat feſtgeſtellten Articulen gar einige weiſe aufhalten können. Wo benebenſt die hier anweſende Miniſtres deren hohen Mediateurs über ſich genommen / dieſer ſachen halber bey Ihren reſpectivè Höfen ſolche vorſtellung zu thun / daß dieſer zwiſt der billigkeit nach / und zum längſten innerhalb 3. oder 4. Monath vom heutigen Dato angerechnet / gutlich abgethan werden möge.

XIV. Die durch dieſe Friedens-Tractaten an Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen cedirte vor Pommerſche Städte / und Orte / auch deren ſambtliche Eingeſeſſene ſollen aller der Rechte / Prærogativen / und Immunitäten / Exemtionen / und Freyheiten / deren Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen übrige Unterthanen in dem Königreich Schweden / und denen dazu gehörigen Länderen / und Provintzien genieſſen / oder auch ſonſten amiciſſimæ genti können accordiret werden / ſich uns künfftige zu erfreuen haben. Und weil Ihro Königl. Majeſt. von Dennemarck ſeit des bisherigen Krieges die für denen Königl. Schwediſchen Unterthanen vorhin durch ſolemne Tractaten feſt geſtellete Freyheit von dem Zoll im Sund bishero nicht gestatten wollen / ſie auch ſelbige ihnen künfftig zu entziehen / und zu verweigeren urſach / und gelegenheit ſuchen dörfften / Ihro Königl Majeſt von Schweden aber / und Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen beyderſeits billig / und recht finden / daß dieſe denen Königl. Schwediſchen Unterthanen / und zwar nicht weniger denen / welche durch dieſen Tractat an Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen kommen / als denen / die unter Königl. Schwediſcher bottmäſſigkeit ſeind / und bleiben / einmahl zugeſtandene Zoll-freyheit im Sunde ihnen auch ferner ohngekräncket verbleiben / und gelaſſen werde / ſo wollen beyderſeits Königl. Majeſt. auff oberwehnten fall darob ſein / auch da es nötig / alle zulängliche / und kräfftige mittel vorkehren / und zur hand nehmen / damit dieſe von der Cron Dennemarck etwa vorgenommene neuerung wieder abgeſtellet / und nicht weniger alle Königl. Schwediſche als anjetzo cedirte Königl. Preuſſiſche Unterthanen bey der Exemtion / und freyheit von dem Zoll im Sunde denen deshalb auffgerichteten Tractaten gemäs conſerviret / und erhalten werden / in welchem Ende beyderſeits hohe Compaciscenten ſich hiemit verbinden / bedürffenden falls ſich näher hierüber zuſammen zuſetzen und die desfalls nöthige meſures zunehmen.

XV. Was der Deſerteurs ſo wohl Soldaten als Landes Einwohner betrifft / ſo verbleibet es damit bey denen vorigen zwiſchen denen Cronen Schweden / und Preuſſen in dieſem fall errichteten Conventionen / welche dan ſo wohl als en newes Cartel bey erſter gelegenheit renoviret / und auffgerichtet werden ſollen.

XVI. Was die Poſten in Pommern betrifft / ſo behalten ſich beyde hohe Compaciscenten in dero Territoriis ſo wohl dieſes als jenſeits der Pehne das Jus Poſtarum vor / doch wollen Ihro Königl. Majeſt der König in Preuſſen die vorhin mit der Cron Schweden desfalls auffgerichtete Conventionen in ſo weit die anjetzo geſchehene Ceſſion die ſache nicht verändert / renoviren / und darinnen keine neuerung machen / auch das Poſtgeld ſo wohl für die Paſſagierer als Briefe / auff eine billige / und in denen Römiſchen Reiche gewöhnliche weiſe egaliren / wie auch wenger das Königl. Schwediſche Poſt-weſen / ſo viel möglich / und zu beyderſeits hohe interessenten nutzen deſſen favoriſiren / und beförderen helffen. Wie dan in ſpecie verabredet iſt / daß denen Königl. Schwediſchen Poſten eine freye Station in Anclam gelaſſen werden ſoll / ſo daß ſelbige ihre von Schwediſchen Orthen kommende Briefe / Pacquete, und Paſſagierer alſda ablöſſen / und durch Königl. Preuſſiſche Poſten weiter beſordern / auch die mit Königl. Preuſſiſ. Poſten von anderen Orten in Anclam ankommende / und nach denne Königl. Schwediſchen Pommern / und weiter gehende Briefe / Pacquete, und Paſſagierer daſelbſt annehmen / und folglich ſicher / und ohngehindere weiter fortbringen können. Solte ſonſten in anſehung der Poſten noch einige weitere abrede zu nehmen ſein / ſo ſoll ſolches durch die von beyden hohen Theilen künfftig dazu verordneten Commiſſarien geſchehen / und das nötige darunter verfüget werden.

XVII. Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen verbinden ſich auff das allerkräfftigſte / und nach Inhalt des oberwehnten mit Ihro Königl. Majeſt. von Groß-Britannien geſchloſſenen Præliminair Tractats, und deſſen 2. Separat Articuls, dem Czaarn von Rußlandt ſo lange der gegenwärtige Krieg zwiſchen Seiner Königl. Majeſt von Schweden / und demſelben währet / auf keinerley arth / unter was ſchein / und vorwandt es auch immer ſein mag / weder directe, noch indirecte zu aſſiſtiren / zu helffen / noch deſſen gegen Ihro Königl. Majeſt. und das Reich Schweden / wie auch deſſen hohe Alliirte / und Bunds-Verwandte ſühende ſchädliche abſichten / und vorhaben zu befördern / noch befördern zu helffen.

XVIII. Gleichmehe geloben / und verſprechen Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen hiemit die mit Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden Vorfahren / und dem Reiche Schweden vorhin gepflogene vertrauliche freundſchafft / und Bundnus / nebſt denen Garantien, ſo dem Fürſtl. Holſteiniſche Hauſe auff dem fuß der mit denen Nordiſchen Alliirten geſchloſſenen / oder noch ferner mit Concert von Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen zu ſchlieſſenden Friede können zu gute kommen / anjetzo wie Ihro Kön. Majeſt. und dem Reich Schweden zu erneuren / und ſelbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten / über dem wollen Ihro Königl. Majeſt. in Preuſſen gehalten ſein / an Ihro Königl. Majeſt. in Schweden / auff dero Aſſignation und Quittung die Summa von zwey Millionen / oder zwantig mahl hundert tauſend Reichsthalers an neuen vollgültigen einfachen / und gedoppelten marck- oder brunel-ſtücken nach dem leipziger Münz-fuß de Anno 1690. da der marck feines Silbers zu zwölff Courant Thalern ausgemünzet iſt / in Hamburg zahlen zu laſſen / und zwar in drey terminen, wo von der erſte 6. Wochen nach Ihrer Königl. Majeſt. in Schweden ausgeſtellten Ratification über gegenwärtiges Friedens-Inſtrument mit 600000. Reichsthalern der andere am Ende des bevorſtehende Monaths May mit 700000. Reichsthalern / und der letzte den erſten des darauff folgenden Monaths Decemb. des jetztlauffenden 1720. Jahrs abermahl mit 700000. Reichsthalern alle dreymahl / und bey jedem hiereben ausgeſetzten termin richtig / ohnabgekürtzet / und ohnfehlbahr zu Hamburg an Ihro Königl. Majeſt. von Schweden mit behörigen Vollmachten / und Quittungen verſehenen Gevollmächtigten ſollen bezahlt / und geliefert werden.

XIX. Wan auch Seine Königl. Majeſt. von Schweden und das Reich Schweden / onfeer die in dieſem Tractat Seiner Königl. Majeſt. cedirte und abgetretene Orter / und länder hochgeb. Seine Königl. Majeſt. dero Erben und Nachkommen hiemit / und krafft dieſes annoch auff gleiche weiſe / und mit eben der Verbindlichkeit wie Art. 3. die Ceſſion von Stettin nebſt dem Diſtrict zwiſchen der Oder / und Pehne nebſt denen inſulen Wollin und Uſedom / geſchehen / cediren / und abtreten in perpetuum die auff jener ſeite der Oder belegene Städte Dam und Golnau mit allen deren appartinentien und zubehörungen / Rechten / und Gerechtigkeiten / ſo wie Ihro Königl. Majeſt. und Cron Schweden beſagte Oerter mit ihren appartinentien vermöge des Weſtphäliſchen Frieden-ſchluſſes Art. 10. beſeſſen / genutzet / und gebraucht haben / nichts davon ausbeſchieden. Als verſprechen und geloben Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen dahingegen / alle zulängliche auswege / und nachdrückliche Officia anzuwenden / um die gegenwärtige gegen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / und der Cron Schweden declarirte Feinde dahin zu vermögen / einen billigen / und ſicheren Frieden mit Ihro Königl. Majeſt. und dem Reich Schweden forderſamſt einzugehen.

XX. Der Weſtphäliſche Friedens-Schluß in ſo weit derſelbe weder durch gegenwärtigen Tractat, noch durch den mit Seiner Königl. Majeſt von Groß-Britannien als Churfürſten / und Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg geſchloſſenen Friedens-Inſtrumene vom 9—20. Novemb. 1719. nicht geändert / noch durch den Nordiſchen Frieden de Concert mit Preuſſen ferner geändert werden möge / bleibet in ſeiner vollkommenen krafft / und würckung / und verbinden ſich beyde Compaciscirende hohe Theile ihres Orts / alles dasjenige den zu tragen / was zu wieder-herſtellung des übrigen / und befeſtigung beſagten Weſtphäliſche Friedens-ſchluſſes nötig / und dienlich ſein wird; zu folge deſſen wollen auch Ihro Königl. Majeſt. in Preuſſen zugleich mit denen übrigen hiebey intereſſirten Puiſſancen, und in ſpecie mit Ihro Königl. Majeſt. von Groß-Britannien / und Churfürſten

ANNO 1720.

ſtieſten zu Braunſchweig/ und Lüneburg in anſetzung/ daß die Cron Dennemarck ſich gegen obbemelte Königl. Majeſt. von Groß-Britannien ſchon anheiſchig gemachet/den im beſitz habenden antheil von Pommern nebſt der Inſul Rügen an der Cron Schweden zu reſtituiren/ alle nachdrückliche mittel vorkehren/ um zum beſten Ihro Königl. Majeſt und des Reiches Schweden ſothane völlige reſtitution obbenandten von der Cron Dennemarck occupirten antheils von Pommern mit der Inſul Rügen bewürcken zu helffen. Deßhalben auch nebſt Ihro Königl. Majeſt. von Groß-Britannien/ und Churfürſtl. Durchleucht zu Braunſchweig- und Lüneburg bey Ihro Kayſerl. Majeſt. als Oberhandt des Römiſch. Reichs alle erſinnliche Officia anzuwenden. Wo benebenſt Seine Königl Majeſt von Preuſſen gleichfalls angeloben/ ſo bald der Friede zwiſchen denen Cronen Schweden/ und Dennemarck geſchloſſen/ deren in Wismar habende beſatzung daraus zu ziehen.

XXI. Beyde Compacteſcirende hohe Theile reſerviren ſich hiemit Ihro Kayſerl. Majeſt. auch anderer Puiſſancen Garantie über dieſes Friedens-Inſtrument zu ſuchen und zu nehmen.

XXII. Die Ratificationes über dieſes Friedens-Inſtrument ſollen innerhalb 5. bis 6. Wochen à Dato dieſes beygebracht/ auch alhier zu Stockholm gegen einander ausgewechſelt werden. Uhrkundlich ſeind von dieſem Friedens-Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ deren eines von denen Königl. Schwediſchen Plenipotentiariis, und das andere von dem Königl. Preuſſiſchen Plenipotentiario unterſchrieben/ und unterzeichnet/ beyde auch gegen ein ander ausgewechſelt worden/ ſo gegeben/ und geſchehen Stockholm den ein und zwantzigſten tag des Monaths Januar. im Jahr ein tauſendt ſieben hundert und zwantzig.

Johan Auguſt Meyerfeldt. (L. S.)
Carl Guſtav Ducker. (L. S.)
Guſtav Adam Taube. (L. S.)
Magnus J. de la Gardie. (L. S.)
Johan Lillienſtedt. (L. S.)
Daniel Niela von Höpken. (L. S.)

ARTICULI SEPARATI.

Weilen man auch nöthig befunden/ bey unterzeichnung des zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden/ und dem Reich Schweden eines/ und Seiner Königl. Majeſt. in Preuſſen andern theils/ unterm heutigen Dato geſchloſſenen Friedens-Inſtruments demſelbigen einige Separat Articuln beyzufügen/ ſo ſeind nachfolgende eingetragen/ und feſt geſetzet/ beyderſeits beliebet worden.

I. Demnach dir anderer maſſen denen Weſtphäliſchen und Oliviſchen Friedens-ſchlüſſen zu wieder/ die Proteſtantiſche Religion an unterſchiedlichen örtern/ in/ und auſſerhalb des Römiſchen Reichs ſehr hart gedrencket/ und verfolget wird/ dergeſtalt/ daß ſelbige groſſe gefahr laufft/ an gewiſſen örtern gäntzlich ausgerottet zu werden/ derowegen verbinden ſich hiemit auffs kräfftigſte beyderſeits Königl. Majeſt. Majeſt. alle nur erſinnliche mittel nachdrücklich an zu wenden/ damit die Evangeliſche der unveränderten Augſpurgiſchen Confeſſion ſo wohl als Reformirter Religions-Verwandte/ bey ihren vermöge des Weſtphäliſchen/ und Oliviſchen Friedens-ſchluſſes/ anderen Pacten/ Verträgen/ und Pacificationen rechtlich erworbenen Religions-Exercitio, und gewiſſens-freyheit nicht allein in dem Römiſchen Reich/ ſondern auch in allen anderen Orten/ wo dieſelbe eingeführet/ und gebräuchlich geweſen/ oder ſein ſollen/ beſtändig erhalten/ und die unterdruckte Evangeliſche/ und Reformirte Religions-Verwandten in dem vorigen Beſitz und genus ihrer Rechte/ Privilegien/ Gewiſſens- und Religions-Freyheit vollenkommen geſetzet werden.

II. Seine Königl. Majeſt. in Preuſſen verſprechen auch/ hie in denen locis ceſſis bey dem dortigen Preuſſiſchen Conſiſtorio der Augſpurgiſchen Confeſſion zu gethanen Unterthanen alda vorkommende ſachen nur von denen jenigen Membris, ſo der Augſpurgiſchen Confeſſion ſeind/ erörteren/ und entſcheiden zu laſſen. Anbey wollen hochgedachte Seine Königl. Majeſt. alle und jede der Cron Schweden zugehörige/ rechtmäſſige reſtantien von was nahmen/ und bey welchen die auch in locis ceſſis ſein mögen/ nach der des falls zu überrechender ſpecification unverhalb einer gewiſſen mit dem eheſten zu determinirenden zeit ohnweigerlich abfolgen/ und bezahlen/ auch dir hand darüber halten laſſen/ daß die Stände in locis ceſſis ihrer obligenheit nach denen Membris von dem Wismariſchen Tribunal, den ihnen aus dem jetzo cedirten Diſtrict zuſtehenden ruckſtändigen lohn/ ſo wohl/ als was einer oder anderer unter denen dortigen Ständen noch wegen anbezahlten zehn-ſporteln an der dortigen vormahls geweſenen Lehns-Cantley ſchuldig ſein kan/ ſo bald als möglich/ ohnabgekürtzet reichen/ und abtragen mögen. Ingleichen ſollen auch derer Königl. Schwediſchen Civil-Bedienten in der Stadt/ und Feſtung Stettin hirgende/ und ihnen zugehörige hauſer bey der gerechtigkeit/ Immunität/ und Freyheit/ welche dieſelbe bey Königl. Schwediſchen zeiten gehabt/ hinführo ferner ungekräncket conſerviret/ und ihnen jederzeit freye Diſpoſition gelaſſen werden/ damit eigenes gefallens zu ſchalten/ und zu walten.

III. Was die jenige forderungen anbetrifft/ welche eines theils Königl. Schwediſcher ſeiten an Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen gemacht worden wegen erſtattung der Revenuen, an der Proprietarios von ſolchen Gütern/Häuſeren/und Capitalien, und andern Eigenthum/ welcher denen von der Ritterſchafft/ und Adel/ Bedienten und andern Eingeſeſſenen/ ſo wegen mira oder extra Territorium ſich befinden/ während dieſen Troublen von der Königl Preuſſiſchen Cammer eingezogen/ und gehoben worden/ anderu theils diejenige Prætenſionen betrifft/ ſo von Königlicher Preuſſiſcher ſeiten oder von dero Unterthanen an Ihro Königl. Majeſt von Schweden wegen der von Königl. Schwediſchen Schiffen/ und Armateurs denen Königl Preuſſiſchen Unterthanen genommenen Fahrzeugen/ Gütern/ und Ladung formiret werden/ ſo ſollen dieſe erwehnte forderungen/ neuerlich die ſo Königl. Schwediſcher ſeiten wegen der von der Königl. Preuſſiſchen Cammer eingezogenen/ und gehobenen Revenuen aus der erwehnten privatorum Eigenthum/ und von wegen Königl Preuſſiſcher ſeiten wegen der auffgebrachten/ und denen Königl. Preuſſiſchen Unterthanen zugehörigen Schiffen/ Gütern/ und Ladungen gegen einander gemachet werden/ hierdurch gäntzlich auffgehoben ſein/ ſo daß deſtalls von dem einen theil an dem andern hinfuhro nimmer einige anſpeache weder nun oder ins künftige mehr kan fœnuiret werden.

IV. Solte auch die Königl. Schwediſche Pommerſche Regierung/ wan ſelbige bey reſtitution des von der Cron Dennemarck occupirten antheils in Ihre Activität komt/ wegen ein oder andern ſache/ ſo der bißherige Oeconomie, und verwaltung der Financien, oder auch einige particulaire angelegenheiten betreffen/ mit gutem Fundament, und raiſon vorſtellen und beybringen können/ ſo wollen Ihro Königl. Majeſt in Preuſſen ſolches vernehmen/ und billmäſſige reflexion darauff machen; daferne ſich auch fände/ daß die auff der einen ſeite der Pehne belegene Städte/ und particuliers, auff der andern gewiſſe Jura zu exerciren hätten/ und in deren poſſeſſione vel quaſi ſich befinden/ ſo verſtehet ſich von ſelbſt/ daß obverachtet der Pehne-Strohm zwiſchen beyden Territoriis die gräntze machet/ und gemeinſchafftlich verbleibet/ es dennoch dabey ſein bewenden haben/und beyderſeits Regierungen ſolche dabey ſchützen wollen.

V. Dieſe Separat Articuln ſollen von eben der krafft/ und würckung ſein/ als ob ſie dem heütigen vollenzogenen/ und geſchloſſenen Friedens-Inſtruments von wort zu wort ein verleibet worden/ und ſeind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ deren eines von denen Königl. Schwediſchen Plenipotentiarius, und das andere von dem Königl. Preuſſiſchen Plenipotentiario unterſchrieben/ und unterzeichnet/ beyde auch gegen einander ausgewechſelt worden/ſo geſchehen und gegeben zu Stockholm den 21. Januarii 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L. S.)
J. G. Ducker. (L. S.)
G. A. Taube. (L. S.)
M. J. de la Gardie. (L. S.)
J. Lilienſtedt. (L. S.)
D. N. von Höpken. (L. S.)

Ihrer Königl. Majeſtät von Schweden Erklährung/ über die/ Königlicher Preuſſiſcher Seiten/ durch die beyde Herren Mediatores, nehmlich den Königlichen Groß-Brittanniſchen Ambaſſadeur Extraordinaire Lord Carteret, und Königlichen Frantzöſiſchen Reſidenten und Plenipotentiarium, den von Campredon inſinuirte Erinnerungen/ über ein und andere Puncten/ des unterm 21. Januarii a. c. mit Seiner Königl. Majeſt. von Preuſſen geſchloſſenen Friedens-Tractats. Gegeben Stockholm/ den 14. Martii 1720.

Nachdem der allhier anweſende Groß-Brittanniſchen Ambaſſadeur Extraordinaire Lord Carteret, wie auch der Königl. Frantzöſiſche Reſident und Plenipotentiaire, der von Campredon, Ihrer Königl. Majeſt. von Schweden gethanen zu erkennen gegeben/ was maſſen der Königliche Preuſſiſche Miniſtre Plenipotentiaire, der Baron von Cryphauſen/ Nahmens Seiner Königl. Majeſt. von Preuſſen/ bey Ihnen/ als Mediateurs angehalten/ daß/ weilen Seiner Meinung nach/ ein und andere Articul des zwiſchen beyden Cronen geſchloſſenen Tractats, einige Erläuterung nöthig hätten/ bey Ihrer Königl. Majeſt. von Schweden/ eine nähere Erklähung zu bewürcken; und Sie dann dabey vorgeſtellet/ daß Ihre Intention nur dahin gienge/ die Etablirung einer vollkommenen guten Freundſchafft zwiſchen Beyden contrahirenden Cronen ihres Orts/ ſo viel möglich/ zu veranlaſſen und zu befeſtigen:

So haben Ihre Königl. Majeſt. von Schweden/ in Anſehen dieſes heilſamen Endzwecks/ ſich in Gnaden gefallen laſſen/ daß Ihnen folgende Erklährung gegeben und zugeſtellet werde:

Art. I. Daß/ wann in dem II. Articul des ſolennen Friedens-Tractats von der Reſtitution der Gefangenen geſprochen wird/ Ihre Königl. Majeſt. von Schweden darunter keine

ANNO 1720. Deſerteurs oder ſolche/ ſo vor Zeichnung der Præliminarien unter denen Königl. Preußiſchen Trouppen Dienſte genommen/ verſtehen wollen.

II. Daß die/ in dem III. Articul des ſolennen Friedens-Tractats von beyden Seiten ſtipulirte Communion des Pehne-Strohms/ von dem Orte ihren Anfang nehme/ da der eine Theil auf der einen und der andere Theil auf der anderen des Strohms die Ufer beſitzet; Wo aber der eine Theil beyde Ufer beſitzet/ dieſe Gemeinſchafft aufhore/ dieſe Communion auch an ſich ſelbſt keinem Theil an Seinen erchten nachtheilig ſein/ noch auf etwas weiter extendiret werden ſolle/ als auf den gemeinſchafftlichen Gebrauch des Waſſers zur Schiffarth: Im übrigen wird die Hoheit und Jurisdiction des Strohms zwiſchen beyden Herrſchafften dergeſtalt getheilet/ daß der eine auf Seiner Seite und der andere ebenfalls auf der ſeinigen ſelbige gemeſſet und exerciret.

III. Was die Privilegien betrifft/ ſo denen Unterthanen in dem an Ihro Königl. Majeſt. in Preuſſen cedirtem Diſtrict in dem V. Art. des Tractats confirmirt worden: So haben Ihre Königl. Majeſt. von Schweden hierunter keine andere Intention, als beſagten Unterthanen der Freyheit und Immunitäten/ welche ſie durch den Weſtphäliſchen Frieden erlanget und von denen vormahligen Fürſten von Pommern/ und von denen Königen in Schweden/ Ihrer Majeſt Vorfahren/ von Zeit zu Zeit überkommen/ beyzubehalten: übrigens aber declariren Ihre Königl. Majeſt. von Schweden/ daß ſie dieſem nunmehro an Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen cedirten Diſtrict und deſſelber Einwohnern bey dem Antritt der Regierung oder ſonſten/ keine neue Privilegia accordiren/ ſondern bloſſer dings/ wie jetzt erwehnet/ ſelbige bey Ihren vorigen wohlhergebrachten Freyheiten und Rechten beſtätigen und erhalten wollen.

IV. Daß in Anſehung die Reſtantien/ wovon in dem 2. Separat Articul Meldung geſchehen/ Ihre Königl. Majeſt. nicht wollen oder/ verſtehen dergleichen Reſtantien und Arrerages en general, oder bloſſer dings von denen cedirten Pommeriſchen Unterthanen fodern zu laſſen/ ſondern es verlangen nur Ihre Königl. Majeſt. in Krafft beſagten II. Articuls, daß alle Pächter/ und diejenige/ ſo eine einnahme gehabt/ wovon ſie Rechnung zu thun ſchuldig ſind/ und Ihre Rechnungen an die Königl. Schwediſche Cammer und Contours vor dem Sequeſter und dem darauf erfolgtem Kriege nicht abgethan/ dennahlen aber unter der Bothmäßigkeit Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen ſtehen/ dazu als von Rechts wegen mögen angehalten werden/ die ſolcher-geſtalt Ihrer Königlichen Majeſtät von Schweden rückſtändige Gelder zu bezahlen und desfalls Richtigkeit zu machen.

V. Betreffend die Wißmariſche Tribunals-Bediente/ in deren Subſiſtentz der ſämmtliche Hinter-Pommeriſche Lande oder Stände mit contribuiret; So verweiſen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden keines weges/ es werden Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen dasjenige/ was in dem Tractat, wegen Ihres rückſtändigen Lehns bedungen worden/ ihnen laſſen zu gute kommen:

Wollen aber ſo wol die Stände von Rügen, Stralſund, und dem Antheil von Pommern diſſeit der Pehne gelegen/ als auch die/ in dem an Ihro Königl. Majeſt. von Preuſſen cedirten Diſtrict diſſeitliche Stände/ zu Unterhaltung beſagter Tribunals-Bedienten/ jederzeit concurriren/ ſo ſind Ihro Königl. Majeſt. von Schweden auch zu frieden/ daß eine ſolche Eintheilung gemacht werde/ damit hierunter von beyden Seiten die Billigkeit und Proportion in allem beobachtet werde.

Datum ut ſupra.

(L. S.) Ad Mandatum
Sac. Reg. Majeſt. Sueciæ proprium.

D. N. B. von Höpken.

Acte wegen des Licents zu Stettin.

WEil man bey dem Schluſſe des am 21. Jan. 1720. zwiſchen Ihren Majeſt. von Schweden und Preuſſen getroffnen ſolennen Friedens/ die Vollziehung eines ſo heilſamen Werckes/ der Differentz halber/ ſo ſich wegen des Licents zu Stettin hervorgethan/ nicht länger aufhalten wollen/ und die ausmachung dieſer Sache/ vermöge des 13. Art. ſolchen Tractaet, einer Special-Commiſſion aufgetragen worden/ welche zum längſten innerhalb 3. oder 4. Monaten/ durch die Mediation und angewendete Bemühung derer Potentien/ ſo die Mediation über ſich genommen/ geendiget ſein ſollen: Hierauf aber Ihre an dieſem Hofe befindlichen Miniſtri vor ausgehung dieſes Termins eines Theils vorgeſtellet/ daß es nöthig ſey/ dieſe Sache abzuthun/ anderer Theils aber/ daß/ da es recht wäre/ daß die Cron Schweden/ bey Wiedererhaltung des Beſitzes des von der Cron Dennemarck eroberten Stücks von Pommern/ ſich aller darzu gehörigen Gerechtſamen zu erfreuen hätte/ es die Billigkeit gleichfalls erfoderet/ daß/ da die Stadt Stettin nebſt dem Diſtrict zwiſchen der Oder und Pehne, und dem gantzen Oder-Strom biß an den Ort/ wo er ſeinen Nahmen verliehret/ imgleichen das friſche Haff und die beyden Mündungen der Swine und Divenau, dem Könige in Preuſſen mit allen den Gerechtſamen und Freyheiten abgetreten werden/ welche die Schweden hiebevor beſeſſen; auch der Licent zu Stettin/ welcher ſeit ſeiner Einführung jederzeit in gedachter Stadt eingenommen worden/ Ihrer Preußiſchen Maj. zugehören müſſe/ um ſo viel mehr/ da man ſich durch den 12. Art. gedachten Tractats ausdrücklich vergliechen/ daß an allen Abgaben/ Zollen und anderen Gerechtſamen/ ſo wohl in dem an Ihre Königl. Maj. in Preuſſen abgetretenen Diſtrict, als in dem/ welcher wieder an die Cron Schweden kommen wird/ nichts geändert/ vermehret/ oder vermehret/ ſondern im Gegentheil in denen Puncte alles gelaſſen werden ſolle/ wie es zur Zeit ihrer Einführung geweſen; So haben Ihre Majeſtät der König von Schweden/ um nichts das geringſte zu unterlaſſen/ was nur etwan zur Befeſtigung des guten Vernehmens zwiſchen beyderſelben und Ihrer Maj. dem König in Preuſſen beytragen kan/ Ihre einwilligung zu abthuung dieſer Sache geben wollen.

ANNO 1720.

Und eben darum haben nur Endes unterſchriebene Senatorch des Königs und Königreichs von Schweden und der Staats-Secretarius, dir mit ausdrücklichen Befehl Hochgedachter Ihrer Maj. und dero Vollmacht verſehen/ in Krafft derſelben obengedachten Tractat vom 21. Jan. 1720. geſchloſſen und unterzeichnet/ über dasjenige/ was den Licent zu Stettin anbetrifft/ mit denen Herren Mediations-Miniſtris, dem Mylord Carteret/ Ihrer Kon. Maj. von Groß-Britannien Ambaſſadeur Extraordinaire und Gevollmächtigten an dieſem Hofe/ und dem Heren von Campredon, Ihrer Allerchriſtlichſten Maj. Reſidenten und Gevollmächtigten an dieſem Hofe/ welche bey Abweſenheit eines Preuſſiſchen Miniſtri ſich anheiſchig gemacht/ Ihrer Königl. Maj. in Preuſſen Ratification über dieſe Acte zu verſchaffen/ viele Conferenzen gehabt/ und uns hierinnen folgender maſſen vergliechen:

Ihre Majeſt. der König von Schweden willigen vor ſich/ dero Crone/ auch Ihre Erben und Nachkommen ein/ daß der Licent zu Stettin Ihrer Majeſtät dem König in Preuſſen zuſtändig ſein/ und ſie ſich deſſelben mit eben denen Bedingungen und Gerechtſamen zu erfreuen und ſolchen zu nutzen haben ſollen/ wie anderer ihnen durch dieſen Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres abgetretenen Gerechtſamen/ dergeſtalt/ daß alle Schiffe/ von allen Nationen/ ſie mögen ſein wer ſie wollen/ welche nach Stettin gehen/ oder von dannen kommen/ bloß in Vollgaſt den alten Zoll/ welcher Fürſten-Zoll genennet wird/ entrichtern/ diejenigen Schiffe aber/ ſie mögen einer Nation angehören/ welcher ſie wollen/ ſo aus der See in die Flüſſe Pehne/ Trebel/ oder anderer/ ohne Stettin zu berühren/ kommen/ bey ihrer Ankunfft/ oder Abgang zu Vollgaſt nicht allein den alten ſo genannten Fürſten-Zoll/ ſondern auch den Licent, welcher daſelbſt durch den Weſtphäl. Frieden aufgerichtet und beſtätiget worden/ abgedachten Tractat zu Folge/ bezahlen ſollen.

Zu deſtoweniger deſſen haben wir zwey gleichlautende Exemplarien von gegenwärtiger Acte verfertiget/ wovon eines/ welches wir eigenhändig unterſchrieben/ auch mit unſern Pitſchaften beſiegelt/ und deſſen Ratification wir ohne Anſtand von dem Konige unſerm Herrn/ zu verſchaffen verſprechen/ denen Herren Mediations-Miniſtris übergeben worden/ damit es an den Konig von Preuſſen könne überſendet werden/ das andere aber/ ſo in unſern Händen verblieben/ von obgenannten Mediations-Miniſtris unterſchrieben worden/ welche wie gemeldet/ die Ratification deſſelben von hochgedachter Ihrer Preuſſiſ. Majeſt. à dato des Gegenwärtigen/ innerhalb ſechs Wochen/ oder/ wenn es ſein kan/ noch eher verſchaffen wollen/ damit daſſelbe eben von der Kenffe und Würckung ſein möchte/ als wenn es dem Friedens-Tractat vom 21. Januar. gegenwärtigen Jahres von Wort zu Wort einverleibet wäre. Geſchehen zu Stockholm den 20. (31.) Mai 1720.

J. A. Meyerfeldt. (L. S.)
C. G. Ducker. (L. S.)
G. A. Taube. (L. S.)
J. Lillienſtedt. (L. S.)
D. N. von Höpken. (L. S.)

XI.

PHILIPPI V. *Regis Hiſpaniarum Acceſſio ita-* 17. Fevr.
rata, & per Plenipotentiarium ſuum, ad Tractatum ſive Concordatum Londini 2. Auguſti ejuſdem anni initum, extenſa. Actum Hagæ-Comitum 17. Februarii 1720. [Sur la Copie Imprimée à Vienne, chez *van Ghelen* Imprimeur de la Cour avec Privilege. Fol.]

CUm per Conventionem Hagæ-Comitum ſignatam inter nos ſubſcriptos Miniſtros Sacræ ſuæ Cæſareæ, Sacræ ſuæ Britannicæ, & Sacræ ſuæ Chriſtianiſſimæ Majeſtatum conventum ſit, ut Sua Majeſtas Catholica poſſit intrà ſpatium ſeptem Menſium à die ſubſcriptionis dictæ Conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini ſignatum ſecundo Auguſti 1718. n. ſt. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum ſolemniter promiſſis, cumque dicta Sua Majeſtas Catholica purè & plenè acceptaverit, Actu Regis manu ſuâ ſubſcripto 26. Januarii 1720. n. ſt. cujus Apographum in hoc inſtrumento adjectum eſt, Conventionem Pariſiis factam 18. Julii 1718. n. ſt. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad ver-

ANNO 1720. verbum iidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur, & eùm dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarium Tabulis sufficientibus ad hoc opus consummandum munierit, quo itaque negotium tam salutare finem suum exoptatum consequatur, nos infrascripti Cæsareæ, Britannicæ, & Christianissimæ Majestatum Ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad signandam præfatam Conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, Intra terminum trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinensi expressis accedere liberum est, declaravimus & per præsentes Majestatis suæ Catholicæ puram, simplicem & plenam ad omnes & singulos Articulos præfati Tractatus Londinensis accessionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infrascriptus Majestatis Suæ Catholicæ Plenipotentiarius à dicta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Fœderatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam 18. Mensis Julii 1718. v. st. eùm sim instructus, observatumque fuerit Ministrum Majestatis suæ Cæsareæ dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1718. o. st. à Ministro Majestatis suæ Cæsareæ subscriptam complementum suum accepisse, & Comitem à Windischgrätz Majestatis suæ Cæsareæ Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis suæ Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret: Cumque recognitis & perpensis dictâ Conventione Parisiis facta, & dicto Tractatu Londini signato, compertum sis, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis, Tractatusque Londinensis non eademque res omnino sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandum Tractatum Londinensem, quem Tractatum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Instrumentum hoc Accessionis Majestatis suæ Catholicæ tatihabebitur ab omnibus Partibus Compaciscentibus, & Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum Mensium à die subscriptionis computandorum aut citiùs si fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentiarii supradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuò exhibitis instructi hasce præsentes manibus nostris subscripsimus, & sigillis nostris communivimus. Actum Hagæ-Comitum die decima septima Februarii anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(*L. S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L. S.*) CADOGAN.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

In alters Instrument.

(*L. S.*) LEOPOLDUS *Comes à* WINDISCHGRAZ.

(*L. S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.

(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

(*L. S.*) CADOGAN.

XII.

6. Mai. Vergleich/ so zwischen dem Graffen von Mercy als Commandirenden Kayserl. General in Sicilien/ dann den Spanischen Generale Marchese de Leede/ mittelst unterhandlung des Englischen Admirals Byngh getroffen worden/ daß nembl. bis zu völliger ausraumung der Konigreichen Sicilien und Sardinien an die Kayserl. Truppen/ ein Waffen-Stillstand zwischen beeden Armeen seyn solle: Indessen aber Palermo/ Castel à Mare, Molo/ und alle Forten fünff tag nach unterschrifft dieses/ und Augusta/ so bald die zur einschiffung der Artillerie, Kriegs-Munition und Lebens-mitlen benöthigte Schiffe verschaffet werden seyn/ ausgeraumet/ dann die Spanischen Truppen auf zwey oder dreymahl überschrifft/ und die darzu behörige Schiffe gegen bezahlung denenselben verschaffet werden sollen. Geschehen im Feldlager nächst Palermo den 6. May 1720. [Tiré de la Chancelerie Imperiale Aulique de Guerre.] ANNO 1720.

C'est-à-dire,

Convention faite entre le Comte de MERCY *General de l'Armée Imperiale, & le Marquis de* LEEDE *General de l'Armée d'Espagne en Sicile, avec l'intervention de l'Amiral Anglais* BINGH, *pour l'Evacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols; portant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusques à la fin de ladite Evacuation; Que cependant les Villes de Palerme, Castel à Mare, & Mole avec leurs Forts, seront évacués cinq jours après la Signature de la présente Convention; Comme aussi la Ville d'Agousta, mais seulement après que les Imperiaux auront fourni aux Espagnols les Bâtiments necessaires pour leur Artillerie, Vivres, & Munitions de Guerre. Le Transport des Espagnols en Espagne se doit faire en deux ou trois fois, & les Imperiaux doivent leur fournir, pour leur argent, les Bâtiments dont ils auront besoin. Fait au Camp auprès de Palerme le 6. Mai 1720.*

VErmög deren Vollmachten/ welche wir Generalen bereit streitenden Armeen in Sicilien/ so wohl zu Wasser als zu Land/ von unsern höchsten Herren empfangen/ um über unsere Waffen-Stillstandt/ und austraumung des Königreichs Sicilien und Sardinien zu handlen/ haben wir uns nach vielen unterredungen auf nachstfolgende Artickulen verglichen:

I. Soll ein Waffen-Stillstand seyn/ und alle Feindseligkeiten zwischen denen Armeen/ Truppen/ Flotten/ Squadrun/ und Schiffen/ deren in gegenwärtigen Krieg verwickelten Mächten biß auff die gänzliche austraumung deren Konigreich zu Sicilien und Sardinien/ wie auch zurück-kehrung in Spanien deren in einem und andern Orth deren berührten Königreichen befindlichen-Spanischen Truppen/ und zwischen denen besatzungen/ so wohl in Land/ als zu Meer/ oder anderen Wassern auf dem Mittelländischen Meer/ aber nechstgelegenen Oherten/ aufhören/ dergestalten daß/ wann sich zutragen solte/ daß währendem Stillstand von einem Theil mit eroderung eines Platzes vermittels eines angriffs/ überrumpelung/ oder verständnus/ zu denen in diesem Tractat angezeigten gräntzen darwieder gehandlet: oder gefangene gemacht: oder sonsten andere Feindseligkeiten durch einen auch nicht vorgesehenen unfall verübet werden solten/ diese zu wiederhandlung von jedem Theil gerechtlich/ ohne verschub und ohne beschwerung gutgemacht/ auch alles eingenommenes ohn einige verringerung zurückgestellet: Ingleichen die gefangene/ ohne sich loszukauffen/ oder sonstige unkosten/ wieder freygelassen werden sollen; und/ im aller gelegenheit deren Klagen vorzukommen/ so en ansehen deren Kauffartey-Schiffen/ und Fahrenussen emsthen mögten/ welche auf dem Meer könten genohmen werden/ hat man sich beiderseits verglichen/ daß solche Kauffartey-Schiffe und Fahrenussen/ welche auf dem Mittelländischen Meer nach unterschreibung dieses Waffen-Stillstands genommen worden/ von einem und andern Theil ohn ausnahm zurück gegeben werden sollen.

II. Die Spanische Truppen sollen Palermo fünff Täg nach der unterschrifft austraumen/ und das Castel à Mare, den Molo, auch alle Forten/ mit der Artillerie-und Kriegs-Munition, so sich darinnen befinden/ übergeben/ die Spanische Armee soll auch zu tag zuvor nach dem reguliten lager/ nächst Termini, und folgenden öhrtern/ als Pancins, Penumilia, Offimina, Montemaggiore, Calataburro, Petraglia, Ficcari, Pollici, Rocella, Rocca-Palamo, und Cacamo enterdren/ welche örter sammentlich in der gegend herum von Termini liegen; und/ nach der anz/ daß sich besagte Truppen einschiffen werden/ selbe die weit entlegenste öhrter austraumen sollen; Dabey soll scharffe Ordre ertheilet werden/ um zu verhindern/ daß niamn die Bäume/ Früchte/ und getraid nicht verheeren; noch sonsten einge unordnung verursachen möge.

III. Daß die Kranken und Verwundten von den Spanischen Truppen en eben dem Spital verbinden sollen/ in welchem sie sich in Palermo mit den Feld-Doctoren, Feldscherern/ und andern in demselben zur Hülfleistung/ Bedienung und Direction

rection des Spitals aufgenommenen Personen befinden/ vor welchem eine Wacht unter einem Lieutenant/ mit 20. gemeinen/ von den Spanischen Truppen gesetzet werden solle/ um die Krancken in besagtem Spital beysammen zu halten; auch solle man alles dem Director [illegible] eigen gelt zu kommen lassen/ was nur zu ihrer unterhal[illegible] nöthig seyn wird; und so bald selbe wieder genossen/ und in Stand sich befinden/ marschieren zu können/ solle man Ihnen gegen bezahlung Schiffe verschaffen/ um nach Termini geführet zu werden/ dabey diejenige/ welche ihr Gewehr noch haben/ dasselbe mit sich nehmen mögen.

IV. Daß erlaubt seyn solle/ daß die Beamten von der Oberaufsicht/ die Kriegs-Commissarien/ und verordnete Einnehmere/ wie auch Zahlmeister so wohl zu Land/ als zu Meer/ zu Palermo verbleiben mögen/ um so wohl die Rechnungen adjustum/ als auch all-nöthige veranstaltungen zur einschiffung/ und derselben vollbringung vor zu kehren/ zu dem ende man ihnen auch gelegenheit einraumen solle/ daselbsten verbleiben zu können.

V. Es soll erlaubt seyn/ daß alle Spanische Officiers/ und Gemeine/ wie auch all-andere Personen/ so bey der Spanischen Armee befindlich seyn mögen/ aus besagten Palermo ihre Familien/ Haabschafften/ und Bagage mit sich führen: und selbe so wohl über das Meer/ als zu Land nach jedem Ohrt dieses Königreichs bringen mögen/ dann mann auch ihnen die nöthige Paß-Brieffe/ und Schiffe zur überführung gegen baare bezahlung zu kommen lassen solle/ es solle gleichfalls denen Officiren/ Gemeinen/ und Bedienten von der Spanischen Armee erlaubt seyn/ in die Stadt Palermo zugehen/ um ihr eigene/ oder des Regiments geschäfften zu schlichten/ wann sie nur allein einen Paß von dem Herrn Marchese de Lede/ ihrem General/ haben werden.

VI. Daß alle Magazinen von der Kriegs-Munition, und Proviant, was es nur für sort immer seyn möge/ Gersten und Stroh mit begriffen/ so denen Spanischen Truppen in besagter Stadt Palermo/ oder in denen Vorstädten zugehörig/ mit aller sicherheit darinnen verbleiben mögen/ und gemeldten Truppen erlaubt seyn solle/ so wohl zu Land als zu Wasser dahin sich zu begeben/ und zu ihrem gebrauch davon abzuholen/ nachdem sie vonnöthen haben werden/ und/ wan mans für rühmlich erachten werde/ solle mann Commissarien da lassen/ um achtung darauff zu haben/ und der Herr Graff Mercy wird die verordnung thun/ daß man eine Wacht zu ihrer sicherheit dafür stelle.

VII. Den Spanischen Truppen/ welche sich in der Stadt/ und in den obbenennten örtern befinden werden/ solle man auf ihre Kösten/ mit ausnehmung der grünen füterung/ Stroh und Holtz zukommen lassen/ auch wird mann einige Officiers benennen/ um den berühreten Truppen auf begehren Stroh/ grüne füterung/ und Holtz in der Stadt/ oder Dorffern/ darinn die Truppen befindlich/ zu verschaffen.

VIII. So bald die ausraumung von Palermo geschehen/ wird man die ordre ertheilen/ daß sich die Truppen/ so in Girgenti ligen/ auch heraus ziehen sollen.

IX. Die ausraumung von Augusta solle so bald geschehen/ als die nöthige Fahrzeige zu einschiffung der Artillerie, Kriegs-Munition, allerhande Lebens-Mitteln/ und andern Kriegs-Geräthschafften/ und insgemein alles desjenigen/ so in den Magazinen befindlich/ die nach Termini, oder nach Palermo/ wo mans am füglichsten gedüncke zu seyn/ gebracht werden sollen/ verschaffet worden/ nach deme sollen die Spanische Truppen den Platz an die Kayserl. Truppen übergeben/ ohne die feste Werker zu beschädigen und die Spanische besatzung/ solle sich auf den Marsch nach Termini, oder den andern verzeichneten Dorffern den kürtzesten weg/ vermittels eines regulirten Marsches von dem Fuß-Volck/ unter begleitung begeben/ betreffend die Spanische Truppen/ so sich in der Bloquirung von Syracusa, Jossi-Reale, oder andern Plätzen dieses Königreichs befinden/ denenselben werd man also gleich nach ausraumung Palermo die Ordre zuschicken/ den Marsch anzutretten/ und zu der Armee bey Termini zustossen/ mit dem befehl/ die geringste unordnung auf dem Marsch nicht zu begehen/ von Seiten des Herrn General/ Graffen von Mercy/ sollen die eigene Commissarien zu dem Marsch ernennt werden/ um erwehnten Truppen Stroh/ Gersten/ Brod/ und all dasjenige/ was sie zu ihrem unterhalt nöthig haben werden/ gegen baare bezahlung zu verschaffen.

X. Daß allen denen Truppen/ so wohl zu Meer/ als zu Land/ wo sie sich nur würcklich in diesem Königreich befinden/ allen Generalen/ Officiers/ Bedienten/ und was nur für Personen seyn mögen/ so man in der Armee nöthig/ erlaubt seyn solle/ sich einzuschiffen/ um mit aller sicherheit nach Spannien sich zu begeben/ gleich wie auch den andern Spanischen Unterthanen solches erlaubt/ wann sie mit nach Spannien passiren wollen/ ohne daß man ihnen einige hindernus zu fügen möge.

XI. Daß all-Spanische Truppen so wohl von dem Fuß-Volck/ als Reuterey und Dragonern/ samt ihrem Gewehr/ fahnen/ Standarten/ Pferden/ Muntirung und Bagage, mit aller sicherheit nach Spannien geführet werden sollen/ ohne/ daß ihnen die geringste verhindernus geschehen/ und dieselbe auf den Küsten von Catalonien/ oder Valentien ausgeschiffet werden mögen/ und wie geschwind man mit der einschiffung seyn wird/ dazu alles so eilends/ als nur seyn kan/ verschaffet werden solle/ also geschwind wird man auch seyn/ um durch den kürtzesten weeg nach Spannien/ oder andern Oertern/ so andern Mächten gehörig/ zu kommen.

XII. Daß man schuldig seyn solle/ alle Schiffe/ und ander einschiffungs-weesen/ so nur zum einschiffen deren Spanischen Truppen/ so wohl von dem Fuß-Volck/ als Reuterey/ Artillerie, Kriegs-Munition, und Bagage, nöthig/ auf ihre kosten zu verschaffen/ auch zu ihrer begleitung und sicherheit bis zu ihrer anlandung in Spannien einig-Engellische Kriegs-Schiffe zu geben; als wegen deren zahl man mit dem Herrn Admiral Bynghs sich vergleichen wird.

XIII. Die einschiffung deren Truppen soll in zwey- oder dreymal/ und so geschwind/ als nur seyn kan/ geschehen; und sie sollen sich so geschwind einschiffen/ als nur alles zur einschiffung bereit gemacht: auch all-nöthige Lebens-mitteln für 40. Täge/ so wohl für Man/ als Pferd/ nach der gewöhnlichen Rationg/ zu Schiff gebracht seyn werden/ und man solle nicht zwingen/ mehr Volck einzuschiffen/ als nach den Regulen die Schiffe zu halten gewöhnlich.

XIV. Es soll erlaubt seyn/ einzuschiffen/ und in aller sicherheit mit sich zuführen/ die völlige Artillerie, und Mörsern/ so wohl von Metall/ als Eisen/ welche sich in denen Plätzen/ die man in diesem Königreich ausraumet/ befinden/ und diejenige/ so mit aus Spannien gebracht/ gleichwie auch dieselbe/ so von dem aus Spannien gebrachten Metall zu Palermo gegossen worden/ nicht weniger diese/ so noch von andern Oertern gebracht worden/ sithero der Truppen von Spannien in diesem Königreich sich befinden/ mit hinterlassung deren Stucken und Mörsern in denen Plätzen/ welche darinnen nach seynd/ und ehedessen schon daselbsten sich befunden/ gleicher weis solle man auf gutes trauen und glauben alle Kriegs-Munition überantworten/ so man im Castel à Mare, und denen Forten von Palermo/ Termini, wie auch andern Oertern gefunden/ ehe die Spannische Truppen angelanget/ oder diese Oerter erobert/ und soll erlaubt seyn/ wieder einzuschiffen/ und nach Spannien zu führen die sammentliche Artillerie, und Möeser/ welche aus Spannien mitgebracht/ oder aus Italien dahin geführet worden.

XV. Daß alle die Schiffe/ Galeeren/ und andere Fahrzeuge/ welche Spannien oder dessen Unterthanen zuständig/ so sich in diesem Königreich befunden/ gantz frey nach Spannien mit ihrer Artillerie, aller ausrüstung/ und völligen Habschafften/ die sie nur haben/ passiren mögen; Es solle gleichfalls erlaubt seyn/ wieder einzuschiffen die Artillerie, Gewehr/ Sail-weesen/ Segeln/ und all-andere Sachen/ so den Spannischen Galeeren/ und andern Schiffen gehörig/ welche enerüstet/ oder Schiffbruch gelitten/ und sich in denen Plätzen/ oder Oertern befinden/ so die Spannische Truppen heute zu tag noch besitzen.

XVI. Daß denen Commissarien soll erlaubt seyn/ welche ernennt werden mögen/ in diesem Königreich zu bleiben/ um die Sachen zu überliefern/ welche in denen Magazinen/ oder andern Oertern befindlich/ wie auch denen/ so sorg tragen müssen/ über die Krancken/ die sich nicht in Stand befinden werden/ mit dem Rest deren Truppen sich einzuschiffen/ denen man schuldig seyn solle/ also gleich/ so bald die im Stand seyn werden/ sich einzuschiffen/ die nöthige Schiffe zur einschiffung/ um nach Spannien überführet zu werden/ gegen bezahlung zu verschaffen.

XVII. Die Artillerie und Reüterey von Spannien solle sich im Molo von Palermo/ und das Fuß-Volck zu Termini einschiffen.

XVIII. Daß man bey der einschiffung weder vor/ noch nach/ einen überlauffer von ein- oder anderem Theil zuruckbehalten/ noch zuruck begehren; noch auch einen Soldaten unterm vorwand der Nation behalten solle.

XIX. Daß alle Officiers und Soldaten zu Land/ so Kriegs-Gefangne worden/ wie auch alle See-Officiers/ Soldaten/ und Matrosen/ so währendem Krieg in Sicilien/ und in diesen Meerem gefangen worden/ von ein- und anderem Theil zuruck gestellet werden sollen.

XX. Daß man allen Schiffen/ Galeeren/ Felucken/ und andern Schiffen/ um nach Spannien/ oder andern Oertern in Italien in Diensten der Spanischen Armee zu seglen/ Paß-Brieffe ertheilen solle/ man verwilliget auch/ daß die 6. Felucken nach Termini passiren/ um ein und andere verrichtung zu überbringen/ nachdeme man sie verordnet.

XXI. Und/ was die Kosten deren Schiffen und all-anderer Fahrzeugen betrifft/ so zum einschiffen dienen sollen/ um die Spannische Truppen zu überbringen/ wird man alles um gewöhnlichen Preis bezahlen/ auch sich vergleichen/ die zahlung in baarem Gelt/ oder in Wechsel-Brieffen zu thun.

XXII. Man wird sechs Monat zeit den Spannischen Officieren/ oder Nationalisten vom Land/ oder andern/ welche güter/ oder Habschafften in diesem Königreich haben/ zusehen/ damit dieselbe währeend dieser zeit all-ihre sachen verkauffen/ oder sonsten veraüssern mögen/ nachdeme wird man ihnen auch Paß-Brieffen ertheilen/ um nach Spannien zu reysen.

XXIII. Es soll ein Kriegs-Commissarius bestimt werden/ um die Schulden zu durchgehen/ und diese abzuthuen/ welche die Officiers von der Spannischen Armee gemacht/ gleichwie auch noch diese/ welche auf Rechnung ihres Herrn gemacht worden seyn mögen/ welche billig und richtig befunden/ selbige sollen auch bezahlt werden; zu verstehen aber/ daß in denen Schulden

nicht

ANNO 1720. nicht das Stroh / und die Fütterung / noch das Holtz begriefſen ſein ſolle / ſo dir Armee mögen verzehret haben / von der zeit / da ſie / oder ihre Detaſchementer campiret; Es ſoll auch als Geiſeln ein Obriſter / und ein Befehls-wie auch Kriegs-Commiſſarius, wegen ihres Herren / und deren Officieren Schulden / biß zur völligen Richtigkeit hinterlaſſen werden.

XXIV. Es ſoll erlaubt / auch der Paß-Brieffe gegeben werden / um zuſchicken und zu holen ſo wohl zu Meer / als zu Land / in einem Ohrt des Königreichs auch es ſein möge / alle Lebens-Mittlen / wie ſie nur nahmen haben / und andere Sachen / deren man zur unterhaltung und einſchiffung deren Truppen nothig haben möge.

XXV. Die Stadt und das Caſtel von Termini ſolle man eben gleichfalls / da die andere Plätze an die Käyſerliche Truppen übergeben werden / ausraumen / und ſo bald die letztere Truppen werden eingeſchiffet ſein / zehen tag auch nach der ausraumung von Palermo ſollt nicht mehr erlaubt ſein / ſich in das Staats- und Regierungs-Weſen des Königreichs einzumiſchen.

XXVI. Man wird die anzahl deren Truppen reguliren / welche ſollen nach beſchaffenheit deren Schiffen / und Lebens-Mittlen / ſo man haben wird / eingeſchiffet werden; und man wird etliche tag zuvor ſolches erinnern / damit die Truppen zum Marſch und einſchiffung ſich fertig machen können; Es ſoll erlaubt ſein / daß Commiſſarii zu Palermo hinterlaſſen werden mögen / um alles wegen der Lebens-Mitlen zu reguliren / und ſelbe zu durchgehen / welche in denen Magazinen befindlich. Nachdem die erſte einſchiffung geſchehen / wird man eine verzeichnus geben / was nach / ſo wohl von Pferd / als Mann / und Bagage, oder andern Fahrnuſſen zum überführen übrig bleiben werde / um die nothige Schiffe dazu aufzutreiben.

XXVII. Nachdeme Palermo / und Caſtel à Mare, mit denen Forten / ausgeraumet worden / ſo können die Schiffe / Galeeren / oder andere Fahrzeüge / welche werden für den Herrn Marcheſe de Lede anlangen / daſelbſten einlauffen / und frey alda verbleiben / und ſoll ihnen alles Gelt / und all andere Sachen / ſo man ihnen überbringen werde / treülich zugeſtellet werden.

XXVIII. Zu vollziehung dieſer Articulen ſolle mann beederſeits zu Geiſeln einen General und einen Obriſten geben.

Wir im Krieg ſo wohl zur Meer / als zu Land in Sicilien begriffen unterſchriebene Generalen / kraffe deren Vollmächten / ſo wir von unſern Höchſten Herren empfangen / verſprechen von ein und anderem Theil oberwehnte Articulen getreülich vollziehen zu laſſen. So geſchehen im Feldlager / nächſt Palermo den 5. May, 1720.

Graff von Mercy. Byngh. Marcheſe de Lede.

XIII.

3. Juin. *Traité de Paix entre la Reine, & le Roi de* SUEDE *d'une part, & le Roi de* DANNEMARC *d'autre part, par la Mediation du Roi de la Grande-Bretagne, & auſſi du Roi de France. Sa Majeſté Danoiſe y reſtituë à la Couronne de Suede toutes ſes Conqueſtes au Pomeranie juſques an Péne; comme auſſi la Ville de Wismar, & elle promet de ne point aſſiſter le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suede contre elle. En échange de quoi Leurs Majeſtés Suedoiſes lui cedent toute la Franchiſe du Sund dont les Vaiſſeaux Suedois avoient joui auparavant, & lui promettent en outre une Somme de ſix cent mille Ecus Monoye de Leipſich. Les Interefts du Duc de* HOLSTEIN-GOTTORP *y ſont remis à ce qui en ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemare par les deux Puiſſances Mediatrices du preſent Traité, Leursdites Majeſtez promettans de ne s'y point oppoſer, & de ne rien entreprendre en faveur de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin* 1720. [Tiré des Archives Royales de Suede.]

Au Nom de la Sainte & Individue Trinité.

QU'il ſoit notoire à tous preſens, & à venir qu'il appartiendra ou qu'il pourra appartenir, que la funeſte Guerre, qui dure depuis plus de dix ans entre Sa Majeſté feu le Roi Charles XII. de glorieuſe memoire, comme auſſi la Reine Ulrica Elennora & le Roy à preſent regnant Frideric Roy de Suede des Goths, & des Vandales &c. & leur Royaume d'une part, & Sa Majeſté le Roi Friderie IV. Roi de Dannemarc & de Norwege des Vandales & des Goths, Duc de Schleswic & de Holſtein, Stormarn, & Dithmarſen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorſt d'autre, dont les ſuites ſacheuſes ont cauſé l'effuſion de beaucoup de ſang, troublé le Commerce de la Mer Baltique, & alteré la bonne intelligence, que les liaiſons du ſang & du voiſinage avoient ci-devant formé entre leursdites Majeſtés, & leurs Sujets. Il a plû enfin à la Providence Divine de faire naitre des conjonctures plus heureuſes, propres à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne, ſeure, & durable Paix, conformement au deſir ſincere que Leurs Majeſtés ont toûjours conſervé de voir ceſſer l'effuſion du ſang Chrétien, & de faire jouïr leurs Peuples des fruits de la Paix, ſi neceſſaire & ſi longtems deſirée. Ces loüables motifs ont porté leursdites Majeſtés à concourir de tout leur pouvoir à l'avancement, & à la conſommation d'un ouvrage ſi ſalutaire, ſur les inſtances reiterées pendant pluſieurs Mois de ſa Majeſté George Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Defenſeur de la Foi, Duc de Brunswic, & de Luneburg, Archi Treſorier, & Electeur de l'Empire qui s'eſt donné tous les ſoins imaginables pour reconcilier les Parties belligerantes. Elle les a fait couvenir d'une ſuſpenſion d'armes pour pouvoir plus facilement parvenir à la concluſion de la Paix, & elle leur a offert en même tems ſa Mediation, laquelle a été acceptée de part, & d'autre, auſſi-bien, que celle de Sa Majeſté Très-Chretienne Loüis XV. Roi de France, & de Navarre; qui deſirant de ſon côté contribuer à la Pacification du Nord, a bien voulu joindre ſes ſoins & ſes bons Offices à ceux de Sa Majeſté Britannique, auſſi-tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un ſuccés conforme à ſes bonnes intentions. C'eſt pourquoi Leurs Majeſtés de Suede & de Dannemarc, ont ordonné à leurs Miniſtres Plenipotentiaires, ſçavoir de la part de Sa Majeſté Suedoiſe, Leurs Excellences Mr. le Comte Guſtav Crouhielm Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume, Preſident au Conſeil Royal de la Chancelerie, & Chancelier de l'Univerſité d'Upſal, Mr. le Comte Guſtav Adam Taub, Senateur de Sa Majeſté le Roy de Suede, & de ſon Royaume, Mareſchal de Suede & Grand Gouvernur de Stockholm, Mr. le Comte Magnus Julius de la Gardie, Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume, & Preſident au Collega de Commerce, Mr. le Comte Jean Lilienſtedt Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede & de ſon Royaume & Conſeiller au College de la Chancelerie, Mr. le Comte André Legonſtedt Senateur de Sa Majeſté le Roi de Suede, & de ſon Royaume & Preſident à la Chambre de reviſions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Höpken Secretaire d'Etat de Sa Majeſté le Roi de Suede. Et de la part de Sa Majeſté Danoiſe Mr. de Lövenörn ſon General Major & Plenipotentiaire à la Cour de Sa Majeſté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation ſur les moyens de convenir des Articles d'un Traité de Paix, leſquels après l'échange de leurs Pleinspouvoirs reſpectifs, dont la Copie ſera transcrite à la fin de cet Inſtrument, ont eu pluſieurs conferences, & par les bons & tres-loüables Offices de Milord Carteret, Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour de Suede, & de Mr. de Campredon Reſident de Sa Majeſté Très-Chrétienne & ſon Plenipotentiaire en la même Cour, après avoir imploré l'aſſiſtence Divine ont conclu, arrêté, & ſigné les Articles, dont la teneur s'enſuit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix Generale & éternelle & une amitié ſincere, & perpetuelle entre Leurs Majeſtés de Suede, & de Dannemarc, leurs Heritiers & Succeſſeurs en la Regence comme auſſi entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Païs, & Sujets, & en conſequence toutes hoſtilités de part, & d'autre tant par Mer que par Terre ceſſeront enticrement du jour de la Signature du preſens Traité; tous les differens, mesintelligences, & Diſputes qu'il y a eu juſques à preſent entre Eux ſeront non ſeulement abolis; mais auſſi Leurs Majeſtés ſe procureront autant qu'il ſera poſſible avec zele, & ſincerité tous les Bons, & les avantages reciproques, en ſorte qu'il y aura desormais entre Leursdites Majeſtés, & leurs Royaumes une parfaite confiance & Union, & qu'elles puiſſent ſe fortifier de jour en jour, ainſi qu'il convient à de bons Voiſins & Alliés.

II. Tous les dommages, degats, torts, offenſes, & prejudices commis ou cauſés l'un contre l'autre, pendant le cours de cette Guerre ſoit en actions, paroles,

ANNO 1720. on écrits ſeront enſevelis dans un éternel oubli & amneſtie generale, & ſans retour, en ſorte qu'il ne ſera point permis à l'avenir a l'une des Parties d'en faire uſage, ni de s'en reſſentir contre l'autre, de même, que ſi le tout n'étoit jamais avenu; Et en vertu de cette abolition generale on ne pourra desormais faire aucune mention de ces Griefs, ni entre les Royaumes, ni envers leurs Sujets, ſous quelque pretexte, ou pour quelque cauſe que ce puiſſe être.

III. La liberté du Commerce, & de la Navigation tant par Terre, que par Mer & autres Eaux ſera desormais entierement retablie entre les Sujets de Leurs Majeſtés de Suede, & de Dannemare & defenſe faite de part, & d'autre, de n'y apporter aucun obſtacle ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni d'empêcher le libre transport des Marchandiſes & Denrées dont on jouit en tems de Paix.

IV. Et afin de prevenir, & detruire entierement tout ce, qui pourroit à l'avenir donner lieu à quelque desunion, mesintelligence ou Dispute entre les deux Parties, Leurs Majeſtés de Suede & de Dannemare renoncent par les preſentes de la maniere la plus preciſe & la plus efficace, à tous les Traités, Conventions, & Alliances faites avec d'autres Puiſſances, entant que ces Traités, Conventions, & Alliances pourroient être contraires à la teneur du preſent Traité de Paix; & pour cet effet l'une des Parties ne conſentira desormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque maniere que ce ſoit cauſer du dommage, ou du prejudice à l'autre

V. Comme en vertu des precedens Articles, la Paix retablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suede & de Dannemare, & detruit les engagements reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeſte Guerre, Sa Majeſté le Roi de Dannemare promet ſpecialement, & s'engage par les preſentes, de la maniere la plus forte & la plus preciſe de n'aſſiſter directement, ni indirectement de ſes Conſeils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui le Czar de Moscovie, ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être dans les entrepriſes contre la Couronne de Suede, & ſes Alliés auſſi long-temps, que la preſente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'eſt pas moins de l'interêt du Roi de Dannemare, & de ſa Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle ceſſe bien-tôt, pour retablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne ſouffrir en aucun de ſes Ports de Dannemare, & de Norvegue aucun Armateur Moscovite, deſtiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation, Sa Majeſté ne permettra point non plus, qu'on donne dans ſesdits Ports retraite à aucune priſe faite par les Armateurs, ou Corſaires Moscovites ſur quelque Nation que ce ſoit & s'il arrivoit, que telles priſes entraſſent dans les Ports de Sa Majeſté, elle les fera reſtituer à leurs legitimes Proprietaires, ce qui s'entend par rapport à la Suede en ſorte, qu'aucune des priſes, qu'elle pourroit faire ſur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Dannemarc.

VI. Pareillement comme ſon Alteſſe Sereniſſime le Duc de Sleswie-Holſtein, a été enveloppé dans la Guerra du Nord, & que l'étroite liaiſon du ſang qui eſt entre ſadite Alteſſe & la Couronne de Suede pourroit être conſiderée comme un obſtacle à la deciſion de ce qui regarde le Duché de Schleswic, Sa Majeſté Suedoiſe pour elle, & la Couronne de Suede, declare & promet par ces preſentes de ne s'oppoſer directement, ni indirectement à ce qui ſera ſtipulé en faveur du Roi de Dannemare, concernant ledit Duché de Sehleswic, par les deux Puiſſances Mediatrices, qui ont concouru au preſent Traité, & de ne donner aucune aſſiſtance de fait au dit Duc, contre le Roi de Dannemare pour l'inquieter au prejudice des ſusdites ſtipulations

VII. Comme Sa Majeſté le Roi de Dannemare a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Pomeranie, juſqu'à la Riviere de Pene, comme auſſi la Ville & la Forteresſe de Stralſund, l'Iſle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marſtrand & toutes les autres Iſles & appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemare ſans exception, à ſçavoir les Forteresſes & les Puis dans l'état où ils étoient pendant l'armiſtice, & l'Artillerie & les Magazins en l'état, ou ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Forteresſes par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui ſera ſtipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar comme elle ne ſera plus partie de cet équivalent, Sa Majeſté le Roi de Dannemare cede & renonce en faveur de Sa Majeſté & de la Couronne de Suede, à toutes les pretenſions qu'elle auroit pu avoir ſur cette Ville & ſon Territoire, & elle promet d'en retirer ſes Troupes d'abord après la Ratification du preſent Traité, laiſſant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit incontestable qui appartient à ladite Couronne de Suede, ſur ladite Ville de Wismar, ſon Territoire, & ſes dependances.

IX. En conſideration de ces reſtitutions, Sa Majeſté & le Royaume de Suede conſent par le preſent Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune diſtinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en conſequence Sa Majeſté & la Royaume de Suede renonce à l'exemtion de Franchiſa du Peage du Sund & des deux Belts, dont les Suedois ont joui juſqu'à preſent, en vertu des Traitez de Paix ci devant conclus, de ſorte, que les Sujets du Royaume de Suede & des Provinces, qui en dependent payeront à Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & à ſes Succeſſeurs dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaiſſeaux, effets, & Marchandiſes en tout de la même maniere que les Anglois, Hollandois ou autre Nation, qui eſt, ou ſera desormais traitée par le Roi de Dannemare le plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications de preſent Traité ſeront échangées, & que tous les Articles avec leurs Stipulations touchant la reſtitution & ſatisfaction ſeront executés de part & d'autre, ſur quoi l'on eſt expreſſement convenu, comme il a été dit, que les Vaiſſeaux & les effets des Sujets du Royaume de Suede, en paſſant & repaſſant les detroits du Sund & des Belts, à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompte expedition ou ſous quelque nom que ce puiſſe être, ne ſeront point traités autrement, que les Nations Angloiſe, & Hollandoiſe ou autre la plus amie.

X. Sa Majeſté Suedoiſe voulant encore donner une preuve plus convaincante, de ſon deſir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suede de payer outre la Ceſſion de la Franchiſe du Sund à Sa Majeſté & à la Couronne de Dannemarc, la Somme de ſix cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pieces de deux tiers ſur le pied communement appellé de Leipzie de l'année 1690, à raiſon de 12. R. par Marc d'argent fin pour toutes les pretenſions du Roi de Dannemare, & en un ſeul payement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, leſquelles ſeront depoſées entre les mains des Mediateurs ſix ſemaines après la Signature du preſent Traité, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, pour l'uſage & le compte de Sa Majeſté, & de la Couronne de Dannemare, pour être delivrées par les Mediateurs aux Commiſſaires nommés par le Roi du Dannemarc, & être exactement, & réellement payées auſſi tôt que la Reſtitution conformement à l'Article ſuivant ſera entierement faite & achevée, & que les Forteresſes, Duchés, Principautés, Iſles & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suede, & énoncés dans les Articles 7. & 8. ſeront evacués, par Sa Majeſté & la Couronne de Dannemare, & mis en la poſſeſſion de cella de Sueda.

XI. C'eſt pourquoi auſſi tôt que la ſusdite Somme de 600000 Rixdalers ama été depoſée de la part du Roi & du Royaume de Suede, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemare, ainſi qu'il a été expliqué en l'Article precedent; les Forteresſes de Stralſund, & de Marſtrand avec la Principauté & l'Iſle de Rugen & la Partie du Duché de Pomeranie occupée par le Roi de Dannemare, ſans aucune exception de ce, qui eſt ſtipulé dans les precedents Articles, ſeront remis le même jour aux Commiſſai-

ANNO 1710. missaires, & aux Troupes du Roi de Suede, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Danemarc; à sçavoir les Forteresses & les Païs, & Isles en l'état qu'ils ont été pendant l'armistice; & l'Artillerie & les Magazins en celui qu'ils étoient, lors qu'ils sont tombez entre les mains du Roi de Dannemare, conformement aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite les Troupes du Roi de Dannemarc tant celles qui auront été dans les Places que dans le Païs seront transportées en Danaemarc, le plûtôt que faire se pourra, par Terra ou par Mer selon que l'occasion & la commodité la requireront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux depens du Roi da Dannemarc, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, sa lon les ordres exprès, que Sa Majesté le Roi de Suede en donnera à ses Commissaires, la subsistance dont elles auront besoin; bien entendu que du jour, que la Somme susdite de 600000. R. aura été deposée, entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourage ne seront plus à la charge du Païs, mais que les Officiers & Soldats auront franc. & sans payement les Logemens qui leur seront affignés par les Commissaires Suedois jusqu'au jour de leur depart, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre cesseront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'espiration de l'armistice d'exiger de part ou d'autre les Arrerages & ce qui pourroit être dû par les Païs de Contributions ou autres impositions concernant le Public, vû la triste situation & la misere ou cette funeste Guerre a reduit les Sujets dudit Païs. On cessera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui se trouveront abattus & de deteriorer les Païs, toutes les pretensions du Roi de Dannemare étant comprises dans la Cession de la Franchise au Sund & dans la Somme de 600000. R. ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund, de Gyphswalde & de Wismar avec la Bibliotheque, la Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Païs, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Danaemare, ils seront restituës de bonne foi au Roi & à la Couronne de Sueda. Toutes les Sentences prononcées selon les Lois pendant la Regence de Sa Majesté Danoise, dans ledit Duché de Pomeranie, auront leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Isles, & Païs restituës seront dechargés du Serment de fidelité, qu'ils avoient prêté au Roi de Danaemare, pour être à l'avenir entierement & uniquement soumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suede.

XII. Les Sujets de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, seront restituës immediatement après la Ratification du present Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & confisqués à l'occasion da cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bonne forme, qui en seront données, en sorte qu'ils rentreront aussi-tôt sans autre forme de procés, & sans aucun remboursement des fruits perçus de part & d'antre, dans la pleine, & entiere jouissance, desdits Biens & Terres dont ils étoient en possession avant la Guerre, à condition neanmoins que les depenses faites par ordre du Public, ou par des personnes privées qui ont possedé ces Biens & Terres, soit pour leur amelioration, reparation, on pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont pendnit, seront remboursés par les Proprietaires, lors qu'ils rentreront en la possession actuelle de leursdites Terres & Biens, la Saison da l'année ne souffraut aucun delai sur ce sujet. Au surplus tous les autres Biens de quelque nature, qu'ils soient, seront rendus dans le même état, qu'ils sont à present, & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les pretensions, demsades & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royanme, sont échenës aux Sujets de Leurs Majestés par Succession, Procès ou autre voye Juridique, que ce puisse être, comme aussi les preteasions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant, & peadant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre Eux en particulier, resteront en leur entier, & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raison de ladite Gnerre. A cette fin il sera nommé par chacune des Parties contractantes trois Commissaires authorisés qui se rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratificatiou de ce Traité, où selon les circonstances de chsque eas ils termineront eux-mêmes tous les differens, ou bien ils les renverront aux Tribunaux, qui pour raison de la Jurisdiction locale devroient en prendre connoissance avant le commencemear de la Guerre, en sorte aeanmoins que tous les differeas, & discussions, soient terminés trois Mois après l'Etablissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourront prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & deteriorés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possedé pendant la Guerre, ils s'adresseront aux susdits Commissaires qui leur feront rendre bonne & prompte Justice, & payer les dedommsgements qui leur seront legitimement dûs; tout ce que dessus énoncé au present Article, devant aussi s'antendre de ceux, qui peadant cette Guerre ont suivi le parti de l'una ou de l'autra des Parties contractaates.

ANNO 1710.

XIII. Les Prisoniers de Guerre de Leurs Majestés de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans rançon, & tout ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'évalion ou de represailles, sera entierement annullé, & oublié, comme non avenu; sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à compte, en vertu du Cartel reglé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers peadant leur detention seront liquidées, par des Commissaires établis à cet effet en deux Mois de tems, & sur les preuves juridiques qui seront fournies de ces Dettes, Leurs Majestés feront retenir pour les payer les gages, & autres effets de ceux, qui se trouveront dans leurs Etats, & pour les autres qui seront évadés ou hors de service, Leursdites Majestés seront payer reciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit est pendant le tems de leur Prison, bien antendu, neanmoins que la liquidation & le payement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'execution de tous les autres Articles du present Traité.

XIV. Comme il est sûrvenu quelques differens entre Leurs Majestés au sujet des Limites de la Finmarkie ou Lappouie Norwegienne pendant, & svant cette Guerre, en sorte que Leursdites Majestés sur le rapport, qui leur en a été fait, prevendent reciproquement, qu'on forme quelque établissement au delà des Frontieres de l'une & l'autra, on est convenu de nommer des Commissaires des deux côtés, qui se transporteront sur les Lieus trois Mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'attention necessaire, ce qui concerne cette matiere, regleront au plustôt les Limites des deux Finmarkies selon les anciens Traités auxquels il n'a été apporté aucun changement, & conformement aux Actes des Limites fondés sur ces Traités.

XV. Pour ce, qui regarde le Cours de la Poste Suedoise, établi par les Etats du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Danoise auroit demandé, qu'il ne fût plus desormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commissaire à Helsingeur, & que les Lettres de Suede ne puissent être portées par ses Postillons, qu'una fois la semaina, au lieu, que jusqu'à present elles sont passé deux fois: Mais comme il n'est pas moins necessaire pour le public, & pour le Commerce, que les choses restent sur le même pié, & que le Roi & la Couronna de Suede ne veulent apporter aucun changement aux libres passages des Postes, qui vont de Dannemarc en Norwegue, on est convenu de part, & d'autre & sur les representations des Puissances Mediatrices que le Roi de Danaemare pourra avnir de son côté un Commissaire à Helsingbourg à faire passer ses Lettres une fois la semaine par la Suede, comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire passer aussi les sieanes, qu'une fois la semaine, par le Dannemare. Les choses restans d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suede à Hambourg par les Estats du Roi de Danaemare, que de Danaemare en Norwegue par la Suede, entierement dans le même état & de la maniere pratiquée jusqu'à present; d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a soumis ses Sujets au peage du Sund, il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Helsigneur pour l'espedition de leurs Vaisseaux à l'exemple des autres Nations, qui aavigueat dans la Mer Baltique, & qui ont leurs Commissaires audit Helsigneur, Sa Majesté Suedoise promettant de donner les ordres necessaires pour que celui qu'Elle y tiendra, ne cause aucun dommage, derangement, al malversation au préjudice des Postes du Roi de Danaemarc, & de faire rendre toute la Justice, qu'on doit attendre de son équité sur les plaintes, qui pourroient être faites au con-

ANNO 1720. contraire, ce que le Roi de Danemarc promet auſſi de ſon côté, par rapport au Commiſſaire, qu'il pourra tenir à Helſingbourg.

XVI. Les autres Conventions & Traités de Paix ci-devant conclus entre la Suede & le Dannemare ſont en vertu des preſentes confirmés & renouvellés dans tous leurs Points, & Articles, comme s'ils étoient inſerés mot à mot dans le preſent Traité en tout ce qui n'eſt point contraire à ſa teneur.

XVII. Tous les Points & Articles ci-deſſus ſeront ratifiés de Leurs Majeſtés, & les Ratifications en bonne forme échangées au quatre ſemaines à compter du jour de la Signature ou plûtôt, ſi faire ſe peut. En foi de quoi on a dreſſé deux Exemplaires uniformes du preſent Traité, dont l'un a été ſigné par les Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de Suede, & l'autre par le Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & à ceux lappoſé le Cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le troiſieme Juin 1720.

Guſtave Cronhielm. (*L. S.*) *Guſtave Adam Taube.* (*L. S.*)

Magnus Julius de la Gardie (*L. S.*) *Johan Lilienſtedt.* (*L. S.*)

André Logenſtedt. (*L. S.*) *Daniel Nicolas von Hopken.* (*L. S.*)

Elucidation des Articles precedens du Traité de Paix entre Sa Majeſté de DANNEMARC *& Sa Majeſté & la Couronne de* SUEDE.

D'Autant que pour prévenir toute diſpute il a été trouvé néceſſaire de donner quelques éluidations ſur le Traité de Paix entre S.ª M. le Roi de Dannemare & de Norwege d'une part, & S. M. le Roi & la Couronne de Suede d'autre part, ſigné à Friedſicksburg le 3. Juillet 1720. par le Sr. van Lornwenorhrn Vrlt-Maréchal & Plénipotentiaire de S. M. de Danoemarc Norwege, & à Stokholm le 3. Juin de la méme année par les Conſeillers Plenipotentiaires de S. M. & de la Couronne de Suede, on eſt convenn de ce qui ſuit par la Médiation & les bons Offices de Mylord Carteret, Ambaſſadeur de Sa Majeſté Britannique, & Médiatenr de la Paix entre Leurs Majeſtez de Dannemare & de Suede.

Quoique dans les Art. VII. & XI. du Traité de Paix on ſoit convenu que les Terres & Forteresſes ſeroient reſtituées par le Roi de Dannemarc à S. M. & à la Couronne da Suede dans l'état où elles étoient pendant la ſuſpenſion d'Armes, & l'Artillerie & les Magains dans l'état où ils étoient au rems de la reddition desdites Places, on eſt convenn de plus, que pour prévenir roures diſputes, les Forterſſes, Païs, Artilleries & Magazins ſeront sendus dans l'état où ils ſont; & après l'évacuatioo, S. M. de Danoemare pourra, le pluiôt poſſible, retirer, ſans aucun empêchement, ſes Vaiſſeaux de Guerre qui ſe trouveront à Stralſondt en Pomeranie, ou à Marſtrand, avec tous leurs agrells & Eqoipsges.

Quant à la Ville de Wismar, doot il eſt parlé dans l'Art. VIII. on eſt convenu par le préſent, qu'elle ne ſera jamais rétablie, & que par raport à ſes Fortifications elle reſtera dans l'état où elle eſt.

Par raport au Payement de 600. mille Ryxdaldres en ½ ſur le pied de Leipſick de l'an 1690. qoe S. M. & la Couronne de Suede doivent payer au Dannemare ſuivant l'Art. X., il eſt ſtipulé expreſſement par la préſente qne les Médiateurs délivreront aux Commiſſaires Danois, auſſi-tôt qne les Troupes Danoiſes ſesont ſortirs des Places, de bonnes Lettres de chaoge, ſur de bons & ſuffiſans Négocians à Hambourg pour le Payement de ladite Somme de 600. mille Ryxdaldres.

Quant en Bois adjugé en Pomeranie, dont il eſt parlé Art. XI. S. M. de Dannemarc & de Norwege ſe reſerve le Droit de transporter franc de tout Droit le Bois déja coupé & porté an lieu de l'embarquement, du reſte on ne cauſera aucun autre dommage au Païs, & l'on n'abatra plus aucuo arbre.

Outre ceci il a été ſtipulé que toutes les perſoones inſtallées par S. M. Dan. dans quelque emploi civil dans la Pomeranie & dans l'Iſle de Rugen, à la place de ceux qui ſont morts, pendant l'adminiſtration des Danois, ainſi que les Eccleſiaſtiques dans la Pomeranie & l'Iſle Rugeo, y ſeront confirmez dans leursdits Empluis. ANNO 1720.

D'autant qu'il eſt parlé dans l'Art. XIII. des Commiſſaires qoi dolveot être nommez pour regler de part & d'autre les prétenſions que les Sujets reſpectifs pourroient former, il eſt réſoln que les ſusdits Commiſſaires s'aſſembleioot à Elſenens ou à Helſingburg.

Quant aox Poſtes dont il eſt parlé Art. XV. outre ce qui y eſt déja ſtipulé, on eſt encore convenu que l'on eachetera toujonrs la Valiſe de la Poſte à Helſingor, & celle de Dannemare pour la Norwege à Helſingburg, il eſt expreſſement défendu aux Poſtillons de part & d'autre, d'avoir une ſeconde Valiſe, de prendre des Lettres particullers de qui qne ce ſoit, & de ſonfler le cornet ni de part ol d'autre.

Tout ce qui eſt ſtipulé ci-deſſns ſera de la méme furce que le Traité de Paix conclu entre Leurs Majeſtez de Dannemarc & de Suede, & comme s'il étoit ioſeré dans ledit Traité de mot à mor.

Cette Elucidation du Traité de Paix ſera auſſi ratifiée par Leurs ſusdites Majeſtez, & les Ratifications en ſeront échangées le méme jour & en méme tems que celles du Traité de Paix. Fait à Friedricksburgh le 3. Juillet 1720. *Signé*,

V. A. v. HOLSTEYN. D. WIBE, C. SESSTEDT.

J. G. v. HOLSTEN.

Acte de Garantie du Roi de France en faveur du Roi de Dannemark pour le Duché de Schleswik, conformément à l'Article VI. du Traité de Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemark.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui cette préſente Lettre verront, Salut. Comme ootre cher & bien-aimé le Sr. de Campredon notre Réſident & ootre Plénipotentiaire auprès du Roi de Suede, antuit en vertu du Plein-pouvoir que Nous lui en avions douné, ſigné à Stockulm le 3. Juin dernier l'Acte de Garantie du Duché de Schleswik, dont la teneur s'enſuit.

La tranquillité ayant été heureuſement rétablie dans la baſſe Allemagne par les bons Offices & par la Médiation de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Elle les a continné de concert avec Sa Majeſté de la Graode-Bretagne, dans le déſir ſincere de contribuer à rendre la Paix générale dans le Nord, & ſpécialement entre les Couronnes de Dannemark & de Suede; Elle a vû avec un extréme plaiſir les bonnes diſpoſitions, où ces deux Poiſſances ſe ſont tronvées pour l'accompliſſemeot d'un ouvrage ſi ſalutaire; mais ayant été informé en méme tems des difficultés inſurmontables qui ſe rencontrnient pour la reſtitution à la Couronne de Suede, de l'Iſle & Principauté de Rugen, & la Forteresſe de Stralſund, & du reſta de la Pomeranie jusques à la Riviera de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, ſi elle n'étoit aſſurée de la poſſeſſion de Schleswik, laquelle S. M. Britannique lui a déja garantie; le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces conſiderations, & ſur les ioſtances des Rois de la Grande-Bretagne & Dannemarc, accorder à cette derolere Couronne, comme il lui donne par ces Préſentes, la Garantie du Duché de Schleswik, promettant en conſideratioo des ſusdites reſtitutions ſtipulées dans le Traité ſigné ce jonrd'hui à Stockholm par Mrs. les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi da Dannemarck dans la poſſeſſion paiſible de la partie Ducale dudit Duché, bien entendu, que cette Garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le ſusdit Traité de Stockholm aura été approuvé & ſigné de la part du Roi de Dannemare. A ces Cauſes, je ſouſſigné Réſident de Sa Majeſté Trés-Chrétienne, & ſon Plénipotentiaire à la Cour de Suede, muni de ſon Plein-pouvoir & de ſes ordres exprès à cet effet, ai remis le préſent Acte de Garantie entre les mains de Milord Carteret, Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagoe, & ſon Plenipotentiaire en la méme Cour de Suede, pour en faire l'uſage ci-deſſus expliqué. En foi de quoi j'ai ſigné ces Préſentes,

ANNO 1720. sentes, & à icelles appoſé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification ſix ſemaines après la ſignature par le Roi de Dannemark dudit Traité de Stockholm de ce jour 14 Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les ſusdits jour & an.

(*Signé*)

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréable le ſusdit Acte de Garantie en tout ce qui y eſt contenu, avons de l'avis de notre très-cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orleans Regent, Icelui tant pour nous que pour nos Héritiers & Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, ratifié & confirmé, & par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, aprouvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces préſentes. Donné à Paris le 28. Août 1720. & de notre Regne le 5.

(*Signé*)

Par le Roi,

LOUIS.

Le Duc d'Orleans Regent preſent,

DU BOIS.

Acte de Garantie à l'égard du Duché de Sleswick, donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Dannemarc le 26. Juillet 1720.

NOUS GEORGE par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, Duc de Brunswig & Lunebourg, Archi-Tréſorier & Electeur du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces préſentes verront, ſalut. D'autant qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Dannemarc par une Convention faite le 30. Octobre de l'année paſſée, Il a été ſtipulé, qu'après l'Armiſtice & la Paix faite entre Sadite Majeſté & le Roi & la Couronne de Suede, la promeſſe & la Garantie, que Nous avons faites à l'égard de la poſſeſſion & jouiſſance paiſible du Duché de Sleswig au Roi de Dannemare, ſera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix effectivement s'en eſt ſuivie, Notre Miniſtre auprès dudit Roi, a ſigné un Acte ou Inſtrument de ladite promeſſe de Garantie, de la maniere qu'il ſuit ci-après de mot à mot.

Après que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne eut conclu une Convention avec le Roi de Dannemarck ſignée le 30. Octobre de l'année paſſée, dans la vuë de retablir le repos dans le Nord, dans laquelle elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleswick, tant que la ſuſpenſion d'armes entre les deux Couronnes de Dannemarck & de Suede dureroit, avec la condition expreſſe, qu'en cas que ſous la benediction Divine la Paix entre leſdites Couronnes, encore avant l'expiration de l'Armiſtice, put être concluë, la Garantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à préſent que cette Negociation importante, à l'égard des grandes difficultez, qui s'y étoient trouvées, même celle du terme ſtipulé pour la ſuſpenſion d'armes, laquelle finiſſoit le 28. Avril de l'année préſente, a été prorogée; ſur cela donc les deux Majeſtez de Dannemarck & de Suede ſont convenuës d'un Armiſtice aux mêmes conditions que le prémier: Et qu'avant l'expiration de cette ſuſpenſion d'armes, la Paix ſi neceſſaire pour le repos de l'Europe, auſſibien que pour la ſureté de la Religion Proteſtante ſous la Mediation de Leurs Majeſtez de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne, aiant été portée à une fin heureuſe (en vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sleswick, ſelon le contenu de la Convention & la promeſſe faite par Sa Majeſté Britannique du 30. Octobre de l'année paſſée ſera & reſtera continuée) & Sa Majeſté de Dannemarck, pour rendre cette Convention plus parfaite, demande encore une plus ample élucidation: Ainſi Sa Majeſté Britannique promet & s'oblige, pour ſoi, ſes Heritiers & Succeſſeurs, de lui garantir & conſerver dans une poſſeſſion continuelle & paiſible la partie du Duché de Sleswick, laquelle Sa Majeſté Danoiſe a entre les mains, & de la défendre le mieux poſſible contre tous & chacun qui tâcheroit de la troubler, ſoit directement ou indirectement, le tout en vertu du Traité conclu en 1715. avec Sa Majeſté Britannique, comme Electeur de Brunswick & Lunebourg, auſſibien que de ladite Convention faite le 30. Octobre de l'année paſſée, dans un Acte ſeparé pour la continuation. En foi de quoi je ſousſigné Miniſtre Plenipotentiaire ai ſigné ce préſent Acte & appoſé mon Cachet, & promis de procurer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre ſemaines, ou plutot, s'il eſt poſſible. Fait à Friedrichsbourg le 23. Juillet 1720. ANNO 1720.

(*Signé*)

(L.S.) POLWARTH.

NOus ayant vû & mûrement peſé le ſusdit Acte de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous ſes Points, l'approuvons, agréons & confirmons par les préſentes pour Nous, nos Heritiers & Succeſſeurs, promettant en parole de Roi d'accomplir & d'obſerver, inviolablement tout ce qui y eſt contenu. En témoin de quoi nous avons ſigné les preſentes de nôtre main & y fait appoſer nôtre grand Sceau du Royaume de la Grande-Bretagne. Donné à nôtre Château de Herrnhauſen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année ſixiéme.

GEORGIUS REX.

XIV.

Traité entre GEORGE *Roi de la Grande Bretagne &* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, conclu à Madrid le* 13. *Juin* 1721. 1721. 13. Juin.

LA Divine Providence ayant bien voulu diſpoſer les cœurs des Sereniſſimes & très-puiſſans Princes le Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la grace de Dieu, Roi d'Eſpagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de mesintelligence, qui ont donné occaſion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correſpondance, qui fleuriſſoient entr'eux auparavant; & Leurs Majeſtez Britannique & Catholique deſirant à préſent de les renouveller & les rétablir par les nœuds les plus forts, ont ſtipulé & convenu des Articles ſuivans par leurs Miniſtres Plenipotentiaires ſousſignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une ſincere & continuelle amitié, & un général oubli de tout ce qui s'eſt paſſé des deux côtez, au ſujet de la derniere Guerre entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leurs Héritiers & Succeſſeurs, auſſi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetez, Sujets & leurs Vaſſaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713., dans leſquels le Traité de Madrid de 1667 & les Articles compris en icelui, ſont contenus, demeureront confirmez & ratifiez par le préſent Traité, à l'exception des III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on appelle communement *l'explication*, qui ont été annullez du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les Miniſtres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, auſſibien que le Contract particulier, qu'on apelle ordinairement *Aſſiento* pour le transport des Eſclaves noirs aux Indes Eſpagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713 en conſequence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht. & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Aſſiento, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous leſquels Traitez, dont on a fait mention dans cet Article, & leurs Déclarations, demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne ſeront pas contraires à celui ci, & afin qu'ils puiſſent être accomplis & exécutez, Sa Majeſté Catholique fera dépêcher ſur tous les

ANNO 1721. & les Lettres à ſes Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Miniſtres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaiſſeaux que la Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, employe au Commerce des Noirs, ſoient admis ſans aucun empêchement, à negocier librement & de la même maniere qu'il ſe pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les ſuſdites Lettres ſeront delivrées auſſi-tôt qu'on aura fait on échange des Ratifications du préſent Traité: & en même tems Sa Majeſté Catholique donnera ſes ordres au Conſeil des Indes, que la Junta, compoſée des Miniſtres choiſis dans ledit Conſeil, & deſtinez, à l'exeluſion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Affiento, puiſſe derechef avoir ſon cours, être reçu & conſulté dans les affaires, ſelon la regle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'obſervation des Traitez de Paix & de Commerce, il ſera dépêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Eſpagne à cette fin qu'ils les faſſent obſerver & executer ſans aucune de leurs interpretations, comme pareillement il ſera donné de la part de Sa Majeſté Britannique les ordres qui ſeront demandez & jugez neceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui a été ſtipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-deſſus nommez, & particulierement, quant à ce qui peut n'avoir pas été executé des points reglez par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laiſſer aux Eſpagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amerique, comme ils étoient du tems du Roi Charles II., le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Iſle de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neufrauland, comme auſſi eu égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été executez juſques ici de la part de la Grande Bretagne.

III. Et puiſque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confiſquez au commencement de la Guerre precedente ſeront reſtituez, eu égard que la confiſcation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majeſté Catholique ordonnera de la même maniere, que tous les Biens, toutes les Marchandiſes, l'Argent, les Vaiſſeaux & autres Effets, qui ont été ſaiſis, ſoit en Europe ou aux Indes, en vertu de ſes ordres du Mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres poſterieurs, qui pourroient avoir été donnez avant ou depuis que la Guerre fut declarée entre les deux Couronnes, ſoient promtement reſtituez dans la même eſpece, quant à ceux qui ſubſiſtent, ou s'ils ne ſubſiſtent pas, leur juſte valeur dans le tems qu'on les a ſaiſis, l'evaluation deſquels ſera reglée, ſi on ne l'avoit pas reglée auparavant, ſoit par omiſſion ou negligence, ſelon les informations autentiques, que ceux qui les reclament produiront par devant les Magiſtrats ordinaires des Villes & Places, dans leſquelles leſdits Effets auront été ſaiſis; & comme il eſt certain que, quoique Sa Majeſté Catholique ait ordonné qu'on ſeroit, & qu'on tiendroit des Inventaires, & qu'on tiendroit compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant executé ſes ordres de cette maniere en pluſieurs endroits, Il a été convenu, que ſi les Proprietaires ſont paroître par de juſtes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans leſdits Inventaires, Sa Majeſté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été omis, ſoit payée par des Tréſoriers, ou autres, par la negligence de qui telle omiſſion auroit été faite

IV. Il eſt auſſi convenu mutuellement que Sa Majeſté Britannique donnera ordre à ſes Gouverneurs, ou autres Officiers & Miniſtres à qui il appartiendra, de faire reſtituer tous les Effets des Sujets de Sa Majeſté Catholique, qu'ils prouveront avoir été ſaiſis & confiſquez dans les Terres de Sa Majeſté Britannique au ſujet de la derniere Guerre, de la même maniere qu'il a été reglé dans l'Article precedent, en faveur des Sujets de Sa Majeſté Britannique.

V. Il eſt auſſi reglé que Sa Majeſté Britannique ſera reſtituer à Sa Majeſté Catholique tous les Vaiſſeaux de la Flotte d'Eſpagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui ſe donna au Mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, apareil & autre Equipage, dans le même état qu'ils ſont à preſent, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir été vendus, au même prix qu'auront donné ceux qui les ont achetez, ſelon les Preuves & les Cautions; & pour l'execution de cette reſtitution Sa Majeſté Britannique ſera expedier tous les ordres neceſſaires immediatement après la Ratification de ce Traité. Il eſt auſſi declaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres pretenſions qu'il peut y avoir des deux côtez entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne ſont pas expoſées dans le preſent Traité, qui ne ſont pas compriſes dans le II. Article ci-deſſus. ANNO 1721.

VI. Le preſent Traité aura ſon effet immediatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées ſix ſemaines après la Signature, ou plutôt s'il eſt poſſible, differant la publication d'icelui juſqu'à ce que la Paix generale aura été concluë au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y ſont concernées, ou juſqu'à ce que Leurs Majeſtez Britannique & Catholique en auront convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous ſoûſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Catholique, ayant Pleinpouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies ſeront tranſcrites ci-deſſous, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Signé*)

WILLIAM STANHOPE. (*L.S.*)

El Marques GRIMALDO. (*L.S.*)

XV.

Traité d'Alliance Defenſive entre la FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& la* GRANDE BRETAGNE, *à Madrid le 13. Juin 1721.* 13. Juin.

LEs Differens qui ſont ſurvenus entre Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majeſté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils ſe ſont toujours portez l'un l'autre, Ils ont continuellement ſouhaité avec une pareille ardeur de retablir la bonne correſpondence & la ſincere amitié qui devroient regner entr'eux, & qui ſeront toujours les plus fermes ſupports de la grandeur à laquelle Dieu les a élevez, & les plus ſûrs moyens de conſerver la tranquillité publique, auſſi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'eſt en vûë de cimenter & fortifier encore davantage, s'il eſt poſſible, ces diſpoſitions, qui ne ſont pas moins propres à la gloire & à la ſûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles ſont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majeſtez Britannique, Très Chrétienne & Catholique ont pris la reſolution de s'unir d'une maniere ſi étroite, qu'ils n'agiſſent dans la ſuite que comme s'ils n'avoient que à la même vûë & le même interêt; & pour cette fin le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné Pleinpouvoir de traiter en ſon nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Pleinpouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiſte Louis Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant General de ſes Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louis, Son Envoyé Extraordinaire à Sa Majeſté Catholique; & le Sereniſſime Roi d'Eſpagne ayant pareillement confié ſon Pleinpouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joſeph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Commandeur de Rivera & d'Auxechal, Conſeiller au Conſeil des Indes, & ſon premier Secretaire d'Etat & des Depêches; ils ont convenu eotr'eux des Articles ſuivans.

I. Il y aura doresnavant & pour toujours une exacte Union, & une ſincere & permanente amitié entre le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'Eſpagne, leurs Roiaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui ſont ſous leur Domination, enſorte que les injures, ou les dommages ſouffers, durant la Guer-

te,

d'établir fermement entre Union & entre Correspondance, & de la rendre encore plus permanente aux Couronnes de Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le preſent Traité d'Alliance Défenſive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Pais qui ſont ſous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils ſoient ſituez; de ſorte que Leurs Majeſtez étant attaquées contre ce qui a été reſolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les Stipulations qui ſe feront à Cambray, ils ſe ſecourront mutuellement l'un l'autre, juſqu'à ce que le trouble ceſſera, ou qu'ils ſeront ſatisfaits de la reparation des dommages qu'ils auront ſoufferts.

III. En conſequence de l'Article precedent, le maintien & l'obſervation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit ſe faire à Cambray, pour terminer les differens qui ſont à démêler entre le Sereniſſime Roi d'Eſpagne & l'Empereur, ſeront ſi principale fin de la preſente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très Chrétien & le Sereniſſime Roi d'Eſpagne inviteront de concert les Puiſſances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le preſent Traité, pour l'avantage commun & pour la conſervation de la tranquillité generale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que contre les ſuſdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fuſſent attaquées ou troublées en aucune maniere, dans la poſſeſſion de leurs Royaumes & Terres par aucune Puiſſance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices auſſitôt qu'ils en ſeront requis, pour procurer au Parti attaqué la ſatisfaction du tort qui lui ſera fait, & pour empêcher que l'aggreſſeur ne continue ſes hoſtilitez; & s'il arrivoit que les bons offices ne fuſſent pas ſuffiſans pour procurer promptement cette reparation, leurs ſuſdites Majeſtez promettent de fournir le Secours ſuivant conjointement ou ſeparement; ſavoir,

Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaiſſeaux de Guerre ou de transport, ou même des Subſides en Argent comptant; en ce cas-là, elle ſera en liberté de choiſir, & ils lui fourniront leſdits Vaiſſeaux ou Argent, à proportion des dépenſes des Troupes; & afin d'éloigner toute occaſion de doute dans le compte desdits frais, Leurs Majeſtez conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront reglez à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavallerie à trente mille par Mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaiſſeaux; Leurſdites Majeſtez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & ſi le Secours n'eſt pas ſuffiſant pour repouſſer les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il eſt neceſſaire, leurs ſuſdites Majeſtez s'aſſiſteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la Guerre à l'Aggreſſeur.

V. Leurs Majeſtés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entierement ſatisfaites des ſentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & ſouhaitant de lui donner des marques de l'eſtime & de l'affection ſinguliere qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce preſent Traité, de lui accorder une protection particuliere pour la conſervation de ſes Terres & de ſes Droits, & pour le ſoutien de ſa Dignité; de ſorte que s'il eſt troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juſte ſatisfaction, & ſi elle eſt refuſée, ils conviendront des

Troupes à la Nation Angloiſe & à la Nation Françoiſe, de ſorte que les Sujets negocians du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Roi Très-Chrétien, puiſſent toujours jouir en Eſpagne des mêmes Droits, Preroguatives, Avantages & Privileges dont leurs Perſonnes, leur Commerce, Marchandiſes, Biens & Effets, dont ils ont joui, ou dont ils devroient avoir joui en vertu des Traitez ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou ſeront accordés en Eſpagne à la Nation la plus favoriſée.

VII. Le preſent Traité ſera ratifié par Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification ſeront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En témoignage de quoi, Nous ſouſſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique, de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, ayant Pleinspouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été inſerée, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Sigué:*)

Will. Stanhope. (L. S.) — Langeron Mauleuvrier. (L. S.) — El Marques de Grimaldo. (L. S.)

ARTICLE SEPARE'.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique, Très Chrétienne & Catholique, ayant ce-jourd'hui, en vertu de leurs Pleinspouvoirs, ſigné un Traité d'Alliance Défenſive entre Leurſdites Majeſtez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été parellement ſigné aujourd'hui entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique dont la teneur s'enſuit, ſera partie dudit Teſité d'Alliance Défenſive, conclu entre l'Angleterre, la Fesnce & l'Eſpagne.

(*Ici eſt inſeré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Eſpagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721. N. 8.*)

LE ſuſdit Teſité particulier aura le même force, que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défenſive, ſigné ce-jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification ſeront échangées à Madrid de la maniere qu'on a accoutumé, dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En témoignage de quoi nous avons ſigné ces Preſentes en vertu de nos Pleinspouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(*Sigué:*)

Will. Stanhope. (L. S.) — Langeron Mauleuvrier. (L. S.) — El Marques de Grimaldo. (L. S.)

AUTRE ARTICLE SEPARE'.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce-jourd'hui ſigné avec les Miniſtres Plenipotentiaires du Roi d'Eſpagne, en vertu de leurs Pleinspouvoirs particuliers, un Teſité d'Alliance Défenſive; les ſuſdits Miniſtres de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ont auſſi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance eſt de maintenir & de conſerver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne ſauroit douter que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas ne ſoient diſpoſez de concourir & de donner leur aſſiſtance, l'on prendra de concert la premiere occaſion convenable pour les y inviter; & Leurſdites Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même

ANNO 1721. rems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Generaux, le 4 Janvier 1717. N. St. & que rien ne ſe fera directement ou indirectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons ſigné ces Preſentes, en vertu de nos Pleinspouvoirs, & y avons fait mettre les Seeaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13 Juin 1721.

(*Signé:*)

W. STANHOPE. (L.S)

LANG. MAULEVRIER. (L.S.)

XVI.

30. Août. *Traité de Paix fait & concla entre* FREDERIC *Roi de Suede, &* PIERRE I *Czar de toute la Ruſſie. Fait à Neuſtad en Finlande le* 30. *Août* 1721.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE'.

SOit notoire par les Préſentes, que comme il s'eſt élevé il y a pluſieurs années une Guerre ſanglante, longue & onereuſe, entre Sa Majeſté le feu Roi Charles XII de glorieuſe memoire, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, &c. ſes Succeſſeurs au Trône de Suede, Madame Ulrique, Reine de Suede, des Gots & des Vandales, &c & le Royaume de Suede, d'une part; & entre Sa Majeſté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Ruſſie, &c. & l'Empire de Ruſſie, de l'autre part: les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par conſequent à l'effuſion de tant de ſang innocent; & il a plû à la Providence Divine de diſpoſer les Eſprits des deux Parties à faire aſſembler leurs Miniſtres-Plenipotentiaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, ſincere & ſtable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Païs, Vaſſaux, Sujets & Habitans; ſavoir, Mr. Jean Lilienſtedt, Conſeiller de Sa Majeſté le Roi de Suede, de ſon Royaume & de ſa Chancellerie, & Mr. le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Dalders, de la part de Sadite Majeſté; & de la part de Sa Majeſté Czarienne, Mr. le Comte Jacob Daniel Bruce, ſon Aide-de-Camp Général, Préſident des Colleges des Mineraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc, & Mr. Henri-Jean Frederic Oſterman, Conſeiller Privé de la Chancellerie de Sa Majeſté Czarienne: Leſquels Miniſtres-Plenipotentiaires s'étant aſſemblez à Neuſtad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & après avoir imploré l'aſſiſtance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-ſalutaire Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la bénédiction de Dieu, la Paix ſuivante, entre la Couronne de Suede & Sa Majeſté Czarienne.

I. Il y aura dès à préſent, & juſqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une ſincere Union & une Amitié indiſſoluble, entre Sa Majeſté le Roi Frederic Premier, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, ſes Succeſſeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ſes Domaines, Provinces, Païs, Villes, Vaſſaux, Sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part, & Sa Majeſté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Ruſſia, &c. ſes Succeſſeurs au Trône de Ruſſie, & tous ſes Païs, Villes, Vaſſaux, Sujets & Habitans, d'autre part: De ſorte qu'à l'avenir, les deux Parties paciſiantes ne commettront, ni ne permettront qu'il ſe commette aucune hoſtilité, ſecretement ou publiquement, directement ou indirectement, ſoit par les leurs ou par les autres: elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties paciſiantes, ſous quelque pretexte que ce ſoit; & ne feront avec eux aucune Alliance qui ſoit contraire à cette Paix: mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié ſincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage & la ſûreté mutuelle; comme auſſi de détourner, autant qu'il leur ſera poſſible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puiſſance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amniſtie generale des hoſtilitez commiſes pendant la Guerre, ſoit par les armes ou par d'autres voyes, de ſorte qu'on ne s'en reſſouviendra ni s'en vangera jamais; particulierement à l'égard de toutes les Perſonnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce ſoit, qui ſont entrez au ſervice de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche ſe ſont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Coſaques Ruſſiens qui ont paſſé au ſervice du Roi de Suede. Sa Majeſté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'ils fuſſent compris dans cette Amniſtie generale, nonobſtant toutes les inſtances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur. ANNO 1721.

III. Toutes les hoſtilitez, tant par Mer que par Terre, ceſſeront ici & dans le Grand Duché de Finlande, dans 15 jours, ou plûtôt, s'il eſt poſſible, après la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois ſemaines, ou plûtôt, s'il eſt poſſible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre: Pour cet effet, on publiera d'abord la concluſion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quelque hoſtilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque nom que ce ſoit, par ignorance de la Paix conclue, cela ne portera aucun préjudice à la concluſion de cette Paix; mais on ſera obligé de reſtituer & les Hommes & les Effets, pris & enlevez après ce tems-là.

IV. Sa Majeſté le Roi de Suede cede par les Préſentes, tant pour ſoi-même que pour ſes Succeſſeurs au Trône & au Royaume de Suede, à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs à l'Empire de Ruſſie, en pleine, irrevocable & éternelle poſſeſſion, les Provinces qui ont été conquiſes & priſes par les armes de Sa Majeſté Czarienne dans cette Guerre, ſur la Couronne de Suede; ſavoir, la Livonie, l'Eſtonie, l'Ingermanie, & une partie de la Carelie; de même que le Diſtrict du Fief de Wibourg, ſpécifié ci-deſſous dans l'Article du Reglement des Limites; les Villes & Forteresſes de Riga, Dunamonde, Pernau, Revel, Dorpt, Nerva, Wibourg, Kexholm, & les autres Villes, Forteresſes, Ports, Places, Diſtricts, Rivages, & Côtes appartenans auxdites Provinces; comme auſſi les Iſles d'Oeſel, Dagoe, Moen, & toutes les autres Iſles depuis la Frontiere de Courlande, ſur les Côtes de Livonie, Eſtonie & Ingermanie, & du côté Oriental de Revel, ſur la Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient; avec tous les Habitans qui ſe trouvent dans ces Iſles, & dans les ſuſdites Provinces, Villes & Places; & généralement toutes leurs Apartenances, Dépendances, Prérogatives, Droits & Emolumens, ſans aucune exception, ainſi que la Couronne de Suede les a poſſedez.

Pour cet effet, Sa Majeſté le Roi de Suede renonce à jamais de la maniere la plus ſolemnelle, tant pour ſoi, que pour ſes Succeſſeurs & pour tout le Royaume de Suede, à toutes les prétentions qu'ils ont eues juſques ici, ou peuvent avoir ſur leſdites Provinces, Iſles, Païs & Places, dont tous les Habitans ſeront, en vertu des Préſentes, décharges du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede; de ſorte que Sa Majeſté & le Roysume de Suede ne pourront plus ſe les attribuer dès à préſent, ni les redemander à jamais, ſous quelque prétexte que ce ſoit, mais ils ſeront & reſteront incorporez à perpétuité à l'Empire de Ruſſie; & Sa Majeſté & le Royaume de Suede s'engagent par les Préſentes, de laiſſer & maintenir toujours Sa Majeſté Czarienne & ſes Succeſſeurs à l'Empire de Ruſſie dans la paiſible poſſeſſion desdites Provinces, Iſles, Païs & Places; & l'on cherchera & remettra à ceux qui ſeront autoriſez de Sa Majeſté Czarienne, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Païs, leſquels ont été enlevez & portez en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarienne s'engage en échange, & promet de reſtituer & d'évacuer à Sa Majeſté & à la Couronne de Suede dans le terme de quatre ſemaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plûtôt, s'il eſt poſſible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en a été reſervée ci-deſſous dans le Reglement des Limites, laquelle appartiendra à Sa Majeſté Czarienne; de ſorte que Sa Majeſté Czarienne, & ſes Succeſſeurs n'auront ni ne feront jamais aucune prétention ſur ledit Duché, ſous quelque prétexte que ce ſoit. Outre cela, Sa Majeſté Czarienne s'engage & promet de faire payer promtement, infailliblement, & ſans rabais, la Somme de

deux

ANNO 1721. deux millions d'Ecus, aux Autorisez du Roi de Suede, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quittances valables, dans les termes fixez, & en telles sortes de Monnoye, dont on est convenu par un Article separé, lequel est de la même force, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

VI. Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi reservée à l'égard du Commerce, la permission pour toujours, de faire acheter annuellement des Grains à Riga, Revel & Arensbourg, pour cinquante mille Roubles: lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être transportez en Suede; moyennant une attestation, par laquelle il paroisse, qu'ils ont été achetez pour le compte de Sa Majesté Suedoise, ou par des Sujets qui sont chargez de cet achat de la part de Sa Majesté le Roi de Suede: ce qui ne se doit pas entendre des années, dans lesquelles Sa Majesté Czarienne se trouveroit obligée par manque de Recolte, ou par d'autres raisons importantes, de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Czarienne promet aussi de la maniere la plus solemnelle, qu'Elle ne se mêlera point des affaires Domestiques du Royaume de Suede, ni de la forme de Regence qui a été réglée & établie tous Serment, & unanimement par les Etats dudit Royaume: Qu'elle n'assistera personne, en aucune maniere, qui que ce puisse être, ni directement ni indirectement; mais qu'Elle tâchera d'empêcher & de prévenir tout ce qui y est contraire, pourvû que cela vienne à la connoissance de Sa Majesté Czarienne; afin de donner par là des marques évidentes d'une Amitié sincere & d'un véritable Voüin.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'intention de faire une Paix ferme, sincere & durable, & qu'ainsi il est très-nécessaire de regler tellement les Limites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage, mais que chacune possede paisiblement ce qui lui a été cedé par ce Traité de Paix, elles ont bien voulu déclarer, que les deux Empires auront déa à present & à jamais les Limites suivantes, qui commencent sur la Côte Septentrionale du Sinus Finicus près de Wickolax, d'où elles s'étendent à une demie lieuë du rivage de la Mer dans le Païs, & à la distance d'une demie lieuë de la Mer jusques vis-à-vis de Willayoki, & de là plus avant dans le Païs; en sorte que du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel, il y aura une distance de trois quarts de lieuë dans une Ligne diametrale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstrand, à la distance de trois lieuës de Wibourg, & qui va dans la même distance de trois lieues vers le Nord par Wibourg dans une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la Suede, & même avant la reduction du Fief de Kexholm sous la Domination du Roi de Suede. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit lieuës, de là elles vont dans une Ligne diametrale au travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit où la Mer de Potojeroi, qui commence près du Village de Kudomagube, touche les anciennes Limites qui ont été entre la Russie & la Suede; tellement que Sa Majesté le Roi & le Royaume de Suede possederont toujours tout ce qui est situé vers l'Ouest & le Nord au de-là des Limites specifiées, & Sa Majesté Czarienne & l'Empire de Russie possederont à jamais ce qui est situé en deçà, du côté d'Orient & du Zud. Et comme Sa Majesté Czarienne cede ainsi à perpetuité à Sa Majesté le Roi & au Royaume de Suede une Partie du Fief de Kexholm, qui appartenoit ci-devant à l'Empire de Russie, Elle promet de la maniere la plus solemnelle, pour soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm, sous quelque prétexte que ce soit; mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Royaume de Suede. A l'égard des Limites dans les Païs des Lapmarques, ils resteront sur le même pied qu'ils étoient avant le commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus, de commun des Commissaires de part & d'autre, immediatement après la Ratification du Traité principal, pour regler les Limites de la maniere susdite.

IX. S. M. Cz. promet en outre, de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie, d'Estonie & d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villes, Magistrats & les Corps des Métiers, dans l'entiere jouissance des Privileges, Coûtumes & Prerogatives, dont ils ont joüi sous la Domination du Roi de Suede.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte de la Conscience, dans les Païs qui ont été cedez; mais on y laissera & maintiendra la Religion Evangelique, de même que les Eglises, les Ecoles & ce qui en dépend, sur le même pié, qu'elles étoient du tems de la derniere Régence du Roi de Suede, à condition que l'on y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque. ANNO 1721.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent du tems de la Régence précedente du Roi de Suede en Livonie, Estonie & Oesel, au grand préjudice des Sujets & des Habitans de ces Païs-là, (ce qui a porté, de même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de Suede de glorieuse Memoire, à donner l'assurance par une patente qui fut publiée le 13. Avril 1700, *que si quelques-uns de ses Sujets pouvoient prouver loyalement, que les Biens qui leur ont été confisquez, étoient les leurs, on leur rendroit justice à cet égard*; & alors plusieurs Sujets desdits Païs furent remis dans la possession de leurs Biens confisquez;) S. M. Cz. s'engage & promet de faire rendre Justice à un chacun, soit qu'il demeure dans le Terroir ou hors du Terroir, qui a une juste prétention sur des Terres en Livonie, Estonie, ou dans la Province d'Oesel, & la peut vérifier dûement; de sorte qu'ils rentreront alors dans la possession de leurs Biens ou Terres.

XII. On restituera aussi incessamment, en conformité de l'Amnistie qui a été accordée & reglée ci-dessus dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Estonie, & de l'Isle d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suede, les Biens, Terres & Maisons qui ont été confisquez & donnez à d'autres, tant dans les Villes de ces Provinces, que dans celles de Nerva & Wibourg, soit qu'ils leur ayent apartenu avant la Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voyes, sans aucune exception & restriction; soit que les Proprietaires se trouvent à présent en Suede, ou en Prison, ou quelque autre part, après que chacun se sera auparavant légitimé auprès du Gouverneur General, en produisant ses Documens, touchant son Droit; mais ces Proprietaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui rentrent de cette maniere dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage à Sa Maj. Cz., leur Souverain d'à présent, & de se comporter au reste comme de fidelles Vassaux & Sujets: Après qu'ils auront prêté le Serment accoûtumé, il leur sera permis de sortir du Païs, d'aller demeurer ailleurs dans le Païs de ceux qui sont Alliez & Amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont déja engagez, saivant qu'ils le jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à S. M. Cz., on fixe & met leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Paix, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur apartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacun doit payer en conformité des Ordonnances & Statuts du Païs. En cas qu'il arrivât à l'avenir, qu'un Héritage fût dévolu suivant les Droits du Païs à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Serment de fidelité à S. Maj. Cz. il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année.

De la même maniere, ceux qui ont avancé de l'Argent sur des Terres situées en Livonie, Estonie, & dans l'Isle d'Oesel, & qui en ont reçu des Contracts légitimes, jouiront paisiblement de leurs Hypothéques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & la Capital & l'interêt; mais ces Hypothequaires ne pourront rien prétendre des interêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne sont pas pent-être levez; mais ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens susdits, seront obligez de rendre Hommage à S. M. Cz. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui restent sous la Domination de S. M. Cz., lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suede & dans les Païs qui ont été cedez à la Couronne de Suede par cette Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement les Sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes prétentions dans les Païs des deux Puissances, soit au Public, ou à des Personnes particulieres, & on leur rendra une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis & remis dans la possession de ce qui lui apartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en Argent cesseront

ANNO 1721. dans le Grend Duché de Finlande, que S. M. Cz. reſtituë ſuivant l'Article V. à S. M. le Roi & au Royaome de Suede, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité; mais on y fournira pourtant gratis les Vivres & les Fourages néceſſaires aux Troupes de S. M. Cz., juſqu'à-ce que ledit Duché ſoit entierement évacué, ſur le méme pié que cela s'eſt pratiqué juſqu'ici; & l'on défendra & inhibera ſous des peines très rigoureuſes, d'enlever à leur délogement aucuns Miniſtres ni Paiſans de la Nation Finlandoiſe, malgré eux, ni de leur faire aucun tort. Outre cela, on laiſſera toutes les Forteresſes & Châteaux de Finlande dans le même état où ils ſont à préſent; mais il ſera permis à Sa Maj. Cz. de faire emporter, en évacuant ledit Païs & Places, tout le gros & petit Canon, leurs Attirails, Magazins, & autres Munitions de Guerre que S. M. Cz. y a fait transporter, de quelque nom que ce ſoit. Pour cette fin & pour le transport du Bagage de l'Armée, les Habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots néceſſaires juſqu'aux Frontieres. Même, ſi l'on ne pourroit pas éxecuter tout cela dans le terme ſtipolé, & qu'on fût obligé d'en laiſſer une partie en arriere, elle ſera bien gardée, & remiſe enſuite à ceux qui ſont autoriſez de S. M. Cz. dans quelque tems qu'Elle le ſouhaite, & on fera auſſi tranſporter ladite partie juſqu'aux Frontieres. En cas que les Troopes de S. M. Cz. ayent trouvé & envoyé hors du Païs quelques Archives & Papiers, touchant le Grand Duché de Finlande, Elle en ſera faire une exacte recherche, & fera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera, à ceux qui ſont autoriſez de S. M. le Roi de Suede.

XIV. Tous les Priſonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition & Etat qu'ils ſoient, ſeront élargis immédiatement aprés la Ratification de ce Traité de Paix, ſans payer aucune rançon; mais il faut qu'un chacun ait auparavant acquité ſes Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution ſuffiſante pour le payement d'icelles. On leur fournira gratis de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots néceſſaire dans le tems fixé pour leur départ, à proportion de la diſtance des Places où ils ſe trouvent actuellement, juſqu'aux Frontieres. Touchant les Priſonniers qui ont embraſſé le Parti de l'un ou de l'autre Partie, ils auront indifféremment cette permiſſion-là. Ceci s'entend auſſi de tous ceux qui ont été enlevez de part & d'autre pendant cette Guerre, leſquels pourront auſſi ou reſter où ils ſont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embraſſé la Religion Grecque, S. M. Cz. le voulant ainſi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes ſeront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV. Sa Majeſté le Roi & la République de Pologne, comme Alliez de S. M. Cz, ſont compris expreſſement dans cette Paix, & on leur réſerve l'accès, tout de même, comme ſi le Traité de Paix à renouveller entre Eux & la Couronne de Suede eût été inſeré ici de mot à mot. Pour cette fin, ceſſeront toutes les hoſtilitez de quelque nom qu'elles ſoient, par tout & dans tous les Royaomes, Païs, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui ſont ſituez tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix ſtable & durable entre les ſuſdites deux Couronnes. Et comme aucun Miniſtre Plenipotentiaire de la part de S. M. & la Républi que de Pologne n'a aſſiſté au Congrès de Paix qui s'eſt tenu à Neuſtad, & qu'ainſi on n'a pû renouveller à la fois la Paix entre Sa Majeſté le Roi de Pologne & la Couronne de Suede par un Traité ſolemnel, Sa Majeſté le Roi de Suede s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paix ſes Plenipotentiaires, pour entamer les Conferences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure ſous la Mediation de S. M. Cz. une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y ſoit conteno qui puiſſe porter du préjudice à ce Traité de Paix perpetuelle fait avec Sa Majeſté Czarienne.

XVI. On reglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puiſſances, leurs Etats, Sujets & Habitans, dès qu'il ſera poſſible, par le moyen d'un Traité à part ſur ce ſujet, à l'avantage des Etats de part & d'autre: Mais en attendant, il ſera permis aux Sujets Roſſiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Roſſie & dans le Royaume de Suéde, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes ſortes de Marchandiſes; de ſorte que les Sujets de Ruſſie & de Suede jooiront réciproquement des mêmes Privileges & Prérogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des ſuſdits Etats. ANNO 1721.

XVII. La Paix étant concloe, on reſtituëra de part & d'autre aux Sujets de Ruſſie & de Suede, non ſeulement les Magazins qu'ils avnieot avant la naiſſance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puiſſances, mais on leur permettra auſſi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports & autres Places qui ſont ſous la domination de S. M. Cz. & du Roi de Suede.

XVIII. En cas qoe des Vaiſſeaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échoüer ou périr par tempête ou par d'autres accidens ſur les Côtes & Rivages de Ruſſie, les Sujets de S. M. Cz. ſeront obligez de leur donner toute ſorte de ſecours & d'aſſiſtance, de ſauver l'Equipage & les Effets, autant qu'il leur ſera poſſible, & de rendre fidellement ce qui a été pouſſé à Terre, s'ils le reclament, moyennant une recompenſe convenable. Les Sujets de Sa Majeſté le Roi de Suede en ſeront autant à l'égard des Vaiſſeaux & des Effets Ruſſiens qui oot le malheur d'échoüer ou de périr ſur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prévenir toote inſulence, vol & pillage, qui ſe commettent ordinairement à l'occaſion de ces fâcheux accidens. Sa Majeſté Czaricone & le Roi de Suede ſeront émaner une très rigoureuſe inhibition à cet égard, & feront punir arbitrairement les Infractеurs.

XIX. Et pour prévenir auſſi par Mer toute occaſion qoi pourroit faire naître quelque mesintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il eſt poſſible, on a conclu & réſolu, que ſi les Vaiſſeaux de Guerre Suedois, un ou pluſieurs, ſoit qu'ils ſoient petits ou grands, paſſent dorésnavant une des Forteresſes de S. M. Cz., ils feront la ſalve de leur Canon, & ils ſeront d'abord ſalüez de celui de la Forteresſe Ruſſienne; & *vice verſâ*, ſi les Vaiſſeaux de Guerre Ruſſiens, un oo pluſieurs, ſoit qo'ils ſoient petits ou grands, paſſent dotesnavant une des Forteresſes de Sa Majeſté le Roi de Suede, ils feront la ſalve de leur Canon, & il ſeront d'abord ſalüez de celui de la Forteresſe Suedoiſe. En cas que les Vaiſſeaux Suedois & Ruſſiens ſe reneontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils ſe ſalueront les uns les autres de la ſalve ordinaire, de la mémanière qoe cela ſe pratique en pareil cas entre la Soede & le Dannemarc.

XX. On eſt convenu de part & d'aotre, de ne plos détraier les Miniſtres des deux Puiſſances comme auparavant; leurs Mioiſtres, Plenipotentiaires & Envoyez, ſans oo avec Caractere, devant s'entreoir à l'avenir eox-mêmes & toute leur Suite, tant eo Voyage qo'à la Cour, & dans la Place oo ils ont ordre d'aller réſider; mais ſi l'une oo l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venue d'on Eovoyé, Elles ordnoneront à leurs Sojets, de lui donner toute l'aſſiſtance dont il aura beſoin, afin qu'il puiſſe continuer ſûremeot ſa route.

XXI. De la part de Sa Majeſté le Roi de Soede, oo comprend aoſſi dans ce Traité de Palx Sa Majeſté le Roi de la *Grande Bretagne*, à la réſerve des Griefs qu'il y a entre Sa Majeſté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il ſera permis auſſi à d'autres Puiſſances, qoi ſeront nommées par les deox Parties pacifiantes dans l'espace de trois Moia, d'acceder à ce Traité de Paix.

XXII. Eo cas qo'il ſurvienne à l'avenir qoelque différend entre les Etats & les Sujets de *Suede* & de *Ruſſie*, cela ne dérogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra ſa force & ſon effet, & on nommera inceſſamment des Commiſſaires de part & d'antre, pour examiner & vuider équitablemene le différend.

XXIII. On rendra auſſi dès à préſent tous ceux qui ſont coupables de trahiſons, meurtres, vols & autres crimes, & qoi paſſent de la *Suede* en *Ruſſie*, & de la *Ruſſie* en *Suede*, ſeuls ou avec Femmes & Enfans; en cas qne la Partie léſée du Païs d'où ils ſe ſont évadez, les réclame, de quelqoe Nation qu'ils ſoient, & dans le méme état où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfans, de méme qo'avec tout ce qu'ils ont enlevé, volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifiestions de cet Inſtrument de Paix ſe ſera à *Neuſtad* dans l'espace de troia ſemaines, à compter de la Signature, oo plûtôt, s'il eſt poſſible. En foi de tout ceci, on a dreſſé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix, leſquels

ANNO 1721. quels ont été confirmez par les Miniſtres-Plenipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maitres, qui les avoient ſignez de leurs mains propres, & y avoient fait apposer leurs Seaux. *Fait à Neuſtad le* 30 *Août* 1721. *V. St., depuis la Naiſſance de notre Sauveur.*

JEAN LILIENSTED. JACOB-DANIEL BRUCE.

OTTO REINHOLD STROEMFELD. HENRI-JEAN-FREDERIC OSTERMAN.

NOns avons accepté, approuvé, confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ſes Articles, Points & Clauſes, de même que l'Article ſeparé qui y a du raport, les acceptant, aprouvant, confirmant & ratifiant par la préſente de la maniere la plus ſolemnelle que cela ſe puiſſe faire; & nous promettrons ſur nôtre parole Royale, pour nous, pour nos Succeſſeurs les Rois de Suede, que nous exécuterons & accomplirons fermement, inviolablement & religieuſement tout ce qui eſt compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ſes Articles & Clauſes, comme auſſi l'Article ſéparé, dont il a été fait mention ci-deſſus, & nous n'y contreviendrons jamais, ni permettons qu'il y ſoit jamais contrevenu de nôtre côté. En foi dequoi nous avons ſigné ce Traité de Paix, de nôtre propre main, & y avons fait apposer nôtre grand Sean Royal. *Fait dans nôtre Reſidence de Stockholm le* 9. *Septembre, l'an de grace* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

ARTICLE SEPARE.

COmme Sa Majeſté Ca. en vertu du V. Article du Traité conclû aujourdhui s'oblige de payer à Sa Majeſté le Roi de Suede la Somme de deux Millions de Rix-daler, il a été convenu par le preſent Article, que le payement ſe fera en de bonnes & valables pieces de $\frac{1}{3}$, dont trois ſont deux Rix-daler, immanquablement & ſans aucun rabais à Hambourg, Amſterdam & Londres, aux Commiſſaires de Sa Majeſté Suedoiſe, pourvûs de Pleinpouvoir & duës Quittances, & Sa Majeſté Czarienne ſera ſçavoir ſix ſemaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit payement ſe doit faire. Mais en cas que Sa Majeſté Czarienne ne trouvât pas moyen de faire le payement de la Somme doë en de bonnes pieces de $\frac{1}{3}$ és ſusdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes eſpeces de Monnoye d'argent qui ont cours dans leſdits Lieux, excepté pourtant la petite Mounoya, & cela ſelon la valeur du change, tel qu'il ſe trouvera à l'échéance de chaque Terme, ſans aucun rabais. Au reſte le payement ſe doit faire en quatre Termes, dont le premier ſera au commencement du Mois de Fevrier de l'année prochaine 1722. le ſecond au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troiſiéme au Mois d'Octobre 1723. & le quatriéme & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rix-daler, de ſorte que dans cet eſpace de tems le payement de la Somme entiere de deux Millions doit être fait.

Cet Article ſeparé aura la même vertu & effet, comme s'il étoit inſeré mot à mot au Traité de Paix conclû aujourdhui, comme il ſera auſſi ratifié en même tems, les Ratifications devant être échangées ici. En temoignage de quoi ou en a fait deux Exemplaires de la même teneur, leſquels ont été ſignez & échangez l'un contre l'autre. Fait à Neuſtadt le 30. Août 1721.

(L.S.) JEAN LILIENSTUDT.
(L.S.) JAQUES DANIEL BRUCE.
(L.S.) OTTO R. STROEMFELD.
(L.S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE ARTICLE SEPARE.

NOus FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suéde, des Gots & des Vandales, &c., ſavoir faiſons, que la Lettre d'aſſurance, que nos Miniſtres Plenipotentiaires ont exhibée à Neuſtad aux Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Czarienne, conſiſte dans les Termes ſuivans. ANNO 1721.

NOus Sousſigner Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi de Suede aſſurons par la Préſente, en vertu des Pouvoirs dont nous ſommes munis de ſa part, que nôtre Souverain & Maitre ne portera ni ne s'attribuera jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suede, des Gots & des Vandales; &c.; renonçant & cedant ainſi à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs au Trône de Ruſſie, les Titres de tous les Païs qui lui ont été cedez par ce Traité de Paix; & promettant pour ſoi & pour ſes Succeſſeurs à la Couronne de Suede, qu'ils donneront à Sa Majeſté Czarienne & à ſes Succeſſeurs à l'Empire de Ruſſie, le Titre qui leur convient par raport à la Ceſſion des ſusdits Païs & Provinces, ſans aucune reſtriction, en cas qu'il leur plaiſe de ſe ſervir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Préſente, de la maniere la plus ſolemnelle, de procurer l'approbation ſignée de la propre main de Sa Majeſté le Roi de Suede nôtre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Neuſtad le* 30. *Août* 1721.

JEAN COMTE DE LILIENSTED. OTTO REINHOLD STROEMFELD.

Comma cetta Lettre d'aſſurance eſt conforme à nos intentions, tant à l'égard de nôtre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majeſté Czarienne nous demande, nous accomplirons fidellement tout ce que nosdits Miniſtres Plenipoteutiaires ont promis & aſſuré ſur ce ſujet en nôtre nom. En foi de quoi nous avons ſigné la Préſente de nôtre main, & confirmé de nôtre Sceau Royal. *A Stockholm le* 9. *Septembre* 1721.

FREDERIC.

Plus bas. VAN HOPKEN.

XVII.

Acte de Garantie ſigné par les Miniſtres de FRANCE *&* 27. Sept. *de la* GRANDE-BRETAGNE *reconcernant la* (1) *Renonciation de* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Eſpagne conquis & poſſedez par Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI.

COmme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & ſigné à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majeſté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ſes Droits & prétentions ſur la Couronne d'Eſpagne; & le Roi d'Eſpagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ſes Droits & prétentions ſur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Eſpagne en Italie & dans les Païs-Bas, mais qui ſont préſentement poſſedez par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils auroient ſoin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes ſolemnels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comma l'Inſtrument de Renonciation exhibé de la part de Sa M. Cath, exprime à la vérité, & ſtatuë, que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainſi reçûë & miſe à execution par les Etats du Royaume d'Eſpagne, communément appellez les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Aſſemblée des ſusdits Etats; ce que pourtant S. M. I. ſoûtient devoir être fait dûëment & ſuivant la coûtume: Afin donc que le manquement de cette ſolemnité ne puiſſe à l'avenir, en quelque tems que ce puiſſe être, porter préjudice à Sadite M. I., & pareillement afin que le défaut de ſolemnités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. I., ne puiſſe à l'avenir porter du préjodice à S. M. Cath., Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrêtienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils ſe ſont toûjours propoſez d'affermir la tranquillité de l'Europe,

(1) *Cette Renonciation ſe trouvera cy-deſſous inſerée dans le Traité de Vienne, fait entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, le* 30. *Avril* 1725.

ANNO 1721. pe, & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des susdits Instrumens de Renonciation, & s'opposer ou causer en quelque maniere que ce soit, du retardement à la Paix entre S. M. I. & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Presentes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Successeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédez par lesdites Renonciations, & ils se declarent envers les mêmes pour cautions & Repondans, communement Garants, que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de S. M. Cath. qui dois être faite par lesdits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solemnitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de S. M. I., ne s'ensuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucuns tems à venir prétendre, objecter ou alléguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raison ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne, ou ce qu'elle o'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas qun contre toute attente de L. M. B. & T. C., cela vint à arriver, alors la presente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute chose quelconque qui pourra être desirée pour la perfection desdites Renonciations, & specialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, & tenu pour suppléé, & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des presentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, defendre & garantir L. M. I. & Cath., leurs Héritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont réciproquement cédez, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'on à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit prétexte de nullité ou de queiqu'autre manquement dans lesdites Renonciations.

Ce present Instrument de Garantie sera pour plus grande force dûement confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de S. Royale M. T. C.; & dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I. & de S. R. M. Cath. seront échangez à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi de quoi, nous soussignez Ministres de S. R. M. B. & de S. R. M. T. C., munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Sceaux. *Fait à Paris le 27. du Mois de Septembre* 1721.

Signé,

ROBERT SUTTON.

LE BLANC.

XVIII.

1722. 3. Oct. *Renunciatio Serenissimæ Archiducissæ* MARIÆ AMALIÆ, *desponsatæ Serenissimo* CAROLO ALBERTO *Principi Electorali Bavariæ, in omnia Hereditaria Regna, Regiones, Provincias & Ditiones Augustissimæ Domus Austriacæ. Data Viennæ* 3. *Octobris* 1722. Cum CONFIRMATIONIBUS *&* RATIFICATIONIBUS *eodem pertinentibus.*

NOS MARIA AMALIA, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducissa Austriæ &c. agnoscimus & profitemur pro Nobis nostrisque posteris, Hæredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus intercsse quomodocunque poterit, notum testatumque facimus tenore præsentium ad perpetuam rei mem riam. Postquam Serenissimus, Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, colendissimus Dominus Patruus noster, Nos paterna plane in Nos curâ, ad amicam petitionem Serenissimi Principis, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis, Comitis Palatini Rhenani, Landgravii Leuchtenbergæ, S. R. I. Archidapiferi & Electoris &c. perdilecto suæ Dilectionis Filio, Serenissimo Principi, Domino Carolo Alberto, Electorali Principi &c. &c. accedente imprimis nostra voluntate & consensu, annuente & suadente quoque Serenissimâ & Potentissima Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac perdilectissima Genitrice nostra, obtentâ prævia dispensatione Sanctissimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romanæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 24. Aug. anni 1722. in Sponsam & futuram Conjugem adpromisit: porro in Tractatu desuper habito Articulo ejusdem tertio inter cætera id primo loco actum, dissertisque verbis cautum provisumque fuerit, ut nos invitis illius Matrimonii, juxta ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad nostrum consensum & Nuptias juxta regulas successionis primogenialis in Augusta Domo jam dudum radicatæ, sed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro glorioslss. memoriæ in suo die 10. Maj. anni 1621. confecto Testamento condilisque desuper die 8. Aug. anni 1635. Codicillis, quoad ordinem Successionis inter Hæredes suos Masculos dilucidata magis ac firmius stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna à Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invictissimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo Romanorum Imperatore, colendissimo Avo nostro inter Filios suos, Serenissimus quoque & Potentissimos tunc respective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successivè Romanorum Imperatores, colendissimos ac perdilectissimos nostros Genitorem & Patruum die 12. Sept. 1703. ipsis scientibus, volentibus, stipulantibus & acceptantibus facta, ad Fœminas ex linea in Germania regnante descendentes extensa, ac deindè die 19. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Suæ Cæs. Catholicæ Majestatis Cancellariis, uberius explicata in publicum & perpetuum Screniss. Domus Austriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus nostris Juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majestate Cæsareâ nunc feliciter regnante possessas vel de Jure quomodocunque ad se spectantes competere nobis nostrisque olim posteris ac Hæredibus utriusque cum Masculini tum Fœminini sexus, quacunque demum de causa posteut, in favorem & commodum non solum universorum Masculorum è dicta Augusta Domo legitimè oriundorum Archiducum, sed in præcipuum quoque in favorem ac prælationem Fœminarum Archiducissarum a Sua Majestate Cæsarea hodiè gloriosè imperante progenitarum ac deinceps oasciturarum earumque posteritatis ac Hæredum pariter utriusque tam Fœminini quam Masculini sexus, quin insuper & amplius in prælationem & favorem quoque dilectissimæ Scnioris nostræ Sororis consanguineæ Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ natæ Regiæ Principis, Regii Poloniæ & Electoralis Saxoniæ Principis, Domini Friderici Augusti in præsens Conjugis, prout & ejusdem posteritatis non Masculini tantum, sed & Fœmininæ juxta ordinem Successionis primogenialis in Augusta Domo pro utroque sexu stabilitum atquu in Regnis, Archiducatibus, Provinciis & Ditionibus ejusdem actu tum promulgatum atque ab iis pro singulorum more receptum, solemniter renunciemus, cedamus & abdicemus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ut Regna & Provinciæ à Sua Majestate Cæsareà Regio-Catholica in præsens possessæ ac deinceps possidendæ perpetuis futuris temporibus indivisibiliter & inseparabiliter inter se penes unum eundemque Hæredem juxta Successionis ordinem stabilitum unitæ permaneant, ordinationibus, institutis ac dispositionibus præfatis, præsertim vero Declarationi allegatæ & nobis una cum reliquis productæ de die 19. April. 1713. uti supra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, ritè pieneque edoctæ, de consilio, voluntate & assensu prædicti Serenissimi Principis Electoralis, dilectissimi Sponsi nostri, annuente quoque & consentiente Serenissimo Domino Electore, Ejusdem Genitore

ANNO 1722.

ANNO 1722. ultore (prout ex Instrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque benè deliberato, omnibus Juribus, prætenſionibus, actionibus & rationibus, quæ nobis ſive Jure ſanguinis & nativitatis, ſive ex uſu & obſervamia olim in Auguſta Domo uſitata, ſive etiam ex Pacto præallegato de die 22. Sept. anni 1703. ſive alio quocunque demum nomine aut exeogitabili Titulo in Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, quæ ab alte fata Majeſtate Sua Cæſarea culendiſſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens poſſidentur aut poſſideri de Jure poſſent ac deberent, competunt aut competere poſſent, ſponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione callidave perſuaſione, aut metu etiam reverentiali inducta, pro Nobis noſtrisque Poſteris, omnibus Hæredibus tam Maſculini quam Fœminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout eidem vigore præſentium de conſenſu, uti ſupra, in optima & ampliſſima Juris forma, animo deliberato ac ſponta-neo ultrò cedimus, renuntiamus & abdicamus, idque non ſolum in favorem, commodum & prælationem Poſteritatis & Hæredum Maſculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ à Deo precamur, prout & Fœminarum Arenidueiſſarum à Majeſtatis Sua jam progenitarum & deineeps naſciturarum omniumque eorum poſterorum, Hæredum & Succeſſorum utriuſque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, ſed & inſuper in prælationem quoque, favorem & commodum præfatæ Senioris noſtræ Sororis Sereniſſimæ Archiducisſæ Mariæ Joſephæ ejusdemque Poſterorum & Succeſſorum Maſculorum pariter & Fœminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeò, ut quamdiu ex his Majeſtatis Suæ Cæſareæ Deſcendentibus proles unius alteriusve ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus, ex præfatæ Sereniſſimæ Sororis noſtræ corpore legitimè Deſcendentibus proles aliqua ſive Maſculina ſive Fœminina, quocunque demum gradu, ſupervixerit, neque Nos, neque Filii, Poſteri & Hæredes noſtri, neque quisquam alius eorum nomine, ullam unquam Succeſſionem aut ſuccedendi Jus in dicta Regna, Principatus, Ditiones & Provincias, vel etiam aliquam illorum illarumve partem, licet minimam, utpote lineæ Cæſareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici, & in ea Deſcendentibus Maribus & Fœminis, & iis, (quod Deus avertat) penitus deficientibus, lineæ antefatæ Senioris Sororis noſtræ, Sereniſſimæ Archiducisſæ Mariæ Joſephæ & in ea Deſcendentibus pariter Maribus & Fœminis legitimis, non legitimatis, Jure Primogenituræ in infinitum inſeparabiliter & indivisibiliter affectas, prætendere velimus, poſſimus aut debeamus: declaramus ac ſeriò profitentes, quod nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum, & per ſupra citatam Declarationem obſirmatum magisque dilucidatum Primogenituræ Jus, nec non præſcriptum in ea cum Maribus ruin Fœminis ſuccedendi ordinem linealem, ceu normam & Legem fundamentalem ejusdem, pro Nobis noſtrisque Poſteris & Hæredibus utriusque ſexus teſpicere, tenere, obſervare eque ſitmitet inhærere, nec, ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem à Nobis vel ab Hæredibus & Poſtetis noſtris, cujuscunque ſexus ſint, aut à quovis alio, noſtro aut illorum nomine, quibuscunque demum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & injuſtas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus, quin potius obteſtamur atque etiam Sacroſanctè pollicemur, quodſi unquam (quod abſit) aliquam vel aliquod ex dictis Ditionibus, Regnis, Principatibus aut Proviuelis in totum vel in partem ultrò nobis deferri aut nos ad aliquam ſeu eorum aliquod a quocunque qualicunque demum ſub prætextu aut colore vocari aut ſollicitari contingeret, nos nou tantum ejusmodi damuabiles conatus pernicioſaque conſilia ac molimina perpetuò conſtanterque rejecturas, neduon illis aures, aſſenſum, opem vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio, quocunque tandem, fiat, paſſuras, ſed ut porius in debita legitimo Succeſſori unius alteriusve ſexus fide & obedientia perſevereut, omnes vires eſſe impenſuras, atque adeò ea Dote in ipſo Matrimonii noſtri Contractu, nobis aſſignatâ cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus ſtatui noſtro conveuienter elocabimur, a modo contentas Nos plenè pro omnibus Juribus, actionibus & prætenſionibus, cujuscunque nominis ſint, quæque nobis ex qualicunque demum cauſa, uti ſupra, competere poſſent, ſatisfactum nobis eſſe declaramus, Quousque nempe proles unius alteriusve ſexus a Sua Majeſtate Cæſarea Regio-Catholica procreatæ ac deineeps procreandæ earumque Poſteri ac Deſcendentes pariter utriusque ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus, proles legitimæ, non legirimatæ unius alterjusve ſexus ex ſæpefata ſeniore Sorore noſtra Sereniſſima Maria Joſepha Archiducisſa Auſtriæ, Regia Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Deſcendentes in vivis ſupererunt: quod ſi verò (quod Deus in æternum prohibeat) omnes utriusque tam Fœminini quam Maſculini ſexus proles à Sua Majeſtate, vel (caſu & ordine Succeſſionis, uti præmittitur, eveniente) à Sereniſſima Archiducisſa Maria Joſepha ſeniore Sorore noſtra progenitæ vel deineeps procreandæ, una cum omni earum poſteritate pariter Maſculina & Fœminina extingui ac prorſus deficere unquam acciderei, in eum caſum, qui nobis aditum ad capeſſendam paternam avitamque Hæreditatem vel ex ipſo primogenituræ inſtituto, præſertim vero vi præcitatæ Declarationis de die 19. Menſis Aprilis anni 1713. juſta ſtabilitum in ea Succeſſionis linealis ordinem reſeluderer, Nobis noſtrisque Poſteris & Deſcendentibus tam Maribus quam Fœminis Jus omuesque actiones ad ſuccedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Proviuciis ex Jure Dominii, hypothecæ, vel allo quocunque competeutes, vigore præſentium ſolenniſſimè ac pleniſſimè per expreſſum reſervamus, ita, ut quæ facta à Nobis eſt pro poſteritate Suæ Majeſtatis Cæſareæ & ſubindè Suæ Dilectionis Dominæ Sororis noſtræ utriusque ſexus tam Fœminini quam Maſculini renuuciatio, illa tunc & in eo caſu, ceu non facta aut pro non emiſſa haberi, neque obſtare ea Nobis, Hæredibus & Poſteris noſtris Maribus ſeu Fœminis, aut ullum ad Succeſſionem [illegible] poſſe, cenſeri debeat, quam ipſam tamen reſervationem noſtram de jis duntaxat Hæredibus & Poſteris noſtris Maſculinis ſeu Fœminis intellectam voluimus, qui & quæ Catholicam Apoſtolicam Romanam Religionem eveniente caſu proſitentur, cum omnes, qui alicui alteri quam Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ eſſent, ab omni ſupradicta Succeſſione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi ſunt, prout eos casque pro perpetuò exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus, idque ad exemplum & imitationem ſæpius nominatæ altecilliuæ ſenioris Sororis noſtræ Sereniſſ. Archiducisſæ Mariæ Joſephæ, quæ vi Pactorum Dotalium & in Inſtrumento Suæ Renunciationis die 29. Auguſti anno 1719. Viennæ factæ & à Sereniſſ. Rege Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Friderico Auguſto ejus reſpectivè Socero & Manto approbatæ & utriusque Juramento per omnes Clauſulas, Conditiones & Articulos corroboratæ, omnes pariter ſuos Hæredes, Succeſſores & Poſteros, qui quæve eveniente caſu aliquam quamcunque à Religione Catholicâ Apoſtolicâ Romanâ alienam fidem profiterentur, à prædicta Succeſſione & Hæreditate ceu inhabiles diſertis verbis exclusit & pro inhabilibus & perpetuò exclusis nunc pro tunc habuit & declaravit, adeò, ut in eum caſum Jus & ordo Succeſſionis ad cæteros ſuos Hæredes Religioni Catholicæ Apoſtolicæ Romanæ addictos, vel ſi eo tempore nulli ejusmodi extarent, vi dictorum Pactorum ad Nos noſtrosque Poſteros devolvi & pervenire debeat. Exeipimus præterea ab hac Renunciatione, veluri in illa minimè comprehenſas, eas Hæreditates, quas Nobis per latus maternum ſeu aliunde quam ex Auguſta Domo forte obvenire coniinget: quo autem iſthæc noſtra Renunciatio majorem vim & vigorem plenamque firmitatem ac robur ſuum obtineat, Nos desponſata Maria Amalia Archiducisſa de voluntate, auctoritate & aſſenſu præfatorum noſtrorum reſpectivè culendiſſimi & dilectiſſimi Sponſi Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis jam majoris facti & quoad hunc actum à Patria potestate emancipati, nec non Sereniſſ. Domini ſui Genitoris, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis & Electoris, futuri Socceri noſtri hanc ipſam Renunciationem pro Nobis noſtrisque Poſteris, Hæredibus & Succeſſoribus non tantum ſponte absque ulla vi aut perſuaſione, ex certâ ſcientia, in finem ac intuitu uti præmiſſum eſt, deliberate fecimus, verum & pro nobis dictisque noſtris Poſteris Hæredibus & Succeſſoribus coram Deo ejusque Curia cœleſti ſacroſanctè pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hoc Renunciationis Inſtrumento ejusque Articulis, Punctis & Clauſulis continentur & in eo ex antiquis Ordinationibus, Pactis & Diſpoſitionibus, præſertim verò ex Declaratione ſupra ſæpius repetita & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu baſi & fundamento hujus noſtræ Renunciationis & reſpective Acceptationis allegata, clarè deducta, proviſa, ſtipulata

ANNO 1722. pulata & promiſſa ſunt, & actutum in univerſis Suæ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Regnis & Provinciis eam Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Auguſtæ Familiæ promulgata & acceptata fuerunt, ſincere, fideliter & accuratè obſervaturas, neque iis ullo ratione, via aut modo ſive directè ſive indirectè contraventuras, ſed neque admiſſuras eſſe, ut iis à quocunque alio, ſub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur.

NOS MARIA AMALIA, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ, Archiducissa Auſtriæ, vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque noſtris Hæredibus, Poſteris & Succeſſoribus, quod hocce Renunciationis & reſpectivè adhæſionis Inſtrumentum nobis jam prælectum & à nobis propria manu ſubſcriptum, in omnibus Punctis, Articulis & Clauſulis fideliter obſervare debemus & velimus; Ita nos DEUS adjuvet, ſine macula concepta benedicta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem ſic depoſito graviſſimo Juramento in vinculo verbi & honoris noſtri promittimus, quod abſolutionem a Summo Pontifice, ſive à quocunque alio ſub qualicunque prætextu exeogitabili nec petituræ ipſæ, nec etiam ultro oblatam unquam ſimus accepturæ, neque ad hoc prodeſſe aut ſuffragari nobis unquam poſſit aut debeat ulla argutia ſeu reſtrictio mentalis, ſed & neque exceptiones ullæ Juris & facti, ex ju ſpecie, quæ deſumi poſſent ex capite Renunciationis aut Juramenti invalidi, læſionis ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter geſtæ quam ſcriptæ, ignorantiæ, obſervantiæ antiquæ, Legum vel Conſuetudinum Regnorum & Provinciarum. Poſtremam nec illa beneficia & indulta Fœminino ſexui à Jure Civili & Canonico alias tribui & comperire ſolita, de quibus utpote Nos Maria Amalia, Archiducissa peculiariter, diſtinctim, plenèque inſtructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeò omnibus & ſingulis aliis ejusmodi quacunque induſtria & ingenio excogitabilibus ſuffuglis, oppoſitionibus & exceptionibus Nos desponſata Maria Amalia, Archiducissa de aſſenſu & autoritate, ut ſupra, ex certa noſtra ſcientia animoque deliberato ultro jurato renuntiavimus & nunc in virtute emiſſi juramenti denuò quam ſolenniſſimè renunciamus, ſiuceré ſemoto omni dolo. In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce Renunciationis, abdicationis, ceſſionis & reſervationis Inſtrumentum a Nobis desponſata Maria Amalia, Regis Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Princeps, Archiducissa Auſtriæ, propriis manibus ſubſcriptum & appreſſo noſtro Sigillo munitum atque firmatum fuit. Viennæ die 3. Menſis Octobris Anno 1722.

(L.S.) MARIA AMALIA.

Acceſſio & Confirmatio Renunciationis à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die* 3. *Octobr.* 1722. *Viennæ factæ, per Sereniſſimum Principem* CAROLUM ALBERTUM *Principem Electoralem Bavariæ.*

NOS CAROLUS ALBERTUS Dei gratia Electoralis Princeps, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ &c. Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Serenissimus, Potentiſſimus & Invictiſſimus Princeps ac Dominus, Carolus Divina favente clementia electus Rumanorum Imperator, hujus nominis ſextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ & Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro poteſtate & autoritate, qua pollet, de voluntate & aſſenſu Sereniſſimæ ac Poteniſſimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, coiendiſſimæ nunc Conjugis noſtræ Genitricis, nobis perdilectiſſimam ſuam ex Fratre Neptem, Sereniſſimam Dominam Mariam Amaliam Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu ſub die 25. Menſis Sept. a. c. in futuram Conjugem desponſârit, ea diſerta Lege & conditione, ut Dilectio ſua pro Summa eorum millium Florenorum Rheneſium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali conſtitutæ ſtatutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Succeſſioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jamdudum receptum & ſubinde per Pacta & ſubſecutas Declarationes & in ſpecie per Declarationem die 19. Aprilis anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii, vim Legis, Sanctionis pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem & jamjam in omnibus Regnis, Principatibus & Provinciis Sacræ Majeſtatis Cæſ. Regio-Catholicæ promulgatam, dilucidatum & magis magisque obfirmatum ritu ſolenni renuntiaret, ipſa vero id non modo Viennæ ſub die 3. Octobr. a. c. acceptante iſtamque acceptationem in animam noſtram jurejurando confirmante, noſtro Procuratore, Conſiliario intimo, Camerario, Conſiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provinciali rei armamentariæ Præfecto, Joſepho Ignatio Comite à Törring in Jetteubach, ſcientibus ac conſentientibus Nobis ante conſummationem Matrimonii actu præſtiterit, ſed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra ſcripto, Nobis præſentibus, volentibus, conſentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor ſequens eſt.

ANNO 1722.

Inſeratur Renunciatio à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die* 3. *Octobr.* 1722. *Viennæ facta.*

QUOD Nos CAROLUS ALBERTUS, Bavariæ Electoralis Princeps iſtam à Dilectione ſua perdilectiſſima Conjuge noſtra ita factam iteratamque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipſe Matrimonii Contractus innititur, ſicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce noſtris Litteris ſub præmiſſa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque volumrate, adſenſu & conſenſu noſtro autorizamus, atque etiam adſtipulantibus nobis ritè ac validè perfectam fuiſſe profitemur, pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Auſtriaca inter Maſculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diſerte extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emiſſam atque iteratam, in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & conditionibus tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum a Sua Majeſtate Cæſ. Regio-Catholica in præſens poſſeſſarum & in futurum poſſidendarum indivisibilitatem, ratam, gratam probatamque habere, ſemperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros aut ut à quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam à nobis factam Renunciationis Acceptationem & Ratificationem ejusque perpetuam obſervantiam juramento firmavimus atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcriptas, Sigillo noſtro muniri fecimus. Monachii die 10. Decembr. Anni 1722.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

Acceſſio & Confirmatio Renunciationis à Sereniſſima Archiducissa MARIA AMALIA *die* 3. *Octobr.* 1722. *Viennæ factæ, per Sereniſſimum Principem* MAXIMILIANUM EMANUELEM *Electorem Bavariæ.*

NOS MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector &c. Notum teſtatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps, Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ,

ANNO 1722.

matiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro poreliate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ & Potentissimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendissimæ Spousæ Genitricis, dilectissimo Filio nostro Serenissimo Principi Domino Carolo Alberto, Electorali Principi, Superioris & inferiotis Bavariæ Duci, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Leuchtenbergæ &c. perdilectissimam suam ex Fratre Neptem, Serenissimam Dominam Mariam Amaliam, Regiam Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principem &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem consensu sub die 25. Sept. c. a. in futurum Conjugem despontarit, ea dilecta Lege & conditione, ut Dilectio sua pro Summa centum millium Florenorum Rhenensium Dotis nomine eidem in Contractu Matrimoniali constitutæ nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ avitæque Successioni & Hæreditati juxta morem in inclyta Domo Austriaca jamdudum receptum & subinde per Pacta & subsecuras Declarationes & in specie per Declarationem de 19. April 1713. vim Legis, Sanctionis Pragmaticæ & Pacti Familiæ perpetui obtinentem atque actutum in Regnis, Principatibus & Provinciis Suæ Majestatis, Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgatam atque receptam, dilucidatum magis magisque obstrmatum, rito solenni renunciaret; Ipsa vero id non modò Viennæ sub die 3. Mensis Octobris a. c. acceptante, istamque Acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Consiliario Intimo, Camerario, Consiliario Bellico & Generali Vigiliarum, nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignario Comite de Törring in Jettenbach, sciente & consentiente dilectissimo Filio nostro Carolo Alberto, Sponso, ante consummationem Matrimonii actu præstiterit, sed & eandem Renunciationem hic Monachii hodierno die infra scripto Nobis Maximiliano Emanuele Electore & Filii nostro Principe Carolo Alberto præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus iteravcrit, cujus tenor sequens est.

Inseratur Renunciatio à Serenissima Archiducissa MARIA AMALIA *die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.*

QUod Nos MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravios Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector istam a Dilectione sua, perdilectissima Nuru nostra ita factam iteraramque Renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipse Matrimonii Contractus innititur, lieqoe & non aliter instus suit, per omnia so omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, proot eandem hisce Litteris nostris sub præmissa Lege, Pacto & conditione acceptamus, approbamus, laodamus & confirmamus, eamque voluntate, adseusu & consensu nostro autoritamus atque etiam adstipulantibus nobis rite & validè perfectam fuisse profitemur, verbo Electorali pro nobis Hæredibusque nostris ac Successoribus promittentes & caventes, nos præfatam Renuntiationem juxta Leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriacâ inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes nobis apprimè cognitas ad Fœminas diserte extensas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emissam atque iteratam, in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quoad ordinem saeccdendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuom ac Ditionum à Sua Majestate, Serenissimo ac Potentissimo Romanorum Imperatore in præfens possessarum & in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros neque ulla in re Illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam à nobis factam Renunciationis acceptationem ac Ratificationem ejusque perpetuam observationem Juramento firmavimus atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscripto Sigillo nostro muniri fecimus. Monachii die 10. Mensis Decembr. anni 1722.

MAXIMILIANUS EMANUEL, ELECTOR.
SIGISMUNDUS *Comes à* THURHEIM.
FRANCISCUS JOSEPHUS *ab Unertel.*

ANNO 1722.

Iterata Confirmatio Renunciationis ab Archiducissa MARIA AMALIA *Monachii die 10. Dec. 1722. facta cum annexo Juramento.*

CUm in Pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electoralem Principem, Superioris & Inferioris Bavariæ Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergæ, & Serenissimam Principem, Dominam Mariam Amaliam natam Regiam Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principem, Archiducillam Austriæ &c. die vigesima quinta Mensis Septembris a. c. Articulis 3. & 5. convenrum, & à Serenissimi Electoris Bavariæ Suæque Serenitatis Principis Electoralis Procuratore, Consiliario Bellico & Generali Vigiliarum nec non Provinciarum rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, vigore specialis Mandati promissum fuerit, ut solennem adhæsionem, Renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis à Sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis aut alias de Jure ad eam spectantibus Regnis Hæreditariis, Archi-Ducatibus, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus Juribus fecit atque Juramento corporali ante consummationem Matrimonii Viennæ die 3. Mensis Octobr. firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Amalia, Archiducissa Austriæ, hic Monachii præsente Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc actum specialiter ablegando Ministro iterare ac denoo Juramento firmare, sed etiam Serenissimus Princeps ac Dominus, Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archi-Dapifer & Elector una cum anrefato Serenissimo Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto probare & acceptare eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamqoe observantiam veterum recentiorumque dispositionum Divorum Rumanorum Imperatorum, videl cet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621. & 8. Aug. 1635. nec non Leopoldi, gloriosissimæ memoriæ, de dato 12. Septembr. 1703. præcipuè vero & nominatim juxta Declarationem a Sua modn feliciter regnante Cæsarea & Regio-Catholica Majestate quoad successionem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum de dato 19. April. anoi 1713. in vim Sanctionis Pragmaticæ ac Legis perpetuò valituræ emissam, deposito ad DEUM ejusque Sanctos solenni Joramento se obstringere velint ac debeant, jamque à Cæsarea Sua Majestate ad hunc Actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius & supremus Aulæ Mareschallus Joannes Gasparus Comes de Cobenzel heic speciali Mandato instructus missus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia nupta Electoralis Bavariæ Princeps, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac ortiosque Siciliæ Princeps &c. Archiducissa Austriæ &c. ea, quæ in supra citata Renunciatione ejusque Articolis, Punctis & Clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis, Dispositionibus, præsertim vero ex Declaratione illa 19. Aprilis 1713. edita ceu basi & fundamento nostræ Renunciationis & resp. Acceptationis allegata, clarè deducta, provisa, stipulara, promissa ac Juramento, die quo supra, firmata jam fuerunt, sincerè, fideliter & accurate observaturas neque illis ulla ratione, via, aut modo sive directè sive indirectè contraventuras, nec ot iis a quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur, admissuras esse, denuò promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæredibus, Posteris & Successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam Renunciationem & resp. adhæsionem, cujus Instrumentum Nobis Viennæ die 3. Octobr. a. c. prælectum & a Nobis propria manu subscriptum suit, in omnibos Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

ITemque Nos CAROLUS ALBERTUS, Electoralis Bavariæ Princeps istam à perdilectissima Conjuge nostra Serenissima Principe Maria Amalia, Electorali Bavariæ, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principe, Archiducilla Austriæ &c factam & à supra memorato Procuratore nostro Comite à Törring in

ANNO 1722 in animam noſtram Juramento ſolenni jam Viennæ firmatam Renunciationem & adhæſionem in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, aſſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis Hæredibusque noſtris ac Succeſſoribus vovemus ac juramus, quod præfatam Renunciationem juxta Leges Primogenitoræ in Inclyta Domo Auſtriaca inter Maſculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas diſertè extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam atque iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus fideliterque obſervare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

NOsque MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavariæ Dux, & Elector &c. a Dilectione ſua, perdilectiſſima Nuru noſtra Sereniſſima Principe Electorali Bavariæ, Maria Amalia nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac ortiusque Siciliæ Principe &c. ita factam à Procuratore noſtro Comite à Torring noſtro nomine Viennæ acceptatam Juramentoque in animam noſtram confirmatam & jam a Nobis & perdilectiſſimo Filio noſtro Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto præſentibus, volentibus, conſentientibus & approbantibus hic iteratam Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, aſſenſu & conſenſu noſtro autorizamus atque etiam adſtipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuiſſe profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis Hæredibusque noſtris & Succeſſoribus voventes & jurantes, iſtam Renunciationem juxta Leges Primogenituræ in Inclyta Domo Auſtriaca inter Maſculos jamdudum receptas & ſubinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apprime cognitas, ad Fœminas diſerte extenſas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes emiſſam ac iteratam in omnibus & ſingulis Punctis, Articulis & Conditionibus a nobis hodierna die ſolenni Diplomate ratihabitam, gratam probatamque habere, nec nilla in re illi unquam contravenire, aut, ot a quocunque contraveniatur pati velimus aut debeamus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

IN fidem hujus reiteratæ Renunciationis, adhæſionis & acceptationis Inſtrumentum hoc proprijs manibus à Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Bavariæ &c. Nobis Electorali Bavariæ Principe Carolo Alberto & Nobis Regia & Electorali Principe Maria Amalia ſubſcriptum Sigillisque noſtris munitum eſt: Monachii die decima Menſis Decembris anoi millelimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi.

M. EMANUEL Electos.
CAROLUS ALBERTUS.
MARIA AMALIA.

XIX.

19. Dec. *Lettres Patentes d'Octroi, accordées par l'Empereur* CHARLES VI. *pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Pais-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Decembre 1722.*

CHARLES &c. A tous ceux qui ces préſentes verront, SALUT. Etans également attentif à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conſervation de tous nos Etats, nommément de ceux de nos Pais-Bas, & conſiderant qu'il ſeroit bien difficile de parvenir à ces deux buts ſi importants ſans le rétabliſſement du Commerce & de la Navigation, d'où depend non ſeulement le bonheur de nos Sujets, mais auſſi le bon ordre, & l'angmentation de nos Finances, de même que la défenſe de nos Pais Bas, conſiderant auſſi, que ce Commerce ne peut pas être bien établi, & ſolidement ſoutenu par des Particuliers, qui le ſont depuis quelques années ſous notre Pavillon, & ſur nos Paſſeports; Nous avons jugé néceſſaire d'établir & de former une Compagnie générale de Commerce dans nos Pais-Bas, afin que par l'Union de tous nos Sujets, & leur correspondance, ils puiſſent le faire avec plus d'ordre & de ſuccès, & ſe ſoutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent ſe rencontrer dans des voyages de ſi long cours: A ces Cauſes, de notre propre ſcience, pleine puiſſance, & de l'Autorité Nous apartenante par le Droit de Souveraineté, par celui de la Nature & des Gens, & ayant égard aux très-humbles demandes & ſupplications de nos Sujets de nos Païs-Bas (ouï ſur ce l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Païs, & ouï ſur le tout notre Conſeil Suprême établi lez Notre Perſonne Royale pour les Affaires du même Païs, & en dernier lieu notre Conference Miniſteriale) Nous avons tant pour Nous que pour nos Succeſſeurs gracieuſement octroyé, permis & concedé, octroyons, permettons & concedons, que ladita Compagnie générale s'établiſſe, & ſe forme, comme Nous l'établiſſons & formons par ces préſentes irrévocables pendant le terme de cet Octroy, ſous le nom & titre de Compagnie Imperiale & Royale établie dans nos Pais-Bas Autrichiens ſous la protection de S. Charles, & ſous les Articles, Libertez, & Conditions ſuivantes: à ſçavoir,

ANNO 1722.

I. Que cette Compagnie aura la faculté de naviger & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Eſperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement, en obſervant les maximes, & coûtumes reçûes & aprouvées par le Droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'enterinement de cet Octroi.

II. Nous défendons très-expreſſement à toutes autres perſonnes nos Sujets aux Païs-Bas, de faire directement ni indirectement ladite Navigation, ou Commerce, de quelque manière que ce puiſſe être pendant ledit terme de trente années, à peine de notre indignation, & de confiscation des Vaiſſeaux, Munitions, Armes, & Marchandiſes au profit de la Compagnie, declarant tous ceux, qui feront convaincus d'avoir enfreint la défenſe portée par cet Article, incapables d'être employez en quelque qualité que ce puiſſe être, au ſervice de ladite Compagnie, & de participer à ſon Commerce.

III. Nous revoquons & annulons tous les Paſſeports ou permiſſions données pour faire un ou pluſieurs Voyages aux Indes, telles qu'elles puiſſent être; mais les Vaiſſeaux, qui ſont ſortis de nos Ports, munis de nos Commiſſions avans la publication des préſentes, y pourront retourner en toute ſûreté, ſans pouvoir être inquietez ou recherchez de la part de la Compagnie.

IV. Nous défendons en outre à tous nosdits Sujets de s'intereſſer à l'avenir audit Commerce dans des Navires, qui apartiennent à d'autres nos Sujets, ou à des Etrangers, ou d'aſſeurer tels Vaiſſeaux, ou les Marchandiſes de leur Cargaiſon en tout ou en partie, ou de mettre de l'Argent ou des Marchandiſes là-deſſus, à la Bodemerie, ou groſſe avanture, à peine de l'incapacité portée par l'Article précédent, & de Confiscation au profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainſi haſardé, & en cas qu'il ſe trouve, que ce ſera avec des Etrangers qu'ils auront traité, ſoit en s'intereſſant dans leurs Vaiſſeaux ou en les aſſeurant, la Compagnie ſera en Droit de recouvrer à leur charge le montant des Sommes pour leſquelles ils ſe ſeront intereſſez dans les Navires, ou engagez par la Police d'aſſeurance. Bien entendu neanmoins, que Notre intention n'eſt pas d'empêcher par la défenſe portée par le préſent Article, le trafic, que nos Sujets ont accoûtumé de faire, & qu'ils jugeront convenir de faire dans la ſuite dans les Flottes & armemens étrangers, pour le débit de leurs Manufactures & Marchandiſes dans des Païs & Diſtricts ſituez hors de l'Europe, où le Commerce de la Compagnie ne s'étend pas, au deſir & ſuivant les Regles préſcrites par Notre préſente Conceſſion pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de ſon Commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'arborer Notre Pavillon Imperial & Royal ſur ſes Vaiſſeaux, & Nous lui accordons un Ecuſſon d'armoiries pour former un Sceau en la maniere qu'il eſt peint & gravé ici après ce préſent Article dont Elle devra ſe ſervir pour tous les Actes, Lettres Patentes, & Commiſſions, qui regarderont le gouvernement, direction & adminiſtration de ſes affaires, & Elle ſera fondre ſes Canons à nos Armes, & au-deſſous les ſiennes, leſquelles Elle pourra faire mettre auſſi ſur ſes Navires, Portes de ſes Magaſins, & autres Edifices & Forteresſes, qui lui apartiendront.

VI.

VI. Pourront s'intereſſer dans cette Compagnie tous les Corps & Particuliers nos Sujets, de quelque Pais, condition ou qualité qu'ils puiſſent être, par voye de Souſcription, achat d'Actions, & à tout autre titre, ſans déroger à leur Nobleſſe, rang & Privileges.

VII. Pourront les Tuteurs y intereſſer les Mineurs, dont la tutelle leur eſt confiée, pour une Somme n'excedant pas la moitié de leur Argent, en tant qu'il ſera réputé meuble, pourvû que les Tuteurs ſoient en fond pour y ſouroir en Argent comptant, ſans qu'il leur ſera permis de vendre ou de charger leurs Biens immeubles, ou Rentes conſtituées pour ſouſcrire, ou acheter des Actions dans la Compagnie au profit desdits Mineurs, à moins qu'ils n'y ayent obtenu à cet effet la permiſſion des Juges, auxquels il appartiendra d'en decerner en connoiſſance de cauſe, ſuivant les Loix du Païs.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, ſoit par Souſcription, achat d'Actions, & à tout autre titre, tous les Etrangers & Sujets de quelque qualité qu'ils puiſſent être & de quelque Prince ou Etat que ce ſoit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos Sujets par un effet de notre amour paternel le terme d'un Mois à compter du jour de l'ouverture des Livres, pendant lequel ils ſeront reçus ſeuls & par préference à ſouſcrire, voulant qu'après l'écoulement dudit terme ſoient admis aux dites Souſcriptions tous autres, ſans diſtinction de Sujets ou d'Etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous ci-après Lettres de naturalité, & qui auront établi leur fixe domicile dans les Provinces de notre obéiſſance, de même que ceux, qui y auront choiſi leur demeure avec leurs Familles avant la date de cet Octroy, ſeront réputés nos Sujets, & ſeront en Droit de joüir de tous les avantages & Privileges, que notre préſente Conceſſion accorde aux Naturels de nos Etats par raport à cette Compagnie.

X. Nous déclarons auſſi, que les Actions, qui appartiendront à des Etrangers, en ladite Compagnie, de quelle qualité ou Païs qu'ils puiſſent être, ſeront exemtes du Droit d'Aubaine, & ne ſeront pas ſujettes à être ſaiſies de noter par ni confiſcables à notre profit pour quelque cauſe publique, ou conſideration d'Etat, quand même Nous ſerions en Guerre avec les Princes, ou Puiſſances, dont tels Etrangers ſeront les Sujets; les exemtant de plus en leurs perſonnes & Actions, avec ce qui en dependra, de toute pourſuite & arrêt à titre de repréſailles tant par Terre que par Mer, défendant à nos Fiscaux, Procureurs Généraux, & à tous autres nos Officiers & Sujets, à qui il pourra appartenir, de les moleſter ou inquiéter à cet égard, à peine d'être reſponſables en leurs propres & privés noms, envers les intéreſſez de tous dépens, dommages & interêts.

XI. Nous renonçons au Droit d'hypothéque tacite ſur les effets, que les Actionnaires nos Débiteurs auront dans la Compagnie, & au Droit de préference, qui Nous pourroit competer à titre de telle hypothéque, quand même cette préference Nous ſeroit acquiſe pour quelque cauſe que ce ſoit, que les intereſſez y auront, ne pourront être arrêtez de la part de ceux, qui prétendront être leurs Créanciers, ſoit pour fonder la Juriſdiction d'aucun Tribunal à l'effet d'y pouvoir actionner des Etrangers, ſoit pour la ſeureté de la Dette, à moins qu'ils ne ſoient munis d'une Sentence rendue en Jugement contradictoire, contre eux ou contre ceux de qui ils auront derivé leur Droit à titre de ſucceſſion, ou que le Juge, à qui il appartiendra de connoître de la matière, n'accorde la permiſſion d'arrêter leſdites Actions ou Effets, ce que Nous lui défendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raiſons fort importantes pour l'accorder.

XII. La Compagnie aura Droit de préference dans l'ordre des Créanciers ſur tous les autres, nuls exceptés, ſur les Actions & Effets, que les Intéreſſez auront dans la Societé, pour le récouvrement des prétentions, dont les Actionnaires lui ſeront rédevables, laquelle préference néanmoins n'aura lieu, que lorſqu'il s'agira des Dettes, qui auront été contractées par les Actionnaires, après qu'ils ſe ſeront intereſſez dans le fond de la Compagnie, & n'empêchera pas, qu'ils ne puiſſent diſpoſer valablement de leurs Actions, à la reſerve de ce qui eſt dit dans l'Article 32.

XIV. De plus ſeront exemts de toute ſaiſie, ſequeſtre & arrêt les gages des Officiers Subalternes, & autres employez dans la Compagnie, ſoit par Mer ou par Terre en quelque qualité que ce ſoit, dont les appointemens fixés ne montent pas à un Ecu par jour, à moins que ce ne ſoit pour des Dettes contractées après qu'ils ſe ſeront engagés au ſervice de la Compagnie, à ſçavoir pour dépenſes de bouches, habillemens ou luyer de Maiſon, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ou Biens, afin de rendre entiere de leur adminiſtration dans la Compagnie, ni à titre du Payement des gages de ceux qui ſeront employez au ſervice de la Compagnie par Mer ou par Terre, en quelque qualité ou fonction que ce puiſſe être, bien entendu qu'il ſera permis à ceux, qui croiront avoir des prétentions contre eux à cet égard, de les pourſuivre en Juſtice par devant leur Juge competent.

XVI. Les Directeurs & autres Supôts & Employez de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la Societé, ne pourront être apprehendez de corps, ni arrêtez pour quelque cauſe civile que ce puiſſe être, ſoit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils vaqueront à l'eſécution de leurs commiſſions, déclarant tout ce qui ſera entrepris contre le Privilege & Sauf-conduit accordé par cet Article, attentatoire & de nulle valeur, ſans qu'il ſoit néceſſaire d'obtenir Acte déclaratoire ou Sentence d'aucun Juge à cet effet, & ſeront les Contrevenants reſponſables envers la Compagnie & envers les Directeurs, Supôts & Employez reſpectivement, de tous dépens, dommages & interêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prévôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Matelots qui ſe ſeront engagés à ſon ſervice, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront déſerté ou ſe ſeront écartez ſans la permiſſion de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition néanmoins que leſdits Prévôts ou autres Officiers de la Compagnie ſeront tenus avant que d'arrêter leſdits Soldats ou Matelots, ou du moins avant que de les amener hors du Diſtrict dans l'étenduë duquel l'arrêt aura été fait, d'en avertir l'Officier principal du Lieu, ou ſon Subſtitut en ſon abſence, ou le Bourgemaître au deſaut de l'un ou de l'autre, à qui Nous ordonnons de le permettre ſans remiſe, & ſans que pour cette permiſſion ils puiſſent pretendre ni éxiger aucune recompenſe même à titre du pot de vin.

XVIII. Il ne ſera pas permis à la Compagnie d'employer pour le Voyage des Indes d'autres Vaiſſeaux que ceux qui lui appartiendront en propre, & dont les Gens de l'Equipage, tant Officiers, Soldats que Matelots ſeront à ſes ordres, gages, & Serment.

XIX. Nous reglons le fond de cette Compagnie à ſix millions de Florins Argent de change, lequel ſera partagé en ſix mille Actions, chaque Action étant fixée à mille Florins de la même Monnoye, & ladite Compagnie ne les pourra reconnoître ni acheter

ANNO 1722. Pour ſon compte que pour ledit prix de mille Florins.

XX. Les Actions ne pourront être venduës ni cedées qu'après que les Livres de ſouſcription ſeront clos, & tous ceux qui ſeront intéreſſez réellement dans la Compagnie, ſoit par voye de ſouſcription ou autrement, ſeront reputez vrais Poſſeſſeurs & Proprietaires de leurs Actions, juſqu'à ce qu'il conſtera par leurs Signatures, au Livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs Actes de Procuration paſſez par devant Notaires & Témoins, & dûement legaliſez, qu'ils les auront vendues, ou cedées à d'autres en ajoutant les dates de tels transports, ſans que le Contract, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliener, ni la délivrance réelle & effective de leurs titres, pourront ſuffire pour transmettre aux acheteurs, Ceſſionnaires ou autres Aquereurs aucun Droit de poſſeſſion ou de propriété, juſques à l'accomplissement de ladite formalité de la Signature aux Livres de transport, moyennant quoi tels Aquereurs deviendront Poſſeſſeurs & Proprietaires des Actions par eux ainſi acquiſes à titre d'achat, de Ceſſion, ou autre titre veleable, & en pourront diſpoſer comme bon leur ſemblera.

XXI. Les ſouſcriptions pour le fond de cette Compagnie ſe feront dans notre Ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui ſeront tous obligez de s'y trouver à cette fin, ou d'en commettre au moins quatre d'entr'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prevenir toute confuſion & incertitude dans les ſouſcriptions, les Souſcrivans ſeront tenus d'exprimer dans leurs Billets en Lettres liſibles, & ſans uſer d'abbreviations, ou de chiffres, le nombre des Actions qu'ils voudront aquerir, leurs noms, ſurnoms, les Lieux de leur demeure & la date.

XXIII. Ceux qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voye de ſouſcription, ſeront obligez de payer en tems des ſouſcriptions le quart de chaque Action, & le ſecond quart trois Mois après la clôture des Livres de ſouſcriptions, & les deux quarts reſtans de ſix en ſix Mois, & les Directeurs délivreront après le dernier Payement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs Billets.

XXIV. Ceux, qui auront negligé les Payements dans chacun des termes ci-deſſus preſcrits, perdront au profit de la Compagnie ce qu'ils auront déja payé.

XXV. D'abord que les Livres de ſouſcriptions ſeront clos, les Directeurs avertiront le Public par des Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Aſſemblée générale des principaux Intereſſez dans la Ville d'Anvers, pour déliberer & reſoudre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul n'aura voix dans cette Aſſemblée générale ni dans les ſuivantes, à moins qu'il n'ait onze Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus juſques à cent excluſivement dans le fond de la Compagnie, auront chacun deux ſuffrages, & ceux qui auront mis ou aquis cent mille Florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Intereſſé n'y aura plus de trois ſuffrages, & ſeront tous obligez d'affirmer par Serment, que les Sommes, qui ſeront ſur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII. Nul Etranger, qui ne ſoit pas de nos Sujets, n'aura voix dans les Aſſemblées générales, nonobſtant qu'il auroit le nombre competent des Actions.

XXVIII. S'il arrive, que quelque Corps des Etats, Villes, ou autres de nos Pais s'intereſſent dans le fond de la Compagnie pour douze mille Florins ou plus, ils y pourront envoyer un ſeul Deputé de condition laique duement muni de leur Pleinpouvoir, pour donner ſon ſuffrage au nom de ſon Corps, & affirmer par Serment, que les Sommes ſouſcrites par les Corps reſpectifs, qu'ils repreſentent, ſont pour leur propre compte, ſans qu'aucun particulier, ſoit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs commettront un d'entr'eux pour recevoir les Sermens, qui devront être prêtez par les principaux Intereſſez en conſequence de l'Article 26; & lesdits Intereſſez ſeront obligez de jurer, qu'ils veilleront à la conſervation des interêts de tous les Actionneires, avec le même ſoin & avec la même fidélité qu'ils aporteront à celle de leurs propres affaires dans la Compagnie, & ſeront lesdits Directeurs obligez d'en tenir regiſtre.

XXX. Nous declarons la Compagnie libre & independante de Nous, & du Gouvernement de nos Pais Bas en tout ce qui pourra regarder ſon Oeconomie, la direction de ſon Commerce, & l'adminiſtration des affaires tant par Terre que par Mer, à la reſerve de ce qui concernera la ponctuelle execution des ordres portez par nos preſentes Lettres Patentes d'Octroy, dont Nous nous reſervons l'interpretation en cas de doute, & de la ſimple connoiſſance, qu'il convient que Nous ayons du ſuccès de ſes entrepriſes, afin que Nous la puiſſions ſoutenir & proteger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette ſeule fois ſept Directeurs de la Compagnie; accordant néanmoins à l'Aſſemblée generale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer juſques à neuf, ou à onze en tout, ſi Elle le trouve ainſi convenir au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII. Leſdits Directeurs & leurs Succeſſeurs ſeront obligez d'avoir leur domicile fixe & permanent dans nos Païs-Bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, leſquelles trente Actions chacun d'eux ſera obligé de tenir ſous ſon nom, & pour ſon propre compte, libres de toutes charges pour ſervir de caution à la Compagnie, ce qui aura auſſi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommerons dans la ſuite en conformité de l'Article ſuivant, & du Caiſſier dont le choix appartiendra toujours à l'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez.

XXXIII. Nous nous reſervons pour toujours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choiſirons des trois, que dans la ſuite l'Aſſemblée générale aura à Nous preſenter, & Nous accordons à ladite Aſſemblée générale la faculté de choiſir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux qui ne ſont, ou qui n'ont été de la profeſſion des Negocians ou Banquiers, ne pourront être élus Directeurs ou Caiſſiers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Negocians ou Banquiers de profeſſion, ſeront pourvûs de quelque Place dans la Magiſtrature ou autrement employés à notre ſervice, ou dans celui des Etats de nos Provinces, pendant le tems qu'ils y demeureront revêtus de telles Charges.

XXXV. Les Ascendans & Deſcendans en ligne directe, deux Freres, Oncle & Neveu, en degré de parenté ou d'Alliance, ne pourront être enſemble Directeurs de la Compagnie, non plus que ceux qui ſont Conſins germains en degré de conſanguinité, bien entendu néanmoins que l'affinité, qui pourra ſurvenir auxdits degrés reſpectifs entre deux Directeurs pendant le tems de leur adminiſtration, n'empêchera pas, qu'ils ne puiſſent continuer enſemble dans la direction, juſqu'à ce que l'un ou l'autre en ſoit ſorti par le ſort ou autrement.

XXXVI. S'il arrive par malheur, que quelqu'un des Directeurs faſſe faillite, il ſera par là déchu de ſa place de Directeur, laquelle ſera vacante de plein Droit d'abord que la faillite ſera tenuë pour publique, ſuivant la coutume qui s'obſerve en pareille matiere en notre Ville d'Anvers, laquelle ſervira de Loi pour decider de la notorieté de la faillite.

XXXVII. Les ſept Directeurs, que nous avons nommez, prêteront entre les mains de notre Miniſtre Plenipotentiaire, ou entre les mains de celui ou ceux qu'il commettra à cette fin, le Serment marqué par l'Article ſuivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des Souſcriptions ils ſe comporteront bien & fidélement, & qu'ils ſe conformeront aux Inſtructions, qui leur ſeront données par l'Aſſemblée générale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui ſeront nommez dans la ſuite par l'Aſſemblée générale, prêteront le Serment entre les mains de celui ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'exécuter bien & fidélement tous les points & ordres portez par cet Octroy, entant qu'ils les pourroient regarder, de même que les Statuts & Reglemens, qui ſeront faits dans les Aſſemblées des principaux Intereſſez, & ſera tenuë note de la preſtation desdits Sermens dans les Regiſtres deſtinez à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Aſſemblée générale des principaux Intereſſez l'autorité de faire tels Regle-

ANNO 1722. Reglemens, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du Commerce de la Compagnie tant aux Pais-Bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tous ceux, qui seront aux gages & au service de la Compagnie par Terre & par Mer, lesquels Reglemens & Ordonnances ne pourront être changes ni revoques que par la resolution d'une pareille Assemblée générale des principaux Interessés, lui permettant d'infliger des peines pecuniaires à la charge des Contrevenans aplicables au profit de la Compagnie, lesquelles seront recouvrées à la diligence des Directeurs.

XL. L'Assemblée générale arrêtera entr'autres choses l'ordre, qui devra être observé par ceux qui seront commis à tenir les Livres de essise, de transport, & autres de la Compagnie, & destinera le tems de la reddition des comptes, choisira les Auditeurs, dont le nombre ne pourra exceder celui de cinq, & reglera le tems de la durée de leurs Commissions, & établira les apointemens des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au delà de quatre mille Florins Argent de change pas an pour chaque Directeur; ils fixeront aussi les gages du Caissier général, & de tous les Supôts & Officiers de la Societé, sauf qu'à l'égard des sept Directeurs par nous nommez, ils jouiront chacun d'un apointement de quatre mille Florins par an pendant le tems de la durée de leur Commission, & ils pourront pour cette seule fois choisir le Caissier général, & les autres Supôts & Officiers de la Compagnie, dont ils auront besoin, & regles aussi pour cette seule fois leurs gages & salaires.

XLI. Les Directeurs devront se contenter des gages, que ladite Assemblée générale leur aura attribué, sans pouvoir prétendre rien de plus à titre de vacation aux Assemblées ordinaires ou extraordinaires, ni à quelque autre prétexte que ce soit, bien entendu néanmoins que pour les vacations, que le besoin du service de la Compagnie exigera qu'ils fassent hors du lieu de leur demeure, ils seront en Droit de tirer ce que l'Assemblée générale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas exceder six Florins par jour argent de change par dessus les frais de voiture.

XLII. L'Assemblée générale des principaux Interessés choisira le lieu, où le Bureau de la Caisse générale du la Compagnie sera tenu.

XLIII. Il ne sera permis à personne de se retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cedant les Actions, qu'il y aura, lesquelles demeureront dans le fond de la Compagnie, & seront reputées meubles pour les Interessez, leurs Heritiers, & ayant cause, & seront toujours exemptes avec tout ce qui en dependra, de toutes taxes & charges publiques, soit réelles, personnelles, ou mixtes, ordinaires, ou extraordinaires, nulles exceptées.

XLIV. L'Assemblée générale des principaux Interessez determinera l'endroit, où le Bureau général pour compter avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandises sera tenu; mais les ventes des Marchandises de tetous se feront toujours publiquement à Bruges ou à Ostende au choix des Directeurs, auxquels il appartiendra de regler le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque Ville que lesdires ventes se fassent, il sera permis aux Acheteurs, tant nos Sujets qu'Etrangers, de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs Commis, sans être tenus d'y employes d'autres Commissionnaires, ou Courtiers, nonobstant quelques Privileges, qui puissent avoir été accordez au contraire par les Princes nos Predecesseurs, auxquels Nous derogeons par les présentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

XLV. Et il ne sera accordé aucune moratoire ou prolongation de terme, ou autre depêche quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pourront autrement avois contracté avec elle pour quelque chose que ce puisse être, pour suspendre le payement, afin que la Compagnie puisse y contraindre les Debiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils se seront obligez à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Conseils & Tribunaux, d'accorder aucune semblable moratoire ou prolongation, qui suspende ou retarde le payement; & afin que cette défense ne rencontre aucune difficulté en son exécution, Nous défendons de même à tous Juges de deferer à telles Lettres moratoires ou prolongation de terme, à peine d'être responsables envers la Compagnie en leurs propres & prives noms de tous dépens, dommages & intérêts, & le Gouvernement tiendra la main à la ponctuelle exécution de cet Article. ANNO 1722.

XLVI. Les Directeurs auront le Droit d'instituer & de destituer à volonté, à la pluralité des voix, les Teneurs des Livres, Secretaires, Agents, Commis, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inferieur, qui seront employes au service de la Compagnie, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, & afin que les Directeurs n'établissent que des Gens de bien, & qui ayent les qualitez requises pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir *gratis* tous les Postes, dont la collation leur apartiendra, sans demander ou recevoir aucune seconnoissance en argeur ou autrement de ceux qui en seront pourvûs, soit avant ou après qu'ils les auront établis, à peine d'être dechus de leur place de Directeur, & du Quadruple au-dessus de ce qu'ils auront reçu.

XLVII. Ils auront aussi le pouvoir d'ordonner l'équipement & chargement des Vaisseaux, qu'ils pourront acheter, & faire construire, où ils le trouveront à propos, de même que les Marchandises & Denrées necessaires pour l'assortiment des Cargaisons, & pourvoiront généralement à tout ce qu'ils jugeront necessaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroissement de son Commerce; bien entendu, qu'ils auront un soin particulier d'avantager autant que possible les fabriques, & les Manufacteurs internes de nos Pais-Bas.

XLVIII. Il ne sera pas permis aux Directeurs de resoudre sur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne soient cinq, lorsque leur nombre sera de sept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Assemblée, pour resoudre, devra être composée pour le moins de sept d'entre eux.

XLIX. Les principaux Interessez dans leur Assemblée ordinaire nommeront les Personnes, qui devront remplir les Places vuides des Directeurs, qui par maladie ou absence nécessaire ne se pourtoient pas trouver aux déliberations, & auront ceux, qui interviendront dans les Assemblées desdits Directeurs en vertu de ladite nomination, voix déliberative, comme les mêmes Directeurs, & si, nonobstant toutes les précautions de l'Assemblée générale pour prevenir & suppléer au cas d'absence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui seroient déstinez pour remplir les Places vuides, vinassent à manquer, en ce cas les Directeurs présens seront tenus d'apeller autant d'Auditeurs des comptes de la Compagnie, qu'il manquera des Membres pour rendre le nombre de l'Assemblée de Directeurs suffisant à pouvoir déliberer sur les affaires pressantes dont il s'agira pour lors.

L. Les Assemblées de la direction générale se tiendront les premières trois années dans la Ville d'Anvers, & les autres trois anuées à Bruges ou à Gand, selon qu'il sera reglé par ladite Assemblée générale, & continueront ainsi tour à tour, jusques à l'expiration de cet Octroy.

LI. Les Directeurs tiendront leur première Assemblée immédiatement après qu'ils auront prêté Serment, & formeront le Plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils présenteront à la première Assemblée générale, pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il sera trouvé convenir.

LII. Après la Clôture des comptes d'une année, les principaux Interessés s'assembleront sans délai, pour déliberer avec les Directeurs sur le dividend, qu'il conviendra de faire aux Intéressez, où l'on mandera aussi quelqu'un des nommez par l'Assemblée générale, avenant le cas du 48. & 49. Article de notre présente Concession; bien entendu néanmoins que les principaux Interessez n'auront que voix consultative dans la resolution à prendre par les Directeurs sur le montant dudit dividend, dans le seglement duquel on observera l'ordre suivant.

LIII. Les Directeurs auront soin de ne faire aucun dividend aux Actionnaires, à moins que les Dettes de la Compagnie ne soient acquitées, & afin qu'ils se conduisent sûrement dans leur direction à cet égard, ils dresseront avec soin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caisse, tous frais faits, & en distribueront pour le moins la moitié aux Intéressez, proportionnément à leurs Actions, & ils en useront de la même maniere d'année en année.

LIV. De plus les Directeurs seront tenus de tendre un compte general de leur administration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Assemblée generale des

ANNO 1722. des principaux Intereſſez, qui auront voix conſultative, comme à l'Article 52. ils ſeront au bout deſdits termes reſpectifs de cinq années un dividend extraordinaire aux Intereſſes à proportion de l'état de la caiſſe, Nous enchargeons néanmoins bien expreſſément les Directeurs de conſerver toujours dans la caiſſe une Somme ſuffiſante pour le beſoin & l'avantage de la Compagnie.

LV. La Commiſſion de ceux que l'Aſſemblée generale aura deputé à l'audition des comptes de la Compagnie, ne pourra durer que l'espace de trois années, & il ſera au pouvoir des principaux Intereſſez de les revoquer avant l'expiration de ce tems-là, s'ils le jugent à propos, & de ſubroger d'autres à leurs Places, ce qu'ils feront auſſi, lorsque quelques-uns desdits Deputez ne pourroat vaquer à l'exercice des fonctions de leur Commiſſion, ſoit pour cauſe de maladie, abſence neceſſaire, ou autre.

LVI. Les principaux Intereſſez ne pourront commettre, ni laiſſer à l'audition des comptes ceux qui ſeront Parens ou Alliez entre eux dans l'étenduë des degres exclufifs expliquez & limitez par l'Article 35. de cet Octroy, ni celui qui appartiendra à aucun des Directeurs dans le même degré de Parenté ou d'Alliance.

LVII. Ceux qui ſeront commis à l'audition des comptes de la part des principaux Intereſſez, enſuite du Serment par eux prêté conformement au Formulaire à faire par l'Aſſemblée generale, procederont à l'audition des comptes avec toute l'exactitude & celerité poſſible.

LVIII. Les parties douteuſes, qui ne pourront être ajuſtées dans l'audition desdits comptes, ſeront portées à l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez, ou de ceux qu'elle commettra à cette fin.

LIX. L'on avertira tous les Intereſſez par des Gazettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu de la reddition des comptes, & il ſera permis à chacun d'eux de s'y trouver à ſes propres fraix; mais ceux qui viendront, n'y auront aucun ſuffrage ſoit deliberatif ou conſultatif, & s'ils ont quelque choſe à dire ou à repreſenter, ils le feront par écrit & non autrement.

LX. Les Directeurs donneront auxdits Commis à l'audition des comptes, en étant requis, inſpection de tous les Livres, Documens, Lettres, & autres Papiers, qui regarderont directement, ou indirectement l'équipement & le chargement des Vaiſſeaux, & les Cargaiſons de retour, ſans en excepter les Lettres qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront des Commiſſionnaires qu'ils employeront aux Païs-Bas ou ailleurs, & il leur ſera permis de viſiter les Magaſins de la Compagnie, toutes les fois qu'ils le trouveront convenir pour le bien de la Compagnie, ſelon l'inſtruction que l'Aſſemblée generale leur donnera à cette fin, & ils ſeront tenus de prêter leur Serment, & de garder le ſecret de la même maniére que les Directeurs ſe ſont obligez de le garder.

LXI. L'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez reglera ce que ceux, qui ſeront commis à l'audition des comptes, auront à tirer à titre de vacation, & ſi au deſſus des vacations ladite Aſſemblée generale juge convenir de leur aſſigner quelque gage, Elle pourra le regler, ce qui n'excedera pourtant pas mille & deux cent Florins par an pour chacun d'eux.

LXII. La Compagnie Nous propoſera trois Perſonnes pour en choiſir une que Nous trouverons convenir pour aſſiſter de notre part & à nos fraix, à l'audition des comptes de la Compagnie, qui ſera chargé d'y veiller à tout ce qui regardera l'exécution de cet Octroy, & d'empêcher qu'il ne ſe faſſe rien en contravention aux ordres y portés, & aux points y reglez, & les comptes étant clos, on en delivrera une Copie audit Député, qui la mettra en main de notre Lieutenant Gouverneur Général ou de notre Miniſtre Plenipotentiaire, lequel la ſera déposer dans l'endroit, où l'on garde les Papiers ſecrets du département des Finances en notre Conſeil d'Etat aux Païs-Bas.

LXIII. Les comptes de la Compagnie ſeront dreſſez & tendus en forme duë, ſuivant le ſtile, & l'uſage reçu parmi les Negocians, & autres de profeſſion mercantile.

LXIV. Les Commandants des Vaiſſeaux de la Compagnie ſeront tenus à leur retour, de faire aux Directeurs de la Compagnie un raport detaillé par écrit du ſuccès de leur voyage & de la véritable ſituation des affaires de la Compagnie aux Indes, & leſdits Directeurs, après en avoir tiré un double, l'envoyeront en original à notre Lieutenant Gouverneur Général, ou en ſon abſence, à notre Miniſtre Plénipotentiaire. ANNO 1722.

LXV. Il ne ſera permis aux Directeurs de lever ou prêter de l'Argent à intérêt ſans le conſentement & aprobation de l'Aſſemblée générale des principaux Intereſſez, que dans des cas, qui ne ſouffrent aucun delay, ſur quoi l'on preadra la réſolution à la pluralité des voix, & à l'intervention des Députez commis à l'audition des comptes, qui auront voix deliberative.

LXVI. Nous défendons aux Directeurs, & à ceux qui ſeront intereſſez dans le fond de la Compagnie, ou employez à ſon ſervice, en quelque qualité ou poſte que ce puiſſe être, de negocier aux Indes pour leur compte particulier, ou pour celui d'aucun autre directement ou indirectement, à peine de confiscation au profit de la Compagnie, de tout ce qui aura ainſi été négocié, & d'une amende du quadruple pour chaque contravention à la charge de chaque contrevenant, & ſi c'eſt un des Directeurs, à peine en outre d'être privé de la direction, de laquelle, en cas de telle contravention, Nous le privons par ces préſentes dès-à-préſent & pour lors.

LXVII. Nous défendons de plus aux Directeurs, & aux Commis à l'audition des comptes pendant le tems de leur commiſſion, de vendre par eux mêmes, ou par d'autres pour eux aucune Marchandiſe, Manufacture, ou Denrée pour l'équipement ou chargement des Vaiſſeaux de la Compagnie à peine de nullité & de la confiscation au profit de la Compagnie de toutes les Marchandiſes, Manufactures, & Denrées, qui auront ainſi été vendués, & d'une amende du quadruple de leur valeur.

LXVIII. Il ſera permis aux Directeurs, & auxdits Députez Commis à l'audition des comptes, d'acheter des Marchandiſes & Denrées de retour de la Compagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais pas autrement, à peine de nullité, de confiscation, & amende, comme par l'Article précédent: Et afin que la défenſe portée par cet Article, & par le précédent ſoit d'autant mieux executée, & que les contraventions ſoient découvertes avec plus de facilité, il y aura un tiers desdites confiscations & amendes au profit du Dénonciateur, pourvû qu'il fourniſſe une preuve ſuffiſante de l'infraction dans le tems de cinq années, à compter du jour que la contravention aura été commiſe, auquel terme Nous limitons la faculté de pourſuivre ou de moleſter leſdits Directeurs & Députez pour ces ſortes d'excès.

LXIX. Les Directeurs ne pourront ſervir plus de ſix années conſecutives, ordonnant que de deux en deux ans il en ſorte un nombre proportionné, lequel ſera immediatement remplacé par l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſez.

LXX. Bien entendu néanmoins, que la regle preſcrite par l'Article précédent n'aura pas lieu à l'égard des Directeurs de la premiere nomination, leſquels continueront leur ſervice, juſqu'à ce que le premier compte général prescrit par l'Article 54. ſoit rendu, & que le dividend en ſoit reglé; après quoi ils reconnoîtront en tirant au ſort, à qui il écherra de ſortir de la direction: Il en ſera de même deux ans après; & au bout de deux autres années le reſte desdits Directeurs de la premiere nomination ſortira pour être remplacé par ladite Aſſemblée générale.

LXXI. Après que le deraier des ſept Directeurs, que Nous avons nommés, ſera ſorti de ſa direction, l'Aſſemblée générale Nous propoſera trois Sujets ayant les qualitez requiſes, dont Nous choiſirons celui que Nous trouverons à propos, lequel prêtera entre les mains de notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général, ou de notre Miniſtre Plenipotentiaire, le même Serment, que lui auſſi bien que les autres Directeurs devront prêter à l'Aſſemblée générale.

LXXII. Ledit Directeur ainſi chmſi par Nous ſur la nomination prealable de l'Aſſemblée générale ſortira également de la Direction après ſix années, & ſera toûjours remplacé, comme dit eſt par l'Article précédent, tant au cas de l'écoulement de ſon terme, que lorsque ſa place viendra à vaquer par mort, ou de quelqu'autre maniere que ce puiſſe être.

LXXIII. Lors qu'il vaquera des Places de ceux des Directeurs, dont l'élection apartiendra aux principaux Intereſſez, ſoit par mort, ou en telle manière que ce puiſſe être, l'Aſſemblée générale les remplira à la plu-

ANNO 1722. pluralité des voix, soit qu'ils n'ayent jamais été Directeurs, ou qu'ils l'ayent été auparavant, pourvû qu'ils ayent été deux ans hors de la direction.

LXXIV. S'il se présente des difficultés d'importance dans l'Assemblée generale des principaux Interessez, ou dans celle des Directeurs hors de l'Assemblée générale, & pour des affaires qui ne se pourront pas différer, sur lesquels ou il sera impossible de s'accorder, ou pour être trop embarrassantes, ils ne souhaiteront pas de les resoudre, ils pourront s'en raporter à notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général ou à notre Ministre Plenipotentiaire, qui en décidera comme de raison.

LXXV. S'il survient quelque dispute ou different pour des affaires civiles ou pecuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Interessez dans la Compagnie, ou employez à son service, les autres Directeurs tâcheront de les accommodes à l'amiable, & il ne sera permis de s'addresser en Justice contre sa Partie advesse, jusques à ce que les devoirs ici prescrits ayent été tentez avec tout le soin possible.

LXXVI. Mais si lesdites dispures & differents ne pourroient pas être ajustez à l'amiable, & qu'ils n'excedesoient pas en principal la Somme de trois cent Florins argent de change une fois, Nous commettons ejuq Juges & un Secretaire pour les decider aussi en dernier ressort & sans revision, le plus sommairement que faire se pourra, défendant à tous autres Conseils, Magistrats & Officiers de Justice, d'en prendre connoissance, à peine de nullité & cassation des procedures.

LXXVII. Toutes les causes criminelles, dans lesquelles la Compagnie, ses Directeurs, & autres Employez de la Societé sans distinction, de même que les Actionnaires, seront Parties, Demandeurs ou Défendeurz, seront jugées par les Juges ordinaires des Lieux, ou les crimes auront été perpetrez, suivant nos Placarts & les Loix du Pais: Et ne pourra la cause criminelle attirer la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être.

LXXIX. La connoissance des prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, apartiendra par provision aux Juges de nôtre Amirauté, jusques à ce que Nous en ayons autrement disposé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaisseaux de la Compagnie auront la même autorité, que les Commandanx & Capitaines de nos Vaisseaux pour la discipline de l'Equipage & des Soldats, afin d'éviter les seditions, & soulevements, qui peuvent facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, lui apartiendront entierement, en cas qu'elles soient jugées valables; mais les Marchandises & Denrées, faisant partie des prises, seront sujettes au payement des Drous, comme celles qui viendront des Indes.

LXXXII. Il sera permis à la Compagnie d'embarques de l'Artillarie, & autres Attirails de Guesre, dont Elle aura besoin pour sa Navigation & la sûreté de son Commerce, comme aussi toutes sortes de Marchandises, quoiqu'elles soient de Contrebande, & de plus l'Or & l'Argent monnoyé ou non monnoyé, qui lui sera necessaire, & qu'Elle pourra amasser dans nos Etats, ou faire venir d'ailleurs, excepté les especes courantes du Pais, tant celles fabriquées à nos coins & Armes, que celles évaluées par nos Edits.

LXXXIII. Les Directeurs pourront mettre dans les Forts, Châteaux & Places, qu'ils auront acquis aux Indes, toutes sortes d'Armes, Canons, Munitions de Guerre & de bourhe, faire fondre des Canons & autres Armes en tels Lieux, & en tel nombre, qu'ils auront besoin; sur lesquelles nos Armes seront empreimes, & au-dessous celles de la Compagnie, & de faire generalement tout ce qu'ils trouverout neceſſaire pour la conservation desdites Places.

LXXXIV. Ils pourront aussi armer & équiper tel nombre de Vaisseaux, qu'ils trouveront convenir pour le servlee de la Compagnie, soit de Guerre ou de Commerce, & d'y arborer notre Pavillon Imperial & Royal; Elle pourra faire construire & bâtir lesdits Vaisseaux, dans nos Ports des Pais-Bas, d'Italie & ailleurs, où Elle le trouvera le plus convenable, hormis ceux d'Istrie, & de Dalmatie, dans lesquels la construction des Vaisseaux est acrordée privativement à notre Compagnie Orientale, établie dans notre Ville de Vienne, avec laquelle celle d'Ostende pourra aussi convenir pour prendre au moins deux ou trois Vaisseaux par an, & encourager d'autant plus ladite construction des Vaisseaux si nécessaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Pais Héréditaires. ANNO 1722.

LXXXV. Nous déclarons exemts de tout Droit d'entrée, Tonlieu, Amirauté, Convoi & autres, les Bois, Planches, Poûtres, Mats, Poix, Gondrons, Toiles à voiles, Cables, Cordages, Fer, Cloux, Ancres, & autres matières nécessaires à la construction des Navires, & à les garnir d'aparaux, qu'Elle sera entrer pour être employez effectivement à la construction & radoubement des Bâtiments, qu'Elle fera construire & radouber respectivement dans nos Pais Bas, à quoi il sera libre aux Directeurs d'employer tels Charpentiers & autres Ouvriers qu'ils trouveront convenir, nonobstant usage quelconque, ou Privilege au contraire, auxquels Nous dérogeons bien expressement par notre présent Octroy, & ne sera paticillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonlieu, Convoy, & autres pour les Munitions & Vivres nécessaires, tant pour la défense desdits Vaisseaux & Navires que pour la nourriture & avitaillement de l'Equipage, ce que Nous limitons néanmoins aux Munitions & Vivres, dont la Compagnie ne pourra se pourvoir commodement dans nos Pais-Bas.

LXXXVI. Défendons aux Administrateurs, Officiers & Commis des Etats de nos Provinces, à ceux des Magistrats de nos Villes, & autres à qui il apartiendra, d'arrêter & retarder les Marchandises & Denrées, que la Compagnie fera voiturer des Vaisseaux à ses Magasins, & de ceux d'une Ville à l'autre, ni d'en exiger aucun Droit, leur laissant cependant la liberté de se faire payes ceux y afferants, en cas que les Marchandises y étant vendues resteroient dans leur ressort, & ils pourront prendre à cet effet pour leur seureté les précautions nécessaires.

LXXXVII. Interdisons de même à tous nos Officiers, aux Administrateurs de nos Droits d'Entrée & de Sortie, à leurs Commis & Préposez, de les lever sur un autre pied que celui, que Nous avons réglé par cet Octroy, ni d'inquieter ou molester ceux qui seront employes de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne sera levé aucun Droit de Sortie, Convoy, ou Tonlieu sur les Marchandises & Denrées, qui seront embarquées dans les Vaisseaux de la Compagnie, pour passer aux Indes, ni aucun Droit d'Indult, ou de reconnoissance à notre profit, sur celles de retour.

LXXXIX. Lesdites Marchandises de retour seront sujettes au payement des Droits à raison de six pour cent du prix des ventes publiques, à quoi Nous fixons la levée de tous nos Droits d'Entrée, Tonlieu, Convoy & sortie sur lesdites Marchandises, sans distingues si elles seront consommées dans les Pais de notre Domination ou dans des Pais étraugers, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, sauf que pendant le cours de la présente Administration générale de nosdits Droits, ils ne seront aquitez qu'à raison de quatre pour cent dudit prix, soit que les Marchandises se consomment dans lesdits Pais, ou hors du Pais, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, comme dessus, pour donner par là des marques de notre faveur à la Compagnie dans sa naissance; bien entendu que les Parties, dont l'Entrée est libre par nos Edits & Tarifs, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conservation de nos Pais-Bas, & pour la seureté publique en général, que nos Places frontières & autres Forteresses auxdits Pais, soient toûjours en état de defense, nous destinons les Deniers, qui seront levez sur lesdites Marchandises de retour, comme un fonds fixe & durable pour être toûjours employé pour l'avantage & défense de nos Pais-Bas; & principalement à pourvoir uosdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre & de bouche, & en reparer, & entretenir les ouvrages, défendant à notre Lieutenant & Gouverneur Général, & Ministre Plenipotentiaire,

ANNO 1712. tiaire, & à tous autres à qui il pourra appartenir, de divertir le tapport desdits Droits à d'autres uſages.

XCI. La Compagnie pourra aquerir aux Indes par achat, ou aotre Contract & Traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous lui permettons d'y établir des Colonies, comme auſſi de faire conſtruire de tels Forts, Châteaux, & Factories, qu'elle jugera néceſſaires, tant pour la plus grande ſureté & facilité de ſon Commerce, que pour la défenſe du Pays, qu'Elle aora aqois, y établir ſur ſes ſimples commiſſions des Commandants, & autres Officiers de nus Sujets, ou Employes à notre ſervice, & de mettre des Garniſons; bien entendu néanmoins, qu'avant qu'elle puiſſe entreprendre la conſtruction de quelque Fort, ou Château, Elle devra s'addreſſer à notre Gouverneur Général, ou Miniſtre Plenipotentiaire pour lui donner part de ſon deſſein, & pour marquer les Lieox, ou Elle ſe ſera propoſé de bâtir lesdits Forts, pour avoir ſon aprobation, & obtenir ſa permiſſiou à cet effet; ce qu'il ne pourra accorder à moins qu'il ne lui conſte, que lesdits Endroits, que la Compagnie aora deſignez & propoſez, ſont des Lieux que les autres Nations de l'Europe frequentent, & où elles trafiquent librement, afin que ceox de la Compagnie n'entrepeennent rien ſur les Droits des Sojets de quelques autres Puiſſances, qui ſeront en Paix, amitié, ou Neutralité avec Nous, dans les Havres, ou ſur des Côtes, ou en d'autres Lieux, où ils pourront avoir une poſſeſſion & Commerce privatif; ne voulant pas qu'ils y ſoient troublez, ou inquietes de la part de la Compagnie, avec cette reſerve toutefois que ſi la Societé couroit risque de manquer les ocesſions, ſi Elle étoit obligée de recourir à notre Gouverneue Général, ou Miniſtre Plénipotentiaire, & d'attendre ſes ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œovre, il ſera permis à ſes Officiers d'en profiter & de ſe mettre incontinent à conſtruire letdits Forts en des endroits tels qu'on les a ſpécifiés & detaillez ci-deſſous, dont la Compagnie donnera part inceſſamment à notredit Gouverneur Général, ou Miniſtre Plenipotentiaire, afin qu'il puiſſe approuver l'entrepriſe desdits Officiers, d'abord qu'il lui conſtera de la verité du fait & de ſon utilité.

XCII. Elle pourra auſſi lever à cet effet des Gens de Guerre dans les Païs de notre Domination avce outre permiſſion préalable, & dans oos Païs-Bas avec celle de notre Goovernement Général.

XCIII. Nos Officiers Militaires, qui enſuite de nos permiſſions, & congez, ou ceux du Gouvernement général, s'engageront avec la Compagnie eo qualité de Capitaines ou de Sobalternes, & ſerviront ſur les Commiſſions des Directeurs, conſerveront les rangs qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tieodrons compte des ſervices, qu'ils auront rendus à la Compagnie, comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes; mais pendant qu'ils ſeront au ſervice de la Compagnie, ils lui ſeront ſubordonnez, néaumoins liez au Serment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui paſſeront aux Indes, & s'établiront és Lieux, Colonies, & Places acquiſes par la Compagnie, joüiront au retour des mêmes Libertez, Droits & Franchiſes, dont ils jouiſſoient en nos Païs-Bas, & autres Terres de notre Domination avant leur départ, & ceux qui y naitront de nosdits Sujets ſeront cenſez Regnicoles.

XCV. Il ſera permis à la Compagnie de traiter, même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne ſeront pas nos Ennemis, & de conclurre avec eox telle Convention qu'elle jugera convenable pour la Liberté de ſon Commerce, leſquels Traitez cependant ne ſeront valables que pour le terme de ſix années, à moint qu'ils ne ſoient aprouvez & ratifiez par Nous; mais elle ne pourra déclarer la Guerre à aucune Puiſſance ſans ootre conſentement préalable.

XCVI. Les Commaudans & autres Officiers Militaires, que la Compagnie aura établis, Nous préteront le Serment de fidélité, & à la Compagnie tel autre Serment, qu'elle jugera convenit, laquelle pourra auſſi revoquer lesdites Commiſſions toutes les fois qu'elle trouvera à propos.

XCVII. Si aorès l'expiration du terme de cet Octroy, Nous ne tcouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ſes Forces, Munitions, & Armes Nous ſeront remiſes, ou de notre conſentement à la Compagnie qui ſuccedera, en payant la valeur ſuivant l'eſtimation, qui en ſera faite par des Gens experts nommez de part & d'autre. ANNO 1712.

XCVIII. Les Terces que la Compagnie aura uquiſes avec les Droits, Ceus & Rentes, lui apartiendront en toute proprieté, Nous en reſervant la Souveraineté, même elle ne pontra les vendre ni ceder à d'autres qu'à nos Sujets; Et ſi après l'expiration de cet Octroy, Nous trouvons à propos de les retenir, ou faire ceder à la Compagnie qui ſuccedera, il ſera pourvû à ſon desintereſſement ſur le pied prescrit par l'Article préeédent. 1712.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais ſans ſoo conſentement, ſoit en tems de Guerre oo de Paix, à ſes Vaiſſeaox, Artilleries, ou autres Munitions de Guerre ou de bouche, Officiers, & autres Geos de Marine, ni à ſes Magaſins, pour les employer à notre ſervice, pour quelque beſoio que ce puiſſe être.

C. Défendont très-expreſſement à tous les Gouverneurs de nos Places, nuls exceptez ni reſervez, & autres à qui il apartiendra, d'empêcher ni retarder en aucune manière la ſortie de nos Ports & Rades, aux Vaiſſeaux de la Compagnie, lorſqu'ils ſeroot chargez, & prêts à mettre à la voile, ni auſſi l'entrée desdits Vaiſſeaux à leur retour dans nosdits Ports, ni d'exiger aucune choſe; pour quelque raiſon & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, à peine de concuſſion, & ceux à qui il apartient auront un ſoin tout particulier, à ce que cet Article, comme étant très-eſſentiel au bien du Commerce, ſoit exactement obſervé.

CI. Nous promettons auſſi à la Compagnie de la proteger & défendre envers & contre tous qui l'attaqueront injuſtement, & même d'employer en cas de beſoin la force de nos Armes poor la ſoutenir dans la liberté entiere de ſon Commerce & Navigation, & de lui faire faire raiſon de toutes les injuſtices, injures & mauvais traitemens, en cas qu'aucune Nation entreprît de la troubler dans ſon Commerce & Navigation, & Nous aurons ſoin de lui procurer tous les avantages & facilites poſſibles par les Traites de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ſerons.

CII. La Compagnie pourra s'adreſſer à Nous toutes les fois qu'elle croira convenable, que les conditions lui accordées par le préſent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de ſon Commerce, notre intention Royale étant de la favoriſer autant qu'il eſt poſſible.

CIII. Finalement poue Droit de reconnoiſſance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, elle ſera obligée de Nous préſenter, & à chacun de nos Hoirs & Soeceſſeurs un Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poids de vingt Marcs d'Or.

Si enchargeons à notre très-cher & bien-aimé Couſin le Prince Eugene de Savoye notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de nos Païs-Bas, & en ſon abſence à notre très-cher & bien aimé Couſin le Marquis de Prié notre Miniſtre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, & donnons en Mandement à nos très-chers & Feaux ceux de notre Conſeil d'Etat, Préſident & Gens de notre Grand Conſeil, Chancelier & Gens de notre Conſeil ordonné en Brabant; Préſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, & à tous autres nos Juſticiers, Officiers & Sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils faſſent, ſouffrent & laiſſent tous ceux de ladite Compagnie, tant en général qu'en particulier pleinement & paiſiblement jouir & uſer de l'effet de cesdites Préſentes pour le tems, aux charges & conditions ci-deſſus reprſes, ſans leur faire, mettre, ou donner, ni ſouffrir être fait, mit, on donné aucun trooble, ou empêchement au contraire, Car ainſi nous plaît-il; En témoignage de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Scel. Donné en notre Ville & Reſidence Imperiale de Vienne, le dix-neuvième jour du Mois de Decembre, l'an de grace mille ſept cens vingt-deux, & de nos Regnes, de l'Empire Romain l'onzième, d'Eſpagne le vingtième, & de Hongrie & de Boheme le douzième.

Etoit paraphé,
PR. DE CARDIA. PS. VT.
Signé, CHARLES,
Plus bas,
Par Ordonnance de Sa Majeſté,
Contreſigné, A. F. DE KURZ.

XX.

ANNO 1723.

XX.

30. Janv. Abgefaster Schluß der Evangelischen Ständen zu Regenspurg/daß in dem 1724. Jahr das Osterfest nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April in der columne des verbesserten Calenders anzusetzen/ und darnach alle übrige darab hangende bewegliche Feste durchs gantze Jahr hindurch einzurichten seyen. [Johan Christian Schulenburgs unvorgreiflicher Vorschlag zur vereinigung der Festzeit. §. 7. pag. 13 ꝛc.]

C'est-à-dire,

Conclusion prise le 30. Janvier 1723. dans la Conference des ESTATS EVANGELIQUES *à Ratisbonne, portant qu'en conformité du Calcul Astronomique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'année suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée ainsi dans le Calendrier ameliaré, & que toutes les autres Festes mobiles de l'année seront reglées sur celle-là.* Conclusum in Conferentiâ Evangelicorum die 30. Januarii Anno 1723.

DEmnach bey der zu Ende des abgewichenen Seculi vorgenommenen Calender-verbesserung/ vermöge eines bey dem Corpore Evangelicorum unterm 23. September (3. October) 1690. einmüthig ausgefallenen schlusses beliebet worden/ daß künfftig hin die Oster-fest-rechnung/ weder nach dem im Julianischen Calender angenommenen Dionysianischen- vielweniger Gregorianischen Cyclo, sondern nach dem Calculo Astronomico (wie ehemahls zu zeiten des Concilii Nicæni geschehen) gemacht werden solle/ darnebenst nach einhalt eines ferner-weiten unterm 10—20. Januarii 1700. abgefaßten Concluß allerseits Mathematici Evangelici angewiesen worden/ wegen des unter den Astronomis noch obschwebenden dissensus, welche Tabulæ die allerzuverlässigste und accurateste seyen/ die bißhero fast durchgehends gebrauchte Rudolphinische Tabulas Keplери zum Calculo der Ephemeridum, und besonders zum Computo des Oster-Vollmonths zu behalten/ und nach denselben Præcepta ad Meridianum Uranoburgicum das Tempus Æquinoctii Verni und dann den wahren Oster-Vollmond in tag/ stunden/ und minuten zu berechnen; und dan sich gezeiget/ daß von anfang dieses Seculi biß auf jetzt lauffendes 1723. Jahr inclusivè wegen bestimmung des Osterfests so wohl nach der accuraten Astronomischen/ als nach der Gregorianisch-Cyclischen rechnung sich keine differentz zugetragen; hingegen nunmehr von der Königl. Preußischen Societät der Wissenschafften zu Berlin auch von verschiedenen anderen erfahrnen Evangelischen Mathematicis der gleichlautende/ und glaubwürdige anzeige geschehen/ daß in bevorstehenden 1724sten Jahre das Æquinoctium Vernale nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 20. Martii, und der nechst darauf folgende Vollmond auf den 8. April entfalle/ welches der rechte Oster-Vollmond gemeldten 1724sten Jahrs wäre/ müste also der 9. April, weil der vorhergehende 8. April ein Sonnabend sey/ vor den rechten Ostertag gehalten worden; der Gregorianische Computus Cyclicus aber setzte das Plenilunium Paschale nach unrichtiger rechnung auf den 9. April, und weil dieses ein Sonntag/ das Osterfest auf den 16. April, also 8 tage später hinaus; Dergleichen differentz sich auch in diesem lauffenden Seculo Anno 1744. 1778. 1798. darnebenst auch begeben werde/ daß in denen jetzt bemelten zwey letzten jahren nemlich A. 1778. und 1798. der Ostertag des verbesserten Calenders nur dem Ostern der Juden auf einen tag/ welches jedoch das Concilium Nicænum sorgfältig vermeiden wissen wollen/ eintreffen werde.

Also ist noch allen dabey vorgekommenen/ und reiflich erwogenen umständen von Evangelischen Corporis wegen einmüthig vor gut befunden/ und geschlossen worden.

I. Daß man hinführo auf denen eingangs berührten Concluß des Corporis Evangelicorum fest zu bestehen/ folglich

II. Allen im Heiligen Römischen Reich befindlichen Evangelischen Calender-Schreibern/ Druckern/ und Verlegern zu bedeuten habe/ daß sie es bey der bißher gebrauchten form des verbesserten Calenders führohin bewenden lassen/ vornemlich aber/ daß im nechstfolgenden 1724sten Jahr nach dem accuraten Calculo Astronomico auf den 9. April fallende Osterfest in der Columne des verdesserten Calenders auf selben tag ansetzen/ und darnach alle übrige daron dependirende bewegliche Fest durchs gantze jahr hindurch einrichten/ und

III. In folgenden jahren/ es möge zwischen dem verbesserten/ und Gregorianischen Calender sich eine Oster-differentz zeigen/ oder nicht/ jedesmahl nach mehr berührten Calculo Astronomico, die Ostern mit den darnach einzurichtenden beweglichen Festen dem verbesserten Calender inseriren/ auch

IV. Wan nach erfolgter genauer erkündigung der Juden-Ostern sich befände/ daß selbige mit den Ostern des verbesserten Calenders auf einen tag einfielen/ wie zum Exempel A. 1778. und 1798. sich begeben solte/ und man in zwischen keine andere richtigere/als die bißher gebrauchte Tabulæ Rudolphinæ ausfindig machen/und von dem Corpore Evangelicorum approbiret werden/ das Oster-Fest in solchen fällen um die intention des Concilii Nicæni hierinnen bey zu behalten 8. tage weiter hinaus setzen sollen. ANNO 1723.

V. Wäre dieser des Corporis Evangelicorum abgefasster/ und denen Regulis Concilii Nicæni gemäßer schluß in allen Evangelischen Reichs-landen und Herren/ wie es ehemals bey verbesserung des Calenders A. 1699. gehalten worden/ am letzten Sontag vor dem Advent des jetztlauffenden 1723sten jahres von deno Cantzeln offentlich zu verkündigen/ und die Osterfeyer in dem künfftigen 1724sten/ und übrigen vorhin bemerckten jahren darnach anzustellen.

XXI.

19. Juin. *Articuli Dictales* HUNGARICI *in Generali Conventu n die 20. Junii 1722. nique in Mensem Junii 1723. continuato concluſi, Quibus in primis, Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in sexu Masculino annis 1687. & 1715. agnitum, nunc etiam ad Sexum Femineum in Augusta Domo* Austriaca *extenditur. Cum Confirmatione Augustissimi Regis ac Romanorum Imperatoris* CAROLI VI. *Datum Viennæ die 10. Junii anno Domini 1723. Regnorum suorum Romani* XII. *Hispaniarum* XX. *Hungariæ vero Bohemiæ & reliquorum anno* XIII. [Sur une Copie Originale, signée de la propre main de l'Empereur & scellée de son petit Sceau en cire rouge.]

NOS CAROLUS VI. Dei gratiâ Electos Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. REX; Archi-Dux Austriæ; Dux Burgoodiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Caroliolæ; Marchio Moraviæ; Comes Habspurgi, Tyrolis, & Goriziæ, &c. Memoriæ commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis, Quòd posteaquàm Nos, in præsentiarum conclusa Anni milleſimi, septiogenteſimi decimi quinti, præfibati Regni noſtri Hungariæ Dieta, primo quippè in idem Regnum noſtrum felici adventu noſtro, ſtatim ea, quæ ad priſtinam ejusdem Regni, olim florentiſſimi, ſed à ducbus, & quod exceſit, ſæculis, Vicini præpotentis Hoſtis Ottomanni inſeſtis Armis nimiùm divulſi, & diſtracti, ac tandem Victoribus felicit reminiscentiæ Imperatoris & Regis LEOPOLDI I. Prædeceſſoris & Genitoris noſtri deſideratiſſimi Armis, potiori in parte vindicari reducendam felicitatem, tùm cæca Juſtitiæ adminiſtrationem, tùm Politicorum, Militarium, & Oeconomicorum accommodationem ſpectare videbantur, elaborandæ elementer ordinaſſemus, & expoſt occaſione noviſſimi feliciter terminati Belli Turciei, per binos generales intrà biennium habitos Conſilia, fuſis, fugatisque Hoſtibus, duo nominatiſſima Fortalitia, Belgradum nempè, & Temesvatinum, Divino juſtâ Arma noſtra ſecundante Nomine, gloriosè receviſſemor, ac per hoc non tantùm ipſum prædictum noſtrum Hungariæ Regnum, à jugo Turcico totaliter exemiſſemus, ſed in annexa etiam eidem Regna & Provincias Imperium noſtrum felicitèr extendendo, pendeclarator Statos & Ordines ab Hoſte, Cervicibus & Fortunis eorundem imminente, reſtitutâ Regno almâ Pace, plenâque procuratâ ſecuritate, gloriosè liberaſſemus; Sed nec immemoret, felices Principes ea, quæ Belli ſunt, Pacis tempore curare aſtolere. Pro ſtabilienda itaque in omnem caſum, etiam contra Vim externam, cum Vicinis Regnis & Provinciis noſtrit Hæreditariis Unione, & conſervanda Domeſtica Tranquilitate, novam entelatis Statibus & Ordinibus, Generalem Regni, Partiumque eidem annexarum Dietam, in Liberam Regiamque Civitatem noſtram Poſonienſem; in diem vigeſimum Menſis Junii, Anni proximè præteriti milleſimi, ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi clementer iodixiſſemos, eidemque Nos etiam, à ſtimoedio quidem ejusdem Dietæ, Perſonaliter, dein verò mediò Plenipotentiariorum Commiſſariorum noſtrorum

ANNO 1723. Regiorum, Spectabilium quippè ac Magnificorum, Guudakeri Thomæ, Sacri Romani Imperii Comitis à Stahreuberg, Domini Dominiorum Eſchelberg, Liechtenhag, & Pottendorff, Hæreditarii Mareſchalli in Auſtria ſupra & infrà Anaſum, Aurei Velleris Equitis, actualis Intimi Status & Conferentiarum Conſiliarii noſtri, ac Miniſterialis Bancalis Deputationis Præſidis; Nec non Francisci Ferdinandi, pariter Sacri Romani Imperii Comitis Kiosky, Comitis in Chiutz & Tettau, Domini in Maczen, Choticborz, Clumecz, & Ktatenau, Aulæ noſtræ Bohemicæ Præfecti, Conſiliarii itidem noſtri actualis Intimi, & per Regnum noſtrum Bohemiæ ſupremi Cancellarii, amborum verò Camerariorum noſtrorum, præſuiſſemus, concluſis tandem mutuis Tractatibus, finiàque Diætali Congregatione, lidem Domini Prælati, Barones, Magnates & Nobiles, cæterique Status & Ordines ſæpefati Regni noſtri Hungariæ, & Partium eidem annexarum, mediò præmemoratorum Regiorum Plenipotentiariorum Commiſſariorum noſtrorum, exhibuerunt & præſentàrunt Majeſtati noſtræ certos Articulos, in eadem Diæta, communibus ipſorum Votis & Suffragiis, parique & unanimi Conſenſu, acceidente benignâ annuentiâ Noſtrâ concluſos; Supplicantes Majeſtati noſtræ humillimè, quatenùs univerſos eos Articulos, omniaque & ſingula in eis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, noſtrumque Regium Conſenſum iis præbentes, Authoritate noſtrâ Regiâ clementer acceptare, approbare & confirmare, atque tam Nos Ipſi obſervare, quàm per alios omnes, quorum intereſt, obſervari facere dignaremur. Quorum quidem Articulorum teoor talis eſt.

ANNO 1723.

ARTICULI *Dominorum* PRÆLATORUM, BARONUM, MAGNATUM, & NOBILIUM, *cæterorumque Statuum & Ordinum Regni* HUNGARIÆ, *Partiumque eidem annexarum, in Generali eorundem Conventu, pro die vigeſimâ Menſis Junii, Anni milleſimi, ſeptingenteſimi, vigeſimi ſecundi, in Liberam Regiamque Civitatem Poſonienſem indicto, & continuativè in præſens usqué celebrato, concluſi.*

PRÆFATIO.

QUàm Paterno, quamque ſolicito, & ſimul clementiſſimo affectu Sua Sacratiſſima Majeſtas, in Hæreditarium hoccè Regnum ſuum Hungariæ, Partesque eidem annexas inclinata beniguiſſimè haberetur, præprimis quidem ex benlguis Literis Regalibus, ad univerſos Hæreditarii Regni ſui, Partiumque eidem annexarum Fideles Status & Ordines elementiſſimè exaratis, profundiſſimâ homagialis fidelitatis ſuæ devotione, & nusquam de Cordibus eorundem extinguenda erga Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, & totam ejus Auguſtam Domum Auſtriacam præcooceptâ ingenui & ſubditalis amoris obligatione, in perpetuum recognoscerent, & per univerſos Poſteros ſuos fideliſſimè recognitum iri, quàm maximè confiderent; Dum illicò, ac per iolperata, cùm ab Orieute, tum criam ab Occideote cauſata graviſſima Bella, & poſt felicem, totique Orbi ſtupendum, contra immanes utriusque Hoſtis, Vires, Armorum ſuorum progreſſum, ſtabilitamque optatam Pacem licuiſſet, prætermiſſis aliis quibusvis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus maximis Curis & ſolicitudinibus, Paternum conatum ſuum, ad perennem Regni ſui Hæreditarii ſecuritatem, & ductum anhelatam Civium felicitatem convertere, ac eum lu finem Generalem pro vigeſimâ præteriti Menſis Junii, Anni æquè præterlapſi, in Liberam & Regiam Civitatem Poſonienſem, Diætam indicere, & Altiſſima quoque, uunquam ſatis à Fideiibus Sux Majeſtatis Sacratiſſimæ Statibus & Ordinibus Regoi, Partiumque eidem annexarum veneranda in Perſona, Eosdem elementiſſimè conſolari dignata fuiſſet: Ut inter tot & tanras ſuæ Majeſtatis Sacratiſſimæ erga Fideles ſibi Status & Ordines exhibitas gratias, lidem meritò dubitaviſſent, quidnam ex innumeris Regno huic Hæreditarin elemeutiſſimè exhibitis gratiis, totque de immanis, Cervicibus Eorundeun à longiſſimo tempore incubantis Hoſtis, ad ſtuporem Orbis Europæi reportatis Triumphis, pro gratiarum actioois ſcopo principaliter aſſumere conveniſſet.

Sivè enim intrà biennium, rarò magnorum & felicissimorum etiam Monarcharum exemplo numeratos de tam validis Hoſtibus Triumphos, ſeu glorioſis Armis ſuis, antiquos limites verſùs extenſam Patriam perpendiſſeot, nonniſi immortali dignâ memoriâ, in publicum Regoi Bonum exactata Trophæa, unanimi applaudentium Regnicolarum Votò teſtatum reddere cogebantur.

Cumque pro tam immortali Gloria, totque Beneficiis, iidem Fideles Status & Ordines, oullo alin præclariori gratitudinis ſigno, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ obnoxios reddi poſſe arbitrabantur, quam ſi ſemet, ac Poſteros ſuos uniuerſos, præprimis Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, Ejusdemque utriusque Sexûs Succeſſoribus, deiu Auguſtæ quoque Domui Suæ Auſtriacæ Poſteris, conformirate immediatè ſubſequentium Antecelorum, io omne tempus devoverent, & humillimè ſubjicerent; DEUM Ter Optimum Maximum, pro diuturno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, & præmiſſorum uuiverſorum Succeſſorum perenni & feliciſſimo Gubernio, ardentibus Votis ſuis demiſſiſſimè exoraturi.

Ex quo verò ad plenam fidelium Civium, & Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis devotorum Subditorum ſecuram felicitatem, antiquâ etiam Regni conſuetudioe, & Patriis Legibus exigentibus, Diætale hoc remedium, Sua Majeſtas Sacratiſſima clementiſſimè ordinare & admittere dignata ſuiſſet: Ut proiude futuris quibusvis temporibus, ab omni confuſione & periculis, Hæreditarium hoc Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regoum præſervati, & non miùs adverſùs omnem Vim exteram, quàm quosvis etiam fatales interuos Motus, ipſis Statibus & Ordioibus Regni, Partiumque eidem annexarum plurimùm damnoſos, ſalutari, & Diætaliter ſtabiliendâ modalitate, in omues eventuales caſus, tutum & proviſum reddi, ac per id, cum reliquis etiam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regois & Provinciis Hæreditariis mutua Coiuelligentia & Uoio, adeoque publica Reſpubliceæ Chriſtianæ quies, Pax conſtans, imperturbata Tranquillitas, ſnb pio, juſto, forti, felici Suæ Majeſtatis, & Auguſtæ Domûs Auſtriacæ clementiſſimo Gubernio in ævum perdurare, ac cootinua Auguſtæ Domûs in Regno, & ſacra Ejusdem Coroua, utriusque ſexûs eſopiata, & communi Regnicolarum Votò procíamata, Sumque Sacratiſſimæ Majeſtati prompte & fideliter oblata Succeſſio, meliùs obſirmari valuiſſet, & deinceps omnes & quælibet loconvenientiæ præcaverentur, Fidelesque Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, io uolverſis Eorundem tam Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juribus, Privilegiis, Immuuitatibus, antiquis Conſuetudinibus, Prærogativis & Legibus hactenùs habitis, ac io præſenti quoque Diæta conditis, & in futurum etiam, Diætaliter eondendis, permaoeant, ſtabiliantur, & conſerventur, eademque & eædem, ab omnibus indispenſabiliter obſervareotur, Jus, & Juſtitia omnibus & ſingulis, ſanctè, ſecundùm Leges Patrias, hac etiam in Diæta conditas, imperturbatè admioiſtatentur, beniguaque eum io fioem ad Fideles Status & Ordiues Regni, Partiumque eidem annexarum clementiſſimè facta Propoſitio, & Pateroa Mens ac Intentio ſecundarerur, attacti Status & Ordiues Regni, Partiumque eidem anuexarum demiſſiſſimè ſupplicant: Ut infraſcriptos Articulos, ex Gravamlnibus, & humillimis Statuum & Ordiuum Poſtulatis, penes benignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Reſolutioneм eruto-, unanimique Votò & Conſenſu, accedente benignâ Ejusdem annuentiâ, eoncluſos, clementer acceptare, Regiâque ſuâ Auctoritate ratificare, & confirmare, ac tàm Ipſa benignè obſervare, quàm per alios quoscunque obſervari ſacere dignetur.

Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacræ Cæſareæ & Regiæ Majeſtati pro Libertatum, & Prærogativarum Eorundem Paterna & Clementiſſima Confirmatione, & Sux in mediam Statuum Sacratiſſimæ Perſonæ advenlu, gratias quàm maximas referant.

ARTICULUS I.

Paternam ſanè, & Clemeotiſſimam Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis ergà Status & Ordiues Regni, in præſeuti Diæta, ſeliciſſimè, & io frequentiſſimo, vix aliquando viſo uumero congregatos propenſionem, & ad permanſionem Eorundem, ac locrementum publici Statûs Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, proque ſtabilienda in omnem Caſum, etiam contra

Vim

rum elementiſſimè emanaris Literis Regalibus, ac noviſſimè factis Propoſitionibus, denotò lanè homagialis Fidelitatis Eorundem Zelò, & conſtanti ſervore humillimè intelligentes, pro hoc erga Eosdem clementiſſimè exhibito Paterni affectûs Gratiarum ſingulari Voto, quodvè non obſtantibus in adverſam quibusvis graviſſimis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus Curis & laboribus, in medium Fidelium Statuum ſuorum ſemet conferre, & Eosdem in altiſſima iisdem ſummè vocaranda Perſona ſua, Paternè conſolari, & primùm ac ante omnia, nullaque præviâ Fidelium Statuum & Ordinum exteriùs præmiſſâ humillimâ Supplicatione, ad puro erga Eosdem Paterno affectu, univerſos Status & Ordines Regni ſui Hæreditarii Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, in omnibus tàm Diplomaticis, quàm aliis quibusvis Juſibus, Libertatibus, Privilegiis, Immunitatibus, Conſuetudinibus, Prærogativis, & Legibus, hactenùs conceſſis & condiis, ac in præſenti Dieta, & in ſeriorum etiam, Dietaliter condendis conſervaturum offerre, & easdem, ac earundem ſingulas clementiſſimè confirmare dignata fuiſſet, humillimas, & quàm poſſunt, maximas Sacratiſſimæ Cæſareæ ac Regiæ Majeſtati ideò etiam gratias referam, quòd Fœmineum quoque Sexum Auguſtiſſimæ Domûs Sum Auſtriacæ, usquè ad Ejusdem, & ab Eodem Descendentium defectum, ad Regiam Hungariæ Coronam, Partesque, Regna, & Provincias, ad eandem Sacram Coronam pertinentes, unanimi Univerſorum Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum libero Voto proclamatum, & per ſolennem Eorundem Statuum & Ordinum ad Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, Viennam expeditam Deputationem vocatum, & ajusmodi oblationem, tàm piè & clementer, gratòque animò acceptare, & Fideiſtum Statuum & Ordinum ſuorum pia, ac ſalutatibus Votis, non tantùm annuere dignata eſſet, ſed ejusmodi in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis Succeſſionem, eòdem, quò Maſculorum Primogenituræ Ordine, ſecundùm normam in reliquis Sum Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnis & Provinciis Hæreditariis, in, & extra Germaniam ſitis, jam per Eandem ordinatam, ſtabilitam, publicatam, & acceptatam, inſeparabiliter, habitâque in gradnum æquatitate, ejusdem Lineæ Prærogativa Maſculorum ratione, dirigi, ſervari, & cuſtodiri vellet; ita, ut illis, vel Maſculis Ejusdem Hæres, qui, veſ qua præmiſſorum Auguſtæ Domûs Auſtriacæ Regnorum & Provinciarum Hæres, juxta memoratam normam Primogenituræ, in Auguſtæ Domo Auſtriaca receptam exiſtet, eodem Succeſſionis, pro his, & futuris quibuscunque caſibus Hæreditario Jure, etiam pro infallibili Regæ Hungariæ, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, æquè indiviſibiliter intelligendarum, habeatur & coronetur.

De Regia Hæreditaria Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis Sexûs Fœminei Auguſtæ Domûs Auſtriacæ in Sacra Regni Hungariæ Corona, & Partibus eidem ab antiquo annexis continua Succeſſione.

Articulus II.

Tametſi Sua Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtatis Fideles Status & Ordines Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, vividam & florentem, optimèque conſtitutam Ætatem, Vires, & Valetudinem conſpicientes, Divinaque Benedictioni quàm optimè confiſi, Eandem magnis, & glorioſis Sexûs Maſculini Succeſſoribus, ad preces quoque Fidelium ſuorum Statuum, eò fine ad Deum Ter Optimum ſuſas, & inceſſanter fundendas, largiſſimè benedicendam, & indefinenti Maſculorum Hæredum ſuorum ordine, Fideles Status Regni confolandos fore, vel maximè confiderent, quia verò apprimè atiam perſpectum haberent, Reges parites, & Principes, æquali aliorum Hominum mortalitatis Sorti ſubjectos eſſe; maturè proindè & conſultò perpendentes, tot & tanta, cùm Prædeceſſorum Sum Sacratiſſimæ Cæſarem & Regiæ Majeſtatis, Divorum olim Leopoldi Genitoris, & Joſephi

perenni ſalute, Bello æquè ac Pace exantlata glorioſiſſima Acta & Facta; dum non modò Hæreditarium Regnum hoc ſnum Hungariæ, Partesque, Regna, & Provincias eidem annexas, in ſtatu per præattactos glorioſos Prædeceſſores ſuos poſitum, conſervavit, ſed occaſione etiam noviſſimi Ottomanici Belli, contra ferventiſſimos ejusdem impetus, idem animoſè rotata, Victoriebus, felicibusque Armis, in annexa eidem Regna & Provincias, cum immortali ſui nominis gloria, Statuumque & Ordinum, ac privatorum Regni Civium perenni ſecuritate protenderit, ut ſucceſſivis quibusvis temporibus, ab omnibus exteriis, & etiam domeſticis confuſionibus, & periculis præſervari, imò in alma, & adverſus omnem Vim etiam Externam felicitimè pereunara poſſis; Quosvis præterea etiam Interoos Motus, & faeliè oriri ſolita, ipſis Statibus & Ordinibus Regni ab antiquo optimè cognita Interregni mala, ſollicitè præcavere cupientes, Majorum ſuorum laudabilibus Exempliis incitari, volentesque erga Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, Dominum Dominum Eorum Clementiſſimum, gratos & fideles ſemet humillimè exhibere, in defectu Sexûs Maſculini Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis (quem defectum Deus elementiſſimè avertere dignetur) Jus Hæreditarium ſuccedendi in Hungariæ Regnum & Coronam, ad eandemque Partes pertinentes, Provincias, & Regna, jam Divino auxilio recuperata & recuperanda, etiam in Sexum Auguſtæ Domus ſuæ Auſtriacæ Fœmineum, primo loco quidem ab altefata modò Regnante Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtate, dein in hujus defectibus, ex Lumbis Divi olim Leopoldi Imperatorum & Regum Hungariæ Deſcendentes, Eorundemque legitimos Romano-Catholicos Succeſſores utrumque Sexus Auſtriæ Archiduces, juxta ſtabilitum per Sacratiſſimam Cæſaream, ac Regiam regnantem Majeſtatem in aliis quoque ſuis Regnis & Provinciis Hæreditariis, in & extra Germaniam ſitis Primogenituræ Ordinem, Jure & Ordine præmiſſo, indiviſibiliter, ac inſeparabiliter, invicem, & infimul, ac unà cum Regno Hungariæ, & Partibus, Regnis, & Provinciis eidem annexis, Hæreditariè poſſidendis, regendam & gubernandam transferunt, & memoratam Succeſſionem acceptant, taliterque eandem Succeſſionem Fœmineam, in Auguſtæ Domo Auſtriaca introductam & agitam (extenſis ad eam omne pro tunc Articulis 2. & 3. Anni 1687. & pariter 2. & 3. Anni 1715.) juxta Ordinem ſuprædictum ſtabiliunt, per præattactum Fœmineum Sexum Auguſtæ Domûs ejusdem prævio modo declaratos Hæredes & Succeſſores utriusque Sexûs Archiduces Auſtriæ, acceptandam, ratihabendam, & unà cum præmiſſis, æquè modo prævio per Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementiſſimè confirmatis Diplomaticis, aliisque prædeclaratis Statuum & Ordinum Regni, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum Libertatibus & Prærogativis, ad tenorem præcitatorum Articulorum, futuris ſemper temporibus, occaſione Coronationis obſervandam determinant, & nonniſi poſt omnimodum prædicti Sexûs defectum, avitam & veterem, approbatamque & receptam Conſuetudinem, Prærogativamque Statuum & Ordinum, in Electione & Coronatione Regum, locum habituram, reſervant intelligendam.

Jura, Prærogativæ, & Libertates Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum confirmantur.

Articulus III.

Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, univerſorum Fidelium Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum, omnia tàm Diplomatica, quàm alia quævis Jura, Libertates & Privilegia, Immunitates, Prærogativas, Legesque condias, & approbatas Conſuetudines, Conformitate Articulorum 1. & 2. modernæ Dietæ, in ſenſu Articulorum 1. 2. & 3. Anni 1715. Formulaque Juramenti ibidem contentæ, intelligendorum, clementer confirmat & obſervabit: Patiterque Succeſſores, legitimè coronandi Hungariæ, & Partium eidem annexarum Reges, in iisdem Prærogativis, & præmiſſis

ANNO 1723. Immunitatibus & Legibus, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum inviolabiliter conſervabunt, quas & quæ præteres Sua Majeſtas Sacratiſſima, per ſuos cujuscunque Statûs, Gradûs & Conditionis, obſervari faciet.

De Palatinali, & ſimul etiam Locumtenentiali Authoritate.

ARTICULUS IV.

Et quia inter prævió modó clementiſſimè confirmatas Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Libertates, in Regno Hungariæ de antiqua ejusdem Conſuetudine & Lege, Authoritas quoque, & Prærogativa Palatioi, & ſimul etiam Locumtenentis, ſenſu Articulorum 5. & 33. Anoi 1715. in iisdemque citatorum, ac aliorum ſuperindè conditorum comprehenderetur; Hinc Majeſtas Sua Sacratiſſima Cæſareo-Regia, Palatinalem, & ſimul etiam Locumtenentialem Authoritatem, & Jurisdictionem, io ſenſu Articulorum præcitatorum benignè confirmat; Eà cum declaratione, nè Palatious Bona, per Fiscum poſſeſſa, conferre poſſit. De Salario Palatinali impoſterum quoque providebitur.

De ſpeciali Nobilitatis Prærogativa.

ARTICULUS V.

Ut Citatio Prælatorum, Magnatum & Nobilium, ordinario & conſueto Juris Proceſſu, io omnibus Cæſibus & Cauſis, ariam Crimioalibus, ant Notam Infidelitatis, de Jura Municipali Hungariæ adhuc infotentibus, vel ad alias pœnas reductis, contra Eosdem per quoscunque inſtituendis, in Titulo 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartii, & Articulo 14. Anni 1618. cootenta (Crimine tamen læſæ Majeſtatis, conformitate Articuli 7. Aoni 1715. & Cæſibus, qui in Articulo 54. Aoni 1687. exprimuntur, exceptis) obſervetur. Nevè ullus, Nobilitari Prærogativâ gaudens, oon citatus, nec debito Juris Ordine convictus, in Perſooa, aut Bonis ſuis, quoquo modo damnificetur, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacratiſſimâ Cæſareâ Regiâ Majeſtate annuente, ſtatuunt.

Domini Terreſtres, & alii Nobiles à Contribuendo, ulterius quoquè pro immunibus declaruntur.

ARTICULUS VI.

Siquidem juxta fuodamentaiem Patriæ Nobilitatis Prærogativam, ſenſu Tituli 9. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti, aliasque Diplomaticas Leges, per Sacratiſſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementiſſimè coofirmatas, Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, ab omni tributaria Servitute exempti haberentur; Sacratiſſima quoque Sua Cæſarea & Regia Majeſtas, Eosdem Status & Ordines, tam Domiuos Terreſtres, quàm & alios quosvis Nobilitari Prærogativâ gaudentes, ab omni Coottibutione, io perpetuum immunes conſervandos elementiſſimè decernit; militare nihilominùs pro Regni defenſione teneantur, & Sacra Cæſarea Regiaque Majeſtas, quoties neceſſe eſſe judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. à modó impoſitum quoquè deſiderare & exigere poterit; Armaliſta nihilominùs, etiam io Liberis Regiis, Montanisque Civitatibus, Confiniis, Oppidis Privilegiatis, & non Privilegiatis, & alibi in Regno commorantes, conſcientioſè, juxta Comitatuum Idæam pro domeſticis Comitatuum oeceſſitatibus taxabuntur.

De Comitiorum Celebratione.

ARTICULUS VII.

Siquidem Generalium Comitiorum Celebratio, ſenſu Articuli 1. Aoni 1659. ſalutare televandorum Gravaminum remedium eſſet, Eadem juxta Articulum 14. Anni 1715. celebrentur: Et oè ultrà bimeſtre (niſi ex ratione temporis & neceſſitatis, à Sua Majeſtate Sacratiſſima prorogentur) extendantur; Prælati, Magnates, & Nobiles, ad eadem, juxta Articulum 1. Anni 1608 ante Coronationem, vocati, maturè comparere, Comitatus verò, & præattacti Magnates, qui perſonaliter intereſſe non poſſent, Nuncios Nobiles poſſeſſionatos, ac nobili Proſapiâ ortos, ſenſu Articuli 62. Anni 1665. mittere: Regna verò Croatiæ, Dalmatiæ, Sclavoniæque, Articulo 61. Anni 1615. ſemet accommodata, acceptisque per Cancellariam Regio-Hungaricam, benignis Regiis Propoſitionibus, & juxta Articulum 25. Uladislai Regis Decreti 2. Privatorum quibusvis Negotiis prætermiſſis, de Publicis, cum moderamine & gravitate, ac ſub Silentio tractare & deliberare, Materiasque ad invicem cohærentes, ſeriatim redigere, & ita Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ præſentare, & ad Diætæ usquè Concluſionem, ſub pœna legali intereſſe teneantur; Ut verò Securitari Eorundem, ipſorumque Familiarium, ac in Diæta conquerentium, & per hoc publicæ Diætali quieti conſulatur, à quibusvis contumeliis, multò magis manuum injectionibus, in Loco Diætali, aut publici Cooſeſſûs abſtineatur; Si quid autem ejusmodi perpetraretur, tales, & etiam committentes, ex dictamine immediatè præmiſſi Articuli, ad tertium ciſentur, ac Judicium de illis, coram Tabula Regia Judiciaria celebretur, irremiſſibiliterque, Calumoiatores quidem, & Diffamatores, tories quoties in pœna Florenorum ducentorum, Parti læſæ applicanda, Verberatores verò, vel Vulneratores, pœnâ Actûs majoris potentiæ caſtigentur; Præmiſſorum nihilominus malitioſi ſub Diæta Occiſores, aut occidi procuratores, prævià tali Citatione, pœnâ Mortis cum exasperatione, condemnentur.

De Reſidentia Regiæ Majeſtatis intrà Regnum Hungariæ.

ARTICULUS VIII.

Quòd Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, demiſſum Statuum & Ordinum Regni Poſtulatum, & ſingularem ergà Auguſtiſſimam Ejusdem Perſooam, ſæpiùs in Regoo videodam affectum, eiqnè famulandi ipſorum deſiderium & zeium clementer agnoscere, & ubi graviores Europæ Curæ commodè admiſerint, ſeoſu etiam Articuli 4. Anni 1550. io medio Eorundem, & intrà Regnum reſidere velle, iotuitu quoquè futurorum Regni Hungariæ Regum, Eosdem Status & Ordines, ad ſenſum præcitatæ, & aliarum Legum, ſecuros ſuperindè reddere dignata ſit, Status & Ordines, eidem Sacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtati gratias quàm maximas repoount.

Caſus Notam infidelitatis adhuc inferentes.

ARTICULUS IX.

Pro ſecurioti quietis publicæ Conſervatioou, & bonorum, ac quietorum Regnicoiarum tutamine, ad beoignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Reſolutionem, Status & Ordines coocinierunt; Ut, Legibus, de Crimine læſæ Majeſtatis hactenùs io ſpecie Articulo 7. Anoi 1715. & moderoæ Diætæ Articulo 5. conditis, in ſuo vigore permanentibus, evidenter ſemet erigentes & opponentes contra Statum publicum Sacræ Coronæ, Regiæ Majeſtatis, & Regni, juxta Titulum 14. Partis Primæ Operis Decreti Tripartiti; Præterea Judices, Locaque credibilia, & Fidedigniates, authenticis Sigillis ex Offielo ſuogentes, & taliter falſas Literas conficientes, ad ſenſum Tituli 16. Partis ſecundæ; Cuſores item falſarum Monetarum, vel ejusmodi Monetis ſcienter ac publicè, in quantitate cireiter quinquaginta Florenorum utentes. Prout & Inductoras & Conductores quorumcunque Hominum, ad ſpoliandum & diſturbandum loternum Regni Statum. Dein Publici Hæretici, damnatæ ſcilicèt Hæreſi adhærentes. Nec non malitioſi Amiſſores & Traditores Caſtrorum ſuitimorum Regni, & Partium eidem annexarum. Admioiſtratores Armorum, & tempore Belli, etiam Victualium Turais, & aliis, Infidelibus, Regni ſcilicet hujus Æmulis & Hoſtibus. Turbatores item, Detentores, ac Spoliatores illorum, qui Sectæ eorum damnatæ renunciantes, ex Turcia, ad iſtud Regnum, & Partes eidem annexas confugiont moraturi. Prout & Tricefimatores, & alii, in diminutionem Regiorum Proventuum, in extrahendo auro & argento conflato, cum Forenſibus Societatem inenotes, ejusmodique aurum & argentum è Regno clàm efferantes, olterius qooque Notâ Infidelitatis, amiſſione nimirùm Capitis, & Bonorum mobilium ac immobilium, ad Portionem ejusdem cedentium, ſetiantur; Portione tamen Prolium & Fratrum innocentium, & cum Delinquente indiviſorum;

ANNO 1723. rum; Maternis item, & Materno-Aviticis Eorundem Bonis; prout & Juribus Uxoriis; Ære, Juteque alieno, ad conformitatem Articuli 9. Anni 1715. ac læſis damnorum ex præviis Caſibus emergentium, unà cum expenſis fienda refuſione, ſemper in ſalvo permanentibus.

Caſus antehàc Notæ Infidelitatis, in pœnam Actûs majoris potentiæ commutati ſpecificantur.

ARTICULUS X.

Ad conſervandam Patriæ Nobilitatis Prærogativam, & privatorum Regnicolarum Securitatem, reprimendamque quorumcunque Potentiorum agendi licentiam, Sacrâ Cæſareâ Regiâque Majeſtate annuente, ulterius concluſum eſt: Ut pœna Actûs majoris potentiæ, juxta Articulum 15. Matthiæ Regis Decreti 6. aliasque paſſim Leges, ſancita, contra Nobilium Domorum Invaſores, aut Poſſeſſionum Eorundem Occupatores; Nobilium ſine juſta & legali Cauſa Areſtatores vel Detentores, præterea Vulneratores, Verberatores, vel etiam Interemptores, Impoſterum quoque obſervanda, etiam contra Judicum Regni Ordinariorum, eorundemque Vices Gerentium, Magiſtrorumque Protonotariorum, & aliorum, ſeu Septem-Vitalis, aut Regiæ Judiciariæ, ſeu Diſtrictualium Tabularum, aut Comitatenſium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii ſeu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Conſiliariorum, Supremi & Vice-Directorum, in Officiorum functione actualiter & legitimè procedentium Detentores, Areſtatores, Verberatores, aut Vulneratores, Literarumque Salvi Conductûs Violatores, & Repriſionem ſecundariò facientes, prononcietur; Non ſecùs & qui Conquerentes in Dieta, extrà eandem, propter ejusmodi Querelas, aut ad Diætam, Judicia, vel Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum, prout & Inquiſitiones, de repetendis ac reſtituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Exceſſibus peragentes, & ad ineundos cum eadem Computus venientes, inque Computu, & peragendis præmiſſis loquiſitionibus commorantes & redeuntes verberaverint, aut vulneraverint, verberarique aut vulnerari commiſerint; Prout & Vulneratores Fratrum & Conſanguineorum, Mutilatores item membrorum, & Eruitores oculorum, eandem Actûs majoris potentiæ pœnam incurrant; Religioſæ nihilominùs, & Eccleſiaſticæ Perſonæ, nec non Mulieres, in præmiſſis Caſibus, pœnæ emendæ Capitis ſubjacebunt.

Adhuc nonnulli Caſus, priùs notorii, mortis pœnâ puniendi ſtatuuntur.

ARTICULUS XI.

Ut autem pro ratione Delictorum & Plagarum, ac Pœnarum, modus obſervetur, ex benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ reſolutione, & Statuum ac Ordinum aſſenſu, ſtatuitur; Ut Patricidæ, Matricidæ, Matriticidæ, Uxoricidæ, ac Infanticidæ, Occiſoresque Fratrum & Conſanguineorum; Præterea in primo & ſecundo gradu Inceſtuoſi; & etiam Novercarum, vel Privignarum Violatores & Stupratores; Demùm Judicum Ordinariorum Regni, Eorundemque Vices Gerentium, Magiſtrorumque Protonotariorum, & aliorum, ſeu Septem-Viralis, aut Regiæ Judiciariæ, ſeu Diſtrictualium Tabularum aut Comitatenſium Judicum; Capitularium item, & Conventualium, Regii, ſeu Palatinalis, vel Banalis Hominum, aut Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regiæ item Cameræ Conſiliariorum, Supremi, & Vice-Directoris, in Officiorum Functione actualiter & legitimè procedentium; Prælatorum item, Magnatum, & Nobilium, Eorundemque Nunciorum, ac Familiarium, vel Servitorum, ad Eosdem pertinentium, vel cum iisdem in Dieta præſentium, aut ad eandem, vel Judicia Tabularia, ſeu Congregationes, & Sedes Judiciarias Comitatuum; prout & Inquiſitiones de repetendis & reſtituendis fugitivis Colonis & Servitoribus, aut Militiæ Exceſſibus peragentium, & ad ineundos cum eadem Computus Venientium, & Redeuntium, inque eodem Computo & peragendis præmiſſis loquiſitionibus commorantium, vel pariter redeuntium; In Dieta conqnerentium, & propterea Eorundem extra Diætam Interemptores, Capirali pœna, cum exaſperatione Supplicii, juxta gradûs proximitatis Conſanguineorum, aut Interfectorum Officii qualitatem, pronunciandæ ſubjiciuntur; Pariter & Parentum Verberatores aut Vulneratores, pro rerum aut factorum Circumſtantiis, juxta prudens arbitrium Judicis; Ita & Tradnores Malitioſi Cajtrorum, & Caſtellorum Dominorum proprìorum, eorumque, vel quorumcunque Regnicolarum Expugnatores, aut Interceptores, mortis pœnæ ſubjacebunt; Ita & ſaltarum Literarum confectores, falſorumque Sigillorum Sculptores, & penès eadem, Vitæ alterius inſidiantes, æquè Morte; Vitæ verò, & ſimul ad amiſſionem Bonorum inſidiantes, & per id damnis & expenſis Innocentem aggravantes, ultrà amiſſionem Vitæ, cuam in refuſione damnorum & expenſarum de Bonis propriæ Portionis confectoris Literarum, & Sculptoris Sigillorum adjuſtandarum puniantur, Portionibus Liberorum, Materaie item, & Materno-Aviticis Bonis eorundem, legali item uxoriò Jure, ooo abſimiliter Ære, ac Jure alienò, pro iisdem relictis & ſalvis permanentibus. Præmiſſis pœnis illi quoque ſubjiciuntur, qui in iisdem Caſibus ejusmodi falſis Literis, ſcienter, & evidenter in Judicio utcrentur; Incendiarii autem publici, vivi cremabuntur; Pariter & privati, ex præcooccpta malitia voluntatie ignem tectis, aut etiam Meſſi, vel Segetibus injicieotes, eademque comburentes, & ita alios damnificantes, pro rerum Circumſtantiis gravioribus, pari pœnâ, in levioribus verò mitiori, attamen amiſſione Vitæ plectendi venient; Militares nihilominùs enjuscunque Statûs & funêtionis, in Regno & Partibus eidem annexis Bona poſſidentes, in Caſibus & Criminalibus & Militaribus, Judicio Militari; In non Militaribus verò, ſenſu etiam Articuli 7 Anni 1655. confuetò Juris Proceſſu, pro caſuum varietate judicentur & puniantur, occiſi nihilominùs Proibus, & viduæ, velut injuriatis, ex Portione Delinquentis, Homagium perſolvatur.

Diverſi Caſus, antehàc Notam infidelitatis inferentes, pro ratione Delictorum, mitiori pœnâ puniendi declarantur.

ARTICULUS XII.

Confectores falſarum Literarum, vel iisdem ſcienter & evidenter in Judicio utentes, & non in vita, ſed tantummodò in Bonis quempiam damnificare intendentes, ultrà refuſioocm damnorum & expenſarum, in pœna etiam Infamiæ: Paſſualium attamen, vel Miſſilium Literarum, in levioribus Caſibus confectores, vel talibus ſcienter utentes, licèt nec Honori cujuspiam obeſſent, nec ullum damnum cauſarent; Nihilominùs, ut à talium quoque confectione abſtinentur, talea juxta prudens Judicium, promeritæ pœnæ per Tabulam Regiam Judiciariam, vel Comitatus; Reſpectu verò Civilium Perſonarum, per eorundem Magiſtratus puniendi ſubjiciuntur: inceſtum verò in tertio & quarto grada ſcienter committentes, priores quidem trium, poſteriores verò duorum annorum Carceres ſubibunt. Nolentes porrò ire ad Bellum vel Militem non mittentes, Rege inſurgente; Pariter & Capitanei ad falſos Rumores Gentes levantes, pœnâ pro ratione Circumſtantiarum aggravantium, vel allevantium arbitrariâ; Liberos autem Haydones intertenentes, quoad Perſonas, æquè pro ratione Circumſtantiarum, pœnâ delictò proportionatâ; quòad verò cauſata per eosdem damna, in eorundem cum expenſis fiendâ refuſione, ſi qui demùm præter ſuptaſcriptos Caſus, adhuc alii notorii dicendi eſſent, tales pru ratiooe facti, ad pœnam delicto conformem, pro reducis declarantur.

De Tricesimatorum Exceſſibus, & nonnullis Triceſimis tollendis.

ARTICULUS XIII.

Quòd cùm Articulo 91. Anni 1715. comprehenſa Triceſima, non io aggravium Regnicolarum & Quæſtorum, nec exigendam novam, ſeu duplicem Triceſimam, vel pro exhibitione Schædarum qualemcunque Taxam, veluti eodem etiam Articulo totaliter ſublatam, verùm ad impediendas duntaxat fraudes ordinatæ haberentur, in Regli nihilominùs & Paterni affectûs ſui conteſtationem, eadem Sua Majeſtas Sacratiſſima benignè annuit: Ut ſublatis Noviſolienſi, & Schemnicienſi Triceſimis, Bodenſis pro ratione moderni temporis, tùm ob inſtiturum cum Porta Ottomannica Commercium, tùm verò in majus ipſorummet etiam quæſtorum commodum, in ſuo eſſe permanest. Exceſſus denique omoes Triceſimatorum, & à Pecoribus; et

ANNO 1723. ex vicinis Pagis & Locis, ad Civitatum & Oppidorum publicas & hebdomadales Nundinas pelli ſolitis, à ratibus & ligneis materialibus, aliſque quibuſvis Victualibus, & rebus Venalibus, ac etiam Vino exactæ qualescunque & cujuſcunque demûm ſpeciei Taxæ, aliique omnis generis abuſus, etiam in finitimis committi ſoliti, tollantur; Excedentes verò juxta Articulum 17. Anni 1609. in Rebus Officii eorum Camera; In aliis autem non Cameralibus, juxta Articulum 44. Anni 1681. conveniendi erunt; Judicatus autem Camerales, quòad Merces tantummodò prohibitas & Contrabandas, Articulo 55. Anni 1715. admiſſus, ad Quæſtorum debita, aliaſque eorundem prætenſiones nullatenùs extendatur; Contrabandæ verò, antè cognitionem Cauſæ, nè diſtrahantur, ſtatuitur. In applicatione autem ad Trieſimatorum Officia, ratio Legum habeatur, Sua Majeſtas Sacratiſſima eſt clementer ordinatura; Domini verò Terreſtres, locum erga conveniendum jaſtum pretium, Jureque hypothecariò, usqué dum Trieſima aliò non transferatur, ſine Dominorum Terreſtrium præjudicio poſſidendum, nec interèa temporis in Cutiam elevandum, translatâque aliò Trieſimâ erga renumerationem conventi pretii, Domino Terreſtri reſtituendum dare obligentur.

ANNO 1723.

Trieſimas, & Telonia, ab inductis, & eductis pro neceſſitate propria, Regnicolæ non ſolvant.

ARTICULUS XIV.

Sacratiſſima Cæſares & Regia Majeſtas clementer reſolvit: Nè Regnicolæ à quibuſvis Rebus, in Vicinas Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Hæreditarias Provincias inductis, vel abindè pro neceſſitate propria, & Domeſticorum ſuorum eductis, inducendisque vel educendis; Trieſimam ſolvant. Pro moderandis demûm Vicinarum Provinciarum Teloniatorum Exceſſibus benignè datâ Reſolutione, Statûs & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, gratias quàm maximas teponunt.

De Sireis, & non neceſſariis, etiam Fluvialibus Telouiis tollendis; Judæique amovendis.

ARTICULUS XV.

Annuit benignè Sua Majeſtas Sacratiſſima; Ut ſtabilitò Badenſi Telonio, tanquàm in Regia Reſidentia ab antiquò conſtituto Comaromienſe, Albaregalenſe, & Canifienſe Telonia, in Conteſtationem Cæſaren Regiæ Suæ Clementiæ, & Contribuentium Incolarum Sublevamen, immediatè tollantur; Et præter illa, alia quoque omnia ſeu in Regiis, ſeu quorumcunque Dominorum Terreſtrium Bonis exiſtentia, ſicca æque, ac non neceſſaria, & Fluvialia etiam, ubi per Pontes non transitur, Telonia, unà cum Filialibus, non obſtante etiam antiquò uſu, vel Privilegiò, alioquin contra poſitivas Patriæ Leges ſubſiſtere non valente, multò magis nec Privilegiò, nec antiquò uſu firmata, per Vice-Comites Comitatuum, penès legalem Exmiſſionem, finità Diætà, ac ſub pœna Articuli 15. Anni 1715. immediatè tollantur: Contra refractarios verò, & hujusmodi Teloniorum Sublationem, & Judæorum amotionem non admittentes, in Conformitate Articuli 12. Anni 1566 Piſen-Regio, coram Judicibus Comitatenſibus, ſub pœna ibidem expreſſa agere libernm ſit; Articuli præterea 15. Matthiæ Regis Decreti 2. 53. Anni 1566. 34. Anni 1625. & 91. Anni 1647. obſervantur, & quousque ad tenntem præcitati Articuli 91. Judæi, à quibuscunque Teloniis non amoveantur, eò usqué nemo in tali Loco Telonium ſolvere teneatur; Ab aliis verò, qui à ſolatione Teloniorum, Lege etiam Articuli 55. Anni 1715. immnnes ſunt, nulla prorſus Taxa nllibi exigatur; A proficiscentimm verò pecoribus, in Communibus paſcuis, duo denarii à ſingulo pecore dictim, etiam tempore Nundinarum perſolvantur; à cujasmodi pecoribus, etiam ad Loca Nundinarum depelli ſolitis, & vel propter glaciem, aut ſiccitatem, per Pontes aut aggeres non transeuntibus, pronr nec ad Molam, vel abindè progredientibus, vel Peditibus Itinerantibus, nllibi Telonium, ſub pœna violentiæ deſumatur; Nobiles antem, ſeu quæſtum exerceutes, ſeu non, & ignobiles, à Telnnii ſolutione immunes, ad accipiendam à Teloniarore pro pecunia potum in Telnniis, ſub præmiſſa pœna non adigantur; Granus, & alii Fluvii, contm Articulum 58. Anni 1659. non impediantur, ſed potiùs liber deſcenſus & quæſtus admittatur; Ac deniqnè nè Naves vel Rates, ſub quocunque Titulò, aliaque materialia, vel tes venales, in Portubus tempore Nundinarum, aut extra illas, per Dominos Terreſtres, vel Locorum Quæſtores, aut Arendatores, aliosque quoscuuque, objectò levi quinquò pretiò, aut aliter qualitercunque præmantur, aut occuperar; Pro juſto nihilominùs pretio Dominorum Terreſtrium, præmptione pro iisdem ſalvâ permanente; omnes deniqae cujuscunque generis & ſpeeici, & quandocanque, ſeu per Dominos Teloniorum, ſeu ipſos Teloniatores, aut quoscunque alios inducti, & contm tenorem poſitivarum Regni Legum patrari ſoliti Exceſſus, per Comitatus indilatè caſſentur & annullentur; Excedentes antem in præmiſſis, pœnâ violentiæ, vigore Legum Patriarum, contra eosdem ſtatuta, puniantur; Contmbanda pariter per Teloniatores ſubindè facta, ante cognitionem Cauſæ per Dominos Terreſtres, tanquàm primam inſtantiam inſtituendam, ſub præmiſſa pœna, & damnorum ac expenſarum refuſione non diſtrahantur; Gravatis nihilominùs ad Comitatum recurrere integrum ſit; Sed nec Ruſtici, circa Confinia Pontes ædificantes & reparantes, contm Articalum 47. Anni 1609. ad Telnniorum ſolntionem compellantur. De reliquo Teloniorum Poſſeſſores, ſub pœna citatarum Legum, Pontes, Vias, & Aggeres reparare & conſervare teneantur.

De Cameræ Regiæ Hungaricæ Autboritate, & ſufferendis Arendatorum Exceſſibus.

ARTICULUS XVI.

Regiæ Cameræ Hungaricæ inſtructionem, ad normam Articuli 38. Anni 1569. & 18. Anni 1715 Sua Majeſtas Sacratiſſima ordinabit; quæ ulteriùs etiam cum Camera Aulica ſuam habebit Correſpondentiam; Bonorum & Proventuum Regiorum Exarendationes, quemadmodum ab arbitrio Regiæ Majeſtatis dependent; ita Natinnalium hoc in paſſu ſpecialis ratio habebitur; Ad præcavendos nihilominus quosvis Arendatorum Exceſſus, Legibus & Conſtitutionibus Regni ſubeſſe debebunt.

De Metis cum Vicinis Regnis & Provinciis rectificandis, & reviſis effectuandis.

ARTICULUS XVII.

Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, ad humillimam Statuum & Ordinum inſtantiam clementiſſimè admittit, ut circa metarum inter vicinarum Provinciarum, & Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum Limites, hactenus peractæ, & nondum relatæ Commiſſiones, referantur, à benigna verò approbatione pendentes, quantocyus ratificandas, approbatas autem & ratificatas, finità præſenti Diætà, immediatè Executioni mancipandas, nondum verò celebratas, æquè finità Diætà, ſenſu Articuli 39. Anni 1715 & hilbi citatorum peragendas, & eodclndendas, præviaque earundem relatione & Ratifientione, æquè Executioni mancipandas, benignè reſolvit; Quapropter in præmiſſum finem Commiſſarii denominantur: *Circa Auſtriam:* Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Epiſcopus Nittrienſis Comes Ladislaus Adamas Erdody; Comes Thomas de Nádaſd Sacræ Regni Hungariæ Coronæ Cuſtos; ac præterea Palatinalis Prothonotarius, & Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarius Magiſter Franciscus Szluha; Joannes Sigmy Tabulæ Regiæ Judiciariæ Aſſeſſor; & pro tempora conſtituti Poſonientis, Soptonienſis, & Moſſonienſis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Moraviam:* Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominna Comes Stephanus Kohary, Judex Curiæ Regiæ, & Snæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regiæ iutimus Conſiliarius; ac loco Andreæ Korteſſy Epiacopi Tmgutienſis Senió contecti, Ladislaus Szörényi, Electus Epiſcopus Duleinenſis; Item Comes Gasparus Eſterházy, & Michael Révay Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, ambo Majeſtatis Sua Sacratiſſimæ Conſiliarii, & loco demortui Andreæ Hunyadi, idem Magiſter Franciscus Szlaha, Adalbertus Sándor, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Aſſeſſor; Gabriel Bolſány, & Paulus Prileſzky; ac Vice-Comites Comitatnum Nittrienſis & Trenſchinienſis. *Circa Seleſiam:* Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Comes Nicolaus Illéshazy Perpetnus à Trenchin, ejusdemque & Lyptovienſis Comitatuum Sapremus ac Perpetuus Comes, Majeſtatis Suæ Sacmtiſſimæ intimus actualis Conſiliarius, & per Regnum Hungariæ Aulæ Cancellarius; loco-

[illegible] & Arvensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitatûs Cultriferrei Supremus Comes, & Majestatis Suæ Sacratissimæ Intimus Consiliarius; & Stephanus Nagy Vice-Palatinus, & alter Stephanus Zeke, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Juratus Assessor; nec non Cultriferrei, Szaladiensis, & Simigiensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Styriam ex parte Croatiæ & Carnioliæ:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Zagrabiensis Comes Emericus Erterhäzy, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Suæ Intimus actualis Consiliarius; Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Petrus Bakics Episcopus Bosnensis, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Suæ Majestatis Consiliarius; Comes Joannes Cikuliny, Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Besnyag, Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Protbonotarius; Præterea Georgius Csindery Varasdiensis, & Adamus Oresky Zagrabiensis, & Posegiensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Poloniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agriensis Comes Gabriel Erdödy; & Comes Michael Petheo, Comitatûs Zemplinensis Supremus Comes, ac Joannes Szentiványi, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, omnes Sacræ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii; Martinus item Szeleczky Vice-Judex Curiæ Regiæ, & æquè Sacræ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius; Magister Gabriel Kupi, Judicis Curiæ Regiæ Protbonotarius; & Emericus Mátyasofowszky, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor, nec non Zemplinensis, Sárosiensis, Unghensis, Scepusiensis, Bereghiensis, & Ugocsensis Comitatuum Vice-Comites. *Circa Transylvaniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadiensis Comes Ladislaus de Nádasd; Illustrissimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magister; & Comes Alexander Karolyi, Comitatûs Szatthmariensis Supremus Comes, omnes Sacræ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii: Præfati Martinus Szeleczky, & Gabriel Kupi, ac Sigismundus Palugyay, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; nec non Szatthmariensis, Biharicusis, Maramarosiensis, Mediensis Szolnok, Kraszensis, & Zarandiensis Comitatuum Vice-Comites, ubique pro Interesse Sacræ Majestatis Sacratissimæ, & Sacræ Coronæ, in præmissis, unò ex Consiliariis Cameræ Hungaricæ, & Causarum Regalium Directore, aut ejusdem substituto, præsentibus: Qui quidem Commissarii habeant sibi delegatam Rectificationis Metarum Provinciam, cum aliis ex parte Vicinarum Provinciarum, per Sacram Majestatem Sacratissimam benignè denominandis Commissariis, præfixò superiùs Terminò, elargiendisque necessariis Mandatis, modalitate in præmissis Articulis, & aliis ibidem citatis Legibus specificatâ, optato jam tandem effectui manuparе, & illa etiam, quæ seu ductu Articuli 23. Anni 1687. seu aliàs, & exposi, peractâ Reambulatione, à finali duntaxat Sententiæ Executione dependerent, pro desiderata Statuum Consolatione, absque ulteriori mora, eademque occasione Controversias quasque inter Dominium Holics, & Moravos Godingenses, ratione 90 circiter Jugerum Terræ, à Dominio Holics avulsorum; Non secùs & circa Insulas, inter Hungariam & Styriam, juxta defluxum Fluvii Muen, per ejusdem vehementiam avulsas, vigentes, cevidere & determinare, ac pro benigna Sua Majestatis Sacratissimæ Ratificatione, effectui mancipanda referre possint, ac debeant: Interea verò, omnia in statu quo ab utrinque manent; Suprascriptos nihilominùs Commissarios Sua Majestas Sacratissima ad nutemm, qui necessarius videbitur, restringendi facultatem sibi benignè reservat.

De Prædiis impopulandis.

Articulus XVIII.

Passim in Regno Prædia comperiuntur etiam talia, in quibus adhuc Structuræ & Incolarum Habitationes conspiciuntur; Quorum Incolæ Portarum Connumerationem ingressi, juxta easdem, obtingens Contributionale in Comitatibus supportarunt, verùm & redire eosdem Locà interea per alios populata jam fuissent, vel legalis Præscriptio intercessisset) sub pœna, contra Colonos protugos recipientes, & non reituentes statuta, per Magistratum Comitatensem, de Bonis similium Dominorum, redire volentes ejusmodi Subditos non recipientium, irremissibiliter detinenda, admittantur; Nevè Possessiones per desolationem Subditis diminutæ, ad prædandas antiquas Datios, ab integris Possessionibus prætlari olim solitas adigantur, aut Subditi & Incolæ, ultrà citè confectum Urbarium, à Dominis suis Terrestribus, quibusvis insolitis extra-Urbarialibus, minusque debitis Oneribus, cum dispendio Boni publici onerentur, in conformitate Articuli 121. Anni 1715. Magistratus Comitatenses invigilare, & Subditos ab Oppressionibus Dominorum Terrestrium immunes conservare, ac contra eosdem Dominos Terrestres, Authoritate Magistratuali animadvertere debeant, & teneantur.

Ut ratione Bonorum in Articulo 10. *Anni 1715. specificatorum, & præ manibus quorumcunque existentium, Instantibus Regnicolis, eorum Tabulæ Regiæ, Justitia administretur, & usque ad decisionem Litis non distrahantur.*

Articulus XIX.

Licèt quidem respectu Bonorum, è potestate Turcica vindicatorum, Prætendentibus & Juri sua comprobare valentibus Regnicolis, per Articulum 10. Anni 1715. provisum fuisset; Interim tamen demissa hoc in Puncto tepetitæ Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Instantiis, Sua Majestas Sacratissima benignè annuit: Ut Præmendeores ratione talium Bonorum, in Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia Judiciaria, præsentibus duobus Consiliariis Cameræ Hungaricæ, prius tamen Judicum Juramentò, & duntaxat pro Causis perpeiùs Commissum Neo-acquisitis submissis, adstringendis, & sinè ulla prorsus aliis Causas, nunc, vel in futurum in eadem Tabula judicandi consequentia, adeoque præcisè pro discussione talium Causarum vocandis & admittendis, Jura sua prosequi & comprobare possint. Quas Tabula Regia Judiciaria, cum omni Authoritate & plena facultate, modalitate ejusdem Articuli, ex integro cognoscere, finaliter decidere, & reali etiam Executioni manuparе possit ac debeat; Salvò nihilominus Gravatis in hujusmodi Causis, ad Suam Sacratissimam Majestatem recursu; Directore Causarum Regalium, tempore Examinis & Discussionis ejusmodi Causarum, modò hactenus observatò, esse debente: Non secùs, ut comprobatis Juribus suis, ipsi instantes, ad exigentiam repetit Articuli 10 in partem simpnum, quos Sacra Regia Majestas in primi diuturno Bello Turcico pernulit, proportionatam Quottam conferant, & ex solum Loca Neo-acquisitica hîc intelligantur, quæ usque ad Annum 1715. recuperata fuerant; Salvâ pariter Fisco Regio legali Actione, contra, in Comissibus eôdem Articulô denotatis Bona possidentes, permanente: Quòad Regnum autem Croatiæ, usque ad ulteriorem Suæ Majestatis Sacratissimæ Dispositionem, beneficium præstati Articuli 10. maneat.

De Reapplicatione & Reincorporatione, ad Sacram Regni Hungariæ Coronam spectantium.

Articulus XX.

Siquidem Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, tam de eorum, quæ ab olim ad Regnum Hungariæ spectabant, quàm etiam in mediullis Regni existentium, Militarium & Cameraticorum Locorum, juxta Articulum 92. Anni 1715. fienda reincorporatione, stante adhuc præsenti Dieta cum fuiturum se esse modum clementissimè resolvillet; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Pectio experiri valeant, Cujus siquidem benigna Resolutionis, propter temporis brevitatem, & necessitatem Dispositionum non effectuationem, participes reddi

ANNO 1723 nequiviſſent; Ideò Eidem Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè ſupplicant; Ut præcitatus Articulus quantocyus effectuetur, & præmiſſa Cameralia, ac Militaria Loca, inſtar aliorum Contribuentium Locorum, pariter Contributioni & Comitatuum Juriſdictioni, cum proportionato Onere indilatè ſubjiciantur.

De Militiæ Exceſſibus, & Regalibus ſufferendis.

ARTICULUS XXI.

Ut quòad Militiæ Exceſſus, Articulus 43. Anni 1715. exactè obſervetur, & Generalium aut quorumvis Commendantum, ſeu in Exactionibus Tributorum, ſeu ſic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quandocunque introductos, hôc quoque pacto ſemet Status & Ordines, Regiâ benignitate conſolatos eſſe ſentiant, eum ſtatuendum ordinem benefata Sua Majeſtas Sacratiſſima clementer reſolvit: Quô Regalia quidem, & quævis Tributa, præter Jus, & æquum, in Præſidiis quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorundem introducta, ſimpliciter, & quantocyùs fieri poterit, tollantur, & caſſentur: Illa verò, quæ ſen ex uſu antiquo, & continuatâ Conſuetudine, ſivè ex Conceſſione quapiam, per Generales, & Commendantes, in partem Salarii ſibi deberi prætendantur, præviô ſuperiùs inſtituendô Examine, & compertâ rei Veritate, ex aliis mediis, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam clementer ordinandis, abſque ulteriori Regnicolarum aggravio compenſentur. Quia autem ſtante præſenti Diætâ extenus ordinata in præſentia Dominorum Commiſſariorum Regiorum, cum Concurſu Statuum, & Conſilii Bellici, ac Cameræ Aulicæ inchoata Commiſſio, finem ſortiri nequiviſſet; Iidem Status & Ordines, benignæ Regiæ Reſolutioni inſiſtentes, pro ejusdem, ſimul ſtatim Diætâ ſienda continuatione, & benignæ Reſolutionis Regiæ effectuatione ſupplicant.

Ut Articulus 72. Anni 1715. de Auſtriacis, Styris, & aliis victinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundos poſſidentibus, effectuetur.

ARTICULUS XXII.

Ut finitæ, & Annis præteritis Sua Majeſtati Sacratiſſimæ, ex parte Regni humillimè relatæ, in præcitato Articulo ordinatæ Commiſſiones quantocyùs effectuentur, & idem Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè ſupplicant.

De Generalatuum ad Confinia Tranſlatione, & non neceſſariorum Præſidiorum evacuatione.

ARTICULUS XXIII.

Sub proximè præterita Diæta Status & Ordines Regni, Majeſtati Suæ Sacratiſſimæ humillimè ſupplicaverunt: Ut recuperatis jam ulterioribus Partibus, Hoſteque naturali, ad remotiora propulſato, Caſſovienſis, Cis & Trans-Danubialis, Jaurienſis, Comaromienſis, Varasdienſis, & alii Generalatus, ad fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur: Ab eo autem tempore longè ulteriùs, DEI propitiô, Termini extenſi haberentur: Hinc Status & Ordines Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, non ſolum pro effectuatione Articuli 42. Anni 1715. ſed etiam non neceſſariorum Præſidiorum, juxta benignam ſuperindè elargitam Reſolutionem Evacuatione, humillimè ſupplicant.

Pro Reviſionibus Appellationum penes Dominum Comitem Palatinum, quâ ſimul etiam Locumtenentem Regium, Judices denominantur.

ARTICULUS XXIV.

Benignè admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in conformitate Articuli 24. Anni 1715. præter Septem Viros, ad ſuprafatum Judicium Regium Septem-Virale, ſub Præſidio Regni Palatini, & ſimul Locumtenentis Regii, alii adhuc octo, duo quidem ex Prælatis, & duo ex Magnatibus, & demùm quatuor ex Statu Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, pari cum præfatis Septem Viris Voto, & Salariô conſtituantur, ac ad Adminiſtrationem Juſtitiæ, æquali omnes Juramentô adſtringantur; Subſtitutione in locum legitimè abſentium, aut aliter impeditorum, usque dum per Regiam Majeſtatem, vel iidem Subſtituti pro actualibus confirmentur, vel alii in locum Eorundem denominentur, Comiti Palatiuô ſalvâ permanente; Hujusmodi autem Judices, intra tridui Spatium, ſub pœna Florenorum 100. Judiciorum celebrationi adeſſe teneantur, niſi gravis infirmitas, vel legale quodpiam impedimentum eosdem excuſet. Prævió demùm modô comparentes, ſtatis horis, pro Cauſantium commoditate conſidere, & ad minùs undecim cum Præſide, ad ferendum Judicium continuô præſentes eſſe debeant: Abſente demùm quacunque legitima de Cauſa Regni Palatinô, Judex Curiæ Regiæ, de uſu etiam hactenùs obſervatô, præſideat.

ANNO 1723.

De Tabula Regia Judiciaria, Ejusdemque Stabilitate.

ARTICULUS XXV.

Et quamvis Tabula Regia Judiciaria, ſenſu Articuli 10. Uladiſlai Regis Decreti 2. & Articuli 38. Anni 1559. ac aliarum paſſim ſuscitarum Legum, ſuperioribus quoque Sæculis, pro continuò celebrata fuiſſet; Magnô nihilominùs Cauſantium, & Juſtitiam ſitientium damnô, ad certa tempora reducta, ac vel maximè temporum injuriâ, Judicia interrupta extitiſſe comperirentur; Pro Juſtitia itaque, per quam Regna ſubſiſtunt, continuô adminiſtranda, Sua Sacratiſſima Majeſtas Tabulam Regiam Judiciariam, cum plenaria ſecundùm præſcriptam Patriæ Legum judicandi facultate confirmat, ac ſuo in vigore, & integritate conſervandam, ac non niſi Feriis & Juriſtitiis demptis, ut pro continuò conſideat, Cauſantibusque, non obſtante aliquorum legitimâ abſentiâ (ità tamen, ut ad minùs Novem Judices Tabulares cum Præſide adſint) Jus & Juſtitiam adminiſtret, Juratosque ſenſu Articuli 8. Uladiſlai Decreti 4. pro neceſſariis functionibus adhibendos, Tabula hæc Regia ſalariatos habeat, ſtatutum eſt.

De Cauſis ad Tabulam Regiam Judiciariam ſpectare debentibus, Juridicisque Remediis, & Termino Evocationis.

ARTICULUS XXVI.

Licèt quidem Cauſæ Articulares, & Fori Extraordinarii, Comitis Palatini; Defectuum item Seminis, Judicis Curiæ Regiæ Judicio ſubjectæ fuiſſent; Ad celeriùs nihilominus, & exactiùs adminiſtrandam Juſtitiam, benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima; Ut quævis Cauſæ, tam videlicet præcenſitæ, quàm & aliæ Tabulares, quoscunque Regnicolas, ac Fiscum etiam Regium activè, & paſſivè tangentes, in Tabula Judiciaria Regia (ſalvâ Parti ſuccumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Ità tamen, ut in Cauſam attractis remotiùs habitantibus, quamor ad minùs Quindenarum Terminus, & is quidem pro certa, & determinata die, uè Cauſantes, ob incertitudinem diei, quâ Cauſa eorundem levaretur, dintius cum gravi Expenſarum ſuarum profuſione exſpectare debeant, præfigatur. Pauperum autem, & antiquiorum Cauſarum, ſicut hactenùs, ità impoſterum quoque condigna ratio habeatur, eædemque ante alias aſſumantur, & decidantur; Juris remedia eô usque durent, & obſerventur, quousque de iisdem, & Pœna temerè litigantium, in Emendatione Legum aliud non ſtatuatur.

De Tabula Banali.

ARTICULUS XXVII.

In Regnis pariter Croatiæ, & Sclavoniæ ſingulis Annis, exceptis Feriis, & Juriſtitiorum temporibus, ſtatôque ſuô loco, & tempore, per Dominum Comitem Banum, & univerſos Regnorum Status determinando, Tabula Banalis ſub Præſidio Comitis Bani, aut eô abſente, & legitimè præpeditô, Locumtenentis, ſeu ejusdem Comitis Bani Vices-Gerentis (ad quam omnium Comitatuum Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Cauſæ, per Viam Appellationis deducendæ erunt) celebretur, talitèrque, & non ſecùs, more eriam hactenùs legaliter obſervatô, per Viam Appellationis, & Transmiſſionis in Tabulam Regiam, ac demùm etiam abindè in continenti, ex antiqua Conſuetudine,

ANNO 1723. tudine, in Septem-Viratum, Causarum Appellatæ, earundemque Revisiones legitimè deducantur.

Tempore Revisionis, appellatarum Causarum procedentes Judices, & alii Interessati, etiam in Sedibus Judiciariis Comitatuum esse debeant.

ARTICULUS XXVIII.

Pro majori uniformitatis ratione, & exactiori appellatarum Causarum Revisione statuitur: ut ad conformitatem Articull 8. Uladislai Regis Decreti 4. & Articull 23. Anni 1557. Judices in Causis propriis, & Principalium suorum in Tabula Regia vertentibus: Non secùs & alii quoquò modò Interessati; Prout & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Jurati Assessores, in Sedibus Judiciariis Comitatuum esse non possint, & post factam Causarum coram iisdem ventilatarum Relationem, sub earundem Discussione esse impotterum debeant.

De Feriis, universalibusque Juristitiorum Terminis.

ARTICULUS XXIX.

Pro Judicum, & Causantium Directione, servandoque debito ordine, Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate annuente statuitur: Ut Feriæ Nativitatis Domini, initium sumant à Festo Sancti Thomæ Apostoli, & durent ad Dominicam primam post Epiphaniam; Dein autem per ultimos Dies Bachanaliorum, usquè ad Dominicam primam Quadragesimæ; Postea verò à Dominica Passionis (ut videlicèt Præfati, pro exequendis, iisdem hebdomadâ Sanctâ incumbentibus Functionibus, omà & reliqui Judices etiam, Devotionis Causâ esse possint) ad Dominicam secundam post Pascha; Insuper per Hebdomadam Sacri Pentecostes, usquè ad Dominicam Sanctissimæ & Individuæ TRINITATIS: Juristitium verò Messis, à Festo Sancti Ladislai Regis Hungariæ, usquè ad Festum Sancti Stephani: Vindemiæ autem à Festo Sancti Michaëlis, usquè ad Festum Sancti Martini Episcopi: De reliquo præter præmissa, prævio modò universaliter observanda Juristitia, adhuc nigunta dies ante Dictam, & sub toto Dietali decursu, juxta Articulum 49. Anni 1655. & Articulum 12. Anni 1507. usquè ad reditum Nunciorum; Non secùs & omnes Dominici, juxtaque Sancti Ladislai Caput 38. Libri 1. à Sancta Romana Ecclesia, in Foro Fori celebrari soliti; Festorum & Regationum etiam dies; nec non tempore Insurrectionis Generalis, pro universalibus Juristitiis, antiquâ Regni Consuetudine exigente, Impotterum quoque tenendi, & in omnibus Sedibus Regni Judiciariis observanda venient, quæ Juristitia, sensu Articuli 70. Anni 1608. (præter solas Causas Matrimoniales) ad Sacras etiam Sedes extenduntur.

De Tabularum Districtualium Erectione, & Personis ad easdem adhibendis.

ARTICULUS XXX.

Siquidem pro celeriori, ac exactiori Justitiæ administratione, & à multis Annis intermissorum Generalium æquè, ac Brevium Judiciorum celebratione, Tabola Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia, exceptis Juristitiorum temporibus perpetuò celebranda veniret, ibidemque Protonotarios ex muneris sui exigentia, sensu Articuli 34. Anni 1545. in integro numero, & teoore Articuli 38. Anni 1559 continuò sine exceptione interesse oporteat, neque iisdem de dictamine hujus Articuli aliter sublitui valeret; Hinc abrogatò antehac per eosdem lo Partibus exercitò Processu; Nè Causatores in Causis Articulo 28. Anni 1715. denotatis, & Forum Protonotariale hactenùs retpicientibus, beneficiò administrandæ Justitiæ destituantur, secundùm benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ mentem & intentionem, Subalternæ Tabulæ, in quatuor Regni Districtibus erigendæ decernuntur: Quotum lingolæ unà cum Præsidibus, ex quinque Personis Nationalibus, in Regno benè possessionatis, ac Joris Patrii exactam Notitiam, æqualemque Activitatem judicandi habentibus, Judicum Juramentò adhibendis constabunt, à quibus Sententiæ ad Tabulam Regiam Judiciariam Viâ Appellationis transmitti, abindeque appellatæ ad Septem-Viralem referri debebunt: Præterea pro litigantium Allegationibus, modò hactenùs observatò, coram Judicio ad Calamum exci-

piendis, perlegendis, conficiendâque, & publicandâ Sententiâ, & successivè redigendis Processibus, adhuc unus in singulis Tabulis Juratus Notarius, Juramentò Notariorum Sedis Juramento adstringendi, adhiberi valebunt; Ad præcavenda porrò quælibet impedimenta, Justitiæ administrationem, ejusdemque celeriorem cursum cemorantia, hactenùs quoque per diversa Præceptoria Mandata plurimum causata, eædem Tabulæ Districtuales, penes solas Actiones, iisdem exhibendas, & cum sufficienti, Quis? Quid? coram quo? qua Jure petatur? & à quo? Declaratione expressandas, & Literis Certificatoriis, proque ratione necessariæ Comparitionis, Stylò consuetò per supradictum Notarium, cum Denotatione N. N. Partium Regni Hungariæ Cis-Danubianarum Districtualis Tabulæ Judiciariæ Præses, & cæteri Assessores, Nominisque sui appositione subscribendis, Sigilloque Regis cum Inscriptione: Sigillum Districtualis Tabulæ Judiciariæ Partium Trans-Danobianarum; Vel pro Qualitate Districtuum præferente, iisdem concedendo muniendis, & expediendis, unà cum reliquis accluſis, & appositâ Lectâ iucundendas, ac pec supraſcriptos Juratos, vel pro Sumptuum Compendio, per Judicem Nobilium, seu duos Juratos Assessores illius Comitatûs, ubi io Causam attractus resideret, vel Bona quæpiam haberet, exhibendis, ergaque fidedignas super earundem Exhibitione Testimoniales, procedant, ultra quos penes singulas Tabulas, unus Advocatus cum Salario adhibebitur, qui Pauperibus, medlis destitutis, gratis assillere obligabitur; tàm hic, quam eriam alii, coosuetò Advocatorum Juramentò adstringendos.

De Loco Tabularum Districtualium, Celebrationeque Judiciorum.

ARTICULUS XXXI.

Ut porrò Causantium etiam Expensis, & commodiori Justitiæ confectioni consulatur; Pro *Comitatibus*, sine præjudicio Ordinis eorundem ab infra denominandis, *Districtus Cis-Danubiani*, Posoniensi videlicet, Nittriensi, Trenchinensi, Barsiensi, Neogradiensi, Hontensi, Pestiensi, Strigoniensi, Zoliensi, Thuroczieusi, Lyptoviensi, & Arveusi, Locus Tabulæ, *Libera Regiaque Civitas Tyrnaviensis*. Pro *Trans-Danubianis Comitatibus*, nempè Sopronieusi, Castriferrel, Szaladieusi, Comaromieusi, Simeghieusi, Jauriensi, Albensi, Weszprimieusi, Mossonieusi, Tolnensi, & Baranyiensi, *Libera Regiaque Civitas Gunziensis*. Pro *Cis-Tybiscani Districtus Comitatibus*; Abbaujuvariensi videlicet, Zemplinieosi, Saarosiensi, Ungensi, Scepusiensi, Gomorrieusi, Hevessiensi, cum exteriori Szolnok, Borsodiensi, & Tolnensi, *Libera, Regiaque Civitas Eperiesiensis*. Pro *Comitatibus verò Transtybiscani*, Szatthmárieosi, Szabolcsiensi, Bereghiensi, Ugocsiensi, Biharieusi, Csanadieusi, Csongradiensi (quorùm & Bachiensis, ac Bodroghiensis, propter majorem commoditatem applicarentur) quorùm enam reliqui Comitatus nondùm incorporati (quamprimùm reincorporati fuerint) spectabunt, *Magno-Varadinum*, denominantur, ubique continuò, exceptis Feriarum, Juristitiorumque temporibus celebrari, & præmissi Judices iisdem, omnibus contingentibus Judiciorum temporibus interesse, Causasque de Bonis, in eorundem Districto existentibus, & Acquisitioni Actorum subsistetis, non verò aliarom Tabularum Jorisdictioni submissis, judicare; Si autem Bona Divisioni, vel Acquisitioni substrata, in diversis Districtibus situatentur, in quo Caput Bonorum, vel eôdem non existente, potioc pars eorundem adjaceter: Paritec & in Liquoidis, quiversis Bonis, obligationi submissis habentibus, idipsom observare, aut certis & determinatis Bonis obligatis existentibus, tenori Obligatoriarium semet, & Actores, & Judices accommodare tenebuntur; Ubi verò Tabularum Præsidem ægrotare, aut aliter legitimè impeditum, ac absentem esse contigerit, in ejusdem absentia, Præsidis Officiò primus Assessor fungatur; Ita tamen, ut occasione unius, vel alterius legitimæ absentiæ, ad minùs tres interesse, & pluralitatem Votorum observare debeant; Dùm porrò quatuor esse contigerit, Votaque bifariam dividerentur, cui Parti Præses, vel eôdem legitimè impedito, & absente, Substitutos adhærebit, pro concluivo habebitur, qui Judices, juxta modernam denominationem, Successivè verò juxta Assessoratûs senium confidebunt, &

ANNO 1713. demortuis, vel aliò avocatis ſubſtituendi, poſt Seniores ſe jungitur: Extra quos convocati Partium, ampliùs in Judicio non admittebuntur. Præſidem & Aſſeſſores, prout & Notarium Diſtrictualium Tabularum, Sua Majeſtas Sacratiſſima, & nunc, & in futurum denominabit; Expedito.em verò, & reliquos ſubalternos, Præſes eum Conſilio, ex pluralitate Votorum determinabit. Qui prævio modò ſpecificati Comitatus, fine præjudicio Seſſionum Diætalium, ſtante hàc Diætâ (ſi fieri potetit) determinandarum apponuntur; Loca autem pro præfatis Tabulis denominata, re, & neceſſitate ferente, immutandi, & præfatas Tabulas, ad commodiora transferendi, Sua Majeſtas Sacratiſſima facultatem ſibi benignè reſervat.

De Terminorum Præfixionibus, Cauſantium Comparitione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.

ARTICULUS XXXII.

In præfixionibus potrò Terminorum Judices Tabularum Diſtrictualium, aliique Comitatenſes, Articuli 23. Anni 1613. habitâ Loci à quo, & ad quem, non minùs etiam antiquitatis, & verultatis Cauſæ, ex Prædeceſſoribusque in Cauſam attractos fieri ſolitæ Condeſcenſionis, & Productionis, præſertim in facto alieno Literarum, Literalimque Inſtrumentorum, aut peragendarum Inquiſitionum reflexione; Non ſecùs & quoad Terminorum Extenſiones, Articuli 32 Anni 1681. rationem habere: In Cauſam attracti verò, prout certificati fuerint, ità etiam in conformitate Certificationis comparere, ad perſonaliter potrò comparendum evocati, & in acceſſu teliter non comparentes, pro ità comparentibus declarari: Meritò nihilominùs Cauſæ exigente, tali Declarationi Judiciariam erga Deliberationem ſatisfacere tenebuntur; Quibus prævio modò citatis, pro Comparitione, occaſione primæ Levatæ ceder tota Dies, adeoque Judices, ad tandem excipiendam, vel ex Contumacia ferendam Sententiam, ante Solis occaſum, pariter & in concurſu plurium Cauſarum, etiam horis pomeridianis conſiderant, Cauſasque juxta Seriem, & earundem antiquitatem revideant; Cauſæ nihilominus Pauperum, ante alias levandæ, & diſcutiendæ, Allegationesque tempore ejusmodi Cauſarum concurſûs, etiam extra Conſeſſum, non tamen extra Domum Judiciariam, per Juratos exeipiendæ venient. Quia autem Cauſantes perſæpè exundationibus Aquarum, Infirmitatibus, aliisque legitimis & evidentibus, inque Titulo 59 Partis 2. expreſſis rationibus præpediti comparere nequirent, & propterea in totali Partis comparentis Acquiſitione convinci, Bonaqua taliter Convictorum Executioni mandari aſſolerent; Hinc olterius ſtatuitur, ut contra eò modò Convictos, & in Loco Judicitorum non viſos Jatæ Sententiæ, ad decimum quintum usquè Juridicum diem non exequantur: Quibus interea temporis advenientibus, & ſufficientem, legalemque non Comparitionis rationem aſſignantibus, nullò propterea oltere gravabuntur, ſed Proceſſus ſinè ulteriori Certificatione continuari, nullâvè ebſentiæ legali ratione aſſignatâ, illicò unà cum Expenſis motæ, Parti Triumphanti refundendis, per Aſſeſſores, alternativè ad Judiciariarum Sententiarum Executionem (usque ad ulteriorem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Diſpoſitionem) adhibendos, de Bonis in Diſtrictu Tebulari exiſtentibus, Executioni mandari, lisdemque Convictionem non adæquantibus, ex aliis Bonis, in quocunque Diſtrictu reperiendis, penes debitas Transmiſſiones, Executio, & quidem in liquidis Debitis, ſenſu Articuli 31. Anni 1659. ſoppleri debebit; Denominetione in ſimilibus, & aliis Caſibus, pro ratione eorundem, penes Convictum permanente.

De Oppoſitione, vel executorum Bonorum Reoccupatione, nevoque Judicio, & Transmiſſionalibus, ac Cauſarum ſub Litis pendentia exiſtentium Continuatione.

ARTICULUS XXXIII.

Ad coërcendam porrò Potentiorum, in non admittendis, & per quoscunque tatbandis Judiciariis Executionibus, vel verò Bonorum jam judicialiter executorum propriâ authoritate fiendis violentis reoccupationibus, hactenùs ferè ſibi impunè vendicatam licentiam, Articulus 31. Anni 1681. ulteriùs quoque obſervabitur, qui ad Juridicam Repulſionem non extenditur. Quia autem de Lege Regni, Judiciariæ Sententiæ pet novum Proceſſum corrigi, emendarique permitterentur; Ad compendiandas proindè Cauſantium expenſas ſtatuitur: Ut ſimplici novò Judicio uti volentes, ſinè omni Mandato, & duntaxat penes novam Actionem, Cauſem ſuem reſuscitare valeant: Novum tamen cum Gratia, non niſi penes Mandatum proſequi poſſint. Demùm ad Partium appellantium inſtantiam, Transmiſſionales Stylò Comitatenſi expediti, & prævio Præambulo: *Sacratiſſimo Principi, &c. Tabula hæc Diſtrictualis ſubalterna Judiciaria Diſtrictûs T. Majeſtati Veſtræ Sacratiſſimæ humillimè repræſentat &c.* Poſteaque tota Proceſſûs Series cum univerſis Ptoductis inſeti: Allegationesvè oriusque Partis, à Linea; Deliberatio potrò majori charactete deſcribi, intetvenientesque ne ſora correctæ, eum vocum io Judicio correctarum facta expreſſione appooi: Subſcriptio autem, & Sigillatio, modò io Certificatoriis præſcriptò obſervari debebit. Ut porrò ex Sententiarum per diverſos Judices latarum Relatione, aut verò ex earundem Transmiſſione facilè emergibiles Confuſiooes evitentur, Sententiæ & Deciſiones antehac coram Protonotariis factæ, & ab Executione pendentes, per Eosdem intra Menſem exequantur, & ſimul, ſi defectus quiſpiam in Executionibus hactenùs factis interveniſſent, compertâ rei Veritate corrigantur; Executæ autem, & appellatæ, non tamen relatæ, pariter per Eosdem ad Tabulam Regiam Judiciatiam, ut ibidem more hactenùs conſuetò, libb uomioe Principalium ſuorum referri poſſint, transmittantur: Sub Litis nihilominùs pendentia exiſtentes, prævia talium ad Tabulas Diſtrictuales pto Cenſarum tationa legali derivatione, pet easdem continuentur.

Series Cauſarum purè ad Tabulas Diſtrictuales pertinentium.

ARTICULUS XXXIV.

Quandoquidem Articulus 28. Anni 1715. Cauſas Protonotariales à Comitatenſibus diſtingueret; Tabulæ verò Diſtrictuales loco Judicatûs Protonotarialis conſtitutæ eſſent, & pet conſequens illæ ipſæ Cauſæ, quæ hactenùs per Protonotarios judicabantur, per Tabulas Diſtrictuales impoſterùm judicandæ venirent; Idcò usquè ad ulteriorem Emendationem Legum, ob brevitatem etiam temporis, Diætâ jam ad finem vergente, appellabilitate, vel non appellabilitate Cauſarum, & aliis Juridicis remediis, per Status & Ordines ſubmiſſis, Judicatuque & Foro Comitateuſi, prout & Libertatum, Regiarumque Civitatum io ſuo eſſe, usquè ad proximè ſubſecuturam Emendationem Legum (ubi etiam Taxæ Expeditionum, tam Tabulatium, quàm Comitatenſium, Capitularium item, & Conventualium, ac Liberarum quoque & Regiarum Civitatum, pro ratione moderni temporis, & Circumſtantiarum limitabuntur) & uſu hucusquè continuato relictis, omnes illæ Cauſæ in præmiſſo Articulo 28. comprehenſæ, & hactenùs per Protonotarios judicatæ, Judicio Tabularum Diſtrictualium ſubjacebunt; Et omnes Cauſæ Appellabiles, tam in Tebulis Diſtrictualibus, quàm Comitatibus, intra Dominium appellentur & transmittantur; exceptis Cauſis, ubi Dilapidationis periculum imminet, & aliis in Articulo 28 Anni 1715. contentis, circa quas idem Articulus obſervari debebit.

De Plenipotentialibus, & Procuratoriis, ſub Sigillo Comitatuum emanandis.

ARTICULUS XXXV.

Pro compendiandis Sumptibus & miſerorum Subievatione, Sacratiſſimâ Cæſateâ Regiâque Majeſtate annuente, ſtatuitur; ut Plenipoteotiales, & Procuratoriæ, ſive in Sedibus Judiciariis, ſive Generalibus, aut Particolaribus eriam Comitatuum Congregationibus factæ; Sivè verò coram Supremo, vel Vice-Comitibus, cum Judice Nobilium, & Juraro Aſſeſſore celebratæ, & per Eosdem relatæ, ſub Sigillo Comitatûs extradari, & ubique Locorum, & coram quibuscunque Judicibus, & Regni Judicils pro Authentiicis haberi debeant, generaliterque emaoatæ, intra Annum; Ad hanc autem vel illam Cauſam, aut usque ad Revocationem emanatæ Plenipotentiales, prout nimirùm emanaverint, & celebratæ fuerint, ità quoque conſideraodæ: Prout & Cauſâ Studiorum, aliorumque in publicis Regni Negotiis, extra

ANNO 1713.

ANNO 1723. extra idem exiſtentium, juxta Articulum 14. Uladiſlai Regis Decreti 5. usque ad reditum, pro vigoriis habendæ veuient, ac non niſi ad noctiam Partium interceſſatarum, in quibuscunque authenticis Locis revocati poterunt.

De Modo Expeditionis Literarum Procuratoriarum.

ARTICULUS XXXVI.

Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nominis ex Literis Procuratoriis exmiſſionem, Cauſanter, quem velient, adhibere nequirent, adeoque ſæpiùs damnificentur; Ideò ad evitandas ejusmodi Damnificationes conſultum cenſebatur, ut à modò deinceps, in Literis Procuratoriis, hæc quoque Clauſula appouatur: Et alios in Regno Juramentò adſtrictos Præſentium Exhibitores. Cujusmodi Procuratoriæ ubique in Judiciis robur ſortiantur firmitatis. Et tametſi Procuratoriæ ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per ſpecificationem Cauſæ, & usque ad Concluſionem ejusdem celebrarentur, eousque pro vigoriis habebuntur.

De Cauſarum legaliter inſtitutarum, & quomodocunque impeditarum ulteriori Promotione.

ARTICULUS XXXVII.

Siquidem juxta benignam Sux Majeſtatis Sacratiſſimæ Intentioueм, uuiverſa, & quælibet Judicia continuò celebranda veniant, & Cauſames quomodoeenque impediti, celeriorem & etaćtiorem Juſtitiæ adminiſtrationem conſequi debeant; Ideò ex benigno ejusdem Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur; Ut uuiverſæ, & quælibet Cauſæ, tam in Foro Sæculari, quàm etiam Eccleſiaſtico legaliter inſtitutæ, & promotæ, quomodocunque impeditæ, adeoque propterea ſub Litis pendentia exiſtentes, coram Judicibus ſuis competentibus, ad quos ſpectare dignoscuntur, ſervatis de Jure ſervandis, revideri, & continuari poſſint.

De Advocatis.

ARTICULUS XXXVIII.

Ne autem propter fuſas Prueuratorum Allegatioues, Proceſſus in magnam molem excrescant, & per id Sumptus augeantur, & Cauſæ protrahantur, ſtatutum eſt: Ut omnes Advocati nondum adjurati, non niſi depoſitò prius conſuetò Juramentò, quàm breviſſimè, modòque antiquitus obſervatò, ac ſinè multis ambagibus, inutilibusque dedućtionibus, cum moderatione allegeut, magis Legibus & Rationibus, Legi convenientibus, quàm verbis inſiſtant: A frivolis Exceptionibus abſtineant; Secùs, ſeu ejusmodi profuſas Allegationer, ſeu ultra tres à modò deinceps ſuducendas Exceptioner, reliquas quibusvis Judicibus præscindere incumbet: Qui Advocati de Quotta Litis, & parte Acquiſitionis, cum Cauſantibus conveuire non poterunt; Occaſione autem Limitatioois Eorundem Salarii, in Proceſſibus Cauſarum per Judices fieri ſolitæ, idem à modò etiam deinceps, habitâ tamen Advocatorum Experientiæ, habilitatis, & inſumpti ac inſumendi Laboris debitâ ratione, Judices conſcieutioſè limitabunt.

De Cupitulis & Conventibus, Eorundemque Officio, & Perſouis adhibendis.

ARTICULUS XXXIX.

Ad avertendos quoscunque in Expeditioubus Capitularibus & Conventualibus, hactenus quoque in nonnullis Locis Credibilibus obſervatos defectus ſtatuitur: Ut pro Judiciariis Executionibus, aliisque in Articulo 43. & 44. Uladiſlai Regis Decreti 3. denotatis Fonctionibus peragendis, ad Capitula idoneæ Perſonæ, juxta Articulum 67. Uladiſlai Decreti 4. aſſumantur, quæ ad tenorem Legum Regni exmittantur, ejusmodique Exmiſſio, Mandato Executionali, cum in finem ad locum Credibilem directo, Annus item, dies, & Menſis, cum Exmiſſorum Nominibus ſupérinſcribatus, & per alias duas Capitulares, vel Conventuales Perſonas ſubſcribatur, & ità Exmiſſi ad Præſcitotum Legum procedant. Ac ut Conventus, præmiſſis, illsdemque vigore prædićtarum Legum competentes Funćtiones prævió modò peragendas obire valeant, ad minus quinque Perſonas, ſenſu Articuli 41. Anni 1552. æquè ad publica Regni, in præmiſſis Articulis denotata Servitia idoneas, intercenere obligantur; Secùs Diœceſanus Loci, vel Archi-Epiſcopus, ejusmodi Perſonas ſupplere, & de Eorundem Subſiſtentia, luſtar aliorum Conventualium, de Bonis talis Conventûs providere poſſit; Qui Capitulares, & Conventuales, unà cum Prælato, ſeu Superiore, Juramentum ſolitum depouere, & tenore Articuli 50. Anni 1559. nec non 10. Matthiæ Regis Decreti 6. ſub eodem omuer omninò, cujuscunque demòm Specici Executioner peragere; Et in Inquiſitionibus de verbo ad verbum ſingulorum Atteſtationem ſcribere, eorundemque Relationer de Scientia facere teneantur, quæ per Notarium, aut Capitulorum, vel Conventuum Juratum improtocollentur. Univerſæ demum Expeditioner, in Capitulis & Conventibus conſervandæ, præter Referentes, etiam per Lectorem, aut Eódem abſente, vel in Conventibus non exiſtente, per aliam Capitularem Perſonam, vel verò Conventuum Superiorem; Nou ſecùs & authentićè extradandæ, cum Nominis proprii appoſitione ſubſcribantus, ac in omnibus ejusmodi Expeditionibus, ſenſu præcitati Articuli 44. Uladiſlai Decreti 5. Nomina Capitularium, & Fratrum Conventualium in fine quarumlibet Literarum, à modò deinceps ſemper inſerantur; Et ſi easdem Expeditioner in Vocalis quibusdam corrigi contingeret, per ſubſcribentem hujusmodi correćtæ Vocalæ ſpecificè denotentur, & antequàm extradentur, coram Capitulo, vel Conventu omner Expeditiones perlegantur; Regii pariter, & Palatinales, ac Banales, in Statutionibus verò Bonorum Prædialium, per Archi-Epiſcopos, & Epiſcopos conferri ſolitorum, etiam Archi- & Epiſcopales Homines, univerſas Relationes, æquè ſub Corporali Juramento, coram Locis fide dignis facere, easdemque cum Specificatione Anni, Diei, & Menſis, propriis manibus ſubſcribere obligentur, Ita ſubſcriptæ rurſus ad minus duarum Capitularium, vel Conventualium Perſonarum ſubſcriptione robotari, & taliter in Archivum seponi debebunt.

Juramentum Capitularium, & Conventualium Perſonarum.

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Sanctiſſimam Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in omnibus Executionibus, & in omni negotio, quod ad Officium meum Capitulare, vel Conventuale, Fidedignitatemque Capitularem vel Conventualem pertinebit, absquè cujusvis Perſonæ, Divitis ſcilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odiò, & complacentiâ poſtpoſitis, & remotis, tam in Capitulo, vel Conventu, quàm etiam in Partibus extra Capitulum, vel Conventum peragendis, fidelem Executionem, & Relationem faciam: Legibusque Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Perſonis, Eorundemque Officio, hactenus, ſtatutis, & ſtatuendis me accommodabo, easdemque, & antiquas, in expediendo approbatas Conſuetudines obſervabo; Sic me DEUS adjuvet, & Sancta DEI Evangelia.

Juramentum Regiorum, Palatinalium, Banalium, & Archi-Epiſcopalium Hominum poſt Executionem deponendum.

Ego T. Juro per DEUM vivum & ejusdem Genitricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI. Quòd ego in Executione, & negotio mihi vigore præſentium commiſſò, absquè cujusvis Perſonæ, Divitis ſcilicet, & Pauperis acceptione, omnibusque prece, præmiò, favore, amore, timore, odiò, & complacentiâ poſtpoſitis, & remotis, fideliter proceſſi, proutque res facta, & executa eſt, æquè fideliter referto. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Teſtimoniis Capitularibus, & Conventualibus ad Executionem emittendis.

ARTICULUS XL.

Pacificatâ jam tandem Hungariâ, inſtauratisquè ad formam immediatè præcedentis Articuli, in eodemque ciuitorum, inſtauraudis Capitulis, & Conventibus, pro faciliori, & minori eum ſumptu peragendarum quarumlibet

ANNO 1723. ſibus Executionum, celebrandarumque Faſſionum commoditate, Sua Majeſtate Sacratiſſimâ elementer annuente, decretum eſt: Ut ceſſante ratione, ob quam tenore Articulorum 63. Anni 1550. & 39. Anni 1556. Strigonienſi, & Agrienſi Capitulis, illi quidem per totum Regnum, hinc autem in remotioribus Transtybiſcanis Partibus admiſſum fuiſſes Executiones peragere, à modò vero deinceps, ut omnis fraus, & quorundam Regnicolarum tacita, in præjudicium ad remotiora Capitula, & Conventus Subterfugia præeveri poſſint; Præmiſſa Capitula, & Conventus pro Regnicolarum commoditate, & neceſſitate, Executiones & munia Obligationum ſuarum, in Locis Comitatibus proximioribus, ità & Dioeceſibus, in quibus ſita habentur, modalitate Articuli præcedentis Executiones faciant, usque dum per Emendationem Legum, Claſſificatio Diſtrictuum elaborari valeat, & ubi quod Capitulum vel Conventus procedat, ſuperindè provideatur.

Ne Capitula & Conventus per ſe, & pro ſe Faſſiones celebrare poſſint.

ARTICULUS XLI.

Cum autem nemo ſibimet Teſtimonium dare poſſit; Hinc Capitula quoque & Conventus, ad reddendum aliis de rebus eorum iisdem geſtis fidedignum Teſtimonium ordinata haberentur, & in conereto, nnà cum Præpoſito, aut Abbate, vel in Conventibus Priore, & reliquis Columnis, Credibilis Loci Teſtimonium efficerent, adeòque in rebus eorundem Capitulorum, & Conventuum communibus, & propriis (exceptis Procuratoriis, formalitate Tituli 13 Partis 2. emanari ſolitis, ac Plenipotentialibus, vigore præſentis Statuti, pro iisdem admiſſis) coram ſemetipſis nullas Faſſiones, Jura eorundem Poſſeſſionaria, aut res quascunque tangentes, & à fortiori Tertii involventes, celebrare ſub nullitate eatundem valebant. Quas Plenipotentiales prævio modò celebrandas, nonniſi eorum aliis authenticis Locis revocare poterant, Cujusmodi revocatio, ad Acta penes tales Plenipotentiales quoquò modò celebranda, nullò modò extendatur.

De Expeditionibus per Judices Regni Ordinarios, Capitula, & Conventus erga Requiſitoria à modò deinceps extradandis.

ARTICULUS XLII.

Tametſi ſenſu Tituli 15. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti, Literæ & Literalia Inſtrumenta ex Capitulis, vel Conventibus, ad Mandata Requiſitoria reinveniri, & extradari ſolita, ſi Originales inibi exiterint, robur ſortiantur firmitatis; Attamen experientiâ notum redderetur, plurima quoque Fragmenta & nudas Signaturas, omni authenticatione deſtituas, ſed nec improtocolliſtas, inter alias authenticas Literas hinc indè ſparſas in Locis Credibilibus reperiri, easdemque extradari, & propterea magnas intet Partes de talium Literarum fitmitate Controverſias intervenire ſolere; Ad evitandas proindè qualeſcunque inconvenientias, Juſtitiæ conſonum cenſetur; quatenùs in ejusmodi Expeditionibus penes Requiſitoria ex Locis authenticis extradandis, per expreſſum hoc etiam appunatur: *Quod præviè modò extradatæ Literæ, ſeu in Originalibus, ſeu in authentico Protocollo, aut tantummodò inter fragmenta, & Signaturas, ſine ulla Protocollatione, vel qualicunque demùm Authenticatione repertæ fuiſſent*; Ut eâ modalitate authentiæ Literæ, à Fragmentis & Signaturis, adeòque legitimæ à minùs probantibus per Judices facilius ducerni valeant; Per talia porrò Capitulorum, vel Conventuum Tranſumpta, quorum Originalia præfuiſſe, verùm deperdita extitiſſe, ſub fidedignitate propria, Capitula, vel Conventus recognoscerent, Præexiſtentia quidem, & earundem amiſſio ſufficienter probabitur; Jus verò & res in iisdem contenta, nullatenùs per eadem ſolidabitur: ſiquidem dictante hôc Titulò, ad Juris probationem Originales Literæ requirerentur: Imò & tales ſufficerent, quorum Originale, & primævum Inſtrumentum in Locis authentieis præexiſteres: Cujusmodi Inſtrumenta in Locis Credibilibus celebrata, & etiam ſuper qualibet Executione per eadem peracta, Relatorias Partibus Conttahentibus, Evocatis, Admonitis, Proteſtantibus, Inhibentibus, vel Inhibitis, Statutis, & Reſtantiis, Inquiſitisque, & Inquirentibus, eorundemque Succeſſoribus, raliterque Intereſſatis, ſen jam Evocantes, vel Stanti, aliique ex una parte ſtantes, eadem exceperint, ſen nondùm iisdem extradata ſuerint, intra Anni ſpatium ſinè Requiſitorio extradare, hactenus quoque obligati, impoſterum temper ſub pœna refuſionis damnorum extradare tenebantur; Et cùm ex Obligationibus mutui, coram Capitulis, vel Conventibus contracti, plurimæ incommoditates inveniantur interveniſſe, dum ſimiles Partibus contrahentibus extradatæ, factâ ſucceſſivè ſinè ſcitu Capituli exſolutione, Creditoribus reſtituereutus quidem; Aſt manente in Conſervatorio Originali, ſæpiùs, & poſt longum tempus, ſubindè ab ipſomet Creditore, vel Ejusdem Succeſſoribus, penes Requiſitorium exceptæ, rurſus talé Debitum à Succeſſoribus Debitorum, ſors exſolutionis ignaris prætenderetur; Hinc decernimus: Ut in ſimilibus Caſibus, quemadmodùm Obligatio ad exſolvendum apponi aſſolerer, ità Debitor aliter exſolvere non teneatur, quàm ut ſecutâ Solutione, eandem tali Capitulo, vel Conventui inſinuare, & iidem, Minutæ Contractuali Exſolutionem factam ſuperinſcribere, ſub pœna refuſionis Crediti debeant. Et hoc idem in præmiſſis, de Requiſitoriis, per ordinarios etiam Judices, eorundemque Protonatarios expediri ſolitis intelligatur; Et Expeditiones hactenùs, etiam erga Requiſitoria emanatæ, necdum tamen in Judicio productæ, & diſcuſſæ, non ſecùs, quàm modalitate hôc Puncto ſtatutâ, & præſcriptâ expeditæ, pro authentieis impoſterùm habeantur.

ANNO 1723.

De Literis, etiam aliorum Jura reſpicientibus, ex Locis Credibilibus cum tota ſerie extradandis:

ARTICULUS XLIII.

In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magnatum, & Nobilium vergere dignoscerentur; Quòd Capitula, & Conventus de Bonis eorundem propriis ſonantes etiam antiquiſſimas Literas habere experiantur; Ad Archi & Epiſcopatus verò pertinentes, & Bona Sæcularium Familiarum tangentes, ultra Annum 1500. paucas repetiri; Cum tamen horum æquè ac ſua, ſub ſecura Cuſtodia conſervare tenebantur; Præterea nequè ad Mandata Judicum Regni ordinariorum, Literas in iisdem Capitulis, vel Conventibus emanatas extradare vellent, quæ Jura Capitularum, & Conventuum, aut Epiſcopatuum quoquò pactò attingerent, licèt eisdem proptiæ vel non eſſent, vel aliquid, ceu contra eorundem Bona, ſen in propriis eorundem Literis pro Sæculari Statu quidpiam favorabilius continererue, aut verò de adminiſtranda Juſtitia, vel damno Prosimi evitando ageretur, & per Id multorum malæ fidei Poſſeſſio, aliorum verò optima Jura eluceſcere nequirent. Quare hoc in Puncto etiam, ex benigno Sue Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut ejusmodi quoque Literæ in tali Capitulo vel Conventu emanatæ, præ quorum manibus teperigentur, ad ſenſum Legum, ſub pœna in iisdem ſtatuta, fideliter, & ſub Juramento, per Fidedignitates deponi ſoliro, & debenie, Partibus petentibus ad Mandata Requiſitoria extradentur; ſi verò ex aliis Credibilibus Locis emanatæ fuiſſe, & Jura etiam aliorum tangere comperientur, in loco nihilominùs, ex quo emanaſſent, non reperitentus, tali in Caſu cum eodem Credibili Loco authentieè communicari & abindè æquè ad Mandata extradari debebunt.

De Conventis Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ Reſtauratione.

ARTICULUS XLIV.

Conſideratis præterea Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, tum ipſâ peculiari vetuſtate, tum etiam ejurdem Sacri Ordinis meritis, ex quo idem Conventus jam à multis retroactis Annis Executiones ſolitas facere ceſſaverit; Ideò eundem Conventum Regnicolæ cenſent, & impoſterùm Executiones, Expeditionesque ſub reproducto coram Regni Statibus ejusdem antiqun Sigillo, per eum fieri poſſe ſtatuunt; Ità tamen, ut Dominus Archi Abbas, Perſonas Conventuales ad minimùm quinque, corporali Juramentò in forma annexa adſtrictas, pleuò numerò, Notatiumque idoneum continuè habeat, ſeque una cum Conventu ad inſtar aliorum Locorum Credibilium, Legibus Regni conformare teneatur; Id quod reſpectu teliqnorum quoque Credibilium Locorum, in Functionibus ſuis procedentium, & prævio modò nondum reſtaurarorum, cùm in ordine ad præſtandum Juramentum, tùm verò quoàd Perſonas, modalitate Articuli præcedentis 39. extenſum intelligitur.

Formula

ANNO 1723. *Formula Juramenti pro Archi-Abbate & Conventûs ejusdem, ac aliorum Prioris, vel Præpositi.*

Ego T. Sacri Montis Pannoniæ Sancti Martini, Ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem Suâ Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate benignè annuente Conventûs Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, per Inclytos Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in præsenti Generali Regni Dieta coogregatos, rursûs ad Fidedignitatem Conventualem antehac exercitam, sed injuriâ temporum intermissam reassumptam, & priori Conventuali Fidedignitati Articulariter restitutus esset. Ob hoc jaro per DEUM vivum, Beatissimam Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI, quòd universis & quælibet Acta, coram me, ac eadem Conventu, & Testimoniis ejusdem fidedignis, per quoscunque celebranda, justè, & fideliter excipiam, improtocollari, & conservari faciam, eademque, & talia modò prævio, in quacunque demùm materia; seu successivè celebranda, seu jam ab olim in eodem Conventu celebrata, & reperibilia, justè, verè, & genuinè, sine ulla prorsus diminutione, vel augmento aliquali, Partibus celebrantibus, aliisque Interessatis, etiam ad Mandata Suæ Majestatis Sacratissimæ, & Judicum Regni ordinariorum, perque eorundem Magistros Protonotarios expediri solita extradabo sub Sigillo ejusdem Conventûs antiquo, & usitato, ex Consensu Suæ Majestatis Sacratissimæ, lucrorumque Statuum, & Ordinum Regni renovato, quod nunquàm immutabo, fideliterque conservabo; Denique in omnibus Executionibus, & Regni Functionibus, Fidei meæ, & dicti Conventûs Fidedignitatibus commissis, & committendis, in ipso Conventu, vel in Partibus peragendis, absque cujusvis Personæ, Divitis scilicet, & Pauperis acceptione, omnibusque preces, præmiò, favore, amore, timore, odiò, & complacentiâ postpositis, & remotis, fidelem Executionem, & Relationem faciam, & Legibus Patriis, de Fidedignitate Capitulorum, & Conventuum, Capitularibusque, & Conventualibus Personis, eorundemque Officio hactenùs statutis, & imposterùm statuendis, me accommodabo, easdemque, & antiquas in expediendo approbatas Consuetudines observare, & per coustituendum, & semper adjurandum Juratum Notarium observari facere obligabor; Et si quæ Acta Publica, vel Privatorum Instrumenta, in aliis Credibilibus Locis ab olim emanata, in Archivo dictæ Archi-Abbatiæ reperientur, eadem, & talia, justa Suæ Majestatis Sacratissimæ, Inclytorumque Statuum, & Ordinum Dispositionem, Personis ad id deputatis fideliter refignabo. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Archivo Regni instituendo, & de aliorum Literis, ex Cameris Regiis, & ex Cœnobiis Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, ac ex Transylvania rehabendis.

ARTICULUS XLV.

Sacratissimâ Cæsareâ, & Regiâ Majestate clementer annuente, id quoque statutum est: Ut universale Archivum Regni, pro interim in Libera & Regia Civitate Posoniensi, & in Domo Dominorum Regnicolarum institutur; Ad quod Publica Regni Acta, Diætalia, ità & alia Politica, & Juridica, præ manibus quorumcunque habita, sive etiam in Capitulis & Conventibus conservata, seu apud privatas Familias reperibilia, & publicum Regni Statum tangentia, ad summum intrà Anni spatium, per manus ordinandi Archivi Conservatoris reponantur; Deinceps verò etiam coram Judicibus Regni ordinariis emananda, in vera, & genuina Copia de Anno in Annum eò transmittantur; Non secùs & Privatorum Regnicolarum Literæ, & Literalia Instrumenta propria, lubi repouere volentium, acceptentur, & unà cum Publicis Regni Actis fideliter conserventur, iisdemque, vel eorundem Successoribus petentibus estradentur. Demum, ut universæ quoque Literæ, & Literalia Instrumenta, apud Cameras Regias reperibilia, in quantum Fisci Regii Jura non tangerent, ad conformitatem Articuli 38. Anni 1681. Excellentissimo Domino Comiti Palatino; Pariter & in Conventu Sancti Martini Sacri Montis Pannoniæ, aut alio quocunque Loco existentia, & in quibusvis aliis Locis Credibilibus emanata, intrà medii Anni spatium, per manus Illustrissimorum, ac Reverendissimi Comitum Ladislai de Nádasd, Episcopi Csanadiensis; Francisci Esterházy, Albensis, ac Emerici Zichy, Arvensis Comitatuum Supremorum Comitum; Magistri item Francisci Saluba Protonotarii Palatinalis, & Sacræ Cæsareæ, Regiæque Majestatis Consiliarii, ac Comitatûs Comaromiensis Vice-Comitis; Reverendissimi item Adami Aesády Præpositi Sancti Michaelis Archangeli de Hanta, Canonici Jaurinensis, nec non Adami Zichy, & Stephani Biro, illius quidem Bacsiensis Vice-Comitis, hujus verò Jaurinensis Comitatuum Tabulæ Judiciariæ Assessoris eum in finem Deputatorum fideliter attradari debeant; Privatorum quidem Jura tangentia, Familiis, ad quas pertinent, restituenda, secùs ad Loca Credibilia, undè emanaverunt, Judicum verò Regni, aliaque Publica, ad Regni Archivum reponantur; In Transylvaniam porrò quandocunque delata, & Bona intrà ambitum Regni Hungariæ, & Partes Eidem annexas sita, respicientia, ibidemque reperibilia, Suæ Majestas Sacratissima, ex gratia & Clementia Sua, fideliter conquirenda clementer resolvit, quibus conquisitis, & Suæ Majestati Sacratissimæ humillimè transmissis, eò, quò demùm spectabunt, inviabuntur.

ANNO 1723.

De Pœna Larvatarum Personarum, & de Præcautione, ne falsis Literis Legitimi Possessores evertantur, deque Proditione Fraterni Sanguinis.

ARTICULUS XLVI.

Quanquam de Larvatis Personis Titulus 16. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti mentionem faciat, de Proditione verò Fraterni Sanguinis, in Titulis 38. & 39. Partis 3. Operis Decreti Tripart: abundè provisum habeatur, sed de ejusmodi Larvatarum, & in alienas Familias semet ingerentium Personarum pœna, præmissis in Titulis nihil statutum esset; Hinc, quia Legitimis Familiis magna causari solerent præjudicia, dum nonnullæ Larvatæ Personæ, ineertæ plerumque Originis, Nobilium, & Majorum etiam Familiarum nomina sibi adsciscere, imò conquisitis hinc indè Literis, debitam sibi Successionem adstruere, & nonnunquam legitimis Possessoribus Lites intentare, ac quandoque seu per non venit, seu ex non sufficienti Provisione in actualem Bonorum Possessionem pervenire non formidarent; In quantùm proinde ejusmodi Personæ, se ipsis directè Larvam aliorum assumerent, seque pro Fratribus ferre, & fingere, aut aliter scienter, sub ficto nomine, & Persona, sive propiorem, sive remotiorem Successionem, vel Prærogativam sibi vendicare, dolosè attentaverint; Tametsi non immeritò Capitalem propterea pœnam de Lege Patria mererentur, attamen quò in ipsis assumptæ Larvæ fiditatem, Posteri etiam eorum detestentur, statuitur, ut tales quoàd Personas proprias, in perpetuam Servitutem, iis, quos læserint, Jobbagionali subjectione maneipentur; Filii verò, qui eon à se ipsis, verùm larvatis Patentum vestigiis insistendo, scienterque, & temerariè in adscititio nomine, & Persona perseveraverint, adeòque non amplius in facto alieno versati fuerint; Possessionali quidem in pœna, contra falsarum Literarum Confectores, & Usurpatores statuta; nihil habentes verò, in præmista Servitutis pœna convincantur; Econtra verò legitimum Sanguinem, qualicunque demùm sub Colore, vel de Bonis ethæreditate volentes, & succumbentes, vel de Familia abnegantes, aut consequendæ Successionis gratiâ, Parentes, Fratres, aut Sorores, amentes, mente captos, lunaticos, furiosos, & administrationis Bonorum incapaces prætexuantes, & ex hoc tales, à propriorum Bonorum Dominio, & Usu excludere satagentes, pœnâ præmissorum Titulorum puniantur.

Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Lucro, & Damno Fratrum junctis.

ARTICULUS XLVII.

Magnam Regni, & antiquarum Familiarum ruinam causabant Aviorum Bonorum Dilapidatores, dum nonnunquam Fratres Uterini & Carnales, aut etiam tantùm Carnales, vel Uterini Indivisi, non ot ab ejusmodi Paternorum, & Maternorum Bonorum Dilapidatione deterrerentur; sed potiùs ex fiducia Tituli 43. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 54. Anni 1655. ad eandem provocarentur, & ità Domi delitescentes, ex alterius indivisi Fratris, persæpè Sanguine,

ANNO 1723. guine, gravique sudore acquisitis Bonis participantes, eadem quoque dilirahere non formidarent; Hioc ad præviam Suæ Majestatis Sacratissimæ benignam Resolutionem determinatut; Quatenùs hic, aut ille Frarrum, qui priori Legi inhærere noluerit, non nisi talia Boua, quæ ex Fructibus Bonorum Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum acquisita fuissent, communi (Boois utrumque Sexum concernentibus) etiam inter Sorores Divisioni submittere teneatur; Reliqua verò aliis viis & modis parta, penes Portionem ex præmissis Avitieis, eorundemque Fructibus, eidem obvenientem, pro se, & Succeesoribus suis retinere possit; unatuâ nihilominùs in præmissis Bonis Legali Succession, in casu defectûs Seminis, pro reliquis Fratribus, vel Sororibus, aut eorundem Hæredibus in salvo permanente. Præterea quævis Bonorum Communium, adhue Divisioni obnoxiorum, aut verò Fraternorum, vel Sororiorum præjudiciosæ aballenationes, vel eriam inoneratione, sepositis quibusvis Contractibus, aut Fassionibus (salvis hactenùs initis) deineeps ineundis, tauquam ipso Jure nullis, per Fratres vel Sorores, aut eorundem Successores, & quidem Bonis, in pluribus Comitatibus existentibus, coram Tabulis Districtualibus, in uno verò Comitatu adjacentibus, coram Judicibus Comitatensibus, judicialiter vindicari, ac insuper proprtiarum quoque Portionum sinè justa & legirima, aut non necessaria ratione, vel legali Admonitione, penes Fassiones authenticas interveniendæ Distractiones, sensu Tituli 61. Partis 1. coram Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia, vel Banali, in unico Termino; sub privatis verò Sigillis celebratæ, vel celebrandæ, tanquam hypothecam sapientes, etiam coram Comitatibus, per alios Fratres Condivisionales, & Bonis utrumque Sexum concernentibus etiam per Sorores acquiri valebunt.

De Sequestre Dilapidateribus imponendo.

ARTICULUS XLVIII.

Ut eò meliùs Publico, & Familiis provideatur, ex benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ Assensu, conclusum est: Quamprimùm ex unius, vel alterius, in immediatè præcedenti Articulo denominato Ordinis Processu, Dilapidatio Bonorum innotuerit, & Dilapidatorem quempiam esse, aliter etiam edoctum fuerit, talibus per Comitatuum Magistratus, in quorum gremio eorundem Bona adjacebunt, Sequestrum imponatur, Bonaque Condivisionali, vel eò non existente, probo ac honesto, Possessionatoque Viro, sub onere reddendarum quotannis Rationum, erga Salarium competens, per eosdem Comitatus limitandum, administranda committantur, de quorum Proventu, existentibus ne fota Creditis, legale interesse exsolvatur, & de subsistentia eorundem, Proprietario, ad Bonorum Provenium, & exsolvenda Passiva Debita approportionanda, ac per Comiatus limitanda, providerur, exoneratisque prævio modò Bonis, & subsecutâ Dilapidatoris emendatione, rursùs eidem gubernanda, & usuanda remittantur, nullâve emendationis spe apparente, ulteriùs quoque in Sequestro permaneant; Legitimis nihilominùs & necessariis, justisque, & rationabilibus Inhypothecationibus, earundemque Conditionibus, sensu etiam Tituli 59. & 60. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 29. Anni 1638. & 52. Anni 1655. (extrà Bona Majoratuum, mobilia, &immobilia, tanquam Fidei commissa, & secundùm Continentias Articuli 9. 1687. inabalienabilia) in suo esse permanentibus.

Qualianam intellegi debeant propria Acquisita, de quibus unusquisque liberam disponendi Facultatem habet.

ARTICULUS XLIX.

Fundatum esse admittit Sua Majestas Sacratissima, ut Aviticorum qualiumcunque Bonorum, Juriumque Possessionariorum Distractores, & aliorum Bonorum Comparatores, in quantùm Avitica distraxistent, in tantùm aliorum Acquisitores, priusquàm ejusmodi distracta redintegrentur, dici nequeant; adeòque statuitur: Ut prævià Judiciariâ talis Causæ cognitione, ac decisione, illa non nisi habeantur pro Acquisitis, liberæ Dispositioni, juxta etiam Articulum 26. An. 1715. subjectis, quæ sive ex Fructibus Bonorum Aviticorum, vel aliâs propriò Marte, ac industriâ, extra casum Distractionis Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum, comparantur, & acquiruntur. ANNO 1723.

De Majoratu, & Declaratione Articuli 9. Anni 1687.

ARTICULUS L.

Siquidem ex Articulo 9. Anni 1687. de instituto, ac instituendo per Magnates Regni Majoratu fumanre, quæpiam difficultates emersisse comperiantur; Ideò pro evidentiori ejusdem intelligentia, ex benigno Suæ Majestatis Sacratissimæ assensu decernitur: Ut ejusdem Institutio, non soldm per dispositionem Testamentariam, sed etiam authenticas Fassiones & Donationes Regias, per Acquisitores obtentas, salvò tamen Jure, deductòque ære alienò, ante Majoratûs Institutionem, & Publicationem contractò, impositerum quoque, præcedente semper Confirmatione Regiâ, libera maneat; Ne ramen per Majoratuum Institutionem, Creditores, vel alii quicunque circumveniantur; Ejusmodi seu jam instituti, seu vetò instituendi Majoratus, in Generalibus Comiratuum Congregationibus, ubi Bona Majoratûs adjacebuut, publicari, & improtocollari debebuut; Per hoc tamen Statui Nobilitari, & fundamentalibus Legibus, de libera Dispositione sonantibus, neutiquam præjudicetur, quin potiùs uuiuscujusque de proptiis acquisitis liberè disponendi, si verò quispiam Nobilium ejusmodi Majoratum instituere voluerit, ad Suam Majestatem Sacratissimam, eidem recurrendi facultas in salvo remaneat.

De Causis respectu Cameralium Bonorum promovendis.

ARTICULUS LI.

Benignè annuit Sua Majestas Sacratissima, ut in quibuslibet Casibus, & Causis, Bona Fiscalia, & Cameralia tangentibus, contra Supremum, vel Vice-Directorem Causarum Regalium, servatò pro ratione Casuum debitò Processu, tam activè, quàm passivè procedatur; Ac ut Cametatici, aliique Officiales in Personalibus, & Rebus eosdem privatò Jure concernentibus; Non secùs, & in Casibus Violentiarum, Legibus Patriis, & Pœnis subesse debeant.

Articulus 54. Anni 1715. confirmatur, & ad Damnificationes privatas inter pares extenditur.

ARTICULUS LII.

Ut non tantùm Debita Creditorum Fidelium, seu in continua Fidelitate existentium, seu ad eandem reverforum, per Tumultuantes intrà Fidelitatis tempus ab invitis Debitoribus exacta, & levata, & in publicum ejus temporis Institutum, vel Principalium suorum usum non conversa, per Creditorem quidem à Debitore, & è converso per Debitorem ab Exactore, cum omnibus idem Debitum concomitantibus Accessoriis, ac insuper Expensarum refusione; sed etiam aliæ ejusmodi privatæ inter Partes ab utrinque motibus implicitas interventæ Rerum mobilium abalienationes, & subsecutæ exindè damnificationes, quæ eorum etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri possint, Suâ Majestate Sacratissimâ annuente statuitur; Ne tamen Generali Amnystiæ quoquò modò præjudicetur, & onus ejusmodi Causarum in Fiscum Regium derivetur.

De observando Außzugali Processu, & qualiter pro hactenùs interventis Debitis Mercatores agere possint?

ARTICULUS LIII.

Cum autem compertum sit, apud nonnullos, viliores præsertim Negotiatores, Libros Mercantiles formatos non habentes, varios abusus irrepsisse; Hinc pro futuro statuitur: Ut omnes & singuli Mercatores, & Negotiatores, Libros quidem Mercantiles, ritè & formiter institutos teneant, Creditis suis, & Debitis exactè insertis, prætereà tamen ab Ementibus, quibus de Mercium pretio fidem habent, vel confestim in ipso Contractu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto

ANNO 1723. tanto pretio Mercibus Syngrapham, vel Computum ſubſcribendum exposcant, vel vetò Computum illum, intrà unius Anni ſpatium, per Notarium, vel aliam Perſonam fidedignam ſubſcribi petant, quò ſubſcriptò, aut ſaltem ſubſignatò, liquidum evadet Creditum; Sin autem Emptor hoc Creditum intra Annum ſubſcribere detrectet, illud erga Extractum Libri Mercantilis eum Teſtimonio prædictorum Notarii, vel alterius Fidedigni, ſubſcriptionem Crediti poſtulantium, poſt præſtitum ſuper Libro Mercantili, & vero Debito Juramentum ſuppletorium, pro liquido habebitur, & coram Judice competente Executioni mandabitur, refuſis Expenſis Litis, pro Teſtimonio etiam dicti Notarii, vel alterius Fidedigni expoſitis. Quantùm autem ad prætextu iſtiusmodi Debita ſpectat, Mercatores, & alii Negotiatores, vel ſatagant Credita ſua Libris inſerta, intrà Triennium, à Dato hujus Decreti computandum, per dictum Notarium, aut aliam Fidedignum in obligationes Emptoris deducere, & in Caſum denegatæ obligationis, Emptorem, juxtà Extractum Libri Mercantilis, & Teſtimonium dicti Notarii, vel alterius Fidedigni, intrà præfatum Triennium judicialiter convenire, vel evolutò Triennio, Debitore interim, pro ſubſcriptione Debiti non interpellatò, neque judicialiter conventò, penes ſolos Mercantiles Extractus impoſterum procedere non valeant; ſed, ſi juxta eosdem procedere voluerint, Libros in Originali, coram Judicio exhibeant, Cauſaſque negletti Crediti Proſecutionis exponant, & ſi Libri, pro formiter, & ritè confectis comperti fuerint, & Cauſæ Judicialis Conventionis intermiſſæ ſubſitteriint, præſtitò inſuper ab Actore Corporali Juramentò, Creditum pro liquido habebitur, Executioni mandandum; Sin verò Liber aut informis, aut aliàs mendoſus eſſe deprehendetur, Actori proba ordinaria Crediti injungetur, ac ſi ſuccubuerit, ad Expenſarum Refuſionem condemnetur.

Prætenſiones contra Polonos tùm in facto Debitorum, tùm Areſtationum, aliorumque acquirendæ.

ARTICULUS LIV.

Juſtum eſſe agnoscit Sua Majeſtas Sacratiſſima, Authoritatemque Suam Cæſareo-Regiam apud Sereniſſimum Regem, & Rempublicam Polonam in eo interponere elementer reſolvit, ut ordinatâ jam ſub Præſidio Domini Comitis Alexándri Károly, Comitatûs Szatmáriensis Suptemi Comitis, & Ejusdem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarii, & Mareſchalli Locumtenentis, aliorumque gravium Virorum, pro ſufferendis Polonorum gravaminibus, præſtandaque iæſis ſatisfactione, ex parte Regni Hungariæ exiſtente Commiſſione, ex parte quoque Polonorum, eorundemque ſumptibus, in viciniotibus Locis, paris Authoritatis quantociùs inſtituatur Commiſſio, quæ Regoi Hungriæ Incolis, ſeu intrà Regnum Poloniæ, pro Perſonarum, aut Bonorum Areſtatione, eorundemque, vel verò liquidorum Debitorum detentione, ſive aliàs per Poloniæ Incolas, quomodocunque læſis, & damnificatis, Juri & æquitati conformem, reali Executione mediante ſatisfactionem impendat; Et Actiones, tam Civiles, quàm Criminales, ſummario Proceſſu, citrà omnem Municipalium Prorogationum, & formalitatum Conſiderationem decidat, Executionique mancipet.

De Reſidentia Prælatorum in Diœceſibus & Beneficiis.

ARTICULUS LV.

Ut Dominorum Prælatorum piò & ſalutari Exemplò, boni ad Virtutem provocari, Diœcoii verò ad complectendam Chriſtianam Diſciplinam animati, ſeduciique queant, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ elementer annuente ſtatuitur: Ut Prælati, & alii Eccleſiaſtici Beneficiati, publicis Regis, vel Regni Officiis, aut aliis gravibus Eccleſiæ Negotiis non præpediti, in Diœcesibus, & Beneficiis ſuis, ad præſcriptum Legis, juxtà ſtrictam ſuam Obligationem reſideant; Nè in contravenientes, Regiâ etiam Authoritate animadvertendum ſit. Beneficia porrò, & Canonicatus, juxtà Articulum 67. Uladislai Decreti 3. aliasque Leges Patrias, Perſonis benemeritis, & idoneis conferant; Nevè uni Perſonæ, extra Caſum, quò ejusdem Proviſioni neceſſariò proſpiciendum foret, plura, quàm unum, Beneficia conferantur, Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtas, id quod Muneris Ejusdem eſſet, ſe clementiſſimè obſervaturam reſolvit; Illi verò, qui ex Statibus, ſeu jam ex Collatione Regia, ſeu Jure & Titulo Fundationis, aut ex alio juſto, & legitimo Jure, Jus Patronatus quorumcunque Beneficiorum, aut Præſentationum haberent, eòdem debitè utantur, & in caſu Vacantiæ, Perſonis æquè idoneis, benemeritis, Liberis, & alteri Eccleſiæ non obligaris ad præſcriptum præcitati Articuli conferant. Capitulum verò Strigonienſe, nuilò jam ampliùs metu Turcicæ Potcotiæ ſuperexſtante, ut quamprimùm fieri poterit, Strigonium redcat, ibidemque continuam figat Manſionem, conveniens eſt. ANNO 1723.

De Reſidentia Supremorum Comitum in Comitatibus, & Reſtauratione Comitatuum, Vice-Comitum, aliorumque Officialium Conditione.

ARTICULUS LVI.

Quandoquidem Supremi Comites illorum Comitatuum, quibus præficiuntur, Moderatores eſſent, ac tam Politicorum, & Publicorum Negotiorum, quàm etiam Juſtitiæ Adminiſtrationis Curam ſibi principaliter commiſſam haberent; Hinc ad præviam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ benignam Reſolutionem ſtatuitur; Ut obſervatò quoàd eorundem Officia 36. Anni 1536. Articulò, niſi Publicis Regis, & Regni Servitiis præpediantur, in Comitatibus, quibus præſunt, continuò reſideant, ac pro averteudis publicum Comitatuum, adeòque Regni Servitium remorantibus quibusvis inconvenientiis, ſingulò Triennio, vel etiam citiùs, neceſſitate mutationem quampiam in Officialibus inſtituendam exigente, Sedes Reſtauratorias indicere, ac Candidatos, eum priore Vice-Comite idoneos quatuor è Statu Nobilium proponendos, iſtiusmodi Reſtaurationem celebrare teneantur; Vice-Comites, aliique Comitatuum Officiales ſint de Numero, & Statu vetorum Nobilium, poſſeſſionati, & diſintereſſati, ac Dominis Terreſtribus ejusdem Comitatûs nullatenùs obligati, qui ad hujusmodi Officia, ad ſenſum Articuli 70. Anni 1548. eum conſenſu totius Comitatûs eligantur. Negotium autem Familiæ Comitum Erdody, reſpectu Conſtitutionis Officialium Comitatûs Varasdienſis, maneat in ſtatu quo, donec ordinariâ Juris viâ determinatum fuerit.

In facto Dehoneſtationis pœna declaratur.

ARTICULUS LVII.

Benignè annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut in Cauſis Violationum Sedis, ſtante eâdem per quoscunque commiſſarum, ulterius quoque Tituli 69. & 72. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, nec non Articuli 89. 1635. & 94. 1649. Anuorum obſerventur, & pœnâ 25. Marcis levis ponderis, ſingulos Florenos conſtituentibus, in eoutinenti eomprnſetur, Pœnaque hæc, de Violatione Sedium Judiciariarum ſtatuta, ad Congregationes Comitatus quoque extendatur, in iisdemque excedentibus, ſtante eâdem Congregatione infligatur; Pro Dehoneſtationibus nihilominùs Supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque Judicum Comitatenſium, in actuali Officii ſui exercitio procedentium, ſtante Sede, & Congregatione, per quoscunque factis, Florent 100. ſinè Expenſis; Non ſecùs & contra aliqs quoslibet, extra Sedem, & Congregationem Comitatûs eommiſſis, penes citationem proceſſualiter acquiſitis, reſpectu ſingularum, diverſis temporibus, & Actibus commiſſarum, in Actione exprimendarum Dehoneſtationum, eadem Pœna adjudicetur.

De modo Celebrationis Congregationis Comitatuum, Violationisque eorundem Pœna.

ARTICULUS LVIII.

Bonus Ordo omninò exigit, ut omnia Comitatûs negotia, palàm, & publicè, & debitâ cum moderatione pertractentur, taliterque concluſa improthocollentur, ac ante Diſſolutionem Congregationum publicè perlegantur & hôc modò approbatum Prothocollum, Fidedignitatem fortiatur, & in Generalibus Comitatuum Congregationibus eouelufa, per Patticulares Congregationes, multò minùs per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quorcunque, in privato, non immutentur, concluſisque abſentes, ſe etiam accommodan

ANNO 1723. dare debeant. In Votifatione porrò, Ratio Legis, & Conſuetudinis habenda veniet.

De Pœna Interceptoribus, Detentoribus, Suppreſſoribus, & Violatoribus Literarum Miſſilium irroganda.

ARTICULUS LIX.

Quandoquidem Correſpondentiæ in fide publica radicarentur, & earundem retardatio perſæpè Correſpondentibus plurimùm derogaret; Ideò Sua Majeſtas Sacratiſſima benignè admiſit, ut alienarum Literarum Miſſilium Interceptores, Violatores, Detectores, aut Suppreſſores, in pœna Florenorum 100. inſtar liquidi Debiti deſumenda puniantur.

Declaratur Articulus 101. *Anni* 1715. *in facto Repetitionis Colonorum.*

ARTICULUS LX.

Eſto quidem in facto Repetitionis Colonorum, quoàd privatos Dominos Terreſtres proviſum haberetur: Quia nihilominùs iisdem, Colonos ſuos, cum Collateralium Transmiſſione, ab aliorum, quandoque etiam remotiorum Comitatuum, vel Diſtrictuum Dominis Terreſtribus, Liberis, Regiis, Montanisque Civitatibus, Cumanis, & Jazigibus, aut aliis Privilegiatis Oppidis, reliquisque Diſtrictibus, repetentibus, vix aliquem Progreſſum, imò à Comitatibus, vel aliis Locis, à quibus ejotmodi Subditi extradari debuiſſent, eosdem manuteneri potiùs experti fuiſſent, ità ut Domioi Terreſtres ſomptibus exhauſti, & magois fatigiis enerveti, à repetitione Colonorum deſiſtere cogerentur; Interea Booum Publicum pati, & perſeverantes, ſub onere Profugorum coocidere opportuit. Ad Conſervationem proindè Boni Publici, Suà Majeſtate Sacratiſſimà benignè annuente, ſtatuitur: Ut ſi Comitatus, vel Diſtrictus, aliaqoe quæcunque ex præmiſſis Loca, alienos Subditos retinentie, ergà læſorum Comitatuum, vel Dominorum Terreſtriom, Lege præſcriptas Collaterales, cum iisdem communicandas, & cum Nominom, & Perſooarum, Locique, ubi reſiderent, declaratiooe, ejosmodi Profugos repeterent, & noo reſtituerentur, tali in Caſu, Comitatus, ſeu jam contra præmiſſa Loca, ſeu verò directà Dominoe Terreſtres, io quorum Bonis conſervarentur, penes Mandata Regia, vel aliorom Jodicum Regni, mediò Comitatenſium Judicum procedere, & Jus Dominale ergà tales Profugos, in aliis Comitatibus, vel Diſtrictibus reſidentes habitum, juxta Leges Patrias ſufficienter edocere poſſint, ac debeant: Quò edoctò, adioventque Reſtitutionis obligatione, ſtatim & eò factò (dedoctis nihilominùs omnibos eorundem paſſivis oneribus) ejuemodi Profugi, unà cum Rebus ſuis omnibus, juxta Articulom 70. Aooi 1659. & dictante Articulo 101. præcitatò, cum Expenſis, in acquiſitionem illam erogatis, & Pœna Florenorum 100. reſpectu ſioguli repetiti, & edocti Coloni computata, de Bonis non reſtituentium, modalitate Artic. 31. Anni 1556. in præmiſſo 101. Aoni 1715. confirmati deſumendis, & conſcientiolè limitandis, abſciſſis omnibus Juridicis Remediis, & ſolà extra Domioium Appellatione, conformitate Articuli 54. Anni 1625. & oovò Judicio admiſſis, reſtitui debent; Si verò Actor ſinè omni fundamento legali procederet, adeòque in Actione ſuccumberet, & ergà reſtitui petitos Colonos, Jus ſuum ſofficienter non comprobaret, eosùm io Cauſam attracto Expenſis gravato, easdem conſcientioſè per procedentem Judicem limitandas, & per Eundem exequendas refundere teneretur. Inquiſitiones paritet, mediò quorumcunque de Lege inquirere ſolitorum, etiam in facie Locorum, in quibus Profugi invenirentur, ſemper liberà, & ſinà ullo impedimento, atiam cum Aſſiſtentia Comitatuum, & præmiſſorum Locorum, in quibus peragerentur, ſub ſecuritate inſtitui, & peragi poſſint; Quòd ſi vetò prævio modò unitò Proceſſu, adhuc tales Profugi non reſtituerentur, & alius Proceſſus inſtitui deberet, tunc Pœna ſpecificata in duplo, & æquè cum Expenſis; Et ſi tertio quoqoe ſemet renitentes exhiberent, tuoc Villa, aut illa Portio poſſeſſionaria, ſenſu Articuli 31. præcitati, exeqol, & Comitatui, vel Parti triumphanti, unà cum Expenſis aſſignari debebit, ondè Colonos, prævio modo repetitos idem triumphans liberè abdocere poſſit; Cujus Villæ, aut Portionis redemptio, condignâ æſtimatione mediante ſemper obſervaretur; Si qui porrò alienos Subditos retinentes, mediò tempore repetitionis, vel motæ litis, & pro parte repetente eludenda, ejusmodi Colonos aliò transiocarent, pœnas prædeciaratas incurrere debeant; Imò in Caſu amiſſionis Villæ, vel Portioole, ante Colonorum reſtitutioocm easdem redimere non valeant; ſalvâ nihilominùs quoàd capturam, privatâ etiam Authoritate vigore præcitati Artic. 31. liberam, tùm verò Repetitionis quoàd privatos Dominos Terreſtres Proceſſu, in vigore ſuo permaneote. Et hæc Diſpoſitio, ad Regna etiam Croatiæ, & Sclavoniæ extenſa eſſet. ANNO 1723.

De Migratione Taxaliſtarum, & aliorum quorumcunque Ignobilium limitanda.

ARTICULUS LXI.

Ad evitandas quasvis ex Taxaliſtarum migratione hactenùs contra bonum etiam publicum, & com Comitatoum enervatione Confuſiones, Suà Majeſtate Sacratiſſimà clementer annuente, decernitur, ut ejusmodi Liberæ conditionis Taxaliſtæ ignobiles, vel manomiſſi, qui in Bona aliquorom Domioorum Terreſtrium condeſcenderint, & Colooicalem, vel cenſualem, aut Inquilinariam obligationem aſſumpſerint, tales, & etiam hactenùs modalitate prævià condeſcendeotes, ſecundùm Conventionem com Dominis Terreſtribus ioitam, vel Inenodam, iisdem obligati manebunt; oullatu autem Conventionem cum Dominis Terreſtribus ineuntes, præſtitis prævià præſtandis, liberam migrandi facultatem habebunt; Articulo 101. Anni 1715. aliisque Legibus de Repetitione Colonorum ſoosntibos, ad Conformitatem Artic. 52. Anni 1655. pro Dominis Terreſtribus poſterioribus, penes eosdem, & pro iisdem, ſub uno, eodemqoe etiam Succeſſorum Dominio, in ſaivo permanente.

De non translocandis per Dominos Terreſtres, ex uno Comitatu ad alium Subditis.

ARTICULUS LXII.

Ex quo non ſinà magno Comitatuum præjudicio, Fundique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terreſtres, in diverſis Comitatibus Bona poſſidentes, non rarò practicarerur, quòd ex uno Comitato in alium, ſuos ipſimet ad incolendas Seſſiooes abducerent contribuentes Subditoe, talìterque per onios impopulationem, depopulatio alterius non leviter procuraretor; Ideò ſtatuitur, ne Dominis Terreſtribus (exceptis, quos ad Servitia proptia adhibere voluerior) Subditos ſuos ex uno Comitatu ad alium ampliùs translocare liceat, quio imò ſub pœna homagii oon reductorum, poſt admonitionem, & non ſubſecutam redoctionem, de Bonis eorundem Dominorum, medio Judicis Nobilium, ad inſtantiam Magiſtratûs deſumenda, & pro publico Comitatûs applicanda, eosdem redneere, vel alios loco translocatorum ad ſufferendum contributionale onus idoneos ſubſtituere teneantur. Qui verò Dominorum piures Subditos, in ono Comitatu, vel uno Fundo haberet, neque eosdem inibi accommodare valeret, talibus, relictò in priore fuodo Subditò, ad ſupportandam contributionem idoneò, reliquos ex uno Comitatu in alium liberà translocare licebit.

De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque Reſtantiis per Dominos bonificandis, & eatenùs Articuli 37. *Anni* 1647. *renovatione.*

ARTICULUS LXIII.

Non ultima in Dominiis, miſeræ Plebis ex eo quoque conſequeretur aggravatio, quòd Dominiorum Officiales, per ipſos Dominos, vel eorundem Deputatos conſtituti, publicas Regoi Contributiones à Subditis Dominiorum exactas, cum cenſibus privatis coofunderent, aliorſum converterent, aut cum iisdem profugerent; Undè tale onos, aut ſecundario à miſeris Subditis, cum gravi eorundem enervatione, & publici Servitii damno exigeretur, aut Reſtantiis gravibus accumulatis, ad Officiales, & Exactores eorundem, aliàs citrà conſenſum Comitatûs conſtitutos ralegarentur, à quibus non rarò impoſſeſſionatie, & Fundum exſolutionie non habentibus, compenſandorum compenſatio haberi non valeret; Espropter ex benigna Suæ Majeſtatis Sacratis-

ANNO 1723. cratiſſimæ Reſolutione, Status, & Ordines conſtituunt, & Articulum 37. Anni 1647. renovant, ac ad tales etiam Dominos Terreſtres, qui ſuprà obtingens Portionale, à Subditis ſuis, variis ſub prætextibus, quidpiam exigerent, & id probari poſſet, extendunt, ſtrictèque obſervandum pariter & id ſtatuunt: Ut cenſus Dominales eum publicis oneribus non confundantur; Et ſi Domini Terreſtres, ſive per ſe, ſive mediò Officialium ſuorum Contributionales quoque pecunias, à Subditis ſuis incaſſarent, iſtiusmodique Pecuniæ ad Caſſam publicam non admiſtrarentur, memorati Terreſtres Domini, pro Univerſis, ſeu ſuprà obtingens exactis, & pro ſe conſumptis, ſeu eum per prælegatos Officiales diſtractis, Caſſæ publicæ Comitatenſi ſatisfaciant, ipſi autem contra talismodi Officiales viciſſim regreſſum habeant; Satisfaccre porrò tenuentes, per Magiſtratus Comitatuum, etiam cum Expenſarum Refuſione, & Bonorum talium Terreſtrium Dominorum judiciali fiendâ Executione, ac in Summa diſtracta, vel reſtante, ſub Evictione Dominiorum libera Elocatione, compellantur: Appellatione extra Dominium iisdem in ſalvo permanente. Demùm Dominia univerſa, ac ipſa quoque Fiſci Regii Bona, circa Diſlocationes, Repartitiones, Fiſci Regii Bona, circa Diſlocationes, Repartitiones, Vecturas, ac alia Publica, Servitium Principis, & Contributionalia æquè Comitatuum Negotia concernentia, ad præcavendas tùm miſeræ Plebis aggravationes, tùm ex contraventionibus confuſiones, Comitatuum Diſpoſitiones admittere, effectuare, effectuirivè permittere, ſub pœna ſuprascripta tenebuntur; Hac occaſione ad benignam Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Admonitionem, etiam ſtatuitur: Us omnes Comitatuum, Civitatum, & etiam Privilegiatorum Oppidorum Perceptores, & antiqui ſimilium Officiorum Adminiſtratores, dandis Rationibus adhuc obnoxii, & nondum abſoluti, ità & alii Officiales, in quasliber ejusmodi Loeorum Pereeptiones, vel Erogationes ſemet quoquo modò, præſertim eontra, & prætet publicas Comitatuum, & præmiſſarum Civitatum Diſpoſitiones immittentes, Civitatenſes quidem juxta præſcriptum Articulum 77. Anni 1715. Comitarenſes autem, & Privilegiatorum Civitatum, Oppidorumque, ſeuſu Articuli 57. Anni 1725. Rationes dare quantocius obligentur; Nolentes verò, & renuentes, & quidem Civitatenſes, & Oppidani, tenore Articuli 20. Anni 1554. Nobiles verò juxta Articulum 65. Anni 1622. ad id compelli debeant, neque ejusmodi Rationum Exactio, multò minùs præſtanda ſatisfactio, per Supremus, & Vice-Comites, aut alios quoscunque Potentiores, in Comitatibus, vel Civitatibus, ſub pœna Refuſionis talium Reſtantiarum impediri valebit; Quin potiùs ejusmodi Reſtantiæ irremiſſibiliter exigi, & in ſublevamen eontribuentium lucolarum converti, præmiſſique Articuli, à modò deinceps exactius obſervari debebunt; E converſo verò Comitatus quoque, & præattactæ Civitates, præmiſſas Rationes debito tempore exigant; Secùs Pereceptoribus easdem dare volentibus, & legitimè præſentantibus, Magiſtratusque eum iisdem admonentibus, negleſtâque ad ſummum intra Bimeſtre ſpatium prævio modò earundem cenſuratione demortuis, tali in Caſu, onus ne fors emergendum, non ad Hæredes Pereceptorum, ſed ipſosmet ejus temporis Officiales, & Magiſtratus, effectivè per Eosdem complanandum derivabitur: Ut verò Comitatuum, & prævio modò faciendæ earundem Civitatum Diſpoſitiones, tantò exactius effectum ſuum forſiantur, Etogatiouesque Pecuniariæ debitò modò tracsentur, à modò impoſterùm id quoque obſervandum veniet; Ne Supremi, & Vice-Comites, citra, vel contra publicas Comitatenſes Diſpoſitiones, quidpiam pro damnoſis, & arbitrariis Diſpenſationibus, pro ſe, vel aliis, committere, & erogari facere præſumant; Quæ omnia eriam ad Conſilium Regium, & Civitatenſes, Privilegiatorumque Oppidorum Magiſtratus, ac eorundem Judices extenduntur. Circa præmiſſa verò, vel aliàs quomodocunque gravatis, ac in prima Inſtantia Querelæ ſuæ remedium non obtinentibus, liber ad Suam Majeſtatem Sacratiſſimam Recurſus patebit; Calumniatores ulhilominùs, & injurioſatum Querelarum delatores, in minoribus quidem, reſpectu ſingulorum injurioſè delatorum, pœna Florenorum 100. & Expenſis, toties quoties deſumenda; In majoribus verò, ſenſu Articulorum 58. Anni 1602. & inibi citati, coudignè coram Tabula Regia Judiciaria convincantur; Ac ut Poſſeſſionibus, & Villis conſtare poſſit, quid, & quantum eontribuere debeant? Pereceptoribusque, & aliis quibuscunque in Pereceptionem ſemet immittentibus, miſeram Plebem aggravandi occaſio adimatur, Comitatuum Officiales, vel alii ad id per Comitatus Deputati, publicæ Contributionis, ſub Juramento ſuo, æquam, & juſtam Proportionem & Repartitionem, ſtatim ſub initium hybernalium Menſium, pro toto Anni tempore exoperari, imprurocollari, & taliter Repartitionem Pereceptoribus ſuis authentiecè extradare, ac non tantùm eandem per Comitatus publicare, ſed & Pereceptores, quamprimum, & ante omnia, cujuslibes Villæ obtingens, in libellum extenùs præpiratum, pariter & Exſolutioqem, ſtato ſuo tempore gratis inſcribere teneantur; Neque ejusmodi Repartitio, per Supremos, & Vice-Comites, authoritate privatâ, extra Generales Comitatuum Congregationis, & ibi quoque non niſi ex juſta, neceſſaria, legitimaque cauſa, & ratione immutari poſſit; Cujus prævii ex cauſis, immutatione, intra quidpiam excifas Portas habens Dominium intervenicute, exindè emergens onus, non in Villas, vel Pagos, extra Dominium, & ejusdem Portarum complexum, ſed intrà tale Dominium ſubrepartiri, & exigi debebit; E converſo verò Villarum, & Pagnrum, intrà Dominii Portas non comprehenſarum neceſſariæ defalcatæ, in Pagos Dominiorum, exciſas Portas habentium, derivari non puterunt; Ubi verò Dominia excifas Portas habentia non eſſent, tale onus, non in unam, vel aliam tantummodò Villam, & Proceſſum, ſed per totum Comitatum, juſtè, & proportionatè derivandum veniet; Ipſi verò Domini Terreſtres, Contributionem, non per Comitatus, ſed per ſuos Officiales à Subditis propriis exigentes, eosdem ſub pœna dupli angere, & plus exigere, aut exactis propriis Cenſibus, Contributionem in Reſtantia relinquere; Ità & Perceptores, exactâ à nonnullis Pagis, vel etiam Diſtrictibus Contributione aliorum, in ulterius tempus remittere, ac per id motuſoturi accumulatis Reſtantiis, reliquos obedientes, interdùm eriam ſupererogatorie ad ſolvendum adactos opprimere non audebunt: Quin imò priusquàm moroſorum accumultas Reſtantias non incaſlaverint, ad novas Aſſignationes eundescendere, vel novas Impoſitiones à non Reſtantiariis exigere non poterunt; Ex bonificatis porrò, vel bonificandis Supererogationibus, aut quibusvis aliis Expenſis, à publicis Erogationibus remanentibus, primùm quidem Supererogantes, dein obtingens ſuum exſolventes (non autem Reſtantiarii) proportionatè participare debebunt.

ANNO 1723.

Extranei etiam Officiales, à Facultatibus propriis, ad onera Publica proportionatè concurrant.

ARTICULUS LXIV.

Æquitati pariter conſentaenem Sacra Cæſarea, & Regia Majeſtas benignè agnoscit; ut etiam Extranei, non Indigenæ in Regno, & Partibus eidem annexis, Fundos quospiam tenentes, ab iisdem, aliisque Facultatibus ſuis in Regno habitis, non tamen à Capitalibus ad lotereſſe elocatis, proportionatè contribuant: Ac tàm hi, quàm etiam Salis Officiales, in Rebus, & Caſibus (extra horum poſteriorum Officia) occurrentibus, Loci Illius, in quo degunt, vel prætactos Fundos poſſident, Jurisdictionato Magiſtratui, & Legibus Regni ſubsint; Bona verò per talismodi Extraneos poſſeſſa, juxta Articulum 23. Anni 1715. rehaberi valeant.

Nè Civitates Liberæ, ac Regiæ, non Montanæ, ac Privilegiata etiam Regia Oppida, à communi Onere eximantur.

ARTICULUS LXV.

Ut Liberæ, & Regiæ, non Montanæ Civitates, Privilegiaraque eriam Regia Oppida, Portis ſuis commenſuranuum, & juſto approportionandum actuale Militis Quarterium, aliaque Publica onera, inſtar aliorum Locorum ſubeant, Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtas elementer reſolvit: In quantum nihilominùs ex ejusmodi Civitatibus, Præſidiarium Militem in medio ſui, Domibusque illocatum haberent, in tantum tales, duplici actualitatis onere gravati quidem nequire, ſed nec Comitatus ad talipm Præſidiariorum onera ſubeunda adigi poſſe; Pariter & Montanas Civitates, prout & Villas Ctemuicienſes, vigore Articuli 43. Anni 1715. ab ejusmodi actualitate Quarteriorum eſemptas, ulterius quoque in eadem Immunitate, juxta Articulum præmiſſum, Privilegia item Regia, & uſum eorundem, conſervandas ſtatuit.

ANNO 1723. *De Famulorum ignobilium Mercede moderanda, & inutio Servitii æqualiter inducendo.*

ARTICULUS LXVI.

Ad ſervandum bonum Ordinem, & pro Contribuentium Hoſpitum Conſervatione decernitur: Ut reſpectu Mercedis Famulorum ignobilium, circa Rem agrariam, & pecuariam, ac Domeſticas etiam Operas ſervientium, non ſecus, & omnium Mechan eorum dietim laborare ſolitorum moderandæ, & Serviliorum initii, ubivis circa Novum Annum (præter Opiliones, & Majalium Paſtores, ſtatutum Servitii tempus habentes) inducendi, Comitatus, juxtà Statum & Situm, Ordinem & ſalutares Diſpoſitiones facere poſſint, & debeant; Quibus omnes, & ſinguli, tàm Hoſpites, quàm & Servitores ſemet accommodare tenebuntur; Super detinendis autem Servis ſinè Paſſu Dominuorum ſuorum hinc indè commeantibus, & profugis, Artic. 101. Anni 1715. ſancitum eſt.

De Portarum Adjuſtatione, & Regni Conſcriptione.

ARTICULUS LXVII.

Pro æquiori Publicorum onerum Supportatione, & miſeræ Plebis neceſſaria Conſervatione, Status & Ordines Regni, ſecundùm Ideam, ſtatim præſenti Dietâ per Eosdem acceptatam, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè repræſentatam, emnſcriptionem peragendam exiſtimant; Circa quam, ſi quæ per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam addenda, demenda, vel modificanda viderentur, ea, cum Conſilio Regio Locumtenentiali, pro ulteriori elaboratione communicentur, in futura autem Dieta reportentur, ut ſuper iisdem Dietaliter concludi poſſit; Interea autem temporis, juxta ea, quæ Sua Majeſtas Sacratiſſima in transmiſſa Idea approbabit, prænotata conſcriptio peragatur, Portarumque proportio ſuperindè inſtituatur.

De Pecuniæ in Regno, & Partibus Eidem annexis, uniformi Curſu, & Acceptatione.

ARTICULUS LXVIII.

Pro reducenda Uniformitate, tollendisque ex diformi minoris Monetæ valore, & unius ejusdemque hic acceptatione, alibi verò rejectione, Emptori, & nonnunquam Venditori nocivis Confuſionibus, ex benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ aſſenſu ſtatuitur: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, Partesque Eidem unitas, æqualis ſit curſus, & Valor, adeòque ubivis locorum ad unum Florenum centum, & ad unum groſſum quinque Denarii computentur.

De Presbyterorum Græci Ritûs Filiis.

ARTICULUS LXIX.

Ut unitorum Græci Ritûs Sacerdotum Filii, in Presbyteratu nati, in Statum, & conditionem Colonicalem non reducantur, talesque præviè capacitati, & eruditi in Presbyteratum aſſumi, & ordinari poſſint. Qui verò Presbyterorum Filii, in Fundis Colonicalibus reſiderent, à talibus Fundis, juxta initam, vel incundam eum Dominis Terreſtribus Conventionem, in, & ab iisdem contribuere, ac ad communia Onera concurrere debeant.

Filicrum Patriæ in bonis Diſciplinis educatio, & ut Fundationes, ac pia Legata quoquò modò neglecta inſtaurentur, & non effectuata effectuentur.

ARTICULUS LXX.

Piarum quarumvis Fundationum inſpectionem, & cum Exactione Rationum, utrùm Fundationi ſatisfiat, inveſtigationem, Sua Majeſtas Sacratiſſima pro Apoſtolico munere, & ſuprema Authoritate Sua, vigore Articuli 74. Anni 1715. ſibi benignè reſervavit, & è gremio Regio Locumtenentialis Conſilii nonnullos deputabit, qui præmiſſorum ſingularem, & peculiarem curam habeant. Circa Fundationem Szirmaianam, tanquam rem de Jure Tertii tractantem, audità etiam parte alterâ, Sua Majeſtas Sacratiſſima, id, quod Juſtitiæ conforme fueris, elementer diſponet. Fundatio verò Hrabovszkiana in Commiſſione de Negotio Religionis inſtituta, & jam terminata, uberiùs tractata, ubi Acta ejusdem Commiſſionis reviſa fuerint, pro æquitate terminabitur. Cæterum, ut in Academiis, non tantum Philoſophicum, Theologicum, & Juridicum etiam Studium exactius, ſeparatim, & ſtatutis horis, purè pro earundem Scientiarum Studioſis, ſed & alia quævis in Exteris Univerſitatibus publicè doceri conſueta, & Statui quoque Publico, & Militari deſervientia Studia tractentur, & per idoneos Profeſſores tradantur, ubi Status, & Ordines, modum, formam, & media, quibus id commodè fieri poſſit, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ demiſſè ſubmiſerint, pro Regia benignitate Sua, huic quoque demiſſo Statuum peſito elementer annuet, & Conſilium ſuum Regium Locumtenentiale catenus quoque ſufficienter inſtruet. ANNO 1723.

De Eccleſiis, Juribusque Eccleſiaſticis, uè deſolentur, invigilandum.

ARTICULUS LXXI.

Articulum 60. Anni 1715. ità obſervandum elementer admittit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut ſi qui Prælatorum, aut quorumcunque Beneficiorum Eccleſiaſticorum Poſſeſſores, Eccleſias, aut Beneficia ſibi concredita minus curarent, ædificiaque, & Fundos inſtructos, deſolari permitterent, ruinoſos verò non ædificarent; Talium Prælatorum, & quorumvis Beneficiatorum Proventus, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, quà ſummum Eccleſiarum Patronum, in Sequeſtrum ſumi, & ad Reſtaurationem præfatarum Eccleſiarum, aut ædificiorum, & Fundorum reparationem applicari valeant. Præterea etiam eò reflectendum; Ut Epiſcopi, & Eccleſiarum Patroni de Parochorum Intertentione, & Subſiſtentia, à Populo, ubi neceſſum eſſet, præſtanda proſpiciant; Ideò Sedecima Decimarum ubique, & etiam Octava, ubi in uſu fuit, Parochis Catholicis ſecundum Leges Patrias præſtetur.

De Articuli 40. Anni 1681. quòad unum Magiſtrum Protonotarium, & Judices Tabulares, tàm in Partibus Trans-Danubianis, quàm & Superioribus obſervandi Modificatione.

ARTICULUS LXXII.

Licèt quidem tàm Protonotarii, quàm & alii Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judices, pro continuò Judiciis intereſſe debeant, eoquè modo & loco, ubi Judicia celebranda ſunt, alligati habeantur; Nihilominùs ſecundùm præcitatum Articulum 40. Anni 1681. ibidemque citatas Leges, occaſione Conſtitutionis Protonotariorum, & Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judicum, ut Diſtrictuum Partium Superiorum, & Inferiorum, ac exinde applicandorum Subjectorum ratio habeatur, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ annuente, ſtatutum eſt.

De Loco, ubi Tolnenſis, & alii, quorum eadem eſſet ratio, Comitatus, Sedes Judiciarias celebrent, Acta conſervent, Juriſdictionem Magiſtratualem exerceant, in Bonis Dominorum Terreſtrium concedendo.

ARTICULUS LXXIII.

Sua Majeſtas Sacratiſſima benignè aſſentitur; Ut quilibet Comitatus, pro inſtituendis Congregationibus, & Sedibus Judiciariis, Archivi & Literarum conſervatione, Maleſactorumque, & Captivorum Cuſtodia, & Executione, Domum Comitatenſem nondum habentes, ſit loco ſecuro, & quantum fieri poteſt, pro ipſorummet etiam Comitatenſium majori commoditate, in mediullio cujusvis Comitatûs, ac, ſi fieri poteſt, in Civitatibus, aut majoribus & Privilegiatis Oppidis comparent, & ibidem etiam Jure Gladii utantur, Dominiquè Terreſtres, vel Liberæ Regiæ, Montanæque Civitates, locum ſufficientem, ſine tamen Appertinentiis excindere, Comitatus nihilominùs condignum ejusdem precium etiam quoàd Cenſus privatos deponere, quoàd verò publicas obventiones, eundem à Conſcriptione, conſequenter & onere Locorum exmittere teneantur. Educilla verò, & Macella, aliaque Dominorum Terreſtrium Juriſdictionalia uſurpare non valeant.

De

ANNO 1723.

De Appellationis Foro ad Comitatus, ex quibuscunque Oppidis Privilegiatis, & Communitatibus, à quorum videlicet Foro in Sedem Dominalem Viâ Appellationis Cauſæ hactenùs deductæ non fuiſſent, & de tollendis Cebarum ubuſibus.

ARTICULUS LXXIV.

Si Oppidum quodpiam extaret, quod Appellationes ex Privilegio ad Tavernicorum Regalium Magiſtrum, aut Perſonalem Præſentiam Regiam, vel Sedem etiam Dominalem transmittere non obligaretur, ut abindè Appellatio ad Comitatum transmittatur, æquitati conveniens eſſe: Quoàd Exceſſus verò Opificum Collegiorum, vulgò Ceharum, Articulo 79. Anni 1715, proviſum haberetur; cui ulterius quoque inhærendum; Et nequè Servitores Dominorum opificio pro privata duntaxat Dominorum ſuorum neceſſitate, in Liberis, Regiisque Civitatibus, aut Regiis etiam Oppidis exercentes, per Cehales Opifices in hujusmodi Exercitio ſub pœna violentiæ turbari valebunt; Stabit præterea in benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ arbitrio, Collegiis Opificum vulgò Cehis impertita Privilegia, pro exigentia neceſſitatis circumſcribendi, vel planè tollendi, & abrogandi.

Nè Lignea Inſtrumenta, aliæque Res Venales, Comaromii, & ubi præmantur: Nevè Nobiles Regni, per Magiſtratus Locorum vel Cehus, aut Præſidiarios quòquò modò turbentur.

ARTICULUS LXXV.

Pro conſervando, & augendo quorumcunque Materialium, & Manufacturarum libero Quæſtu, Suâ Majeſtate Sacratiſſimâ anguente ſtatuitur. Ut præemptiones diverſarum Rerum venalium, ſi, & in quantum legitimus illarum uſus adeſſet, Eædem deineeps quoque continuari valerent, ad proprium tamen nonniſi neceſſitatem reſtringuntur, non autem eò, ut deinde aliis, cariori iterum pretiò, venales ejusmodi Res diſtrahantur, extendendæ. Quò verò ad lucrorum Jantienſium prætenſionem, Articulo 76. Anni 1715. denotatam, ubi dicti Incolæ, ea, quæ præcitatus Articulus præſcribit, fecerint, clementer applocidatâ Satisfactione non delituentur.

De Exceſſuum, occaſione Educillorum Regiorum committi ſolitorum ſublatione.

ARTICULUS LXXVI.

Ne Arendatores Regiorum Educillorum, præter Jus educillandi Vini, & Cereviſiæ, quampiam aliam ſibi, contra incolas Comaromienſes, multò minùs contra Magnates, & Nobiles, vel eorundem in Cellariis conſervato, & non educillata Vino, Juriſdictionem vendicent, aut quoscunque demùm Dominos Terreſtres, extra Territorium Comaromienſe, Bona, & Educilla habentes, in Educillatione, vel Vinorum ſuorum Comaromii, aut pro privato neceſſitate Cereviſiæ, vaſatim fienda Empſione, & Eductione, quoquò modò impediant, aut Vina eorundem obſigillent, prohibendum veniet; Qui Arendatores, pro Damnis quoque illatis ſatisfactionem præſtent. Cæterùm tales Arendatores, ſecundùm Articulum 16. modernæ Diætæ, Legibus Regni ſubſint, juſtum eſſe.

De interdicenda Auſtriacorum in Juriſdictionem Comitatûs Maſſonienſis involatione, Poſſeſſionumque Szinczdorff, ne aliarum Juriſdictionum in Comitatus Caſtriferrei Reapplicatione, nec non Familiæ Kiſſaludi, ne Compoſſeſſorum de Bucſi, negotio necommodando.

ARTICULUS LXXVII.

Si Comitatus Moſſonienſis, à Vicinis Auſtriacis, contrà bonæ Vicinitatis Jura, quodpiam pateretur aggravium, deferat Eosdem Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, ac abindè, non autem per Articularem Conſtitutionem, Gravaminis ſui Remedium; Poſſeſſio autem Szinczdorff, & aliæ ejusmodi, à Metalis Commiſſionis Relatione, Ejusdemque benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ approbatione præſtolentur. Familia Kiſſaludi proſequatur ſua Jura, modis, & formis competentibus; Reſpectu demùm Prædii Székſölde, & Poſſeſſionis Bucſi, illa, quæ non niſi ab Executione dependerent, ſuis viis, & modis in Executionem ſumantur. ANNO 1723.

De Vinorum in Vicinas Provincias Hæreditarias eductione.

ARTICULUS LXXVIII.

Super Vinorum, & Rerum in Vicinos Provinciales Hæreditarias inſtituenda eductione, renovatus Articulus 75. Anni 1715. Ac præterea, eò etiam clementer intendet Suæ Majeſtas Sacratiſſimo, ut tam verſus Partes Septentrionales, quàm etiam verſus Mare Adriaticum, Vinorum eductionem inſtituere poſſint.

De Oppido Kállo Familiæ Kállay reſtituendo.

ARTICULUS LXXIX.

Quantum ad petitam Oppidi Kálló, Familiæ Kállay reſtitutionem, alterato Suæ Majeſtas Sacratiſſima, finitâ ſtatim Diætâ, Commiſſarios clementer denominabit, qui auditis illis, quorum intereſt, id in Executionem ſumant, quod Juris, & æquitatis ratio dictaverit.

Pro Obventione Salis, juxta Privilegia habentibus conſalandis intercedituro.

ARTICULUS LXXX.

Quantum ad Familias Perénianam, & alias, quæ à Divis Hungariæ Regibus Privilegiatæ, ex Salis quæſtu, dum in uſu fuiſſet, non contemnendam Salis obventionem habuiſſent, tandemque per ſublatum Liberum Quæſtum, eò deſtitui debebant, ad Statuum & Ordinum Regni humillimam Interpoſitionem, Earundemque Familiarum repræſentationem, Suæ Majeſtas Sacratiſſima clementer reſolvit; Prævio per Regium Cameram Hungaricam, Negotii hujus examine, hinc inde ſiendâ demiſſâ Relatione, id, quod juſtum, ac æquum fuerit, deſuper clementer ordinaturam.

Inſtantiæ, & Negotium Comitis Sigismundi Nyáry, Familiarum item Amadé & Kerekes, nec non Sánderianæ, ac aliarum, humillimè recommendantur; Et pro Reſtitutione Domûs Thurzoianæ Viennenſi intercedituro.

ARTICULUS LXXXI.

In Negotio Comitis Sigismundi Nyáry, tenore Articuli 65. Anni 1715. declarato, non obſtimiliter Familiarum Amadé, Kerekes, Baronis Caſparis & Adalberti Sándor, ac aliorum Regnicolarum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, certa fui in parte in Articulo 64. Ejusdem Anni 1715. denotatorum, ubi præſpecificati Inſtantes ea, quæ iisdem juxta præmiſſas Leges facienda incumbunt, fecerint, & Familia Sándor, Prætenſiones ſuas in competenti Marchionalis Moraviæ Foro liquidaverit, effectu in præmiſſis Articulis denotatæ benignæ Cæſareo-Regiæ Reſolutionis non deliturentur: Quoàd ſum etiam Negotium Domûs Thorzoianæ, in Articulo 92. Anni 1655. denotatum, referendum erit.

De Simonis condam Pek, & Martini György Heredum contentatione ſupplicatur.

ARTICULUS LXXXII.

Pari ratione Simonis condam Pek, & Martini György, Quæſtorum, & Negotiatorum Jantienſium Hæredes, vigore certorum Literarum Obligatoriarum-Cambialium, notabilem Summam prætendentes, ubi Prætenſiones ſuas, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ debitò modò repræſentaverint, Juſtitia, & Satisfactio iisdem adminiſtrabitur.

Ut Comitatus Baciensis in Juriſdictione Magiſtratuali non impediatur, & antiquæ Contributionales Reſtantiæ non exequantur.

ARTICULUS LXXXIII.

Juſtum eſſe agnoscit Suæ Majeſtas Sacratiſſima, ut Comitatus Baciensis in Juriſdictione Magiſtratuali, Eidem competente non impediatur, neque ad perſolu-

ANNO 1723. tionem Reſtantiarum, in quorum eædem jam relaxatæ, ac accommodatæ eſſent, ullô modô adigatur; Camerariel verô Officiales, vel Bonorum Fiſcalium Arendatores, Violentias perpetrantes, aut alitèr excedentes, ut Legibus, & Juribus Regni ſubſint, Sua Majeſtas Sacratiſſima benigniſſimè reſolvit.

De Debitis per nonnullos Comitatûs Bodrogienſis Officiales, Nomine Univerſitatis contractis, per eosdem, qui ſine Scitu & Conſenſu Comitatûs contruxerunt, exſolvendis.

ARTICULUS LXXXIV.

Quoàd Debita, per quorumvis Comitatuum Officiales, nomine Comitatuum, in quibus Officia tenerent, contracta, benignè reſolvit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut ſi Obligatoriæ ſuperindè confectæ, vel ſine conſenſu Comitatûs illius emanâſſent, aut penes easdem levata Summa, in commodum, aut utilitatem, vel neceſſitates publicas ejusdem Comitatus, per iſtiusmodi levantes & contrahentes Officiales converſa non fuiſſet, Comitatus ad talium Debitorum ſolutionem non obligentur, verùm Creditores, ad illos Officiales, qui modô prævió mutuatam pecuniam levârunt, relegentur.

De Controverſia Valachorum Diſtrictûs Berettyó, & aliorum.

ARTICULUS LXXXV.

Controverſiam inter Epiſcopatum Varadienſem, & In Diſtrictibus Berettyó, Beſztercze, & Lakſág reſidentes Valachos, Decimam dare recuſantes, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillimè repræſentatam, altefata Sua Majeſtas Regia, pro Juris, & Juſtitiæ exigentia clementer determinabit.

De confirmandis, & obſervandis 23. 1687. *&* 125. 1715. *Annorum Articulis, Eorundemque Extenſione.*

ARTICULUS LXXXVI.

Quantumvis in univerſali Libertatum, & Prærogativarum, Juriamque, ac Immunitatum, nec non Legum tàm Communium, quàm & Municipalium Inclyti Regni Hungariæ, aliorumque Eidem annexorum, & Sacræ Ejusdem Coronæ ſubjectorum, per Suam Sacratiſſimam Cæſareo-Regiam actu gloriosiſſimè regnantem Catholicam, & Apoſtolicam Majeſtatem, hâc etiam Diætâ Articulariter clementiſſimè declarata confirmatione, præcitati quoque 23. & 125. attactorum Annorum Articuli indubiè confirmati ſint, & habeantur; Nihilominùs tamen, pium, & ſalutare ejusmodi Petitum, altefatâ Suâ Sacratiſſimâ Majeſtate clementiſſimè applacidante, & mox præcitatos ſupraſcriptorum Annorum Articulos, peculiariter etiam confirmante, ſtatuitur, nè in prætatis Croatiæ, & Sclavoniæ Regnis, ullius alterius Fidei, aut Profeſſionis cujuspiam, præter ſolos Romano-Catholicos, Poſſeſſionis Bonorum ſint capaces.

De Banali Authoritate.

ARTICULUS LXXXVII.

Ex benigniſſimo Placito Regio Articulus 114. Anni 1715. quoàd Authoritatem Banalem renovatur.

De reſtituendo, & Regno reincorporando Terreno, in quo Generalatus Varadienſis illocatus fuerat, pluribuſque Querelis ac Gravaminibus, in Articulo 113. *Anni* 1715. *comprehenſis, complanandis, & in futurum tollendis.*

ARTICULUS LXXXVIII.

Hôc quoque Punctô datâ benignâ Reſolutione Regiâ humillimè acceptatâ, renovatôque, & tatſum confirmatô Articulô 113. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem ſpecificatorum, deſideratas indilatè ampliùs ſequatur effectus, à parte Regni neceſſarij eatenùs Commiſſarii, & quidem pro Præſide, Dominus actualis eorundem Regnorum Banus Comes Joannes Pálffy; Dominus item Comes Joannes Draskovich; Dominus Comes Joannes Csikulíny, Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis Camerarius; Præterea Regni ejusdem Vice-Banus Adamus Daniel Rauch; Vice-Colonellus Nicolaus Mallenich; & Comitatuum Varasdienſis, & Criſienſis, ex ſingulo videlicet unus Vice-Comes (non obſtante unius, aut alterius abſentiâ, ac in Locum abſentis, alterius idonei Subjecti ſubſtituendi, penes Comitem Banum, quâ Præſidem, manente facultate) mox finitâ præſenti Diætâ, cum reliquis, per Suam Sacratiſſimam Majeſtatem, à parte Auguſtæ Ejusdem Aulæ eô deſtinandis, & effectivè exmittendis Commiſſariis, reſolutam eatenus benigniſſimam Commiſſionem effectuaturi; Non ſecùs de Lika, & Corbavia, inferiorique Sclavonia, ad ſenſum Articuli 128. Anni 1715. cognoscenda cognituri, incorporanda incorporaturi, & complananda complanaturi, abrogandaque abrogaturi denominantur. ANNO 1723.

De Celebratione Judiciorum Octavalium Banalium.

ARTICULUS LXXXIX.

Pro tantô celeriori in Regnis quoque illis, Juris, & Juſtitiæ curſu, ac Adminiſtratione, in caſum abſentiæ, aut legitimè impediti Domini Comitis Bani, quâ aliàs Judicíorum initi celebrandorum Octavalium ex Officio Præſidis Locumtenens, ſen ejusdem Domini Comitis Bani Vices Gerens, aut alter quispiam, è gremio eorundem Regnorum ad id apius, & idoneus, per Comitem Banum, & Regnum, de antiqua ejusdem conſuetudine, pro Præſide, toties quoties neceſſum fuerit, poſſit ac valeat legitimè denominari & conſtitui.

De publicorum Onerum Contumacibus, & refractariis Supportatorsbus, ad eadem compellendis.

ARTICULUS XC.

Naturali ſiquidem rationi, & æquitati conforme ſit, illi, cui bonum Publicum commune eſt, Onerum quoque publicorum ſupportationem ſuô modô communem eſſe debere; Qui igitur contumaciter talibus ſemet ſubtraherent, & Jurisdictioni Regni ſubjecti eſſent, ut ſuis viis & modis eatenùs adigantur, & compellantur, justum omninô eſſe.

De abrogandis Triceſimatorum abuſibus, Legibuque eatenùs etiam ad Arendatores extendendis.

ARTICULUS XCI.

Articulo 13. & 51. præſentis Diætæ Regni Hungariæ, benigniſſima Reſolutio Regia, Regno quoque Croatiæ, & Sclavoniæ communiter deſerviet, qui Articuli, ad quoscunque etiam Triceſimarum in Regnis illis Arendatores extenduntur.

De Confirmandis Prærogativis Nobilium unius Seſſionis, & Armaliſtarum.

ARTICULUS XCII.

Nobilium Campi Turopolya, prout & Armaliſtarum, ac unius Seſſionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quarum videlicet legitimo, ac imperturbato uſu præfuiſſent, & ad præſens usque perſiſterent, pro renovatis, & confirmatis haberi. Familiæ demùm Draskovicſianæ, reſpectu Bonorum Sztenichnyák; ita & Comitiſſæ Barbaræ Erdódy occaſione Dominii Bozlievo; non ſecùs de præcavendis remedendisque gravibus admodum Exceſſibus Statûs Militaris Capronczenſis, Varasdienſis, & Carloſtadienſis, finitâ hâc Diætâ quantociùs coram ordinata eatenùs, benigneque reſoluta Commiſſione Regia uberius remonſtrandis, adminiſtrandaque eatenùs Civitatibus Capronczenſi, & Varasdienſi, tàm Arcenſi, quàm Civitatenſi Jurisdictioni, aliisque, per utrumque præmiſſum, Varasdienſium videlicèt, & Carloſtadienſem Generalatum, ſivè per præjudicioſam admodùm Fœnilium depascuationem, ſivè aliàs qualitercunque læſis, & injuriatis, effectiva Juſtitia, & Satisfactio, ad Commiſſionem ſupramemoratam Articulo 88. remittitur, indubiè effectuanda.

Ut Familia Erdodiana in integrum Jurium ſuorum reponatur.

ARTICULUS XCIII.

Juſtum eſſe agnoscit Sacratiſſima Cæſarea Regiaque Majeſtas, ut Familia Comitum Erdödy, in illam Montis

ANNO 1723. Montis Claudii, Bonorumque, ac Jurium eò ſpectantium Poſſeſſionem, quam ſub magnæ memoriæ Imperatore, ac Rege Leopoldo, penes benignas Ejusdem Regias Reſolutiones cum ſubſecuta Metarum, à circum adjacentibus Confiniis ſeparatione, ac diſtinctione, realiter, ac effectivè obtinuit, per Commiſſionem 88. Articulo clementer exſolutam, ac ordinatam iterùm reponatur, aut eâdem Commiſſione oc fors dilatâ, vel ex quocunque demùm capite non procedente, ad avertenda Ejusdem Familiæ gravia damna, totque Eidem illata præjudicia, per aliam, eam in finem, à Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtate clementer ordinandam, finitâ præſenti Dietâ, quantocyùs promiſſa effectuentur, Confiniariique Ivanicenſes, ac Criſienſes, ab Intentandis quibusvis Violentiis, Invaſionibus, & occupationibus, taliterque inferendis Damnis, ſeriò, & diſtrictim coerceantur.

De Nobilitate Trans-& Cis-Colapiana, qualiter illatas, & ne fors inferendas ſibi, per homines & Officiales Cameraticos injurias, legitimo Jure vindicare valeat.

ARTICULUS XCIV.

In illatis ſibi per Homines, & Officiales Bonorum autea Frangepaniano-& Zriniano-Fiſcalium, ad præſens verò Cameræ Græcenſis, hactenùs, & ne fors in futurum inferendis, tam bene realibus, quàm Perſonalibus, uti & mixtis injuriis, Nobilitas Trans-& Cis-Colapiana, uti & Maritima, Legali Juris viâ, Sub Majeſtate Sacratiſſimâ clementiſſimè annuenta, procedat, & beneficiò Articuli 44. Anni 1715. imperturbatè uratur.

De Civitatis Criſienſis Unione.

ARTICULUS XCV.

Articulus 127. Anni 1715. in hac materia conditus renovatur; in Locum moderni Domini Comitis Epiſcopi Zagrabienſis, ſi commodè adeſſe non poterit, Præpoſitus, aut alter è gremio Venerabilis Capituli Zagrabienſis, per modoſatum Dominum Epiſcopum denominandus, conſtituitur, reſiquis in eodem præcitato Articulo denominatis Commiſſariis, in ſuo Caractere manentibus; Qui mox finitâ Dietâ, delegatâ ſibi eatenùs Commiſſione fungerentur, examinatisque, & cognitis utrinsque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, univerſa Partium inibi producenda Jura revideant, & an ejusmodi Unio, absque convulſione Juriom, & Privilegiorum unius, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri poſſit, eum Voto, & Opinione ſuis, mediò Inclytæ Hungarico-Regiæ Aulicæ Cancellariæ, præſentata Sua Sacratiſſimæ Majeſtati reportabunt.

Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, in Regnum Hungariæ, & Partes eidem annexas, una cum infraſcriptis Ordinibus recipitur.

ARTICULUS XCVI.

Ex quo Sacer Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, per ſedulam Hospitalium, & Noſocomiorum Curam, & Adminiſtrationem, in pluribus Regnis & Provinciis, per eundem zeloſè exercitam, magnos Chriſtianæ Pietatis Fructus operari comperiatur, nec minorem in hoc pariter Apoſtolico Regno Hungariæ, poſt Ejusdem receptionem, ex oblata quoque Patriæ Nobilitatis Filiorum, in Ordinem ſuum Inſceptione, & ad Functiones, ac Beneficia ſui Ordinis, eorundem admiſſione, Fructum, Status, & Ordines ſibimet meritò poſſicerentur; Hinc præviâ Suæ Cæſareæ, & Regiæ Majeſtati humillimâ Supplicatione, & accedente Ejusdem benignò aſſenſu, ad demiſſam quoque, coram Statibus, & Ordinibus, eò fine factam Ejusdem Inſtantiam, ac zeloſam Eminentiſſimi, ac Sereniſſimi Cardinalis Ducis da Saxonia, Principis Archi-Epiſcopi Strigonienſis, & Primatis Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungariæ Interpoſitionem, determinatum eſt: Ut idem Sacer Ordo, in Regnum iſtud, & Partes Eidem annexas, Votò tamen, & Seſſione absquè omni, pro recepto & ſtabillto habeatur, Fundationesque Hospitalium, & Noſocomiorum, debitò modò, & ordine, ac à Fundatoribus præſcripta Cautione adminiſtrata; Nun ſecùs alia etiam Bona Fundationalia, purè Sæcularia, & libera Fundatorum dispoſitioni ſubjecta, Jure, & Titulò dontasat Pignotatitiò poſſidere valeat, Filiosque Nobilitatis Patriæ, alioſqua Nationales, in Ordinem recipiat, & Idoneos, ac Capaces, ad Beneficia quoque Sui Ordinis aſſumat. Pariter & Religioſi Ordines Capucinorum, Fratrum Miſericordiæ, Servorum Beatæ Virginis MARIÆ, nec non Carmelitarum Calceatorum, & Diſcalceatorum, & Paulanorum, ità & Sueletatis Virginum Urſulitarum, conformitate Articuli 102. Anni 1715. in Regnum iſtud Hungariæ, & Partes Eidem annexas recipiuntur; Qui omnes non ſecùs & hactenùs quandocunque recepti, & quocunque Nomine luſignini Ordines, in ſignum Pietatis, & Gratitudinis, ſingoli, Duodecim Sacroſanctæ Miſſæ Sacrificia, pro Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Succeſſorumque Hungariæ Regum, Regniqua hujus Apoſtolici Incolumitate, Incremento, & Prosperitate, ſinguiis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictæ autem Monjales celebrari facere teneantur. ANNO 1723.

De Syſtemate Conſilii Regii Hungariei.

ARTICULUS XCVII.

Sua Majeſtas Sacratiſſima, Conſilium Regium Locumtenentiale inſtituit, Præſide Palatinò cum viginti duobus Conſiliariis ex Statu Præiatorum, Magnatum, & Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, per Regiam Majeſtatem ex nunc, & in futurum denominandis; in caſu verò ſubſecuturæ Conſiliariorum Vacantiæ, præſibatum Conſilium, non ſolùm omnium, pro eadem Vacantia Inſtantium ſupplices Libellos Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ſed & allos aptos & idoneos, pro re nata, cum opinione demiſſè proponet, & uteriorem benignam Reſolutionem Regiam præſtolabitur; Supernumerarii quoqua Juniores, Juramentò adſtringendi, ex Magnatum & Nobilium Statu, ſinè Voto tamen & Salario, ad idem Conſilium, pro capienda rerum Experientia, ad arbitrium Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ admittentur, & ſæpedictum Conſilium, ex Regalibus Provcntibus ſalariandum, ubi primùm fieri poterit, ad mediuſtinum Regni collocabitur; Interèà verò Poſonii manebit, neque ex Conſiliariis, ulli, niſi legitima de Cauſa, Præſidi ſemper inſinuanda, præter legales Feriας, ex eodem Conſilio abeſſa ilcebit; ita tamen, ut ad minimùm Duodecim, ad latus Præſidis continnò præſentes eſſe debeant. In legitima demùm Comitis Palatini abſentia, Judex Curiæ Regiæ eidem Conſilio præſidebit.

De Conſilii Regii Hungarici Cancellaria & Rationaria.

ARTICULUS XCVIII.

Directorem Cancellariæ ex Conſiliariis, unà cum Secretariis, Sua Majeſtas Sacratiſſima denominabit; Regiſtratorem verò, Rationum Exactorem, Expeditorem, & reliquos Subalternos, ipſum Conſilium, obſervatâ Votorum pluralitate conſtituet; Ipſas verò Expeditiones, Præſes cum Cancellatiæ Directore, & uno ex Secretariis ſubſcribet. Conſilium utatur Sigillò Suæ Majeſtatis Cæſareo Regiæ, cum circumferentia Aquilæ, in medio autem Inſignibus Regni; prouti hoc in aliis quoque Regnis, & Provinciis Hæreditariis, omni tempore uſitatum fuit.

De Generali Regni Perceptore.

ARTICULUS XCIX.

Quando Fundus publicus ad effectum fuerit deductus, & Suæ Majeſtati repræſentatus, ſequetur circa Perceptorem Regni determinata Reſolutio.

De Commiſſariatu.

ARTICULUS C.

Directorem Commiſſariatûs ex Conſiliariis, & Statu Magnatum, ac præterea ex omnibus quatuor Regni Circulis, ſeu Diſtrictibus, quatuor Commiſſarios Nationales ex Statu Nobilium Suæ Majeſtas Sacratiſſima denominabit, & ſi amplitudo Regni & Diſtrictuum exegerit, ad repræſentationem Conſilii, plures etiam conſtituet, quorum Activitas, per Inſtructionem jam ſtabilitam, determinata eſt.

De

ANNO 1723.

De Conſilii Regii Authoritate, Modoque, eu quæ à benigna Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Reſolutione dependerent, Suæ Majeſtati repræſentandi.

ARTICULUS CI.

Præfatum Conſilium à nullo Dicaſterio Aulico, ſed Sua Majeſtate Sacratiſſima, tanquam Conſilium Regium, dependebit; Et ſi quid Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ repræſentandum habuerit, illud mediò demiſſarum Literarum ſuarum repræſentabit, & Majeſtas Sua Sacratiſſima, benignam ſuam Reſolutionem, aut per Reſcriptum, aut per Decretum Regium, pro varietate Rerum & Negotiorum, eidem Conſilio intimabit. Conſiliarii pro uberiore informatione ad Suam Majeſtatem Sacratiſſimam mittendi, ſi neceſſarii videbuntur, per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, prævià Conſilii repræſentatione, & approbatione Suæ Majeſtatis, vocabuntur; Quod verò Correſpondentiam cum vicinis Regnis & Provinciis attinet, eùm in iisdem Regnis & Provinciis exiſtentia Gubernia & Regimina, in rebus Statum publicum concernentibus, ad invicem non correſpondeant, ſed Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ demiſſas Relationes præſtent; Ideò id ipſum in hoc quoque Conſilio Regio obſervandum veniet.

De Activitate Conſilii Regii in genere.

ARTICULUS CII.

Ut Conſilium hoc Regium Locumtenentiale, contra poſitivas Patriæ Leges nihil determinet, & Dietales Concluſiones, per eos, quibus incumbet, effectui mancipari faciat; Ac præterea, ut Concluſa ſemel per pluralitatem Votorum in Conſilio, extra Conſilium nemini immutare liceat, juſtum omninò eſt.

De Impopulatione Regni.

ARTICULUS CIII.

Ut liberæ quævis Perſonæ, per Sexennium à quavis Contributione publica libertandæ, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari poſſit, benignè admittet Sua Majeſtas Sacratiſſima; Ut autem Parentes, in Sacro Romano Imperio, & aliis etiam vicinis Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnis, & Provinciis eatenùs publicari poſſint, id eum Statibus prælibati Sacri Imperii, & vicinorum Regnorum, & Provinciarum delibetari debebit. Bona etiam Neoacquiſtica, juxta Articulum 19. Familiis, ad quas pertinere dignoſcentur, modò ibidem declaratò reſtituentur. Perſonarum benemeritarum in conferendis Bonis Fiscalibus, Sua Majeſtas Sacratiſſima condignam reflexionem habebit.

Ut Regnicolæ in Rebus & Negotiis Regnum Hungariæ tangentibus, ad Legationes applicentur.

ARTICULUS CIV.

Ad exigentiam benignæ Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Reſolutionis, idoneorum, & benemeritorum Hungarorum ratio habebitur.

Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, & erudiendis Liberis negligentioribus, nè ejusmodi Liberi delitescant, invigilandum, ac de Juventutis eruditione & accommodatione, utsenuatarumque Familiarum ſublevatione.

ARTICULUS CV.

Quòd ſi Parentes, aut Tutores, in educatione Proliùm, & Pupillorum negligentiores fuerint, & Comitatus eatenùs non providerint, per ſæpefatum Conſilium admonendi erunt. Reſpectu Fundationum ritè adminiſtrandarum, Articulo 70. proviſum jam eſt. Magnatum & Procerum Filios, in Aula Regia hactenus accommodatos & educatos fuiſſe, ipſimet Status recognoſcunt, ut iidem, & Nobilium etiam Filii, more antiquitus obſervatò, in Aulis quoque Procerum accommodentur & educentur, conveniens omninò erit. Domi delitescentium bonorum Familiarum Filii, per Comitatus Conſilio Regio Locumtenentiali indicari debebunt, ut per illud Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ demiſſè propoſt, & pro exigentia Qualitatum Suarum accommodari poſſint. ANNO 1723.

Ut Domus Regnicolarum, pro publicis neceſſitatibus, & ſignanter Archivi Conſervatione inſtituantur.

ARTICULUS CVI.

Si Conſilium Locumtenentiale Regium, cum Septemvirali, & Judiciaria Tabula, ad medirullium Regni translatum fuerit; Domus etiam ibidem comparari pro conſervando Archivo debebit; Interea verò Poſonii exiſtens Regnicolarum Domus reſtauranda erit.

De Improtocollatione, ſeu Inſabulatione, in Comitatibus, & Civitatibus obſervanda.

ARTICULUS CVII.

Ad normam aliorum Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnorum & Provinciarum, quorumvis Debitorum, per quoscunque ubicunque contrahendorum Improtocollationes, & Intabulationes, in illis Comitatibus, & Civitatibus, in quibus Bona præfatorum Debitorum oneri ſubjicienda, ſita ſunt, in futurum fiant, & quantocyùs ſtabiliantur, ac ad normam in aliis Regnis & Provinciis obſervatam, prioritas Juris in futurum obſervetur.

De Judiciis Montaniſticis, Legibus Regni conformandis.

ARTICULUS CVIII.

Judicia Montaniſtica, ſecundùm privatas eorundem Leges, ultrà Sæculum ſtabilitas, in ſuo eſſe manebunt.

De præcavendis Incendiis.

ARTICULUS CIX.

Ut ad præcavenda Incendia, omnes meliores præcautiones per Comitatus & Civitates inſtituantur, Conſilio Regio Locumtenentiali incumbet: Voluntarii verò & publici incendiarii, pœnâ, ſupra in Articulo 11. expreſſâ, irremiſſibiliter puniantur.

Contra Blaſphemos in DEUM, *Beatiſſimam Virginem* MARIAM, *& Sanctos* DEI, *animadvertendum.*

ARTICULUS CX.

Contra Blasphemos poſitivæ Patriæ Leges diſtrictim obſerventur.

Ut Exceſſuoſi Delitescentes coërceantur.

ARTICULUS CXI.

Parentibus, & Superioribus ſuis inobedientes, nullius Frugi, & bonas quasvis adhortationes ſpernentes, Authoritate Magiſtratuali compescantur

De Informationibus à Comitatibus, & Civitatibus per Conſilium accipiendis.

ARTICULUS CXII.

Ad tollenda quævis Publicorum, & Diætaliter concluſorum effectum remorantia impedimenta, Comitatus & Civitates Conſilio Regio Locumtenentiali neceſſarias Informationes ſuppeditabunt; quas ſi dare omiſerint, Conſilium Suæ Majeſtati repræſentabit, ut congruum remedium ordinare poſſit.

De Salvis Conductibus, per Suum Majeſtatem Sacratiſſimam extradi ſolitis.

ARTICULUS CXIII.

Salvi Conductus, prout & hactenùs factum fuit, non ſecùs, quàm habitâ de caſu à Comitatibus ſufficienti Informatione, expedientur. Aſyla, quibus ſuffragari debeant,

ANNO 1723. debeant, cùm ſtante præſenti Diætâ, ob brevitatem temporis elaborari non poſſit, ſæpedictum Conſilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ac in proximè futura Diæta, ut ibidem determinari poſſit, referet.

De Curſu Poſtæ ordinando.

ARTICULUS CXIV.

De Curſu Poſtæ ordinando, Sua Majeſtas Sacratiſſima Generalem ſuum Poſtarum Magiſtrum audiet, & quod Publica neceſſitas ſuadebit, benignè determinabit.

De Oeconomia Regni publica.

ARTICULUS CXV.

Oeconomia Regni publica, qualis eſſe debeat? Cùm Status, & Ordines ſtante Diætâ elaborare nequiviſſent; Ideo eandem Conſilium Regium Locumtenentiale elaboret, & Suæ Majeſtati, ac etiam ſucceſſivè Statibus & Ordinibus Regni in Diæta, pro approbatione, vel modificatione referat.

Ut Regia Majeſtas, Regnum tot Bellorum Calamitatibus attritum, quoàd Inſtitutum promovendorum Publicorum, Clementi Ope & Gratiâ conſolari dignetur; & Commercia intra Regnum inſtituantur.

ARTICULUS CXVI.

Clementer annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima, ut non ſolùm Inſtitutum quodpiam, Bono publico utile & proficuum, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ Conſilium Regium Locumtenentiale demiſſè propoſuit; Sed & de ſtabiliendo intrà Regnum Commercio, cum Hominibus Commercii inſtruendi gnaris conferat, eumque in finem de anticipando etiam aliquo Capitali, modum, absque tamen Publici, aut Privatorum præjudicio elaborare, ac eadem omnia pro benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Ratificatione, vel modificatione, ſtatibus & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Diæta ſubmittere poſſit; Nevè Merces Publico damnoſæ, & inutiles, in Regnum inducantur; ac ut naturalia quoque in ſortem Mercium Inducendarum à Quæſtoribus acceptentur, Publicoque utiles Mercatores omnimodè protegantur, præfatum Conſilium proſpiciet.

De diverſi generis Mechanicis in Regnum inducendis.

ARTICULUS CXVII.

Ut Mechanici omnis generis, cum aſſecuratione Libertatis ab omnibus publicis Oneribus, per quindecim Annos obtinendæ, in Regnum vocentur, clementer disponet Sua Majeſtas Sacratiſſima; Cæterùm, ut hujusmodi Mechanici, in Locis, ubi Reſidentiam fixerint, nullos Fundos habeant, nè per culturam eorundem à Manufactura diſtrahantur, ſæpefatum Conſilium Regium Locumtenentiale providebit, & idem etiam Specifica Inſtituendorum Commerciorum elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ut eadem Vicinis etiam Regnis & Provinciis communicari, & eum eorundem Concurſu, Commercia ipſa meliori ſucceſſu inſtitui & continuari valeant; Nè autem ejusmodi Mechanici Advenæ, expletis præmiſſis Exemptionis Annis, redeant, ſed potiùs fixam Reſidentiam continuent, ſuvigilandum veniet.

De præcavendâ Vinorum præſtantiorum adulteratione.

ARTICULUS CXVIII.

Juſtum eſt, nè propter privatas quorumvis Fraudes Publicum patiatur, ut Vina præſtantiora quocunque modò adulterantes, vel ex deterioribus Promonthoriis eadem ſubſtituentes, & ſub nomine borum ipſo vendentes, taliterque Emptores defraudantes, & publicum Commercium impedientes, in amiſſione totalis Vini ſui per competentes Comitatûs Magiſtratus, ipſò factò inſtantaneè puniantur.

De Quæſtu Pecorum inſtituendo, & Quæſtorum Extraneorum in Regnum libera permiſſione. ANNO 1723.

ARTICULUS CXIX.

Petitum hoc Statuum, cum Vicinis etiam ſuis Regnis & Provinciis Hæreditariis, benignè conferet Sua Majeſtas Sacratiſſima, & cum iisdem ea, quæ promotionem Quæſtûs Pecorum concernent, aodinò etiam enarrabit Conſiliò Regiò Locumtenentiali, prævià cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

De coërcendis Uſurariis.

ARTICULUS CXX.

Ut Uſurarii, Actione Fiſco Regio competente, eidemque relictâ, non tantum in totius Intereſſe, ſed etiam Capitalis amiſſione puniantur, & quod ultra legale ſex per centum Intereſſe, à Debitoribus ſuis exegerunt, id Damnificatis per idem Judicium reſtituatur, juſtum eſt.

De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interdicendâ inductione.

ARTICULUS CXXI.

Ubi primùm de ſufficienti, & bono domeſtico Ferro Regnicolis proviſum fuerit, Inductio Ferri extranei per ſe reſtringetur.

De Aquæ-Ductibus inſtituendis.

ARTICULUS CXXII.

Prout reliqua ad promotionem Boni publici, & Impopulationem Regni conducentia; Ità, ut Fluvii quoque navigabiles per divertos Canales, & Foſſas, ad varias Regni Partes, pro facilitando Commercio deducantur, Conſilium Regium Locumtenentiale curabit; Viros hujusmodi Aquæ-Ductuum gnatos ſuperindè conſuler, cum iisdem tractabit, & conclusa Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ pro benigna Ratificatione, vel modificatione demiſſè ſubmittet, & in Diæta reportabit.

Excellentiſſimi ac Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comites, Thomas Gundakerus, item Guido, nec non reliqui ſubinſerti Domini à Stahrenberg, in Hungaros cooptantur.

ARTICULUS CXXIII.

Status & Ordines, Familiæ Dominorum Comitum à Stahrenberg eximiarum & magnarum Virtutum, emulatiſſimorumque & proficuorum, erga Auguſtam Domum Auſtriacam, Reguantemque Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, ac ejusdem glorioſæ remineſcentiæ Prædeceſſores, adeoque eriam Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, quaſi continuâ ſerie remonſtratorum meritorum, Sagôque & Togâ præſtitorum Serviiorum optimè memores, proprio motu, & in præmentionatos Dominos Comites à Stahrenberg inclinati grati animi propenſione, prævisque Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Thomæ Gundakeri, Sacri Romani Imperii Comitis, ac Domini à Stahrenberg, Perpetui in Eſchelberg, Liechtenhag, Freyſtadt, Pottendorff, Hatvan, &c. Supremi ac Perpetui tam ſuperioris, quàm inferioris Auſtriæ Provincialis Mareſchalli, Aurei Velleris Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualis Intimi Confereotialis Conſiliarii invitatione, memoratum Dominum Thomam Gundakerum à Stahrenberg, & per Eum, Excellentiſſimos pariter, Comitem Guidonem à Stahrenberg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualem Intimum Conſiliarium, Campi Mareſchallum, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum, & Sacri Teutonici Ordinis per Auſtriacas Provincias Commendatorem; Comitem Conradum à Stahrenberg, Summatæ Regiæ Majeſtatis pariter actualem Intimum Conſiliarium, & apud Sereniſſimum Regem, ac Rempoblicam Magnæ Britanniæ actua-

ANNO 1723. actualem Legatum; Comitem Maximilianum à Stahrenberg, alteſatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, Generalem Artolleriæ, unius Regiminis Pedeſtris Ordinis Colonellum; Comitem Gundamarum à Stahrenberg, præfatæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, & Exceſſæ Aulicæ Cameræ Conſiliarium; ac Comitem Franciscum Joſephum à Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majeſtatis pariter Camerarium; Non ſecùs & in Linea rectâ eoruodem Descendentes univerſos Hæredes & Succeſſores, cum Taxæ Iodigenatûs (quam aliàs recepti Indigenæ ex Lege Patriæ, mille Aureis eſſolvere obligarentur) relaxatione, in numerum aliorum verorum, & Indubitatorum Huogariæ Incolarum, & Indigenarum, cum Voto & Seſſioue competentibus, cooptant: Spem firmam ſibi pollicentes, antelatum Domioum Comitem Thomam Gundakerum à Stahrenberg, ac per Eundem receptos reliquos Dominos Comites à Stahrenberg, Eoruodemque Hæredes & Succeſſores, in omoe tempus, utiles Patriæ Cives, Jurimque & Prærngativarum, ac Legum Patriarum Obſervatores, ſtudioſosque Protectores, ac Defenſores futuros.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Franciscus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Chinitz, in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXIV.

Gratam animi promptitudinem erga Status, & Ordines Regni, ſupramemorati Excellentiſſimi & Illuſtriſſimi Domini Francisci Ferdinandi Kinski, Sacri Rom. Imp. Comitis de Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz, Viklek, Winar, Krattenau, Egerzaa, Matzen, & Angern, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarii actualis Intimi, Camerarii, Inclyti Regni Bohemiæ Cancellarii, ejusdemque Regni Supremi Aulæ Præfecti, ſub præſenti Generali eoruodem Coovenin, & aliàs quoque ſtudioſè declaratam, iidem Status, & Ordines recognoscere fatagentes, titulatum Dominum Comitem, motu proprio invitatum, in oumerum aliorum Regni Hungariæ indigenarum; pariter & Ejusdem Filium Leopoldum, Comitem à Chinitz, & reliquos masculini Sexûs Descendentes, cum Voto, & Seſſione competentibus, receperunt, & conſuetam etiam Aureorum mille Taxam relaxaverunt; Confidentes eundem in futurum quoque, ergà Natiooem hanc tantò magis gratum, & utilem Patriæ Civem, Jariumque & Prærogativarum Regni Obſervatorem, & Manutentorem futurum.

Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus à Merci, & Illuſtriſſimi Domini Comites Jounnes Joſephus, & Franciscus Jorger, in Hungaros recipiuntur.

ARTICULUS CXXV.

Gratâ præterea cum ſatisfactione Excelientiſſimi, & Illuſtriſſimi Domini Sacri Romani Imperii Comitis Claudii Florimundi à Merci, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cavalleriæ Generalis, unius Regimioi Equeſtris Ordinis Cataphractorum Colonelli actualis, Diſtrictûsque Tömöſſienſis Supremi Commendantis, ac ejusdem alteſatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Conſiliarii, diverſis occaſionibus, præſertim verò ultimariò hôcce Bellô Turcicô, in propugnando hocce Regno, contra inſenſiſſimum Nomiais Chriſtiani Hoſtem Turcam conteſtatum ſtudium, & propenſionem, Status & Ordines Regni recognoscentes; Conſideratisque Illuſtriſſimorum Domiuorum Comitum Joannis Joſephi, & alterius Francisci à Jorger Meritis; Eosdem onanimi omnium Votô & contenin in numerum ſui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membris, deinceps ab omnibus habendos decreverunt: Confidentes Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum, & Nationem, tanto magis gratos, & utiles Patriæ Cives ſeſe exhibituros; Qui Domious Comes à Merci, tam ſolitum ſuperindè Jnſtamentum jam depoſuiſſet, quàm etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Caſſæ Regni ſatisfeciſſet.

Illuſtriſſimus Dominus Comes Joannes Jacobus à Lowenburg, in Hungarum jam priùs receptus, inarticulatur.

ARTICULUS CXXVI.

ANNO 1723.

Et quia Jlluſtriſſimus Domious Sacri Romani Impeſii Comes Joannes Jacobus à Löwenburg, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Camerm Aulicæ Conſiliarius, & in Negotiis Hungaricis ordinatæ Cameralis Commiſſionis Præſes, oec non Comitatûs Békeſſienſis Supremus Comes, tametſi ante 2ooum adhuc 1687. in Hungarum, utì id ipſum ex Diplomate ſuperindè extracto, temonſträſſet, receptus fuiſſet; attamen ob Ejusdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majeſtati occupati abſentiam, ſui receptio inarticulari omiſſa fuiſſet; Hioc Stams & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Conſortium ſuum cooptato & acceprato, præſenti Articulô declarant: Ulteriùs quoque in Ejusdem gratitudine confidentes, eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem ſemet exhibiturum; Ac ſiquidem jam ante conditum ſupramentionati Aoni 1687. 26. Articulum receeptus extitiſſet, ad perſolvendam etiam eôdem Articulô contentam Indigeoatûs totalem Taxam, eondem minùs obligari decernunt.

Dominus Baro Erneſtus à Petráſch, pariter in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXVII.

Inſuper Status, & Ordines gratâ recolentes memoriâ, fidelia Regno Huogariæ præſtita Servitia, perpeſſosque ob deſeoſam Regni, apud immanem Chriſtiani Nominis Hoſtem Turcam duros Carcerum ſqualores Magnifici Domini Liberi Baronis Eroeſti à Petráſch, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtati Colonelli, & Legionis Schönborianæ Commendantis, ad demiſſam ejusdem apud Status, & Ordines propterea factam Inſtantiam, eundem in Hungarum receperunt & cooptârunt; Ità tamen, ut tàm Juramentum, ſecundùm formam Decretalem deponere, quàm etiam Caſſæ Regni, ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. ſatisfacere, iisdemque peractis, Privilegia ſua ex Canecllatia Regio-Hungarica Aulica extrahere debeat, & teneatur.

Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungarum recipitur.

ARTICULUS CXXVIII.

Conſideratis præterea Perilluſtris, ac Generoſi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lercbeoau, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſiliarii, & Referendarii Iotimi, tam ſub proximè præterito Anno celebratæ Syſtemalis Commiſſionis, quàm etiam præfeotis Diatæ decurſu, erga Regnum, & Nationem hanc conteſtatis Officiis, impenſisque per euodem plurimis laboribus, & fatigiis, ad prævium ejusdem ſuperindè factam ſubmiſſam Inſtantiam, Status & Ordines Regni, eundem unà cum Filiis ſuis, Domioo Joanne Joſepho, alteſatæ Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Inferioris Auſtriæ Regiminis Conſiliario, & Philippo Jacobo, ac Filiabus, & prooti & ſuis, ſuorumque utrinsque Sexûs Descendentibus, in nomeeum, & Cœtum teliquorum Regni hujus Iodigenarum cooptârunt, & teceperuot; intuitu quorum utilium ejusdem Servitiorum, impenſorumque fatigiorum, Taxam quoque mille Aureorum eidem condonârunt, & relaxârunt; Confidentes eundem impoſterùm etiam fidciem Regni Civem ſe ſe exhibiturum.

Domini Joannes Georgius ab Haruckern, & Joannes Wilhelmus à Brokhauſen, pariter in Hungaros recipiuntur.

ARTICULUS CXXIX.

Ad ultimum, ob præſtita, & futuris etiam temporibos, atque omnibus occaſionibus præſtanda, & exhibenda ipſorum in hoc Regno Hungariæ Merita, accedente etiam eo in paſſu apud Status, & Ordines Regoi humili Inſtantiâ Perilluſtrium ac Generoſorum Domioorum Joannis Georgii ab Haruckern, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Cameræ Aulicæ Coofiliarii, & Rei Annooariæ Vice-Colonelli; Et Joannis Wilhelmi à Brokhanſen, Ejusdem alteſatæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſilii Aulæ Bellici æque Conſi-

ANNO 1723. Conſiliarii, & Intimi Referendarii, Eosdem pariter in Cœtum Indigenarum iſtius Regni recipiunt; Speran-tes Eosdem bonos, utiles, & Fideles Patriæ Cives futuros. Qui tamen tàm ſolitum Juramentum depone-re, quàm etiam Articulo 26. Anni 1687. ſatisfacere re-nebuntur.

CONCLUSIO.

NOs itaque demiſſâ memoratorum Fidelium Nos-trorum, Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, cæterorumque prætacti Regni noſtri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Sta-tuum, & Ordinum Supplicatione & inſtantiâ benignè exaudità, clementer & admiſſâ: Univerſos præſpecifi-catos Articulos, prævio modò Nobis præſentatos, hisce Literis noſtris de verbo ad verbum inſeri, & in-ſcribi fecimus, eosdemque, ac omnia & ſingula in illis enunciata, ratos, gratos, & accepta habentes, eisdem Regiam Conſenſum noſtrum, benevolum pariter & aſſenſum præbuimus, Regiâque pariter Authoritate noſtrâ appenbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securos reddentes prædictos Fideles Status & Ordines, quòd omnia in præinſertis Articulis contenta, tàm Nos ipſi obſervabimus, quàm per alios quoscunque Fideles noſtros obſervari faciemus: Quem-admodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus: Harum noſtrarum Vigore, & Teſtimo-niò Literarum mediante. Datum in Archiducali Civi-tate noſtra Vienna Auſtriæ, die decimâ nonâ Menſis Junii, Annò Domini Milleſimo, Septingenteſimo, Tertiò. Regnorum noſtrorum, Romani duodecimo; Hiſpaniarum vigeſimo, Hungariæ verò, Bohemiæ, & reliquorum Anno decimo tertio. Reverendiſſimis, Sereniſſimo, ac Venerabilibus in Chriſto Patribus, Dn. Mimis, Chriſtiano Auguſto, Duce Saxoniæ, Principe Metropolitanæ Strigonienſis; Ac Emerico è Comitibus Cſáky, Colocenſis & Bachienſis Eccleſiarum Canni-cè unitarum Archi-Epiſcopis, & Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Presbyteris Cardinalibus; Illò quidem Jau-rienſis, hôc verò Varadienſis, Adminiſtratoribus; Co-mite Ladiſlao Adamo Erdódy, Nittrienſis; Fratre Emerico è Comitibus Eſterházy, Wesprimienſis; Al-terò Fratre Ladiſlao è Comitibus de Nádasd, Cſana-dienſis; Comite Franciſco Wilhelmo á Neſſelrod, Quinque Eccleſienſis; Comite Gabriele Antonio Er-dody, Agrienſis; Michaële Friderico è Comitibus ab Althann; præfatæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Presbytero Cardinale, Vacienſis; Petro Bákics, Bosnenſis; Fran-ciſco Joſepho Wernics, Sirmienſis; Nicolao Pohma-jevics, Segnienſis, & Modruſienſis, ſeo Corbavienſis (Sedibus Zagrabienſis & Tranſylvanienſis vacantibus) Georgio Gilláni, Tinoinienſis; Emerico Libero Baro-ne Pongrácz, electo Phatenſis; Andrea Körtefly, electo Tragurienſis; Comite Paulo Forgács electo Roſonen-ſis; Michaële Werbancics, electo Scardonenſis; Paulo Spáczay electo Arbenſis; Stephano Kontor, electo Tribuniecenſis; Joanne Okoliczány, electo Novienſis, Ferdinando Jacobo Lib. Barone Jány, electo Samban-drienſis; Franciſco Ladiſlao Lib. Barone Mednyánſzky, electo Catarienſis; Joanne Kis Seniore, electo An-ſarienſis; Joanne Bublovics, electo Scopienſis; Mat-thia Marekl, electo Staguenſis; Antonio Hermanno Libero Barone Pechmann, electo Bidnanenſi; Joanne Rácſay, electo Priſtinenſis; Ladiſlao Szorényi, electo Dulcinenſis; Joanne Kiſs Juniore, electo Corzolenſis; Georgio Foglár, electo Serbienſis, Comite Paulo Zichy, electo Scutarienſis; Michaële Kébel, electo Temnenſis; Andreæ Petrik, electo Wovadrenſis, Georgio Zorgcr, electo Dulmenſis; Paulo Olaſz, electo Almiſienſis; Comite Emerico Juniore Eſterházy, electo Sibinienſis; & Paulo Ignatio Névery, electo Makarienſis Eccleſiarum Epiſcopis, Eccleſias Dei fe-liciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Pálffy ab Erdod, prædicti Regni noſtri Hungariæ Palati-no, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, & Locumtenente noſtro Regio; Comite Stephano Kohá-ry de Cſábragh, Judice Curiæ noſtræ Regiæ; Comite Joanne Pálffy à prædicta Erdöd, ante-latorum Regno-rum noſtrorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Ba-no; Comite Sigismundo Cſáky de Kereſztszegh, Ta-vernicorum; Comite Marco Czobor, de Czobor Szent Mihály, Janitorum (Officiis Curiæ, & Plocernarum vacantibus) Comite Joanne Kéry de Ipolyké, Agaro-num; Comite Joanne Draskovics de Trakoſtyán, Cu-biculariorum; Comite Petro Zichy de Vásonkö, Da-piferorum noſtrorum Regalium per Hungariam Magis-tris; ac prælibato Comite Nicolao Pálffy à repetita Er-död, Comite Poſonienſi; Cæterisque quàm plurimis tnties fati Regni noſtri Hungariæ Comitatus tenentibus, & Hnuntes.

CAROLUS. (L.S.)

LADISLAUS ADAMUS C. ERDÖDY
EPISCOPUS NITRIENSIS.

JOSEPHUS SIGRIENSIS.

XXII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur de RUSSIE 14. Sept. *& le Roi de* PERSE, *conclu à Petersbourg le* 12. *Septembre* 1723. *V. St.*

Au Nom de Dieu Tout-Puiſſant.

SOIT notoire par ces preſentes, que les Troubles arrivez en Perſe il y a déja quelques années, ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume d'exciter de dangereuſes Revoltes contre leur légitime Souverain, & de lui cauſer par là un préjudice inexpri-mable, ils auroient porté leurs violences juſques contre les Sujets de S. M. Imperiale de Ruſſie, non-ſeule-ment en leur enlevant leurs Marchandiſes montant à des Sommes très-conſiderables, mais encore en les maltraitant & les maſſacrant inhumainement; quoi-qu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems en-tre les deux Puiſſances, & la bonne amitié qu'Elles entretenoient l'une avec l'autre, il leur fût permis de ne-gocier enſemble paiſiblement: & attendu que S. M. le Roi de Perſe qui regnoit alors, n'étoit pas en état, dans la Conjoncture fâcheuſe de ces Troubles, de don-ner aux Sujets de S. M. Imperiale de Ruſſie la ſatis-faction qui leur étoit dûë, pour les inſolences commi-ſes envers eux; Sadite Majeſté Imperiale, en vertu de l'eſtime & de la bonne amitié qu'Elle porte à S. Maj. Royale de Perſe, comme auſſi pour ne pas permettre l'entiere deſtruction de ſon Royaume, ni que le mal, qui va toûjours en augmentant, s'étendit enfin juſques ſur ſes propres Frontieres, a jugé à propos de prendre Elle même les Armes contre leſdits Rebelles, de s'em-parer de quelques-unes de leurs Places ſituées ſur la Mer Caſpienne, & d'y mettre Garniſon de ſes Trou-pes: Ce qui ne peut être que très-juſte dans la Con-joncture préſente, pour arrêter les progrès de ces Re-belles, qui ne ſont déja que trop puiſſans. On jugera de leurs excès par la hardieſſe qu'ils ont euë, non-ſeu-lement de ſe rendre maîtres de la Capitale du Royau-me, mais même de détrôner la Perſonne Sacrée du Roi, & de mettre en Priſon toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmaſh, qui a échapé à leur fureur, & qui comme véritable & légitime Succeſſeur aux Royaumes & Païs du Roi ſon Pere, a voulu non-ſeulement renouveller l'ancienne amitié contractée depuis ſi long-tems entre les deux Etats, mais la reſſerrer encore plus étroitement: A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractere de ſon Ambaſſadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de ſa part pour S. M. Imperiale de Ruſſie, la perſonne d'Iſ-maël Begh, dont l'affection & la fidelité lui ſont connuës, tant pour notifier à Sadite Majeſté ſon élevation au Trone du Roi ſon Pere, en vertu de ſon Droit le-gitime de Succeſſion, que pour lui demander du Se-cours contre les violences inſupportables desdits Rebel-les; Payant muni de Pleinspouvoirs, pour conclure avec Sadite Majeſté imperiale un Traité formel à cet égard. *A ces Cauſes*, en vertu de l'Ordre ſpecial préa-lablement donné aux Miniſtres ſuſnommez de Sadite Majeſté, pour traiter avec ledit Ambaſſadeur de Perſe, ils ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Promet S. M. Imperiale de Ruſſie au Roi *Fach-maſh*, une Amitié ſincere, & une prompte aſſiſtance contre les Rebelles de ſon Royaume; & juſqu'à ce qu'ils ſoient totalement détruits, & que le Gouverne-ment de Perſe ſoit rétabli dans une tranquillité parfaite, S. M. Imperiale de *Ruſſie* s'engage de faire marcher de ce côté-là, avec toute la diligence poſſible, & de faire agir contre leſdits Rebelles, un Corps conſiderable de Cavalerie & d'Infanterie.

ANNO 1723. II. D'autre part, ledit Roi de Perſe cede pour toûjours à Sadite Majeſté Imperiale de Ruſſie & à ſes Succeſſeurs, ſpécialement les Villes de *Derbent* & de *Baku*, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, le long de la Mer *Caſpienne*; comme auſſi les Provinces de *Ghilan*, *Mazanderan*, & *Aſterabat*, qui demeureront à perpetuité à Sadite Majeſté Imperiale, pour ſervir à la ſubſiſtance de ſes Troupes, ſans être autrement à charge à Sadite Majeſté le Roi de Perſe.

III. Mais attendu l'impoſſibilité qu'il y a de transporter ſi loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie néceſſaires, auſſi bien que les Bagages, Proviſions & Munitions dont on peut avoir beſoin, & d'autant que l'Ambaſſadeur de Perſe a aſſuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Païs cedez à Sadite Majeſté: Elle a ordonné à ſes Généraux qui ſont déja en ce Païs-là, d'en raſſembler autant qu'il leur en faudra; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas ſuffiſamment, S. M. le Roi de Perſe s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles, chacun, tous les Chameaux dont ils pourront avoir beſoin pour le transport des Bagages; comme auſſi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche, ſpécialement de Pain, de Viande & de Sel: à condition neanmoins que le Grain, la Chair & le Sel leur ſoit livré au prix convenu, qui ſera payé comptant; ſavoir, la meſure de Grain appellée *Batman*, du poids de 60. Livres de Ruſſie, 10. Copecks; le Batman de Bœuf, 16. Copecks; le Batman de Sel, 2. Copecks; un Mouton peſant 4. Batmans, un Ronbel; bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche, ce ſera au Roi de Perſe à payer le ſurplus de ce à quoi ils ſont taxez par le préſent Article de ce Traité. Et afin qu'il ſoit pourvu à tems à la ſubſiſtance de nos Troupes, leſdites Proviſions commenceront à ſe faire auſſi tôt que l'Ambaſſadeur de Perſe ſera arrivé dans le Païs.

IV. Il y aura donc deſormais entre S. M. Imperiale de Ruſſie & ſes Etats d'une part, & le Roi de Perſe & ſes Royaumes de l'autre une conſtante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entiere liberté de voyager, paſſer & repaſſer, ſéjourner & trafiquer ſur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur ſemblera, ſoit qu'ils aillent pour la premiere fois, ou qu'ils retournent reſpectivement dans leſdits Païs, ou ailleurs, ſans qu'il leur ſoit cauſé aucun empêchement ni dommage: à quoi S. M. Imperiale de Ruſſie & S. M. Royale de Perſe s'obligent réciproquement, comme auſſi de punir rona ceux qui oſeroient contrevenir à leurs intentions.

V. Promet en outre S. M. Imperiale de Ruſſie, de tenir pour ſes Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perſe, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume; comme au contraire, de reconnoître pour ſes Amis tous ceux qui le ſeront de Sadite Majeſté Royale de Perſe, laquelle de ſon côté promet d'en uſer de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Ruſſie.

En foi de quoi, & pour plus grande ſûreté & exécution de tout le contenu au préſent Traité, Moi *Ismaël Begh*, Ambaſſadeur Plenipotentiaire du Sereniſſime Roi de Perſe, ai ſigné ledit Traité de ma propre main, & y ai appoſé mon Cachet, avec Serment fait ma Foi, en vertu du Pleinpouvoir à moi donné, ſcellé du Grand Sceau Royal: ledit Traité échangé contre un autre de même teneur, ſcellé du Grand Sceau de S. M. Impériale de Ruſſie, & ſigné par ſes Miniſtres députez à cet effet.

Etoit ſigné de la part de S. M. Imperiale de Ruſſie: C. GABRIEL DE GOLOFSKIN, Grand Chancelier. ANDRE' D'OSTERMANN, Conſeiller intime d'Etat. BAZILE DE STEMPHANOFF, Conſeiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perſe: ISMAEL BEGH, Grand Ambaſſadeur Plenipotentiaire.

XXIII.

1724. *Traité d'Alliance entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE, *conclu à Stockholm le* 22. *Fevrier* 22.Fevr. 1724.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

SAvoir faiſons à tous & chacun, que comme par la Paix conclue à Neuſtad le 30 Août 1721. l'ancienne, & pendant un long-tems interrompue amitié & la bonne intelligence de voiſinage entre Sa Majeſté le Roi de Suede & Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne & entre leurs Etats & Sujets a été rétablie, & que Leurs Majeſtés gardent une ſincere intention, non ſeulement de conſerver ſans interruption l'amitié rétablie, mais auſſi de ſerrer davantage ce lien, & d'avancer le mieux poſſible leurs interêts communs; ſa Sndite Majeſté Snedoiſe a ordonné les reſpectifs Senateurs du Royaume, le Préſident de Chancelerie, le Chancelier de Cour & Secretaire d'Etat, les reſpectifs Seigneurs Comtes & Barons, le Seigneur Comte & Préſident Arwed Horn, le Seigneur Comte Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron Jonas Cederhielm, comme auſſi le Sr. Baron Jochem van Duben & le Seigneur Daniel Nicolas van Hopken, & muni d'un Pleinpouvoir ſpecial pour s'aſſembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne, de traiter d'une Alliance Défenſive entre leurs ſusdites Majeſtés & negocier là-deſſus & conclnte. Lesquels ayant pour cette fin exhibé réciproquement & échangé leurs Pleinpouvoirs, ſont convenus de ce préſent Inſtrument, & l'ont conclu & ſigné de la manière qu'il ſuit. ANNO 1724.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voiſinage entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Newſtad ſera cenſé être répeté ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non executé, il le ſera inceſſamment.

II. Cette Confédération & Alliance Défenſive ne tendra au préjudice ni offenſe de qui que ce ſoit, mais uniquement à la conſervation de la Paix & du repos général, & particulierement à ce que Sa Majeſté Royale de Suede & Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne veulent entretenir une bonne & confidente correſpondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conſerver dans un état de repos & de conſtante proſperité.

III. Pour obtenir ce but ſalutaire & pour faire voir que les Hauts Contractants, de côté & d'autre ſont dans une ſincere intention à cet égard, ils s'aſſiſteront de Conſeil & d'effet pour avancer l'avantage, l'un de l'autre, & avertiront & detourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidemment toutes les occaſions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec ſoin de telles meſures qui ſeront avantageuſes à l'intérêt commun & au repos, ſeureté & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente, & nonobſtant ce but paiſible & innocent il arrive, qu'après la Conclnſion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Paciſians ſnt pour quelque vieille ou nouvelle cauſe attaqué dans ſes Royaumes, Etats & Provinces ſituées en Europe, par quelque Puiſſance Chrétienne Européenne, non ſeulement chacun d'eux, après la réquiſition, ſera ſes effets par ſon Miniſtre Réſident à la Cour de l'Aggreſſeur, on bien par celui qu'il y dépêchera, par ſes bons offices, & repréſentations, & demandera une pleine ſatisfaction; mais auſſi en cas qu'ils ſuſſent infructueux, livtera ſans objection dans deux, trois ou tont au plus tard dans quatre Mois après la réquiſition faite, ſelon la qualité de la ſaiſon de l'année & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là ou le Requerant le deſirera.

V. Pour ce qui eſt du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'aſſiſter en tel cas, il eſt convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exiſter, à la requiſition de Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne, l'aſſiſtera avec huit mille Fantaſſins & deux mille Cavaliers Dragons regulieres & bonnes Tronpes, ſelon la convenance de celui qui en eſt reqnis, comme auſſi de ſix Vaiſſeaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30. Pieces de Canon. D'un autre côté Sa Majeſté Imperiale Ruſſienne s'oblige dans le même cas d'aſſiſter Sa Majeſté Royale Snedoiſe à ſa réquiſition, avec douze mille Fantaſſins & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes Tronpes & regulieres, ſelon la Convenance de celni qui en eſt reqnis, & avec neuf Vaiſſeaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, & trois Fregattes, chacune de 30. Pieces de Canons; leſquelles Tronpes Auxiliaires ſeront pourvues de l'Artillerie de Campagne néceſſaire; comme par chaque Bataillon deux Pieces

ANNO 1724. Pieces à trois Livres de Balle, & de l'Amunition : de même les Vaiſſeaux de Guerre, & Frégates ſeront pourvûës de l'Equipage néceſſaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas ſera deduit du nombre des Fantaſſins ci-deſſus ſtipulez, & ſeront pourvûës de tout le néceſſaire ſelon l'uſage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires ſeront entretenuës par la Partie requiſe elle-même ; mais le requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme auſſi les Quartiers néceſſaires, le tout ſur le même pied que ces Troupes ſont entretenuës en Campagne par leur propre Maître.

VII. Les Vaiſſeaux de Guerre que l'une des Parties doit ſelon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, ſeront ſelon l'uſage de Guerre montez, équipez & avitaillez pour quatre Mois ; Mais ſi aprés les quatre Mois paſſez ils ſont obligez de demeurer auprès du Requerant pour quelque operation de Guerre ou quelque autre raiſon, alors le Requerant ſera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les proviſions ſur le même pied que leur propre Maître les leur donne. Les Officiers néanmoins deſdits Vaiſſeaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées ; Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres operations de Guerre apartient ſans diſpute à celui à qui le Requerant l'a confié ſur Terre & ſur Mer ; de maniere néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été aviſé & conclu auparavant dans un Conſeil de Guerre & en préſence du Général ou Officier Commandant de la Partie requiſe.

IX. Afin qu'il ne ſurvienne aucun different ni malentendu dans le Commandement, le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il employera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puiſſe regler & proportionner le Caractere de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaiſſeaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement : Elles ne ſeront jugées que par leurs propres Officiers, & ſelon aucunes autres Loix, Articles de Guerre & Ordonnances que celles de leurs reſpectifs Maîtres ; Mais s'il ſurvient quelque different entre les propres Officiers & Soldats du Requerant & ceux des Troupes Auxiliaires, il ſera examiné & jugé par des Commiſſaires à cela eummis, en nombre égal & choiſi des Troupes de part & d'autre, & les coupables ſeront par conſequent punis ſelon les Articles de Guerre de leur propre Maître. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'avoir Correſpondence chez eux par des Lettres ou par des Exprès.

XI. Les Troupes Auxiliaires ſeront tenuës d'obeïr en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de ſe transporter où il le vent, & ſe laiſſer employer aux operations de Guerre, en obſervant néanmoins la maniere convenue dans l'Article 2. ci-deſſus. Mais ces Troupes & Eſcadres, quand elles auront été demandées en même tems, ſeront reſpectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement tenues, autant qu'il eſt poſſible, l'une près de l'autre, & ne ſeront pas trop ſéparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne ſoient dans les Operations de Guerre, ou autrement, fatiguées & expoſées plus que les autres Troupes du Requerant ; Mais qu'il y ſoit obſervé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef ſera tenu d'obſerver dans tous les Commandemens une juſte & exacte proportion entre elles ſelon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requerant ne ſoient point ſur-chargés, mais qu'ils jouiſſent tranquillement du leur, & qu'ainſi le transport des Vivres & autres beſoins de chez eux, & d'ailleurs ne ſoit point empêché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires ſera obligé de garder parmi les Troupes de ſon Commandement un bon ordre & Diſcipline, & de punir exemplairement des delinquans, ſans retardement, connivence ou autre voë, ſelon le contenu du precedent Article X.

XIII. Eſt convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrutera le manque de ſes Troupes Auxiliaires. Mais ſi dans des marches ou l'entiere retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeuroient en arriere, pour maladie ou autres cauſes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout ſecours, & d'ailleurs de leur laiſſer, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage ſans empêchement, de leur accorder toute aſſiſtence poſſible, & de ne les point retenir ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. ANNO 1724.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit beſoin de plus de Troupes ou de Vaiſſeaux qu'il a été ſpecifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut ſouffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-deſſus, & de ſe montrer favorable en cela.

XV. Il ſera permis à chaque Partie pendant que l'une eſt en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les materiaux & effets néceſſaires pour la Guerre, au prix coutant dans ces endroits-là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne ſont avec perſonne dans aucun engagement qui puiſſe être contraire à cette Alliance, par conſequent les engagemens anterieurs comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conſerveront leur force entiere ; Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir ſincerement, ce qui a été ſtipulé & conclu entre eux, paroiſſe clairement, Leurs Majeſtés s'obligent par les préſentes de faire chacun en ſon endroit exécuter fidellement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune maniere qu'on y contrevienne, ſoit ſous pretexte d'aucun engagement anterieur, ou ſous aucun autre nom quel qu'il ſoit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle aſſiſtance ou autrement, & ainſi tous les deux fuſſent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Treve, encore moins conclura à cet égard, ſinon du conſentement & pleine concurrence de l'autre Partie ; & que particuliérement on aye fait à la Partie leſée réparation du dommage ſouffert.

XVIII. Si l'une ou l'autre Puiſſance deſiruit d'être comprîſe dans cette Alliance, il ſe fera, mais pas autrement que du conſentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre ſe croyent en droit de porter des plaintes de Juſtice retardée ou déniée, on ne paſſera pas d'abord aux repréſailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Miniſtre Réſident, & ceux qui ont alors fait des plaintes ſans fondement ſuffiſant, ſeront châtiés ſelon l'exigence du cas.

XX. Il ſe fera inceſſamment un Traité de Commerce & les deux Parties y apporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'eſpace de douze ans & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre aprés l'expiration de ce terme, jugeaſſent néceſſaire de la prolonger, ils feront de bonne heure conférer & négocier la-deſſus, & tout au plus tard ſix Mois avant ſon expiration

XXII. Eſt convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité ſeront expediées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois Mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plûtôt.

En foi de quoi, ſi a été expedié cet Inſtrument double & ſigné par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie, & muni de leurs Cachets. *Fait à Stockholm le* 22. *Fevrier* 1724.

A. HORN. M. BESTUCHEF.

C. GYLLENBORG.

J. CEDERHIELM.

J. v. DUBEN.

D. N. v. HÖPKEN.

ARTICLE SEPARE'.

SA Majeſté Imperiale Ruſſienne s'oblige d'accorder à la Suede, outre la ſortie libre de grains pour 50000. Roubels par an, ſtipulée dans la Paix de Neuſtadt, la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. I. R. ſituez à la Mer Baltique, pour autant de Roubels du

ANNO 1724. Chanvre, du Lin & des Mâts & de les emporter ſans aucune charge, pour autant d'années que dutera cette Alliance Defenſive.

ARTICLE SECRET.

COmme Son Alteſſe Royale le Duc d'Holſtein s'eſt vuë depuis tant d'années privé de ſon Duché de Holſtein Sleswig avec ſes annexes, & qu'il importe beaucoup à Sa Majeſté Royale de Suede, auſſi bien qu'à Sa Majeſté Imperiale de Ruſſie que ce Prince qui leur apartient de ſi près à tous deux, ſoit reſtitué dans ce qui lui aparient, & que par-là la parfaite tranquilité ſoit rétablie dans le Nord, les deux Hautes Parties s'obligent par ces préſentes le plus fortement qu'il ſe puiſſe, de pouſſer efficacement par leurs bons Offices, & de Conſeils communiqués cette affaire tant à la Cour de Dannemarc qu'à d'autres; & en cas que ces bons Offices & répreſentations n'euſſent pas un effet ſuffiſant, les deux Hauts Contractans delibereront confidemment entre eux & avec d'autres Puiſſances Garantes auparavant à cela engagées, & particulierement avec Sa Majeſté Imperiale Romaine, & examineront de quelle maniere cette affaire pourroit s'entreprendre le mieux avec ſeureté & ſelon les circonſtances des Conjonctures, & enfin comment cette ſource dangereuſe de troubles infinis au Nord ſe puiſſe terminer entierement.

XXIV.

Memoire de la Compagnie des INDES OCCIDENTALES *preſenté à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ces Provinces, repreſentent humblement, qu'ils ne peuvent ſe diſpenſer d'expoſer reſpectueuſement à Vos Hautes Puiſſances, les Griefs qui, par raport à ladite Compagnie Generale des Indes Occidentales, reſultent du Traité de Commerce entre Sa Majeſté Imperiale & Royale d'une part, & le Roi d'Eſpagne d'autre part.

Que ces Griefs ſont: 1. Que par le ſecond Article de ce Traité, il eſt permis aux Vaiſſeaux de Guerre, de transport & de Commerce de Sa Majeſté Imperiale ou de ſes Sujets dans tous les Ports d'Eſpagne (y compris nommement les Indes Orientales) & de s'y pourvoir de rafraichiſſemens, Vivres, & generalement de tout ce qu'ils pourroient avoir beſoin pour leur voyage, le ſeul trafic ou Commerce excepté. 2. Que par le 36. Article du même Traité, il eſt encore permis aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale d'aporter dans les Royaumes d'Eſpagne, toutes ſortes de Denrées & Marchandiſes des Indes Orientales en produiſant un Certificat de la Compagnie des Indes établie dans les Païs-Bas Autrichiens; avec les mêmes prérogatives & avantages qui ont été accordez ſucceſſivement aux Sujets des Provinces-Unies par diverſes Conceſſions Royales, & de plus avec cette Clauſe, que les Sujets de l'Empereur jouïront generalement de tout ce qui avoit été accordé à cette Republique par les Traité de 1648. tant à l'égard des Indes qu'autrement: & 3. que par le 47. Article on accorde en outre tous les avantages qui auroient pu avoir été cedez à la Nation Britannique par les Traitez de Madrid des Années 1667, & 1670, de même que par les Traitez de Paix & de Commerce de l'Année 1713. & en dernier lieu par certain autre Traité dont on n'exprime ni le tems, ni le lieu, ni le contenu; & aux Sujets de cet Etat; par le Traitez de 1648, 1650, & 1714. avec cette addition, qu'à l'égard de ce qui n'eſt point exprimé dans ledit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Eſpagne, on devra ſuivre & pratiquer ce qui s'obſerve par raport à la Grande-Bretagne & à cet Etat.

Qu'il paroit aux Répreſentans, que ces 3. Griefs ſont incompatibles avec le fameux Traité de Munſter, puiſqu'il eſt expreſſement declaré en leur faveur par les Articles 5 & 6., que la Navigation aux Indes reſteroit & ſeroit continuée ſur le même pied qu'elle ſe faiſoit alors, ſoivant les Octrois déja accordez & à accorder dans la ſuite, & qu'à cet effet, la ſusdite Compagnie d'une part conſerveroit ſon Etabliſſement & ſon Commerce, nommement dans le Breſil, en Afrique & en Amerique, & les Sujets de tous les Royaumes & Etats du Roi d'Eſpagne, d'autre part s'abſtiendroient de toute Navigation & Commerce dans les Lieux & Ports où ladite Compagnie des Indes Occidentales de ces Provinces pourroit avoir quelque Navigation ou Commerce: ce qui a été compenſé de la part de cet Etat, par l'obligation reciproque que ſes Sujets ne pourroient naviguer dans les Lieux des Indes, où il étoit permis aux Sujets d'Eſpagne de naviguer & trafiquer. ANNO 1724.

Que le Traité de Munſter a toûjours été entendu de part & d'autre cette maniere que toute la côte d'Afrique a été laiſſée & eſt demeurée à la Compagnie des Indes-Occidentales de ces Provinces, même avec cette exactitude du côté des Eſpagnols, qu'ils n'y ont point tenté la moindre Navigation ou Commerce, & que depuis l'Année 1648. ils n'y ont point occupé un ſeul pouce de Terre.

Que l'incompatibilité dudit Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Eſpagne, avec celui de Munſter conſiſte en ce qui ſuit: Premierement que le Roi d'Eſpagne (ſoit dit avec tout le reſpect poſſible) n'a pu ceder à un autre Prince ce qui ne lui apartenoit point ni à ſes Sujets. En ſecond lieu, que Sa Majeſté Catholique ne pouvoit encore moins ceder le même Droit à ces Etats ou Païs qui ont ci-devant apartenu à ces Royaumes, & qui ont été compris dans la prohibition desdits cinq & ſixième Article: troiſiémement, que la Réciprocation compriſe dans les Articles 5. & 6. du Traité de Munſter par leſquels cette Republique a promis de ne point frequenter les Etabliſſemens Eſpagnols dans les Indes, à condition que l'Eſpagne s'abſtiendroit auſſi d'aller dans ceux de ce Païs, ne peut pas permettre que cet Etat doive demeurer dans la même Reſtriction, lorſque l'Eſpagne fait naviguer d'autres Peuples dans les Etabliſſemens Hollandois aux Indes, ou qu'elle y donne ſon conſentement: En quatriéme & dernier lieu, que les ſuſdits Articles 5. & 6. ſont tels, que le Roi d'Eſpagne, n'a pu s'en departir ſans la concurrence de cet Etat qui au contraire a droit d'en exiger l'effet & l'obſervation.

Que les Répreſentans ne ſe font aucune peine d'avoüer que la Compagnie des Indes Orientales de ces Provinces ſouffre, par le Traité de Commerce entre l'Empereur & l'Eſpagne, un prejudice plus conſiderable que la Compagnie Generale des Indes Occidentales de ce Païs, mais qu'il n'eſt pas moins vrai & hors de conteſtation, que les conſequences qui en doivent reſulter, concernent auſſi bien les Répreſentans que la Compagnie des Indes Orientales de ce Païs.

Qu'il eſt du moins certain, que par ledit Traité de Commerce le Roi d'Eſpagne a comme légitimé & reconnu la Compagnie d'Oſtende, outre que la permiſſion accordée à ladite Compagnie, de pouvoir aller dans toutes les Indes Eſpagnoles, & de s'y pourvoir de toutes ſortes de rafraichiſſemens & beſoins, excede la faculté qui a jamais a été donnée aux Compagnies des Indes Orientales ou Occidentales de ces Provinces: ce qui ſeroit par conſequent une nouvelle infraction ou contravention au Traité de Munſter.

Et comme les Repréſentans ſont fondez en toute maniere à reclamer le Traité de Munſter contre l'Eſpagne, & d'en demander & exiger l'entiere exécution, ils s'adreſſent très-reſpectueuſement & très-ſerieuſement à Vos Hautes Puiſſances, les ſupliant de vouloir accorder leur puiſſante aſſiſtance & interceſſion pour les fins ſuſdites, & de prendre là-deſſus telle Reſolution qu'elles trouveront convenable ſelon leur ſageſſe.

XXV.

Memoire de la Compagnie des INDES-ORIENTALES *preſenté à L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contre l'Octroi de la Compagnie d'*OSTENDE.

HAUTS

ANNO 1724.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LEs Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ayant vû decliner de tems en tems leur Commerce dans les *Indes-Orientales*, depuis qu'on a entrepris dans les *Pais-Bas Espagnols*, préſentement *Autrichiens*, d'exercer ce Commerce dans les *Indes*, ſe ſont adreſſez par differens Memoires à *Vos Hautes Puiſſances* pour repréſenter que leſdits *Pais-Bas* n'avoient aucun Droit par les Traitez à cette Navigation & à ce Commerce; qu'ils ne l'avoient jamais eu ci-devant ſous le Regne des Rois d'*Eſpagne*; & qu'ils ne l'avoient, ni en vertu deſdits Traitez, ni en vertu de ceux qui ont été faits avec Sa Majeſté Imperiale & ſon Prédéceſſeur, l'Empereur *Leopold*, de glorieuſe memoire; d'autant plus que le principal but de ces Traitez & Négociations a été, que dans les Païs & Dominations que Sa Majeſté Imperiale pourroit acquerir en vertu de la *Grande Alliance* avec l'*Angleterre* & cet Etat, il ne ſeroit rien entrepris qui put cauſer de plus grands préjudices à ces deux Nations, que s'ils fuſſent demeurées ſous la Domination de l'*Eſpagne*.

C'eſt pourquoi il a été très-prudemment ſtipulé par le Traité de *Barriere*, que Sa Majeſté Imperiale & Catholique poſſederoit les *Pais-Bas Eſpagnols* de la même maniere que les Rois d'*Eſpagne* ſes Prédéceſſeurs les avoient poſſedez, & que pour le reſte, le Commerce ſe feroit de la même maniere ſtipulé dans les Articles du Traité de *Munſter*.

Mais, quoique les Directeurs euſſent bien ſouhaité qu'il ne ſe fût point préſenté d'autres incidens qui les obligeaſſent à importuner encore *Vos Hautes Puiſſances* par de nouveaux Ecrits, d'autant qu'ils s'étoient flatez que Sa Majeſté Imperiale & Catholique n'auroit pas pouſſé plus loin ce Commerce à leur préjudice; ils ont cependant vû avec douleur, t. que le Navigation particuliere qui avoit été commencée il y a quelques années à *Oſtende*, a été changée en une Compagnie formelle ſur les *Indes-Orientales & Occidentales*, munie d'un très-ample Octroi; & 2., qu'à préſent on employe toutes ſortes de moyens pour faire valoir & maintenir cette Compagnie par des Traitez avec d'autres Puiſſances, au grand préjudice des Droits & Prérogatives que la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs a ci-devant obtenus; ainſi que cela paroît auxdits Directeurs par le Traité de Commerce fait en dernier lieu entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & le Roi d'*Eſpagne*, ou il eſt dit dans le 1. & 3. Article:

Que les Vaiſſeaux de Guerre & Marchands de Leurs-dites Majeſtez & de leurs Sujets, pourront réciproquement fréquenter les Ports, Côtes, Contrées & Provinces de part & d'autre, ſans en avoir préalablement demandé la permiſſion; ce qui s'étend auſſi ſpecialement ſur les Indes-Orientales, *où ils pourront demander tout ce qui eſt néceſſaire pour la Navigation: avec cette ſeule reſtriction, par raport aux* Indes-Orientales, *qu'il ne ſera point permis d'y exercer aucun Commerce, & que les Vaiſſeaux de Guerre, principalement dans ces Contrées, ſeront obligez de ſe comporter d'une maniere, qui ne donne aux Eſpagnols aucune crainte ou mauvais ſoupçon.*

Il eſt dit de plus dans le 36 Article du même Traité: *Que les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique pourront introduire & debiter dans tous les Etats & Dominations du Roi d'*Eſpagne, *tous les Effets, Marchandiſes, Fruits & Productions qu'ils apportent des* Indes-Orientales: *moyennant qu'il paroiſſe par des Certificats des Députez de la nouvelle Societé établie aux* Pais-Bas Autrichiens, *que ces Effets, fruits & Marchandiſes proviennent des Lieux de Commerce, Colonies & Conquêtes de ladite Societé: auquel cas ils jouiront, par raport aux Effets des* Indes-Orientales, *des mêmes Privileges qui ont été accordez aux Habitans des* Provinces-Unies, *par les Lettres Patentes du Roi d'*Eſpagne *des 27. Juin & 3. Juillet 1663.* Sa Majeſté déclarant en outre: *Qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique tout ce qui a été accordé aux Habitans de cet Etat par le Traité de* Munſter *de l'année 1648., tant à l'égard des* Indes, *que par rapport à tout ce qui pourroit être aplicable audit Traité, & qui n'y ſera point contraire non plus qu'à la préſente Paix.*

Ce qui, par le 47. ou dernier Article dudit Traité, s'étend encore *ſur tout ce que la Nation Britannique a ſtipulé en ſa faveur par les Traitez de* 1667. 1670. 1713., *& en dernier lieu par certain Traité & Conventen, dont le jour & la date ne ſont point exprimez, pour autant que cela pourra auſſi s'apliquer aux Sujets de l'Empereur.* ANNO 1724.

De plus, *ſur tout ce qui a été accordé à l'Etat des* Provinces-Unies, *non ſeulement par les Traitez de Paix de l'année* 1648. *mais encore par le Traité de Marine de l'année* 1650. *& le Traité de Paix de l'année* 1714.

Avec cette Addition: *Que tous ces Traitez ſerviront de regle dans les cas douteux, ou dans ceux qui ſont obmis, ou qui pourroient n'être pas exprimez aſſez clairement par le préſent Traité entre Leurſdites Majeſtez.*

Sur leſquels cas douteux & qu'on a paſſé ſous ſilence, on peut établir en premier lieu, que Sa Majeſté Catholique a bien voulu accorder aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale par le deuxième Article, le libre fréquentation de tous les Païs, Ports de Mer & Lieux dépendans de ſa Domination; ſans qu'on y trouve ni dans tout le Traité, cette reſtriction expreſſe & cette excluſion qui ſont inſerées par tout dans d'autres Traitez de même nature; ſavoir, que ecle ne le doit entendre que de ces Païs & Lieux que le Roi poſſede en *Europe*, ou de ceux où les autres Nations ont eu de tout tems un libre Commerce, comme il paroit par le quetrieme Article du Traité de Tréve conclu entre le Roi d'*Eſpagne* & cet Etat en 1609. où il eſt dit: *Ce que ledit Seigneur Roi entendoit devoir être reſtreint & limité aux Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries qu'il tient & poſſede* NB. *en* Europe, *& Havres où les Sujets des Rois & Princes qui ſont ſes Amis & Alliez ſont en Trafic.*

Item, par le Traité de *Munſter*, au cinquiéme Article il connu: *Que les Directeurs & Commis des Compagnies des* Indes-Orientales & Occidentales *pourront librement voyager & trafiquer dans tous les Païs qui ſont ſous la Domination du Roi* NB. *en* Europe. *Et en outre, que les Sujets de l'Etat devront s'abſtenir de fréquenter les Places Caſtillanes dans les* Indes-Orientales.

Et enfin par le 34. Article du Traité conclu à *Utrecht* en 1714, entre Sa Majeſté Catholique régnante *Philippe V.*, & cet Etat, ou il eſt dit très-expreſſement:

Quoiqu'il ſoit parlé dans divers Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement venir, fréquenter, reſter, naviguer & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, Havres, Places & Rivieres des Hauts Contractans reſpectifs; il eſt néanmoins ſous-entendu, que leſdits Sujets ne pourront jouir de cette liberté que dans les Etats réciproques ſituez en Europe; d'autant *qu'on eſt convenu expreſſement, qu'à l'égard des* Indes-Occidenteles Espagnoles, *il ne ſera permis d'y naviguer ou commercer que conformement au* 31. *Article dudit Traité.*

D'autre part, que pareils termes illimitez ſe trouvent encore dans le 26. Article dudit Traité entre leurs ſusdites Majeſtez, où il eſt accordé: *Que les Sujets de l'Empereur pourront introduire dans tous les Païs & Etats du Roi, ſans aucune diſtinction, toutes les Denrées, Fruits & Marchandiſes de leurs Colonies & Conquêtes aux* Indes-Orientales, *moyennant qu'ils ſoient ſeulement munis de Certificats requis par ledit Article: Auquel cas ils jouiront de tous les Privileges qui ont été accordez aux Habitans de cet Etat par les Lettres Patentes du Roi d'*Eſpagne *en l'année* 1663.

Quoique les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ne connoiſſent aucun autre Privilege, ſinon qu'il leur eſt permis d'introduire les Fruits & Marchandiſes des *Indes* dans tous les Etats & Domeines du Roi d'*Eſpagne* ſituez en *Europe*, ou bien dans les endroits où toutes les autres Nations ont un libre Commerce, ſans que de leur connoiſſance il ait été jemais accordé de plus grands avantages. Mais il eſt bien vrai que par certaines Lettres Patentes ou Placards émanez du Roi d'*Eſpagne* en 1663., il eſt ordonné qu'à l'entrée de ces Fruits ou Marchendiſes dans les Etats & Domaines de Sa Majeſté, où de tout tems il a été permis de les introduire, on devra produire un Certificat qui juſtifie qu'ils ſont venus des Païs, Colonies & Conquêtes que la Compagnie des *Indes Orientales* de ce Païs poſſede aux *Indes-Orientales*, afin de pouvoir les diſtinguer d'avec les Marchandiſes des *Indes-Orientales Portugaiſes*, avec laquelle Nation le Roi d'*Eſpagne* étoit alors en Guerre.

Cependant le Miniſtre de *Vos Hautes Puiſſances* à *Madrid*

ANNO 1724. *Madrid* s'y oppoſa alors au nom de l'Etat; & ayant repréſenté à Sa Majeſté Catholique l'impoſſibilité de ſatisfaire à cette requiſition, la choſe eſt reſtée là, ſuivant toute aparence; ſans qu'ils ſachent qu'on ait exigé depuis de pareils Certificats en *Espagne* pour les Fruits & Marchandiſes des *Indes-Orientales*.

Mais comme ces choſes ſont telles, qu'elles ont été aparemment interprétées par l'ancien Uſage, on qu'elles pourroient recevoir cette interprétation par les précedens Actes & Traitez, les Directeurs ne les toucheut en paſſant, que pour faire voir uniquement que le ſens intérieur & l'intention de ces Articles leur eſt inconnu, ou ne leur paroit pas ſi clair que ce qui ſe trouve établi dans ledit ſecond Article, on Sa Majeſté Catholique *étend ſpécialement juſqu'aux* Indes-Orientales, *ledit libre accès ou fréquentation dans tous ſes Ports & Places*. Ce que les Directeurs ne ſavent point non plus avoir été accordé jamais de telle maniere à aucune Nation du monde, & ſur tout aux Sujets de cet Etat, puiſque par le 5. Article du Traité de *Munſter* ſi ſouvent cité, il eſt expreſſement ſtipulé, *que les Sujets de cet Etat devront s'abſtenir de la fréquentation des Places Caſtillanes ſituées dans les* Indes-Orientales.

Ce qui a auſſi été rigoureuſement obſervé depuis ce tems-là de la part des Eſpagnols, ainſi que cela paroit par un certain cas que les Directeurs ont eu l'honneur de repreſenter à *Vos Hautes Puiſſances* par leur Memoire de l'année 1720., ſavoir, qu'en 1657., un Vaiſſeau de la Compagnie ayant à bord deux Religieux qui avoient fait naufrage ſur les Côtes de la *Chine*, & les aiant ramenez, à leur priere, aux Iſles *Philippines*, le Capitaine de ce Navire demanda à cette occaſion au Gouverneur, ſeulement un peu d'Eau, qui lui manquoit, vu le detour qu'il avoit pris; mais qu'au lieu d'en recevoir, il reçût ordre de ſe retirer inceſſamment, ſans avoir pû obtenir la moindre choſe. Tant s'en faut que le Roi d'*Eſpagne* ait compris que les Ports de Mer & Places dans les *Indes-Orientales*, qui ne ſont autres que les Iſles *Philippines*, autrement dites *Manilles*, ſerviſſent d'entrepot ou de Places de rafraîchiſſement aux Vaiſſeaux de la Compagnie des *Indes-Orientales* de cet Etat, ſachant bien de quelle conſequence cela auroit pu être.

Mais les Directeurs croïent avoir ſur tout raiſon de ſe plaindre du ſuſdit Article 36., parce que le Roi d'*Eſpagne* y accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique non ſeulement tout ce qui a été accordé, mais encore cedé, aux Habitans de cet Etat par le Traité de *Munſter*, tant à l'égard des *Indes* qu'entrement; ce qu'ils croyent directement oppoſé au 5. Article dudit Traité de *Munſter*, par lequel il eſt ſtipulé, *que les Eſpagnols devront ſe borner à leur Navigation, comme ils l'ont eué du tems de ce Traité, ſans pouvoir l'étendre plus loin dans les* Indes-Orientales: Comme d'autre part il a auſſi été ſtipulé dans le Traité d'*Utrecht* en l'année 1714. entre Ladite Majeſté le Roi d'*Eſpagne*, & cet Etat: *Que la Navigation & le Commerce dans les* Indes-Orientales, *ſous la Domination des Seigneurs Etats Généraux, devront ſe faire de la même maniere qu'on l'a pratiqué juſqu'à préſent*.

Ce qui eſt une preuve évidente, qu'il ne doit point ſe faire de changement dans cette Navigation de part ni d'autre, ſoit par les propres Sujets, ou par ceux de quelque autre Puiſſance qui n'eſt pas compriſe dans le 5. Article dudit Traité de *Munſter*: attendu que le 16. Article du Traité d'*Utrecht* exprime encore, que les Prérogatives par raport à la Navigation & au Commerce des *Indes-Orientales, compriſes au 5. Article du Traité de* Munſter, *auront lieu uniquement dans ce qui concerne les deux Hautes Puiſſances Contractantes & leurs Sujets* ſavoir l'*Eſpagne* & cet Etat, ſans autres: ainſi que le véritable ſens & l'intention de ces paroles paroiſſent clairement par le Raport de Mrs. les Plenipotentiaires audit Congrès d'*Utrecht*, inſeré dans le *Verbal* & dans les *Notules* ou Reſolutions de *Vos Hautes Puiſſances* du 4. Janvier 1714. en ces termes: *Premierement, ſur le 5. & le 6. Article du Traité de* Munſter, *que les Sieurs Plenipotentiaires d'*Eſpagne *croyoient être ſujets à quelques Remarques, comme pouvant être appliquez à d'autres, diſant, que les Etats & leurs Habitans devoient bien jouir de tous les Avantages ſtipulez par ce Traité, mais que les autres Nations, & particulierement les Villes* Anſéatiques *n'en devoient point jouir*. Preuve convaincante, que l'exclusion ou la non-admiſſion des autres Nations à la jouiſſance & à ce qui a été convenu par le 5. Article au ſujet de la Navigation & Commerce aux *Indes-Orientales*, a été l'unique & le veritable bon de ce Traité. ANNO 1724.

Ce qui ayant donc été inſeré ainſi à la requiſition & inſtances de Mrs. les Plenipotentiaires d'*Eſpagne*, & agréé des deux côtez, il n'eſt pas permis à l'une de ces deux Puiſſances de transmettre ce Droit par Traité, ou d'y faire participer une autre Nation, ſans la concurrence & le conſentement de l'autre Puiſſance compriſe dans la même Convention & qui y eſt intereſſée.

Outre que le Roi d'*Eſpagne* ayant cedé, en faveur des Habitans de cet Etat, cette Partie des *Indes*, que la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* poſſede, avec promeſſe que les Eſpagnols ne s'étendroient point de ce côté-là; il n'a plus le Droit de céder une ſeconde fois à d'autres Nations ce dont Sa Majeſté s'eſt cidevant dépoüillée par un Traité ſi ſolemnel, & qu'elle a toûjours taillé à la Compagnie Privilegiée des *Indes-Orientales* de ce Païs, ou à tels qui ayant été ci-devant les Sujets de Sa Majeſté, ſont auſſi compris dans les Articles de la Defenſe; ni de tolerer publiquement que les Diſtricts qui ont été cedez, & dont on a joüi paiſiblement de la part de tous les Sujets Eſpagnols, ſoient frequentez par des Vaiſſeaux de Guerre & Batimens Marchands, & que l'uo y établiſſe des Forts, Coloüies & Comptoirs de Negoce, & generalement tout ce qu'on pourroit faire, s'il n'y avoit point de Traitez, au grand prejudice & à l'amoindriſſement, pour ne point dire à l'eſuſier aneantiſſement des Prerogatives de cet Etat, ci-devant ſtipulez & obtenus.

Et d'autant, *Hauts & Puiſſans Seigneurs*, que les Directeurs de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs ſe confirment de plus en plus dans ce qu'ils ont commencé à prévoir il y a long-tems, que la nouvelle Compagnie des *Indes-Orientales & Occidentales*, érigée dans les *Pais-Bas Autrichiens* veut pouſſer de cette maniere ſa Navigation & ſon Commerce dans les Limites de l'Octroi octroyé à la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & troubler le Commerce par tout dans les *Indes*, cette affaire tireroit de plus en plus à de grandes conſequences; Et voyant d'ailleurs, que cette Navigation & ce Commerce, avec l'Octroi qui y eſt relatif, vient d'être confirmé de la part du Roi d'*Eſpagne*, par un Traité important & très-préjudiciable au Commerce de la Compagnie des *Indes-Orientales* de ce Païs, & qui à certains égards favoriſe ladite Compagnie Autrichienne au delà des Habitans de l'Etat: Ils n'ont pû ſe diſpenſer dans cette coojoncture, de repreſenter très-reſpectueuſement leurs Griefs à *Vos Hautes Puiſſances*, les ſupliant d'y faire une ſerieuſe attention, & qu'il plaiſe à *Vos Hautes Puiſſances*, ſuivant l'importance de l'affaire, d'employer les moyens les plus efficaces, tant à la Cour de *Vienne* qu'à celle de *Madrid*, & ailleurs où cela pourroit être de quelque fruit, pour leur faire ceſſer entierement cette Navigation; dans cette eſperance & attente, qu'on ne pourra prendre en mauvaiſe part, que ne pouvant acquieſcer à ce nouvel Octroi & Traité, ils s'en tiennent entierement aux anciens Traitez, & que ceux-ci leur ſervent de regle non ſeulement dans les Cas douteux ou obmis, mais auſſi dans tous les autres Cas.

Signé,

H. WESTERVEEN.

XXVI.

Remontrance des trois ETATS *du Pays & Duché de* BRABANT *à Sa Majeſté Imperiale & Catholique, au ſujet de ſes Lettres d'Octroy pour l'Etabliſſement d'une Compagnie de Commerce & Navigation aux Indes.* 23. Mars.

A SA SACRE'E MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

LEs Prelats, Nobles, & Députez des trois Chefs Villes de votre fidele Païs & Duché de Brabant, préſentement aſſemblez en Corps d'Etats dans cette Ville de Bruxelles, jugent, qu'il eſt de leur devoir indiſpenſable, d'adreſſer au pied du Trône de Votre M. I. & Catholique leurs plus humbles, & plus reſpectueux remercimens de la grande faveur, & grace inestimable, qu'Elle a bien voulu accorder à ſes bons Sujets de ſes Païs-Bas

ANNO 1724. Bas Autrichiens par l'Octroy émané directement de ſa puiſſance, & autorité ſouveraine, pour l'Etabliſſement d'une Compagnie générale de Navigation & de Commerce aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique tant en deçà, qu'au delà du Cap de Bonne Eſperance, dans tous les Ports, Havres, Lieus, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement. Cet Octroy, lequel renferme une marque ſi ſignalée des ſoins Paternels, & infatigables de Votre Majeſté Imperiale & Catholique pour le ſalut de ſes Païs-Bas, l'ancien Patrimoine de ſa Meiſon très-auguſte, fait le principal ſujet de leur conſolation, & la plus ſolide eſperance d'un ſort plus fortuné pour leur Negoce à l'avenir.

Car rien ne peut être plus convenable à prevenir leur ruïne entiere, que la Benefice qu'ils doivent attendre de ce Commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'eſperer, de pouvoir peu à peu contrebalancer en quelque maniere les pertes continuelles que leur cauſe le Commerce qu'ils ont avec les Provinces de Hollende, & de Zelande, vers où ils voient ſortir journellement les Deniers les plus clairs de leurs Revenus par l'achat de toutes ſortes d'Epices, Drogues, Sucres, Sel, &c. & ſingulierement d'une abondance exceſſive de Puiſſon tant frais, que ſec, & ſelé.

Mais puiſqu'on remarque par les Memoires, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollende, ont preſentez ſucceſſivement aux Seigneurs Etats Généraux leurs Souverains, pour s'oppoſer à la Navigation, & au Commerce des Habitans de ces Païs-Bas Autrichiens aux Indes dans les Lieux, qui ſont ouverts aux autres Nations de l'Europe, après avoir eu l'inconſideration de ſe recrier contre la validité de cet Octroy, comme inique, conçu en des termes illicites, & contraire à la bonne foi du Traité de Munſter, & de celui de la Barriere, avec ſi peu de ménagement des égards dûs à la Perſonne Sacrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, ont finalement eu l'audace d'implorer le pouvoir Souverain deſdits Seigneurs Etats Généraux, pour être autoriſés & qualifiez, par Leurs Hautes Puiſſances, d'employer tous les moyens qu'ils jugeront néceſſaires, même les voies de fait, tant par Terre que par Mer, contre l'établiſſement & le progrès de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, & que ſuivant ce qu'on en aprend de jour à autre, leſdits Directeurs continuent toujours à pourſuivre ce deſſein directement oppoſé à la bonne Amitié & Intelligence, que Leurs Hautes Puiſſances ſouhaitent de conſerver conſtamment avec Votre Majeſté Imperiale & Catholique, comme auſſi à la correſpondance & harmonie établie depuis ſi long-tems entre les Sujets de part & d'autre, les Remontrans croyent (ſous le bon plaiſir de Votre Majeſté Imperiale & Catholique) devoir rendre publiques les Raiſons, qui de leur part ont été alleguées par le Mémoire (duquel ils prennent la liberté de joindre ici une Copie) préſenté le 22 d'Octobre 1723. au *Marquis de Prié*, Miniſtre Plenipotentiaire de Votre Majeſté Imperiale & Catholique pour le Gouvernement de ces Païs-Bas contre le Remontrance des Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, laquelle le Reſident de Leurs Hautes Puiſſances Peſters loi avoit communiquée par ordre de ſes Maitres. Ils ſont pleinement perſuadez que ces raiſons fondées, non ſeulement ſur le Droit des Gens, mais ſingulierement ſur les anciennes Conſtitutions, Loix fondamentales, & Libertés de ce Païs de Brabant, ſeront connoitre évidemment à tout le monde, que les Directeurs de ladite Compagnie, en demandant, que cet Octroy accordé par Votre Majeſté Imperiale & Catholique, après une longue & mure déliberation, pour l'établiſſement de la Navigation, & do Commerce de ces Païs-Bas aux Indes, fût revoqué, ou du moins demeurât ſans effet, ſous le prétexte ſpecieux de l'obligation que Votre Majeſté Imperiale & Catholique auroit contractée par le Traité de la Barriere confirmatif de celui de Munſter (lequel neanmoins, dans les Articles, dont il eſt queſtion, ne concerne nullement le Commerce de ces Païs-Bas) demandent en même tems, qu'elle voudroit contrevenir au Serment, qui a été fait ſi ſolemnellement en ſa parole d'Empereur, & de Roi ſur les ſaints Evengiles d'obſerver, & faire bien & fidelement obſerver aux Etats, & à tous ſes Sujets dudit Païs de Brabant en général, & en particulier tous les Droits, Privileges, Libertez, &c.

Puiſqu'il n'y a rien de plus clair, ni de plus inconteſtable, que par la revocation de cet Octroy, Votre Majeſté Imperiale & Catholique depouilleroit ſes bons & fideles Sujets d'un Droit de la Nature & des Gens, auquel ils n'ont jamais renoncé, & lequel leur a été bien expreſſement confirmé par l'Article 13. de la Joyeuſe Entrée de Votre Majeſté Imperiale & Catholique. ANNO 1724.

Et d'autant que leſdits Directeurs ſont ſi apliques à demander l'exacte obſervation des Traitez, qu'il y a entre Votre Majeſté Imperiale & Cath., & L. H. P. & que même ils ſe ſont expliquez ſur ce ſujet d'une maniere, comme ſi V. M. I. & C., par l'établiſſement de cette nouvelle Compagnie en ſes Païs Bas Autrichiens, auroit fait une contravention aux mêmes Traitez, & ſe ſeroit departie de la Regle & Loi, qui lui eſt ſi naturelle & ſi inviolable, d'obſerver religieuſement tous ſes Traitez, même aux dépens de ſes propres intérêts, donnent occaſion aux Etats des Provinces de Brabant, & de Flandre, de leur demander à leur tour, ſi les Seigneurs Etats Généraux ont rempli tous les engagemens, dans leſquels ils étoient entrez en regard & pour la conſervation de ces Païs-Bas par le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 30 d'Août 1673. avec feu le Roi Charles II. de glor. mem. par lequel Traité Leurs Hautes Puiſſances pénétrées d'une juſte reconnoiſſance, ſe ſont obligées Article 16. de ne point faire la Paix avec le Roi Très-Chrétien, que Sa Majeſté Catholique ne fût remiſe en la poſſeſſion de toutes les Villes, Places, & Peys, qui lui avoient été ôtez par le Roi Très-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirenées fait en l'An 1659, & Article 18. de ceder & donner à Sa Majeſté Catholique la Ville de Maeſtricht, avec le Comté de Vroenhoven, & tout ce qui en depend dans le Pays d'Outremeuſe.

Perſonne n'ignore combien les ſuites de cette Alliance ont été préjudiciables au Prince Souverain, & aux Habitans des Provinces Belgiques, & que bien loin d'avoir recouvré les ſusdites Places conquiſes par la Couronne de France depuis la Paix des Pirenées, ils ont eu le malheur de perdre la Franche-Comté, toutes les Villes, Places, & Peys en dépendans, y compris Beſançoo & ſon Diſtrict, comme auſſi les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, & la Cambreſis, Aire, St. Omer, &c. avec leurs Dependances, &c.

Et que juſques à preſent les Etats Généraux ſont demeurez ſaiſis & en poſſeſſion de la Ville de Maeſtricht, nonobſtant toutes les inſtances réïterées, qui leur ont été faites de la part de Sa Majeſté Catholique, pour l'accompliſſement d'une promeſſa ſi formelle portée par le ſusdit Article 18. du Traité de l'an 1673.

Pour toutes ces raiſons & autres, renfermées ſuccinctement dans la ſusdit Mémoire du 22 d'Octobre 1723 les Etats de Brabant ont lieu d'attendre de la haute prudence, & équité desdits Seigneurs Etats Généraux, que bien loin d'écouter plus long-tems les plaintes mal fondées des Directeurs de ladite Compagnie, ils leur feront défenſe expreſſe d'inquiéter, ou de troubler, en maniere quelconque, les Peuples de ces Païs-Bas (dont la conſervation eſt ſi importante pour le bien de leur République) dans le libre exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes en la forme, & meniere reglée par le ſusdit Octroy de Votre Majeſté Imperiale & Catholique.

Que ſi, contre toute attente, Leurs Hautes Puiſſances, ou ceux de la ſusdite Compagnie leurs Sujets, en vinſſent à l'extremité de commettre, faire ou laiſſer commettre, quelque injuſtice, injure ou mauvais traitement à cette nouvelle Compagnie, couverte de la ſouveraine protection de Votre Majeſté Imperiale & Catholique, ſi reſpectable à toutes les Puiſſances de l'Univers, les Remontrans la ſuplient très-humblement de vouloir bien, dès à preſent pour lors, prendre la réſolution, qu'elle jugera la plus convenable & la plus efficace pour lui en faire faire raiſon, même, s'il en fut beſoin, autoriſer ſon Miniſtre Plenipotentiaire pour le Gouvernement de ces Païs-Bas, de rompre, & interdire, en tel cas, par un Edict général, tout Commerce & Negoce des Sujets de Votre Majeſté Imperiale & Catholique en ces Païs-Bas avec ceux de la Domination desdits Seigneurs Etats Généraux, tant en conſequence de la promeſſe ſolemnelle portée par l'Art. 16. de ſon Octroy ci-deſſus, promeſſe qui eſt la baſe, & l'unique apuy de l'établiſſement, & de la conſervation de cette nouvelle Compagnie Imperiale & Royale, qu'en conformité de l'Art. dernier des Lettres de la

ANNO 1724. Joyeuse Entrée de Votre Majesté imperiale & Catholique, par lequel elle a assuré ses Etats & Sujets de Brabant de faire reparer & redresser tout ce qui pourroit être entrepris ou attenté au contraire.

Quoi faisant, &c.

Plus bas,

Etoit écrit par Ordonnance, & signé,

H. VAN DEN BROEK.

Bruxelles le 23. *Mars* 1724.

Copie du Memoire presenté à Son Excellence le 22. *d'Octobre* 1723. *pour servir de Réponse de la part des Etats de Brabant à la Remontrance, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande ont faite aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au sujet de la Navigation, & du Commerce des Habitans des* PAÏS-BAS *Autrichiens auxdites Indes.*

QUoique l'Archiduc Philippe, nommé le Bel, issu du Mariage de Marie de Bourgogne avec l'Archiduc Maximilien depuis Empereur des Romains, fût parvenu aux Royaumes de Castille & Arragon, par son Mariage avec Jeanne d'Espagne Heritiere universelle de Leurs Majestez Catholiques Ferdinand V. Roi d'Arragon, & Isabelle Reine de Castille, & que son Fils & Successeur le Prince des Espagnes Charles, depuis aussi Empereur V. de ce Nom, après avoir réuni sur sa Tête tant de Couronnes, se fût rendu Dominateur en Asie, & en Afrique, ces deux grands Monarques n'eurent jamais la pensée de donner la moindre atteinte aux Libertez, Independances, Constitutions, & Privileges des Habitans de ces Païs-Bas, leur ancien patrimoine, ni de les assujettir aux Loix, Constitutions, Maximes, ou Coutumes de leurs Royaumes des Espagnes, beaucoup moins, de les comprendre sous le Nom de leurs Sujets Castillans ou Espagnols.

Le Roi Philippe II. Hétitier universel de l'Empereur Charles V. en desdits Royaumes, & Païs-Bas, à son exemple (après avoir changé en 1549. conjointement avec son auguste Pere, quelques Articles de la Chartre de la Joyeuse Entrée de Brabant du consentement de ses trois Etats) leur promit par un double Serment fait corporellement sur les S. S. Evangiles: qu'il observeroit, & feroit fidelement observer tous les Points, Articles y compris, & qu'il maintiendroit aux Prelats, Barons, Chevaliers, Nobles, Villes, Franchises, Villages, & tous ses Sujets du Païs de Brabant en general, & en particulier, tous leurs Droits, & Privileges, Libertez, Franchises, Traitez, Ordonnances, Statuts, Coutumes, & Observances.

Et pour faire connoître aux Etats de Brabant, que son intention Royale étoit de les faire gouverner ici sur le lieu, independamment du Ministere des Espagnes, il les reçuit par Lettre, leur écrite de Madrid le 24. de Mars 1576. d'obéir à ceux du Conseil d'Etat, à qui il avoit commis le Gouvernement de ces Païs-Bas, en attendant que Sa Majesté eût envoyé en ces Païs, pour Gouverneur, un Prince de son Sang.

Il est vrai, que dans la suite du tems, la même Roi (tant pour le Bien général de la Chrétienté que dans la vuë de procurer à ses Païs-Bas une bonne Paix, & Union pour être déchargez de la penible Guerre, dont ils avoient été travaillez par tant d'années;) ayant trouvé convenable de ceder ces mêmes Païs-Bas à sa Fille l'Infante Isabelle, en don, aide, & favent du Mariage, avec l'Archiduc Albert, stipula, comme Roi des Espagnes à l'avantage de ses Sujets Castillans, par l'Art. 8 de l'Acte donné à Madrid le 6. de May 1598. pour la Cession de ces Pays, que l'Infante, son Epoux l'Archiduc Albert, ni aucun de ses Successeurs, ni Sujets desdits Païs, ne pourroient en façon quelconque, negocier, trafiquer, ou contracter és Indes Orientales, & Occidentales, ni aussi envoyer aucune sorte de Navires, sous quelque titre, ou prétexte que ce fût.

Mais cette Condition ne pût causer aucun tort, ni préjudice aux Etats, & Habitans de cette Province de Brabant contre leur Liberté naturelle; attendu qu'ils ne se soumirent à l'obéïssance de Leurs Alteſſes Sereniſſimes leurs nouveaux Princes, qu'après que l'Archiduc Albert dès le 25. d'Août 1598. leur eut fait le double Serment ci-dessus raporté, tant en son Nom qu'au Nom de l'Infante Isabelle sa future Epouse pour l'observation de tous les Articles de ladite Joyeuse Entrée, ensemble de tous les Droits, Statuts, Privileges, Libertez, & Coûtumes dudit Païs. ANNO 1724.

D'ailleurs cette Condition (suivant le raport de l'Historien Emanuel van Meteren) fut si odieuse aux Etats, & Peuples de Hollande, & Zelande: qu'ils ne purent s'empêcher d'alleguer hautement, que c'étoit un fait contre le Droit des Gens de défendre à ceux du Païs-Bas la Navigation, & le trafic és Indes Orientales, & Occidentales, où la plûpart des Habitans ne connoissent pas encore le Roi, & qu'ils aimeroient mieux mourir pour la Liberté de leur Patrie, que d'accepter une Condition si deshonnête, & si déraisonnable.

Il est donc bien surprenant, qu'aujourd'hui les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, sous la protection des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, veulent se prévaloir de cette même Condition contre les Sujets de ces Païs-Bas présentement Autrichiens, & que, pour prouver l'Execution de cet Article, ils reclament ledit Historien van Meteren dans un exemple qu'il cite de l'An 1601. où il raporte (on ne sçait sur quel fondement) que le Roi ayant soupçonné les Habitans d'Anvers de négocier indirectement aux Indes, la Cour y avoit envoyé un Commissaire pour examiner les Livres des Marchands; mais qu'enfin, pour prevenir beaucoup de malheurs, & de persecutions, qui auroient pu en resulter, ils avoient été obligez de racheter la disgrace du Roi pour une Somme de six cens mille Ducats, Somme si excessive, qu'elle monte au delà de ce que la Ville d'Anvers a payé à son Souverain pour 30. années de Subsides, par lequel excès il est facile de juger de l'erreur, ou, pour mieux dire, de la Fable de cet exemple, lequel, s'il en étoit besoin, se pourroit détruire par les Registres de ladite Ville.

Mais puisque les Directeurs de ladite Compagnie font tant de cas de cet Historien, qu'ils le consultent (on les en prie) dans un autre endroit de son Histoire de l'an 1602. où, traitant de la Navigation, & du Commerce aux Indes, il accuse les Espagnols de vouloir une chose contre nature, & contre tout Droit, que de vouloir ôter aux Habitans du Païs-Bas la Navigation, & le Négoce aux Indes dans les Lieux point situez sous leur Jurisdiction, & où il fait la description d'une Medaille, que les Zelandois avoient fait graver à ce sujet avec deux Legendes, l'une, *Possunt, quia posse videntur*, & l'autre, *Quo fatus, insequar*, sur le revers, qui representoit un Lion nageant en la Mer, qui forme les Armes de Zelande, derriere un Cheval sautant hors de l'eau au dessus d'un Globe du Monde.

Aussi est-il manifeste, que lesdits Directeurs ne peuvent tirer aucun Droit, ni avantage de la Condition ci-dessus;

Premierement, parce que c'est *Res inter alios acta*, savoir entre le Roi Philippe II. de glor. mem. en faveur de ses Sujets Espagnols d'une part, & les Archiduc Albert & Isabelle Princes des Païs-Bas de l'autre part.

2. Parce que Sa Majesté Imperiale Reguante n'est pas le Successeur ni descendant desdits Archiducs, à qui on avoit voulu imposer cette Condition & Servitude de ne point naviguer, ni commercer dans les Indes, mais le Successeur des Rois Philippe IV. & Charles II. Princes des Païs-Bas par l'Infante Marie Anne son Ayeule Epouse de l'Empereur Ferdinand III., de glorieuse memoire.

Etant d'ailleurs certain, que cette Servitude, en tout cas, a été aneantie par le retour de ces Païs sous la Domination du Roi Philippe IV. suivant la Maxime de Droit tirée *ex leg. ff. quemadmodum serv. amit. servitutes prædiorum confunduntur, si idem utriusque prædii Dominus esse cœperit & ex l.* 26. *ff. de serv. præd. urb. nulli enim res sua servit.*

3. Parce que la défense, faite par le Roi Philippe II. en qualité de Roi d'Espagne, a été levée dès l'an 1640. par le Roi Philippe IV. son petit-fils pour beneficier ses bons & fideles Sujets par deça, lens ayant fait ouvertore du Commerce des Indes Orientales en la même qualité de Roi d'Espagne, lequel Commerce son Auguste Predecesseur ne leur avoit pu défendre legiti-

ANNO 1714. gitimement en ſa qualité de Duc de Brabant, & Comte de Flandres.

4. Parce qu'en tems, que la ſusdite Condition fut ſtipulée par le Roi Philippe II. qui ſouhaitoit d'avoir acquis les Indes pour lui même, & pour ſes Sujets Caſtillans contre ſes Sujets des Païs-Bas, les Etats & Habitans de la Province de Hollande étoient encore comptez au nombre de ces derniers, nonobſtant qu'ils ſe fuſſent détachez de l'Union des autres Provinces obéiſſantes, étant notoire qu'avant la Tréve concluë pour 12. ans à Anvers le 5. d'Avril 1609. entre le Roi d'Eſpagne, & les Archiducs Albert & Iſabelle d'une part, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part, les mêmes Etats ne furent pas reconnus pour Etats libres.

Et en dernier lieu parce que, bien loin que la ſusdite Condition pourroit encore ſervir à priver les Brabançons, & les Flamands de la Navigation & du Commerce aux Indes Orientales, il s'enſuit au contraire, que puiſqu'ils n'ont jamais, ſous la Domination des Rois Catholiques, pu jouïr du Commerce aux Indes reſervé pour les Caſtillans dans le Diſtrict des Indes Eſpagnoles, ils ou peuvent être cenſez d'avoir été compris dans les Articles 5. & 6. du Traité de Paix conclu à Munſter en 1648. leſquels contiennent une reciprocité entre les Caſtillans, & les Sujets des Provinces-ces-Unies, independamment des Brabançons, & des Flamands; ayant été convenu par ces Articles en termes bien exprès, que, ſuivant le repanition des Diſtricts y mentionnez, les Caſtillans & Eſpagnols ſe borneroient à la Navigation, & au Commerce, qu'ils evoient pour lors aux Indes; ſans qu'il leur fût permis de l'étendre plus avant de leur côté, & que reciproquement les Sujets des Provinces-Unies ſeroient obligez de ne plus frequenter les Places, que les Caſtillans occupoient dans les Indes.

En effet, ſi les Habitans de ces Païs preſentement Autrichiens n'ont en aucune part à l'avantage, & au Droit ſtipulé par ces deux Articles en faveur des Caſtillans, par raport à leur Navigation aux Indes; Ils n'ont pas eu non plus aucune part à la défenſe reciproque ſtipulée par ces mêmes Articles en faveur des Sujets des Provinces-Unies par raport à leur Navigation aux Indes de leur Diſtrict, & par conſequent, puiſqu'ils n'ont pas été du nombre des Parties Contractantes auxdits Articles, ils n'ont pas été compris, ni enveloppez dans cette Convention reciproque, laquelle avoit pour objet le Commerce des Caſtillans d'une part, & celui des Sujets des Provinces-Unies de l'autre part, afin que les uns & les autres aitoient continué à jouïr librement de leur Commerce dans les Limites, Villes, Forts, Loges, Habitations, & endroits, qui ſe trouvoient ſituez dans leurs Diſtricts reſpectifs, ſans que les uns puſſent aller négocier dans les Limites des Diſtricts des autres, le tout reciproquement.

Sans cela cette Convention auroit bleſſé l'équité naturelle, & auroit été de la nature d'une ſocieté leonine, par laquelle on auroit attribué tout l'avantage à l'une, & tout le tort à l'autre des deux Parties.

C'eſt pourquoi les Habitans de ces Païs-Bas, & ſingulierement les Brabançons, ſoutiennent qu'à leur égard il n'y a jamais eu aucun Traité concernant le Commerce aux Indes, & que partant la raiſon, & le Droit des Gens d'aujourdhui diſent, que la Navigation, & le Commerce par Mer ſont demeurez licites, communs, illimitez, ouverts, & libres pour la Nation Brabançonne, auſſi bien que pour toutes les autres Nations de l'Europe, qui ſont toutes d'une même condition.

Car pour ce qui regarde le Traité de la Tréve pour douze ans conclu à Anvers l'an 1609. le Roi Philippe III. (de glor. mem.) n'accorda par l'Article 4. de ce Traité aux ſusdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Sujets d'autre pouvoir ou regard du Trafic aux Indes, & hors de l'Europe, que celui, qui leur apartenoit par le Droit de la Nature & des Gens, de faire ledit Trafic, s'ils le trouvoient bon, aux Païs de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur voudroient permettre, avec promeſſe, que ni Sa Majeſté, ni ſes Officiers & Sujets ne leur cauſeroient aucun trouble, ni empêchemeor en ce Trafic hors de l'Europe.

Bien pourront-ils (porte cet Article) *faire ledit Trafic, ſi bon leur ſemble, és Pais de tous autres Princes, Potentats, & Peuples, qes leur voudront permettre, même hors leſdites limites, ſans que ledit Seigneur Roi, ſes Officiers & Sujets, qui dependent de lui, donnent aucun empêchement à cette occaſion auxdits Princes, Potentats, & Peuples, qui le leur auront permis, ni pareillement à eux ou aux particuliers, avec leſquels ils ont fait & feront ledit Trafic.* ANNO 1724.

Sur lequel principe du Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, les Brabançons fondent leur Syſtême, d'avoir conſervé ſans atteinte ni reſtriction la faculté de naviguer, & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & ſur les Côtes d'Afrique, tant en deça, qu'au delà du Cap de Bonne Eſperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement.

Bien loin, qu'ils ſeroient dans la penſée, que par le changement de Maître, ils auroient acquis un nouveau Droit pour cette Navigation.

Quoiqu'ils avouent que, par ce changement, ils ſe trouvent heureuſement débarraſſez de deux obſtacles accidentels *Facti, non Juris*, qui leur avoient empêché l'exercice de la même Navigation, l'un provenu autrefois de la prohibition & défenſe, que leur Prince Souverain comme Roi d'Eſpagne leur avoit faite de naviguer, & de négocier aux Indes au préjudice des Caſtillans, & l'autre conſiſtant en ce qu'ils n'avoient jamais pu obtenir de Sa Majeſté Catholique la protection, dont ils avoient beſoin pour ſoutenir cette Navigation aux Indes Orientales; protection qu'il a plu à Sa Majeſté Imperiale & Catholique leur Auguſte Souverain, par un effet ſingulier de ſa gracieuſe bonté, & affection paternelle, de leur accorder recemment de ſa Puiſſance, & de l'autorité lui apartenante par le Droit de Souveraineté, & par celui de la Nature, & des Gens avec promeſſe de les défendre envers & contre tous ceux qui les attaqueront injuſtement.

Cet ancien Droit fut reconnu même ſous le Regne du feu Roi Charles II. (de glor. mem.) par l'Octroy accordé en ſon Nom Royal le 7. de Juin 1698. à la Requête & Supplication des Eccleſiaſtiques & Membres de Flandre par avis de ſes Conſeils d'Etat & Privé, à la déliberation de l'Electeur de Baviere pour lors Gouverneur Général de ces Païs-Bas, par lequel Octroy Sa Majeſté leur donna le pouvoir d'établir une Compagnie Royale pour négocier aux Places, & Lieux libres dans les Indes Orientales, & de la Guinée.

Et quoique cet Octroy n'eût pas le ſuccès, qu'ils en devoient attendre, l'on ſçait que ce ne fût pas à cauſe de quelque empêchement legitime, mais par le manquement de la protection Royale, à cauſe du facheux contre-tems de la mauvaiſe ſanté du feu Roi, qui pendant tout le cours des années 1699. & 1700 fit apprehender les ſuites funeſtes de ſa mort, & donna lieu à divers ménagemens, dont il ne convient pas de rapeller la memoire.

Que ſi depuis ce tems-là Sa Majeſté Imperiale & Catholique a bien voulu déclarer, & promettre par l'Article 26. du Traité de Barriere conclu à Anvers le 15. Novembre 1715. que le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Catholique dans les Païs-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, demeureroit en tout & en partie ſur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munſter le 30. Janvier 1648. concernant le Commerce; cette promeſſe eſt relative aux Articles dudit Traité de Munſter, par lequel le Commerce interne, & tout ce qui en dépend, de part & d'autre a été reglé dans leſdits Païs-Bas, & ne regarde nullement la Navigation, ni le Commerce aux Indes, dont il n'a été fait aucune mention ni dans ledit Traité de l'an 1715. ni dans le Traité poſterieur, qui a été fait à la Haye le 22. Decembre 1718. pour faire ceſſer les pluintes, que les Etats de Brabant, & de Flandres avoient portées par deux Deputations Extraordinaires à Sa Majeſté Imperiale & Catholique au ſujet des Articles dudit Traité précédent, leſquels ne pouvoient s'accorder avec leurs anciens Droits, Privileges, & Libertez.

Ce qui plus eſt, les Brabançons ne peuvent s'empêcher de faire connoître avec tout le reſpect, qu'ils ont en, & auront toujours pour l'Autorité Souveraine de leurs très-Auguſtes Princes, qu'il n'a jamais été dans leur pouvoir, comme Duc de Brabant, de conclorre aucun Traité un préjudice des anciennes Libertez, & Loix fondamentales de leur Païs de Brabant, ne ſur du conſentement des Etats du même Païs.

Les Chartres de leur Joyeuſe Entrée, juſques & y compriſe celle de Sa Majeſté Imperiale & Catholique Regnante, ſervent de preuve inconteſtable de cette

ANNO 1724. Verité, portant Article 3. qne Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme Duc de Brabant ne s'engagera jamais à entrer en Guerre, ne ſût par le Conſeil, la volonté, & le conſentement de ſes Villes, & de ſon Païs de Brabant, & qu'elle ne promettra aucune choſe par où, aucun de leurs Droits, Libertez, & Privileges, ſeroit préjudicié ou diminué en maniere quelconque.

Et à l'Art. 5., qne Sa Majeſté ne permettra pas que ſes Païs, Villes, Gens, Rentes on Droits Seigneuriaux ſoient engagez, hypothequez, veudus, alienez, diminuez, chargez, affectez, cedez, on temis en aucune maniere, que du conſentement de ſesdits trois Etats.

Comme auſſi Art. 13. tiré de mot à autre de la Joyeuſe Entrée du Roi Philippe nommé le Bel, de l'Empereur Charles V. & du Roi Philippe II. de gloc. mem qne Sa Majeſté maintiendra tous ſes Sujets & bonnes Gens de Brabant & d'Outremenſe, dans la libre & tranquille Navigation, non ſeulement aux Païs de Hollande & de Zelande, mais auſſi dans tous les autres Païs.

Tellement qne cette libre Navigation dans tous les Païs, où il eſt licite aux autres Nations de trafiquer, ne ſe trouve pas ſeulement fondée ſur le Droit de la Nature, & le Droit des Gens ancien & moderne, enſemble ſur le principe, dont les Habitans de Hollande ſe ſont prévalus autrefois contre la Couronne d'Espagne, mais ſpecialement en faveur des Brabançons ſur l'une des Loix fondamentales de la Joyeuſe Entrée des Ducs de Brabant renfermant *Pacta conventa inter Principem & Populum*, dont les Etats & Peuples de cette Province ont certainement merité la confirmation & conſervation inviolable par tant de preuves éclatantes, qu'ils ont données de leur zèle, attachement, & fidelité à toute épreuve pour le ſervice de leurs Auguſtes Souverains.

Car pour ce qui regarde les grands efforts, & dépenſes de tant de Biens, que leſdits Directeurs reclament d'avoir été faits par Leurs Hautes Puiſſances pour contribuer à la reduction des Païs-Bas Espagnols ſous l'obéiſſance de Sa Majeſté Imperiale & Catholique Regnante, & qne partant elles ne devroient pas être expoſées à une ſi grande dureté que de voir, qne les mêmes Païs-Bas ou leurs Habitans pourroient entreprendre préſentement contre Leurs Hautes Puiſſances, ou contre Leurs Sujets, ce qui nnn ſeulement ne leur étoit pas permis auparavant, mais même défendu par nn Traité ſolemnel.

On avoüe la premiere, mais nullement la ſeconde Partie de cette objection, & pour en retorquer l'argument contre leſdits Directeurs, & tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, on les prie de vouloir ſe ſouvenir à leur tour de tous les efforts & dépenſes extraordinaires faits par les Etats, & Peuples de Brabant, & de Flandres pendant tout le cours de la derniere Guerre pour le ſoutien de la cauſe commnne, ſingulierement dans la ſituation dangereuſe où l'Armée des Hants Allies ſe trouvoit reduite en 1708. par les monvemens de l'Armée de France ſous le commandement dn Due de Bourgogne en perſonne, & par la perte inopinée des Villes de Gand & de Bruges, laquelle aparemment auroit entraîné celles des autres Places capitales, & peut-être de ces deux Provinces entieres de Brabant & de Flandres, ſans le Secours du Corps des Troupes Imperiales, que ſon l'Empereur avoit envoyé en ces Païs-Bas ſous la conduite heroique de ſon premier & invincible Général le Prince Engene de Savoye.

Or par qui eſt-ce qne ces Tronpes y ont été entretennes? Leurs Hautes Puiſſances ſçavent, & perſonne ne l'ignore que ce ſût par les Subſides extraordinaires qne les deux Provinces de Brabant, & de Flandres fournirent à cet effet, & par le Secours des Deniers levex & hypothequez ſur les Domaioes & Finances de ces deux Provinces.

A quoi les Etats de Brabant, & les Citoyens de Bruxelles peuveut ajouter, que, ſi après la ſurpriſe de Gand, & de Bruges, la France étant encore en poſſeſſion des Villes de Mnns, de Namur, & de Charlerol, ils n'avnient témoigné une fidélité inébranlable pour Sa Majeſté au Siége de cette Ville principale de Benxelles. (ſoit dit ſans manqnet à la recounoiſſance qni eſt dûë aux Hauts Allez) il étoit à craindre qu'ils n'euſſent perdu en une ſeule Campagne tous les avantages, que leurs Armes victorienſes avoient remportez depuis le commencement de la derniere Guerre, laquelle, ſuivant le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 7. Septembre 170x. entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne, & leſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ils entreprirent pont reprendre les Provinces-Unies dn Païs-Bas Espagnol dans l'intention qu'elles ſervitoient de Digne, de Rempart, & de Barriere pour ſeparer, & éloigner la France des Provinces-Unies, leſdites Provinces dn Pais-Bas devant faire la ſûreté desdits Etats Généraux. ANNO 1724.

On paſſe ſons ſilence (pour ne pas remonter trop haut) les calamitez, les pertes, & les miſeres, que les mêmes Provinces ont ſouffertes durant la Guerre ruïneuſe, dans laquelle elles furent engagées en exécution du Traité d'Alliance fait à la Haye le 13. Août 1673. entre feu le Roi d'Espagne, & leſdits Etats Généraux, par lequel Traité Leurs Hautes Puiſſances reconnurent les Obligations extraordiuaires, qu'elles avoient à Sa Majeſté Catholique, & par conſequent à ſes Sujets des Païs-Bas, pour le Secours, que Sa Majeſté leur avoit fait, comme nn Prince qui s'étoit expoſé avec tant de conſtance à la ruine manifeſte, dont elles étoient ſi fort menacées par les progrès des Armes Ennemies.

Tellement qne retournant à la premiere partie de cette objection, il y auroit nne extrême dureté, poue ne pas dire une violeuce, & injuſtice manifeſte, d'exclure les Habitans desdits Païs-Bas d'une Navigation, & d'un Commerce, dont toutes les autres Nations jouiſſent paiſiblement, au préjudice de leurs anciens Droits & Privileges, dont Leurs Hautes Puiſſances de même qne ſon Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne de glor. mem. ſe ſont renduës les Garans par la Lettre, que le Prince & Duc de Marlborough, & les Deputez de Leurs Hautes Puiſſances nnt écrite aux Etats de Brabant le 26. May 1706. pour les aſſurer de la part de cette grande Reine & des Seigneurs Etats Généraux, qne Sa Majeſté le Roi notre Auguſte Monarque les maintiendroit dans l'entiere joniſſance de tous leurs anciens Droits & Privileges.

Et les Etats de Brabant ont d'autant plus de ſujet d'attendre l'effet de cette Garantie (par raport à la Liberté du Commerce aux Indes) de la grande équité, & Juſtice de Leurs Hautes Puiſſances en conſideration de l'interêt notoire, qu'elles ont à la conſervation & à la ſûreté des Païs-Bas, l'avant-mur & le rempart dn leur Républiqne contre la France, pour le ſoutien de ſûreté, qui fait le commun objet du ſusdit Traité de Barriere, étant de la derniere importance que les Places Frontieres, & autres Forteresſes en ce Païs ſoient toujours en état de défenſe, Sa Majeſté Imperiale & Catholique a bien voulu ordonner par l'Article 90. de ſon dit Octroy que tous les Deniers, qui ſont levez ſur les Marchandiſes de retour de cette nouvelle Compagnie ſoient employes principalement à pourvoir leſdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes ſortes de Munitions de Guerre, enſemble à l'entretien de leurs Ouvrages & Fortifications.

Donc pour recueillir la ſubſtance de ce Memoire en peu de paroles, on a fait voir en premier lieu, qnn l'Acte de la Ceſſion de ces Païs-Bas faite aux Archidnes Albert, & Iſabelle en 1598. lorsqne les Habitans des Provinces de Hollande & de Zelande étoient encore cenſez, & reputez par Sa Majeſté ſes leginmes Sujets dans le Cercle de Bourgogne, ne leur a procuré aucun Droit au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales, contre les Habitans des autres Provinces obéiſſantes de ces mêmes Païs.

En ſecond lieu, qne par le Traité de la Trêve pont 12. ans conclu à Anvers en 1609. ils n'ont point aqnis d'autre titre poue ce Commerce, que celui qui leur apartenoit d'ancienneté par le Droit de la Natnre & des Gens.

En 3. lieu, qne les Articles 5. & 6. dn Traité dn Paix fait à Munſter l'an 1648. ne renferment qn'une Convention reciproqne entre les Caſtillans & les Espagnols d'une part, & les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies de l'autre part, ſans enveloper les Sujets de ces Païs-Bas préſentement Autrichiens.

En 4 lieu, que le dernier Traité de la Barriere conclu à Anvers en l'an 1715. ne confirme celui de Munſter, qu'aux Articles, qui concernent le Commerce interne entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale & Cath. dans les Païs-Bas Autrichiens & ceux des Provinces-Unies, & nullement celui des Indes, dont il n'y eſt fait la moindre mention, ni des Articles qui concernent les Caſtillans & Espagnols.

Et que partant les Habitans de ces mêmes Païs, ſpecia-

ANNO 1724. ſpecialement les Brabançons ſe ſont conſervez juſques à préſent leur ancienne liberté, & le Droit des Gens, tant moderne qu'ancien, d'exercer le Commerce & la Navigation aux Indes en tous Lieux neutres & independans, ou il eſt libre aux autres Nations de negocier.

Etant inconteſtable que les Peuples desdits Païs par le non uſage du ſusdit Droit, n'en ont rien perdu, ſuivant la Juriſprudence tirée de la Loi 22. *ff. de vitâ publicâ, Vitam publicam populus non utendo amittere non poteſt.*

XXVI.

26. Avril. *Repreſentations du Roi d'*ESPAGNE *contre la Compagnie d'*OSTENDE *preſentées à Sa Majeſté Britannique par le Marquis de Pozzo-Bueno le 26. Avril* 1724.

LEs Rois d'Eſpagne avoient autrefois le pouvoir, & ont été en poſſeſſion d'exclure de la Navigation des Indes tous les Sujets de leurs Etats, excepté ceux d'Eſpagne.

Par conſequent, les *Habitans des Pais-Bas* en étoient exclus, auſſi bien que les autres. Les Rois d'Eſpagne ont maintenu ce Pouvoir dans les Négociations des Traitez de Paix ou de Tréve avec les Provinces-Unies: Enfin ces Provinces y ont conſenti par le Traité de Munſter; de ſorte que le partage des Indes étant reglé, les deux Parties étoient obligées de s'abſtenir de naviguer dans les limites l'une de l'autre.

Il s'enſuit donc, que les Provinces-Unies s'étant obligées de ne pas naviguer aux Indes, d'Eſpagne, *ont acquis en même tems le* DROIT D'EXCLURE *les Sujets des Etats d'Eſpagne*, COMME AUSSI CEUX DES PAIS-BAS ESPAGNOLS, *de naviguer dans leurs limites.*

Les choſes étant dans cet état, lorſque les Païs-Bas Eſpagnols furent cedez à l'Electeur de Baviere, *cette Ceſſion ne pouvoit aporter aucune alteration, en préjudice* AU DROIT *des Provinces-Unies*, parce qu'il n'y a pas d'aparence que l'intention du Roi d'Eſpagne fût de ſe priver de ſon Droit, en laiſſant auxdits Païs-Bas cedez, la liberté de naviguer aux Indes.

La Ceſſion que le Roi de France fit aux Etats Généraux des Provinces-Unies, au nom du Roi d'Eſpagne, *étoit ſur le même pied.* La France s'étant engagée à faire ceder leſdits Païs-Bas, par l'Electeur de Baviere, comme par les Etats Généraux, en faveur de la Maiſon d'Autriche; & cette Ceſſion n'ayant pas été faite directement, mais par l'entremiſe des Etats Généraux, comme il paroit par le Traité de Paix entre la France & les Provinces-Unies, Art. IX., *l'intention n'étoit pas de faire tort, en aucune maniere, auxdites Provinces-Unies*, d'autant plus que par le même Traité, les Etats Généraux s'engageoient que la *Maiſon d'Autriche rempliroit les conditions qui étoient déja ſtipulées:* Il eſt évident que le Roi de France s'interpoſant pour le Roi d'Eſpagne, ſon petit-fils & ſon Allié, n'avoit pas intention de rien faire qui pût être préjudiciable à l'Eſpagne, en faveur de la Maiſon d'Autriche, avec laquelle il étoit alors en Guerre.

Outre tout cela, *le* 23. *Article dudit Traité fait aſſez voir que l'intention étoit, que la Navigation aux Indes* DEMEURAT SUR LE MEME PIED *qu'elle étoit auparavant.*

C'eſt ce que prouve encore plus évidemment le Traité conclu depuis, entre l'Eſpagne & les Provinces-Unies, par lequel, Art. 30. le Traité de Munſter eſt poſé pour baze, plus particulierement par le 33. & le 34. Articles, par raport aux Indes.

Si après tout ce qui a été répreſenté à Sa Majeſté Imperiale de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, ſecondez de la maniere la plus forte par les hauts Alliez, *la Ceſſion des Païs-Bas, devoit être confirmée par l'Eſpagne*, SANS SE RESERVER EXPRESSEMENT LE DROIT EXCLUSIF *ſur la Navigation des Indes en général & ſans exception*, il s'enſuivroit que les Etats Généraux pourroient A JUSTE TITRE *demander ſatisfaction à l'Eſpagne*, pour avoir par là *fait une grande infraction au Traité de Munſter:* outre que ſe trouvant privez des effets dudit Traité, ils ſeroient diſpenſez de l'obligation reciproque, de s'abſtenir de la Navigation des Indes d'Eſpagne.

De plus, l'avenir importe du moins autant à l'Eſpagne, qu'aux Provinces-Unies; car ſur les fondemens poſez par l'Empereur, les Habitans de ſes Païs-Bas auroient autant de Droit de naviger dans les limites d'Eſpagne, que dans celle des Provinces-Unies. ANNO 1724.

Il ne faut que reflechir, d'un côté, ſur l'ample permiſſion accordée par les Octrois à la Compagnie d'Oſtende, avec la maniere dont l'Empereur s'eſt expliqué touchant la liberté prétendue, & de l'autre, ſur la vaſte étenduë des Indes d'Eſpagne, pour être convaincu, combien il eſt néceſſaire d'empêcher que des Negocians ſoutenus de la ſorte, n'y faſſent des établiſſemens, qui avec le tems pourroient ruiner ceux d'Eſpagne.

XXVII.

14. Mai. *Declaration de* LOUÏS XV. *Roi de France & de Navarre, renouvellant les Edits, Arrêts & Declarations donnés par* LOUÏS XIV. *ſon Predeceſſeur contre ſes Sujets de la Religion Reformée, voulant que la ſeule Religion Catholique Romaine ſoit exercée en ſon Royaume, & ordonnant de rigoureuſes peines contre ceux qui refuſeront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donnée à Verſailles le* 14. *Mai* 1724. [Feuille volante imprimée & publiée en France par ordre & Privilege du Roi in 4.]

LOUÏS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. De tous les grands deſeins, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul a formez dans le cours de ſon Regne, il n'y en a point que Nous ayons plus a cœur de ſuivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçû d'éteindre entierement l'Héreſie dans ſon Royaume, à quoi il a donné une application infatigable juſqu'au dernier moment de ſa vie. Dans la vûë de ſoutenir un Ouvrage ſi digne de ſon zele & de ſa pieté, auſſi-tôt que Nous ſommes parvenus à la Majorité, notre premier ſoin a été de Nous faire repréſenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conſeil qui ont été rendus ſur ce ſujet, pour en renouveller les diſpoſitions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire obſerver avec la derniere exactitude; Mais Nous avons été informez, que l'exécution en a été ralentie depuis pluſieurs années, ſur tout dans les Provinces qui ont été affligées de la Contagion, & dans leſquelles il ſe trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont cidevant fait profeſſion de la Religion prétenduë Réformée, par les fauſſes & dangereuſes impreſſions que quelques-uns d'entr'eux, peu ſincerement reunis à la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, & exciez par des mouvemens étrangers, ont voulu inſinuer ſecretement pendant notre Minorité; ce qui Nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet ſi important, Nous avons reconnu que les principaux abus qui ſe ſont gliſſez, & qui demandent un plus prompt remede, regardent principalement les Aſſemblées illicites, l'Education des Enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de profeſſer la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célebration des Mariages: ſurquoi, Nous avons réſolu d'expliquer bien diſtertement nos intentions. A ces Cauſes, de l'avis de notre Conſeil & de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & ordonné, & par ces Préſentes ſignées de notre main, diſons & ordonnons, voulons & Nous plaît.

I. Que la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ſoit ſeule exercée dans notre Royaume, Païs & Terres de notre obéïſſance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils ſoient, de faire aucun exercice de Religion, autre que ladite Religion Catholique, & de s'aſſembler pour cet effet en aucun lieu & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, à peine contre les Hommes, des Galeres perpétuelles, & contre les Femmes d'être raſées & enfermées pour toujours dans les Lieux que nos Juges eſtimeront à propos, avec Confiſcation des Biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui ſe ſont aſſemblez en armes.

ANNO 1724

II. Etant informés qu'il s'eſt élevé, & s'éleve journellement dans notre Royaume plusieurs Prédicans, qui ne ſont occupez qu'à exciter les Peuples à la Revolte, & les détourner des Exercices de la Réligion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ordonnons que tous les Prédicans qui y auront convoqué des Aſſemblées, qui y auront prêché, ou fait aucunes fonctions, ſoient punis de mort, ainſi que la Déclaration du Mois de Juillet 1686. l'ordonne pour les Miniſtres de la Religion prétenduë Réformée, ſans que ladite peine de mort puiſſe à l'avenir être reputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir leſdits Miniſtres ou Prédicans, de leur donner retraite, ſecours & aſſiſtance, d'avoir directement ou indirectement aucun Commerce avec eux: Enjoignons à ceux qui en auront connoiſſance, de les dénoncer aux Officiers des Lieux, le tout à peine, en cas de contravention, contre les Hommes, des Galeres à perpetuité, & contre les Femmes, d'être raſées & enfermées pour le reſte de leurs jours dans les Lieux que nos Juges eſtimeront à propos, & de Confiſcation des Biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets, & nntamment à ceux qui ont ci devant profeſſé la Religion prétenduë Réformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, de faire baptiſer leurs Enfans dans les Egliſes des Paroiſſes où ils demeurent, dans les 24. heures après leur naiſſance, ſi ce n'eſt qu'ils ayent obtenu la permiſſion des Archevêques ou Evêques Dioceſains de differer les cérémonies du Baptême pour des raiſons conſiderables: Enjoignons aux Sages-Femmes & autres perſonnes qui aſſiſtent les Femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curez des Lieux de la naiſſance des Enfans, & à nns Officiers & à ceux des Sieurs qui ont la Haute Juſtice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, ſuivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'Education des Enfans de ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion Prétenduë Reformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, voulons que l'Edit du Mois de Janvier 1686, & les Déclarations des 13 Decembre 1698, & 16. Octobre 1700., ſoient exécutées en tout ce qu'elles contiennent; & en y ajoûtant, Nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs Enfans hors du Royaume, & à moins qu'ils n'en ayent obtenu de Nous nne permiſſion par écrit ſignée de l'un de nos Secretaires d'Etat, laquelle Nous n'accorderons qu'après que Nous aurons été ſuffiſamment informez de la Catholicité des Peres & Meres, & ce à peine, en cas de contravention, d'une amende, laquelle ſera reglée à proportion des Biens & Facultez des Peres & Meres desdits Enfans, & néanmoins ne pourra être moindre que de la Somme de ſix mille Livres & ſera continuée par chaque année que leursdits Enfans demeureroient en Pais étrangers, au préjudice de nos défenſes; à quoi Nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il ſoit établi, autant qu'il ſera poſſible, des Maîtres & des Maîtreſſes d'Ecole, dans toutes les Paroiſſes où il n'y en a point, pour inſtruire tous les Enfans de l'un & de l'autre ſexe, des principaux myſteres & devoirs de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, les conduire à la Meſſe tous les jnurs nuvriers, autant qu'il ſera poſſible, laur donner les inſtructions dont ils ont beſoin ſur ce ſujet, & avoir ſoin qu'ils aſſiſtent au Serviee Divin les Dimanches & les Fêtes, comme auſſi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir beſoin, le tout ainſi qu'il ſera ordonné par les Archevêques, en conformité de l'Article XXV. de l'Edit de 1695. concernant la Juriſdiction Eccleſiaſtique: Voulons à cet effet que dans les Lieux où il n'y anra pas d'autres fonds, il puiſſe être impoſé ſur tous les Habitans, la Somme qui manquera pour l'établiſſement desdits Maîtres & Maîtreſſes juſqu'à celle de cent cinquante Livres par an pour les Maîtres, & de cent Livres pour les Maîtreſſes, & que les Lettres ſur ce néceſſaires ſoient expediées ſans frais, ſur les avis que les Archevêques & Evêques Dioceſains, & les Commiſſaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, Nous en donneront.

VI. Enjoignons à tous les Peres, Meres, Tuteurs & autres perſonnes qui ſont chargées de l'éducation des Enfans, & nommément de ceux dont les Peres ou les Meres ont fait profeſſion de la Religion prétenduë Reformée, ou ſont nez de Parens Religionnaires, de les envoyer aux Ecoles & aux Catechiſmes juſqu'à l'âge de quatorze ans, même pour ceux qui ſont au-deſſus de cet âge juſqu'à celui de vingt ans, aux inſtructions qui ſe font les Dimanches & les Fêtes, ſi ce n'eſt que ce ſoient des perſonnes de telle condition qu'elles puiſſent & qu'elles doivent les faire inſtruire chés elles, ou les envoyer au College, ou les mettre dans des Monaſteres ou Communautez regulieres; enjoignons aux Curez de veiller avec une attention particuliere ſur l'inſtruction desdits Enfans dans leurs Paroiſſes, même à l'égard de ceux qui n'iront pas aux Ecoles: Exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques de s'en informer ſoigneuſement; ordonnons aux Peres & autres qui en ont l'éducation, & particulierement aux Perſonnes les plus conſiderables par leur naiſſance ou en leurs Emplois de leur repréſenter les Enfans qu'ils ont chez eux, lorsque les Archevêques l'ordonneront dans le cours de leurs viſites, pour leur rendre compte de l'inſtruction qu'ils auront reçûë touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la Haute-Juſtice, de faire toutes les diligences, perquiſitions, & Ordonnances néceſſaires pour l'execution de notre volonté à cet égard, & de punir ceux qui ſeroient négligeos d'y ſatisfaire, on qui auroient la témerité d'y contrevenir de quelque maniere que ce puiſſe être, par des condamnations d'amende qui ſeront exécutées par proviſion, nonobſtant l'appel, à telles ſommes qu'elles puiſſent monter.

VII. Pour aſſurer encore plus l'exécution de l'Article précedent, voulons que nos Procureurs, & ceux des Sieurs Hauts Juſticiers ſe faſſent remettre tous les Mois par les Curez, Vicaires, Maîtres ou Maîtreſſes d'Ecoles, on autres qu'ils chargeront de ce ſoin, un état exact de tous les Enfans qui n'iront pas aux Ecoles, ou aux Catechiſmes & inſtructions, de leurs noms, âges, ſexes, & des noms de leurs Peres & Meres, pour faire enſuite les pourſuites néceſſaires contre les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs, ou autres chargez de leur éducation, & qu'ils ayent ſoin de rendre compte, au moins tous les ſix Mois, à nos Procureurs Généraux, chacun dans leur Reſſort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les inſtructions néceſſaires.

VIII. Les ſecours ſpirituels n'étant en aucun tems plus néceſſaires, ſur tout à ceux de nos Sujets qui ſont nouvellement réunis à l'Egliſe que dans les occaſions de Maladies où leur Vie & leur Salut ſont également en danger, voulons que les Medecins, & à leur défaut les Apoticaires & Chirurgiens qui ſeront appellez pour viſiter les Malades, ſoient tenus d'en donner avis aux Curez ou Vicaires des Paroiſſes dans leſquelles leſdits Malades demeureront, auſſi-tôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuſe, s'ils ne voyent qu'on les y ait appellez d'ailleurs, afin que leſdits Malades, & nommément nos Sujets nouvellement réunis à l'Egliſe, puiſſent en recevoir les avis & les conſolations ſpirituelles dont ils auront beſoin, & le ſecours des Sacremens, lorsque leſdits Curez ou Vicaires trouveront leſdits Malades en état de les recevoir: Enjoignons aux Parens, Serviteurs & autres Perſonnes qui ſeront auprés desdits Malades, de les faire entrer auprés d'eux, & de les recevoir avec la bienſéance convenable à leur caractere; & voulons que leſdits Medecins, Apoticaires & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui eſt de leur devoir à cet égard, & pareillement les Parens, Serviteurs & autres qui ſont auprés desdits Malades, qui auront refuſé auxdits Curez ou Vicaires, ou Prêtres envoyez par eux, de leur faire voir leſdits Malades, ſoient condamnez en telle amende qu'il appartiendra, même les Medecins, Apoticaires, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout ſuivant l'exigence des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curez, Vicaires & autres qui ont la charge des Ames, de viſiter ſoigneuſement les Malades, de quelque état & qualité qu'ils ſoient, nocamment ceux qui ont ci-devant profeſſé la Religion prétenduë Reformée, ou qui ſont nez de Parens qui en ont fait profeſſion, de les exhorter en particulier & ſans témoins, à recevoir les Sacremens de l'Egliſe, en leur donnant à cet effet toutes les inſtructions néceſſaires, avec la prudence & la charité qui convient à leur miniſtere, & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis ſalutaires, leſdits Malades refuſent de recevoir les Sacremens qui leur ſeront par eux offerts, & déclarent enſuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétenduë Réformée, & qu'ils

ANNO 1724.

ANNO 1714. & qu'ils perſiſtent dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur Maladie, voulous que s'ils viennent à recouvrer la ſanté, le Procès leur ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaus à la requête de nos Procureurs, & qu'ils ſoient condamnez au banniſſement à perpétuité, avec confiſcation de leurs Biens & dans les Païs où la confiſcation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs Biens; ſi au contraire ils meurent dans cette malheureuſe diſpoſition, Nous ordonnons que le Procès ſera fait à leur mémoire par nosdits Baillifs & Sénéchaux, à la requête de nos Procureurs en la forme prescrite par les Articles du Titre XXII. de notre Ordonnance du Mois d'Août 1670. pour être leurdite mémoire condamnée avec confiſcation de leurs Biens, dérogeant aux autres peines portées par la Declaration du 29. Avril 1686. & de celles du 8. Mars 1715., leſquelles ſeront au ſurplus exécutées en ce qui ne ſe trouvera contraire au préſent Article; Et en cas qu'il n'y ait point de Bailliage Royal dans le lieu où le fait ſera arrivé, nos Prevôts & Juges Royaux, & s'il n'y en a pas, les Juges des Sieurs qui y ont la Haute Juſtice, en informeront & envoyeront les informations par eux faites aux Greffes de nos Baillages & Sénéchauſſées d'où reſſortiſſent lesdits Juges, ou qui ont la connoiſſance des cas Royaux dans l'étenduë desdites Juſtices, pour y être procedé à l'inſtruction & au Jugement du Procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement.

X. Voulons que le contenu au précedent Article ſoit exécuté ſans qu'il ſoit beſoin d'autre preuva pour établir la crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le Malade des Sacremens de l'Egliſe offerts par les Curez, Vicaires, ou autres ayant la charge des ames, & la Déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci deſſus, & ſera la preuve dudit refus & de ladite Déclaration publique établie par la dépoſition desdits Curez, Vicaires ou autres ayant la charge des ames, & de ceux qui auront été préſens lors de ladite Déclaration, ſans qu'il ſoit néceſſaire que les Juges du lieu ſe ſoient transportez dans la Maiſon desdits Malades, pour y dreſſer Procès Verbal de leur refus & Déclaration, & ſans que lesdits Curez ou Vicaires qui auront viſité lesdits Malades, ſoient tenus de requerir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la Déclaration qui leur aura été faite, dérogeant à cet égard aux Déclarations des 29. Avril 1686. & 8. Mars 1715., en ce qui pourra être contraire au préſent Article & au précedent.

XI. Et attendu que Nous ſommes informez, que ce qui contribuë le plus à confirmer on à faire retomber lesdits Malades dans leurs anciennes erreurs, eſt la préſence & les exhortations de quelques Religionnaires cachez qui les aſſiſtent ſecrettement en cet état, & abuſent des préventions de leur Enfance & de la foibleſſe où la maladie les reduit, pour les faire mourir hors du ſein de l'Egliſe, Nous ordonnons que le Procès ſoit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaus, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, à ceux qui ſe trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la Haute Juſtice dans les Lieus où le fait ſeroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchauſſée Royale dans lesdits Lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme ci-deſſus, pour être les Procès continué par nos Baillifs & Sénéchaus, & les coupables condamnez; ſavoir, les Hommes aux Galeres perpetuelles ou à tems, ſelon que les Juges l'eſtimeront à propos, & les Femmes à être raſées & renfermées dans les Lieus que nos Juges ordonneront, à perpetuité ou à temps, ce que Nous laiſſons pareillement à leur prudence.

XII. Ordonnons que ſuivant les anciennes Ordonnances des Rois nos Prédeceſſeurs, & l'uſage obſervé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçû en aucune Charge de Judicature dans nos Cours, Baillages, Sénéchauſſées, Prévôtez & Juſtices, ni dans celles des Hauts Juſticiers, même dans les Places de Maires & Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville ſoit qu'ils ſoient établis en titre d'Office, ou qu'il y ſoit pourvû par élection, ou autrement, enſemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires, Huiſſiers & Sergens de quelque Juriſdiction que ce puiſſe être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, ſoit en titre ou par commiſſion, même dans les Offices de notre Maiſon & Maiſons Royales ſans avoir une atteſtation du Curé, ou en ſon abſence, du Vicaire de la Paroiſſe, dans laquelle ils demeurent, de leurs bonne vie & mœurs, enſemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine. ANNO 1714.

XIII. Voulons pareillement que les Licences ne puiſſent être accordées dans les Univerſitez du Royaume, à ceux qui auront étudié en Droit ou en Medecine, que ſur des atteſtations ſemblables que les Curez leur donneront, & qui ſeront par eux repréſentées à ceux qui leur doivent donner lesdits Licences; desquelles atteſtations il ſera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur ſeront expediées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins aſſujettir à cette regle les Etrangers qui viendront étudier & prendre des dégrez dans les Univerſitez de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26. Fevrier 1680., & à l'Edit du Mois de Mars 1707., les dégrez par eux obtenus ne pourront leur ſervir dans notre Royaume.

XIV. Les Medecins, Chirurgiens, Apoticaires & les Sages-Femmes, enſemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être auſſi admis à exercer leur Art & Profeſſion dans aucun Lieu de notre Royaume, ſans rapporter une pareille atteſtation, de laquelle il ſera fait mention dans les Lettres qui leur ſeront expediées, même dans la Sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter Serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV. Voulons que les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédeceſſeurs ſur le fait des Mariages, & nommément l'Edit du Mois de Mars 1697., & la Déclaration du 15. Juin de la même année ſoient exécutez ſelon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'obſerver dans les Mariages qu'ils voudront contracter, les ſolemnitez prescrites tant par les Saints Canons, reçûs & obſervés dans ce Royaume, que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout ſous les peines qui y ſont portées & même de ponition exemplaire, ſuivant l'exigence des cas.

XVI. Les Enfans Mineurs, dont les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs ſont ſortis de notre Royaume & ſe ſont retirez dans les Païs étrangers pour cauſe de Religion, pourront valablement contracter Mariage, ſans attendre ni demander le conſentement de leursdits Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs abſens, à condition néanmoins de prendre le conſentement & avis de leurs Tuteurs ou Curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; ſinon, il leur en ſera créé à cet effet, enſemble de leurs Parens ou Alliez, s'ils en ont, ou au défaut des Parens & Alliez, de leurs Amis ou Voiſins: Voulons à cet effet qu'avant de paſſer outre au Contrat & celebration de leur Mariage, il ſoit fait devant la Juge Royal des Lieus où ils ont leur domicile, en préſence de notre Procureur, & s'il n'y a point de Juge Royal, devant le Juge ordinaire desdits Lieus, le Procureur Fiſcal de la Juſtice preſent, une aſſemblée de ſix des plus proches Parens ou Alliez, tant Paternels que Maternels, faiſans l'exercice de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, outre le Tuteur, ou le Curateur desdits Mineurs; & au défaut de Parens ou Alliez, de ſix Amis ou Voiſins, de la même qualité, pour donner leur avis & conſentement, s'il y échet, & ſeront les Actes pour ces néceſſaires expediez ſans aucuns frais, tant de Juſtice que de Sceau, Contrôle, Inſinuations ou autres: & en cas qu'il n'y ait que le Pere ou la Mere desdits Mineurs qui ſoit ſorti du Royaume, il ſuffira d'aſſembler trois Parens ou Alliez du côté de celui qui ſera hors du Royaume, ou à leur défaut, trois Voiſins ou Amis, leſquels avec le Pere ou la Mere qui ſe trouvera préſent, & le Tuteur ou Curateur, s'il y en a autre que le Pere ou la Mere, donneront leurs avis & conſentement, s'il y échet, pour le Mariage propoſé, duquel conſentement dans tous les cas ci-deſſus marquez, il ſera fait mention ſommaire dans le Contrat de Mariage, qui ſera ſigné par lesdits Pere ou Mere, Tuteur ou Curateur, Parens, Alliez, Voiſins ou Amis, comme auſſi ſur le régiſtre de la Paroiſſe, où ſe ſera la célebration dudit Mariage; le tout ſans que lesdits Enfans audit cas puiſſent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les Enfans de Famille qui ſe marient ſans le conſentement de leurs Peres & Meres; à l'effet dequoi Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard ſeulement auſdites Ordon-

ANNO 1724. Ordonnances, lesquelles seront au surplus exécutées selon leur forme & teneur.

XVII. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver que leurs Enfans & ceux dont ils seront Tuteurs ou Curateurs se marient en Pais étrangers, soit en signant les Contrats qui pourroient être faits pour parvenir auxdits Mariages, soit par Acte antérieur ou postérieur, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, sans notre permission expresse & par écrit, signée par l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens, à peine des Galeres à perpetuité, contre les Hommes, & de banniſſement perpetuel contre les Femmes, & en outre de confiscation des Biens des uns & des autres, & on la confiscation n'auroit pas lieu, d'une amende qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs Biens.

XVIII. Voulons que dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des Biens de ceux qui l'auront encourue, suivant les differentes dispositions de notre présente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que sur les Biens situez dans les Pais où la confiscation n'a pas lieu, ou sur ceux nos sujets à confiscation ou qui ne seront pas confisquez à notre profit, il sera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits Biens, laquelle amende tombera ainsi que les Biens confisquez, dans la régle des Biens des Religionaires absens, pour être employez avec le Revenu desdits Biens à la subsistance de ceux de nos Sujets nouvellement réünis qui auront besoin de ce secours, ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles soient, qui seront prononcées contre les contrevenans à notre présente Déclaration, sans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puissent rien prétendre. Si donnons en Mandement à nos amez & féaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils ayent à faire lire, publier & régitrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. Donnée à Versailles le 14. Mai 1724, & de notre Régne neuviéme. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*, par le Roi, Dauphin, Comte de Provence, PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, ouï & ce requerant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour être lûës, publiées & régitrées: Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 31. *Mai* 1724.

Signé, YSABEAU.

XXVIII.

1. Juill. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la suppression d'un Livre écrit & publié en Langue Françoise pour le soutien de l'*Infaillibilité du Pape, *avec le Discours de l'Avocat du Roi, requerant cette suppression. A Paris le* 1. *Juillet* 1724. [Copie imprimée.]

CE jour, les Gens du Roi sont entrez, & M. Pierre Gilbert, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, a dit:

MESSIEURS,

NOus sommes informez, qu'il se répand dans le Royaume, & à *Paris* même, un Livre intitulé, *Traité Théologique sur l'Autorité & l'Infaillibilité des Papes*, qui parolt imprimé depuis peu à *Luxembourg*, sous le nom de Frere *Mathieu Petitdidier*, Religieux Benedictin de la Congrégation de *St. Vanne*.

A la vûë de cet Ouvrage, il ne nous est pas permis de demeurer dans le silence. Tout ce qui s'éleve contre les Maximes consacrées sur cette matiere par nos Loix, exige notre vigilance & notre zele, & vous verrez, *Messieurs*, par la nature du nouvel Ecrit que nous venons vous déferer, qu'il n'y en eut jamais de plus digne de votre Censure. ANNO 1724.

Son objet est d'établir les principes les plus opposez à la Doctrine de la *France*; l'Infaillibilité des Papes dans les décisions sur les Matieres de Foi, leur pleine Puissance, leur Souveraineté sur toute l'Eglise, leur Superiorité sur les Conciles generaux, leur Empire sur les Evêques, qui selon l'Auteur tiennent du Pape leur Pouvoir, & non pas immédiatement de JESUS-CHRIST même.

C'est la Doctrine que l'Auteur propose par tout, & peut-être voudroit-il en inspirer une encore plus dangereuse. En plus d'un endroit il semble insinuer le Pouvoir du Pape sur le Temporel, soit en abusant des expressions d'un Pere de l'Eglise pour lui faire dire que Notre Seigneur a donné *au Royaume à St. Pierre*, soit en rapportant sans limitation & sans correctif les paroles d'un Auteur trop prévenu pour la Cour de *Rome*, qui portent (du moins dans sa Traduction) que *St. Pierre* a reçû de JESUS-CHRIST *l'Empire du Ciel & de la Terre*.

Ce n'est pas un simple Traité Théologique comme le titre l'annonce d'abord. C'est une attaque de dessein formé contre nos Maximes, un Ouvrage composé expressément contre l'Eglise Gallicane & contre la *France*: jusques-là que l'Auteur se fait un mérite de combattre la Doctrine qu'il a professée lui-même, & qui de son aveu est regardée parmi nous *comme une Loi de l'Etat*.

C'est en vain qu'encore plus éloignez de la Revolte des Sectaires que de la Servitude des Ultramontains, nous révérons dans le St. Siege les prérogatives d'une juste Primauté, le centre de l'Episcopat, le lien inviolable & permanent de l'Unité, fondé sur l'Institution de Dieu même; & qu'en la Personne du Pape Nous reconnoissons avec respect le Successeur de *St. Pierre*, le Chef des Evêques, entre lesquels il tient le même rang que *St Pierre* entre les autres Apôtres. Cet Ecrivain passionné daigne à peine nous souffrir au nombre des Orthodoxes, si nous ne souscrivons à l'Infaillibilité & à la Monarchie absolue du Pape. *On ne peut*, ce sont ces termes, *rejetter ce sentiment ni le contredire, sans tomber dans une Erreur contre la Foi*, & si l'on ne doit pas traiter d'Héretiques ceux qui le combattent, c'est seulement parce que le Dogme n'a pas encore été expressément décidé.

Si on l'écoute, la Doctrine de l'Infaillibilité est celle *de tous les Pays & de tous les Siecles. Les* Grecs *l'ont professée comme les* Latins, *les* François *comme les* Italiens . . . *en un mot, c'est la Doctrine de toute l'Eglise.* Elle est fondée sur l'Ecriture, elle est claire dans toute la suite de la Tradition, à commencer dès le tems des Apôtres: Elle éclate dans les monumens des premiers Siecles, & entr'autres dans les Actes des premiers Conciles généraux. Si les Papes ont assemblé des Conciles, *ce n'a pas été*, dit-il, *pour persuader les Catholiques, mais pour convaincre plus pleinement les Héretiques qui ont accoûtumé de reclamer les Conciles généraux lorsque le St. Siege les a condamnez.* C'est *pour y porter la Loi* que les Papes ont envoyé leurs Légats à ces saintes Assemblées. Le sentiment de la *France* est un sentiment nouveau, inconnu à toute l'Antiquité. Les Evêques de *France* qui ont composé l'Assemblée de 1682., ont abandonné sur ce point l'ancienne Tradition de leurs Eglises.

Mais de quelle maniere essaye-t-il de prouver des Propositions si hardies? C'est tantôt en donnant pour preuve ce qui n'établit rien moins que ce qu'il avoit avancé, tantôt en éludant par quelques vains détours les conséquences les plus claires de ce qu'il ne peut contester, & tantôt en forçant le sens d'une foule de Passages qu'il altere & qu'il dégnise sous prétexte de les expliquer. Quelquefois il passe sous silence l'objection qu'il ne peut résoudre, & quelquefois il affecte de la négliger après qu'il se l'est opposée. Il fait plus, il mépriſe ses Lecteurs jusqu'à appuyer son Système sur des Témoignages formels contre lui. Nous ne disons rien qu'on ne puisse découvrir par une Lecture attentive.

L'imprudence & l'indiscretion sont repandues dans tout l'Ouvrage. L'Auteur n'y fait point de scrupule de prêter des Armes au Schisme & à l'Hérésie contre les Orthodoxes qui n'admettent pas ses sentimens. Sous prétexte de terminer les dernieres Divisions par le principe de l'Infaillibilité, il les renouvelle en effet, & ne craint point d'aigrir le mal par le remede. Ne pouvons-nous pas ajoûter qu'il compromet les Droits Sacrez

du

ANNO 1724. du St. Siege, en les confondant témerairement avec les prétentions ambitieuſes de ſes Partiſans trop zelez?

Mais, plus il affecte de les contondre, plus nous devons les diſtinguer. Si nous oppoſons à l'excès des Opinions Ultramontaines, la Barriere des ſaines Maximes conſervées fidellement par nos Peres; Nous faiſons gloire à leur exemple d'un attachement éclairé & d'un zele religieux pour les juſtes prééminences du St. Siege. C'eſt par cette conduite que la *France* s'eſt diſtinguée de tout tems. Son reſpect augmenteroit, s'il étoit poſſible, ſous un Pape dont l'exaltation fait en ce moment la joye de l'Égliſe, & dont les Vertus révérées de tous les Fideles répondent de l'uſage légitime & des ſalutaires effets de ſon Pouvoir.

C'eſt, *Meſſieurs*, ſans perdre de vûë ces ſentimens, que nous nous élevons contre un Ouvrage, dont la témerité n'eſt propre qu'à inquieter les Eſprits, qu'à ſemer d'immortelles Diviſions, & qu'à faire éclore des Nouveautez dangereuſes. C'eſt l'Eſprit des Concluſions que nous avons priſes, & que nous laiſſons à la Cour avec un Exemplaire dont nous demandons la condamnation.

Les Gens du Roi retirez, &c.

LA COUR *ordonne que ledit Livre ſera ſupprimé comme contraire aux Maximes du Royaume, aux Principes qui doivent ſervir de Regle à la diſtinction de la Puiſſance Eccléſiaſtique & de la Puiſſance Séculiere, & à l'Ordre Hierarchique, comme ſcandaleux, ſéditieux, témeraire, contraire à l'Autorité Royale, & injurieux au Clergé de* France: *Enjoint à tous ceux qui en auroient des Exemplaires, de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être ſupprimez: Fait défenſes à toutes Perſonnes de les retenir, vendre & débiter: Permet au Procureur-Général du Roi d'informer contre les Auteurs, Libraires, Imprimeurs & Diſtributeurs, par devant Maître Guillaume Menguy, Conſeiller, pour les Témoins qui pourroient être entendus dans cette Ville de* Paris, *& par devant le premier Officier de Police des Lieux pour ceux qui pourroient y être entendus, pourſuite & diligence des Subſtituts du Procureur Général du Roi ès dits Sieges, pour les informations faites & rapportées, & communiquées au Procureur-Général du Roi, être ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne que le préſent Arrêt ſera lû, publié & affiché par tout où beſoin ſera, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchauſſées du Reſſort, pour y être lûës, publiées, enregiſtrées & affichées: Enjoint aux Subſtituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois. Fait en Parlement le premier Juillet* 1724.

Signé, DUFRANC.

XXIX.

6. Sept. *Decret de* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne par lequel il declare qu'aux inſtances du Conſeil Royal de Caſtille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre* 1724. [Simple Copie & Traduction.]

AYant fait attention à tout ce que le Conſeil Royal de Caſtille m'a repreſenté par la ſupplique qu'il vient de me faire & par celle qu'il m'a remis le 4. de ce Mois; quoi que j'euſſe pris une ferme reſolution de ne point quiter ma retraite pour quelque motif que ce pût être; cependant je n'ai pû reſiſter aux inſtances que m'a faites ce Conſeil, pour me determiner à reprendre le Gouvernement de cette Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Et comme il m'a repreſenté que j'étois indiſpenſablement obligé de le faire par des raiſons de Juſtice & de conſcience, j'ai reſolu tant à cauſe du cas que je fais de ſes Avis, qu'à cauſe du Zele ſincere & conſtant des Miniſtres qui le compoſent. de me ſacrifier au bien commun de la Monarchie & des Peuples mes Sujets, & d'en reprendre le Gouvernement, comme Roi & Seigneur naturel, me reſervant, ſi Dieu me conſerve la vie, de remettre ce Gouvernement à Don Ferdinand Prince des Aſturies mon Fils aîné, lors qu'il aura l'âge competent, & la capacité ſuffiſante pour en eſtre chargé, pourvû qu'il n'y ait point alors de raiſons aſſez fortes pour retarder ou empêcher mon abdication. Je conſens auſſi que l'on convoque inceſſamment les Eſtats pour y reconnoître l'Infant D. Ferdinand en qualité de Prince des Aſturies, & pour lui faire les Sermens accoutumés comme Heritier préſomtif de la Couronne. Donné à Madrid le 6. Septembre 1724. ANNO 1724.

MOI LE ROI.

XXX.

30. Oct. *Decretum S. R. Majeſtatis* POLONICÆ *Aſſeſſoriale, contra Magiſtratum, & Communitatem Civitatis* THORUNENSIS, *quâ in reparationem varioram Exceſſuum in Collegio Patrum Jeſuitarum per Plebem licentioſam perpetratorum, cum effractione forium, ſubverſione Cathedraram, Sellarum, Fornacum, immo & Altarium, nec non dilaceratione & combuſtione aliquarum Imaginum, Nobiles & Spectabiles* RESNER *Præſidens ac* ZERNEK *Vice-Præſidens Thoranenſes ad ultimum ſupplicium condemnantur, & complures alii Cives ad varia ſupplicia deſtinantur. Templum ibidem Beatæ Mariæ Virginis per Acatholicos antea poſſeſſum Patribus Bernardinis adjudicatur, & Magiſtratus Civitatis dimidiatim ta gratiam Catholicorum describitur &c. Actum Varſoviæ ſub tempus Comitiorum Regni Generaliam, feria ſecunda poſt Feſtum SS. Simonis & Judæ Apoſtolorum, die* 30. *Menſis Octobris Anno Domini* 1704. *Regni vero* XXVIII. [Sur la Copie imprimée à Varſovie.]

AUGUSTUS SECUNDUS, Dei gratia REX Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czernichoviæque nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps Elector.

Significamus præſentibus Literis Noſtris quorum intereſt Univerſis & ſingulis: intereſſiſſe antea Decretum Noſtrum Aſſeſſoriale, inter Generoſum Inſtigatorem Regni ejusque Delatores, Religioſos Caſimirum Czyzewski Rectorem, Laurentium Marczewski Vice-Rectorem, Caſimirum Klimecki, Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolánski, Fratres, & totum Collegium Societatis Jesu Thorunenſe Actores ab una, atque Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgravium, Godefredum Resner Præſidem, Proconſules, Conſules, & Ordines, totumque Magiſtratum & Communitatem Civitatis Thorunenſis, Citatos parte ex altera, Idque in Cauſa & actione ipſis inſtituta pro eo: Quia illi malevolo animo, odioque Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, in Regno Noſtro Catholiciſſimo degentes, contra Leges Divinas & humanas, Conſtitutionesque ejusdem Regni Noſtri procedendo, non contenti anterioribus auſibus violentis, recenter nacti occaſionem, quòd ſub tempus Proceſſionis cum Venerabili Sacramento, in Feſto Beatiſſimæ Mariæ Virginis, de Monte Carmelo, in Cæmeterio Eccleſiæ Sancti Jacobi Apoſtoli, Deo dicatarum Virginum Ordinis Sancti Benedicti, ipſo die Dominico Thorunii celebratæ, cuidam Puero Diſſidenti Ceremonias Eccleſiæ irridenti, irreverenterque ſe gerenti, galerum Polonus Studioſus, zelo cultus Divini ductus dejecerit, ſtatim abſoluta Proceſſione in Cæmeterio per licentioſos Cives enormiter idem Studioſus converberatus, & obſanguinolatos, eſt tandem ex Loco Sacro violenter, & jam per Milites extractus, per plateas ductus, & Carceri ac Cuſtodiæ Militari, uti & poſtridie alter innocuus Studioſus Polonus manciparus, & injectus eſt, & cùm ad plura poſtulatara Juventutis Polonæ ut ea libertati redderetur, imò contumelioſiſſimè ambo tractarentur, Gymnaſiſta quoque heterodoxæ fidei in recompenſam Captivorum ductum prædictorum Studioſorum ad Scholas, inſciis Religioſis Actoribus, non tamen cum tumultu, neque cum ignominia nociva, à Studioſis Polonis introductus eſſet, plebem licentioſam ut cum armis variis & Bombardis parati eſſent, turmatim ſub pœnis pecuniariis convocari fecerant, in quem finem & Portas Civitatis ſolito citiùs tempore claudi juſſerunt,

ANNO 1724. runt, & quoliter Plebs procedere deberet, ad inferendam ſtatui Spirituali, & locis Privilegiatis, nempe Cæmeterio, Scholis, & Collegio, prædictorum Actorum, violentiam malitiosè inſtruxerunt, unde factum eſt, quòd eadem licentioſa & ſeditioſa Plebs, taliter in depreſſionem ſtatus Spiritualis, & violationem immunitatum inſtructa, Citatorum ſcitu, juſſu, Mandato, & ſubordinatione nec non conniventia, animo feroci atque crudeli, (etſi jam ad requiſitionem Secretarii Civitatis, Gymnaſiſta ex Schola liberè dimiſſus fuerit) eò ferventiùs, quia Sol ad occaſum vergere & tenebræ ſceleri patrocinari videbantur, pene ad vim inferendam & patrandum nefandum auſum armata, toto mente & corpore pro tunc furorem ſpirans, poſt egreſſum Secretarii, ſimul cum Gymnaſiſta (nam eidem ad manus redditus) plane ex conducto & de Induſtria, magno cum impetu in aſſiſtentia Militum Civitatis & explanatione Bombardarum, pro ſecuritate ſui criminis majorique facilitate ad invadendum & deprædandum, foribus primò Scholarum ſecuribus exciſis, ſe effractis, caterватim armataque manu aggreſſi Scholas omnes & Aulam publicam invaſerunt, omnia funditus inverterunt, ſcamna, cathedras, ſellas, fornices, feneſtras, fores ad ultimam particulam concuſſerunt, confregerunt, diſſecuerunt, & globis plumbeis trajecerunt, quod autem magis execrandum eſt, nec Imaginibus Chriſti Crucifixi, ne DEIPARÆ, nec non aliorum Sanctorum, pepercerunt, & quod nec Barbari nec Ethnici facerent, id Thorunenſes in Regno Catholiciſſimo impiè facere auſi ſunt, in honorem DEI, Beatiſſimæ, & Sanctorum ſacrilegè ſæviendo, pedes Crucifixi amputando, Altaria duo, unum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, affabre & de novo elaboratum eruntumque in Congregatione Minori Sodalium, alterum Annuntiatæ Virginis in Congregatione Majori, in partes ſecuribus & aſciis ſcindendo, ita ut vix locus ſuperſit, ubi altare ſecundum fuerit, Icones plurimas Chriſti Crucifixi, Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, & Sanctorum, aliis dilacerando, alias gladiis confodiendo, alias ſecuribus ſcindendo, & ne impia crudelitas Sacrilego auſui finem imponeret, (licetſi manus ſcribendo tremat, & ambæ ad auditum tinniant aures) Imagines Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis, Sancti Franciſci Xaverii & aliorum Sanctorum, in publicam Plateam iofolenter ne temerariè exportarunt eum ſubſannationibus, illuſionibus, vociferationibus & blaſphemiis, linguâ procaci effrenatis in omnem malitiam plenis buccis ac rodentibus Theoninis dentibus, acſi eaninis ædendo, carpendo, & contaminando, hoc eſt contra honorem DEI, DEIPARÆ & Sanctorum Conjurati, tamultuoſi Aggreſſores, perſecutores Fidei Sanctæ Romanæ Catholicæ, Terræ alliſerunt, circaque imagines illas in Terra proſtratas, incendio facto, ſalvis indecentes ad normam Paganiſmi exercendo, blaſphemando in DEUM & Beatiſſimam, malitioſiſſimi Tumultuarii, plurimas easdem Imagines, veſanis addixerunt flammis & concremarunt, cum Summa injuria Honoris DEIPARÆ, blaterando, inter cætera *Bronze fia teraz Dziewczko* Vivat MARIA &c. nec his contenti, auſum auſui, ſcelus ſceleri addiderunt, dum eodem cum furore ac omni genere Armorum violenti Aggreſtores, hoſtiliter exciſis & effractis foribus, ſeu Janua Collegii, in ipſum Collegium jam profunda nocte tumultuatim irruerunt, cum ſtrictis acinacibus, ſecuribus, aſciis, Bombardis longioribus, & brevioribus, aliisque Armis, facibus & candelis accenſis cum periculo lucendii, bis de induſtria intentati, ibidemque in parte inferiori Collegii, omnes feneſtras, jam Ambulacri quàm Cubiculorum uti & fornaces, fores, concuſſerunt, cubicula Suppellectili, ne re veſtiariâ fermè totâ, imò & pecuniâ ſpoliarunt, in vimque prædæ ac turpis lucri, eandem retinuerunt & retinent, Imagines plurimas Chriſti Domini, DEIPARÆ, ne Sanctorum in circuitu Corridoriorum, ſigois illicitis deſperierunt, aliquas in partes lacerarant, aliquas gladiis confixerunt, alias ſecuribus & aſciis ſecuerunt, alias globis de ſclopetis trajecerunt, alias Pedibus conculcarunt, & in minutiſſimas attriverunt partes, Oratorium in ſuperiori parte Collegii, ejuſque ſcalptorium elegantem ſtruxerant, multas in partes ſciderunt, ſecuerunt, & detruncarunt, ipſum Venerabile ex Tabernaculo in ſummum opprobrium Fidei Noſtræ jam ejiciendum erat à Tumultuariis, niſi cujusdam Religioſi precibus flecterentur, quem tamen, & alios Religioſos violenter concuſſerunt, & ſauciarunt, Hypocauſtum commune uti & aliqua ſuperiora Cubicula, effractis foribus vaſtarunt, feneſtras exſecuerunt, fornaces & fores globis trajecerunt; Milites Noſtros Præſidiarios ſupervenientes pro ſedando Tumultu, cum armis aggreſſi ſunt, eosque lethaliter convulneraront, etiam & quendam Religioſum Ordinis Sancti Dominici, ad initium tamultus, venientes ad Collegium Secretario Civitatis, converberarunt, hæc alia & ad propè medium noctem inaudito exemplo & nefando auſu, ac impio & ſacrilego facinore patrarunt, deſolatamque Arabiam, tam in Scholis quam in Collegio, juſſu & conſenſu citatorum ne ſupina conniventiâ mediante, reliquerunt, exindeque pœnas Legum Regni Criminaliſſimas ſuccubuerunt, pro quibus decernendis, rum & pro ſtatuitione Principalium, ac Complicum, tantorum ſcelerum, Blaſphemiorum & ſacrilegiorum, atque ablatorum reſtitutione, damnorum litisque expenſarum refuſione, citati ſunt, Citatione Originali ejusque Relatione, tum Propoſitione ocetenus facta, ac Viſione Officioſa per Miniſterialem Combuſtionis Imaginum & deſolationum, ac damnorum in Collegio & Scholis actorum, in Præſentia Nobilium & Officialium, coram Actis Caſtrenſibus Kovalevienſibus Palatinatus Culmenſis, Feriâ Quartâ poſt Feſtum Beatiſſimæ Virginis MARIÆ Scapularis, anno nunc currenti facto, & inſcripta, in ſe latioribus exiſtentibus, de Acto Varſaviæ Feriâ Sextâ in Craſtino Feſti Sancti Laurentii Martyris & Levitæ, die undecima Menſis Auguſti, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto prolatum. QUO DUCUETO NOSTRO neceſſarium eſſe hac in Cauſa Commiſſionem & Inquiſitionem adinveneramus, eamque decreveramus, ad quam expediendam Commiſſarios Noſtros Reverendos in Chriſto Patres, Dominos CHRISTOPHORUM in Siopow SZEMBEK Uladiſlavienſem & Pomeranie, ANDREAM ZALUSES Plocenſem Epiſcopos, Magnificos STANISLAUM CHOMENTOWSKI Maſoviæ, JACOBUM Sigismundum RYBINSKI Culmenſem, IGNATIUM DZIALYNSKI Pomeraniæ Palatinos, ADAMUM PONINSKI Gnesnenſem, ANDREAM DAMINSKI Breſtenſem Cujaviæ, PETRUM CZAPSKI Culmenſem, Caſtellanos; Generoſum GEORGIUM LUBOMIRSKI Succamerarium Regni, Venerabilem Dominum SIENINSKI Decanum Gnesnenſem, Præpoſitum Cracovienſem ad Eccleſiam Sancti MICHAELIS Officialem Generalem Gedanenſem, Generoſum JACOBUM DUNIN Regentem Cancellariæ Majoris Regni, Venerabilem MICHAELEM WĄZYK Archidiacoum & Officialem Generalem Varſavienſem, Prælatum in Cathedra Posnanienſi, Generoſum FRANCISCUM RADZEWSKI Succamerarium Posnanienſem, Venerabilem ALOISIUM HUMANSKI Eccleſiæ Cathedralis Culmenſis & Inſignis Collegiatæ Varſavienſis Canonicum, Secretarium Noſtrum Judicilque Aſſeſſorem, Generoſum JOANNEM KZOWSKI Succamerarium Mariæburgenſem, JOSEPHUM NARWASKI Capitaneum Ciechanovienſem, PAULUM JAROSZEWSKI Vexilliferum Plocenſem, FRANCISCUM PONIKSKI Dapiferum Posnanienſem, JOANNEM FRANCISCUM ROSCISZEWSKI Plocenſem, MICHAELEM KALSZTYN Mſriæburgenſem, Judices Terreſtres, IGNATIUM DAMINSKI Juniviadiſlavienſem, JOANNEM PIWNICKI Culmenſem Notarios Terreſtres, CASIMIRUM PIWNICKI Enſiferum Livoniæ deputaverimus: iisdemque commiſeramus, utſi ex Scrutinio aliqui Principales motores Tumultûs & violentiarum illatarum Combuſtionisque Imaginum & blaſphemiarum apparerent eſſe rei, tales ſtricto Arreſto & Sequeſtro, apud Nobilem Magiſtratum Thorunenſem detineri mandarent, eosque ad parendum judicato, pro ſumendis pœnis idem Magiſtratum Thoronenſis ſtatuem teneretur, ipſi injunxeramus, Terminumque Partibus poſt expeditam nec ne Commiſſionem præfatam coram Nobis Judicioque Noſtro conſervaveramus peremptorium. *Qui Commiſſarii ſupra ſpecificati* cùm ad Civitatem Thorunenſem condeſcenderent, ibidemque in Prætorio Juriſdictionem ſuam Commiſſorialem fundarent, & poſt inſcriptam Partium Comparitionem, ad excipienda Confeſſata libera nonnullorum Inculpatorum, demum ad Inquiſitiones auſcultandas proceſſerunt, Juramento ſuper locorruptos Teſtes Partibus præſtare demandarent, quæ de facto ab ipſis ſunt præſtita, poſtque præſtita, Teſtes Oculatos Speciali Regeſtro connotatos ac Partibus adinvicem communicatos, indueere ioquoxerunt, quos Teſtes ex Parte Actorea Viginti Sex, & ex Parte Citata itidem Viginti Sex induſtus, præviis juramentis ſuper fideli depoſitione, cum Monitione de perjurio, juxta Interrogatoria a Partibus porrecta, & ad invicem Parti per Partem communicata examinarunt, auſcultaſunt,

ANNO 1724.

ANNO 1724. runt, Teſtimoniaque eorum connotarunt, poſt quas Inquiſitiones per Partes eductas, quoniam ex iisdem Inquiſitionibus eductis nonnulli Principales Motores tumultûs & violentiarum Combuſtionisque imaginum ac blaſphemiarum redarguerentur eſſe rei; ideo inculpatos, utpote Graurok Capitaneum Militiæ Civilis Thorunenſis, Famatum Zylber Civem Apothecarium & Capitaneum Diviſionis Veteris Civitatis Thorunenſis, Famatos Walter Civem & Capitaneum Diviſionis Plateæ Pontalis Civitatis Thorunenſis, Maciejowski & Weſtphal Famulos Vice-Præſidis, Swiderski Famatum Præſidentis, Joannem Kall Wache-Magiſtrum Militiæ Civitatenſis, Karwizo Civem & Lanionem Novæ Civitatis Thorunenſis, Haſſt Civem & Piſtorem, Schultz Acuarium, Henell Coriatium, Mohapt Civem & Propinatorem liquorum, Joannem Merſit, Joannem Wax Cives & Sutores Thorunenſes, Weſtphal Studioſum Gymnaſii, pro majori & ſufficientiori informatione Criminumque perpetratorum enucleatione; ſiquidem nonnulli ad Corporales Inquiſitiones delinari deberent, ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerat. Quos modo præmiſſo connotatos Inculpatos, Nobili & Spectabili Magiſtratui Thorunenſi in Sequeſtrum tradiderant, utque eosdem coram Judicio Noſtro ſtatueret, eidem Magiſtratui mandaverant, idque ſub ooere Cauſæ & Criminali pro non ſtatutis reſponſione, aliot vero Inculpatos, videlicet Leban, ſeu Falsbakier, Jarka Teyblingier Oberkram, Scribam Famati Zylber Apothecarii, Scribam Famati Kleybe, Erneſtum Turkowski, Scribam Famati Heyna, Murifabrum alias Mularczyka, Civitati Thorunenſi melius notos, Lignifabrum aliàs Cieſielczyka, Guttbrodt Lignifabrum, Fick Aurifabrum, Nagorny, Conradum Grunau, Godefredum Krygier, Gymnaſii Thorunenſis Studioſos, Alexandrum Civem Chirurgum, Bazylei Sutorem Germanicum, Doliatorem aliis *Bednarczyka*, in Platea Carnificis apud Viduam Magiſtram famulantem; Krauza, Berent, *Belka* Cives Laniones, Chriſtianum Sartoreæ Artis Socium ſeu Famulum Famati Krauz, Famulum Famati Szalkoſki Civis Perukarii, ſub ſigno Aurei Cervi manentis, Klebera ſtrangularium, alias *Powroznika*, Famulum Famati Berkla Mercatoris, Jacobum Maloa, Scribam & puerum ignotum, Famulos Famati Tesmer, nonnullos jam Arreſto præventos, exteros captivandos, & ſtrictiori Carceri maocipandos cenſuerant, eosdemque arctæ Cuſtodiæ Nobilis & Spectabilis Magiſtratûs Thurunenſis, usque ad finalem deciſionem Cauſæ tradiderant, ſub rigore ſuperiùs expreſſo. Reliquos quoque Inculpatos videlicet Famatum Heyna Apothecarium, Godefredum Pantel Civem, Aurigam ſeu famulum Famati Heyna Acatholicum, Scribam Famati Fengier, Nathanaelem Blumſzwel, Samuelem Werner, Scribam Famati Dankmacer, Chriſtianum Krauz, Famatum Szweyeman Scribam, puerum ſub ſigno Albi Equi, Famati Polina Pernkarſi Famulum, Famulum Hannau, Viduæ Filium, Studioſum Scribam Helſzt, Famati Relleoteeher, puerum Famati Fengier Godefredum, Ludovicum famulum Nobilis & Spectabilis Schultz Proconſulis, Gryffald puerum Famati Reycha, Andream Famulantem ad Officinam librariam Civitatis, Artis Menſatoriæ famulum vulgo *Stolarczyka*, Honeſti Kinaſt Magiſtri, Filium Juniorem, Famati Rauſchowa, Studioſum Gymnaſii, Gotlibum Filium de Villa Lubicz artis papyraceæ Magiſtri, Coriarium *Noſek*, ex Nova Civitate, Scribam Famati Szterna, Famulum Lanionis habitantem vertûs Eccleſiam Sanctæ MARIÆ Matris DEI, Wioter Nobilis Prætidentis, Cornelium Civitatis Famulos, Bebier *Perukarza*, Joannem foralium Civitatis Thoroeenſis Exactorem vulgo Szarpacz dictum, inhærendo Decreto Noſtro prætato, ſtricto Arreſto & Sequeſtro apud Nobilem & Spectabilem Magiſtratum Thurunenſem detinendos & ſi opos fuerit ibi ubi de Jere venerit pro pœnis de iisdem ſumendis, ſtatuendos, ſub rigoribus ſuperius expreſſis ſentemiaverant. Famatus verò David Heyder Civis & Mercator Novæ Civitatis Thorunenſis licèt quidem a Parte Actorea inculparetur & ex educto Scrutinio Immunitatis Eccleſiaſticæ per eundem violatæ redargueretur eſſe reus, verùm quoniam in Tractu Commiſſionis præfatæ ſponte & liberè Fidem ſacram Catholicam Orthodoxam, in Eccleſia Thorunenſi Sancti JOANNIS amplexus eſſet, ideireo Parte Actorea pro eodem inſtante, eundem in Fidejuſſionem Partis Actoreæ Venerabilis Collegii Thorunenſis Societatis JESU relinquendum eſſe cenſuerant, usque ad uiteriorem Cauſæ præſenris deciſionem, eum hac adjecta declaratione ut liberum eſſet Famato Heyder absque nlla molettia, per omnes Civitatis Ordines inferenda, Commercia ſub tractare, Bonis & fortunâ ſuâ uti, frui, & ad velle ac beneplacitum ſuum iisdem disponere, ſub pœna ſcorſiva ſoper refragarios præfatæ Declarationi Commiſſariorum Noſtrorum per Judicium nolitum irroganda, & extendenda. Nihilominus is idem Famatus Heyder, quoniam Supplicatrooem per Partem Actoream Fidejuſſoriam ad Judicium Commiſſariorum interponeret, idque pro eo, quatenus Famatos Radzki Civis & Mercator Thorunenſis, Filium ejut in Tractu Commiſſionis apud ſe exiſtentem ſibi Patri extraderet, Ille verò in contrarium Fidei Orthodoxæ procedendo, veritus ne pietate Patris permotus fidem Sacram Orthodoxam amplexaretur, eundem extra fines Regni maliciosè everti, neque evectum poſt rrinas Declarationes Judicii præfati Commiſſorialis, Patri ſuo reſtituere; ideirco habita ratione poſtpoſitionis Authoritatis Commiſſorialis, tum & Paterni Juris Naturalis convulſionis, eundem pro ſumendis pœnis de ipſo ad Nos Judicisque Noſtra remiſerant. Porro quoniam ultra ſuperius ex. reſſos Inculpatos ex Scrutioio coram Judicio Commiſſoriali expedito, compertum eſſet Nobiles & Spectabiles Gerhardum Thomas Burgrabium Noſtrum, Joannem Godefredum Reaner Præſidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præſidentem Jacobum Meysner, Andream Cymermam Conſules Thorunenſes inter inculpatos intrâſſe, ramen habita ratione Regiminis & diſpoutionis totius Civitatis Nobilibus & Spectabilibus Gerhardo Thomas Burgrabio, utſenio grandi proveeto, atque Nobili Jacobo Meysner Conſuli prædicti Nobilis Burgrabii (in casu debilitatis) Officii Adjutori Cautionem juratoriam obſervata Juris jurandi ſolennitate, coram imagine Crucifixi Domini Noſtri JESU Chriſti in eam teramenti rotham; prout Juri & Judicaro Noſtro poſt finalem deciſionem Cauſæ parebunt, neque ſe à Regimine Civitatis Thorunenſis alienahunt, neque ab execurione Decreti disparebunt, Ita eos DEO Omnipotente & Sanéta JESU Chriſti Paſſione adjuvante, præſtare demandaverant, quam Cautionem de facto præſtiterunt. Quantum attinet Nobiles & Spectabiles Godefredum Reiner Præſidentem, Jacobum Zerncke Vice-Præſidentem & Andream Cymermam Conſulem Civitatis Thorunenſis eosdem detineri a tribus Ordinibus Civitatis prædictæ usque ad finalem Cauſæ deciſionem Decretique Noſtri Executionem injunxerant, ſub rigore ſupra expreſſo, Nobilem verò Vedemeier Secretarium Civitatis ſimiliter inculpatum, quoniam pro eodem cautio Literatoria à Tribus Ordinibus Civitatis Thorunenſis intercederet, ideo eundem unà cum aliis Varſaviam remittendis inculpatis, ſiſtendum ſe ſe, ſive ſtatuendum coram Judicio Noſtro mandaverant, ſidem ſub Rigore ſupra expreſſo. Quo peracto iidem Commiſſarii Noſtri, ad viſionem deſolationis ab intra & ab extra Collegii Thorunenſis Societatis JESU, & Scholarum, per Tumultum impium Civitatis Thorunenſis factæ & perpetratæ, ad Inſtantiam Partis Actoreæ ſe ſe contuletaot, ac juxta officioſam ante Terminum Commiſſionis per Partem Actoream conſcriptam in pleniſſima forma Juris Viſionem, viderunt & optime animadverterunt omnia taliter nefariè facta, & per Tumultum perpetrata eſſe, proot in conſcripra officioſe viſione continetur. Quâ taliter facta perſonali viſione ad eniram Supplicationem incolarum Catholicorum utriotque ſexus, tum & apud Cives Thorunenſes Diſſidentes famulantium, ne iniquit extorſionibus, poſt expeditam Commiſſionem a Superiotitate Civitatis Thorunenſis aggraventur, & angariotur, præcipuè in expenſas cauſæ præſentit erogatas & erogandas, quoniam in ullas violentias & Crimina per Tumultum Diſſidentium perpetrato, nullatenus intluerent & ſe immiſcerent; idcirco eosdem ab omnibus extraordinariis ſub prætextu Ordinariæ Contributionis exactionibus extorſionibus & injuriis liberaverant, ſub ſcorſiva animadverſione Jud.cii Noſtri, quantum attioet Ephraim Olloff Miniſtrum Auguſtanæ Confeſſionis Civitatis Thorunenſis, quoniam primo ad Judicialem Commiſſionis requiſitionem, ſecundariò ad Juridicam Termino tacto ex mente Judicii Commiſſorialis Citationem, contumaeem ſe ſe præberet, neque ad præſtandam Informationem tam ratione Gymnaſiarum, in ſæpenominatam Tumoltom intrantium quàm & ratione Scripti Pasquinoſi foribus Collegii Thorunenſis Societatis JESU affixi, tum & ad dandam juſtificationem ex Perſnuæ ſol in Puncto objectæ ſibi certæ cum vicinia Civitatibus Acatholicis correſpondeotiæ; & factionis, in præjudicium Fidei Orthodoxæ & Perſonarum Catholicarum Thornnii, in Obſequis variis exiſtentium coram Judicio Commiſſoriali comparere renueret, Chriſtophorus quos

ANNO 1724. quoque Giereth Senior Miniſter Thorunenſis Auguſtanæ Confeſſionis quoniam Scriptum certum latinum Typo Civitatis Thorunenſis impreſſum, varias calumnias contra Sacram Sedem Apoſtolicam, Fidem Orthodoxam tum & ſtarum Reipublicæ in ſe contiuens Nobili & Spectabili Jacobo Meysner Conſuli Præſidi Cameræ & Scholarchæ Gymnaſii, in applauſum Fœderis Conjugalis & contemptum duranis Commiſſionis dedicare, ac varia per loca plurima ufferre exemplaria, variis Perſonis anſus eſſet, & temerè præſumeret, neque ad juſtificationem Scripti ſui læſivi & calumniuſi, licèt multoties per Secretarium Civitatis Thorunenſis vocatus, coram Judicio Commiſſoriali cumparere vellet, imò ſe a Comparitione abſtraheret, Ideirco utrosque pro disjudicatione ratione præmiſſorum omnium, ad Nos Judiciaque Noſtra remiſerant & cumparere ſub rigore pœnarum contra Calumniatores Legibus Regni deſcriptarum mandaverant. Ad extremum indicentes omnes, videlicet Conventum Thorunenſem Sanctimonialium Ordinis Sancti BENEDICTI, Conventum Thorunenſem Ordinis Prædicatorum Sancti Dominici, Venerabilem SEVERINUM SZCZUKA Epiſcopum Joppenſem Suffraganeum Archidiaconum & Officialem Generalem Culmenſem Præpoſitum Eccleſiæ Paruchialis Thorunenſis Sancti JOANNIS, ſingulus pro ſuo Intereſſe, atque Conventum Ordinis Sancti Francisci, ratione proprietatis Eccleſiæ Beatiſſimæ MARIÆ Virginis ouſſiterque ejusdem Eccleſiæ per Acatholicos Civitatis Thorunenſis ac Monaſterii ſui, per eosdem, in Gymnaſium converſi, Polleſſiuuis, quoniam Pars Citata eisdem Indicentibus ſe ſe opponeret, licèt connexionem cum cauſa præſenti habere nunnullæ Iudictiones viderentur, ne tamen Parti Citatæ aliquod præjudicium inferretur, ad Nos Judiciaque Noſtra pro disjudicatione & Partes cum paratis Inquiſitionibus remiſerant, conſervando iisdem Terminum Peremptorium, à qua Sententia Commiſſoriali Appellationem Citata Pars ad Nos Judiciumque Noſtrum interpoſuerat. eamque non admiſſam, extradictis Citationibus Profecutorialibus proſecuta eſt, Decreto Noſtro ſupra de Actu ſpecificato, & Actu Commiſſoriali Sabbatho poſt Feſtum Exaltationis Sanctæ Crucis, proximo Anno præſenti, Milleſimo Septingenteſimo Vigeſimo Quarto expedito, tum Citationibus Profecutorialibus in ſe latiùs præmiſſa enarrantibus. *Quo in Termino* ex præfata Remiſſa conſervato, & ex Profecutionibus per Citatos extractis, provenienti, dum Partes hic Varſaviæ Feria Quinta ante Feſtum Sanctorum SIMONIS & JUDÆ Apoſtolorum proxima, die Vigeſima Sexta Menſis Octobris Anno præſenti, & quidem Actores Generoſus WYROZEMSKI Inſtigator Regni perſonaliter, Religioſi CASIMIRUS CZYZEWSKI Collegii Thorunenſis Rector, Matthias Przanowski Presbyter, Jacobus Piotrowicz, Martinus Wolanenski Fratres Societatis JESU perſonaliter, ſuis & aliorum Nominibus cum Nubillbus, Michaële Nagrodzki & Joanne Zlotorowicz, Citata verò Pars per Nobilem Chriſtianum Klosman Secretarium Civitatis Thorunenſis perſonaliter, cum Nobilibus Chryſoſthomo Boguszewski & Francisco Cygler, judicialiter additis Defenſoribus, coram Nobis Judicioque Noſtro cumparerent, eundemque Terminum attentarent & ſecum de admiſſibilitate & Prufequibilitate Appellationis, legalitateque nec ne Sententiarum Commiſſoralium controverterent, atque Venerabilis Antonius Donacki Eccleſiæ Sancti LAURENTII extra Mœnia Thurnenſis Præpoſitus, uti Venerabilis SEVERINI SZCZUKA Suffraganei Culmenſis, & Præpoſiti Eccleſiæ Sancti JOANNIS Thornenſis, & timul Communitatis Catholicæ Thorunenſis Plenipotens, perſonaliter tum Nobilis Albertus Wioſzkiewicz Pleuipotens Pellionum Catholicorum Thorunenſium & Venerabilis Michäel Hankiewicz Plenipotens Venerabilis Abbatiſſæ Deodicatarum Monialium Regulæ Sancti BENEDICTI Conventûs Thorunenſis perſonaliter, nec non Religioſus Bonaventura Murczyneuski Ordinis Sancti FRANCISCI de Obſervantia, tum ejusdem Nominis Religioſus Kupaczewski Commiſſarius Terræ Sanctæ Ordinis ejusdem Conventûs Varſavienſis, ſuis ac totius Provinciæ ſuæ Nominibus perſonaliter, cum Nobili Antonio Cieſzkiewicz ad Cauſam præſentem cum Juribus ſuis ad Eccleſiam Beatiſſimæ MARIÆ Virginis Thorunenſem, babitis interveniret, & ſe Indicerent, *Nos cum Conſiliarii & Juriſperitis* Noſtris Cauſam præſentem ad Feriam Secundam proximè futuram rejecimus Terminum Partibus conſervando, pro quo Termino Partibus Utrisque Inquiſitiones in Judicio noſtro reponere mandavimus ſub onere Cauſæ. *In Termino itaque hodierno* ut ſupra ex Rejectione conſervato, legitimè adpræſens pruvenieotl & hucusque cuurinnato Partibus prænominatis, Generoſis Uladislao Wyrozemski Inſtigatore Regni, & Adamo Dorągowski Vice-Inſtigatore Regni, tum Religioſis Caſimiro Czyzewski Rectore, Matthia Przanowski Presbytero, Jacobo Piutruwicz, & Martino Wolaneuski Fratribus Societatis JESU perſonaliter, ſuis & aliorum, totius Collegii Thorunenſis Societatis JESU Nominibus cum Nubilibus Michäele Nagrodzki & Joanne Ziororuwicz, Citaris verò & incarceratis, per Nobilem & Spectabilem Joannem Fridericum Hawenſiteyn Conſulem, Honoratus Gudefredum Augſtyn Scabinum, Jacobum Gemeyner, & Andream Kircheyſen, Sexagiuta Viros, atque Nubilem Chriſtianum Klusman Secretarium Civitatis Thorunenſis, ſuis & aliorum Nominibus perſonaliter, cum Nobilibus Chryſoſthomo Boguſzewski & Francisco Cygler Defenſoribus judicialiter additis, coram Nubis Judicioque Noſtro comparentibus eundemque Terminum attentransibus, & Actoribus quidem ſcilicet Rectore toroque Collegio Thoruuenſi Societatis JESU, ex Citatione ſua tum Proteſtatione, curam Actis Caſtrenſibus Kovalevienſibus Feria Quarta in Vigilia Feſti Sancti LAURENTII Martyris, anno nunc currenti facta proponentibus, exhibitisque viliune per Providum Albertum Kupezewicz, Miniſterialem Regni Generalem in Præſentia Generoſorum Officialium Terreſtrium, Collegii & Scholarum Thornneuſium, deſulationum bene & diligenter in ſuco Loci, in recenti cunſcripta, & eorundem Gencroſorum Officiſlium Terreſtrium, ibidem præſeutium Manibus ſubſcripta, & per oblatam circa ipſius recognitionem, ad prælata Acta Caſtrenſia Kovalevienſia, Feriâ Quarta poſt Feſtum Beatiſſimæ ac Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ Scapularis, proxima, Anno itidem currenti, porrectæ, nec non objectione ſub eodem Actu Vulnerum lividorum, converberationum, obſanguinolationum, Religioſo Caſimiro Czyzewski, & Fratribus Audreæ Gayłowski ac Joſepho Rozanski ejusdem Collegii Societatis JESU Thoruneuſis circa violentam, per Guerrham tumultuariam Plebis Cummunitatis Thoruuenſis Collegii præfati Invaſionem inflictorum facta, tum Arreſto officiosè impoſito, ſuper Perſonis Davide Heyder, Leban Falsbakier, & aliis violentiarum & Criminum in Citatione & Proteſtatione Specificaturum Patraturibus, in Relatione ejusdem Arreſti, coram Actis Podgorienſibus, die Sexta Menſis Septembris, per Providum Albertum Kupezewicz Miniſterialem Regni Generalem recognita, expreſſis, iisdemque productis, & Actu Commiſſariorum Noſtrorum ſuprafpecificatorum judicialiter perlecto, Remiſſas prafati Judicii Commiſſorialis ad nos & Judicium Nuſtrum factas expediri, & contenta ſua Citationis decerni petentibus, Geucroſis verò Joaone Uladislao Wyrozembski Inſtigatore & Adamo Dorengowski Vice-Inſtigatore Regni, pro tantis ſceleribus in DEUM & Beatiſſimam Virginem MARIAM & Sanctos, ac fidem & Religionem Catholicam Romanam in hoc Regno Duminantem, perpetratis, tam Præſidenteu, quàm & totum Magiſtratum ac Plebem Acatholicam rumultuantem pœnis Criminaliſſimis, toto Chriſtiano Orbi exemplaribus, nempe Concremationis in vivis circa extractiunes linguarum a tergo, per Executores Juſtitiæ affici, Fana eorum Lutheranica, Gymnaſium, & Thypographiam roramque mobilem & immobilem cujusvis ſubſtantiam confiscari, Eccleſias antiquitus Catholicas, per eosdem inde poſſeſſas, antea&is Poſſeſſuribus Catholicis adjudicari, & ne quispiam Lutheranus in ſumrum in Murata Civitate Thorunenſi habitare, vel pernoctare audeat, ſeverè prohiberi, poſtulantibus. Jam verò eorum ſpecialibus Delatoribus, Religioſis Fratribus Martino Wolanski, & Jacobo Piutrowicz, ob non ſtatuitionem Inculpatorum Arreſtatorum Principalium & Comprincipalium, ac Complicum, in ſequeſtro Nobilis Magiſtratûs Thoruneuſis, ad Tenorem Decreti Noſtri per idem Judicium Commiſſoriale telictorum, ſub onere Cauſæ, & Responſionis in ordine ad examen illorum Judiciale, & deſtinationem nonoullorum ad Inquiſitiones corporales, injunctam & demandatam, pœnas Contraventionis tam ſuper Nobili Magiſtratu, quàm Ordinibus Civitatis extendi, & nihilominus quatenus Domino Noſtro & Commiſſoriali in inſtanti ſatisfaciant eosdemque inculpatos Arreſtatos, & ſequeſtratus, rum Filium Famati Heyder Civis Thornnenſis, noviter Catholici facti, coram

ANNO 1724.

ANNO 1724. coram Judicio Noſtro ſub ſorti eaque Militari Executione, & onere Caulæ, ſtatuant, ante omnia decerni, & circa Decreta Commiſſorialia ſe Actores conſervari petentibus: Tandem in ulteriori tractu eadem Parte Actorea Inquiſitiones coram Judicio Commiſſoriali expeditas, ut oculiſis & ſigillatis Rotulis, lauſtaciendo Decreto Noſtro producente, & in Judicio reponente, ad lectionemque earundem Inquiſitionum condescendi ac Remiſſionem expediti, & pœnas ut ſupra tum & ratione Contraventionis Decreto Commiſſoriali ſeorſivat decerni poſtulante. *In contrarium* Parte citata & Profecutionum Actorea, Appellationem à Sententia Commiſſoriali ad Nos Judicemque Noſtrum interpoſitam, admiſſibilem fuiſſe, & ad præſens proſequibilem eſſe Sententiamque eandem Commiſſorialem eaſſari, ſtatuitione Inculpatorum Varſaviæ coram Judiciis Noſtris injuncta, ſe liberari ſupplicante, atque contra Teſtes nonnullos exceptiones ſuas in Scripto producendo tum & Rotulum Inquiſitionis ſuæ eductæ, occluſum & obſigillatum reponente. *In oppoſitum* Actorea Parte, locum prætenſæ admiſſibilitatis & Proſequibilitatis appellationis non eſſe, nec à pœnis Contraventionis Decreto Noſtro & Commiſſoriali ipſos libertari poſſe, propterea: Quia vigore Juris Calmenſis & Saxonici, ſtante pede a Decretis Commiſſorialibus non appellarunt, neque intra decennium juxta obſervationem Reverendiſſimi Lipski & continuatam Curiæ Noſtræ Praxim, extraordinariè de prolequenda prateſtati ſunt, imò eadem Decreta per Juramenta ſuper Incorruptioque Teſtium, tom de ſtando Juri, & parendo judicato in Actu Commiſſoriali præſtita, acceptarunt, Teſtesque quos inducere voluerunt & Notulam ipſorum ſubſcripſerunt ad Interrogatoria ipſorum examinati & Interrogatoria Partis Actoreæ ipſis communicata fuerint, nullumque gravamen eis illatum ſit, & quia ab accelloriis & in Puncto Statutionis, Vigore Conſtitutionis Regni Anni Milleſimi Sexcenteſimi Septuageſimi, Appellationes prætenſæ admiſſibiles & proſequibiles non ſint, ſitque ejusmodi petitio præpoſtera, ati poſt Decretum Judicii Noſtri demandatæ repoſitionis Inquiſitionum, excipiendo, dicente, ac ideo cum non conſtet de gravamine, aſſertam appellationem inproſequibilem eſſe inferente, interveniente quoque ad Caulam præſentem Religioſo Provinciali Ordinis Sancti FRANCISCI Minorum Conventualium & Interventionem ſuam admitti, atque ſe circa Jura ſua ad Eccleſiam Beatiſſimæ MARIÆ Virginis habita, conſervari, Religioſorum verò Bernardinorum Interventionem ad Eccleſiam eandem factam, rejici ſupplicante. Interveniente quoque Religioſo Rectore totoque Collegio Plocenſi Societatis JESU, per Religioſum Andream Rudkowski Societatis JESU, ratione Juris & Prætenſionis, ad eandem Civitatem habita, interventionemque ſuam admitti poſtulante. *Nos cum Conſiliarus & Juriſperitis Noſtris*, auditis Partium Controverſiis, allegationibus & defenſis, ſuſpenſa cognitione Admiſſibilitatis & Proſequibilitatis Appellationis, legalitatesque nec ne Sententiarum Commiſſorialium ad lectionem Inquiſitionum per Partes repoſitarum, Juramento comprobatarum, condescendimus. Quibus lectis & per omnes circumſtantias matura Deliberatione diſcuſſis, ſiquidem Judicio Noſtro pater & ſufficienter deductum eſt, quòd in Civitate Thoranenſi, (quæ olim tota fuit Catholica) Cives, Incolæ & Populus Auguſtanæ Confeſſionis Acatholicæ, abutendo Beneficio Reipublicæ, Religionem Ipſorum hoc in Regno Catholico toleratis, aliquoties jam (uti Acta teſtantur) inſolenter & violenter tumultus & Seditiones contra Catholicos & Spirituales Perſonas excitavit, & nunc recenter, in contemptum ejusdem Fidei Orthodoxæ Romanæ, perturbationemque Pacis & tranquillitatis Publicæ, ac in Convulſionem Legum & Conſtitutionum Regni præcipuè Anni Milleſimi Sexcenteſimi Septimi, quæ Religioſis Societatis JESU, & Studioſis Scholaribus in Civitatibus Terrarum Pruſſiæ, ſingulariter in eadem Civitate Thorunenſi, omnem præcavit ſecuritatem, imprimis temeritate & audacia ducti, ex levi cauſa dejectionis videlicet galeri de capite enjusdam Acatholici irreverenter Proceſſionem cum Sanctiſſimo SACRAMENTO, in Solennitate Feſti Sacratiſſimi Scapularis Beatiſſimæ MARIÆ Virginis per Cæmeterium Eccleſiæ Sancti JACOBI, Religioſarum Monialium Ordinis Sancti BENEDICTI, Anno præſenti celebratam, propè ſtando intentis, per Studioſum Catholicum Zelo cultûs Divini ductum, factæ, eundem Studioſum in Cæmeterio Eccleſiæ præfatæ ſpretâ illius immunitate, Famatus Heyder colaphiſavit, & cum Famato Karvixa aliisque Concivibus ſuis, ex Cæmeterio violenter extraſit, ac Cuſtodiæ Militari Civili tradidit, ad poſtulationemque Studioſorum, tam idem Heyder quam Nobilis & Spectabilis Resner Præſidens, eundem Studioſum ex Carcere dimittere noluerunt, imò in Craſtino alterum Studioſum propterea acti quòd precibus ſuis tam eidem Famato Heyder, quàm & Nobili ac Spectabili Resner Præſidenti molestus eſſet, incarcerari fecerunt; taliqué incarceratione & ad erebras preces Studioſorum denegata illorum excarceratione, eosdem Studioſos Catholicos Polonos, ad abducendum vicinum Gymnaſiatam Acatholicum, ad ſuos Scholas provocâraat, tumultumque & guerrham iidem Acatholici excitârunt, quem tumultum Nobilis & Spectabilis Præſidens (ſub cujus Poteſtate Populus Thornenenſis erat) proot ad initium non compescuit, ita poſtea, cùm idem tumultus invalesceret nullum Conſilium eum Civitatis hujus Conſulibus, de ſedando tumultu fecit, qui tumoltuans Populus, dimiſſione Gymnaſiûm Acatholici Studioſi non contentus, animis feroeibus & magna vi ac impetu cum Armis primò Scholas, demum & Collegium Religioſorum Actorum effractis & exſecatis foribus invaſit, Hypocaulla Cubicula, Scamna, Sellas, Cathedras, fornaces, fenestras, Sacellum, Congregationes binas Beatiſſimæ Virginis MARIÆ, & in iis Altatia duo in particulas ſecuribus confregit, tandem & Imagines Crucifixi Salvatoris Noſtri, DEIPARÆ multorumque Sanctorum dilaceravit, acinacibus confodit, diſſecavit, & nonnullas Imagines ſtatuamque DEIPARÆ, & Sanctorum Regni hujus Patronorum, ac aliorum exportando accenſo igni in platea ante Domum Nobilis & Spectabilis Zerneke Vice-Præſidis impoſuit, & combuſſit, & per hunc ignem Imagines eremantem ſaltando, varias blasphemias, effrenatis in omoem licentiam linguis, effuthe præſampſit, Religioſum Rectorem & Juos Confratres ejusdem Societatis JESU convulneravit, converberavit (uti obdictiones loquuntur) ex quibus unus coucuſſus, de vita periclitatur, ac poſt ceſſatum (quinque circiter horis) durantem tumultum in ſceleratus tumaltuantes Cives & Incolas, præfatus Nobilis & Spectabilis Resner Præſidens advertere, & inquitere tanta Crimina neglexit, impunitaque reliquit, & apertè ſe conniventem huic tumultui contra paucos Studioſos, ex Minoribus Scholis, (ex Majoribus enim jam vacabant) circa Collegium commorantes, & contra Actores excitato, reddidit, Nobilis quoque & Spectabilis Zerneke Vice-Præſes ex vicina Scholis & Collegio Actorum Domo ſua lapidea, per feneſtram aſpiciendo, tumultuantes Cives ad ſedandum hunc tomultum (uti ex Officio ſuo tenebatur) ſe non applicavit, imò ut Milites, & Cives, Bombardas ad Studioſos exploderent, mandavit, ignemque ante fuam Domom lapideam & in eo Combuſtionem Imaginum paſſus eſt, & niſi ad finem tumultûs cum extingui earavit. Ideo ex præmiſſis & aliis rationibus Judicialiter illatis, & deductis, memoratos Nobiles & Spectabiles Resner Præſidem & Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes, pœnas Criminales ſuccubuiſſe adinvenimus, & decernimus, Quatenus Religioſi Actores, per Religioſos Jacobum Piotrowicz, Martinum Wolanski Fratres Societatis JESU, vel unum ex illis, eosdem Nobiles & Spectabiles Resner & Zerneke, cum ſex Teſtibus ſibi genere ſimilibus. Sæcularibus Perſonis, Juramento coram Commiſſariis Noſtris ad Executionem Decreti Noſtri præſentis aſſignatis, convincant, & quidem Nobilem & Spectabilem Resner Præſidem in eam Rotham. Quia ipſe per carceretionem Studioſorum, ex levi cauſa, & non dimiſſionem eorum, ad preces Studioſorum, occationem tumultûs dedit enmque tumultum ſedare potuit: & non ſedavit, imò propter non adhibitum Conſilium Magiſtratûs, & per Mandatum Militibus ac Decurionibus datum, tumoltum eundem auxit, & culpa ejus invalio & devaſtatio Collegii & Scholarum ac Sacrarum Imaginum diſſectio, & combuſtio à tumultu facta eſt, pœnasque Criminales promeruit. Jam verò Nobilem & Spectabilem Zerneke Vice-Præſidem in eam Rotham: Quia ipſe quoque ad tumultum ſedandum ex Officio ſe non applicavit, enmque per data Mandata ad explodendas Bombardas, ad Studioſos Catholicos in Cemetetio & in Scholis ſe continentes auxit, Combuſtionemque Sacrarum Imaginum ante ſuam Domum conniventer paſſus eſt, & diſſimulavit, ac pœnas Criminales promeruit, ita illos vel illum & Teſtes DEO & Paſſione Chriſti adjuvante, quod Juramentum poſtquam Actores præſtiterint, ex tunc utrosque tam Resner Præſidem quàm Zerneke Vice-Præſidem Thorunenſes, Capite plectendos eſſe ſententiamus, Bona

ANNO 1724. que Resner Præſidis omnia confiſcamus, Actuales autem Cæmeterii Scholarum & Congregationum, ac Collegii Thoranenſis Societatis Jesu Invalores, violentiarum manuales Parratores, & Principales hujus tumultus Authores quos Inquiſitiones eductæ arguunt eſſe reos, utpote Heyder, Moehaupt, Hertel, Hans Kryſtoff *Mularczyk*, *Cieſielczyk* Ignoti Nominis, Bekier *Gazikarz*, *Merſz. Wqc.* Surores, capitibus plectendos eſſe ſtatuimus, rum & alios non ſolum Invaſores, ſed & blaſphematores, Imaginum Combuſtores, & quidem Katwitza Lamonem, Schultz, *Iguarz*, Hafft, *Przemikarz* prævia amputatione manuum dextrarum, nec non Gutbrodt, capitibus ſimiliter plecti debere, idque in Foro publico Civitatis Thorunenſis vel alio ibidem Tappliciorum loco ſolito in Theatro, ſententiamus, prævia tamen ſimili horum Omnium ſupraſpecificatorum per Religioſos Actores prænominatos, ut ſupra juratoria Convictione, prout objectorum Criminum ſunt rei, & ejusmodi pœnas primeruerunt, Corpora eorum & quidem Corpus Karwicy in quatuor Partes diſſaniatum, & aliorum blaſphemorum Szultza Haſha, Gutbrota, extra Civitatem togo imponantur & comburantur. Jam vero Nobilis & Spectabilis Gerhardus Thomas Burgrabius, & Cymerman Conſul prædictæ Civitatis Thorunenſis, tumultûs Spectator, qui ad ſedandum hunc tumultum (uti ex Officiis ſuis tenebantur) non concurrerunt, tam à Burgrabiali, quàm Conſulari Officio nitosque removemus, ac privamus, & Inhabiles horum Officiorum eſſe declaramus, & præterea, quatenus ſeſſionem turris Civilis Thorunenſis, in una ab Actu inchoatæ Commiſſionis futuræ Septimana ingrediuntur, eandemque Cymerman per ſpatium dimidii Anni, & Gerhardus Thomas per duodecim Septimanas continuent, & expleant, decernimus ſub pœna Infamiæ nihilominus coram Commiſſariis Noſtris live in Judicio Noſtro publicanda. Quò ad Perſonas Nobilium & Spectabilium Meysner Conſulis, & Wedemeyer Secretarii, proplores eorundem Citatos ad exaltionem juratoriam adinvenimus, idque in eam rotham Nobilem Meysner; Quia de tumultu inchoato neſcivit, & ad finem ejus domum veniendo, media ſedandi illius non habuit, jam autem Wedemeyer: Quia lapidem contra Collegium Actorum (uti ipſi objicitur) non projecit, neque tumultum & violentias Actoribus illatas cooperatus eſt, idque cum tribus quisque Teſtibus, ſibi genere ſimilibus Poſſeſſionatis, Quibus juramentis præſtitis, liberos fore debere à pœnis pronuntiamus. Quò ad Perſonas Graurok Præfecti Militiæ Civilis, & Famati Zylber Apothecarii Ductoris unius Quartieræ, quoniam ipſi manum ſortem habentes, eundem tumultum non ſedârunt, imò contra Studioſos Catholicos, Scholasque eorum, non autem contra tumultuantes Bombardas exploſerunt, & per teceſſum ſuum à Scholis easdem & Collegium indefenſum injuriæ Populi tumultuantis reliquerunt, Idcirco licèt pœnam Capitis jure merito ſuccumbere deberent, quia tamen id ex Mandato Præſidis factum fuiſſe dignoscitur, (quod aliàs in tali caſu attendere non debuerunt) ad mitiores deſcendendo, decernimus quatenus uterque ſedimendo caput, fundum Turris Civilis Thorunenſis in una ab Actu inchoatæ futuræ Commiſſionis Septimana ingrediantur, ejusque Seſſionem per Annum & ſex Septimanas continuent, & expleant & in egreſſu de eadem Turri Zylber centum Aureos, Graurok verò Quinquaginta in vim Mulctæ Actoribus ſolvant, ſtatuimus Facturi ſunt Præmiſſa iidem Citati ſub pœna Infamiæ, & colli, ac libera captivatione, in ibidem coram Commiſſariis Noſtris, live in Judiciis Noſtris in caſu contraventionis hâc Decreto publicanda. Reliqui autem Citati, quos Inquiſitionis eductæ circa invaſionem Actorum præſentes fuiſſe, & tumultui ſe cum Armis Imniscuiſſe demonſtrant, licèt tanquam Complices tantorum ſcelerum eadem pœna quâ Principales criminali puniri deberent, quia tamen de Perſonali ſeu Manuali eorum, exceſſu luculenter non conſtat; Ideo decernimus, Quatenus Ipſi videlicet Feyblinger & Leban. Turkowski, Pifarek Famar. Kleyba, Macielowski, Nagorny, & Grunau Gymnaſiſtæ, Bednarczyk, redimendo capita ſundum Turris, ſeu Carceris per Commiſſarios deſignandi, in una ab Actu Inchoatæ Commiſſionis futuræ Septimana ingredianrar, ejusque Seſſionem hidem per Annum & ſex Septimanas, jam verò Jarka & Piſarek ſeu Famulus Zylbera per dimidium Anni, Walter Civis Heyna Piſarek ſeu Famulus loogo Janka, Godfrid, Pantel, Weſtphal, & Krigier Gymnaſiſtæ, Piſarek ſeu Famulus Famarum Proba Vinopolæ, Samuel Werner, Famulus Dankmajera Mercatoris Famulus ſen Piſarek Szweycmana, Nathanael Piſarek Fengiera, Hellat, Piſarek Rozdaycera, Gryffald Famulus Reyeh, Filius Hannaowy Viduæ, Alexandri Balwierz, Kallwach Magiſter, Tuchel, Perutarczyk, Famulus Pezyna, Filius Raozowy Viduæ, Chriſtianus Famulus Krauzy, Perukarczyk ſub ſigno aurei cervi exiſtens, Kluber Piſarek ſeu Famulus Teystnera, Bedka, Krauz, Berendt Lanlones, Piſarek Sztyrny Noſek Bioloskornik, per unum Quatruale anni, Carceres Civiles ſubeant, continuent, & expleant, ſub pœna infamiæ & Libera Captivatione, & in egreſſu de Turri, Famatus Teyblingies, & Leban, tanquam Cæmeterii Eccleſiæ S. Jacobi Invaſores, immunitatisque ejus violatores, quisque ex Perſona ſua, Quinquaginta aureos, & Jarka viginti quinque aureos, Religioſis Monialibus ad dictam Eccleſiam exiſtentibus, alii verò ſupraſpecificati Cives & Famuli Civium Piſarkowie dicti, ſeu eorum Domini, pro incontinentia iporum, quisque ex Perſona ſua per viginti quinque aureos, Walter verò & Heyna rum & Hanaowa Vidua pro Filio ſuo per quinquaginta aureos, ſimiliter quisque ex Perſona ſua, in vim mulctæ pro extruenda Columna, & Statua marmorea Beatæ Mariæ Virginis, in loco, in quo Statua ejusdem Beatæ Mariæ Virginis & aliæ Imagines Sanctorum combuſtæ ſunt (ſi commodè fieri poterit) aut ei vicino propè Collegium ſituanda applicandos, ad manus Religioſi Rectoris ejusdem Collegii Societatis Jesu ſolvant, ſub ſimilis pœna Infamiæ, in ibidem coram Commiſſariis Noſtris live in Judiciis noſtris publicanda, & ipſa Captivationis pœna, reliquos Famulos ſcilicet Weſtphal, Ludovicum Swiderski, Exactorem Szarpacz nuncupatum, tum & pueros ſeu Tyrones Szweycmana, Fengieraz Podbialego konia, aurigam Heyny, flagellis coercendos & puniendos eſſe conſemus, reſolvendoque ſuspenſam in alterius ſuctam & remiſſam expedienuo, appellatione inadmiſſibili nec proſequibili à Sententia Commiſſariorum Noſtrorum adinventa, Partes circa Sententiam eandem Commiſſariorum Noſtrorum conſervamus, cum ea declaratione, quòd non coram Judicio Noſtro, ſed coram Commiſſariis infra nominatis, omnes eosdem carceratos, arreſtatos, & ſequeſtratos, pro ſumendis pœnis, Decreto Noſtro præſenti aſſignatis, Nobilis & Spectabilis Magiſtratus & Ordines Civitatis Thorunenſis, ſtatuere teneantur, ſub rigore in præſata Sententia Commiſſoriali expreſſo. Et quoniam frequenter hi tumultus præ potentia Acatholicorum in Civitate Thorunenſi fiunt, eosdemque Magiſtratus Acatholicus ſedare & compescere negligit, imò connivemet ſe habere in illis conſuevit; ideò ad coërcendam faciliùs inſolentiam, & licentiam populi Acatholici, tumultibusque ulteriotibus contra Catholicos uſu jam ferme receptis, in futurum obviando, atque Conſtitutionem Regni Anni 1638. ad Executionem deducendo, & ſtatuimus, & ordinamus, quatenus abhinc, in futurum in Magiſtratu Conſulari Scabinatu, & leſaginra virali, ac in Officio Secretariotum, ſit medietas Catholicorum, idque per Electionem juxta præſcriptum Jurium Civitatis (quæ illæſa eſſe volumus) procedendo in locum demortuorum, vel poſt aſcenſum, aut reſignationem Acatholicorum, ad eadem Officia allumendorum, incipiendo ſtatim poſt remotos præſenti Decreto à ſuis Officiis, quos Catholicos in præſentia Commiſſariorum ad Executionis præſentis Decreti Deputatorum eligent, pariter ad Jus Civile ſuscipiendum, Contuberniaque ſua & Officia Catholicos line cunctatione admittant & in ſervitio Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem militum Catholicos ſemper habeant, idque ſub pœna quinquentorum aureorum, memorata Conſtitutione Regni Anni 1638. vallata per Generoſum Inſigatorem Regni in Judiciis Noſtris vindicanda, & ſub nullitate Electionis in contrarium præſenti Decreto peractæ. Ut autem cultus Divinus augeatur, & honor læſus Deiparæ per Combuſtionem illius ſtatuæ, & Imaginum Sanctorum, reparetur, Fidesque Catholica in eadem Civitate depreſſa refloreseat, & propagetur, admiſſa Intervemione Religioſorum Ordinis S. Francisci de Obſervantia, qui ſoli in Regno Noſtro Bernardini vocantur, Eccleſiam Beatiſſimæ Virginis, antea in Poſſeſſione eorundem Religioſorum Ord. S. Francisci de Obſervantia exiſtentem, tanquam Proprietariis, & ultimis ante occupationem per Acatholicos hujus Eccleſiæ Poſſeſſoribus, cum ſuppelleſtili Eccleſiaſtica, & Bibliotheca quæ & qualis intercepta eſt, & ex Inventario antiquitus conſcripto per Nobilem & Spectabilem Magiſtratum Thorunenſem producendo, Ejusdem Eccleſiæ propria eſſe apparuerit, & Gymnaſium, quod ex Mo-

ANNO 1724.

naſterio

ANNO 1724. nasterio eorum Acatholici sibi fecerunt, iisdem Religiosis Bernardinis adjudicamus, ut ipsos Commissarii Nostri ad executionem Decreti nostri præsentis deputati, reinducant, illis committimus, quàm reinductionem Nobilis & Spectabilis Magistratus, & Ordines, & nemo ex Populo Acatholicus Civitatis Thorunensis, seu quævis Persona impugnare audebit, sub pœna Infamiæ, quam decernimus, & Terminum publicandæ coram iisdem Commissariis Nostris, conservamus, Processiones quoquè publicas statis temporibus cum Sanctissimo SACRAMENTO, juxta morem & institutum Ecclesiæ Catholicæ, tum sepulturas processionaliter publicas Catholicorum (sicut olim fuerant) Acatholici impedire & interturbare in eadem Civitate ne audeant, prohibemus & pœnam quingentorum aureorum, aliasque per Judicium nostrum decernendas & extendendas interponimus. Scripta Typis impressa, sarcasmos & convitia in Indibrium & contumeliam Fidei Catholicæ, Ecclesiæque Orthodoxæ, contineutia, uti & hymenea per Giereth Prædicantinm Sacra miscendo profanis concepta cassamus, & ad rogum, per Executorem Justitiæ combureuda damuamus, ipsumque Giereth & Olioff Prædicantios, ob non comparitionem coram Commissariis nostris, & in Judicio nostro, non datamque in objectis sibi justificationem, Infames & Proscriptos esse de Regno declaramus, & ut reliqui Prædicantii Thorunenses modeste se gerant, fidem Catholicam & Spiritualem Statum, dictis & scriptis suis famosis non lædant, & Typographia Thorunensis nullos libros & scripta sine facultate Loci Ordinarii & Censura Theologi ab eo constituti imprimere audeat, severè & sub confiscatione Typographiæ interdicimus. Et siquidem ex occasione binorum Studiorum, & Studiosorum, Catholicorum videlicet & Acatholicorum in Civitate eadem Thorunensi, tranquillitas publica sæpiùs turbari solet; Idcirco discrimina quævis turbasque & risas amovendo, Scholam seu Studium Acatholienm in Civitate tam nova quam Veteri Thorunensi habere interdicimus, ad aliquam tamen Villam viciniorem Civitatis, vel locum extra Civitatem separatum, Scholam seu Studium transportare Acatholicis permittimus, damna causata litisque expensas ad triginta quatuor millia sexcentos bonæ monetæ in Prussia Currentis, per Actores liquidata, prævia realitatis eorum per Religiosum Rectorem coram Commissariis nostris infrascriptis juratoria comprobatione, quatenus Civitas Thorunensia durante Commissione futura Actoribus solvat, demandamus, idque sub Intromissione in Bona huic Summæ adjudicatæ proportionata, Civitatis Thorunensis Patronimica, in præsentia Commissariorum eorundem Nostrorum, per Ministerialem & Nobiles conferenda, quæ Bona per Intromissionem tradita, Religiosi Actores usque ad exolutionem supra specificatæ Summæ, possidere, & usus fructus ex illis percipere debebunt, à cujus Summæ solutione & quavis in item præsentem Contributione, Catholicos liberamus, confiscataque Bona Resnera Civitati Thorunensi damus & adjudicamus. Religiosos quoque Actores Societatis JESU, nunc & pro tempore existentes, prænonemus, ut Studiosos Scholas suas frequentantes, in modestia, disciplinaque debitâ contineant illosque coërceant, & advertant, ne injuriis, contumeliis, & violentiis, Acatholicos afficiant. Alios autem Indicentes supra specificatos, eum suis querelis, & prætensionibus, ad Commissarios eosdem remittimus, intervenientibus tamen Pellionibus Catholicis, quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Thorunensis, Decreti nostri eum Acatholicis Pellionibus lati satisfactionem injungat, illudque durante Commissione exequatur, ipsi demandamus. Ad extremum Famatus Radzki, qui Filium Acatholicam Heydera (postquam Pater Heyder Catholicus factus est:) de Civitate Thorunensi ad exteros expedivit, coram Commissariis iisdem statuat; ipsi sub pœna mille Talerorum injungimus. Pro cujus Decreti nostri Executione Commissarios nostros, utpote: Magnificos Jacobum Sigismundum Rybinski Culmensem, Ignatium Dzialynski Pomeraniæ Palatinos, Adamum Poninski Guesnensem, Andream Dabski Brest. Cujavienſem, Casimirum Rudzinski Czernensem, Petrum Czapski Culmensem Castellanos, & Generosos Georgium Lubomirski, Succamerarium Regni, Franciscum Aloisium Loski Varsaviensem, & Minoris Cancellariæ Regni Regentem, Felicianum Grabski Lancicinsem, Antonium Trypolski Kijoviensem Adamum Wilkowski Sochiczoviensem, Succamerarios, Josephum Nakwaski Capitaneum Clechanoviensem Uladislaum Wyrzembski Instigatorem Regni, Paulum Jarosewski Plocensem Franciscum Czarazowski Varsaviensem, Vexilliferos Franciscum Ploninski Dapiferum Posnaniensem, Josephum Styrocki Siradiensem, Ludovicum Borucki Brestensis Cujaviensem Pocillatores, Casimirum Polanowski, Subdapiferum Boscensem, Joannem Piwnicki Notarium Terrestrem Culmensem, Franciscum Lopacki assignamus, & deputamus, iisdemque committimus, quatenus prævis inooresceutiarum suarum Literis, duabus Septimanis ante terminum ponendis, ad Civitatem nostram Thorunensem condescendant, ibidemque absentia nonnullorum non obstante, modò quinque adsint, Jurisdictionne sua Commissoriali in Prætorio vel alio loco qui ipsis commodior videbitur fundara, acclamatisque ad præsentiam sui per Ministerialem Partibus, in præsentia earum, tum & Iucareeratorum & arrestatorum staruendorum, Decretum præsens nostrum publicari faciant, illudque in omnibus contentis, Punctis, non attentis quibusvis citatæ & jure victæ Partis oppositionibus, rescriptis, appellationibus, citationibus, prosecutionibus, Mandatis, nostris, exportatis vel exportandis, ad Executionem, adhibita etiam forti Militari manu dedueant, & deduci curent; quam Executionem, Nobilis & Spectabilis Magistratus & Ordines Civitatis Thorunensis & nemo irritare audebit, sub pœnis Legum contra Convulsores Decretorum nostrorum sanctis, & ipsa pœna perduellionis; demum iudicentium seu intervenientium ad præsens, præteusiones exsudient, cognoscent, ae pro Jure Justitia & æquitate decident, sopient, vel si complanare poterunt complanabunt, moderabunt, appellatione à sola definitiva Sententia, in his duntaxat Indictionibus, Partibus se gravatas esse sentientibus ad Nos Judicisque nostra salva manenre. Actum Commissionis, quo ad indicentium & Intervenientium præteusiones expeditæ, in aperto, Inquisitiones verò si quæ eductæ fuerint in occluso Rotulo Partibus extradeni, postquam taliter in rem indicentibus expeditam Commissionem, Terminum coram Nobis Judicioque nostro comparentibus iisdem Indicentibus conservamus peremptorium, Decreti præsentis vigore. In cujus rei fidem præsentibus Sigillum Regni est appressum. Actum Varsaviæ sub tempus Comitiorum Regni Generalium Feria secunda post Festum SS. Simonis & Judæ Apost. proxima, die 30. Mensis Octobris Anni Domini 1724. Regni verò Nostri 28. Anni Illustriss. & Excellent. Domini, JOANNIS in Slupow SZEMUEK Supremi Cancell. Lomzensis Granden. Capitanei.

JOANNES SZEMUEK (*L. S.*)

Supremus Regni Cancellarius.

SEBASTIANUS RYBCZYNSKI (*L. S.*)

Decretorium Curiæ Regni Notarius. Correctum.

DECRETUM *Inter Coll. Soc.* JESU *Thorunensis; Actum Magistr. & Communitatem Thorunen. Citt.*

ANNO 1724.

XXXI.

Tractatus sive Conventio inter BENEDICTUM XIII. *Papam Sanctissimum, &* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Augustissimum pro Dimissione ad Sanctam Sedem* Comacli, *salvis Juribus Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domúsque Austriacæ omnibus tam respectu Possessorii, quàm Petitorii. Actum Romæ 25. Novembris* 1724. Cum PLENIPOTENTIIS, & RATIFICATIONIBUS. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale à Vienne.] 25. Nov.

CUm saluti publicæ, & Orbi præsertim Christiano omnino conveniat, stabilem inter Pontificiam, & Cæsaream Auiss Concordiam servari, colique, & post occuparum casu Comaelum summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuò institerint, dictum Comaelum in eum in quo prius erat, statum restitui, nec antea Pacem, Concordiamque futuram: Cumque his, aliisque gravissimis pro salute publicâ tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctissimâ suâ, quâ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimitate probe cogno-

ANNO 1724. cognoverit rem hanc in eâ, quâ usque huc versata fuit conditione, absque periculo publico persistere diutius non posse, ea propter momentosum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentiæ propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiario Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenâ facultate ut suprà in Articulos sequentes circa dimittendam possessionem Comacli, salvo cujuscunque Jure, convenerunt, videlicet:

Primò, Promitti à Summo Pontifice pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apostolicâ, se, eosdemque nec ratione damnorum, quæ occasione Comacli sive ante, sive per, sive etiam post apprehensam à Copiis Cæsareis ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusve Subditis, quocunque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacrâ Cæsareâ Majestate, Serenissimâque Domo Austriacâ quidpiam postulaturos, neque etiam à Subditis, & Incolis Comaclensibus eo nomine ullos iodemnitatis, aut reparationis sumptus exacturos, quinimò vi hujus Articuli omnes illas, aliasque ejusmodi prætensiones pro penitùs sublatis perpetuò habendas esse.

Secundò, Possessionem Comacli à Sacrâ Cæsareâ Majestate eo duntaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restituatur ut priùs, ità scilicet, ut neque eidem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Impetio, vel Domui Atestinæ quidquam Juris sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domusque Atestinæ Jura omnia tam respectu Possessorii, quàm Petitorii salva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Conventile de Amnestia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comaclensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antèà suam erga Cæsaream Majestatem, & Imperium devotionem peculiatiter testati vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi, vel etiam ex causis sive publicis, sive privatis ad Aulam Cæsaream ejusve Administtrus ablegari fuerunt, ac proinde vigore hujus Amnestiæ prædictis Subditis, & Incolis Comaclensibus nec quoad Personas neque quoad Bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi causis quidquam molestiæ, aut impedimenti directè, vel indirectè inferendum esse. Porrò sarta tecta servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & Incolæ Comaclenses ante suprædictam occupationem usi, & potiti sunt, vel uti, aut potiri debuissent.

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eâdem mente pariter sit, atque vigore suarum requisitorialium die 22. Julii nuperi insistat, ideoque suum nunc Ministruto plenâ etiam cum facultate instruxerit, munieritque, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiarios Pontificius nomine Summi Pontificis, & Cameræ Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comaclensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, eo quo priùs erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentrillimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intrà tres Menses à die Ratihabitionis enmputandos à dictâ Civitate Comaclensi, Locisque occupatis recessuros, & tam Militares, quam Civiles cujuscunque generis Officiales juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro loeorum opportunitate necessariis ad asportanda Bellica, & propria eorum mobilia, adeò ut integrum, liberumque Summo Pontifici sit, Præsidium suorum Militum inducere, & collocare, ibidemque potestatem liberè, ut priùs exercere.

Denique promittuot etiam memorati Eminentissimi & Reverendissimi DD. Cardioales, omoium & singulorum, quæ in præsentis Instruoienti Articulis contenta sunt, Ratihabitionem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæsareâ Aulâ secuturam esse. ANNO 1724.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque ex dictis Eminentissimis & Reverendithmis DD. Cardinalibus Plenipotentiariis ractâ Cruce Pectorali juravit, & manu propriâ duplex Exemplum præsentis Instrumenti mutuæ Conventioois subscripsit, & signavit, ut unum eorum penès præfatum Eminentissimum Plenipotentiarium Pontificium, & alterum penès dictum Eminentissimum Cienfuegos existat. Actum Romæ vigesimâ quinta Novembtis Accio Millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(*L. S.*) *Ego Fabritius Episcopus Portuensis S R. E. Cardinalis Paulutius Sanctissimi Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

(*L. S.*) *Ego Albarus Tit. S. Bartholomæi in Insulâ S. R. E. Cardinalis Cienfuegos, Sac. Cæs. & Catbol. Majestatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

Tenor Plenipotentiæ Pontificiæ.

Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ S. R. E. Cardinali Paulutio nuncupato, Benedictus Papa Decimus Tertius.

VEn. Frater Nosier salutem &c. De Tuâ spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatiuna Nostris, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad ineundam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolicæ dimissionem, & possessionem Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum recipiat, in Nostrum, & Sedis prædictæ Plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constitoimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine eam Dilecto Filio Nostro Alvato S R. E. Presbyteto Cardinali Cienfuegos concupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacli, ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decenter validum, & efficax fore, quidquid earundem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complete, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub anulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(*L. S.*) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Tenor Plenipotentiæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *pleno Tit.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quòd Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanienscm S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, cujus prudentia, & integritas Nobis jam dudum, & continuò probatæ sunt, in Plenipotenriarium Nostrum Cæsareum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinu Presbytero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causâ, & Negotio destinavit, atque solitâ Plenipotentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo publico instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Comacli uti priùs, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique, verbo nostro Cæsareo promittentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbaturi, ratum, gratum, firmumque habituri simus, eo quorum fidem, ac robur

hasce

ANNO 1724. hasce manu Nostrâ subscriptas, Sigilloque Nostro Imperiali muniri jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L.S.*)

Vt. JOANNES GUILIELMUS *Comes de* WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium
B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS *PP.* XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUm nuper, nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum, Nostrum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Charissimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quædam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conventæ, & subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentiæ hujusmodi tenor est qui sequitur videlicet:

Cum Salusi publicæ &c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes hujusmodi stabili, perpetuâque firmitate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine Capitulationes prælatas tenore præsentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promissa per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in Capitulationibus prædictis sincerè, & inviolabiliter ex Nostra, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præsentes Literas nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas, & efficaces existere, & fore, suosque plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus sit, Nostra, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure quæsito non tollendo, cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores præsentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris ad præmissorum effectum specialiter & expressè derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Anulo Piscatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs nostri Anno primo.

(L. A. P.) ER. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. pleno Tit. Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodoliber interesse poterit, quòd cùm inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsaream Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulutium & Status Secretarium, nec non Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum plenâ cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto lequens Conventio Inita, & concluſa fuerit, quæ incipit. ANNO 1724.

Cum Salusi publicæ &c. INSERATUR.

Nos prædictam Conventionem sic Initam, & concluſam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudavimus, approbaverimus, confirmaverimus, & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali: Nos omnes & singulos Articulos in dictâ Conventione expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contravenire passuros esse: in quorum majorem fidem, & testimonium præsentes ratificatorias manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appressione munire jussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici, & Boemici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (*L.S.*)

Vt. Frus Car. Com. de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

XXXII.

Acta THORUNENSIA *in Executione Decreti.* 5. Dec. *S. R. Majestatis Polonicæ Assessorialis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensis.* Cum TRANSUMPTO *Privilegii à* SIGISMUNDO *Rege de Templo Beatissimæ Virginis* MARIÆ *Thorunensi, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno* 1567. *Actum in Prætorio Sacræ Regiæ Majestatis Thorunensi, die quinta Decembris, scilicet Feriâ tertiâ ante Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis* MARIÆ *proximè, Anno Domini* 1724. [Sur l'Imprimé à Varsovie in fol.]

COram Illustribus & Magnificis JACOBO SIGISMUNDO in Rybno KYRINSKI Palatino Culmensi Generali Artilleriæ Regni, Covaleviensi, Lipinensi, Vislicensi &c. Capitaneo, Marescalco Tribunalia Regni; Adamo à Ponin Poninski, Gnesnensi, Babimostensi, Capitaneo; Andrea à Lubraniec Dambski Brestensi Cujaviæ, Casimiro à Radno Rudzinski Cerscensi, Colonello Exercitus R. S. Majestatis & Reipublicæ, Petro Czapski Culmensi, Knyszynensi, Radzinensi, Sobovicensi Capitaneo, Castellanis, Georgio S. R. Imperii Principe, Comite in Jaroslaw & Wisnic Lubomirski Supremo Regni, Casimiriensi, Olsztynensi, Janovicensi, Capitaneo Generali Exercitus S. R. Majestatis & Reipublicæ, Felliciano Grabski Lancicinensi, Antonio Trypolski Kosovicnsi, Francisco Loski, Varsaviensi, Regente minoris Cancellariæ Regni, Adamo Wilkowski Sochaczovicnsi. Succamerariis, Josepho in Kryak Nakwaski Capitaneo Ciechanovicnsi. Uladislao Wytrzebski Instigatore Regni, Paulo Casimiro in Jarosiewo Jarosiewski Plocensi, Judice & Vice-Capitaneo & Terræ Vissogrodiensis Francisco Constantino Mokronowski Judice Terræ ejusdem Varsaviensis & Marescalcali Vexilliferis, Francisco Poniosky Dapifero Posnaniensi, Capitaneo Copanecensi, Josepho Wysocki Siradiensi, Ludovico Borocki Brestensi Cujaviæ Pocillatoribus Casimiro Polanowski Subdapifero Buscensi, Joanne Piwnicki Notario Terrestri & Vice Palatino Culmensi, Francisco Lopacki Subdapiferide Ciechanovicnsi, S. R. Majestatis Commissariis. in præsentia Illustrium Magnificorum ac Generosorum & Nobilium Henrici Krokowski Gedanensis, Capitanei Parchovicnsis, Stanislai Garczynski Bidgostiensis Castellanorum; Svieciosiai Radowicki Vexilliferi Pomeraniæ, Alexandri Wolski Terrestris & Castrensis Bigdostiensis, Francisci Rosciszewski Castrensis Judicum; Ignatii Dabski Notarii Castrensis, Casimiri Piwnicki &

ANNO 1724 ex eodem Palatinatu Joannis Kalſtyn et Margeborganſi, Sikorski ex Pomerania, ad Tribunal Regni Judicum Deputatorum, Bajerski Judicis Terreſtris Michalovienſis, Joannis Cantii Rychlowski Dapiferi Siradienſis, Joſephi Wagrodzki Pocillatoris, Jacobi Milewski Tribuni Zacrocimenſis, Emanuelis Rosciſzewski Subdapiferi Terræ Dobrioenſis, Joannis Slubicki Venatoris Juniviadislavienſis, Petri Sokolnicki Pincernæ Schovenſis, Colonelli S. R. Majeſtatis, Adami Pilichowski Theſaurarii Terræ Viſſogrodienſis, Joannis Nakwaski Capitanei S. R. Majeſtatis, Antonii Zakrzewski Judicidæ Terræ Plocenſis, & aliorum plurimorum Nobilium nec non Miniſterialis Regni Generalis Providi Alberti Kupczewicz ad Actum præſentem aſſumpti.

NOs Commiſſarii S. R. Majeſtatis in Acto ſuperiùs ſpecificato, inhærendo Decreto Aſſeſſoriali S. R. Majeſtatis inter Partes inſcriptas Varſaviæ ſub tempus Comitiorum Generalium Regni, Feriâ ſecundâ poſt Feſtum Sanctorum Simonis & Judæ Apoſtolorum proximâ, die 30. Octobris Anno præſenti prolato, vigore Literarum Innotescentialium ad mentem præfati Decreti, tempeſtivè ſcilicet duabus ſeptimanis ante præſentem Terminum & Actum editarum, publicatarum & coram Actis Caſtrenſibus Covalevienſibus, feriâ tertiâ ipſi die Feſti Præſentæ Beatiſſimæ Virginis MARIÆ inſcriptarum, ad Prætorium Thoruuenſe, die hodierna in Actu contenta condescendimus, Jurisdictionem Noſtram Commiſſorialem fundavimus, Pacem & ſecuritatem Publicam Legibus & Conſtitutionibus Regni præſcriptam & Actibus ſimilibus obſervari ſolitam voce ſupra ſcripti Miniſterialis publicari & præcuſtodiri fecimus, Partesque in Decretum præfatum intrantes, voce ſupraſcripti Miniſterialis, ad Judicium noſtrum acclamare demandavimus. Quo in Termino Partibus utriaque Venerabili Collegio Thoruuenſi Soc. Jesu Actoribus, per Religioſum Fratrem Martinum Wolanski ſuo & totius Collegii Nomine, per Nobiles & Spectabiles Andream Szulc Proconſulem & Joannem Fridericum Hawenſtein Conſulem. Perſonaliter; ex Scabinatu per Spectabiles Carolum Godefredum Hukſteyn Veteris Civitatis, & Joannem Sigismundum Haderſteyn Novæ Civitatis Thorunenſis Scabinos, ex Communitate per Spectabiles Davidem Braue & Joannem Hube Scabinos Suburbanos, ſuis & Magiſtratûs, Scabinatûs, & totius Communitatis Thorunenſis Nominibus Perſonaliter, admodum Reverendo Domino Matthæo Donacki Præpoſito ad S. Laurentium extra Mœnia Civitatis Thorunenſis ſuo & illuſtriſſimi ac Reverendiſſimi Severini Sacanka Epiſcopi Joppenſis, Suffraganei Archidiaconi & Officialis Generalis Culmenſis, Eccleſiæ S. Joannis in Veteri Civitate Thorunenſis Præpoſiti, Indicentibus & Actoribus perſonaliter, Venerabili Collegio Plocenſi Soc Jesu per Religioſum Andream Rutkowski Regentem Seminarii, ſuo & ejusdem Collegii Nomine perſonaliter; Religioſis ne Deo dicatis Monialibus Ord. S. Benedicti Conventûs Thorunenſis Iudicentibus & Actricibus; per admodum Reverendum Hankiewicz Plenipotentem inſcriptum; Conventu Thornuen. Ord. Prædicat. Indicente & Actore per Religioſum Patrem Reprowski Priorem Conventus ejusdem, & Fratrem Joannem Profeſſum perſonaliter illuſtribus & Magnificis Sendicis Conventuum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francisci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ per Religioſum & admodum Reverendum Seraphinum Gamalski Provincialem perſonaliter; Famatis Pellionibus Catholicis, Civitatis Thoruneo. Indicentibus & Actoribus per Famatum Andream Gutowski, ſuo & aliorum Nomine perſonaliter; Famatu Antonio Kronikowski, ante hac Cive Thorunen. Indicente & Actore perſonaliter, Magnifico Antonio Bogusławski Capitaneo Plocenſi Indicente & Actore per Generoſum Andream Chwalkowski Regentem Caſtrenſem Juniviadislavienſem, Magnifico Joſepho Kretkowski Indicente & Actore perſonaliter; admodum Reverendo Zrzalski Parocho Dlutovienſi Iudicente & Actore per Generoſum Joannem Zalewski inſcriptum Plenipotentem, Generoſo Joſepho Rembelinski Iudicente & Actore perſonaliter; Magnifico Michaële Zalewski Subdapifero Mielnicenſi, per Generoſum Andream Chwalkowski: Magnifico Gurski Notario Terreſtri & Caſtrenſi Ciechanovienſis per Generoſum Joannem Orlewski, Succeſſoribus olim Generoſi Jacobi Suski Indicentibus per Generoſum Adamum Murzynowski ſuo & aliorum Nomine perſonaliter, Generoſis Karwoſieckie Conjugibus Indicentibus & Actoribus per Generoſum Joannem Karwoſieckie Bnegrabium Caſtren. Plocen. Maritum ſuo & Conſortis ſuæ Nomine perſonaliter, Nobili Cimeſto de Wolſon Indicante per Ingenuum Adamum Lapczynski perſonaliter; Spectabili Michaële Zybert per Generoſum Audream Chwalkowski Perilluſtri & admodum Reverendo Joſepho Bratkowski Canonico Cathedrali Posnanienſi Indicente & Actore per eundem Generoſum Chwalkowski; Generoſo Andrea Daniſzewski Indicente perſonaliter, Incolis & Subditis S. R. Majeſtatis Mokrenſibus per Honeſtos Petrum Szynal & Laurentium Piątek ſuo & aliorum iucolarum Mokreoſium Iudicentium & Actorum Nomine perſonaliter.

Coram Judicio Commiſſoriali comparentibus & Judicialiter Controverrentibus. Quarum Controverſiis nos Commiſſarii coram ſe inductis & exauditis ac conſideratis, ad Executionem Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis de Actu ſuperiùs expreſſi accedentes. Ante omnia incarceratos & arreſtatos, ut in præſentia omnium Decretum præfatum publicetur, ſub cuſtodia Militari adducere & ſtatuere coram Judicio noſtro inſtantanè demandamus. Et quoniam Joannes Godefredus Reznor Præſes, Jacobus Hendricus Cernik Vice-præſes, Simon Moabt, Chriſtophorus Herrel; Chriſtophorus Cieſielczyk Guntbort, Joannes Bekier Guzikarz, Joannes Georgius Mercz, Georgius Wæz Sotos, Chriſtophorus Karuſza Lanio, Jacobus Szultz Iglarz, Joannes Chriſtophorus Haſt Piernikarz, nec non Nobiles & Spectabiles Gerardus Thomas Burgrablus, Hendricus Cymerman Conſul, Gawrok, & Zybler Capitanei Thoruuenſen & alii ſub Cuſtodia Militari coram Judicio noſtro Commiſſoriali ſunt addncti & ſtatuti: Idcirco denuo acclamatis voce Miniſterialia ad Judicium noſtrum Commiſſoriale Partibus, apertis ſtubæ Judicialis foribus, in præſentia omnium, Decretum ſupra recenſitum Aſſeſſorialis S. R. Majeſtatis publicari fecimus; tandem poſt Publicationem, ad Executionem Decreti ejusdem proceſſimus, decernendo. Quatenus Religioſi Fratres Jacobus Piotrowicz & Martinus Wolanski ſive noun ex eis, ſatisfaciendo ſæpe nominato Decreto, tam Reznor Præſidem, quàm Cernik Vice Præſidem criminaliter convincani inſtantanè; additur Miniſterialis ad prouuntiandam Rotham. Qua ad Perſoaam Reznor Præſidis, ex Decreto præfato excarptam præſtitit Religioſus Martinus Wolsuski, addicur quoque Miniſterialis Teſtibus Nobilibus Jacobo Rabczynski, Caſimiro Zielenowski, Joanne Bartkiewicz, Martino Skibinski, Joanni Biernacki, Joanni Sosnowski, præliteruot. Additus quoque idem Miniſterialis, quo ad Perſonam Cernik, Vice-Præſidis, ad pronunciandam ſeortivè Juramenti Rotham ex eodem Decreto depromptam prænominato Religioſo Martino Wolanski, & Teſtibus, præſtiti noâ cum ſex Teſtibus ſuperiùs expreſſis. Additur denno idem Miniſterialis eidem Religioſo Wolanski ac Teſtibus, ad pronunciandam Juramenti Rotham, in Decreto præfato expreſſam. Quo ad Perſonas Simonis Mohabt, Heyder, Chriſtophori Hertel, Hans, Krzyſztof Mularczyk, Krzyſztof Guttbort, dicti Cieſielczyk, Joannis Bekier Guzikarz, Joaoois Georgii Mercz, Georgii Wæz Sotoris, Chriſtophori Karwiza Lanionis, Jacobi Szultz Iglarz, Joannis Chriſtophori Hawt Piernikarz, præſtitis noâ cum Teſtibus ejusdem ſupra ſcriptis juxta Rotham ex eodem Decreto ipſi pronunciatam, (excepto Heydera profugo, qui fidem Catholicam ante ſngam ampleans eſt.) Poſt quæ Convictionis Juramenta eosdem omnes criminaliter convictos ſuperiùs expreſſos (excepto Heyder Neo-Catholico profugo non convicto) pro Executione de Perſonis eorum juxta præſcriptum præfati Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis ſumenda ad Executorem Juſtitiæ ſub cuſtodia Militari remitti demandamus. Actumque noſtrum occupationibus tenebris, imminente Feſto craſtino die S. Nicolai Episcopi, ad ſeriam quintam ſequentem, voce ſupraſcripti Miniſterialis reclamari juſſimus.

Tandem feriâ quintâ, in Vigilia Feſti Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, poſt ſubſecutam Inſtitutionem & ſupplicium de Perſonis Præſidis & ſupra ſcriptorum convictorum (excepto Cernik Vice-Præſide) reaſſumpta Jurisdictione noſtra Commiſſoriali, voceque Miniſterialis publicata & proclamata, Partibus ut ſupra comparentibus, confiſcationem Inventarii ſubſtantiæ mobilis & immobilis, olim Præſidis Reznes per Decretum S. R. Majeſtatis Aſſeſſoriale confiscatæ, per Delegatos ex Magiſtratu in præſentia Magnificorum Commiſſariorum ex Senatu noſtro

Dele-

ANNO 1724

ANNO 1724. Delegatorum, propter majorem ſecuritatem injunximus, ea qua Fortuna olim Ptæudis Rezner confiscata, & Civitati S. R. Majeſtatis adjudicata, Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, Creditoribus omnibus ad Subſtantiam eandem confiscatam, ſignanter Generoſo Bonaſuſſ Colonello Quardiæ S. R. Majeſtatis, cum Juribus concurrentibus pro juſto & æquo, ut ſatisfactionem decernat & injungat, ac præſter demandsmus. Et quoniam ſuper Vice-Præſidis Cernik Venerabiles Patres Soc. JESU Actoren Executionem Criminalem non urgent, quinimo pro libertate & vita ipſius maximè inſtant, Senatores quoque, Officiales Terreſtres, atque Nobilitas proximorum & contiguorum Palsrinatuum, nec non Spirituales Perſonæ, tam ſecularis quàm Religioſi Ordinis; inſuper Populus Catholicus utriusque Sexûs die heſterna ad Eccleſiam S. Joannis in Feſto S. Nicolai catervatim congregatus, pro eodem Cernik, ſemper ſibi eundem Catholicis cum fuerit in Magiſtratu Civitatis hujus conſtitutus addictum, rectum, in facilitandis Negotiis promptum, commendando & teſtando, lachrymabili voce, & penetrabili ejulatu ad nos Commiſſarios emiſſo intercedit, ac per amorem Chriſti & Fidei Orthodoxæ, ut eorum Vota & gemitus exaudiantur exemplari Catholicis pietate obligat, Nos verò Commiſſarii licèt ſi ad præmiſſas inſtantias, magis tamen non urgenta Parte Actorea Executionem Criminalem inclinari vellemus. Nihilominus ſiquidem Executio tantùm Decreti S. R. Majeſtatis eſt nobis conceſſa; Idcirco Rationibus ſupra expreſſis permoti, eo etiam non conſiderato, ut confidentia & amicitia inter Catholicos ad Magiſtratum juxta mentem Decreti præfati Aſſeſſoriales accedentes, & Acatholicos conciliatur, receptis prius à Magiſtratu & Ordinibus Civitatis Thorunenſis Fidejuſſoria cautione, & data judicialiter ſpoonſione, ſæpe memoratum Cernik ad impetrandam Clementiam S. R. Majeſtatis Judiciumque & Deciſionem ejus remittimus. Tandem quò ad Perſonas Nobilis & Spectabilium Jacobi Meyner, Conſulis, & Joannis Hendrici Withmeyer Secretarii decernimus Quatenus uterque eorum Decreto memorato S. R. Majeſtatis Aſſeſſoriali Evaſionis Juratoriæ ſatisfaciant, idque inſtantaneè. Additur Miniſterialis ad pronunciandam Juramenti Rotham, ex Decreto depromptam, tam eidem Nobili & Spectabili Meyner quàm Teſtibus; præſtitit cum Teſtibus Spectabilibus, Martini Gondlich, Jacobo Stark, Scabinis, Joanne Wonchauſen Autifabro; Additur quoque Spectabili Withmeyer Secretario, præſtitit cum Teſtibus, Famatis Chriſtiano Preiis, Cornelio Eletd, Michaële Frye de Conſenſu Partis Actoreæ, admiſſis ſimiliter juxta Rotham in Decreto contentum. Qua Juratoria Evaſione attenta, Eosdem juxta Reſonantiam Decreti præfati à Termino, & Cautâ liberos declaramos. Jam autem Weſtfal Starpucza, tam pueros Szfecmana, Fengiera, quod bialego honia, aurigam Heyny ame Prætorium, ad mentem prænominati Decreti flagellari demandavimus. Poſt quam perpeſſam pœnam liberos mittere juſſimus. Porro propeter ſpecialiter exhibendum Cultum Divinum & Honorem Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, in Vigilia Feſti Immaculatæ Conceptionis Ejusdem ad Cathegoriam & Indictionem Religioſorum Patrum Bernardinorum Ord. S. Franciſci Seraphici per Provinciam Majoris Poloniæ condeſcendendo, ac iohantendo ſæpeſato Decreto Aſſeſſoriali S. R. Majeſtatis, ad Reinductionem in Eccleſiam Beatiſſimæ Virginis MARIÆ, atque Gymnaſium quod olim Monaſterium Eorundem PP. Bernardinorum fuerat proceſſimus, & in eandem Eccleſiam atque Gymnaſium cum attinentiis juxta antiquas Fundationes & Jura, receptis priùs à Nobili & Spectabili Magiſtratu clavibus, Præfatos PP. Bernardinos reinduximus, eandemque Reinductionem voce ſuprascripti Miniſterialis publicari fecimus, tradidimus. Poſſeſſionemque pacificam ad Majorem DEI Gloriam & Beatiſſimæ Virginis MARIÆ ac omnium Sanctorum Honorem aſſignavimus & eos reliquimus. Interea noctè inſtante Actum Noſtrum poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ voce Miniſterialis reclamari demandavimus. Sabbatho itaque in craſtino Feſti Immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta denuo Jurisdictione noſtra, Partibusque ad Judicium noſtrum modo quo ſupra acclamatis comparentibus & in eadem Cathegoria Controverentibus & diſceptantibus. Nos Commiſſarii S. R. M. auditis Partibus, diſceptationibus, & controverſiis decernimus ac demandamus: quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, ſatisfaciendo Decreto ſæpeſato S. R. Majeſtatis, Inventarium ſupellectilis ejusdem Eccleſiæ, atque Bibliothecam coram Judicio noſtro Commiſſoriali prodicat & componet idque in inſtanti, & licèt quidem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis ſatisfaciendo Decreti tam S. R. Majeſtatis, quàm noſtro, antependa antiqua bina, candelabra majora duo, minora duo, Patribus Bernardinis in Eccleſia telinquit, Bibliothecam verò Magnificis Commiſſariis ex Stuba noſtra Deputatis ſine Inventario ſeu Regeſtro tradidit, verum quoniam Inventarium ſupellectilis Eccleſiaſticæ, præſertim in argento atque Bibliothecæ apud Magiſtratum exſtare eſſe, Rationibus probabilibus ſupponitur. Idcirco ſuſpenſa tantiſper deciſione præſentis Cathegoriæ decernimus & demandamus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Inventarium ſupellectili Eccleſiaſticæ atque Bibliothecæ ſufficientiùs comportet idque inſtaneè. Tandem quoniam loco comparationis ſufficientioris ſupellectilis Eccleſiaſticæ & Bibliothecæ, Partes pro Summa mille ducentorum tynſonum Polon. compoſuerunt, proinde appetobata ejusmodi complanatione Judicialiter facta: Reſolvendo ſuperiorem ſuſpenſionem decernimus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus ad manus Secularis Catholicæ Perſonæ, quam Venerabiles Patres Bernardini deſignaveriot; Summam eandem in ſpatio quatuor ſeptimanarum coram Officio Caſtrenſi Covalevienſi realiter & effectivè ſolvat, ſub pœna Banitionis quæ decernitur, & terminus publicandæ in ibidem circa Manifeſtationem conſervatur peremptorius. Quantum attinet Privilegium Divæ olim memoriæ Sereniſſimi Sigismundi Regis Poloniæ, coram Actis Caſtrenſibus Jouiviadislavienſibus in Vigilia Feſti S. Thomæ Apoſtoli 1658. Anno per oblatam porrectum, ad præſens in Judicio noſtro per Patres Bernardinos prodactam, hoc in Puncto cauſam pro cognitione ejusdem. Privilegii ad Judicia Aſſeſſorialia S. R. Majeſtatis remittimus; conſervando Partibus utrisque in eisdem Judiciis terminum peremptorium. Nihilominus pro Juſtitia & Pietate decernimus ac mandamus, at Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus & Civitas Thorunenſis per ſe ſeu ſubordinatas Perſonas, accidentiam valgò Ahzyzy ab iovecta terum cumeſſibilium & potabilium, ex eleemoſyna per eosdem Patres Bernardinos collectarum, ſemper quoties opus fuerit, ab eisdem Patribus Bernardinis non exigat nec exigi demandet, aut permittat; idque ſub pœna in foro competenti vindicanda, & ne eosdem Patres ad Eccleſiam prænominatam, atque Monaſterium eum accidentia modo quo ſupra reinductos, quovis modo vel pretextu interturbare audeat demandamus. Idque ſub pœnis contra convulſores Decretorum S. R. Majeſtatis Legibus Regni ſanctis. Eodem Actu ſcilicet Sabbatho in craſtino Feſti Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, ſatisfaciendo Decreto præfato S. R. Majeſtatis, ſcripta quævis Typis impreſſa, ſarcasmos & convitia in contumeliam fidei Eccleſiæque Orthodoxæ continentia, per Prædicantios concepta, per Executorem Juſtitiæ, ad ſonam Tubæ comburi demandavimus. Tandem feriâ ſecundâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſumpta, iteratò Jurisdictione noſtra, vigore ſuperæ ad diem hodiernam reclamationis Partibusque voce Miniſterialis acclamatis, modo quo ſupra comparentibus ad Executionem ulteriorem Punctorum Decreti S. R. Majeſtatis Aſſeſſorialis procedendo. Quantum attinet perſonas Famati Heyder & ejus Filii per Famatam Racki avocati & ad exteros expediti, atque ſeotſivè Perſonam Hans Krzyſztofa Mularczyka, ſiquidem Famatam Heyder, qui Catholicus factus, Pars Actorea criminaliter non convicit, proinde eundem à pœnis Criminalibus liberum pronunciamus. Nihilominus decernimus & mandamus: Quatenus tam Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis prædictum Hans Krzyſztof Mularczyk, atque diſtinctim Famatus Racki Filium Heydera ſtatuant idque inſtantaneè. Tandem quo ad Perſonam Mularczyka tradente ſe Nobili & Spectabili Magiſtratu ad evationem Juratoriam admiſſibilem & propiorem ad evadendum adeuenimus, decernendo quatenus, bigi ex Magiſtratu Conſules evadant in eam Juramenti Rotham, quòd de fuga præfati Mularczyk Magiſtratus cum ſuis Ordinibus neſcivit, neque cauſa vel occaſio fugæ ipſius fuit, nec ſcit ubi commoratur, nec copiam allam ejusdem Statutionis habet, idque inſtantaneè præſtiterunt Nobiles ac Spectabiles Jacobus Bema, & Joannes Chriſtophorus Elzner Conſules; quo arrento Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum liberum à Termino & quavis impetitione declaramus. Nihilominus prædictum Mularczyk criminaliter convictum, ubicunque locorum capi vel

ANNO 1724.

ANNO 1724. præveniri poterit in fundamento Decreti S. R. Majeſtatis capite picto tendam eſſe ſententiamus, & pro Executione ad quævis Officia per Executorem Juſtitiæ de perſona ipſius facienda remittimus. Quo ad Perſonam Filii Heydera Nomine Chriſtiani, ſiquidem eundem Famatus Racki Judicialiter ſtatuit, quem Pars Actorea Venerabiles Patres Soc JESU in Fidejuſſionem receperunt, proinde eundem Famatum Racki ſatisfeciſſe Decreto præfato S. R. Majeſtatis, Aſſeſſoriſli & Noſtro adinvenimus & liberum facimus, Actumque noſtrum ad diem craſtinum ſcilicet Feriam tertiam Apparitori Judicii noſtri reclamari demandavimus. Tandem Feriâ tertiâ poſt Feſtum Immaculatæ Conceptionis Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ reaſſampta ſolito modo & forma Jurisdictione noſtra, Partibusque poſt publicationem & acclamationem Miniſterialis ut ſupra comparentibus, & ſecum Judicialiter controvertentibus. Quarum controverſiis diligenti trutina exceptis & conſideratis. Quod ſpectat Punctum ſeu Cathegoriam Decreti prænominati Electionis in Magiſtratu, Scabinatu Sexaginta Viratu, ac Secretariatu medietatis Catholicorum decerninus ac injungimus. Quatenus prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis eum ſuis tribus Ordinibus ad Electionem eandem, habendo Decreto memorato S. R Majeſtatis accedat, eandemque juxta præſcriptum Jurium ſuorum, ac Decreti præfati faciat, idque in inſtanti. Et quoniam prænominatus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus eum ſuis Ordinibus ſtante ſpacio & rejectione ejusdem Cathegoriæ per aliquot dies ad Officia Conſularis Nobiles ac Spectabiles Thomam Skomorowski, Joannem Rubinkowski, Conſtantinum Maryanski, Carolam Ludovicum Sferſtman; ad Scabinatum verò Wilhelmum Ludovicum Fauſt, Bartholdum Laurentium Lyer Catholicos in locum demortuorum & remororum Acatholicomm elegerunt, Idcirco ſatisfeciſſe eundem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum eum ſuis Ordinibus Decreto S. R. Majeſtatis & noſtro Commiſſoriali in parte adinvenimus. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus idem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus cum ſuis Ordinibus ſatisfaciendo eidem Decreto S. R. Majeſtatis, illudque per omnia obſervando numerum medietatis Catholicomm in Proconſulatu, Scabinatu, Scxagiura Viratu, Secretariatu, Tribubus in Electionibus ſuis ſtatis & conſuetis temporibus incidentibus, incipiendo ſtatim ab imminenti proximè in Anno Deodante futuro milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto Electione, quæ vocatur Kira adimpleat, & donec numerus medietatis Catholicorum adimpleatur, hucusque Acatholicos ſuos circa omnem controverſiam vel eunctationem, aut quovismodo ad inventum ſive ad invenicndum medium vel colorem ne eligat ipſi demandamus. Inſuper eosdem Catholicos ad Jus Civile, Contuberola, Opificia, Commercia, eoemptiones dotuum Lapidearum, Fandorum, granariarum admittat, nec ullo modo ad id impediat. neque interrubet; in ſervitio autem Militari Civili medietatem Catholicorum, Officiales autem Catholicos ad mentem prænominati Decreti S. R. Majeſtatis incipiendu ſtatim ab Actu præſentis Commiſſionis noſtræ ſemper habeat, idque ſub pœna & rigore in eodem Decreto S. R. Majeſtatis expreſſo per contravenientem Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum atque Ordines Civitatis Thorunenſis in emiſſibiliter ſuccumbendo, & per quamcunque Perſonam ex Catholicis in ſuro competenti vindicando. Porro Feriâ quartâ poſt Feſtum Conceptionis Immaculatæ Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ vigore heſternæ ad diem hodiernam voce Miniſterialis Actus Judicioram noſtrorum reclamationis reaſſampta Jurisdictione noſtra, Partibusque modo ſolito ad Judicium noſtrum acclamatis, prout ſupra comparentibus & controvertentibus. Quantum attinet damus ac litis expenſas per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen. Actures ad Summam triginta quatuor Millium ſexcentorum Florenorum Prutheuicallam liquidatam & per Decretum prænominatum S. R. M. prævia comprobatione per admodum Reverendum Rectorem Collegii ejusdem adjudicata. Quoniam Partes ſcilicet tam Actorea Venerabiles PP. Soc. JESU, quàm citata Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis, loco præſtandi Juramenti, per admodum Reverendum Rectorem, aliis ſiſtendo Juramentum hocce, ad interpoſitionem dignorum amicorum pro Summa viginti duorum millium Florenorum Prutheniciliam compoſuerunt, ex qua Summa Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunen, eum ſuis Ordinibus Summæ octo millium Florenorum Prutheuicsium inſtantaneam ſolutionem offert; jam verò in Summa quatuordecim millium Prutheuicalium Bona ſua Patrouimica Lazyo & Wægorzyn modo obligatorio, durante præſente Commiſſione in præſentia Nobilium & Miniſterialis officioſè conducendorum dimiſſurum ſe usque ad Exemptionem declarat. Idcirco nos Commiſſarii approbata ejusmodi complanatione inter Partes benevolè inita decernimus. Quatenus Summam præfatam octo milliam Florenorum Prutheuicalium, prout ſe Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Judicialiter offert, inſtantaneè ſolvat ſub pœna Banitionis, quæ decernitur, addatur & remittitur. Jam verò in Summa quatuordecem millium Florenorum Pruthenicalium Bona memorata Lazyo & Wægorzyn cum omnibus accidentiis & pertinentiis, in Præſentia Nobilium & Miniſterialis officioſè durante Commiſſione, conducendorum, prævia in iisdem bonis conſcriptione Inventarli idem Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus eum ſuis Ordinibus prædicto Collegio Thorunenſi dimittat & Actualiter tradat, cum ea Judiciall de conſenſu Partium declaratione. Quodſi præfatam Summam Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis, in Exemptionem Prædictorum Boonrum proveuientem, pro craſtino Natalis S. Joannis Baptiſtæ proximè in Anno Deo dante venturo coram Officio Caſtrenſi Covalevienſi non exolverit, extunc Pars Actorea ſcilicet Collegium Thorunenſe de Anno ad Annum usque ad Exemptionem pacificè Bona eadem tenebit & poſſidebit. Quodſi verò Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Summam præfatam quatuordecem milliam Florenorum Pruthauicalium, in craſtino Feſti Natalis S. Joannis Baptiſtæ proximè venturo, ſeu in defectu pro tunc Exemptionis, quocunque alio cujuslibet Anni craſtino Natalis S. Joannis Baptiſtæ, præfato Collegio eorum Officio Caſtrenſi Covalevienſi prævia tamen à Viſitatione duabus ſeptimanis præcedenda coram eodem Officio, exolverit depoſuerit. Extunc Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorunen., Summam eandem levare, ac de Bonis condescendere, ut eadem in eodem ſtatu prout ad præſens recipient, Nobili ac Spectabili Magiſtratui in una ſeptimana, poſt levatam Summam tradere tenebuntur, & debebunt. Facturæ ſunt Partes utraque ſub pœna Banitionis, quæ decernitur, & Terminus publicandæ in primis Caſtrenſibus Covalevienſibus Terminis poſt Contraventionem celebrandis conſervatur peremptorius. Et quoniam in Fundamento ejusdem Decreti & compoſitionis Venerabiles PP. Soc. JESU Collegii Thorunen. tam Summam octo millium Florenurum Pruthenicalium, à Nobili & Spectabili Magiſtratu inſtantaneè enumoratam, quàm Bona durante præſenti Commiſſione noſtra receperunt: Idcirco prænominatum Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum ſatisfeciſſe Decreto Judicii noſtri & compoſitioni eum Parte Initæ adinvenimus. Eodem Actu ad Decifionem Judicionum deſcendendo. Quo ad Interventionem ſeu Judicionem Famatorum Pellionum Catholicorum Controverſiis Partium ſeorſivè judictis, auditis, adhærendo Decreto S. R. M. Aſſeſſorialibus binis, primo quidem Varſaviæ Feriâ adâ poſt Feſtum S. Lucæ Evangeliſtæ, in Anno 1715. cum Acatholicis, quàm ultimario de Actu ſuperiùs recenſito prolatis decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus Thorunenſis præfato Decreto Anni 1715. ſatisfactionem durante noſtra præſenti Commiſſione in omnibus Punctis injungat. Idque ſub pœnis contra Convulſores Decretorum S. R. M. in Legibus Regni deſcriptis. Et licèt quidem Nobilis & Spectabilis Magiſtratus Decretum ſuum inter eosdem Famatos Pelliones Catholicos & ex altera Parte Acatholicos in Punctò ſolo admiſſionis eorundem ad Contubernium durante Commiſſione proculit. Verùm quoniam iidem Pelliones Catholici ſentientes ſe per Sententiam eandem gravatos & injuriatos, appellationem ad Judicia S. R. M. interpoſuerunt. Idcirco pro cognoscenda contraventione, cauſam & negotium rotum eorundem Pellionum ad eadem Judicia S. R. M. Aſſeſſorialia remittimus. Conſervando Partibus ia eisdem Judiciis ſine quavis adeiratione Terminum peremptorium. Eodem Actu & die ad disjudicationem Judictionis & Cathegoriæ Illuſtriſſimi Szczuka Saffraganei Culmenſis, Præpoſiti Thorunen. deſcendendo, Controverſiis Partium prout ſupra comparentium, ac diſceptationibus, hac in Cathegoria Inductis, trutinatis, & debitè conſideratis decernimus & mandamus. Quatenus Partes ſecum agentes, ſcilicet Illuſtriſſimus Actor & Indicens, cum Nobili ac Spectabili Magiſtratu Calculationem tam intuitu cenſus annualis retenti, ad Eccleſiam Parochialem Titull S. Joannis ſpectantis, quàm reſpecta Summæ ex Bonis Siemonis ad eandem Eccleſiam pertinentibus, vigore

ANNO 1724.

ANNO 1724. vigore Conventionis ultimo anno in Anno 1701. die quintâ Januarii inter Partes conclusæ, faciant idque in immensi. Tandem post expeditam eandem Calculationem, ulterioribus Partium Controversiis exceptis, ac discussis decernimus. Quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Summam nongentarum sexaginta Florenorum Prutbenicorum Calculatione per Partem agnitam & moderatam, non comparando nihilominus litis expensas & in solutionem processûs pœnas, à quibus, utentis Annis calamitatis & hostilitatis, Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thorunensem ex moderamine nostro liberamus, & processum cassamus. Pro crastino Natalis St. Joannis Baptistæ proximè in Anno Deodante futuro coram Officio Castrensi Kovalevienſi realiter & effectivè Illustrissimo Actori seu ejus Plenipotenti, prævia manuali citatione de eadem Summa quietatione solvat sub pœna Banitionis, in ibidem circa Manifestationem publicandâ. Quantum attinet Summam ex præfata Conventione seu contractu de Bonis Simonis Ecclesiam prænominatam S. Joannis Patochialem quot annis concernentem, decernimus & mandamus. Quatenus Partes utræque eidem Conventioni seu Contractui in omnibus Punctis usque ad determinatam in eadem Conventione Terminum ab utrinque satisfaciant, idque sub pœna Banitionis, quam interponimus. Appellat Pars citata ad Judicia post curialia S. R. M. adhærendo Decreto superius nominato S. R. M. admissa, cum conservatione Termini Parti utrique in eisdem Judiciis peremptorii. Post cujus Indictionis seu Cathegoriæ decisionem, Actu Judiciorum nostrorum, ad diem crastinam voce Ministerialis reclamato, ac denuo vigore ejusdem reclamationis Feriâ quintâ post Festum Immaculatæ Conceptionis Beatissimæ Virginis MARIÆ sequenti Jurisdictione nostra, Judicialiter resumpta, acclamata, Partibusque ut supra comparentibus. Et quo ad Cathegoriam & Indictionem Religiosarum ac Deodicatarum Monialium Conventûs Thorunen. Ord. S. Benedicti Judicialiter disceptantibus, quarum discepratlonibus & Controversiis maturâ Judicii sui trutinâ libratis ac diligenter pensatis, suspensa tantisper Decisione totius Negotii: necessariam esse Condescensionem ad fundos & loca controversa Illustris & Magnificorum Casimiri Rudzinski Castellani Cernensis, & Francisci Loski Succameratii Varsaviensis, ex Stuba nostra Judicisli Delegatorum in initanti censemus. Qui Illustris & Magnifici Commissarii condescendendo, Jura Partium ad Fundos controversos se regulantium connotabunt, Fundos eosdem controversos sevidebunt, cognoscent, mensurabunt; Inquisitiones si opus fuerit ex Testibus fide dignis expedient, Partes si potuerint complanare complanabunt, seu cum connotatione sufficienti Actus totius, ad Judicium nostrum Commissoriale pro Decisione remittent. Post quem expedium Actum per Illustrem & Magnificos Commissarios Delegatos Condescensionis, per eosdem ad Judicium Nostrum factam remissionem, Partibus denuo nostro coram Judicio Comparentibus & Controvertentibus. Quarum controversiis iteratò exauditis, Actuque præmissæ Condescensionis lecto & bene considerato, siquidem in Actu præmissæ Condescensionis, Religiosa ac Deodicata Monialis Conventûs Thorun. Jura quibus proprietatem Fundorum hucusque Controversorum petunt, coram Illustri & Magnificis Commissariis producerunt, simique debitè connotata. Quorum fundorum ex re oculis subjecta revisio, atque justa dimensuratio in præsentia, tam Plenipotentis Religiosarum Monialium, quàm ex Nobili & Spectabili Magistratu Delegatorum interceſſit eandemque dimensurationem, utræque Partes acceptarant. Quod spectat Fundum Golubski dictum in Villa dicta Mokre sitem, prædicti Illustris & Magnifici Commissarii Delegati, ex justo hidem & æquo proprietarium esse Religiosarum ac Deodicatarum Monialium agnoverunt. Idcirco resolvendo tam anteriorem Judicii nostri suspensionem, quam Illustris & Magnificorum Commissariorum Delegatorum ad Judicium nostrum remissionem approbato ejusmodi Actu Condescensionis decernimus. Quatenus utræque Partes dimensionem eandem Fundorum de consensu benevolo Partium utrarumque subsecutam observent & in perpetuum manuteneant. Quantum attinet Fundum in Mokre Golubski dictum proprietatem ejusdam Religionis ac Deodicatis Monialibus adjudicamus, decernendo quatenus ademptam Particulam Fundi in eodem Actu Condescensionis connotatam ad Fundum eundem Principalem spectantem in præsentia Nobilium & Ministerialis ab Actu præsentis Decreti in octodecem septimanis officiosè conducendorum, idem Nobilis ac Spectabilis Magistratus restitui & applicari curet, ac de tacto restituat & applicet. Factura præmissæ utræque Parties sub pœna Banitionis in Foro competenti super Partem contravenientem decernenda & publicanda. Quod verò spectat prætensam Cassationem inscriptionis super Summum duodecim millium Florenorum Prutbenicalium, per Religiosas ac Deodicatas Moniales Conventus ejusdem Thorunensis, in rem Nobilis ac Spectabilis Magistratus in Anno 1704. die 19. Martii coram Actis Civilibus Thorun. recognitæ, siquidem eadem Inscriptio liberè & benevolè in assistentia Plenipotentis, per Illustrissimum Loci Ordinarium approbati subsecuta esse deducitur, proinde incompetenter egisse eadem Moniales intuitu Cassationis ejusdem inscriptionis advenimus, & ejusdem inscriptionis robur habere declaramus. Porro quod spectat prætensiones earundem Religiosarum Monialium, intuitu Provisionum à Summa decem millium Florenorum Prutbenicalium, per Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thornen olim Generoso Stanislao Hoynacki die 15. Junii in Anno 1700. inscripta, & per eundem olim Generosum Hoynacki prædictis Religiosis ac Deodicatis cessam retentarum, Provisiones easdem a Summa præfata decem millium Florenorum Prutbenicallum, pro Annis retroactis retentas salvis quietationibus si quas justæ & reales apparuerint, per Religiosas Moniales acceptandi, ex Summa duodecim millium Florenorum Prutbenicalium, pro ceteris inscriptione superius de Actu recensito, Nobili ac Spectabili Magistratui, ab iisdem Religiosis ac Deodicatis Monialibus provenientes (non agnita vicissim ab eadem Summa duodecim millium Florenorum Prutbenicalium Provisione) uti in eadem inscriptione Originali defalcandas & excludendas, per Nobilem ac Spectabilem Magistratum esse censemus. Quantum insuper attinet prætensionem, earundem Religiosarum Monialium, intuitu Summæ quinquaginta Florenorum Prutbenicalium ex loco dicto Glæbocack quotannis provenientis, siquidem quietationes usque ad Annum præsentem 1724 ab eisdem Religiosis Monialibus de Summa hac producentur: Idcirco non posse prætensionem eandem obstantibus quietationibus subsistere declaramus, imò ab eadem Nobilem ac Spectabilem Magistratum liberam pronunciamus. Nihilominus ut idem Nobilis & Spectabilis Magistratus fæces & fimos ex Fundo post mœnia Civitatis hospitali Sancti Spiritus spectante, earundem Religiosarum Monialium propriè expurgare in spatio sex septimanarum demandet injungimus. Appellant utræque Partes ad Judicia Assessorialia, S. R. M. admissa, cum conservatione Termini ibidem peremptorii. Tandem Actum Judiciorum ad diem crastinam reclamari Ministeriali demandamus. Feriâ sextâ post Festum S. Luciæ Virginis & Martyris, vigore hesternæ reclamationis, resumpta denuo Jurisdictione nostra, Partibusque modo quo supra acclamatis compatentibus, & quo ad Indictionem Venerabilis Coll. Plocensis Soc. JESU controvertentibus, quarum controversiis solitâ & debitâ attendentiâ auditis ac intellectis Documentis quoque Literatoriis præfati Venerabilis Collegii Plocensis, visis, lectis & diligenti trutina ponderatis. Quandoquidem prædictum Coll. Plocense Jus petendi sufficiens & evincens ad Summam quinque millium Florenorum Prutbenicalium in Testamento olim Generosi Alberti Peplowski Rothmagistri S. R. M. apud Nobilem & Spectabilem Magistratum Thornen. specificatam ad præsens non producit. Idcirco non posse hocce Collegium vindicare Summam eandem adinvenimus. Et eundem Nobilem ac Spectabilem Magistratum Thornensem à solutione Summæ prætensæ quinque millium Florenorum Prutbenicalium cassato Processu in Judiciis Castrensibus Kovalevien. respectu ejusdem Summæ indebitè obtento liberos esse declaramus. Appellat Religiosus comparens, à Venerabili Coll. Plocensi Indicente ad Judicia Assessoriali S. R. M. admissâ, cum conservatione eisdem Judiciis Termini Partibus peremptorii. Postquam decisam Indictionem, Actu Judiciorum nostrorum ad ctas reclamato, Sabbatho denique post Festum S. Luciæ Virginis & Martyris, resumpta exclamatione hesterna ad diem hanc Jurisdictione nostra, Partibus simili modo post acclamationem & publicationem Actus comparentibus & in Cathegoria Indictionis admodum Reverendi Mathæi Donacki Præpositi ad S. Laetentium extra mœnia Civitatis Thorunensis Controvertentibus, Quarum Controversiis & disceptationibus exceptis & maturè intellectis, quo ad Principalem Cathegoriam prætensæ Dotis ad Ecclesiam S. Laurentii, siquidem admodum Reverendus, Indicens nec

ANNO 1724. originalem erectionem, nec in viſitationibus Judicialiter productis, ullam Dotem prædictæ Eccleſiæ eſſe demonſtrat. Idcirco tam Carhegoriam hanc Principalem ad Judicia Aſſeſſorialia S R. Majeſtatis uti Summi in Regno Eccleſiarum Tutoris & Protectoris, quàm alias ſim litet conſequentes Cathegorias per admodum Reverendum Inducentem prolixè inductas, ad eadem Judicia remittimus, conſervando utrisque Partibus in iisdem Judiciis Sæ. Ræ. Mtis Terminum Peremptorium. Nihilominus decernimus ac mandamus. Quatenus Nobilis ne Spectabilis Magiſtratus Thornenſis cum ſuis Ordinibus Apoſtatas in Civitate & Jurisdictione degentes Regeſtro Judicialiter prodacto manu Illuſtris & Magnifici Marſchalci Tribunalis Regni & Commiſſionis præſentis ſubſcripto ſpecificatos, ad Deciſionem in Judiciis S. R. M. cantæ derineat. Idque ſub pœnis per Judicium hocce S. R. M. decernendis & irrogandis. Ad extremum mandamus, quatenus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus & nemo ex Ordinibus ac Communitate Perſonas Catholicas apud ſe in ſervitio exiſtentes, ad violanda Feſta per labores, Sanctæ Eccleſiæ Romano-Catholicæ adigat, neque ad frequentandas pto devotione Eccleſias quovis modo impedias, idque ſub rigore ſuprſcripto. Actumque noſtrum ob necdum concluſam Commiſſionem ad Feriam ſecundam proximam voce ſuprſcripti Miniſterialis ſolito modo reclamandam eſſe juſſimus. Itaque Feriâ ſecundâ ante Feſtum S. Thomæ Apoſtoli vigore nuperæ reclamationis reaſſumpta Jurisdictione noſtra. Partibusque poſt publicationem Actus neclamatis pront ſupra comparentibus. Ex quo ad Indictiones aliàs in Actum Commiſſionis præſentis intrantes Controvertentibus. Quarum Controverſiis attentis & bene conſideratis, ſiquidem in Decreto prænominato S. R. M. Aſſeſſoriali, cujus Executio nobis Commiſſariis incumbit, prædictæ omnes Indictiones non ſunt ſpecificatæ, neque noſtro Judicio ad disjudicandum commiſtæ Idcireo easdem omnes Indictiones ad præſens non deciſas ad Judicia Aſſeſſorialla S. R. M. cum toto eorum effectu remittimus, conſervando Partibus utrisque in eadem Judiciis terminum fine quavis adcitatione comparendi peremptorium. Ad extremum in feliei Coronide ac concluſione Actus Commiſſis noſtræ, ſæpe memoratum Nobilem ac Spectabilem Magiſtratum & omnes Ordines circa immunitatem Juriam, prærogativam & Privilegiorum, inhærendo Decreto prænominato S. R. M. pro Authoritate noſtra, quâ à Sacra R. M. ſungimur, conſervamus, & eadem Jura illæſa declaramus, & præcaſtodimus, clavesque ad Portas utriusque Civitatis per Generoſam Commendantem Præſidil, Nobili ac Spectabili Magiſtratui reddendas eſſe cenſemus; hoc loco in virtute & Fundamento præinſerti Decreti S R. M Venerabiles PP. Soc. JESU præmouitos relinquimus, ut amovendo in poſteram omnem occaſionem mali, Decretu prænominato S. R. M. in continuenda Juventute Studioſorum ſatisfaciant, & illud per omnia obſervent. Hieque in continenti perſonaliter comparens Religioſus & admodum Reverendus in Chriſto Pater Caſimirus Czyzewski Rector Collegii Thorun. Soc. JESU, ſuo & ejusdem Col. nomine manifeſtans eſt contra Famstos Weſcfal, Krygiel, Gymnaſiſtas Famatorum Pnbii, Fenglera, Szteczmana, Szterny, Krauzy, Piſarknw, Grunal Gymnaſiſtam idque iden: Quia ipſi contravecoiendo Decreto prænominaro S. R. M. Turres ſeu careeres Civitatenſes pro demeritn cnnſuetns in Termino per idem Decretum præfixo ſcilicet Feriâ tertiâ prosimè præterita non ſunt ingreſſi, ex i deque pœnæ infamiæ, per Publicationem Decreto prænominato interpoſitam ſuccubuerunt, quam quidem pœnam Infamiæ Miniſterialis Regni Generalis in Actu ſuperiùs ſpecificatus Providus Albertas Kubczewicz, ex Mandato Judicii noſtri publicavit, de quo idem Miniſterialis fecit ſuam relationem. Nihilominus decernimus & mandamus. Quatenus ſatisfaciant ſæpefatn Decreto S. R. M., Domini pro Famulis ſuis in Decreto eodem ſpecificati mulctas pecuniarias, per Decretum hocce aſſignatas in Termino per hocce Decretum præfixn, cui vigore ejusdem Decreti comperit ſolvant. ſub rigore in eodem Decreto expreſſo. Ad perpetnam aniem memoriam inhærendo prænominaro Decreto S. R. M. Aſſeſſoriali; Incum cnmpetentem pro extruendo per Venerabiles PP. Soc. JESU Coll. Thorun Statua Marmorea in Honorem Beatiſſimæ & ſemper Glorioſiſſimæ Virginis MARIÆ, in eorum penes murum Cæmeterii Eccleſiæ S. Joannis ab extra ex oppoſito lapideæ Nobilis ac Spectabilis Rubinkowski Conſulis, incipiendo à muro Cæmeterii in latum octo ulnarum, totidemque in longum in lapides pto Fundamento prædictæ Statuæ, in Præſentia & conſenſu Deputati ex Nobili ac Spectabili Magiſtratu aſſignamus, & ſignis annotare demandavimus. Ne autem canale per decurſum aquæ Fundamentis ejusdem Statuæ noceat, prædictus Nobilis ac Spectabilis Magiſtratus, hocce canale alio decurſu nquæ avertere ſe obligavit. Quibus omnibus ad laudem Omnipotentis DEI, ſub feliciſſimis auſpiciis Sereniſſimi ac Potentiſſimi AUGUSTI II. Regis Poloniarum, nec non Hæreditarii Ducis Saxoniæ, Principis & Electoris peractis & confectis, Actam Commiſſionis præſentis concluſimus, & manibus noſtris circa appenſionem Sigillorum noſtrorum ſubſcripſimus. ANNO 1724.

Actum in Caſtro Juniviadislaviensi in Vigilia Feſti S. Thomæ Apoſtoli Anno Domini 1658.

AD Officinm & Acta præſentia Caſtrenſia Capitaneatia Janivladislaviensis perſonaliter venientes Religioſi PP. Antonius Bækowieki Sacræ Theologiæ Doctor, & Gaardianus Conventus Jnniviadislaviensis Ordinis *S. Francisci Minorum Conventualium*, & *Auguſtinus Jarocki Concionator Ordinarius itidemque ejusdem Conventûs, Ordinis S. Francisci Conventualium*, *Nominibus* obtnlerunt ad Acticandnm & Actis hisce ingroſſandum, Literas Privilegii Pergamenſis infraſcriptas, mann *Sereniſſimi Sigismundi Regis ſubſcriptas*, cum Sigillo nppenſo cereo Cancellariæ Regni minoris communitas, & manu Generoſi Stanislai Cemma Secretarii S. R. M. ſubſcriptas, ſalvas, & illæſas, omnique ſuspicionis notâ, ut ex eis apparebat carentes. Quarum Literarum ſequitur eſique tenor talis. *Nos Sigismundus* DEI *Gratia Rex Poloniæ*, Magnus Dux *Lithuaniæ*, nec non Terrarum *Cracoviæ*, *Sandomiriæ*, *Siradiæ*, *Lanciciæ*, *Cujaviæ*, *Ruſſiæ*, *ac omnium Terrarum Pruſſiæ*, *Pomeraniæ Dominus & Hæres*. Significamus tenore præſentium quibus expedit ſingulis & Univerſis, harum notitiam habituris, monſtratam Nobis eſſe in membrana antiquum Privilegium Sacræ Memoriæ Racibori quondam Pomeraniæ Ducis Prædeceſſoris noſtri manu Sigilloque ſigillatum, in ſe continens Fundationem Monaſterii ac Templi Beatiſſimæ Virginis MARIÆ Nascentis in Civitate noſtra Thorunenſi ſitum, in qno Monaſterio, ac Templo Venerabiles Monachi Ord. S. Francisci, à principio Fundationis conſtituto Devotionem exhibere ſunt ſolitl, Authoritate igitur noſtra Regin nti ex aſſenſu Conſiliariorum noſtrnrum Regiorum Privilegium iſtud approbamus confirmamusque memoratis Monachis Ord. S. Francisel, relinquentes ipſis & concedentes perpetuum Jus Hæreditarium ſaper Monaſterio & Templo iſto ſupradicto, in quo conſuetum Devotionis exercitium perpetuis temporibus continuabunt, confirmamus; ipſis quoque perpetuam Hæreditariam Poſſeſſionem Templi & Monaſterii iſtius, nti & totius areæ circa Templum muris comprehenſæ, cnm omnibus Manſionibus & areis inteſtinis, quemadmodum & braxatorio, quæ omnia nnius formæ lateritiæ extructa, ab antiquo in unum ſpectantia, ſolis Veoerabilbns Monachis iſtis, legitimisque eorum Succeſſoribus, perpetuò permanebunt; nulla ipſis obſtante injuria ſen detractione à Republica noſtra. Thorunenſes Pannifici Civitaten. ſecundùm Conſtitutionem antiqni Privilegii ſingulis annis decem poſituras Panni Venerabili Conventui ad veſtitum reddere tenebuntur perpetuò, quod ne intermittatur Senatus noſter Thorunenſis curabit. Littus magnitudine quinque morgarum ab antiquo ad Monaſterium ſpectabit, ligna ex ſylvis Civitatenſibus moræ ſine obſtantia ſine interdictione Civitatis liberè evehentur, perpetuò molitio quorumvis frumentorum tàm ad uſum Panis, quam cereviſiæ in molendino Civitatis Lubicz dicto remanebit ſalva Monaſterio ſæpe dicto, nullâ reddità menſurâ, ſen ſtatione perpetuâ. Ex quo molendinn Senatus Thorun. ſecundùm Ordinationem antiquam Conventui præfato Sligiuis centum modios, tritici ſexaginta, maliæ centum & viginti ſingulis annis dare tenebitur, perpetuis temporibus. Quæ omnia & ſingula præmiſſa quemadmodum in antiquo Privilegio Fundationis ſuè ſcripta, in omnibus Punctis, Clauſulis, Articulis, concluſionibus approbamus, & confirmamus, atque perpetuum firmitatis robur præſentibus medisnibus obtinere decernimus. Quibus in fidem ac robur præſens mann nnſtrâ ſubſcripſit, Regnique noſtri Sigillo fiimat. eſt. Cracoviæ in Vigilia S Francisci Anno Domini 1507. Sigismundus Rex. Appenſio Sigilli in Cera expreſſi, Stanislaus Cemma Secretarius S. R. M. mann propria. Quarum quidem Literarum ſeu Privilegii ſupra-

ANNO 1724. ſupraſcripti Originale iidem offerentes ab Officio præſenti receperunt de quo Officium præſens & ejus Cancellariam quietaverunt, quietantqee Præſentibus.

Ex Actis Caſtrenſibus Capitanealibus Jauvladislaviuſibus Extradti.

(L. S.) Correxit MAUANSIUS, mpp.

XXXIII.

6. Dec. *Sanction Pragmatique & Loy perpetuelle à l'égard de la regle & ordre de Succeſſion, & Union indiviſible de tous les Royaumes, Provinces, & Etats Héréditaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, à Vienne le 6. de Decembre 1724.*

CHARLES par le grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguſte, Rol d'Allemagne, de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Eſclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouc, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarbet, d'Algecire, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, & des Indes Orientales & Occidentales, des Iſles de terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtenberg, de la haute & baſſe Silefie, d'Athenes & de Neopatrie, Prince de Suabe; Marquis du St. Empire, de Burgau, de Moravie, de la haute & baſſe Luſace, Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Arrois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, de Rouſſillon & de Cerdagoe; Landgrave d'Alſace, Marquis d'Oriſan & Comte de Geceano; Seigneur de la Mssche d'Eſclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli, & de Malioes &c.

Savoir faiſons à tous & à chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres ſe ſont donnez par on effet de tendreſſe Paternelle, & par une prevoyance de ſageſſe, beaucoup de ſoins, pour établis dans notre Auguſte Maiſon une regle & forme de Succeſſion pour y être à perpetuité immuablement ſuivie & obſervée par toute leur poſterité de l'un & de l'autre ſexe, dans tous les évenemens, que la Providence Divine pourroit faire naître dans la ſuite des tems. Que l'Ordre pour cette Succeſſion dans toute l'étenduë de nos vaſtes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en général qu'en particulier & en toutes inſeparablement a été introduit & fixé, pour en empêcher les demembremens & le diviſion entre les Héritiers de notre Auguſte Maiſon. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. notre très-honnré Biſayeul de glorieuſe Memoire par ſon Teſtament de 10 de May 1621. confirmé par ſes Codiciles de 8. Août 1633. a reglé l'ordre de Succeſſion entre les Archiducs ſes Fils & leurs Deſcendans Mâles par forme de Fidei-commis perpetuel, appellé communement Majorat, en ordonnant, que les Filles renonçaſſent à l'Hérédité, & ſe contentaſſent de leur Dot, ſauf toutes fois *leur Droit de retour*, que le même Ordre a été ſuivi par feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuſe Memoire, lequel comme Chef de notre Auguſte Maiſon, & ſeul en droit de diſpoſer de ſes Royaumes & Provinces Héréditaires, a établi le même Majorat *par le partage, qu'il a fait le 12 de Septembre* 1703. entre notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur Joſeph d'heureuſe Memoire, ainé Roi des Romains, & Nous, de tous ſes Royaumes & Etats ſituez tant en ſes Pays, que dans la Monarchie d'Eſpagne, & dans les dependances d'icelle, & converti ledit Ordre de Succeſſion en un vrai Droit de Primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de ſureté il ajoute à ce Traité de très-ſolemnels Pactes de Succeſſion, on de Famille, qui furent acceptez & confirmez par Serment des Parties Contractantes de part & d'autre & dans leſquels, après que l'on eut reglé & clairement expliqué l'Ordre, qui ſe devoit obſerver entre ledit Empereur Joſeph notre Frere & nous, & nos Deſcendans, en celui des deux, qui ſurvivroit à l'autre & ſa poſterité, dans le maniere de ſucceder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Eſpagne, & les Pais, qui la compoſent, a été auſſi principalement convenu & diſpoſé, que les *Heirs Mâles*, tant qu'il y en aura, excluront les Femelles à perpetuité, & qu'entre les Mâles, l'aîné exclura auſſi tous ſes autres Freres puinez de toute l'Hérédité, de ſorte qee la Succeſſion à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils ſoyent, demeurera toute entiere, & en indivis attachée inſeparablement à l'aîné des Mâles, ſelon l'Ordre de la primogeniture; dans lequels ſusdits Pactes & Conventions de Succeſſion a été auſſi diſpoſé & reglée le maniere, dont les Archiducheſſes ſe doivent ſucceder au défaut des Mâles, ſi le cas y échoit jamais, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Après la mort de l'Empereur Joſeph notre très-cher & très-aimé Frere, étant auſſi devenu l'ainé Succeſſeur & Héritier, tant de notre propre Chef, que par le Droit du ſang, & en vertu des diſpoſitions faites par nos Auguſtes Ancêtres de tous les Royaumes & Etats Héréditaires de par deçà; & Nous, nous en trouvant aujoerd'hui le ſeul Maitre abſolu, avons, par notre Déclaration & Diſpoſition publiée le 19. Avril 1713 en préſence d'un grand nombre de nos Conſeillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Préſidens de nos Provinces, & de nos autres Miniſtres, renouvellé non ſeulement le Droit de Primogeniture, déja ſi fortement établi & enraciné dans notre Auguſte Maiſon; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puiſſance, & ſelon l'exigence de l'état de nos affaires érigé en forme de Pragmatique Sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce Droit de *Primogeniture & de Succeſſion* plus clairement établi par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguſte Maiſon, & au défaut d'iceux étendu en ſa maniere aux Archiducheſſes: Nous avons declaré en des termes intelligibles & exprès, qu'au defaut des Mâles la Succeſſion échoira, en premier lieu aux Archiducheſſes nos Filles, en ſecond lieu aux Archiducheſſes nos Nieces, Filles de notre Frere; & en troiſième lieu aux Archiducheſſes nos Sœurs, & enfin à tous les Héritiers Deſcendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas, Elles gardent entre Elles l'Ordre de Succeſſion lineale, tel qu'il eſt marqué dans notre ſusdit reglemens, lequel ſe trouve entierement conforme à celui, qui a été établi pour les Mâles, ſelon *le rang de la Primogeniture* & Succeſſion lineale. En conſequence & en execution de cette Sanction, le Sereniſſime Archiducheſſe Maria Joſephe, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, à préſent Epouſe do Sereniſſime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non ſeulement, avant ſes nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon, & la ſusdit Ordre prescrit pour la Succeſſion lineale confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle, & par ſon Serment, mais Elle l'a auſſi ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage, & avec Elle le Sereniſſime Roi de Pologne, Grand Duc de Lhuanie Electeur de Saxe, ſon Beau-Pére, comme auſſi le Sereniſſime Prince Royal & Electoral ſon Mari ont reconnu, & ſe ſont obligez, par Serment ſolemnel en termes formels d'obſerver ledit Droit de Primogeniture, & le ſusdit Ordre de Succeſſion. C'eſt auſſi en conformité desdites diſpoſitions que dans le même par une Déclaration & ſtipulation également ſolemnelle, il a été reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe & à ſes Deſcendants de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de ſucceder aux Royaumes de ſes Ayeuls, & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la regle établie, arrivant le defaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaiſe jamais. La même choſe e été obſervée enſuite avec la Sereniſſime Archiducheſſe, Marie-Amelie, née Princeſſe Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, Epouſe du Sereniſſime Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ſes nôces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogeniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon & le ſusdit Ordre prescrit pour la Succeſſion lineale, confirmant ſon acceptation par ſon Acte de Renonciation formelle & par ſon Serment, l'ayans de même ratifié par ſemblable Serment, qu'Elle a reiteré après ſon Mariage & avec Elle le Sereniſſime Electeur de Baviere, ſon Beau-Pere, comme auſſi le Sereniſſime Prince

ANNO 1724.

ANNO 1724. Prince Electoral ſon Mari ont reconna & ſe ſont obligez par Serment ſolemnel en termes formels, d'obſerver ledit Droit de Primogeniture & le ſuſdit Ordre de Succeſſion, en conſequence des prédites diſpoſitions par une Declaration & Stipulation pareillement ſolemnelles; il a été dans le même tems reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe & à ſes Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de *ſucceder aux Royaumes* de ſes Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la regle établie, arrivant *le défaut d'Archiducs*, ce qu'à Dieu ne plaiſe. Et conſiderant qu'il eſt très-important pour la ſûreté, repos & tranquillité de nos Provinces Héréditaires, que nous poſſedons dens les Païs Bas, que ledit Ordre & regle de Succeſſion indiviſible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires ſituées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit Droit de Primogeniture établi dans notre Auguſte Maiſon ſoient reçus, introduits, établis & promulguez dans nosdites Provinces de Païs-Bas, pour Sanction Pragmatique & Loi perpetuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi ſoit dérogé à celle touchant la Succeſſion du Prince desdites Provinces établie dans nos Païs Bas par l'Empereur Charles Quint, d'éternelle Memoire, notre Predeceſſeur, par ſa Pragmatique Sanction du 4. Novembre 1549. reçue, par chacun de leurs Etats dans leurs Aſſemblées & jusques à préſent y reſtée en vigueur & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant ſeulement, que lesdites Sanction & Coutumes ne ſeroient pas conformes aux ſusdits Ordre & regle de Succeſſion, leſquelles en tous autres cas ſeront entretenûës & obſervées comme du paſſé. Nous avons fait communiquer & propoſer ce que deſſus aux Etats reſpectifs de nos Provinces desdits Païs Bas, afin qu'ils vouluſſent ſe conformer à cette Pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Reglement de Succeſſion indiviſible, & tous les Etats ayant ſur ce meurement deliberé dans leurs reſpectives Aſſemblées & ſpecialement reflechi au bien & à l'avantage, qui en reviendront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y ſont unanimement & voluntairement conformez, & ont, en tout reſpect & ſoumiſſion & avec une extreme reconnoiſſance, accepté la ſuſdite Pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Reglement de Succeſſion & Union indiviſible & tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de Succeſſion à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'Union indiviſible de tous nos Païs & Etats Héréditaires, conſentant de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au Mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquiéme, de glorieuſe Memoire, entant qu'elle n'eſt pas conforme à notre ſuſdite Sanction Pragmatique, concernant la Succeſſion à la Souveraineté desdits Païs-Bas, & Nous ont ſupplié très-inſtamment, de faire publier nôtre dite Pragmatique Sanction & Edit perpetuel, afin qu'il ſoit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Héréditaires à toujours obſervé en Loy irrevocable & inalterable, ainſi qu'il en conſte par les Actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrez. Nous après grande & meure deliberation, de l'avis de notre Pleinpotentiaire au Gouvernement d'iceux, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général de nosdits Païs, & ouï ſur le tout notre Conſeil ſuprême établi auprès de notre Perſonne Royale pour les affaires des mêmes Pais, avons, conformement à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Païs-Bas & à leur requiſition, de nôtre certaine ſcience, autorité & puiſſance abſolue, qui peut Nous competer comme Souverain Prince & Seigneur desdits Pais ordonné, ſtatué & decreté, ordonnons, ſtatuons & decretons par ces préſentes la ſuſdite Pragmatique Sanction, Reglement de Succeſſion & Union indiviſible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loi perpetuelle & irrevocable dans nosdits Païs-Bas, & qu'en conſequence d'icelles la Succeſſion de toutes nos Provinces Héréditaires de nosdits Païs, *en une maſſe & indiviſiblement*, échoira doresnavant, ſelon ledit Droit de Primogeniture & Ordre de Succeſſion lineale, & reſtera à nos Descendans Mâles tant qu'il y en aura aucun: & *au défaut de ceux-ci*, ce que Dieu ne veuille, aux Archiducheſſes nos Filles, toujours ſuivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, ſans le pouvoir jamais partager; & qu'au défaut de tout Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, Descendans de Nous, le Droit d'Héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux Princeſſes Filles de nôtre Frere l'Empereur Joſeph, de glorieuſe Mémoire, & à leurs Descendans, de l'un & de l'autre Sexe, ſelon ledit Droit de Primogeniture; & qu'arrivant l'extinction de ces deux Lignes, ce Droit Héréditaire ſera entierement reſervé aux Princeſſes nos Sœurs & leurs Descendans légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & ſucceſſivement à toutes les autres Lignes de l'Auguſte Maiſon, à chacune ſelon le Droit de Primogeniture & ſuivant le rang qui en reſultera, & ce nonobſtant le Reglement & ancienne Loi, touchant la Succeſſion de Prince desdits Païs-Bas, établie dans lesdits Pais par la Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquieme, du quatrieme Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes Coûtumes d'aucunes de nosdites Provinces, auxquelles, pour les cauſes & conſiderations ſusdites avons de notredite autorité & pleine puiſſance derogé & derogeons, en ce que la ſusdite Sanction & Coutumes ne ſeroient conformes à notre préſente Diſpoſition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & ſoient entretenuës & obſervées.

ANNO 1724.

Si donnons en Mandement à nottedit Conſeil d'Etat établi dans nos Païs-Bas, Preſident & Gens de notre grand Conſeil, Chancelier & Gens de notre Conſeil de Brabant, Gouverneur, Preſident & Gens de notre Conſeil à Luxembourg, Chancelier & Gens de notre Conſeil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg, Fauquemont & Daelhem & d'autres nos Païs d'Outre-Meaſe, Preſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, grand Bailly, Preſident & Gens de notre Conſeil de Namur, Bailly de Touroay du & Tournefis, Preſidens & Gens de nos Chambres des Comptes, Eecouettes de Malines, & à tous autres nos Juſticiers, Serviteurs, Vaſſaux & Sujets, préſens & à venir & chacun d'eux en ſon regard, que cette notre préſente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction Pragmatique ils retiennent & obſervent & faſſent retenir & obſerver inviolablement & à toujours pour Loi perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours ſouveraines & desdites de nos Comptes à l'enterinement de cesdites préſentes, & les faiſant enregiſtrer pour l'entier accompliſſement d'icelles en tems à venir: Voulant & ordonnant eu outre, qu'au Vidimus desdites préſentes, depêché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foi ſoit ajoutée par tout, où il en aura beſoin. Car ainſi Nous plait-il. Et afin que ce ſoit *choſe ferme & ſtable* à toujours, Nous avons ſigné cesdites préſentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Réſidence Imperiale de Vienne en Autriche le ſixieme jour du Mois de Decembre, l'an de grace mil ſept-cent vingt-quatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizieme, d'Eſpagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Boheme auſſi le treizieme.

CHARLES,

Prince de Cordonna P. V.

(L. S.) *Par Ordonnance de Sa Majeſté,*

A. F. DE KUEZ.

XXXIV.

Edit du Senat, du Sacré Synode, de la Generalité de RUSSIE *& de Moſcovie declarant que par le Decez du Czar* PIERRE, *la Czarize* CATHERINE ALEXIOWNA *ſon Epouſe eſt demeurée Imperatrice & Souveraine abſolue de toutes les Ruſſies. Donné à St. Petersbourg & publié le* 10. *Fevrier* 1725. Avec *le* SERMENT DE FIDELITE' *prêté en conſequence, par tous les Senateurs, Miniſtres, Generaux, & Officiers de Terre & de Mer, qui ſe trouverent preſens à St. Petersbourg; comme auſſi par les Bourgeois de la Ville le* 13. *Fevrier* 1725. [Feuille volante imprimée.] 1725. 13. Fevr.

ON fait ſavoir à tous, & à un chacun par ces préſentes, qu'il a plû à Dieu Tout-Puiſſant, après une maladie de 12. jours, de retirer de ce Monde le Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſant Prince Pierre le Grand

ANNO 1725. Grand Empereur, & Souverain abſolu de toutes les Ruſſies, Pere de la Patrie, notre très-gracieux Seigneur, pour l'élever à la Gloire éternelle. L'Ordre de la Succeſſion à l'Empire Ruſſien a été réglé par Sa Majeſté Impériale, de très-glorieuſe Memoire, dans ſa Declaration du 5. Fevrier 1722., qui a été publiée à toute la Nation, & confirmée avec Serment par tous les Etats aſſemblez; ſavoir, que celui, ou celle qu'il plairoit à Sa Majeſté Imperiale de choiſir pour cela, lui ſuccederoit. Enſuite de quoi Elle a voulu que l'année derniere 1724. ſa chere Epouſe, notre très-graciouſe Imperatrice & Dame, Dame Catherine Alexiewna, reçut comme elle a reçu effectivement la Couronne, & l'Onction Sacrée, à cauſe des innombrables, grands, & importans Services, qu'elle a rendus à l'avantage de l'Empire Ruſſien; ce qui a été ſuffiſamment, & amplement déduit dans la Declaration du 15. Novembre 1723.

A ces cauſes, la Senat ou Conſeil de Regence, & le Sacré Synode conjointement avec la Generalité ont unanimement ordonné, & font notifier par la preſente Declaration imprimée, à ce que perſonne n'en pretende cauſe d'ignorance, que tous, & un chacun ſoit Eccleſiaſtiques, ſoit Seculiers, tant Militaires, que Civils de quelque état, & condition qu'ils ſoient, d'être ſoumis, & fidelles à la Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſante Imperatrice, & Dame, Dame Catherine Alexiewna Souveraine abſoluë de toutes les Ruſſies.

L'Original a été ſigné par la Senat ou Conſeil de Regence, par la Sacré Synode, & par la Generalité.

Serment de Fidelité.

QUoique j'aye déja prêté Serment tant au Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſant Monarque de toutes les Ruſſies, Pierre le Grand de glorieuſe Memoire, qu'à la Très-Sereniſſime, & Très-Puiſſante Grande Dame l'Imperatrice Catherine Alexiewna, je confirme néanmoins ma très-ſoumiſe Fidelité envers la Très-Sereniſſime & Très-Puiſſante Grande-Dame, l'Imperatrice Catherine Alexiewna Souveraine de toutes les Ruſſies &c. conformement au Reglement, & Statut de Sa Majeſté Imperiale, de glorieuſe Memoire. Ainſi ja ſouſſigné promets à Dieu Tout-Puiſſant, & jure ſur ſon Saint Evangile, que je veux, & ſuis obligé de reconnoitre Sa Majeſté ma Legitime Grande Dame, & Imperattice, & après elle les Hauts Succeſſeurs de Sa Majeſté, qui ſuivant le bon plaiſir, & la Souveraine Puiſſance Imperiale que Dieu a accordée ſeront établis & jugé dignes d'occuper le Trône de Ruſſie: Que je ſerai un fidelle, ſincere, & ſoumis Serviteur, & Sujet de Sa Majeſté: Que j'employerai toutes mes facultez ſpirituelles, mes Biens, & même ma Vie, s'il eſt neceſſaire pour le maintien & la defenſe des Droits, & Prérogatives de la Haute & Souveraine Puiſſance, & Autorité de Sa Majeſté, déja ſtatuez ou à ſtatuer dans la ſuite: Enfin, que j'aiderai de tout mon pouvoir à tout ce qui pourra contribuer, en toute occaſion, au ſervice de Sa Majeſté, & au bonheur de l'Empire. Le tout d'une maniere que je puiſſe en repondre devant Dieu, & ſon jugement ſevere: Ainſi, Dieu me ſoit en aide, tant pour l'Ame, que pour le Corps; & pour affirmer mon Serment, je baiſe la Parola de Dieu, & la Croix de mon Redempteur: Amen. A St. Petersbourg le 13. Fevrier 1725.

XXXV.

20. Fevr. *Articuli Conventionis initæ inter ſummum Pontificem* BENEDICTUM XIII. *& Invictiſſimum* CAROLUM VI. *Imperatorem & publicati die* XX. *Februarii Anno* M. DCC. XXV. *in dimiſſione Urbis Comaclenſis factæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ab eodem Auguſtiſſimo Imperatore.*

QUum compoſita ac conventa fuerint inter Partes, quæ Cametæ Cæſareæ rationes reſpiciebant, pro implemento jam ſtabilitæ evacuationis & dimiſſionis, & pro iſtarum actu perficiendo & explendo præſtituta fuerit proxima poſterior dies vigeſima mane, deſtinato ad hunc effectum Loco, nempe Aulâ magnâ, in qua convocari ſolent Conſilia hujus Illuſtriſſimæ Civitatis.

Qunmque proinde conditis hora & Loco præcedenter convenerit, ut inchoaretur præordinata ſolemnitas, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Commiſſarius Cæſareus, jam ibidem convocato Reverendiſſimo Capitulo & Clero, & convocatis univerſis Civium & Populi Ordinibus, iterum illis palàm & ſolemniter enunciavit cauſam ſui adventus, Cæſareamque Commiſſionem, deinde per Dominum Imperialem Secretarium Keslet alta & intelligibili voce publicari recit Articulos Pontificium inter & Cæſareum Dominos Plenipotentiarios ſtabilitos, & Apoſtolica Imperialiqua Ratihabitionibus confirmatos; iidemque publicati Articuli mihi Notario infraſcripto traditi fuere per dictum D. Keslet, ad effectum eos hic inferendi, & ſunt tenoris ſequentis.

ANNO 1725

Articuli publicati.

Primò, promitti à Summo Pontifice pro ſe, ſuisque Succeſſoribus Romanis Pontificibus, Sedeque Apoſtolica, ſe, eorumque nec rationa damnorum, quæ occaſione Comacli, ſive ante, ſive per, ſive etiam poſt aprehenſam à Copiis Cæſareis ejus poſſeſſionem, Territorio Sedis Apoſtolicæ, ejusve Subditis quocumque demum modo illata fuiſſent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, nullo unquam tempore à Sacra Cæſ. Majeſtate, Sereniſſimaque Domo Auſtriaca quidquam poſtulaturos, neque etiam à Subditis & Incolis Comaclenſibus eo nomine ullos indemnitatis aut reparationis ſumtus exacturos, quin immo vi hujus Articuli omnes iſtas, aliasque ejusmodi prætenſiones pro penitus ſublatis perpetuò habendas eſſe.

Secundò, poſſeſſionem Comacli à Sacra Cæſ. Majeſtate eo dumtaxat Pacto dimitti, ut in eamdem Sedes Apoſtolica reſtituatur ut prius, ita ſcilicet ut neque eidem Sedi Apoſtolicæ per hanc reſtitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio vel Domui Arteſtinæ quidpiam Juris ſublatum eſſe cenſeatur, ſed Sacræ Cæſ. Majeſtatis, & Imperii, Domusque Arteſtinæ Jura omnia, tam reſpectu poſſeſſorii quam petitorii, ſalva remanent, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur, usque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Conveniſſe de Amneſtia generali pro omnibus Subditis & Incolis Comaclenſibus, & ſpecialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea, ſuam erga Cæſaream Majeſtatem & Imperium devotionem peculiariter teſtati, vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis aut Militaribus Officiis fuerit, vel etiam ex cauſis ſive publicis, ſive privatis ad Aulam Cæſaream ejusque Adminiſtros ablegati fuerunt.

Ac proinde vigore hujus Amneſtiæ prædictis Subditis & Incolis Comaclenſibus, nec quoad perſonas, nec quoad bona, ſtatum, vel ſecuritatem ex præmemoratis, aliisve hujusmodi cauſis, quidquam moleſtiæ aut impedimenti directe vel inditecte inferendum eſſe. Porro ſarta tecta ſervari omnia Jura, Privilegia, Immunitates & Prærogativas, quibus Subditi & Incolæ Comaclenſes ante ſupradictam occupationem uſi & potiti ſunt, vel uti aut potiri debuiſſent.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis & Cameræ Pontificiæ recipit & pro recepta ex nunc haberi vult reſtitutionem realis poſſeſſionis dictæ Civitatis Comaclenſis, aliorumque Locorum occupatorum & pertinentiarum, in eo in quo prius erant ſtatu juxta præſentis Conventionis modum & Articulos præinſertos, acceptat, eodem etiam nomine promittens ea quæ à Summo Pontifice præſtanda in præmiſſis Articulis contioentur.

Inſuper Eminentiſſimus & Reverendiſſimus Dominus Cardinalis Alvarus Cinfuegos, nomine quo ſupra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimiſſionis & reſtitutionis, præſidia Cæſarea eorumque milites, intra tres Manſes à die Ratihabitionis computandos, à dicta Civitate Comaclenſi, locisque occupatis receſſuros, ac tam Militares quam civiles cujuscumque generis Officiales, juxta conſuetum in hujusmodi evacuationibus modum, ſuppeditatis tamen Navigiis, vel Curribus & jumentis pro locorum opportunitate neceſſariis ad aſportanda Bellica & propria eorum mobilia, adeo ut Integrum libernmque Summo Pontifici ſit præſidium ſuorum Militum inducere & collocare, ibidemque poteſtatem libere, ut prius, exercere.

A tergo: Extractus ex Ratificatione Tractatus Pontificio-Cæſarei ſuper dimiſſione Comacli, Viennæ 21. Decembris 1724.

ANNO 1725. Et de prædicta Lectura, publicatione & inſertione ipſe ſolus rogatus extiti ſicuti etiam de Antecedentibus Actis ſecutis ante adventum præfati Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Commiſſarii Pontificii.

Ego J. G. Antonius Maria Auregius, Filius quondam Domini Johannis Baptiſtæ, Cuniſidicus Collegiatus Mediolani &c.

XXXVI.

30. Avril. *Pax inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, Regemque Catholicum Hiſpaniarum, Hungariæ & Bohemiæ ab una, &* PHILIPPUM V. *Regem Catholicum Hiſpaniarum & Indiarum ex altera parte; quo Tractata Londinenſi anni* 1718. *pro baſi & fundamento hujus ſtatuto, Regna Hiſpanica & Indiarum Regi* PHILIPPO; *Neapolis vero, Sicilia & omnes cæteræ Ditiones & Provinciæ, quæ vel quas Cæſar ex Monarchiâ Hiſpanicâ in Italiâ & in Belgio actu poſſidet, ſuæ Sacræ Cæſareæ Majeſtati cedantur. Ducatus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, ſi quando ex deficientia Sexus Maſculini vacare unquam contingeret, Principi Secundo genito Sereniſſimæ Hiſpaniarum Reginæ Filio deſtinantur. Actum Viennæ* 30. *Aprilis* 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS *ab utraque Parte ſolemniter interpoſitis; illis vimiram* CAROLI *Cæſaris Viennæ* 16. *Septembris* 1718. *illaque* PHILIPPI *Regis in Monaſterio Regio Sancti Laurentii* 22. *Jaiii* 1720. *data.* Accedit DECLARATIO *præfati Regis Hiſpaniarum Catholici, Imperatori extradita, in Puncto Juris Reverſionis Regni Siciliæ una cum Regno abdicati. Datam ſe Aranjuez* 25. *Maii* 1725. Sequuntur LITERÆ *Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraditarum.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez *Jean Pierre van Ghelen*, Imprimeur de la Cour; avec Privilege in 4.]

In Nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Amen.

NOtum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodocunque intereſſe poteſt.

Poſtquàm ſub finem Anni Milleſimi Septingenteſimi, quo Rex Hiſpaniarum & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclytæ Memoriæ, improlis è vita deceſſit, cruentum, diuturnumque Bellum ſuper Succeſſione in ejusdem Regna, inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, &c. Pientiſſimæ recordationis ex una: & inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hiſpaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in aſſiſtentia Sereniſſimi & Potentiſſimi in Principis Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum eſt, cui ſubinde Sacrum Romanum Imperium, Sereniſſimus quoque & Potentiſſimus Magnæ Britanniæ Rex GUILIELMUS, Ejusque in Regno Succeſſor Sereniſſima & Potentiſſima Domina ANNA, Celſique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii acceſſerunt: Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter Iſtos factâ, Bellum, quod tunc inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac altefatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per ſubſecutam Anno 1714. Pacem Badenſem quoque delerum: Tandem & illi Bellorum motus, qui altefatam, inter Suam Majeſtatem Cæſaream Catholicam, & Regem Hiſpaniarum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc fervebant, per Acceſſionem ad Tractatum Londini die 1. Aug. St. n. / 22 Jan. St. v. 1718. initum, acceptationemque Conditionum utriqoe eorum, prout & Regi Sardiniæ in eo propoſitarum felici quoque Numine ſedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhuc dum controverſis ad particularem Congreſſum ſubinde in Urbe Cameraci inſtitutum remiſſis, ſub Amicis Mediatoris Officiis Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Galliarum LUDOVICI XV. ac Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Magnæ Britanniæ GEORGII defuiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarios ab omnibus Partibus eò miſſos ſub præfata Mediatione à triennio abhinc operolè quidem, verùm ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipſum, cùm & ſpes nulla felicioris in futurum ſucceſſûs affulgeret, in cauſa erat, quòd Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex Catholicus Conſilium ceperit, dicta adhuc controverſa Puncta cum Sua Majeſtate Cæſarea & Catholica in ipſa Urbe Vieunenſi per Miniſtros utrinque ad id opus cum plena poteſtate munitos amicè definiendi: ad quod Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Conſiliarium actualem Intimum, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Saeri Romani Imperii Campi Mareſchallum, ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Theſaurarium Hæreditarium Comitem à Sinzeudorff, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau. Burggravium in Reineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præciſorem in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarium Pincernam in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Camerarium, actualem Conſiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illuſtriſſimum & Excelleutiſſimum Dominum Guudaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Oberwallee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris, Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium: Sua Majeſtas verò Regia Catholica Illuſtriſſimum & Excelleutiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenſema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Koudckente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſteriant & Campen, nominavêre. Qui habitis inter ſe colloquiis tandem in ſequentes Articulos, & Conditiones convenêre, commutatis priùs Plenipotentiis.

ANNO 1725.

ARTICULUS PRIMUS.

PAx ſit Chriſtiana, univerſalis, perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæſaream Catholicam Majeſtatem, & inter Regis Hiſpaniarum Catholicam Majeſtatem, utriusque eorundem Hæredes, & Succeſſores, Regna Hæreditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ità ſincerè ſervetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

II. Baſis, & Fundamentum, Regula, ac Norma iſtius Pacis eſt, & ſit Tractatus Londinenſis de die 1. Aug. St. n. / 22 Jan. St. v. Anni 1718., propoſitæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majeſtate Cæſarea Catholica eâdem ipſâ die, à Rege Catholico verò Madriti 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim Pacti perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ contra Pacem Badenſem die 7. Septembris 1714. concluſam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italiæ ſtabilitate turbata fuerunt, actu tellitait Suæ Majeſtati Cæſareæ Inſulam & Regnum Sardiniæ in eo ſtatu, quo erat tunc, cùm illud occupavit: Renuntiavitque Suæ Majeſtati Cæſareæ omnia Jura, Prætenſiones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majeſtas Cæſarea de illo ceu de re ſua plenè libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, diſpoſuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad conſtituendum duraturum in Europa æquilibrium ea viſa fuerit, ut pro regula ſtatuatur, nè Regna Galliæ & Hiſpaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque Lineam coalescere, unitique poſſent, iſtaque duæ Monarchiæ perpe-

ANNO 1725. perpetuis futuris temporibus ſeparatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeò neceſſariam, ii Principes, quibus Nativitatis prærogativa jus in utroque Regno ſuccedendi tribuere poteſtat, uni è duobus pro ſe, ſuisque ſuæ Poſteritate ſolenniter renuntiaverint, adeò ut iſta utriusque Monarchiæ Separatio in Legem fundamentalem ubierit in Comitiis Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madriti die 9. Menſis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectenſis die 11. Aprilis 1713. confolidatam, Sua Majeſtas Cæſarea Legi adeò neceſſariæ & ſalutari ultimum complementum datura, atque omnem ſiniſtræ ſuſpicionis anſam tollens, tranquillitatique publicæ conſulere volens, acceptat, & conſentit in ea, quæ in Tractatu Trajectenſi ſuper Jure, & Ordine Succeſſionis in Regna Franciæ, & Hiſpaniæ acta, ſancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro ſe, quàm pro ſuis Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus Maribus & Fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in univerſum Prætenſionibus quibuscunque, nullâ penitùs exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hiſpanicæ, quatum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenſes aguius fuit Legitimus Poſſeſſor, prout jam ſolennes deſuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac ſuper his Inſtrumenta ſolita Suæ Majeſtati Catholicæ, Partibusque Compaciſcentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam Sua Majeſtas Cæſarea amore Univerſæ Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit, quòd Dominus Dux Aurelianenſis, Juribus, & Rationibus ſuis in Regnum Hiſpaniæ pro ſe & pro ſuis Deſcendentibus, ſub ea Conditione renunciaverit, nè Imperator, aut ullus ejusdem Deſcendentium in dicto Regno ſuccedere unquam poſſet, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ſinet præterea eundem, ejusque Deſcendentes, Hæredes & Succeſſores, Maſculos & Fœminas, pacificè frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hiſpanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum poſſeſſio ipſi per Tractatus Trajectenſes aſſerta fuit, nequa eum in dicta poſſeſſione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias ſibi ſumet.

V. Pro Renuntiatione, atque Agnitione à Sua Majeſtate Cæſarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus viciſſim renuntiat, tam ſuo, quàm Suorum Hæredum, Deſcendentium, & Succeſſorum Marium & Fœminarum Nomine, Suæ Majeſtati Cæſareæ, ejusque Succeſſoribus, Hæredibus, & Deſcendentibus Maſculis & Fœminis, cuncta Jura, ac rationes quascunque, nullâ penitùs exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italia, vel in Belgio actu poſſidet, eique vigora Tractatûs Londinenſis obveniunt, abdicatque ſe univerſim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hiſpanicam ſiva in Belgio, ſive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalienſis à Sua Majeſtate Cæſarea Reipublicæ Genuenſi Anno 1713. . . . . ceſſus, diſertè quoque comprehenſus intelligatur, ſuper quo ſolennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac ſuper his Inſtrumenta conſueta Suæ Majeſtati Cæſareæ, & Partibus compaciſcentibus extradidit. Sua Majeſtas Catholica renunciat pariter Juri reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ ſibi ſuper Regno Siciliæ reſervato, omnibusque aliis actionibus, & prætenſionibus, quarum prætextu Suam Majeſtatem Cæſaream, ejus Hæredes, & Succeſſores, directè, vel indirectè tam in ſupradictis Regnis, & Provinciis, quàm in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi poſſidet, turbare poſſet.

VI. Sua Majeſtas Cæſarea in contemplationem Sereniſſimæ Hiſpaniarum Reginæ conſenſit jam ſub reſervato Imperii conſenſu, eoque ſubinde obtento iterum conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, ceu agnita à Partibus compaciſcentibus in Tractatu Londinenſi indubitata Imperii Feuda Maſculina, ex defecienția Sexûs Maſculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingeret, in iis Filius præfatæ Reginæ Primogenitus, hujusque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati: iisque defeciențibus, ſecundo-aliique Poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii pariter cum eorum Poſteris Maſculis ex Legitimo Matrimonio natis jura perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac conſuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Tetris ad eos in Hetruria pertinentibus ſuccedant. In cujus rei ſecuritatem Sua Majeſtas Cæſarea præfatis Principibus promiſſas Literas Expectativas Eventua em Invalliturarn continentes ſtilo ſolito actarum expediri, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præſens obtinent, ſalvâque illorum per omnia quietâ poſſeſſione. ANNO 1725.

Placuit tamen Oppidum Liburni in perpetuum eſſe, & deinceps permanere debere Portum Liberum, eo plenè modo, quo nunc eſt.

Adpromittit inſuper, obligatque ſeſe Rex Catholicus, quòd Oppidum Portus Longi unà cum ea parte Inſulæ Ilvæ, quam in ea tener, præfato Principi, ſuo & Reginæ Filio cedet, tradetque, quamprimùm ille tempore & ordine debito, ad actualem Herrutriæ Ducatûs poſſeſſionem pertingat.

Abdicatque à ſe, ſuisque Succeſſoribus Hiſpaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam ſibi aſſerendi, acquirendi, aut unquam poſſidendi: quin nec Tutelam Principis, cui illi Ducatus obvenient, ſuſcipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hiſpaniarum ſpondent, bonâ fide ſe religioſeque obſervaturos, quæ in Fœdere Londinenſi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Poſſeſſoribus, propiio aut conductitio milite acta ſunt, ita tamen, ut ſi quando caſus aperturæ unius vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carlos ſecundum Literas Inveſtituræ Eventualis ejusdem poſſeſſionem apprehendere poſſit.

VII. Sua Majeſtas Catholica renunciat pro ſe, ſuisque in Regno Succeſſoribus, & Hæredibus, Poſteris item ſuis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reverſionis Regni Siciliæ ad Coronam Hiſpaniæ, in Inſtrumento Ceſſionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ ſibi reſervato, Literasque, ut vocant, Reverſales deſuper confectas Suæ Majeſtati Cæſareæ nuà cum Inſtrumento Ratificationis illius Tractatûs bonâ fide extradet: ſalvo tamen Reverſionis Jure in Inſulam & Regnum Sardiniæ juxta Art. 11. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniæ ſibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus ſpondent, mutuoque ſe obſtringunt ad Defenſionem, ſeu Guarantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu poſſident, aut quorum, quarumve poſſeſſio ad Illos vigore Tractatûs Londinenſis per hoc Pacis Inſtrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetua oblivio, Amneſtia, & generalis abolhio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, ſcriptis vel factis ab utriusque Subditis clam vel palàm, directè ſeu indirectè, geſta, aut patrata fuerunt; Gaudeantque iſtâ generali Amneſtia, & Abolitione omnes & ſinguli utriuque Subditi cujuscunque Statûs, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sexûs ſint, tam Eccleſiaſtici, quàm Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes vuius aut alterius Principis ſecuti ſunt, vigore cujus univerſis & ſingulis permiſſum, & licitum ſit, recipere plenariam Poſſeſſionem, & ulumfructum ſuorum Bonorum, Jurium, Privilegiorum, Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, ſisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis ſub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti adhærere cœpernot, gaviſi, & fruiti faerunt, non obſtantibus Confiscationibus, Arreſtis & Sententiis ſub Bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & ceu non factis habeantur. Inſuper virtute ejusdem Amneſtiæ, & Abolitionis omnibus & ſingulis Subditis, qui unum alteramve Partem ſecuti ſunt, fas, liberumque eſto, Patriam ſuam repetere, bonisque ſuis uti, frui, planè ac ſi Bellum nullum intervenitlet, datâ eis omnimodâ facultate, dicta bona ſua ſive per ſe, ſi iis præſentes ſint, ſive per Procuratores, ſi abeſſe à Patria maluerint, adminiſtrandi, eaque vendendi, aut de illis quoconque alio modo pro lubitu ſuo diſpouendi, ad eum omninò modum, quo ante cœptum Bellum de iis diſponere valuêra: Dignitates quoque Subditis durante Bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integrè permanento, mutuoque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione Titulorum adhuc motæ ſunt, controverſias, placuit, ut Sacræ Cæſarea Catholica Majeſtas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majeſtas Hiſpaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Ti-

ANNO 1725. tulis utrinque aſſumptis impoſterum vitâ utriusque eorum durante utantur; Hæredes verò, & eorum Succeſſores Titulos, duntaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Poſſeſſione ſunt, aſſumant, alia verò abſtineant.

XI. Dux Parmæ conſervetur, & manuteneatur in Poſſeſſione omnium Iurium Statuum, Jurium, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Tractatûs Quadruplicis Fœderis ſubſecutus, nec non per præſens Pacis Inſtrumentum confirmatum, tneri ſe, Guarantiamque deſuper præſtare, &, quoties opus, manutenere velle; vicifſim Rex Hiſpaniæ tueri, & guarantigiare quoque ſpondet, eum Succedendi ordinem, quem Sua Majeſtas Cæſarea ad mentem Majorum Iuorum in Sereniſſima ſua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indiviſibilis, ac Inſeparabilis Fidei-Commiſſi Primogeniturâ affecti pro univerſis Suæ Majeſtatis utriusque Sesûs Hæredibus, & Succeſſoribus univerſorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Sereniſſimam Domum Auſtriacam Jure Hæreditario ſpectantium, communi omnium voto ſuſceptus, ac grato, ſubmiſſoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuò valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus, Sereniſſimarum Infantum MARIÆ, & MARGARITHÆ, Romanorum Imperatricum, ita convenitum eſt, ut conſtituta pro illis Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, ſeu uſuræ annuæ pro ratione ſortis ſtipulatæ percipiebantur, reſtituatur, vel loco illarum Dotium, & Hypothecæ ſors ipſa in ære parato ſemel pro ſemper unà cum fructibus tam antè obitum Regis CAROLI II. quàm poſt acceptatum Tractatum Londinenſem ex iis perceptis Suæ Majeſtati Cæſareæ perſolvantur.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Debita in Cataluunia à ſe, vel ejus Nomine contracta, exſolvit, & quæ adhuc liquidò ſtant, perſolvenda in ſe recipit; ita quoque Debita à Miniſtris Sereniſſimi Hiſpaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Suæ Majeſtatis in Belgio, Mediolani, Neapolis, & in Sicilia contracta, Sua Majeſtas Regia exſolvet, vel Creditores contentos reddet. Quem in finem Commiſſarii ad ſeparanda, liquidandaque dicta Debita intrà bimeſtre à ſubſcripta Pace ab utraque Parte conſtituentur.

XV. Cùm etiam ſuper Reſtitutione Palatiorum Romæ, Vienuæ, & Hagæ-Comitis exiſtentium variè actum ſit, tandem ſuper iis ità transactum ſuit, ut Palatium Hagæ-Comitis eſtans cum Vienuenſi compenſetur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, ſeu valorem exſolvat.

XVI. Sub hoc præſenti Pacis Tractatu comprehendentur illi, qui intrà unius anni ſpatium ab una, alteraque Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo concluſam promittunt Commiſſarii Cæſarei, & Regius Legatus, Plenipotentiarii ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hic mutuò placitam ratihabitum, & Ratificationum Inſtrumenta intrà bimeſtre ſpatium, aut citiùs ſi fieri poſſit, hîc reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porrò eùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus ſuprà frequentior mentio facta eſt, partem iſtius Tractatûs inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis ex, utpote in ſoleuni forma utrinque ratihabitæ plenum robur, vigoremque ſuum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ hoc Tractatui annectere placuit.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniaque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ &* W'ürtembergæ, *Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani* ANNO 1725. *Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Solinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquàm poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis* CAROLI II. *Hiſpaniarum & Indiarum Regis veſtri. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum ſit, quod univerſam penè Europam diu, ſudeque afflixit, urgen componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati ſuêre Conventus, adeò ex integro ſuffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divinâ bonitate factum eſſe, ut collatis omnes conſiliis, regan motnrè deliberatâ, ac diteuſſâ, aie ſecundâ Menſis Auguſti hujus Annî 1718. Londini Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *ſub Tutela Sereniſſimi Principis* PHILIPPI *Ducis Aurelionenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunſuico-Luneburgenſem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli conclufi, ſignatique fuerint, eo unicè collimantes, quò alma Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis ſemperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc diſſident, quotocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeò hoc tantùm Pacis beneficium, ſublatis à medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur, ad aſſequendum verò tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quàm per ipſos hoſce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hiſpaniæ, itidem ſeparationem perpetuam Hiſpaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc poſſidemus, & vi Tractatûs poſſidere debemus, denuò immutabili Lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtaque commenſuratione unæ plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam averſatur, providere, aliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius Pacificationis, Fœderumque Socii ſunt, aut iis accedere velint, aſſerere, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

Cùm verò iſtorum Tractatuum partem conſtituat Renunciatio in Regna Hiſpaniarum, & Indiarum à Nobis ſocienda. Quòd Nos ob inſitum Nobis Pacis ſtudium, atque in ſalutem, tranquillitatemque publicam amorem omni alia ratione potentiorem, atque omnem à Nobis ſiniſtræ ſuſpicionis anſam removeremus, Juribus Noſtris in dicta Hiſpaniarum ac Indiarum Regno cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Noſtros ſubſcribi mandaverimus; felicet ſtatum Europæ luctuoſiſſimum, impendeatemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederemus, ſtragem commiſerati, commeti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hiſpaniarum & Indiarum ceſſionem, & abdicationem deveniminus, præſertim, quòd per illam ea quoque Renuntiatio, quam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps PHILIPPUS QUINTUS *Hiſpaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro ſe, ſuisque Poſteris ſub 5. Novembris Anno 1712. in favorem Sereniſſimi Ducis Aurelianenſis fecit, atque in Hiſpania in legem abit, noſtraque eon conditioni innixa eſt, plenum ſuum vigorem, & effectum ſortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiaturi, quas Sereniſſimus Dux Britanicenſis 24. Die Menſis Novembris Anno 1712. Marly, & præfatus Sereniſſimus Dux Aurelianenſis die 19. ejusdem Menſis & Anni Puriſis fecerunt, & per Trajectenſes 11. die Menſis Aprilis Anno 1713. confirmata fuêre, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam Lege ſtatutum, ſanctumque permaneat, quòd nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hiſpaniæ, in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant.*

His igitur tantis rationum momentis inducti, novâ optatiſſimam Pacem univerſalem, quietemque Europæ, quæ in hinc iſta Renuntiatione conſiſtere cenſetur, diutiùs remorare mur, animo deliberato ac maturo conſilio, vigore præſentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus noſtris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætenſionibus, quæ Nobis in Regna Hiſpaniarum & Indiarum, Ditioneique Cerenæ Hiſpanicæ per Tractatus Trajectenſes, & per hos præſentes Hiſpaniarum & Indiarum Regi conceſſat, competunt, aut competere poſſent, idque eouv jus Noſtrum in modò dictum

ANNO 1725. *dictum Sereniſſimum Principem* PHILIPPUM *Hiſpaniarum ac Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes, ac Succeſſores, Mares & Fœminas, hos verò quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam juxta præfati Tractatûs tenorem, ac in eo ſtatutum ſuccedendi ordinem, videlicet in Sereniſſimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Maſculina in Principem Amadeum à Carignano ejuſque Filios & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Maſculina, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos: iisque deficientibus in Principem Eugenium à Sabaudia, ejuſque Filios, & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharina Regis* PHILIPPI II. *Filia orinndos, ea certa ſcientia ſponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Nyſtris Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus Noſtris omnibus nationibus, & Juribus, quæ Nobis aut Ipſis, in dicta Regna quomodocunque, ſive jure Sanguinis, ſive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competant, aut competere quâcunque ratione poſſent.*

Confirmamus, approbamusque iſtam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hiſpaniarum ac Indiarum, volentes, ac ſtatuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Noſtrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obſtantibus quibuscunque Legibus, Conſtitutionibus, Pactis, & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expreſſè derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus juris & facti, ſtyli & obſervantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam laſionis enormis, & enormiſſimæ, tui & quibus omnibus deliberatè, ſponte, & ex certa ſcientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, ſerèque ſanctaque ſpondemus, Nos ſæpèfatum Principem modernum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ejusque Poſteros, Hæredes, & Succeſſores in tranquilla & pacifica poſſeſſione dictorum Regnorum eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore ſive armis, ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos, aut moleſtaturos, quin Bellum, quod Ipſi pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Succeſſoribus Noſtris inferretur, vel ea nunc illicitum & injuſtum, Bellum ecenſura quod Nobis ab Ipſis, aut Ipſis deficientibus ab iis, qui in iſtam Regnorum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſâ inferretur, licitum ac juſtum pronunciemus. Quòd ſi fortè ad hanc Renunciationis Noſtræ Actum aliquid amplius deſideraretur, id omne ex præcitata Tractatu Londini noviſſimè inito, qui unica baſis, regula, ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri, ac pro ſuppleto haberi volumus. Verbo Noſtro Cæſareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Ceſſionis Abdicationis, & Renunciationis Inſtrumento continentur, Sanctè, Religioſque obſervaturos cùm Nos, tùm à Nobis Poſteri, & Succeſſoribus, Subditisque Noſtris eſſe curaturos obſervari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hanc Ceſſionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, à quo abſolutionem nec petemus nec unquam, nec ab alio fortè petitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præſentia Teſtium infrà ſcriptorum firmavimus, præſentique Renunciationis Inſtrumentum manu propriâ ſubſcripſimus Cæſareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus Præfati Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis depoſuimus, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Hiſpaniarum Regi tempore & modo ipſo Tractatu præſcripto, extradendum. Acta hæc ſunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Noſtrorum Romani Septimo, Hiſpaniarum Decimo Sexto, Hungarici verò & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præſentes fuêre Celſiſſimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthſon, Comes de Falkenſtein, Liber Baro in Sprecheo- & Schrottenſtein, Dominus in Martinitz, Kraylowitz, Tſchechtitz, Krzyſaudon, Hammerſtatt, Geblou, Zahradka, Neuſchlos, & Bohemo-Rudolez, Goldeeg, Pielhag, Prieſing, & Oppidi Aggſpach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Auſtriæ, & Hæreditarius Mareſchallus Comitatûs Tyrolenſis, Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis. ANNO 1725.

Excellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Theſaurarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Ernſtbrunn, Dominus in Gfœll, Superioris Selowitz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præfector in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarius Vincerna in Auſtria ad Anaſum, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus, & Aulæ Cæſareæ Cancellarius.

Exeellentiſſimus & Illuſtriſſimus Dominus Gundacarus Thomas, Sac. Rom Imperii Comes de Starhenberg in Schaumburg & Waxenberg, Dominus Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Ober-Wallſee, Senftenberg, Bottendorff, & Hartwap, aurei Velleris Eques, Sac. Cæſ. Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hæreditarius.

Reverendiſſimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Epiſcopus Valentinus, Conſiliarius actualis Statûs Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis, & Supremi Hiſpaniarum Conſilii Præſes.

Excellentiſſimus item & Illuſtriſſimus Dominus Rochus Comes Srella, Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Statûs, ſupremique Hiſpaniarum Conſilii Conſiliarius.

Et quia Ego infraſcriptus Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, authoritate Cæſareâ atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri Præſeos audivi, & vidi; Ideò in fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi, & Sigillum meum appoſui. Anno & die ut ſuprà.

(L. S.) JOANNES GEORGIUS BUOL, S. R. I. E.

NOS PHILIPPUS *Dei gratiâ Reæ Caſtiliæ, Legionis, Aragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymæ, Novarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Goleciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Gienne, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltarræ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Oceani, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelinæ, Dominus Biſcajæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquàm poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis* CAROLI II. *Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, diurnum, diuturnumque Bellum ortum ſit, quod univerſam penè Europam diù, ſædeque afflixit. neque comprehendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Budæque Helvetiorum celebrati fuêre Conventus, ideò ex integro ſuffocarint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum eſſet, ut collatis amicè conſiliis, reque maturè deliberatâ ac diſcuſſâ, die ſecundâ Menſis Auguſti Anni 1718. Londini inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem* LUDOVICUM XV. *ſub Tutela Sereniſſimi Principis* PHILIPPI *Ducis Aurelianenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, nos non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunſvici-Luneburgenſem, Sac. Rom. Imperii Electorem, ceteri Pacificatores, Fœderumque Articuli concluſi, ſignatique fuerunt, eò unicè collimantes, quò ultima Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis, ſemperque magis firmetur, inter eos verò, qui adhuc diſſident, quantocyùs revocetur, ac reflorescat, atque ideò hoc tantum Pacis beneficium, ſuiſolis è medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur: ad aſſequendum verò tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quàm per ipſos hoſce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Hiſpaniæ & Galliæ, denuò immutabili lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtisque commenſurationæ unio plurium Coronarum in unum idemque Corpus ac Lineam avertatur, providere, aliosque commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius Pacificationis, Fœdrumque ſocii ſunt, aut iis acceſſerunt, aſſevare, prout latiùs in dictis Conventionum Articulis continetur.*

ANNO 1725. Cùm verò iſtorum Tractatuum partem conſtituat Renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ, vel quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italia, & in Belgio jam poſſidet, aut ex vigore præſentis Tractatûs obvenient, abdicatoque univerſorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hiſpanicam pertinuerunt, a Nobis facienda.

Quod Nos ob inſitum Nobis Pacis ſtudium, atque in ſalutem, tranquillitatemque publicam amorem omni alia ratione potentiorem, atque omnem à Nobis ſiniſtra ſuſpitionis animam removeremus, Juribus noſtris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatuum die 26. Januarii nuperi Madriti cùm ipſi acceptavertmus, tàm à Plenipotentiario Noſtro Hagæ-Comitum ſufficienti mandaverimus, quod & Die decimâ ſeptimâ Februarii proximè elapſi ſoleniter factum ſuit, ſcilicet ſtatum Europæ inconcuſſiſſimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederemus, ſtrugem commiſerati, commoti, quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium ceſſionem, & abdicationem devenimus, præſertim, quòd per Cæſarii in Hiſpaniarum, Indiarumque Regna Renunciationem jam eo quoque Renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro Nobis, noſtrisque poſteris ſub quinto Novembris Anno milleſimo ſeptingenteſimo duodecimo in favorem Sereniſſimi Ducis Aurelianenſis fecimus, atque in Hiſpanis in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæſareæ Majeſtatis een conditioni innixa eſt, plenum ſuum vigorem, & effectum ſortiatur, pariterque per eum olle Renunciationes, quas Sereniſſimus olim Dux Biturienſis vigeſimâ quartâ die Menſis Novembris Anno milleſimo ſeptingenteſimo duodecimo, Martii, & præfatus Sereniſſimus Dux Aurelianenſis die decimâ nonâ ejuſdem Menſis & Anni Pariſiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenſes undecimâ Die Menſis Aprilis Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio confirmatæ fuere, convalidentque, atque ubi perpetua, & immutabili jam lege ſtatutum, ſanctumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hiſpaniæ, in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, nec non optatiſſimam Pacem univerſalem, quietemque Europæ, quæ in hac iſta Renunciatione conſiſtere cenſetur, diutiùs remorandam, animo deliberato, ac maturo conſilio, vigore præſentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Succeſſoribus, Deſcendentibus & Poſteris Noſtris, Maribus & Fœminis, omnibus cujuſcumque, Juribus, Actionibus, & Prætenſionibus, quæ Nobis in ſuperſtata Regna, Ditiones, ac Provincias à Sua Majeſtate Cæſarea in Italia, & Belgio in præſens poſſeſſa, & vi præfati Tractatûs poſſidenda competant, aut competere poſſent, quæ inter, præter Marchionatum Finalenſem à Sua Majeſtate Cæſarea Reipublicæ Genuenſi Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio ceſſum, diſertè quoque Regna Siciliæ, atque Sardiniæ juxta Leges in Tractatu expreſſæ tempore pacis, intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Inſula Siciliæ apud Suam Majeſtatem Cæſaream, ejuſque Heredes, Succeſſores, ac Poſteros perpetuis futuris temporibus ſub ſito pœnâ omni Jure Reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ remanere: Regnum & Inſula verò Sardiniæ ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniæ, Ducem Sabaudiæ retrocedi, & tradi, oſſervato in illud, quando Poſteritas, atque Æquatio mox dicti Sereniſſimi Sardiniæ Regis, deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hiſpaniæ Reverſionis Jure, debeat: Idque omne Jus Noſtrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad Monarchiam Hiſpanicam pertinentia, nunc verò à Sua Majeſtate Cæſarea poſſeſſa, & poſſidenda in modo dictam Suam Majeſtatem Cæſaream, ejuſque Heredes, ac Poſteros, Mares & Fœminas, ex certa ſcientia, ſponte, liberoque harum vigore transferimus, & abdicamus, Renunciantes pro Nobis, Noſtrisque Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus noſtris omnibus cujuſcumque & Juribus quæ Nobis, aut ipſis in dicta Regna, Ditiones, & Provincias quomodocunque, ſive Jure Sanguinis, ſive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione poſſent.

Confirmamus, approbamusque iſtam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Inſularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia, & Belgio ſitarum, volentes ac ſtatuentes, Renunciationem iſtam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Noſtrorum & Provinciarum Subditis, ſpecialim ab Ordinibus Regni, quos vulgò las Cortes appellant, recipiatur, Executionique mandetur, non obſtantibus quibuscumque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantùm ad hunc actum expreſſè derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus Juris, & Facti, Styli, & Obſervantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie Reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læſionis enormis, & enormiſſimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, ſponte & ex certa ſcientia renunciamus, eaque pro rejectis, nullis, renunciatitque habere volumus, ferio, ſanctèque ſpondentes, nos Suam Majeſtatem Cæſaream, ejusque Poſteros, Hæredes, ac Succeſſores utriuſque Sexûs in tranquilla & pacifica poſſeſſione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hiſpaniæ pertinuerunt, atque à Sua Majeſtate Cæſarea actinum jam poſſidentur, vel quæ, & quas vi Tractatûs ei ceſſimus, aut cedere debemus, eſſe permiſſuros, neque eos vi Renunciationis ullo unquam tempore, ſive armis, ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos, aut moleſtaturos, quin Bellum, quod ipſis pro evincendis dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis à Nobis, aut Succeſſoribus Noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum, & injuſtum, Bellum contra, quod Nobis ab ipſis, aut ipſis deſcendentibus ab iis, qui in iſtam Regnorum, Ditionum, ac Provinciarum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſâ inferretur, licitum ac juſtum pronunciamus. Quòd ſi fortè ad hanc Renunciationis Noſtræ actum, aliquid amplius quàm hic expreſſum eſt, deſideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londinensi, qui unica baſis, regula, ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri, ac pro ſuppleto haberi volumus, Verbo Noſtro Regio promittentes ea omnia, quæ in hocce Ceſſionis Inſtrumento continentur ſanctè, religioſeque obſervaturos, tàm à Noſtris Poſteris; & Succeſſoribus, Subditisque Noſtris eſſe curaturos obſervari.

ANNO 1725.

In cujus fidem, vim, majuſque robur, hunc Ceſſionis, & Renunciationis Actum fieri mandavimus, Juramento Corporali, tactis Sanctis Evangeliis, interpoſito, in quo abſolutionem nec potemus Nos unquam, neque ab alio fortè potitam, aut etiam ultrò oblatam admittemus. Præſenique Renunciationis Inſtrumentum manu propriâ ſubſcripſimus, eorum infraſcripto Noſtro Statûs Secretario, & ad hunc actum authoritate Regia Notario-Publico creato, Regnique Noſtro Sigillo munivimus, in præſentia Teſtium, ſcilicet: D. Curoh de Barza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique Noſtri Capellani & Elemoſinarii. D. Reſtayni Cantelmi Ducis de Populi, Velleris aurei inſignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, noſtrorumque Exercituum Generalis, ut Regiæ Militiæ vulgò Guardias de Corps Præfecti. D. Alvari Buzan & Benavides, Marchionis Sancti Crucii, Regiæ Noſtræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Sereniſſimæ Reginæ Domûs Moderatoris. D. Ildefonſi Maurice Ducis del Arco pariter Regiæ Noſtræ Cameræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris. D. Victoris Amadei Ferrerii Fieſcii Principis de Maſſerano, inſignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ Noſtræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac noſtrorum Exercituum Generalis locumtenentis. Hoc cum altero paris Renunciationis Inſtrumento Sua Cæſareæ Majeſtatis commutandum eſt. Datum in Monaſterio Regio Sancti Laurentii die vigeſimâ ſecundâ Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo.

(L.S.) PHILIPPUS R.

Ego Joſeph de Grimaldo, Marchio de Grimaldo, Ordinis Sancti Jacobi Eques, Riveræ & Arenachal in dicta Oedine Commendatarius, Regiæ Cameræ Intimus Cubicularius, Primus Statûs Secretarius, ac univerſalis Speditionis, nec non Referendarius ac Notarius Publicus, præſens fui Signaturæ hujus Inſtrumenti, & omnibus, quæ in eo expreſſa ſunt. In quarum fidem meo proprio nomine ſubſcripſi, in Monaſterio Regio Sancti Laurentii Die vigeſimâ ſecundâ Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo.

JOSEPH DE GRIMALDO.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæſarei Commiſſarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has proprîis manibus ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ Auſtriæ Trigeſimâ Die Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPENDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

NB.

ANNO 1725. NB. *Cùm Literæ Reverſales, quæ ſuprà in Articulo VII. à Duce Sabaudiæ nunc Rege Sardiniæ Regi Hiſpaniarum anno* 1713., *quo Regnum Siciliæ illi ceſſit, ſuppoſuerunt fuiſſe extraditæ, juxta teſtimonium Regis Catholici aſſerantur unquam fuiſſe conſectæ, nec etiam ullibi exiſtere, hinc loco dictarum Reverſalium præfatus Hiſpaniarum Rex ſequentem Declarationem Suæ Majeſtati Cæſareæ Catholicæ extradidit.*

PHILIPPUS Dei gratiâ Caſtellæ, Legionis, Aragoniæ, utrinſque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciræ, Gibraltarris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum & Continentis, Maris Oceani, Rex: Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biſcajæ, & Molinæ, &c. &c. Cùm per Articulum Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitiæ, inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus ſolenniter concluſi, per utriuſque Patris Miniſtros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Viennæ in Auſtria die ſrigeſimâ Aprilis Anno inferiùs notato, perenſi, atque ſubſcripti, & à Nobis noviſſimâ die vigeſimâ quintâ Menſis Maji, in Regia Noſtra Aranjuez dicta ſecundùm ipſius Tenorem, & formam ex animi ſententiâ acceptati, approbati, & ratihabiti; Ennncietur, proponatur, & aſſeratur, quòd Nos Rex Catholicus, pro Nobis, Noſtrisque in Regno Succeſſoribus & Hæredibus, Poſteris item Noſtris utrinſque Sexûs in perpetuum Juri Reverſionis Regni Siciliæ ad Coronam Hiſpaniæ, in Inſtrnmento Ceſſionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ Nobis reſervato, renuneiamus, Litterasque, ut vocant, Reverſales deſinper confectas Sum Majeſtati Cæſareæ unà cùm Inſtrnmento Ratihabitionis iſtius Tractatûs bonâ fide extradituri, &c. Nobis planè neceſſè viſum eſt, his præſentibus eorum facere, & aperire, ſicut re ipſâ notum facimus, aperimus, & declaramus, aſſerimus, & aſſeveramus, quòd quamvis Nos, cùm Sereniſſimo Principi Sabaudiæ Duci, nunc Sardiniæ Regi Regnum Siciliæ ceſſimus, Jus ipſius Reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ Nobis reſervavimus, nihilominùs Litteras, ut vocant Reverſales, deſuper confeiendas, & expediendas, confectas umquam, aut expeditas fuiſſe, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, aſſeritur, usque adhuc pœnitus neſcimus, & ignoramus, & ſi reapſè confectæ, abſolutæ, & expeditæ fuerunt, quod quidem prorſus Nobis latet, nunquam nobis traditæ ſunt, ipſaſque nec accepimus, in poteſtate Noſtra nec ſunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel eſiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter traditionem per prædictum Artienlum Septimum conventam, quam ipſius rei promiſſæ defectus & inexiſtentia adimplere vetat, prout fas Nobis eſt, excuſatam haberi à Sua Cæſarea Catholica Majeſtate ingenuè cupientes, quod in Noſtra poteſtate eſt, ſinceritas ſuggerit, candorque ſuadet, lubenter exequimur, & continuò perficimus, teſtificando, ſpondendo, & promittendo, quòd ſi quandoque præfatas Reverſales Litteras, & Reverſionis Inſtrumenta confectas ſeu confecta, & abſoluta fuiſſe conſtaret, & confecta repeſiri, aut detegere evenerit, ſi Nobis inſciis in noſtra poteſtate ſint, bonâ fide, abjectâ omni procraſtinatione, reſtituemus, & extrademus Snæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati, & ſi fortè in aliepa, ceſſ tui, & extradi eidem Majeſtati, omnibus vicibus, & conatibus Noſtris curabimus, & ex nnnc ad majorem fitmitatem præfatnm, de qno agitur, Inſtrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes, ſpondemus lubenter, atque promittimus, Sactamentnm faeientes in verbo, & fide Regia cùm pro Nobis tùm pro Succeſſoribus, Regnorum Noſtrorum Hæredibus, id omne exeqni, & perficere, atqne adimplere, prout quomodocnnque Noſtræ voluntati ſubjaeeat. In quorum fidem & validitatem præſentes Noſtras Declarationis Litteras, expediri mandavimus, manu Noſtrâ ſubſcripsas, Sigilliqne Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Statûs Secretarii Noſtri refrendaras. Datum in Regia hac Noſtra de Aranjuez nuncnpata. Die Maji vigeſimâ quintâ Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Cæſarearum.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Principi Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Hapſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c. &c. Notum, teſtatumque facimus. Cùm Sereniſſimo Hiſpaniarum Infantumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *viſum ſit, eos inter Nos utroque adhuc pendentes Controverſiarum Articulos, qui in Tractatu Londinenſi de Anno* 1718. *ad peculiarem Congreſſum definiendi remiſſi fuerunt, hic Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, poſtquam ſuper iis Cameraci loco ad iſtum Congreſſum ſubinde diſtinato ſub Mediatione Sereniſſimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regio jam à triennio ab hinc & ultrà magnis quidem, verùm irritis, conatibus allaboratum ſint; eumque in finem ad Nos Miniſtrum eum Legati Extraordinarii mnuere, ampleque Mandato inſtructum Illuſtrem & Magnificum Joannem Guigielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA, *Dominum de Jeuſema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Koude-Keute & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Hunſterlant, & Campen miſerit, qui exhibitis Plenipotentiæ ſuæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commiſſum ſibi hocce negotium ſufficienter munitus agnitus ſuit; Quòd Nos tam pio conſilidendæque univerſæ Europæ quietis proficuo Conſilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum uſu Illuſtriſſimi Principis* EUGENII à *Sabaudia & Pedemontio, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, Conſilii Aulico-Bellici Præſidis, Noſtrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi Mareſchalli, ac Noſtrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis; Illuſtris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Theſaurarii Hereditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Ernſtbrunn, Domini Dynaſtiarum Gſoll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mützig, Loos, Zaan, &c. Droskau, Burggravii in Reineck, Supremi Hæreditarii Pincernæ in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illuſtris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de Starhemberg in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eſchelberg, Liechtenbach, Rottenegg, Freyſtatt, Haus Oberwalſee, Seuſſtenberg, Bodendorff, Thatzman, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchalli Hæreditarii: plurimum confiſi, Eos ad tractandum, concludendum & ſignandum Noſtro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propoſitos Pacis Articulos, & ſi quæ alia ſuetè, ad quæ ſpecialiori Mandato opus eſſet, tractanda occurrerent, Commiſſarios Noſtros tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios nominaverimus, & conſtituerimus, prout eos vigore harum nominamus & conſtituimus: Dantes eis plenam & omnimodam poteſtatem, authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & ſi quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & ſignandi, deſuper Inſtrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, ſi rem ipſi tractaremus, agere, facereque poſſemus. Verbo Cæſareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Noſtros Commiſſarios tanquam Legatos Noſtros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrum eorum abſentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta concluſa & ſignata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Noſtraque Ratificationum Inſtrumenta etiam jurata in tempore conveuto extraditurot eſſe. In quorum fidem, majusque robur præſentes manu Noſtrâ ſubſcriptas Sigilla Noſtro appenſo munirî juſſimus. Datæ ex Arce Noſtra Luxemburgi die* 28. *Menſis Aprilis Anno* 1725. *Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpaniarum vigeſimo ſecundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. & Cathol. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S.R.I. Eq.

Tenor

ANNO 1725.

Tenor Plenipotentiarum Hiſpanicarum.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Occeanou, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Coode de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deſeando dar à mis Pueblos y Vaſſallos el conſuelo, y alivio de una Paz univerſal, he ſolicitado por medio del Congreſſo de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, y haviendo manifeſtado la experiencia de eſtos ultimos quatro años, quanto ſe dilata el logro de eſta importancia, que liempre mas procuro, para mi mayor ſatiſfaccion, valiendome de todos los medios poſtibles, y queriendo uſar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reſervada-y ſecretamente, una Perſona de entera Confianza, que haga notorios al Emperador mis buenos deſeos, y anelos de eſtablezer la mas ſegura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Mageſtad Imperial, y la mas eſtrecha amiſtad, y buena correſpondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda conſideracion. Por las experiencias, y ſatisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jenſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Koudekente, y Ferwert, Juez Hereditario de Humiterlaut, y de Campen, he reſuelto elegiros, y oombraros (como en virtud de la preſente os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, paſſeis al referido importante fin, y al de hazer otros convenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es neceſſario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombra, y repreſentando mi propria Perſona, podais proponer, ofrezer, oyr, conſentir, aſentir, y capitular con el expreſſado muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, y os diputare para eſte efecto, todo lo que juzgareis preciſo, y conveniente al referido importante fin, al de mi ſervicio, al bien de mis Reynos, y mayor ſegnridad, y permanencia de la Paz, que deſeo, de la union, buena correſpondencia, y alianza que ſolicito eſtablezer entre ellos, y los de el Emperador: Y paraque en orden à eſto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque ſea de tal calidad que requiriieſe otro mas eſpezial Poder, y comiſſion, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expreſſado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, u Perſonas que nombrare, desde abora para entoozes, lo conſiento, y apruebo, y lo tengo, y tendré por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à eſtar y paſſar por ello, como eoſa hecha en mi Real Nombra, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumpliré, puntual-y exactamente: Y aſſi mismo me obligo à que dentro de el termioo, que ſe ſeñalare, ſegun ſe eſtila, aprobare, y ratificare en eſpezial forma, con las fuerzas, Juramentos, y requiſitos neceſſarios, y acoſtumbrados, todo lo que en virtud de eſte Poder ſe concluyere, y aſentara, general-e individualmente, paraque ſea valido, y eſtablezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandé despachar la preſente, firmada de oi mano, ſellada con el Sello ſecreto, y refrendada de mi infraſcripto Secretario de Eſtado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil ſetecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

LUGAR DEL SELLO.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

ANNO 1725.

Ratificatio Suæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Sallinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe quomodolibet poteſt. Poſtquàm Pace Univerſali per Conditiones in Tractatu Loodinenſi die 2. Auguſti / 13 Julii. Anni 1718. iis Principibus, quos inter tunc Bellum adhuc perdurabat, propoſitas, & ab iis ſucceſſivè acceptatas in Orbem Chriſtianum revocatâ, Illi controverſiarum Articuli, qui Nos inter & Sereniſſimum Potentiſſimumque Principem PHILIPPUM V. Hiſpaniarum ac Indiarum Regem Catholicum peculiariter adhuc pendebant, in Congreſſu Cameracenſi ſub Mediatione Sereniſſimorum Potentiſſimorumque Principum LUDOVICI XV. Galliarum: & GEORGII I. Magnæ Britanniæ Regum diù fruſtrà tentati, annitente modòſato Rege Catholico, hîc Viennæ per Legatos Extraordinarios ad id eum plena Poteſtate utrinque inſtructos die 30. Aprilis infraſcripti Anni per Conventionem particularem amicabiliter transacti, atque in ſequentes condiliones conclufi ac ſignati fuerint,

Hic Loci inſertus fuit Tractatus Pacis.

Quòd Nos hæc omnia & ſingula à præfatis Noſtris Miniſtris acta, concluſa & ſignata, utpotè voluntati mandatoque Noſtro conſona, præhabitâ maturâ diligentique conſideratioce ex certa Noſtra ſcientia approbaverimus & ratificaverimus, prout hiſce ea approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore virtute præſentium declaramus, verboque Cæſareo Regio atque Archiducali pro Nobis; Noſtris Succeſſoribus, & Hæredibus promittimus & juramus ſuprà deſcriptos Articulos, & quidquid in hac Pacis particularis Conveotione continetur, fimiter, conſtanter & inviolabiliter ſervaturos, neque ut ab ullo ex parte Noſtra iis contravenlatur, unquam eſſe paſſuros. In quorum omnium teſtimonium & fidem Sigillum Noſtrum Cæſareum Reginm atque Archiducale huic Diplomati manu Noſtrâ ſubſcripto appendi fecimus. Datum ex Arce Noſtra Laxenburgi die XVI. Menſis Junii Anoo Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto: Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto: Hiſpaniarum vigeſimo ſecundo: Hungariæ verò & Bohemici decimo quioto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Caſ. & Cath. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratificatio Suæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Caſtellæ, Legionis, Aragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallecia, Majoricæ, Hiſpalis Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Gienuæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltarii, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani, Rex. Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscaiæ & Molinæ, &c. Quandoquidem in Urbe Viennenſi Tractatus Pacis, & Amicitiæ à Miniſtro Noſtro*

ANNO 1725. *Noſtro apud Cæſaream Majeſtatem Legato Extraordinario & Plenipotentiario, & ab ipſius Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis, conventus, concluſus, & ſubſcriptus fuerit, cujus tenor ad pedem Literæ infrà inſeritur, & ut ſequitur, eſt de Verbo ad Verbum.*

Hic ioci fuit inſertus Tractatus Pacis.

Nos verò tam ſinceram inter Nos & Sereniſſimum & Potentiſſimum Imperatorem Pacis & Amicitiæ Conventionem conſolidare, præſtitique omnibus & ſingulis in præmiſſis Capitulis, ſicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriuſque Partis, conventa, inita, tractata, promiſſa & firmata ſunt, robur & munimen Noſtræ Regalis Auctoritatis adjicere cupientes, ea omnia & ſingula, prout ſuperiùs inſertis Literis contenta, perſpicaciter intuentes, Nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus, de Noſtraque certa ſcientia, & voluntatis plenitudine, maturaque & digeſta deliberatione pro Nobis, Succeſſoribus Noſtris, ſive Regnorum Noſtrorum Hæredibus natis, vel naſcituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis & Adhærentibus Noſtris, ac omnibus aliis, quorum intereſt aut intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperiùs inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac de novo, quatenùs opus eſt, per præſentes faimus & promittimus, eaque omnia prout de verbo ad verbum præinſerta manent, & à pactatis utriuſque Partis, nempe Noſtræ, & præfatæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Oratoribus Extraordinariis & Plenipotentiariis promiſſa, & ſubſcripta ſuerunt; ſemper & omni tempore cuſtodire & cuſtodiri, manutenere & manuteneri; ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare & obſervari facere, neque unquam per Nos vel alium ſeu alios, publicè vel occultè, directè aut indirectè aut alio quovismodo, aliquâ ratione, cauſâ vel occaſione contra facere aut venire policemur, promittimus, & juramus; & ſolenniter expromittimus & facimus Sacramentum in verbo & fide Regia; & ſi ab aliquo in ſupradicta omnia & præinſerta, vel eorum ſingula imminutio, aut Pactorum diminutio, ſeu Conteavention, quomodocunque fit aut eſſe poſſit, temerè ingeretur aut patretur; it profectò audacia & inconſiderantiæ ſuæ, pœnas luet, contraventumque imminutum, aut diminutum ſedulò, & objectâ omni cunctatione & procraſtinatione reſtituere faciemus; pro quibus omnibus & eorum ſingulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & ſupponimus Regna & Bona Noſtra ac Hæredum Noſtrorum quorumcunque, & ad ampliorem firmitatem & ratam hujus obligationis & approbationis authoritatem, omnibus & ſingulis legibus, moribus, reteritique univerſi ipſi contrariis renuntiamus. In quorum omnium fidem, robur, & teſtimonium præſentes Noſtras Ratificationis & Approbationis Literas expedìri mandavimus; manu Noſtrâ ſubſcriptas, Sigillique Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Secretarii Noſtri Status & univerſalis Expeditionis, vulgò, del Despacho, dicti, refrendatas. Datum in Regia Noſtra, Aranjuez nuncupata, die vigeſimâ quintâ Maji, Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXVII.

30. Avril. *Fœdus inter Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem, & Sacram Catholicam Majeſtatem* PHILIPPUM V. *Regem Hiſpaniarum, ad mutuam Defenſionem & Guarantiam eorum reſpectivè Regnorum & Statuum, nec non Subditorum Navigationis, tam citra quam ultra Lineam. Actum Viennæ die* 30. *Aprilis* 1725. [Tiré de la Chancelerie Imperiale de la Cour à Vienne.]

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit Univerſis. Quamvis ſincera Amicitia inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem, Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ ac Superioris & Inferioris Sileſiæ & Wurtenbergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comitem Habspargi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravium Alſatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum &c. &c. Nec non Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris, Oceani, Archidocem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ & Mediolani, Comitem Habspargi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonæ, Dominum Biſcayæ & Molinæ &c. &c. per Acceſſionem ad Tractatum Londinenſem à Suâ Majeſtate Madriti 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hagæ-Comitis factam ſtabilita, & per ſolennem Pacis Tractatum hic Viennæ die 30. Menſis Aprilis anno infrà notato confectum & ſubſcriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad ſtringendum nihilominùs eò arctiùs hunc pro bono Chriſtiani Orbis tam proficuum Concordiæ nexum, per utrinque eorum Miniſtros reſpectivè Commiſſarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium Sabandiæ & Pedemontium Principem, alteſatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Conſiliarium Actualem Intimum, Conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſummque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallum ac Ejuſdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom. Imperii Theſaurarium Hereditarium Comitem à Stuzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbruno, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan & Droskau, Burggravium in Reineck Sopremum Hæreditarium Sectiferum ac Præſciſorem in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Camerarium Actualem Conſiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium: ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumborg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtat, Hans, Oberwallſee, Sentſtenberg, Bottendorff, Hattwau, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hereditarium: Et pro parte Suæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ per Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Roudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Hamſterlant & Campen, in præſens peculiare Amicitiæ Fœdus juxtà ſequentes Articulos convenerunt, commotatis prius Plenipotentiis.

I. Sit maneatque Soam Majeſtatem Cæſaream Catholicam inter & Suam Majeſtatem Regiam Catholicam ſolida ſinceraque Amicitia, eaque utrinque ita colatur, ut nuns alterius commoda ceu ſua promoveat, damna verò averſat.

II. Cum verò per Miniſtrum Sereniſſimi Hiſpaniarum Regis expoſitum fuerit, Reſtitutionem Gibralterræ cum Portu ſuo per Regem Magnæ Britanniæ promiſſam fuiſſe, & Regem Hiſpaniæ inſiſtere, ut Gibralterra cum Portu ſuo & Inſula Minoræ cum Portu ſuo Mahon Majeſtati Suæ Regiæ Catholicæ reſtituantur, ex Parte Sacræ Cæſareæ Catholicæque Majeſtatis hiſce declaratur, huic Reſtitutioni, ſi amicabiliter fieret, ſeſe non oppoſituram, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & ſi Partes id deſiderarent, etiam mediatoria adhibituram eſſe.

III. Ad conteſtandam magis ſinceram Amicitiam Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex Philippus V. promittit & ſpondet, Navibus Sacræ Cæſareæ Catholicæque Majeſtatis, & ejus Subditorum tutum, ſecuramque ingreſſum datorum in omnes ſuos Portus in Continenti Hiſpaniæ

ANNO 1725. paniæ ſitos cujuscunque Nationis Imperatori ſubjectæ ſint, ita ut quæſtum liberrimum non ſolum in illis, ſed etiam in omnibus Hiſpaniarum Regnis exercere poſſint, gaudebunique omnibus Privilegiis & prærogativis, quibus amiciſſima Natio (uti Gallî hucusque fuerunt & Angli adhuc ſum) gaudet ac fruitur, idque ſtatim à die publicatæ iſtius Pacis, quæ in omnibus Portubus & Locis congruis ſinè morâ fiet, juxtâ ac in Tractatu Commerciorum hodie ſubſcripto conventum eſt.

IV. Si Naves Subditorum Suæ Majeſtatis Cæſareæ à quopiam tam eis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, le in eo caſu cauſam cum Suâ Majeſtate Cæſareâ communem facturum ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna: Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea Catholica promittit, ſi Naves Subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majeſtatis à quopiam tam eis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur ſe in eo caſu pariter cauſam cum Suâ Majeſtate Regiâ communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterum ertſi per Quadruplex Fœdus ſecuritas Regnorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compaciscentibus poſſeſſarum viciſſim per Guarantiam ſtipulata ſit, per hoc Fœdus nihilominùs præſtatam ſecuritatem uberiùs explicare, Caſibusque qui occurrere poſſunt, ſatiùs providere placuit. Idcircò ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auſpiciis Inter Sacr.m ' ıfaream Catholicamque Majeſtatem, & Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem Amicitiæ ſtudium, neceſſarium ac opportunum viſum fuit de auxiliis mutuò præſtandis, ac per ea debitâ ſecuritate magis firmandâ ſequentia ſtatuere. Nimirum ſi Imperator, ejus Regna & Provinciæ Hæreditariæ ubicunque ſitæ hoſtilitet impeterentur, aut Bellum alibi cœptum in Illas transferri contingeret, in eum caſum Rex Catholicus ſpondet, ſeſeque obligat, quòd Suæ Majeſtati Cæſareæ omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò Claſſim quindecim ad minimum Navibus Belliciis majoribus, vulgò *Vaiſſeaux de Ligne*, inſtructam: inſuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium ſubmiſſurus ſit, ſolitis Hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam ſolvere poſſit, computatis in ſingulos mille Pedites viginti quatuor mille Florenis Rhenenſibus per ratas menſuales in Urbe Genuâ perſuivendis.

Quoad Naves verò, ſi Rex Hiſpaniæ eas Imperatori non ſubmitteret, poterit ſatisfaecre mittendo Decem millia Militum: vel loco illorum pecuniam juxtà calculum ſupra factum Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea ſpondet ac ſe obligat, quòd Regi Hiſpaniarum Catholico, in caſum hoſtilis Aggreſſionis in Provinciis in Europâ ubicunque ſitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò in auxilium ſubmiſſurus ſit triginta millia Militum, ſcilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, ſemper in natorâ ſuppeditandos, & ſolitis Hybernis à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitiæ Fœderis promittunt utriusque Partis reſpectivè Commiſſarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii à Suâ Majeſtate Cæſareâ Catholica & à Regiâ Catholica Majeſtate ad formam hic mutuò placitam ratihabitum ſolenniſque Ratihabitionum Inſtrumenta intrà ſpacium trium Menſium, aut citiùs ſi fieri queat, hîc reciprocè commutatum iri. In quorum fidem roburque præfati Miniſtri Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii hoc peculiaris amicitiæ Fœderis Inſtrumentum propriis manibus ſubſcripſerunt & ſigillis ſuis muniverunt. Acta hæc Viennæ Auſtriæ die 30 Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptiugenteſimo vigeſimo quinto.

(L. S.) EUGENIUS à SABAUDIA.
(L. S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(L. S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

XXXVIII.

1. Mai. *Traité* (1) *de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Sa Majeſté Royale Catholique* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne & des Indes. Fait à Vienne le* 1. *Mai* 1725. Avec *les* PLEINSPOUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Sur la Copie imprimée à Vienne chez JEAN PIERRE VAN GHELEN, Imprimeur de la Cour, avec Privilege, in 4.]

ANNO 1725.

Au Nom de la Tres-Sainte & indiviſible Trinité. Amen.

D'Autant que par la grace de Dieu, tres-Grand & tres-Bon, qui tient les cœurs des Rois en ſa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Sereniſſime & tres-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES Empereur des Romains Sixieme du Nom, toujours Auguſte, Roi de Germanie, des Eſpagnes, des deux Siciles, de Hougrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & d'Eſclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Stirie, de Carinthie, de Carniole de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Baſſe Sileſie, & de Wirtemberg, Prince de Suabe, Marquis du St. Empire Romain, de Burgau, de Moravie, de la Haute & Baſſe Luſace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Fesete, de Kybourg, de Gorice, & de Namur, Landgrave d'Alſace, Seigneur de la Marche d'Eſclavonie, de Pordenone, & de Salins, &c. &c. Et le Sereniſſime & tres-Puiſſant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corſe, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des indes Orientales & Occidentales, des Iſles & Continent de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. &c. Leurs Royaumes, Etats, Principautez, & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir auſſi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les differents, qui pourroient ſurvenir, étant retranchez, & comme decidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Royaumes, Etats, & Sujets des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux aſſeuré. A l'effet de quoi nous ſouſſignez Miniſtres, & Ambaſſadeurs Plenipotentiaires, ſuffiſamment authoriſés à cet effet, après en avoir plusieurs fois conferé enſemble, & nous être communiquez reciproquement nos Pleinspouvoirs, ſommes convenus des Articles ſuivans.

I. En conſequence de la Paix, qui ſe trouve heureuſement établie, entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, il ſera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état, & condition qu'ils ſoient, de frequenter, voyager, & demeurer dans les Pais l'un de l'autre, en toute liberté, ſans avoir beſoin de Paſſeport, ou permiſſion particuliere; la Publication de la Paix leur ſuſira, & ils jouiront reſpectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouïſſent les Sujets naturels, ſans aucune crainte, dommage, ou prejudice quelquonque, conformement à ce qui en eſt convenu par le preſent Traité.

II. Il ſera permis dés à preſent, à tous les Navires de Guerre & de Marchandiſes, appartenans aux ſuſdits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de frequenter reciproquement les Ports, Havres, Côtes & Provinces l'un de l'autre, ſans aucune autre preſiable permiſſion. Ils y ſeront receus librement & amiablement, & on leur fournira à prix raiſonnable toutes les choſes, dont ils auront beſoin, ſoit pour leur neceſſaire proviſion, ſoit pour la reparation des Navires ou autrement, juſqu'à ce qu'ils ſoient en état de ſe remettre en Mer, ſans qu'on puiſſe exiges d'eux aucune ſorte de Droit, ou Impoſition, ſous quelque nom, ou titre que ce puiſſe être. Ce qui eſt pareillement ſtipulé, pour les Indes Orientales, à condition neanmoins de n'y pouvoir faire aucun Commerce, & de n'y pouvoir achêtes autre choſe, que des Victuailles, ou des agrez pour la reparation des Vaiſſeaux, & de leur Equipage.

III.

(1) L'Original du Traité eſt Latin; mais comme il intereſſe particulierement les Marchands & les Navigateurs, à qui la Langue Françoiſe eſt ordinairement mieux connuë que la Latine, on a cru leur faire plaiſir, & à beaucoup d'autres, de la leur donner en cette Langue; d'autant plus qu'on peut aſſeurer, que cette Traduction eſt fidelle & approuvée. [DUM.]

ANNO 1725.

III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des fauſſes ſoupçons, elle ne leur ſera point permiſe dans les Ports, & Havres de moindre force & defence, ſi ce n'eſt que pour éviter une tempête de Mer, ou la pourſuite des Ennemis, ils fuſſent obligés de s'y retirer; & même en ce cas-là ils en ſortiront des que le danger ſera paſſé, & qu'ils ſe ſeront pourvûs des choſes neceſſaires, ſans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourront pas non plus y mettre à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois, que le Magiſtrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choſes ils ſe comporteront d'une maniere à ne pouvoir donner ni crainte ni ſoupçon, ce qui ſera particulierement obſervé aux Indes Orientales, où la jalouſie eſt ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs, ne puiſſent y conduire en toute ſeureté les Prifes, qu'ils auront faites ſur leurs Ennemis, & les en retirer de même, ſans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demendé & obtenu le permiſſion, ils ne vouluſſent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils payeront les mêmes Droits, dont il ſera convenu cy-aprés pour les Marchandiſes.

V. Les Navires Marchands de quelque grandeur qu'ils ſoient, qui ne ſeront pas deſtinés pour en Port, & qui neanmoins y ſeront entrés par peril de Mer, pourſuite d'Ennemis, ou par quelqu'autre beſoin que ce puiſſe être, ſeront tenus de montrer en Commandant du lieu leurs Paſſeports, ou bien leurs Lettres de Mer, ſelon le Formulaire cy-aprés inſeré, aprés quoi il leur ſera libre de ſortir & de ſe remettre en Mer ſans eneune moleſte, trouble, ni empêchement, & ſans qu'on puiſſe les obliger à rompre leurs charges, ni même à ſouffrir la viſite.

VI. Reſervé pourtant le cas, que ſi quelqu'un de ces Navires, étoit deſtiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ſes Lettres de Mer, qu'il ſeroit chargé de Marchandiſes de Contrebande; en ce cas, il ſeroit obligé de ſouffrir la viſite, laquelle neanmoins, ne ſe pourra faire, qu'en preſence du Juge conſervateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Conſul, & toujours avec le plus grand ordre, qui ſoit poſſible, ſans diſperſer les Marchandiſes, ſans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les Contrebandes qu'on y trouvera, ſeront confiſquées judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandiſes reſteront libres, ſans qu'on puiſſe exiger du Maître de Navire, aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux fraix de la viſite, ou de le procedure faite en cette occaſion.

VII. Et pour prevenir toutes les diſputes, qui pourroient arriver ſur ce mot de Contrebandes, il a été trouvé bon de declarer, qu'on y comprend toutes ſortes de matieres fabriquées, & non fabriquées, qui ſervent à la Guerre, ſçavoir les Armes offenſives, & defenſives, Canons, Mortiers, Faucounceaux, Pierriers, Petards, Saucilles, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fuſils, Mousquets, Piſtolets, Epées, Bayonnetes, Casques, Cuiraſſes, Bandolietes, Poudre, Salpetre, Bois de Charpente ſervant aux Navires, Voiles, Poix, Goudron, & Cordages, le tout entant qu'il ſeroit deſtiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire ſeroit obligé d'exhiber ſes Lettres de Mer: on y comprend de plus toutes les Marchandiſes du Païs, dont la ſortie ſeroit abſolument defendue: Mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Commeſtibles, tout le Cuivre, Fer & Acier, tout ce qui ſert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les Habits tous faits, à moins que ce ne fuſſent des Montures entieres de Regiments, & de Compagnies.

VIII. Si un Vaiſſeau de Guerre Imperial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Eſpagne, & reciproquement ſi un Vaiſſeau de Guerre de Sa Majeſté Catholique fait rencontre d'un Vaiſſeau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, le Navire de Guerre ne l'aprochera point de plus prés que le portée du Canon, mais il y envoyera ſa Chaloupe, avec deux ou trois Hommes ſeulement, auxquels le Maître du Navire Marchand montrera ſes Lettres de Mer, par leſquelles on pourra connoître de quel lieu il eſt, à qui il appartient, en quoi conſiſte ſa Carguaiſon, & ſi entre les Marchandiſes, dont il eſt chargé, il y en a de Contrebande, deſtinées pour les Ennemis du Maître, à qui le Vaiſſeau de Guerre appartient, auquel cas, & non autrement, elles ſeront judiciairement confiſquées; mais le Navire, les Perſonnes, & les autres Marchandiſes ſeront libres. On ſera obligé auſſi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui ſeront repreſentées par le Maître du Navire Marchand, & ſi cela eſt jugé neceſſaire, on conviendra de certaines contremarques, pour les joindre auxdites Lettres, & les rendre d'autant plus autentiques.

ANNO 1725.

IX. On eſt convenu de plus, que de part & d'autre, le liberté du Commerce & de le Navigation, ſera ſi pleine & ſi entiere, que bien que l'un des Sereniſſimes Contractans, vint à entrer en Guerre, avec un ou pluſieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Sereniſſime Contractant, pourront neanmoins en toute ſeureté y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, ſoit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, allant, venant, & retournant, ſans pouvoir y être troublés, ou empêchés, à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement aſſiegé, ou bloqué par Mer: Et pour lever là-deſſus toute occaſion de doute, on eſt demeuré d'accord, que nul Port Maritime, ne ſera tenu pour actuellement bloqué, ſi ce n'eſt par deux Vaiſſeaux de Guerre au moins, ou par une Baterie de Canons, qui étant dreſſée à Terre, en fermeroit tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, ſans eſſuyer toute le violence de ſon feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandiſes appartenantes aux Sujets de l'un des Sereniſſimes Contractans, qui ſe trouveront chargées dans un Navire Ennemi, ſeront confiſquées avec le Navire, encore même qu'elles ne fuſſent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets desdits Sereniſſimes Contractans, jouiront reciproquement aux Païs l'un de l'autre des mêmes Franchiſes de Peages, dont ils étoient en paiſible Poſſeſſion du tems du Roi CHARLES II., ce qui neanmoins doit être entendu dans le ſens, qui ſera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, qui entrera dans un Port d'Eſpagne pour y faire Commerce, ſera obligé d'y donner deux Declarations des Marchandiſes qu'il y voudra decharger & vendre, l'une au Fermier ou Commiſſaire de la Douanne; l'autre au Juge des Contrebandes; & il ne pourra ouvrir ſes Eſcoutilles, juſqu'à ce qu'il en ait obtenu permiſſion, & que les Gardes, qu'on lui enverra de la Douanne ſoient venus. Il ne pourra auſſi, en quelque tems que ce ſoit, décharger aucune de ſes Marchandiſes, ſans une permiſſion par écrit, de les pouvoir transporter à la Douanne. En échange les Juges des Contrabandes, ni les Officiers de la Douanne, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caiſſes, Tonneaux, & autres Envelopes de Marchandiſes, ni dans le Vaiſſeau, ni à Terre, juaqu'à ce qu'elles ſoient transportées à la Douanne; & même lors qu'elles y ſeront arrivées, il ne leur ſera pas permis de les ouvrir & viſiter, ſi non en preſence du Marchand, ou de ſon Facteur, afin qu'il puiſſe veiller à ſes Interêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quitances, refermer enſuite ſes Marchandiſes, & les faire munir du Cachet ou Marque de la Douanne, aprés quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne ſeront plus ſujettes à viſitation. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandiſes, d'une Maiſon, ou d'un Magazin à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvû que cela ſe faſſe entre les huit heures du matin, & les cinq heures du ſoir; & qu'on ait auparavant notifié aux Fermiers des Droits des Alcavalas & Cientos, en quelle veuë cela ſe fait, & ſi c'eſt pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le ſoient alors, & que ſi ce n'eſt pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, ſelon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'eſt plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diverſité des Impoſitions, dont un charge quelquefois les Marchandiſes, & l'excez des Sommes à quoi elles ſe montent, Sa Majeſté Royale Catholique, deſirant remedier à ce mal dans tous ſes Royaumes ſitués en Europe, conſeurit il y a déja quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les diferens Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandiſes ſoit à leur entrée, ſoit à leur ſortie, ou qui avoient été impoſés depuis la mort du Roi CHARLES II., ſeroient ſuprimés, & reduits à une ſeule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandiſes, tant

ANNO 1725. pour l'entrée que pour la ſortie, ſur le pied de leur eſtimation, ce qui aura lieu non ſeulement à Cadis, à Sainte Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Caſtille, mais auſſi dans tous ceux d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, les ſeules Provinces de Biscaye & de Guipuscoa, reſtant exceptées de cette Regle generale, en ſorte que les Droits d'entrée & de ſortie y ſeront payez, de la maniere qui a été pratiquée juſqu'ici avec les François, & qui ſe pratique aujourdhui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela prés, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandiſes appartiendront, ayant une fois payé les dix pour cent, à leur Entrée en Eſpagne, pourront librement les faire tranſporter par Mer & par Terre, ou par embarquement ſur les Rivieres, dans toutes les Parties de l'Eſpagne, ſans être obligez d'y payer aucun nouveau Droit, Charge ou Impoſition en quelque Port ou Paſſage que ce ſoit, mais ſeulement d'y produire les Certificats, & Quitances du premier payement; comme auſſi les Plombs, & Marques de la Douanne attachez auſdites Marchandiſes; à l'exception neanmoins des Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard deſquels il avoit été ſtipulé ſéparement. Et comme Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, ſont expreſſement convenuës, que leurs Sujets jouïront reſpectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce ſoit, des mêmes Libertez, Droits, Faveurs, & Franchiſes, qui ont été, ou qui ſeront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favoriſées, ſpecialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anſeatiques, c'eſt pourquoi Sa Majeſté Catholique declare, & promet, qu'elle ſera jouir pleinement & entierement ceux de Sa Majeſté Imperiale de tous les avantages conceus en cet Article, en ſorte qu'ils ne ſeront pas obligez de payer dans toute l'Eſpagne, d'autres ni de plus grands Droits d'entrée, de ſortie, ou de paſſage, que les dits pour cent marqués cy-deſſus, & de la même maniere que les Anglois les payent, ſauf les Droits *d'Alcavalas*, *Cientos*, & *Millones*, à l'égard desquels on eſt convenu comme il ſuit.

XIV. Les Sujets de Sa Sacrée Majeſté Imperiale pourront differer le payement des Droits nommés *Alcavalas*, & *Cientos*, auſſi long-tems qu'ils laiſſeront leurs Marchandiſes depoſées dans les Magazins de la Douanne, où elles ſeront bien gardées. Que s'ils veulent les en retirer, ſoit pour les tranſporter plus avant dans le Royaume, ſoit pour les vendre ſur le Lieu, ou pour les emporter chez eux, cela leur ſera permis, pourvu qu'ils s'obligeut convenablement par écrit, de payer leſdits Droits dans le terme de deux Mois aprés la vente qui en ſera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandiſes étant marquées & plombées, pourront être tranſportées, & vendues en gros, en quelque Port, ou lieu que ce ſoit de la Domination d'Eſpagne en Europe. Et ſi quelque Officier employé à la recepte desdits Droits, entreprenoit de les exiger une ſeconde fois, aprés l'exhibition des Quitances, Marques & Plombs du premier Payement, ou qu'il s'oppoſât au libre tranſport desdites Marchandiſes, il ſera condamné à une Amende de 2000. Ecus applicable au Treſor Royal: bien entendu neanmoins qu'en tout ceci, il n'eſt parlé que du Droit de la premiere Vente, & que ſi le Marchand vouloit vendre ſes Marchandiſes en détail, il payeroit auſſi pour le détail, ſelon les Ordonnances. Au ſurplus il ne ſera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Billon pour l'expedition des Certificats & Quitances, dont il a été parlé cy-deſſus.

XV. La même Regle ſera obſervée à l'égard des Droits communement appellés *Millones*, qui s'exigent ſur le poiſſon & autre ſorte de Proviſions de bouche, c'eſt-à-dire qu'ils ne ſeront point exigés à l'entrée desdites Marchandiſes en Eſpagne, ſi long tems que les Proprietaires les voudront laiſſer en depôt dans les Magaſins publics; mais quand ils voudront les en retirer, ſoit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, ſoit pour les vendre ſur le lieu, ou les tranſporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, ſous caution valable & ſuffiſante, pour le payement desdits Droits de *Millones*, deux Mois aprés le jour de cette Obligation, enſuite dequoi on leur donnera les expeditions neceſſaires. Et leſdites Marchandiſes ſeront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, leſdites Marchandiſes pourront être tranſportées, & vendues dans les Lieux, où la conſomption s'en pourra faire, ſans être obligés à aucune autre charge, par raport auxdits Droits de *Millones*. Que ſi quelque Officier, ou Commiſſaire Receveur des *Millones*, aprés l'exhibition desdites Quitances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'oppoſer au paſſage, tranſport, ou vente desdites Marchandiſes, il ſera condamné à une Amende de 2000. Ecus, aplicable, comme cy-deſſus, au Treſor Royal. ANNO 1725.

XVI. Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaye, qui ne ſont pas ſujets aux Loix de la Caſtille, on y obſervera dans le payement des Droits la Regle preſcrite à l'égard des autres Nations, ainſi qu'on en eſt convenu par l'Art. XIII.

XVII. Les Mâts de Navire, les Antènes, & les Bois propres à la conſtruction des Vaiſſeaux grands & petits, étant une Marchandiſe trés-neceſſaire, il a été convenu de les excepter de la regle generale, & que l'entrée en ſera librement permiſe, ſans aucune exaction de Droits, ou Impoſitions ſous quelque nom, ou pour quelque cauſe que ce ſoit.

XVIII. Pour prevenir autant qu'il eſt poſſible toutes les Diſputes, qui pourroient ſurvenir entre les Fermiers de la Douanne, & les Proprietaires des Marchandiſes, au ſujet de l'eſtimation, qui s'en devroit faire, on eſt demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle ſervira de regle entre les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, & les Fermiers & Adminiſtrateurs des Douanues, ſur le pied general des Dix pour Cent, qui devront leur être payez.

XIX. A l'égard des differentes eſpeces, qui pourroient ne ſe pas trouver exprimées dans le ſuſdit Tarif, on ſe conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'eſtimation ſe faſſe par le Fermier de la Douanne, ou par ſon Commis, à condition, que le Proprietaire puiſſe lui abandonner la Marchandiſe, pour le prix qu'il l'a eſtimée, & qu'il ſoit obligé de la payer comtant.

XX. Le Sel de Hongrie payera les mêmes Droits que le Sel d'Eſpagne, & la même égalité ſera obſervée dans les Etats de Sa Majeſté Imperiale, à l'égard du Sel d'Eſpagne.

XXI. Le Roi Catholique conſent, que les Sujets de Sa Majeſté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Royaumes d'Andalouſie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme auſſi dans les Provinces de Biscaye, & de Guipuscoa, puiſſent y louër des Maiſons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandiſes, & leur accorde les mêmes Libertés, & Franchiſes, dont jouiſſent à cet égard les Anglois & les Hollandois; ce que Sa Majeſté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Eſpagne, en tous ſes Etats.

XXII. Entre leſquels Privileges ſont ſpecialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, ſans en demander permiſſion à perſonne, & de ne pouvoir être recherchez, viſités, ni inquiétés dans leurs Maiſons & Magazins, à cauſe de leurs Marchandiſes, ſi ce n'eſt ſur des avis & preuves ſuffiſans de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la viſite pourra ſe faire, mais ſeulement en preſence du Conſul, lequel y ſera expreſſement appellé, & ſans faire d'ailleurs aucun deplaiſir au Commerçant, ni à ſon Commerce; & ſi la Marchand ſe trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandiſes en fraude, elles ſeront confiſquées, & il payera les frais de la viſite; mais ſa perſonne & ſes autres Marchandiſes demeureront libres. Sa Majeſté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ſes Etats aux Sujets de Sa Majeſté Catholique.

XXIII. Les Sujets desdits hauts Contractans qui ſe ſeront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne ſeront point contraints de repreſenter leurs Livres de compte à qui que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour faire preuve, & on ne pourra les ſaiſir, ni ôter de leurs mains, ſous quelque pretexte que ce ſoit. Il leur ſera libre auſſi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, ſans qu'on puiſſe les obliger à ſe ſervir d'une autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ni par les Gouverneurs, ni par les Miniſtres de la Juſtice, pour des Dettes particulieres, qu'ils n'auroient pas eux-mêmes

ANNO 1725. mêmes contractées, ou pour lesquelles ils n'auroient pas expreſſement répondu. On ne pourra pas non plus ſaiſir leurs Biens ou effets, pour de ſemblables cauſes; ſoit au milieu de la Paix, ſoit en cas de rupture. Et dans cet Article ſont ſpecialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Vaiſſeaux grands & petits, avec tout ce qui y ſera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir leſdits Navires ſoit de Guerre ou de Marchandiſes, ou de quelqu'autre eſpece qu'ils ſoient, par quelque Mandement general ou particulier que ce puiſſe être, pour les armer en Guerre, ou pour s'en ſervir de Vaiſſeaux de charge & de transport, ſi ce n'eſt en vertu d'un libre & volontaire Contract, que l'on auroit fait avec les Maîtres, qui commanderont leſdits Navires, ou avec les Proprietaires mêmes: moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quiter leurs Navires pour ſervir ſur les Flottes ou Vaiſſeaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne ſeroit que pour un peu de tems, & en des Occaſions fort preſſantes, mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes, il ſera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchiſe perſonnelle accordée par le preſent Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas ſeulement à toute exemption de Service Militaire, mais auſſi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Adminiſtrateurs de quelques Biens, ou Perſonnes que ce ſoit, ſi ce n'eſt de leur franche volonté.

XXVII. Il leur ſera libre de choiſir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront beſoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choiſir un ou deux entre ceux, qui ſont deja établis, & ſur leur preſentation ils ſeront acceptés, & qualifiés pour ſe mêler ſeulr de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Conſuls Nationnaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouiront de tous les Droits, Authorites, Libertez, & Franchiſes, dont jouiſſent ceux des autres Nations les plus favoriſées.

XXIX. Ces Conſuls ſeront particulierement authoriſés, à connoître arbitralement des differends qui pourroient ſurvenir entre les Marchandr, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres der Navires, & leurs propres Mariniers, ſoit au ſujet de leurs Naulages, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentenees ne ſera point porté devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils ſeront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conſervateurs, qui ſour les precedents Regnes taiſoient en Espagne une Magiſtrature de grande conſideration, accordée par les Rois aux Nations les plus favoriſées, avec pouvoir de connoître, & juger ſeuls de toutes leurs affaires Civiles & Criminelles, il a été convenu, que ſi Sa Majeſté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce ſoit, les Sujets de Sa Majeſté Imperiale en pourront joüir de même; & que cependant il ſera expreſſement ordonné à tous les Juges & Magiſtrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Juſtice, & de la faire executer ſans retardement, & ſans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique conſent auſſi, que les Appels des Sentences données dans les Cauſes, qui regardent les Sujets de Sa Majeſté Imp. ſoient portez au Conſeil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ou autre ſemblable, ne ſera point exercé à l'égard des Sujets des deux Sereniſſimes Contractans; & les Heritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decez ſoit arrivé, & de quelque Païs ou Province, que leſdits Heritiers ſoient, eux-mêmes leur ſuccederont ſans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles ſoit par Teſtament, ou ſans Teſtament, ſelon l'ordre de Succeſſion établi dans les Lieux, où leſdits Biens ſe trouveront ſitués; & en cas de litige entre les deux ou pluſieurs Pretendans, ce ſeront les Juges desdits Lieux qui en connoîtront juſqu'à Sentence definitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des ſuſdits hautr Contractans, viendra à deceder dans les Etats de l'autre; le Conſul ou autre Miniſtre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un ſur les Lieux, ſe transportera dans la Maiſon du defunt, & il y ſera l'Inventaire de toutes ſes Marchandiſes, & autres effets, comme auſſi de ſes Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Heritiers ſelon l'ordre qui lui en aura été donné; Et ſi le decez dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu, où il ne ſe trouve ni Conſul, ni autre Miniſtre, le Juge du lieu ſera ledit Inventaire, en preſence de Témoins, avec le moins de frais qu'il ſe pourra, & conſignera les choſes trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Proprietaire de la Maiſon, afin qu'il les conſerve fidelement, aprés quoi il en donnera avis au Miniſtre public, qui ſe trouvera pour lors en Cour, ou bien au Conſul du lieu où ſe trouveroit la Maiſon & Famille du defunt, afin qu'ils envoyent quelqu'un pour recevoir les choſes inventoriées, & payer ce qui ſera du. ANNO 1725.

XXXIII. Si quelque Vaiſſeau appartenant à l'un ou l'autre des Sereniſſimes Contractans, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage ſur les Côtes de leur reſpective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fiſc ne pourront y pretendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage ſera ſeverement defendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magiſtrats du lieu le plus voiſin ſeront obligés de ſecourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront ſoufert le naufrage, & de s'employer diligemment à faire ſauver ce qui ſe pourra du Navire briſé, & à le mettre en ſeureté; moyennant quoi auſſi le Droit de Sauvement leur appartiendra ſur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandiſes, & outre cela les depenſes faites pour cette œuvre pieuſe leur ſeront rembourſées. Mais ſi le Navire demeure en ſon entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne ſoient point perís, ils prendront ſoin eux-mêmes de ce qui regarde le ſauvement, & on leur prêtera toute faveur & aſſiſtance, en leur fourniſſant, à prix raiſonnable les choſes dont ils auront beſoin.

XXXIV. Sa Majeſté Catholique ne permettra pas, que ſous pretexte de Police ou autrement, on impoſe une limitation de prix aux Marchandiſes, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale; mais il leur ſera permis de les vendre auſſi cher que le cours ordinaire du Commerce le pourra permettre, liberté du laquelle ſes Sujets joüiront pareillement dans les Etats de Sa Majeſté Imperiale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Eſpagnol, ou Sujet de Sa Majeſté Imperiale, viennent à être confiſqués, & qu'il s'y rencontre des effets appartenans à quelqu'autre Marchand, ou perſonne particuliere, ils lui ſeront reſtitués encore même qu'ils euſſent été vendus, pourvu que le payement n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie; Et en cas que ſemblables Effets ou Marchandiſes, euſſent été ſeulement depoſées chez celui dont les Biens ſeroient confiſqués, & qu'il les auroit vendus ſans la permiſſion du Depoſiteur, la valeur desdites Marchandiſes ou Effets ſera conſidetée comme un vrai Depôt, & ſera payée comme telle au Depoſiteur par preference.

XXXVI. Les Sujets & Vaiſſeaux de Sa Majeſté Imperiale pourront porter, & voiturer, en tous & chacun des Etats du Roi des Eſpagnes, toutes ſortes de Fruits, Denrées & Marchandiſes des Indes Orientales, en faiſant apparoître par le témoignage des Deputez de la Compagnie der Indes établie aux Païr-Bas Autrichiens, qu'elles ſont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles en ſont venuer; à l'égard de quoi, ils joüiront des Privileges qui ont été accordez aux Sujets des Provinces-Unies, par les Cedules Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1663., publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majeſté Catholique declarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, tout ce qui a été octroyé, & accordé aux Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas par le Traité de l'an 1648 tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix concluë entre Leurs Majeſtez.

XXXVII. Pour ce qui regardo le Commerce des Iſles Canaries, les Sujets de Sa Majeſté Imperiale en joüiront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouiſſent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils ſoient, qui auront été cechés pendant la Guerre pour crainte de Confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Proprietaires, & perſonne ne

ANNO 1725. ſera inquieté pour les avoir cachés contre les deffenſes.

XXXIX. Pareillement les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, ſoit pour cauſe de Commerce, ou autrement, ſeront entierement payées, à moins que la Confiscation n'y ſoit intervenue, ſans que la Guerre ſurvenue entre tems puiſſe l'empêcher; mais il n'en ſera point exigé d'Interêts.

XL. Quant aux Marchandiſes, & autres Effets mobiliers, qui auront été confisqués avant la Concluſion de la Paix, ils ne ſeront point reſtitués On en eſt convenu ainſi, pour éviter le grand nombre de Procez, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Repreſailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont declarées nulles, & Leurs Majeſtez promettent reciproquement, de n'en plus accorder cy aprés, à la charge des Sujets l'un l'autre, ſi ce n'eſt dans le cas d'un manifeſte deni de Juſtice, lequel ne ſera point tenu pour verifié ſinon aprés un retardement de deux ans, à compter du jour de la premiere complainte, lequel terme de deux ans étant paſſé, & ledit Complaignant ayant preſenté ſa Requête à ſon Prince, pour obtenir des Lettres de Repreſailles, elle ſera communiquée au Miniſtre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, ou à celui qui y ſera ſes affaires, aprés quoi la Sentence definitive ſera encore attendue ſix Mois, leſquels étant écoulés, les Lettres de Repreſailles, pourront être enfin accordées.

XLII. Il ſera defendu ſeverement aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale, & à ceux de Sa Majeſté Catholique de prendre des Commiſſions pour des Armemens particuliers, ni des Lettres de Repreſailles, de quelqu'autre Prince que ce ſoit, pour aller en courſe ſur les Sujets de l'une ou de l'autre; & ſi quelqu'un contrevient à cet Article, il ſera pourſuivi, & traité comme Pirate, non ſeulement dans le Païs, contre lequel il aura pris ces ſortes de Commiſſions, en cas qu'il y ſoit conduit, aprés avoir été fait Priſonnier dans le flagrant de ſes Courſes, mais auſſi dans les Etats du Prince dont il ſera Sujets en ſorte qu'il ſera procedé criminellement contra lui, juſqu'à l'execution.

XLIII. La volonté de Sa Majeſté Imperiale, & de Sa Majeſté Catholique, étant que la Paix, la Concorde, & l'Amitié ſoient cultivées ſincerement entre les Sujets de part & d'autre, juſqu'au point de ſe donner reciproquement toutes les aſſiſtances poſſibles dans les occaſions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majeſté Imperiale aura été pris, par quelque Ennemi commun, & repris ſur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majeſté Royale Catholique, ſi la repriſe ſe fait dans les premieres quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquieme partie du Vaiſſeau & de ſa charge appartiendra au Repreneur; & que ſi la repriſe ſe fait dans les quarante huit heures ſuivantes, il en aura un tiers, & qu'enfin ſi elle ne ſe fait qu'aprés ces deruieres quarante huit heures, la moitié entiere du Vaiſſeau & de ſa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Proprietaires: Ce qui aura lieu pareillement, lorſque le Vaiſſeau repris ſe trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majeſté Royale Catholique, & que le Repreneur ſera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majeſté Imperiale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait ſujet d'eſperer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majeſté Imperiale Catholique, & Sa Majeſté Royale Catholique, leurs Succeſſeurs, Royaumes & Seigneuries, ſera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y ſera donné aucune atteinte; neanmoins, comme toutes les choſes du Monde ſont ſujettes à des changemens imprevûs, on eſt convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille detourner, il ſera donné ſix Mois aux Marchands & Sujets, qui ſe trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour ſe retirer en toute ſeureté, eux & leurs Familles, Biens, Effets & Marchandiſes, y compris leurs Vaiſſeaux avec tout ce qui y ſera embarqué; comme auſſi les Maitres, & Officiérs, desdits Vaiſſeaux, & en general tous ce qui ſe trouvera leur appartenir, comme auſſi les Dettes legitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, ſur leſquels on ſera tenu de leur rendre bonne & prompte Juſtice.

XLV. Et afin qu'il ne reſte aucun doute ſur le ſens du precedent Article, on declare, que durant ces ſix Mois, il ſera permis auxdits Marchands de continuer leur Commerce avec la méme liberté que pendant la Paix, de vendre, achéter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandiſes, comme auſſi leurs propres Perſonnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domeſtiques, ſans aucun trouble ni empéchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvû qu'ils ſe comportent paiſiblement & modeſtement, & qu'ils s'abſtiennent de tomes entrepriſes ſecretes contre l'Etat. Ils pourront auſſi durant ces ſix Mois actionner leurs Debiteurs, & on leur adminiſtrera la Juſtice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des ſix Mois, la Sentence definitive ſoit prononcée, & s'il ſe peut, executée. Cependant ſi malgré tout le ſoin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être renduë, ou miſe en execution dans ledit terme, il ſera permis auxdits Sujets, qui le retireront, de pourſuivre leur Droit par Procureur, ſoit qu'ils y ſoient Acteurs ou Defendeurs, comme auſſi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence renduë, ſans qu'on puiſſe l'empécher ſous pretexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puiſſances. ANNO 1725.

XLVI. On eſt auſſi convenu touchant leſdits Sujets reſpectifs Marchands & autres, qui devront ſe retirer dans ledit terme de ſix Mois, qu'on leur accordera des Paſſeports, lorſqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur depart, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Perſonnes, & la Specification de leurs effets, leſquels Paſſeports ſeront reſpectez par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel ſera étendu au double de celui qui ſeroit autrement neceſſaire pour paſſer du lieu du depart au lieu de la deſtination, ſi l'un étoit ſeur de n'y rancontrer aucune cauſe de retardement; & ſemblables Paſſeports ſeront donnés aux Navires, qui ſe trouveront dans les Ports, afin qu'ils puiſſent retourner chez eux en ſeureté avec leurs Charges.

XLVII. Enfin on eſt convenu, que tout ce qui a été ſtipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du 13. Mai 1667. & 18. Juillet 1670., comme auſſi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou Convention poſterieure, & qui ne ſe trouvera pas exprimé, ou ſuffiſamment expliqué en celui-cy, ſera reuu pour expreſſement inſeré en faveur des Sujets de Sa Majeſté Imperiale, pour autant qu'il leur ſera applicable, de méme que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munſter en 1648, par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650., & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En ſorte que pour ſçavoir ce qui devra être pratiqué en Eſpagne, & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majeſté Imperiale, dans tous les Cas oubliés ou obmis au preſent Traité, il ne faudra que ſe regler, ſur ce qui a été accordé aux ſusdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedens Rois Catholiques, & avec Sa Majeſté aujourdhui regnante, ſous les Dates cy-deſſus mentionnées.

Le preſent Traité ſera ratifié par Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majeſté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications ſe fera dans trois Mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi nous Commiſſaires & Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires reſpectifs de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & de Sa Majeſté Royale Catholique, avons ſigué de nos mains le preſent Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

EUGEN. DE SAVOYE. J. G. Baron de *Ripperda.*

(L.S.) (L.S.)

PHILIPPE LOUïs Comte de SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDACCER Comte de STARHEMBERG.

(L.S.)

Teneur

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Imperiale.

NOS CAROLUS *Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniaque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgraviusque Alſatiæ, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum, &c. &c.. Notum, teſtatumque facimus. Cùm Sereniſſimo Hiſpaniarum Indiarumque Regi Catholico* PHILIPPO V. *viſum ſit, eos inter Nos utrinque adhuc pendentes Controverſiarum Articulos, qui in Tractatu Londinenſi de Anno* 1718. *ad perularem Congreſſum definiendi remiſſi fuerunt, hic Viennæ mutuò inter Nos amicè componere, poſtquàm ſuper iis Camerati loco ad iſtum Congreſſum ſubindè deſtinato ſub Mediatione Sereniſſimorum Galliæ & Magnæ Britanniæ Regum jam à triennio abhinc & ultrà maguis quidem, verum irritis, conatibus allaboratum ſuit; eumque in finem ad Nos Miniſtrum cum Legati Extraordinarii munere, amploque Mandato inſtructum Illuſtrem & Magnificum Joannem Guilielmum Liberum Baronem à* RIPPERDA, *Dominum de Jenſema, Engelenburgh, Poelgeeſt, Koude-Kente & Ferwert, Judicem Hereditarium de Hunſſerlant, & Campen miſerit, qui exhibitis Plenipotentiæ ſuæ Literis ad aggrediendum, perficiendumque commiſſum ſibi hoccè negotium ſufficienter munitus agnitus ſuit; Quid Nos tam pio conſolidandæque univerſæ Europæ quietis proficuo Conſilio accedentes, in comperta fide, prudentia, ac rerum gerendarum uſu Illuſtriſſimi Principis* EUGENII *à Sabaudia & Pedemontio, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, Conſilii Aulico-Bellici Præſidis, Noſtrique Locumtenentis Generalis, Sacri Rom. Imperii Campi Mareſchalli, ac Noſtrorum Statuum per Italiam Vicarii Generalis, Aurei Velleris Equitis: Illuſtris item & Magnifici* PHILIPPI LUDOVICI *Sac. Rom. Imperii Theſaurarii Hereditarii Comitis à Sinzendorff, Liberi Baronis in Erafbrunn, Domini Dynaſtiarum Gfoll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mölzig, Loot, Zaan, & Drothau, Burggravii in Reineck, Supremi Hereditarii Sentiferi ac Præciferi in Superiori & Inferiori Auſtria, Hereditarii Pincernæ in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Actualis Intimi, ac Primi Aulæ Cancellarii: nec non Illuſtris & Magnifici* GUNDACCARI THOMÆ *Sac. Rom. Imperii Comitis de* STAROENBERG *in Schaumburg & Waxenberg, Domini Ditionum Eſchelberg, Liechtenbaeg, Rotteneggr, Freyſtatt, Hune Oberwalſee, Scuffenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitis, Noſtri Conſiliarii Intimi actualis, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchalli Hereditarii: plurimùm confiſi, Eos ad tractandum, concludendum & ſignandum Noſtro Nomine cum præfato Regio Legato Extraordinario & Plenipotentiario propoſitos Pacis Articulos, & ſi quæ alia fortè, ad quæ ſpecialiori Mandato opus eſſet, tractanda occurrerent, Commiſſarios Noſtros tamquam Legatos Noſtros Extraordinarios nominaverimus, & conſtituerimus, prout eos vigore harum nominamus & conſtituimus: Dantes eis plenam & omnimodam Poteſtatem, Authoritatem, & Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones & Articulos, & ſi quæ alia tractanda viderentur, cum præfato Regio Legato Extraordinario Plenipotentiario, tractandi, concludendi, & ſignandi, deſuperque Inſtrumenta unum vel plura conficiendi, eaque omnia agendi & faciendi, quæ Nos, ſi rem Ipſi tractaremus, agere, facereque poſſemus. Verbo Cæſareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos, quæ per memoratos Noſtros Commiſſarios tamquam Legatos Noſtros Extraordinarios, & Plenipotentiarios, aut alterutrius eorum abſentibus vel impeditis, duos aut denique unum illorum ita acta concluſa & ſignata fuerint, rata, grata, acceptaque habituros, Noſtraque Ratificationum Inſtrumenta etiam juratu in tempore convento extradituros eſſe. In quorum fidem, majoremque robur præſentes manu Noſtrâ ſubſcripſi Sigillo Noſtro appenſo munire juſſimus. Datos ex Arce Noſtra Luxemburgi die* 28. *Menſis Aprilis Anno* 1725. *Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpanarum vigeſimo ſecundo, Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.*

CAROLUS.

JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mandatum Sac. Cæſ. & Cathol. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

ANNO 1725.

Teneur de la Plenipotence Eſpagnole.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Lion, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barceloua, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto, deſeando dar à mis Pueblos y Vaſſallos el conſuelo, y alivio de una Paz univerſal, he ſolicitado por medio del Congreſſo de Cambray, hazerla particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, y haviendo manifeſtado la experiencia de eſtos ultimos quatro años, quanto ſe dilata el logro de eſta importaucia, que ſiempre mas procuro, para mi mayor ſatisfaccion, valiendome de todos los medios poſſibles, y queriendo uſar de aquel de embiar à la Corte de Viena, reſervada-y ſecretamente, una Perſona de entera Confiauza, que haga notorios al Emperador mis buenos deſeos, y anelos de eſtablezer la mas ſegura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Mageſtad Imperial, y la mas eſtrecha amiſtad, y buena cortespondeucia entre ambos, como conviene, y es muy conforme à toda conſideracion. Por las experiencias, y ſatisfaccion que tengo de vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda, Señor de Jenſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Koudekente, y Ferwett, Juez Hereditario de Humlerlant, y de Campen, he reſuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la preſenta os nombro) paraque con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, paſſeis al referido importante fin, y al de hazer otros coovenientes Tratados à la Corte de Viena, y os doy rau cumplido Poder, facultad, y authoridad, como es neceſſario, y conviene, paraque por mi, y en mi Nombre, y repreſentando mi propria Perſona, podais proponer, ofrezer, oyr, conſentir, aſentir, y capitular cou el expreſſado muy Alto, y muy Poderoſo Emperador de Alemania, ò el Miniſtro, a Perſonas que nombrare, y os diputare para eſte efecto, todo lo que juzgarcia preciſo, y conveoiente al referido importante fin, al de mi ſervicio, al bien de mis Reynos, y mayor ſeguridad, y permanencia de la Paz, que deſeo, de la union, buena correspondencia, y alianza que ſolicito eſtablezer entre ellos, y loa de el Emperador: Y paraque en orden à eſto podais hazer todo aquello que yo haria, y hazer podria, aunque ſea de tal calidad que requirieſe otro mas eſpezial Poder, y comiſſion, y obligarme à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy mi fee, y palabra Real, que rodo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expreſſado Don Juan Guillermo, Barone de Ripperda, con el referido Emperador de Alemania, ò el Miuiſtro, o Perſouas que nombrare, desde ahora para entonzes, lo conſiento, y apruebo, y lo tengo, y tendrè por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à eſtar y paſſar por ello, como coſa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Authoridad Real, y lo cumplire, puntual-y exactamente: Y aſſi mismo me obligo à que dentro de el termino, que ſe ſeñalare, ſegun ſe eſtila, aprobare, y ratificare en eſpezial forma, con las fuertas, Juramentos, y requiſitos neceſſarios, y acoſtumbrados, todo lo que en virtud de eſte Poder ſe concluyere, y aſentare, geoeral-e Individualmeute, paraque ſea valido, y eſtablezido, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandè despachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada coo el Sello ſecreto, y refrendada de mi ſuſtraſcripto Secretario de Eſtado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil ſetecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

Lugar del Sello.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratifi-

ANNO 1725.

Ratification de Sa Majeſté Imper. & Cathol.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silefiæ, & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe quomodolibet poteſt. Cùm Paci Nos inter & Sereniſſimam & Potentiſſimum Principem PHILIPPUM hujus Nominis Quintum Hiſpaniarum ac Indiarum Regem Catholicum die trigeſimâ Menſis Aprilis proximè præteriti felicibus auſpiciis hîc Viennæ initæ alium Navigationis & Commerciorum Tractatum addere è re communi viſum ſit, ex quo Regna quoque utriusque Noſtra & Subditi eam latæ Pacis fructus, commoda & emolumenta iidem ſentirent, isque Tractatus per Legatos utrinque Extraordinarios (quorum nomina ſubjecto Conventionis Inſtrumento inſerta ſeguntur) cum amplo Mandato munitos die & anno inſcripto in ſequentes conditiones & Articulos concluſus, ſubſcriptus ac ſignatus fuerit.

Hîc loci inſertus fuit Tractatus Commerciorum & Navigationis.

Quòd Nos viſis & examinatis iſtis Articulis eosdem in omnibus ſuis Capitibus & Conditionibus univerſim approbaverimus ratificaverimus, & confirmaverimus, prout & eosdem vigore præſentium approbamus, ratificamus & confirmamus, Verbo Cæſareo, Regio atque Archiducali pro Nobis, Succeſſoribus & Hæredibus Noſtris ſpondentes, Nos, quæ ita in hocce Navigationis & Commerciorum Tractatu conventa, pacta, & à Nobis modò approbata fuerunt, ſub Juramento obſervaturos, & ut à Subditis Noſtris pariter obſervantur, curaturos: neque ut à quopiam ullâ ratione violentur, quantum in Nobis eſt, unquàm admiſſuros eſſe. In quorum robur ac Teſtimonium præſentibus Noſtrâ manu ſubſcriptis Sigillum Noſtrum appendi juſſimus. Dabantur ex Arce Noſtra Luxemburgi die XVI Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto: Regnorum Noſtrorum Romani decimo quarto: Hiſpaniarum vigeſimo ſecundo: Hungarici verò & Bohemici decimo quinto.

CAROLUS.
JOAN. FRID. Com. à SEILERN.

Ad Mand. Sac. Cæſ. & Cath. Majeſtatis proprium.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. I. Eq.

Ratification de Sa Majeſté Cathol.

PHILIPPUS, *Dei gratiâ, Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricæ, Hiſpalis Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Gienneæ, Algarbiæ, Algezyræ, Gibraltariæ, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani, Rex Archi Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biſcaiæ & Molinæ, &c. Cùm haud multò poſt Noſtram ad faſtigium hujus Hiſpaniarum Monarchiæ promotionem,* DEUS *ob inſcrutabilem Suæ Altiſſimæ Providentiæ judicia percruentum Bellum, quod tot annis Europam vexavit, ſed nominatim, tam Noſtri, quàm Sereniſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris Subditos, ut Vaſallos afflixit, dum præcipuè in reciproci Commercii uſu & libertate, uno profectò ex præſtantiſſimis tribui concordiæ fructibus orbavit; inter Nos Sereniſſimumque & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem accenſum fuiſſe, permiſerit: Idcircò tùm demùm* DEO *Pacem jam diù interruptam, inter Nos & jam præfatam Cæſaream Majeſtatem feliciter concluſam, & ſolidè reſtabilitam fuiſſe placuerit, peculiarem Navigationis, & Commerciorum Tractatum conſtituere viſum ſint, per quod bonorum commutio, quæ quidem potius ingenuæ amicitiæ pignus eſt, magis atque magis firmetur, & ſtabiliatur, quâ ex via tam Noſtri, quàm altefatæ Cæſareæ Majeſtatis Subditi imitum ducant, & perfruendis Pacis uberrimis beneficiis operam navent, & in hunc finem cùm Miniſtri Plenipotentiarii, videlicet ex Noſtra parte Dominus Joannes Guilielmus Baro de* RIPPERDA, *Dominus de Jeuſema, Engelenburg, Poelgeeſt, Kandelente, & Ferwert, Judex Hæreditarius de Hamſterlant, & Campen, ad tractandum, ſtatuendum & concludendum Pacem jam ſuprafatam, & Tractatu die trigeſimâ Aprilis proximè lapſi Viennæ ſubſcripto, Nutu* DEI *concluſam, ad emunctæ ipſam ſpectans ſtipulandum, & concludendum, Miniſtet Legatus Extraordinarius, & Plenipotentiarius à Nobis apud Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem tranſmittatur: & ex parte Suæ Majeſtatis Cæſareæ Eugenius Subnudæ & Pedemontium Princeps altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Conſiliarius Actualis Intimus, Conſilii Aulico-Belgici Præſes, ſantque Locumtenens Generalis, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallus, ac ejuſdem Statuum per Italiam Vicarius Generalis, Aurei Velleris Eques: nos non* PHILIPPUS LUDOVICUS *Sacri Romani Imperii Theſaurarius Hereditarius Comes à Sinzendorff, Liber Baro in Erufſtrann, Dominus Dynaſtiarum Gfoll, Superioris Selovitz, Porlitz, Sabor, Maitzig, Loos, Zaan, & Drothaa, Burggravius in Reineck, Supremus Hæreditarius Scultetus in Præſectura in Superiori & Inferiori Auſtriâ, Hæreditarius Pincerna in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Camerarius, Actualis Conſiliarius Intimus, ac Primus Aulæ Cancellarius; ac* GUMPACCARUS THOMAS *Sacri Romani Imperii Comes de* STARHEMBERG, *in Schaumburg & Waxemberg, Dominus Diſtinarum Eſchelberg, Lechtenhaag, Rotteneggs, Freyſtat, Haus, Oberwalſee, Seuffſtenberg, Bitenderff, Hatwan, Aurei Velleris Eques, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Intimus Actualis, Archi-Ducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallus Hereditarius, quos ad eumdem finem & in ipſa Civitate Viennenſi ſuâ ipſo Majeſtas Cæſarea Plenipotentiarios deſignaverat, colloquium inſtituerent, uno denique animo atque conſenſu in ſequentem Navigationis, & Commerciorum Tractatum convenerunt, ipſamque ſubſcripſerunt vigore Plenipotentiarum reſpectivorum, quæ quidem priùs communicatæ fuerunt, cujus Tractatûs tenor, & forma eſt, ut ſequitur de verbo ad verbum.*

Hîc loci ſuit inſertus Tractatus Navigationis & Commerciorum.

Nos verò tam ſinceram inter Nos & Sereniſſimum & Potentiſſimum Imperatorem & utraque Regna, Ditiones & Gentes Conventionem & Commerciorum, nec non Navigationis Tractatum, qui quidem ſuâ veritate pariter & integritate meruit conſervari, grandique ſedulitate fovere, conſolidare, prædictique omnibus & ſingulis in præinſertis Capitulis, ſicut per dictos Oratores Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utrinque Partis conventa, inita, tranſacta, promiſſa, & firmata ſunt, cohor & munimen Noſtræ Regiæ Authoritatis adjicere cupientes, ea omnia & ſingula, prout ſup priùs inſertis Literis contenta perſpicuiter intuentes, Nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus, de noſtraque certâ ſcientiâ & voluntatis plenitudine, maturaque, & digeſta deliberatione pro Nobis, Succeſſoribus noſtris ſive Regnorum noſtrorum Hæredibus natis vel naſcituris, Regnis & Terris, Subditis, Ditionibus, Dominiis, & Adhærentibus noſtris, ac omnibus aliis, quorum intereſt, aut intereſſe poterit, prout & quemadmodùm ſuperiùs inſertus ſunt, Laudamus, Ratificamus, Approbamus, Acceptamus, ac de novo, quatenùs opus eſt, per præſentes fatimus & promittimus, eaque omnia prout de Verbo ad Verbum præinſerta manent, & à præfatis utrinque partis nempè Noſtræ & præfatæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Oratoribus Extraordinariis promiſſa & ſubſcripta fuerunt, ſemper & omni tempore cuſtodire & cuſtodiri, manuteneri & manuteneri, ac inviolabiliter de punctis in punctum obſervare & obſervari facere, neque unquàm per Nos vel alium, ſeu alios publicè vel occultè, directè, aut indirectè, aut alio quovis modo aliquâ ratione, cauſâ, vel occaſione contrafacere aut venire poſſe memor, promittimus & juramus, & ſolenniter expromittimus & fatimus Sacramentum in Verbo & fide Regiâ, & ſi ab aliqua in ſupradicta omnia & ſingula

ANNO 1725.

ANNO 1725. *& præinſerta, vel eorum ſingula imminutio, aut Pactorum diminutio, ſeu contravento quomodocunque fit aut eſſe poſſit, temerè ageretur aut patraretur, ſi profectò audacia & inconſideratiæ ſuæ pœnas luat, contraventamque imminutum, aut diminutum ſedulò & abjectis omni cunctatione & procraſtinatione reſtituere faciemus, pro quibus omnibus & eorum ſingulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus & ſupponimus Regna & bona noſtra ac Hæredum noſtrorum quorumcunque; & ad amplioremm firmitatem & ratam hujus Obligationis & Approbationis Authoritatem omnibus & ſingulis legibus, moribus, ſaterisque univerſis ipſi contrariis renunciamus, ipſisque deſiſimus, & ſi talia eſſent, ut ſpecialem & deſtinatam mentionem poſtularent, & in hocce Inſtrumento formaliter & expreſſè inſeri deberent, ſiquidem omnia & eorum ſingula pro his expreſſis & formaliter nominatis, prout ſi de Verbo ad Verbum inſerta adeſſent, Volumus, & ſic animus Nobis ineſt, ut habeantur & teneantur. In quorum omnium fidem, robur & Teſtimonium præſentes Noſtras Ratificationis & Approbationis Literas & Inſtrumentum fieri & expediri mandavimus Manu noſtrâ ſubſcriptas, & Sigilli Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Secretarii Noſtri Statûs & Univerſalis Expeditionis vulgò* del Despacho *dicti refrendatûs: Datum in Regia hac Noſtra Aranjuez nuncupata vigeſimâ quintâ Maji Anno à Nativitate Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

XXXIX.

7. Juin. *Pax inter Sacram Cæſaream Regiamque Catholicam Majeſtatem* CAROLUM VI *Romanorum Imperatorem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem* PHILIPPUM V. *Regem Hiſpaniarum ab altera parte concluſa Viennæ 7. Junii 1725.* Cum ARTICULO SEPARATO *de Titulis ab utraque in Tractatu aſſumptis; nec non Plenipotentiis, & Ratificationibus, ad hæc ſpectantibus.* [Sur la Copie imprimée à Vienne par Authorité Imperiale.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poteſt.

Cum Bello, quod præmatura Mors Sereniſſimi quondam Hiſpaniarum Regis Caroli Secundi per univerſam ferè Europam ſuper Succeſſione in ejus Regna, excitavit, cum Sacra Cæſarea Majeſtate Sacrum quoque Romanum Imperium acceſſerit; Pace porrò per Tractatus, inprimis Trajectenſem: deinde Badenſem, tandem per eum, qui Loudini [3 Augusti / 22. Julii] Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Belligerantes majori ex parte reductâ id unum ſupereſſet, ut inſpirante Deo, in cujus manu ſunt corda Principum, Pax quoque inter Sicram Majeſtatem Cæſareo Catholicam, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ: Sacramque Majeſtatem Regio-Catholicam ex altera parte reſtabiliretur, Tractatus verò Cameracenſis, ob varias serum viciſſitudines ad optatum finem deduci hucuſque non potuerit; ideoque modo fatus Rex Hiſpanicarum ad conficiendum magnum hoc cum Majeſtate Cæſarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum ſuum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Hiſpanicum ſufficienter inſtructum, ad Aulam Imperialem miſerit, & in hunc finem, ac opus, Orbi Chriſtiano tam ſalutiferum, tamque neceſſarium Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſincero ſuo in communem Europæ ſalutem amore, ac ſtudio promptas mox aures præbueris, atque ſuo Cæſareo, Sacrique Romani Imperii numine in vim Plenipotentiæ, ac requiſitionis Statuum Imperii de die undâ Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi Conſiliarios ſuos Statûs Intimos, nempe

Celſiſſimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Ducem, auTOM. VIII. PART. II.

rei Velleris Equitem, Conſilii ſui Aulico-Bellici Præſidem, & Locumtenentem Generalem ſuum, ac Sacri Imperii Campi Mareſchallum, Regnorumque ac Statuum ſuorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium Generalem. ANNO 1725.

Atque Illuſtriſſimos, & Excellentiſſimos Dominos.

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Theſaurarium Hæreditarium, Liberum Baronem in Erufbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Seloviz, Porlitz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum, ac Dapicidam in Archiducatu Superioris & Inferioris Auſtriæ. Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Provinciarum Auſtriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starhenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhag, Rotenegg, Freyſtatt, Haus, Oberwallée, Seniftenberg, Bodendorff, Harwan, aurei Velleris Equitem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris, & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium Supremum.

Erneſtum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windiſchgraz, Liberum Baronem de Wallenſtein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Inſulâ, Roten-Locha, & Leopolsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, aurei Velleris Equitem, Conſilii ſui Imperialis Aulici Præſidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schönborn Buchheimb, Wolffsthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichelsberg, & Heppenheimb, & Comitem in Wiſentheid, Domianm in Göllersdorff, Schonborn, Aspersdorff, Weirburg. & Parſchenbrunn, Weiler, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Auſtriæ infra & ſupra Anaſum, Hæreditarium Dapiterum, Imperialis Eccleſiæ Bambergenſis Coadjutorem, Majeſtatis Cæſareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos ſuos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæſareos cum ſufficiente Mandato, atque Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, ſignandique nominaverit, ac inſtruxerit:

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majeſtas ſuum Hiſpanum Legatum Extraordinarium,

Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenſema, Enghelenburg, Poelgeeil - Koudekeute, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humſterland, & de Campen.

Itidem cum ſufficiente Mandato, plenâque Potentiâ agendi, tractandi, concludendi, ſignandique nominavit, ac inſtruxit:

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii commutatis Mandatorum Tabulis, habitisque inter ſe colloquiis in Leges & Articulos almæ Pacis, qui ſequuntur, convenerunt.

Articulus Primus.

PAx ſit conſtans, perpetua, & univerſalis, ac amicitia vera inter Sacram Cæſaream, & Catholicam Majeſtatem, ejusque Succeſſores, totum Sacrum Romanum Imperium, omnesque ejusdem, ac ſingulos Electores, Principes, Status, & Ordines, Vaſallos, Clientes, & Subditos ex unâ: & Sacram Regiam Majeſtatem Catholicam, ejusque Hæredes, Succeſſores, Clientes, & Subditos ab alterâ parte: eaque ità ſincerè ſervetur, & coletur, ut neutra Pars in alterius injuriam, dispendium, vel detrimentum, ſub quolibet quocunque prætexto, vel prætenſione quidquam moliatur, aut molientibus, ſeu quodvis damnum inferre conantibus, conſilium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine, aut colore eveniat, præſtare poſſit, aut debeat; ſed potiùs utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum ſerio promoveat, non obſtantibus quibuslibet in contrarium forte Pactis, vel Fœderibus, quando & quomodocunque factis, aut deinceps faciendis.

Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amneſtia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occaſione

ANNO 1725. Belli hoſtiliter acta ſunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſâ alter alteri quicquam moleſtiæ directè, vel indirectè, viâ facti, vel ſub ſpecie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudeant etiam hac amneſtia, ejuſque beneficio, & effectu omnes uriuſque Partis Vaſalli, Clientes, & Subditi, hac tamen addita declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio ratione Principum, Vaſallorum, & Subditorum Imperii in Italia ſtatuta, & in Pace Badenſi Articulo trigeſimo cum Rege Galliæ inita confirmata fuerint, in præſenti Tractatu pro repetitis habeantur, ac ab utraque parte luviolatè obſerventur.

Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus plenè reſtituantur, & reſtituta ſunto à ſubſcripta Pace, Commercia inter Sacræ Cæſareo-Catholicæ Majeſtatis, Imperiique, & Sacræ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Regnique Hiſpaniæ Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & ſinguli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanſeaticorum Cives, & Incolæ Terra, Mariique pleniſſima ſecuritate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum fruiti ſunt.

Articulus Quartus.

Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſe, & Sacro Romano Imperio conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ ceu in Tractatu Londinenſi Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo, ad priſtina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciſcentibus agnita indubitata Imperii Feuda, ex defectu Poſteritatis Maſculinæ vacare contingeret, Filius Sereniſſimi Hiſpaniarum Regis ex Regina vivente, nata Principe Parmenſi Primogenitus, hujuſque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundus, aut alii poſteriti ejuſdem Regis, Regiuæque Filii, pariter cum eorum Poſteris Maſculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut naſcituris, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis, juxta datas jam Literas Expectativæ, eventualem Inveſtituram continentes ſuccedant:

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc eſt, perpetuò permanente.

Promittit inſuper Rex Catholicus, quòd eveniente præmemorato caſu Urbem Portûs Longi, unà cum Patre Inſulæ Ilvæ, quam in illa poſſidet, Principi Infanti filio ſuo cedet.

Neque Ipſe aut alius ejus in Regno Hiſpaniæ Succeſſor Futurum Principis, qui iſtos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum poſſidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam ſibi acquirere tetinere, aut poſſidere valeat.

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Militc proprio, aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatûs Londinenſis cauta ſunt, religioſè obſervare velit, ità tamen, ut ſi quando caſus aperturæ unius, vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carolus ſecundùm Literas Inveſtituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & ſingulis Punctis, Articulis, Clauſulis, & conditionibus hic pro repetito, ac plenè inſerto habetur, ejuſdem poſſeſſionem apprehendere poſſit.

Articulus Quintus.

Huic Pacì includentur omnes illi, qui poſt pernutatas ejuſdem Ratihabitionum Tabulas intra ſex Menſes ab una vel altera Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

Articulus Sextus.

Pacem hoc modo conclufam promittunt Legati Cæſarei, & Regius Hiſpanus ad formam hîc mutuò conditam, à Sua Majeſtate Cæſareo-Catholica & à Sua Majeſtate Regio-Catholica ratihabitum, & publica Ratificationum Inſtrumenta intrà trium menſium ſpatium ab hodierno die computandorum, aut citiùs, ſi fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur ſupranominati Legati Plenipotentiarii Cæſarei, & Regio-Hiſpanicus Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ in Auſtria die ſeptima Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto. ANNO 1725.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Articulus Separatus.

PEr Articulum hunc Separatum placuit, & conventum eſt; Titulos hoc in Tractatu ab utraque Parte aſſumptos Neutri præjudicio ulli haud fore: Huicque Articulo Separato eam vim eſſe, ac ſi ipſimet Tractatui inſertus fuiſſet, pari etiam modo ratihabendus. In quorum fidem ſupranominati Plenipotentiarii hunc Articulum Separatum itidem ſubſcripſerunt: Actum Viennæ die ſeptima Menſis Junii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA. (L.S.) J. G. Baro de RIPPERDA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARHEMBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Plenipotentia Cæſarea.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, uriuſque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum, & Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Aſturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Gotitiæ, & Arteſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſtani, Gotziani, Namurci, Roſſilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portûs Naonis, Biſcaiæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. Notum, teſtatumque facimus: Cum Sereniſſimus, & Potentiſſimus Princeps Dominus PHILIPPUS QUINTUS, Hiſpaniarum, & Indiarum Rex Catholicus, pro ingenti illo Pacis univerſalis opere, quod aliquot abhinc annis Cameraci pendet, quovis poſſibili modo, & medio perficiendo, ſtabilendoque, ad Aulam noſtram Cæſaream Legatum ſuum extraordinarium, plenâ Potentiâ inſtructum, nuper miſerit; quod proinde & Nos pro noſtro in ſalutem, ac quietem publicam ſolito amore, & ſtudio, Pacem, quæ Nos & Sacrum Romanum Imperium inter, nec non Coronam Hiſpaniæ pro communi univerſæ Europæ tranquillitate reparandâ ſupereſt, vigore publici omnium totius Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Conſenſûs ad requiſitionis de dato Ratisbonnæ die nonæ Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi aſſertam omnino, ſubenterque cupientes, conſideximus de prudentia, & experto rerum tractandarum uſu, fide, ac dexteritate Noſtrorum Conſiliariorum Cæſareorum Intimorum, Illuſtriſſimi Eugenii Principis Sabaudiæ, & Pedemontium, aurei Vellcris Equitis, Conſilii noſtri Aulico-Bellici Præſidis Locum-

ANNO 1725. Locumtenentis Generalis noſtri, ac Sacri Romani Imperii Campi Mareſchalli, Conſanguinei & Principis noſtri Chariſſimi &c. nec non Illuſtrium, & Magnificorum Noſtrorum, Saeriique Imperii Fidelium dilectorum Philippi Ladovici Comitis & Domini de Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Theſaurarii Hæreditarii, Provinciarum noſtrarum Auſtriacarum Cancellarii Aulici, aurei Velleris Equitis &c. Gundaccari Thomæ Comitis & Domini à Starhenberg Miniſteriis Noſtræ Banco Deputationis Præſidis, aurei Velleris Equitis &c. Ernelli Friderici Comitis de Windiſchgraz, Conſilii noſtri Imperialis Aulici Præſidis, aurei Velleris Equitis &c. & Friderici Caroli Comitis à Schönborn, Puchcim, Wolffsthall, noſtri & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarii, Imperialis Eccleſiæ Bambergenſis Coadjutoris &c. eosdem deputsverimus, nominsverimus, & conſtituerimus, prout tenore harum deputamus, nominamus, ac conſtituimus Legatos noſtros Imperiales Extraordinarios, & Plenipotentiarios benignè committentes ipſis dem, ac ſpecialiter mandantes, dantesque deſuper vigore præſentium plenam ipſis potentiam, authoritatem, & facultatem omnimodam cos- vel disjunctim prædictum in finem cum præfato Legato Extraordinario, ac Plenipotentiario Regio-Hiſpanico, Legàimè ſufficienterque inſtructo, conferendi, ac pro Nobis, Sacroque Romano Imperio, ac noſtro Cæſareo & Imperii Sacri nomine in vim ſupradicti conſenſus Tractatum Pacis ineundi, concludendi, & ſignandi, atque neceſſaria deſuper inſtrumenta confeciendi, etsdendi adeoque omnia, & ſingula agendi, ſtipulandi, promittendi, concludendi, ſignandique Acta, & eorum Declarationes, conſecta Pactorum Inſtrumenta commutandi, cæteraque omnia, quæcunque hunc ad Tractatum pertinere noscuntur, æquè liberè faciendi, ac nosmet ipſi præſentes id faceremus, aut facere poſſemus, etiamſi Mandatum ſpecialius vel expreſſius requiri videretur; ſpondentes præterea, ac declarantes verbo noſtro Cæſareo, ac noſtro, totiusque Sacri Romani Imperii nomine, ut ſupra, nos firmum, rstum, & gratum omnino habituros, quicquid per præfatos noſtros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæſareos con-ant disjunctivè, altero eorum legitimè impedito, actum, concluſum, ſignatum, extenditum, commutatumque fuerit, Nos per præſentes has verbo & Nomine, quibus ſupra, inſuper obſtringentes ad Imperiale Ratificationis noſtræ Diploma in conſuetâ formâ ſuper omnibus iis, quæ ſic acta, concluſa, atque ſignata fuerint, eo, quo conventum fuerit, tempore expediendum: In quorum omnium robur, ac fidem dabamus præſentes, manu noſtrâ Cæſareâ ſubſcriptas, quas Sigillo noſtro Imperiali firmari juſſimus. Datum in Arce noſtrâ Laxiburgi die 15. Menſis Maji Anno 1725. Regnorum noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpanicorum 22. Hungatici & Bohemici verò decimo quinto.

CAROLUS.

(L.S.)

VI. FRID. CAROL. Comes de SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

PHILIPPUS WILDERICUS Nobilis Dom. de GROEGENTHAL.

Concluſum Imperii ſive Reichs-Gutachten.

DEr Römiſch. Kayſ. Majeſtät zu gegenwärtig allgemeiner Reichs-Verſammlung Gevollmächtigten Höchſt-anſehnlichen Principal-Commiſſario, und Kayſ. würcklichen Geheimben Rath/Ihrer Hoch-Fürſtlichen Eminentz und Durchleuchte/Herrn/ Herrn Chriſtian Auguſt der Römiſchen Kirchen Priesern/ Cardinalen/ Nationi Germanicæ Protectori, Erz-Biſchoffen zu Gran/ des Stuhls zu Rom. Legato nato, des Königreichs Ungarn Primati, und Obriſten Geheimben Canſlern/ Adminiſtratori des Biſthumbs Read/wie auch der Gran/und Raabiſchen Gefpanſchafften Obergeſpan/ Hertzogen zu Sachſen/ Jülich/ Cleve/ und Berg auch Engern/ und Weſtphalen/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meiſſen/ auch Ober- und Nieder-Lauſnitz/ gefürſteten Grafen zu Henneberg/ des Hayen Erz- und Chur-Fürſtlichen Domb Stiffts zu Cölln Domb-Probſt/ und Thesaurario, Grafen zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herrn zu Ravenſtein/ der Bälch Thüringen Statthaltern ꝛc. bleibt unverhalten: Nachdeme man in allen dreyen Reichs-Collegiis das am 9. Septembris des 1720. Jahrs per Diſturium publicum Statibus communicirte Kayſerl. Commiſſions-Decret, den erforderlichen/und in der Anno 1718. geſchloſſenen Quadrupel-Allianz Articulo quinto ſtipulirten Reichs-Conſens zu der darin benannten exſpectanz; und eventual belehnung mit denen reſpective Groß- und Hertzogthümern Florentz/Parma/ und Placentia betreffend/ durch ordentliches Vortrag in behörige betrachtſchlagung gezogen; So iſt der ſachen reiffe erwegung nach/ darfür gehalten/und geſchloſſen worden/ daß Ihrer Kayſ. Majeſt. von Reichs wegen nicht allein für dero hierin angewendete Reichs-Väterliche Sorge der ſchuldigſt allerunterthänigſte danck (wie hiemit beſchiehet) zu erſtatten/auch Ihro der allergnädigſt verlangte conſenſus Imperii zu der in obgedachtem Articulo quinto der Quadrupel-Allianz begriffene exſpectanz und Eventual-belehnung des Erſtgebohrnen Spaniſchen Printzens zweyter Ehe/ und deſſen Ehelicher und Männlicher Descendentz, auf deren abgang aber des zweyten/ oder anderen nachgebohrnen Printzen/und deren Ehelichen Männlicher Descendentz, mit erſtgemelten Florentiniſch- und Placentiniſchen reſpective Groß- und Hertzogthumb als ein unveränderliches Reichs-Mann-lehen/ nach Aus- und Abgang des jetzt regierenden Mediceiſch- und Farneſiſchen Mannes Stammens zu ertheilen/ und dieſelbe anbey allerunterthänigſt (wie hiemit beſchiehet) zu erſuchen wäre/ſie allergnädigſt geruhen möchten/ allein auf jetzt gedachten fuß des Articuli quinti der Quadrupel-Allianz auch nomine Imperii den Frieden mit der Cron Spannien zu ſchlieſſen. Wornit dem Kayſerl. Herrn Principal-Commiſſario, Ihrer Hoch-Fürſtlichen Eminentz und Durchleucht zu Sachſen/ der Chur-Fürſten/ Fürſten/ und Ständen des Reichs anweſende Räthe/ Botſchafften/ und Geſandte ergiebigſt empfehlen. Signatum Regenſpurg den 9. Decembris 1722.

(L.S.)

Chur-Fürſtl. Maynziſche Canzley.

ANNO 1725.

Plenipotentia Regis Catholici.

DON PHELIPE por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdenna, de Cordoua, de Corcega; de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme, de el Mar Oceano, Archi-Duque de Auſtria, Duque de Borgoña, Benbante, y Milan, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto deſeamos viva-y ſinceramente contribuyr por todos los poſibles medios, à eſtablecer y enterrameme perfeccionar la gemde, y importante obra de la Paz General, despues de tanto tiempo pendiente en el Congreſſo de Cambeny combocado à eſte fin. Y anelamos a que ſin mas dilaciones ſe ajuſten y ſe combengao todas las dependencias y intereſes del Sereniſſimo y Potentiſſimo Emperador de Romanos Carlos Sexto, y del Sacro Romano Imperio con Nos y nuestros Dominios, Por tanto conſiderando, quanto ſe aſeguen eſte comon beneficio por ona Paz particolar; Hemos tenido por combeniente nombrar con toda authoridad y Plenipotencia par ello à Vos Don Juan Guillermo Baron de Ripperda Señor de Jenſema, Eughelenburgh, y Fervere, Juez Hereditario de Humſtesland, y de Campen, con el grado de Noſtro Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, por la entera ſatisfacion y confianza, con que Nos hallamos de Voſtra perſona, y concurrir en ellas las combenientes circonſtanciss de inteligencia, celo, y fedelidad à Noſtro Real ſervicio, que pide negociado de tal importancia para conſerir, negociar, y tratar con los Embaxadores, y Plenipotenciarios authorizados de plenos poderes en buena forma por parte del Sereniſſimo y Potentiſſimo Emperador de Romanos, y concluyr efectuar y aſegurar una buena, firme y imbiolable Paz, y de reciproca combeniencia de los Vaſallos de eſtos, y a quellos Dominios, prometiendo como prometemos por la preſente en Fée y palabra Real, que pafaremos, y compliremos para ſiempre Nos y Nueſtros Succeſſores todo lo, que eſtipularey, concluyreys, y efectuareys con los mencionados Embaxadores, Plenipotentiarios ò Miniſtros del Emperador, como va expreſado, y qua lo obſervaremos exactamente, y haremos que ſe obſerve ſin contravenir, ni conſentir, que ſe contra-

ANNO 1725. benga à ella en manera alguna directa: o indirectamente, pues para todo ello, y lo demas, que fuere neceſſario, os damos y concedemos todo el poder authoridad, y facultad, que le requiere, y que lo aprovaremos, y ratificaremos dentro de el termino, que reciprocamente ſe combinlere para ello, prometiendo Nos aſſi mismo en fée y palabra Real de paſar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las ſolemnidades y demas requiſitos devidos En teſtimonio de lò qual mandamos despachar, y despachamos ſa preſente firmada de nueſtra mano, ſellada con nueſtro Sello ſecreto, y refrendada de nueſtro infra eſcripto Secretario de Eſtado y de el despachu. Data en Buenretiro à dos de Abril de mil ſete cientos y veinte y cinco años.

(L.S.) YO EL REY.

JUAN BAPTISTA DE ORENDAYN.

Ratificatio Cæſarea.

NOs CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Rex Germaniæ, Caſtellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Sevillæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ Carnioliæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wittembergæ. Superioris, & Inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Aſturiæ. Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris, & Inferioris Luſatiæ, Comes Hapspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſſhani, Comes Gotiani, Namurci, Roſſillonis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Selavoniæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c.

Notum facimus omnibus & ſingulis præſentes Literas inſpecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenerit: Divinâ favente clementiâ factum eſſe, quòd ſuper Bello, quo propter Succeſſionem Hiſpaniæam univerſa propemodum Europa involuta fuit, nuue Tractatus Pacis, Nos, Sacrumque Romanum Imperium inter, & Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem Philippum quintum Hiſpaniarum, & Indiarum Regem Catholicum in Civitate noſtra Vienna, per conſtitutos utrinque Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios, nuper initus, & concluſus, atque ſolemne deinde per Inſtrumentum confectum, ſubſcriptum, & ſigillatum fuerit, formâ, modo, & tenore ſequenti.

Locus inſerti Tractatûs.

Cum igitur omnia, & ſingula, quæ publico hoc Inſtrumento inſerta leguntur, noſtro Cæſareo, & Sacri Romani Imperii nomine, per Noſtros Cæſareos Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios ſupra nominatos geſta, acta, & conventa fuerint; Hinc Nos prahibitâ maturâ, & deliberatâ conſideratione, accedente communi omnium Imperii Statuum conſenſu de vigeſimâ Julii nuperi, præfatum Pacis Tractatum in omnibus, & ſingulis punctis ratum, gratumque omnino habuerimus, pro ut ex certâ noſtrâ ſcientiâ, & Cæſareæ Majeſtatis plenitudine ipſum approbamus, laudamus, ratificamus, & confirmamus, rataque perpetuò, & firma eſſe, ac fore tractata omnia, virtute præſentium, ſtatuimus, & declaramus, verbo Noſtro Imperiali promittentes, pro Nobis, Noſtrisque Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, ac Sacro Imperio Romano Nos omnes, & ſingulos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, conſtanter ac inviolabiliter ſervaturos, plenaque exſecutioni mandaturos, nec aliâ unquam ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore eidem contraventuros, aut, ut per alios contraveniatur, quocunque modo permiſſuros eſſe, omni dolo, & fraude remotis: In quorum omnium teſtimonium, robur, ac fidem Sigillum Noſtrum Cæſareum majus huic Diplomati manu noſtrâ ſubſcripto, appendi juſſimus. Datum in Civitate noſtrâ Viennâ vigeſimâ nonâ Auguſti Anno millesimo, ſeptingenteſimo, vigeſimo quinto, Regnorum noſtrorum Romani decimo quarto, Hiſpanicorum vigeſimo ſecundo, Hungarici, & Bohemici verò decimo quinto. ANNO 1725.

CAROLUS.

(L.S.)

Vt. FRID. CAROL. Comes de SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

PHILIPP. WILDERICUS Nobilis Dom. de GEORGENTHAL.

Ratificatio Hiſpanica.

PHILIPPUS Dei gratiâ Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum, & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c

Cum Divina favente clementiâ, Nos inter, & Sereniſſimum, atque Potentiſſimum Principem Carolum hujus nominis Sextum Romanorum Imperatorem & Sacrum Imperium Tractatus Pacis per Miniſtros Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios amplisſimis Mandatis ad id nominatim pro utrâque parte inſtructos, quorum nomina in ipſo Conventionis Inſtrumento inſerta leguntur, concluſus, ſubſcriptus, & ſignatus fuerit formâ, modo, & tenore ſequenti.

Locus inſerti Tractatûs.

Nos eadem omnia & ſinguia prahabita, maturâ, & diligenti conſideratione, ex certâ noſtra ſcientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma eſſe, & fore virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Regio promittimus, pro Nobis, noſtrisque Succeſſoribus, Regnis, & Subditis, Nos, omnes, & ſingulos ſupra deſcriptos Articulos, & quidquid totâ hac in Pacis conventione continetur, firmiter, conſtanter, & inviolabiliter ſervaturos, atque executioni mandaturos, nullâque ratione, ut vel ex noſtrâ parte, vel per alios contraveniatur paſſuros, quomodocunque id fieri poſſet, omni dolo, & fraude exclusis. In quorum omnium fidem, robur, & teſtimonium, præſentes noſtras Ratificationis Literas expediri mandavimus, manu noſtrâ ſubſcriptas, & Sigilli noſtri ſecreti appoſitione roboratas, nec non infraſcripti Secretarii noſtri ſtatûs & univerſalis expeditionis chirographo referendatas. Datum in Regia hac noſtra apud Sanctum Ildephonſum, die Julii vigeſimâ primâ, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſima vigeſimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB ORENDAYN.

Ratificatio Hiſpanica Articuli Separati.

PHILIPPUS Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ utriusque Siciliæ Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Murciæ, Guienni, Algarbiorum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum præter Inſtrumentum Pacis Nos Inter & Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem, & Sacrum Imperium concluſa à Nobis jam ratihabitum,

ANNO 1725. tum, etiam in Articulum ſequentem per Miniſtros ab utraque Parte Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios conventum fuerit juxta ſubinſertum tenorem:

Locus Articuli Separati.

Nos autem pariter ratum, & firmum habere volentes hoſce ipſum conſtituimus, approbamus, & ratihabemus, verbo Regio promittentes: nos eundem accuratè obſervaturos, nec unquam ipſi quavis ratione, prætentione, ſeu prætextu contraventuros, aut infracturos; In quorum fidem, robur, & teſtimonium præſentes approbationis, & Ratificationis Literas, vel Inſtrumentum, manu propriâ ſubſcripſimus, & Sigilli noſtri ſecreti appoſitione expediri, & munirì mandavimus, nec non intraſcripti Secretarii Noſtri Status, & univerſalis Expeditionis chirographo roborari. Datum in Regiâ hac Noſtra apud Sanctum Ildephonſum die Julii vigeſimâ primâ Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AB OSENDAYN.

XL.

Juin. *Edit de* LOUIS XV. *Roi de France donné en faveur de la* COMPAGNIE DES INDES *établie à Paris, contenant une grande extention de Privileges, avec la Confirmation de tous les precedents. Donné à Verſailles au Mois de Juin* 1725. [Sur la Copie imprimée à Paris.]

LOUIS, &c.: A tous préſens & à venir, SALUT. Une de nos principales attentions à notre Avenement à la Couronne, ayant été d'augmenter & faire fleurir le Commerce de notre Royaume, Nous avons au Mois d'Août 1717., erée & établi une Compagnie de Commerce Maritime, ſous le nom de *Compagnie d'Occident:* Depuis cela ayant reconnu que diverſes autres Compagnies de Commerce, établies ſous le Regne du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, étoient tombées dans un tel anéantiſſement, que nos Sujets étoient obligez de faire des Etrangers, les Marchandiſes que ces Compagnies auroient dû leur procurer: Nous avons jugé qu'il convenoit au bien de notre Etat, de réünir les differens Privileges de Commerce excluſif, ci-devant concedez à ces Compagnies particulieres, à celle d'*Occident* que nous avons nommé *Compagnie des Indes*, afin que toutes ces Parties réünies puſſent reſpectivement ſe ſoûtenir; & Nous avons la ſatisfaction de voir l'utilité de cette réünion, par la ſituation actuelle de ces mêmes Parties de Commerce, bien differente de ce qu'elle étoit lors de leur diviſion; reconnoiſſant d'ailleurs qu'il eſt de notre Juſtice d'aſſûrer la fortune d'un grand nombre de nos Sujets de tous états & conditions, qui ſe trouvent intereſſez dans la *Compagnie des Indes*, par les engagemens qu'ils n'ont pû le diſpenſer de prendre dans les differentes operations dont elle a été chargée pendant notre Minorité: Nous avons fait examiner en notre Conſeil les moyens d'affermir & ſoûtenir de plus en plus la *Compagnie des Indes*, en confirmant en la forme la plus autentique les Privileges excluſifs de differens Commerces que Nous lui avons concedez juſqu'à-préſent, qui ſont de nature à ne pouvoir être utiles s'ils étoient libres, ſans que ladite Compagnie puiſſe en prétendre aucun autre à l'avenir; notre intention étant qu'elle ſerve à l'accroiſſement du Commerce de notre Royaume, ſans affoiblir celui des Negocians particuliers, & ſans pouvoir s'immiſcer en aucun tems dans nos Finances; en établiſſant pour toûjours le gouvernement & l'adminiſtration des affaires de cette Compagnie, de maniere que nos Sujets ayent une entiere confiance à un Etabliſſement que Nous ſommes reſolus de ſoûtenir de toute notre autorité. A CES CAUSES, &c, Nous avons par le préſent Edit perpetuel & irrevocable, ordonné & ordonnons.

ARTICLE PREMIER.

Que la Compagnie des *Indes* créée ſous le nom de Compagnie d'*Occident* par nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717. joüiſſe à perpetuité des Conceſſions & Privileges que Nous lui avons accordez, tant par leſdites Lettres Patentes, que par nos Edits, Déclarations & Arrêts de notre Conſeil rendus depuis en ſa faveur; deſquelles Conceſſions & Privileges Nous voulons que ladite Compagnie joüiſſe de la maniere que les Compagnies qui ont eu ces mêmes Privileges, en ont joüi ou dû joüir, ſauf les Articles auxquels il ſera dérogé, ou qui ſeront plus amplement expliquez par le préſent Edit. ANNO 1725.

II. La Compagnie des *Indes* joüira du Privilege excluſif du Commerce dans toutes les Mers des *Indes*, & au delà de la Ligne, des Iſles de *Bourbon* & de *France*, & de toutes les Colonies & Comptoirs établis & à établir dans les differens Etats d'*Aſie* & de la Côte Orientale d'*Afrique*, depuis le *Cap de Bonne Eſperance* juſqu'à la *Mer Rouge*, ainſi qu'en ont joui ou dû joüir la Compagnie des *Indes-Orientales*, établie par Edit du Mois d'Août 1664. pour 50. années, dont les Privileges ont été confirmez & augmentez par la Déclaration du Mois de Fevrier 1685., & prorogez pour 10. autres années, à commencer du premier Avril 1715. par Déclaration du 29. Septembre 1714., & autres Déclarations & Arrêts; enſemble des Privileges accordez à la Compagnie particuliere de la *Chine*, par Arrêt de notre Conſeil du 28. Novembre 1712 & Lettres Patentes expediées en conſéquence le 22. Fevrier 1713. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puiſſent être, de faire aucun Commerce, directement, ni indirectement, dans leſdites Mers & Pais de la Conceſſion de la Compagnie des *Indes*, à peine de confiſcation des Vaiſſeaux & Marchandiſes au profit de ladite Compagnie, ni de prendre aucun interêt dans des Armemens particuliers qui pourroient ſe faire pour leſdites Mers & Pais, même ſous le Paſſeport & Banniere d'aucun Prince étranger, à peine de déſobéiſſance.

III. Ladite Compagnie joüira du Commerce excluſif de la Traite des Negres, Poudre d'or, & autres Marchandiſes à la Côte d'*Afrique*, depuis la Riviere de *Serre-Leonne*, incluſivement, juſqu'au Cap de *Bonne Eſperance*, ainſi qu'en a joui ou dû joüir la Compagnie de *Guinée*, qui avoit été établie par Lettres Patentes du Mois de Janvier 1685., & conformement aux Arrêts de notre Conſeil des 27. Septembre 1720., & 14. Decembre 1722.

IV. Ladite Compagnie ayant acquis le 15. Decembre 1718., le Privilege & les Effets de la Compagnie du *Sénegal*, établie par Lettres Patentes du Mois de Mars 1696., elle joüira ſeule du Commerce de la Traite des Negres, Cuir, Morphil, Poudre d'or, & autres Marchandiſes, depuis le *Cap Blanc* juſqu'à la Riviere de *Serre-Leonne*, excluſivement, ainſi & de la même maniere que ladite Compagnie du *Sénegal* en a joüi ou dû joüir.

V. Joüira pareillement ladite Compagnie, de la Conceſſion de la Colonie de la *Louiſiane*, & du Commerce excluſif du Caſtor, conformement à nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., & Edit du Mois de Decembre de la même année, rendus en faveur de ladite Compagnie.

VI. La Compagnie des *Indes* joüira du Privilege du Commerce de la Côte de *Barbarie*, ainſi & de la même façon qu'en ont joüi les Compagnies auxquelles elle a été ſubrogée dans ledit Commerce.

VII. La Compagnie d'*Occident*, devenuë depuis Compagnie des *Indes*, ayant porté en notre Tréſor Royal cent Millions de Livres, provenant du prix des premieres Actions de cette Compagnie, dont nous nous étions chargez de lui faire quatre Millions de Rente annuelle, laquelle par notre Edit du Mois de Decembre 1717., enregiſtré en notre Cour de Parlement le 31. du même Mois, Nous avions affecté ſur nos Fermes du Controlle des Actes, du Tabac & des Poſtes; & depuis ayant jugé que la joüiſſance du Privilege excluſif du Tabac étoit convenable à ladite Compagnie, tant par la quantité de Tabacs qu'elle peut tirer de ſes Plantations, que pour la facilité que lui donne ſon Commerce, de faire venir ceux qui ſont néceſſaires pour l'exercice de ce Privilege; Nous aurions dans cette vûë accordé le Bail de la Ferme du Tabac à ladite Compagnie d'*Occident*, par réſultat de notre Conſeil du premier Août 1718. ſous le nom de *Jean l'Amiral*, qui auroit continué d'en joüir, tant ſous le nom de Compagnie d'*Occident*, que ſous celui de Compagnie des *Indes*; mais cette joüiſſance ayant été interrompuë pendant la Régie des Commiſſaires de notre Conſeil,

ANNO 1725. ordonnée par Arrêt de notre Conſeil du 15. Avril 1721. pour les Affaires de ladite Compagnie, & la reddition de ſes Comptes; Nous avons au Mois de Mars 1723. fait ceſſer ladite Régie, & rétabli ladite Compagnie dans la jouïſſance de ſes Effets; Nous avons par Arrêt de notre Conſeil du 22. dudit Mois de Mars 1723., abandonné la jouïſſance du Privilege excluſif de la vente du Tabac, à la Compagnie des *Indes*, pour être quitte envers elle de deux Millions cinq cens mille Livres de Rentes, à compte de trois Millions, à quoi Nous avions reduit par Arrêt de notre Conſeil du 19. Septembre 1719., les quatre Millions de Rentes conſtituées à la Compagnie d'*Occident*, en conſequence de notre Edit du Mois de Decembre 1717. Et depuis, voulant aſſurer pour toûjours à ladite Compagnie des *Indes* la jouïſſance dudit Privilege excluſif, tant pour encourager les Plantations de Tabac dans les Colonies de la Conceſſion, que pour aſſurer de plus en plus l'état & la fortune des Actionnaires; Nous avons ordonné par Arrêt de notre Conſeil du premier Septembre 1723., que par des Commiſſaires de notre Conſeil, il ſeroit paſſé à la Compagnie des *Indes*, ſes Directeurs ſtipulans pour elle, un Contract d'alienation à titre d'engagement, du Privilege excluſif de la vente du Tabac, pour en jouir ainſi qu'en a joui ou dû jouir Verdier, dernier Fermier de la vente excluſive, à emmencer la jouïſſance du premier Octobre 1723., & pour demeurer quitte par Nous envers ladite Compagnie, de la Somme de quatre-vingt-dix Millions ſur ladite Somme de cent Millions, qui ſont l'ancien fonds de ladite Compagnie, par elle porté en notre Tréſor Royal en execution de l'Edit du Mois de Decembre 1717. Et d'autant que Nous reconnoiſſons de plus en plus, que ſi ce même fonds de quatre-vingt-dix Millions, qui eſt le patrimoine des Actionnaires, étoit reſté dans la circulation du Commerce de la Compagnie, il lui auroit produit annuellement de bien plus grands benefices, que ne peuvent être ceux de la vente excluſive du Tabac, à quelque Somme qu'ils puiſſent monter, & que par cette raiſon, & autres grandes & importantes conſidérations à Nous connuës, il eſt de notre Juſtice d'aſſurer à ladite Compagnie en la meilleure forme & maniere, ledit Privilege de vente excluſive: Nous avons par le préſent Edit perpetuel & irrévocable, confirmé & confirmons l'alienation faite en conſequence dudit Arrêt du premier Septembre 1723. par les Commiſſaires de notre Conſeil, par Contract paſſé le 19. Novembre enſuivant, à ladite Compagnie des *Indes*, du Privilege de la vente excluſive du Tabac dans l'étenduë de notre Royaume, Païs, Terres & Seigneuries de notre obéïſſance, ſans que ſous quelque prétexte que ce ſoit, elle puiſſe être troublée en la jouïſſance dudit Privilege.

VIII. La Compagnie des *Indes* exercera le Privilege excluſif de la vente du Tabac, en ſon nom, comme choſe à elle appartenante en pleine proprieté, ſans qu'il ſoit beſoin qu'elle y ſoit autoriſée par aucun Arrêt de priſe de poſſeſſion; elle en joüira ainſi qu'elle en jouït ou doit jouïr actuellement, en conſequence de l'Arrêt de notre Conſeil du 1. Septembre 1723., ſans pouvoir augmenter le prix des Tabacs; & les contraventions audit Privilege ſeront punies conformement à nos Edits, Déclarations, Ordonnances & Arrêts rendus ſur cette matiere, ainſi & de la même maniere que s'il exerçoit en notre nom, attendu l'Interêt Public dans cette Compagnie, dont Nous entendons ſoûtenir les Privileges de toute notre autorité.

IX. Encore que le Caffé étant du crû & culture des Païs de la Conceſſion de la Compagnie des *Indes*, le Privilege excluſif de l'introduction & vente de cette Marchandiſe lui appartient de droit; néanmoins comme l'ancienne Compagnie des *Indes-Orientales* en avoit négligé la Traite, nous en avons accordé nommément le Privilege à la Compagnie des *Indes*, par les Arrêts de notre Conſeil du 31. Août & 12. Octobre 1723., que Nous voulons être exécutez, en confirmant ledit Privilege à la Compagnie des *Indes* en tant que beſoin eſt, à condition qu'elle ne pourra en aucun tems le vendre plus cher qu'elle le vend préſentement, & ſans déroger au Privilege de la Ville de *Marſeille* à cet égard, dans lequel nous l'avons maintenuë par Arrêt de notre Conſeil du 8. Fevrier 1724.

X. Voulons que ladite Compagnie des *Indes* exerce ledit Privilege excluſif de la vente du Caffé dans l'étenduë de notre Royaume, en la même forme portée par l'Article VIII. du preſent Edit pour le Privilege du Tabac, & que les fraudes & contraventions qui pourroient y être commiſes, ſoient jugées par les Juges à qui la connoiſſance en eſt attribuée par notre Déclaration du 10. Octobre 1723., regiſtrée en nos Cours des Aides, & conformement aux diſpoſitions de ladite Déclaration. ANNO 1725.

XI. Comme en confirmant la Compagnie des *Indes* dans ſes Privileges de Commerce, qui ne peuvent ſe ſoûtenir & réüſſir à l'avantage de notre Etat, qu'autant qu'ils ſeront excluſifs ainſi qu'ils l'ont toûjours été, & qu'ils ſeront gouvernez par le même eſprit: Notre intention eſt que cette Compagnie ſerve à l'accroiſſement du Commerce de notre Royaume, ſans affoiblir celui des Négocians particuliers: Nous déclarons qu'à l'avenir elle ne pourra prétendre aucun autre Privilege excluſif, tel qu'il puiſſe être, que ceux qui lui ſont confirmez par le préſent Edit. Et attendu que l'experience Nous a fait connoître qu'autant l'établiſſement de cette Compagnie eſt unle & néceſſaire, lors-qu'elle eſt uniquement occupée du ſoin des Colonies importantes & des Parties de Commerce conſiderables qua Nous lui avons concedées, autant il eſt contre le bon ordre & contre nos Interêts, & ceux même de ladite Compagnie, qu'elle entre dans ce qui peut avoir rapport à nos Finances: Nous lui défendons très-expreſſément de s'immiſcer en aucun tems, directement ou indirectement, dans nos Affaires & Finances: Voulant qu'elle ſoit & demeure enfermement à ſon inſtitution, Compagnie purement de Commerce, appliquée uniquement à ſoûtenir celui qui lui eſt confié, & à faire valoir avec ſageſſe & œconomie le bien de nos Sujets qui y ſont intereſſez, ſans que les fonds de la Compagnie des *Indes* puiſſent être en aucun cas employez à autre uſage qu'à ſon Commerce.

XII. Nous avons par Arrêt de notre Conſeil du 23. Mars 1723. ordonné, qu'il ſeroit paſſé à la Compagnie des *Indes* un Contract d'alienation à titre d'engagement, des Droits compoſans notre Domaine d'*Occident*, pour demeurer quitte envers elle de la Somme de trois Millions trois cens trente trois mille trois cens trente-trois Livres 11 Sols huit Deniers, à imputer ſur les cent Millions par elle portez en notre Tréſor Royal; mais ayant reconnu qu'il étoit plus convenable que ledit Domaine d'*Occident* ne fût point ſéparé de nos Fermes Generales, Voulons & ordonnons que ledit Arrêt de notre Conſeil du 23. Mars 1723., qui n'a eu aucune exécution, demeure revoqué & comme non avenu, déchargeons ladite Compagnie des engagemens & conditions y contenuës: Et à l'égard des dix Millions reſtans des cent Millions portez en notre Tréſor Royal par ladite Compagnie, déduction faite des quatre-vingt-dix Millions dont Nous nous ſommes acquittez envers elle par l'alienation du Privilege excluſif de la vente du Tabac, Voulons qu'elle continue de joüir de la Rente du principal deſdits dix Millions de Contracts, à raiſon de trois pour cent, conformement à l'Arrêt du 19. Septembre 1719., & d'être payée des Arrerages, de ſix Mois en ſix Mois, ſur le dit pié.

XIII. Le Privilege excluſif des Loteries, que Nous avons accordé à la Compagnie des *Indes* par Arrêt de notre Conſeil du 15. Fevrier 1724., demeurera éteint & ſupprimé: N'entendons néanmoins priver ladite Compagnie de la liberté de faire à l'avenir des Loteries, en prenant nos permiſſions particulieres.

XIV. Nous avons par Arrêt de notre Conſeil du 22. Mars 1723., fixé à cinquante-ſix mille le nombre des Actions de la Compagnie des *Indes*; & comme depuis ce tems la Compagnie en a retiré à ſon profit un nombre conſiderable, Nous voulons que les Actions retirées par la Compagnie, ſoient annullées & brûlées en preſence des Actionnaires, au jour qui ſera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du préſent Edit, dont il ſera dreſſé Procès-Verbal inſeré dans le Regiſtre des deliberations de ladite Compagnie.

XV. La Compagnie ſe trouvant chargée de Rentes viageres conſtituées en exécution de l'Arrêt de notre Conſeil du 20. Juin 1724., en faveur des Porteurs des Billets de Loterie dont la Compagnie a reçû la valeur en Argent ou en Actions par elle retirées: Nous voulons que ledit Arrêt ſoit exécuté ſelon ſa forme & teneur, & que les Rentes conſtituées en conſéquence ſoient exactement payées: lequel payement devant être fait du même fonds affecté au payement du dividende des Actions retirées, & conſiderant d'ailleurs les inconveniens qui ont reſulté ci devant de la multiplica-

tion

ANNO 1725. tion des Actions, qui ne peut être faite qu'en grand préjudice des premiers Actionnaires, Nous défendons à la Compagnie des *Indes* de retirer ou racheter à l'avenir aucunes Actions, que pour être éteintes, annullées & brûlées en préſence des Actionnaires convoquez, dont ſera dreſſé Procès-Verbal, afin que le nombre effectif d'Actions qui ſubſiſteront, ſoit toûjours connu des Actionnaires.

XVI. Il ſera tenu tous les ans dans le courant du Mois de Mai, au jour indiqué, une Aſſemblée generale des Actionnaires, dans laquelle ſera lû & rapporté le Bilan général des affaires de la Compagnie de l'année précédente, & dans laquelle la fixation du dividende ſera déclarée.

XVII. Tout Actionnaire qui aura dépoſé 25. Actions à la Caiſſe générale de la Compagnie, dans le terme preſcrit par l'affiche d'indication de l'Aſſemblée générale, y aura entrée.

XVIII. Etant informé que pluſieurs Particuliers peuvent avoir employez en Actions de la Compagnie des *Indes*, des fonds provenant de rembourſement d'Effets qui leur tenoient nature de propres; conſiderant qu'il peut y avoir à craindre pour les Familles qui ont des fonds conſiderables en Actions, qu'ils ne ſe diſſipent par la facilité qu'il y a d'en diſpoſer, Nous voulons qu'il ſoit libre à l'avenir à tous Proprietaires d'Actions, de les dépoſer, avec telles conditions & reſtrictions qu'il jugera à propos, à la Caiſſe générale de la Compagnie, où il ſera tenu par le Caiſſier général & de ſa main un Regiſtre ſecret de compte ouvert deſdites Actions dépoſées, tant pour le principal que pour les dividendes, & qu'il ſoit delivré par ledit Caiſſier général un Acte dudit dépôt, qui ſera paſſé devant Notaire, contenant les conditions & reſtrictions ſtipulées par l'Actionnaire qui aura fait le dépôt, auxquelles le Caiſſier général ſera tenu de ſe conformer.

XIX. Conformement à l'Article XVI. de nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717., portant le premier établiſſement de la Compagnie des *Indes*, ſous le nom de Compagnie d'*Occident*, tous Procès qui pourroient naître en *France* pour raiſon des affaires d'icelle, ſeront terminez & jugez par les Juges Conſuls à *Paris*, dont les Sentences s'exécuteront en dernier reſſort juſqu'à la Somme de quinze cens Livres & au-deſſous par proviſion, ſauf l'appel à notre Cour de Parlement de *Paris*: Et quant aux matieres criminelles dans leſquelles la Compagnie ſera Partie, ſoit en demandant, ſoit en defendant, elles ſeront jugées par les Juges ordinaires. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. Donné à *Verſailles* au Mois de Juin 1725.

Signé, LOUIS, &c.

XLI.

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu, entre Leurs Majeſtés* BRITANNIQUE *&* TRE'S-CHRETIENNE *&* Pruſſienne, *à Hanover le* 3. *Septembre* 1725. Avec TROIS ARTICLES *ſeparés, concernant l'Affaire de* Thorn, *& le Cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire. A Hanover le* 3. *Septembre* 1725. [Simple Copie, mais ſûre.]

LEURS MAJESTEZ le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrétien*, & le Roi de *Pruſſe* ayant vû avec plaiſir combien l'Union étroite qui ſubſiſte entr'Elles, a contribué non-ſeulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais auſſi au Bien & à la Tranquillité publique; étant perſuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à aſſurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evenemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indiſſoluble; Et ayant réflechi mûrement ſur tous les Traitez qui ſubſiſtent entre Leurſdites Majeſtez, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le préſent Traité, déroger en aucune maniere,) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles meſures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'*Europe*, en convenant entr'Elles de ce qui ſeroit néceſſaire, non-ſeulement pour la Sûreté & les Interêts les plus eſſentiels de leurs propres Royaumes, mais auſſi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces conſiderations, & dans cette vûe, Leurſdites Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Pruſſienne ont donné leurs Plein-Pouvoirs; ſavoir, S. M. Britannique au Sieur *Charles* Vicomte de TOWNSHUND, Baron de *Lynn*, ſon Lieutenant dans le Comté de *Norfolk*, Chevalier de l'Ordre de la Jartiere &c., & ſon Secretaire d'Etat; S. M. Très-Chrétienne au Sieur *François*, Comte de BROGLIO, Lieutenant-Géneral de ſes Armées, Directeur-Général de ſa Cavalerie & de ſes Dragons, Gouverneur de *Mons Dauphin*, & ſon Ambaſſadeur auprès dudit Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*; & S. M. Pruſſienne au Sieur *Jean-Chriſtophle* de WALLENRODT, ſon Miniſtre d'Etat & ſon Envoyé Extraordinaire auprès dudit Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*: Leſquels, en vertu deſdits Plein-Pouvoirs, (dont les Copies ſont inſerées de mot à mot à la fin du préſent Traité,) ayant peſé avec toute l'attention poſſible les meſures les plus propres pour parvenir au but que Leurſdites Majeſtez ſe propoſent, ſont convenus des Articles ſuivans.

ANNO 1725.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à préſent & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable; une Amitié la plus ſincere & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre leſdits trois Sereniſſimes Rois, leurs Héritiers & Succeſſeurs, leurs Etats, Païs, & Villes ſituées ſur leurs Terres reſpectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant dedans que dehors l'*Europe*; & ils feront conſervez & cultivez de maniere, que les Parties Contractantes puiſſent avancer fidellement leurs Interêts & Avantages réciproques, & prévenir & repouſſer tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puiſſent trouver.

II. Comme c'eſt le véritable but & intention de cette Alliance entre leſdits Rois de conſerver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes reſpectifs, Leurs Majeſtes ſuſdites s'entrepromettent leur Garantie réciproque, pour proteger & maintenir généralement tous les Etats, Païs & Villes, tant dedans que dehors l'*Europe*, dont chacun des Alliez ſera actuellement en Poſſeſſion au tems de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que les Droits, Immunitez & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont leſdits Alliez jouiſſent, ou doivent jouir reſpectivement: Et pour cette fin, leſdits Rois ſont convenus que ſi, en haine de cette Alliance, ou ſous quelque autre prétexte, aucun deſdits Alliez étoit attaqué hoſtilement, ou qu'il ſouffrit quelque tort dans les choſes ci-deſſus ſpécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il ſoit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raiſon à la Partie leſée & pour porter l'Aggreſſeur à s'abſtenir d'aucune hoſtilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouverrement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas ſuſdits, & que les bons Offices ci-deſſus mentionnez ne fuſſent pas aſſez efficaces pour procurer une juſte ſatisfaction & reparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie leſée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requiſition leur aura été faite, fourniront les Secours ſuivans: C'eſt-à-dire,

S. M. le Roi de la *Grande-Bretagne* donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi *Très-Chrétien* fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000 Chevaux.

Et S. M. le Roi de *Pruſſe* fournira auſſi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux.

Mais ſi la Partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaiſſeaux de Guerre & de Transport, ou même des Subſides en Argent, ce qu'on laiſſera toûjours à ſon choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaiſſeaux ou de l'Argent à proportion de la dépenſe des Troupes à donner comme ci-deſſus: Et pour ôter toute ſorte de doute par rapport à cette dépenſe, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pié ſeront évaluez à 10000. Florins de *Hollande* par Mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, auſſi par Mois; & l'on feta le calcul pour les Vaiſſeaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci deſſus ſpecifiez ne ſuffiſent pas pour faire faire Juſtice à la Partie leſée, alors les Parties Contractantes conviendront enſemble des Forces ulterieures

ANNO 1725. rieures à être fournies : Et enfin, en cas de néceſſité, leſdits Alliez aſſiſteront la Partie leſée de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Aggreſſeur.

IV. Et comme leſdits trois Sereniſſimes Rois ſont réſolus de reſſerrer de plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques poſſibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils ſont convenus reciproquement, non-ſeulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce ſût, aux Interêts les uns des autres, mais même de s'entre-communiquer fidellement les Propoſitions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre ſur ce qui leur ſeroit propoſé, aucune Reſolution que de concert, & après avoir examiné ensuitement ce qui ſeroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'*Europe*, qu'il eſt ſi néceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix Generale.

V. Comme S. M. Très-Chrétienne, intereſſée particulierement par ſa qualité de Garant des Traitez de *Weſtphalie*, au maintien des Privileges & Libertez du Corps *Germanique*, & Leurs Majeſtez Britannique & Pruſſienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des ſemences de Diviſion, & des plaintes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embraſſeroit toute l'*Europe* par les ſuites funeſtes qui en reſulteroient; Leursdites Majeſtez étant toûjours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'*Empire* en particulier, & celle de l'*Europe* en général, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'obſervation des ſusdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant ſtatué ſur les Affaires de l'*Empire*, ſont regardez comme la Baſe & le fondement de la Tranquillité du Corps *Germanique*, & le ſoûtien de les Droits, Privileges, & Immunitez, auxquels Leurs ſusdites Majeſtez déſirent veritablement de pourvoir d'une maniere ſolide.

VI. La préſente Alliance ſubſiſtera pendant l'eſpace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du préſent Traité.

VII. Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Pruſſienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à acceder au préſent Traité, & Elles ſont convenuës dès à préſent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Généraux des *Provinces-Unies*.

VIII. Ce préſent Traité ſera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi *Très-Chrétien* & le Roi de *Pruſſe*, & les Ratifications ſeront fournies dans l'eſpace de deux Mois du jour de la Signature du préſent, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous, en vertu des Plein-Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné le préſent Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER *le* 3 *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

PREMIER ARTICLE SEPARE'.

COMME l'Affaire arrivée dernierement dans la Villa de *Thorn*, & ce qui s'en eſt enſuivi, ont alarmé pluſieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'*Oliva*, il n'arrive à cette occaſion des Troubles, non-ſeulement dans la *Pologne*, mais auſſi dans les Païs voiſins, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Pruſſienne, qui comme Garantes du ſusdit Traité d'*Oliva*, ſont intereſſées à ce qu'il ſoit maintenu & obſervé dans toute ſon étenduë, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'*Oliva*; & pour cet effet, Leursdites Majeſtez s'inſtruiront, de concert, par leurs Miniſtres en *Pologne* des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'*Oliva*, & des moyens d'y remedier d'une maniere qui aſſûre entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle ſeroit expoſée, ſi un Traité auſſi ſolemnel que celui d'*Oliva* ſouffroit quelque atteinte.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous Souſſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

SECOND ARTICLE SEPARE'.

Si en haine des Secours que S. M. Très-Chrétienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Pruſſienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pourroient ſouffrir dans les Etats qu'Elles poſſedent, l'*Empire* déclaroit la Guerre à Sadite Maj. Très-Chrétienne; comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bret.* & le Sereniſſime Roi de *Pruſſe*, dont les Interêts auroient été l'occaſion de la Guerre, que S. M. Très-Chrétienne auroit à ſoutenir; non-ſeulement ils ne fourniroient point leur Contingent en Troupes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leursdites Majeſtez Britannique & Pruſſienne ne ſeroient pas compriſes & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'*Empire* ſeroit à la *France*; mais même Elles agiroient de concert avec S. M. Très-Chrétienne, juſqu'à-ce que la Paix troublée à cette occaſion fut rétablie; Sadite Majeſté Britannique promettant d'ailleurs ſpecialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres, les Traitez qu'Elle a conclu avec S. M. Très-Chrétienne, laquelle de ſon côté promet de les obſerver fidellement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souſſignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

TROISIEME ARTICLE SEPARE'.

S'Il arrivoit que nonobſtant la ferme réſolution dans laquelle eſt S. M. Très-Chrétienne, d'obſerver exactement tous ſes Traitez à l'égard de l'*Empire*, en ce à quoi il n'a point été dérogé par le préſent Traité, l'on vouloût, de la part dudit *Empire*, prendre quelque réſolution contre la *France*, au préjudice de la Garantie générale des Poſſeſſions, telle qu'elle eſt ſtipulée par le Traité ſigné ce jourdhui; S. M. Britannique & S. M. Pruſſienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourront, ſoit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diete, ſuit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne ſe commette rien qui y ſuit contraire: Mais, ſi contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la *France* de la part dudit *Empire*, quoiqu'en ce cas n'étant plus une défenſive, Elles ne ſeroient pas obligées, ſuivant ſes Conſtitutions, de fournir aucun Contingent: Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majeſtez, ſi elles croyoient ne pouvoir ſe diſpenſer de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majeſtez Britannique & Pruſſienne ſe reſervent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, ſans que Leurs Majeſtez Britannique & Pruſſienne, à raiſon de leur Contingent ainſi fourni, ſoient cenſées avoir contrevenu au Traité ſigné ce jourdhui, qui demeurera dans toute ſa force. L. M. Britannique & Pruſſienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Chrétienne, que celui qu'Elles ſont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû,

ANNO 1725. prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majeſté Très-Chrétienne, laquelle de ſon côté ne pourra pour raiſon dudit Contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Sereniſſime Roi d'*Angleterre* & dudit Sereniſſime Roi de *Pruſſe*, dans l'*Empire*, ou ailleurs, aucune Hoſtilité, ni demander ou pretendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de Guerre, Paſſages, ou autres choſes à la charge deſdits Pais & Etats, ſous quelque prétexte que ce ſoit; & de même leſdits Etats, Places, Lieux, & Sujets ne pourront auſſi fournir aucunes deſdites choſes aux Ennemis de S. M. Très-Chrétienne, laquelle s'oblige auſſi & promet de ſon côté que ſi dans l'*Empire* ou venoit à prendre des Réſolutions pareilles à celles dont il eſt parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la *Grande-Bretagne* & de *Pruſſe*, S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les aſſiſter avec toute la vigueur néceſſaire, en conformité de ce Traité, juſqu'à-ce que les Troubles, Torts & Infractions ceſſent entierement.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourdhui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soufſignez, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le 3. Septembre 1725.*

TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT. (L.S.)

XLII.

13. Sept. *Articles conclus au Nom de Sa Majeſté* IMPERIALE *& Catholique par les Commiſſaires Imperiaux, avec la Regence de* TUNIS, *à l'interventien & Mediation des Commiſſaires Ottomans, ſur la libre Navigation, abſtractivement de tout Commerce. A Tunis le 3. Septembre 1725.* [Copie Originale.]

I. IL a été conclu, & arrêté, que toutes les courſes, & Actes, d'hoſtilité ceſſeront tant par Mer, que par Terre, entre les Vaiſſeaux, & Sujets de Sa M. I. & Cathol., & les Vaiſſeaux, & Sujets de la Ville, & Royaume de Tunis, à commencer du jour dix-huitieme du preſent Mois de Septembre 1725. enſuite de la parole irrevocable de ſuſpenſion d'Armes ſolemnellement donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en preſence de tous les Miniſtres, & des Seigneurs Commiſſaires Mediateurs de la Porte, & en même tems acceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique par les ſouſſignez Commiſſaires, & en cas de Contravention, reſtitution ſera faite, de ce qui aura été pris, ſoit Vaiſſeau, Eſclaves, & tout autre choſe *cum omni cauſa*, & les dommages reparez ſans aucune reſerve.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Paſcha, Bey, Dais & Divan, & la Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets une ſeureté reciproque & durable de Pavillon, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivieres, abſtractivement de tout Commerce & ſans qu'il ſoit permis d'entrer dans les Ports de leurs dependences reſpectives; Et ſous le nom des Sujets de S. M. I. & Catholique ſont compris les Allemands, les inhabitans des Païs-Bas Autrichiens à l'Oceau, Siciliens, Napolitains, Calabrois, & leur dependences, & ceux de Fiume & de Trieſte ſitués dedans la Mer Adriatique, & tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils ſoient. Mais ſi quelques Vaiſſeaux ſurent forcés par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fut par une neceſſité abſoluë, dans ce cas ſeulement, ils ſeront reçûs dans les Rades, & Ports reſpectifs & defendus, & protegés par les Châteaux, & Fortereſſes, & les Commandants deſdits Châteaux pourront retenir, & arrêter 24. heures les Vaiſſeaux de Guerre, qui y auront relâché, juſques à ce que les Vaiſſeaux de leurs Ennemis ſeront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute ſeureté dans les Ports.

III. Les Vaiſſeaux de part & d'autre, qui auront été dans la neceſſité de ſe ſauver dans les Rades, & Ports des deux Puiſſances, comme il eſt expliqué dans l'Article precedent, le Commandant râchera de les defendre, mais s'ils y ſont pris, ou enlevés par Strategeme de ſon Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en ſeront pas reſponſables. ANNO 1725.

IV. Les Vaiſſeaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaiſſeaux & Bâtimens navigeant ſous le Pavillon, & Paſſeport de S. M. I. & Catholique conforme à la Copie, qui ſera tranſcrite à la fin du preſent Traité, les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage ſans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainſi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Perſonnes dans la Chalouppe, outre le nombre neceſſaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre autre, que leſdites deux Perſonnes dans ledit Vaiſſeau, ſans la permiſſion expreſſe du Commandant, & reciproquement les Imperiaux en uſeront à l'égard des Vaiſſeaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville, & Royaume de Tunis, qui ſeront Porteurs des Certificats du Conſul Imperial établi à ladite Ville, duquel Certificat la Copie ſera pareillement jointe à la fin du preſent Traité, & il ne ſera pas permis de donner des Paſſeports à d'autres, qu'aux Sujets de S. M. I. & ſeulement.

V. Tous les Sujets Imperiaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui ſeront conduits à Tunis, & autres Ports du Royaume ſeront mis auſſitôt en liberté, ſans pouvoir être retenus Eſclaves, même en cas, que les Vaiſſeaux d'Alger & autres, qui pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains miſſent à Terre des Eſclaves Imperiaux.

VI. Les Etrangers Paſſagers trouvés ſur les Vaiſſeaux de Sa Majeſté, ni pareillement les Sujets de Sadite Majeſté pris ſur les Vaiſſeaux étrangers ne pourront être faits Eſclaves ſous quelque pretexte, que ce puiſſe être, quand même les Vaiſſeaux, ſur leſquels ils auroient été pris ſe ſeroient defendus, ni moins leurs effets, & Marchandiſes retenuës, & la même choſe ſe pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de Tunis.

VII. Il ne ſera donné aucun Secours, ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis de S. M. I. & Catholique, ni à ceux, qui auront armé ſous leur Commiſſion, & ſeront leſdits Paſcha, Bey, Dais & Divan defenſu à tous leurs Sujets d'armer ſous commiſſion d'aucun Prince, ou Etat Ennemis de la Couronne Imperiale, comme auſſi empêcheront, que ceux, contre leſquels ledit Empereur eſt, où ſera en Guerre, puiſſent armer dans leurs Ports pour courir ſur ſes Sujets, & il ne ſera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de Sa Majeſté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa M Imperiale, & Catholique au Conſul dans le Royaume de Tunis pour diſtribuer les Certificats predits, & juger les differens entre les Sujets de S. Majeſté, ſans que les Juges du lieu s'en puiſſent mêler, & veiller generalement à toute affaire de ſa charge, & jouira des mêmes Honneurs, Franchiſes, Libertés, & Exemptions, dont joüiſſent tous les Conſuls des autres Nations, nulles de reſervées, & aura la preſeance ſur ceux, comme il ſe pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque different entre un Sujet de Sa Majeſté & un Tare, ou Maure, il ne pourra être jugé, par les Juges ordinaires, mais bien par le Conſeil deſdit Paſcha, Bey, Dais, Divan, où par les Commandans dans les Ports où les differens arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majeſté, qui auront frappé un Ture, ou Maure ne pourront être punis, qu'après avoir fait appeller le Conſul pour defendre la cauſe desdits Sujets, & en cas, qu'ils ſe ſauvent, ledit Conſul n'en pourra être reſponſable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au preſent Traité, il ne ſera fait aucun Acte d'hoſtilité, qu'après un deni formel de Juſtice.

XII. Si quelques Vaiſſeaux des deux Parties Contractantes ſe font du tort, les uns aux autres dans la Mer, les Contraventeurs ſeront très-ſeverement punis, & les Armateurs reſponſables.

XIII. Si le preſent Traité venoit à être rompu, il ſera permis au Conſul Imperial, & à tous ceux, qui ſont de ſa ſuite, de ſe retirer dans leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune inſulte, ni empêchement, pendant le terme de trois Mois.

Finalement ce Traité contenant treize Articles ſera ratifi-

ANNO 1725. ratifié par Sa Sacrée Majeſté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & ſigné ce jourdhui par le Paſcha, Bey, Dais, & Aga de la Milice de la Ville, & Royaume de Tunis d'une part, Et par les Commiſſaires Plenipotentiaires de S. M. I. & Catholique enſuite de leur Plein-Pouvoir de l'autre part, & ſera confirmé par les Commiſſaires Mediateurs de la Porte. Et afin qu'on ne pretexte aucune cauſe d'ignorance, ce preſent Traité, ſera publié, & affiché par tout, où il conviendra pour être inviolablement obſervé par leurs Sujets.

Ainſi fait, conclû, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Françoiſe, & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé, & ſouscrit de Nos mains, & y fait appoſer le Cachet de nos Armes, à Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L.S.) JEAN DE SCHONAMILLE Escuyer.

(L.S.) NICOLAS DE THEYLS.

XLIII.

1726. 16. Avril. *Acte d'Acceſſion de l'Empereur* CHARLES VI. *au Traité d'Alliance * conclu entre le* CZAR *& le Roi de* SUEDE *le 22. Fevrier 1724. Fait à Vienne le 16. Avril 1726.*

Au nom de la Très-Sainte Trinité, le Père, le Fils & le St. Esprit:

SOit notoire à tous & un chacun à qui il apartient ou peut apartenir.

Qu'un Traité d'*Alliance défenſive* entre les Cours de Suede & de Ruſſie, ayant été ſigné à Stokholm le 22. de Février de l'an 1724. les Miniſtres de ces Cours reſidans alors à la Cour Imperiale ont invité Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article ſecret, tendant à affermir & confirmer la tranquilité publique & la Paix; & d'aſſiſter leſdits Alliez de ſes ſecours & Conſeils. Sa Majeſté Imperiale & Catholique ayant toûjours eu à cœur la tranquilité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avoit reſolu il y a déja long-tems d'entrer dans cette *Alliance défenſive*; ainſi Sa Majeſté Imperiale & Catholique portée par ſon attachement & ſon attention ſinceére aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, enſorte que depuis long tems elle a réſolu d'acceder au ſuſdit Traité comme ſi elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale & Catholique a commis & muni des Pleins-Pouvoirs néceſſaires, les ſouſſignez ſes Conſeillers Privez, pour traiter, conformement à cette réſolution, de cette acceſſion avec les Miniſtres des ſuſdites Cours munis auſſi des Inſtructions & Plein-Pouvoirs néceſſaires, & ce en conſequence pour dreſſer un Inſtrument ou Acte dans les formes, dont les Plenipotentiaires reſpectifs ſont convenu ainſi qu'il s'enſuit, après avoir confereé enſemble & échangé leurs Plein-Pouvoirs.

Les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale & Catholique déclarent, certifient & promettent en ſon nom que Sa Majeſté Imperiale & Catholique pour elle & pour ſes Héritiers legitimes & ſes Succeſſeurs, prend part & entre dans le ſuſdit Traité d'Alliance de Stokholm & dans l'Article ſécret; que Sa Majeſté Imperiale & Catholique comme *Pars compaciſcens* ſe joint & s'allie par le preſent acte d'Acceſſion avec Leurs Majeſtez confederées de Suede & de Ruſſie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs legitimes Heritiers & Succeſſeurs tant en commun qu'en particulier d'obſerver & executer les conditions, clauſes & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier telles qu'elles ſont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article ſécret, & ce pour tous les Royaumes, Pais & Seigneuries qu'elle poſſede: & ſi le *caſus fœderis* ou quelque cas demandant l'exécution de la protoceſſe & de la Garantie ſtipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12. mille Hommes d'Infanterie, & 4. mille de Cavalerie, & quant aux Vaiſſeaux on conviendra enſemble d'une compenſation; tout ce que Sa Majeſté Imperiale & Catholique promet d'exécuter de la même manière & avec la même fidelité, exactitude & ſincerité que ſi elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme ſi elle avoit conclu, arrêté & ſigné leſdites Conditions, Promeſſes & Articles avec leſdites deux Puiſſances alliées ou avec chacune d'elles ſeparement. ANNO 1726.

De même, d'autre part les Plénipotentiaires de Leurs Majeſtez de Suéde & de Ruſſie ont en leur nom admis, reçu & comptis Sa Majeſté Imperiale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article ſecret, comme en vertu du préſent Traité ils y admettent, reçoivent & comprenent Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſes Héritiers légitimes & Succeſſeurs, promettant que leſdites deux Majeſtez & chacune d'elles en particulier, feront jouir enſemble ou en particulier, Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſes Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauſes & promeſſes en général & en particulier contenu dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commiſſaires Imperiaux & les Miniſtres Plénipotentiaires Suédois & Czariens, promettent que le préſent Inſtrument & Acte d'Acceſſion, d'entrée, d'admiſſion & d'acception dreſſé dans la forme dont on eſt convenu, ſera ratifié par Sa Majeſté Imperiale & Catholique, & par Leurs Majeſtez Suédoiſe & Czarienne & que les Actes publics de Ratification ſeront échangez ici à Vienne dans trois Mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 16. d'Avril 1726.

Articles Séparés de la Ratification Suédoiſe de l'Acceſſion de l'Empereur des Romains au Traité de Stokholm du 22. Fevrier 1724.

ARTICLE PREMIER.

QUoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance défenſive conclu le 22. Fevrier 1724. entre la Suéde & la Ruſſie (auquel il a plû à Sa Majeſté Imperiale & Royale Catholique d'acceder ſuivant la teneur de l'Acte d'Acceſſion dreſſé & ſigné le jour marqué ci deſſous par les Miniſtres Imperiaux, de même que par les Miniſtres Plénipotentiaires de Suede & de Ruſſie) il ſoit ſtipulé eu égard à la Paix & à la tranquilité publiques que ſi après la concluſion & la Ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre toute attente, que les Pais, Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinſſent à être attaquez par les armes de quelque Prince Chrétien, ſous quelque préteſte que ce puiſſe être, ſoit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'autre des Contractans, après en avoir été réquis, ſeroit indiſpenſablement obligé de fournir les ſecours promis, aux conditions & en la maniere dont on eſt convenu par ledit Art. IV. & ſuivans: néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majeſté Royale de Suède & Sa Sacrée Majeſté Imperiale, par cet Article Séparé, que ſi par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & ſon Royaume ne ſeront point obligez d'y prendre part, ni d'envoyer en des Pais ſi éloignez les ſecours ſtipulez d'ailleurs par le ſuſdit Traité.

Pareillement, à l'égard des diſputes élevées à l'occaſion de l'établiſſement de la Compagnie d'Oſtende, il eſt expreſſement reſervé à Sa Sacrée Majeſté Royale de Suède & à ſon Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni ſon Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance defenſive, concluë le 22 Fevrier 1724 entre la Suède & la Ruſſie, & à laquelle Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique accede auſſi préſentement, il eſt ſtipulé & pourvû au §. 16. que les précédens Traitez doivent reſter en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la ſuſdite Alliance; & que Sa Majeſté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins ſortement à cœur que Sa Majeſté Imperiale & Catholique, de rendre ſoin que les Traitez de Paix de Weſtphalie & d'Oliva ſubſiſtent toûjours en leur entier ſans aucune infraction: pour

* Voyez ce Traité ci-deſſus No. XXIII. p. 76.

ANNO 1726. pour ces raiſons, on eſt convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de declarer & de ſtipuler expreſſement, qu'au cas, que la Paix publique fut effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaiſe) à l'occaſion des ſusdits Traitez de Paix de Weſtphalie & d'Oliva, & d'autres fondez ſur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement obſervez & cultivez, comme il auroit été convenable à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans ſe trouvât impliqué dans ces troubles, alors les cas imprévus & inopinez de cette nature ne devroit en aucune manière être regardez, & encore moins ſoutenus, comme compris dans cette Alliance.

XLIV.

22. Mai. *Extrait des Univerſaux publiés à Mittau, au nom du Duc de* COURLANDE, *pour la Convocation de la Diete du Païs. Donné à Mittau le* 22. *Mai* 1726. [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalie, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Le Noble Calimir-Chriſtophe de Brakel, Capitaine-Major de Mittau, & ci-devant Député de la Province à Varſovie, d'où il eſt revenu depuis peu, Nous ayant requis de convoquer une Aſſemblée Provinciale extraordinaire, afin qu'il pût y faire rapport de ce qui s'eſt paſſé à Varſovie pendant les deux années qu'il y a été en Députation. Nous y avons conſenti, & avons fixé l'ouverture de cette Aſſemblée au 26 Juin de la preſente année: Exhortant l'Etat de la Nobleſſe de munir ſes Deputez d'Inſtructions neceſſaires, tant pour aſſiſter au rapport du Sr. de Brakel, que pour deliberer avec Nous ſur les moyens de conſerver à perpétuité la Province dans ſes Immunitez & Libertez, de même que le Gouvernement Ducal, à l'égard de l'Etat Eccleſiaſtique & Civil, ſous la haute Protection du Roi de Pologne, notre Très-Clement Seigneur, & de la Sereniſſime République, ſuivant les Conventions de dependance; afin que Nous puiſſions enſuite procurer & arrêter de concert, ce qui ſera le plus convenable pour le Bien public de la Province, pour Nous, & pour nos Succeſſeurs.

Nous ne celons pas à l'Etat de la Nobleſſe, que Mr. de Ksrp, Commiſſaire-General des Guerres du Grand Duché de Lithuanie, nous a promis par ſes Lettres du 18. Mars, au nom du Palatin de Vilna, Grand Général des Armées de Lithuanie, toute l'aſſiſtance requiſe pour la conſervation de nos Droits, & de ceux de la Province, & pour le maintien de ce que Nous établirons avec l'Etat de la Nobleſſe, tant pour les affaires publiques & particulieres, que par rapport à la Succeſſion Eventuelle, ſur le fondement des Loix. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.

Signé, BRINKEN KRYSBERLINK VANDER BRAOGEM.

Autres Univerſaux par leſquels du Duc de COURLANDE, *desavoue les precedents, & declare qu'on y a abuſé contre lui-même, & contre ſes Droits, de ſon nom, de ſes Titres & de ſon Sceau. Donné à Dantzig le* 4. *Juin* 1726. [Simple Copie & Traduction.]

FERDINAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalie, à nos Bien-Aimez & Fidelles Etats, Salut.

Nous nous ſommes gracieuſement confiez juſqu'à preſent, que nos principaux Conſeillers, Officiers & Miniſtres, qui par leur Serment ſont engagez, à veiller à notre Interêt Ducal & au bien de la Province, ne s'ingereroient point dans les Droits Régaliens réſervez à leur légitime Seigneur. Mais quelques-uns d'entr'eux ayant manqué au devoir de leurs Charges, travaillent à l'accroiſſement de leur autorité & puiſſance privée, au prejudice des Droits & Prérogatives de leur Seigneur, Nous avions eu confiance, que l'Etat de la Nobleſſe, qui Nous a toûjours été très-cher, rentrant enfin en lui-même, enviſageroit ſon véritable interêt, & ne ANNO 1726. ſouffriroit jamais qu'on le ſervit abuſivement de ſon crédit pour exercer une puiſſance plus que Ducale.

Cependant, l'ambition de quelques-uns de nos Conſeillers s'eſt augmentée à tel excès, que par divers artifices ils ont induit l'Etat de la Nobleſſe à former contre notre intention, notre volonté & notre ordre, des Entrepriſes contraires aux Loix de la Province, &, ce qui eſt ſans exemple, a abuſer contre Nous-mêmes de notre Nom, de nos Titres & de notre Sceau.

En ſorte qu'après Nous être flatez que tant de braves Compatriotes, qui ont reçû de Nous & de nos Prédeceſſeurs des marques éclatantes de notre faveur, n'auroient pas manqué de s'oppoſer à ces differens efforts; tendans à leur propre ruine, & d'employer les moyens convenables pour y parvenir; Nous avons nonobſtant notre grande moderation & nos intentions favorables, été également fruſtrez dans notre attente.

Nous avons donc été informé, qu'à l'occaſion de l'arrivée de Brakel, on a convoqué en notre Nom une Aſſemblée Provinciale pour le 26. de ce Mois, afin de recevoir ſon rapport, d'expedier des Affaires Capitales qui doivent nous regarder ſeuls, & de deliberer ſur les pretenduës Propoſitions faites par le Palatin de Vilna, Grand Général des Armées du Grand Duché de Lithuanie. Nous ne pouvons ni ne voulons nous perſuader, que des Hommes de bien puiſſent entreprendre un tel Acte. C'eſt pourquoi nous Iſiſſons juger tant à nos Conſeillers qu'à notre Fidelle Nobleſſe en particulier, s'il eſt raiſonnable que ce Brakel, qui, independamment de Nous & contre notre volonté, a été député à Varſovie pendant l'eſpace de 2 ans, & y a publiquement négocié contre Nos interêts, entreprenne de former, ſous notre nom & par Nous-mêmes une Conſpiration contre Nous; oubliant que Nous ſommes ſon naturel & legitime Seigneur, & que l'élevation de ſa Famille n'a d'autre fondement que notre faveur.

Au reſte, Nous eſperons que l'Etat de la Nobleſſe ne préſumera pas, de rien ſtatuer contre nos ordres, ou ſans notre participation, ſur tout en des affaires qui ne peuvent avoir aucun effet ſans notre Approbation: Cependant, afin que nos Conſeillers faſſent plus d'attention aux devoirs de leurs Charges, & la Nobleſſe ne s'écarte point du dévouëment qui nous eſt dû, Nous les avertiſſons en notre Affection Paternelle, de prévenir l'effet de la Puiſſance Ducale; & de plein Droit, Nous leur defendons & interdiſons d'attenter la moindre choſe en l'abus de notre Nom, & d'aſſiſter à cette Aſſemblée, dont la convocation eſt nulle de fait & de Droit.

Notre intention eſt de pourvoir tellement à toutes choſes; qu'au tems de notre retour elles ſoient entierement retablies ſelon l'ancien cours: Afin que chacun ait à ſe comporter conformement aux Droits de la Patrie, & n'aye pas la hardieſſe de former ouvertement des entrepriſes qui tendent au renverſement de l'Etat.

Souhaitant par ces preſentes, tant à nos principaux Conſeillers qu'à tout l'ordre de la Nobleſſe en général, la Protection Divine & de plus ſages Conſeils; Nous les aſſurons de notre faveur. Donné à Dantzig le 4. Juin 1726.

XLV.

Traité d'Alliance defenſive entre l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Ruſſie ſigné à Vienne le 6. *Août* 1726. 6. Août.

AU NOM DE DIEU, Amen.

COmme le Repos public & le bien de toute l'Europa requiérent, que l'ancienne amitié qui a conſtamment regné entre les Prédeceſſeurs de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, ſoit renouvellée & reſſerrée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'eſt pourcela que S. S. Maj. Imperiale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Héréditaires, & Sa Sacrée Majeſté de toutes les Ruſſies, pour avancer un Ouvrage ſi ſalutaire, ont choiſi leurs Miniſtres Plenipotentiaires ci-deſſous ſignez, ſavoir Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique Son Alteſſe le Prince *Eugene de Savoye* & de Piemont, Conſeiller actuel & intime

ANNO 1726. intime de Sadite Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, Préſident de ſon Conſeil de Guerre, ſon Lieutenant Velt-Maréchal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire-Général de ſes Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toiſon d'Or; l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Philippe-Louis*, Treſorier Héréditaire du St Empire Romain, Comte de *Sintzendorf*, Baron d'*Inſtibrun*, Seigneur de *Gfoell*, *Selowitz*, *Pouliz*, *Carlſwald*, *Stockau*, *Shrefintz* &c., Burgrava de *Rheinech*, Grand Ecuyer Héréditaire & Echanſon de la Haute & Baſſe-Autriche, *Pincerne* Hereditaire de l'Autriche ſur l'Anaſe, Chevalier de la Toiſon d'Or, Chambellan de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Conſeiller actuel & intime, & Grand Chancellier de la Cour; l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Gundacre-Thomas de Staremberg*, Comte du St. Empire Romain, de *Schaumburg*, *Waxemberg* &c., Chevalier de la Toiſon d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Conſeiller actuel & intime, Maréchal-Héréditaire de l'Archiduché de la Haute & Baſſe-Autriche; l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Erneſt de Windiſgratz*, Comte du St. Empire Romain, Baron de *Wallenſtein* & de *Walle*, Grand Ecuyer Héréditaire de Stirie, Chevalier de la Toiſon d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, ſon Conſeiller actuel & intime, & Préſident du Conſeil Aulique de l'Empire; & l'Illuſtriſſime & Excellentiſſime *Frederic-Charles*, Comte de *Schonborn*, *Buchheim* & *Wolffſthall*, Baron du St. Empire Romain, de *Reichelberg*, & Comte de *Wiſenthied*, Grand Echanſon Héréditaire de la Haute & Baſſe-Autriche, au delà & en deça de l'Anaſe, Conſeiller actuel & intime de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain: Et de la part de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, le très-Illuſtre *Louis Lanezinski*, ſon Chambellan & ſon Miniſtre à la Cour Imperiale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de ſigner une Alliance propoſée; leſquels, après avoir tenu des Conferences, deliberé des Affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Plein-Pouvoirs, ſont convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions ſuivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, ſes Succeſſeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpetuelle & conſtante, & elle ſera ſi ſincerement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner ſon dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & tourneront toutes leurs vûës, pour faire en ſorte que la Paix heureuſement établie en Europe, y ſoit conſervée & maintenuë.

II. D'autant que Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique a accedé au Traité de Paix, conclu à *Nieuſtad* le 30. Août 1721., entre les Couronnes de Ruſſie & de Suede; de même qu'à l'Alliance conclue à Stokholm le 22. Fevrier 1725. Et les Parties Contractantes ſe propoſant de reſſerrer plus étroitement le nœud de leur Amitié par la préſente Alliance; c'eſt pourquoi Sa Majeſté de toute la Ruſſie accede au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majeſté Imperiale & Catholique & le Sereniſſime Roi des Eſpagnes *Philippe* V. & s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ſes Articles & Conditions, de la même maniére, & avec la même Obligation, que ſi elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces poſſedez actuellement par Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, pour ſoi & ſes Succeſſeurs, & dont la poſſeſſion lui eſt confirmée ſuivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En ſorte que, s'il arrivoit qu'à l'occaſion de cette Paix concluë avec le Roi des Eſpagnes, ou pour quelque autre raiſon que ce ſoit, Sa Majeſté Imperiale & Catholique fût attaquée par qui que ce ſoit; ou que l'on entreprit quoique ce ſoit à ſon préjudice, en ce cas Sa Majeſté de toute la Ruſſie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, non-ſeulement les Secours promis ci-deſſous dans l'Article VI de cette Alliance, mais auſſi, les affaires & la néceſſité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggreſſeur, d'agir de concert contre ledit Aggreſſeur par la voye des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, ſans avoir auparavant obtenu réparation des injuſtices & dommages, & ſans un entier conſentement de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majeſté Imperiale & Catholique promet réciproquement, & prend ſur ſoi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces & Etats, poſſedez en Europe par Sa Majeſté de toute la Ruſſie; &, ſi Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, pour quelque cauſe que ce ſoit, eſt attaquée hoſtilement par qui que ce ſoit, alors Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique promet réciproquement, non ſeulement de lui envoyer exactement les Secours ci-deſſous ſtipulez dans l'Article VI. de ce Traité; mais auſſi, les affaires & la néceſſité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Aggreſſeur, d'agir d'un commun conſentement, & de ne point faire la Paix, ſans avoir tiré raiſon des dommages, & ſans une entiere approbation de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie. ANNO 1726.

IV. En vertu de cette Confédération & Amitié, les Princes Contractans promettent de recommander ſérieuſement à leurs Miniſtres réſidens dans les Cours des Princes Etrangers, de conférer amiablement enſemble ſur les affaires qui ſe préſenteront, de s'entreaider conjointement à ſoûtenir les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un éfort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni Secours, ni protection à leurs Sujets & Vaſſaux Rebelles; &, ſi l'une vient à découvrir quelques deſſeins ou machinations, qui ſe trameront contre l'autre à ſon desavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière dûë & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les éforts de l'Alliance à les prévenir & les renverſer.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit ſe donner; on eſt convenu que l'Empereur, en cas que qui ce ſoit, ſous quelque prétexte que ce ſoit, faſſe la Guerre à Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, dans ſes Royaumes, Provinces & Etats, qu'elle poſſede en Europe, lui enverra un Secours de 30. mille Hommes; ſavoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons: Et Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie promet d'envoyer le même Secours, tant d'Infanterie que de Cavallerie, à Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la ſubſiſtance des ſuſdites Troupes Auxiliaires, les Parties Contractantes en conviendront inceſſamment entr'elles.

VII. Or, comme à l'occaſion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendroit aux deux Parties de repouſſer l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on déliberera en commun de quelle manière on pourra le mieux effectuer.

VIII. Si par hazard Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie prenoit la réſolution d'équiper une Flotte de Vaiſſeaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du conſentement de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, on promet une retraite aſſurée à cette Flote, non ſeulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais auſſi dans tous ceux de Sa Sacrée Majeſté Catholique, tant dans l'Ocean que dans la Mediterranée, au nom du Sereniſſime Roi des Eſpagnes, qui acceedera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet éfet ſes Inſtructions à ſon Miniſtre réſidant à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne ſont fort à cœur de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à acceder à cette Alliance.

X. Mais, ſi le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, ſera, du conſentement des Sereniſſimes Contractans, amiablement invité à l'Acceſſion de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'eſt pas encore entierement bien affermie, (ce qui cependant ſe peut faire par la Mediation de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie) Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique travaillera & employera volontiers ſes bons offices, pour que cet Ouvrage ſi ſalutaire ſoit entierement accompli par la Mediation de Sa Sacrée Majeſté de toute la Ruſſie, ſuivant la teneur de la Paix de Nieuſtad.

XII. A l'égard du Sereniſſime Prince, le Duc de *Slesvyk-Holſtein*, Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique déclare & promet de faire ce que Son Alteſſe Royale ſouhaitera, & à quoi elle eſt engagée comme Garant, en vertu du Traité de *Travendahl*, tant par raport au Sereniſſime Roi de Dannemarc & de Norvegue,

ANNO 1726. vegue, qu'aux autres Roix & Princes Etrangers, qui ſe ſont chargez de le même Garentie du ſusdit Traité: Et comme il s'eſt fait ſur ce ſujet une Convention particuliere entre les Parties Contractantes, elle ſera tenuë comme inſerée dans le préſent Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront acceder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le préſent Traité ſera ratifié par les Princes Contractans dans l'eſpece de 3. Mois, & les Ratifications ſeront changées ici à Vienne en la maniére accoutumée.

En foi de quoi les ſusdits Miniſtres Plénipotentiaires ont ſigné de leurs propres mains le préſent Acte expedié ſur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont apoſé les Cachets de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. Août* 1726.

(*Signé.*)

EUGENE DE SAVOYE.
(L. S.)
PHILIPPE-LOUIS, Comte de SINZENDORFF.
(L. S.)
GUNDACRE, Comte de STARREMBERG.
(L. S.)
ERNEST Comte de WINDISGRATZ.
(L. S.)
FREDERIC-CHARLES, Comte de SCHONBORN.
(L. S.)
LOUIS LANCZINSKI DE LANCZYN.
(L. S.)

XLV.

9. Août. *Acte d'Acceſſion des* PROVINCES-UNIES *au Traité d'Alliance Defenſive ſigné à Hanovre, le 3. Septembre* 1725.

Au nom de la Très-Sainte & indiviſible Trinité.

COmme leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, tant pour ſerrer les nœuds de l'étroite Union qui ſubſiſte entre elles, que pour la ſeureté de leurs propres Royaumes & Etats, auſſi-bien que pour la Conſervation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles ſéparés, leſquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambaſſadeur de France, par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynhertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Proſſe, qui au nom des Rois leurs Maitres conjointement ont invité leſdits Seigneurs Etats Generaux d'acceder à ce Traité & aux Articles ſéparés, conformement à ce dont ils étoient convenus dans le ſeptiéme Article du même Traité, lequel avec les Articles ſéparés ſont ici de mot à mot inſerez.

Fiat inſertio.

Et comme leſdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ſes Articles ſéparez, ont rémoigné qu'ils ſont entierement ſenſibles à l'honneur que leursdites Majeſtez leur ont fait par une invitation ſi prompte & ſi obligeante d'acceder à cette Alliance & qu'ils reconnoiſſent en même tems les ſoins qu'elles ont eû en faiſant ce Traité tant pour la conſervation du repos public en general (ſans lequel celui de leur République ne peut être aſſuré) qu'en particulier pour le maintien de ſon Commerce, ſans lequel elle ne peut point ſubſiſter, & comme ils ont ajouté qu'ils ſont pleinement convaincus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précedente contractée ſoit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats: mais que plûtôt l'intention eſt de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à ſe lier plus étroitement enſemble, ſans offenſe de qui que ce ſoit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Païs & Villes, tant ce dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez ſera actuellement en poſſeſſion au tems de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que des Droits, Immunitez & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Acceſſion. ANNO 1726.

De plus leſdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme perſuaſion qu'en accedant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de ſe charger de la Garantie Generale des Traitez de Weſtphalie & d'Oliva dont il eſt fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles ſéparés, à laquelle Garantie generale, ils ne ſe ſont jamais engagés; mais que leur Gerantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & poſſeſſions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouiſſent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits poſſeſſions & Droits, & que c'eſt là l'intention de Leurs Majeſtez.

Quant aux Affaires de Thorn dont il eſt fait mention dans le premier des Articles ſéparez du Traité d'Hanovre ils s'engagent ſeulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raiſonnable ſatisfaction & reparation des infractions qui pourroient être faites en Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fuſſent ſans effet & qu'on trouvât néceſſaire de faire quelque choſe de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs déliberations, ſans être obligez à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau conſentement.

Enfin puiſque cette Alliance entr'autres a pour but l'établiſſement d'une entiere confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs Etats Généraux ſuppoſant que les Alliez ſe communiqueront mutuellement en toute confidence leurs penſées ſur les voyes & moiens qu'on jugera les plus efficaces en cas de beſoin, pour conſerver & maintenir les poſſeſſions & Droits ſusmentionnez, tant par raport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la perſuaſion & ferme Confiance que c'eſt là le véritable but & intention de Leursdites Majeſtez, leſdits Seigneurs Etats Généraux pour donner une marque de leur deſir de s'unir étroitement avec elles & de la haute eſtime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder au Traité & aux Articles ſéparez ci-deſſus inſerez, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrétien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Eſſe, Baillif de Lochum & Droſſart de Bedevors: Arnolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourguemeitre & Senateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putteu, Baillif & Dyckgraaft de Schieland: Iſaac van Hoorubeeck Conſeiller Penſionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Weſtfriſe, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaître de la Ville de Tholen: Gerart Godart Tars van Amcronge, Chevalier de l'Ordre Tentonique, Commandeur du même Ordre à Duesburgh, élu dans le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman Bourguemaitre & Senateur de la Ville de Slot, Everard Rouſe Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Lambert Henri Emmer Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputez à l'Aſſemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, de Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Acceſſion avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretegne & de Meynhertzhagen Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, pareillement munis de Pleins Pouvoirs.

Lesquels ayant conferé enſemble ſont convenus de la maniére ſuivante. Que leſdits Seigneurs Etats Generaux accederoient (ainſi que leſdits Srs. Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'acceder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles ſéparez:) les obligeans envers Leursdites Majeſtez à tout ce qui y eſt contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majeſtez avoüant leur but & intention être tels qu'il eſt exprimé ci-devant, accepteront l'Acceſſion de Leurs Hautes Puiſſances, ainſi que leſdits Srs. Ambaſſadeur, Miniſtres & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majeſtez cette Acceſſion, les obligeant envers Leurs Hautes Puiſſances à

ANNO 1726.

tout ce qui eſt conteun dans ledit Traité & Articles ſéparés, tout de même comme ſi elles avoient contracté avec Leurs Majeſtez dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puiſſances en cas de beſoin n'ayant pu être regié dans le Traité, ou eſt convenu qu'il ſera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article ſixième du Traité, il eſt déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précedens qui ſubſiſteront entre les Hauts Contractans & ſpecialement dans les termes de la ſtipulée Alliance de l'an mille ſept cent & dix-ſept.

Ce préſent Traité pour l'Acceſſion des Etats Généraux ſera approuvé & ratifié par Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Ratifications ſeront fournies ici à la Haye dans l'eſpace de deux Mois du jour de la Signature du préſent, ou plûtôt s'il eſt poſſible: en foi de quoi nous ſouſſignés conſtituez Plenipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleinspouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & leſdits Seigneurs Etats Généraux, avons ſigné le préſent Traité & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit ſigné*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*
(L.S.) *C. C. de Lintelo.*
(L.S.) *A. v. Zuylen van Nyvelt.*
(L.S.) *Iſ. van Hoornbeeck.*
(L.S.) *N. J. H. Nory.*
(L.S.) *A. v. Scheurman.*
(L.S.) *Everard Rouſe.*
(L.S.) *L. H. Emmez.*

ARTICLE SEPARE' ET SECRET.

LEs Seigneurs Etats Généraux ayant repréſenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Acceſſion ſignée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de manière qu'ils ſeroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défenſe, & qu'alors le tems néceſſaire pour attendre le ſuccès des offices qui auront été employés, & après leſquels ſeulement leurs Alliez ſont obligés de leur fournir les ſecours ſtipulez par l'Article troiſième du Traité d'Hanovre, pouvoit leur cauſer un préjudice conſiderable, & les laiſſer expoſez aux attaques les plus vives ſans les ſecours des Princes leurs Alliez, Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne, Britannique & Pruſſienne, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'interêt qu'Elles prennent à la conſervation de leur République ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas ſuſdits qui mettroient ladite République dans un danger évident; elles fourniront les ſecours ſtipulez par l'Article troiſième ſus-mentionné, même ſans attendre le ſuccès des offices & des Inſtances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Aggreſſeur pour procurer la ſatisfaction ou réparation réquiſe.

Cet Article demeurera ſecret & aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné aujourd'hui; il ſera ratifié de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous ſouſſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné le préſent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Signé*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*
(Etoit ſigné par les mêmes Deputez qui ont ſigné l'Acte d'Acceſſion.)

ANNO 1726.

DECLARATION.

COmme dans le quatrième Article du Traité ſigné à Hanovre le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, il eſt parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui ſeroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il eſt néceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix en general, les Députez des Etats Généraux des Provinces-Unies, du conſentement des Miniſtres de trois Puiſſances Contractantes, ont reſervé que Leurs Majeſtez venant à juger néceſſaire de concerter enſemble & avertir leſdits Seigneurs Etats Généraux ſur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux conſerveront ſur tout ce qui leur ſeroit propoſé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont euë avant leur Acceſſion audit Traité, ſans que par leur Acceſſion ils fuſſent tenus de prendre part aux meſures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Déclaration ſera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que celles du Traité de quoi nous ſouſſignez conſtituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné la préſente Déclaration, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Signé*)

(L.S.) *Le Marquis de Fenelon.*
(L.S.) *W. Finch.*
(Etoit ſigné par les mêmes Deputez qui ont ſigné l'Acte d'Acceſſion.)

Article ſéparé touchant le Commerce des Païs-Bas Autrichiens aux Indes.

QUoi qu'il ſoit clair & inconteſtable que Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le cinq & ſixième Articles du Traité de Munſter de l'an 1647. entre l'Eſpagne & la République des Provinces Unies ont acquis un Droit qui exclut les Sujets des Païs-Bas Autrichiens auſſi-bien que de tout autre Païs, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Eſpagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privileges ou Octroi que leſdits Seigneurs Etats Généraux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conſequent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez ſe ſont mutuellement obligez par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Néanmoins pour ôter là-deſſus tout ſujet de doute & de ſcrupule, les ſous-ſignez Ambaſſadeurs, Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrêtienne & Britannique, à la requiſition des ſouſſignez Députez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances, ont bien voulu déclarer, comme ils déclarent par ces préſentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le ſuſdit Droit réſultant des Articles cinquième & ſixième du Traité de Munſter, eſt compris ſous les Droits que les Alliez garantiſſent dans l'Article ſecond du Traité de Hanovre; & que ſi à cauſe de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majeſté Imperiale, contre toute attente, vouluſt ſuſpendre ou retenir le payement des Subſides dûs à la Republique pour l'entretien de ſes Troupes dans les Places de la Barriere, ou le payement des Intérêts & Capitaux hypotequez ſur divers fonds aſſignez par Sa Majeſté Imperiale pour la ſûreté de ce payement, ou vouluſt uſer de quelque ſorte de repréſailles ou voyes de fait, que l'intention de Leursdites Majeſtez eſt, que les Alliez protegeront & maſutiendront leſdits Seigneurs Etats Generaux, conformement à l'Alliance à laquelle ils ont accedé aujourd'hui, & ſe concerteront ſans aucun retardement ſur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir leſdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les ſuites qui en pourroient réſul-

ANNO 1726. resulter, sans pourtant que l'on puisse proceder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Ostende dans les Indes où ailleurs, avant que les Puissances Contractantes de cette Alliance le soient concertées là dessus. Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit signé par les deux Ministres de France & d'Angleterre, de même que par les Deputez, comme ci-dessus.*)

DECLARATION.

LEs Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, la resolution prise par Leurs Hautes Puissances d'acceder au Traité d'Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouté qu'eux Srs. Députez étoient munis d'un Pleinpouvoir, & qu'ils étoient prêts à proceder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparez, dressez sur cette Accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleinpouvoirs, & qu'ils étoient prêts à enclure & signer; mais le Sr. de Meinertshagen, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Pleinpouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, comme aussi les Députez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux considérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ultérieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la République au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-desavantageux au but qu'on s'est proposé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse, n'autorise aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparez; C'est par cette considération & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procedé à la Signature du présent Traité & des Articles séparez, laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si contre toute attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette résolution, ledit Traité & les Articles séparez ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clauses, de la manière qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en seront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août* 1726.

(*Etoit signé par les Ministres & Députez comme ci-devant.*)

XLVII.

10. Août. *Article secret du Traité d'Alliance Défensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie & le Roi de Prusse le* 10. *d'Août* 1726.

SA Majesté Imperiale de Russie déclare, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans un engagement d'assister son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Sleswig-Holstein, pour obtenir une satisfaction équitable au sujet de son ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, usurpé sur lui depuis pluieurs années par la Couronne de Dannemarc, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par conséquent elle songe absolument de quelle manière remplir effectivement cette obligation où Elle se trouve. ANNO 1726.

Et comme Sa Majesté Prussienne sera bien-aise à l'avenir, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de delai, délivré des inconveniens qu'il a soufferts jusqu'ici; Aussi employera-t-Elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plûtôt possible à un Accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujet.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but desiré par des représentations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'Elle observera une exacte Neutralité, & ne se declarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse s'offre à ne point insister davantage sur cette Reservation qu'Elle a interposée auprès de Sa Majesté Imperiale des Romains au sujet de l'Investiture du District de Stettin, mais plûtôt à s'en desister entièrement.

Sa Majesté Imperiale de Russie, en vertu de cet Article secret, se charge aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'il annulle & casse effectivement ladite Reservation.

En foi de quoi on a expedié, signé, scelé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inseré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. *Fait à St. Petersbourg le* 10. *d'Août* 1726.

XLVIII.

Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence de Tripoli, conclu en 1726.

I. ON est convenu que de ce jour il y aura Paix entre l'Empereur & ses Sujets & le Royaume de Tripoli de Barbarie & ses Sujets, tant par Mer que par Terre, que toutes hostilitez cesseront de part & d'autre, & que s'il arrive que doresnavant quelques Vaisseaux, Personnes ou Effets sont pris, les Personnes seront mises en liberté, & leurs Effets & Vaisseaux leur seront rendus.

II. Il y aura doreshavant une entiere liberté & sûreté de Navigation tant par Mer que sur les Rivières, & du Commerce par Terre, & quant au Négoce (à l'exception de celui qui sera défendu) il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemans, mais aussi ceux des Païs-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, & autres Païs contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dependantes de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on ne sera pas obligé à indemnisation, pourvû qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiseurs Tripolitains rencontreront quelque Vaisseau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquieteront pas, bien loin de là en étant requis ils lui donneront toute assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre dessus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaisseaux de Guerre Imperiaux observeront la même chose à l'égard des Bâtimens Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algeriens conduisissent quelque Vaisseau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dépendance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prenoient quelque Bâtiment où il se trouveroit des Sujets de l'Empereur qui se-roient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets, la même chose

ANNO 1726. choſe ſera obſervée à l'égard des Paſſagers Tripolitains que les Imperiaux prendroient dans des Bâtimens Ennemis. De plus, tous Etrangers qui ſe trouveront ſous ſon Pavillon ſeront tenus pour ſes Sujets.

VII. Il ne ſera permis en aucune manière, bien loin de là, il ſera défendu expreſſement à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaiſſeaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire auſſi pour les Ennemis reſpectifs quels qu'ils ſoient.

VIII. Sa Majeſté Imperiale établira un Conſul à Tripoli, qui aura la préſéance ſur tous les autres Conſuls, & jouïra de tous les Droits, Privileges, & Franchiſes uſitées, il aura pouvoir de donner des Paſſeports, & de juger de tous les différens qui ſurviendront entre les Sujets de l'Empereur ſans qu'aucun autre Juge puiſſe s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient ſurvenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha & le Dey en ſeront les Juges, & quant à ceux qui ſurviendront hors de Tripoli, ils ſeront jugez par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un Sujet de l'Empereur bâtit un Mahometan, il ne ſera ni jugé ni puni qu'en préſence du Conſul après que le crime aura été averé; mais ſi le coupable ſe ſauve, le Conſul ne ſera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne ſera point rompuë pour quelque infraction ou contrevention qui pourroit être commiſe, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée ſera punie ſur celui qui l'aura commiſe.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à ſe maltraiter & à ſe cauſer quelque dommage, le coupable ſera ſeverement puni, et qui auroit été pris, ſera reſtitué & le Capitaine caſſé.

XIII. Si par malheur cette Paix eſt rompuë, il ſera accordé un terme de trois Mois au Conſul & à ſes Gens pour ſe retirer, ſans leur cauſer la moindre dommage.

XLIX.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puiſſans Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, & la Regence d'*ALGER, *fait en Alger le* 8. *Sept.* 1726. *ſelon l'Ere Chrétienne, & le* 11. *de la Lune de Muharan* 1139. *ſelon l'Ere de l'Hegire.* [Copie imprimée.]

I. ON eſt convenu, qu'il y aura dès à préſent & à l'avenir une Paix ſtable & ſincère entre Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & l'Illuſtriſſime, Magnifique, Sage & Vertueux *Abdy*, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuſe de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaiſſeaux des ſuſdites Puiſſances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir ſe cauſer aucun dommage ou préjudice, ſoit de fait ou par parole: au contraire, ils devront ſe témoigner réciproquement toute l'amitié & civilité poſſible, ſans rien prétendre les uns des autres. *Fait en l'année* 1139 *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

II. Nous ſommes convenus, en vertu de la préſente Paix, & pour faciliter le débit des Marchandiſes qui ſeront aportées par les Vaiſſeaux de Leurs Hautes Puiſſances, ou de leurs Sujets, tant à *Alger* que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être expoſées en vente, d'en reduire le Droit d'Entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, ſuivant l'ancien uſage; & l'on ne pourra rien eriger de celles qui n'ayant pû être vendues, ſeront rembarquées à bord desdits Vaiſſeaux, leſquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, ſans qu'on puiſſe y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandiſes de Contrebande, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres ſortes de Bois de Charpente pour la conſtruction des Vaiſſeaux, Poix, Goudron, & autres choſes propres à la Guerre; les Habitans desdits Païs-Bas ne ſeront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726. ANNO 1726.

III. Lorſque les Vaiſſeaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puiſſances, & ceux d'Alger ſe rencontreront en Mer, bien loin de ſe cauſer aucun trouble, ils devront ſe ſéparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: Ceux qui ſeront à leur bord, de quelque Nation que ce ſoit, ne pourront être moleſtez tant en leurs Perſonnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils veuillent aller, il ne ſera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de ſe cauſer aucun dommage de part ni d'autre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être. *Fait en l'an* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaiſſeau de Leurs Hautes Puiſſances, ſoit petit ou grand, commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe, dans laquelle outre les Rameurs, il ne devra y avoir tout au plus que deux Perſonnes; & étant arrivez audit Vaiſſeau, il ne pourra y monter que deux Hommes ſans la permiſſion du Capitaine; lequel ayant produit ſon Paſſeport, la Chaloupe devra ſe retirer d'abord, ſans que le Vaiſſeau puiſſe être retenu ni détourné de pourſuivre ſon voyage: Et lorſque les Vaiſſeaux de Guerre de Leurs Hautes Puiſſances rencontreront quelque Vaiſſeau Algerien, ſoit de Guerre ou Marchand, muni d'un Paſſeport du Dey d'Alger, ou du Conſul Hollandois qui y réſide, on ne pourra toucher ledit Vaiſſeau en aucune manière, mais il continuera ſon voyage en toute ſureté. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaiſſeaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation, il ne leur ſera pas permis de le moleſter en aucune manière. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

VI. Les Vaiſſeaux de Leurs Hautes Puiſſances venant à ſouffrir quelque dommage ſur les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Perſonnes ni Effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Eſclaves les Perſonnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le ſecours poſſible, pour ſauver leurs Perſonnes & leurs Effets. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaiſſeau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui ſeront en Guerre avec Leurs Hautes Puiſſances. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

VIII. Aucun Vaiſſeau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre ſon cours à la vûë de quelques Places, Forts ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puiſſances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au préjudice de la Paix. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

IX. Il ne ſera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaiſſeaux, Perſonnes, ou Marchandiſes appartenant aux Sujets de Leurs Hautes Puiſſances. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

X. En cas que les Vaiſſeaux de Guerre de Leurs Hautes Puiſſances amenent dans les Havres ou Dépendances d'Alger, quelques Priſes ou Marchandiſes d'icelles, on ne pourra y aporter aucun empêchement; mais il leur ſera libre de les vendre, ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les ſuſdits Vaiſſeaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & pourront acheter leurs Proviſions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XI. Lorſque les Vaiſſeaux de Guerre de Leurs Hautes Puiſſances viendront jetter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Preſens ou Rafraichiſſemens accoûtumez; & ſi quelque Eſclave ſe ſauve à la nage à leur bord, ils ſeront tenus de le ramener à Alger, ſans pouvoir s'en excuſer, ſous prétexte qu'ils ne l'ont

ANNO 1726. l'ont pas vû, ou que l'Equipage l'auroit caché. *Fait en l'Année* 1130. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ne pourront être pris, vendus ou faits Eſclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et en vertu de la préſente Paix, perſonne ne ſera tenu d'acheter aucun Eſclave contre ſon gré, quand même il ſeroit de ſa Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on ſera convenu, & aux termes ſtipulez. Les Patrons ne ſeront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Eſclaves, à un certain prix, ſoit Eſclaves du Bacha, du Baillick ou des Galères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière uſitée par les autres Nations. *Fait en l'année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XIII. Quelque Marchand ou Sujet de Leurs Hautes Puiſſances venant à déceder à Alger ou dans quelque autre Place qui en dépend, le Dey ni aucune autre Perſonne ne pourront mettre la main ſur ſes Effets. Si le Défunt a inſtitué un Héritier ou Exécuteur, celui ſeul, en cas qu'il ſoit ſur les Lieux, ſe chargera des Effets, en dreſſera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il apartiendra, ſans que Perſonne puiſſe y aporter aucun empêchement: mais ſi quelqu'un desdits Sujets meurt ſubitement ſans faire de Teſtament, & que le légitime Héritier n'y ſoit pas preſent, en ce cas, le Conſul Hollandois ſe chargera de ſes Effets ſous un Inventaire exact, & les gardera juſqu'à ce qu'il ait reçû ſur ce ſujet les ordres du Païs du Défunt. *Fait en l'Année* 1130. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, ſoit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandiſes contre leur gré: On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaiſſeaux ſans leur conſentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances, ait contracté des Dettes qu'il ne ſeroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occaſion, à moins qu'il ne ſe ſoit rendu ſa Caution librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances vient à avoir quelque diſpute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre Habitant de ce Païs-là, l'affaire ſera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque different, l'affaire ſera portée devant le Conſul, qui en decidera. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puiſſances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à bleſſer ou tuër l'autre, cette affaire ſera pourſuivie ſuivant les Loix du Païs, & l'on donnera la ſatisfaction accoutumée; mais ſi un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances trouve le moyen de ſe ſauver après avoir tué un Turc ou Maure, en ſorte qu'il ne puiſſe être arrêté, on ne pourra à cette occaſion inquieter ni moleſter le Conſul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de rétablir, nous ſommes convenus qu'en cas qu'il ſurvienne quelque incident de part ou d'autre, qui puiſſe cauſer des broüilleries, le Conſul ni les autres Sujets de Leurs Hautes Puiſſances qui ſe trouveront alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, ſoit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtez, & il leur ſera libre de s'embarquer ſous quel Pavillon qu'ils voudront, ſans qu'on puiſſe les en empêcher, ou retenir en chemin, eux leurs Perſonnes, que leurs Effets & leurs Domeſtiques.

Item, le Conſul pourra tenir en ſa Maiſon un Prédicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrétienne Réformée; & les Eſclaves qui voudront aſſiſter à ce Service Divin, ne pourront en être détournez aux jours deſtinez pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils appartiennent à des Particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XVII. Le Conſul qui ſe trouvera ici actuellement ou dans la ſuite, quel qu'il puiſſe être, y ſera en toute ſureté & liberté, & perſonne ne pourra l'inquieter ni moleſter, ſoit en ſa Perſonne ou en ſes Effets: Il lui ſera libre de faire le choix de ſon Truchement & Courtier; & lorſqu'il voudra s'embarquer pour ſe retirer, on aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, perſonne ne pourra y aporter aucun empêchement, & il lui ſera permis d'exercer publiquement dans ſa Maiſon la Religion Chrétienne Reformée. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726. ANNO 1726.

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puiſſances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui ſera rencontré par un Vaiſſeau d'Alger, perit ou grand, ne pourra être moleſté, ſoit en ſa perſonne, ſon Argent, ſes Effets, ou ſes Domeſtiques; Pareillement, ſi un Algerien ſe trouve embarqué ſur un Vaiſſeau de quelqu'un qui ſoit en Guerre avec Leurs Hautes Puiſſances, on ne pourra non plus le moleſter, ni en ſa Perſonne, ſon Argent, ſes Effets, ni ſes Domeſtiques. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puiſſances, venant à la Rade d'Alger, y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Conſul, le Dey le ſera ſaluër par 21. coops de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXI. La préſente Paix étant ſcellée & confirmée, avec le conſentement du grand & puiſſant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquiſition de tout ce qui s'eſt paſſé durant la Guerre: Et la préſente Paix ſera perpetuelle, ſtable & ſincère,

En cas que l'on faſſe quelque Priſe ſur quelqu'une des Parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la concluſion de cette Paix, on ſera obligé de reſtituer ladite Priſe ou la valeur. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXII. S'il ſe paſſe à l'avenir quelque choſe contre cette Paix, de quelque côté que cela puiſſe venir, on ne pourra à cette occaſion ſe faire la Guerre; mais celui qui ſera leze exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable ſera puni comme Perturbateur du repos public. Item, les Paſſeports ſeront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXIII. Les Priſes que les Marchands Hollandois acheteront à Alger, ou en Mer de quelque Corſaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront tenlement être munies d'une Déclaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture; moyennant quoi, leſdites Priſes étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Achereurs veulent les conduire, ne pourront être moleſtées par ceux-ci qui ſur ladite Déclaration les laiſſeront paſſer librement. *Fait en l'Année* 1139. *l'onzième jour de la Lune de* Muharan, *qui eſt le* 8. *Septembre* 1726.

XXIV. *Concluſion.* Loué ſoit la Majeſté de Dieu très-haut, par la bonté duquel notre Paix eſt renouvellée & ſcellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ere de Jéſus-Chriſt, & de l'Egire du Prophete 1139. l'onzième jour de la Lune de *Muharan.*

Etoit ſigné,

(L.S.) USAIN ISOUFF, *Aga, Général des Janiſſaires du plus Occidental Royaume d'Alger.*

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSSEN DE SOMMELSDYCK.

(L.S.) AARV BEN MAHOMET, *Bacha, Maître du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.*

Lettre écrite par ABDI *Paſcha Dei d'Alger à Leurs Hautes Puiſſances, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *au ſujet de la Paix conclue avec eux, & en confirmation d'icelle. Alger le* 13. *jour du Mois de Muharrem* 1139. *E-* 10. Sept.

ANNO 1726. *re de l'Hegire & 10. Septembre 1726. Ere Chrétienne.* [Copie imprimée.]

LE Prince des Princes ABDI BACHA, General du Païs Occidental d'*Alger*, aux REGENS DE HOLLANDE nos Grands Amis, Salut.

Après le précedent ſouhait d'amitié & la chere Salutation de la part de S. Exc. *Abdi Bacha*, dont Dieu faſſe proſperer les deſirs, General & Regent de l'Arſenal des Exploits-Militaires du Païs Occidental d'*Alger*, l'un des Royaumes conſervez ſur les dernieres Frontieres de S. H. notre très-grand & très-puiſſant Empereur le Sultan *Aehmet-Cham*, par l'aide de Dieu & le ſecours du Tout-Puiſſant, Empereur & Refuge du Monde, dont le Dieu adoré & très-haut rende le Regne de longue dorée juſqu'au jour du retour: que le Grand Dieu très-haut nous faſſe tous proſperer dans le bien! Amen.

GRANDS AMIS,

Comme il eſt entré par votre ordre dans la Jurisdiction d'*Alger* 8. Vaiſſeaux de Guerre pour changer l'Inimitié qui étoit entre Nous en Amitié, & pour affermir la Paix & l'Union.

On a jugé ici bon & valable, par la convention des Membres des Divans, des Janiſſaires, de la Puiſſance de Guerre beole de Dieu, & d'autres ſages & vaillans Commandans, de faire la Paix avec Vous, oos bons Amis.

Notre Pais & amitié eſt done conclaë avec Vous ſur les Articles ſtipulez ci-devant par feu *Ali Bacha*, aux conditions de tout ce qui a pu avoir été promis à notre Regence.

Ainſi, Grands Amis, que le Dieu adoré & très-haut donne que ſa Paix & amitié puiſſe auſſi de votre côté être durable! Amen.

Ecrit dans la Reſidence conſervée d'*Alger* le 13. jour de la Lune de Maharam-Elaram de l'année 1139. de l'Egire, & de l'Ere de Jeſus, ſur qui ſoit Benediction, 1726.

L.

Octobr. *Diplome d'Aſſeurance donné par* AUGUSTE *Roi de Pologne aux Etats aſſemblés de la* REPUBLIQUE, *ſur l'Affaire de* COURLANDE *portant promeſſe de faire revenir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Inveſtiture à un nouveau Duc, ſoit en particulier ou conjointement avec les Etats de ce Païs.* Avec *le* PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.* [Simple Copie & Traduction.]

AUGUSTE II., par la grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. D'autant que Nous avons toûjours regardé l'Amitié & l'Affection de nos très-chers Bourgeois & Habitans de ce Royaume, comme le principal & le plus ſolide Fondement de nôtre Régeoce, & que Nous avons râché & tâchons encore d'étendre les Frontieres de la République, & d'y rejoindre les Païs démembrez: A ces Cauſes, & pour prévenir tout les prétextes qui pourroient cauſer quelque méfiance entre la Majeſté & la Liberté, en conſequence des *Pacta Conventa* & de notre précedent Diplôme, Nous avons bien voulu promettre & engager notre Parole Royale, que Nous oe permettrons à qui que ce ſoit de démembrer la Province de Courlande du Corps de la République, unquel elle a été jointe depuis tant de tems, & qui, en vertu des *Pacta* ou Conventions de Soumiſſion, doit rentrer ſous la Dépendance du Roi & des Etats du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, après la mort du Duc *Ferdinand* ſans Enfans mâles.

Dans cette vûe, & pour ôter toute eſperance à ceux qui aſpirent à cette Succeſſioo, Nous déclarons qoe Nous n'accorderons jamais l'Inveſtiture à un nouveau Duc, ſoit en particuller ou coujointement avec les Etats.

Nous ne donnerons oon plus aucun ſecours à qui que ce ſoit, directement ni indirectement: Au contraire, Nous envoyons ordre au Comte Maurice de Saxe, de ſe retirer inceſſamment du Duché de Courlande, ſans pouvoir y retourner, ni y prendre intérêt, ſous quelque prétexte, prétention ou titre que ce puiſſe être. ANNO 1726.

Nous déclarons de plus, que Nous obligerons ledit Duc à rendre tous les Inſtrumens & Actes, qui ont été faits en ſa faveur dans une Aſſemblée détenduë, pour les remettre aux Etats de cette République actuellement aſſemblez en Diete, comme étant de nulle valeur; & les Courlandois qui ont été les Auteurs de ces Inſtrumens & Actes, ſeront jugez devant nos Tribunaux de Relation.

Ordonnons & promettons que le préſent Diplôme, ſigné par Nous, & ſcellé du Sceau de la Couronoe & du Grand Duché de Lithuanie, ſoit remis entre les mains du Maréchal de la Diete, & inſeré noo ſeulement dans le Livre des Loix, mais auſſi dans la Matricule de chaque Palatinat, &c.

PROJET *d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.*

D'Autant que l'experience fait voir, que les Etats & les Nations qui ſont reünis ſous un Chef & une ſeule Forme de Régence, rendent un Corps plus heureux, plus puiſſant, & plus facile à gouverner, que lors qu'ils ſont partagez, ou desunis; & que Nous nous en tenons aux Pactes & Engagemens éternels de Soumiſſion & d'Incorporation, conclus librement & ſans aucune reſtriction, & confirmez par Serment, de même qu'à la Conſtitution ou Etabliſſement de l'Année 1589., au défaut des Hoirs Mâles du préſent Duc *Ferdinand*, de la Famille des *Ketlers*, conſervant tous ſes Droits, Poſſeſſions & Libertez pendant ſa Vie; l'exemptant, eu égard à ſon grand âge & aux ſervices qu'il a rendus à la République, de l'obligation de venir en Perſonne prêter Serment & faire Hommage, ſuivant le contenu de la Conſtitution de 1683; & lui permettant de s'en acquitter par un Envoyé.

A ces Cauſes, Nous réünifſons & incorporons au Royaume de Pologne & au Grand Duché de Lithuanie, le Duché de Courlande & de Semigale, avec le Territoire de Pilten, & tout ce qui en dépend, de la même maniere qu'ils ont ci-devant été réünis & incorporez au Corps de la République, Nous les recevons comme Concitoyens de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ainſi qu'ils ont été reçûs ci-devant, avec les Droits, Libertez & Privileges qui leur ont été accordez. Nous leur promettons de les aſſiſter & défendre avec les Armées de la République, contre toute Poſſeſſion injuſte, & contre toute lovaſioo des Ennemis.

En excluant, rejettant & abolliſſant à perpetuité toute Subſtitution ou Inveſtiture d'un nouveau Succeſſeur, après la mort du préſent Duc Ferdinand; Nous rompons & annullons en même tems toutes les entrepriſes & Pratiques qui ont été faites injuſtement contre les Mandats, Ordres, & Defenſes, & particulierement la derniere Aſſemblée illicite, avec tous les Actes qui y ont été dreſſez touchant une prétenduë Succeſſion éventuelle: Et en vertu de notre Pouvoir Suprême, & de la Puiſſance immediate de la République, Nous déclarons par une Loi perpetuelle & irrevocable, toutes ces Entrepriſes, Pratiques, & Actes illicites, de nulle valeur, & inſoboſſtaus, ſans qu'on en puiſſe jamais tirer aucun avantage.

Et afin que les Demsndes & Repreſentations des Etats de la Province de Courlande, au ſujet des affaires Domeſtiques, & des arrangemens pris pour l'affermiſſement du Bien interieur & de la Régence puiſſent être expediées & terminées plus promtement, à l'avantage d'uo chacun; Nous nommons, du conſentement de tous les Etats de la République, pour Commiſſaires, de la part du Senat, Meſſieurs N. N.; & de la part de l'Ordre de la Nobleſſe, Meſſieurs N. N., noo ſeulement pour écouter & examiner leſdites Demandes & Repreſentatious, mais auſſi pour faire ſur tout les Reglemens de cette Province, & en conſequence, ajuſter tous les Differends, & toutes les prétentions Domeſtiques & étrangeres; avec ordre de faire rapport de tout à la République, afin d'en recevoir l'approbation & la confirmation à la prochaine Diéte.

Nous donnons pouvoir auxdits Commiſſaires de juger promtement & de faire punir tous ceux qui pourroient s'oppoſer ou ſe rebeller cootre les Droits de la République, ou l'Autorité des Commiſſaires & de la préſente Conſtitutioo: Enjoignant avec l'Autorité de la

ANNO 1726. la préſente Diète, aux Généreux des deux Nations, de les aſſiſter de Tropnes, lorſqu'ils en ſeront requis; & voulant que leſdits Commiſſaires ayant fixé le tems de la Commiſſion par des Lettres circulaires, ils l'exécutent auſſi promtement qu'il ſera poſſible.

Nous défendons en même tems, par Autorité de la préſente Diète, à tous les Habitans du Duché de Courlande & de Semigale, & du Territoire de Pilten, ſoit en général ou en particulier, d'entretenir aucune Correſpondance, Négociation ou liaiſon avec les Miniſtres Etrangers; de faire quelques nouveautez, ou de ſomenter des Entrepriſes préjudiciables aux Droits de la République, ſoit directement ou indirectement, ſous quelque titre, apparence ou lueur que ce puiſſe être; ſous peine de Crime de Leze-Majeſté & de Haute-Trahiſon, & de toute autre punition ſuivant la rigueur des Loix: à quoi ſeront auſſi ſujets tous ceux qui ſeront découverts dans la ſuite être les Fauteurs, Complices & Exécuteurs desdites Contraventions, conformement aux Loix établies par le Traité de Varſovie, &c.

LI.

12. Oct. *Traité Apocryphe de Wuſterhauſen entre l'*EMPEREUR *& le Roi de* PRUSSE, *ſigné le* 12. *Octobre* 1726.

In Nomine Domini, Amen.

CUm tam juſtum tamque naturale nihil ſit inter Principes quàm acquiſita ſibi jura poſſeſſionesque, Regna inſuper, Provincias ac Ditiones, ſive armis occupatas, ſive ſucceſſionis vel alio quovis jure poſſeſſas conſervare, cùmque propterea ad id aſſequendum nihil magis proficuum utileve eſſe videatur, quàm Fœdera inire, &c.

ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque Fœdus, in quo nihil aliud quàm ſuorum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque ſecuritatem, Principes contrahentes quærunt, nec non totius univerſæque Europæ Pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majeſtas Boruſſiana pollicetur Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati manutentionem ſen guarantiam quoad ordinem ſucceſſionis in omnibus totius Europæ Regnis, Provinciis & Ditionibus Hæreditatis Domûs Auſtriæ, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas ordinavit in primo Articulo ſecreto hujus Tractatûs ſive Fœderis, nec aliter, nec alio modo, adeò ut ſi quis in hoc Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati quàlibet de caulâ armis ſe opponere temet, tunc non ſolum Sua Sacra Regia Majeſtas Boruſſiana auxilia, quæ infrà in Articulo ſeptimo hujus Tractatûs ſive Fœderis ſtipulata ſunt, irrefragabiliter præſtabit, verùm etiam ſi res & neceſſitas poſtulabunt, Aggreſſori Bellum indicet eo modo & formâ, & ſecundum Leges & Conventiones quæ in Articulo ſecreto hujus Tractatûs ſeu Fœderis exprimuntur, nec Pacem cum illo inibit, niſi ſervatis quæ in eodem Articulo declarantur.

II. E contrà Sua Sacra & Catholica Majeſtas promittit ac pollicetur Suæ Sacræ Majeſtati Boruſſianam guarantiam ſeu manutentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, ab eâdem Suâ Sacrâ Majeſtate Boruſſianâ in Europâ poſſeſſarum; adeovè ſi quis quàcunque de caulâ eandem Suam Sacrem Boruſſianam Majeſtatem armis hoſtiliterve infeſtarent, tunc Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas, non ſolùm auxilia quæ infrà in dicto Articulo ſeptimo ab eâdem promiſſa ſunt, Sereniſſimo Regi Boruſſiæ transmittet, verùm etiam ſi neceſſitas & res id poſtulabunt, Aggreſſori Bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto Articulo ſecreto inter eandem Suam Sacram Cæſaream & Catholicam Majeſtatem & eundem Sereniſſimum Regem Boruſſiæ conventum eſt, nec Pacem cum illo inibit, niſi juxta conditiones & Leges eodem dicto Articulo declaratas.

III. Inſuper Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas promittit & ſponder ſe omnes curas ſuas, omniaque ſtudia & officia converſuram, ut nulla ſuperſit ſuprà Berghæ & Juliaci Ducatibus difficultas, omnesque prætentiones compeſcantur, atque, qui impræſemiarum adſunt prætenſores omnibus ſuis prætenſis Juribus renuncient, eaque æquo animo cedant Suæ Sacræ Boruſ-

liaræ Majeſtati, adeò ut poſt mortem Sereniſſimi Electoris Palatini, Sereniſſimus Rex Boruſſiæ ſolus & pacificus poſſeſſor dictorum Ducatuum in futurum dicatur & ſit, absque eo quod nullus eorum, ſeu quilibet alius illi impoſterùm audeat aut poſſit Berghæ & Juliaci Dominium controvertere & diſpmare. ANNO 1726.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas pollicetur ſe omne ſtudium, omniaque officia apud Excellentiſſimum Principem de Sulzbach interpoſiturum, ut ſpacio ſex menſium, à die concluſionis ſeu Signaturæ præſentis Tractatûs, præfatus Princeps omnibus & cunctis prætentionibus ſuper Ducatum Berghæ & Ravenſthenii in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ renunciet, adeò ut poſt mortem præfati Sereniſſimi Principis Electoris, ſtatim Sereniſſimus Rex dicti Ducatûs liberam & abſolutam poſſeſſionem absque ullâ difficultate ſeu impedimento capere poſſit.

V. Si verò intra dictum ſpatium ſex Menſium Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas efficere non poterit, ut præfatus Excellentiſſimus Princeps de Sulzbach dictam Ceſſionem ſeu Renunciationem in favorem dicti Sereniſſimi Regis Boruſſiæ faciat, tunc eadem Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas promittit ac ſe obligat, ſe liberum Dominium, abſolutamque poſſeſſionem in aliâ quàcunque ejusdem valoris Ditione ex iis quas ipſe impræſens in Regnis & Provinciis Sacri Romani Imperii poſſidet, eidem Sereniſſimo Regi Boruſſiæ traditurum.

VI. In compenſationem verò omnium quæ à Suâ Sacrâ Cæſareâ & Catholicâ Majeſtate promittuntur, Sereniſſimus Rex Boruſſiæ non ſolum ea quæ ſuperius in Articulo primo hujus Tractatûs ſeu Fœderis promiſſa ſunt, quæque inferiùs in Articulis ſubſequentibus promittuntur Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati præſtabit, verùm etiam ad omnia ea, quæ in Articulis ſecretis conventa ſunt, ſe obſtringit, & præſertim ad ea quæ in tertio ſecreto Articulo continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expreſſè reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter ſe mutuò præſtanda attinet, Sua Sacra Majeſtas Boruſſiana promittit ac ſeſe obligat in caſu Belli, id eſt, in caſu quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas à quovis quàlibet de caulâ armis infeſtetur, ſe eidem Suæ Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati irrefragabiliter transmiſſuram decem aut duodecim millia Militum, idque ſecundùm contingentias, occaſiones & caſus, qui in ſecundo Articulo ſecreto continentur & explicantur, & eodem modo & ordine de quo in dicto Articulo ſecreto agitur. Eodem modo in caſu quo Sereniſſimus Rex Boruſſiæ à quovis quàlibet de caulâ armis inſeſtetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas eidem Sereniſſimo Regi Boruſſiæ juxtà contingentias, occaſiones & caſus in dicto Articulo ſecreto expreſſos, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuò invicemque irrefragabiliter præſtare ſpondet. Cæterum Principes Contrahentes, pro eo quod ſpectat ad ſuſtentationem præfatarum Copiarum auxiliarium, mutuò ſe obligant ad id quod ſatis expreſſè in eodem dicto Articulo ſecreto conventum eſt.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas die 6. Auguſti hujus anni 1726. Fœdus iniit Viennæ cum Suâ Sacrâ totius Ruſſiæ Majeſtate, quod pariter totius univerſæque Europæ bonum reſpicit, ideò Sereniſſimus Boruſſiæ Rex eidem dicto Tractatui ſeu Fœderi Viennæ inter eosdem concluſo accedere intelligitur, idque conſenſu Partium Contrahentium, non ſecus, nec alio modo, ac ſi dictus Tractatus de verbo ad verbum præſenti Tractatui inſertus foret, volentibus Principibus Contrahentibus, ut omnia ea, quæ in eodem Tractatu ſeu Fœdere continentur, eandem vim habeant, ac ſi ad unguem hîc expreſſa reperirentur.

IX. Quod attinet ad Ratificationem præſentis Tractatus ſeu Fœderis, Principes Contrahentes ſpatium ſex Menſium decernunt; id autem intelligi volunt, non à die concluſionis ſeu Signaturæ præſentis Tractatûs ſeu Fœderis incipiendum eſſe, ſed ſolùm à die, quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas præfatam Renunciationem ſeu Ceſſionem Jurium in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ ab altèſato Excellentiſſimo Principe de Sulzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ Renunciationis ſen Ceſſionis Jurium, à die, quo Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas tradiderit Sereniſſimo Regi Boroſſiæ liberum Dominium, abſolutamque Poſſeſſionem in aliâ quâcunque ejusdem valoris Ditione in iis quas ipſe impræſens in Regnis & Provinciis

ANNO 1726. vineiis Sacri Romani Imperii poſſidet, ut ſuprà in Articulo quinto hujus Tractatûs expreſſum eſt, quo tempore Ratificationum Inſtrumenta Viennæ commutabuntur. Si verò intra prædictum ſpatium ſex Menſium Sua Sacra Cæſarea & Catholica Majeſtas prætatam Renunciationem ſeu Jurium Ceſſionem à dicto Excellentiſſimo Principe de Sulzbach in favorem Sereniſſimi Regis Boruſſiæ reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut ſuprà dictum eſt, præſtare recuſaverit, eo caſu Sereniſſimus Rex Pruſſiæ declarat & intelligit præſentem Tractatum ſeu Fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum eſſe, eudem prorſus modo, ac ſi nunquam factum, concluſumve ſuiſſet, jamque nunc pro tunc de nullitate præſentis Tractatûs protellatur.

In quorum fidem præfati Miniſtri Plenipotentiarii præſentem Tractatum ſeu Fœdus duplici ad amuſſim Copiâ exaratum atque confectum, propriis manibus ſubſcripſerunt, ſigillisque appoſitis muniverunt. *Actum Wiſterdomi die* 12. *Octobris* 1726.

LII.

1727. 8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Régence d'Alger, conclu à Conſtantinople le* 8. *Mars* 1727.

I. L'An mille cent trente-neaf du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, le cinquiéme, c'eſt à-dire, le 26. de Février de l'An du Seigneur mille ſept cens vingt-ſept, l'on eſt convenu, que ſelon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateriet & Hoſtilitez par Mer & par Terre ceſſeront entre les Sujets & Vaiſſeaux du Senat d'Alger; & ſi depuis le ſuſdit jour aarroit été eauté quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il ſera totalement reparé, & que les Vaiſſeaux pris & pillez, les Captifs & toutes autres choſes quelconques ſeront entierement reſtituées.

II. Que le repos & la tranquillité ſeront à l'avenir conſervez entre tous les Ports ſoumis au Très-Puiſſant Empereur des Romains, & auſſi les Pais-Bas ſitaez à l'Ocean, l'Iſle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de Fiume & de Trieſte dans la Mer Adriatique, & ſes autres Sujets de quelqae Païs & de quelque Nation qu'ils ſoient, de même qu'entre les Sujett du Senat d'Alger & ſes Habitans.

Que l'on obſervera pareillement toute ſûreté entre les Vaiſſeaux & les Pavillons des deux Parties, en quelque endroit qu'ils ſe trouvent.

Qu'ils n'entretont point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y teront point de Commerce; mais ſi la néceſſité exigeoit que les Vaiſſeaux de l'aue des Parties, à cauſe de la vehemence de la Tempête ou de la pourſuite des Enaemis, duſſent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourront y entrer; & quand ils ſeront arrivez ſous le Canon, qu'ils y ſeront en ſûreté & ſecurité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates pourſuivent les Vaiſſeaux Marchands, avant que vingt-quatre heures ſoient paſſées.

III. Si quelques Vaiſſeaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par néceſſité été contraints de ſe retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article ſecond, la Garniſon des Ports tâchera de les défendre; & ſi en ſemblable cas, ils tuſſent pris par les Enaemis, la reſtitution n'en pourra être demandée à aueune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaiſſeaux Pirates armez dans les Provinces Algeriennes, ſortant en Mer, & rencontrant des Vaiſſeaux portant Pavillon Allemand de quelqae Païs qu'ils ſoient, munit de Paſſeports ſignez des Gouverneurs deſdits Païs, de tsçon cependant que les Cachets ſoient pareils aux Paſſeports, Cachers & Pavillons, qui ſeront envoyez par le Conſul à nommer dans ces contrées, ils les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage, ſans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le ſecours & les proviſions dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs néceſſaires pour la conduire, afin de reconnoître & viſiter le Vaiſſeau, & examiner leſdits Paſſeports; & les ordres ſeront donnez à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront ſortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaiſſeau, à moins que le Commandant n'en donne la permiſſion à pluſieurs.

Les Vaiſſeaux des Capitaines prendront auſſi des Paſſeports du Conſul Reſident à Alger, à la vûe deſquels on les laiſſera partir, & ſeront aſſurez que tout traitement favorable leur ſera accordé. Ces Paſſeports ne ſe donneront point à des Etrangers. ANNO 1727.

V. Si quelques Vaiſſeaux Ennemis des Allemands, menoient quelques Sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à Terre; mais s'ils les débarquoient, ils ſeront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui ſeront trouvez ſur un Vaiſſeau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvez ſur un Vaiſſeau Allemand, quiqu'il y eût Guerre entre eux, ne ſeront point faits Eſclaves, & leurs Effets leur ſeront reſtituez: la même choſe ſe pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne ſera donné aucun ſecours ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis, & qui ſont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'inſtigation de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux; & les ordres ſeront envoyez aux Ports ſoumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puiſſent être, n'équipent des Vaiſſeaux par le commandement ou ſous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui ſont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaiſſeau dans les Ports Algeriens pour courir ſur eux, & il ne ſera permis auſſi aux Ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il ſera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Conſul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Paſſeports; lequel ſelon l'uſage obſervé auprès de la reſpectable Porte, aura auſſi auprès dudit Senat le premier rang parmi tous les autres Conſuls; & s'il ſurvient quelque different ou Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Conſul les décidera, ſans que les Juges du lieu puiſſent s'en mêler, & jouïra ledit Conſul de toutes les Coûtumes & Franchiſes dont jouiſſent les Conſuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque differend ou Procès entre un Allemand & un Muſulman, le Très-Honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoiſſance; mais que ſi tels differens ou Procès ſurviendroient en d'autres Contrées ſoumiſes à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frapé un Muſulman, & qu'il ſeroit pris, le Conſul le prendra ſous la protection; mais ſa faute étant reconnue, il en ſera châtié en préſence du Conſal, comme il aura mérité, mais ſi le coupable d'un crime ne ſeroit pas pris & ſe ſeroit enfui, il ne pourra pas être repeté du Conſul, & ne pourra lui être enjoint de prodaire le fugitif.

XI. S'il arrivait quelque contravention à ce qui a été conclu par le préſent Traité de Paix; & que la Partie leſée en auroit porté ſes plaintes par devant les Juges pour que la Juſtice lui ſoit rendue, on n'uſera d'aueune vengeance, avant que la plainte en ſoit manifeſtement prouvée, & la ſureté & la concorde entre les deux Parties ne ſera point alterée.

XII. Si quelque Vaiſſeau d'une des Parties auroit cauſé quelque dommage en Mer à un Vaiſſeau de l'autre Partie, l'Agreſſeur, quel qu'il puiſſe être, en portera le châtiment dû, les Effets enlevez ſeront reſtituez, & l'Armateur en ſera reſponſable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompuë, il ſera permis au Conſul Allemand, & à tous ceux qui lui ſont ſoûmis de ſe retirer en leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune inſulte, & leur ſera accordé le terme de trois Mois pour leur retraite. Après donc que les Articles ſuſdits conclus en vertu de moo Pleinpouvoir, par le conſentement des deux Parties, & par la Mediation de la reſpectable Porte, entre le Sereniſſime & Très-Puiſſant Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, auront été reçûs & ſtipulez, il ſera enjoint & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient, de ſe conformer auſſi aux ſaſdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puiſſe être contraire au préſent Traité, & de porter l'un à l'autre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, aucun empêchement, que conformement à l'Original des Articles ſtipulez, les deux Parties transmettent des Lettres de Rati-

ANNO 1727. Ratification cent & cinquante jours après la Souſcription & Signature des ſusdits Articles, & enſuite les Sujets des deux Parties jouïront de tout le repos & de toute la tranquillité poſſible.

Mais afin que la Paix ſusmentionnée contenant reize Articles ſoit religieuſement obſervée, le ſusdit Seigneur le Saptême Amiral de l'Empire Ottoman Muſtapha Baſſa, ſelon ſon Pleinpouvoir, ayant donné l'Acte autentique muni de ſa Souſcription & Signature Turque, j'ai auſſi délivré le préſent Acte ſigné de ma main & y ai appoſé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Pleinpouvoir de la part du Sereniſſime & Très-Puiſſant Empereur des Romains. Fait à Conſtantinople le 15. du Mois Lunaire appellé *Reggeb*, l'An de l'Hegire 1139., c'eſt-à-dire le 8. de Mars 1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIULINGE.

LIII.

12. Mars. *Convention entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Landgrave de* HESSE-CASSEL. *Du 12. Mars 1727.*

APrès que la Declaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Heſſe-Caſſel, ens été accepiée & approuvée à Caſſel le 25. Janvier 1726, par Son Alteſſe Sereniſſime, Sa Majeſté Britannique ayant approuvé les Conditions ſpecifiées dans la ſusdite Declaration, a ordonné à ſon principal Secretaire d'Etat & Conſeiller Privé, le Vicomte Townſhend ſouſſigné, d'entrer en Négociation avec le Miniſtre de Sadite Alteſſe Sereniſſime, le Major-Général Diemer, & de dreſſer une Convention en dûë forme ſur le pié de ladite Declaration, qui ayant conferé enſemble là-deſſus, ſont convenus au nom du Roi & du Landgrave ſusdits, des Articles ſuivans.

ART. I. Son Alteſſe le Landgrave de Heſſe-Caſſel tiendra prêt pour le Service de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, ſavoir 8000. Fantaſſins & 4000. Chevaux: lequel Corps ſera employé, lors que Sa Majeſté le requerra, dans tous les Lieux où il en ſera beſoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Défenſive, conclue à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sadite Alteſſe n'a pas préſentement un Corps de 12000. Hommes effectifs ſur pié, Elle ſera obligée de lever immediatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle ſera auſſi tenue à maintenir à ſes propres frais ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux Ans entiers, pour être toûjours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sadite Majeſté le requerra pendant ledit tems.

III. Le Miniſtre dudit Landgrave ayant repréſenté que Sadite Alteſſe, ſon Maître, peut tendre ledit Corps complet, comme il eſt mentionné ci-deſſus, ſeroit obligée de lever au delà de 3000 Fantaſſins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plûpart des Cavaliers qui n'en ſont pas pourvûs; Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, en conſideration de la très-grande dépenſe que ledit Landgrave eſt obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers ſusdits, & pour l'entretien dudit Corps pendant le tems qu'il ne ſera pas employé dans ſon Service, payera audit Landgrave la Somme de 125000. Livres Sterling, en deux Payemens; ſavoir 75000. Livres après la Ratification des préſentes Conventions, & 5000. Livres au Mois de Fevrier 1727.

IV. Mais en cas que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne eut beſoin dudit Corps de Troupes avant ledit Mois de Fevrier, Sa Majeſté paſſera à Son Alteſſe le Landgrave ladite Somme de 50000 Livres Sterling, pour le moins deux Mois ayant que leſdites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque leſdites Troupes entreront au ſervice de Sadite Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, elles ſeront ſous ſon Commandement & entierement à ſa diſpoſition pour être employées là où la neceſſité de ſes affaires & le cas de l'Alliance Defenſive, conclue à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subſides, le Payement & l'Entretien des ſusdites Troupes, lorsqu'elles ſeront priſes au ſervice de Sadite Majeſté, comme il eſt dit ci-deſſus, le tout ſera réglé ſur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Fevrier 1702. ANNO 1727.

VII. S'il arrivoit que Sadite Alteſſe le Landgrave fût attaqué ou inquieté en haine d'avoir fourni le ſusdit Corps de Troupes, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'aſſiſter puiſſamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou moleſtation.

VIII. Cette Convention ſera ratifiée, & la Ratification d'icelle ſera échangée de part & d'autre, auſſitôt qu'il ſera poſſible, après la Signature des Préſentes.

En Temoignage de quoi nous les Miniſtres dudit Roi & dudit Landgrave, étant ſuffiſamment autoriſez à ce Sujet, avons ſigné la préſente Convention & appoſé les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le 12. Mars 1727.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) DIEMAR.

LIV.

Acte d'Acceſſion de la Couronne de SUEDE *à l'Alliance de Hanover. Fait à Stockholm le 14. Mars. V. St.* 1727. 14. Mars.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE TRINITE'.

NOtoire ſoit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir. Sa Majeſté le Sereniſſime Roi de Suede, ayant été amiablement ſuivié de la part de Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Pruſſe, par leurs Miniſtres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Defenſive que Leurs Majeſtez ont conclue à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles ſéparez y joints, leſquels, auſſi-bien que ladite Alliance auroient uniquement pour objet le maintien & la conſervation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'enſuit.

FEAT INSERTIO.

Et Sa Majeſté le Sereniſſime Roi de Suede étant toûjours diſpoſé à concourir à un but ſi ſalutaire, & voulant faire connoître combien cette Invitation lui a été agreable, a muni de ſon Pleinpouvoir en forme dué, ſes Commiſſaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie ſouſſignez, pour entrer en conference avec les ſouſſignez Miniſtres de Leurs Majeſtez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Acceſſion de Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dreſſer & ſigner un Acte formel. Leſdits Commiſſaires & Miniſtres Plenipotentiaires ayant été ſur ce ſujet pluſieurs fois en conference, & ayant produit leurs Pleinpouvoirs de part & d'autre, ſont convenus de ce qui ſuit.

Sa Majeſté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent, que Sadite Majeſté, ſes Héritiers & Succeſſeurs accedent pleinement à l'Alliance Défenſive conclue à Hanovre, & ci-deſſus inſerée de même qu'aux trois Articles ſéparez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majeſté & la Couronne de Suede; en vertu de cette Acceſſion, ſe joignent & s'aſſocieut, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant leſdites Majeſtez, leurs Héritiers & Succeſſeurs, conjointement & ſeparement, d'obſerver & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauſes, compriſes dans ledit Traité d'Alliance Défenſive, & ſes trois Articles ſéparez, & de fournir, quand le cas d'Alliance exiſtera, un ſecours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de dena mille Hommes de Cavalerie, conformement aux obligations du Traité, le tout de la maniere & auſſi fidélement, comme ſi Sa Majeſté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les ſusdits Sereniſſimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leursdites Majeſtez conjointement ou ſeparement les Articles &

ANNO 1727. Conditioos exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles séparez.

Leurs Majestez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétieu admetteot & aſſocient Sa Majeſté & la Couroone de Suede au ſusdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles ſeparez, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, declarent & promettent de leur côté, que Leurs Majeſtez, leurs Héritiers & Succeſſeurs, obſerveroot & rempliroot coojoiotemeot & ſeparement, de bonne foi & réellement envers Sa Majeſté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede toutes les Couditions & Clauſes contenuës dans ladite Alliance Défeutive & ſes Articles ſeparez.

Cet Acte d'Acceſſiou ſera approové & ratifié de la part de Sa Majeſté & de la Couronne de Suede, & de Leors Majeſtez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratificatioos en ſeront fouroies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du préſent Acte, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs reſpectifs, avons ſigné ce préſent Acte, & y avous appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St. l'an* 1727.

ARTICLES SEPARE'S.

Quoique par l'Acte d'Acceſſion & d'admiſſion, ſigné ce joord'hui, Sa Majeſté & la Couronne de Suede accedent purement & ſimplemeot au Traité d'Hanovre, les Commiſſaires de Sa Majeſté ſont néanmoins conveous avec les Miniſtres Pleoipotentiaires de Leurs Majeſtez Britanuique & Très-Chrétienne des Exceptions & Articles qui ſuivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3 Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulierement celle du Nord, Sa Majeſté le Roi & la Couronoe de Suede, auſſi bien que Leurs Majeſtez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienoe déclareot, que n'étant point engagées par aucun Traité ni Convention avec d'autres Puiſſances, qui ſeroient contraires à cette Alliauce, lesdits Traitez & Cooventious ne pourroot être affoiblies par cette Acceſſion, mais reſteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majeſtez declarent en même tems, qu'Elles ſont dès à préſeot, & ſeroot toûjours dans la ferme Reſolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui eſt ſtipulé par la ſusdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'obſerver fidélement tous les engagemens pris par le préſent Traité d'Acceſſiou & ſes Articles ſéparez & ſecrets, ſans y manqoer ni contreveoir en aucune maniere, ſous prétexte des Traitez & engagemeus auterieurs, ni ſous quelque autre que ce ſoit.

II. Sa Majeſté & la Couronne de Suede n'ayant point préſentement des poſſeſſions hors de l'Europe, ſe reſervent que leur Garantie oe s'étendra poiot hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Cooroune de Suede ayaot témoigné, qu'ils ſouhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes ſtipulées de leur part dans l'Acte d'Acceſſiou ao Traité d'Hanovre, & par l'Article ſecret du préſent Traité d'Acceſſion dans des Pais trop éloignez, il eſt conveou entre les Parties Contractaotes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourroot être employées en Italie oi en Espagne, mais bieo par tout ailleurs. Leurs Majeſtez Britanniqoe & Très-Chrétienne conſervant toujoars le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes ſtipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Aeceſſiou au Traité d'Hanovre, en argeot ou Vaiſſeaux, conformement à ce qoi eſt reglé dans ledit Traité d'Haoovre.

IV. Sa Majeſté & la Couronne de Soede, pour ôter toute poſſibilité de doute par raport aux Actes meotionoez dans le cinquième Article du Traité d'Hanovre, comme ayant ſtatué ſur les affaires de l'Empire, déclarent, qoe par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres qoe ceux qui ont été acceptez & aprouvez par les Etats de l'Empire de la maniere accoutumée.

V. Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede déclareot, qu'Elles accedent aux deux deroiers Articles ſéparez du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui ſoit coutraire aux obligations, dont Sadite Majeſté eſt tenuë envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Acceſſion Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Poiſſaoce que ce ſoit, hors-mis celles qui ſont nommement compriſes dans le Traité d'Hanovre, & dont les Miniſtres ſignent à préſent, Sadite Majeſté & la Couronne, de même qoe Leurs Majeſtez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien s'entrepromettent reciproquement, de ne point entrer à l'inſçu l'uo de l'autre, & ſans un conseours mutoel, d'engagement avec quelque aotre Puiſſauce qui poiſſe être coutraire ou invalider eo qoelque maniere ce Traité, ſes Articles ſeparez & ſecret. ANNO 1727.

VII. Leurs Majeſtez Suedoiſe, Britannique & Très-Chrétienne ſont convenuës & s'entrepromettent reciproquement, que ſi en haine du préſent Traité, ou ſous quelque aotre pretexte également injuſte, Elles venoient à être attaquées, troublées ou inſeſtées, conjointement ou ſeparement par quelque Puiſſance que ce fut, Elles ſeront cauſe commune contre l'Aggreſſeur, qu'Elles ſe ſecooroot & s'eutre-aideront mutuellement, de bonne foi & de la maniere la plus efficace, ſelon l'exigence du danger, & ſelon la ſituation de leurs affaires reſpectives, ſans s'excuſer ſoos le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou ſous quelque autre prétexte que ce puiſſe être.

ARTICLE SECRET.

Leors Majeſtez Britaooique & Très-Chrétienne, pour témoigner leur amitié covers le Roi & la Couronoe de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du préſent Article ſecret, de payer à Hamboorg, Amſterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois anoées conſecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, ſuivant le change, payable en deux termes par an de ſix en ſix Mois d'avaoce, & dont le premier terme poor l'aonée courante ſera puyé d'abord après l'échange des Ratificatioos, & le ſecond terme de la même anoée peu après & auſſi-tôt qoe les arrangemens neceſſaires poor cela pourront être faits; le troiſieme, prenant ſon commencement uo an après l'échange des Ratificatioos, & ainſi des autres de ſix en ſix Mois.

Sa Majeſté & la Couroone de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le ſecours, dont on eſt conveno par l'Acte de la préſente Acceſſion, encore un Corps de ſept mille Hommes d'Infanterie, & ttois mille Hommes de Cavalerie, poor être employez là où les cas d'Alliance le rendroot neceſſaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majeſtez Britanuique & Très-Chrétienne reçoetront le ſervice de ces dix mille Hommes, ils ſeront à leur Solde, & oon pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, auſſi-bieo qoe ce qui regarde les recrues & autres circonſtances, qui en dépeodeot, ſeront alors reglées par une Couvention particuliere, Sa Majeſté le Roi de Suede ſe reſervant le Droit de rapeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra oeceſſaire pour la défenſe de ſes propres Etats & Provioces.

Ces Articles ſeparez & ſecrets aoroot la même force, que s'ils avoient été inſérez de mot à mot dans l'Acte d'Acceſſiou conclu & ſigné ce jootd'hui, ils ſeront ratifiez de la même maniere, & les Ratificatious en ſeront échangées dans le même tems que l'Acte d'Acceſſion. En foi de quoi noos, en vertu de nos Pleiopouvoirs reſpectifs, avous ſigné les préſeus Articles ſeparez & ſecret. *Fait à Stockholm le* 14. *Mars V. St. l'an* 1727.

LV.

Decret Imperial adreſſé à la Diète de l'Empire & dictè le 17. *Mars* 1727. 17. Mars.

SElon les Ordres de Sa Majeſté Imperiale, Son Alteſſe le Prioce Frobeo Ferdinand, Landgrave de Furſtenberg, Comte de Heiligenberg & de Wirdenberg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller Privé actuel de Sa Majeſté Imperiale, & ſon Principal Commiſſaire à la préſente Diète de l'Empire, doit déclarer à cette Aſſemblée des Conſeillers, Envoyez, & Députez des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire.

Soit

ANNO 1727. Soit notoire, tant au dehors qu'au dedans de l'Empire, que Sa Majeſté Imperiale, depuis ſon Avenement à la Couronne juſqu'à ce jour, a eu pour unique but de tuus ſes ſoins & de toutes ſes démarches, de maintenir non-ſeulement dans l'Empire, notre chere Patrie, mais encore dans tout le Monde Chrétien, la Paix, le Tranquillité, l'Union, & le Bonheur; juſques-là, que pour y parvenir, non contente de faire diverſes avances & offres, Elle a ſacrifié ſes propres Etats & ſes fideles Sujets, ſans rien épargner de tout ce qui étoit en ſon pouvoir: Sur quoi Elle s'en raporte au témoignage de Dieu, à qui rien n'eſt caché, & ſe conſole dans l'eſperance que tout le Monde desintereſſé lui rendra le même Juſtice.

Cependant, on ne peut plus ignorer ce que quelques Puiſſances Chrétiennes, tant de l'Empire que du dehors, ont entrepris pour troubler la Paix publique, & introduire une ſorte de Puiſſance, dont l'Europe n'a peut-être jamais eu reuſu parler: & qui ne ſauroit être que très-dangereuſe à la Conſtitution de l'Empire: Ces pratiques, ces menées, tant découvertes que ſecretes, ſe continuent avec tant de vigueur, qu'on en voudroit inutilement dérober la connoiſſance au Public; de même qu'on diſſimuleroit en vain tout ce que Sa Majeſté Imperiale a fait au contraire, pour prevenir un ſi grand mal par ſes ſoins, ſa patience, & ſa prévoyance.

Que pour diverſes raiſons d'Etat très-importantes, Elle ſe fait juſqu'à préſent un ſcrupule de s'oppoſer aux Intrigues peu amiables & aux Deſſeins cachez, qui pourtant ſont devenus publics, de ceux qui ſont mal-intentionnez pour Elle, pour ſon Auguſte Maiſon, & pour le repos & la proſperité du St. Empire Romain; qu'Elle ſut plûtôt réſoluë d'attendre juſqu'aux dernières extrémitez, en conſervant toûjours la moderation & une ſincere diſpoſition à la Paix; & qu'enfin, Elle ait cherché à diſſimuler ces démarches autant qu'Elle a pû: les choſes en ſont pourtant venuës à ce point, que dans toutes les Frontieres de l'Empire, juſqu'aux Pais-Bas Autrichiens qui en ſont un Fief, & particulierement ſur le Rhin & la Moſelle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire, on a fait & on continue de faire des preparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hoſtilitez contre Sa Majeſté Imperiale, & troubler le Repos de l'Allemagne, ſans prétexte ni néceſſité.

C'eſt dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé à Sa Majeſté Imperiale le Mémoire délivré depuis peu à la Diète par M. de Chavigny, Miniſtre de France, dans lequel on découvre clairement, par quelles fineſſes, par quels artifices, & à quelle occaſion on prétend ſeparer le Chef de l'Empire d'avec ſes Membres, & cela par un Nom métaphorique, indecent, inuſité; diviſer le Corps Germanique d'avec Sa Majeſté Imperiale, par un Stile dont on ne s'eſt jamais ſervi, repréſenter le Cercle Imperial de la Baſſe-Bourgogne comme un Etat Etranger, auquel les autres Cercles n'ont point d'Interêt, ſuggerer les mêmes ſentimens touchant le Fief de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces ſituées en Païs Etranger, quoique ſous la Protection de l'Empire; renverſer les uns par les autres; andormir pour quelque tems les Etats au delà & en deçà des Alpes; & par ce moyen, rendre inutiles les ſoins Paternels que Sa Majeſté Imperiale prend en faveur des Cercles, à cauſe du Danger preſſant, quoiqu'en gardant toute le moderation néceſſaire: Car on ſait d'ailleurs que le Traité de Bade doit ſubſiſter dans toute ſa force, & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Auſſi, à quoi bon cette nouvelle aſſurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain, dans les Provinces qui en relevent & dans les Païs reſpectifs, pour le ſalution de cette Paix, ſans quoi on eſt déja en Repos & en Sûreté, & ſans quoi on y demeuroit conſtamment?

Comme une telle démarche de quelques Electeurs & Etats ſera ſans doute regardée par tous les Patriotes bien-intentionnez, comme indecente dans le fond & dans la maniere, dommageable à le chere Patrie: & tendante à la deſtruction & au bouleverſement de l'Union Germanique; Sa Majeſté Imperiale s'aſſure que les Electeurs, Princes & Etats, leurs Conſeillers, Envoyez & Députez, & generalement tous les bons & vrais Allemands auront à cœur les importantes ſuites des Conjonctures préſentes, & qu'ils prendront en conſideration dans cette occurrence, de quelle maniere Sa Majeſté Imperiale eſt offenſée en ſa Perſonne, en ſon Honneur & en ſa Dignité, entr'autres dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne; étant traité de Perturbateur de la Paix générale, & d'Infracteur des Traitez, d'une maniere inouïe entre des Têtes Couronnées, & entre des Puiſſances qui ne ſont point en Guerre: Et le Traité d'Alliance avec l'Eſpagne, quoique purement dans les termes d'une ſimple Alliance Defenſive, eſt traveſti en un Traité de Ligue Offenſive, comme ſi Sa Majeſté Imperiale avoit effectivement traité en faveur du Prétendant, pour le mettre ſur le Trône d'Angleterre. ANNO 1727.

C'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale s'eſt trouvée néceſſairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remoutrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloiſe, qu'à toutes les Nations Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien ſont mal fondées les imputations contenuës dans ladite Harangue. On doit les regarder comme une ſuite du Traité conclu à Herrenhauſen en 1725., & ſi Sa Majeſté Imperiale, par ſa Moderation naturelle & ſon amour pour la Paix, ne l'a pas encore deferé à l'Aſſemblée de l'Empire, Elle n'a pas laiſſé de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prevenir tous ces maux: Puiſque dans cette vuë, Elle a fait toucher le Commerce d'Oſtende, toutes les offres imaginables, pour finir Chrétiennement & amiablement toutes les meſintelligences dont il étoit l'occaſion, ou plûtôt la pretexte; quoi qu'Elle fut engagée & obligée, non ſeulement d'établir, mais encore de ſoutenir de toutes manières ce Commerce, comme il eſt ſuffiſamment démontré dans les Ecrits publiez ſur ce ſujet: D'autant que c'eſt une choſe qui ſaute de ſoi-même aux yeux d'un chacun, que les Païs-Bas, qui ſont inconteſtablement l'avant-Mur de l'Empire, & même en ſont une Partie conſiderable, ne ſauroient ſans le Commerce être d'une utilité eſſentielle à l'Empire; ſans compter que ce que Sa Majeſté mettroit en doute, & ſuſpendroit à préſent, contre toute équité & contre le Droit des Gens, ne ſeroit pas ſeulement préjudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviguer & de commercer, mais encore ne pourroit être dans le ſuite que funeſte à d'autres Puiſſances.

Outre cela, Sa Majeſté Imperiale pour parvenir au but mentionné ci-deſſus de la conſervation de la Paix, ne s'eſt pas contentée de faire déclarer, il y a longtems, aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'Elle vouloit s'obliger de ne laiſſer aller ſes Vaiſſeaux en aucun Païs ou Loge, comme on les appelle, où les Négocians Hollandois fuſſent établis, comme cela n'eſt pas non plus encore arrivé juſqu'à préſent de ſa connoiſſance; Elle a de plus fait ſavoir, qu'Elle conſentoit de limiter l'envoi des Vaiſſeaux au nombre de Quarre, y compris ceux qui ſeroient deſtinez pour la Chine, où l'on ſait, à n'en point douter, que les Sujets des Etats Généraux ne trafiquent point.

Sa Majeſté Imperiale a plus fait encore: au Mois de Septembre de l'année derniere, Elle fit propoſer en France un Acte d'aſſûtance de ne ſe point attaquer de part ni d'autre, afin de détourner les Hoſtilitez, & pendant cet intervale regler l'Affaire d'Oſtende, & ce qu'il reſte à negocier entre les deux Couronnes d'Eſpagne & d'Angleterre, & en même tems, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on eſt à la verité convenu, mais qui ne ſont pas encore accomplis. Ces moyens, quoi qu'on y eût donné lieu de l'autre part, ont été regardez comme non acceptables.

Sa Majeſté Imperiale ne ſe rebutant point pour cela, a conſenti à une entiere Suſpenſion dedit Commerce d'Oſtende pour 3. ans, & a offert de condeſcendre, ſans délai, à un Congrès d'ailleurs peu convenable, en partie pour rompre le cours des Hoſtilitez déja commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyenner une bonne intelligence Chrétienne. Tout cela n'e produit juſqu'à préſent aucun fruit: mais du moins on eu peut voir clairement & reconnoître, que le Roi de la Grande-Bretagne n'a point d'autre but que d'attaquer Sa Majeſté Imperiale; d'entamer l'Autorité qu'Elle tient des Loix & des Reglement de l'Empire, & (ce qui en eſt néceſſairement inſeparable) le repos interieur & exterieur de l'Empire, d'une maniere irréguliére & très-dangereuſe; par la ſuite de porter, ſans ſujet, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maiſon Archiducale poſſede comme Fiefs de l'Empire, dans ſes autres Royaumes & Etats Héréditaires, de renverſer

ANNO 1727. ſer effectivement le Syſteme interne de l'Empire, au préjudice de ſes Obligations & des Sermens qu'il a prêtez comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Alliance ruineuſe, par le Traité de Herrenhauſen, d'autres Membres de l'Empire & des Puiſſances Etrangeres, contre les Conſtitutions de l'Empire & la teneur formelle de la Paix de Weſtphalie; d'y intereſſer les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſous prétexte du Commerce d'Oſtende, que Sa Majeſté Imperiale conſent néanmoins & eſt prête de terminer à l'amiable; & ſous ce même prétexte, & ſous celui d'un prétendu Deſſein & Traité fait avec la Couronne d'Eſpagne en faveur du Prétendant, tirer de la Nation Angloiſe, qui d'ailleurs eſt ſincerement & notoirement affectionnée à Sa Majeſté Imperiale, un conſentement pour de groſſes Sommes, deſtinées uniquement à ſervir à l'ambition du Roi & à ſes mauvais deſſeins; d'exciter & d'attirer du Nord ſur l'Allemagne toutes ſortes de malheurs, de detacher la Couronne de Suede du Traité qu'Elle a fait avec Sa Majeſté Imperiale, pour affermir le repos du Nord, & particulierement de l'Allemagne; & ce qui eſt encore le plus horrible, de tâcher depuis la Concluſion du Traité de Herrenhauſen juſqu'à préſent, tant par ſoi-même que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonſtances, d'animer la Porte Ottomane contre Sa Majeſté Imperiale: ce qui ne peut que jetter dans un très-grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majeſté Imperiale s'aſſure avec une entiere confiance, que les Electeurs & Etats, leurs Conſeillers, Envoyez & Députez, conformément à leur prudence accoutumée, à leur zéle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidelité à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires préſentes, & aideront à contribuer tout ce qui peut ſervir à maintenir la Perſonne, l'Honneur & la Dignité de Sa Majeſté Imperiale outragée, à ſoutenir la gloire du S. Empire & de ſes Membres, à entretenir le repos & la Proſperité des Pais & Provinces qui en relevent comme on a dit: afin que l'on conſerve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union au delà & en deçà des Alpes, aux Païs-Bas & dans le Nord, que l'on repouſſe toute violence étrangere; que l'on procede ſelon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le repos interne & l'eſſence du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on faſſe tout ce qui ſera avantageux pour reſſerrer la liaiſon intime entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majeſté Imperiale conformément aux Obligations attachées à ſa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à ſon Election, & des Conſtitutions de l'Empire, eſt reſoluë de contribuer tout ce qui ſera en ſon pouvoir pour la defenſe & l'avantage de tout l'Empire, & de prendre toutes les meſures convenables, afin de pourvoir le mieux & le plus ſolidement qu'il eſt poſſible à la ſureté de ſa Perſonne offenſée, à celle de l'Empire, & de ſes Royaumes & Etats Héréditaires: ce qu'elle ne fait pourtant que dans la vûë du repos public, de la Propriété & de la ſureté du S. Empire en général, & de chacun de ſes Membres en particulier.

Signé,

FROBEN FERDINAND, Prince de Furſtenberg.

A Ratisbonne le 17. Mars 1727.

LVI.

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majeſtez les Rois de* FRANCE, *de la* GRANDE-BRETAGNE, *& de* DANNEMARC. *Fait à Coppenhague le 16. Avril 1727.*

COmme Leurs Majeſtez, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, ſont toujours attentifs à remplir leurs Engagemens, & à veiller au repos & à la ſureté de leurs Amis & Alliez; & comme Leurdites Majeſtez ont effectivement lieu de croire, que les Moſcovites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & ſe diſpoſer à venir attaquer les Etats de Sa Majeſté le Roi de Dannemare; ſoit pour ôter par la force à Sa Majeſté Danoiſe le Duché de Sleswick; ou pour ſe préparer les moyens d'executer d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Baſſe-Saxe, & des Païs qui intereſſent les Hauts Contractans dans le Cercle de Weſtphalie. Et d'autant que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ſont intereſſées à ſe précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Païs, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif ſpecialement des Traitez de Weſtphalie, & à ſe mettre en état d'exécuter fidélement les Garanties données contre toute iovaſion ou hoſtilité de la part de la Cxarine, ou de quelque autre Puiſſance que ce puiſſe être, qui viendroit pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoiſe, ont trouvé à propos de donner leurs Pleinpouvoirs, c'eſt à-dire, Sa Majeſté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; Sa Majeſté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jeruſalem, Capitaine des Vaiſſeaux de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & ſon Ambaſſadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; ainſi que Sa Majeſté Danoiſe à ſes Miniſtres; ſçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holſtein, Comte de Holſtenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conſeiller Privé du Conſeil, & Chambellan de Sa Majeſté le Roi de Danoemarck; le Sieur Jean George de Holſtein, Seigneur de Molteuhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conſeiller Privé du Conſeil, & Gouverneur du Bailliage de Sordern de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck; & le Sieur Ludowig de Pleſſen, Seigneur de Fuſingoë, Silſoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conſeiller Privé du Conſeil de Sa Majeſté le Roi de Dannemarck. Leſquels ayant peſé meurement toutes les circonſtances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majeſté Danoiſe, & qui pourroient troubler le repos de la Baſſe-Saxe, & des Païs ſusmentionnez, ſont convenus des Articles ſuivans.

ANNO 1727.

ARTICLE PREMIER.

Sa Majeſté Danoiſe étant pleinement perſuadée, que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par raport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Baſſe-Saxe, Sa Majeſté Danoiſe, pour concourir à la même fin, promet de tenir ſur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artilleries, qui s'aſſemblera ſans aucun retardement au lieu qui ſera le plus à propos, & ſe portera par tout où beſoin ſera, ſur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Tropes Moſcovites, & de toute autre Puiſſance que ce puiſſe être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Baſſe-Saxe, & des Provinces apartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Weſtphalie.

II. Sa Majeſté Danoiſe s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à ſe mettre en marche, elle aura encore ſur pied un Corps de ſix mille Hommes, lequel ſera deſtiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit beſoin.

III. Et pour aider dès à preſent Sa Majeſté Danoiſe à ſoutenir la dépenſe, qu'elle ſera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les précedens Articles, Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majeſté Danoiſe un Subſide annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarck, lequel ſera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du preſent Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet encore, pour ſoulager Sa Majeſté Danoiſe d'une Partie des frais qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille Hommes ſe mettent en marche pour ſe rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à ſa Solde; en ſorte que s'agiſſant premierement de la défenſe du Roi de Dannemare, Sa Majeſté Très-Chrétienne ne les payera que ſur le pied de neuf mille

ANNO 1727. mille dans la proportion que Sa Majeſté Danoiſe donne à ſes Troupes quand elles ſont en Campagne, tant pour la Solde de chaque Regiment d'Infanterie & de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major General & de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens néceſſaires pour ſon ſervice.

V. La Solde, ainſi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majeſté Très-Chrétienne que du jour de la premiere revûe qui ſe ſera devant le Commiſſaire General de Sa Majeſté, lorſque les Troupes ſeront aſſemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier Mois ſera payé d'avance, & ainſi de Mois en Mois, auſſi long-tems que lesdites Troupes ſeront ſoldoyées par Sa Majeſté Très Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majeſté Très-Chrétienne pût prétendre avec juſtice, que le Subſide ceſſeroit au jour que la Solde commenceroit à courir; cependant comme il pourroit arriver, que le payement de cette Solde viendroit avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir un ſecours effectif par ledit Subſide, Sadite Majeſté Chrétienne veut bien conſentir à ce que ſi ladite Solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir deux années du Subſide, alors elle ſeroit continuer le Subſide autant de tems qu'il faudroit que le Roi de Dannemarck touchât toujours deux années de Subſide, compris ce qui ſeroit échu & ce qui reſteroit à écheoir; & ſi après leſdites deux années leſdites Troupes ne reſtent plus à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne, alors le Subſide ſtipulé dans le troiſiéme Article continuera d'être payé à Sa Majeſté Danoiſe, juſqu'à la fin des quatre années, qui eſt le terme du preſent Traité.

VII. Sa Majeſté Très-Chrétienne envoyera ſur les Lieux, dès qu'elle en ſera requiſe, un Commiſſaire pour aſſiſter à la revûe qui ſera faite deſdites Troupes, pour ſe mettre en marche; le même Commiſſaire prendra le nom des Regimens, qui paſſeront ainſi à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne; il examinera s'ils ſont duëment équipez, montez & armez. La collation des Charges vacantes, & l'adminiſtration de la Juſtice ſe feront, comme auparavant, par Sa Majeſté Danoiſe; le Commiſſaire General de Sa Majeſté aſſiſtera à toutes les déliberations pour les operations Militaires; & quoiqu'il ne ſoit pas poſſible de ſtatuer d'avance ſûr le cas non avenu de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille Hommes de Troupes à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne ſur le pied de neuf mille Hommes, ſeront traitez en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entierement à la Solde du Roi de Dannemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majeſté Très-Chrétienne ne crût plus avoir beſoin pour le ſecours de ſes Alliez, de continuer le payement de ladite Solde, elle ſera obligée d'en avertir Sa Majeſté Danoiſe deux Mois auparavant.

IX. Sa Majeſté Britannique de ſon côté tiendra prêt à marcher un Corps de douze mille Hommes, pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoiſes ſusmentionnées ſur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puiſſance que ce puiſſe être qui viendroit pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Baſſe-Saxe.

X. Sa Majeſté Danoiſe ayant fait entendre à Sa Majeſté Britannique, qu'étant engagée par le preſent Traité de faire marcher un Corps de Troupes conſiderables dans la Baſſe-Saxe, ſes Provinces Maritimes ſe trouveroient expoſées aux entrepriſes de ſes Ennemis, Sa Majeſté Britannique étant toujours diſpoſée à pourvoir, ſelon ſes engagemens, en bon & fidelle Allié, à la ſûreté des Etats de Sa Majeſté Danoiſe, promet & s'engage d'envoyer au ſecours de Sa Majeſté Danoiſe, ſus les premiers avis des mouvemens de la Flotte Moscovite, qui donneront de juſtes ſujets de crainte, une Eſcadre ſuffiſante de bons Vaiſſeaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sadite Majeſté Danoiſe, & empêcher que les Moscovites ne puiſſent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne ne ſoient obligées à aucun ſecours ſite envers le Roi de Dannemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute Invaſion, dont la ſuite ſeroit ſans doute d'allumer la Guerre, en violation du Traité d'Hanovre; auſſi bien que des Traitez de Weſtphalie; qui les obligeroient d'aller au ſoutien de leurs Garanties, & au ſecours de leurs Alliez, qui ſeroient attaquez, ou en danger de l'être, à cette fin Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille Hommes, lequel Corps ſera deſtiné, dès qu'il en ſera requis, à être porté par tout où le beſoin ſera, & dont on conviendra, ou à faire des diverſions, ou autres operations néceſſaires pour l'avantage commun, & pour la ſûreté de ſes Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même tems Sa Majeſté Britannique s'engage de tenir auſſi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être deſtiné de la même maniere à être porté par tout où le beſoin ſera, & dont on conviendra, ou à faire des diverſions, ou autres operations néceſſaires pour la ſûreté de ſes Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, ſelon que le cas l'exigera. ANNO 1727.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui pourroit ſe joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché de Schleswick, pourront tâcher de paſſer par les Païs ſujets au Roi de Pruſſe; ce que les Alliez ſe perſuadent que ce Prince ne manquera pas de refuſer: En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puiſſance, qui que ce puiſſe être, voudroit forcer les paſſages par le Territoire du Roi de Pruſſe, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cauſe du refus que Sa Majeſté pourroit faire de laiſſer paſſer par ſes Païs les Moscovites ou leurs Adherans, comme ci-deſſus; alors les Rois Contractans ſeront marcher leurs Armées combinées au ſecours du Roi de Pruſſe, & feront la Guerre à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, juſqu'à ce que l'attaque & danger ceſſent, & que tout tort ou dommage ſoit réparé.

XIII. Les Ratifications du préſent Traité ſeront échangées à Copenhague dans ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi nous avons ſigné ce Traité, & y avons fait mettre le Sceau de nos Armes

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d'Avril l'an mil ſept cent vingt-ſept.

(L.S.) GLENORCHY.

ARTICLES SEPAREZ ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majeſté Très-Chrétienne puiſſe juſtemens prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à ſa Solde lui dûſſent prêter Serment; cependant Sa Majeſté Danoiſe ayant réſolu de commander en Perſonne l'Armée combinée; on eſt convenu, par conſideration pour Sa Majeſté Danoiſe, de s'en remettre à ſa parole Royale, pour agir conformément aux engagemens qu'Elle a pris par le Traité ſigné ce jourd'hui. Mais s'il arrivoit que Sa Majeſté Danoiſe changeât la réſolution ſusdite, & que les Rois Contractans jugeaſſent à propos de ſéparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cauſe commune, alors leſdites Troupes, à la Solde de Sa Majeſté Très-Chrétienne, lui prêteroient le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Dannemarck, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne point diſpoſer d'aucune Partie de ſes Troupes, ſoit directement ou indirectement, contre les intérêts de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne; & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majeſté Danoiſe ne donnera ni ne vendra aucune Partie de ſes Troupes à quelque Puiſſance que ce ſoit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne; contre les intérêts deſquelles, Elle promet de ne rien faire; s'engageant même, de s'oppoſer par tout ou beſoin ſera, à tout ce qui pourroit être fait, ou projetté de contraire par quelques Puiſſances que ce ſoit; ce que Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproquement.

III. L'on eſt convenu que ſi Sa Majeſté Très-Chrétienne déſiroit employer leſdits 12. mille Hommes qu'Elle paye ſur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la ſûreté du Roi de Dannemarck, n'intereſſeroient que le bien du ſervice de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Hanovre; alors le Roi de Dannemarck ne feroit aucune difficulté de les donner au ſervice de Sa Majeſté Très-Chré-

ANNO 1727. Chrétienoe, & dont ou conviendroit ſix ſemaines après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majeſté Très-Chrétienne.

IV. Et attendu que ſi les Moscovites venoient par Terre pour penetrer dans l'Empire & troubler la Paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre paſſage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne ſe ſouvienne encore des desordres qu'y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on eſt convenu, par le préſent Article, de communiquer au Roi & à la Republique de Pologne, le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre auſſi de leur côté les meſures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les paſſages qu'ils voudroient prendre ſur les Terres de la Republique de Pologne.

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d'Avril l'an mil ſept cens vingt-ſept,

(L.S.) GLENORCHY.

LVII.

31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.*

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quòd cùm à nonnullo tempore plure ſucceſſiſſent, quæ Pacì Europæ diſturbandæ locum dare potuiſſent, niſi quàm citiùs medela allata fuiſſet, Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas, Sua Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima, Sua Sacra Mateſtas Britannica, & Celſi ac Potentes Domini Status Generales Unitarum Belgii Provinciarum, ſeſe invicem quàm maximè pronos exhibuerint ad omnia ea inquirenda, quæ has omnes ſimultates componere poſſent, & ad hunc ſcopum attingendum, Plenipotentiarum Tabulis muniverint; nempè Sua Sacra Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas Dominum Baronem d'Effonſeca, Sua Sacra Majeſtas Chriſtianiſſima Dominum Conſitetn à Morville ſuum Miniſtrum ac Status Secretarium & Aurei Velleris Equitem; Sua Sacra Majeſtas Britannica Dominum Horatium Walpole, itidem Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii Dominum Guillelmum Boreel, qui omnes poſt maturem inter ſe diſquiſitionem & communicatis invicem Plenipotentiarum Tabulis, quarum Copiæ infrà tranſcriptæ repertentur, vigore earundem Plenipotentiarum ſuper ſubſequentibus Articulis Præliminaribus convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Cùm Sua Sacre Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas Commercium Oſtendanum apud nonnullos ſuſpitimos æmulationem atque etiam ſollicitudinem excitaſſe animadvertat, publicæ Europæ tranquillitatis cauſa conſentit, ut Privilegium, vulgò (*Octroy*) Societati Oſtendanæ conceſſum, omneque ex Belgio Auſtriaco in Indias Commercium per ſpatium ſeptem annorum ſuſpendatur.

II. Jura aut ea, quæ vi Tractatûs Trajectenſis, Badenſis, Quadruplicis Fœderis, atque etiam eorum Tractatuum & Conventionum, quæ unum 1725. præceſſerunt, & Imperatorem ac Status Generales Fœderati Belgii non tanguot, à quocunque Contractantium poſſeſſa fuêre, intacta remanebunt, ſi quid verò ſuper iis immutatum, vel executioni mandatum non fuiſſe compertum, juxtà tenorem eorundem Tractatuum ac Conventionum ſtatus immutatus aut executioni non datus in futuro Congreſſu diſcutietur & decidetur.

III. Conſequenter cuncta Commerciorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Angliea, Subditique Statuum Generalium Fœderati Belgii, antehac vigore Tractatuum eùm in Europâ, tum in Hispaniâ, prout & in Indiis gaviſi ſunt, ad eum uſum & normam revocentur, ſecundum quam per Tractatus anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto anteriores cum ſingulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionis ab eorum reſpectivè Couſœderatis invitabuntor, requirenturque, ut ab omni viâ facti mutuò abſtineant, quin potiùs omnia media æquabilia conciliandæ mutuò inter ſe Pacificationis amplectantur.

Partes verò Contractantes ſpondent, usque dum Congreſſus inchoetur (de quo infrà) in quo Partium interveoientium diſſidia amicabiliter diſcutientur, nec directè nec indirectè quocunque ſub colore aut prætextu ad ullam viam facti proceſſures, quo præſens Septentrionis ac Inferioris Germaniæ Status turbari poſſit, quin ſeriò promittant omnia ſe conſilia fuire velle, quo hoſtilitates, ſi quæ fortè intercederent, ſopiantur.

ANNO 1727.

V. Mox à ſubſcriptis præſentibus Articulis, hoſtilitates quæcunque, ſi fortè quæpiam inchoatæ fuiſſent, ceſſabunt, & reſpectu Hiſpaniæ, oſtiduum poſtquam Sua Majeſtas Catholica hos Articulos ſubſcriptos receperit. Navibus illis quæ ante præfatam ceſſationem Oſtendà in Indias vela fecerunt, & quorum nomina in Tabellâ quâdam nomine Suæ Majeſtatis Cæſareæ Regio-Catholicæ confiteiendâ declarabuntur, liber turusque ex Indiis Oſtendam coneedetur reditus, & ſi quæ fortè Naves interceptæ fuiſſent, eæ una cum bonis ac Mercibus eisdem impoſitis bonâ fide reſtituentur. Peræquè tutus Navibus illis onerariis (vulgò Galliones dictis) admittetur reditus, in eâ firmâ fiduciâ, Regem Catholicum intuitu oneris ſeu rerum ac Mercium, tam in majori quàm in minori illâ Claſſe Hiſpanâ *Galliones* & Flotillu comentarum, eum ipſum, quo liberioribus antea ſemper temporibus uſus eſt, quòd Claſſis Angliea non ſolum a Portubello, omnibusque in Americâ ad Regem Hiſpaniarum pertinentibus Portubus abſcedet, quàm primùm fieri poterit, verùm & ejusdem Claſſis Præfectus Hozier uuâ cum illâ in Europam reverterur, quo Subditi Suæ Majeſtatis Catholicæ in Indiis ab omni ulteriori moleſtiâ & ſollicitudine libereotur. Commereium ab Anglis in Americam uti de præterito, juxta Tractatus exercebitur. Pariter Claſſes Gallorum, Anglorum aut Batavorum, quæ fortè circa littora Hiſpanica, vel etiam circa illa ad Imperatorem pertinentia ſeſe detinere poſſent, ludè omni quâ fieri poteſt majori celeritate, mox à tempore quo iſthæc ceſſatio hoſtilitatum inchoabit, ſeſe recipient, ut Accolæ dictorum littorum ac orarum ab omni deiuceps ſollicitudine ac metu ruri ac liberi ſint, nihilque dictis Navibus contra modò memoratos Portus, ſive directè ſive indirectè moliri licitum eſto.

VI. Iithae hoſtilitatum ceſſatio tam diu quàm din ſuſpenſio Privilegii Societati Oſtendanæ eonceſſi, nimirum per ſeptem annos durabit, ut intra hoc temporis ſpatium jura rationesque reciprocæ commodè conciliari, generalisque Pacificatio eo ſolidius ſtabiliri poſſit.

VII. Si fortè poſt ſubſcriptioeem iſtorum Præliminarium inter Principum Contractantium Subditos, ſive in Europâ ſive in Indiis, turbas ſub qualieunque prætextu moveri aut hoſtilitatis actus exerceri contingeret, ſi damna à ſuis reſpectivè Subditis perpeſſa communi ope reparabunt.

VIII. Secutâ præcedentium Articulorum aeceptatione & ſubſcriptione, Congreſſus intra ſpatium quatuor Menſium à die ſubſcriptionis computandorum, Aquisgreui inſtituetur, intra quorum decurium, jure & prætenſiones Principum Contractantium, eorumque qui ad dictum Congreſſum Invitati fuerint, examinabuntur, diſcudentur ac terminabuntur.

IX. Plenipotentiarii nominandi non poterunt niſi ſolos doos Nobiles, duos Ephebos, & ſex ſimulos ſeu Pediſſequos in comitato ſuo habere, quo promptius ſe ad iter parare poſſint, & ut omnis æmulatio, laxus ac ſumptus evitentur.

X. Ceremoniale oullum obſervabuut, eamque normam tenebunt quæ in nupero Congreſſu Cameracenſi obſervata fuit, idque ad decliuandas eas difficultates, quæ circa præcedentiam oriri poſſent, facultate tamen proteſtandi cuique pro arbitrio relicta.

XI. Principes ſuis reſpectivè Plenipotentiariis ſeriò demandabuut, ut omnia impedimenta ſeu tricas evitent, quæ protrahere vel turbare Congreſſum ullo modo poſſent.

XII. Ratificatio horum Articulorum intra ſpatium duorum Menſium, aut citius ſi fieri poterit, à die ſubſcriptionis erga ſe invicem extradetur.

In quorum fidem Nos infraſcripti Miniſtri Plenipotentiarii Suæ Sacræ Cæſareæ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Britannicæ, & Celſorum ac Potentium Dominorum Statuum Generalium Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, hoſce Articulos mano noſtrâ ſubſcripſimus & Sigillis noſtris com-

ANNO 1727. communivimus. Actum Parisiis die ultimâ Mensis Maji, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo septimo.

(*Signatum erat*)

Marcus Baro Desfonseca. (L. S.) *Le C. de Morville.* (L. S.) *H. Walpole.* (L. S.) *W. Borcel.* (L. S.)

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Cæsareæ Regio-Catholicæ Majestatis.

NOs CAROLUS Sextus Divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, Wurtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Calabriæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Absburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretii, Kiburgi, Goritiæ & Namurci, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. Cùm à tempore æon multò abhinc certæ simultates nonnullos inter Europæ Principes exortæ sint, quæ propediem in apertum Bellum erumpere minabantur, & verò inter Regem Hispaniarum, Regemque Magnæ Britanniæ acto eruperunt, lis verò amicabiliter componendis certi Articuli pro parte Christianissimi Regis ejusque Confœderatorum expositi Nobis fuerint, qui ad præparandum Congressum pro Pacificatione generali dissidentium Principum institutum prævie, seu Præliminariter subscribi ac signari debeant; hinc est quòd Magnifico nostro & Sacri Romani Imperii fideli dilecto N. Baroni d'Effonseca potestatem plenam fecerimus, prout hisce facimus, ut præfatos Articulos Præliminares cum Plenipotentiariis Ministris intervenientium Principum, nomine nostro, tanquam Minister noster Plenipotentiarius subscribat & signet; Verbo Cæsareo, Regio & Archiducali promittentes, Nos eos à præfato Plenipotentiario Nostro ita subscriptos & signatos Articulos intra tempus conventum approbaturos & sstificaturos esse. In quorum fidem ac robur præsentes manu nostrâ subscriptas, Sigillo nostro Imperatorio, Regio Archiducali, firmari jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Vienoæ die duodecimâ Aprilis anno millesimo septingentesimo vigesimo septimo, Regnorum Nostrorum Romani decimo sexto, Hispaniarum 24., Hungarici verò & Bohemici itidem 16.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A ZINZENDORFF.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Regiaque Catholicæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS DE BUOL.

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme il s'est élevé depuis quelque tems des differends qui ont déja donné lieu à plusieurs hostilitez entre quelques Puissances, & qui auroient pu causer un embrasement general dans l'Europe, s'il n'y étoit pourvû sans retardement; ainsi que Nous & Notre très-cher & très-aimé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, le desirons avec un égal empressement; Nous avons voulu entrer dans tous les moyens propres à affermir entierement la Tranquillité générale, & Nous confiaos en la capacité, experience, zèle & fidelité poor Notre service de Notre amé & feal le Sr. Fleurieu Comte de Morville, Notre Ministre & Secretaise d'Etat des affaires Etrangeres, Chevalier de la Toison d'Or. Pour ces causes & autres boones cooiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de Notre maio, commettons, ordonnons & deputons ledit Sr. Comte de Morville, & lui avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour conjointement avec les Ministres de Notre dit Frere le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, convenir en Notre nom, en qualité de Notre Ministre Plenipotentiaire avec les Ministres Plenipotentiaires de ootre très cher & très-aimé Frere, l'Empereur des Romains, & de Notre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi d'Espagne, pareillement munis de Plein-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer avec lesdits Ministres ensemble ou separement tels Traitez, Articles & Conventions, que ledit Sr. Comte de Morville aviscra bon être, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même autorité que Nous serions & pourrions faire, si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y air quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en lesdits Presens, promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme & stable, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sr. Comte de Morville aura stipulé, promis & signé, en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme pour être échangées dans le tems dont on sera convenu: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre ootre Scel à ces Présentes. Donné à Versailles le 40. Mai l'an de grace 1727., & de Notre Regne le 12. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, LE BLANC.

ANNO 1727.

Plenipotentiarum Tabulæ Suæ Sacræ Majestatis Britannicæ.

GEORGIUS REX.

GEORGIUS Dei gsatiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunswici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi Thesaosarius & Psinceps Electos, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Litteræ pervenerint salutem. Quandoquidem ardentissimo flagrantes desiderio, Pacem & Tranquillitatem totius Europæ commuoem restituendi conservandique, & Bellorum flammas jam erumpentes, & latius in dies sese spatsuras, exstioguendi, Virum quemdam eo negotio parem ominare, atque auctoritate sufficienti instituere duximus, qui cum Ministris ex parte Principum Rerumque Publicarum, quorum interesse poterit, ad opus adeò salutare & oecessarium deputatis & instructis conferre, & Tractatus aliave Instrumenta conficere possit; Sciatis igitur, quòd Nos fide, Industriâ & in rebus magni momenti trsctandis usо & perspicaciâ fidelis & dilecti Nobis Horatii Walpole Armigeri plurimum confisi, eundem oominavimus, fecimus & coostituimos, quemadmodum per præsentes nomioamus, facimus & constituimus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; dantes & concedentes eidem omnem & omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque; oec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra) cum Ministris quibusvis, à quocumque Principe vel Republicâ auctoritate sufficienti instructis, congrediendi, colloquendique, ac Tractatus, Conventiones, seu Pacta Convents, Articulos sive secretos sive separatos, atque Instrumenta demum quæcumque, quæ ad coosilium scopumque supra memoratum facilius efficaciusque assequeodum facere possint, pertractandi, peragendi, concludendi, conficiendique, atque ea omnia quæ ita peracta, & concussa fuerint, pro nobis & nostro oomine signandi, eademque mutuò tradendi, recipiendique ac generaliter en omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad finem saletarem supra dictum attingendum, vel quomodolibet opportuos esse judicaverit, tam amplis modo & formâ ac vi effectuque pari ac Nos ipsi, si interessemus, facere ac præstare possemus; spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcumque à dicto nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, vi præsentium transigi, concludi & signari contigerint, grata, rata & accepta, iis prorsus modo & formâ, quibus conventa fuerint, habituros.

In quorum omnium majorem fidem & robur præsentibus

ANNO 1727. tibus manu noſtrâ Regiâ ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus; quæ dabantur in Palatio noſtro Divi Jacobi 25. die Menſis Aprilis, anno Dom 1727. Regnique noſtri 13.

Pleinpouvoir des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux qui ces Préſentes verront ſalut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conſervation de la Paix & de la Tranquillité publique, ne ſouhaitant rien avec plus d'empreſſement, ſinon que les differends, qui agitent préſentement l'Europe, & qui la menacent d'une Guerre prochaine, puiſſent être aſſoupies par une bonne & prompte conciliation, & qu'à cet effet on puiſſe convenir au plûtôt de quelques Préliminaires pour poſer le fondement à une Négociation ultérieure dans un Congrès général, où ces differends pourront être discutez plus amplement, & comme Nous connoiſſons les mêmes ſentimens pacifiques dans Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Britannique Nos Alliez, & que Nous ne doutons point, que Sa Majeſté Imperiale, & Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne ne ſoient auſſi portez à entrer dans toutes les voyes qui pourront contribuer à prévenir la Guerre & à conſerver la Paix, ſi eſt ce que Nous fians entierement à la prudence, fidelité & experience du Sr. Guillaume Boreel, Nous l'avons nommé, élu & conſtitué, le nommons, l'éliſons & conſtituons Notre Pleniporentiaire, lui donnant par ces preſentes Pleinpouvoir & Mandement tant général que ſpecial, pour que conjointement avec les Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Britannique, il puiſſe entrer & traiter avec celui ou ceux qui aura pareillement Pleinpouvoir de Sa Majeſté Imperiale, & de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, ſur les Articles Préliminaires qu'on jugera convenables pour préparer un chemin à un Congrès & à une conciliation générale, d'en convenir, d'arrêter, conclure & ſigner tous les Articles dont on ſera convenu, d'en paſſer les inſtrumens néceſſaires, & de faire à cet égard tout ce que Nous pouſſions faire ſi Nous étions préſens; promettans ſincerement & de bonne foi, que Nous aurons pour agréable, ferme & ſtable tout ce que ledit Sr. Guillaume Boreel, en vertu de ce Notre Pouvoir, aura negocié, arrêté, conclu & ſigné, & que Nous paſſerons là-deſſus Nos Actes d'Approbation & de Ratification en bonne & duë forme. En foi de quoi Nous avons fait mettre ces préſentes de notre grand Sceau, les ſigner par le Preſident de notre Aſſemblée, & les ſouſſigner par notre Greffier. A la Haye le 6. May 1727. (*Etoit ſigné*) A. VELTERS VT. *Plus bas*, par Ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Généraux.

(*Signé*) F. FAGEL.

LVIII.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Duc de* BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.

COmme la Sereniſſime Maiſon de Brunswic-Lunebourg a toujours tâché de conſerver & de entretenir une amitié intime entre toutes ſes Branches, ce qui a contribué non ſeulement à la gloire & au bonheur de ladite Sereniſſime Maiſon, mais auſſi à l'avantage de la Religion Proteſtante, dont ladite Maiſon a de tout temps eu les intérêts à cœur; S. M. le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Brunswick-Lunebourg, & Son Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, jugeant qu'il ſera fort à propos, tant pour le bien mutuel de leur Maiſon, que pour celui de la Religion Proteſtante, de raffermir l'antique Union par de nouvelles liaiſons faites entre Sadite Majeſté & Sadite Alteſſe Sereniſſime, en vue ſeulement de ſe donner une Garantie reciproque pour leurs propres Païs, & ſans le moindre deſſein de cauſer aucun préjudice, ni à l'Empereur ni à l'Empire, ni à quelque Puiſſance que ce ſoit: pour cet effet, elles ont muni de part & d'autre de Pleinpouvoir ſuffiſant; c'eſt à-dire, Sadite Majeſté le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, ſes Conſeillers Privez, les Sieurs Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Grande-Bretagne; Guillaume Duc de Devonſhire, Preſident de ſon Conſeil Privé, Thomas Lord Trevor, Garde de ſon Sceau Privé; Thomas Holles, Duc de Newcaſtle, un de ſes principaux Secretaires d'Etat; Charles Vicomte Townſhend, l'autre de ſes principaux Secretaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretiere, & premier Commiſſaire de la Treſorerie: & Sadite Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, le Sieur Conrad Detleff, Comte de Dehn, ſon Miniſtre d'Etat Privé, Preſident de la Chambre des Couvens, Doyen du Chapitre de St Blaiſe à Brunswic, Echanſon Hereditaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhauſen & Riddaghauſen, Chevalier des Ordres Danois, & ſon Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté de la Grande-Bretagne, leſquels ayant conferé enſemble ſur les moyens le plus propres pour parvenir aux fins ci-deſſus mentionnez, ſans faire tort à perſonne, ſont tombez d'accord des Articles ſuivans. ANNO 1727.

ARTICLE PREMIER.

Qu'il y aura une amitié intime & unſon ſincere, ferme & invariable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs Heritiers & Succeſſeurs; laquelle ſera ſi exactement & fidelement gardée, que les Parties Contractantes non ſeulement avanceront leurs intérêts reciproques, mais auſſi elles éloigneront tout tort & dommage quelconque d'un de l'autre, & traverſeront au poſſible tout deſſein prejudiable, qui pourra le former contre l'un ou l'autre deſdites Parties Contractantes, enfermement aux Traitez & Conventions qui conſiſtent déja dans les deux Branches de ladite Sereniſſime Maiſon.

II. Qu'en vertu de cette Union étroite, leſdites Parties Contractantes promettent de s'aſſiſter mutuellement par leurs Conſeils, & par leurs bons offices, par tout où il en ſera beſoin. Et comme le Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne promet de garantir audit Sereniſſime Duc tous ſes Païs & Etats; ainſi ledit Sereniſſime Duc promet ſa Garantie audit Sereniſſime Roi pour la défenſe de ſes Royaumes de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de ſes Païs & Etats en Allemagne. Et d'autant que le Traité conclu à Zell le ſixieme de Mai 1671. entre les Sereniſſimes Ducs de Brunswic-Lunebourg, oblige déja le Sereniſſime Duc à maintenir toujours au poſſible la poſſeſſion de la Ville & Forteresſe de Brunswic, pour la ſûreté commune de ladite Maiſon, Sadite Alteſſe Sereniſſime renouvelle ici toute la renen de cedit Article, & s'engage de ne livrer jamais ladite Ville & Forteresſe de Brunswic, en mains, poſſeſſion, ou pouvoir de qui que ce ſoit.

III. Qu'en cas que les ſuſdits Païs & Etats de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes ſoient menacées d'une attaque ou invaſion, alors elles concerteront enſemble, ſans perte de tems, ſur les moyens de repouſſer leurs Ennemis, & regleront d'abord & ſans délai, les proportions des ſecours à ſe prêter mutuellement, bien entendu que le ſecours qui devra être fourni à Sa Majeſté Britannique de la part dudit Sereniſſime Duc, ſelon ledit concert à faire, ne pourra pas être reglé à moins de cinq mille Hommes.

IV. Que le ſuſdit Sereniſſime Duc ayant repreſenté au ſuſdit Sereniſſime Roi, que pour ſe mettre & ſe maintenir dans un Etat, & dans une ſituation à remplir d'autant mieux & plus ſûrement les obligations qu'il alloit contracter avec Sa Majeſté, il ſeroit obligé de ſe charger de groſſes dépenſes, qu'il ſuudra faire pour un Corps de Troupes ſuffiſant pour garder ſon propre Païs, Villes & Forterelles, en cas de danger, & pour aller au ſecours des Païs & Etats dudit Sereniſſime Roi, s'il y en aura beſoin; Sa Majeſté ledit Seigneur Roi, en conſideration de ce qui eſt ci deſſus, promet de payer audit Seigneur Duc la Somme de vingt-cinq mille Livres Sterling par an, pendant l'eſpace de quinze ans, laquelle Somme annuelle de vingt-cinq mille Livres Sterling ſera payable par portion égale de trois Mois en trois Mois, à compter du jour de la Ratification du préſent Traité.

V. En cas que, contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce ſoit, vouût en haine du Traité d'amitié & de défenſe mutuelle, fait & ſigné ce jourd'hui, faire quelque inſulte aux Païs, Villes & Territoires, appartenans au Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, ou lui cauſer quelque tort ou dommage, Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne promet

ANNO 1727. promet & s'engage de garantir ledit Sereniſſime Duc de telle inſulte, & de faire tout ſon poſſible pour faire ceſſer tout tort & dommage qui pourroit lui arriver en haine du ſusdit Traité.

VI. Que ce Traité d'Alliance & d'Amitié ſera ratifié en dûë forme par leſdits Sereniſſimes Roi & Duc, & les Ratifications en ſeront échangées dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi dequoi, nous ſouſſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le préſent Traité d'amitié, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de DENN.
(L.S.) TREVOR C. P. S.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALPOLE.

ARTICLE SEPARÉ.

Comme Son Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Wolfenbuttel a promis par l'Article troiſiéme du Traité ſigné ce jourd'hui, de fournir à Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne, en cas ci ſpecifié, un Corps de cinq mille Hommes, & ſadite Alteſſe Sereniſſime ayant fait repreſenter les grands inconveniens qui pourroient lui arriver, ſi ledit Corps de Troupes devoit être transporté dans les Royaumes de la Grande-Bretagne, & de l'Irlande, ſelon le conteuu de l'Article ſecond dudit Traité, ledit Sereniſſime Roi conſent, que les Troupes, que ledit Sereniſſime Duc doit lui fournir, ne ſeront pas obligez de paſſer dans leſdits Royaumes de Sadite Majeſté, mais qu'elles ſeront plutôt employées, ou à remplacer celles qui ſeroient tirées des Etats de Sa Majeſté en Allemagne, ou à être miſes dans les Garniſons des Etats Généraux, à la place des Troupes desdits Etats qui pourroient paſſer dans les Royaumes de Sadite Majeſté, ſelon que le tout ſera plus exactement reglé lorſque le cas exiſtera.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il evoit été inſeré, de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui, il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous ſouſſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunswic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le préſent Article ſeparé, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de DENN.
(L.S.) TREVOR C. P. S.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALPOLE.

LIX.

1728. Fevr. *Octroi accordé par le Roi de* DANNEMARC *à la Compagnie de* TRANQUEBAR.

NOUS FREDERIC IV. par la grace de Dieu Roi de *Dannemarc* &c. ſavoir faiſons, qu'aiant été requis de declarer nos intentions ſur l'Octroi accordé par notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuſe memoire à la Compagnie *Danoiſe* des *Indes*, nous l'avons confirmé dans tous ſes points, & y avons ejouté les amplifications qui ſe trouveront ci-aprés. (La teneur dudit Octroi eſt comme s'enſuit.)

Nous CHRE'TIAN V. par la grace de Dieu Roi de *Dannemare*, &c. Savoir faiſons à tous & chacun que nous avons prolongé l'Octroi accordé le 28. Novembre 1670. à notre Compagnie des *Indes-Orientales*, établie dans le Fort de *Dansebourg* & dans le Ville de *Tranquebar* ſur le Côte de *Coromandel*, pour en jouïr pendant l'eſpace de 40. ans, à compter de la date dudit Octroi, aux conditions ſuivantes.

I. Permettons à ladite Compagnie de faire en notre nom, avec les Rois & autres Etats des Indes, telles Alliances & Traitez qu'elle trouvera à propos, comme auſſi d'employer tels moyens offenſifs ou defenſifs qu'elle jugera convenables à l'accroiſſement & à la défenſe de ſon Commerce, contre tous ceux qui voudroient le troubler, lui accordant pour cet effet tous les Pleinpouvoirs néceſſaires. ANNO 1728.

Que s'il lui étoit ſuſcité quelque obſtacle de la part de quelques Puiſſances ou Etats *Européens* que ce ſoit, la Compagnie nous en donnera avis, ſans ſe porter à aucune extrémité, & attendra nos ordres, à moins qu'elle ne fût attaquée ou moleſtée, auquel cas il lui ſera permis de repouſſer la force par la force.

Promettons de ratifier en tems & lieux toutes les Negociations que ladite Compagnie aura faites avec les Rois & Etats des *Indes*, & de lui procurer telles recommandations qui ſeront néceſſaires auprès des Princes Etrangers pour l'avantage de ſon Commerce, lui accordant dès à préſent le pouvoir d'établir en ce Païs-là telles Forteresſes, Loges & Comptoirs dont elle pourra avoir beſoin, &c. leſquels lui appartiendront en toute propriété, à condition néanmoins que ſi, aprés l'expiration du préſent Octroi, Nous ou nos Succeſſeurs voulions en gratifier une autre Compagnie, celle-ci ſera tenuë de s'en déſiſter, &c.

II. Quoique Nous & nos Succeſſeurs tenions en notre nom le Fort de *Dannebourg* & la Ville de *Tranquebar*, les Directeurs & Hauts Participans de ladite Compagnie pourront néanmoins, durant le terme du préſent Octroi, choiſir & nommer à la pluralité des voix un Commandant ou Vice-Commandant, dont nous promettons d'aprouver le choix, à condition que celui qui aura été élu prêtera Serment entre les mains des Directeurs, de défendre ladite Place juſqu'à la derniere goute de ſon ſang, &c. Nous confians que leſdits Directeurs ne choiſiront pour cet emploi que des perſonnes d'une fidelité reconnuë & d'une experience dans les affaires telle qu'il convient à notre ſervice & à celui de la Compagnie.

III. Ne pourra ledit Commandent ou Vice-Commandant faire aucun Commerce pour ſon compte, non pas même avec la permiſſion du Conſeil Privé; mais ils ſe contenteront des Apointemens accordez à chacun des Directeurs, & ne feront de Commerce que pour le compte de la Compagnie.

IV. La Compagnie joüira de tous les revenus de *Dannebourg* & de *Tranquebar*, moyennant quoi elle ſera obligée d'y entretenir à ſes frais une Garniſon de 200. *Européens* au moins & d'autant de *Negres* qu'il ſera néceſſaire, comme auſſi de payer au Prince de *Tanjour* la Penſion annuelle qu'on lui donne, à moins que les Directeurs ne faſſent avec lui de meilleures conditions, & qu'ils ne ſoient obligez de faire pour cela de nouveaux frais, leſquels leur ſeront allouez. Permettons pareillement aux Directeurs d'étendre nos Poſſeſſions dans les *Indes*, & d'y envoyer tels Officiers qu'ils jugeront à propos.

V. Nous nous engageons de n'accorder à perſonne qu'à ladite Compagnie, non pas même à nos propres Sujets, aucun Paſſeport ou permiſſion de naviger aux *Indes*, tant que durera le préſent Octroi; & ſi quelques-uns de nos Sujets ſont ſurpris en fraude à cet égard, leurs Vaiſſeaux & Effets ſeront confiſquez au profit de la Compagnie, qui pourra les garder & s'en ſervir, &c.

L'Amplification faite à cet Article par Sa Majeſté Reguante eſt comme il s'enſuit.

LAdite Compagnie aura le même liberté qu'auparavant d'équiper des Vaiſſeaux qui iront & viendront de notre Réſidence Royale de *Coppenhague* en diverſes Places des *Indes-Orientales*, comme auſſi de les charger & décharger dans tels Ports & Villes de nos Royaumes & Etats qu'elle jugera à propos, moyennant que cela ſe faſſe au nom & pour le compte de la Compagnie *Danoiſe* des *Indes*, & qu'il n'y ſera employé que de nos Sujets préférablement à toute autre Nation.

VI. Les Vaiſſeaux & Effets de la Compagnie, ſoit en commun ou en particulier, ne ſeront jamais arrêtez ni autrement moleſtez ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre, & ſon Commerce aura toujours un libre cours.

ANNO 1728.

L'Amplification de Sa Majeſté Regnante à cet Article eſt.

QUe tous les Vaiſſeaux & Effets, tant communs que particuliers, de la Compagnie, même les Effets étrangers qui pourroient y entrer par Aſſociation, comme auſſi les Capitaus qui auront été mis dans l'ancienne Compagnie des *Indes*, à qui qu'ils puiſſent apartenir, en tout tems & en tous Lieux, ſeront exempts de toutes charges & Impôts, (excepté ce qui eſt ſtipulé qu'ils doivent payer par chacun an,) ſpecialement les Capitaux Etrangers, qui ſeront exempts du 6. & 10. Denier, comme s'ils étoient des Effets réels de la Compagnie; & ils ne ſeront arrêtez, ni autrement moleſtez de quelque maniere que ce puiſſe être, ni par Nous & nos Succeſſeurs, ni par nos Miniſtres & Officiers, &c.

VII. Quelques Marchandiſes que ce ſoit, nulle exceptée, que la Compagnie envoye de nos Royaumes aux Indes, avec ſes propres Vaiſſeaux ou des Vaiſſeaux Etrangers, & toutes celles qu'elle ſera venir des Païs Etrangers ou de nos propres Païs pour l'avancement du Negoce, ſeront entierement exemptes de tous Droits & Peages, de quelques noms qu'on les puiſſe nommer. De même tous les Vaiſſeaux & Bâtimens qui apartiennent ou qui pourront apartenir à la Compagnie ſeront auſſi exempts de tous Droits, Peages & Impôts. A condition néanmoins que les Directeurs donneront une ſpécification exacte de toutes ces Marchandiſes, conformément à leurs Livres, & l'on payera pour cela, ſavoir de ce qui ſe transporte dans les Païs Etrangers, un pour cent, & demi pour cent de ce qui ſe conſume dans nos Royaumes & Etats.

VIII. Permettons que les Hauts Participans, qui ont vois dans la Compagnie, en puiſſent nommer les Directeurs, ſans que nous ni ceux de notre Maiſon Royale qui auront part dans ladite Compagnie, puiſſions aucunement nous en mêler.

IX. Les Directeurs nommez auront pouvoir de choiſir & de mettre tous les autres Officiers & Domeſtiques de la Compagnie, tant par Mer que par Terre, tant en *Europe*, qu'aux *Indes*; & ceux-ci ſeront obligez de ſe conformer à tout ce qui leur ſera ordonné par les Directeurs, ſous peine d'être punis ſelon l'exigence du cas.

X. La Compagnie aura ſa propre Juſtice, de maniere que les Directeurs pourront eux mêmes, dans toutes les affaires & différends concernant la Compagnie, prononcer Sentence contre les Domeſtiques d'icelle, tant qu'ils ſeront à ſon ſervice & qu'ils n'auront pas entierement rendu leurs Comptes. Les Directeurs pourront auſſi nommer un ou pluſieurs des Participans pour les juger. Leurs Sentences ſeront ſans Appel, à moins qu'elles n'intéreſſent l'honneur ou la vie de quelqu'un, auquel cas ſeulement le Condamné pourra appeller au Tribunal Superieur.

XI. La Compagnie aura auſſi ſon propre Poids & ſa Balance dont elle pourra ſe ſervir en toute occaſion, bien entendu qu'ils ſoient conformes au Poids & à la Balance dont il eſt ordonné de ſe ſervir dans nos Royaumes & Etats.

XII. Les Artiſans au ſervice de la Compagnie, auſſi bien que les Maitres dans les Corps de métiers, ſeront obligez de travailler & expedier tout ce qui leur ſera ordonné par les Directeurs, ſuivant la façon & le Poids que les Directeurs jugeront à propos.

XIII. La Compagnie pourra en toutes ſortes d'affaires ſe ſervir de Papier non marqué, lequel ſera reçu dans tous les Tribunaux & tenu pour auſſi valable que le Papier marqué.

XIV. Il ſera permis aux Directeurs de regler l'intérêt des Sommes qu'ils auront empruntées pour le ſervice de la Compagnie, ſur le pied dont ils pourront convenir avec les Créanciers. Et les Obligations que les Directeurs donneront en pareil cas vaudront des Lettres de Change.

XV. Les Directeurs pourront auſſi choiſir des Perſonnes capables, pour prêcher la véritable Doctrine Evangelique, tant ſur les Vaiſſeaux qu'aux *Indes*, & pour adminiſtrer les Sacremens. Et ces Miniſtres ainſi choiſis ſeront par Nous confirmez & avancez dans la ſuite à de pareils emplois dans nos Royaumes, s'ils menent une vie exemplaire.

XVI. Pourront les Officiers de la Compagnie ſe ſervir aux *Indes* de notre Sceau pour toutes les expeditions concernant les affaires de la Compagnie. ANNO 1728.

XVII. Et comme les Directeurs Nous ont fait ſavoir qu'à leur Entrée dans le Château de *Dannebourg* & dans la Ville de *Tranquebar*, il n'avoit point été fait d'Inventaire, tel qu'il eſt ordonné par l'Octroi précedent. Nous voulons bien excuſer cette négligence & les diſpenſer d'en faire un à l'expiration du préſent Octroi, ne demandant autre choſe d'eux ſinon que les Fortifications de *Dannebourg* & de *Tranquebar* ſoient en bon état, bien pourvûes de Canons montez ſur les Affuts, & avec une quantité de Poudre & de Plomb ſuffiſante pour une année.

De plus la Compagnie ſera obligée, après la Date de cet Octroi, de faire venir un ou pluſieurs Vaiſſeaux chargez, dont la Cargaiſon ſoit eſtimée plus de 150000. Ecus, de laquelle on mettra 100000. Livres de Salpetre dans notre Arſenal, ou autrement pour chaque cent Livres de Salpetre ſera delivré 8. Ecus à notre Chambre de Finances, ſans que les Vaiſſeaux, en quelque nombre & avec quelque charge qu'ils arrivent, ſoient tenus de payer autre choſe: & les années qu'il n'arrivera point de Vaiſſeaux, ou que leur charge ſera eſtimée moins de 100000. Ecus, ils ſeront exempts de cet Impôt.

L'Explication donnée par Sa Majeſté Regnante à l'Art. XVII. eſt.

QUe lorſqu'il arrivera dans la ſuite quelque Vaiſſeau de retour, il ſera libre à la Compagnie de payer 8000. Ecus ou de livrer 100000. Livres de Salpetre. Donné à *Coppenhague* le 10. Mai 1704.

Signé,

FREDERIC Roi.

SAvoir faiſons par ces préſentes, que notre intention eſt que le XVII. Article ci deſſus ſoit exécuté, c'eſt-à-dire, qu'il ſoit libre à la Compagnie de livrer 100000. Livres de Salpetre ou de payer 8000. Ecus des Vaiſſeaux de retour dont la charge montera à plus de 150000 Ecus, ſoit qu'il en arrive un ou pluſieurs, ſoit qu'ils viennent enſemble ou l'un après l'autre. Fait à *Coppenhague* le 6. Fevrier 1728.

Signé,

FREDERIC Roi.

ENſuite vient la fin de l'ancien Octroi, à quoi il eſt ordonné que chacun ait à ſe conformer. Donné à *Coppenhague* le 29. Octobre 1698.

Signé,

CHRETIEN Roi.

La Confirmation de Sa Majeſté Regnante en ces termes.

NOus confirmons par ces préſentes l'Octroi ci-deſſus énoncé, & voulons qu'il ſoit exécuté dans toutes ſes Clauſes & Articles. Défendons à tous & un chacun d'y porter aucun obſtacle ni préjudice ſous peine d'encourir notre indignation. Donné à *Coppenhague* le 2. Septembre 1699.

Signé,

FREDERIC Roi.

Et plus bas,

D. WIEDE.

LX.

Convention entre les Rois d'Eſpagne & d'Angleterre ſur les Préliminaires. Faite au Pardo le 6. Mars 1728. 6. Mars.

QUandoquidem difficultates quædam ſuborta ſint ſuper Articulis exequendis, qui Præliminares vocantur, quique Lutetiæ Pariſiorum die ultimâ Menſis

ANNO 1728. Menſis Maji, deindeque Viennæ die decimâ tertiâ Junii anni 1727 à Majeſtatis hujus indè Poteſtate ſufficienti commiſſarii, ſignati ſuêre: Camque per declarationem quandam à Domino Comite de Rottembourg factam, atque comprobatam, amicitiæ difficultatis feliciter compoſitæ fuerint, cujus Declarationis, ejusdemque à Suâ Majeſtate Catholicâ acceptionis, prout ipſiusmet nomine, & Mandato à Marchione de la Paz exhibitæ & ſubſcripta fuit, tenor hic ſequitur.

D'autant que depuis la Signature des Préliminaires, il s'eſt élevé certaines difficultez entre les Parties Contractantes par raport à la reſtitution des Priſes qui ont été faites de part & d'autre, & nommément celle du Vaiſſeau le Prince Frederic, & de la Cargaiſon apartenant à la Compagnie du Sud, faite & arrêté par les Eſpagnols à la Vera Crux, leſquelles difficultez ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Eſpagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majeſté Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui eſt poſſible, les choſes, & pour lever tous les obſtacles qui s'oppoſent à une Pacification générale, a déclaré, & a donné ſa Parole Royale au Roi Très-Chrétien, qu'Elle envertu de ſes délai des ordres à ſes Amiraux Wager & Hoſier, ou celui qui commandera à ſa place, de ſe retirer des Mers des Indes d'Eſpagne, qu'Elle conſent que l'on discuteroit & décideroit dans le Congrès, les Contrebandes & autres ſujets de plaintes, que les Eſpagnols peuvent avoir par rapport au Vaiſſeau le Prince Frederic.

Que toutes les prétenſions reſpectives, de part & d'autre, ſeront produites, débatues & décidées au même Congrès; Que l'on y diſcutera & décidera pareillement, ſi les Priſes, qui ont été faites en Mer de part & d'autre, devront être reſtituées, & que Sa Majeſté Britannique ſe tiendra à ce qui ſera reglé ſur tout cela.

De mon côté je donne parole, au nom du Roi mon Maître, en vertu des ordres & Pleinpouvoirs que j'ai reçu pour cet effet, que cette diſcuſſion à faire au Congrès, s'executera fidélement; Que l'échange des Ratifications ſe fera ſans délai, & que le Congrès s'aſſemblera infailliblement, & le plutôt qu'il ſera poſſible, ſelon que les Miniſtres des Parties Contractantes, qui ſe trouveront à Paris, en conviendront, ſi Sa Majeſté Catholique veut donner ſa Parole Royale

1. De lever inceſſamment le Blocus de Gibraltar, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faiſant retirer ſon Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occaſion de ce ſiége, en remettant le tout de part & d'autre conformement au Traité d'Utrecht.

2. D'envoyer ſans retard des ordres clairs & précis, pour remettre auſſi-tôt le Vaiſſeau le Prince Frederic & ſa Cargaiſon aux Agens de la Compagnie du Sud, qui ſont à la Vera Crux, pour qu'à leur volonté ils le faſſent paſſer en Europe, & pour remettre le Commerce de la Nation Angloiſe aux Indes, ſelon ce qui eſt ſtipulé par le Traité de l'Aſſiento, & convenu par les Articles 2. & 3 des Préliminaires.

3. De faire remettre inceſſamment les Effets de la Floſſe aux Intereſſez, & ceux des Gallions, quand ils reviendront, comme en tems libre, & en pleine Paix, conformement à l'Art. V. des Préliminaires.

4. Que Sa Majeſté Catholique s'engage de la même maniere que Sa Majeſté Britannique s'y eſt engagée ci-deſſus, à s'en tenir à tout ce qui ſera reglé par la ſuſdite diſcuſſion & déciſion du Congrès. Fait au Pardo le 4. de Mars 1728.

(*Signé*)

(L.S.) ROTTEMBOURG.

Yo el infraſcripto Marques de la Paz declaro de expreſſa orden de el Real Nombre del Rey Catholico, mi Amo, y en conſequencia de ſu pleno Poder, que Su Mageſtad por ſu ſiempre conſtante deſeo de facilitar las Negociationes para una Paz univerſal y permanente ha venido en aceptar, y effectivamente admite y accepta la propoſition ultimamente hecha por el Señor Conde de Rotenbourg, Miniſtro Plenipotentiario de Su Mageſtad Chriſtianiſſima, ſegun queda immediatamente à qui arriva inſerta. En fée de lequal firmo la preſente Declaracion, y la pengo el Sello de mis Armas, en 5. de Marzo 1728. ANNO 1728.

(Signé)

El Marques DE LA PAZ.

Nos infraſcripti Miniſtri Plenipotentiarii, debitâ auctoritate ſuffulciti inſtructi, quo declaratio ſuperſcripta vim vigoremque ampliſſimum obtinere poſſit, hoc aſſenſûs, confirmationisque ſpeciale inſtrumentum, nomine & Mandato Dominorum noſtrorum reſpectivè ſignavimus, eidem Sigilla noſtra appoſuimus. Actum Pardo die 6. Menſis Martii, anno Domini 1728.

(*Signatum*)

KONIGSEGG (L.S.)	KEEN. (L.S.)	ROTTEMBOURG. (L.S.)
El Marques DE LA PAZ. (L.S.)		F. VANDER MEER. (L.S.)

LXI.

* *Copia Reverſalium ad implendas conditiones in Literis Inveſtituræ de S. R. I. Ducatibus Hetruria, Parma & Placentia expreſſas à Rege Hiſpan.* LUDOVICO *Madritis 28. Febr.* 1724.

LUDOVICUS Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennii, Algarbiarum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Sautillevan, nec non Marchio Berteti Landi, noſtri in Cameracenſi Congreſſu Miniſtri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ, quâ nixi inveniebantur, & in Articuli quinti Quintuplicis Fœderis die ſecundâ Menſis Augaſti Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſignati, dieque decimâ ſextâ Menſis Februarii anni ſubſequentis milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi à Rege, & Parente noſtro Hagæ-Comitis accepti Complementum & obſervantiam acceperint & admiſerint Diploma Cæſareum, live Litteras expectativæ eventualem de Ducatibus ſeu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Inveſtituram pro Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Sereniſſimæque Reginæ Dominæ noſtræ natæ Parmenſis Duciſſæ Filia, ipſiusque Deſcendentibus, & Succeſſoribus Maſculis à Legitimo Matrimonio ſuſceptis, & horum defectu pro cæteris univerſis ejusdem Reginæ Sereniſſimæ Dominæ noſtræ Filiis, eorumque Deſcendentibus Maſculis, continentes; quod quidem Diploma ipſis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis noſtræ ſubſcriptam, atque Sigillo firmatam tradiderant Inſtrumentum quoddam, cujus tenor ſubſequens eſt.

Nos infraſcripti Sacræ Regiæ Catholicæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii recipimus in complementum & ſatisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die ſecunda Auguſti 1718. Londini ſubſcripti, & decimo ſexta Februarii 1720. à Rege Catholico Hagæ-Comitum acceptati Diploma Cæſareum, ſeu Litteras expectativæ Inveſtituram eventualem continentes Ducatuum, ſeu Statuum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ pro Sereniſſimo Infante Carolo Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filio ejusque Deſcendentibus Maſculis et Legitimo Matrimonio Natis, aut poſt deceſſum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filiis, eorumque Deſcendentibus Maſculis, quod Nobis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis hodie debita in forma coram Miniſtris Plenipotentiariis Regani Mediatoram ritè extraditum fuit; Promittimusque nomine Sacræ Catholicæ Majeſtatis, omnes, & ſinguias in prædicto Diplomate expreſſas conditiones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majeſtate, prout & à Sereniſſimo Infante Carolo, ejusque Hæredibus, & Suc-

* Ces Pièces ont été publiées en 1728. & la plûpart delivrées alors quinque ſignees plûtôt.

ANNO 1728. & Succeſſoribus Masculis, ſibidemque recenſitis ejus Fratribus ſanctè & inviolatè executum & obſervatum iri, in cujus fidem præſens hoc Inſtrumentum virtute Plenipotentiæ à Sacra Regia Catholica Majeſtate nobis conceſſæ, cujus Apographum ad finem adjunctum eſt, manu propriâ, Sigilloque noſtro firmavimus; quemadmodum, & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majeſtate ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium ſex ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citius, ſi fieri poteſt, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur. Actum Cameraci die vigeſima quarta Januarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(L.S.) El Conte de SANTISTEVAN.

(L.S.) El Marquis BERETTI LANDI.

CUmque à prælibatis Comite de Santiſtevan, & Marchione Beretti Landi præfati Inſtrumenti hic ſupra tranſlati & inſerti exemplar Nobis miſſum fuerit, poſtquam illud de verbo ad verbum percurrimus, atque maturè expendimus omne in illo, contentum, & expreſſum probare atque ratificare decrevimus, ideoque promittimus univerſas & ſingulas conditiones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expreſſas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmiſſum eſt Nobis, & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Inveſtitura eventuali in ipſo contenta, adimpleudas, & inviolabiliter obſervandas erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium tam à Nobis, quàm à Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Hæredibus, atque Succeſſoribus ſuis Masculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum deceſſu ab ipſius Fratribus in ipſa præfata Inveſtitura recenſitis, ad quam Nos referimus; In cujus fidem & firmitatem præſentes Litteras expedire juſſimus, manu noſtra ſubſcriptas, Sigillo noſtro ſecreto munitas, atque ab infraſcripto, Sanctiorir Conſilii commentariſoſi noſtro Chirographo adſcriptas, datas Madriti die vigeſimâ octavâ Februarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(L.S.) YO EL REY.

JOANNES AB ORENDAYN.

Copia Guarantiæ ſeu Cautionis particularis ad impiendas conditiones Litteris Inveſtituræ S. R. I. Ducatuum Hetruriæ, Parmæ, ac Placentiæ inſertas à Rege Britanniæ. In Palatio Divi Jacobi 23. ſt. v. Jan. Anno 1723.

GEORGIUS Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunſvicenſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector &c. omnibus & ſingulis, ad quos præſentes hæ Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Inſtrumentum quoddam Guaranliæ, Romanorum Imperatori præſtandæ, inter eos & bonum Fratrem noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, per Miniſtros Plenipotentiarios utrinque mandatos, & Aurboritate ſufficienter munitos Cameraco die vigeſimo quarto Menſis præſentis Januarii, ſtyli novi, concluſum, ſignatumque fuerit. Formâ & verbis, quæ ſequuntur Poſtquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo ſexto Februarii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo viceſimo à Rege Catholico ſolemni Ratificatione ſuâ aeceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciseentium conſenſu, pactum definitumque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Heruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo poſſeſſi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, ac vielſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe eeo Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tone præſentis Sereniſſimæ & Poteotiſſimæ Hiſpaniarum Reginæ Infans, hujusque Deſcendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo geuitus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascenANNO 1728. rur, pariter una eum eorum poſteris Maſculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuecedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu Literas expectativæ Inveſtituram eventualem continentes pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis eoramque Deſcendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executioaem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter id præſtitum, ac tale deſuper Infeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmiſſum fuit, cujus tenor hic ſequitur.

Locus Inſtrumenti Infeudationis.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſuo ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præinſertarum expectativæ Literarum ſatisfeciſſe; ita viciſſim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali ſua Guarantiâ obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Literis Infeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hiſpaniarum Principe Carolo ſæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religioſe adimplere debere, ac præſertim, quod in caſo exiſtentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione actualem ac proprie ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejusque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps cæterique ut ſupra ipſimet, aut per ſufficeates poſt Imperialem dispenſationem Mandatarios earum Throno Imperiali præſtaudis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis jusjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proiode Sua Regia Majeſtas Britannica & Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima conjunctim & ſeparatim pro ſe ſuisque in Regno Succeſſoribus partieulari hac Guarantiâ & ſpoſitione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatas agnoscunt ſe impletioaem omnium ſingulasumque præinſertæ Infeudationis eonditionum, dum caſus evenerit, ſerió manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio ſuper præfatos Ducatus conſtitutum, illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumentum in majus robur à Sua Regia Majeſtate Britannica & à Sua Regia Majeſtate Chriſtianiſſima Ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citius, ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infraſcripti Sum Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii, & Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti, Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris communivimus. Actum Cameraci die vigeſima quarta Menſis Januarii ſt. n. Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto.

POLWARTH. (L.S.) WHITWORTH. (L.S.)

DE BARRARIE DE SAINT CONTEST. (L.S.) ROTTEMBOURG. (L.S.)

NOs viſo & perpenſo Inſtrumento Guarantiæ ſuperſcripto idem in omnibus & ſingulis ejus Articulis & Claulalis approbavimur, & ratum fitmumque habuimus, ſicut per præſentes pro Nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris, idem approbamus, & ratum, firmumque habemus, ſpondeutes & in verbo Regio promittemes, Nos prædictum Inſtrumentum Guarantiæ, omniaque & ſingula, quæ in eo coutinentur, ſancte atque inviolabiliter præſtituros & obſervaturos, neque paſſuros unquam, quantum in Nobis eſt, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocuoque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præſentibus manu noſtra Regia ſignatis, Magnum noſtrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi juſſimus. Dabantur in Palatio noſtro Divi Jacobi die viceſimo tertio ſt. v. Menſis Januarii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo tertio quarto Regnique noſtri decimo.

Acte

ANNO 1728.

Acte de Garantie du Roi de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre aimé & feal le Sr. de St. Conteſt, Conſeiller d'Etat ordinaire, & nôtre cher & bien aimé le Sr. Comte de Rottenbourg Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai auroient en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté & ſigné en ladite Ville de Cambrai le 13. du preſent Mois de Janvier avec le Comte Polwarth, & avec le Baron de Whitworth Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de ſes Pleinspouvoirs en bonne forme, l'Acte de Guarantie, dont la teneur s'enſuit.

POſtquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti, ac deinde Hagæ-Comitum die decimâ ſextâ Februarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo à Rege Catholico ſolenni Ratificatione ſuâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Paciscentium conſenſu pactum fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Patrumque ac Placentiæ Duce modo, poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Maſculinis; Ac vicissim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe, ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Maſculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Hiſpaniarum Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filius primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hiſpaniarum Infans, hujusque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejuſdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter unà cum eorum poſteris Maſculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu, Literas Expectativæ Inveſtituram eventuslem continentes, pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Deſcendentibus Maſculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret. Ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter id præſtitum, ac sale deſuper Inſeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extradi-tum, ab iisque Regi Catholico transmiſſum fuit, cujusque tenor hic ſequitur.

Locus Inveſtituræ.

AGnoscentes igitus Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinſertatum exſpectativæ Literarum ſatisfeciſſe, ita vicissim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali ſua Guarantia obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Literis Inſeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hiſpaniarum Principe Carolo ſæpeſtæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religiosè adimpleri debere, ac præſertim quod in caſu exilitenis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit, ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione, actualem & propriè ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejusque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps, cæterique, ut ſupra, ipſimet, aus per ſufficientes poſt Imperialem dispenſationem Mandatarios curam Throno Imperiali præſtitis præſtandis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis jusjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, & Sua Regis Majeſtas Britannica conjunctim & ſeparatim, pro ſe, ſuisque in Regno Succeſſoribus particulari hac Guarantia & ſponſione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatos agnoscunt, ſe impletionem omnium ſingularumque præinſertæ Inſeudationis conditionum, dum caſus evenerit, ſcrio manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio ſupra præfatos Ducatus conſtitutum illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumentum in majus robus à Sua Regia Majeſtate Britannicâ Ratihabitionibus ſuis citò confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ, intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citius ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

ANNO 1728.

In cujus rei fidem nos infraſcripti Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, & Suæ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris communivimus. Actum Cameraci die vigeſimo ſecundo decimo tertio Menſis Januarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo nono more veteri.

DE BARBARIE DE SAINT CONTEST. (L. S.)

POLWARTH. (L. S.)

ROTTEMBOURG. (L. S.)

WHITWORTH. (L. S.)

NOus ayant agreable le ſusdit Acte de Guarantie en tous & chacun les points qui y ſont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Succeſſeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces preſentes ſignées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & obſerver inviolablement ſans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces preſentes. Donné à Verſailles le vingt-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille ſept cent vingt quatre, & de nôtre Regne le neuvieme.

LOUIS.

Par le Roi,

FLEURIAU.

Copia Plenipotentiæ Cæſ. in forma Patenti cum facultate ſubſtituendi pro Comite Carolo Borromæo ſuper copeſſenda poſſeſſione Ducatus Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1718.

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Notum teſtatumque facimus tenore præſentium univerſis, quod nos, cum ea, quæ nos inter &c. Sereniſſ. Potentiſſimique Hiſpaniarum Regis Catholici dilectionem Art. 4. Fœderis quadruplicis Anno 1718. Lugduni Britannorum initi, ac poſtea Tabulis Imperialis noſtræ Pacis Viennenſis An. 1725. confirmati, ad conſervanda pristinæ ſuperioritatis Imperialis Jura circa Magnum Ducatum Hetruriæ, ejusque Succeſſionem, deficiente Domus Mediceæ ſtirpe Maſculina, in favorem Sereniſſ. Principis Caroli Hiſpaniarum Infantis, modernæ Reginæ Eliſabethæ, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ Filii Primogeniti ejusque Deſcendentium & ultra, annuentibus S. R. I. Electoribus, Principibus & Ordinibus, nec non convenientibus Galliæ, Angliæque Coronis, ſuo impoſterum ordine ac modo traditis, inſuper eventualis Inveſtiturae Literis diſpoſita ſtatuta & ſancita ſunt, plenæ executioni mandanda ſtatuerimus, Illuſtrem & Magnificum Carolum Comitem Borromæum &c. cujus fidem, prudentiam atque rerum gerendarum dexteritatem nobis ſat probatam novimus, ſpecialiter in noſtrum Cæſareum Plenipotentiarium deſtinaverimus, nuncupaverimus & conſtituerimus prout ipſum hisce ex plenitudine poteſtatis & authoritatis noſtræ Cæſareæ deſtinamus, nuncupamus & conſtituimus cum facultate unum vel plures noſtro Imperiali nomine ſubſtituendi, quem vel quoscunque Integræ ac indubitatæ in nos fidei noverit, eo fine, ut ſubitò ac nitimi nunc ſuperſtitis Sereniſſ. Magni Hetruriæ Ducis Joannis Gaſtonis extrema illi innotuerint, ſe illico noſtris Cæſareis Copiis ſtiparum, habita tamen omnimode exactæ disciplinæ Militaris, conciliandique populorum amoris ratione, in Hetruriæ Ducatum conferat, atque ibidem, ſimul ac noſtram Cæſaream mentem Sereniſſimi quondam Electoris Principi Viduæ, & Senatui Florentino, per Literas & Decretum, quas, quodque ipſi Plenipotentiario noſtro tradidimus, manifeſtam fecerit, Mandatum noſtrum Cæſareum

ANNO 1728. fareum ad Hetruriæ Vaſallos, Officiales, Milites & Subditos directum ubique Locorum affigi, & publicum reddi curet; juxta ejusdem normam, Juramentum quod à dictis Vaſallis, Militibus & Subditis Principi viduæ præſtitum fuiſſe ſertur, tamquam noſtris, Sacrique Rom. Imperii Juribus & apertis totius ferè Europæ ſuffragiis contrarium, nullum, vanum, & irritum declaret, ſicque Vaſallos, Officiales, Milites & Subditos ab omni Juramenti & obligationis vinculo ergo ſæpè dictam Principem viduam abſolvat, ac denique Noſtro Sacrique Rom. Imperii nomine in favorem ſæpefati Principis Caroli Hiſpaniarum Infantis, tamquam futuri veri & legitimi Domini noſtrique Vaſalli vigore Tractatuum ſupra eit rorum verum & realem Ducatus Hetruriæ poſſeſſionem, cum omnibus ipſi competentibus Juribus & pertinentiis à defuncto Duce tempore Fœderis Londini Britannorum ſubſcripti realiter poſſeſſis, capiat, ſalvis tamen iis, quæ quondam Electoris Palatini Principi viduæ, aut aliis vel Jure allodii aut alio juſto Titulo ad Feudum Imperii non ſpectante appertinere dignoſcentur: Cæterum omne id vel ipſe, per Legitimos ſuum ſubſtitutum aut ſubſtitutos agat & præſtet quod ad veré & realiter adipiſcendam poſſeſſionem de Jure & conſuetudine Imperiali fieri poteſt ac debet. Promittentes & ſpondentes verbo Noſtro Cæſareo, quod nos omnia ea & ſingula grata firmaque habituri ſimus. In quorum fidem ac robur hasce manu Noſtra ſubſcripſimus & Sigillo Noſtro muniri juſſimus, quæ dabantur in Civitate Noſtra. Viennæ &c.

ANNO 1728.

Copia Reſcripti Cæſarei ad Principis Electoris Palatini Viduam, ratam Hetruriæ Ducem, de permittendi D. Carolo Hiſpaniarum Infanti poſſeſſione Hetruriæ. Viennæ die 13. Aprilis 1728.

CAROLUS SEXTUS &c. Relatum nobis quidem humillimè fuit, Dilectionis veſtræ genitorem Sereniſſimum quondam Magnæ Hetruriæ Ducem Cosmum hujus nominis tertium, 26. Nov. 1713. prætenſam quandam feciſſe Diſpoſitionem, vigore cujus Dilect. Veſtra in caſum, quo & ipſe & Filius ſuus Joannes Gaſton absque naturali Legitimo Hærede Maſculo aliquando decederent, in omnibus ejusdem Provinciis, Dignitate Magni, ſive Magnæ Ducis & earundem pertinentiis ſucceſſere poſſit debeatque; Quemadmodum autem affectus hujusmodi Succeſſionis ordo ſudubitatæ Noſtræ & Sacræ Romani Imperii in Feudalem Noſtrum Hetruriæ Ducatum ejusque adhærentias Superioritati Imperiali, quæ non tantum antiquis & novis iisque clariſſimis citra omnem contradictionem Juribus firmiter innixa: ſed & ſolemnibus Londinenſis Fœderis, Pacisque Viennenſis Tractatibus ab omnibus Partibus Contractantibus jure merito agnita & concluſa atque ſtabilita eſt, omnino obvertatur, quippe Nobis, quà Romanorum Imperatori & ſupremo Domino Sacroque Romano Imperio unicè competere in comperto eſt, ut in memorato deficientis ex Domo Mediceâ absque naturali Legitima prole Maſcula Linea caſu de futuro Noſtro & Sacri Romani Imperii legitimo Principe & Vaſallo dicti Hetruriæ Ducatus benignè diſponamus, prout eſſum vigore expectativæ vim & robur eventualis Inveſtituræ habentis Sereniſſimo Principi Carolo Hiſpaniarum Infanti die 9. Decembris 1723. clementer conceſſæ jam tum diſpoſuimus. Ita Summo noſtræ pro conſervandis priſtinæ Superioritatis Imperialis Juribus, Cæſareæ poteſtatis authoritatisque muneri haud deeſſe poſſumus quin obſervemus & promoveamus, quæ eveniente ſupradicto aperturæ caſu pro adquirenda & adipiſcenda noſtro & Sacri Romani Imperii nomine ſæpedicto Sereniſſimo Principi Carolo, ſuo reſpectu libera, quieta & plena dicti noſtri Ducatus Hetruriæ poſſeſſione juſta, æqua & opportuna viſa ſunt; Ideoque etiam prætenſam ſupradicti Sereniſſimi quondam Magni Ducis Cosmi Diſpoſitionem, & quæ ad conſequendam ejusdem effectum forſitan vi, clam aut precariò machinata ſunt, & dicuntur, utpote omnia & ſingula per ſe nulla, vana, incompetentia imò & temeraria, etiamſi forſitan Juramentum quoque ſupervenerit, de Cæſareæ noſtræ poteſtatis plenitudine ex integro caſſemus, abrogemus & annullemus, prout eadem omnia & ſingula ſpeciales per Patentes & Decreta noſtra Imperialia caſſata, abrogata & annullata declaravimus, huneque in effectum Cæſareum noſtrum in Italia Commiſſarium & Plenipotentiarium (Tit.) Comirem Borromæum, cum facultate unum vel plures Commiſſarium ſive Commiſſarios aut Mandatarios noſtro Imperiali nomine ſubſtituendi benignè inſtruximus, ut ſeriam hanc mentem & voluntatem noſtram plenariæ & omnimodæ executioni quantocius vel per ſe vel per alium mandare non ſuperſedeat, Dilectionem veſtram paterne benevolequo hortantes, ut à præſumpti ſæpedicti Ducis diſpoſitione, & deſuper fundanda Succeſſionis prætenſione omnino abſtineat, atque Deputatum noſtrum Commiſſarium ſivè per ſubſtitutum ejusdem Commiſſarium aut Mandatarium ad capiendam dicti Ducatus Hetruriæ, pertinentiarumque poſſeſſionem pro tenore Inſtructionis ſuæ liberè agere ſinat, neque in contrarium quidquam attentet, vel attentati curet, hoc enim modo Dilect. Veſtra ſibi optimè conſulet, & Provinciis ac Subditis Hetruriæ contra imminens ingentis ruinæ periculum ſaluberrimè proſpiciet, eâ præſertim habita ratione, quod in Mandato noſtro ea quæ Dilectioni Veſtræ aut quibuscunque aliis vel Jure allodii aut alio juſto Titulo ad Feudum Imperii non ſpectante, legitimè appertinere dignoſcentur, excepserimus, nos quippe ſequiorem in caſum conſentaneæ Juris Feudalis in Imperii Legibus remedia adhibere, & præveitere teneremur; meliora de ſuo in noſtras & Sacri Romani Imperii rationes devotionis & obſequii ſtudio à Dilect. Veſtra præſtolantes, benignum gratiæ & benevolentiæ Noſtræ Cæſareæ affectum eidem de reliquo clementer confirmamus. Viennæ 13. Aprilis 1728.

Copia Mandati Cæſarei ad Subditos & Vaſallos Hetruriæ, ut D. Carlos pro Domino agnoſcant, eidemque præſtanda præſtent. Viennæ 13. Aprilis 1728.

NOS CAROLUS SEXTUS &c. Univerſis & ſingulis Noſtri Sacrique Romani Imperii Ducatus Hetruriæ, ac ſingularum Civitatum, Caſtrorum, Villarum, Terrarumque eò pertinentium, Locumtenentibus, Conſiliariis, Prætoribus, Vexillifero Juſtitiæ, Senatui, Populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus cunctisque Militibus, & omnibus aliis cujuscunque ſint Præeminentiæ, Dignitatis, Conditionis aut gradus, præſentibus aut futuris notum teſtamque facimus.

Poſtquam Articulo quinto Fœderis quadruplicis die 2. Auguſti Anno 1718. initi conventum ſuit, ut ad priſtinæ Superioritatis Imperialis Jura conſervanda Status ſeu Ducatus à Sereniſſimo Magno Duce Hetruriæ modo poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoſcantur, ac habeantur pro indubitatis S. R. I. Feudis Maſculinis: Nos etiam ceu Caput Imperii, annuente Sacro Imperio, conſenſimus, ut, ſi quando caſus aperturæ dicti Status ſeu Ducatus, ob deficientiam Hæredis Maſculi contingat, tunc præſentis Hiſpaniarum Reginæ Filius Primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hiſpaniarum Infans, hujusque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati, lisque deficientibus ſecundo-genitus, aut alii poſtgenti ejusdem Reginæ Filii, ſi qui nascentur, pariter una cum eorum poſteris Maſculis ex Legitimo Matrimonio natis, in dicto Ducatu ſuccedant.

Cum igitur res in eo ſit, ut ſi nobis noſtrisque Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus legitimè intrantibus, & Sacro Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, cæterique ejus Deſcendentes Maſculi, am Ipſius Fratres & eorum Maſculi antedicti, omnia & ſingula debitè faciant & præſtent, quæcunque fideles, obedientesque Principes & Vaſallos Italicos de jure & conſuetudine ex antiquis & continuis Feudorum rationibus ſub Throno Imperiali conſtantes, & per omnia facere & præſtare decet, nos in conformitate præmemorati Articuli V., & non aliter, atque in ſinceram ejusdem executionem, gratiæ & exſpectativæ Inveſtituram eventualem continentis, juxta ritum ac ſtylum Cæſareum, ſolitum Diploma Imperiale, eâ, qua convenit, forma eſt, Lege, modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere ac elargiri promiſerimus, eumque in ſiocm pro Nobis & Noſtris in Diademate Imperiali Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus dicto Principi Carolo, ejusque Deſcendentibus, nec non ex dicta moderna Hiſpaniarum Regina Fratribus, eorumque poſteris, ut ſupra, legitimè natis aut nascituris Maſculis, benigniſſimè conceſſerimus, & Decreto, ac Diplomate Imperiali de dato 9. Decemb. 1723. expectativam, vim, ac robur eventualis Inveſtituræ continentem clementer elargiti ſimus, atque eundem Principem

ANNO 1728. cipem Carolum pro ſe ſuisque Succeſſoribus Masculis, legitimo ex Matrimonio Descendentibus, nec non pro omnibus & ſingulis ſupra recenſitis ipſius Fratribus & eorum Masculis ex legitimo Matrimonio natis, & nascituris memoramm in eventum aperturæ, & caducitatis, quò ſcilicet præſens ex Domo Medicea Poſſeſſor ſine prole legitima naturali Mascula Succeſſionis capace, vivere deſierit, de Cæſarea noſtræ Poteſtatis plenitudine, juxta expreſſum, Legeque Imperiali receptum ordinem & Legem primogenituræ, eventualiter infeudaverimus, & inveſtiverimus de prædicto Magno Hetruriæ Ducatu ſeu Statu ranquam vero Feudo Imperiali Italico Masculino, omnibusque ipſi competentibus Jutibus & pertinentiis nunc realiter & legitimè poſſeſſis, cujus Infeudationis virtute idem Princeps Carolus in caſu ut ſupra, aperturæ dicti Ducatus ſeu Status, immediatè poſſeſſionem omnimodam & adminiſtrationem ipſorum aſſerere ſibi, & conſequi poterit, nempe Ducatus Statusque nunc ab Hetruriæ Duce poſſeſſi, ſtatim ac proles dicti Ducis Mascula Legitima defecerit; Viciſſim autem Nobis ſpecialibus Hiſpanicos per Miniſtros Plenipotentiarios die 24. Jan. 1724. Cameraci datis, & à Sereniſſimo quondam Rege Ludovico 28. Febr. deinde ratihabitis Reverſalibus, quæ inſuper ſeparatis Sereniſſimorum & Potentiſſimorum Galliæ Angliæque Regum ſponſionum, vulgò Garantiæ Inſtrumentis iisdem ferè Menſibus & anno, ac ſolemni denique Imperialis Noſtræ Pacis Viennenſis Tractatu de Anno 1725, in Articulo quarto expreſſè confirmata corroborataque ſunt, vice ac nomine ſæpe dicti Caroli Hiſpaniarum Infantis, ejusque Fratrum, ut ſupra directis Verbis repromiſſum, ac ſponſum, cautumque fuit, modo dictum Principem ejusque Fratres ratione præfati Ducatus ceu Status nobis & ſecuturis Romanorum Imperatoribus ac Regibus Sacroque Rom. Imp. perpetuò fideles & obedientes futuros contrà omnes homines, neque ſcientes unquam fore in conſilio ſeu Tractatu, conſenſu vel facto; ubi aliquid quocumque modo contra Nos vel perſonam, honorem, Dignitatem aut ſtatum aut in damnum noſtrum vel derrimentum, noſtrosve in Imper. legitimos Succeſſores agitur, ſeu concludetur; quin imò noſtrum Cæſareum & S. R. I. honorem & commodum, quantum poterunt adjuturos & promoturos, præterea ſi intellexerint in noſtrum Cæſaream perſonam ſiniſtri quidpiam attentari vel machinari, id ipſum etiam pro viribus impediruros & averturos, atque ad noſtram notitiam deduci curaturos.

In caſu realiter exiſtentis aperturæ intrà annum & diem à tempore apprehenſæ poſſeſſionis, & quoties ille deinceps caſus evenerit, realem, actualem, & proprie ſic dictam inveſtituram à nobis, noſtris Succeſſoribus Romanor. Imperatoribus & Regibus, memoratum Principem Carolum cæterosque, ut ſuprà, ipſosmet aut per legitimos, poſt diſpenſationem Imperialem pares, & ſufficientes Mandatarios, tempore, loco, ſtiloque conſuetis, requirimros, debitum Homagium facturos, ac præſtitis quibuscunque peues Conſilium ac Cancellaſium Imperialem Aulicum præſtandis, coràm throno Cæſareo capturos, & ſolitum deſuper ſubjectionis ac fidelitatis Juramentum præſtituros, prout in Feudis ac Homagiis Italicis recepti Cæſarei Romano-Germanici Juris & moris eſt.

Ac denique omnia eo ſedulò obſervaturos, quæ obedientes Principes & Vaſſalli Noſtri, & Sacri Imperii agere & præſtare debent & convenit, omni ſimulatione ac fraude poſtpoſita; ſecus vero ſi fecerint, in conformitate totius Articuli V. Fœderis Londinenſis, Nos noſtrosque Succeſſores Romanorum Imperatores ac Reges, Sacrumque Imperium ad permixtendam continuationem Poſſeſſionis nomiuati Ducatus ſeu Status non obſtrictos fore, proinde ex ſuprema poteſtate noſtra Imperiali Vobis omnibus, & ſingulis noſtri Sacrique Rom. Imp. Magni Ducatus ſeu Status Hetruriæ ac ſingulorum Civitarum, Caſtrorum, Villarum, Terrarumque eo pertinentium, Locumtenentibus, Conſiliariis, Prætoribus, Vexilliſero Juſtitiæ, Senatui, populoque Florentino, nec non Militiæ Tribunis, Centurionibus, Decurionibus, cunctisque Militibus, & omnibus aliis, cujuscunque tint præeminentiæ, Dignitatis, conditionis aut gradus, præſentibus & futuris ſerìò mandamus, ut in autememorato caſu, noſtrum ad vos deſtinamm Cæſareum Commiſſariam Plenipotentiarium, (Tit.) Carolum Borromæum aut ejus Subdelegatum ſive Subdelegatos, quem aut quos ad capeſſendam, noſtro Sacrique Rom. Imp. Nomine, in favorem ſæpè dicti Principis Caroli Poſſeſſionem Magni Hetruriæ Ducatus, & pertinentiarum ampliſ Mandatis inſtruximus, atque Plenipotentiâ munivimus, cum ſubditis ſibi Cæſareis Copis recipiatis, eique in omnibus debitam ſubmiſſionem & obedientiam præſtetis, eâ Lege, ut quandocunque ſæpe memoratum Principem Carolum ipſum præſentem ad vos advenire contigerit, eundem ranquam verum & legitimum Dominum ac Principem veſtrum agnoſcatis, ſolitum ipſi Homagium, fidelitatis Juſjurandum, Reverentiam & obedientiam præſtetis, faciatisque omnia ea quæ fideles & obedientes Vaſſallos veris & legitimis Dominis & Principibus facere & præſtare decet ac oportet, non-obſtantibus quibuscunque quæ alias aut aliter obſervari videntur, etiam Juramento, ſi quodpiam, ut fertur, Sereniſſimi quondam Electoris Palatini, Principi viduæ aut quibuscunque aliis hunc in finem præſtitum fuerit, quibus omnibus & ſingulis ex certâ noſtra Poteſtatis plenitudine expreſſè derogamus, hocque ob notorium, Poteſtatis defectum, actusque nullitatem, nullum, vanum, irritum, & non obligatorium declaramus, conſequenter omnes vos & ſingulos à quocunque obligationis & Juramenti vinculo vigore harum abſolvimus, prout iis derogatum, hocque annullarum, vanum, irritum, & non obligatorium, declaratum, vosque omnes, & ſingulos abſoluros habere volumus, quatenus noſtram, & Sacri Romani Imperii graviſſimam indignationem, pœnasque ejusdem Conſtitutionibus inſertas evitare volueritis; atque hæc eſt ſeria mens & enixa voluntas noſtra, harum teſtimonio Literarum manu noſtra ſubſcriptarum, & Sigilli noſtri Cæſarei appreſſione munitarum &c. Viennæ die 13. Aprilis 1728.

ANNO 1728.

Copia Decreti Cæſarei ad Senatum Florentinum de permittenda D. Carolo poſſeſſione Hetruriæ, de Dato Viennæ die 13. Aprilis 1728.

SAcræ Cæſareæ Majeſtatis Caroli Sexti Domini noſtri Clementiſſimi nomine, Locumtenentibus, Conſiliariis, Prætoribus, Vexilliſero Juſtitiæ, & Senatui, Populoque Florentino hisce lutimandum.

Supremè ſatam Sacram Cæſaream Majeſtatem indignante animo percepiſſe, dictum Senatum de indubitata Sacri Romani Imperii Feudali Magni Ducatus Hetruriæ & ejusdem Prærogativarum ac pertinentiarum qualitate haud ignarum, non tamen erubuiſſe in grave Suæ Cæſareæ Majeſtatis & priſtinæ in dictum Ducatum Imperialis Superioritatis præjudicium & damnum prætenſum quoddam Succeſſionis Decretum in favorem Sereniſſimi quondam Electoris Palatini Dominæ Viduæ, natæ Hetruriæ Ducis, pro Caſu deficientis aliquando absque naturali Legitima prole Masculina ſtirpis Medicea, circà annum 1713. concludere, & concipere, illudque Sereniſſimo quondam Magno Duci Domino Cosmo, hujus nomnis tertio præfatæ Dominæ Viduæ genitori porrigere, atque tradere.

Cum verò eadem Sacra Cæſarea Majeſtas dictum Decretum pro intrinſece nullo & irrito ſemper habuerit, & etiamnum habeat, adeò ut pro abundanti ſolum ex plenitudine Poteſtatis Cæſareæ illud hisce caſſare, abrogare, annullare, atque caſſatum, abrogatum, & annullatum declarare voluerit.

Hinc etiamſi forſitan Juramentum quoque pro illa aut aliis ſupervenerit, vigore hujus præfatum Conſilium ac Senatum ſerìò adhortari decrevit, ut exiſtente per obitum Sereniſſimi Domini Joanuis Gaſtonis ultimi Magni Hetruriæ Ducis & poſſeſſoris absque prole Mascula caſu aperturæ ejusdem Feudalis noſtræ Ducatus Hetruriæ, idem ab hujusmodi, & omni alia Machinatione quæ factæ jamdum à Cæſarea Sua Majeſtate in perſona Sereniſſimi Hiſpaniarum Infantis Domini Principis Caroli Succeſſionis diſpoſitioni quoque modo obverſari poſſet, eò magis abſtinere ſciat, quò certius aliàs graviſſimam ejusdem & S. R. Imperii indignationem, & inſuper mulctam centum Marcarum auri puri irremiſſibiliter incurſurus ſit, de qua ſeria mentis ſuæ voluntate altiſſimè fata Sacra Cæſrea Majeſtas dictum Senatum hocce Decreto ſuo Imperiali aulico certiorem reddi juſſit. Signatum Viennæ ſub altiſſimæ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Sigilio ſecreto.

ANNO 1728. *Ordre du Conſeil Aulique de l'Empire au Gouverneur du Milanez de mettre l'Infant D. Carlos en poſſeſſion de la Toscane.*

SUr la Communication, de la part de la loüable Chancelerie de l'Empire du Pleinpouvoir en Date du 13. du paſſé adreſſé par S. Majeſté Imperiale, à ſon Plenipotentiaire le Comte Charles Borromée, pour prendre poſſeſſion du Grand Duché de Toscane au cas que le Grand Duc vint à mourir inopinement, nous avons à remarquer que, quoique Sa Majeſté Imperiale ait donné à connoitre ſes gracieuſes intentions le 6. de Mars dernier au Gouverneur Comte de Thaun, lui ordonnant d'agir de concert avec le ſusdit Plenipotentiaire & de lui prêter la main comme il doit *Ratione Militaris aſſiſtentiæ*, mais ſur tout d'agir en tout cecl avec ſecret, il eſt à propos de donner communication au ſusdit Gouverneur du contenu de l'Ecrit ci-joint.

C'eſt pourquoi nous envoyons aujourdhui une Copie de la reponſe faite à la Chancelerie de l'Empire, qu'il eſt agreable au Conſeil de Guerre Imperial que vous ſuyez toujours prés à rendre ledit ſervice.

Ex Conſilio Bellico le 1. *Mai* 1728.

A. F. E. Sgr. de POZZO D'HARTENEG. m. pp.

NOn ſeulement nous nous an raportons à ce que S. M. Imperiale a écrit le 6. de Mars, & à ce que nous avons écris depuis à Mr. à l'occaſion de la mort inopinée du Grand Duc de Florence, mais auſſi à la Patente du 13. du paſſé qui nous a été communiqué par la Chancelerie de l'Empire & dont Copie eſt-ci jointe par laquelle Sa Maj. Imperiale a donné Pleinpouvoir au C. Charles Borromée pour prendre poſſeſſion des Etats du Gr. Duc en cas de mort.

A cet effet nous vous l'envoyons ci-joint, Mr.....pour votre Inſtruction afin qu'en conſequence vous ngiſſiez de concert avec ledit Plenipotentiaire & que *Ratione Militaris aſſiſtentiæ* vous dirigiez tout avec lui le plus ſecretement poſſible, à ce que *eventuale caſu* ledit C. Charles Borromée ou ſon Subſtitut puiſſe ſe ſervir à propos des ſecours neceſſaires pour la priſe de poſſeſſion effective en ſorte qu'ils ſoient envoyés à tems & dans les Lieux convenables ſans retardement, ainſi que vous Mr.... trouverez convenir ſuivant votre grande prudence & vnte Experience dans les choſes Militaires & pour le ſervice de Sa Maj. Imperiale &c. Vienne le 5. May 1728.

Nomine inclyti Conſilii Aulæ Bellici, au Gouverneus du Milanez le Vele-Maréchal Comte D'HOMEN.

LXII.

11. Mai. *Extrait du Contenu de la Sentence Imperiale contre le Duc de* MECKLENBOURG, *publiée par le Conſeil Aulique le* 11. *Mai* 1728.

L'Empereur ſuspend entierement la Régence du Païs de Mecklenbourg apartenante au Duc Charles Leopold, & la met entre les mains de ſon Frere le Duc Chrétien Louïs, comme l'Héritier préſomptif, & le plus proche ſelon le rang, de la maniére détaillée ci-deſſous.

I. Le Duc Chrétien Louïs doit prendre ſur lui ladite Régence au nom de S. M. Imperiale, & la continuer juſqu'à ce que l'Empereur en diſpoſe autrement.

II. La Commiſſion Imperiale en Mecklenbourg abſoudra, au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conſeillers & les Subalternes, la Milice & les Sujets de Mecklenbourg, moyennant une Convocation accoutumée, des Sermens, par leſquels ils ont été liez au Duc Charles Leopold, comme à leur Seigneur & Maitre, & les obligera pas Serment juſqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à S. M. Imperiale & à ſon Adminiſtrateur, leur enjoignant de prêter dûe obéiſſance à celui ci.

III. L'Adminiſtrateur Imperial nommera & préſentera à l'Empereur ſix perſonnes bien verſées dans les affaires du Païs, d'entre les Etats Principaux, dont S. M. Imperiale choiſira deux pour Aſſiſtans de l'Adminiſtrateus auſſi long-tems que l'Empereur le trouvera bon. ANNO 1728.

IV. Au lieu du Serment ordinaire en pareil cas d'Adminiſtration, la Commiſſion Imperiale fera ſouvenir l'Adminiſtrateur des Sermens, par leſquels il eſt obligé à l'Empereur & à l'Empire, en qualité de Prioca de l'Empire, & lui ordonnera en termes généraux de ſe conduire touchant ſon Adminiſtration de la maniére, que ſes Prédéceſſeurs Ducs de Mecklenbourg l'ont fait, conformemem aux Concordats, Conſtitutions & Coutumes du Païs, comme auſſi aux Ordonnances Imperiales fondées là-deſſus, à quoi l'Adminiſtrateur s'engagera par une promeſſe par écrit.

V. L'Adminiſtrateur ſera enſorte que moyennant l'aſſiſtanee des Troupes du Cercle, la Ville de Swerin ſoit vuidée au plutôt des Troupes du Duc aîné, & qu'une Garniſon proportionnée au beſoin, y ſoit miſe des Milices du Païs engagées auparavant par Serment & à l'Empereur & à ſon Adminiſtrateur, comme auſſi que les râcheuſes Excurſions & Vexations, pratiquées juſques ici par la Garniſon de Domitz, ſoient empêchées.

VI. Durant ladita Adminiſtration l'Empereur ordonne une competence de quarante mille Ecus, Monnoye courante par an pour le Duc aîné, & vingt-cinq mille pour le Duc Adminiſtrateur, outre ſon Appanage.

VII. L'Empereur nmiſe ce que deſſus par Lettres au Duc aîné Charles Leopold, & lui fait ſavoir qu'à cauſe de ſa desobéiſſance, manque de reſpect, opiniâtreté, & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indiſpenſable de lui ôter l'Adminiſtration du Païs, & d'en revêtir proviſionnellement ſon Frere Chrétien Louïs, ordonnant au Duc aîné de s'y ſoûmettre.

VIII. L'Empereur prend dans ſa protection ſpeciale le Duc Chrétien Louïs avec ſa famille, comme auſſi les Etats du Païs, les Conſeillers & autres Serviteurs, les Milices & tous les Sujets, contre toute force & oppoſition, renouvellant pour cet effet la Conſervatoria ou Protectoire du 25. d'Octobre 1717. en y joignant le Roi de Proſſe, comme Duc de Magdebourg & Con-Directeur du Cercle de la Baſſe-Saxe.

IX. L'Empereus notifie la même choſe par Lettres au Duc Chrétien Louïs, lui ordonnant de ſe charger de cette Adminiſtration proviſionalle, de l'exercer au pied des Inſtruétions & Ordonnances Imperiales, & de ſe conformer du reſte à ce que le Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commiſſaire Imperial lui annoncera & reglera, & de faire part de tout cela aux Etats du Mecklenbourg, les aſſurant que l'Empereur pourvoiera, ſans délai ſelon la Juſtice, ſous cette Adminiſtration, à leurs Griefs, & les protegera ſuffiſamment contre toute ſorte de voies de fait & de danger, qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Adminiſtrateur d'employer conjointement avec les Etats du Païs tous les ſoins imaginables, à trouver des emprunts pous le payement du reſte des fraix d'exécotion, moyenusnt des Hypotheques ſaffiſantes, à conſtituer dans les Gabelles & Baillages du Duc aîné, ſous le conſentement & la Garantie Imperiale, & ſous une maintenue particuliere à conferer pas l'Empereur au Directoire du Cercle de la Baſſe-Saxe, desquels emprunts la Commiſſion Imperiale ſera rembourſée & indemniſée de ſes Arrerages des fraix d'exécution à liquider devant l'Empereur; & les Creanciers de ces emprunts recevront leur ſatisfaction & rembourſement du provena desdites Gabelles & Baillinges, tant pour les Interêts, que pour les Sommes Capitales.

X. L'Empereur fait une pareille notification au Due de Wolfenbuttel, en qualité de Commiſſaire de l'Empereus, avec ordre:

1. De mettre par autorité Imperiale l'Adminiſtrateur en pleine poſſeſſiop & jouiſſance de cette Adminiſtration.

2. De mettre entre les mains de l'Adminiſtrateur une ſpecification complete des affaires de la Commiſſion, & de leur état préſent, avec les Actes & Papiers y appartenans; de mettre l'Adminiſtrateur dans l'activité pleniere de ſon Adminiſtration quant aux affaires de Juſtice, de Police, de Finances, & toutes les autres dépendantes de la Regence du Païs, en conformité des Conventions, Pactes & Coutumes, & des Ordonnances Imperiales, fondées là-deſſus,

3. Im-

ANNO 1728. 3. Immediatement là-deſſus le Duc de Wolfenbuttel pour éviter des fraix & Griefs ulterieurs, congediera & rapellera la Subdelegation entiere, & les Troupes de la Commiſſion qui ſe trouvent en Mecklenbourg.

4. Il aſſurera en même tems au nom de l'Empereur, la Commiſſion Imperiale, qu'elle obtiendra promptement ſon dédommagement pour les Arrerages des fraix de la Commiſſion, après qu'on en aura liquidé le Total, & après que la Commiſſion Imperiale aura envoyé à l'Empereur, de la maniere cy-devant pratiquée, les Comptes deſdites liquidations, pour être examinés à la Cour Imperiale.

XI. L'Empereur par des raiſons d'importance à ce le mouvant, étend le Conſervatoire du 25. d'Octobre 1717. conſtitué ſur la Maiſon Electorale & Ducale de Bronswic-Lunebourg, ſur le Roi de Pruſſe, comme Duc de Magdebourg, & Con-Directeur de la Baſſe-Saxe.

XII. L'Empereur écrit au Roi de Pruſſe, que S. M. Imperiale a réſolu cette extenſion du Conſervatoire, par une confiance particuliere pour le Roi de Pruſſe, ne doutant pas qu'il s'en chargera volontiers, & qu'avec les autres Conſervateurs, ou bien lui ſeul, il voudra pourvoir à la ſureté parfaite du Duc Chrétien-Louis, comme Adminiſtrateur de l'Empereur, comme auſſi des Etats Provinciaux, Conſeillers, notres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de beſoin des moyens ſuffiſants conformes aux Conſtitutions de l'Empire ſans exception, contre toutes les oppoſitions qu'on entreprendra peut-être de l'autre côté; l'Empereur eſpere auſſi que le Roi de Pruſſe ne refuſera pas de s'acquitter efficacement des Commiſſions ulterieures, que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majeſté Imperiale attend la Déclaration favorable du Roi.

XIII. L'Empereur notifie cette extenſion du Conſervatoire aux autres Directeurs du Cercle, & Conſervateurs Imperiaux, les chargeant, qu'en vertu de ce Conſervatoire, & de ſon extenſion, eux *omnes vel ſinguli* ayent à maintenir le Duc Chrétien-Louis dans les fonctions de ſon Adminiſtration, & entr'autres, qu'ils ayent à prêter main forte à l'Adminiſtrateur à ſa requiſition par les Milices du Païs, après qu'elles auront joré fidelité à l'Empereur, avec l'aſſiſtance, en cas que la neceſſité le requiert, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Adminiſtrateur puiſſe venir à bout de l'évacuation de la Ville de Swerin, & du changement de ſa Garniſon cy-deſſus mentionnés. La même Main-forte doit auſſi être prêtée à l'Adminiſtrateur incontinent, ſans attendre des ordres plus précis de l'Empereur, dans tous les autres cas, où il s'agira de la ſûreté de l'Adminiſtrateur contre toute ſorte de violences.

C'eſt pourquoi l'Empereur ſe promet que leſdits Directeurs du Cercle & Conſervateurs Imperiaux, ne manqueront pas de ſe déclarer envers S. M. I. conformément à ſa volonté.

LXIII.

1729. *Octroi du Roi d'*ESPAGNE *accordé en* 1720. *à une Compagnie de la Province de* GUIPUSCOA *pour negocier aux* CARAQUES.

LA Province de *Guipuſcoa* voulant faire éclater en toute occaſion ſon zéle ordinaire pour le ſervice de Sa Majeſté & l'avantage de ſes Sujets, & ſurtout dans la conjoncture préſente, où l'on voit les Eſpagnols miſerablement dépouillez du Commerce vers les *Caraques*, qui eſt tombé au pouvoir des Nations étrangeres, qui poſſedent ce Commerce & tous les avantages qui en peuvent revenir, comme leur apartenant en propre; d'où s'enſuit le préjudice notoire qu'en reçoivent les Droits importans que Sa Majeſté perd, & d'un autre côté le préjudice qu'en reçoit l'Eſpagne entiere par la cherté du *Cacao* & le prix extraordinaire auquel on le vend; étant très-apareut que la négligence des Sujets de Sa Maj. à s'apliquer avec plus de ſoin à ce Commerce, & à barrer les autres Nations qui en tirent tout le profit, eſt cauſe que le prix de cette Denrée au lieu de baiſſer, montera encore plus haut; cette Province a offert à S. M. d'équiper, pour le ſervice de S. M. & de la Nation, des Vaiſſeaux de Guerre de défenſe, d'y mettre de leurs Matelots choiſis, & de les envoyer aux Caraques pour faciliter les moyens de prévenir les ſuſdites pertes & dommages, & faire enſorte qu'à l'avenir cet avantageux Commerce ſe continue avec plus de fruit, il a plu à S. M. d'accorder à cette Province la Navigation vers les Caraques aux Conditions ſuivantes. ANNO 1729.

I. Que la Province érigeant une Compagnie, envoiera tous les ans aux Caraques deux Vaiſſeaux de 40. à 50. Piéces de Canon équipez & chargez de Fruits & autres Denrées du Royaume; qu'arrivez au Port de Guayoa, & y aiant déchargés, ils en ſortiront pour croiſer ſur les côtes, & enlever tous les Vaiſſeaux & Bâtimens qu'ils trouveront faiſant un Commerce défendu; ils pourront étendre leurs Courſes depuis la Riviere d'*Orenoco* juſqu'à Rio de la Aacha; pour lequel effet ils ſeront fournis de Patentes de S. M.

II. Que ces deux Vaiſſeaux ſeront chargez à S. *Sebaſtien* ou à *Paſſage*, & au lieu des Droits Roiaux qu'ils devroient payer à *Cadix*, rendant à S. M. un ſervice équivalent, ils partiront directement de *Guipuſcoa* pour les *Caraques*.

III. Qu'en ſevenant avec leur Cargaiſon de Cacao, d'Argent, d'Or, de Tabac, de Salſaparcille, de Cuirs, & autres Denrées de ces Païs-là, ils aborderont à *Cadix*, & après que les Vaiſſeaux auront été viſitez, & les Droits Royaux payez, ils pourront, ſans faire les dépenſes conſiderables de décharger & recharger transporter vers la *Cantabrie* telle partie de leur Cargaiſon qu'ils jugeront à propos.

IV. Que les Priſes, qu'ils pourroient faire en Amerique, ſeront partagez, un tiers pour l'Equipage, & les deux autres tiers au profit de la Compagnie.

V. Que les Denrées qui ſeront priſes pourront être vendues aux *Caraques* en payant les Droits Royaux; les Bâtimens pris avec leur charge de Cacao & autres Denrées ſeront envoyez avec Regiſtre en Eſpagne, & les Vaiſſeaux qui ſeront jugez propres à croiſer pourſont être équipez à cet effet.

VI. Que les Facteurs de la Compagnie aiant quelque partie de Cacao de reſte, pourront les envoyer à la *Vera Cruz*, dans les Barques deſtinées à ce Commerce permis aux Habitans des *Caraques*.

VII. Que les Facteurs ſeront obligez de fournir de Marchandiſes, outre la Province de *Venezuela*, celles de *Cumana*, la *Margarita* & *la Trinidad*.

VIII. Que le Gouvernent des *Caraques* ſera nommé Juge Conſervateur de la Compagnie, & de tout ce qui en dépend, avec défenſe à tous Tribunaux & Miniſtres, d'en prendre connoiſſance, avec Droit d'apel au Conſeil des Indes.

IX. Que leſd. Vaiſſeaux ſeront exempts de payer le Droit d'Etrengers en ce qui concerne le *Droit de Tonneau*, le Droit *Seminario*, & notres Droits que l'on a coutume de lever à *Cadix* for les effets des *Caraques*, ſus les Vaiſſeaux de Regiſtre.

X. Que S. M. maintiendra ladite Compagnie ſous ſa protection Royale, & fera jouïr ceus qui en dependant des Droits & Honneurs qui apartiennent à ceux de ſa Flotte Royale; & la part que l'on prendra à ce Commerce ne pourra préjudicier à perſonne en ſon honneur, état, ou réputation, ni directement, ni indirectement; bien au contraire ce ſera no nouveau luſtre ajouté à ſa Nobleſſe, à ſes ſervices, & à ſon caractere, &c.

La Compagnie ajouta à ces Articles de l'Octroi, les Loix & Conditions ſuivantes.

I. Cette Compagnie ſera érigée ſous la protection de *Saint Ignace de Loyola*, Patron de *Guipuſcoa*.

II. Le profit qui reviendra de cette Compagnie, ſera diſtribué entre tous les Intéreſſez, ſans qu'aucun d'eux en particulier puiſſe faire le même Commerce que la Compagnie.

III. Chaque Action de ladite Compagnie ſera du 500. Piaſtres de 15. Reaux de Billon chacune.

IV. Le fond de ces Actions ſera payé aux Lieux & aux termes qui ſeront indiquez par les Directeurs; & tout le Capital de cette Compagnie ſera d'un Million & demi de Piaſtres.

V. Chaque Actionnaire pourra ceder ou vendre ſon Action ou ſes Actions à ſon gré & d'une maniére légitime.

VI. Auſſi-tôt qu'on aura amaſſé tout l'Argent néceſſaire pour faire le premier Voyage; les Directeurs feront une Aſſemblée générale des Intereſſés, pour prendre une reſolution touchant le temps & le lieu où ſe devra faire ce Voyage, & faire les autres regiemens néceſſaires pour cela.

ANNO 1729.

VII. Dans les Assemblées de la Compagnie tout Homme qui aura huit Actions, aura une voix, celui qui aura 16. Actions aura deux voix, & ainsi des autres à proportion.

VIII. Les Interessez qui seront absens pour des raisons légitimes, donneront leurs voix par Procureur. Cependant ceux qui auront au dessous de 12. mille Piastres d'Actions ne pourront donner leur Procuration qu'à une autre Personne interessée dans la même Compagnie. De sorte qu'il n'y aura que ceux qui y seront Interessez pour plus de 12000. Piastres, qui doivent avoir le Droit d'envoyer leur Procuration à des Personnes qui n'y soient point du tout Interessez.

IX. La même Assemblée générale reglera tout ce qui sera nécessaire pour les Magasins, le Commerce, & les Voyages de la Compagnie, de même que les Amendes & les punitions qu'elle jugera à propos d'infliger à ceux qui n'observeront par ses reglemens

X. Ladite Assemblée reglera aussi l'Ordre que devront observer les Teneurs de Livres de la Compagnie, les Reviseurs des Comptes & les autres Officiers de la Compagnie: de même que leurs apointemens & ceux des Directeurs.

XI. Cette Assemblée aura le Droit de faire les changemens qu'elle jugera nécessaires par rapport aux Directeurs & aux autres Officiers de la Compagnie.

XII. On ne pourra choisir pour Directeurs, que des Personnes entendues & exprimentées dans le Commerce, & qui ayent au moins 16. Actions dans la Compagnie, qu'elles ne pourront ni ceder ni vendre pendant le temps qu'elles seront dans ce Poste.

XIII. Les Personnes parentes ou alliées au premier ou au second degré, ne pourront pas en même temps être Directeurs.

XIV. Les Directeurs convoqueront tous les ans une Assemblée générale, pour rendre compte de l'état des affaires de la Compagnie, pour regler les Dividens, &c.

XV. Les Reviseurs examineront les Livres des Directeurs, & en feront raport à l'Assemblée générale.

XVI. Les Directeurs convoqueront tous les cinq ans une Assemblée générale, à laquelle ils rendront compte de leur Administration; & ils en convoqueront une pareille, lorsqu'il faudra faire un Dividend extraordinaire.

XVII. Les Directeurs & les Reviseurs des Comptes ne pourront acheter aucune Marchandise de la Compagnie que dans les ventes publiques. Ils ne pourront aussi vendre aucune Marchandise, ni rien de ce qui appartiendra à la Compagnie.

XVIII. Les Directeurs ne decideront rien d'important qu'à la pluralité des voix.

XIX. Les Directeurs qu'on choisira incessamment, donneront leurs ordres, pour faire construire des Vaisseaux où ils le jugeront à propos, & les équiper de la maniere qui leur plaira. Ils auront aussi l'inspection sur les Cargaisons qu'ils y feront mettre, & sur les ventes des Marchandises de la Compagnie, & ils rendront compte de leur conduite à la premiere Assemblée générale.

XX. Lesdits Directeurs prêteront Serment, dans la premiere Assemblée générale en présence des Députez de la Province de *S. Sebastien*.

XXI. Les Directeurs nommeront les Officiers des Vaisseaux, les Facteurs, les Teneurs des Livres, & les autres Officiers de la Compagnie, & fixeront les apointemens.

XXII. D'autant qu'il a été jugé nécessaire de nommer cinq Directeurs en établissant ladite Compagnie; on nomme, pour remplir cet Emploi, Mrs. Joseph-Miguel Bildosola, Prieur du Consulat de *S. Sebastien*, Domingue-Grégoire de Yun-Y-Barria; Joseph-Lopeola; Jean-Antoine Claesens; Joseph d'Acrdi, avec mille Piastres d'apointement chacun: mais la premiere Assemblée générale aura la liberté d'augmenter ou de diminuer cette Somme.

XXIII. Les Reviseurs des Comptes auront soin d'observer la conduite des Directeurs; & on a nommé pour cet emploi, MM. Pierre-Antoine d'Arbsyza & Jean-François Lopez, ausquels on a assigné 300. Piastres d'apointement, jusques à ce que la premiere Assemblée générale ait augmenté, ou diminué cette Somme.

XXIV. D'autant que le but principal que le Roi se propose dans l'établissement de cette Compagnie, est d'entretenir le Cacao sur un pié raisonnable parmi ses Sujets & de faire fleurir le Commerce dans ses Etats; les Directeurs & les Assemblées générales seront tenues de travailler en tout à remplir ces deux grands desseins. ANNO 1729.

LXIV.

Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense Mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, *de* FRANCE *& d'*ESPAGNE, *conclu à Seville le 9. Novembre* 1729. 9. Nov.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, trois Personnes, & un seul vrai Dieu.

LEURS Sereniſſimes Majeſtez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, déſirans avec un égal empreſſement, non-ſeulement de renouveller & de ſerrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais auſſi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de ſentimens & d'inclination, Elles puiſſent agir deſormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt; & pour cet effet, le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne* ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en ſon Nom, au Sieur *Guillaume Stanhope*, Vice-Chambelan de la Maiſon de Sa Majeſté Britannique, Conſeiller dans ſes Conſeils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la *Grande-Bretagne*, Coloüel d'un Régiment de Dragons, & Ambaſſadeur Extraordinaire de Sadite Majeſté auprès de Sa Majeſté Catholique, comme auſſi au Sieur *Benjamin Keene*, Miniſtre-Plenipotentiaire de Sadite Majeſté Britannique, auprès de Sa Majeſté Catholique: Le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en ſon Nom, au Sieur Marquis de *Brancas*, Lieutenant-General de ſes Armées, Chevalier de ſes Ordres, & de celui de la Toiſon d'Or, ſon Lieutenant-Général au Gouvernement de *Provence*, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Catholique: Et le Sereniſſime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en ſon Nom, au Sieur *Jean-Baptiſte d'Orendayn*, Marquis de la Puz, ſon Conſeiller d'Etat, & premier Secretaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur *Joſeph Patino*, Commandeur de *Alcantara*, dans l'Ordre de *St. Jaques*, Gouverneur du Conſeil des Finances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant-Général des Rentes générales, & ſon Secretaire d'Etat & des Dépêches dans les affaires de Marine, des *Indes* & des Finances. Les Miniſtres ſusmentionnez ſont convenus entr'eux des Articles ſuivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à préſent & pour toûjours une Paix ſolide, une Union étroite, & une Amitié ſincere & conſtante entre le Sereniſſime Roi de la *Grande-Bretagne*, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'*Eſpagne*, leurs Heritiers & Succeſſeurs, comme auſſi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Aſſiſtance & la Défenſe reciproque de leurs Etats & Interêts: Il y aura pareillement oubli de tout le paſſé, & tous les Traitez & Conventions précedens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puiſſances Contractantes reſpectivement, ſeront, comme ils le ſont effectivement, renouvellez & confirmez, dans tous leurs Points, auſquels il n'eſt pas dérogé par le préſent Traité, d'une maniere auſſi pleine & auſſi ample, comme ſi leſdits Traitez étoient inſerez ici de mot à mot. Leurſdites Majeſtez promettent de ne rien faire, ni ſouffrir qu'il ſoit rien fait, qui puiſſe y être contraire directement ou indirectement.

II. En conſequence deſquels Traitez, & afin d'établir ſolidement cette Union & Correſpondance, Leurs Majeſtez Britanniqne, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le préſent Traité d'Alliance Défenſive, de ſe garantir reciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obéiſſance, en quelques Parties du Monde qu'ils ſoient ſituez, comme auſſi les Droits & Privileges de leur Commerce, le tout ſuivant les Traitez; en ſorte que leſdites Puiſſances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou moleſtées par quelque Puiſſance & ſous quelque prétexte que ce ſoit, Elles promettent & s'obligeut reciproquement d'employer leurs Offices, auſſi-tôt qu'Elles en ſeront requiſes,

ANNO 1729. ſes, pour obtenir ſatisfaction à la Partie Lezée, & pour empêcher la continuation des Hoſtilitez: Et s'il arrive que lesdits Offices ne ſoient pas ſuffisans, pour procurer, ſans delai, ſatisfaction, Leursdites Majestez promettent de fournir les Secours ſaivans, enmpuntement ou ſéparement; c'eſt-à-dire, Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaiſſeaux de Guerre ou de Transport, ou même des Subſides en Argent, il lui ſera loisible de choiſir; & les autres Parties fourniront lesdits Vaiſſeaux ou Argent à proportion de la dépenſe des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Leurs Majeſtez ſusdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront comptez ſur le pié de dix mille Florins de *Hollande*, & mille Chevaux ſur le pié de trente mille Florins de *Hollande* par Mois; & on obſervera la même proportion à l'égard des Vaiſſeaux qui devront être fournis: Leursdites Majeſtez s'entre-ſecourront de toutes leurs forces, & même déclareront la Guerre à l'Agreſſeur.

III. Les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Très-Chrétienne ayant prétendu, que dans les Traitez conclus à *Vienne*, entre l'Empereur & le Roi d'*Eſpagne*, l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, il y avoit pluſieurs Clauſes qui donnoient atteinte aux Articles des differens Traitez de Commerce, anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, Sa Majeſté Catholique déclare, par le preſent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laiſſera ſubſiſter, en vertu desdits Traitez de *Vienne*, aucun Privilege contraire aux Traitez ci-deſſus confirmez.

IV. Ayant été convenu par les Articles Preliminaires, que le Commerce des Nations Angloiſe & Françoiſe, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, ſeroit retabli ſur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq, & nommement, que celui de la Nation Angloiſe en *Amerique* s'exerceroit comme par le paſſé l'on convient par le préſent Article, que tous ordres néceſſaires ſeroot expediez de part & d'autre, ſans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déja été, ſoit pour l'exécution desdits Traitez de Commerce, ſoit pour ſuppleer à ce qui pourroit manquer à l'entier retabliſſement du Commerce, ſur le pié desdits Traitez & Conventions.

V. Quoi-qu'il ait été ſtipulé par les Preliminaires, que toutes les Hoſtilitez auroient à ceſſer de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hoſtilitez, ſoit en *Europe*, ſoit aux *Indes*, les Puiſſances Contractantes concourroient à la reparation des dommages ſoufferts par leurs Sujets reſpectifs; & que nonobſtant cela on allegue que de la part des Sujets de Sa Majeſté Catholique on a commis des Actes de Trouble & d'Hoſtilitez, il eſt convenu par ce préſent Article, que pour ce qui regarde l'*Europe*, Sa Majeſté Catholique ſera réparer au plûtôt les dommages qui y ont été ſoufferts depuis le tems preſcrit par les Preliminaires pour la Ceſſation des Hoſtilitez, & que pour ce qui regarde l'*Amerique*, Elle ſera auſſi reparer au plûtôt les dommages qui y auront été ſoufferts depuis l'arrivée de ſes ordres à *Cartagene* le vingt-deuxiéme jour de Juin mille ſept-cent vingt-huit. Et Sadite Majeſté Catholique publiera les défenſes les plus rigoureuſes pour prevenir de pareilles violences de la part de ſes Sujets: Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainſi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conſervation de la Paix, Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il ſera nommé des Commiſſaires, avec des Pouvoirs ſuffiſans de la part de Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leſquels s'aſſembleront à la Cour d'*Eſpagne*, dans l'eſpace de quatre Mois, après l'échange des Ratifications du preſent Traité, ou plûtôt ſi faire ſe pourra, pour examiner & decider touchant les Vaiſſeaux & Effets pris en Mer de part & d'autre juſqu'aux tems marquez dans l'Article precedent. Lesdits Commiſſaires examineront pareillement, & decideront, ſi on les Traitez, les Pretentions reſpectives qui regardent les abus que l'on ſuppoſe avoir été commis dans le Commerce, tant aux *Indes* qu'en *Europe*, & toutes les autres Prétentions reſpectives en *Amerique*, fondées ſur les Traitez, ſoit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commiſſaires pareillement diſcuteront & décideront les Prétentions que Sa Majeſté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille ſept-cent vingt ou pour la reſtitution des Vaiſſeaux pris par la Flote Angloiſe dans l'Annee mille ſept-cent dix-huit. Et leſdits Commiſſaires, après avoir examiné, & décidé les ſusdits Points & Prétentions, feront un rapport de leurs Procedures à Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leſquelles promettent que dans l'eſpace de ſix Mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainſi decidé par lesdits Commiſſaires. ANNO 1729.

VII. Il ſera auſſi pareillement nommé de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, des Commiſſaires, qui examineront tous les Griefs generalement quelconques que les Parties Interetées auroient à former reſpectivement, ſoit par la reſtitution des Bâtimens ſaiſis ou enlevez, ſoit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commiſſaires termineront exactement leur Commiſſion dans l'eſpace de trois ans, ou plûtôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature du preſent Traité, & cela ſans autre délai ulterieur, ſous quelque motif ou prétexte que ce ſoit.

IX. On effectuera dès-à-préſent l'Introduction des Garniſons dans les Places de *Livourne*, *Porto-Ferraro*, *Parme* & *Plaiſance*, au nombre de ſix mille Hommes des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa Solde, leſquels ſerviront pour la plus grande Aſſurance & Conſervation de la Succeſſion immédiate desdits Etats en faveur du Sereniſſime Infant Don *Carlos*, & pour être en état de reſiſter à toute Entrepriſe & Oppoſition qui pourroit être ſuſcitée au préjudice de ce qui a été reglé ſur ladite Succeſſion.

X. Les Puiſſances Contractantes feront dès à-préſent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Sereniſſimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, afin que les Garniſons ſoient reçûes avec la plus grande Tranquillité, & ſans Oppoſition, dès qu'elles ſe preſenteront à la vûë des Places ou elles devront être introduites.

Lesdites Garniſons ſeront aux préſens Puiſſances le Serment de défendre leurs Perſonnes, Souveraineté, Biens & Etats & Sujets, en tout ce qui ne ſera point contraire au Droit de Succeſſion, reſervé au Ser. Infant Don *Carlos*, & les préſens Poſſeſſeurs ne pourroot rien demander ou exiger qui y ſoit contraire.

Lesdites Garniſons ne ſe mêleront directement ni indirectement, ſous aucun prétexte que ce puiſſe être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil; & auront ordre très-exprès de rendre aux Sereniſſimes Grand Duc de *Toscane* & Duc de *Parme*, tous les reſpects & honneurs Militaires, qui ſont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'introductioo desdits ſix mille Hommes des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa Solde, étant d'aſſurer au Sereniſſime Infant Doo *Carlos* la Succeſſion immédiate des Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaiſance*, Sa Majeſté Catholique promet, tant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, qu'auſſi-tôt que le Sereniſſime Infant Don *Carlos*, ſon Fils, ou tel autre qui ſera à ſes Droits, ſera Poſſeſſeur tranquille desdits Etats, & en ſûreté contre toute invaſioo & autres juſtes motifs de crainte, Elle ſera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui ſeront ſiennes & non pas propres à l'Infant Don *Carlos*, ou à celui qui ſera à ſes Droits; enſorte que par là, ladite Succeſſion & Poſſeſſion reſte aſſurée & exempte de tous Evenemens.

XII. Les Puiſſances Contractantes s'engagent d'établir, ſelon les Droits de Succeſſion qui ont été ſtipulez, & de maintenir le Sereniſſime Infant Don *Carlos*, ou celui à qui paſſeront ſes Droits, dans la Poſſeſſion & jouïſſance des Etats de *Toscane*, de *Parme* & *Plaiſance*, lorſqu'il y ſera une fois établi; de le défendre de toute inſulte contre quelque Puiſſance que ce ſoit qui penſeroit à l'inquieter; ſe déclarant par ce Traité Garantes à perpetuité du Droit, Poſſeſſion, Tranquillité & repos du Sereniſſime Infant & de ſes Succeſſeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Reglemens concernant la Manutention desdites Garniſons une fois établies dans les Etats de *Toscane*, *Parme* & *Plaiſance*, comme il eſt à préſumer que Sa Majeſté Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord ſera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de *Parme*, com-

ANNO 1729.

comme s'il étoit inſeté de mot à mot dans le préſent Traité.

XIV. Les Etats Generaux dra *Provinces-Unies* ſeront invitez d'entrer dans le préſent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admiſes de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puiſſances dont on conviendra.

Les Ratificatlons du preſent Traité ſeront expedlées dans l'espace de ſix ſemaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, nous ſouſtignez Miniſtres-Plenipotentiaires de S. M. Brit. de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre, & qui ſeront ci-deſſus transcrits, avons ſigné le preſent Traité; & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Fait à Seville*, le 9. jour de Novembre, 1729.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

ARTICLES SEPARE'S.

I. BIEN que conformement aux Articles Preliminaires il ait été dit par l'Article IV. du Traité ſigné ce jourdhui, que le Commerce de la Nation Angloiſe en *Amerique* ſeroit rétabli ſur le pié dra Traitra & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il eſt déclaré encore par le preſent Article entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & ſera ſous la même Garantie que le Traité ſigné ce jourdhui, que ſous cette dénomination générale, ſont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à *Utrecht* les treiza Juillet & neuf Decembre de l'Année mille ſept-cent & treize, dans leſquels ſont compris le Traité de mille ſix cent ſoixante & ſept, fait à *Madrid*, & les Cedules y mentionnées; le Traité poſterieur fait à *Madrid* le quatorza Decembre mille ſept-cent quinze; comme auſſi le Contract particulier nommé communement de l'*Aſſiento*, pour l'Introduction dra Eſclaves Negra aux *Indes-Eſpagnoles*, qui fut fait le vingt-ſix Mars de ladite Année mille ſept-cent treize, en conſequence de l'Article XII. du Traité d'*Utrecht*; & pareillement le Traité de Declaration touchant celui da l'*Aſſiento*, fait le vingt-ſix Mai mille ſept-cent ſeize: Tous leſquels Trahez mentionnoez en cet Article, avec leurs Declarations, ſeront dès aujourdhui, (même pendant l'examen des Commiſſaires) & demeureront daos leur force, vertu & pleioe vigueur; pour l'obſervation desquels Sa Majeſté Catholique ſera expedier au plûtôt, s'ils ne l'ont été, les ordres & Cedules néceſſaires à ſra Vicerois, Gouverneurs & autres Miniſtres à qui il appartiendra, tant en *Europe* qu'aux *Indes*, afin que ſans aucun délai ou interprétation, ils les faſſent obſerver & accomplir.

Pareillement S. Maj. Brit. promet & s'engage de publier les ordres néceſſaitra, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce dra Sujets de l'*Eſpagne* co tous les Pais de ſa Domination, ſur le pié porté par Iradits Traitez, & pour les faire exactement obſerver & accomplir.

II. En conſequence, tous Vaiſſeaux, Marchandiſes & Effets qui n'auroient pas été pris ou ſaiſis pour cauſe de Commerce illicite, & qui ſeroient prouvez dès à-préſent par des Preuves & Documens autentiquea, avoir été detenus, ſaiſis ou confiſquez dans les Ports d'*Eſpagne*, ſoit en *Europe*, ſoit aux *Indes*, & nommément le Vaiſſeau le *Prince Frederic* & ſa Cargaiſon, s'ils ne l'ont déja été, ſeront reſtituez immédiatement, dans la même eſpece pour ceux qui ſe trouveront en nature; ou à ce défaut, la juſte & vraye valeur ſelon l'Eſtimation, qui, ſi Elle n'en a pas été faite dans le tems, ſera reglée ſur lra informations autentiquea que les Proprietaires auront à fournir aux Magiſtrats des Lieux & Villes où auront été faites les ſaiſies: S. M. Brit. promettant de ſa part le reciproque pour toutes ſaiſies, Confiſcation ou détentions qui pourroient avoir été faitra contre la teneur desdits Traitez: Convenant Leursdites Majeſtez Brit. & Cath., qu'à l'égard de pareilles ſaiſira, Confiſcation ou détentions de part & d'autre, dont la validité ne ſeroit pas encore ſuffiſamment éclaircie, la diſcution & la deciſion co ſeroient remiſes à l'examen dra Commiſſaires, pour y faire Droit ſur le pié des Traitez ci-deſſus mentionez.

Les préſens Articlra Séparez auront la même force qoe s'ils étoient inſerez de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné aujourd'hui: Ils ſeroot ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que celles dudit Traité

En foi deqnoi oous ſouſtignez Miniſtres-Plenipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. Tr. Chrét. & de S. M. Cath.: en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons ſigné les preſens Articles Séparez, & y avoos fait appoſer le Cacher de nos Armes. *Fait à Seville*, le neuviéme jour de Novembre mille ſept-ceut vingt neuf.

W. STANHOPE. (L.S.) BRANCAS. (L.S.) El Marq. de la PAZ. (L.S.)
B. KEENE. (L.S.) D. JOSEPH PATINO. (L.S.)

LXV.

ACCESSION *de Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *au Traité de Seville.* 21. Nov.

Au Nom de la Très-ſainte Trinité, Pere, Fils, & S. Eſprit, trois Perſonnes diſtinctes, & un ſeul Dieu.

COmme leurs Sereniſſimes Majeſtez le Roi de la *Grande-Bretagne*, le Roi Très-Chrétieu & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir davantage les liens de leur Union, pourvoir à la ſureté de leurs Royaumes & Etats, & conſerver la Tranquillité publique, de faire entr'eox une Alliance, dont le Traité a été ſigné à *Seville* le 9. Novembre 1729: conformement au XIV. Article de ce Traité, les Etats Généraux ont été invitez d'y acceder (*ici eſt inſéré l'Inſtrument du Traité*) leſdits Etats ayant défini de tout tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit., T. C. & Cath.; & L. H. P. ſoahaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conſervation & l'établiſſement de la Tranquillité publique: Elles ſont très-ſenſibles à l'invitation qui leur a été faite d'acceder à cette Alliance, étant convaincuës qu'une plus étroite Uoion co eſt le principal but. Comme cette Alliance x en vûe entr'aotres l'établiſſement d'une Confiance parfaite entre les Partira Contractantes, les Etats Généraux préſuppoſent que les Alliez ſe communiqueront reciproquement, avec une entiere confiance, leura ſentimens, tant par rapport aax moyens qu'on jugera, en cas de néceſſité, les plus efficaces, pour conſerver & maintenir routes les Poſſeſſions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Interêts tant en *Europe* qu'ailleurs.

Daos la ferme confiance que c'eſt là le véritable but & intention de Leursdites Majeſtez, L. H. P., pour donner des marques du deſir qu'Elles ont de ſe lier plus étroitement avec L. M., & de la haute eſtime qa'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Miniſtre Plenipotentiaire, (*ici ſont les titres de Mr. vander Meer*) lequel étant entré en Conference avec les autres Miniſtres Plenipotentiaires, il a été convenu:

Que les Seigneurs Etats Généraux accederont, comme le ſusdit Plenipotentiaire a déclaré qu'ils accedoient, & comme lui-même accede en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le préſent Acte, s'engageant covers Leura Majeſtez ſusmentionnées à toat ce qui y eſt contenu, de la même maniere que ſi elles avoicot contracté avec eus dès le commencement; & L. M. témoignant que leur but & leur intention eſt telle qu'il eſt exprimé ci-deſſus, elles accepteront, ainſi que les ſusdits Ambaſſadeurs Miniſtres & Plenipotentiaitra ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de Leuradites Majeſtez, s'engageant covers L H. P. à tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité entierement de la même maniere que ſi elles avoient contracté dès le commencement avec L. M.

Sa Maj. Brit. & Sa Majeſté Très-Chrét. confirment & renouvellent en conſideration de Leurs Hautra Puiſſancra tous les cogagements où elira ſont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entiere ſatisfaction, tant par raport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Oſtende aux Indes, que touchant les affaires d'Ooſtfriſe; & Sa Maj. Cath. s'obli-

ANNO 1729. s'oblige de la même maniere, & par la même conſideration, d'entrer dans les mêmes engagemens, auſſi-tôt qu'ils lui auront été communiquez; ce que les Etats Généraux promettent de faire dans trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

D'autant que le Secours que L. H. P. donneront en cas de beſoin n'a pu être reglé dans le Traité, on eſt convenu qu'il conſiſtera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entiere ſatisfaction ſur leurs Griefs tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce ſoit rétabli ſur le pié des précédens Traitez. L. H. P. promettent de faire la même choſe par raport aux Griefs de Sa Majeſté fondez ſur les Traitez: Et en cas qu'il ſurvienne quelques difficultez dans l'examen deſdits Griefs, dont on ne puiſſe convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puiſſances nommeront des Commiſſaires pour en traiter ſur le pié reglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inſeré ci-deſſus touchant les Commiſſaires des autres Puiſſances.

S'il arrivoit que Sa Majeſté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le préſent ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions ſecretes, par raport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puiſſance que ce ſoit, les mêmes Droits ou Prerogatives ſeront immediatement accordez aux Sujets de L. H. P., qui ſeront traitez en tout comme la Nation la plus favoriſée, conformement à ce qui eſt ſtipulé dans les Traitez precedens.

Comme Leurs Hautes Puiſſances ont repreſenté qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Acceſſion ſignée aujourd'hui, elles ſeroient attaquées & troublées de maniere qu'elles ſeroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défenſe; & que ce cas arrivant, le tems néceſſaire pour voir le ſuccès des bons offices qui ſeroient employez, & après leſquels ſeulement leurs Alliez ſont obligez de leur donner le Secours ſtipulé dans le ſecond Article du préſent Traité, les expoſeroit à de grands inconveniens, & les laiſſeroit expoſez à la plus violente invaſion ſans être ſecourues par leurs Alliez, L. M. Brit. Très-Chrét. & Cath. pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conſervation de la Republ. conſentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être expoſée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les ſecours promis par l'Art. II ſans attendre le ſuccès de leurs bons offices & de leurs inſtances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agreſſeur pour en obtenir la ſatisfaction & la reparation convenable.

Le préſent Traité d'Acceſſion des Etats Généraux ſera ratifié par Leurs Maj. Brit. Très-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications ſeront échangées à la Cour d'Eſpagne dans trois Mois, à compter du jour de la Signature du préſent Traité, ou plutôt ſi faire ſe peut; en foi de quoi, &c. *A Seville le 21. Novembre* 1729.

LXVI.

1730. 16. Avril. LAUDUM *ou Déclaration des Ducs de* SAXE-GOTHA *& de* BRUNSWIC *comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de* PRUSSE *& de la* GRANDE-BRETAGNE, *terminez à Brunswic au Mois d'Avril* 1730.

COmme il eſt ſurvenu depuis quelque tems entre le Très-Illuſtre & Très-Puiſſant Prince Frederic-Guillaume, Roi de Pruſſe, Marcgrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neufchatel & de Vallangin d'une part, & le Très-Illuſtre & Très-Puiſſant Prince George II, Roi de la Grande Bretagne, &c. Duc de Brunswick & de Luneburg, Archi-Treſorier, & Electeur du St. Empire Romain, &c., de l'autre part, quelques Differens qui auroient pû cauſer dans la ſuite des Troubles dangereux, ſi Leurs Majeſtez, qui n'ont rien plus à cœur que le maintien de la Tranquillité publique & la conſervation de leurs propres Terres & Sujets, n'avoient, par une particuliere Providence de Dieu, pris la Réſolution de remettre ces Differens à l'Arbitrage & à la Déciſion de deux Princes de l'Empire. Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha & Altenbourg, & Nous Auguſte-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, avons été choiſis pour cet effet par L. M. le Roi de Pruſſe & le Roi de la Grande-Bretagne, & Nous avons été dûment requis non ſeulement d'envoyer ſans perte de tems nos Miniſtres-Plenipotentiaires à Brunswick, comme le Lieu nommé pour la tenuë du Congrès, & déclaré neutre en ce qui concernoit ces Négociations, afin de s'y aſſembler, mais auſſi que Nous, Duc Frederic, ſerions conduire à Brunswick, par un Détachement de nos Troupes, les Gens reclamez par le Roi de la Grande-Bretagne; afin de les y garder juſqu'à la fin du Congrès, conſervant néanmoins pendant ce tems là, la libre & entiere diſpoſition tant deſdites Gens reclamez que dudit Détachement: Et que Nous, Duc Auguſte-Guillaume, d'un autre côté, ſerions pareillement conduire à Brunswick, par un Détachement, les Bas Officiers & Soldats retenus en arrêt à Hanover, pour les y faire garder juſqu'à la fin du Congrès par notre Garniſon; le tout conformement aux Conventions du 2. & 6. Septembre & 2 Octobre derniers. Après que, pour l'avancement du Bien Public, & afin de donner des marques de notre eſtime particuliere pour L. M., Nous eûmes de part & d'autre accepté cette Requiſition, & qu'en conſequence Nous eûmes fait conduire au tems nommé, & fait garder juſqu'à préſent à Brunswick les Gens arrêtez, conformément à la Convention réciproque, Nous nommâmes nos Miniſtres Plénipotentiaires; ſavoir, de la part du Duc Frederic, Monſr. Chrétien d'Uffeln, Conſeiller Privé, & le Colonel Ch. Sigism de Rautencrantz; & de la part du Duc Auguſte-Guillaume le Baron Jean Fred de Strain Conſeiller Privé, & le Colonel Elie Niephagen, leſquels, après que les Plénipotentiaires des 2. Rois; ſavoir, Monſr. Chrét-en-Otto Mylius, Conſeiller Privé de Juſtice & de Guerre, & Auditeur-Général de Pruſſe, & Mr. François-Conrad Hotze, Conſeiller de Hanover, & Auditeur-Général, eurent produit des informations ſuffiſantes & des preuves par écrit des circonſtances néceſſaires de l'affaire, ont enfin, avec l'aſſiſtance de Dieu, terminé cette affaire à la tranquillité de quantité de Païs en Allemagne; & Nous avons jugé à propos de faire connoître par un Ecrit particulier notre Sentiment à cet égard, & de l'expoſer dûment comme une Médiation & Déciſion.

ANNO 1730.

Ainſi, d'autant que, conformément à la Déclaration, exhibée le 3. & 4. Avril par les Plenipotentiaires reſpectifs des 2. Rois, on eſt convenu à l'amiable, tant par raport aux 202. Pruſſiens reclamez, que par raport à une reclamation ultérieure reſervée de la part de S. M. Brit., comme auſſi touchant l'échange des Bas-Officiers & Soldats Pruſſiens arrêtez, qui doit préceder celui des autres, Nous Frederic, Duc de Saxe-Gotha, &c., & Nous Auguſte-Guillaume, Duc de Brunswick-Lunebourg, reconnoiſſons que c'eſt conforme à la juſtice & à l'équité, que des Gens reclamez de la part du Roi de la Grande-Bretagne, & qui ſont actuellement ſous la garde du Détachement de Saxe-Gotha, il ſoit rendu à S. M. Pruſſienne,

George Dietrich Catz,
Henry Math. Ziegler,
Chrét. Kuhn du Pr. Albrecht,
Joachim Koch,
Michel Rommenſen,
Jean George Knicmeyer,
Jean Henry Daſeke,
Ern. Fred. Dondorf,
Jean Heinrichs,
Gasper Jasper,
Jacob Fred. Warneke,
Jean Henry Krafft,
Jean Chriſt. Francke,
Fred. Gnil. Hubert,
Hen Chriſt. Jargens,
Jean Garlip,
Joachim Schubart,
Godefroy Thiele.

Et à Sa Maj Britannique.

Jean Jurgen Hendeman,
Jean Lohmann,
Hans Pierre Portun,
Franç. Dietrich,
Chrét. Déker,
Joachim Henry Moller,
Chrét. Hoppe,
Joachim Wiehe,
Nicolas Hilgemann,
Chrét. Wienecke,
Daniel Wichmann,
Hans Henry Gerhardi,

ANNO 1730.

Chrét. Kuhn du Reg. de Denhoff,
J. Chriſt. Hollborn,
Gaspar Ziegler,
Godefroy Freidel,
Henry Hartwig Bietgen,
Dentloff Meyerman,
Etienne Peterſen.

Leſquelles perſonnes ſeront remiſes le lendemain de l'Echange des Bas Officiers & Soldats Pruſſiens aux 2. Plenipotentiaires de L. M., autoriſez pour cet effet: Et qu'il ſoit reſtitué à l'Etudiant Gauſen les 150. Risdalers qui ont été confiſquez, ainſi que S. M. Pruſſienne l'a déja ordonné. Mais quant aux Perſonnes de

Jean George Hecden,
Pierre Otrens,
Jean Henry Zwingmann,
Pierre Jasper,
Jean Achilles,
George Fred. Reichkuecht,
Jean George Hellmann,
Nicolas Smiking,
Joachim Baueke,
Jean Chriſt. Brettſchneider,
Fred rie Grappe,
Frederie Guil. Ulrich,
Jean Luhmann.

Leſquelles, quoique reclamées, n'ont pû être conduites à Brunswick, les Certificats & Documens exhibez de la part de S. M. Pruſſienne à cet égard ſont reconnus comme ſuffiſans: Cependant, L. M. ſe reſervent leurs prétentions reſpectives, au cas qu'on puiſſe recouvrer quelqu'une desdites Perſonnes.

En foi de quoi Nous avons ſigné la préſente Déciſion, en qualité de Princes de l'Empire, choiſis pour cet effet, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à *Friedenſtein* le 16. Avril, & à *Wolfenbuttel* le 18. Avril 1730. *Etoit ſigné* FREDERIC, Duc de *Saxe*. AUGUSTE-GUILLAUME, Duc de *Brunswick-Lunebourg*.

LXVII.

20. Sept. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la* GR. BRETAGNE *& la Nation des* CHERROKA'ES *en Amerique.*

I. D'Autant que vous *Scavagnſta Oukah* Chef de la Ville de Taltetſa, vous *Scalilooken Ketagnſtah*, vous *Tathowe*, vous *Clogoiſtah*, vous *Kollaunah*, & vous *Ukwanequa*, avez été envoyez, par *Moytoy de Telliquo*, avec l'aprobation de toute la Nation des Cherrokées dans une Aſſemblée tenuë à Nikoſſen le 14. Avril 1730. vers le Chevalier Baronet Alex. *Cuming* dans la Gr. Bretagne, où vous avez vû le grand Roi George, aux pieds duquel ledit Chev. Alex. Cuming a mis, par ordre exprès de *Moytoy* & de tout le Peuple de Cherrokées, la Couronne de votre Nation, les Cranes de vos Ennemis, & les plumes de Gloire comme une marque de votre ſoumiſſion; le Roi de la Gr. Bretagne, qui cherit la puiſſante & grande Nation des Cherrokées ſes bons Enfans & Sujets, nous a autoriſé pour traiter avec vous, & en cette qualité nous vous parlons, comme ſi toute la Nation des Cherrokées, ſes vieillards, ſes jeunes Hommes, ſes Femmes & ſes Enfans étoient ici preſens: & vous devez conſiderer les paroles que nous vous diſons comme étant prononcées par le Grand Roi votre Maitre, que vous avez vû; & nous conſidererons les paroles que vous nous direz comme les paroles de tout votre Peuple avec un cœur ouvert & ſincere envers le grand Roi; ſur quoi nous vous donnons quatre piéces de Serge rayée.

II. Ecoutez donc les Paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & qui nous a commandé de vous dire que les Anglois en tous Lieux & des deux côtez des grandes Montagnes & des grands Lacs, ſont ſon Peuple & ſes Enfans qu'il cherit, que leurs amis ſont ſes amis, & leurs Ennemis ſes Ennemis; qu'il lui étoit agreable que le grande Nation des Cherrokées vous ait envoyé ici, pour polir la chaine de l'amitié qui eſt entre lui & eux, entre votre Peuple & ſon Peuple; que la chaine d'Amitié entre lui & les Indiens de Cherrokées eſt comme le Soleil qui éclaire également ici & ſur les hautes Montagnes qu'ils habitent, & qui échaufe les cœurs des Indiens & ceux des Anglois; que comme on ne voit point de taches dans le Soleil, il n'y a ni rouille ni ordure à cette chaine, & que comme le grand Roi tient attaché un bout de cette chaine à la poitrine, ſon intention eſt que vous preniez l'autre bout de cette chaine pour l'attacher à la poitrine de *Moytoy Telliquo* & à celles de vos ſages vieillards, de vos Capitaines & de votre Peuple, en ſorte qu'elle ne ſe rompe & ne ſe detache jamais; & ſur cela nous vous donnons deux pieces de Drap bleu. ANNO 1730.

III. Le grand Roi & les Indiens de Cherrokées étant ainſi unis par la chaine d'Amitié, il a ordonné à ſes Loſuns les Indiens de la Caroline, de trafiquer avec les Indiens, & de les pourvoir de toutes les Denrées dont ils ont beſoin, & de ſe hâter de bâtir des Maiſons & ſemer du bled depuis Corellitade juſqu'à la Ville des Cherrokées au de là des grandes Montagnes, car il ſouhaite que les Indiens & les Anglois vivent enſemble comme les Enfans d'une même Famille dont le grand Roi eſt le cher Pére; & d'autant que le Grand Roi a donné les Terres des deux côtez des grandes Montagnes, aux Anglois ſes Enfans, il accorde aux Indiens de Cherrokées le Privilege de vivre où ils voudront; & ſur cela nous vous donnons une piece de Drap rouge.

IV. La grande Nation des Cherrokées étant à preſent les Enfans du Gr. Roi de la Gr. Bretagne & lui étant leur Pére, les Indiens doivent conſiderer les Anglois comme Freres d'une même Famille, & doivent toujours être prêts, aux Ordres du Gouverneur, de combatre contre quelque Nation que ce ſoit, ſoit blanes ou Indiens, qui inquiéteroient ou attaqueroient les Anglois: & ſur cela nous vous donnons 20. fuſils.

V. La Nation des Cherrokées aura ſoin de tenir net le chemin du Commerce, & qu'il n'y ait pas de ſang dans le chemin où les Anglois blanes marcheront, ſi même ils étoient accompagnées de quelque autre Nation avec qui les Cherrokées ſeroient en Guerre; ſur quoi nous vous donnons 200 Liv. de Poudre.

VI. Que la Nation des Cherrokées ne permettra pas que ceux qui le compoſent, ayent Commerce avec d'autres blanes qu'avec les Anglois, & n'accordera à aucune autre Nation de bâtir aucun Fort ou habitation, ou de ſemer du bled au milieu d'eux, ſoit près de quelques Villes des Indiens ſoit ſur les Terres appartenantes au Gr. Roi; & ſi l'on entreprenoit quelque choſe de ſemblable, il faut que vous en donniez avis au Gouverneur Anglois, & que vous faſſiez ce qu'il ordonnera pour maintenir les Droits du grand Roi ſur les Terres de la Caroline. Surquoi nous vous donnons 500. Liv. de Bales à Mouſquets & 500. Liv. de Boulets de Canons. ANNO 1721. 18. Août.

VII. Qu'au cas que quelqu'Eſclave noir ſe ſauve de chez ſon Maitre Anglois dans les Bois, les Indiens de Cherrokées feront leur poſſible pour le prendre, & le ramener au Plantage d'où il s'eſt enfui ou chez le Gouverneur; & les Indiens auront pour chaque Negre qu'ils rameneront ainſi un fuſil & un habit de ſentinelle; ſur quoi nous vous donnons une boite remplie de Vermillon avec 10. mille pierres à fuſil, & 6. douzaines de haches.

VIII. Que s'il arrivoit par malheur qu'un Anglois tuât un Indien, le Roi ou Chef des Cherrokées en portera premierement ſes Plaintes au Gouverneur Anglois, & celui qui aura commis le meurtre ſera puni ſuivant les Loix comme s'il avoit tué un Anglois, & de même ſi un Indien tuoit un Anglois, l'Indien coupable ſera livré au Gouverneur qui le punira ſuivant les Loix Angloiſes & comme s'il étoit un Anglois; ſur quoi nous vous donnons 12. douz. de Couteaux à reſſort, 4. douz. de Chaudieres & 10. douz. de Ceintures.

IX. Vous devez ſavoir que tout ce que nous vous avons dit, ſont les paroles du Gr. Roi que vous avez vû, & pour marque que ſon cœur eſt ouvert & ſincere pour ſes Enfans & amis les Cherrokées & pour tout leur Peuple, il donne ſa main dans cette Bandouliere, demandant qu'elle ſoit reçuë & montrée à tout votre Peuple, à leurs Enfans & petits-Enfans pour confirmer ce qui vous a été dit, & pour perpetuer ce Traité de Paix & d'Amitié entre les Anglois & les Cherrokées auſſi longtems que les Montagnes & les Rivieres dureront & que le Soleil éclairera, ſur quoi nous vous donnons cette Bandouillere. *Etoit ſigné*,

Oukah Ulah.
Scalilooken Ketagnſtah.
Tathowe.
Clogoiſtah.
Kollaunah.
Ukwanequa.

Par ordre des Commiſſaires à Whitehal le 20. Sept. 1730.
ALVRED POPPLE.

Et plus bas étoit,

Ceci ſoit pour la ſureté de *Moytoy de Telliquo*, que j'ai vû, examiné & aprouvé tous les Articles contenus dans l'Accord ci-deſſus, auquel leſdits Indiens ont donné leur conſentement par mon avis.

Signé, ALEX. CUMMING.

SUPLE-

SUPLEMENT
A CE TOME,

*Qui contient les Pièces qui concernent les troubles de l'*OOSTFRISE.

Les troubles de l'OOSTFRISE occupent tant les Politiques depuis environ dix ans, que nous avons cru que ce Recueil ne ſeroit pas complet, ſi nous n'y ajoutions les principales Pièces de ce fameux Procès, qui a commencé par des Plaintes à la Cour Imperiale par le Prince d'un côté & par les Etats du Païs de l'autre.

ANNO 1721. *Decret de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *en Date du* 18. *Août* 1721.

18. Août. DE la part de Sa Majeſté Imperiale CHARLES VI notre très-gracieux Seigneur, ſavoir faiſons aux Etats du Païs d'Ooſtfriſe, y compris la Ville d'Embden: que Sa Majeſté Imperiale s'eſt fait raporter très-humblement & ſelon toutes les circonſtances, l'ample Repréſentatioo du Prince d'Ooſtfriſe, au ſujet de l'état préſent dans ledit Païs, faiſant voir, que les desordres dans l'adminiſtration des choſes les plus importantes pour le bien public ne provient que de l'injuſte dimiuution des Droits Seigneuriaux, & de l'inſpection généſale qui y eſt inſéparablement attachée; & qu'après une mure deliberatioo elle a trouvé, que les ſentimens & l'intention dudit Prince ne tendent qu'à exercer le Gouvernement qui lui apartient de ſon Païs, d'une maniere conforme aux Conſtitutions connuës de l'Empire en général, & en particulier aux Réſolutions, Decrets, Accords, & Concluſions des Diètes en Ooſtfriſe, pour le bien & l'avantage de tous les fidèles Sujets & Habitans du Païs, en faiſant ceſſer les desordres qui s'y ſont gliſſez, & que pour l'exécution de ce loüable deſſein, il cherche le puiſſant appuy de Sa Majeſté Imperiale comme du Juge ſuprême, contre tous ceux qui oſeroient empêcher ladite abolition des dangereux abus, & par conſéquent les ſoins ſalutaires pour tous les Habitans du Païs.

C'eſt pourquoi Sadite Majeſté Imperiale veut & ordonne, qu'à l'égard des Griefs contre la Ville d'Embden, au ſujet du refus qu'elle a fait de donner ſon contentement aux Charges publiques, ladite Ville doit payer ſa quote-part arreragée, ſuivant les Ordonnances Imperiales, la fournir à l'avenir regulierement à comm ncer du jour de la Datte, & continuer toujours de même. Elle doit auſſi non ſeulement répondre du tems paſſé, pourquoi, au grand préjudice du Païs & à la charge des autres Etats, elle n'a pas ſatisfait depuis tant d'années à ladite quote-part, mais auſſi promettre de quelle maniere, & en combien de tems, elle ſatisfera dûëment auxdits arrerages, & indemniſera ainſi le Public.

De plus, pour ce qui regarde les Griefs contre les Etats du Païs, & les Adminiſtrateurs des Deniers publics, ils doivent

1. Toujours mettre en ligne de compte les amendes des contrevenans aux Ordonnances des Fermes, & d'en payer à l'avenir au Prince ſans contradiction la moitié qui lui a été appropriée par les Documens qu'il a produits; auſſi doiveut-ils temoigner leur bonne volonté en dreſſant des comptes, comme ils y ſont obligez, du montant des Arrerages de la moitié desdites amendes.

2. Ils doivent auſſi dûëment demander toutes les Sommes reſtantes ſous quel nom que ce ſoit, & ne doivent permettre en aucune maniere, qu'elles s'accumulent toute d'être demandées, auſſi doivent-ils preſſer inceſſamment le payement de l'Argent arreragé qui n'eſt mis dans la Recette du Païs, & qui n'a point été reçu

3. Ils doivent dreſſer les comptes du Païs ſur le pied de l'ordre du Païs, & y mettre ſpecialement & bien circonſtancié tous les points de Recette, & y omettre tout ce qui n'a pas été reçu dans les formes; ils doivent obſerver la même choſe par raport à la dépenſe, & annoter ſoigneuſement à chaque Article l'année, le Mois & le jour, & comment chaque dépenſe a été employée à l'uſage deſtiné, c'eſt-à-dire, à l'avantage de l'Empire & du Païs, à quoi ils doivent joindre les Certificats néceſſaires. ANNO 1721.

4. Comme ce n'eſt pas un des moindres Griefs du Prince, que les Impôts du Païs, dont le Prince fait lever une Partie conſiderable ſur ſes Héritages Patrimoniaux, ſont employez à des fraix de Procès pour des perſonnes qui ſont en diſpute avec le Prince, comme auſſi à des préſens pour des Patriotes, dont on n'exprime ni les noms, ni les mérites, plus au payement des Intérêts des Capitaux négociez par les Etats du Païs, ſans que le Prince, bien loin d'y avoir conſenti, en ait ſeulement eu connoiſſance, & enfin à des fraix de Legations & Commiſſions préjudiciables à la Maiſon du Prince, & que cette entrepriſe doit être regardée comme injuſte, inſuportable & digne de punition; Sa Majeſté Imperiale ordonne de même ſeverement, que les Etats du Païs & Adminiſtrateurs doivent éviter à l'avenir cet abus de diverir ainſi les Deniers du Païs, & ſe garder auſſi par raport à ce point, de ne le point attirer de l'embarras & de la punition en y contrevenant. Et pourra le Prince liquider en particulier le dommage qui lui a été cauſé par de telles injuſtes dépenſes, lequel lui doit être reſtitué, permis pourtant à la Partie contraire d'alleguer ſes exceptions. Outre cela

5. Il paroit par toute ladite Repréſentation du Prince, que les desordres, dont il ſe plaint, viennent principalement de là, que les Etats du Païs s'approprient de leur propre autorité une Adminiſtration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépenſe, que par raport à la Reviſion des Comptes du Païs, à l'excluſion entiere du Prince, & qu'ils ne font guéres d'attention à ſes Repréſentations Paternelles; & comme de telles entrepriſes contraires aux Statuts & Conſtitutions de l'Empire, ne peuvent être excuſées avec aucune apareuce de Droit, bien loin de pouvoir être permiſes à des Sujets contre leur Souverain, parce qu'elles emportent un entier anéantiſſement du pouvoir du Prince & une deſtruction de l'ordre entre le Chef & les Membres; & qu'en même tems elle tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans du Païs, qui ne preonent point part à de telles atteintes au Gouvernement du Prince; Sa Majeſté Imperiale, en vertu de ſon Pouvoir ſuprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la juſtice, veut qu'on faſſe ceſſer cette Licence dans l'Adminiſtration des Deniers poblics du Païs d'Ooſtfriſe, de laquelle il y a à craindre pluſieurs fâcheuſes conſequences, & déclare par le préſent Décret, que le Prince eſt en Droit d'exercer par un Commiſſaire, qu'il établira lui-même pour cet effet, l'inſpection générale ſur les Deniers publics, afin que de la maniere ſuſmentionnée ils ſoient portez dûëment au Compte, & bien employez aux uſages, auxquels ils ſont deſtinez; qu'outre cela il peut demander raiſon & réponſe des irregularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette ou la Dépenſe, & exiger ſatisfaction des Sommes illégitimement aſ-

ANNO 1721.

ſignées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Aſſignations: Que les Etats du Païs & Adminiſtrateurs ſeront tenus de préſenter les Comptes du Païs au Commiſſaire du Prince avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & dûement écouter ſes avis ſalutaires, & donner tous les Eclairciſſemens qu'il demande.

Sa Majeſté Imperiale déclare en outre très-juſtement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'année 1693. n'ont pas été liquidez en préſence, avec l'aprobation, & la Quitance du Commiſſaire du Prince, ſeront tenus pour non valables, & que par conſequent leſdits Comptes, ſi le Prince demande, en vertu de ſon Droit d'Inſpection générale, que ſon Commiſſaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tous les Regitres, Quittances, & autres Piéces qui y apartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere néceſſaires pour l'éclairciſſement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Admiuiſtrateurs des Deniers publics, ne puiſſent s'excuſer d'ignorance, il leur eſt déclaré par le preſent Décret, ſur lequel ils ont en tout tems à ſe regler, qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront liquidé entr'eux ne paſſera pour valable, ni qu'eux, ou leurs Heritiers, ne ſeront quittes de la juſtification, pour autant qu'ils ne ſoient ratifiés & autoriſés de la maniére ſusmentionnée par la Signature du Commiſſaire du Prince, & en cas que, contre toute atteute, il ſe trouvât, à la Reviſion des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la déciſion en doit être laiſſée à Sa Majeſté Imperiale, à laquelle pour cet effet ſera envoyé le Regitre des Comptes, avec un raport y joint, de la véritable nature des points en dispute, & deduction des raiſons de deux côtez; & en attendant cette déciſion Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'un propre pouvoir. Auquel Ordre Imperial, comme une regle conſtante pour exercer les fonctions d'Adminiſtrateurs avec d'autant plus d'attention, leſdits Adminiſtrateurs ſeront obligez, & s'ils y contrevienneut, ils s'attireront immanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui ſera cauſé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

De plus Sa Majeſté Imperiale exhorte encore très-gracieuſement les Etats du Païs d'Ooſtfriſe, que dans les Charges Civiles & Militaires, ils ſe comportent pareillement d'une maniere irreprochable, afin qu'on puiſſe voir en effet par leur conduite conforme au Serment prêté à leur Prince, qu'ils ſont attention à l'obligation qui en réſulte, de procurer le maintien & l'avancement de ſon avantage, & de s'abſtenir au contraire de tout deſſein oppoſé au reſpect & obéiſſance du Prince, & préjudiciable à ſes Intérêts & à ſes Droits.

Enfin, parce que la demande du Prince, de le ſecourir d'une aſſiſtance conveuable par an, eſt aſſez fondée dans leſdits Documens, & qu'outre cela il eſt conforme à l'équité, que les Etats du Païs marquent en effet leur fidélité à leur Prince, & la reſpectueuſe eſtime qu'ils ont pour ſon bon & louable Gouvernement; Sa Majeſté Imperiale ordonne très-gracieuſement par le préſent Décret auſdits Etats d'Ooſtfriſe, de ſe déclarer, tant par rapport à la Somme, qu'aux termes des payemens annuels, d'une maniere ſi eotdiale, équitable & en même tems obligatoire, que leur amour, fidelité & reſpect pour leur Prince ſoient vûs, à leur propre gloire, de tout le Monde.

Après tout, Sadite Majeſté Imperiale ordonne à tous les Etats du Païs d'Ooſtfriſe, & Adminiſtrateurs, comme auſſi en particulier à la Ville d'Embden, par l'obéiſſance qu'ils doivent à l'Empereur, comme à l'unique Chef de l'Empire Romain, d'obſerver & exécuter la ſusmentionnée Réſolution Imperiale en tous ſes points fidellement & inviolablement, ſans aucune exception, & de n'y manquer point d'obéiſſance, ſous peine de la disgrace Imperiale, & d'une amende de cinquante Marcs d'or. Pour marque de leur parfaite réelle, ils doivent envoyer dans l'espace de deux Mois, un Député des deux Villes *Aurich* & *Norden*, & du Troiſiéme Etat, avec les preuves de leur dûë obéiſſance

Sa Majeſté Imperiale aſſure tous les Etats du Païs de ſa grace, &c.

Signé à Vienne le 18. *Avril* 1721.

ANNO 1721.

Succinte Déduction, que le Decret de Sa Majeſté Imperiale du 18. *Août* 1721. *ſe trouve fondé ſur les anterieures Réſolutions Imperiales pour le Païs d'*OOSTFRISE, *Accords, Concluſions des Diétes, & Réſolutions des Etats du Païs.*

I. QUe la Ville d'Embden doit contribuer, avec les autres Etats, aux charges publiques du Païs, eſt fondé dans les Textes ſuivans.

Art. 2. & 4 de l'Approbation des Etats d'Ooſtfriſe aux Comtes Edzard & Jean, du 2. Septembre 1590. O. H. Tom. 2. pag. 1094. & 95.

Art. 3. Concluſion de la Diéte d'Embden du 21. Mai 1590. O. H. Tom. 2. pag. 30.

Art. 2. de l'Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 308. avec la note marginale ſur la 6e. quotepart qui ſe trouve dans la Liſte des Accords imprimée à Embden 1612.

Réſolution des Etats du 14. Septembre 1614. O. H. Tom. 2. pag. 436. *in fine.*

II. Qu'au Prince du Païs appartient la moitié des amendes pécuniaires, qui ſont collectées par le College der Adminiſtrateurs & qui annuellement doivent être payées, eſt foudé

Art. 7. & 19. Approbations des Etats du Païs du 9. Octobre 1712. O. H. Tom. 2. pag 414. & 15.

Art. 2. Approbation & Concluſion de la Diéte du 2. Octobre 1612.

Art. 14. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 642. Tit. 7.

Ordonnances du College de Juſtice. O. H. Tom. 2. pag. 664.

Art. 10. de la Convention d'Hanovre de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

III. Qu'on ne doit remettre aucuns reſtans aux Fermiers, eſt fondé

Art. 19. Approbation du 9 Octobre 1612. Concluſion de la Diéte du 20. Octobre 1612.

Art. 10. Ordonnances des Fermes. O. H. Tom. 2. pag. 641.

IV. Touchant la reddition des Comptes du Païs, que les recetes & débours doivent être mis en ligne de Compte, ſuivant l'ordre du Païs, avec des Certificats ſignés *cum anno, menſe, die & loco*, eſt foudé

Chap. 3 Concluſion de la Diéte d'Embden de 1606. & particulierement No. 8 O. H. Tom. 2. pag. 324.

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag 415.

Art. 3. Concluſion de la Diéte de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 421.

Tit. 4. Ordonnances de Juſtice du College. O. H. Tom. 2. pag. 663.

V. Qu'aucune dépenſe de Procès, que des perſonnes particulieres ſouriennent contre le Prince du Païs, ne doivent être rembourſées des Deniers publics du Païs, eſt fondé

Art. 21. Approbation des Etats du Païs de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Concluſions de la Diéte de Norden de 1612 O. H. Tom. 2. pag. 421.

VI. Qu'aucuns préſens pour des Patriotes inconnus, ne doivent être mis en ligne de Compte, eſt fondé

Art. 17. Approbation des Etats du Païs de 1612.

Art. 3. Concluſion de la Diéte de 1612. déja allegué au §. 4.

VII. Que les Etats du Païs à l'inſçû & ſans le conſentement du Prince, ne peuvent négocier de Capitaux à la charge de lui & de ſon Païs, & qu'il ne convient pas aux Etats de diſpoſer des Deniers publics à l'inſçu & ſans l'approbation du Prince, eſt foudé

Art. 8. 9. 10. Decret Imperial 1589. O. H. Tom. 2. pag. 4.

Art. 8. & 9. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 90.

Art. 4. Concluſion de la Diéte d'Embden de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 31.

Art. 6. Concluſion de la Diéte de Norden de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 35.

Art. Reſol. Imperial. de 1593. O. H. Tom. 2. pag. 83.

Art. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag 140.

Gravamina 3. & 4. du Prince George-Chrétien, contre les Adminiſtrateurs des deniers du Pars, & la Réſolution des Etats donnée là-deſſus de 1662. dans laquelle on y eſt demeuré expreſſément aux Textes alleguez

ANNO 1721.

guez du Decret Imperial de 1589. Recès d'Exécutions d'Embden de 1590.

Art. 9. Convention d'Hannver de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

VIII. Que le dommage cauſé au Prince par cette mauvaiſe Adminiſtration & dépenſe des Deniers, lui doivent être reſſituez, eſt fondé

Dans les Textes ci-deſſus alleguez.

IX. Que les Etats du Païs n'ont pas une libre & volontaire Adminiſtration des Deniers publics ſans le conſentement du Prince, eſt auſſi fondé dans les Textes ci-deſſus alleguez, mais il eſt auſſi ſpécialement contraire aux Statuts & Conſtitutions de l'Empire, contre leſquels aucuns *Pacta* ou Statuts Provinciaux ne peuvent valoir. *Vide Inſtrum. Pac. Osnabr.* Art. 8. §. 7. *Contra haut actionem, &c. &c. Capit. Leopoldi.* Art. 3 §. 7. *Capit. Joſephi.* Art. 3. *Caroli* VI. Art. 15 A quoi ſervent auſſi toutes les Concluſions des Diètes dans leſquelles ſur l'avis des Etats, par la Princes Regnant, ſont faits certains Reglemens pour l'Adminiſtration des Deniers publics.

X. Que le Prince doit avoir ſon Commiſſaire ou Inſpecteur dans le Collège des Adminiſtrateurs, qui ait la ſuprême autorité, & qui veille à ce que les Deniers publics ne ſoient employez qu'*ad deſtinatos uſus*: Cela parle de ſoi-même par tout ce qui eſt allegué ci-deſſus, outre celui il eſt fondé dans les Textes ſpeciaux ſuivans.

Art. 10. Des approbations du Corps de la Nobleſſe d'Ooſtfriſe du 31. Janvier 1605. O. H. Tom. 2. pag. 315. *In fine.*

Cap. 1. §. 2. Concluſion de la Diete d'Embden du 7. Fevrier 1614. O. H. Tom. 1. pag. 431.

Art. 1. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 639.

Reſolution des Etats du 26. Mars 1682. O. H. Tom. 2. pag. 965.

XI. Que les Etats ſont obligez de donner annuellement une certaine & conſiderable Somme d'Argent à leur Prince, eſt fondé

Art. 9. Decret Imperial de 1598. dont le contenu eſt déja allegué au § 7.

Art. 12. dudit Decret O. H. Tom. 2. pag. 5.

Art. 10. Recès d'Exécution d'Embden de 1590. O. H. Tom 2. pag. 9

Art. 112. & 120. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 148 *In fine.*

Art. 3. Decret Imperial de 1688. O. H. Tom. 2. pag. 1011.

Art. 4. Convent, d'Hannver de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XII. Que les Etats n'ont pas le pouvoir de mavier les affaires communes du Païs à l'excluſion du Prince, parmi bien de ſoi-même par la liaiſon naturelle qu'il y a entre un Prince & les Etats de ſon Païs, particulierement il eſt fondé

Art. 1. Convention du 2. Nov. 1678. entre la Princeſſe Chriſtine-Charlotte comme Regente & Tutrice, & les Etats O. H. Tom. 2. pag. 970.

Art. 7. Convention d'Hanover du 28. Fevr. 1633. pluſieurs fois alleguée.

XIII. Qu'il eſt défendu aux Etats d'avoir recours à toutes les Puiſſances, tant dedans qu'au dehors de l'Empire, & qu'au contraire, en cas de diſpore, ils ſe doivent adreſſer à Sa Majeſté Imperiale, & ſe contenter de ſa très-juſte déciſion, eſt fondé

Art. 55. Reſolution Imperiale de 1597. Extrait du Protocole du Conſeil Aulique du 9. Avril 1677. nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 969.

Extractus Protocolli du Conſeil Aulique du 15. Juin 1582. Nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 986. Decret Imperial du 1. Octobre 1688. §. 7. O. H. Tom. 2. pag. 1013.

Art. 7. Convention d'Hannvre de 1693. O. H. Tom. 1. pag. 1061

XIV. Que le Prince a le pouvoir & le Droit d'agir contre le Bourguemaître & le Senat d'Embden, même avec défenſe pénale pour le maintien & la rétabliſſement de ſes hauts Droits, eſt fondé

§. 16. 17. Ordonnance de Police de la Comteſſe Anne pour la Ville d'Embden O. H. Tom. 2. pag. 198. & 199.

Art. 10. Reſolutions Imperiales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 93.

Art. 28. Mandats Imperiaux de 1602. O. H. Tom. 2. pag. 295.

XV. Que la Ville d'Embden eſt obligée à reconnoître le Prince du Païs pour ſon vrai & immediat Seigneur Héréditaire & Prince, de lui obeïr & être fidelle & ſoumiſe, eſt fondé

ANNO 1721.

Art. 14. Reſolutions Imperiales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 85.

Art. 77. Mandat du 17. Mars 1601. O. H. Tom. 2. pag. 282. *& ſeq.* & beaucoup d'autres.

XVI. Que la Garniſon, ainſi nommée d'Embden, n'eſt conſentie que ſeulement pour quelques années, & non pas pour toujours, & que l'on ne peut pas s'en ſervir hors de la Ville, ſans le conſentement du Prince, & qu'en cas contraire, elle eſt tenuë *ipſo facto* pour caſſée: eſt fondé

Art. 14. Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 2. pag. 304.

Reſolution de Marienhuys du 11 Juillet 1619. O. H. Tom. 1. pag. 575.

Actes de la Diete d'Embden imprimez en 1602. pag. 31. Reſol. 1.

XVII. Qu'un Prince appartient en proprieté la Douane tant au dedans que hors la Ville d'Embden: eſt fondée

Recès d'Executions de Norden de 1593. Art. 12. O. H. Tom. 1. pag. 207. §. 1.

Convention de Delfzyl de 1595. *Ibidem.*

Reſolution Imperiale de 1597. *Ibid.*

Concordats de 1599. *Ibid.*

Accord d'Oſterhuyſen de 1602. 1603. & 1611. *Ibid.*

Sentence du Conſeil Aulique de 1613. *Ibid.*

Mandat Imperial de 1612. *Ibid.*

Sentence du haut Conſeil de Hollande du 24. Fevrier 1635. *Ibid.*

XVIII. Reſtitution de quelques Tonnes d'or, dont le Prince a ſouffert dommage par la mauvaiſe adminiſtration des Adminiſtrateurs déportez, & par la retenuë *de facto* de la Douane.

XIX. La permiſſion à donner aux Juifs pour l'entrée dans la Ville d'Embden, appartient au Prince, & eſt fondé

Reſolution Imperiale de 1597. Art. 18. O. H. Tom. 1. pag. 211. §. 10.

XX. Rendre compte des Deniers du Païs depuis la Convention d'Hannvre en 1693.

XXI. Que la Chambre du Treſor ne doit pas être toujours à Embden; mais qu'elle peut être déplacée par les Etats, avec le conſentement du Prince, eſt fondé

Sur la Reſolution de la Diete de Norden de 1599. il a été trouvé bon que ladite Chambre devoit être à Aurich, où elle a été auſſi effectivement; mais par la brigue de ceux d'Embden, à la Concluſion de la Diete d'Emden de 1606. elle eſt revenue dans leur Ville. Ceux d'Embden ayant enſuite chaſſé de leur Ville deux Adminiſtrateurs qui ne vouloient pas s'accommoder ſelon eux, c'eſt pourquoi les Etats dans l'année 1615. ont derechef déplacé ladite Chambre à Aurich; quelque tems après elle fut replacée à Embden, ſans que les Etats l'ayent changée depuis, & y eſt confirmée par Sa Majeſté Imperiale.

De tout ce que deſſus, il paroît aſſez que Son Alteſſe le Prince ne cherche aucune nouveauté; mais qu'il demande ſeulement ce qui lui appartient par les Accords & Conventions faites, & à redreſſer les abus & mauvaiſes Adminiſtrations des Deniers Publics, pour le bien commun du Païs & de ſes bons Habitans.

*Déduction abregée & ſolide de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'*OOSTFRISE *d'établir, percevoir & employer, ſans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts; publiée par ordre des Etats d'*OOSTFRISE *à Embden* 1723. 1723.

I. LEs *Accords d'Ooſtfriſe* qui ſervent de baſe au gouvernement de cette Province, ne font que trop connoître avec quelle application, des Miniſtres mal-intentionnez ont travaillé, de tems en tems quoiqu'inutilement par la grace de Dieu, à ſaper les Libertez, Droits & Privileges bien acquis des Etats d'Ooſtfriſe, qui ſont tels qu'il y a peu de Païs dans l'Empire, qui puiſſe ſe vanter d'en avoir de pareils; & ſur tout, le Pouvoir, la Liberté & le Droit *de conſentir, lever & employer, ſelon leur bon plaiſir, à l'excluſion du Prince, les Contributions & les Taxes.*

ANNO 1723. Mais le Tout-puiſſant ayant viſité dans ſa colere la bonne Province d'Ooſtfriſe en 1717. par une horrible inondation, enſorte que les Digues ayant été rompues, pluſieurs lunelles conjonctures ont empêché juſqu'à preſent (1723.) qu'elles n'aient pu être réparées, ce qui eſt cauſe qu'une partie du Païs étant encore couvert d'eau, reſſemble à une Mer agitée, & les Habitans les plus riches ſont réduits dans une effroyable miſere. Les Miniſtres du Prince ont cru que la conjoncture étoit favorable pour conteſter devant le Trône Imperial les Libertés que les Etats d'Ooſtfriſe ont ſi précieuſement conſervé juſqu'à preſent; & ils ont réuſſi juſqu'au point d'obtenir ſecretement, ſous de faux expoſez par rapport à cet Article principal, un Decret Imperial du 18. Août 1721. C'eſt pourquoi l'on a trouvé à propos d'expoſer ici les Articles des Accords du Païs & des Decrets Imperiaux émanez ſur les diſputes arrivées, avec connoiſſance de cauſe, & à la priere des intéreſſez; & par ce moyen, de démontrer ſi évidemment les Droits des Etats, que les perſonnes les plus ſimples en puiſſent être convaincues.

II. Avant l'année 1606. il n'y avoit en Ooſtfriſe aucune regle fixe pour l'Adminiſtration des Revenus du Païs; les Etats pourvoyoient dans l'occaſion au néceſſaire, & de cette maniere de tems immemorial ils ont en & conſervé la libre diſpoſition des Deniers, ſans le concours du Seigneur du Païs, en ſorte qu'il eſt dit expreſſement dans le Recès de la Diéte de Marienhuys de l'an 1675.

Enfin pour en venir à l'Adminiſtration de tous & chacun deſdits Deniers du Païs, puiſque ces *pecunia Populo & Ordinibus, ratione Proprietatis & Dominii, erge pleno jure* appartiennent aux Etats de cette Comté, & que *cuſus, periculum & commodum* deſdits Deniers, ſelon tout Droit, les intéreſſent ſeuls & nul autre, ils jugent qu'en tout Droit & toute raiſon, l'entiere diſpoſition & Adminiſtration *pro arbitrio*, leur en appartient *cunctam Domus*.

Mais comme l'on trouva qu'il n'étoit pas de l'intérêt du bien public de dreſſer ainſi chaque fois des regles pour l'Adminiſtration des Deniers Publics, les Etats ſont convenus dans la Diéte tenue à Embden en 1607. d'établir un College reglé auquel on pût confier l'Adminiſtration de ces Deniers du Païs, & dans le Recès de la Diéte Chap. I. on fit le Reglement ſuivant.

1. Quant à la perception & employ de tous & chacun des Deniers Publics, Revenus & Contribution, les Etats de cette bonne Comté ſont convenu que, *locus Erarii communis*, ſera établi & fixé dans la Ville d'Embden, que la garde deſdits Deniers ſera confiée au Receveur general qui ſera élu, après qu'il aura donné Caution ſuffiſante; comme auſſi ſeront confiez les Sceaux & Lettres concernant les Etats, à la garde du College des Aſſignateurs, leur recommandant de choiſir dans la Ville d'Embden un endroit qui leur paroîtra convenable: Neanmoins s'il arrivoit qu'après avoir pourvu aux charges du Païs, il reſtât quelque Somme conſiderable ſur laquelle le Receveur n'auroit point eu d'Aſſignation, elle ſeroit renfermée par les Aſſignateurs dans la Caiſſe du Païs, dans la Maiſon de Ville.

2. Seront établis pour la perception, employ & Adminiſtration des Deniers publics & des Taxes, deux Aſſignateurs de chaque Ordre, & ainſi fix de la part des Etats de cette Comté: Savoir, de la part des Nobles Schwet *van Dobben*, & Joſt *Beningu*; de la part des Villes Focko *Bolſans Krummign* & Otto *Loringa*, & de la part du Tiers Etat Hero *Boyen* & Ubbo *Foelrichs*, qui ſont autoriſés à choiſir une perſonne capable pour leur Secretaire; & il dépend du bon plaiſir de Son Excellence notre gracieux Seigneur, de joindre au College des Aſſignateurs un Commiſſaire ou Inſpecteur de ſa part, tel qu'eſt à preſent Maurice *Ripperda*, mais *de maniere qu'il ne s'arroge point de donner ſa voix, ni d'adminiſtrer leſdits Deniers du Public.*

Ce Reglement pris à la lettre, fait voir qu'il n'appartient pas au Seigneur du Païs d'exercer la moindre autorité dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, puiſque les Etats ayant ſtatué entr'eux ſur cette Adminiſtration, ſans le enncours du Prince, *ont établi de leur part ſix Aſſignateurs pour les adminiſtrer*, laiſſant ſeulement à la diſpoſitioo du Prince de leur joindre un Commiſſaire *qui ne donneroit point ſa voix, encore moins pourroit s'arroger l'Adminiſtration deſdit Revenus.*

III. A peine eut-on ainſi reglé & fixé l'Adminiſtration des Revenus, que l'on donna atteinte aux Droits indiſputables des Etats. Car le Comte *Enno III.* Selgueur très-entreprenant, & qui porta divers coups aux Libertez des Etats, *voulut s'approprier la perception & la direction des Deniers conſentis par les Etats:* Mais les Etats firent voir ſi clairement que cela leur appartenoit, qu'il fut obligé de laiſſer, par accord provionnel de l'an 1607. Art. 1. *La perception, direction & diſpoſition des Deniers Publics au College des Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs*, comme il paroît par les termes du Texte. ANNO 1723.

Que Son Excellence ſe déſiſtera *de la perception ou direction* des Deniers accordez & des Contributions conſenties par les Etats, & remiſes à la diſpoſition des Aſſignateurs, les laiſſant lever tranquillement & les laiſſant remettre au Receveur General établi, pour les payer & employer par ordre des Aſſignateurs, conformement à leurs inſtructions & aux Recès de la Diete.

D'où l'on doit encore conclure que le conſentement des Taxes & Contributions dépend des Etats, & que le Seigneur ne peut pas s'en mêler.

IV. Après avoir poſé pour baſe du Reglement ſusdit qu'*il dépendra privativement des Etats ſeuls de conſentir, lever & employer les Deniers Publics*; Il fut ſtatué expreſſement dans le Recès de la Diete d'Embden de l'an 1606. Chap. 3. §. 10. que le Receveur general rendroit compte de la Recette & de l'Employ des Deniers Publics, aux Députez des Etats, en preſence du Commiſſaire du Prince, mais *de telle maniere que ſi le ſuſdit Commiſſaire ne ſe trouvoit point preſent au tems fixé, le Receveur general ne ſeroit pas moins tenu de rendre compte aux Deputez des Etats:* Voici les propres termes.

Sera tenu (le Receveur general) y étant requis, lorsque les Aſſignateurs tiennent leur Aſſemblée ordinaire tous les ſix Mois, *de rendre compte à ceux qui à cet effet ſeront toujours députez à l'avenir, en preſence de quelqu'un commis par Son Excellence, & des Aſſignateurs des Etats: & au cas que le Commiſſaire de S. Exc. ou l'un des Aſſignateurs ne ſe trouve pas* in loco Ærarii, *au tems fixé pour la redaction des Comptes, il ſera tenu de rendre leſdits Comptes à ceux qui ſe trouveront preſent.*

Ce qui eſt une preuve autentique que le Seigneur n'a aucun Droit de ſe méler ni de l'Adminiſtration, ni de la perception des Deniers Publics: les perſonnes les plus ſimples comprendront aiſément qu'autrement ſon Commiſſaire dans le College des Aſſignateurs auroit en le pouvoir de donner ſa voix, & que l'on n'auroit po recevoir la reddition des Comptes ſans ſon concours; ſans parler de tous les Regiſtres des Comptes publics, & des Quittances, où l'on peut voir que de tems immemorial il n'y a jamais eu que les Députez des Etats qui ont reçu & quittancé les Comptes du Païs, ſans le concours, & ſeulement en preſence du Commiſſaire du Seigneur.

V. Dans le Recès de la Diéte d'Embden de l'an 1618. *Cap. de Collegio Adminiſtratorum Art. 1. cum Reſol.* il eſt dit que le Comte Enno n'a pas voulu ſe contenter d'envoyer quelqu'un en vertu du Texte allegué §. 4. *pour aſſiſter à la reddition des Comptes*; mais qu'il y avoit comparu en perſonne avec deux Commiſſaires & les Gens de ſa ſuite, apparemment pour intimider par ſa preſence les Députez des Etats, & les empêcher de maintenir les Droits des Etats à cet égard; mais les Etats en ont proteſté *à ce que Son Excellence ne s'oppoſe pas à la diſpoſition libre des Deniers Publics qui leur appartient ſeuls:* Et ils ont obtenu que Son Excellence ſe contenteroit *d'envoyer un Commiſſaire* NB. POUR OUIR *la reddition des Comptes.*

GRIEF.

En conſequence du Recès d'Embden, Son Excellence joindra audit College, lors qu'on rendra les Comptes ſeulement un Commiſſaire, mais n'y comparoîtra pas en perſonne avec deux Commiſſaires & toute ſa ſuite, *pour ne pas mettre obſtacle à la libre diſpoſition des Deniers qui appartient de Droit aux ſeuls Etats.*

RELATION.

Le Seigneur Comte veut bien ſe contenter *d'envoyer un Commiſſaire* POUR OUIR *la reddition des Comptes*, conformement au Recès d'Embden *Chap. 3. Art. 10.* outre l'Inſpecteur établi par le *Chap. 1. Art. 2.*

VI. Il paroit clairement par le Texte ſuivant du Recès

ANNO 1723. Recès de la Diete de Norden de l'an 1620., non ſeulement que ni le Seigneur, ni aucun Membre des Etats ne peut arrêter *de facto*, ni s'oppoſer ou s'empêcher en aucune maniere les Contributions & moyens de Collecter conſentis avec ordre, NB. *par les Etats*, ou ceux qui pourront à l'avenir être conſentis avec ordre, NB. *par les Etats*, juſqu'à ce que NB. *les Etats* établiſſent un autre reglement convenable; mais même *le conſentement & l'emploi des Deniers du Pays y eſt expreſſement reſervé aux Etats ſeuls, à l'excluſion du Comte*; ce qui eſt une nouvelle preuve indiſputable que le Seigneur du Païs ne doit en aucune maniére ſe mêler de ce qui concerne les Collectes. Voici ce Texte.

De plus ſon Excellence & un chacun ayant trouvé effectivement & par experience que le manque de payer la Garniſon d'Embden, & les autres Créanciers du Païs, enmme auſſi les délais, empêchement & ſupreſſion des Contributions conſenties unanimement, ainſi que les moyens de Collecte, & la nouvelle levée de Gens de Guerre cauſent une grande confuſion, des défiances, & une revolte dans le Païs, *& Son Excellence ayant gracieuſement déclaré d'y vouloir remedier de ſon côté*, les Etats pour arrêter & prevenir de tels inconveniens, ont unanimement réſolu & irrevocablement conſenti *de laiſſer le court libre aux Contributions & moyens de Collecte qui ont été conſentis, regulierement, ou qui ſeront conſentis regulierement à l'avenir juſqu'à ce que les Etats en ordonnent autrement, & ils n'y apporteront aucun obſtacle ni empêchement* de facto, *ou autrement.*

Quoique les Reglemens & Conventions faites ſous la Regence du Comte *Enno* confirment & maintiennent les Droits des Etats à ce ſujet, cependant ils n'ont pu en avoir l'exercice paiſible; car lorſque le Comte Rudolfe Chrétien parvint à la Régence, l'Article des Collectes fut encore mis en conteſte, mais les Etats ſoûtendirent ſi bien leurs Droits que les Etats Généraux déciderent expreſſement en 1626. que *l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſous quelque nom que ce ſoit, appartenoit généralement aux Etats ou au College, & que le Comte ne pouvoit s'en mêler, ni par lui-même, ni par ſes Officiers, ni en avoir la direction, encore moins y donner quelque atteinte & y apporter quelque obſtacle.* L'Article VII. de la Déciſion s'exprime ainſi:

Que Son Excellence laiſſera au même College la diſtribution des Deniers Publics, ſous quelque nom que ce ſoit, & ordonnera à ſes Officiers & Miniſtres d'aſſiſter & prêter main forte aux Adminiſtrateurs, ou à ceux qui executent leurs ordres, pour l'amelioration, la perception & Collection deſdits Deniers; & Son Excellence, ni par elle-même ni par ſes Miniſtres, ne s'en mêlera pas, ni n'en prendra pas la direction, encore moins y donnera-t-elle quelque atteinte, ou quelque empêchement. Et lorſque ſous la Regence du Comte Ulric II. on fit la reviſion de l'Ordonnance générale des Fermes de l'an 1631. il eſt dit expreſſement Art. 11. ſur le pied des Concordats,

Mais s'il arrivoit que le Fermier raſtât en arriere dans le payement; les Adminiſtrateurs & le Receveur Général auront le pouvoir & l'autorité de proceder dans le tems de trois jours *viâ executionis* & ſans autre forme de Procès, contre le Fermier ou ſa Caution, par l'Executeur établi & confirmé par nous à cette fin; & les Magiſtrats de chaque Place, les Droſſarts, Baillifs, & Bourguemaîtres des Villes, y compris même celle d'Embden, lui prêteront main forte, s'il eſt néceſſaire, y étant requis, & ſuivant l'exigence du cas, ſans le lui refuſer, *ſans néanmoins s'attribuer directement, ou indirectement, aucun mouvement, direction, inſpection, connoiſſance, interpretation, ou Juriſdiction en ce qui concerne les Fermes & Contributions, le laiſſant au College, ſans retarder, differer ou empêcher l'execution.*

Il fut enjoint aux Officiers du Comte de prêter main forte aux Adminiſtrateurs dans la levée des Deniers Publics, ſans pour cela s'attribuer la moindre autorité dans ce qui concerne les Collectes. D'où l'on peut encore conclure, que toutes les Diétes ont eu un grand ſoin d'ôter à la Maiſon des Comtes d'Oſtfriſe toute occaſion de préjudicier en aucune maniere par ſes Officiers, au College des Adminiſtrateurs des Deniers Publics.

VIII. Lorſque Son Alteſſe Sereniſſime George Chrétien parvint à la Regence en 1660. non ſeulement on ne voulut pas laiſſer les Etats dans la paiſible Adminiſtration des Collectes & des Deniers Publics, mais même on défendit par d'odieux Mandemens l'amelioration des Rôles & le payement des Taxes conſenties, on s'empara avec violence des Comptoirs du Païs, on voulut s'emparer des Collectes, & dépouiller par ces violentes Procedures les Etats de leur ancienne liberté. C'eſt ce dont les Etats ſe plaignirent dans la Convention de la Haye de l'an 1662. *Cap. de Colleg. Adminiſtr. Art.* 1. 4. & 7. Il eſt dit Art. 1. ANNO 1723.

Quoique Son Alteſſe n'ait aucun Droit d'empêcher directement ou indirectement, la recepte des Contributions conſenties, & tout ce qui en dépend, comme l'amelioration de Rôles, &c. comme il paroît par *l'Ordonn. des Fermes Art.* 11. *Deciſion de l'an* 1626. *Art.* 7. *Recès de Norden de* 1620. §. *De plus:* néanmoins cela eſt ſouvent arrivé, comme en 1648. & encore en 1660. *lorſque Son Alteſſe Sereniſſime a défendu par d'odieux Mandemens penals d'ameliorer les Rôles & de payer les Taxes*, ſur quoi l'on demande ſatisfaction & reparation pour l'avenir.

L'Art. 4. porte,

Quoique Son Alteſſe Sereniſſime n'ait pas le Droit de toucher aux Comptoirs du Païs, ni directement ni indirectement, ſuivant le *Recès d'Embden de l'an* 1606. *Cap.* 1., *l'Ordonnance des Fermes Art.* 11., *l'Accord proviſionnel Art.* 1. 2. 3. & 5. *Deciſion de* 1626 *Art.* 7., cela eſt néanmoins ſouvent arrivé, particuliérement cette année-ci à Lehr par le Ampts-Verwalter de Norden & ailleurs, ou non ſeulement on a ouvert les Comptoirs de vive force, menacé les Fermiers, & emporté l'Argent Comptant, mais même on a pris à un certain Labbe Focke, dans le Bailliage de Pewſum, ſon propre Argent, ſous prétexte que c'étoit de l'Argent des Impôts, c'eſt de quoi l'on demande reparation & ſatisfaction, & ſûreté pour l'avenir, particuliérement ſuivant l'Accord d'Oſterhuys Art. 30.

L'Article ſept expoſe encore la choſe plus clairement.

Quoique Son Alteſſe Sereniſſime *n'ait* NB. *rien à dire par rapport au conſentement la perception & l'Adminiſtration* des Deniers Publics & de tout ce qui en dépend, *ce qui* NB. *dépend uniquement des Etats & des Adminiſtrateurs, ſuivant l'Ordonn des Fermes Art.* 11. §. *Néanmoins, &c. la Déciſion de* 1626. *Art.* 8. *l'Accord proviſionnel de* 1607. *Art.* 1. 2. 3., néanmoins Son Alteſſe a voulu s'arroger *Jus collectandi*, & non-ſeulement elle a fait déchirer par ſes Miniſtres les Placarts des Adminiſtrateurs affichez, mais même Elle en a fait afficher d'autres, qu'elle a fait publier du haut des Chaires, comme ſi elle s'étoit priſe dans une Diéte, même après la Reſolution des Etats Généraux du 3. Decembre 1660., & ſans en faire mention, ce qui étoit directement au mépris & à l'énervation de la Juriſdiction des Adminiſtrateurs.

Les Etats Généraux ont donné leur déciſion ſur cet Article en ces termes:

Les Rôles des Taxes ſeront revûs, alterez & corrigez ſuivant les Reſolutions & ſous l'autorité des Etats, à la verité en préſence des Officiers nommez & autoriſez à cet effet par Son Alteſſe, qui ne ſerviront aux Adminiſtrateurs que pour les informer.

Mais ſi leſdits Officiers en étant requis, refuſoient de comparoître, les Adminiſtrateurs ſe ſeront informer par d'autres perſonnes; & dreſſeront ainſi les Rôles des Taxes; ainſi pour ce qui concerne l'Adminiſtration des Deniers du Païs, les Comptoirs, & ce qui en dépend, en obſerveront les Accords & Conventions.

Sur l'Art. IV. Leurs Hautes Puiſſances réſolurent ce qui ſuit.

Son Alteſſe Sereniſſime, en conſequence des Textes alleguez, ne mettra, ni ne ſera mettre la main, directement ou indirectement, ſur les Comptoirs du Païs, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être.

L'Article VII. fut décidé ainſi:

Quant au conſentement, la perception, l'Adminiſtration & la recepte des Deniers Publics, on obſervera exactement le contenu de l'Art. 11. de l'Ordonnance des Fermes, revûe par feu le Comte Ulric le 30. Août 1631.

Ainſi il ne reſtera aucun doute à toute perſonne impartiale & de bon ſens, que le conſentement, la recepte & l'employ des Deniers Publics dependent des Etats ſeuls ſans le concours du Prince; vû ſur tout qu'il eſt dit clairement dans la Déciſion alleguée du premier Article, que des Rôles des Taxes ſeront dreſſez par ordre & ſuivant la Reſolution des Etats par les Adminiſtra-

ANNO 1723.

niſtrateurs, & que les Officiers du Prince ne ſerviront que pour leur donner des informations ; ſans parler que cette Déciſion contient expreſſément, que par rapport à l'Adminiſtration des Deniers Publics, aux Comptoirs, & ce qui en dépend, on obſervera les Accords & Conventions du Païs, particulierement que *le Prince n'entreprendra rien à ces égards contre les Etats.* Outre cela la Reſolution ſur le quatriéme Article dit expreſſement, que le Prince ne pourra mettre, ou faire mettre la main, ni directement ni indirectement ſur les Comptoirs du Païs. La Déciſion touchant l'Art. 7. montre clairement que tout ce qui concerne l'affaire des Collectes, a été conſervé ſans aucun préjudice aux Etats par les Traitez de la Haye, puiſqu'il eſt dit mot pour mot, que *quant au conſentement, la recepte & l'emploi des Deniers Publics, on obſervera exactement & ſans exception le ſuſdit Art. tt. de l'Ordonnance generale des Fermes.* Mais il eſt expreſſement ordonné dans cet Article, comme on peut le voir §. 7. que les Officiers du Comte, à préſent du Prince, ne s'attribueront ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, ou inſpection, connoiſſance, interpretation & Juriſdiction, par raport à l'affaire des Collectes : d'où il s'enſuit raiſonnablement, que le Prince ne peut s'arroger par raport au conſentement, recepte, & Adminiſtration des Deniers Publics, ni directement ni indirectement, aucun maniement, direction, autorité, connoiſſance, interpretation ou Juriſdiction, mais qu'il doit laiſſer le tout aux Etats.

IX. Après la mort de Son Alteſſe Sereniſſime *George Chrétien*, on donna, ſous la Regence de la Tutrice ſa Veuve, de telles atteintes à toutes les Branches des Libertez, Droits, & Privileges des Etats, ſans oublier l'Article des Collectes, que dès l'année 1668 il fallut remedier par l'intervention des Etats Généraux aux Contraventions faites aux Accords, particulierement par raport à l'Article des Collectes, voici ce qui fut reglé en 1668. *Chap. 2 du College des Adminiſtrateurs.*

Art. 1.

Les Conſeillers du Prince ont impoſé & reçu quatre Taxes Capitales ſans le conſentement des Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances prétendent que l'on doit faire reſtitution.

Ad Act. 1.

D'autant que par l'intervention amiable des Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances *la bonne harmonie & la confiance ont été retablies entre Son Alteſſe & les Seigneurs Etats*, cette demande tombe d'elle-même, & ainſi on ne parlera plus de ladite reſtitution, de même les prétenſions pour les avances faites par Son Alteſſe aux Troupes de Lunebourg, reſteront éteintes.

Art. 3.

Ils ont défendu par des Mandemens pénals dans tous les Bailliages la levée des deux Taxes Capitales.

Ad Art. 3.

Pour les raiſons ſuſdites ceci ceſſera auſſi.

Art. 4.

Ils donnent des Mandemens pour cauſes de Fermes, ce qui des cauſe obſtacles aux Adminiſtrateurs dans leurs Charges.

Ad Art. 4.

Les Officiers du Prince ne ſe mêleront aucunement des Fermes, ni d'aucune Taxe conſentie regulierement, d'autant que cela eſt contraire à l'Ordonnance des Fermes.

X. La bonne harmonie & l'amiable confiance entre la Regence de la Tutrice & les Etats, rétablies par les Députez extraordinaires de Leurs Hautes Puiſſances ne dura qu'autant que les Miniſtres mal-intentionnez de la Régente trouverent une occaſion favorable de tomber ſur les Etats, car à peine eut-on remedié aux Contraventions que l'on accumula les violations des Accords, on alla plus loin, & en 1673. on ſollicita auprès de l'Empereur la ceſſation du College des Adminiſtrateurs, & du prétendu mauvais uſage qu'ils faiſoient de leur autorité, puiſqu'ils s'attribuoient *un Domaine abſolu ſur les Deniers Publics à l'excluſion du Prince, & même qu'ils oſerent les regler ſelon leur bon plaiſir.* On a ſû obtenir alors une Commiſſion adreſſée au Roi de Dannemark en qualité de Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, pour écouter les deux Parties touchant leurs Griefs, & employer tous les bons offices pour les reconcilier, & au cas qu'on ne put pas y réuſſir, les ouïr contradictoirement, & délivrer d'abord les *acta cum voto*, comme on le peut voir plus au long dans l'Extrait du Protocole du Conſeil Aulique raporté dans l'Hiſtoire d'Onſtrille publiée en dernier lieu Tome II. Liv. 4. No. 16. cependant on n'a pû parvenir juſqu'ici quement par la voye de cette Commiſſion, à renverſer la liberté bien acquiſe des Etats par raport à l'Adminiſtration des Revenus du Païs. Ainſi le Miniſtere du Prince ne pouvant réuſſir légitimement par cette voye à opprimer les Droits des Etats, on eut recours aux voyes de fait, on impoſa des Taxes, on les leva, & l'on ne ceſſa de donner toutes ſortes d'atteintes aux Droits des Etats, par raport aux Collectes, juſqu'à ce qu'en 1678, la Tutrice Regente fut obligée de faire un Accord avec les Etats, par lequel non ſeulement elle conſentit à faire rendre compte aux Etats, conformement au §. 3. de l'Accord proviſionnel de 1607. de la recette & de l'emploi des Taxes miſes & levées contre les Accords du Païs, *mais même elle s'obligea abſolument & conſtamment aux Etats pour elle & ſes Succeſſeurs de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Guerre ou de Paix, quelque choſe qui put arriver, encore moins* in caſibus extraordinariis ſub prætextu neceſſitatis, *ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner ou faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot*, NB. de ne ſe mêler en aucune maniere *des Deniers Publics, & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, Son Alteſſe promettant que ni elle, ni ſes Miniſtres, n'y donneront plus la moindre atteinte.*

Ainſi par les mêmes raiſons, *renonçoit expreſſement au Procès entamé en 1673. contre les Adminiſtrateurs touchant l'Adminiſtration independante des Deniers Publics.*

Voici comme s'exprime l'Accord d'Aurick de l'an 1678.

2. Son Alteſſe Sereniſſime par amour pour la concorde, en conformité de la Convention proviſionelle de 1607., & à la priere des Etats, leur a fait remettre toute la recepte & l'emploi, & par conſequent le compte entier des Taxes levées par ordre de Son Alteſſe ; produiſant en même tems une exacte ſpecification des reſtes desdites Taxes qui ne ſont pas encore payez, & particulierement de ceux qui en ont été exemptez, comme auſſi du logement des Troupes. Et quoique les Etats ayent produit ſur ce ſujet pluſieurs Griefs, démontrant que par là les Accords d'Onſtriſe ont été violez à pluſieurs égards, cependant comme ceux qui reſtent en défaut & les exempts ſont ſpecifiez à l'avantage des Etats, pas une conſideration particuliere pour Son Alteſſe Sereniſſime, par affection pour le jeune Prince, & par un ſincere deſir de rétablir le repos & la bonne intelligence dans le Païs, ils déclarent dès à préſent & pour toujours, qu'ils tiennent Son Alteſſe Sereniſſime & le Prince ſon Fils, franc & quitte de toutes demandes & prétenſions qu'ils pourroient avoir, tant par raport aux Taxes qu'aux Quartiers des Troupes de Munſter, comme auſſi ils renoncent irrevocablement à toute action qui pourroit leur competer à cet égard, particulierement au *Proceſſus Mandati de reſtituendo* du Conſeil Aulique de l'Empire, mais ſe reſervent expreſſement ce qui doit leur revenir des reſtans & exempts, comme auſſi les dépens, dommages & Dettes des Quartiers des ſuſdites Troupes de Munſter ou autres, contre tout autre ayant prétenſions *in genere & in ſpecie* ; Son Alteſſe promettant aux Etats de ne s'y pas oppoſer, bien entendu que l'on agiſſe avec une moderation convenable, & que l'on n'intente aucune action contre qui que ce ſoit, qui auroient été en commiſſion dedans ou dehors le Païs de la part ou par ordre de Son Alteſſe ; comme Son Alteſſe a promis de ſon côté de n'intenter action contre perſonne des Etats qui juſqu'ici aura été employée de leur part, ou en leur nom, dans quelque commiſſion au dedans ou au dehors du Païs. De plus

3. Son Alteſſe s'oblige abſolument & conſtamment envers les Etats pour elle & ſes Succeſſeurs à la Régence, de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, ſoit en tems de Païs ou de Guerre, quelque choſe qui pût arriver, encore moins *in caſibus extraordinariis, ſub prætextu neceſſitatis*, ni dans aucun cas ordinaire, comme auſſi de ne donner, ni faire donner aucun ordre à ſes Officiers ou Miniſtres pour les lever, en un mot, *de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers publics & d'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs : Son Alteſſe promettant que ni elle ni ſes Miniſtres n'y donneront plus la moindre atteinte.*

4. Enfin *les Procès non décidez & auxquels on n'a pas renoncé*, pendans entre Son Alteſſe & les Etats, par devant la Cour Imperiale, *reſteront reſervez aux Parties, à l'exception du Proceſſus Mandati de reſtituendo*, que les Etats ont abandonné dans l'Article 2. ci deſſus,

comme

ANNO 1723. comme auſſi le Procès entamé en 1673. par Son Alteſſe contre les Adminiſtrateurs, auquel S. A. renonce expreſſément par ces préſentes.

Après avoir vû la Maiſon d'Ooſtfriſe s'obliger abſolument dans ces conjonctures envers les Etats, *quoiqu'il puiſſe arriver, de ne ſe point mêler des Deniers Publics, & s'en laiſſer le ſoin aux Adminiſtrateurs, renonçant expreſſement au Procès entamé pour leur diſputer l'Adminiſtration indépendante desdits Deniers à l'exclusion du Prince*; il n'y a point de perſonnes Impartiales & équitables, qui n'avouent qu'il eſt inconcevable que le Prince puiſſe avec la moindre apparence de Droit prétendre aujourd'hui l'inſpection & la con-direction des Deniers Publics, étant abſolument obligé de n'y pas mettre la main.

XI. Non-ſeulement Sa Majeſté Imperiale Leopold a confirmé, à la priere des deux Parties, la ſusdite Convention de 1678. mais encore lorsque les Miniſtres du Prince (ſans reſpecter cette Convention ni les autres Accords) ont voulu ſe ſervir auprès du Conſeil Aulique de l'Empire du § 3. de la Capit. Leop. & du Recès de 1654. §. 102. pour ôter aux Etats le *jus collectandi*, ou *la liberté qu'ils ont de conſentir, lever & employer les Taxes à l'excluſion totale du Prince*, Sa Majeſté Imperiale, avec une entiere connoiſſance de cauſe, a enfin decidé très-équitablement en 1684 que les choſes devoient reſter ſur le pied des precedens Decrets Imperiaux, avec ordre que *puiſqu'il n'appartenoit pas alors à la Tutelle Regnante de s'oppoſer aux Adminiſtrateurs du Treſor des Etats, qui* NB *en vertu de* NB. *pluſieurs Accords anciens, & de la Tranſaction confirmée par Sa Majeſté Imperiale en* 1678 *en étoient en poſſeſſion, tant par rapport à l'Adminiſtration qu'à l'impoſition & la levée des Mois Romains & autres Taxes, elle n'y formeroit plus aucune oppoſition ni obſtacle.*

Ce Decret Imperial qui eſt du 28. Juin 1684. eſt conçu en ces termes:

„ On nous a fait très-humblement rapport du contenu de votre Lettre du 15. Avril dernier par rapport à l'impoſition & la levée des Mois Romains, *particulierement qu'elle ne pouvoit accorder à ſes Etats la levée privative du* Turcken-ſtnur *exigé, non plus que l'Adminiſtration indépendante des Deniers Publics, & des* Land-ſtuoren; demandant humblement d'en donner la Commiſſion à notre Chambellan & Conſeiller Aulique de l'Empire, le Baron de Pflittersdorf, tant pour l'un que pour l'autre, & d'exemptet le Païs des Quartiers & de l'entretien des Troupes, *ſans avoir égard à ce que vous alleguez de nouveau tant touchant* NB. *l'Adminiſtration, l'impoſition & la levée des Mois Romains, que touchant l'expedition de notre Commiſſion Imperiale en faveur dudit Baron de Pflittersdorf*, que nous avons déja déchargé de ce qui concerne les affaires d'Ooſtfriſe, *nous nous en tenons aux Decrets Imperiaux que nous avons déja rendus.* Mais quant au départ des Troupes nous avons dépêché aujourd'hui nos intentions à notre cher Oncle l'Electeur de Brandebourg. Ainſi nous vous ordonnons de nouveau par celle ci, de legitimer quelqu'un de votre part auprès de notre Commiſſion Imperiale, quoiqu'il n'eſt pas tout à fait neceſſaire que vous comparoiſſiez lei en perſonne: *& vous n'empêcherez ni ne troublerez leſdits Adminiſtrateurs du Treſor des Etats, dans l'Adminiſtration, impoſition & levée des Mois Romains & NB. autres Taxes, ce dont ils ſont en poſſeſſion en vertu* NB. *de pluſieurs Accords* NB *anciens, & de la Tranſaction que nous avons confirmée en* 1678. *enfarte que vous n'avez aucun Droit de vous y oppoſer.*"

XII. Ce Decret s'accordoit avec les Conſtitutions de l'Empire, comme il étoit fondé inconteſtablement ſur les Accords d'Ooſtfriſe, ſavoir, *que l'on ne pourra employer les Conſtitutions de l'Empire pour renverſer les Statuts particuliers d'Ooſtfriſe*; outre que ſans avoir recours à pluſieurs citations, on ſait qu'en general les Conſtitutions de l'Empire ſe reçoivent *avec reſerve des Pactes, Accords, Privileges, Reverſales, & autres diſpoſitions faites avec les Etats du Païs, par leſquelles on a pourvu à ce qui les concerne & les Sujets de chaque Place.* En particulier, lorsque la Diete de l'Empire ſouhaita d'étendre le ſusdit paſſage du Recès & de la Capitulation Imperiale à toute ſorte de cas, voulant qu'on ne pût y oppoſer ni Accords ni Privileges, particulierement que les Etats, ſans égard pour aucun Privilege, ne puſſent s'arroger l'Adminiſtration particuliere des Deniers Publics, Sa Majeſté Imperiale déclara gracieuſement dans ſes Reſolutions envoyées à la Dieta en 1670. qu'elle ne pouvoit accorder cela, & qu'au contraire elle étoit obligée de laiſſer chacun dans le Droit qui lui appartenoit de la même maniere qu'il avoit été pratiqué juſqu'alors. ANNO 1723.

Deplus il a été amplement pourvu dans tous les Accords d'Ooſtfriſe, que le Prince ne pourra demander aucun Mandement Imperial contre eux, & qu'il n'aura pas recours aux Conſtitutions de l'Empire, pour s'y délivrer de ſes obligations, ou ſe dégager de leur entiere obſervation: on peut trouver dans l'*Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. Liv. 4. num. 2. pag.* 885. la Déclaration du Prince à cet égard lorsque les Etats ſe plaignirent que l'on tâchoit de renverſer les Accords du Païs à force de Mandemens Imperiaux, & à la faveur des Conſtitutions de l'Empire: la voici

„ Son Alteſſe Sereniſſime ne ſait pas que ſes Prédéceſſeurs ayent jamais demandé des Mandemens Imperiaux pour éluder l'obſervation des Accords, *& il n'eſt pas d'intention de le faire.* Quant à l'exemple qu'on allegue, cela eſt arrivé à la priere des Etats mêmes; au reſte Son Alteſſe étant un Etat immediat de l'Empire, elle a Droit de ſe ſervir des Conſtitutions & benefices de l'Empire *in caſibus licitis & per Pacta Provincialia non exceptis* (au cas qu'ils ne ſoient pas excepter dans les Accords du Païs.)"

Le Miniſtére du Prince n'a pas voulu s'en tenir là, il a ſouvent importuné l'Empereur de ſes Plaintes, ſans pouvoir neanmoins obtenir que le Decret proviſionnel de 1688. touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſtatuât rien de contraire aux Loix du Païs; au contraire, il y eſt ordonné que les choſes reſteroient ſur le même pied, car il y eſt dit ſur ce ſujet:

„ Au reſte l'Adminiſtration, la Recette & la direction desdits Deniers Publics NB. *reſtera aux ſix Adminiſtrateurs* NB. *dans à ces effets par les Etats*, préſentez & confirmez par le Prince en prêtant Serment, en préſence d'un Inſpecteur ou Commiſſaire du Prince, qui y repréſentera la perſonne ou la place du Prince. Le Receveur établi par les Etats prêtera auſſi Serment & donnera caution; bien entendu que les Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs n'apliqueront reſpectivement les Deniers Publics à d'autres uſages qu'à ceux auxquels ils ſont deſtinez, & ſe conduiront en tout de maniere qu'ils puiſſent en répondre au jour ordinaire de la reddition des Comptes tous les ans le 10. May, en préſence de l'Inſpecteur du Prince, & même encore d'un Commiſſaire, ſi le Prince trouve à propos de l'adjoindre, ou autrement ainſi que de Droit."

D'où il paroît clairement que l'Adminiſtration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics a été conſervé aux Adminiſtrateurs des Etats en préſence d'un Inſpecteur du Prince, ainſi qu'il eſt démontré ci-deſſus §. 2. & la reddition des Comptes, en préſence d'un Commiſſaire du Prince, comme on l'a établi §. 4. & 5.

XIII. Le Miniſtére du Prince voyant que bien loin d'avoir obtenu ce qu'il ſouhaitoit, le paſſage allegué ci-deſſus du Decret Imperial de l'an 1688. le mettoit bien loin de ſon Compte; épia l'occaſion (d'autant que le Prince & les Etats reçurent ordre le 27. Octobre 1690. de pourſuivre la Déciſion de leurs Griefs reſpectifs ſur leſquels on n'avoit pas prononcé dans le Decret précédent) de porter en 1691. un nouveau Griet devant le Conſeil Aulique, touchant l'Adminiſtration des Deniers Publics; il étoit en ces termes:

„ Que les Etats, & en leur nom *le College des Aſſignateurs & Députez* ne s'arrogeaſſent point la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics ſuivant l'arrangement, la Taxation ou Quotiſation des Rôles des Taxes, mais qu'ils en remiſſent la ſouveraine inſpection & la con-direction à Son Alteſſe Sereniſſime, comme Souverain, & à l'Inſpecteur qu'il établira dans la ſuite, comme auſſi aux Commiſſaires extraordinaires qu'il envoiera pour recevoir la reddition des Comptes; qu'ils lui en leur, rendiſſent Compte des Articles qui reſtent ouverts dans la Recette, & particulierement de la ſixiéme quote-part duë par la Ville d'Embden & du refus de ne pas mettre dans la liſte des Sommes employées, certains Articles illegitimement & injuſtement affiguez; nonobſtant le contenu des *Compacta* d'Ooſtfriſe, & du *Decret proviſionnel* de l'Empereur ci-deſſus allegué, & par conſequent de produire, de rendre & duement reviſer tous les Comptes rendus ſans ordre, & d'une maniere peu convenable, hors de ſa préſence & ſans ſon approbation & ſa quittance; lui remettant au profit du Public, les *Rationes & reliqua* desdits Comptes."

Sur quoi fut priſe la Reſolution ſuivante.

ANNO 1723.

„ QUANT à l'Adminiſtration des Deniers Publics, l'Inſpecteur du Prince & ſon Commiſſaire extraordinaire pour l'audition des Comptes; le Prince eſt renvoyé s l'Art. 2. du ſusdit Decret Imperial, & il eſt décrechef ordonné aux Etats de faire reviſer leurs Comptes juſqu'à préſent, de maniere qu'il ne reſte aucune juſte raiſon de plainte: ce qu'ils prodairont *ſub termino duorum menſium*, ſans s'arrêter à l'Hommage."

Chacun peut voir que par là on ne donna aucune atteinte à la Liberté des Etats, par raport aux Collectes, qui même ſnt expreſſement confirmée, paisque, en renvoyant le Prince à l'Article 2 du ſasdit Decret, où l'Adminiſtration, la Recette & l'employ des Deniers Publics eſt conſervée au College des Adminiſtrateurs, & ordonné à la Miſion d'Oolſriſe de *ſe contenter de joindre*, conformément aux Accords du Païs, *audit College un Inſpecteur qui ne pourra donner ſa voix, ni s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics*, de recevoir des Députez des Etats la reddition des Comptes *en preſence* d'un Commiſſaire, & de les faire quittancer par ce dernier, ainſi qu'il ſera trouvé convenable; ce qui confirme inconteſtablement que *la Direction & Adminiſtration privative des Deniers Publics, & tout ce qui en dépend eſt conſervée aux Etats, & que la demande par la Maiſon Regnante d'avoir la ſouveraine inſpection & la connoiſſance deſdits Deniers, a été rejettée, ainſi que la prétention que les Comptes ne pourroient être rendus ſans l'approbation & la Quittance du Prince, à quoi l'on n'admet que la ſimple preſence.*

Il eſt vrai que cette Reſolution enjoint aux Etats la reviſion, qu'ils avoient réſolu, des anciens Comptes, de maniere qu'on ne pût avoir aucun ſujet de plainte; d'où l'on pourroit conclure, qu'il faudroit que le Prince y aſſiſtât; néanmoins, ainſi qu'on l'a démontré, le Prince n'eſt autoriſé qu'à y envoyer un Commiſſaire *pour voir* la reddition des Comptes, ſans qu'il puiſſe exercer aucune autorité; c'eſt pourquoi les Etats ont allegué ſur ce ſujet leurs raiſons, ſavoir, que l'on avoit procedé dans la reddition des Comptes conformément aux Accords du Païs, & qu'ils ne trouvoient rien en quoi on eut manqué contre leſdits Accords & les anciens uſages, ſuppliant qu'il fût ordonné à Son Alteſſe le Prince d'Oolſriſe, de démontrer le cas avec toutes ſes circonſtances, afin qu'ils puiſſent y répondre avec fondement, ſe reſervant à cet égard tous les moyens convenables.

XIV. Non ſeulement les choſes en ſont reſtées là, mais même Son Alteſſe Sereniſſime Chrétien Eberhart, voulant diſſiper la défiance entre le Chef & les Membres, & donner auxdits Etats des ſuretez, que les Accords du Païs, comme la baze du Gouvernement d'Oolſriſe, lernient conſtamment maintenus, ſans qu'il y ſoit préjudicié par les Conſtitutions de l'Empire, a déclaré dans la Convention de Hanovre de l'an 1693. que *tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les* Compacta, *Apoſtilles, Déciſions & Recès* communément nommez *Accords*, ſeroient la baſe & le fondement de ſa Régence, & il eſt dit §. 1.

„ SON Alteſſe Sereniſſime d'Oolſriſe déclare par rapport à ſes fidelles Etats que pour leur montrer ſon affection Paternelle & les bonnes intentions, *& ôter toute défiance entre le Chef & les Membres, ſuivant la Signature des preſentes, Elle confirme tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, les Compacta, Apoſtilles, Déciſions, Recès commandemens nommez Decrets, & en conſequence* délivrera aux Etats un Reverſal de l'Hommage, tel qu'il eſt ci-joint *Lett. A*"

Et en conformité des Accords, il s'eſt obligé §. 9 par raport aux Collectes, de s'en tenir auxdits Accords & aux Comptes rendus, ſans y faire aucun changement; pas même *in caſu neceſſitatis:* en voici les termes.

„ QUANT à ce qui concerne les Collectes, la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, Son Alteſſe Sereniſſime s'en tient aux ſasdits Accords, & aux Comptes rendus, *& ne veut y faire aucun changement, pas même in caſu neceſſitatis.*"

Ainſi cet Accord abolit encore la prétention du Prince, que les Etats ne pourroient entreprendre à ſon excluſion l'Adminiſtration des Deniers Publics, ni recevoir la reddition des Comptes: & afin d'ôter tout doute que l'on pût un jour de la part du Prince reclamer les Decrets de l'Empereur de 1688. & 1690. & que jamais on ne réveilleroit la prétention de la ſouveraine inſpection & conduite des Deniers Publics, ni de donner Quittance & approbation aux Comptes rendus ainſi qu'on l'avoit expoſé dans les Griefs de 1691. Il fut expreſſement convenu dans cet Accord §. 14. que puiſque les Articles dont on avoit porté des plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on avoit traité devant la Commiſſion Imperiale, avoient été reglés amiablement. Le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhérés du 3. Novembre 1621. ſeroient d'avoir lieu, ainſi qu'il paroît par le Texte ſuivant.

„ D'AUTANT que les principaux points dont on avoit porté des Plaintes au Conſeil Aulique de l'Empire, & dont on a traité devant la Commiſſion Imperiale, ont été reglez amiablement, on s'eſt déclaré de part & d'autre *que le Decret proviſionnel de l'Empereur du 1. Octobre 1688. & les Decrets inhérés qui ont ſuivi le 3. Novembre 1691. ceſſeront entierement.*"

XV. Autant les Accords citez ci deſſus, & les Decrets de l'Empereur confirment-ils la *Liberté, le Pouvoir & le Droit que les Etats d'Oolſriſe ont de conſentir, lever & employer les Deniers Publics à l'excluſion du Prince*, autant ont-ils été confirmés de la maniere la plus forte par le Prince Regnant, dans le Reverſal de l'Hommage qui lui fût fait, da 21. Novembre 1708. où il eſt dit,

„ NOUS promettons de même, de notre certaine ſcience, de confirmer en tous leurs Points & Clauſes, ſous quelque nom que ce ſoit, *les Decrets Imperiaux, exécutions, Recès & Reſolutions de S. M. Imperiale*, & de ſes glorieux Prédéceſſeurs dans l'Empire, comme auſſi *tous les Compacta, Accords, Recès, Apoſtilles, Sceaux & Lettres en général & en particulier*, paſſez entre nos Prédéceſſeurs & nos Etats, ſpecialement *le Recès de la Diete de Norden de l'an* 1620 remis alors par les Etats au Comte Enno, & en un mot tout ce qui a été reglé juſqu'en 1662 & 1663. & enſuite en 1693. le 18 Février à Hanovre, & le 16 Février 1690. à Aurick (ſauf la Haute Juriſdiction & la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale & du S. Empire) & qui ont été confirmez par les Comtes & Princes Regnans en Oolſriſe, & par conſequent par notre Pere de glorieuſe memoire, dans les Reverſales de l'Hommage du 11. Fevr. 1695. *enſorte qu'ils ſeront religieuſement obſervez dans tous leurs points, ſans qu'il ſoit rien entrepris au contraire, ni par Nous, ni par nos Miniſtres, ou autres qui que ce puiſſe être, & par conſequent, que toutes les contraventions ſeront inceſſamment redreſſées; ce que nous promettons ſincerement; ſans équivoque ſur notre parole de Prince, & ſur notre honneur, au lieu de Serment, ſans aucune exception ou contradiction.*"

Ce que les Officiers & Miniſtres du Prince jurent auſſi ſur les Accords du Païs, lorſqu'ils entrent en poſſeſſion de leurs Charges; ainſi qu'on peut le voir dans *l'Accord de la Haye de l'an* 1662. *Cap. 4. Art. 4. cum Reſol.*

„ ART. 4. Quoique Son Alteſſe Sereniſſime ſoit tenue de promettre ſous un Serment ſolemnel l'exacte obſervation des Accords; *Deciſ. de anno* 1626. *Art.* 1. cependant le Chancelier, les Conſeillers, le Juge, les Receveurs & Officiers de Juſtice ofent le refuſer, nonobſtant le contenu exprès des Accords, *Deciſ. de anno* 1626. *Art.* 4. & 5. *Concord. Art.* 8. & 117. *& ſur tout l'Accord d'Oſterhays Art.* 30. Ainſi l'on demande que cela ſe faſſe en preſence des Députez des Etats'

Reſolution.

Ouïes les Parties, il a été réſolu & déclaré, que le Juge de la Cour, & les Aſſeſſeurs, le Chancelier & les Conſeillers, les Juges, les Receveurs & autres tels Officiers qui ſont à preſent en charge, & qui n'ont pas prêté le Serment ſuivant, & ceux qui ſeront élus à l'avenir *promettront & jureront* par un Serment ſolemnel entre les mains de Son Alteſſe Sereniſſime ou de la perſonne qu'elle commettra, d'obſerver & accomplir ponctuellement & fidellement, & de faire obſerver & accomplir autant qu'il dépendra d'eux, les Traitez, Accords, & Conventions faites & paſſées entre S. A. S. d'une part, & les Etats de l'autre; & entre Sadite Alteſſe Sereniſſime, & la Ville d'Embden; Comme auſſi les Déciſions de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Oolſriſe.

Et afin que les Etats d'Oolſriſe, & en particulier la Ville d'Embden, puiſſent être tranquilles & aſſurez que ledit Serment aura été réellement prêté. Son Alteſſe Sereniſſime fera ſigner par tous ſes Officiers, le formulaire de Serment ci-joint, dont Son Alteſſe Sereniſſime enverra d'abord une Copie autentique aux Etats, ou à leurs Députez ordinaires, comme auſſi à la Ville d'Embden.

For-

ANNO 1723.

Formulaire de Serment.

Je soussigné promets & jure d'observer & accomplir ponctuellement & fidellement, autant qu'il dépendra de moi, & de faire observer & accomplir les Traitez, Accords & Conventions faits & conclus entre Son Altesse Serenissime d'une part, & les Etats d'Oostfrise d'autre part, & entre Sadite Altesse Ser. & la Ville d'Embden; comme aussi les Décisions de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Oostfrise: *Ainsi Dieu m'ait en aide.*"

Malgré tout cela on a si peu voulu laisser jouir les Etats d'Oostfrise de leurs Droits indisputables, que l'on a renouvellé de la part de la Maison Regnante d'Oostfrise auprès de Sa Majesté Imperiale, les Griefs mûs ci-devant, touchant l'Administration des Deniers Publics, & qui avoient été terminez par la Conservation de la Liberté des Etats, tant par les Decrets Imperiaux, que par les Accords conclus; sous prétexte que l'on en faisoit un mauvais usage incroyable, & que c'en seroit fait & du Païs & de ses Habitans, si l'on ne limitoit les Libertez des Etats par raport aux Collectes; ce qui est neanmoins contraire à la Lettre du §. 17 de l'Accord d'Aurick en 1663. qui contient ce qui suit mot pour mot.

„ *D'un autre côté donc, & pour prévenir toute défiance, autant qu'il est possible, entre le Chef & les Membres, & confirmer la confiance interieure rétablie, non seulement Son Altesse Serenissime veut gouverner suivant les Accords, mais même il ne sera mû aucun Procès touchant les Griefs précédens, ni de la part de Son Altesse Serenissime contre les Etats, savoir, la Noblesse, les trois Villes & le Tiers Etat; ni de la part des Etats contre le Prince, & l'on ne poursuivra pas ceux qui seront commencez, sans préjudice à l'Autorité de Hanovre.*"

Et sans attendre ce que les Etats pouvoient répondre, on a obtenu de Sa Majesté Imperiale le Decret du 18. Août 1721.

XVI. Mais afin que tout Lecteur impartial puisse connoître combien ce Decret Imperial s'éloigne des anciennes Constitutions d'Oostfrise, & même des précédentes Décisions Imperiales, & par consequent quel Droit les Etats avoient d'opposer leurs justes réponses aux prétentions formées contre eux, on a jugé à propos de raporter ici le Decret avec quelques Remarques.

Decret Imperial §. 5.

Il paroit par toute ladite représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint viennent principalement de ce que les Etats du Païs s'aproprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par raport à la revision des Comptes du Païs, à l'exclusion entiere du Prince, & qu'ils ne font gueres attention à ses représentations Paternelles.

Remarque.

Il paroit par cela, que jusqu'à present la Maison Regnante d'Oostfrise a laissé aux Etats l'Administration arbitraire des Deniers Publics à l'exclusion du Prince; mais que les Etats se fussent arrogé cette Administration de leur propre autorité, c'est ce que l'on ne croira point après avoir lu ce qui précede sur ce sujet, & comme on le prouvera encore, après avoir exposé la veritable situation des choses; enforte que Sa Majesté Imperiale sur tout, & tout Lecteur impartial, comprendront aisement qu'il ne peut y avoir de desordre dans l'Administration des Deniers Publics par les Etats, puisqu'elle est reglée par les Accords du Païs; à moins qu'on ne veuille soutenir que l'Oostfrise a perdu dans ces desordres depuis plus de cent ans; car depuis 1606 les Etats ont toujours administré les Finances sur le même pied & suivant les Ordonnances faites alors.

Decret. *Et comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune apparence de Droit, bien loin de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain.*

Rem. Ci-devant on a voulu alleguer de la part de la Maison Regnante d'Oostfrise, les Constitutions & Statuts de l'Empire, par raport à l'affaire des Collectes: Mais S. M. Imperiale *Leopold* de glorieuse memoire, sur les representations bien fondées des Etats, a maintenu les Accords d'Oostfrise qui sont les Constitutions & Statuts du Gouvernement de l'Oostfrise, ainsi qu'on peut voir ci-dessus §. 11. d'autant plus que la Province d'Oostfrise a des Constitutions particulieres, qui pour la plus part different de celles des autres Provinces de l'Allemagne.

ANNO 1723.

Decret. *Parce qu'elles emportent un entier aneantissement du pouvoir du Prince, & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres.*

Rem. Les Etats ont amplement remontré à Sa Majesté Imperiale, que la Jurisdiction du Prince, & l'Ordre entre lui & les Etats, doivent être reglez sur les Accords d'Oostfrise, puisque le seul engagement exprimé dans le Serment de l'Hommage, est de le reconnoître, le respecter & lui obéir comme au Prince du Païs. Mais le Droit des Etats se trouve si clairement dans les Accords, sur tout ce qui concerne l'Administration des Finances, que Sa Majesté Imperiale ne le considerera point à l'avenir comme un aneantissement de la Jurisdiction du Prince, & un desordre entre le Seigneur & ses Sujets.

Decret. *Ce qui tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans qui ne prennent point part à de telles atteintes portées au Gouvernement du Prince.*

Rem. On ne trouvera pas un Habitant raisonnable dans toute l'Oostfrise, qui ne souhaite de tout son cœur que les Etats fussent maintenus dans la précieuse Constitution qui concerne le consentement, la Recette & l'Administration des Deniers Publics; mais le Ministere du Prince a exposé les choses d'une maniere à faire croire, qu'à l'exception de quelques personnes, tout le Païs aspire à voir entre les mains du Prince la souveraine Inspection sur les Finances; c'est pourquoi Sa Majesté Imperiale a déclaré,

Decret. *Sa Majesté Imperiale en vertu de son pouvoir suprême, & pour l'avancement & le maintien du bien public & de la Justice, veut que l'on fasse cesser cette Licence dans l'Administration des Deniers Publics du Païs d'Oostfrise, de laquelle on a à craindre plusieurs fâcheuses consequences; & declare par le present Decret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il établira lui-même à cet effet, l'Inspection générale sur les Deniers Publics, afin que de la maniere susmentionnée ils soient portez dûement en Compte & bien employez aux usages auxquels ils sont destinez; qu'outre cela il peut demander raison & réponse des irrégularitez qu'on pourroit découvrir dans la Recette & la dépense, & exiger des satisfactions des Sommes illegitimement assignées, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Assignations; que les Etats du Païs & les Administrateurs seront tenus de presenter les Comptes du Païs au Commissaire du Prince, avec tous les Eclaircissemens requis, afin qu'il les voye & les examine, & ils devront écouter ses avis salutaires, & donner tous les éclaircissemens qu'il demande.*

Rem. Il ne sera point nécessaire de raporter ici au long, que suivant les Accords, le consentement, la levée & l'emploi des Deniers Publics apartient aux Etats à l'exclusion du Prince; on remarquera seulement en peu de mots, que lorsque dans l'exhibition des Griefs en 1691. on prétendit tout de même, que l'on devoit accorder au Prince l'Inspection générale & la conduite; la Maison Regnante d'Oostfrise y renonça entierement, & laissa les Etats dans la jouissance de l'Administration privative des Finances, & on leva toutes les incertitudes sur ce sujet par l'Accord de Hanovre; ainsi il n'y a point de doute que, vû l'amour si connu de Sa Majesté Imperiale pour la Justice, Elle ne casse ou Decret adroitement surpris sur des prétextes frivoles.

Decret. *Sa Majesté Imperiale declare en outre très-justement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'Année 1693. n'ont pas été liquidez en presence, avec l'approbation & la Quittance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par conseqnent lesdits Comptes, si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrez avec tout les Registres, Quittances, & autres pieces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune maniere nécessaires pour l'éclaircissement des Articles douteux.*

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils desordres, & afin que les Administrateurs des Deniers Publics, ne puissent s'excuser d'ignorance, il leur est declaré par le present Decret, sur lequel ils ont en tout tems à se regler; qu'aucun Compte du Païs qu'ils auront entr'eux, ou leurs Heritiers ne seront quittes de le justifier, pour autant qu'ils ne soient ratifiez & autorisez de la maniere susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en

ANNO 1723.

cas que contre toute attente, il ſe trouvât à la reviſion des Comptes du Païs, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Païs, la Déciſion en doit être laiſſée à S. M. I., à laquelle pour ces effets ſera envoyé le Recès des Comptes, avec un rapport y joint, de la verſatile acture des points en dispute, & une déduction des raiſons des deux côtez, & en attendant cette Déciſion Imperiale, on ne doit en aucune maniere agir d'Autorité priveé. Auquel Ordre Imperial, comme une regle conſtante pour exercer les fonctions d'Adminiſtrateurs avec d'autant plus d'attention, leſdits Adminiſtrateurs ſeront obligez, & s'ils y contreviennent, ils s'aviſeront immanquablement un grand embarras, outre le risque de bonifier de leurs propres Biens le dommage qui ſera cauſé par une negligence impardonnable dudit Ordre Imperial.

Rem. On remerquera ici que, quoique en 1691. le Prince ait prétendu que l'on reviſât duement les Comptes qui avoient été rendus en ſon abſence & ſans la Quittance & ſon aprobation, Sa Majeſté Imperiale n'esigea que la preſence d'un Commiſſaire du Prince, mais que l'aprobation & la Quittence demandées furent refuſées; néanmoins dans la Convention de Hanovre en 1693 on s'en tint aux Comptes rendus jusqu'elors, & on déclara que l'on ne vouloit y faire aucun changement, pas même *in caſu neceſſitatis*: par conſequent on eſt ſuffiſamment convaincu que le Prince n'a aucun Droit de recevoir la teddition des Comptes, ni de les quittancer. Mais on a ſça donner un tel tour auprez de Sa Majeſté Imperiale au Texte de la Convention de Hanovre raporté ci-deſſus §. 14. qu'on l'e interpreté comme ſi l'on ne devoit l'entendre que des Comptes qui ont précédé cette Convention de Hanovre; c'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale a ordonné ſpécialement le reviſion des Comptes depuis la Convention de Hanovre, nonobſtant que la choſe fût telle, que le Prince étant obligé de ne ſe mêler en aucune maniere des Deniers Publics, ne peut prétendre de les reviſer, aprouver & quittancer: les propres termes de cette Convention de Hanovre *& veut ne jamais y faire aucun changement, pas même dans le cas de néceſſité*, ſont aſſez connoître que le Prince s'en tient à l'ordre établi par les Accords, de recevoir les Comptes en préſence ſeulement de ſon Commiſſaire, par les Députez des Etats qui devoient obſerver ce qui convient, ſans ſon intervention.

*Reponſe au Factum des Etats d'*OOSTFRISE, *tirée d'un Memoire intitulé:* PREUVES *que Son Alteſſe Sereniſſime le Prince d'*OOSTFRISE *a le même Droit aux Collectes dans ſes Etats que les autres Etats immediats de l'Empire, &c. imprimé à Aurick en 1723. pag. 37. à 75.*

SUR LE TITRE DU FACTUM.

QUe pourroient penſer les perſonnes d'Eſprit, ſi les Etats d'Oofſtriſe publioient un Traité, où ils établiſſoient que les Enfans & les Domeſtiques ont le Liberté, le Droit & le pouvoir de diſpoſer de la Cuiſine & de la Cave à l'excluſion du Pere de Famille: il en eſt ainſi neanmoins de leur Factum; le Prince n'eſt pas Prince, ſi ſes Etats ont la Liberté, le Pouvoir & le Droit que l'on prétend ici; comme un Pere de Famille ne pourroit paſſer pour Pere de Famille ſi ſes Enfans & Domeſtiques étoient en Droit de diſpoſer des affaires de la Famille à ſon excluſion. Le Traité d'un bout à l'autre dément la fierté du titre & eſt une preuve de la vérité de l'ancienne maxime de Droit *quod à rubro ad nigrum non valeat conſequentia.*

Quoique tous les Textes elleguez dans cet Ecrit ſoient torts & reportez de mauvaiſe fol, il y paroit neanmoins clairement que les Decrets Imperiaux rendus *in Contradictorio* établiſſent & poſent pour fondement que l'on ne peut ni *conſentir* ni lever ni employer les Contributions & les Taxes ſans le Prince & à ſon excluſion, ſans priver avec violence & injuſtice le même Prince, à ces trois égards, de l'autorité qui lui apartient comme Seigneur du Païs. Quant au *conſentement*, ſous les Textes allegnez dans l'Ecrit des Etats prouvent qu'il ne peut être donné ailleurs que dans la Diéte, ainſi qu'il eſt ordonné dans le Decret Imperial de l'année 1589. Article 8. & 10. Jusqu'à preſent on ne s'eſt pas encore aviſé de le nier; or il eſt conſtant que l'on ne tient jamais de Diéte à l'excluſion du Prince, & que l'on ne peut rien y reſoudre à ſon excluſion qui ſoit valable, ſuivent *le Decret Imperial de l'an* 1589. *Article* 9. & 10. & *le Recès d'Execution d'Embden de* 1590. *Art.* 12. Or ces Textes ſe trouvent à chaques pages & ont été confirmez par les Deputez des Etats dans toue les Accords, même dans les Conſiderations des Etats de 1606 ou le Reſultat de la Diéte d'Embden, ſur lequel les Etats ſe fondent principalement: ou en alleguera ici pluſieurs du même genre, comme le Texte de la Convention de cette Diéte avec les annotatione qui y ont eté faites, raportées à la fin de ce Traité. Et même dans l'Accord fait à la Haye en 1662, où l'on a mis ſur le tapis les Articles les plus prejudiciables au gouvernement du Prince, on a reg'é cette meniere de proceder dans les Collectes, ſur les contenu du Decret Imperial de l'an 1589. & du Recès d'Execution d'Embden de l'an 1590.

ANNO 1723.

Le IX. Grief du Prince dans le Chap. 2. de l'Accord de la Haye au Chap. du College des Adminiſtrateurs porte que les Aſſignateurs ne pourront lever d'autres Taxes que celles qui auront été conſenties par les Reſolutions formelles de la Diéte, *ſuivant le Decret Imperial de* 1589. *Art.* 9. *le Concordat de* 1593 *Art.* 58. 62 & 63. D'ou s'eſt enſuivie la Reſolution des Etats Généraux, *les Textes allegnez feront obſervez en tout ce qui eſt conteun ſur ce ſujet dans les Accords.*

Ceci ſert refute tout l'Ecrit des Etats, puiſque ſuivant les Textes alleguez aucune Reſolution des Etats n'eſt tenue pour Reſolution formelle & reguliere de la Diéte qu'autant que le Prince y a conſenti & en a publié un Réſultat. C'eſt ſur le même fondement qu'eſt dreſſé le Decret Imperial de l'année 1681. Art 2. comme on le prouvera ci aprés en ſepondant au §. XII. La choſe en elle même porte ſa Déciſion, car il eſt conſtant que les Etats en qualité d'Etats n'ont aucun Droit d'obliger les Habitans du Païs par aucun Reſultat ou Reſolution, ou de leur impoſer des Loix; mais pour que le Reſultat ou les Reſolutions de la Diéte deviennent obligatoires, il faut que l'Autorité du Prince y intervienne, qu'il publie le Reſultat & qu'il donne aux concluſione & aux Reſolutions une force obligatoire. C'eſt ainſi qu'il eſt prouvé invinciblement dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. I. Liv I. Chap. 8. & 9. de la 5. Partie que les ſuffrages des Etats aſſemblés en Diéte ne ſont que de ſimples avis, penſées & reflexions qu'on ne peut conſiderer comme une Déciſion qui oblige le Prince.

Il en eſt de même de la levée & de l'emploi, car ceux qui levent & employent les Deniers Publics ſont des perſonnes qui, de l'aveu même de l'Ecrit des Etats, ſont conſtituées dans leur charge par le Prince, ſur la requête qu'elles lui preſentent, laquelle qu'ils lui prétent Serment ſur certaines inſtructions qu'il a aprouvées, & qu'elles tiennent toute leur Autorité du Prince; ainſi qu'il eſt demontré par les Etats même dans l'avis des Etats, ou le Reſultat de la Diéte d'Embden de 1606. puiſqu'ils doivent demander pour l'exercice de leur charge les expeditions neceſſaires du Prince. C'eſt pourquoi les executeurs prêtez aux Adminiſtrateurs pour lever les Impôts, reçoivent leurs gages du Prince. Outre cela on convient dans le Factum que le Prince a Droit de joindre un Inſpecteur au College des Adminiſtrateurs, qui y occupe la place du Prince, or le nom d'Inſpecteur tenant la place du Prince, déſigne aſſez ce qu'il y doit faire.

Si le titre eſt ſi mal imaginé, qu'on juge ce que l'on doit attendre de l'ouvrage.

REPONSE AU §. I.

Ce §. ne merite pas d'être refuté; l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe & les Actes y joints prouvent le contraire, le Reſultat de l'Empire de 1603. l'Agent même des Etats, Leon Aitzema, dans ſon Recueil, Hugo Grotius dans ſes Annales des Païs-Bas, ont expoſé il y a long-teme aux yeux de l'Univers combien peu de Droit avoient les Etats d'Ooſtfriſe à cet égard. Il eſt arrivé à la Maiſon des Princes d'Ooſtfriſe ce que Tacite écrit au Chap. I. du Liv. I. de ſon Hiſtoire *Veritas pluribus modis infracta, primum inſectia Reipublicæ ut ahena, mox libidine aſſentandi Populo, aut eruſus odio adverſus dominantes: obtrectatio & invidia pronis auribus accipiuntur: malignitas falſa ſpecie libertatis meſt.* Qu'a-t-on beſoin d'autres preuves? Sa Majeſté Imperiale y a donné lieu dans ſes Decrets qui attequent les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe. Il faudroit être bien ſimple pour ſe laiſſer perſuader par le Factum des Etats que ces Decrets ont été ſurpris ſous de faux prétextes.

Les

ANNO 1723. Les Auteurs & les defenſeurs des troubles de l'Oſtfriſe ont meſuſé juſqu'à preſent de la ſimplicité de la plupart des Hiſtoriens, en les aveuglant ſous le manteau de la liberté, pendant qu'ils exerçoient ſur eux la plus cruelle autorité dans les Diétes & Aſſemblées d'Embden, les traitant *ut vilissimam partem servientium*. Il leur eſt arrivé ce qui eſt dit 2. de Samuel Chap. XV. vs. 11. *ils marchoient dans leur ſimplicité ſans ſavoir rien des affaires.*

On peut voir dans le Decret Imperial même ce qui a engagé Son Alteſſe Sereniſſime à porter ſes Plaintes au Trône Imperial; l'accuſation, que Son Alteſſe veut ſe ſervir, pour la ruine du Païs, des calamitez dont le Ciel l'a viſité, eſt une calomnie publique, que Sa Majeſté Imperiale a blamée expreſſement dans ſon Decret.

Reponse au §. II.

Tous les Articles qui n'ont aucun fondement ſont raſſemblez dans ce §. En premier lieu c'eſt un menſonge autentique qu'avant l'année 1606. il n'y avoit point de reglemens en Oſtfriſe pour l'Adminiſtration des Finances; tout ce qu'on dit de la matiere des choſes avant 1606. n'eſt pas plus vrai. Tous les Documens, tous les Decrets Imperiaux, tous les Reſultats des Diétes, tels que ſont ceux qui ont été citez ci deſſus, & tels qu'on peut les lire dans le Regiſtre des Accords, refutent cette propoſition: on pouvoit avancer avec autant de vérité qu'avant 1606. le Soleil n'avoit pas lui en Oſtfriſe. Voila ce qu'on apelle une deduction fondamentale, dont on oublie le fondement! les Actes qui précedent 1606 n'accomodent pas les Etats, c'eſt pourquoi ils les biffent d'un trait de plome; mais ils découvrent trop par là quel eſt leur but. 2. Quel argument trouve-t-on dans ce §.? Qu'auroit-on dit à la Diéte de Marienhove? Que peut une telle raiſon contre le Prince? Tout ce que l'on dit dans les Diétes d'Oſtfriſe, n'eſt pas ſur la pure verité. Le Conſeiller privé *Seyck* raporte dans la diſpute *de Jure Principis circa vasallos exercitum*, entr'autres que dans la Marche de Brandebourg & autres endroits les Villes ſe ſervent du même raiſonnement allegué dans la Diéte de Marienhove pour ſe diſpenſer de produire les Comptes des Revenus de la Ville, mais il fait voir que ce pretexte n'eſt pas ſondé. *Vide d. Diſſert.* § 24. & 25. Mais en Oſtfriſe il y a encore des circonſtances qui font voir que les raiſons allegués contre le Prince à la Diéte de Marienhove ne ſont d'aucune importance; on trouve ces circonſtances dans l'Hiſtoire d'Oſtfriſe Tom. I. Liv. I pag. 197. § 32. où l'on demontre leur peu de ſolidité; on auroit dû y repondre dans le Factum des Etats, ſi l'on avoit eu quelque choſe de valable à y oppoſer, mais on paſſe tout cela ſous ſilence. 3. Il eſt notoirement faux que les Etats ſoient convenus à la Diéte d'Emden de 1606 d'établir certain College *à l'exclusion du Prince.* Ils ont donné au Prince leurs conſiderations ſur la propoſition qu'il leur en avoit faite; & demandé ſon approbation & confirmation *Seigneuriale*, ſurquoi il leur a communiqué ſa Reſolution: ce qui fait voir que ni le *consentement* ni la *levée* ni l'*Emploi* des Impôts, & Contributions n'ont jamais eu lieu & ne peuvent l'avoir à l'excluſion du Prince. 4. La Concluſion que l'on tire de ce qui precede eſt fauſſe, lorſque de ce que l'Inſpecteur & le Commiſſaire du Prince ne peut s'arroger de donner ſa voix dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, on conclud que le Prince n'a aucun Droit d'exercer quelque autorité dans l'Adminiſtration desdits Deniers Publics. On peut voir la 10. remarque ſur les conſiderations des Etats de 1606 où l'on a fait voir la foibleſſe de cette concluſion. La choſe s'explique d'elle même clairement par l'exemple d'un College de Juſtice établi par un Prince, ce Prince ne fait point lui même raport des Actes, il fait faire ce raport par les Conſeillers, & voter enſuite, mais il a la ſuprême inſpection ſans que tout aille dans l'ordre ſoit quand on fait raport, ſoit quand on donne ſa voix, & ſi l'on manque, il s'y oppoſe comme il convient. Pourroit-on conclure de là que le Prince n'a aucune autorité dans ſon College de Juſtice. Il en eſt de même d'un College de la Chambre érigé par le Prince pour l'Adminiſtration de ſes Domaines & de ſes Patrimoniales. Si l'on peut comparer les petites choſes aux grandes, on ſait que Sa Majeſté Imperiale ne vote point dans les Diétes de l'Empire en qualité d'Empereur, qu'Elle laiſſe les ſuffrages aux Etats de l'Empire, & que de ces ſuffrages dreſſez en forme d'avis de l'Empire, & portez à Sa M. Imp., Elle en forme & publie un Réſultat de la Diéte: ſeroit-ce aſſez hardi de dire, à cauſe de cela, que l'on peut tenir une Diéte de l'Empire à l'Exclusion de l'Empereur, comme le remarque fort bien le Baron Lyncker *in Analect. ad jus publicum Svederi Part.* 2. *Sect.* 1. *Cap.* 30. §. 17. *Verb. merito adjiment:* où il dit, *Imperator nullum votum habet in Comitiis qui talia, sed vota omnium sunt plurium, ad hoc ut per illa conſultum Cæſari offerendum concipiatur. Quoniam itaque Status non habent vim ferendæ legis, ideo in his tractatibus nihil efficere possunt, ſi Cæſari eadem non probentur.* Ce que l'on doit dire à plus forte raiſon des Etats d'Oſtfriſe; à moins que quelqu'un ne ſoit aſſez inſolent pour, avec *Hyppolite à Lapide*, exclure l'Empereur de toute autorité dans la Diéte & dans toutes les aſſiſtes de l'Empire. Il eſt de même certain que ſi l'on vouloit ſuivre dans l'Empire les principes des Etats d'Oſtfriſe & de leurs Avocats, l'Empereur perdroit bien-tôt toute ſon autorité dans l'Empire, & les Seigneurs Etats de l'Empire, leur autorité & leurs Droits Seigneuriaux dans leur Païs. Mais comme feu le Conſeiller privé & Chancelier J. H. de *Stammler*, n'étant âgé que de 25. ans, a fort bien refuté en 1657. *Hyppolite à Lapide*, dans une Diſſertation *de re creatis Imperatoris*, en ſuivant les principes de ſon Maitre & Beaupere le Chancelier *Jujle Simlin Schutz*, de même les perſonnes de bon ſens regarderont ces extravagantes opinions des Sujets, telles que celles dont ſont emûez les Etats d'Oſtfriſe, comme très-pernicieuſes & très-préjudiciables au bien public.

Bien loin que les Collectes ſoient en Oſtfriſe privativement au pouvoir des Etats à l'excluſion du Prince; le College des Adminiſtrateurs, comme on l'a fait voir ci-deſſus, n'a de Jutisdiction & d'autorité dans la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics, que celle qu'ils reçoivent du Prince; car non ſeulement les Adminiſtrateurs, mais même leurs Executeurs adjoints, ſont confirmez par le Prince à qui ils préſentent Requête à ce ſujet; de plus toutes les inſtructions du College des Adminiſtrateurs & l'Ordonnance des Fermes, ſur laquelle on afferme les Acciſes dans tout le Païs, ſont dreſſées & publiées, non par les Etats, mais par le Prince. C'eſt pourquoi cette Ordonnance eſt expreſſément nommée *Ordonnance du Prince.* La Preface de l'inſtruction du Tribunal dit:

„ Nous Ulric Comte & Seigneur en Oſtfriſe, Seigneur d'Eſens Stedesdorf, & Wittmund, ſavoir faiſons, de quelle maniere, après avoir pris le Conſeil & les conſiderations de la Nobleſſe, des Villes & Etats de notre Comté, Nous avons trouvé néceſſaire pour la conduite des Adminiſtrateurs des Deniers Publics, qu'en conformité du Réſultat de la Diéte tenue à Aurick le 6. Mai de la préſente année 1631. on corrige, ſuplée & remedie aux défauts de l'Ordonnance des Fermes, qui a été en uſage juſqu'à preſent; & les ſuſdits Adminiſtrateurs ſont chargez par les preſentes d'aſſermer les Revenus & Impôts de la maniere ſuivante & de s'y conformer."

Le Titre 2. de cette Ordonnance porte:

„ Les Adminiſtrateurs élus & nommez dans les Fermes de chaque Ordre des Etats confirmez & reçus par Nous à Serment, occuperont ledit Tribunal; mais comme leurs apointemens ne ſont pas ſuffiſans pour qu'ils réſident tous fix *in loco Erarii*, & vaquent préſentement aux affaires dudit College, *il ſuffira que* NB. *conformement au Réſultat de la Diéte de Norden de* 1612. *Art.* 22. trois d'entr'eux, ſavoir, un de chaque Ordre, avec le Secretaire, occupent le Tribunal, changeant tous les trois Mois, ou tous les Mois, ainſi qu'ils conviendront entr'eux, pourvû qu'il y en ait toujours trois, & ce qu'ils auront prononcé & jugé aura la même force que s'ils y avoient aſſiſté tous ſix; ainſi on s'en tiendra à ce reglement, ſans préjudice pour ceux qui viendront après; mais quant aux affaires générales & qui ne ſont pas du Tribunal, on s'en tiendra au Recès d'Embden, & perſonne ne ſe diſpenſera de concourir à ces ſortes d'affaires ſous peine de perdre ſa Charge, & autre punition arbitraire."

La Préface de l'Ordonnance des Fermes s'exprime de même que celle du Tribunal, mais elle finit comme il ſuit:

„ *Ceci eſt la préciſe, finale, entiere & ſerieuſe intention de Nous* Ulric Comte & Seigneur en Oſtfriſe, Seigneur d'Eſens, Stedesdorf & Wittmund, &c. *par laquelle Nous entendons ne point préjudicier, mais conſerver & maintenir Nous & nos Succeſſeurs Regnant &*

ANNO 1723. *Seigneurs d'Ooſtfriſe, &c. dans la Poſſeſſion de ſes Droits naturels & que nous tenons comme Fief de l'Empire.* Nous ordonnons donc à tous & chacun de nos Conſeillers, Droſſarts, Baillifs, Bourguemaîtres & Conſuls des Villes, & *même aux Adminiſtrateurs des Collectes*, & à tous autres nos Officiers, de s'en tenir abſolument à celle-ci notre Ordonnance, ne faiſant rien & ne ſouffrant pas que l'on faſſe quelque choſe qui y ſoit contraire ſous les peines portées, & ſous celles d'encourir *notre diſgrace*. En foi de quoi nous avons ſigné la preſente de notre main, & y avons mis notre Sceau. Donné à Aurich dans notre Palais, le 30. Août 1631."

Outre cela il eſt dit par tout dans ces deux Ordonnances, que l'on appellera des Sentences du College au Souverain Tribunal du Prince; ce qui eſt dit en ces termes Art. 13. de l'Ordonnance des Fermes.

„ LES Fermiers, leurs Conſors, Cautions & Participans ſeront ſous notre ſpeciale protection; ainſi que nous les y prenons en vertu des préſentes, enſorte que perſonne ne ſoit aſſez hardi de les offenſer ou moleſter de paroles ou effets, ſous peine d'amendes irremiſſibles ou même de punition corporelle, ſelon l'exigence du cas; ainſi qu'il eſt plus amplement exprimé dans notre Ordonnance des Fermes, donnée à Aurich le 16. Avril 1631. & afin qu'ils puiſſent jouïr de leur Ferme avec plus de ſureté & de tranquillité, & qu'ils ſoient ouïs & protegez dans leurs plaintes: ou établira & tiendra tous les Mardi & Mercredi dans le College des Adminiſtrateurs une audience pour entendre & juger ce qui concerne les Impôts, Contributions, affaires des Fermes & dépendances, ſans autres vacances qu'aux jours deſtinez au Service de Dieu, enſorte que ſur ces matieres on ordonne, pourvoie & exécute ainſi qu'il conviendra. Mais ſi quelqu'un ſe croyoit leſé, après exécution & ſatisfaction donnée, il pourra s'adreſſer à la Chambre du Comte, ou à la Juſtice de la Cour."

Il eſt dit encore dans cette Ordonnance, que les amendes ordonnées par le College, appartiennent au Prince comme Souverain. C'eſt ce qui eſt exprimé en ces termes dans la premiere Ordonnance des Fermes de 1611. & à l'Art. 14. de celle qui fut renouvellée en 1631.

„ LES Procès pendant devant ce Tribunal, ſont ordinairement *penales* ou *executivi*: C'eſt pourquoi ſuivans les Art. 11. & 12. de l'Ordonnance Générale, chaque perſonne donnera *cautiones ſimplices*, & l'on exprimera brièvement dans les Mandemens *cauſa propter quam quis citatur*. Ainſi quelqu'un voulant citer ſa partie devant ce Tribunal, & requerant à cet effet, ſuivant le cas, *citationem* ou *Mandatum*, on ne lui refuſera pas, & ſeront accordé *citationes ſub pœnâ* 5. Florins d'or, dont la moitié nous appartiendra & l'autre moitié à la partie obéiſſante."

Concluons de ces Textes que c'eſt le Prince & non les Etats qui exerce l'autorité ſouveraine ſur un Tribunal qui reçoit du Prince ſes Ordonnances & ſes ordres; c'eſt donc une erreur de regarder ce Tribunal comme un College du Païs: Quant à l'objet, c'eſt un College du Païs, puiſqu'il ſe mêle des Deniers Publics; mais *ratione cauſæ efficientis & formalis*: c'eſt un Tribunal du Prince comme les autres, le Tribunal de la Cour, par exemple, eſt établi par le Conſeil & aux inſtances des Etats, eſt entretenu des Deniers Publics, & juge des cauſes arrivées dans le Païs; en conclura-t'on que le Tribunal de la Cour eſt un College du Païs? Il en eſt de même du College des Adminiſtrateurs.

Cette autorité du Prince ſur le College & en tout ce qui concerne les Collectes, parut particulierement du conſentement même des Etats en 1611. & 1612. En 1611. le Comte *Enno* convoqua une Diète ſur l'affaire des Collectes, & y fit les propoſitions ordinaires; mais lorſqu'il fallut lui donner la Réponſe des Etats, ceux-ci ne ſe trouverent pas d'accord, *& le prirent de terminer l'affaire par un Acte d'autorité comme Prince du Païs*. On trouve cette Reſolution dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag 356 la même choſe eſt ſouvent arrivée. En 1612. l'autorité du Prince ſur le College des Adminiſtrateurs ſe fit connoître encore plus expreſſement; car s'étant gliſſez un ſi grand nombre d'abus dans ce College en ſi peu de tems, c'eſt-à-dire depuis 1606 jusqu'en 1612. que les Etats en ſouhaitoient la ceſſation, ils ont dreſſé une liſte de ces abus, & la Diète convoquée à Norden par le Comte *Enno*, lui ont donné la forme d'une Reſolution & l'ont préſenté au Comte: Voici quelle en a été la concluſion. ANNO 1723.

„ ARNST la très-humble priere & le deſir des Etats, eſt que Votre Excellence *confirme gracieuſement* leur ſuſdite intention & reſolution unanime, *& pour plus de ſureté, en faſſe dreſſer un Recès & Reſultat de la Diète*, & le communique aux Etats en original muni du ſeing & du Sceau de Votre Excellence; & ce pour témoigner à V. E. & à ſa Poſterité la perpetuelle & fidelle obéiſſance de vos fideles Etats toujours prêts à s'acquiter volontiers de leur devoir. Fait & conſenti unanimement à la Diète de Norden le 9. Octobre 1612. En foi de quoi, &c."

Sur quoi le Comte *Enno* publia le 30. Octobre 1612. un Reſultat de la Diète, preſcrivant exactement aux Adminiſtrateurs la maniere d'exercer leurs fonctions, & particulierement comment ſeroient dreſſez les Comptes publics, en ces termes:

„ NOUS *Enno* Comte & Seigneur en Ooſtfriſe, Seigneur d'Eſens & Wirtmund, Sommes convenu de céci avec ceux de la Nobleſſe, des Villes & du Tiers Etat de notre Comté d'Ooſtfriſe aſſemblez formellement en Diète, après convocation faite; & quoique *les Députez de notre Ville d'Embden* ſe ſoient ſéparez des autres par diverſes proteſtations, Nous voulons neanmoins, en vertu des Recès précedens, que ce qui preceede ſoit de même valeur & effet, & conſideré comme ſtatué du conſentement unanime de tous les Etats; d'autant plus qu'il n'importe ni au Bourguemaître, ni à la Ville d'Embden, auſſi long-tems qu'ils ſe tiennent ſéparez des Collectes generales, de quelle maniere le reſte des Etats font leurs Collectes & les adminiſtrent.

C'eſt pourquoi nous ordonnons à un chacun de nos Sujets, Stathoudre, Chancelier, Conſeillers, Droſſarts, Bourguemaître & Conſeils des Villes, Tuteurs, Crieurs & Officiers de la Juſtice, mais ſur tout au College des Aſſignateurs ou Adminiſtrateurs des Collectes du Païs & leur Receveur général Adjoint, de publier d'abord notredit Réſultat, & de veiller à ſon exécution, s'ils veulent éviter notre diſgrace & une ſevere punition. En quoi neanmoins, nous, nos Héritiers & Succeſſeurs Comtes Regnans & Seigneurs d'Ooſtfriſe ne prétendons porter aucun préjudice à nos Droits naturels, &c. ni à nos Etats, à leurs Membres, & ſurtout à leurs Privileges, Libertez, &c."

Ce Réſultat de la Diète de Norden, qui n'a pas été mis dans le Recueil des Accords imprimé à Embden, afin qu'une ſi belle Ordonnance faite pour réformer le College, tombe dans l'oubli, eſt un des fondemens des Plaintes portées par le Prince au Trône de Sa Majeſté Imperiale, puiſque l'on y trouve ſeverement défendu les abus qui ſe ſont gliſſez depuis ce tems-là.

Cette Ordonnance touchant les fonctions des Adminiſtrateurs, a été inſerée & confirmée Tit. 2. dans le Reglement pour le Tribunal, de l'an 1631. & tout le Païs eſt redevable à Son Alteſſe d'avoir fait imprimer ce Réſultat de la Diète de Norden, dans ſon Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag 411. On peut ajouter à ce qu'on vient de dire, les Lettres des Adminiſtrateurs du 9. & 16. Juillet & du 6. Août adreſſées au Comte *Enno*, dans leſquelles ils avouent que la ſouveraine direction & la Judicature, par raport aux Collectes, appartient au Prince, tant pour les Ordonnances que pour l'Adminiſtration. On peut lire ces Lettres dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. Liv. 2. No. 10. 11. & 12. De là on n'a qu'à conclure ce qu'il faut penſer de ce Factum des Etats contredit par tant d'Actes publics: mais avant de paſſer outre, il eſt bon de faire quelques remarques ſur le Réſultat de la Diète d'Embden de l'an 1606. ſur lequel le Factum des Etats eſt particulierement fondé; & de faire voir que les Etats d'alors n'ont jamais formé contre le Prince des prétentions auſſi abſurdes que celles que l'on forme aujourd'hui.

Il paroît par ce Réſultat de la Diète d'Embden, 1. Que ce n'eſt pas un extrait du Protocole ſigné du Secretaire, mais un très-humble avis en forme, & une ſupplique adreſſée au Prince. 2. Signée par des Députez des trois Etats. 3. Envoyée au Prince par des Députez. 4. Délivrée dans la Chancellerie au Chancelier & aux Conſeillers aſſemblez. 5. Que la nomination d'un nouveau Receveur general Reinhod Reiners & d'un Secretaire Gerard Gorden, eſt couchée la premiere dans le Chap. 2. Art. 27. de cette Reſolution, & au Chap. 5. Art. 22. & 23. où l'on en demande la confirma-

ANNO 1723.

firmation & l'approbation du Prince, comme de ce qui precede. Enfin 6. Que cette Reſolution eſt terminée par la clauſe. Au reſte nous ſommes prêts à ſeconder Votre Excellence ſelon notre devoir, aux dépens de nos vies, de nos biens & de notre ſang, ainſi que nous y ſommes obligés. Ces ſix Articles prouvent l'injuſtice de la conduite des Etats préſens à l'égard du Prince, puiſqu'aujourd'hui ils agiſſent directement contre le contenu de ces ſix points de la Diète d'Embden, qui eſt le principal fondement de leurs Privileges tant vantez. Quant aux quatre premiers points, ils ſont arrivez avec la derniere arrogance du tems de la tutelle de la Ducheſſe Chriſtine-Caroline; alors quoique le Prince leur eût delivré ſes propoſitions ſignées de ſa main, ils ont fait remettre au Chancelier du Prince leur Reſolution en forme d'extrait du Protocole ſigné par le Secretaire. A l'égard du cinquiéme Article, ils en ſont venus juſqu'au point de ne plus faire mention au Prince de la nomination d'un Receveur general, ni de celle d'un Secretaire, & ils en rempliſſent les places de leur autorité privée. Une funeſte experience nous apprendra ce qui arrivera du ſixiéme Article.

Reponse au §. III.

Les Etats auroient dû raporter ici l'Accord entier de 1607. avec toutes les circonſtances qui y ont quelque raport; & un Lecteur prudent pourroit en juger; on peut le trouver dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 341. *& ſuiv.* Les remarques qu'on y a jointes contiennent une relation hiſtorique & veritable de ce qui s'eſt paſſé à cet égard.: ce que le Factum des Etats en cite, fait voir qu'ils ne ſavent ce qu'ils écrivent, puiſqu'à la fin de cette citation les Adminiſtrateurs ſont renvoyez à leurs inſtructions, & au Réſultat de la Diéte de 1606.

Voilà ce qu'on peut apeller ſe battre contre ſon ombre; car Son Alteſſe ne demande autre choſe ſinon que les Adminiſtrateurs ſe conduiſent dans l'Adminiſtration des Deniers Publics, ſur leurs inſtructions. Il ne prétend point d'ordonner de Collecte ſans le ſecours & l'avis des Etats: mais en quel endroit de cet Accord de 1607. trouvera-t-on ce que porte le titre du Factum des Etats, que *les Etats d'Ooſtfriſe auroient la liberté & le pouvoir* de conſentir, lever & employer, *à l'excluſion du Prince*, les Contributions, Taxes & autres Deniers Publics. Ce ſont de pures pétitions de principe, dont ce Factum fourmille: Certainement le conſentement des Subſides dépend des Etats, mais où eſt-il dit que le Prince ne peut s'en mêler? Le contraire eſt démontré.

Reponse au §. IV.

Peut-on voir un argument plus foible? On a déja prouvé ci-deſſus qu'on ne peut tirer de conſequence de ce que l'Inſpecteur ou Commiſſaire du Prince n'a pas de ſuffrage, & l'expreſſion, *en preſence du Commiſſaire*, ſignifie ſans doute que ce Commiſſaire n'aſſiſtera pas comme une ſtatue muette & ſans rien faire, puiſque ſuivant la Lettre des Ordonnances avant l'an 1606. l'inſpection ſur les Collectes & la reception des Comptes apartenoient au Prince; or ces Ordonnances n'ont pas été annulées dans le Recès de la Diète d'Embden, & n'ont pû l'être ſans le conſentement du Prince.

Il eſt notoirement faux que les Etats du Païs ayent ſeuls, de tems immemorial, reçu, examiné & quitancé les Comptes, par leurs Députez, & le contraire peut ſe prouver par l'examen des Comptes même, dont on peut trouver pluſieurs dans le College des Adminiſtrateurs, au cas qu'on ne les ait pas écartez. Ce qui eſt arrivé dans les derniers tems, n'étoit fondé que ſur la force & l'injuſtice, & le Prince a toujours proteſté au contraire; & quand cette conduite auroit duré encore plus longtems, elle ne pourroit préjudicier au Droit qui apartient au Prince & qu'il a obtenu *in Contradictorio* par les Decrets Imperiaux de 1589. 1590. 1593. & 1597. Enfin l'Adminiſtration privative des Deniers Publics eſt expreſſement défendue à tous Etats dans la Capitulation de l'Election de l'Empereur; & toutes les Ordonnances précédentes de l'Empereur dans les affaires d'Ooſtfriſe ſont confirmés dans les nouveaux Accords, & dans les Decrets Imperiaux.

Reponse au §. V.

ANNO 1723.

Les Etats fautent tout d'un coup ici de 1606. & 1607. à 1618. & paſſent ſur tout ce qui eſt arrivé en 1611. 1612. 1615. 1616. parce qu'ils n'y trouvent rien à leur avantage. Mais ne parlons point de ces Actes; quelles conſequences peut-on tirer du Recès de la Diète d'Embden de 1618? La Reſolution des Etats citée ici renvoie au Recès de la Diéte d'Embden, où l'on a ſtatué ſur la nomination d'un Inſpecteur de la part du Comte; mais ou n'a rien ſtatué de nouveau, ainſi ce Texte bien loin d'être favorable aux Etats, lui eſt contraire.

Après tout, il faut remarquer ici que ſi les Etats avoient voulu témoigner dans leur Factum le moindre amour pour la Juſtice ou pour la verité, ils auroient raporté ce que le Comte *Enno* fit repréſenter en 1618. lorſque ces choſes ſe paſſerent: de cette maniere on eût pu voir la veritable nature de la choſe; & combien dès-lors les Adminiſtrateurs avoient peché contre leurs inſtructions, enſorte que les Députez des Etats déclarerent dans leurs Reſolutions, qu'ils trouvoient juſtes & bien fondez les Griefs du Comte *Enno*, ainſi qu'on le peut lire amplement dans le Regiſtre des Accords des Etats, dans le Chapitre du College des Adminiſtrateurs, du Recès de la Diète d'Embden de l'an 1619. pag. 31. *& ſuiv.* Nous nous y raportons pour ne pas être trop longs.

Reponse au §. VI.

Le Texte parle de Contributions conſenties *dans les formes*, mais les Etats ajoutent l'expreſſion *conſentir dans les formes*: de quelque maniere qu'on l'entende, cela eſt exprimé ainſi dans les Decrets Imperiaux de 1589 1593. & 1597. Helas! qui l'a jamais diſputé aux Etats, il s'agit des conſentemens qui ne ſont pas dans les formes, & de l'emploi qui n'eſt pas dans les formes: Voilà ce qu'on apelle confondre la lumiere & les tenebres, on trouve cette même confuſion dans les §. ſuivans.

Reponse au §. VII.

La réfutation de ce Paragraphe eſt une ſuite de ce qui precede. Son Alteſſe Sereniſſime ne demande pas que l'Adminiſtration ſoit ôtée au College, mais elle prétend qu'elle ſe faſſe dans les formes, comme le portent les Ordonnances. Et c'eſt auſſi ce qu'exigea le Comte Rodolphe Chrétien dans ſes Remarques ſur l'Art. 7. ſavoir:

„ Que les Deniers Publics devoient être effectivement adminiſtrez dedans ou dehors Embden par un College, à quoi le feu Comte Enno, ni le Comte Rudolphe Chrétien ne ſe ſont jamais oppoſez. Mais que les Députez du College entreprenoient d'outrepaſſer leurs inſtructions, puiſque ſans le conſentement, ou pour mieux dire, contre les Reſolutions de leurs Commettans, ils employoient la Garniſon d'Embden hors des portes de la Ville pour s'emparer des Places apartenantes à Son Excellence; ce qu'Elle ne pouvoit ni ſouffrir, ni uprouver; mais Elle ne prétendoit pas diſputer aux Etats le Droit de mettre ordre à l'Adminiſtration de leur ſueur & de leur ſang, d'une maniere convenable avec le concours, le conſentement & l'aprobation du Prince, ainſi qu'il eſt porté dans les Accords & Recès des Diètes. Si Son Excellence vouloit prescrire des Loix aux Etats ſur ce ſujet contre les Reglemens & la Coutume précédente, on apelleroit cela une tyrannie; mais lorſque leurs propres Miniſtres, les Adminiſtrateurs eux-mêmes le font, ou nomme cela liberté & action louable. Le College deſdits Adminiſtrateurs n'a ni pouvoir, ni autorité de s'arroger l'Adminiſtration des Deniers Publics au delà de ce qui eſt conſenti chaque fois, & de ce que leur permettent les Etats; en quoi ni le feu Comte Ennon, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne leur ont jamais cauſé le moindre empêchement."

De-là on peut juger ſi les Etats trouvent quelques preuves de leurs prétentions dans les Actes de 1616. Il faut ſeulement remarquer que les Adminiſtrateurs nomment les Etats leurs Commettans, c'eſt pour autant que les Etats nomment leſdits Adminiſtrateurs & les préſentent au Prince *ad confirmandum* & pour concourir à la reddition des Comptes du Païs en bonnes formes; car nous avons prouvé ci-deſſus en répondant au §. II. que le

Prince

ANNO 1723. Prince eſt proprement celui dont les Adminiſtrateurs tiennent leurs fonctions & qui les établit, & par conſequent qu'ils n'ont proprement d'autre Principal ou Conſtituant que lui. Au reſte nous prions tout lecteur qui aime la verité, de lire dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom II. pag. 462. *& ſuiv.* les Actes des années 1618 jusqu'à 1620. paſſez ſous le Comte Enon, & pag. 495. *& ſuiv.* les Actes paſſez ſous le Comte Rodolphe Chrétien, & les Etats en 1626. on eſt perſuadé qu'il ſera ſurpris de la conduite extravagante de la Ville d'Embden, & que de telles entrepriſes des Sujets contre leur Seigneur ſoient reſtées impunies. En verité c'eſt par un effet particulier de la Providence, que dans toutes les Reſolutions des Etats, on a toujours reſpecté les Accords précédens & les Decrets Imperiaux qui ſont maintenus *ratione futuri*, quoique *ratione preteriti* les excès, troubles & oppoſitions des Etats, & ſurtout des Adminiſtrateurs, fuſſent reſtez impunis; ce qui a rendu ces Gens ſi inſolens, qu'ils ont conſideré leur Prince, les Decrets Imperiaux & les Accords mêmes comme choſes ſans vigueur & ſans force, ainſi qu'on le fera voir ci-après. Il eſt étonnant que les Etats oſent alleguer l'Ordonnance des Fermes de 1631. dans laquelle on puiſe des argumens invincibles en faveur du Prince par raport aux Collectes comme nous l'avons fait voir ci-deſſus. Ce que l'on raporte dans le Factum par raport aux Miniſtres du Prince, qu'ils ne peuvent ſe mêler en aucune maniere des affaires des Fermes & Contributions, ne fait rien à la queſtion, il eſt raiſonnable que dans un Etat, chaque Miniſtre reſte dans les bornes des fonctions de ſa Charge pour éviter toute confuſion. Les Miniſtres du Prince ont chacun leur Emploi: ſavoir l'Adminiſtration de la Juſtice & de la Police chacun dans ſon reſſort; les Adminiſtrateurs ont auſſi leurs fonctions à part, ils ne doivent point troubler les autres dans leurs charges, & il eſt juſte que ceux-là reciproquement laiſſent ceux-ci en liberté: chacun doit portes ſon fardeau. Peut-on conclure de là ce que l'on trouve dans le titre du Factum des Etats. Il a été ſouvent ordonné au College des Adminiſtrateurs particulierement dans les Réſultats des Diètes de 1613. & 1614. de ne ſe point mêler des affaires qui ne concernent point leur Adminiſtration. Comme le Prince juge qu'il eſt raiſonnable que ſes Miniſtres s'abſtiennent de l'Adminiſtration des Deniers Publics, de même il eſt en Droit de tenir la main à l'exécution des inſtructions des Adminiſtrateurs; d'autant plus qu'il eſt démontré ci-deſſus, qu'ils ne tiennent leur Charge de perſonne que du Prince, ainſi que les Miniſtres du Prince, & qu'ils ſont, en qualité de ſes Sujets, ſoumis à ſa Jurisdiction. Ainſi en bonne Juſtice les Adminiſtrateurs ſont égaux à cet égard aux Miniſtres, & ils doivent reconnoître tous reſpectivement qu'ils dépendent également du Prince; c'eſt ſur ce pied que le Comte *Ulric II* a traité cette affaire dans les Actes de la Diète de 1638 que l'on trouve dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. Liv. 3. No. 41. *& ſuiv.* Surtout dans la Remontrance délivrée aux Etats en Septembre 1638 où il leur repréſente bien clairement ſes Droits contre leurs prétentions. Cette Remontrance tiendroit ici trop de place, mais un court extrait y ſeroit néceſſaire, & les Sommaires de chaque Article nous en tiendront lieu.

§. I. La Reſolution des Etats ſur les affaires publiques, n'eſt qu'une ſimple propoſition

§. II. Le *jus collectandi* apartient au Prince.

§. III. Auſſi bien que de dreſſer le Rôle des Taxes.

§. IV. Les Biens du Prince ſont exemts des Taxes.

§. V. Il ne convient pas que le Prince contribue à acquiter les Dettes publiques

§. VI. Les Terres du Prince ont toujours été exemptes d'Impôts, autrement il auroit pour lui-même un Adminiſtrateur dans le College.

§. VII. Les Biens de la Chambre des Etats de l'Empire ſont exempts des Taxes de l'Empire & du Cercle.

§. VIII. Il ne convient pas que les Terres du Prince contribuent au payement des Trouppes de Heſſe qui ſont dans le Païs, puiſqu'elles n'ont pas contribué pour celles de l'Empereur, &c

Comme les points ſpecifiez dans cette Remontrance ſont clairement démontrez, les Etats n'ont eu garde d'en faire mention dans leur Factum.

Reponse au §. VIII.

Quel pitoyable argument que celui que l'on tire ici des Reſolutions des Etats! Il eſt dit expreſſément Art. 1. de la Reſolution, que quant à l'Adminiſtration des Deniers Publics, on s'en tie droit aux *Conventions & Accords*; les Art. 4. & 7. emportent la même choſe.

A l'égard des Conventions & Accords, les Decrets Imperiaux, les Reſolutions & Actes des Diètes de 1589. 1592. 1593. 1597. & 1599. tiennent le premier rang, & ſervent à expliquer les autres; c'eſt ce que l'on a déja prouvé. Tout de même dans la Reſolution des Etats priſe en 1662. ſur la Convention de la Haye, dans le Chapitre des Griefs du Prince contre les Adminiſtrateurs des Deniers Publics, les Etats, &c. On s'en raporte aux explications tirées des Decrets Imperiaux, & l'on en a raporté les propres termes ci-deſſus en retutant le titre du Factum des Etats.

Quant à ce qui concerne la Reviſion du Rôle des Taxes c'eſt une toute autre affaire, quant aux Miniſtres du Prince & à leurs fonctions, elles s'étendent à rendre la Juſtice dans leurs Diſtricts, comme il a été prouvé ci-deſſus; mais ce n'eſt plus la même choſe lors que le Prince donne un ordre exprès, ou une Commiſſion particuliese à un Miniſtre, ou à quelque autre de ſes Conſeillers, ainſi qu'il le trouve à propos, pour éviter toute partialité & tout desordre, l'Ordonnance des Fermes de l'an 1631., ni les Reſolutions allegnées des Etats ne parlent point des premiers, mais bien des desniers, comme on l'a déja prouvé. Les Decrets & Actes ſi ſouvent citez de 1589., 1590., 1593., 1597. & 1599 pris à la lettre donnent au Prince le Droit dans le dreſſement & la reviſion des Rôles des Taxes, ce qui n'eſt annullé nulle part. Le Baron de *Lyncker* dit expreſſement au Chap 2. § 23. de ſa Diſſertation de *Cuteſtris: Sic ferè ubique in Principum Imperii Territoriis ſervatur, ut Subditis relinquatur collationis modus, ita tamen ut Principi integrum ſit, modum contribuendi inſpicere, ſuper eo ſtatuere, & defectus & inæquitates corrigere & rectificare: Add. Mev. part. 3. Deciſ* 216 Ce qui eſt d'autant plus néceſſaire en Ooſtfriſe que l'on n'y entend que des plaintes par raport aux Impôts; & que l'Inſpecteur du Prince dans le College des Adminiſtrateurs avant inſpection ſur tout ce qui s'y paſſe, ou ne peut lui ôter l'Intendance & l'inſpection dans la Reviſion, les changemens & la correction des Rôles des Taxes. Ce que Sa Majeſté Imperiale a mis expreſſement dans ſon Decret du 12. Juillet 1723.

Reponse au §. IX.

Les Etats ne feroient-ils pas bien mieux de paſſer ſous ſilence ce que firent leurs Peres après la mort du Prince George-Chrétien, lorſque la Douairiese fit Mals après la mort de ſon Epoux accoucha d'un Prince, Pere de Son Alteſſe Sereniſſime Regnante. Comment peut-on ſe juſtifier d'avoir tenté, par le moyen des Puiſſances étrangeres, de renverſer les Decrets les plus équitables de l'Empereur des années 1666 & 1667. que l'on peut lire dans le Tome II de l'Hiſt d'Ooſtfriſe pag 919. *& ſuiv* les moyens inouïs qui ont été employez pour cet effet ſont dans le Protocole des Députez de 1667 & 1668, & Aitzema, Agent de ces Etats, les a fait Imprimer à la honte & au préjudice des Etats; c'eſt ce qui ſe trouve répété dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II pag 931. pour l'expoſer aux yeux de tout le Monde. Il eſt étonnant que les Etats d'Ooſtfriſe oſent en apeller à de pareils Actes, dans leſquels ils ſe ſont opoſez d'une maniere ſi puniſſable aux Decrets de l'Empereur, dont ils ont mérité la disgrace comme violateurs de la haute Jurisdiction de l'Empire Après tout, quel avantage peuvent-ils en tirer! Dans l'Article I. de la Reſolution des Etats on trouve que *la demande des Etats a été rejettée.* Dans les autres Reſolutions on s'en tient aux précédens Accords Pourquoi donc faire tant de bruit de choſes qui ne ſont pas? où ſont les Decrets de 1589, 1590., 1593. & 1597. annullez. *Hic Rhodus, hic ſaltus.*

Reponse au §. X.

Les Etats devroient tout de même ne pas faire mention des plaintes de la Regente en 1673 & de ce qui s'en eſt ſuivi. Ce ſont des preuves parlantes des desordres des Etats & de la mauvaiſe œconomie qui a jetté le Païs dans un état ſi déplorable. Si la Commiſſion établie en 1673 n'a pas eu de ſuite, il faut s'en prendre aux fatales conjonctures d'alors, ce qui ne porte aucun préjudice *ratione futuri*, aux Droits du Prince.

ANNO 1723. Prince. Souvent la choſe la plus juſte doit ſouffrir des conjonctures fatales, & être opprimée pendant un tems. Mr. Haro Burchard Baron *de Godens*, qui étoit alors premier Conſeiller Privé du Prince, quoiqu'il fût un des principaux Membres des Etats, ſigna les plaintes de la Regente, & avoua l'injuſte procedé des Etats, comme il en eſt fait mention dans les Actes. Quant à l'Accord de 1678 les eboſes y ſont laiſſées *ratione futuri*, par raport aux Collectes ſur le même pied où elles étoient, ſavoir que le Prince ne pouvoit s'arroger à lui ſeul le Droit des Collectes, ſans la concurtenee des Etats. Ceci eſt-il contre le Prince? Son Alteſſe prétend-elle agir à cet égard autrement que d'une maniere convenable avec le Conſeil & le concours des Etats? Mais pourquoi les Etats n'ont-ils produit ici que quelques §. de l'Accord qu'ils croyent être à leur avantage? On peut le conſulter tout entier dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 970. & *ſuiv.* ſur tout les Articles 1. & 5.

Qu'auroient fait les Etats s'ils avoient agi en conformité de cet Article? Mais comment ont ils obſervé l'obligation de ne s'allier avec aucune Puiſſance étrangere ſans le conſentement du Prince, comment ſe ſont ils acquité de ce reſpect promis par le Serment de l'Hommage; comment cet Accord peut-il ſubſiſter avec des Conventions ſecretes faites, contre toutes les Loix de l'Empire, avec des Puiſſances étrangeres; enmment peuvent ils en apeller à une Convention qu'ils ont violée presqu'au même moment qu'ils l'ont concluë?

Mais nonobſtant ces Remarques, où trouve-t-on dans toute cette Convention la moindre choſe d'où l'on puiſſe tirer ce qui eſt dans le titre du Factum? Ou trouve-t-on que, lorſqu'une Convention conſiſte en pluſieurs Articles, on ne les doive pas ſeparer les uns des autres; l'Art. V. oblige les Etats ſuivant le contenu des Loix du Païs, d'être fideles, bien intentionnez & obéiſſans au Gouvernement. Toutes les Ordonnances, par raport aux Collectes, ſont partie de ces Loix du Païs; l'Inſpection dans les Collectes y eſt attribuée au Prince; ſur ce fondement, ce qui eſt dans l'Art. 3. de la Convention par raport aux Deniers Publics, eſt inconteſtable, & ſignifie que les Etats & les Adminiſtrateurs ſe conduiront ſur cette regle par raport aux Collectes, puiſqu'aucun Accord du Païs n'eſt annullé dans cette Convention, & que la Regente n'avoit pas le Droit de les annuller; C'eſt pourquoi, tant que les précédens Decrets Imperiaux & les Reſolutions publiées *in Contradictorio* ne ſeront pas annullez, ils ſerviront à expliquer cette Convention, & en conſequence que la Regente ne ſe mêlera pas des Deniers Publics, ainſi qu'il eſt reglé dans les précédens Decrets Imperiaux. Les Con-Tuteurs préſenterent contre cette Convention une Suplique à Sa Majeſté Imperiale *de non præjudicando Domino pupillo Principi ejusque Successoribus* C'eſt pourquoi lorſqu'en 1670. la Tutelle expira, les Etats ne purent obtenir que cette Convention fût miſe un nombre des Accords du Païs, & elle ne fut pas compriſe dans les Reverſales de l'Inſtallation lorſque le nouveau Prince prit la Regence en main, ni dans le Formulaire de l'Hommage confirmé par Sa Majeſté Imperiale, ainſi qu'on peut le voir dans le Tome II. de l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe pag. 1053. & 1054 avec les Remarques y jointes. Nous paſſons ſous ſilence les autres circonſtances de cette Convention.

REPONSE AU §. XI.

Il eſt vrai que Sa Majeſté Imperiale a confirmé la Convention dont on parle dans ce §., mais on fait que la confirmation d'une Convention ne change rien à la Convention même, & ne lui donne aucun autre Droit que celui qu'elle contient; mais les Etats auroient beaucoup mieux fait de ne point parler du Reſcript Imperial du 18. Juin 1684. car ce Reſcript leur fait honte, puiſque jusques à préſent, bien loin de favoriſer le départ des Troupes étrangeres, ils les ont retenuës, & ont dépenſé tant de millions pour leur ſubſiſtance au préjudice irreparable du Païs; il y en a un ſecond de la même date où il y eſt défendu aux Etats de ſe ſervir en aucune maniere des Troupes étrangeres, ainſi qu'on peut le voir dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tom. II. pag. 1001. & *ſuiv.* mais les Etats n'en ont pas fait mention, tant ils étoient ennuiez de leur injuſte procedé. Ce Reſcript Imperial dit expreſſement que l'on n'entend

ANNO 1723. autre choſe ſinon que la Tutrice ne fera rien privativement dans ce qui regarde les Collectes, & ſans en traiter dans la Diéte avec les Etats, & ne s'arrogera pas l'Adminiſtration des deniers publics à l'exclusion des Adminiſtrateurs. Ce que marque le mot *propre autorité*. Les Decrets Imperiaux & Reſolutions de 1589., 1590., 1593., 1597. ſont confirmez dans ce Reſcript avec les Accords du Puis dont ils ſont la principale partie.

REPONSE AU §. XII.

Comment arrive-t-il ici que les Etats d'Ooſtfriſe en appellent aux Loix de l'Empire qu'ils ne veulent pas autrement reconnoître? mais ils ſont malheureux en citation, 1. c'eſt un abus que les Loix de l'Empire ne ſont reçues qu'avec la reſerve des Pactes, Conventions & Privileges paſſez avec les Etats, c'eſt ce qu'avancent les Etats, mais il eſt certain que pluſieurs Loix de l'Empire portent expreſſement la clauſe nonobſtant toutes Conventions & Loix du Païs; ainſi que l'on peut voir dans le Traité de Monſieur Hugo *de Statu Regionum Germaniæ*, Chap. 3. §. 21. & dans Heertio *de Superioritate Territoriali* §. 25. Du nombre de ces Loix ſont les Conſtitutions générales de l'Empire, où une ſeule confirmée pour toutes porte, que les Sujets & Etats médiats de l'Empire ne manieront pas les Deniers Publics à l'exclusion du Prince; & il paroit par les Actes de l'Empire, que pluſieurs Electeurs & autres Princes porterent des plaintes lorsque l'on dreſſa la Capitulation de l'Election de l'Empereur Leopold, de ce que les Etats de leurs Païs s'arrogeoient plus d'autorité qu'il ne leur appartenoit dans le maniement des Deniers Publics; c'eſt pourquoi dans les Art. 7., 8. & 9. de cette Capitulation, il eſt ordonné généralement & ſans exception que de telles prétenſions ſeront une fois pour toutes entierement abolies; Loi qui n'eſt pas moins valide en Ooſtfriſe qu'ailleurs, & à moins qu'il n'y ait quelque empêchement légitime, pourquoi Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, ne profiteroit-il pas de cette Ordonnance comme les autres, puiſque des le tems de Charles-Quint, il eſt marqué en ſubſtance dans toutes les Capitulations, comme il eſt repeté dans l'Art 3 de celle de l'Empereur *Joſeph*, & dans le 17. de l'Empereur *Charles*, que Sa Majeſté Imperiale ne ſouffrira pas & ne veut pas permettre que les Etats du Païs s'attribuent privativement & à l'exclusion du Prince, la diſpoſition, la recepte, l'emploi & les Comptes des Deniers Publics. Le Conſeiller Privé *Rhetius* conſidere cette Ordonnance comme une Conſtitution générale de l'Empire à laquelle on ne peut oppoſer aucune exception, comme il s'en exprime Inſtitut. Juris Publ. Lib. 2. Tit. 2. §. 4. *Tenentur Subditi Domino Territorii ad Collectas; & ubi Status Provinciales ſunt ac habent inter ſe Jus diſtribuendi Collectarum hodie* (puiſque cela eſt annullé dans la Capitulation de l'Empereur) *id ita habere intelliguntur, ne excludatur Dominus, & hinc nec conventus inſtro Domino ullatus earum Collectarum inſtituere valent* §. 3 *Cap. Leop. Verb* Ne pas permettre que les Etats. &c. *ſeeus facientes Jus ſuperioritatis incurrunt ac Dominus eos arbitrarie coërcere valet. Arg. Art. 7. ad Cap. Leop. Verb. Juribus, &c.* & dans ſon Commentaire *ad Jus Feudale* Lib. 1. Tit 5. il exprime d'une maniére très-remarquable comment ceci doit s'apliquer à l'Ooſtfriſe.

Quemadmodum autem Juris ſuperioritatis Territorialis Provinc. Statuum & Subditorum conventio eſt, ita ipſi Status injuſſi de ejusmodi rebus deliberaturi, non convenire, multo minus publicæ neceſſitati inſerviturі Collectas inter ſe inſtituere valeant. Jura quippe ea ſuperioritatis ſunt, quorum illi non participes, ſed ad ea exercenda in conſilium ſaltem vocantur, propter §. 3. *Cap. Leopoldin. verbis*: Si dans ce cas & autres ſemblables on y eut établir & tenir des Aſſemblées ſans la participation & le conſentement du Prince. *Quibus omnibus tamen expreſſis Pactis eum Statibus & Subditis haud derogatum credederim, ſed prout eodem Inſtrumento Pacis, & hoc ipſo Capitulatione confirmata præſupponuntur, ita* nisi ubutantur iis, *ſarta ſemper ſervabuntur. Sed ſi generalia eum iisdem Pacta ſint, v. g.* que le Prince voulut ſans l'avis & le conſentement de ſes fideles Etats ne rien entreprendre ou ſtatuer, dans quelque affaire importante d'où dépend le bien & la proſperité du Païs, *& Status vel Subditi fortè in rebus per Conſtitutiones Imperii Principibus aut Statibus ſpeciatim poſt facta iſta indultis, v. g. ne iisdem amplius ſolarium Aſſeſſionis Cameræ, aut alia onera ex Dominio, ſed Subditorum*

ANNO 1723. *Collectis præſtare debeant, Receſſ. Imper. Anno* 1654. §. 14. *Capit. Leopold. Art.* 3. *circa med. aliquid denegatur; Pactis conſidere poſſunt? Minuatè. Quoniam tales pacta Principis ratione, Renunciationis inſtar ſunt, quæ ſtricti Juris, nec ad ea extendantur de quibus eo tempore probabiliter non fuit cogitatum. Gl.* 20. §. 6. *ff. ad Municip. Richter. Dec.* 99 *N.* 33. *qualiter de hiſce & ſimilibus Juribus, omnibus Principibus & Statibus poſt ea pacta indultis, noctum ſciverunt.* 2. *Ea, quæ Principibus Inſtrumento Pacis hactenus ultimo, Receſſ. Imper. & Capit. Leop. indulta, per ſe commodum vel incommodum non afferunt, ſed plerique eorum Jus ſuperioritatis Territorialis, quæ alias eadem ipſis competerent, niſi pactis id remiſerunt, declarant, quorum exempla addere non vacat.* 3. *Noviſſima Capit. Imperat. & Jurium horum ratione Statibus Imp. adeò cautum, ut ſi Subditi eadem ipſis denegarum cant, armis vel quâvis aliâ Jure Imper. licitâ coercitione, eadem ſibi vindicare, illoque ad obedientiam redigere valeat Art.* 7. *d. c. verbis:* puisqu'il eſt auſſi permis aux Electeurs & Etats de ſe maintenir, ſuivant les Ordonnances de l'Empire, dans leurs Droits acquis, par eux-mêmes & avec les ſecours des Etats voiſins, contre leurs Sujets, & de les mettre dans le devoir. *Quibus tamen Subditis pro re natâ, non eam vam Juſtitiæ apud Cæſarem precludi teſtatur Art.* 3. *d. Cap.* Qu'un ſemblable n'apartient pas proprement &c. *ſed cautos eſſe oportet ne querantur ſuo periculo.* Ces paroles d'un Savant ſi célébre anéantiſſent d'abord les prétentions des Etats d'Ooſtfriſe, & ces Privileges qu'ils vantent tant. De même un Miniſtre Pruſſien bien connu, a très-bien remarqué in Medit. ad Capitul Joſephi Art. 3. *Jus indicendi Tributa & Collectas ad ſuperioritatem Territorialem pertinet: Jus autem conſentiendi eam voto negativo, etiam indicta Tributa diſtribuendi, quantum ſolicet quilibet ad ſummam conventam conferre debet, Statibus Provincialibus competere ſolet. Cum igitur Principes cum ſuis Statibus Jus hoc conjunctim exerceant, illisque maximè interſit, ne unus præ altero nimium graveur, ſed juſta proportio obſervetur, & Tributa à Subditis exſoluta, ad debitum quoque finem erogentur; itaque absque injuriâ Principis ſui, Statui Provinciali diſpoſitionem circa Tributa ſolit. nentiquam privatim ſuntere, nec eum penitus excludere de jure poſſunt.* C'eſt tout ce que l'on peut dire ſur cette affaire. La Reſolution de l'Empereur adreſſée aux Etats de l'Empire n'eſt pas contraire à Son Alteſſe Sereniſſime, car elle ne prétend rien faire à l'égard des Collectes ſans le concours & l'avis des Etats, ni lever des Impôts ſelon ſon bon plaiſir, elle veut ſe tenir dans les bornes prescrites par les Decrets & Reſolutions de l'Empereur de l'an 1589. & ſuivantes. L'explication du Prince George Chrétien touchant les Mandemens Imperiaux, alleguée par les Etats, eſt bien placée ici; Son Alteſſe Sereniſſime prétend ne s'en éloigner en rien.

Quant au Decret Imperial de 1688. le Droit du Prince y eſt clairement confirmé, comme il paroit en jettant les yeux ſur l'Article de ce Decret qui traite des Diétes & des Collectes; ce qui eſt d'autant plus néceſſaire que le principal de cet Article eſt obmis dans le Factum des Etats, où l'on allegue des periodes mutilées, voici le 1. & 2. Art.

„ 1. Quant aux Diétes, puisque conformement „ au Droit & à la Coutume le Prince peut *proprio motu* les aſſembler toutes les fois qu'il le juge utile & „ néceſſaire, il ſera néanmoins obligé de requerir ou „ les Etats en corps, ou l'Ordre des Nobles, ou ce „ lui des Villes, ou une Ville ſeule, comme auſſi le „ tiers Etat & les Colleges des Députez ordinaires & „ des Adminiſtrateurs, ou les Adminiſtrateurs ſeuls, „ de pouvoir aſſembler la Diéte pour des affaires qui „ concernent le bien du Païs conformement aux Accords, dans un Mois, ou tout au plus dans ſix ſemaines s'il ne s'adreſſe qu'à un des Membres des „ Etats; les Credentiales des Comparens ſeront examinées par les Commiſſaires du Prince conjointement avec les Députez des Etats; & s'il s'y trouve „ des défauts, il dépendra des Députez de les renvoyer ou de les admettre.

„ On ne déliberera dans la Diéte ſur aucune affaire „ que celles qui ſeront contenuës dans les Lettres de „ convocation, à moins qu'elles ne regardent quelques Membres des Etats ou des *Provinciales*. C'eſt „ pourquoi le Prince aura toujours ſoin d'exprimer „ dans ces Lettres, s'il convoque les Etats *proprio motu*, les motifs qui l'y ont déterminé; & ſi c'eſt *ad inſtantiam* des Etats, les raiſons pourquoi la Nobleſſe, les Villes, ou le tiers Etat, ont demandé „ l'Aſſemblée de la Diéte; & comme il ne ſera point „ permis à l'avenir de proroger la Diéte d'une maniere „ partiale, le Prince ne refuſera pas la prorogation demandée, pour peu que les raiſons alleguées paroiſſent importantes. Comme il arrive ſouvent dans les „ Diétes des cas, où l'on eſt obligé de déliberer „ ſur des choſes où quelqu'un eſt intereſſé en particulier, telle perſonne ſera obligée de ſe retirer de „ l'Aſſemblée: du reſte on ſe conduira dans toutes „ les operations de la Diéte conformement aux Decrets Imperiaux, Recès d'exécution, Reſolutions, „ Concordats, Loix du Païs & Coutumes.

„ 2. Quant aux *Collectes en Ooſtfriſe, la levée & l'Adminiſtration des Deniers Publics*, il eſt raiſonnable que le Prince d'Oollriſe, conformement à nos „ Ordonnances & de nos Prédéceſſeurs, & aux Accords qui s'en ſuos ſuivis par raport aux Collectes „ & Impôts, lorsqu'il eſt néceſſaire de les mettre, „ air le Droit de les établir dans la Diéte de la maniere ſpecifiée dans l'Article précédent; bien entendu „ qu'on ne mettra, ni ne levera ni Collectes, ni „ Contributions, ni Impôts, ni Droits d'Entrée, ni „ augmentation desdits Droits, ni Acciſes ni Licens, „ ſous quelque nom que ce ſoit, ſans le conſentement „ & l'approbation des Etats dans la Diéte, qu'ils ne „ refuſeront pas dans les dangers & beſoins évidens de „ l'Etat, encore moins pour la défenſe de Sa Majeſté „ Imperiale & de l'Empire, ou autres néceſſitez: ce „ que le Prince, ſes Succeſſeurs & les Etats ſeront „ obligez d'obſerver en conformité des Droits & Coutumes. Et puiſqu'on ne peut trouver de meilleur „ *modus contribuendi* que celui qui a été en uſage juſqu'à préſent d'une Taxe Capitale & perſonnelle, on „ s'en tiendra là, comme auſſi pour les Acciſes ordinaires & autres Impôts juſqu'à nouvel ordre, &c.....

„ Au reſte l'Adminiſtration, la levée, & la direction „ desdits Deniers Publics reſteront entre les mains de „ *ſix Adminiſtrateurs élûs par les Etats & préſentez „ au Prince pour être confirmez, le tout en préſence de „ l'Inſpecteur du Prince qui occupera ſa Place.* & le „ Treſorier nommé par les Etats prêtera Serment & „ donnera caution, le tout avec cette condition & cet „ ordre que leſdits Adminiſtrateurs ou Aſſignateurs „ ne ſeront d'autre uſage de ces Deniers que celui auquel ils ſeront deſtinez, & les manieront de maniere qu'ils puiſſent en tendre compte, tous les ans „ le 10 de May, *en préſence de l'Inſpecteur du Prince, & même d'un Commiſſaire, s'il le juge à propos.* „ Enſorte qu'ils employeront ces Deniers Publics „ pour le bien de l'Empire & du Païs, acquitant les „ divers Subſides de l'Empire & du Cercle, fourniſſant „ à l'entretien de la Chambre de Wetzlar & du Prince, conformement aux Coutumes de l'Empire & à „ notre Decret du 24. Juillet 1688 & autres Reglemens qui pourroient ſuivre; *auſſi nous nous attendons que les Etats, pour témoigner leur reſpect pour leur Prince, le ſecourront tant en argent dans le fardeau des Dettes, conformement aux Accords & ſelon leur Pouvoir.*"

Tous les Decrets Imperiaux, les Reſolutions précédentes & les Accords ſont encore confirmez dans ce Decret, enſorte que les termes & les expreſſions en doivent être expliquées par les précédens Decrets; ainſi perſonne ne peut, avec la moindre ombre d'équité, ennelure de ce Decret, que les Etats d'Oollriſe ont Droit de conſentir, lever, & emploier, à l'excluſion du Prince, les Contributions, Impôts & autres charges publiques. On peut remarquer ici que les Etats ont cité ce Decret d'une maniere toute artificieuſe, n'allegnant que quelque choſe du ſecond Article, & obmettant le commencement & la fin; quoique le pen qu'ils en alleguent leur ſoit directement contraire, puiſqu'il eſt dit expreſſement que *l'Inſpecteur, dans le College des Adminiſtrateurs, repreſente le Prince & en occupe la place.* 2. Que le Tréſorier doit prêter le Serment & donner caution. 3. Que les Adminiſtrateurs NB. n'employeront l'Argent qu'aux uſages auxquels il ſera deſtiné, de maniére qu'ils puiſſent en répondre.

Un Lecteur judicieux peut conclure de ceci, ce que l'on doit penſer de tout ce qu'avancent les Etats; ſur tout la derniere periode citée du Decret de 1688. touchant les Subſides de l'Empire & du Cercle, les renvoye *aux Coutumes de l'Empire*, & les oblige à *témoigner leur devouement & leurs reſpects pour leur Prince, en l'aidant en toute occaſion.* Le 3. Art. de ce même

ANNO 1723.

ANNO 1723. me Decret dit expreſſement, que les Etats ſont obligez, de ne préjudicier en aucune maniere, ſuivant les Concordats, à leur Prince ni à ſes Droits, Dignitez & Regales, bien au contraire de le maintenir & défendre comme de fideles Sujets contre qui que ce ſoit: ainſi on peut conclure que ces Droits du Prince ſont confirmez en propres termes dans ce Decret.

Reponse au §. XIII.

L'argument que les Etats tirent de la Reſolution Imperiale de 1691. eſt entierement faux; ce qu'on a dit ci-deſſus, le prouve ſuffiſamment, & tout Lecteur judicieux en jugera par lui-même, s'il veut bien prendre la peine de lire cette Reſolution entiere dans l'Hiſtoire d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1025. *& ſuiv.* ſur tout ce qui concerne les Griefs t. 2. 3. & 4. du Prince; deſorte que cette Reſolution Imperiale ayant été intimée aux Etats en 1692., ils firent entendre dans leur réponſe, que ces Decrets portoient leurs coups juſqu'au cœur d'Ooſtfriſe, ainſi qu'on peut voir dans l'Hiſt. d'Ooſtfriſe Tome II. pag. 1056. où l'on trouve auſſi la réponſe à de pareils prétextes. Au reſte on regarde comme un avantage que les Etats ayent allegué, dans leur Factum, le Decret Imperial de 1688. & la Reſolution de 1691. ſans aucune reſerve, confirmant ainſi l'obligation, où ils ſont, ſans cela, d'y obéir; mais cela prouve qu'ils ont d'autant moins de raiſon de ſe plaindre des Decrets Imperiaux poſterieurs, où l'on ne trouve rien que ce qui a été ſi ſouvent confirmé dans tous les Decrets & Reſolutions Imperiales, & dont l'exécution n'a été empêchée que par de fatales conjonctures.

Reponse au §. XIV.

Toujours la même choſe! tous les Decrets Imperiaux citez & les Reſolutions de 1589., 1590., 1593., 1597., ont été confirmez dans l'Accord d'Hanovre, de quelles autres preuves a-t-on beſoin? ſi l'on s'en tient à ces fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, nous differens ceſſent: Son Alteſſe Sereniſſime ne demande rien davantage. Les Etats en ne remontant dans leur Factum que juſqu'à l'an 1606. pour trouver les fondemens du Gouvernement de l'Ooſtfriſe, & paſſant ſous ſilence tant de Decrets Imperiaux anterieurs rendus *in Contradictorio*, ſe ſont trop découverts, & ont fait connoître qu'au lieu des véritables fondemens du Gouvernement d'Ooſtfriſe que l'on trouve dans ces Décrets, ils en poſent de faux & d'imaginaires, & ſapent les véritables fondemens qui ſervent de baze aux liens de l'obéiſſance & de la ſoumiſſion.

Reponse au §. XV.

Cette Réponſe eſt toute naturelle. Tous les précédens Decrets Imperiaux, les Recès d'exécution, & les Reverſales de l'Hommage, repetez dans le Formulaire de Serment des Miniſtres, & renouvellez pour la derniere fois dans l'Accord d'Aurich de 1699 c'eſt pourquoi il eſt cité dans toutes les pages Mais que peuvent en tirer les Etats à leur avantage? dans les *Exhibita* du Prince, Son Alteſſe Sereniſſime ne demande point que la juſte liberté des Etats en ce qui concerne les Collectes ſoit limitée, mais ſeulement que l'on mette ordre aux déteſtables abus qui cauſent la ruine du Païs, dont les Habitans ſe plaignent depuis longtems, & même conformement aux Conſiderations des Etats de l'an 1612., qui ſe trouvent dans le Reſultat de la Diète.

Reponse au §. XVI. & dernier.

Ce §. contient les conſequences que les Etats tirent des précédens; mais comme tout ce qui précéde eſt faux, imaginaire, & deſtitué de preuves, ainſi le fondement de ce grand édifice croule de lui-même. Et l'on peut dire avec raiſon de ce Factum des Etats ce que le Chancelier Stammler dit dans la Préface de ſon Traité ſur le Livre d'Hippolite à Lapide *de Reſervatis Imper. Tot impudentiſſimas Legum Conſtitutionumque cavillationes, tot perverſas earum Interpretationes reperies, quas in illis pagine reperiuntur.*

Notre concluſion au contraire reſte dans tout ſon entier, fondée qu'elle eſt ſur les Conſtitutions du Païs, ſur les preuves inconteſtables que nous avons alleguées, & ſur les précédens Decrets Imperiaux; ſavoir que ni le *conſentement* des Impôts & Contributions, ni leur *levée*, ni leur *emploi*, ne peut ſe faire à l'exclusion du Prince. Rien n'eſt plus ridicule que ce qu'on avance, que la Maiſon Regnante auroit approuvé l'Adminiſtration arbitraire des Etats. L'Etat ſent où les choſes ſe trouvent, les malheurs & les calamitez qui en ſont provenuës, en diſent plus que nous ne pourrions le faire. Que diroit un prudent Pere de Famille, ſi ſon Intendant, qui auroit prodigué ſes Biens, refuſoit de lui rendre compte, ſous prétexte que ſon Adminiſtration n'auroit donné lieu à aucun deſordre. Les geniſſemens & les plaintes du Peuple ne ſont que trop connoître comment l'Ooſtfriſe a été conſervée au milieu de cette confuſion; car enfin peut-on nommer conſervation, la ruine & le deſaſtre que l'on trouve dans toutes les Parties du Gouvernement, ſoit pour l'Eccleſiaſtique, ſoit pour les Finances; enſorte que l'on peut devant Dieu & en conſcience pouſſer de la part de l'Ooſtfriſe les plaintes les plus améres, & dire avec Pline que l'*Ærarium publicum* eſt un véritable *Spelarium Cretum*. Il eſt vrai, chaque Païs en Allemagne a ſes Conſtitutions particulieres, & même elles different entr'elles; mais quelle conſequence les Etats tireront-ils de cette Remarque? Son Alteſſe demande-t-elle autre choſe que de jouïr de ſa Juriſdiction Seigneuriale ſuivant l'ordre établi entre elle & ſes Etats, & ſuivant les Loix d'Ooſtfriſe? Mais comment ceux qui ſe ſont nommez les Etats du Païs, ont-ils obſervé juſqu'à préſent cet ordre & cette Juriſdiction? Il faut être bien témeraire pour oſer cenſurer par des Remarques auſſi indignes le Decret Imperial du 18. Août 1721., ainſi qu'on le trouve à la fin du Factum; c'eſt à quoi l'on ne daigne pas répondre: le contenu de pareils Decrets ſe défend de ſoi-même contre de ſi foibles attaques.

Tout Lecteur judicieux pourra juger du Factum des Etats, après ce que nous venons d'en dire; il pourra auſſi en conclure ce qu'on peut penſer des Privileges immemoriaux des Etats d'Ooſtfriſe, les Traitez publiés depuis peu à Embden ſur cette matiere prouvent aſſez combien foibles en ſont les fondemens.

ANNO 1723.

Extrait de la Lettre de Sa Majeſté Imperiale, à Sa Majeſté le Roi de POLOGNE, *Electeur de* SAXE, *de même qu'à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIK-LUNEBOURG, *en Date de Vienne le* 10. *Août* 1724. 1724. 10. Août.

CHARLES, &c.

X. MAis ſur tout ce ſera un des moyens les plus efficaces pour reprimer les dangereuſes entrepriſes des tumultueux, ſi, en leur ôtant la levée & l'Adminiſtration des Tailles, & de tout autre Argent du Païs, on ne leur permet point de conventicules, ni ne les apelle aux affaires des Diètes ou de la Commiſſion, & ſi pour cette fin on choiſit en leur place, *auctoritate noſtrâ Cæſareâ*, à une Diète, d'autres Députez Adminiſtrateurs du nombre de ceux des Etats, qui par leur ſoûmiſſion nous réconnoiſſent pour le Chef & le Juge ſuprême de l'Empire, & qui témoignent par là leur amour, fidelité & zéle pour le bien & la tranquillité publique; leſquels on chargera proviſionnellement de toutes les fonctions des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs, ordonnant aux Officiers Subalternes de leur obéir, & défendant ſévérement qu'aucun ne paye à l'avenir rien de l'Argent du Païs aux vieux Députez & Adminiſtrateurs, ou en établiſſant d'autres ſi on le juge à propos, qui doivent jouïr de notre protection Imperiale; & en ce cas le College de ces nouveaux Députez & Adminiſtrateurs doit être établi dans une autre Ville ſûre, & non point à Embden, qui eſt l'endroit où les ſéditieux forgent leurs mauvais projets, &c.

Acte de Soumiſſion des Adminiſtrateurs qui ont été demis de leurs Charges. 1725. 12. Fevr.

Aux Commiſſaires Subdelegnez de Sa Majeſté le Roi de POLOGNE, *Electeur de* SAXE; *& de Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de* BRUNSWIK-LUNEBOURG, *commis par Sa Majeſté Imperiale*

Anno 1725. *periale pour regler les differens en* Oostfrise.

Excellens Seigneurs.

NOus déclarons reſpectueuſement par les préſentes à Vos Excellences, que ſuivant notre devoir nous ne nous oposons point aux intentions de Sa Majeſté Imperiala dans les differens d'Ooſtfriſe, mais que nous attendrons quelle fin Dieu & Sa Majeſté Imperiale le mettront à ces affaires, ne doutant pas que Sa Majeſté Imperiale ſuivant ſa Juſtice naturelle, après les aſſurances gracieuſes qui nous ont été données, ne nous maintienne dans l'entiere, pleine & paiſible jouiſſance des Privileges anciens & Libertez conformes aux Accords.

C'eſt pourquoi nous nous adreſſons encore humblement à Vos Excellences, les ſuplians d'enregiſtrer notre préſente ſoumiſſion, & en conſequence de ſuprimer le Reglement proviſionel fait par raport à notre College, enſorte que ledit College continué à ſubſiſter de la maniere qu'il a été établi, & que ſes Patentes ſoient publiées dans le Païs, dans cette confiance nous ſommes avec toute ſorte de conſideration,

Excellens Seigneurs,

Vos très-obéiſſans,

Les Députez ordinaires & Adminiſtrateurs du College d'Ooſtfriſe.

quorum nomine

A. B. von Appell.
J. Budde.
Coop Ibeling von Rehden.

Embden in Collegio Provinciali 12. *Febr.* 1725.

A la Commiſſion ſubdeleguée de l'Empereur.

22. Fevr. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des* Provinces-Unies, *ſur les differens dans le Païs d'*Ooſtfriſe, *& les Decrets Imperiaux émanez à ce ſujet, de même que ſur la Commiſſion, & l'execution decretées. Fendi* 22. *Fevrier* 1725.

OUi le raport des Sieurs Singendonck & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires d'Ooſtfriſe, leſquels en conformité & pour ſatisfaire à leurs Reſolutions Commiſſoriales du 12. du paſſé & 20. du courant, ont examiné les Memoires préſentez par le St. Becker, Miniſtre & Conſeiller de la Regence de Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, par leſquels il demande que Leurs Hautes Puiſſances vaillent à l'avenir ne plus écouter, pour les raiſons y allegnées, le Bourguemaitre & Magiſtrat d'Embden, de même que les Adminiſtrateurs congediez de la Caiſſe publique, qui ſe tiennent dans ladite Ville, mais de les renvoyer & de leur recommander la ſoûmiſſion à Sa Majeſté Imperiale & à leur Prince légitime, comme ledit Sr. Becker a repréſenté plus amplement dans leſdits Memoires, & ſur tout dans le dernier, où en même temt il a fait part à Leurs Hautes Puiſſances de ſon deſſein de retourner en Ooſtfriſe en prenant congé d'elles. Surquoi ayant été déliberé; il a été trouvé bon & réſolu, de faire audit Sr. Becker ſur ces Memoires préſentez, la réponſe ſuivante.

Que Leurs Hautes Puiſſances depuis quelque tems, & depuis que les differends qui regnent en Ooſtfriſe étoient parvenus à leur connoiſſance, avoient témoigné à diverſes repriſes l'intérêt qu'elles prenoient, pour pluſieurs eſſons, à la conſervation du repos, & au bien de cette Principauté.

Comme en premier lieu à cauſe du voiſinage, en ſecond lieu à cauſe de la Médiation à quoi elles s'étoient prêtées, & du maintien qu'elles avoient promis de pluſieurs Accords & Conventions faites; plus à cauſe de la Garniſon qu'elles ont depuis plus d'un ſiecle dans les Villes d'Embden & de Leerohrt, & auſſi en conſidération des Capitaux que quelques Habitans de l'Etat avoient avancez, ſous leur Garantie, au Païs d'Ooſtfriſe ſur pluſieurs de ſes Revenus. Anno 1725.

Que ſur ce fondement elles n'avoient pas pû rebuter tout d'un coup ceux qui s'étoient adreſſez à elles ſur ce ſujet, mais qu'elles s'étoient eû obligées d'écouter les Griefs qu'on leur raportoit de part & d'autre, & de tâcher de faire ceſſer, s'il étoit poſſible, ces differens par un accommodement amiable. Que Leurs Hautes Puiſſances s'étoient aſſurées d'en avoir uſé avec tant de prévoyance & de circonſpection, que leur conduite n'avoit porté aucun préjudice à perſonne. Et comme elles avoient toujours été du ſentiment, que cette affaire ſe pourroit terminer à la ſatisfaction réciproque des deux Parties, ſi ſeulement l'on vouloit mettre pour baſe & pour fondement les Accords & les Conventions précédentes, qui compoſent les Loix fondamentales de l'Ooſtfriſe, elles avoient aprés avec plaiſir dudit Sieur Becker, que non ſeulement l'intention de Son Alteſſe n'étoit nullement d'y faire aucun changement, & qu'elle ne cherchoit qu'à s'oposer aux abus qu'on an faiſoit; mais auſſi que dans le procedé de S. M. I. & de la Cour Aulique, ces Accords & Conventions étoient poſées pour fondement, & que les Decrets Imperiaux ſe fondoient là-deſſus. Qu'au reſte Leurs Hautes Puiſſances n'entreroient pas en matiere pour répondre à tous les points cumpris dans leſdits Memoires, attendu que par les Copies des Actes de Soumiſſion, tant des Adminiſtrateurs congediez que du Magiſtrat d'Embden, que ledit Sr. Becker a communiquez à pluſieurs Membres de la Regence, elles ont vû, que leſdits Adminiſtrateurs & Magiſtrat s'étoient déclarez de ſe ſoumettre à l'égard des differens d'Ooſtfriſe à l'intention & à la volonté de Sa Majeſté Imperiale; deſorte qu'on peut eſperer que par là l'Union entre Son Alteſſe & ſes Etats, y compris la Ville d'Embden, ſera rétablie, à quoi l'on pourra s'attandre plus ſûrement, ſi par une exécution moderée des Decrets Imperiaux, on fait voir par effet, que l'intention de Sa Majeſté Imperiale & de Son Alteſſe n'eſt pas d'enfreindre en aucune maniere les Privileges & Droits des Etats & de la Ville d'Embden, fondez ſur les Accords & Conventions précédentes, mais plutôt de les maintenir; à quoi Leurs Hautes Puiſſances prient ledit St. Becker de contribuer à ſon retour autant qu'il ſera poſſible, par ſes bons offices. Outre cela il a été réſolu de faire expedier pour ledit St. Becker des Lettres de créance en bonne & dûë forme, leſquelles lui doivent être remiſes, conjointement avec l'Extrait de cette Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances par l'Agent de Baarle, &c.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*Ooſtfriſe.

QU'elles étoient très mortifiées d'aprendre que les troubles augmentoient juſqu'à ce point, qu'elles l'avoient aprehendé, & que pour cette raiſon elles avoient conſeillé à Son Alteſſe Sereniſſime d'employer les voyes de la douceur pour esmener les Reniten à la ſoumiſſion, lui offrant leur Médiation pour un Accommodement amiable, que, quoique Son Alteſſe Sereniſſime n'ait pas jugé à propos de l'accepter, Leurs Hautes Puiſſances n'avoient ceſſé de tems en tems de lui repréſenter les ſuites qui étoient à craindre ſi elle pourſuivoit ſes prétenſions à la rigueur, puiſqu'elle jetteroit ſes Sujets dans le deſeſpoir: que L. H. P. desaprouvoient abſolument la revolte & les voyes de fait dont Son Alteſſe Sereniſſime ſe plaignoit; & que les regardant comme le commencement de plus grands deſordres, elles verroient volontiers qu'un ſe prêtât aux voies de la douceur pour arrêter ces mouvements, dont les progrès menaçoient le Païs d'une ruine inévitable; que L. H. P. avoient emploié tout leur crédit auprès du Magiſtrat d'Embden, pour le détourner des voies de fait, & qu'Elles exhortoient Son Alteſſe Sereniſſime à ne pas ſe ſervir avec la derniere rigueur de ce qui eſt à ſon avantage dans le Decret Imperial, ſurtout à ne pas introduire de Troupes dans le Païs, puiſqu'elles le ruineroient & ne ſerviroient qu'à irriter encore davantage les eſprits, &c.

Reſo-

ANNO 1726. 6. Avril.

Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime aux Habitans de Leerb, &c. en Date du 6. d'Avril 1726.

I. SOn Alteſſe notre très-gracieux Prince & Maître, veut que les Communes & les Habitans du Bourg de Leer, qui jusqu'ici ſe ſont ſoulevez contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime en prenant les armes, les mettent bas incontinent, & que chacun retourne chez ſoi, à ſa profeſſion & métier, s'abſtenant à l'avenir de toute violence.

II. Veut Son Alteſſe que ſon Baillif, ſon Receveur des Tailles, & ſes autres Officiers ne ſoient point troublez dans l'exercice de leurs fonctions, que les Habitans qui ſe ſont ſauvez, puiſſent rentrer librement, & ſans empêchement dans la poſſeſſion de leurs Biens, & exercer paiſiblement leur profeſſion.

III. Veut Son Alteſſe Sereniſſime que les Communes faſſent ſortir les Soldats d'Embden, du Bourg de Leer, & ne ſe ſervent plus de leur aſſiſtance; d'autant que Sa Majeſté Imperiale a caſſé cette Garniſon en vertu de ſon Decret.

IV. Si les Députez du Bourg & des autres Communes y entendent, quant à Elle, Elle leur fera grace & leur pardonnera le paſſé.

V. Au reſte Son Alteſſe attendra, à l'égard de l'Ordonnance Imperiale publiée en dernier lieu, l'échéance du terme de deux Mois, que Sa Majeſté Imperiale a bien voulu accorder aux Renitens.

VI. Les ainſi nommez Députez des Communes & du Bourg de Leer, ont à ſe déclarer là-deſſus dans deux heures par écrit, au Lieutenant-Colonel de Staudach, & au Baillif à Leer, qui ont Commiſſion particuliere pour cet effet de Son Alteſſe. Et ſi en même-tems les Députez ſouhaitent de s'aboucher là-deſſus avec le Lieutenant-Colonel de Staudach & le Baillif, la préſente leur ſervira de Sauf-conduit. Mais en cas qu'ils ne ſe déclarent ſur ce ſujet ou point du tout, ou avec lenteur, ou d'une maniere peu ſatisfaiſante; Son Alteſſe Sereniſſime prendra ſans tarder les meſures néceſſaires pour le repos & la ſureté de ſes fideles Etats, comme auſſi pour le maintien de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale & de ſes propres Droits. Auquel cas on ne ſauroit lui attribuer tous les malheurs qui en réſulteront, puiſqu'elle a offert tant de grace dans la préſente Reſolution auxdites Communes & au Bourg de Leer, après les fautes énormes qu'elles ont commiſes. C'eſt ſur quoi elles ont à ſe regler. Fait à la Réſidence de Son Alteſſe à Aurich, ſigné de ſa propre main, & ſcellé du Sceau de la Regence, le 6. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.
(L.S.)

Réponſe des Communes du Bailliage de Leerobrt, du 10. Avril 1726. à la ſuſdite Reſolution de Son Alteſſe Sereniſſime.

Mercredi 10. Avril 1726.

Les Députez des Communes ont fait appeller le Souſſigné, & lui ont remis la Reſolution qui ſuit de mot à mot.

SUr la repréſentation que Mrs. les Commiſſaires de Son Alteſſe ont fait aux Habitans, par écrit, ceux-ci ſe trouvent obligez de leur faire reconnoître leurs ſentimens de la maniere ſuivante.

Ad. 1.) Qu'on avoit appris avec beaucoup de chagrin les fauſſes inſinuations qu'on a tâché de donner à Son Alteſſe, comme ſi les Habitans avoient pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Son Alteſſe Sereniſſime; quoiqu'il ſoit notoire qu'on n'en ſeroit jamais venu là, ſi l'on n'eût été obligé, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre des violences publiques & inſupportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours. Que d'ailleurs rien ne ſauroit être plus agréable aux Habitans, que ſi chacun pouvoit exercer en Paix & en repos ſa profeſſion & ſon métier.

Ad. 2.) Comme les Habitans n'avoient jamais cherché à troubler les Officiers du Prince dans l'Adminiſtration de leurs charges, quoiqu'ils ne puiſſent pas empêcher que le Peuple ne ſoit ſi aigri, qu'ils ne ſe ſoient plus crû en ſureté chez eux, l'exécution de ce point dépendra uniquement de là, qu'on ôte tous les obſtacles au repos, par une exacte obſervation des Accords, & qu'on arrête toute ſorte d'exaction.

ANNO 1726.

Ad. 3.) Et comme on menace encore actuellement les Habitans d'affliction, de déſolation & de leur ruine totale, il eſt impoſſible qu'on puiſſe prétendre avec équité qu'ils ſe défaiſent des Troupes des Etats; quoique rien ne ſeroit plus de plaiſir aux Habitans que d'avoir des Aſſurances ſuffiſantes qu'on ne ſeroit point troublé dans la poſſeſſion où l'on eſt de l'Adminiſtration des Fermes, & qu'en général la violence & l'injuſtice ne prendroient pas le deſſus. Auſſi eſpere-t-on que pluſieurs raiſons invincibles porteront la Juſtice de Sa Majeſté Imperiale à changer de réſolution ſur la caſſation des Troupes des Etats.

Ad. 4.) Il eſt vrai que les Habitans doivent reconnoître en tout reſpect ſa gracieuſe déclaration; mais comme ils ne ſe ſentent coupables d'aucun crime & qu'il leur paroit rebutant, que le pardon n'a été promis que de la part de Son Alteſſe Sereniſſime perſonnellement, ils eſperent que Dieu inſpirera à Son Alteſſe des ſentimens de Paix, & qu'il préviendra par ſa Providence toute ultérieure diſſenſion, qui ne ſauroit que cauſer la perte du Païs; car quoique tous les Habitans continueroient volontiers dans une fidelité & obéiſſance conforme aux Accords, ils ſeroient reſponſables même devant le Monde, ſi lorsqu'on vient à les enfreindre, ils ſe laiſſoient priver de tous leurs Privileges. Enfin les Habitans ne peuvent qu'être extremement ſurpris que la repréſentation ci-devant mentionnée, & qui eſt datée du 6. du courant, leur a pû être faite le 8. après que la veille 7. du courant on eut uſé des violences les plus terribles & inouïes dans toute la Chrétienté; d'où l'Homme du Monde le plus innocent peut tirer la conſequence, que malgré toutes les promeſſes on ne ſauroit être en ſureté, & qu'on n'auroit à attendre qu'affliction & déſolation, ſi Dieu & la Nature ne fourniſſoient d'autres moyens, & ne permettoient de s'en ſervir.

Ceci eſt la veritable Reſolution ou Pleinpouvoir, ce qu'à la requiſition des Pleinpotentiaires préſens des Communes, j'ai atteſté par mon ſeing, en y appoſant le Sceau Notarial.

N. MENCKEN, *Not. Caſ. publ.*
(L.S. Not.)

Reſolution ulterieure & préalable de S. A. S. le Prince d'OOSTFRISE, du 12. Avril, ſur la Déclaration des Députez des Communes, en Date de Leer le 10. Avril 1726.

SOn Alteſſe, notre très-gracieux Prince & Maître, veut & demande par la préſente, que les Députez, au nom deſquels la Déclaration ſignée par le Notaire Mencken à Leer le 10. Avril 1726. a été envoyée au Lieutenant-Colonel de Son Alteſſe Sereniſſime, en réponſe à la Reſolution qui leur avoit été adreſſée en Date du 6. Avril, ſe rendent ici à la Réſidence le 17. du courant, munis de Pleinspouvoirs ſuffiſans des Communes dont ils ſe qualifient Pleinpotentiaires, pour attendre du Conſeiller privé & Chancelier, & des autres Conſeillers commis à cet effet, la Reſolution & Déclaration de Son Alteſſe ſur ladite Réponſe, où S. A. S. a vu avec ſurpriſe, que les Communes ſont très-mal inſtruites de la ſituation de l'affaire, & qu'elles ont beſoin d'information ſur les points y compris, comme il paroit par la Reſolution préalable ci-jointe. Pour cet effet, non ſeulement Son Alteſſe leur accorde Sauf-conduit par la préſente, mais la Commiſſion Subdeleguée leur donne une pareille aſſurance, S. A. S. ſe réſervant au reſte tout ce qui peut lui competer. Signé de la main de S. A. & ſcellé du Sceau de la Regence le 12. Avril 1726.

(*Etoit ſigné.*)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)

ANNO 1726.

I. Son Alteſſe Sereniſſime voit avec étonnement, qu'on a oſé avancer dans la Déclaration envoyée au Lieutenant-Colonel de Staudach, que les Habitans n'avoient pas pris les Armes contre Sa Majeſté Imperiale & Elle, mais qu'ils avoient été obligez, faute de protection du Maître, de ſe défendre contre de prétenduës violences publiques & inſupportables, & d'apeller pour cet effet les Troupes des Etats au ſecours; quoiqu'il ſoit notoire que le ſoulevement à Leer & en d'autres endroits, ne s'eſt fait, déja dans l'année paſſée, que dans la ſeule vuë de renverſer de ſes propres Forces les Ordonnances Imperiales ſur les differens dans le Païs. Et jamais Son Alteſſe n'a refuſée ſa protection à aucun Sujet, ni perſonne des Communes ne l'a jamais implorée.

Mais qu'on oſe prétendre que Son Alteſſe aprouve les violentes nppoſitions qu'on a faites auxdites Ordonnances, & qu'elle y prête la main, faute de quoi on l'accuſe d'avoir refuſé ſa protection à ſes Sujets, c'eſt là un raiſonnement des plus étranges. Une autre propoſition encore plus groſſiere, eſt qu'on avoit été obligé d'apeller au ſecours les Troupes des Etats, comme on les apelle; or on peut voir clairement par la Patente Commiſſoriale communiquée aux Communes conjointement avec la Reſolution du Prince, que la Garniſon d'Embden n'eſt pas la Milice des Etats, & qu'elle n'y eſt que pour garder la Ville: & quel danger y avoit-il qui rendit le ſecours de ces Troupes ſi néceſſaire? les Communes ne ſouffrient aucune violence injuſte; auſſi quand elles liront l'Ecrit que tout le Tiers-Etat a préſenté à la Haye le 10. Février 1695. au ſujet de la Garniſon d'Embden, elles auront une toute autre idée de l'affaire.

II. Il ne paroît pas moins étrange à Son Alteſſe, qu'on oſe avancer que les Habitans n'ont jamais cherché à troubler ſes Officiers dans l'Adminiſtration de leur Charge: On ne les a donc pas arrêté? mené par force à Embden, & eu particulier du Receveur des Tailles à Leer, tout caſſé & malade qu'il étoit, ne le prouvent que trop Et ſi qualqu'un eſt aigri contre eux, c'eſt juſtement cette aigreur qui doit être comptée parmi les choſes défenduës.

Son Alteſſe Sereniſſime a remis au Juge competant & ſupréme, à décider en quoi conſiſte l'obſervation inviolable des Accords: & ſi les Communes ſont obligées de reconnoître un Juge, elles ſont auſſi obligées de s'en tenir à ſes déciſions, & de ne point juger, ſelon leur fantaiſie, de l'obſervation inviolable des Accords.

III. C'eſt une fauſſeté inſigne, que les Habitans ſoient menacez d'affliction, de déſolation & même de leur ruine totale: Son Alteſſe a témoigné tout le contraire dans ſa Reſolution; mais ceux qui continuent à s'oppoſer au Chef ſupréme & à leur Prince legitime, n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils ſont déclarez dignes des punitions dont ils ont été menacez: Et qu'eſt-ce que l'uſage de la Milice des Etats, comme on l'appelle, ſinon une oppoſition réelle aux Ordonnances du Juge ſupréme, auquel rang il faut auſſi mettre la prétenduë poſſeſſion de l'Adminiſtration des Fermes.

IV. Il n'eſt pas dans le Pouvoir de S. A. Sereniſſime de donner pardon & de faire grace, que pour Elle perſonnellement, ne pouvant rien prescrire ni préjudicier en cela à Sa Majeſté Imperiale & à ſa Commiſſion, & il ne dépendra que de la conduite des Communes de pouvoir plus ou moins s'aſſurer de la Clémence de Sa Majeſté Imperiale. Son Alteſſe ne demande qu'une fidelité & obéiſſance conforme aux Accords, bien entendu que cette conformité ſe doit prendre dans le ſens que lui donne la déciſion de Juge ſupréme, & non pas dans celui d'une explication volontaire; & dès qu'on fait cela toute l'affaire eſt finie. C'eſt la faute des Soldats d'Embden, que la Reſolution du 6. du courant n'a été renduë aux Communes qu'après la rencontre à Leer, parce qu'il étoit expreſſément ordonné au Lieutenant-Colonel de Staudach, de faire tenir ladite Reſolution aux Communes, & d'attendre leur Déclaration là-deſſus, avant que d'entreprendre une attaque; mais s'étant poſté avec ſon Monde à Loga, & étant allé reconnoître les environs avec quelques Cavaliers, il a d'abord été attaqué par un gros détachement des Soldats d'Embden ſorti de Leer, par où il a été obligé de faire avancer ſes Cavaliers pour repouſſer la force par la force. Et comme après cela ceux d'Embden ont été obligez de céder, il a fait ſonner la retraite par la Trompete du Prince qu'il avoit avec lui, nommé Tobias Hartung; mais bien loin d'y voulnir entendre, on a même fait feu ſur lui, lorsqu'il a ſonné la ſeconde fois, ce qui a occaſionné le combat. Et quoique cet accident fourniſſoit aſſez de raiſons à Son Alteſſe Sereniſſime pour retenir ſa Reſolution, elle n'a pourtant pas laiſſé de la faire tenir le lendemain aux Communes, afin de leur témoigner d'autant plus ſon affection paternelle. C'eſt donc une accuſation bien effrontée que de dire qu'on n'étoit pas en ſureté malgré toutes les promeſſes, le contraire ſaute aux yeux; mais ceux qui ont pouſſé les Communes à ces mouvemens, font voir par leur conduite que c'eſt à eux & à leurs aſſurances qu'on ne peut guere ſe fier, retenant jusqu'ici, contre la promeſſe qu'ils en ont donnée par écrit, les Officiers du Prince priſonniers à Embden, au grand dommage & préjudice des Habitans même. Signé du Seau de la Regence le 22. Avril 1726.

(L. S.)

ANNO 1726.

Déclaration des Communes de Leer, & Conſors du 16. Avril 1726. ſur l'ulterieure & préalable Reſolution qui leur a été adreſſée du 12. Avril 1726.

DEvant moi ſouſſigné Notaire, comparurent les Députez des Bailliages de Leerohrt, Stickhauſen, & Embden, me requerant de bouche, de coucher par écrit leur très-humble Déclaration ſuivante, ſur les Ordonnances & Propoſitions reſpectives que Son Alteſſe Sereniſſime leur très-gracieux Prince & Maître, leur avoit fait rendre le 13. du courant par un Tambour, laquelle Déclaration enmtient ce qui ſuit.

Sur la Déclaration ulterieure de Son Alteſſe, Datée du 12. du courant, & rendait par un de ſes Gens, on a dû & voulu faire ſavoir, & on prie de raporter très-humblement à S. A. S.

I. QU'on a remarqué par ladite Déclaration avec un extrême chagrin & en verſant des larmes, que la choſe a été repréſentée à Son Alteſſe, (ce que le juſte Dieu vangera) comme ſi les Habitans n'avoient pris les armes que dans la vûe de renverſer par leurs propres forces les Ordonnances Imperiales; quoique la triſte experience ſait voir, qu'on ne l'a fait que parce qu'on a été obligé de ſe défendre autant qu'il eſt poſſible, contre des violences publiques, & contre des cruautez qui feroient horreur même à des Barbares, ſans qu'on ait jamais penſé de ſe ſoulever contre les Ordonnances Imperiales par la force.

II. Qu'on ne ſauroit reconnoître le prétendu College, & qu'on croyoit pouvoir juſtifier devant toute la terre les meſures qu'on avoit priſes, pour n'être pas dépoſſedé ſans autre forme de Procès, contre les entreprifes violentes qu'on médite pour l'établiſſement dudit College, & le maintien de ceux qu'on a érigé en Adminiſtrateurs, qui ont pouſſé leur effronterie ſi loin, que dans le Memoire qu'ils ont préſenté à la Commiſſion Subdeleguée le 28. Février C. A. lequel a été imprimé & publié (comme ſi c'étoit une piece achevée) ils ont dépeint leurs propres prétendus Principaux comme la derniere Canaille, & ſe ſont mocquez de Meſſieurs de la Nobleſſe d'une maniere digne de châtiment, toujours ſous prétexte de l'autorité ſuprême de Sa Majeſté Imperiale.

III. Ceux donc qui ſont établis pour rapporter au vral à Son Alteſſe Sereniſſime ce qui ſe paſſe dans le Païs, en auront certainement à répondre devant Dieu & le Monde équitable, qu'en lui cachant de ſi affreuſes actions, dont le bruit s'eſt même répandu par tout dans les Pais étrangers, & qui ont fait un tort conſiderable au Païs par raport au credit général, ils aient oſé dire même publiquement, que le vol & le pillage étoient choſes permiſes; car où chercher protection, ſi ceux qui ſont des violences ſont non ſeulement encouragez, mais même appuiez par les Officiers du Prince?

IV. Comme on ne peut pas concevoir en quoi doivent conſiſter les prétenduës voies de fait contre les Ordonnances Imperiales, pourvû qu'on diſtingue bien le vrai d'avec le faux; & qu'il eſt ſans cela une choſe inoüie

ANNO 1726. nouïe dans le Monde, de soutenir l'autorité Magistrale par des vols, des pillages & des meurtres, comme il est arrivé ces jours passez, on peut hardiment appeller au jugement de toute la Terre, si dans cette situation d'affaires on a fait aux Habitans des violences & des injustices.

V. Et par là même, l'usage des Troupes est assez justifié; mais pour ce qui est de leur cassation, on ne sauroit s'expliquer autrement là-dessus, sinon que c'est un point qui apartient à la déliberation de tous les Etats en général, & qu'on ne sauroit s'imaginer que la Justice de Sa Majesté Imperiale, après la découverte des véritables circonstances de l'affaire, pertillera dans une Resolution aussi dangereuse pour le Pais & ses Habitans. Car quoique le commun pourroit trouver doux d'être déchargé par là de quelques Impôts, on ne sait que trop bien quels ressorts on a fait jouer pour la représeturation alleguée du Tiers Etat comme on l'appelle, au sujet de la Garnison d'Embden, & le Grand Dieu suscitera des Instrumens qui découvriront là où il est nécessaire, le danger qui y est caché pour le Pais, & qui le prouveront par l'Histoire d'Oostfrise même, où il est assez manifeste à quel but tendoit cette cassation de la Garnison d'Embden.

VI. Tous les Habitans ne demandent rien d'autre que l'observation des Accords, & ils sont aussi portez qu'ils doivent, à s'en raporter à la juste décision du Juge competant; mais ils esperent qu'ils ne seront pas condamnez sans être ouïs, & qu'il leur sera permis d'exposer leur droit, à quoi jusqu'ici ils n'ont pu parvenir, les oreilles ayant été fermées à leur égard.

VII. Le Tout-Puissant veuille confirmer que les menaces terribles, qui sont assez connûes, & qu'il est facile de prouver, échoueront; aussi est-on convaincu en conscience, qu'on ne s'est pas rendu coupable d'aucune rébillance ni envers S. M. Imperiale, ni envers S. A. S. & il est inconcevable comment l'usage des Troupes des Etats, contre des actions aussi inhumaines & inouïes dans la Chrétienté, peut passer pour une marque de résistance, à moins que Dieu, & les Droits de la Nature & des Gens, n'ordonnassent de se sacrifier à la fureur des Gens violens.

VIII. On ne croit pas avoir commis aucun crime pour lequel on ait besoin de demander grace & pardon à Son Altesse Serenissime, ni pour lequel on doive sortir l'insuportable disgrace de S. M. Impetiale.

IX. Les Habitans laissent là la raport que Mr. le Lieutenant-Colonel de Staudach a jugé à propos de faire, mais ils ne peuvent pas s'empêcher de lui représenter, qu'il ne sauroit nier devant Dieu qui sait tout, qu'il n'ait fait tirer le premier, sans dire mot, sur le détachement des Troupes des Etats, après quoi celuici a pareillement fait feu pour sa défense, & que lorsque ledit détachement s'est retiré dans le bourg de Leer, croyant la nombre des attaquans plus fort qu'il n'étoit, il ne l'ait fait poursuivre, & n'y ait fait entrer son Monde conjointement avec les siens. A quelle occasion il faut bien remarquer qu'on avoit promis à Aurich à Mr. le Commandant Feldmann de vouloir tout laisser *in statu quo*, & que nonobstant cela on n'a pas discontinué de faire violences sur violences; même après avoir invité Mr. le Commandant le 6. du courant de venir à Aurich, on a, sans attendre sa réponse, fait sortir de ladite Ville le même jour quantité de Gens armez, qui ont attaqué le bourg de Leer au jour du Seigneur, lorsqu'il étoit dépourvû de Monde, & y ont fait un carnage horrible, où cependant le Souverain Monarque de l'Univers a visiblement montré sa justice & sa bonté.

X. On ne craint pas de rendre compte de sa conduite, & on desire avec passion d'être informé de la prétenduë veritable situation de l'affaire: Cependant comme non seulement elle regarde tout le Pais en général, & que par consequent on ne sauroit communiquer plus à propos cette information tant vantée, qu'à la Diète générale & libre, qui est prorogée; mais qu'outre cela on peut en tout cas se passer entierement de l'information du Conseiller privé & Chancelier, qui dans son Histoire d'Oostfrise, comme il l'apella, a déja suffisamment informé le public du sens qu'il lui plait de donner aux Accords, & qu'il veut qu'on ne les explique ni selon la lettre, ni selon l'usage de plus d'un siecle, mais selon une idée qu'il s'est formé lui-même d'un certain ordre qui doit regner entre le Prince & les Sujets, sans avoir aucun égard à l'obligation qui naît du Serment par où l'on s'est engagé à l'exacte observation des Accords du Pais; de sorte que c'est cette même Histoire d'Oostfrise qui a ouvert les yeux aux Habitant, & qui leur a montré, pour ainsi dire au doigt, le joug sous lequel il faudroit plier, si les choses tournoient suivant l'intention de l'Auteur; de qui on est bien persuadé que c'est lui qui médite depuis tant d'années de mettre le malheureux Pais en feu & en flamme, & de le plonger par ces nouvelles opinions, dans la derniere misere, & que c'est lui qui pour assouvir son ambition insatiable, cherche à détourner le cœur du plus cher & gracieux Prince, de l'affection Paternelle pour ses Sujets, & par consequent des salutaires sentimens de Paix. Et comme après tout personne ne sauroit se croire garanti par le Sauf conduit qu'on a envoyé par écrit contre la fureur de Gens emportez qui n'en savent rien, Son Altesse ne prendra pas en mauvaise part, que sur ces considerations, les Habitans ne puissent se resoudre d'envoyer des Députez à Antich.

La Resolution el-dessus a été prise dans ces termes, & non dans d'autres, par toutes les Communes qui étoient assemblées des Bailliages respectifs, moi Notaire requis, present, ce que j'atteste par la souscription de mon nom, & le Sean Notarial. Fait à Leer dans l'Assemblée des Députez le 16. Avril 1726.

(L. S. Not.)

P. MANCKEMA. *Imp. Auth. Not. Publ. in fidem subscripsit Sigilloque Notar. corroboravit.*

ANNO 1726.

Proposition de Mr. Lewe d'Adwart Député des Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *faite dans son Audience du 24. Avril 1726.*

SERENISSIME PRINCE,

LEs justes aprehensions que donnent à Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, les troubles de l'Oostfrise, & les hostilitez qui ont été commises; leurs intérêts inseparables de l'affection & des bonnes dispositions où elles sont par raport à la conservation d'un Pais si voisin de leurs Etats, enfin leur haute estime pour la personne de Votre Altesse, ont déterminé Leurs Hautes Puissances à m'envoyer ici exprès pour complimenter Votre Altesse Serenissime en leur nom, & après l'avoir assuré des bons offices amiables de Leurs Hautes Puissances, lui représenter combien il seroit agréable à Leurs Hautes Puissances que l'on étouffât enfin ces desordres qui menacent d'un bouleversement total un Pais livré aux maux de la discorde, & d'autant plus malheureux qu'après avoir eu la bonheur de posseder dans son sein le Pere & les Ancêtres de Votre Altesse Serenissime, il ternît cette gloire par la désunion où sont la plupart des Habitans avec Votre Altesse Serenissime, le digne descendant de ses glorieux Ancêtres, qui étant le tendre Pere de ses Peuples, ne peut être que très-sensible à ces troubles, qui ne le touchent pas moins, qu'ils sont préjudiciables au Pais, & qu'ils inquiettent des voisins qui ne respirent que la Paix. Une triste experience n'a déja que trop apris les fâcheuses suites des démêlez de l'Oostfrise, & Votre Altesse Serenissime est trop éclairée pour ne pas être convaincuë du malheur d'un Païs, où s'allume le feu de la discorde, & qui quelque petit qu'en soit l'étincelle, quand une fois il est allumé, il est souvant impossible de l'éteindre. La pénétration de Votre Altesse Serenissime lui représentera ce Tableau d'une maniere encore plus sensible que je ne pourrois le faire; mais les Etats Généraux des Provinces-Unies ayant bien voulu m'honorer de la Commission d'assurer Votre Altesse Serenissime de leur sincere estime pour Votre personne, je ne puis me dispenser de représenter à Votre Altesse Serenissime que si l'on n'arrête pas ces troubles, cette discorde & cette confusion dans leur naissance, il sera trop tard d'y remédier, & le mal empirera; si l'on ne previent point ces troubles avec prudence, il s'ensuivra une ruine mutuelle, car après la ruine de l'un ou l'autre parti, on apellera dans le Païs des Troupes étrangeres, qui se livrant à leur propre intérêt pilleront & ruineront ce

qui

ANNO 1726. que les plus ſages auront ſçu conſerver & mettre à couvert. Votre Alteſſe Sereniſſime a trop de pénétration & trop d'amour pour l'infortunée Ooſtfriſe pour qu'il lui ſoit néceſſaire d'avoir recours à de plus vives exhortations, pour en convaincre Vntre Alteſſe Sereniſſime & pour exciter ſes ſoins Paternels pour ſes Sujets; ſon attention naturelle à procurer le bonheur du Païs & de ſes Domaines, & les égards qu'elle a toujours eus pour l'interceſſion de Leurs Hautes Puiſſances & les Conſeils de ſes bons voiſins, me perſuadent qu'il n'eſt pas néceſſaire que je preſſe davantage Votre Alteſſe d'empêcher que l'on ait recours à quelques voyes de fait; Elle donnera ſans doute ſon attention à trouver les moyens d'apaiſer le paſſé & de rétablir la tranquillité & le bon ordre, en maintenant par les moyens les plus doux ſes Droits, Prérogatives & Prééminences, faiſant ceſſer les troubles préſens, & prévenant ceux qui pourroient arriver. C'eſt ainſi que Votre Alteſſe Sereniſſime apuyera de la maniere la plus généreuſe ſes véritables intérêts, ſera reſſeurir ſon Païs, & mettra les Sujets de Leurs Hautes Puiſſances en état d'eſperer d'être payez, conformément aux Conventions les plus ſolemnelles, des Rentes & des Capitaux qu'ils ont ſi généreuſement prêtez pour reparer les Digues, & empêcher que toute l'Ooſtfriſe ne devînt une vaſte Mer. De cette maniere Leurs Hautes Puiſſances, que les raiſons alleguées ci-deſſus obligent de ne pas voir indifferemment les démêlez de l'Ooſtfriſe, ne penſeront plus à d'autres moyens d'arrêter les progrès de ces troubles. Si je puis être utile, & contribuer à ce que Leurs Hautes Puiſſances parviennent à ce but, par mes repréſentations & mes inſtances, ce ſera volontiers & avec bien du plaiſir non ſeulement que je les employe rai, mais encore je prierai de tout mon cœur le Seigneur qui donne tout ce qui eſt bon, de combler de ſes bénédictions Votre Alteſſe Sereniſſime & ſon Illuſtre Maiſon, juſqu'à la poſterité la plus reculée, & de lui accorder un Gouvernement heureux, paiſible & glorieux, &c.

Prononcé & délivré par écrit à Son Alteſſe Sereniſſime d'Ooſtfriſe dans ſon Château à Aurich le 24. Avril 1726.

„ Le Prince lui fit remettre la Réponſe ci-jointe."

MOnſieur le Député de *Leurs Hautes Puiſſances* ayant fait inſinuer à Son Alteſſe Sereniſſime, par ſes Conſeillers commis pour traiter avec lui, la réponſe qu'il avoit dreſſé, ſur la Reſolution préalable de S. A. S. du 25 du courant. Elle a voulu ne lui pas laiſſer ignorer là deſſus la Déclaration & Reſolution ſuivante.

A l'égard du premier point, S. A. S. repete les proteſtations ci-devant faites de bouche & par écrit, de ſon eſtime pour Leurs Hautes Puiſſances, comme auſſi pour leur correſpondance, & leur amitié pour elle & ſa Maiſon Sereniſſime.

2. Pour ce qui eſt du ſecond point, où Leurs Hautes Puiſſances déclarent, que l'offre de leur interceſſion, & leurs Conſeils amiables ne tendent qu'à prévenir tous mouvemens, troubles, & voyes de fait ultérieures; à rétablir le repos, le bon ordre de l'harmonie, & à empêcher par là qu'il n'entre des Troupes étrangeres dans le Païs; comme à tâcher d'accommoder les différens qui y regnent, par des moyens efficaces & moderez, & d'en détourner, autant qu'il eſt poſſible, les mauvaiſes ſuites; Son Alteſſe Sereniſſime convient avec Leurs Hautes Puiſſances *in Theſi*, & la grande patience & indulgence dont elle en a uſé juſqu'ici, ont eu le même but.

3. Et afin que Leurs Hautes Puiſſances en ayent une Idée encore plus claire, on leur donne à conſiderer, que non ſeulement le feu Prince d'Ooſtfriſe Pere de S. A. Regnante, a demandé aux Etats de ſon Païs à toutes les Diétes qui ſe ſont tenues pendant les 18. années de ſa Regence, le redreſſement du grand nombre de Griefs, qu'il avoit contre eux, comme il avoit été promis par l'Accord fait à Hanovre dans l'année 1693., mais encore que S. A. S. même a repeté cette demande à toutes les Diétes aſſemblées depuis l'an 1708 qui fut le premier de ſa Regence, cependant on a toujours decliné la Convention, & par l'Extrait du Protocole de la Diéte tenuë au Mois d'Octobre 1717. il paroit clairement, de quelle maniere on y a provoqué S. A. S. à porter ſes Plaintes à la Cour Imperiale. Et quoique Sadite Alteſſe ait les Decrets Imperiaux en ſa faveur, elle a pourtant auſſi, à cet égard, fait voir juſqu'à préſent une grande patience; même elle ne cherche encore actuellement, qu'à traiter les choſes avec toute ſorte de moderation.

ANNO 1726.

4. Il n'eſt donc queſtion que de ſavoir quels moyens ſont les plus propres pour parvenir à cette fin? S. A. S. ſupoſe, que cette affaire devroit être dirigée de ſorte que generalement tout ce qu'il y a dans ce Païs, & principalement la Ville d'Embden, ſoit renfermé & conſervé dans les juſtes bornes des Accords du Païs. C'eſt là la ſeule choſe que S. A. Sereniſſime cherche & demande. Il eſt vrai que Monſr. le Député de L. H. P. eſt de l'opinion, que cela ſe peut faire par un Accommodement amiable, ſous l'entremiſe de L. H. P.; mais pour en juger ſolidement, il faut conſiderer dans un tel Accommodement, premierement les perſonnes avec qui S. A. S. doit le racommoder: en ſecond lieu, les Points ſur leſquels on pourroit s'accorder, & en troiſieme lieu les moyens de contrainte qui pourroient non ſeulement procurer l'exécution actuelle dudit Accommodement, mais auſſi reprimer & faire ceſſer les contreventions, qu'on pourroit tenter à l'avenir contre un pareil Accord.

Les perſonnes qui pourroient être regardées ici comme Contractantes avec S. A. S. ſont en general les Etats du Païs, compoſez de trois Membres, de la Nobleſſe, des trois Villes, & du tiers Etat qui conſiſte en 8. Bailliages.

Si Son Alteſſe doit conclure un Accord avec tout le Corps des Etats, il faut qu'elle en ſoit requiſe ou unanimement, ou par la pluralité des voix. Or on n'a pas demandé, juſqu'à préſent un pareil Accord, & on ne le demande pas encore, ni unanimement, ni par la pluralité des voix. Bien loin de là, il eſt notoire par les Actes, que generalement tous les Etats, ſans exception ſont ſoumis à tous égards aux Decrets Imperiaux, & ne ſe ſont reſervez, ſuivant leurs propres paroles, que la gloire d'obéir: par conſequent on n'a beſoin d'aucun Accommodement, comme il paroit par ce qui ſuit.

5. Toute la Nobleſſe, excepté Bernard Henry d'Appel, s'eſt ſoumiſe aux Decrets Imperiaux, non ſeulement ſeparément & l'un après l'autre, comme on peut voir par la ſpecification authentique qui en eſt dreſſée, mais même ceux des Membres, qui à l'inſtigation du Comte Frydag de Gödens, s'étoient aſſemblez à Embden dans les Mois de Septembre & d'Octobre de l'année derniere, & parmi leſquels ſe trouvoit ledit d'Appel même, ont declaré clairement par leurs Lettres à la Commiſſion, du 11. Octobre & 1. Novembre 1725. que *dès que la queſtion préalable* RATIONE TRANSLOCATI ÆARII *ſeroit decidée, ils ſe montreroient à tout égards ſoumis & obéiſſans, de quelque maniere qu'il plût à Sa Majeſté Imperiale de regler & decider cette affaire*, & dans la Lettre du 1. de Nov. ils y ajoutent ces paroles remarquables; *qu'après que la decision Imperiale ſeroit émanée, ils ne prétendent ſi reſerver rien,* que NUDAM OBSEQUII GLORIAM, comme il paroit plus amplement par l'extrait authentique de cette Lettre. Comme donc cette decision Imperiale eſt compriſe dans le dernier Decret de l'Empereur émané le 23. Janv. 1726., il n'y a plus de diſpute avec la Nobleſſe tant à l'égard de la queſtion préalable, comme on l'apelle, touchant le College établi à Aurich, que d'aucun autre point, & ladite Nobleſſe eſt à preſent obligée de ſe montrer à tous égards ſoumiſe & obéiſſante, à tout ce que Sa Majeſté Imperiale a trouvé bon de regler & d'ordonner; par conſequent il n'eſt pas beſoin d'en venir à un Accord avec la Nobleſſe, à l'égard de ce qui a déja été jugé par l'Empereur, car pourquoi s'accommoder avec ſa Partie, ſi elle ſe ſoumet à la Sentence du Juge. Auſſi n'y a-t-il pas un ſeul de la Nobleſſe qui veuille paſſer pour un Complice des préſens troubles, excepté d'Appel, qui conjointement avec ſes Adherans le Docteur Rheden & le Bourguemaître & Conſeil de la Ville d'Embden ſe declarent publiquement, dans la Deduction du 24. Mars 1726. les auteurs de ce ſoulevement, ce qui eſt d'autant plus puniſſible que cette conduite eſt directement contraire à ſa propre Déclaration & ſoumiſſion ci-deſſus mentionée. Monſr le Comte de Frydag de Gödens, Mr. Haro Joachim de Cloſſer de Dornum, Madame la Douairiere de Lutzeburg & Monſr. de Honſtede de Ryſum, parent, même juſqu'à cette heure, pour eux & pour les Habitans de leurs Seigneuries, les Taxes à la Chambre d'Aurich.

Et lorſque d'Appel, & ſes Adherans ont été demandez à Monſr. Haro Joachim de Cloſſer, & à l'Adminiſtra-

ANNO 1726. miniſtrateur de le Juſtice de Gödens, s'ils ne vouloient pas auſſi entrer avec eux dans cette Rebellion, & ſe ſoulever contre le College d'Aurich, ils l'ont refuſé, & le dernier ſur tout s'eſt expliqué très nettement là-deſſus, comme on le peut voir plus amplement dans ſa Lettre du 7. Février, de ſorte qu'il eſt incomprehenſible, comment d'Appel oſe encore non ſeulement ſe qualifier Adminiſtrateur Noble, mais même dans cette qualité, ſe dire auteur de la ſedition, à laquelle la Nobleſſe n'a pourtant point de part.

Il ſeroit encore plus extraordinaire que l'on voulut prétendre que Son Alteſſe Sereniſſime couchât un Accord avec ledit Appel, comme au nom de toute la Nobleſſe. Se conduire eſt contraire à la Déclaration de ſes Conſeiers aſſemblez à Embden, laquelle portoit expreſſement qu'on vouloit, & devoit s'abſtenir de toute voye de fait contre le College d'Aurich, juſqu'à la déciſion de l'Empereur. C'eſt pourquoi auſſi les Subdelegnez de la Commiſſion Imperiale ont reproché audit d'Appel d'autant plus ſerieuſement ſon entrepriſe, dans leur Patente du 22. Mars 1726

Par ces circonſtances il eſt clair qu'il ne s'agit plus d'Accommodement avec la Nobleſſe, & qu'il ne lui reſte que *ſola obſequii gloria*; la gloire d'obéir aux Décrets éminez de l'Empereur.

6. Quant à la Ville d'Embden, ſes deux Lettres authentiques à la Commiſſion en Date du 12. Octobre, & 21 de Novembre prouvent clairement, qu'elle s'eſt jointe à tous égards à la ſuſdite Déclaration & ſoumiſſion de la Nobleſſe; par conſequent elle ſe trouve dans le même cas, & il ne lui reſte, après la déciſion Imperiale que *ſola obſequii gloria*, la ſeule gloire d'obéir aux Decrets Imperiaux.

Il eſt bien vrai que la Ville d'Embden, de même que d'Appel, ont renoncé à ladite Déclaration & ſoumiſſion par la ſedition préſente, laquelle, ſuivant la Deduction déja citée, elle a aidé à exciter; mais c'eſt juſtement par cette retractation qu'elle expoſe aux yeux de tout le Monde le danger qu'il y a de conclure avec elle, vû que dans une affaire de telle importance, elle agit directement contre ſa propre Déclaration, nonobſtant que la juſtice même l'obligeoit à l'executer.

7. Les deux Villes de Norden & d'Aurich ſe ſont déja ſoumiſes il y a long-tems aux Decrets Imperiaux, ſuivant l'atteſtation de la Commiſſion, & elles reconnoiſſent encore actuellement le College d'Aurich. Il n'eſt donc pas néceſſaire d'entrer avec elles, quant à l'affaire principale, dans aucun Accommodement: auſſi ne l'ont-elles pas demandé.

Et quoique ceux d'Embden eyent oſé avancer, que la Ville de Norden n'étoit pas contente du College d'Aurich, & que l'établiſſement des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs qui le compoſoient ne s'étoit pas fait ſelon les regles; on peut pourtant voir le contraire par la Reſolution du 5. Févr. 1728.

8. Des huit Bailliages il y en a ſept qui, à l'exception de quelque peu d'Habitans, ſe ſont ſoumis entierement aux Decrets Imperiaux, ſavoir ceux d'Embden, Greetsyhl, Aurich, Norden, Behtum, Stickhauſen & Fiedeburg, & dans le Bailliage de Lehrohrt, il y a beaucoup d'Habitans qui ont ſuivi cet exemple, leſquels on peut connoître par la ſpecification dreſſée à la Diète de Novembre 1724 Ainſi il n'eſt pas auſſi néceſſaire à leur égard d'en venir à un Accommodement ſur ce qui a été decreté par la Cour de Vienne, outre qu'ils ne le demandent pas.

Il eſt vrai que ceux d'Embden, par leur ſoulevement préſent avec l'aide des Soldats de leur Garniſon, dont ils ſe ſont ſervis hors de la Ville, contre la Lettre des Accords du Païs, ont forcé d'une maniere inouïe pluſieurs Habitans des Bailliages d'Embden, Lehrohrt, Greetsyhl & Stickhauſen, à revoquer leur ſoûmiſſion, & à s'obliger par écris, de tenir le parti de l'ancien College, comme ils l'apellent, mais cette action deteſtable ne donne aucun droit; & tous ceux qui ont cru devoir ceder à la force, ont déja déclaré à S. A. S. que nonobſtant cela leur ſoumiſſion reſtoit en ſon entier, priant de ne leur point attribuer ce qu'ils n'avoient fait que par contrainte.

9. Outre cela il faut remarquer, que les mêmes Communes dans le Bailliage de Lehrohrt, qui ſe ſont laiſſé perſuader à la préſente ſedition par les Adminiſtrateurs depoſez, ſavoir ceux de Bunde, Wehner, Stoppelmohr, & autres, lorſqu'ils refuſerent pour la premiere fois au Mois de Novembre 1725. le payement des Taxes au College établi ici, ils délivrérent ſur ce ſujet au Bailliff de Son Alteſſe Sereniſſime à Laer, une reſolution en Date de Wehner la 3. Dec. 1725. par laquelle ils le ſont confirmez expreſſement à la Lettre ci-deſſus mentionée de la Nobleſſe du 21. Octobre 1725., par conſequent il ne leur reſte plus, après la Déciſion Imperiale, que *ſola obſequii gloria*, la ſeule gloire d'obéir. Il eſt donc conſtant, par tout ce qui a été allegué, qu'à l'égard du Tiers Etat, non plus que des deux autres, aucun Accommodement ſur les Decrets Imperiaux, ne ſauroit plus avoir lieu, ainſi on eſpere qu'on n'exigera pas de Son Alteſſe Sereniſſime, qu'en faveur d'un petit nombre de Renitens, Elle renonce auxdits Decrets Imperiaux, auxquels ils s'étoient déja ſoumis, & qu'elle ſe prête à un Accommodement ſcabreux. ANNO 1726.

10 Les ſeules perſonnes qui reſtent donc dans tout le Païs, & qu'on ne ſauroit mettre ſous aucune des trois claſſes ci devant ſpecifiées, ce ſont les Adminiſtrateurs, d'Appel, Ter Brack, de Rheden, & le Docteur Stochius, que la Ville d'Embden a élu tout nouvellement de ſon autorité privée; mais ceux-là ne peuvent venir en aucune conſideration, dans ladite qualité, parceque non ſeulement Sa Majeſté Imperiale par ſon Reſcript en Date du dixiéme Août 1724 les a dépoſez de leurs Emplois, mais qu'auſſi ils ont été exclus par les fideles Etats de le Diète qui ſe tint peu de tems après, au Mois de Novembre 1724. & où ils établirent de nouveaux Adminiſtrateurs en leur place; outre que la ſoumiſſion de la Nobleſſe, à la future Déciſion Imperiale, & l'Acceſſion de la Ville d'Embden à ladite ſoumiſſion en Date du 12. Octobre & 21. Novembre 1725. rendent la choſe encore plus certaine, après que par les dernieres Reſolutions Imperiales, le College d'Aurich a été confirmé. Il eſt donc clair que leſdits d'Appel, Ter Brack, de Rheden & Stochius n'ont aucun Droit de prétendre un Accommodement amiable, n'étant à regarder que comme de ſimples particuliers, ſavoir le premier comme un Membre de la Nobleſſe, & les trois autres comme apartenans aux Villes & au Tiers Etat reſpectivement, par conſequent tenus à la ſoumiſſion faite par la Nobleſſe, les Villes & le Tiers Etat, quand même tout cela ne ſeroit pas, & que nous compterions pour rien leur ſoulevement préſent, dont ils ne deſavouent pas être les auteurs, ne ſe ſont-ils pas rendus par là criminels non ſeulement envers Son Alteſſe Sereniſſime leur Prince & Seigneur légitime, auquel ſuivant le cinquiéme Article des Concordats du Païs, ils doivent être entierement fideles, affectionez & obéiſſans, prêts à le ſervir de leurs corps, de leurs Biens & de leur vie; mais auſſi envers Sa Majeſté Imperiale, Chef ſuprême de l'Empire; n'ont-ils pas mérité une punition conforme à leur crime? & en particulier, quant à Son Alteſſe, celle qui eſt ordonnée par les Loix du Païs. Et ne ſe ſont-ils pas après tout rendus indignes que l'on traitât avec eux juſqu'à ce qu'ils ayent recherché & obtenu par de très-humbles ſuplications & inſtances, leur grace & reconciliation, de Sa Majeſté Imperiale, & de Son Alteſſe Sereniſſime.

11. Pour ce qui concerne en ſecond lieu les affaires qui doivent faire l'objet de cet Accommodement, elles ſont de trois differentes ſortes: 1. Les unes regardent les Etats de tout le Païs en général, les autres ſeulement la Ville d'Embden en particulier. 2 Les unes ſont déja déciées par les Decrets Imperiaux, les autres ne le ſont pas encore. 3. Les ones roulent ſur des Droits & Privileges, les autres ſur des prétenſions d'Argent. Quant aux affaires qui concernent tous les Etats en général, & qui ont déja été décidées par Sa Majeſté Imperiale, les Etats s'y ſont déja ſoumis généralement, comme il a été deduit ci-devant, & la Ville d'Embden en particulier ne s'eſt pareillement rien reſervé dans ſon Acceſſion du 12. Octobre & 21. de Novembre 1725. que *ſolam obſequii gloriam*, à la Déciſion Imperiale, qui dans ce tems-là n'étoit pas encore émanée, & qui l'eſt à préſent. Il ne reſte donc point d'autre ſujet de Transaction que les Points qui n'ont pas encore été décidez par Sa Majeſté Imperiale, ces Points conſiſtent dans ce qui ſuit.

12. (1) Tous les Etats du Païs en général ont été condamnez par le Decret du 18. Août 1728. à la reſtitution du dommage cauſé à leur Prince, ſoit par le payement de ce dont ils étoient convenus ſans ſon conſentement, d'autorité privée, & d'une maniere illegitime, ou par d'autres raiſons *facto vel culpâ* deſdits Etats; comme auſſi en particulier à la reſtitution des Capitaux mal-employez; laquelle reſtitution ſe doit

ANNO 1726. faire après la liquidation dudit dommage & des pertes. Or on peut voir ſuffiſamment par les Comptes du Païs, à combien de Tonnes d'or le monte le dommage que la Maiſon de Son Alteſſe a ſouffert par ces Conventions illegitimes, ou *facto vel culpâ* des Etats, & la liquidation en eſt facile à faire, ſi l'on poſe pour fondement que Son Alteſſe Sereniſſime contribuë à la Caiſſe du Païs plus de la cinquiéme Partie, comme il paroit clairement par l'aſſemblage des Documens qui regardent la Ville d'Embden, & en particulier par les deux Extraits qui s'y trouvent de ce que les Domaines du Prince payent à chaque Taxe.

(2) Les Etats ont été pareillement condamnez par le même Decret à fournir annuellement quelque ſecours raiſonnable a la dépenſe de Son Alt Sereniſſime, mais la Somme n'en eſt pas encore déterminée. Ces deux point ſont d'une nature à pouvoir traiter là-deſſus amiablement *ratione quanti*.

(3) La Ville d'Embden eſt obligée de payer au Prince la moitié de toutes les amendes, & cela depuis le tems qu'elle ne peut pas produire des Quittances du payement de cet Argent. Quoiqu'il n'y ait pas encore de décision Imperiale ſur ce point; il a pourtant été arrêté dans tous les Accords du Païs, & en particulier dans la Convention de Hanovre; mais nonobſtant cela S. A. S. eſt prête à tenter là-deſſus un Accommodement amiable, pour voir ce que la Ville d'Embden voudroit donner *ratione præteriti*, & *futuri reſpective per averſionem*, & *enſuite tous les ans*.

(4) La Ville d'Embden eſt tenuë, en vertu des Accords du Païs, à rétablir ſon Prince dans la jouiſſance du Droit de Péage: point, qui monte à quelques Tonnes d'or; mais que Son Alt. Sereniſſime n'eſt pas éloignée de terminer à l'amiable avec la Ville d'Embden.

13. Supoſons à préſent pour un moment que les circonſtances de l'affaire fuſſent telles qu'un Accommodement amiable pût encore avoir lieu ſur tous les points, même ſur ceux qui ſont déja décidez; il ſera queſtion en troiſiéme lieu de ſavoir par quels moyens la Ville d'Embden & ſes Adherans peuvent être obligez à l'obſervation de cet Accord, tant pour le préſent que pour l'avenir; vû que la Ville d'Embden a ſuffiſamment montré par ſa conduite paſſée, qu'elle ne ſe ſoucie gueres des Accords les plus ſolemnels, quand même ils ſont confirmez par les promeſſes les plus ſacrées, & par des Sermens; comme les exemples tant du tems paſſé que du préſent; & en particulier la ſédition actuelle, cauſée par le moyen de la Garniſon d'Embden, que l'Empereur vient de caſſer, le prouvent clairement, & qu'on le peut voir dans les Piéces ci-devant alleguées, ou il ſe trouve un nombre infini de pareilles violences.

Monſieur le Député eſt d'opinion dans ſa Réponſe, qu'on pourroit bien trouver des moyens de contrainte, pour faire obſerver la Convention faite, & qu'on pourroit établir de certaines peines corporelles & pecuniaires contre les infracteurs; mais ſi l'on demande, qui doit tenir la main à ces établiſſemens, on trouve qu'il eſt d'une néceſſité indiſpenſable, que tout ſe faſſe ſous l'autorité d'un Juge competant, qui a le Droit & le pouvoir de le maintenir; & comme ce Juge ne peut être que Sa Majeſté Imperiale, Son Alt. Ser. ſe perſuade de la pénétration de Monſieur le Député, & de la haute équité de L. H. P. ſes Maîtres, qu'ils comprendront d'eux-mêmes l'impoſſibilité où S. A. S. ſe trouve de traiter ſes choſes autrement que *ſub auſpicus Cæſareæ Majeſtatis*, & qu'elle s'attireroit la derniere diſgrace de Sa Majeſté Imperiale, ſi elle entreprenoit de le faire par quelque autre voye, après que Sadite Majeſté Imperiale a fait émaner déja dans l'année 1677. tant contre S. A. S. que contre les Etats les Mandemens les plus rigoureux, & en partie caſſatoires de toute Garantie étrangere, comme auſſi *Inhibitoria de non recurrendo ad exteros*, leſquels, à la ſollicitation de la Ville d'Embden & de ſes Adherans ont été renouvellez dans l'année 1683. & reiterez encore és années 1688. & 1691. Outre les Ordonnances ſeveres qui ſe trouvent contre ce recours aux Puiſſances étrangeres, dans les derniers Decrets Imperiaux. Deſorte que S. A. S. ne doute nullement, que Mr. le Député ne reconnoiſſe par cette ſeule circonſtance, quand même on ne lui en pourroit alleguer d'autres, combien l'expedient par lui propoſé, eſt inſuffiſant & non permis, & que S. A. ne peut s'adreſſer nulle part, pour les differens qui regnent dans ce Païs, qu'à ſa ſeule Majeſté Imperiale, à quoi il faut ajouter que les fidéles Etats mêmes ſont intereſſez dans cette affaire, par quantité de fraix, déplaiſirs & dommages, que la Ville d'Embden, & ceux qui tiennent ſon parti, ont cauſé, tant du tems paſſé, que par la derniere ſedition, deſquels ils ont déja demandé ſatisfaction dans les formes auprès de Sa Majeſté Imperiale, attendant là-deſſus ſa reſolution, avec d'autant plus de certitude, que la protection Imperiale leur a été ſi ſolemnellement promiſe dans toutes les Patentes. Les choſes étant donc venues à ce point-là, il ne depend plus de Son Alteſſe ſeule, quand même il n'y auroit pas d'autre obſtacle, de les terminer par un Accommodement amiable.

ANNO 1726.

14. En particulier il y a encore à conſiderer ici, que les Deputez ordinaires, & Adminiſtrateurs à Aurich, ont été élus & pris à Serment dans toutes les formes, par les fideles Etats, de la Nobleſſe, des Villes, & du Tiers Etat, qui ont comparu à la Diéte tenuë *ſub auctoritate Cæſareâ* au Mois de Novembre 1724. Il eſt donc certain que les Etats qui ont élu les Députez & Adminiſtrateurs, auſſi bien que ces derniers mêmes, ont eu *Jus quæſitum* après que ce College a été confirmé par Sa Majeſté Imperiale, & par conſequent ils auroient tous grand ſujet de ſe plaindre, ſi, ſans les écouter, on vouloit entrer dans un Accommodement amiable avec leur partie adverſe la Ville d'Embden & ſes Adherans, au ſujet de leur établiſſement, qui dans l'eſprit de ceux d'Embden & de leur parti, paſſe preſentement pour le principal point de la diſpute. Effectivement leurs plaintes ſeroient d'autant plus juſtes, que cette élection a été faite dans les regles, & que la Ville d'Embden & ſes Adherans n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils en ont été exclus dans ce tems-là. Dans cette conſideration les Adminiſtrateurs ſe ſont plaint fortement, dans un Memoire ci-joint à la Commiſſion Imperiale, de la proteſtation qu'on avoit oſé faire contre leur élection, comme il l'on n'y avoit pas procedé dûement. Son Alteſſe Sereniſſime offenſeroit donc ſenſiblement ſes fideles Etats, ſi elle vouloit entrer en Accommodement avec les Renitens ſur cette affaire, après qu'elle a été confirmée par Sa Majeſté Imperiale.

15. Son Alteſſe Sereniſſime a pour l'intercеſſion de Leurs Hautes Puiſſances toute la conſideration poſſible, & pour en donner des marques réelles, Elle eſt toute prête à y entendre, quant aux points qui ſont dans ſon pouvoir, où Elle poutra ſe relâcher ſans offenſer Sa Majeſté Imperiale & ſa Commiſſion, comme la punition des ſeditieux, & les prétentions d'Argent ci-devant mentionées; cependant Son Alteſſe ne peut pas s'empêcher de repreſenter à Monſieur le Député, par les Documens ci-joints de quelle maniere gratieuſe & Paternelle, Elle a tâché de perſuader les Communes de Leer & des Lieux circonvoiſins, excitées à la ſedition par ceux d'Embden, à rentrer en eux-mêmes, & à retourner à l'obéiſſance, de même que l'excés d'effronterie avec laquelle elles ont de leur côté rejetté cette grace, en apellant dans leur derniere réponſe à une Diéte qu'ils prétendent être prorogée, ſous prétexte que cette affaire regardoit tout le Païs en général; or cette Diéte, après avoir été prorogée depuis l'année 1695. dans le deſſein de terminer les Griefs reciproques par des Traitez amiables, a été limitée enfin par S. A. S. dans le Mois d'Août 1724. & cela à la ſollicitation des fideles Etats, parceque par les Decrets Imperiaux, l'objet de cette Diéte vint à ceſſer, laquelle limitation a depuis été confirmée par Sa Majeſté Imperiale dans ſa derniere Ordonnance. Au reſte cette Rebellion eſt une affaire qui ne regarde nullement le Païs entier, mais uniquement les Renitens d'entre les Communes & la Ville d'Embden. Et comme on a avis de Vienne qu'on a reſolu à la Chambre Aulique un *Votum ad Imperatorem* au ſujet de la preſente ſedition, qui ne touche pas tant Son Alteſſe Sereniſſime, que Sa Majeſté Imperiale & ſon autorité ſuprême, on ne pourra pas trouver à redire que S. A. comme un Prince & Vaſſal de l'Empire, qui a prêté foi & Hommage à l'Empereur & au Saint Empire, ne puiſſe ſe reſoudre à entreprendre quelque choſe à l'inſçu de Sa Majeſté Imperiale, dans une affaire qui concerne ſes Droits Feodaux, ſe ſouvenant fort bien de ce qui ſe trouve entr'autre dans la Reſolution Imperiale de l'année 1597. §. 24. au ſujet de la Convention de Delfzhyl, en ces termes.

„ Comme il ne convient ni à l'une, ni à l'autre „ des Parties, d'avoir entrepris cette Negociation avec „ le ſecours de Troupes étrangeres, entre notre Decret proviſionnel, ſans attendre notre Reſolution

„ finale

ANNO 1726.

„ Imperiale, que nous leur avions promiſe ſur les „ Griefs qui nous ont été preſentez; & comme le „ Comte Edzard n'a pas été en pouvoir de faire une „ pareille Convention, ſans que nous, de qui il tient „ la Comté d'Oofriſe à foi & Hommage, en aions „ connoiſſance, & ſans notre conſentement, volonté „ & cooperation, &c."

De même que de ce que Sa Majeſté Imperiale Regnante a declaré dans le Decret émané le 18. Août 1721. contre le Bourguemaître & le Conſeil de la Ville d'Embden, au ſujet du Privilege qu'ils avoient donné, de leur autorité privée, pour une Compagnie de Commerce, ſavoir

„ En conſideration particuliere que ce Privilege par „ où l'on prétend ôter d'une maniere arrogante le „ Droit d'appellation aux Membres de la Societé ſur „ les differens qui pourroient ſurvenir au ſujet de „ leur Commerce, & lequel renferme *reſervationem „ poteſtatis novas leges condendi*, auroit toujours été „ declaré par Sa Majeſté Imperiale, comme le Sei„ gneur Feodal de la Comte d'Oofriſe dès qu'elle en „ auroit en connoiſſance, pour Invalide & de nulle va„ leur, quand même le Prince auroit voulu uſer de „ condiſcence à cet égard, &c."

16. Son Alteſſe Sereniſſime a auſſi la confiance en la haute équité de L. H. P. que cette Reſolution leur donnera d'autant moins de mécontentement, ſi elles conſiderent, que Son Alteſſe n'a pu accepter pour les mêmes raiſons, la médiation & intercceſſion que Sa Majeſté Pruſſienne lui avoit offerte dès le commencement du Procès.

17. Au reſte Son Alteſſe Sereniſſime eſt très perſuadée que le but que L. H. P. ſe propoſent par leur interceſſion, ſe pourroit obtenir facilement, s'il leur plaiſoit de perſiſter dans leurs Reſolutions du 22. Fevrier & 16. Juillet 1725. & encore du 29. Fevs. 1726. dans leſquelles elles ont reconnu le College établi par Sa Majeſté Imperiale à Aurich, & desaprouvé entierement comme de raiſon, le ſoulevement excité contre ledit College; car dans le tems que le College d'ici étoit occupé à affermer les Fermes en Janvier & Juillet 1725. les deux premieres Reſolutions furent d'un ſi bon effet, que non ſeulement cet Acte ſe paſſa fort tranquillement, malgré les oppoſitions de la Ville d'Embden, mais auſſi que le prix accordé fut payé ſans aucune reſiſtance audit College. Il n'eſt pas à douter d'un pareil effet ſi L. H. P. vouloient encore à preſent faire la même Déclaration à la Ville d'Embden & à ſes Adherans, à quoi elles auront d'autant plus de ſujet, que la démarche qu'on a faite d'envoier la Garniſon d'Embden hors de la Ville, eſt tout à fait contraire aux précedens Accords du Païs, & aux Reſolutions de l'Etat, comme on peut voir clairement par la Patente de la Commiſſion. Son Alteſſe Seren. doute d'autant moins d'un favorable acquieſcement, que cette édition eſt d'une nature à faire horreur à tout Souverain, & qu'un voiſin eſt obligé à prêter la main à l'autre pour faire ceſſer de pareils deſordres, & maintenir par là l'autorité de ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement. C'eſt dans cette conſideration, que l'excellent Juriſconſulte de Franecker *Ulricus Huberus*, dit très-bien dans ſon livre *de Jure Civitatis Lib. III. Sect. IV. Cap. I. No.* 42 43. *Utilitas tanta neceſſitas adigit Poteſtates diverſorum, ut res una loco judicata ab his, qui judicandi jus habent, ubique locorum obtineant, & requiſiti Judices aliorum ſententias executioni mandent. Non eſt Judicum alienum inquirere in rationes unumquod procedendi in aliis locis obſervatum, quoniam hæ præſentia ſemper executiones eludi poſſent.* Son Alteſſe Sereniſſime a la confiance en L. H. P. que dans cette affaire où il ne s'agit pas de moins que de la conſervation de ſa Maiſon Sereniſſime, & de tout le Païs, elles ne lui refuſeront pas cette marque d'une veritable amitié & affection; car il eſt évident que ſans le maintien des Decrets Imperiaux, le Païs ne ſauroit éviter ſa ruine totale, étant ſi accablé de Dettes, que ſans une bonne œconomie, telle qu'elle eſt reglée par les Decrets Imperiaux, ſur le pied des precedens Decrets, Reſolutions & Accords du Païs, il ne peut pas ſe conſerver.

Son Alteſſe Sereniſſime prie donc inſtamment Mr. le Député de rendre de tout ce que deſſus, un compte favorable à L. H. P. & d'employer ſes bons offices, afin qu'elles veuillent non ſeulement tenir la main à leurs Reſolutions de Fevrier & de Juillet 1725. & de Fevrier 1726. mais auſſi exhorter la Ville d'Embden & ſes Adherans à s'y conformer, & à relâcher les Offi-

ciers & autres Sujets de Son Alteſſe qui ont été injuſtement arrêtez; comme auſſi que L. H. P. laiſſent à l'avenir, de même qu'elles ont ſi loüablement fait depuis l'année 1677. le libre cours à la Supréme Juſtice dans l'Empire. Et comme cette demande eſt fondée ſur l'équité même, Son Alteſſe doute d'autant moins d'une favorable condescendance de L. H. P. & tera tous les efforts pour y répondre par toutes ſortes de ſervices, comme auſſi pour marquer la reconnoiſſance à Mr. le Député pour ſes bons offices.

ANNO 1726.

Délivré le 30. *Avril* 1726.

*Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'*OOSTFRISE.

QU'ayant apris avec la plus grande ſatisfaction, par le raport de Mr. Lewe d'Adwart, les favorables diſpoſitions ou étoit Son Alteſſe Sereniſſime par raport a cet Accommodement, Elles avoient écrit à ce ſujet dans la vue d'en preſſer la concluſion, mais qu'elles n'avoient reçu aucune reponſe de Son Alteſſe Sereniſſime. Qu'elles apreheudent avec chagrin, par celle que leur avoit faite le Magiſtrat d'Embden que, contre l'eſperance & l'attente de L. H P. non ſeulement on n'avoit fait aucune démarche de la part de Son Alteſſe Sereniſſime, pour un ſi ſalutaire ouvrage, depuis le départ dudit Sieur Lewe d'Adwart; mais même que l'on n'avoit ceſſé d'employer les voies de fait. Que L. H. P. ne prétendoient pas entrer dans l'examen des Decrets Imperiaux, & s'ils étoient contraires aux Accords precedens & aux Loix du Païs, ou s'ils alloient au delà de ce dont il s'agit dans le Procès par devant le Conſeil Aulique, comme le ſoutiennent ceux d'Embden & leurs Adherans; mais qu'il leur ſembloit que ces Decrets Imperiaux n'étoient autre choſe que des Sentences ou décitions entre Parties, dont celle en faveur de qui elles avoient été rendues, n'eſt pas obligée de tirer avantage qu'autant qu'elle le juge à propos, & auxquelles elle peut même renoncer, ſoit par amour de la Paix, ſoit par d'autres vuës, en concluant un Accord amiable. Que Leurs Hautes Puiſſances ne réitereroient pas les raiſons qui, dans la conjoncture preſente, doivent porter Son Alteſſe Sereniſſime à terminer par un Accommodement amiable les differens qu'elle a avec ſes Sujets, plutôt que de s'en tenir à la rigueur des Decrets, puiſque Leurs Hautes Puiſſances avoient déja expoſé ces raiſons à Son Alteſſe Sereniſſime, ſoit par Lettre, ſoit par la bouche de Mr Lewe d'Adwart, envoyé exprès pour ce ſujet à Son Alteſſe Sereniſſime. Il leur avoit paru que S. A. S. autoit acquieſcé à ces raiſons qui ſont très-importantes, & elles avoient conçu l'eſperance que S. A. S. après mûre deliberation, ſe feroit declarée en repondant à L. H P. plus favorablement qu'on ne peut le conclure de la réponſe qu'elle a faite à la Lettre de ſoumiſſion du Magiſtrat d'Embden du 29. de May; & Leurs Hautes Puiſſances l'avoient d'autant plus eſperé, que les Decrets rendus autrefois n'avoient pas empêché de terminer les differens entre le Prince & ſes Etats par quelque Convention amiable, ſous la Mediation & la Garantie de L. H P qui ſe ſont toujours intereſſées particulierement au bonheur de l'Oofriſe, dont elles ont donné des preuves parlantes, en prêtant leur credit & l'Argent de leurs Sujets, ſans quoi la meilleure partie de l'Oofriſe ſeroit encore ſubmergée par la Mer. Que Leurs Hautes Puiſſances également portées à aider S. A. S. à maintenir ſes Droits & Prééminences, & les Etats dans leurs Droits & Privileges, ont fait tout leur poſſible pour engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adherans à ceder autant qu'il ſe pourroit de leurs Privileges, pour autant que ce ne fût pas contre les anciens Accords. Que Leurs Hautes Puiſſances ſans entrer dans une plus grande diſcuſſion, ſont trop intereſſées au rétabliſſement de la tranquillité en Oofriſe, tant par leur voiſinage que par l'interêt de leurs Sujets, qui ont prêté ſous la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances des Sommes dont les Arrerages des Interêts montent déja à 444125. Flor. pour ne pas renouveller leurs inſtances auprès de Son Alteſſe Sereniſſime, & la prier de ſe prêter avec plus de facilité à un Accommodement, qu'elle n'a fait juſqu'à preſent, & de témoigner un peu plus de déference pour les inſtances ſalutaires & réiterées, & pour les recommandations d'amis & de voiſins, qui ont tant de raiſons de ſouhaiter le rétabliſſement du repos dans l'Oofriſe.

ANNO 1726. *Decret & Ordonnance de Sa Majeſté Imperiale* CHARLES VI. *au College des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs en* OOSTFRISE, *pour eux, & ceux des Etats qui ont tenu leur parti juſqu'à-preſent, par le quel ſont caſſez & annullez ce qu'ils appellent leurs anciens Privileges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collectes, &c. les menaçant de l'indignation de Sa Majeſté Imperiale ſuivant le contenu du Decret du 18. Août 1722. & leur ordonnant ſous peine de la vie, de l'honneur & des Biens de s'en déſiſter, & de porter obéiſſance & fidelité à leur Prince légitime, auquel ils ne s'oppoſeront pas dans tout ce qui eſt de ſon autorité Seigneuriale, ſoit dans la Diéte ou autrement. Donné le 21. Juin 1723.* ANNO 1726.

SA Majeſté Imperiale s'étant fait raporter le contenu des Ecrits délivrez au Conſeil Aulique de l'Empire, tant de la part du Prince d'Oſtfriſe, qu'au nom des Etats dudit Païs, a jugé à propos de rétablir l'ordre entre le Seigneur & ſes Sujets, & de prendre en conſideration ce qui trouble le trenquillité publique, & les motifs qui ſont en pluſieurs manieres mépriſer les Reglemens & Ordonnances Imperiales; ſavoir:

I. L'entrepriſe d'accorder des exemptions ou delais dans le payement des Taxes, & de donner avec partialité des conſentemens & Reſolutions ſur des affaires Domeſtiques du Païs ou autres, à l'excluſion du Prince.

II. L'aproprition des Domaines du Prince, & l'engagement du Païs entier par des Convention faites avec des Etrangers & avec des Etats de l'Empire, & la levée arbitraire des Impôts, ſans envoyer ou preſenter au Prince ni le Projet, ni les originaux de ces Conventions faites, ni des obligations, pour obtenir ſon aprobation & ſon conſentement

III. Le refus de produire les Regiſtres des Comptes pour les revoir & les rectifier, production neceſſaire afin que chacun voye & ſoit aſſuré qu'il n'y a dans la Répartition des Taxes aucune exemption ni gratification partiale, & que l'on a égard dans cette Répartition à la proportion du pouvoir d'un chacun afin de les regler avec égalité

IV. L'entrepriſe inouïe de n'avoir aucun égard aux juſtes regles établies par les Decrets Imperiaux, par raport aux nouveautez introduites dans les Etats, touchant l'Adminiſtration & la diſpoſition des Collectes, en vertu des Accords & de prétendus Privileges, en quoi on ne prétend point préjudicier aux Droits des Etats, mais ſeulement procurer que l'on ne s'en ſerve au préjudice de perſonne, & en connoître la verité, maintenir impartialement les Adminiſtrateurs dans leur Charge, introduire de meilleurs Reglemens pour les Finances, ainſi que l'ont ſouhaité depuis long-tems la plus grande partie des Etats, abolir des uſages inutiles & ſuperflus, & maintenir l'Inſpection ſuprême qui apartient au Prince dans l'Adminiſtration. Il n'eſt pas tolerable que l'on s'oppoſe à cette bonne & Paternelle Intention de Sa Majeſté Imperiale, qui tend à corriger des coutumes préjudiciables & pernicieuſes, & établir en leur place des Reglemens juſtes & ſages pour le conſolation de ceux qui aiment l'ordre, & prévenir ainſi la ruine du Païs.

V. L'impoſition & la levée des Taxes auſquelles les Etats n'ont pas unanimement conſenti, & contre leſquelles même on a formé des opoſitions, ſur quoi l'on devoit avant tout attendre la déciſion du Prince, ou, s'il faiſoit quelque difficulté, recourir à Sa Majeſté Imperiale.

VI. L'aproprition des exemptions des Taxes publiques.

VII. La prétention contraire au devoir des Sujets, ſavoir que les Etats ne ſont pas ſujets à l'examen & au jugement du Prince.

VIII. Le refus d'executer les ordres de l'Empereur de caſſer les Troupes introduites dans le Païs.

IX. Les Diſcours & écrits Satyriques contre le Miniſtere du Prince

X. Le refus d'admettre l'Inſpecteur & le Commiſſaire nommé par le Prince.

XI. Le refus de ſpecifier l'emploi des Capitaux negociez en Hollande.

XII. Le recours à la protection de quelques Etats de l'Empire, oubliant Sa Majeſté Imperiale le ſeul Chef de l'Empire, ſouverain Protecteur & Juge dans tous les démêlez & diſputes qui ſurviennent entre les Seigneurs & Etats; ce qui eſt contraire aux Loix fondamentales de l'Empire, & à la fidelité & obéiſſance dû à Sa Majeſté Imperiale, & peut donner lieu à des troubles.

XIII. Le temerité de faire imprimer des Ecrits pour abuſer les Sujets en leur expoſant diverſes Imputations contre le Prince, comme ſi ſon deſſein étoit d'abolir les Accords & Privileges pour établir un Gouvernement Despotique qui ne ſeroit borné par aucune Loi ni reglement; ce qui eſt entierement refuté par tous les Actes qui prouvent clair comme le jour, qu'au contraire le Prince ne cherche que l'avantage, le bien & le profit des Sujets, par l'abolition de ces desordres ſans nombre, & de ces fardeaux inſupportables, ayant ſurtout en vuë d'introduire de bons Reglemens, qui puiſſent rendre les fideles Sujets heureux, paiſibles & contens; ce que les Adminiſtrateurs ont empêché juſqu'à preſent par la temerité qu'ils ont d'interpreter à leur volonté les Reſolutions Imperiales, les Accords du Païs, & leur contenu, & par la mauvais uſage qu'ils en ſont & qui eſt très-préjudiciable, exeluant le Prince de toute inſpection, & l'empêchant ainſi de tenir la main à ce que tout ſe faſſe dans l'ordre.

XIV. Les menaces & les perſuaſions contre des Membres des Etats, qui ont été réellement exclus des Diétes, pour s'être ſoumis aux Decrets Imperiaux & avoir ſigné des Lettres de ſoumiſſion.

XV. La publication des Patentes imprimées remplies de termes odieux contre le Prince, ſur l'opoſition que le reſte des Etats avoit formée à la levée des Taxes, d'où s'eſt enſuivi que l'on a entrepris l'exécution avec l'aide des Troupes entretenuës dans le Païs, nonobſtant le défenſe expreſſe de Sa Majeſté Imperiale, en quoi les Rebelles ont eu l'inſolence inouïe de s'arroger une autorité au deſſus du Seigneur même du Païs, au mépris des déciſions de Sa Majeſté Imperiale à laquelle ils avoient eux-mêmes porté leurs plaintes.

XVI. L'opoſition à tout Reglement du Prince dans les cas de démêlez entre les Députez, ou lorſqu'on ne faiſoit aucune attention dans le Diéte aux Repréſentations ſur les beſoins du Païs, ou lorſque l'on propoſoit, pour réparer les maux où le Païs étoit expoſé, des moyens impraticables & dangereux.

XVII. Le refus de produire les Comptes de la Recette & de l'emploi des Deniers negociez au nom de tout le Païs, & deſtinez à la réparation des Digues.

XVIII. L'abolition de l'Ordonnance des Digues rendnë par le Prince à l'exemple de ſes Ancêtres, & en conſequence des Accords.

XIX. L'entrepriſe de recuſer le Tribunal du Prince, examen & abſolution, dans les démêlez ſurvenus par raport à l'Adjudication des nouveaux Adminiſtrateurs.

XX. L'entrepriſe de s'arroger la déciſion arbitraire des differens ſurvenus entre le Prince & ſa Regence, & de ſe ſervir tumultuairement, pour l'exécution de leur Réſultat, des Troupes introduites dans le Païs contre la défenſe expreſſe de l'Empereur, après s'être ſoumis pour tout à la connoiſſance qu'en devoit prendre l'Empereur, & promis d'en attendre la déciſion, dont le Prince leur donnoit l'exemple.

XXI. Le faux & funeſte principe ſur lequel ils s'attribuent la liberté & l'autorité de traiter & reſoudre tout ſelon leur bon plaiſir, & que le Prince eſt obligé d'acquieſcer à tout ce qu'ont réſolu les Députez ordinaires & Adminiſtrateurs des Deniers Publics.

XXII. L'uſurpation des Titres & Prédicats d'*Etats legitimes* qui doivent être traitez avec les égards convenables par le Prince & par ſon Miniſtre.

XXIII. L'entrepriſe frivole d'engager les Sujets dans des unions ſecretes & dangereuſes abſolument défenduës, comme il eſt arrivé juſqu'à preſent, & de s'unir enſemble par des Sermens.

A ces Cauſes, Sa Majeſté Imperiale, pour témoigner ſon indignation par le preſent Decret, & de la maniere ſuivante, au ſusdit College des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs en Oſtfriſe, touchant leur mépris pour les Decrets Imperiaux, leur manque d'égard pour la réputation de leur Prince, le préjudice qui en peut arriver à ſes Succeſſeurs, leurs principes & entrepriſes puniſſables; Elle a réſolu de caſſer & abolir toutes les ſusdites uſurpations (aſſertions) quelles qu'elles ſoient, & les Reſolutions ou Negociations qui s'en ſont enſuivies, comme auſſi les ſusdits Titres & prédicats illegitimes, & qui ſont au mépris de l'autorité Imperiale, du reſpect dû au Prince, & de l'honneur & Droits

ANNO 1726. Droits du reſte des Etats obéiſſans; enfin toute Confédération & Union cauſes de tous les troubles: ordonnant en treſſement que ledit College ait à s'en déſiſter & non ſeulement d'obéir avec une entiere ſoumiſſion aux Decrets Imperiaux précedens, ſuivant le contenu des Réſolutions Imperiales publiées aujourd'hui, ainſi qu'aux ordres expedíés par la Commiſſion Imperiale; mais auſſi de témoigner leur devoir & leur ſoumiſſion envers leur Prince (ainſi que ſans cela y ſont obligez tous fideles Sujets) en procurant autant qu'il ſera poſſible tout ce qui peut être à l'avantage de ſon honneur, bien & utilité; de plus de n'entreprendre ni à preſent, ni à l'avenir aucune choſe contraire à la Charge de Juge, au contraire concourir à la ſatisfaction de ceux qui pourroient porter ou avoir porté des plaintes devant Sa Majeſté Imperiale; ou devant la Commiſſion Imperiale, à la Mediation, & aux déciſions de laquelle on ne manquera pas de ſe ſoumettre ſur le champ. C'eſt pourquoi la volonté de Sa Majeſté Imperiale eſt de déclarer gracieuſement audit College des Députez ordinaires & Adminiſtrateurs, pour derniere Monition, de ne plus s'oppoſer à ceux qui ſe ſont ſoumis, & pour leur ôter toute excuſe d'ignorance, qu'au cas que dans deux Mois ils ne donnent pas des preuves qu'ils ſe ſont humblement ſoumis aux Reſolutions Imperiales publiées le 18. Août 1721. & renouvellées ici, tous ceux qui mépriſeront notre preſente Paternelle Monition, ſeront condamnez en vertu des preſentes, à l'amende de 50. Marcs d'or, ainſi qu'il eſt exprimé dans la ſuſdit Decret, & ſeront contraints au payement par exécution, en outre ſeront exclus de l'emploi d'Adminiſtrateurs & du Droit de comparoître aux Diétes, & on mettra en leur place des Sujets qui aiment la Paix & l'Union, qui ne cherchent que le bien public, & ſoumis ſelon leur devoir aux ordres de Sa Majeſté Imperiale. Et au cas qu'ils continuent dans leur oppoſition opiniâtre où ils ont été juſqu'à preſent, ils ſeront punis en leur corps, honneur & Biens; ce qui ſera notoire à un chacun, afin qu'ils puiſſent ſe regler en conſequence. Signé à Luxemnourg, ſous le Secau privé de Sa Majeſté Imperiale le 21. Juin 1723.

FREDRIC CHARLES, FRANTZ HEFFNER, Comte de Schönborn.
mppria. *mppria.*

*Reponſe du Prince d'*OOSTFRISE *aux Lettres des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *inſerées ci-deſſus.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, &c.

NOus avons reçu en leur tems les deux Lettres de Vos Hautes Puiſſances, l'une du 13. Mai, & l'autre du 11. Juin de cette année; Nous n'aurions pas manqué de répondre ſur le champ à la premiere, ſi deux circonſtances importantes ne nous en avoient empêchez. Nous avions écrit à V. H. P., le 5. & le 26. Mars ſur une affaire aſſez importante, ſur laquelle nous n'avons pas encore reçu la Reponſe que nous attendons avec impatience, quoique nous ne doutions pas que V. H. P. n'ayent conſenti volontiers à nos demandes, par raport aux Receveurs Dams & Ritzius, puiſqu'elles étoient conformes à vos Reſolutions de Juuvier & Juillet 1725. & Fevrier 1726. Nous ſommes certains auſſi que ſi Vos Hautes Puiſſances avoient fait une telle Déclaration à notre Ville d'Embden & à ſes Adherans, notre Païs ſeroit depuis longtems en repos, & les maux cauſez par ceux d'Embden & leurs Adherans ne ſeroient pas arrivez; enfin on auroit recommencé à payer les créanciers & autres, comme on avoit recommencé le payement depuis Octobre 1724 juſqu'en 1725. ſous la paiſible Adminiſtration du College établi à Aurich.

Ainſi nous prenons la liberté de réiterer le contenu de nosdites Lettres, & de demander inſtamment à Vos Hautes Puiſſances pour l'avantage de notre Maiſon & de nos Païs, l'exécution des ſuſdites Reſolutions de V. H. P. priſes ſelon votre coutume après mure délibération; enfin de nous faire reponſe ſur ce ſujet, d'autant que l'invaſion des Comptoirs par les rebelles à Lheer, Oldenſtunen & Embder-kulſt, eſt cauſe de tous les troubles & dommages arrivez.

La ſeconde circonſtance qui nous a empêché de répondre ſur le champ à vos Lettres, eſt que nous attendions tous les jours la Reſolution de Sa Majeſté Imperiale ſur notre Requête & de nos Sujets obéiſſans, par raport à la revolte de ceux d'Embden contre les Decrets Imperiaux; parce que nous en ſouhaitions ſavoir l'intention de Sa Majeſté Imperiale afin de nous en ſervir de regle dans la Reponſe que nous voulions faire à Vos Hautes Puiſſances, puiſque ceux d'Embden & leurs Adherans ont porté les choſes au point, que non ſeulement Nous, mais auſſi Sa Majeſté Imperiale, & nos fideles Sujets ont reçu tant de préjudice & divers égards de la part de ceux d'Embden contre le contenu de tant d'Accords du Païs, & de diverſes Reſolutions même de Vos Hautes Puiſſances. Mais comme Sa Majeſté Imperiale a bien voulu faire connoître ſes intentions ſur toute cette affaire le 15. & le 19. de ce Mois, & nous en a envoié depuis quelques jours l'extrait du Protocole, dont nous attendons tous les jours l'expedition entiere, nous n'avons pas voulu manquer de vous en faire part. Nous ne ſavons pas encore le contenu de l'expedition entiere, ſuivant l'avis du Conſeil Aulique de l'Empire; néanmoins nous ſommes informez que Sa Majeſté Imperiale a pris la Reſolution la plus viva, ſur la Révolte de ceux d'Embden, qui contient une Reſolution par laquelle on peut eſperer de voir finir la Révolte & rétablir la tranquillité dans notre Païs.

ANNO 1726.

Quant à ce qui concerne le contenu des deux Lettres de Vos Hautes Puiſſances, nous ſommes très-obligez à V. H. P. de la Déclaration qu'Elles nous font, d'être réſolu de vivre avec nous en bons amis & voiſins, & nous ne ſouhaitons rien plus que de trouver l'occaſion de vous témoigner par des effets nos bonnes diſpoſitions & notre parfaite eſtime. Au reſte nous trouvons en ſubſtance dans vos Lettres, les Articles ſuivans. 1. Vos Hautes Puiſſances perſiſtent dans l'opinion qu'un Accommodement amiable eſt le meilleur moyen de terminer ces démêlez. 2. Que les intérêts & les termes des Deniers negociez ſous la Garantie de Vos Hautes Puiſſances, ne s'acquittent pas dans le tems fixé, & que V. H. P. ſeroient obligées d'en venir aux exécutions ſuivant le contenu des obligations. 3. Que Vos Hautes Puiſſances croyent que ceux d'Embden ont fait connoître leur inclination pour un Accommodement amiable, tant par leur Déclaration à Mr. Lawe d'Adwart, que par la Lettre de Soumiſſion qu'ils nous ont écrite. 4. Qu'il ſeroit revenu à Vos Hautes Puiſſances, que nous n'avons pas obſervé le Contrat par raport aux Digues, paſſé le 8. Août 1723. puiſque, comme on le prétexte, nous faiſons des difficultez qui ſuſpendent l'inſpection accordée pour douze ans. 5. Que vous croyez qu'après le départ de Mr. Lewe d'Adwart nous avons employé toutes ſortes de voies de fait. 6. Que les Decrets Imperiaux ne ſont que des déciſions ou jugemens entre Parties, dont celui, à l'avantage duquel ils ſont, peut n'en faire uſage qu'autant qu'il veut, quand l'amour de la Paix ou d'autres motifs le portent à d'autres meſures. 7. Que par le paſſé les Decrets Imperiaux n'ont pas empêché les Parties qui étoient en differens de faire des Accords amiables entre le Prince & ſes Etats. Vos Hautes Puiſſances ne trouveront pas mauvais que nous nous expliquions ſur ces Articles auſſi amplement que le mérite leur importance.

Quant au premier Article, il y a long-tems que nous ne déſirons autre choſe que de voir cette affaire terminée amiablement; notre Pere d'heureuſe Memoire n'a cherché que cet Accommodement amiable dans toutes les Diétes depuis 1690. juſqu'en 1701. c'eſt à-dire juſqu'à ſa mort. Nous avons ſuivi ſon exemple, & depuis le premier moment de notre Regence juſqu'en 1720. nous n'avons ceſſé d'offrir dans toutes les Diétes cet Accommodement amiable. En 1721. même avant que Sa Majeſté rendit ſa premiere Sentence, nous avons fait connoître tant en public qu'en particulier, notre penchant pour un Accommodement; mais on n'en fit aucun cas. & l'on nous obligea par toute ſorte de mauvais traitemens & de contraventions aux Accords du Païs, de pourſuivre le Procès devant le Conſeil Aulique, ce que nous aurions volontiers évité, enſorte qu'il eſt aſſez évident qu'il n'a point dépendu de nous, mais de la Ville d'Embden & de ſes Adherans que les démêlez n'ont pas été terminez à l'amiable il y a longtems; mais à préſent que la Ville d'Embden & ſes Adherans ont employez & employent actuellement toutes les voyes de fait contre Sa Majeſté Imperiale, contre Nous & contre nos Sujets, nous ne pouvons donner les mains, ſuivant votre intention, à un Accommodement ſur tous & un chacun des Articles compris dans les Decrets Imperiaux, & nous vous en avons donné

ANNO 1726. donné les raiſons dans notre Reſolution remiſe à Mr Lewe d'Adwart; & quand Vos Hautes Puiſſances les auront peſées avec leur équité ordinaire, Elles trouveront qu'elles ſont fondées *de facto & jure*, & pour dire en deux mots ce dont il s'agit, il eſt clair comme le jour, que ni Nous, ni le reſte de nos fideles Sujets qui avons porté nos plaintes devant l'Empereur contre la Ville d'Embden, particulierement par raport à la Ciſſe politique, par raport à la Garniſon d'Embden, par raport à ſa quote part des charges publiques qu'elle doit, & ſurtout, ce qui nous interelle encore plus, par raport aux actions de vive force & réparation de dommages, ſur quoi l'on ne peut conclure d'Accommodement amiable avec ſureté, l'experience ayant aſſez fait connoître que notre Ville d'Embden ne s'eſt ambauſſée d'aucun des Accommodemens faits depuis 1595. jusqu'en 1699. les ayant presque tous violez dans tous leurs points, & les violent encore à préſent.

Pour ne point parler des autres voyes de fait, nous prions ſeulement Vos Hautes Puiſſances de refléchir ſur ce qui concerne les Soldats d'Embden, dont on s'eſt ſervi dans les troubles préſens, contre le contenu d'une infinité d'Accords, & des Reſolutions de Vos Hautes Puiſſances de 1603. 1614. 1619 1661 & les Reverſales paſſées ſur ce ſujet par la Ville d'Embden, portant qu'on ne peut ſe ſervir desdites Troupes ſans notre conſentement.

En répondant à la Lettre de la Ville d'Embden, Nous avions donné aſſez belle occaſion à un Accommodement amiable en leur demandant de nous envoyer, & aux Subdelegnez de la Commiſſion Imperiale, leur Déclaration ſur les Articles en conteſte des Accords du Païs, afin qu'en les ajuſtant, on puiſſe facilement en venir à un Accord; mais bien loin de le faire, ils ſe ſont livrés aux violences, ſans nous faire reponſe, faiſant aſſez connoître par une telle conduite, qu'ils ne veulent point d'Accommodement amiable. S'ils avoient fait ce que nous demandions, s'ils ſe fuſſent abſtenus des voyes de fait, s'ils avoient rappellé les Troupes de la Ville, qui outre qu'elles ſont cauſées par Decret Imperial, le doivent être *ipſo facto* ſuivant les Accords, auſſi tôt que l'on s'en ſert hors de la Ville, ils auroient laiſſé penſer qu'ils ſouhaitoient un Accommodement, puiſque raiſonnablement ceux qui veulent un Accommodement doivent prendre les moyens qui y conduiſent & ne pas commencer *facta verbis contraria*, ſans parler que tout ce Procès n'a été commencé que parceque l'on amplifie les Accords.

Ad 2. Quant au ſecond Article qui concerne les Arrerages des Interêts des ſommes négociées, ce n'eſt la faute que de la Ville d'Embden & de ſes Adherans, Il en eſt tout de même des Sommes négociées à Hanovre, & ſur quoi nous recevnus de Sa Majeſté Britannique des plaintes ſemblables à celles de V. H P. Nous envoyons ſur ce ſujet à V. H. P. l'Atteſtation que nous en ont donné les Subdelegnez de la Commiſſion Imperiale, elles y verrons l'état des choſes, comment ni nous ni les nouveaux Adminiſtrateurs n'en ſommes point la cauſe, & que les payemens recommenceront regulierement auſſi-tôt que ceux d'Embden renonceront à leur injuſte conduite. Et afin de mettre encore V H. P. plus au fait combien c'eſt la faute de ceux d'Embden, nous leur envoyons une Lettre de leur Receveur van Damm, elles verront que depuis que ceux d'Embden ſe ſont emparez par force des Comptoirs engagez à V. H. P., ſavoir celui de Leer & celui d'Emder-Ampt, on n'en a payé à leur Receveur tantôt que peu de choſe, tantôt rien du tout, au lieu que, tant que ces Comptoirs ont été au pouvoir des nouveaux Adminiſtrateurs, les payemens ont été faits exactement. V. H. P. verront rétablir cette exactitude dans le payement auſſi-tôt qu'elles executeront envers ceux d'Embden leurs Reſolutions de Juin 1725. & Févr. 1716

Ad. 3. De toute la conduite de ceux d'Embden on peut conclure ce que l'on doit attendre par raport à un Accommodement de leurs Déclarations à Mr. Lewe d'Adwart & des Lettres qu'ils nous ont écrites Quoique nous ayons demandé à Mr. Lewe d'Adwart Copie de cette Déclaration, nous n'avons pû l'obtenir jusqu'à préſent, & ainſi nous ne pouvont pas en ſavoir le contenu; mais nous pouvons aſſez conclure de la Lettre de Mr. Lewe d'Adwart, que ceux d'Embden ne cherchent autre choſe qu'à pertiſter dans leurs entrepriſes & nous barrer continuellement dans nos Droits confirmez par les Decrets Imperiaux, ce que nous avons aſſez fait connoître dans nos Réponſes au ſuſdit Sr. Lewe d'Adwart. Bien loin que la Lettre de ceux d'Embden tente ſa ſoumiſſion, ſon contenu & la maniere de nous l'envoyer par un des Soldats Pruſſiens de la Garniſon d'Embden, d'où ils devroient être ſortis il y a long-tems ſuivant les Decrets Imperiaux, font aſſez connoître leur oppoſition continuelle à Sa Majeſté Imperiale & à nous; ce que nous avons aſſez témoigné dans notre Réponſe à cet Ecrit, puiſqu'ils nous y menacent de ſuites dangereuſes, qui ne viennent que de leurs deſordres, & qu'ils peuvent faire ceſſer quand ils veulent; & pour paſſer ſous ſilence d'autres circonſtances, n'auroit-il pas été du leur devoir de nous envoyer cette Lettre par quelque Député de leur Corps, ou du moins par un Secretaire, & au moins ſe déclarer ſur l'exécution des Articles des Accords dont nous avions ſpecifié quelques-uns dans notre Réponſe. ANNO 1726.

Ad. 4 Quant à ce qui concerne les Digues nous avons tendu compte à V. H. P. dans notre Lettre du 4 Octobre 1725. des difficultez qui s'y rencontrent; & notre Ville d'Embden nous ayant fait prier il y a quelques jours que l'on tînt une Aſſemblée du haut & bas Territoire d'Embden, non ſeulement nous y avons conſenti pour faire connoître nos intentions pacifiques, mais même pour exécuter le Contract que nous avons fait avec notre Ville d'Embden pour l'inſpection des Digues, nous avons donné nos inſtructions à notre Commiſſaire; mais non ſeulement notre Ville d'Embden a refuſé de les admettre, elle a même été jusqu'à nous inſulter, nonobſtant le contenu très-clair du Contract, & l'on a traité notre Commiſſaire avec tant de indelle, que pour éviter quelque plus honteux affront, il s'eſt retiré de l'Aſſemblée; c'eſt ce que Vos Hautes Puiſſances pourront voir par le raport de notre Commiſſaire que nous leur envoyons; ce qui eſt d'autant plus extraordinaire que, ſuivant l'Extrait du Protocole de Vienne, la Ville d'Emoden a fait de ces Article un de ſes Griefs, mais peu après ils aprirent par la Concluſion du 23. Juin ſur ce point comme ſur quelques autres, que leurs Ecrits avoient été rejettez *ab Actis*, & mis à néant, par conſequens leur demande à cet égard a été rejettée, & les choſes ont été confirmées dans l'état où nous les avions miſes conjointement avec nos Etats comme le plus avantageux pour le Païs, & le plus conforme au Contract des Digues Cette affaire eſt encore une preuve de la maniere dont notre Ville d'Embden ſe conduit par raport aux Conventions, puiſqu'elle s'oppoſe à la Lettre du Contract des Digues.

Ad. 5. Lorsqu'on a informé Leurs Hauter Puiſſances que nous avions employé des voyes de fait depuis le départ de Mr. Lewe d'Adwart, c'eſt contre la verité, puiſque depuis ce tems là nous avons tranquillement attendu les Reſolutions de la Cour Imperiale, qu'ais Vos Hautes Puiſſances peuvent voir par la Relation véritable que nous leur envoyons, les voyes de fait de ceux d'Embden & de leurs Adherans, qui ſont telles qu'on ne les commettroit pas en Païs Ennemis: les mêmes choſes ſe font encore tous les jours, enſorte que ces gens là nous menacent & nos fideles Sujets, ſi nous ne faiſons leur volonté, de tout ruiner; & après les menaces de nous attaquer jusques dans notre Reſidence, & de chaſſer du Païs les Subdelegnez de la Commiſſion, ce dont Mr. Lewe d'Adwart même a fait des ouvertures auxdits Subdelegnez, nous avons été obligez de ſolliciter Sa Majeſté Imperiale de faire marcher à notre ſecours quelques Troupes des Etats de l'Empire de notre voiſinage pour nous mettre à couvert de pareilles menaces; & c'eſt à cet effet, & avec la connoiſſance de Sa Majeſté Imperiale, que le Roi de Dannemarc a fait avancer une Compagnie pour notre ſureté. Il nous a paru fort étonnant, que le Lieutenant-Colonel Feltman, conjointement avec le Lieutenant-Colonel Pruſſien Beſue nous en aient fait des plaintes. Quant à nous, nous devons attendre quelles meſures Sa Majeſté Imperiale trouvera bon de prendre pour étouſer cette revolte, conformement à ſa Reſolution du 13. Juin, c'eſt ce que nous attendons tous les jours. Si ceux d'Embden & leurs Adherans avoient quelques égards pour Sa Majeſté Imperiale, puiſqu'on leur a déja fait part de l'Extrait du Protocole du 13. Juin, ils retireroient d'eux mêmes les Troupes de la Ville, qui ſont encore à Leer, à Hinte, & dans notre Maiſon de Penſend, & ils renonceroient à toutes les voyes de fait, comme contraires à tous les Accords & à toutes les Loix divines & humaines, & ils témoigneroient l'obéiſſance qu'ils doivent à S. M. Imperiale & à

ſa

ANNO 1726. ſa Commiſſion. Mais il paroit qu'ils ne ſe ſoucient pas des ordres de Sa Majeſté Imperiale, & qu'ils veulent s'y opoſer, avec leurs Adherans, & même s'expoſer aux dernieres penâions, plûtôt que de ſe ſoumettre à quelque Sentence que ce ſoit qui leur ſeroit contraire, même dans les choſes les plus claires. Et c'eſt là la cauſe de tout le mal; puiſqu'il paroit par tous les Actes précédens, que la Ville d'Embden ne veut reconnoitre aucun Juge qui que ce puiſſe être. Quand ci-devant Vos Hautes Puiſſances ont pris des reſolutions qui n'étoient pas de leur goût, ils en ont porté des plaintes à Sa Majeſté Imperiale, & ils en ont demandé leur caſſation, comme il paroit par les Actes de 1681. & 1682. Tout de même, lorsque S. M. Imp., comme ſouverain Jege & Seigneur Feodal, rend quelque Decret contr'eux, ils ont recours à Vos Hautes Puiſſances & s'opoſent à Sa Majeſté Imperiale, ne voulant reconnoitre aucun Juge. Ils en agiſſent de même par raport à notre Cour de Juſtice, ils veulent, dans les affaires qu'ils ont contre nous par devant elle, qu'elle juge comme ils l'en endent, etençant une Jurisdiction illimitée, mais en ce qui leur eſt contraire ils ne veulent plus reconnoitre cette même Jerisdiction, qu'autant qu'il leer plaît; c'eſt là la veritable raiſon pour laquelle ils accablent Vos Hautes Puiſſances de Lettres, & leur donnent de ſi bonnes paroles, dans la vûe de pouvoir ſerement continuer à violer les Accords dans une infinité de points, nous nous en raportons volontiers à Mr. Lewe d'Adwart ſur ce que l'on doit penſer du génie de ces gens-là.

Ad 6. il eſt vrai que les Decrets Imperiaux paroiſſent des Sentences entre Parties; mais ces Sentences concernent ſurtout des Droits, qui n'intereſſent pas ſeulement les Parties, mais auſſi la Juge Souverain, le Seigneur Feodal, & dont on ne peut en rien ſe déſiſter ſans ſa volonté; l'experience nous perſeade auſſi, que rien ne ſeroit plus préjudiciable & plus funeſte, que d'accommoder l'affaire ſur le point principal, ſelon l'intemion de ceus d'Embden. Ils ont publiquement declaré, qu'ils ne vouloient pas ſe déſiſter de leur Garniſon caſſée par Sa Majeſté Imperiale, en conformité des Accords du Païs: En ſecond lieu, qu'ils ne conſentiront jamais à la translation du College des Adminiſtrateurs à Aurich, ni à l'inſtalation de nos Inſpecteurs dans ledit College, ils prétendent auſſi expliquer à leur fantaiſie les Libertez & les Accords du Païs, & à la faveur du terme *nonobſtans*, ne ſe ſoumettre à aucune Déciſion Imperiale ſur les points disputez. Dans de pareilles circonſtances, & avec des principes ſi extraordinaires, nous demandons à Vos Hautes Puiſſances ſi l'on peut nous conſeiller, & à nos fideles Sujets, de renoncer aux Decrets Imperiaux.

Ad. 7. Il eſt vrai que ci-devant, nonobſtant les Decrets Imperiaux, on a paſſé des Accords amiables tels, que non ſeulement la Ville d'Embden n'a pas été punie de ſes violences qui ont été enſevelies dans une Amniſtie, mais même on leur a accordé divers Articles témoins l'Accord de Delzil en 1595. celui de la Haye en 1603. celui d'Ollerhuys en 1611, celui de la Haye en 1662 celui de Hanovre en 1691. enfin celui d'Aurich en 1699. mais c'eſt juſtement cette conduite, dont V. H. P. trouveront des preuves dans ce qui en a été imprimé à la Have plus d'une fois, qui a jetté notre Maiſon & notre Païs dans une ſi fâcheuſe ſituation, que la Ville d'Embden & quelques particuliers avec elle, là ſont rendus les maîtres, & par les troubles eſclatez dans les Diètes, dans les Collectes, & ailleurs dans toutes les affaires du Païs, ils ont jetté notre Maiſon & notre Païs dans un abime de Dettes; en un mot notre Païs étoit réduit dans un état, que la Ville d'Embden put dire, *Il n'y a point de Roi en Iſrael & chacun peut faire ce qu'il veut.* Nous pouvous aſſurer V. H. P. en verité, qu'il y va de la ruine de notre Païs, ſi nous nous déſiſtons de Déciſions des Decrets Imperiaux: ſi nous agiſſions ainſi il faudroit que nous euſſions oublié l'intérêt de notre Maiſon & de notre Païs, notre honneur & notre réputation, ce que Vos Hautes Puiſſances n'exigeront pas de nous dans une affaire qui intéreſſe l'autorité ſouveraine de tous les Princes.

Vos Hautes Puiſſances s'en ſaporteront à nous, ſans doute, de ce qui peut être avantageux à notre Païs, ce que l'expesience ne peut nous permettre d'ignorer; nous poevons vous proteſter qu'il y a long-tems que tous ces démêlez auroient été terminez, ſi la Ville d'Embden avoit exécuté ſelon ſon devoir les principaux Articles qui concernent le Gouvernement du Pars, décidez dans les précédens Accords, & qu'elle a renverſez de fond en comble. ANNO 1726.

Vos Hautes Puiſſances ne trouveront donc pas mauvais que nous nous en tenions à la Reſolution donnée à Mr. d'Adwart, & à notre Réponſe à la Ville d'Embden, tant par raport aux perſonnes intéreſſées à cette affaire, que par raport aux choſes mêmes, de la maniere qu'elles ont été regiées & dont la juſtice eſt viſible. Ainſi nous prions V. H. P. de ne pas exiger de nous, que nous en paſſions par un Accord tel que la propoſe la Ville d'Embden, mais bien plutôt que Vos Hautes Puiſſances la ſen-oyent à l'exécution de leurs ſusdites Reſolutions, & laiſſent ſon cours à la Juſtice. Cela étant, les choſes ſeront bien-tôt ſur un tel pied, que les Capitaus négocier ſous votre Garantie leſont payez exactement, & Vos Hautes Puiſſances auront leurs ſuretez

Vos Hautes Puiſſances feront en cela une œuvre agréable à Dieu, & avantageuſe à notse Païs; c'eſt ce dont noes les prions inſtamment: nous recommandant à la continuation de leurs bonnes diſpoſitions. Nous ſommes, &c.

A Aurich le 4. Juillet 1726.

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances.

Du Samedi 6. de Juillet 1726.

OUï le raport de Mr. Linteloo, &c. après déliberation, a été troevé bon & entendu qee, vû que la ſituation des choſes en Ooſtfriſe paroit très-dangereuſe, qu'il eſt notoire que de tout tems la République s'eſt intéreſſée au bien & à la tranquillité de cette Principauté, & que de tems en tems elle a intervenu à l'aſſoupiſſement des troubles & déſordres qui y ſont arrivez entre les Comtes ou Prince & leurs Etats, & la Ville d'Embden, & qui ont été terminez qeelquefois ſous la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances par Accord, & quelquefois par Déciſion de L. H. P. la Partie plaignante s'y étant ſoemiſe. Accords ou Déciſions qel ont été confirmées à la requiſition des Parties, par la Garantie de L. H. P. Vû auſſi l'intérêt qee L. H. P. ont dans la conſervation du repos chez leurs voiſins, & de plus les intérêts des Sujets de la République, qui, à la reqeiſition du Prince & des Etats d'Ooſtfriſe, & de la Ville d'Embden, ont prêté de groſſes Sommes poer la réparation des Digues, ſans quoi le Païs ſeroit encore inondé; Leurs Hautes Puiſſances n'ont pû voir d'un œil indifferent les démêlez ſurvenus depuis peu entre le Prince & ſes Etats, & la Ville d'Embden & ſes Adherans, & elles ont fait leur devoir poer terminer amiablement ces differens par un Accommodement; mais les inſtances de L. H. P. n'ont pas été reçués du Prince comme on l'auroit ſouhaité, & il n'a témoigné aucune diſpoſition à terminer ces differens par un Accord amiable, alléguant en ſa faveur les Decrets & Déciſions de l'Empire & du Conſeil Aulique devant qui l'affaire a été portée par les Etats mêmes & par la Ville d'Embden, quoiqu'il ſoit indubitable que ce Prince n'eſt pas obligé de ſe prévaloir de ces Decrets qu'autant qu'il le trouve à propos, comme tout particelier peut ſe prévaloir ou non d'une Sentence rendea à ſon avantage, étant maître, par amour de la Paix & de repos, & par d'autres bons motifs, d'y renoncer; outre que les Etats & la Ville d'Embden opoſent qu'à la verité on a porté quelques affaires à la Cour Imperiale & au Conſeil Aulique, mais que les Decrets & Déciſions de ces Tribunaux vont au delà des choſes qui ont été portées devant eux & s'étendeur juſqu'à des choſes ſur leſquelles les Etats ni la Ville d'Embden n'ont pas été oeies. Leurs Hautes Puiſſances, ſans entrer dans la diſcuſſion des Decrets Imperiaux, & ſans s'y opoſer ont perſiſté à conſeiller un Accommodement à l'amiable ſurtout en priant le Prince & la Ville d'Embden & ſes Adherans d'éviter les votes de fait, ausquelles on étoit déja vena, ou de faire entrer en Ooſtfriſe des Troupes étrangeres, en leur expoſant les ſuites dangereuſes qu'on en poerroit attendre; qu'à cet effet L. H. P. ont envoyé leur Miniſtre Mr. *Leewe van Adward* en Ooſtfriſe, mais que cette Députation n'a pas eu le ſuccès qu'on en atteudoit, puiſque le Prince s'en eſt toujours tenu aux

Decre a

ANNO 1726. Decrets Imperiaux; qu'après le retour de Mr. Lewe van Adward, Leurs Hautes Puiſſances ont encore écrit au Prince pour tâcher de le porter à un Accord amiable, & préférer cette voie à toute autre; mais que juſqu'à préſent elles n'en avoient reçu aucune réponſe.

Les choſes étant en cet état, & les eſprits paroiſſant fort aigris en Ooſtfriſe, puiſque le Prince & ſes Miniſtres traitent les Etats & la Ville d'Embden de rebelles, parce qu'ils ne veulent pas ſe ſoumettre, ſans tellriétions aux Decrets Imperiaux, & que d'autre part le Magiſtrat & ſes Adherans ſe plaignent que ces Decrets & Déciſions ont été rendus en faveur du Prince, ſans avoir été ſuffiſamment ouïs, outre qu'ils renverſent les Libertez & Privileges des Etats & de la Ville d'Embden fondez ſur les Accords, Accommodemens & Déciſions qui ſont les Loix fondamentales d'Ooſtfriſe, étant capables de cauſer une entiere révolution dans l'Ooſtfriſe; ſe plaignant encore que l'on rejette les Remontrances qu'ils ont faites à l'Empereur & au Conſeil Aulique; que ſuivant les avis que l'on a reçu, l'intention de la Cour Impériale & du Prince, étoit d'exécuter les ſuſdits Decrets & les Déciſions, & outre la Commiſſion donnée ci devant à l'Electeur de Saxe & au Duc de Brunſwick Wolfenbuttel dans les affaires de l'Ooſtfriſe, le Roi de Dannemarck & d'autres Electeurs & Princes de l'Empire, comme l'Electeur Palatin & l'Evêque de Munſter étoient requis d'y prêter la main.

Qu'il y a déja des Troupes de Dannemarck arrivées en Ooſtfriſe, & l'on dit qu'elles doivent être ſuivies d'un plus grand nombre; enſorte qu'on ne peut en attendre que des voies de fait & de nouveaux troubles qui augmenteront les Griefs & ruineront le Païs; ce qui arrivant, comme il eſt aiſé de le prévoir, les Sujets de l'Etat qui ont prêté de bonne foi leur Argent au Prince, aux Etats & à la Ville d'Embden, en porteront tout le fardeau, puiſque leurs Capitaux ni les Intérêts ne ſeront point payez; outre que, vû l'animoſité du Prince & de ſes Miniſtres, il eſt à craindre que la Ville d'Embden ne ſoit attaquée, & que la Garniſon de Leurs Hautes Puiſſances ne ſe trouve en danger. Tout bien conſideré & vû l'Intérêt que la République a toujours eu & a encore à la conſervation de la tranquillité en Ooſtfriſe, & au maintien du Gouvernement ſur le pied où il eſt établi par les Accords & Déciſions confirmées par la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances, paſſée à la requiſition du Prince, des Etats du Païs & de la Ville d'Embden, outre que c'eſt dans la ſuppoſition que le Gouvernement continueroit ſur le même pied que L. H. P. ont accordé & conſenti que l'on négocie dans la République, au profit du Prince, des Etats & de la Ville d'Embden, les Sommes qui y ont été négociées à leur requiſition, & que c'eſt ſur ce fondement que les Sujets de la République ont prêté leur Argent, nonobſtant quoi on y avoit déja fait de grands changemens, en transportant à Aurich le Comptoir général qui doit reſter à Embden ſuivant les Accords & Conventions; outre cela on prévoit encore d'autres changemens dont les Sujets de la République ſentent déja les mauvais effets, puiſqu'on ne paye pas les Intérêts qui ſont dûs. Dans la conjoncture préſente, Leurs Hautes Puiſſances ne peuvent différer plus long-tems à prendre ſoin des Intérêts de leurs Sujets qui ont prêté leur Argent à l'Ooſtfriſe ſur leur Reſolution & ſous leur Garantie, & à prendre garde que l'exécution des Decrets de l'Empire (auxquels on ne prétend pas déroger, & qu'on laiſſe dans leur entier) ne porte aucun préjudice à la Garniſon que L. H. P. ont à Embden & à Leeroort, & qu'elles y ont eu depuis plus de cent ans, enſorte que les Droits de la République, & les Intérêts de ſes Sujets n'en ſouffrent pas.

Ainſi pour fortifier la Garniſon d'Embden, on y envoyera au plûtôt deux Batallions avec ordre au Commandant de veiller à la ſureté de la Ville, & repouſſer toute voie de fait que l'on pourroit mettre en œuvre, & ne pas ſouffrir que l'on faſſe dans ladite Ville aucune exécution ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, tant que L. H. P. ne ſeront pas informés à quoi elles tendent, & qu'elles n'auront pas donné ſur cela d'ordres ultérieurs à leur Commandant.

Mrs. de Limeloo & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances, pour les affaires étrangeres, ſont chargez d'entrer en Conference avec Mr. de Meinhertshagen Envoyé Extraord. du Roi de Pruſſe, de lui donner connoiſſance de ce que deſſus, & de lui remontrer que Sa Majeſté ayant toujours eu à cœur la conſervation de la tranquillité en Ooſtfriſe, & le maintien du Gouvernement ſur le pied des Accords, L. H. P. ne doutent pas que Sa Majeſté n'aprouvât la Reſolution de L. H. P. & qu'elle ne contribuât à empêcher qu'il ſe commît de nouveaux déſordres, & qu'en qualité de Directeur du Cercle de Weſtphalie, il ſera enſorte qu'il n'entre pas de Troupes étrangeres dans l'Ooſtfriſe, & que celles qui y ſont en ſortent pour prévenir de plus grands déſordres, & que L. H. P. ſont prêtes à concerter avec Sa Maj. Pruſſienne, les moyens de prévenir les déſordres & de rétablir la tranquillité dans l'Ooſtfriſe. ANNO 1726.

Les mêmes Députez ſont priez de conférer auſſi avec Mrs. Fenelon & Finch, de leur faire part de la préſente Reſolution de L. H. P. & leur repréſenter qu'il y a long-tems que L. H. P. prévoient avec inquiétude ces démêlez entre le Prince & les Etats d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden & ſes Adhérans, & qu'elles ont fait tout leur poſſible pour accorder à l'amiable les Parties plaignantes; mais que toutes leurs inſtances ont été inutiles, ſurtout auprès du Prince, & que les choſes en ſont à préſent au point que l'on y fait entrer des Troupes de dehors, ſelon toutes les apparences dans le deſſein de réduire la Ville d'Embden à une ſoumiſſion ſans bornes, ſuus prétexte de faire exécuter les Decrets de l'Empereur: que Leurs Hautes Puiſſances ayant toujours maintenu les Accords & Déciſions, qui ſont les Loix fondamentales du Gouvernement, ne peuvent voir d'un œil indifferent les changemens qu'on prévoit vouloir y introduire, d'autant plus que ces Accords & Conventions ont été faites ſous la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, qui à la requiſition des Parties les ont garanties: outre que L. H. P. ſe trouvent obligées d'avoir ſoin qu'on ne les prive pas du Droit qu'elles ont de tenir Garniſon dans Embden & Leeroort, dont elles ſont en poſſeſſion il y a plus de cent ans; enfin de faire enſorte que ſuivant les Conditions des obligations ſur leſquelles leurs Sujets ont prêté leur Argent au Prince, aux Etats d'Ooſtfriſe & à la Ville d'Embden, leurs Sujets ſoient payez de leurs Intérêts & leurs Capitaux rembourſez dans le tems & de la maniere exprimée dans les obligations.

Que quoique l'intention de L. H. P. ſoit de ne rien faire en ceci que ce qu'elles ont Droit de faire, & que vû leurs Droits, perſonne ne peut le prendre en mauvaiſe part, neanmoins elles ont raiſon de craindre dans la conjoncture préſente, que leur conduite ſoit mal interpretée, & qu'on ne cherche à leur faire quelque querelle: & qu'au cas que cela arrivât, contre toute eſperance, elles ne pourront s'empêcher de maintenir leur Droit de leurs forces, & en ce cas elles ſeroient obligées de demander le ſecours de leurs Majeſtez le Roi de France & le Roi de la Grande-Bretagne, comme leurs Amis & Alliez, en vertu de leur Alliance de Février conclue en 1717. C'eſt pourquoi elles ont jugé à propos de faire part auſdits Srs. Ambaſſadeur & Envoyé Extraordinaire, de l'embarras où elles ſe trouvent par ces troubles d'Ooſtfriſe, elles ſuplient Leurs Majeſtez de France & de la Grande-Bretagne, d'employer les moyens qu'elles jugeront les plus efficaces pour prévenir ces troubles du dehors; requerant leſdits deux Miniſtres d'apuyer la priere de L. H. P. auprès de leurs Maîtres, & de leur témoigner que Leurs Hautes Puiſſances s'attendent, en défendant leurs Droits, que Leurs Majeſtez leur donneront, en cas de beſoin, les ſecours ſtipulez dans leur Alliance.

Les ſuſdits Députez repréſenteront particulierement à Mr. Finch, combien Sa Majeſté Britannique eſt intéreſſée au repos de l'Ooſtfriſe à cauſe du voiſinage de ſes Etats dans l'Empire; & comme ſes bons offices ne peuvent manquer d'être d'un grand poids dans cette occaſion, Leurs Hautes Puiſſances la ſupplieut de les employer de la maniere la plus efficace pour faire ſortir d'Ooſtfriſe les Troupes Danoiſes, & empêcher qu'on n'y en faſſe entrer d'autres, & que Sa Majeſté Danoiſe conjointement avec Sa Majeſté Britannique, engagent le Prince à entrer dans des ſentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ſes differens avec le Magiſtrat d'Embden, & à éviter les voies de fait.

Leſdits Députez ſeront part auſſi à Mr. Ganſinot Réſident de l'Electeur de Cologne, Evêque de Munſter, des raiſons qui ont engagé Leurs Hautes Puiſſances à envoyer encore deux Batallions à Embden, & le prier d'employer ſes bons offices auprès de S. A. E. à ce qu'elle n'envoye point de Troupes dans l'Ooſt-

ANNO 1726. l'Oostfrise, & qu'au contraire, elle tâche d'engager le Prince s entrer dans des sentimens plus moderez, à terminer à l'amiable ses differens avec la Ville d'Embden, & à éviter les voïes de fait.

On envoyera un Estrait de cette Resolution au Sr. Hamel-Bruyninx à Vienne, au Sr. Boreel en France, & au Sr. Hop en Angleterre, pour leur servir d'Instruction, &c.

Extrait d'une Resolution des Etats G. des PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, pour repondre à la Lettre du Prince d'*OOSTERISE. *Du 23. Juillet.*

QUe l'intention de Leors Hautes Puissances n'étoit pas d'entrer en discution sur les Articles contenus dans sa Lettre, & qu'elles n'ont autre chose à dire, sinon qne quoiqu'elles autoient pû, pour plus d'une raison, se mêler des démêlez de l'Oostfrise, elles ont jugé qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlasseot pas, & qu'elles se contentassent de conseiller un Accommodement amiable, sans changer de conduite, quoiqu'il soit arrivé des choses que la Ville d'Embden & ses Adhérans soutiennent, avec vraisemblance, être contraires aux Accords dont Leurs Hautes Puissances, sont Garantes, & ne sont point partie des differens qui sont en litige par devant le Conseil Aolique, entre le Prince, & les Etats, & que L. H. P. ne peuvent voir d'uo œil indifferent, relativemens aua intérêts de leur Etat Mais L. H P. se sont toujours flatté de l'esperance qoe le Prioce considérant davantage ses propres intérêts que ceua de ses Sujets, & témoignant quelques égards pour les boos conseils & l'intercessioo de ses voisins & amis, qui ont donné tant de preuves de leur pasion pour la tranquillité & le bonheur, en on mot pour la conservanon de l'Oostfrise qui seroit à présent en proie aux Flots, si Leurs Hautes Puissances ne l'avoient assisté de leur crédit & de l'Argeot de leurs Sujets, aoroit enfin prêté l'oreille à un Accommodement amiable, & n'aoroit fait d'autre usage du succès de lioo Procès, qne de rétablir la Paia, le repos & la concurde dans l'Oostfrise, en donnant occasion à L. H. P. de faire ou d'apuyer des propositions acceptables, dans lesquelles Son Alteise auroit trouvé toute satisfaction & sureté.

Que Leurs Hautes Puissances soot fâchées d'apprendre pst la Lettre de Son Alteise, en réponse à la leur, qui avoit pour but one si bonne œuvre, non seulement que S. A n'est pas portée à donner cette occasion à Leurs Hautes Puissances ; mais qu'elle leur ôte toote esperaoee d'assoupir par un Accommodement les démêlez qui ont donné lieu aux nouveaux troubles, & leur fait craindre au contraire des suites qui entraineront après elles la perte de tout le Pais, & seroot long-tems souvenir l'infortunée Oostfrise, que les bons Conseils de Leurs Hautes Puissances n'ont pas été écutez, & que Soo Alteise n'a pas voulu se laisser persuader de donner lieu à Sa Majesté Imperiale, par un Accommodement amiable, de faire sentir les effets de sa clémeoce, par l'interceesion de Son Alteise & des autres Puissances qui s'iotéressent au repos de l'Oostfrise, à ceua qui se sont opoſez jusqu'apresent à l'exécution des Decrets do Conseil Aulique ; que Leurs Hautes Puissances ne peuvent s'empêcher de réiterer leurs prieres & d'ajouter qu'elles s'y trouvent engagées en ce qoe leurs Droits & intérêts souffrent & soot en danger de soufftir encore davantage par la confonatioo des troubles presens, sortout parce que les payemens qoi devoient être fait conformément aoa obligations, sont suspendus par ces démêlez, & qu'on se trouve en arriere de 444185. Fl. intérêts échus, au grand préjudice des Sujets de L. H. P. qoi ons prêté leur Argeot à la recommandation & sous la Garantie de L. H. P. Cette Dette augmentera toos les jours, surtout si le Pais se trouve ruiné par l'intrusioo des Troupes étrangeres logées dans le plat-Pais.

Que oon seulement Leurs Hautes Puissances n'ont point prêté la main aux anciens Administrateurs, quoiqu'ils eussent offert tous les jours d'avoir soin qae les obligations fussent regulierement payées, bien loio de là elles ont ordonné aux Receveurs Damm & Ritzius d'assister à l'Adjudication des Fermes, qui a dûe se faire à Aurick par le nouveau College, quoiqoe faisant attention aux Accords précédens, à leur Garantie & à d'autres raisons, elles eussent pû s'exempter de doonner ces ordres : qo'après tous Leurs Hautes Puissances s'étoient flattées que les nouveaux Administrateurs n'aoroient pas moins de soin des psyemens auxquels ils sont obligez par Serment, que les anciens en avoient eû, oe croyant pas que l'empêchement que les anciens Administrateurs en la Ville d'Embden peuvent mettre dans quelques endroits à la perception des Droits, eût servi de prétexte pour ne pas fournir au Comptoir géoéral de L H. P. le Reveno de la Taxe réelle & personnelle qui se leve dans toute l'Oostfrise, quoique l'on en eût souvent fait des plaintes. Enfin qoe Leurs Hautes Poissances prient le Prince de faire enforte qu'il y soit pourvû sans plus long délai, afin que Leurs Hautes Puissances ne soient pas obligées de prendre des mesures pour pourvoir aux intérêts de leurs Sujets, nonobstant les differends du Prince avec ses Etats.

Reponse des mêmes Etats aux Subdeleguez de la Commission Imperiale. Du 19. Août.

QUe Leurs Hautes Puissances avoient reçu leur Lettre où elles voyoient avec satisfaction qu'ils leur foot la justice d'être persuadés que L. H. P. n'aprouvent en aucune maniere les voies de fait qoe l'on a employé. Mais Leurs Hautes Puissances ont remarqué d'un autre côté que lesdits Subdeleguez ont mal compris le sens de la derniere Lettre qu'elles ont écrite au Prince d'Oostfrise, puisqu'ils en concluent qne l'intention de Leurs Hautes Puissances est de ne pas se mêler de ces affaires-là. L. H P. ont reçu on Extrait de leur derniere Lettre au Prince, lequel a été imprimé & publié, & dans lequel on trouve des phrases entieres & essentielles obmises, pour donner à la Lettre de L. H. P. uo sens tout different de leur intention ; qo'apparemment Mrs. les Subdéléguez n'auront lû qoe cet Extrait mutilé, car ils auroient vû que L. H. P. s'expriment tout autrement dans leur Lettre ao Prince, ou elles tâchent de lui faire comprendre, *que quoique pour plus d'une raison très-connue Leurs Hautes Puissances eussent pû se mêler du démêlé qui trouble l'Oostfrise, elles ont crû qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlassent pas, en exhortant seulement les Parties à un Accord amiable, sans changer de conduite à cet égard, nonobstant ce qui est arrivé depuis, & que la Ville d'Embden & ses Adhérans soutiennent être contraire aux Accords dont Leurs Hautes Puissances sont Garants, & ne faire point partie du differend qui a été porté par devant le Conseil Aulique de la part du Prince & des Etats, ce que L. H. P. par raport à l'intérêt de leur Etat ne peuvent voir d'un œil indifferent.* Mais L. H P. n'ayant gardé une conduite si moderée qoc dans l'esperance que le Prince préteroit l'oreille à on Accommodemens amiable, sans faire d'autre usage du succès de son Procès que pour rétablir la Paix & le bon ordre dans l'Oostfrise, en donnant occasion à Leurs Hautes Puissances de faire des propositions agréables, & dans lesquelles le Prioce noroit trouvé autant de satisfaction que de sureté ; Leurs Hautes Puissances soot très-mortifiées que le Prince ne veuille pas leur faire ce plaisir, ainsi qo'on le peut voir par les Lettres qu'elles lui ont écrites, & doot on eovoyera Copie aua Srs. Subdeleguez, qui pourront en conclure qoe l'iotention de Leurs Hautes Puissances n'est absolument pas de regarder indifferemment les troubles de l'Oostfrise ; & qu'autant qo'elles sont mortifiées de voir que le Prince témoigne si peu d'ioclination pour un Accommodement amiable, qu'il ôte à Leurs Hautes Puissances toute esperaoce d'y travailler avec succès, autant leor est-il agréable d'aprendre par la Lettre des Subdeleguez que dès le commencement ils n'ont rien épargné pour reconcilier le Prince avec ses Etats, & que c'est aussi l'intention de Sa Majesté Imperiale qoe Leurs Hautes Puissances s'assurent qoe les voyes de fait employées depuis, n'ont fait aoeun changement dans one si louable intention, & que les Srs. Subdeleguez travailleront encore à cet effet, ce qui, au jugement de Leurs Hautes Puissances, est le devoir des Commissaires nommez pour l'exécutiou des Decrets, qoi oe peuvent faire un meilleur usage du pouvoir qui leur est donné que de reconcilier les Parties, & de telle maniere assoupir dans leur naissance tous les differens qui naissent ordinairement dans de pareilles exécutions. Que L. H. P. persuadées

ANNO 1716. ſuadées qu'ils veulent à préſent traiter ainſi cette affaire, & faire de nouveaux efforts auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, & à n'employer aucunes voyes de fait, qui ne pourroient être que ruineuſes au Païs & aux Peuples, quoiqu'apuyées ſur les Decrets de l'Empereur, & pour leur exécution, de leur côté elles ne manqueront pas, pour peu qu'on en eſpere de ſuccès, d'engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans, non ſeulement de s'abſtenir des voyes de fait, mais même de leur faire voir que leur véritable intérêt eſt de donner toute ſorte de ſatisfaction raiſonnable au Prince, & de faire ceſſer les raiſons que les Srs. Subdeleguez témoignent avoir de s'être pas conſens de la conduite de la Ville, enfin de prêter l'oreille aux expediens convenables pour maintenir la Dignité, l'honneur & le reſpect de Sa Majeſté Imperiale, comme ſouverain Juge, ce que Leurs Hautes Puiſſances auront toujours à cœur. Que Leurs Hautes Puiſſances regardent cette propoſition comme l'unique moyen de prévenir la ruine de ce malheureux Païs, apuyer les vrais intérêts du Prince, & prévenir une infinité de ſuites dangereuſes; qu'ainſi Leurs Hautes Puiſſances attendront avec impatience la réponſe des Srs. Subdeleguez, & le ſuccès qu'elles eſperent de leur inclination pour la Paix, afin de prendre leurs meſures, tant par raport à leurs engagemens, que par raport à leurs Droits & intérêts.

Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdeleguez ſur ce que ſix des huit Bailliages, dont l'Ooſtfriſe eſt compoſée, s'étoient joints à la Ville d'Embden avec apparence que les deux autres prendroient bientôt le même parti. Du 30. Août.

QUe Leurs Hautes Puiſſances leur ont témoigné par leur Lettre du 19. du courant, que comme d'un côté elles n'aprouvent nullement les voyes de fait qui ſe ſont commiſes en Ooſtfriſe, elles ne pouvoient de l'autre côté, pour des raiſons très-connuës, regarder les troubles d'Ooſtfriſe d'un œil indifferent, que pour cette fin elles avoient toujours tâché de conſeiller aux Partis oppoſez de terminer leur different par la voye d'un Accommodement amiable, qu'elles avouoient en même tems, qu'il leur étoit fort ſenſible, que leurs bons Conſeils & exhortations euſſent trouvé ſi peu d'accès auprès du Prince d'Ooſtfriſe, mais qu'au contraire elles avoient apris avec plaiſir les mouvemens que leſdits Srs. Conſeillers Subdeleguez s'étoient donné pour réunir le Prince avec les Etats du Païs, conformement à l'intention de Sa Majeſté Imperiale, que Leurs Hautes Puiſſances avoient prié de plus leſdits Srs. Conſeillers Subdeleguez de continuer d'employer leurs bons offices pour la Paix, & de faire un nouvel effort auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, que Leurs Hautes Puiſſances eſperent & ſe perſuadent que leſdits Srs. Conſeillers Subdeleguez, auront bien voulu faire reflexion ſur la demande qu'elles leur ont faite par leur Lettre, & qui ne tend qu'au rétabliſſement de la tranquillité en Ooſtfriſe, d'autant plus que ſuivant les ſentiments de Leurs Hautes Puiſſances cela n'eſt nullement incompatible avec la Commiſſion dont leſdits Srs. Conſeillers Subdeleguez ſont chargez, & qu'un tel Accommodement ſe peut faire ſans préjudice aux Decrets Imperiaux, qui ceſſent dès que les deux Parties ſont d'Accord; que Leurs Hautes Puiſſances attendent avec impatience la réponſe desdits Conſeillers Subdeleguez. Qu'en l'attendant elles ont apris avec chagrin qu'il s'eſt commis de nouvelles violences encore à l'inſçu de Leurs Hautes Puiſſances, ſans qu'elles y ayent la moindre part, & qu'elles desaprouvent. Que cependant il paroît par là combien générale eſt l'animoſité de tous les Habitans d'Ooſtfriſe pour ce qu'ils croyent leur apartenir, ſuivant les anciens Accords & Conventions, & combien il ſera difficile de rétablir la tranquillité en Ooſtfriſe par une exécution rigoureuſe des Decrets Imperiaux, & par une autre voye que celle d'un Accommodement amiable. Que pour cet effet Leurs Hautes Puiſſances prient encore inſtamment, que leſdits Srs. Conſeillers Subdeleguez veuillent tâcher de porter le Prince, (qui juſqu'ici a témoigné être fort éloigné d'entrer en Négociation là-deſſus) à entendre à un Accommodement pour prévenir par là tout autre embarras qu'on doit attendre d'une plus longue continuation des préſens troubles, à la ruine totale d'Ooſtfriſe, que Leurs Hautes Puiſſances ne ſeront pas plutôt informées de l'intention de Son Alteſſe, pour parvenir à un Accommodement, & pour entrer en Négociation là-deſſus, qu'elles travailleront avec vigueur auprès du Magiſtrat d'Embden, & de ceux qui ſont de ſon parti, pour qu'ils y aportent de leur côté toute la condeſcendance équitable afin de parvenir à un but ſi ſalutaire. Et que Leurs Hautes Puiſſances ſeront bien-aiſes d'aprendre par leſdits Srs. Conſeillers Subdeleguez, combien ils pourront avancer dans leurs bons offices, & dans quelle diſpoſition ils auront trouvé Son Alteſſe ſur ce ſujet, & qu'elles écrivent auſſi au Prince pour lui conſeiller encore un Accommodement amiable. ANNO 1716.

Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'Oostfriſe.

QU'il étoit connu à Son Alteſſe combien L. H. P. dès le commencement qu'elles ont eu connoiſſance des diſſenſions & differens qui agitent aujourd'hui ſi fort l'Ooſtfriſe, ont travaillé & conſeillé de terminer plutôt les querelles en queſtion par la voye d'un Accommodement amiable que par celle d'une exécution rigoureuſe, prévoyant bien que par cette derniere voye les troubles ſeroient terminez fort difficilement ſans la ruine du Païs & des Habitans, à cauſe de la forte impreſſion qui regne depuis long-tems dans les cœurs de tous les Habitans d'Ooſtfriſe, ou du moins de la plus grande partie, de l'intérêt qu'ils ont, & du devoir où ils ſe trouvent de conſerver leurs Droits & Privileges fondez ſur les Accords & Conventions. Que Leurs Hautes Puiſſances auroient ſouhaité que leur bon Conſeil eût trouvé plus d'accès auprès de Son Alteſſe; qu'elles ont apris avec chagrin, qu'il vient d'arriver préſentement ce qu'elles ont prévu & apréhendé, ſavoir que les choſes étant pouſſées à bout par Son Alteſſe, les Gens, contre qui on a obtenu les Decrets Imperiaux, ſeroient reduits au deſeſpoir, parce qu'étant déclarez avoir encouru la perte de leurs biens & de leurs vies, ils n'ont après cela plus rien à perdre, & riſqueront plutôt tout que de ceder abſolument des gages auſſi precieux: que c'eſt à quoi on doit attribuer le ſoulevement quaſi général, & les voyes de fait qui, à ce que Leurs Hautes Puiſſances ont apris, ſe ſont commis de nouveau en Ooſtfriſe, auxquelles Leurs Hautes Puiſſances déclarent n'avoir aucune part, ayant été entrepriſes à leur inſçu, que nonobſtant cela Leurs Hautes Puiſſances en craignent beaucoup les ſuites, & pour les prévenir elles ſont encore du ſentiment qu'il n'y a pas de meilleur ni de plus ſalutaire moyen pour l'Ooſtfriſe, que de ſonger encore à faire ceſſer ces troubles par un Accommodement amiable, & d'entrer pour cet effet le plutôt le mieux en Négociation, & que Leurs Hautes Puiſſances pour le bien de la Paix, par amitié & eſtime pour Son Alteſſe, la prient encore qu'elle veuille prêter la main & ſe déclarer portée pour le rétabliſſement de la tranquillité & Union, dans l'eſperance qu'on y pourra travailler avec effet, à quoi Leurs Hautes Puiſſances employeront auſſi leurs bons offices auprès du Magiſtrat d'Embden; mais que tant que Son Alt. marquera de l'éloignement pour un Accommodement amiable, leurs bons offices ne pourront rien effectuer; que pour cette raiſon elles prient, que Son Alteſſe veuille ſe déclarer là-deſſus plus favorablement que ci-devant.

Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magiſtrat d'Embden.

QUe Leurs Hautes Puiſſances avoient apris par ſes Lettres & d'ailleurs l'attroupement qui s'eſt fait de nouveau des Habitans du plat-Païs avec quelques-uns de la Milice, & l'effet que cela a produit; que cette entrepriſe, dans un tems où Leurs Hautes Puiſſances ſont occupées à diſpoſer, s'il eſt poſſible, le Prince par les Srs. Conſeillers Subdeleguez & autrement, d'entrer en Négociation pour un Accommodement amiable, déplait au ſuprême degré à Leurs Hautes Puiſſances, & qu'elles desaprouvent entierement ces nouvelles violences, qui ſont capables d'empirer plutôt les choſes que de les rendre meilleures, au lieu que ledit Magiſtrat, & ceux qui ſont de ſon parti de-

ANNO 1726. devroient, par une conduite moderée, ne point aigrir les Esprits, mais frayer le chemin à un Accommodement amiable, & au rétablissement de la tranquillité, afin d'ôter par là le mécontentement que les Srs. Conseillers Subdeleguez ont marqué d'avoir contre eux; que Leurs Hautes Puissances conseilleot audit Magistrat, & à ceux qui sont de son parti, & les exhortent très-serieusement de s'abstenir à l'avenir de toute voye de fait, & que dès que du le part de Son Alteſſe on merquera quelque penchant pour entrer en Négociation sur un Accommodement amiable, ils y veuillent concourir, & user de tant de condescendance à l'égard des points en dispute, qu'il paroiſſe par là, que leur intention n'eſt pas d'inſiſter sur le dernier point de leurs prétentions, mais plutôt qu'ils sont prêts & portez, pour le bien de le tranquillité & de l'Union, à ceder autant qu'il eſt poſſible.

Reponſe des Subdeleguez de la Commiſſion Imperiale à la Lettre des Etats Generaux.

HAUTS & PUISSANTS SEIGNEURS,

NOus evons reçu avec un veritable reſpect votre Lettre du 30. Août, & nous ne doutons point que Vos Hautes Puiſſances n'ayent reçe en même tems la nôtre du 26. du même Mois. Vos Hautes Puiſſances y euront vû que nous sommes disposez à faire tout ce qui eſt poſſible, autant que nos Inſtructions nous le permettront, & de contribuer en tout, pour epaiſer les troubles de l'Ooſtfriſe, & pour rétablir la tranquilliré dans cette Province; néanmoins nous nous sommes eté obligez d'informer nos Maîtres de ce que nous evons propoſé à Vos Hautes Puiſſances; ſavoir que pour parvenir à ce but, les Rebelles (on ſe ſert du terme adouci de Renitens) & en particulier la Ville d'Embden s'abſtiennent de toutes voïes de fait, & rétabliſſent toutes choſes ſur le pied où elles étoient auparavant que la Révolte ait commencé, puiſqu'il n'y e point d'apparence, qu'autrement le Prince ſe laiſſe contraindre par ſes Sujets, à faire quelque choſe qui fût contraire à l'autorité de Sa Majeſté Imperiale, & au reſpect que ces mêmes Sujets doivent à leur Seigneur.

Nous ſommes tellement perſuadés de la grande pénétration & équité du Vos Hautes Puiſſances, que nous ne doutons pas qu'Elles n'aprouvent une propoſition ſi convenable, puiſque dans leur derniere Lettre, Elles déclarent que c'eſt à leur inſçû que les Rebelles ont commis les voïes de fait pratiquées en dernier lieu & que bien loin d'y avoir part, Elles les désaprouvent entierement.

Néanmoins ces voïes de fait continuent, & augmentent tous les jours, juſques-là même, que dans le Ville de Norden on a dépoſé les Bourguemaîtres confirmez par le Prince, & l'on en a établi d'autres *de facto*. On a même arrêté le Bourguemaître Wilekens, le Conſeiller Melander, un Officier du Prince nommé Schattebourg & treize autres Bourgeois bien intentionnez, & après les avoir enchaînez quatre à quatre, on les a ainſi conduits à Embden, où ils ſont encore en priſon.

Noes ne ponvons qu'être extremement ſurpris de ce que les Rebelles ayent ſi peu d'égard pour ce que Vos Hautes Puiſſances désaprouvent, & leur diſtuadent, Elles s'intéreſſent encore en leur faveur, nonobſtant une conduite ſi irrégulière, & le mauvais ntage que l'on fait inſenſiblement de la Garniſon d'Embden contre ce qui eſt ſtipulé dans les Convcutions entre l'Ooſtfriſe & Vos Hautes Puiſſances, & contre vos Reſolutions priſes à cet égard; puiſqu'il eſt ſtatué particuliereſemeur dans les Conventions de la Haye & d'Embden, dans le Recès final de 1661. & 1663. & dans la Reſolution de Vos Hautes Puiſſances Chap. 4. ſur le 11. des Griefs généraux des Etats d'Ooſtfriſe. que s'il arrive quelque different entre les Etats d'Ooſtfriſe & le Prince, il ne ſera permis ni de part ni d'autre d'en venir directement, ni indirectement à aucune voïe de fait, ſoit en faiſant ſortir des Troupes de la Ville d'Embden, ou en aſſemblant les Sujets; mais la Partie qui ſe croira leſée & qui ne pourra obtenir ſatisfaction à l'amiable, s'abſtenant de toute voïe de fait, aura recours à la Juſtice ordinaire, afin qu'il en ſoit ordonné ſuivant le Droit, & ainſi qu'il ſera trouvé convenable & conforme aux Accords & Conventions. Mais s'il arrivoit que outre cette diſpoſition, il eût été commis quelque action par voïe de fait, tout ſera effectivement redreſſé & réparé. ANNO 1726.

Vos Hautes Puiſſances paroiſſent ſouhaiter que l'on accorde aux Habitans d'Ooſtfriſe ce qu'ils croyent leur apartenir, & à leurs Etats de tout tems & conſequemment aux Accords & Conventions; mais Vos Hautes Puiſſances auront la bonté de conſidérer, qu'on ne peut en cecl s'en raporter aux ſimples prétentions des Rebelles, & aux interpretations qu'ils trouvent à propos de donner aux Conventions; d'autant plus que la plûpart des Habitens ont toûjours été contraires & opoſez à ces Conventions, qu'ils n'ont accepté que par une contrainte inuitée dans l'Empire, en effet contre la Decret Imperial de l'an 1597. §. 17. la Déciſion de Vos Hautes Puiſſances du 12. Juin 1619 ſur le 4. Grief du Comte, & la Concluſion de la Diéte aſſemblée à Embden du 11. de Septembre de la même année *ad poſtulatum* de la Nobleſſe & de la Ville d'Embden, que dans pareil cas one partie ne pourra rien preſcrire à l'autre; on a cependant forcé les Opoſans à acceder aux Accords: c'eſt pourquoi pluſieurs nous viennent trouver tous les jours pour déclarer qu'ils perſiſtent dans la ſoumiſſion aux Decrets de l'Empereur, priant qu'on ne leur impute pas ce qu'ils pourroient être obligez par la peur & la contrainte, de faire dans cette conjoncture, qui ſeroit contraire à leur Déclaration; & pour en convaincre Vos Hautes Puiſſances, nous leur envoyons deux Copies, dont pluſieurs ſemblables ſe trouvent dans les Documens de notre Commiſſion; ceux qui en ſont les auteurs ayant exigé, pour ſe ſouſtraire à de plus violentes perſécutions, que l'on tînt leurs noms ſecrets.

Comme ces Oppoſans qui ont été contraints à cette acceſſion, tant avant que depuis les Accords, ſe ſont déja ſoumis depuis long-tems aux Decrets de l'Empereur, & même la Nobleſſe ayant déclaré dans la Lettre dreſſée à Embden le 11. Octobre de l'année derniere du reſpecter volontairement & ſelon leur devoir les Reſolutions émanées de la Cour Imperiale, à laquelle Déclaration la Ville d'Embden même a adheré, on ne voit point comment ils peuvent tous à préſent de leur propre autorité ſe départir de ces engagemens, d'autant plus encore, que les Decrets de Sa Majeſté Imperiale comme ſouverain Juge de l'Empire, donnés & réiterés *in rem judicatam* obligent un chacun à s'y ſoumettre même malgré ſoi.

Vos Hautes Puiſſances ſoutiennent dans leur Lettre ſuſdite, qu'on ne peut rétablir la tranquillité dans l'Ooſtfriſe, que par un Accommodement à l'amiable, & que l'on peut traiter d'un tel Accommodement ſans préjudicier aux Decrets Imperiaux, qui doivent être cenſés n'avoir plus lieu, dès que les Parties s'accommodent. On peut être perſuadé que Sa Majeſté Imperiale ne manquera pas de moyens convenables pour faire valider ſes Decrets fondez ſur les précedentes Reſolutions Imperiales, ſur les Accords clairs & obligetions de l'Ooſtfriſe paſſées pour rétablir l'ordre entre le Souverain & ſes Sujets, & ſur les regles fondementales de l'Empire, ainſi qu'il eſt exprimé dans le Decret Imperial du 18. Août 1720. Outre cele il ſe trouve dans les points décidés des choſes contraires à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, auxquelles des Conventions particulieres ne peuvent porter préjudice, d'autant plus encore qu'autrefois l'Empereur Rodolphe de glorieuſe Mémoire a déclaré à l'occaſion de l'Accord de Delfzyl, dans le Decret du 13. Octobre 1597. §. 24. que ni l'une ni l'autre Partie n'avoit droit d'entrer dans une telle Négociation, & qu'il ne dépendoit pas du Comte Edzard de négocier cette Peeification ſans la connoiſſance, le volonté & le conſentement de lui, Empereur, comme Seigneur du Fief d'Ooſtfriſe, ce qui a été repeté & exprimé par Sa Majeſté Imperiale heureuſement Regnante, dans le Decret du 18. Août 1721. rendu contre le Bourgmeaître & Conſeil de la Ville d'Embden, xonchant le prétendu Privilege d'ériger une Compagnie de Commerce, ſavoir que lorsque Sa Majeſté Imperiale auroit été informée de l'érection de ladite Compagnie, Elle l'euroit déclerée pour nulle & de nulle valeur, quand même le Prince auroit eu des raiſons pour feindre d'ignorer ce qui ſe paſſoit. Quant au reſte, nous demandons à Vos Hautes Puiſſances la permiſſion de nous en rapporter à notre Lettre du 26. d'Août, & nous les prions d'être perſuadées que ſi, ſuivant le promeſſe & les aſſurances qu'elles nous en ont données, elles engagent les Oppoſans, & ſurtout le Ville d'Embden à s'abſtenir de

ANNO 1726. de toutes voïes de fait, & à faire les premieres démarches envers le Prince, comme il convient à ſes Sujets, pour lui donner une ſatisfaction raiſonnable, s'y porter ſincerement, faire ceſſer les raiſons qua nous Subdiclegues avons eu jusqu'à préſent de nous plaindre de leur conduite, & embraſſer les expediens qui puiſſent conſerver le reſpect dû à la Dignité du Souverain Juge dans l'Empire; de notre côté nous contribuerons autant que nous pourrons, ſuivant les Reſolutions de nos Maîtres, an tout ce qui ſera capable d'aſſoupir les troubles préſens & de rétablir le repos. Vos Hautes Puiſſances peuvent être perſuadées que nous n'oublierons rien de ca qui pourra les convaincre que nous cherchons ſincerement leur aprobation, poisque nous ſommes avec un profond reſpect, &c.

(*Signé*)

G. G. RITTER. *J. J. ROSEE.

A Aurich le 9. Septemb. 1726.

Enfin, ſur l'avis que l'on eut que le Prince d'Ooſtfriſe avoit recherché la ſecours de la Cour de Dannemarck, de laquelle il avoit pris quelques Compagnies à ſa Solde, Leurs Hautes Puiſſances s'adreſſerent auſſi à Sa Majeſté Danoiſe, lui propoſant d'interpoſer ſa Médiation conjointement avec Leurs Hautes Puiſſances. Elles en firent faire la propoſition le 25 Août à Mr. Grys Miniſtre de Dannemarck, par leurs Députez, & ce Miniſtre ayant reçu des inſtructions de ſa Cour, s'expliqua en ces termes dans una Conférence qu'il eut avec les Députez le 24. Septembre.

Pro Memoriâ.

LE Miniſtre de Dannemarck ayant fait très-humblement raport eu Rni ſon Maître, de ce qu'il a plû à Leurs Hautes Puiſſances de lui faire repréſenter au ſujet des troubles d'Ooſtfriſe dans la Conference qu'il eut l'honneur de tenir avec Meſſieurs les Députez de L. H. P. le 25. du Mois d'Août dernier, & en particulier de la propoſition qu'ils lui firent de la matiere, qu'ils croyoient la plus facile d'accommoder à l'amiable par l'entremiſe de Sa Majeſté & de Leurs Hautes Puiſſances les troubles & les differens qui ſubſiſtent entre le Prince d'Ooſtfriſe & le Ville d'Embden avec ceux des Etats du Païs qui tiennent avec elle, ſans commettre l'autorité de l'Empereur & la Dignité du Prince, & ſans diſputer la Commiſſion Imperiale: Sa Majeſté a ordonné au ſuſdit Miniſtre de faire connoître à Meſſieurs les Députez en réponſe ſur la ſuſdita propoſition, qu'en conſideration particuliere de L. H. P. Sa Majeſté veut bien ſe charger avec elles de cette Commiſſion ſur le pied propoſé, & qu'elle donnera les ordres & inſtructions néceſſaires au ſuſdit ſon Miniſtre ſur ce ſujet; mais que Sa Majeſté étoit d'avis, qu'afin que la Négociation ne fût pas infructueuſe, il ſeroit neceſſaire avant tout, que Leurs Hautes Puiſſances agréaſſent & conviuſſent préalablement, qu'il ſeroit de part & d'autre fait une ceſſation d'Armes & hoſtilitez, tant avant que durant la Négociation, & enſuite que cette Négociation ne s'étendrot pas ſur les Points, qui ſont déja reglez & décidez par les Decrets Imperiaux & par le Conſeil Aulique, conformement aux anciens Accords, Concordats, Reſolutions, &c. paſſés entre la Prince & ſes Etats, mais qu'elle ſeroit fixée ſur les Points qui ne ſont pas de cetta maniere decidez; poſant ainſi pour fondement, que tout ce qui eſt reglé & décidé, ſelon les ſuſdits Accords, Concordats, Reſolutions, &c. par la Cour Aulique, doit être accepté & tenu pour decidé de part & d'autre: & comme Sa Majeſté ſe perſuade, que de cette maniere l'affaire pourroit venir le plus ſûrement & promptement à une bonne concluſion, elle eſpere que L. H. P. ſeront du même ſentiment, & qu'elles ſe declareront ſur le même pied, & à cet effet Sa Majeſté de ſon côté veut tâcher de porter le Prince à y donner les mains, & à envoyer ici un Miniſtre bien inſtrut de ſes ſentimens, dans l'attente que L. H. P. porteront le Magiſtrat d'Embden, & ceux qui tiennent avec lui, d'en faire de même, afin que la Négociation puiſſe être entamée au plutôt entre les Miniſtres, qui de part & d'autre ſeront commis pour cet Accommodement à moyenner. Le ſuſdit Miniſtre de Sa Majeſté Danoiſe prie Meſſieurs les Députez d'avoir la bonté de faire raport de ce que deſſus à L. H. P., en ſe recommandant toujours à l'honneur de leurs bonnes graces. A la Haye le 24. Septembre 1726. ANNO 1726.

(*Signé*)

N. GRYS.

Reſolution de L. H. P. ſur le Pro Memoria *du Reſident de Dannemark.*

Mardi 1. *Octobre* 1726.

OUt la raport de Mr. de Linteloo & autres Députez, &c, qui ont examiné la propoſition faite de la part du Roi de Dannemarc par Mr. Grys ſon Reſident, dans une Conference qu'il eut avec les Députez de L. H. P. ſur le ſujet des preſens troubles de l'Ooſtfriſe, contenant en ſubſtance que Sa Majeſté Danoiſe ſeroit diſpoſée à employer ſa Mediation conjointement avec celle de L. H. P pour terminer les ſuſdits troubles, propoſant en même tems que pendant la Négociation il convient qu'on s'abſtienne de part & d'autre de toute voye de fait, & que ladite Négociation ne s'étendra pas ſur les Points qui ſont regles & decidez par les Decrets Imperiaux & par ceux du Conſeil Aulique, conformement aux Accords, Concordats, Reſolutions, &c. paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & ſes Etats, ainſi que ladite Négociation ſera limitée aux Points qui ne ſont pas décidez de cette maniere, poſant ainſi pour fondement que tout ce qui a été reglé & decidé par le Conſeil Aulique ſera teçu de part & d'autre & tenu pour decidé, ſuivant les ſuſdits Accords, Concordats, Reſolutions, &c. qu'à cet effet Sa Majeſté tâchera d'engager la Prince à envoyer ici un Miniſtre inſtruit de ſes intentions, dans l'eſperance que Leurs Hautes Puiſſances determineront la Ville d'Embden & ſes Adhérans d'en faire autant.

Sur quoi étant deliberé a été trouvé bon & arrêté de prier ledit Sr. de Linteloo & autres Deputez pour les affaires d'Ooſtfriſe de répondre à Mr. Grys dans une nouvelle Conference, que l'intention de Sa Majeſté de travailler à terminer par un Accord amiable les troubles d'Ooſtfriſe, eſt d'autant plus agréable à L. H. P. qu'elles ſont perſuadées qu'en cela Sa Maj. n'a d'entre vûe que L. H. P. mêmes, ſavoir d'éteindre un embraſement qui s'allume dans le voiſinage de leurs Etats reſpectifs, ſans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, ſans rien entreprendre ſur la Souveraineté de Sa Majeſté Imperiale, ſans aprouver les voyes de fait de part & d'autre, & ſans s'arroger l'autorité de juger des Decrets Imperiaux, & ne travaillant à éteindre cet embraſement que dans la crainte qu'il ne ſoit fatal non ſeulement à l'Ooſtfriſe, mais auſſi aux Provinces voiſines, ſi l'on ne travaille par des propoſitions amiables à pacifier les eſprits irrités: que L. H. P. ſont charmées de ce que Sa Majeſté a chargé Mr. Grys de cette Commiſſion, & qu'elles concerteront volontiers avec lui ſur tout ce qui peut contribuer au ſuccès d'une affaire ſi importante; que pour commencer L. H. P. jugent qu'elles doivent, ſans perdre de tems, informer Mr. Grys de leurs intentions touchant les deux Points Préliminaires propoſez, qui ſont que, quoique L. H. P. euſſent louhaité que l'on n'eût commis aucune hoſtilité, & qu'elles ne les desaprouvent pas moins que Sa Majeſté, L. H. P. ne peuvent eſperer qu'on puiſſa engager le Magiſtrat d'Embden, & ceux que l'on nomme oppoſans, par d'autre moyen que par le force, qui rend infructueus tous les bons offices, à établir les choſes ſur le pied où elles étoient, comme un Préliminaire, & ſans avoir aucune aſſurance préalable. Selon toutes les aparences il faudra diſputer ſur le tems qu'il faudra fixer, pour remettre les choſes ſur le pied où elles étoient dans ce tems-là. Mais il paroît neceſſaire à L. H. P. & praticable de convenir qu'on s'abſtienne de voyes de fait, laiſſant les choſes *in ſtatu quo* pendant la Négociation pour un Accommodement; & qu'il y a lieu d'eſperer que les Parties conſentiront à cet expedient d'autant que L. H. P. trouvent qu'il y a moins de difficulté à determiner de cette maniere la ſuſpention des voïes de fait, parceque l'on peut fixer un terme fort court pour les Conferences; que L. H. P. prevoyent qu'on aura beaucoup de peine à obtenir de ceux d'Embden & des oppoſans d'établir en même un Point Preliminaire, & comme la baſe des Conferences

pour

ANNO 1726. pour un Accommodement amiable, (qu'on ne pourra certainement couclure ſi les Parties ne cedent quelque choſe de leurs Droits & de leurs pretenſions;) que de part & d'autre on acceptera & tiendra pour decidé tout ce qui a été reglé & decidé par le Conſeil Aulique ſuivant les anciens Accords, Concordats, Reſolutions, & autres Pactes entre ce Prince & les Etats d'Ooſtfriſe, ſurtout puiſque c'eſt principalement de-là que les troubles preſens tirent leur origine, puiſque le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans ſoutiennent, (on ne decide pas ſi c'eſt avec ou ſans fondement) qu'on n'a pas eu égard dans cette occaſion, ainſi qu'on auroit dû aux anciens Accords, Concordats, Reſolutions & autres ſemblables Conſtitutions de l'Ooſtfriſe, & qu'au contraire le Conſeil Aulique les a enfraints à pluſieurs égards dans ſes déciſions; qu'ainſi L. H. P. croyent qu'on ne pourroit établir à cet égard par voye de Préliminaire, ſinon que le Prince d'Ooſtfriſe conſentant à la Négociation d'un Accommodement amiable ſous la Médiation de Sa Majeſté & de L. H. P. ſera cenſé n'avoir renoncé en aucune maniere aux avantages qu'il peut trouver dans les déciſions du Conſeil Aulique, & dans les Decrets de l'Empereur qui s'en ſont enſuivis, encore moins d'avoir derogé à la ſouveraine Dignité de Sa Majeſté Imperiale, & qu'au cas que la Négociation ne réuſſiſſe pas, leſdits Decrets & Déciſions ſubſiſteront dans leur entier.

Que ſi Sa Maj. aprouve ces conſiderations de L. H. P. elle leur ſera plaiſir d'engager le Prince d'Ooſtfriſe d'envoyer ici un Miniſtre bien inſtruit, & que L. H. P. tâcheront d'engager le Magiſtrat d'Embden & ſes Adhérans à en faire autant, afin d'entamer la Négociation le plutôt qu'il ſe pourra, & la terminer, s'il ſe peut, par un bon Accord ſous la Médiation de Sa Majeſté Daniſe & de Leurs Hautes Puiſſances.

*Conſidérations ſur la Propoſition des Etats Généraux de terminer les differens d'*OOSTFRISE, *par un Accord à faire à la Haye, ſous la Médiation de L. H. P. & du Roi de Dannemarc.*

LA propoſition ſuivante étant parvenuë depuis quelques jours à la connoiſſance de Son Alteſſe le Prince d'Ooſtfriſe, après meure déliberation elle a fait coucher par écrit les Conſiderations ſuivantes

1. Leurs Hautes Puiſſances ſupoſent d'abord, comme une choſe raiſonnable, que celui, ou ceux, qui ſeront chargez à la Haye des intérêts d'Embden & de ſes Adhérans, devront être pourvûs d'inſtructions & de Pleinpouvoirs en forme, mais cela ne peut ſe faire que dans une Aſſemblée des Etats du Païs, car la Ville d'Embden & ſes Adhérens prétendroient ſans doute, que tout ce qu'ils feroient, ſeroit conſideré comme une affaire unanime par les véritables Etats. Supoſé que cela fût, & que légitimement l'Accord pût être aprouvé, il faudroit qu'on aſſemblât les Etats pour nommer des Plenipotentiaires, & leur donner Pleinpouvoir & Inſtruction.

2. Mais la Commiſſion Imperiale a des ordres limitez de l'Empereur, ſavoir que la Ville d'Embden & ſes Adhérans ne ſeront pas apellez à l'Aſſemblée des Etats, ou autre Convocation. La Ville d'Embden propoſe un Expedient d'éluder cet ordre, dans une Lettre à Son Alteſſe du 3. Septembre, en demandant l'Aſſemblée des Etats prorogez. Mais Son Alteſſe n'y peut conſentir, puiſqu'à la priere de ſes Etats, & avec l'aprobation de la Commiſſion Imperiale, Son Alteſſe a terminé & fini en Août 1724. les Etats prorogez depuis 1695., ce que Sa Majeſté Imperiale a confirmé dans les *Clauſula* du 18. Janvier 1726.

Son Alteſſe a fait voir dans ſa réponſe du 17. Septembre toute l'injuſtice de cette Lettre de la Ville d'Embden. Voilà le premier obſtacle légitime contre ladite propoſition, ſavoir, que tant que les choſes ſeront ſur le pied où elles ſont, il n'eſt pas poſſible, que l'on donne des Pleinpouvoirs des Etats pour une Députation à la Haye.

3. Il faudroit qu'avant tout, les Etats obéiſſans, qui ſe ſont ſoumis aux Decrets Imperiaux, fuſſent légitimement informez de la propoſition, & qu'on demandât s'ils y conſentent, & quels Pouvoirs & Inſtructions ils voudroient donner à leurs Députez, ce qui ne ſe peut faire qu'en les aſſemblant avec ordre; cette Convocation ne peut ſe faire tant que la Rebellion d'Embden dure, puiſque les violences de ceux d'Embden l'empêcheroient, & puiſque l'Ordre entier de la Nobleſſe s'eſt poſitivement & entierement ſoumis aux Reglemens de l'Empereur, & que juſqu'à préſent aucun d'eux, autant que Son Alteſſe le ſait, excepté le ſeul van Appel, n'a eu part au tumulte, il faudroit conſulter en particulier la Nobleſſe, ſi elle veut donner quelque pouvoir à ſes Députez. ANNO 1726.

Si l'on agit autrement en cecí, & que ſans une Aſſemblée formelle des Etats, & ſans avoir d'avance conſulté les Etats obéiſſans, on vouloit accorder à ceux d'Embden & à leurs Adhérans, de nommer des Députez & les envoyer à la Haye avec des Inſtructions, ce ſeroit autoriſer les auteurs du tumulte contre tout Droit, & contre les Accords d'Ooſtfriſe, ce qui ne peut être.

4. On ne peut conjecturer de la Lettre d'Embden du 3. Septembre autre choſe, ſinon, que cette Ville & ſes Adhérans, ne peuvent contenir aux propoſitions qui leur ont été faites par les Etats Généraux, ni admettre la Médiation du Roi de Dannemarc, puiſqu'il n'y eſt parlé que de la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, outre qu'ils continuent à ne pas vouloir reconnoître la Commiſſion Imperiale, dans la ſupoſition que Sa Majeſté Imperiale refuſe de les écouter, ainſi qu'ils l'ont publié dans des Ecrits repandus de tous côtez. Leur intention eſt donc de traiter ſous la ſeule Médiation des Etats Généraux, ſans que la Commiſſion Subdeleguée ait rien à y dire, ainſi qu'ils ont défendu à tous les Miniſtres ſous de ſévéres peines de rien publier qui ſoit émané par la Commiſſion Imperiale.

5. Les Etats Généraux entendent, ſuivant leur propoſition, que tout ce qui auroit été reglé & arrêté à la Haye, ſeroit remis entre les mains des Subdeleguez, pour avoir leur aprobation, & être exécuté par forme de Decret; Son Alteſſe ayant fait part de ceci à la ſuſdite Commiſſion, ainſi qu'il le devoit néceſſairement, les Subdeleguez ont fait entendre, que bien loin de decreter l'exécution d'un Projet qui auroit été dreſſé ſans leur concours, ils ne pourroient abſolument pas l'admettre ou l'aprouver, puiſque dans la ſituation où ſont les affaires, cette maniere de traiter leur paroit très-préjudiciable à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, ce dont ils ſeroient reſponſables à Sa Majeſté Imperiale s'ils y condeſcendoient en aucune maniere. Ainſi, ſi l'intention des Etats Généraux étoit, qu'un tel Projet dreſſé par Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puiſſances fut exécuté, il eſt indiſpenſable que Sa Maj. Imperiale y conſentire auſſi peu que la Commiſſion, ſur tout ſi l'on continue à les charger pour l'avenir de la Garentie de l'obſervation de cet Accord, ſans quoi néanmoins le Prince ne pourroit trouver aucune ſureté.

6. On doit donc prendre garde d'offenſer Sa Majeſté Imperiale par cette maniere d'agir, puiſqu'Elle-même & ſes Prédéceſſeurs depuis long-tems ont expreſſement défendu de s'adreſſer à d'autre qu'à Elle quand il s'agire de quelques differens, ordonnant de ſe ſoumettre à ſon ſouverain Tribunal; c'eſt ce qui a porté Sa Majeſté Pruſſienne, en offrant ſa Médiation à Son Alteſſe, de s'exprimer ainſi dans ſa Lettre du 10. de Juin 1724.

„ Nous n'ignorons pas l'intention de Sa Mjeſté „ Imperiale à cet égard, & nous la reſpectons com„ me nous devons, enſorte que nous la ſeconde„ rons de tout notre pouvoir, & notre intention „ n'eſt aucunement de vous ſouſtreire à l'examen „ de la Cour Imperiale & à ſa déciſion; nous ſa„ vons que vous ne le pouvez, & qu'on ne peut „ l'exiger."

C'eſt cette Déclaration qui a porté Son Alteſſe à refuſer cette Médiation, & s'en tenir à la voye légitime de la Juſtice, & il paroit que cette conduite de Son Alteſſe a donné lieu à quelque mécontentement de la part de Sa Majeſté Pruſſienne.

7. Si Son Alteſſe donnoit les mains à la Négociation propoſée à la Haye, on voit bien que ce ſeroit offenſer de nouveau le Roi de Pruſſe.

8. On ne repetera pas ici d'autres raiſons contenuës dans la Reſolution du 30. Avril, communiquée à Monſieur Lewe van Adwart.

9. La Commiſſion Imperiale a ſuffiſamment déclaré que, dès que l'on auroit rétabli toutes choſes ſur le pied où elles étoient, elle pourroit convoquer une Diéte compoſée des Etats qui ſe ſont ſoumis; & ſeroit diſpoſée, ſuivant les inſtructions de Sa Majeſté Impe-

ANNO 1726. riale, à dreſſer un Recès d'exécution au nom de la Commiſſion, qui pourroit être publiée comme une déciſion Imperiale; que pendant l'exécution de ce Recès, leſdits Subdelegués permettroient que Sa Majeſté le Roi de Dannemarc & Leurs Hautes Puiſſances envoyaſſent chacun une perſonne accreditée *ad locum Commiſſionis*, pour perſuader, comme amis, aux Parties de faciliter l'exécution d'un tel Recès de la Commiſſion. Mais ſuivant les Inſtructions desdits Subdelegués, la direction & la déciſion doivent dépendre d'eux ſeuls. Et il paroit que ces Députez accreditez pourroient par leur intervention amiable procurer l'Accommodement des Points qui ne ſont pas décidez dans les Decrets de l'Empereur, mais qui ſont contenus dans les Conventions d'Ooſtfriſe, & dont Son Alteſſe a fait mention, en peu de mots, dans la ſusdite Reſolution donnée à Mr. le Baron d'Adwart §. 12. Son Alteſſe aprouve cette propoſition des Subdelegués.

Le 22. *de Septembre* 1726.

1727. *Lettre du Roi de Pruſſe aux Etats d'*OOSTFRISE.

FREDERIC GUILLAUME Roi, &c.

NOus voulons bien vous faire ſavoir par celle-ci, qu'il nous a été remis, il y a quelques jours, une Lettre de Sa Majeſté Imperiale, écrite le 13. Avril dernier, & envoyée expreſſement par un Courier, par laquelle Sa Majeſté Imperiale témoigne ſon extrême deplaiſir des troubles qui ont duré juſqu'ici en Ooſtfriſe, & du ſoulevement, que de votre côté vous pouſſez toujours plus loin contre votre Prince, lequel Elle regarde comme une affaire qui ſert de mauvais exemple dans l'Empire, & qu'on ne ſauroit abſolument tolerer plus long-tems, après la grande clémence dont il a été uſé envers vous ſuſmentionnez; c'eſt pourquoi Elle demande de Nous, & eu même tems des autres Princes Condirecteurs du Cercle de Weſtphalie, en ces propres termes: „ Que nous veuillions étouffer de „ toute notre force, ſi-tôt qu'il eſt poſſible, la Rebel„ lion ſuscitée par des Sujets ſans Religion, ſans foi, „ ſans honneur, comme une choſe contraire à l'auto„ rité du Chef Supréme dans l'Empire; que Nous „ veuillions aſſiſter le Prince dans le danger où il ſe „ trouve, avec les Troupes néceſſaires, rétablir la „ Paix, tranquillité & obéiſſance, mettre les Boutes-feu „ en priſon, & les garder juſqu'à nouvel ordre: enfin „ contribuer comme Directeur du Cercle, tout ce qui „ eſt néceſſaire pour accommoder & faire ceſſer „ promptement les differens pernicieux qui regnent „ dans la Principauté d'Ooſtfriſe."

Comme donc nous ne pouvons nous-même nullement aprouver, que contre nos propres exhortations ſi ſouvent réïterées envers vous, vous aïez de votre côté pouſſé les choſes ſi loin, juſqu'à voler, piller, bruler & tuer publiquement; même ſuivant la ſusdite Lettre de Sa Majeſté Imperiale, juſqu'à enfermer le Prince & ſa famille dans ſa réſidence, & tâcher à le forcer par un Siege formel, & la ruine d'icelle, à faire tout ce que vous voulez, & cela dans un tems où tout le different étoit ou déja décidé par les Decrets Imperiaux, ou pendoit en partie encore devant le Conſeil Aulique, duquel vous auriez du attendre par conſequent la déciſion légitime de Sa Majeſté Imperiale. Et comme il ne vous eſt nullement incounu combien ſeverement ces ſortes de rebellions contre le Souverain légitime ſont défendues par les Conſtitutions de l'Empire & autres Loix, vous pourrez aiſément comprendre vous-mêmes que dans de telles circonſtances une pareille conduite continuée ne ſauroit être indifferente à nous, comme un Etat fidéle de l'Empire, & qu'il ſeroit impardonnable à nous, ſi nous voulions uſer de connivence à cet égard, ou nous ſouſtraire à la Commiſſion de l'Empire dont nous avons été chargé.

Mais afin que vous aïez d'autant moins lieu de vous plaindre de quelque précipitation, nous vous faiſons connoître préalablement la ſusdite ſérieuſe intention de Sa Majeſté Imperiale, juſqu'à ce que nous aïons communiqué là-deſſus avec les Seigneurs nos Condirecteurs, vous exhortant encore par la preſente, très-gracieuſement & en même-tems très-ſérieuſement, qu'autant que vous deſirez éviter l'entiere diſgrace de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, avec l'exécution de tous les Directeurs du Cercle de Weſtphalie, qui s'enſuivroit très-certainement, ſi, contre toute opinion, vous n'y ſatisfiez point d'attention, vous quittiez auſſitôt après la Lecture de la préſente les armes injuſtement priſes contre votre Prince; que vous réduiſiez les auteurs de cette émeute dans les juſtes bornes, & prêtiez avec eux tranquillement la dûe obéiſſance, juſqu'à ce que l'affaire ſoit entierement terminée par la voïe de la Juſtice, ou par un Accommodement amiable, à quoi nous ne manquons pas de bonne volonté de contribuer autant que faire ſe pourra. Nous attendons là-deſſus inceſſamment votre Déclaration poſitive, & dans cette ferme attente, nous vous aſſurons de notre grace & affection.

ANNO 1727.

Berlin le 30. *Mai* 1727.

Lettre du Roi de Pruſſe aux Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, TRES-CHERS AMIS ET VOISINS.

NOus eſperons que Vos Hautes Puiſſances ne prendront autrement que comme une marque de la confiance conſtante que nous avons en Elles, que nous leur donnons communication par celle-ci, de la Lettre qui nous a été envoyée il y a peu de jours de Sa Majeſté Imp. par un Courier exprès; par laquelle, Nous comme auſſi les autres Princes Condirecteurs du Cercle de Weſtphalie, ſommes vivement exhortez & priez d'étouffer ſans délai, & par tous les moyens ſuffiſans, les troubles intenus qui continuent juſqu'à preſent en Ooſtfriſe; à donner au Prince la protection & ſécurité néceſſaire contre les Rebelles, & à diriger les choſes de la maniere, que la Paix & la tranquillité de ce Païs ſoit rétablie au plûtôt.

Nous ne pouvons pas auſſi cacher à Vos Hautes Puiſſances, que tant par raport à l'obligation où nous nous trouvons, comme un Etat de l'Empire, & Directeur du Cercle envers Sa Majeſté Imperiale; qu'auſſi en particulier par la conſidération qu'il nous importe beaucoup comme Succeſſeur expectatif dans le Païs d'Ooſtfriſe, qu'il ne ſoit pas ruiné par de telles Rebellions, nous n'avons pû nous diſpenſer de déclarer là-deſſus en Réponſe: Que nous ſerions toujours prêt, en cas de beſoin, à prendre une telle Commiſſion ſur nous.

Et puiſque Vos Hautes Puiſſances de leur côté ont non ſeulement témoigné ci-devant en toute occaſion avec nous, un loüable mécontentement contre tous ce que les Etats d'Ooſtfriſe & la Ville d'Embden ont cherché à obtenir par la force; mais qu'Elles leur ont auſſi pluſieurs fois conſeillé à tenir une conduite plus raiſonnable & diſcrete; quoiqu'en vain. C'eſt pourquoi nous nous tenons parfaitement aſſuré de la grande équité de Vos Hautes Puiſſances, qu'Elles n'aprouveront en aucune maniere la conduite irréguliere & ſoüillée de beaucoup de ſang, des Etats d'Ooſtfriſe. & encore moins qu'Elles voudront empêcher en quelque façon la prochaine exécution (au cas qu'elle ſoit encore demandée) par leurs Troupes qui ſe trouvent dans ledit Païs.

De notre côté nous ne ſouhaitons rien plus que leſdits Etats d'Ooſtfriſe veuillent faire à tems plus d'attention qu'ils n'ont pas fait ci-devant à notre exhortation réïterée & bien intentionnée, que nous leur avons envoyée, & dont la Copie eſt ci-jointe, & éviter par là le malheur qui leur pend ſur la tête.

Mais en cas que non, nous voulons être exenſé de tous les malheurs & mauvaiſes ſuites qui leur pourroient arriver; & aſſurer encore particuliérement à Vos Hautes Puiſſances avec toute ſincerité, que par raport aux Capitaux avancés par Elles audit Païs, nous jugeons que le rétabliſſement de l'ordre & ſubordination entre le Prince & les Sujets eſt plus convenable, que de ſouffrir que tout reſte plus long-tems dans la confuſion préſente; & que nous prendrons toujours à cœur, autant qu'il dépend de nous, d'aider au prompt payement des interêts des Capitaux dûs à Vos Hautes Puiſſances. Pour le reſte nous demeurons, &c.

Berlin le 30. *Mai* 1727.

FR. GUILLAUME.
plus bas, ILGEN.

Extrait

ANNO 1727. *Extrait de la Réponſe des Etats G. des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas au Roi de* PRUSSE.

QUe Leurs Hautes Puiſſances étoient très-reconnoiſſantes de la confiance que Sa Majeſté leur témoignoit en leur faiſant part de la requiſition de Sa Majeſté Imperiale, tendante à ce que Sa Majeſté & les autres Princes Directeurs du Cercle prêtaſſent le main enſemble ou ſéparément à l'exécution des Decrets Imperiaux dans l'affaire d'Ooſtfriſe, & apaiſaſſent les troubles dans ce Païs. Que Leurs Hautes Puiſſances avoient eu ſoin de leur côté de donner connoiſſance de tems en tems à Sa Majeſté des démarches qu'elles faiſoient pour apaiſer ces differends, s'il étoit poſſible, & prévenir les voies de fait qui ont été commencées contra leur ſentiment & leur attente, puiſqu'elles les ont desaprouvées, ayant réſolu de conſeiller à ceux d'Embden & à leurs Adherans de ſe ſoumettre aux Decrets Imperiaux, & de s'abſtenir à l'avenir de toutes voies de fait, dans l'eſperance que leur ſoumiſſion empêchera que les Decrets ſoient executez à la rigueur, & qu'enſuite les Griefs étant redreſſez ſelon l'équité; la tranquilité & la Regence pourroient être rétablies en Ooſtfriſe comme ci-devant; c'eſt en quoi Leurs Hautes Puiſſances avoient chargé le Sr. de Keppel leur Miniſtre, d'informer Votre Majeſté, avant d'avoir reçu ſa Lettre; elles en ont de même donné connoiſſance au Sr. de Meinhertshagen Miniſtre de Sa Majeſté ici. Que Leurs Hautes Puiſſances ſe flattent que leur Conſeil joint à la Lettre de Sa Majeſté aux Etats d'Ooſtfriſe, auront un bon ſuccès, & qu'il ne ſera point neceſſaire d'en venir à une execution réelle, qui, ſi elle doit ſe faire en introduiſant des Troupes dans l'Ooſtfriſe, ne ſerviroit qu'à oprimer & ruiner ce Païs, à la conſervation duquel Leurs Hautes Puiſſances ne ſont pas moins intereſſées que Sa Majeſté. Que Leurs Hautes Puiſſances ſont très-ſatisfaites que Sa Majeſté ait averti les Etats de ce dont ils ſont menacez, s'ils ne s'abſtiennent de toutes voies de fait, & ne ſe ſoumettent. Que L. H. P. prient inſtamment Sa Majeſté de faire enſorte qu'on ne ſe preſſe pas d'envoyer des Troupes en Ooſtfriſe pour exécuter les Decrets Imperiaux, dans l'eſperance que Sa Majeſté Imperiale, ſelon ſa clemence naturelle, voudra bien donner quelque eſperance & ſûreté aux Renitens condamnez à tout perdre; que les Decrets ne ſeront pas exécutez contre eux à la lettre, & que Sa Majeſté voudra bien y contribuer, afin que les conſeils que l'on donnera aux Renitens de s'y ſoumettre, ayent plus d'effet. Que Leurs Hautes Puiſſances ne ſouhaitent rien davantage que de voir le repos rétabli en Ooſtfriſe le plûtôt poſſible; à quoi Elles ont un intérêt, ſurtout que ce ſoit par des moyens qui ne ſurchargent pas ce Païs, qui n'a déja que trop ſouffert pendant un long-tems par les troubles. Que L. H. P. ſeront toujours portées à y contribuer autant qu'il dépendra d'Elles, dans l'eſperance que l'on ne portera aucun préjudice à leurs intérêts en Ooſtfriſe.

*Réponſe des Etats Generaux au Memoire des Deputez des Etats d'*OOSTFRISE *& de la Ville d'Embden.*

QU'ils n'ignoroient pas avec quel zéle Leurs Hautes Puiſſances avoient travaillé pour conſeiller, & s'il eût été poſſible, perſuader au Prince d'un côté, & aux Etats avec la Ville d'Embden d'un autre côté, de terminer leurs differends par un Accord amiable, & en attendant de s'abſtenir de part & d'autre de toutes voies de fait: Qu'Elles ſont très-mortifiées de n'avoir pû réuſſir, puiſque ſelon elles, c'étoit le meilleur parti pour les uns & les autres, & l'expedient le plus convenable pour rendre le repos durable. Que les choſes étant dans la ſituation où elles ſont, Leurs Hautes Puiſſances ne pouvoient leur donner un meilleur conſeil que celui de ſe ſoumettre, eux & leurs Principaux & Committans, à la déciſion des Decrets de Sa Majeſté Imperiale, & Leurs Hautes Puiſſances leur conſeillent cette ſoumiſſion. Que Leurs Hautes Puiſſances avoient employez tous leurs bons offices, & continueroient à les employer pour faire enſorte que l'exécution des Decrets Imperiaux commiſe aux Directeurs du Cercle ſoit ſuſpenduë par proviſion dans l'eſperance que cette ſoumiſſion le fera bientôt; mais que ſans cette ſoumiſſion, il n'y avoit point de ſuccès à attendre; que dès qu'elle ſera faite, Leurs Hautes Puiſſances tâcheront d'obtenir, par leurs preſſantes interceſſions, que les Decrets ne ſoient pas exécutez à la rigueur, & que l'on uſe de modération, que les Griefs ſoient redreſſez, & la Regence rétablie ſur un bon pied. Que quant aux plaintes par raport aux Troupes Danoiſes qui ſont à préſent en Ooſtfriſe, & aux deſordres & violences qu'elles commettent dans le plat Païs, Leurs Hautes Puiſſances employeroient leurs bons offices à ce que ces Troupes ſoient renvoyées, & que l'on faſſe ceſſer ces deſordres; mais que pour l'obtenir il faut que le Magiſtrat d'Embden & ſes Adherans donnent des aſſurances au Prince, qu'ils n'en viendront plus à aucune voie de fait, ni directement, ni indirectement.

ANNO 1727.

Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas.* 1728.

Vendredi 9. Juillet 1728.

LEs Srs. Umbgroeve & autres Députez de Leurs Hautes Puiſſances pour les affaires d'Ooſtfriſe, ayant examiné en vertu de leurs Reſolutions Commiſſoriales datées de pluſieurs jours differens, conjointement avec quelques Srs. Commis du Conſeil d'Etat, les Pieces & Papiers que Leurs Hautes Puiſſances ont reçus depuis quelque tems au ſujet de l'état préſent des affaires en Ooſtfriſe, particulierement celles qui ont relation à la ſureté de la Ville d'Embden, en dedans & en dehors; & les Srs. Commis du Conſeil d'Etat ayant enmmuniqué le raport du Colonel Otto, qui depuis peu y étant envoyé par le Conſeil pour examiner l'état préſent des affaires en Ooſtfriſe, ſpécialement à l'égard de la ſûreté de la Ville d'Embden qu'il leur paroiſſoit, auſſi-bien qu'aux Srs. Commis du Conſeil d'Etat, extrement dangereux, parce qu'il eſt évident qu'on a pouſſé ceux d'Embden à bout; que les Decrets Imperiaux ſont exécutés contr'eux à la derniere riguent, & qu'on paroît avoir en vûe de mettre les affaires, par la continuation de l'exécution, hors d'état de pouvoir être redreſſées, pendant qu'on ne répond nullement, ou ſeulemnur par de belles paroles, eux bonnes intentions & vives repréſentations de Leurs Hautes Puiſſances, pour obtenir quelque mitigatiuo des Decrets Imperiaux; comme auſſi de rétablir la Paix & la tranquillité en Ooſtfriſe par des moyens plus doux, ſauf pourtant la ſouveraine autorité de Sa Majeſté Imperiale, comme Juge ſuprême dans l'Empire.

Que cela paroît incontellablement par les procedures des Srs. Commiſſeires Subdeleguez de Sa Majeſté Imperiale, qui pendant les délibérations du Conſeil Auliſque, reçûes ſur les fortes inſtances de Leurs Hautes Puiſſances, ſe ſont rendus. Maîtres des Seigneuries d'Embden, ſituées autour de la Ville, & y ont mis des Troupes ſous prétexte d'exécution. Que l'invation desdites Seigneuries, & particulierement de celle de Woethuylen, qui n'en eſt qu'à la portée d'un Faucon-neau, met la Ville en danger d'être ſurpriſe à tout moment; qu'outre cela on a privé les Bourgeois & Habitans de la Ville, par le ſéquestre deſſusdites Seigneuries, de leur ſubſiſtance, lequelle ils ont accoutumé de tirer de ces Seigneuries, & que la Ville même eſt tellement entourée & ſerrée, qu'elle, auſſi-bien que le Garniſon de Leurs Hautes Puiſſances eſt tellement bloquée, qu'aucun Bourgeois ou Habitant d'Embden n'oſe mettre les pieds hors des portes de le Ville ſans un danger extrême, à moins qu'il ne ſoit muni d'un Sauf-conduit des Srs. Commiſſaires Subdeleguez Imperiaux. Qu'on publie un Decret après l'autre, & qu'on met amende ſur toute ſorte de choſes, quelquefois, nd Leurs Hautes Puiſſances ſont directement intéreſſées comme Parties Contractantes avec le Prince & les Etats, ſur le Magiſtrat en général, ou l'un ou l'autre de ſes Membres en particulier; qu'en mettant ainſi les eſprits au deſeſpoir, l'aprehenſion d'une Révolte en dedans, & les dangers d'une ſurpriſe en dehors augmentent de jour en jour, de façon qu'on n'a pas ſeulement la derniere confuſion à craindre, mais qu'on eſt, pour ainſi dire, à la veille d'un bouleverſement général; que les Troupes de l'Etat à Embden courent pareillement grand risque d'y être compriſes, & qu'on en pourroit

ANNO 1728.

roit venir, contre l'intention de Leurs Hautes Puiſſances, & malgré les ſusdites Troupes, à des hoſtilités qui pourroient avoir de fâcheuſes ſuites.

Qu'eux Srs. Députez avoient appris qu'on ſollicite à Vienne de la part du Prince, entr'autres un Decret Imperial, *de injungenda abductione militis Batavici*: & que Leurs Hautes Puiſſances ſont fort inquiétes de ce que ladite ſollicitation pourroit produire, qu'il eſt fort à craindre que la République ſera à la fin troublée ouvertement dans l'ancienne poſſeſſion de ſes Garniſons à Embden & Lieroort, & qu'il pourra arriver qu'on renverſe tout d'un coup la forme de la Regence en Ooſtfriſe, à la conſervation de laquelle on a travaillé ſincerement de la part de l'Etat avec un zéle infatigable & avec toute l'application & précaution poſſibles depuis une longue ſuite d'années. Leurs Hautes Puiſſances ayant été requiſes expreſſément en qualité d'amis & voiſins, auſſi-bien par les Comtes & Princes d'Ooſtfriſe, que par les Etats, avec ca ſuccès que les troubles ont été chaque fois aſſoupis, les differends aplanis, & après précedente ſoumiſſion, decidées, comme auſſi la forme de la Regence fixée & affermie: de façon que par la Médiation de Leurs Hautes Puiſſances, on a fait pluſieurs Accords ſolemnels, entre les Comtes & Princes, & leurs Etats; comme auſſi entre les Comtes & Princes & la Ville d'Embden, comme de tout temps, Ville principale & la plus privilegiée d'Ooſtfriſe, leſquels Accords ont été affermis par la Garantie de Leurs Hautes Puiſſances, & au maintien deſquels, comme auſſi pour prévenir toute ſorte d'hoſtilités, elles ont miſes & entretenues à leurs propres frais depuis plus de cent ans leurs Garniſons à Embden & Lieroort.

Qu'on ne juge pas néceſſaire d'allegner tout au long, que cet Etat a toujours eû à cœur l'intérêt de l'Ooſtfriſe & de la Ville d'Embden en particulier, ni ce que Leurs Hautes Puiſſances ont fait pour la conſervation de ce Pais; que marque de cela, parmi pluſieurs autres preuves, la Ville d'Embden a été toujours nommément compriſe de la part de Leurs Hautes Puiſſances dans tous les Traités de Paix, où elles ont été intéreſſées, comme dans celui de Munſter, Nimegue, Ryswyck & Utrecht, & que de plus on n'a qu'à remarquer en paſſant, que l'Ooſtfriſe préſentement réduite en Marais & Pais mondé, ſans les Capitaux conſiderables qui ont été négociez ſous la Garantie de l'Etat, & que les Habitans de la République ont encore fournis depuis peu, ce qui a augmenté de beaucoup l'intérêt que la République prend à ſa conſervation; de ſorte qu'on ne peut ſonger qu'avec étonnement & frayeur à un renverſement total de la Regence en Ooſtfriſe, dont on a ci-devant allegné les ſuites, & qui ſont faciles à prévoir, mais qu'on ne ſauroit trop apréhender.

Sorquoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon & entendu de donner connoiſſance dudit raport aux Srs. Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à Soiſſons, & de leur recommander de concerter ſur cet état dangereux & pitoyable des affaires en Ooſtfriſe, avec les Srs. Miniſtres de France & de la Grande-Bretagne, ces deux Couronnes ayant déclaré en général d'être portées à ſoutenir Leurs Hautes Puiſſances; & à favoriſer l'intérêt de l'Etat en Ooſtfriſe; à qui entr'autres convient que la tranquillité y ſoit rétablie au plûtôt; que les Droits de Garniſon de l'Etat, dont il a joüi depuis ſi long-tems, & que les Accords & Accommodemens entre les Princes & les Etats, dont Leurs Hautes Puiſſances ſont pour la plûpart garants, ne ſoit annullées ou bouleverſées, & que toute la Regence ne ſoit renverſée; à moins de quoi on ne voit aucune ſeureté, & encore moins, une parfaite ſureté à l'égard des Garniſons de l'Etat en Ooſtfriſe & des Capitanz importans que les bons Habitans de la Republique ont fournis pour le bien & la conſervation de l'Ooſtfriſe aux Princes & aux Etats en général, comme auſſi à la Ville d'Embden en particulier.

Qu'eux Srs. Plenipotentiaires obſerveront à l'égard dudit concert.

1. De déclarer conjointement avec les Srs. Miniſtres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne au Congrès, comment on peut engager les Srs. Comtes de Sinzendorff & autres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Imperiale audit Congrès, dont le premier a déja été averti, par le Sr. Cardinal de Fleury, de l'état pitoyable des affaires en Ooſtfriſe, à donner une réponſe poſitive & ſpecifique à l'égard de l'intention de la Cour Imperiale touchant le rétabliſſement du repos en Ooſtfriſe, & particulierement ſur la maniere la plus propre & la plus efficace, pour inſiſter vivement & ſérieuſement auprés des Srs. Plenipotentiaires Imperiaux, ſoit ſeuls, ou bien conjointement avec les Miniſtres de France & de la Grande-Bretagne au rétabliſſement de toutes les innovations pendant les déliberations du Conſeil Aulique, ſur l'interceſſion de Leurs Hautes Puiſſances pour la modification des Decrets Imperiaux dans les affaires d'Ooſtfriſe, & particulierement à la reſtitution desdites Seigneuries à l'entour d'Embden, dont l'occupation ſerre la Ville de ſi près, qu'elle eſt autant que blocquée; ou pour le moins de ſuſpendre toute exécution ulterieure, & de réduire la Commiſſion à un état, qu'on ne vienne ni dans le voiſinage, ni ſur les Frontieres de l'Etat à des extremités, qui pourroient avoir de mauvaiſes ſuites, dans un tems, ou le Congrès eſt aſſemblé à Soiſſons pour la Pacification générale de l'Europe.

ANNO 1728.

2. Que pour terminer enfin les troubles, qui ruinent le Païs de fond en comble, à la conſervation duquel L. H. P. ſont intéreſſées pour les raiſons ci-deſſus allegnées, on faſſe des repréſentations ſerieuſes aux Srs. Plenipotentiaires Imperiaux de vouloir effectuer, par leurs bons offices, auprés de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, que Sadite Majeſté ſe détermine, ſelon ſa haute équité & ſa clemence naturelle, à mitiger la rigueur des Decrets publiez, par leſquels les Habitans d'Embden & leurs Adherans ſont condamnez à perdre leurs biens & vies, & qu'Elle s'ouvre à L. H P. & à leurs Alliés reſpectives touchant ſes intentions pour le rétabliſſement de la Paix & de l'ordre dans la Régence d'Ooſtfriſe, afin que L. H. P. étant perſuadées que S. M. Imperiale & Cathol. ne longe nullement à exécuter les Decrets, ſelon toute leur rigueur, ni à renverſer la forme de la Régence, ſe puiſſent tranquilliſer pour leur propre intérêt, & ſoient par là d'autant plus en état de diſpoſer la Ville d'Embden & ceux de ſon parti à s'accommoder à l'intention de S. M. Imperiale, ainſi qu'on a fait de pareilles repréſentations l'année paſſée de la part de L. H P. au Sr. Comte de Konigſegg Erps. Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté imperiale à la Haye, & ſur leſquelles on a inſiſté de tems en tems, ſans qu'on aye vu le moindre ſuccès.

3. Que leſdits Srs. Plenipotentiaires de L. H. P. communiquent aux Srs. Cardinal de Fleury & autres Plenipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne, & leur faſſent la propoſition, qu'en cas que, contre toute eſperance & attente, les Srs Plenipotentiaires Imperiaux ne donnaſſent pas une réponſe ſuffiſante à ce ſujet, ou que, pendant qu'on attend ladite réponſe, on commit de nouvelles hoſtilitez contre la Ville d'Embden & la Garniſon de L. H. P, ainſi qu'on doit apréhender, pour les raiſons ſuſdites, L. H. P. comptent non ſeulement ſur l'amitié, l'harmonie & la bonne intelligence, qui regnent entre les Hauts Alliez & l'Etat; mais qu'Elles ſont auſſi entierement perſuadées, que leſdits hauts Alliez regarderont ce cas comme *Caſus Foederis*, qui eſt compris dans les Traitez, & nommement dans celui d'Hanovre, où dans l'Art. 2. on s'eſt promis une Garantie reciproque, non ſeulement de tous les Etats, Païs & Villes, mais auſſi *de tous les Droits, Immunitez & Prérogatives, dont les Hauts Contractans jouiſſoient, ou devoient jouir dans le tems que ce Traité fut ſigné*; étant inconteſtable, que parmi les Prérogatives, dont l'Etat joüiſſoit dans le tems qu'il accéda audit Traité, & dont il a été en poſſeſſion depuis plus de 120. ans, ſes Garniſons à Embden & à Lieroort ne ſont pas les moindres, &c.

*Decret de Sa Maj. Imp. dans l'affaire d'*OOSTFRISE.

Lundi le 13. Septembre 1728.

ON notifiera à la Commiſſion de l'Ooſtfriſe & publiera la Reſolution ſuivante de S. M. I.

L'Empereur a aprouvé le ſentiment du Conſeil Aulique, de ſorte que

I. On expediera & publiera la Patente d'Amniſtie projettée, pour convoquer à la Diète, les Etats d'Ooſtfriſe y apartenans, tant les obéiſſans que les *Renitens*, avec pourtant cette reſerve, que non ſeulement les deux Auteurs de la Rebellion, nommement *Bernard Henri d'Appel*, & *Rudolf de Rheeden*, mais auſſi ceux qui ont eu part aux homicides perſonnels, ſeront exclus de cette Amniſtie, & on procedera contre eux ſelon

ANNO 1728. ſelon le Droit, &c. Cependant Sa Majeſté Imperiale, ſelon le raport des Commiſſaires, ſe reſerve de decider là-deſſus, ſi Elle trouve plus à propos de mitiger leur châtiment, ou point.

2. La Commiſſion d'Ooſtfriſe continuera la ſequeſtration des Biens des Rebelles pour l'*indemniſation* des innocens, juſqu'à la comparition de ceux-là à la Diéte, & moyennant leur bon comportement, les Biens ſequeſtrez pourroient leur être reſtituez, en vertu de la clemence & de la gracieuſeté de l'Empereur, dès que les leſez ſeront dédommagez.

3. On expediera, ſelon le Protocolle, le Decret Imperial, & on le donnera à l'Envoyé de Hollande, en réponſe des Memoires qu'il a délivrez.

4. On adreſſera les ordres, ſelon le Protocolle, aux Commiſſaires Imperiaux, & à leurs Subdeleguez dans l'Ooſtfriſe.

(*Signé*)

ARNAULD HENRI DE GLANDORFF.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puiſſances, du 29. Juillet 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 26. du Courant, je me ſuis entretenu à Verſailles avec Mr. le Cardinal & Mr. le Garde des Sceaux ſur l'affaire d'Ooſtfriſe; Je les ai trouvé très-diſpoſez de parler encore efficacement à Mr. le Comte de Sinzendorff dans la vûe d'empêcher que l'affaire d'Ooſtfriſe ne ſoit pouſſée à une plus grande extremité, mais au contraire que les Seigneuries appartenantes à la Ville, & qui ſont occupées par la Commiſſion, lui ſoient reſtituées, & que l'on n'en vienne à aucune nouvelle exécution, pendant les délliberations de l'Empereur pour rétablir le repos dans ce Païs-là: ſuppoſé que ce que ces Miniſtres ont dit à ce ſujet au Comte de Sinzendorff n'ait été d'aucun effet juſqu'à préſent, ils ne doutoient point que ce Seigneur ne fit reflexion ſur ce qu'ils lui avoient reperé ſur cette matiére, & que L. H. P. pouvoient être perſuadées qu'ils prendroient à cœur de toute maniere la ſûreté & les intérêts de L. H. P. & qu'ils leur en donneroient des preuves dans toutes les occaſions. Et comme le Comte de Sinzendorff m'avoit promis de me remettre en main la Copie de la Lettre qu'il écriroit ſur ce ſujet au Comte de Königſegg-Erps, que ce Miniſtre envoyeroit aux Commiſſaires Subdeleguez d'Ooſtfriſe, dans l'eſperance qu'elle produiroit l'heureux ſuccès qu'on en attend, j'ai encore parlé à ce ſujet à ces Meſſieurs & leur ai promis de leur envoyer la Copie de cette Lettre, afin qu'ils puiſſent être mieux en état de juger de l'intention du Comte de Sinzendorff.

Je ne puis à cette occaſion, Monſieur, m'empêcher de vous dire, que j'ai trouvé les Miniſtres de la Grande-Bretagne reſolus de déclarer les démêlez d'Ooſtfriſe un *Caſum Fœderis*, ſuivant quoi L. H. P. ſont en Droit d'exiger ce qui a été promis par l'Alliance de Hanovre, mais je n'ai pas trouvé la même Reſolution chez les Miniſtres de France, quoiqu'ils donnaſſent de fortes aſſûrances de leur appui & de leur ſecours. Ils ſe retranchent à dire qu'ils le font plûtôt par affection pour l'Etat, que par aucune Obligation en vertu des Traitez.

J'ai envoié Copie de la traduction de la ſusdite Lettre du Comte de Sinzendorff, à Mr. le Garde des Sceaux, & j'en ai pareillement remis Copie aux Miniſtres d'Angleterre; afin qu'ils examinaſſent ce qu'il y avoit à faire ſur cette matiere, & de quelle maniére on pourroit le mieux ſatisfaire à l'intention de L. H. P. contenuë dans leur Reſolution du 9. de ce Mois: Je me ſuis enſuite abouché avec les uns & les autres.

Dans la Converſation que j'ai eu avec le Comte de Sinzendorff, ſur cette affaire, il s'eſt expliqué clairement & m'a dit, que l'intention de l'Empereur n'étoit abſolument pas de faire déloger la Garniſon que l'Etat avoit dans Embden; Qu'il croyoit même que les intérêts de l'Empereur s'accordoient à ce que la Ville d'Embden demeurât ſous la Garde de l'Etat; & qu'il ne pouvoit point approuver que cette Forteresſe de l'Empire fût occupée par des Troupes Etrangeres, mais que l'Empereur continueroit à uſer de connivence à l'égard de ce qui avoit été ſi long-tems pratiqué par rapport à Embden. Sur quoi j'ai pris la liberté de repreſenter à S. E. que ce qui ſe paſſoit dans ces Quartiers-là ne s'accordoit guere avec les aſſûrances qu'il me donnoit, puiſqu'il n'y avoit pas grande difference entre attaquer la Garniſon de l'Etat, ou, ſous prétexte d'executer les Decrets du Conſeil Aulique, la tenir ſi étroitement bloquée ainſi que les Habitans, qu'il y avoit lieu de craindre à tous momens qu'elle ne fût ſurpriſe. ANNO 1728.

S. E. m'a dit outre cela qu'on avoit déja mis ordre & reglé le payement des intérêts des Capitaux que les ſujets de l'Etat avoient avancez en faveur de l'Ooſtfriſe; Qu'à l'égard des *Rentems*, l'intention de l'Empereur étoit abſolument qu'ils devoient ſe ſoumettre, & s'en raporter à la Commiſſion, que par-là l'Empereur ſeroit en état de les traiter avec douceur, & clemence, ce qui étoit auſſi ſon intention.

Là-deſſus, je pris encore la liberté d'aſſurer S. E. que l'intention de l'Etat étoit d'agir de concert à cet égard avec l'Empereur auſſi-tôt que S. M. I. trouveroit à propos d'aſſûrer aux *Rentems* leurs Biens & leur vie, & que la Ville & le Païs conſerveroient leurs Droits & Privileges qui faiſoient la ſûreté de l'Etat & de leurs Habitans, & que l'Etat ſouhaitoit que l'Empereur eût la bonté de s'expliquer à cet égard d'une maniére plus claire & plus préciſe, ſans quoi l'Etat ne pouvoit pas ſe charger de perſuader des Gens à ſe ſoumettre, contre qui il y avoit déja un Decret qui déchargeoit leurs Biens confiſquez & leur Vie en danger. Le Comte de Sinzendorff répliqua là-deſſus que l'Empereur même, ſuivant ſon Serment, ne pouvoit juger que conformement aux Loix & Privileges du Païs, qu'il n'étoit pas aſſez inſtruit pour ſavoir ſi tous ces Privileges avoient été légitimement obtenus, ſans quoi ils ne pouvoient être regardez que comme aiant été uſurpez. Que l'Adminiſtration des Deniers Publics étoit une des cauſes de la diſcorde dans ce Païs-là, & que ſuivant ſon jugement le Prince, à cet égard, n'étoit pas bien fondé, je ſuis, &c.

Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fagel, Greffier de Leurs Hautes Puiſſances, de Paris le 1. Août 1728.

MONSIEUR,

DEpuis ma derniere du 29. du paſſé, j'ai cru devoir repréſenter à Mr. le Cardinal, par la Lettre ci-jointe, ma ſurpriſe ſur le contenu de la Lettre du Comte de Sinzendorff *, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer alors. Mr. le Cardinal m'a d'abord répondu à ma Lettre d'une maniere qui confirme ce que le Comte de Sinzendorff avance, ſavoir, que les affaires de l'Empire, en particulier celle d'Ooſtfriſe, ne pouvoient être portées au Congrès, c'eſt pourquoi j'ai crû devoir envoier à L. H. P. cette Lettre de Mr. le Cardinal.

Mr. le Garde des Sceaux m'aiant fait ſavoir qu'il ſouhaiteroit fort que j'allaſſe hier à Verſailles pour conferer avec moi ſur ce ſujet, je m'y ſuis rendu, & Mr. le Garde des Sceaux m'a donné en réponſe au Mémoire que j'ai remis depuis peu à Mr. le Cardinal ſur les affaires d'Ooſtfriſe, que Mr. le Cardinal & lui Garde des Sceaux avoient ſouvent parlé au Comte de Sinzendorff ſur l'affaire d'Ooſtfriſe dans les termes les plus preſſans, qui avoient enfin engagé S. E. à écrire au Comte de Königſegg-Erps; que depuis que je leur avois envoyé Copie de cette Lettre, le Garde des Sceaux étoit allé à Boulogne, où loge le Comte de Sinzendorff, pour lui parler encore ſur le même ſujet, qu'il lui avoit communiqué le contenu de la Lettre de Mr. le Cardinal, en lui déclarant que c'étoit la ſincere intention de Son Eminence. Que le Comte de Sinzendorff lui avoit repondu qu'il eſperoit que ſa Lettre au Comte de Königſegg auroit tous le ſuccès deſiré, & que comme il avoit reçû ce jour-là un Courier de l'Empereur ſur cette affaire d'Ooſtfriſe, il s'imaginoit que le Comte de Königſegg auroit auſſi reçu de nouvelles Inſtructions ſur ce ſujet; mais que puiſqu'on prenoit ici cette affaire ſi fort à cœur, il dépêcheroit inceſſamment un Exprès à la Cour Imperiale, à quoi le Comte de Sinzendorff avoit ajouté de nouveau, que l'Empereur n'avoit pas intention d'attaquer ni la Garniſon

* On trouvera ci-après cette Lettre, celle de Mr. le Cardinal & le Mémoire dont il eſt parle dans cette Lettre.

ANNO 1728. niſon de l'Etat, ni les Privileges du Païs, proteſtant de la maniere la plus forte que les Kenitens ſeroient traitez avec toute ſorte de douceur s'ils vouloient ſe ſoumettre, mais il ne s'expliqua point davantage ſur cet Article.

Enfin, Mr. le Garde des Sceaux me dicta pour derniere reſolution ſur mon Mémoire: *Nous ſoutiendrons les Etats Généraux dans l'affaire d'Ooſtfriſe. Il ſuffit que la République y ſoit intéreſſée, pour que nous nous portions à l'aider avec empreſſement & avec vivacité. Elle fera très-bien de prendre toutes les meſures néceſſaires pour ne point ſuccomber, ſi l'on portoit trop loin la violence, & comme nous ne doutons pas que les Etats Généraux n'agiſſent que de concert avec nous, ils peuvent être ſûrs que nous ne les abandonnerons point, en cas que toutes les meſures pour faire ceſſer la rigueur des Commiſſaires Impériaux deviendſent inutiles?* Mr. le Garde des Sceaux avoit couché ceci par écrit afin de faire la même Déclaration; ſans aucun changement, au Comte de Sinzendorff; ce qui ſera auſſi envoyé à Mr. de la Baune *.

Comme j'avoit auſſi delivré le Mémoire ſuſdit aux Miniſtres de la Grande-Bretagne, ils m'ont répondu qu'ils avoient reçu pluſieurs ordres d'apuyer de tout leur pouvoir les repréſentations qui ſeront faites de la part de L. H. P. au ſujet des affaires d'Ooſtfriſe, tant à cette Cour-ci qu'aux Miniſtres de Sa Maj. Imp. Et ils m'aſſurerent que l'intention de leur Cour étoit de prendre le parti de la Republique en toutes manieres dans l'affaire d'Ooſtfriſe & qu'ils envoyeroient à leur Coor le ſaſdit Mémoire que je leur avois donné. Je ſuis, &c.

Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINZENDORFF, *à Mr. le Comte de* KÖNIGSEGG-ERPS. *Datée de Boulogne le 26. Juillet* 1728.

J'Ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce Mois, avec les Relations y jointes pour S. M. I. & par laquelle je vois que vous êtes du ſentiment, que je dois écrire à la Commiſſion Subdeleguée en Ooſtfriſe, pour lui faire connoitre que je croyois que ladite Commiſſion ne devoit pas pouſſer l'exécution plus loin, mais qu'elle laiſſât les choſes dans l'état, où elles ſe trouvent actuellement jusqu'à ce que S. M. I. en ait diſpoſé autrement. *Mr. Hop m'a témoigné, qu'il étoit auſſi de cette opinion; mais comme vous n'ignorez point, Monſieur, que ces ſortes de Commiſſions ſont principalement émanées du Conſeil Aulique, & qu'elles dépendent auſſi de l'Empereur, comme Chef de l'Empire; vous jugerez aiſément, qu'il ne me convient point de donner mon avis en pareil cas; d'autant moins, que les difficultez pourroient facilement s'aplanir, ſi le Magiſtrat d'Embden vouloit comparoitre devant ladite Commiſſion & lui rendre obéiſſance, ſuivant que l'équité & les Conſtitutions de l'Empire l'éxigent. Mr. Hop m'a fait connoitre, que ces gens-là craignoient de paroître devant la Commiſſion, mais moi, je penſe que les Etats Généraux protegeront d'autant plus difficilement ces desobéiſſans, qu'ils ſavent par experience, qu'on n'eſt point accoûtumé dans l'Empire d'employer & de mettre en uſage toutes les rigueurs. Outre celà on eſt perſuadé en Hollande, que malgré l'oppoſition de l'Empereur & de l'Empire, on n'a aucune intention de déloger la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden; & pour ce qui regarde les intérêts qui leur ſont dûs, on m'aſſure qu'on a donné de tels ordres, que les Etats Généraux ont lieu d'en être contens & ſatisfaits. Au reſte il me paroit, que ſi les Etats Généraux ne vouloient pas fortifier ces Gens dans leur desobéiſſance, il ſeroit facile de terminer au plûtôt cette affaire, de maniere que le meilleur ſeroit, s'il n'y a pas des ordres contraires de S. M. I. & Cath., que les Subdelegués ſe conduiſent de façon à pouvoir empêcher toutes ſortes de voyes de fait, pour ne point aigrir davantage les choſes, & pour nous mettre en état de nous faire reſſentir les effets des bonnes diſpoſitions, qu'on peut attendre de la Conjoncture preſente. Mr. Hop m'a auſſi demandé, ſi les Embdenois n'avoient rien à craindre par raport à leurs Privileges? Je lui ai répondu, que je ne ſavois point juſqu'où ils avoient porté leur temerité, mais qu'en général, je pouvois l'aſſurer, que ſelon les principes de S. M. I. on eſt dans l'habitude de maintenir toujours les Vaſſaux de l'Empire dans leurs anciens Privileges. J'ai fait en même tems connoitre à Mr. Hop, que S. M. I. ne permettroit jamais, qu'aucune affaire de l'Empire ſoit portée & agitée au Congrès, & cela fondé ſur ce que Sadite Maj. Imperiale étoit en général d'accord ſur ce point avec la France. Je ſuis, &c.

ANNO 1728.

Lettre de Mr. Hop à Mr. le Garde des Sceaux. Datée du 23. Juillet 1728.

MONSIEUR,

JE me donne l'honneur d'envoyer à votre Excellence ci-joint la Traduction de la Copie de la Lettre que Mr. le Comte de Sinzendorff avoit promis d'écrire à Mr. le Comte de Königſegg-Erps. J'ai de la peine à croire que vous la trouviez conforme à ce que vous avez attendu, encore bien moins conçuë en des termes propres à calmer proviſionellement le Païs d'Ooſtfriſe & mettre la Republique en tranquillité de ce côté-là.

Il ne me reſte donc, Monſieur, qu'à vous prier de faire réflexion ſur le Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous remettre ſur cette affaire, & de me marquer le tems auquel vous ſouhaitez que je vienne recevoir réponſe là-deſſus, afin de me mettre en état d'en faire un rapport fidele à L. H. P. qu'ils attendent avec une grande impatience. Je ſuis avec tout le reſpect poſſible, &c.

Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleury, à Paris le 29. Juillet 1728.

MESSIEURS les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne me ſont venus voir dans ce moment, ils m'ont dit d'avoir eu l'honneur d'entretenir votre Eminence ſur les affaires d'Ooſtfriſe, & qu'ils ont trouvé votre Eminence dans les diſpoſitions telles que j'avois eſperé; ils m'ont dit encore qu'ils ont tâché d'entretenir ſur cette affaire Mr. le Garde de Sceaux, mais qu'ils n'ont pu le joindre à cauſe qu'il étoit occupé aux Sceaux. Votre Eminence aura vu dans la Copie de la Lettre de Mr. le Comte de Sinzendorff à Mr. le Comte de Königſegg-Erps, combien peu d'eſperance il y a que par cette Lettre non ſeulement la tranquilité ſoit rendue au Païs d'Ooſtfriſe, mais même qu'il n'y a point d'eſperance du tout que cette Lettre empêche les Commiſſaires Subdeleguez de continuer l'exécution contre la Ville d'Embden & votre Eminence aura ſans doute remarqué dans la fin de ladite Lettre ſurquoi eſt fondé la confiance du Miniſtre Imperial. J'ai cru pouvoir me diſpenſer de preſſer avec importunité votre Eminence de me faire avoir réponſe ſur la Mémoire que Mr. Goslinga & moi avons préſenté ſur cette affaire à votre Eminence & aux Miniſtres des Alliez de la Republique au Congrès, tandis que je pouvois me flatter que votre Eminence auroit engagé Mr. le Comte de Sinzendorff à prévenir par ſon moyen tous les malheurs, qui ſont à craindre de ce côté-là; mais comme ladite Lettre ne m'en laiſſe aucune eſperance, je me trouve obligé de ſuplier votre Eminence de vouloir réfléchir ſur la ſituation des affaires d'Ooſtfriſe; d'avoir la bonté de me faire ſavoir ſon ſentiment ſur le contenu de ladite Lettre du Comte de Sinzendorff, & en même tems ſur le Mémoire, qui, en exécution des ordres de L. H. P., a été remis à votre Eminence, & que L. H. P. attendent avec impatience, &c.

Réponſe du Cardinal, à Verſailles le 30. Juillet 1728.

JE reçois, Monſieur, la Lettre, dont votre Excellence m'honore du 29. de ce Mois, & je ne repeterai, pas tout ce que je dis hier à Mrs. les Plenipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui vous ont rendu compte des ſentimens du Roi ſur l'affaire d'Ooſtfriſe, & ſur leſquels la Republique peut compter. Il eſt vrai que j'ai dit à Mr. de Sinzendorff, que les affaires de l'Empire & purement de ſon reſſort ne ſeroient pas traitées au Congrès, mais je lui ai toujours ajouté en même tems, qu'on devoit en excepter celles qui ſe-

roient

* chargé des affaires de France à la Haye depuis le départ du Marquis de Fenelon.

ANNO 1728. roient une ſuite des Traitez de Weſtphalie, dont nous ſommes Garants & celles auſſi qui auroient une ſi grande connexion ou relation avec les intérêts de nos Alliez, dans leſquelles nous ne pourrions nous diſpenſer d'entrer & de demander, conjointement avec eux, qu'il leur ſut fait juſtice, telle eſt l'affaire d'Ooſtfriſe, & la Republique peut être aſſurée que ſon repos & ſa tranquilité nous touchent trop pour ne pas l'aider avec empreſſement & vivacité, en cas que toutes les meſures pour faire ceſſer la rigueur des Commiſſaires Imperiaux deviuſſent inutiles.

A l'égard du Mémoire que votre Excellence me remit il y a quelques jours, il demande une Conference plûtôt qu'une Lettre, & Mr. le Garde des Sceaux m'a dit que vous deviez venir ici demain pour conferer avec lui ſur une affaire ſi preſſante & ſi délicate, le Roi ſera toujours prêt à donner à la Republique les ſecours dont elle aura beſoin auſſi bien que les Conſeils qu'il croira néceſſaires. Je vous ſupplie, Monſieur, de vouloir mettre une entiere confiance dans la Droiture de nos Intentions, & d'être perſuadé qu'en mon particulier, on ne peut honorer votre Excellence plus parfaitement que je fais, qui ſuis, &c.

Memoire des Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances à ceux des autres Alliez de Hanovre.

LEs ſouſſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances aiant des ordres très precis de la part de leurs Maîtres, de repréſenter à leurs Alliez l'extremité où ſe trouve reduite la Ville d'Embden, ils s'acquittent de ce devoir par le preſent Mémoire, qu'ils ont l'honneur de preſenter à Vos Excellences.

Il ſouviendra à ſon Eminence, & aux autres Miniſtres des Alliez, que d'abord à notre arrivée, même avant l'ouverture du Congrès, nous avons eu l'honneur de faire des Repréſentations très-vives là-deſſus, non ſeulement à nos Alliez, mais auſſi en plus d'une Converſation aux Miniſtres de Sa Maj. Imperiale.

Votre Eminence entra ſi bien & avec tant d'affection dans la juſtice de nos plaintes, & conçut ſi bien l'importance de la conſervation de cette Place, le Bonlevart des Frontieres de quatre ou cinq Provinces, la ſeureté de nos côtes: par conſequent encore du Commerce de la Baltique, de l'Elbe, & de ce qu'on appelle le petit Oſt (qui comprend le Holſtein, le Jutland & les Iſles adjacentes) dont la plus grande partie ſe fait le long des côtes d'Ooſtfriſe, tellement qu'il faut croiſer l'Ems, la meilleure embouchure de toutes les côtes de la Republique.

Votre Eminence, diſons-nous, convaincuë de la verité de ces faits, ne heſita pas un moment à nous donner les aſſeurances les plus fortes, de vouloir ſoutenir nos juſtes Droits. Elle eut en conſequence de cela la bonté d'en parler en des termes très-ſerieux à Mr. le Comte de Sinzendorff.

Les ſouſſignez de leur côté n'ont pas ceſſé de faire auprès des Miniſtres de Sa Majeſté Imperiale les inſtances les plus vives, pour qu'ils voulûſſent s'expliquer ſur les conditions que S. M. Imperiale trouveroit bon, ſelon ſa Clemence ordinaire, & Heréditaire à ſa Maiſon, de preſcrire à ceux d'Embden, qui, pour prévenir qu'elles euſſent en vuë les anciennes Conventions, & miſſent à couvert la vie, la liberté & les poſſeſſions de la Ville & des Habitans, nos Maîtres prêteroient volontiers les mains à un œuvre auſſi charitable, & auſſi Chrétien.

Ce n'eſt pas la premiere fois que ces offres ont été faites, il y a plus d'un an qu'on a eu recours pour cela au Comte de Königſegg, & le Miniſtre ordinaire de L. H. P. a eu ordre plus d'une fois de faire des repréſentations là-deſſus, ſans que jamais il ait eu de reponſe.

Si jamais le tems fut propre, pour pouvoir eſperer que toutes les ſemences de diviſions qui ſubſiſtent, puiſſent être étouffées dans leur naiſſance, c'eſt-à-préſent, que d'un conſentement unanime les Miniſtres de preſque toutes les Puiſſances principales de l'Europe ſe trouvent aſſemblez en Congrès, uniquement dans la vuë ſalutaire de procurer une Paix & un repos ſtable au Monde Chrétien, auſſi les ſouſſignés ſe flatoient déja agréablement, que les bons offices de votre Eminence & de Vos Excellences auroient produit du moins cet effet, qu'on eut ſuſpendu pour un tems l'exécution des rigoureux Edits, levée la blocade de la Ville, laiſſé à la Ville la poſſeſſion de ſes Domaines, & aux Habitans la liberté d'entrer & ſortir de la Ville, pour la perception de leurs fruits de Terre & pour exercer librement leur petit Commerce. ANNO 1728.

Mais ces eſperances flateuſes ſe trouvent entierement évanouïes. On continue d'uſer de toutes les rigueurs imaginables: Edits foudroyants les uns ſur les autres, Amendes & Confiſcations ſur Confiſcations, on ſerre la Ville de jour en jour plus, & même au point, qu'excepté la force ouverte (dont on ſe peut ſervir à tous momens, poſtées comme ſous les Troupes) la Ville ſe trouve aſſiégée dans les formes.

Voilà Meſſieurs, l'état violent, où ſe trouve la Ville avec ſes Habitans, & par conſequent la Garniſon de nos Maître reduites, c'eſt cette triſte & violente ſituation qui à la fin oblige nos Maîtres, après en avoir uſé avec tant de patience, d'avoir recours à l'interceſſion efficace &, en cas de beſoin, à l'aſſiſtance réelle de leurs Alliez.

Il eſt inutile de leur repréſenter de nouveau l'importance de cette Ville à tous égards, nous ajouterons ſeulement à ce qui s'eſt déja dit là-deſſus, que nos généreux Ancêtres dès la naiſſance de la Republique crurent cette Ville de cette importance pour leur conſervation, qu'ils ne balancerent pas, avec poſt-poſſeſſion de leurs Frontieres les plus expoſées aux principales forces de leurs Ennemis, d'accourir au ſecours de cette Ville menacée, & à la veille d'être opprimée; auſſi nos Ennemis en conçurent dès ce tems-là ſi bien l'importance, que plus d'une fois ils firent des tentatives de s'en rendre les Maîtres, ſous prétexte de maintenir les Comtes, à cette heure Princes, contre la Ville, & d'y établir après le ſiege de la Guerre: Projet, s'il avoit réuſſi, qui auroit étouffé dans ſa naiſſance la Republique; auſſi la France & la Grande-Bretagne, dès lors nos Alliez, en furent ſi bien perſuadées, qu'ils y tinrent les mains, & le Roi de la Grande-Bretagne, Jaques premier, voulut bien être Garant du Traité qui ſe fit, ſous la Mediation de la Republique, à la Haya l'an 1606. entre le Comte & la Ville.

Ce ſont ces Conſiderations importantes, diſons-nous, qui obligent à la fin nos Maîtres d'avoir recours aux Conſeils & à l'aſſiſtance de leurs Alliez.

En conſequence de cela ils demandent:

En premier lieu,

Que leurs Alliez ſe joignent avec eux pour faire de concert & enſemble les inſtances les plus amiables & en même tems les plus ſérieuſes, pour qu'il plaiſe à Sa Majeſté Imperiale, ſelon ſa clemence ordinaire, d'employer ſon authorité, afin qu'au plûtôt qu'il ſoit poſſible, ces malheureuſes diſſentions ſoient terminées d'une maniere équitable, avec la conſervation de la vie, de la liberté, des poſſeſſions de la Ville & de ſes Habitans, & ſans renverſer les fondemens du Gouvernement du Païs & de la Ville.

En ſecond lieu,

Que cette affaire exigeant peut-être plus de tems que le triſte état, où ſe trouve la Ville & la Garniſon, ne peuvent attendre, qu'au moins Sa Majeſté voulût bien ordonner au Commiſſariat de remettre les choſes dans l'état, où elles étoient avant la ſaiſie des Domaines & des Biens de la Ville & de ſes Habitans.

En troiſiéme lieu.

En cas que malheureuſement tous ces offices amiables ſe trouvaſſent, contre toute attente, infructueux, que Nos Alliez veuillent bien conſiderer cette affaire avec les ſuites, qu'elle pourroit avoir, & la déclarer, (comme ſans contredit elle l'eſt) en termes exprès, un *Caſus Fœderis*, avec cet effet, que, ſi malheureuſement la Republique ſe trouvoit reduite à la dure neceſſité, de ſauver de l'une ou de l'autre maniere la Ville, ſes Habitans & leur propre Garniſon de leur ruine, que cette demarche, à laquelle on ne viendroit pas, à moins d'une neceſſité toute abſolue, (comme celle où on ſe trouveroit, ſi, contre toute eſperance, on continuoit de pouſſer les choſes à l'extremité) ſeroit approuvée par leurs Alliez, & les ſuites, qu'elle pourroit avoir, cenſées, *Caſus Fœderis*, en vertu duquel nos Maîtres ſeront en Droit d'exiger, qu'on tienne prêt tel ſecours reel, qu'ils pourroient avoir beſoin pour ſe garantir de l'oppreſſion de leurs Ennemis.

Ce n'eſt pas que nos Maîtres prétendent le moins du Monde s'ingerer dans le Domeſtique de l'Empire:

ANNO 1728. inîu du là, ils ne cherchent rien avec plus d'empreſſement, qu'à vivre dans une étroite harmonie avec le Chef & les Membres de ce reſpectable Corps, & on prie Vos Excellences d'en donner chacun là où ils jugeront à propos, les aſſurances les plus fortes.

Mais l'affaire d'Embden ne peut pas être conſidérée telle, auſſi jamais l'Empire ne s'en eſt mêlé: Les Traités de Munſter, de Nimegue, de Ryswyk & celui d'Utrecht, en ſervent de preuve, & jamais on n'a diſputé une poſſeſſion de plus de cent ans; Auſſi nos Maîtres ſont dans la forte perſuation, qu'encore l'Empire le conſidere ſur ce pied-là.

Voilà, Meſſieurs, ce que nous avons ordre de repréſenter à Vos Excellences de la part de nos Maîtres, l'union cordiale qui ſubſiſte entre les Alliez, & les preuves réelles que nos Maîtres ont reçuës, leur inſpire une forte eſperance, qu'à la faveur de cette Harmonie & de cette aſſiſtance efficace, cette affaire delicate & importante pourra être accommodée au contentement de nos Maîtres, qui de leur côté ne manqueront jamais à donner des preuves de leurs intentions ſinceres, de cultiver avec ſoin l'amitié & l'union qu'ils ont eu l'honneur de contracter avec d'auſſi grands Princes.

Reſolutions de Leurs Hautes Puiſſances du 7. Août 1728.

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrès, datée de Paris le 29. Juillet & la Copie y jointe d'une Lettre écrite au Comte de Königſegg-Erps par le Comte de Sinzendorff, & communiquée à Mr. Hop par ledit Comte de Sinzendorff, touchant la ſituation des affaires d'Ooſtfriſe, ſurquoi, après déliberation, il a été trouvé bon & réſolu de prier & commettre les Seigneurs de Singendonk & autres Députez pour les affaires d'Ooſtfriſe pour entrer en conference avec le Sr. Comte de Königſegg-Erps, Envoyé extraordinaire de Sa Maj. Imp. & lui déclarer que Leurs Hautes Puiſſances ont vu avec plaiſir par la ſuſdite Lettre du Comte de Sinzendorff les bons offices employez par ledit Sr. Comte de Königſegg-Erps auprès du Sr. Comte de Sinzendorff pour l'engager à écrire aux Commiſſaires Subdeleguez en Ooſtfriſe de ne point pouſſer plus loin leurs exécutions & de ſurſeoir juſqu'à ce que Sa Maj. Imp. en ait ordonné ulterieurement.

Que de même elles avoient remarqué avec plaiſir que le Comte de Sinzendorff étoit d'avis que les ſuſdits Commiſſaires Subdeleguez, s'ils n'ont pas d'ordres contraires, doivent ſe conduire de maniere à prevenir toutes les voyes de fait. Mais L. H. P. ont bien remarqué en même tems que ledit Comte de Sinzendorff faiſoit quelque difficulté d'écrire aux Commiſſaires Subdeleguez, cette affaire n'étant pas de ſon departement: Que L. H. P. aprennent d'un autre côté que leſdits Commiſſaires Subdeleguez pouſſant leurs Procedures avec la derniere rigueur, jettent la Ville d'Embden dans la plus grande inquiétude, puiſqu'elle ſe trouve pour ainſi dire bloquée, enſorte qu'on a lieu de craindre les voyes de fait qui auroient de mauvaiſes ſuites qu'on voudroit prevenir.

Qu'il paroit que le Comte de Sinzendorff eſt d'avis que les difficultez ſeroient bien-tôt aplanies ſi le Magiſtrat d'Embden ſe ſoumettoit à la Commiſſion Imperiale & témoignoit ſon obéiſſance, que L. H. P. avoient laiſſé audit Magiſtrat toute ſa liberté à cet égard, & ne lui avoit donné que des conſeils de moderation.

Qu'elles remarquent que le Comte de Sinzendorff a de L. H. P. une opinion qui ne leur fait pas de plaiſir, puiſqu'il s'imagine que L. H. P. fortifient ledit Magiſtrat dans ſa prétendue deſobéiſſance, pendant que réellement L. H. P. ont toujours conſeillé au Magiſtrat de ſe ſoumettre; & qu'effectivement ce Magiſtrat a fait ſa ſoumiſſion par l'avis de L. H. P. & l'a envoyée, par écrit, à Vienne, ſupliant ſeulement très-humblement que l'on eut égard à leurs Droits & Privileges ſuivant l'équité de Sa Maj. Imperiale. Mais cette ſoumiſſion a été rejettée par la ſeule raiſon qu'on y avoit ajouté cette prière.

Que L. H. P. conſiderent preſentement que ceux d'Embden & leurs Adherans ſont déclarez par les Decrets Imperiaux avoir encouru la perte de leurs Biens & de leur Vie, Elles ne voyent pas comment pouvoir en conſcience leur conſeiller de ſe ſoumettre à de tels Decrets, ſur tout remarquant l'autorité avec laquelle le Prince & ſon Miniſtere a fait les Commiſſaires Subdeleguez, qui ſuivent en tout les intentions dudit Miniſtere, enſorte qu'il ne reſte aucune porte ouverte aux repréſentations ou remontrances de ceux d'Embden. ANNO 1728.

Que L. H. P. ayant la plus grande idée de l'équité naturelle, de la Clemence & de la bonté de Sa Maj. Imp. s'en raporteroient volontiers à elle ſi c'étoit leur propre affaire, pourvû que Sa Maj. Imp. voulût bien l'examiner elle même. Mais les grandes & importantes occupations de Sa Maj. Imp. ne lui permettant pas d'entrer dans l'examen detaillé des differens du Prince d'Ooſtfriſe avec les Etats de ſon Païs & la Ville d'Embden, L. H. P. ne pourroient être aſſurées ſinon que les informations qui ſeroient envoyées à Sa Maj. Imp. & qui depuis quelque tems ne viennent que d'un côté des Parties, ne peut donner à S. Maj. I. qu'une fauſſe impreſſion de ceux d'Embden.

Que L. H. P. dans la ſeule vûe du contribuer de tout leur pouvoir au rétabliſſement de la tranquillité & la bonne Harmonie en Ooſtfriſe, à quoi la Republique a vu ſi grand intérêt, ont demandé il y a long-tems qu'on leur fit connoître juſqu'où pourroit s'étendre la Clemence de Sa Maj. Imp. en faveur des Renitens, & ce qu'on pourroit relâcher, dans l'exécution, de la rigueur des Decrets de l'Empereur & du Conſeil-Aulique de l'Empire, enfin de quelle maniere & juſqu'où les Conſtitutions & Loix fondamentales du Gouvernement d'Ooſtfriſe ſeront conſervées, afin que L. H. P. fuſſent en état de conſeiller la ſoumiſſion à ceux d'Embden & à leurs Adherans; mais qu'elles n'ayent reçu aucune repouſe ſur ce ſujet & qu'ainſi on ne pouvoit exiger d'Elles de donner à ceux d'Embden & à leurs Adherans un Conſeil d'où dépend leur bonheur, leurs Biens, & leur Vie; ce qui n'empêche pas pourtant que L. H. P. ne leur laiſſent une entiere liberté de faire ce qu'elles trouveront plus convenable.

Que quant à la Garniſon de L. H. P. dans la Ville d'Embden, où elle a toujours été depuis plus de 120. ans ſans être à charge ni à la Ville ni aux Etats du Païs, il eſt vrai que L. H. P. conſiderant l'amitié qui ſubſiſte entre Elles & Sa Maj. Imp. & l'Empire, & les avantages qu'on en a tirez de part & d'autre, elles ne peuvent ſe perſuader qu'on ait intention de faire ſortir leur Garniſon de la Ville d'Embden; mais conſiderant d'un autre côté, ce qui leur paroît tout-à-fait probable, que le Prince d'Ooſtfriſe ſollicite le Conſeil-Aulique de l'Empire de délivrer la Ville d'Embden de la Garniſon de L. H. P. pendant que ce même Prince fait donner ici des aſſurances qui ne s'accordent gueres avec ces ſollicitations, outre qu'on ne peut ſavoir, quel ſeroit le ſentiment du Conſeil-Aulique ſur cet Article, & quelles en ſeroient les ſuites, Elles ne peuvent ne pas être dans une certaine incertitude, ſur laquelle elles voudroient avoir des ſuretez qui ne ſe trouvent pas dans la Lettre du Comte de Sinzendorff.

Que par raport aux Capitaux & intérêts que les Sujets de L. H. P. ont à prétendre du l'Ooſtfriſe, L. H. P. verront volontiers l'effet des ordres que le Comte de Sinzendorff aſſure que l'on a donnez pour ſatisfaire L. H. P. à cet égard; mais elles ne peuvent déguiſer leur inquiétude ſur cet Article, particulierement par raport aux Capitaux negociez par la Ville d'Embden, pour la réparation des Digues, puiſqu'on a enlevé à cette Ville ſous divers prétextes ſes Seigneuries, & à ſes Habitans les Biens qu'ils ont ſituez hors de la Ville, & que le Contract paſſé, ſous le bon plaiſir du Prince, avec ladite Ville pour l'entretien des Digues & ce qui en dépend, a été caſſé de la part du Prince, fortifié de l'autorité des Commiſſaires Subdeleguez; enſorte qu'il eſt aiſé de prévoir que cette Ville ſera hors d'état de ſatisfaire à ſes obligations, auſſi n'a-t-on point paié les intérêts depuis quelques années, & ceux des autres Capitaux fournis aux Etats de l'Ooſtfriſe ſe trouvent en arriere de trois années.

Qu'un reſte rien ne pourroit être plus agréable à L. H. P. que de voir qu'on trouvât des moiens de rétablir le plûtôt poſſible la tranquilité dans l'Ooſtfriſe, & la forme du Gouvernement ſur du bons fondemens, autant que faire ſe pourroit en conformité des Droits, Loix, & Accords du Païs; & Elles prient le Comte de Königſegg-Erps de continuer à employer ſes bons offices à cet effet, &c.

Seconde

ANNO 1728. *Seconde Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances, du 7. Août 1728.*

OUï le raport des Seigneurs chargez d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrés, datée de Paris le premier du courant & la reponſe y jointe de Mr. le Cardinal de Fleury &c. ſurquoi, aprés déliberation, il a été trouvé bon & réſolu qu'il ſera écrit au Sr. Hop que L. H. P. aprouvent ce que leurs Plenipotentiaires enſemble & lui Sr. Hop en particulier ont fait à cet égard; de plus que l'intention de L. H. P. eſt que leſdits Plenipotentiaires ou celui d'entr'eux qui en aura la premiere occaſion, témoignent à Mr. le Cardinal & au Garde des Sceaux, que les fortes aſſurances qu'ils ont donné d'apuyer & de ſecourir la Republique dans cette affaire ont été très-agréables à L. H. P. qui ſe repoſent entierement ſur ces aſſurances. Leſdits Plenipotentiaires témoigneront la même choſe à ceux de la Grande-Bretagne.

Que L. H. P. ne ſouhaitent rien tant que de voir qu'on évite toute voye de fait qui peuvent donner lieu à de plus grands troubles; mais que d'une autre côté la Ville d'Embden leur eſt d'une ſi grande importance pour leur ſûreté, qu'elles ne pourroient en ſouffrir la perte, que cependant on ne peut la conſerver, quand même la Garniſon de la Republique y reſteroit, ſi les Bourgeois & les Habitans ne peuvent mettre le pied hors des murailles, & ſi ceux dont les Biens ſont hors de la Ville ſont ruinez & eux portez au dernier deſeſpoir; qu'il n'y a pas de difference entre attaquer une Ville à force ouverte, ou traiter les principaux Habitans dans leurs Biens de maniere à leur enlever tous les moyens de ſubſiſter, & que c'eſt-là néanmoins la ſituation où ſe trouve la Ville d'Embden, les Commiſſaires Subdeleguez continuant toujours leurs mêmes Procedures, enſorte que depuis peu ils ont pris encore poſſeſſion de deux endroits ſituez près de la Ville, ce qui eſt cauſe qu'elle eſt à préſent fermée de toutes parts, excepté du côté de la Riviere; & de cette maniere les Commiſſaires Subdeleguez s'emparent également ſous divers prétextes de tous les Biens que les Habitans de la Ville poſſedent à la Campagne, & privent les Proprietaires de leurs Biens & de leur ſubſiſtance.

Que ce procedé inquiéte d'autant plus Leurs Hautes Puiſſances qu'on le continue avec un zéle affecté dans un tems où les Commiſſaires Subdeleguez ne peuvent ignorer qu'on negocie actuellement ſur les affaires d'Ooſtfriſe, & que Sa Maj. Imp. eſt occupée à en déliberer, enſorte que pendant ce tems-là au moins ils devoient ſurſéoir à toute procédure.

Les choſes étant dans la ſituation que l'on vient de raporter les Plenipotentiaires de L. H. P. concerteront avec ceux de France & de la Gr. Bretagne, & leur demanderont leur avis ſur ce qu'il y a à faire pour ſecourir cette Ville & rétablir la tranquillité en Ooſtfriſe.

Que L. H. P. ont apris avec plaiſir par la Lettre du Sr. Hop avec quel empreſſement Mr. le Garde des Sceaux a parlé ſur ce ſujet au Comte de Sinzendorff, ſuivant les intentions de Mr. le Cardinal; & qu'elles ſouhaitent que les effets y repondent.

Que quant à ce que le Comte de Sinzendorff a dit entre autres choſes qu'il avoit reçu un Courier le jour même qu'on lui parloit, & qu'il ne doutoit pas que le Comte de Königſegg-Erps n'eut auſſi reçu en même tems de nouveaux ordres, ſur ce ſujet; L. H. P. n'avoient encore été informées de rien à cet égard par le Comte de Königſegg-Erps.

Et comme le Comte de Sinzendorff dit alors que puiſque la Cour de France prenoit cette affaire ſi fort à cœur, il envoyeroit ſur cela un exprès à l'Empereur, L. H. P. croyent qu'il convient d'attendre le retour de cet exprès; & que L. H. P. ne deſirent rien davantage que d'aprendre que Sa Maj. Imp. auroit donné les ordres neceſſaires pour corriger les procédures qui ont jetté la Ville d'Embden dans l'état violent où elle ſe trouve; & où elle eſt dans le plus grand danger puiſqu'elle eſt autant que bloquée & qu'on enleve la ſubſiſtance à ſes Citoyens.

Que comme les affaires de cette Ville ne peuvent reſter plus long-tems dans cette ſituation, L. H. P. craignent que faute d'un prompt ſecours, il n'arrive des choſes capables de cauſer de plus grands troubles, & qu'elles ne ſe trouvent obligées, & pour la défence de cette Ville, & pour leur propre ſureté, de s'oppoſer aux voyes de fait des Commiſſaires Subdeleguez, & de les repouſſer, quelque peine qu'elles reſſentent d'en venir à ces extremitez. ANNO 1728.

Que leſdits Plenipotentiaires concerteront avec les Miniſtres de France & de la Gr. Bretagne, s'il ne ſeroit pas à propos d'en parler encore au Comte de Sinzendorff, pour prevenir autant qu'on pourra, toutes les ſuites fâcheuſes, &c.

Reponſe de Sa Majeſté Imperiale à Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES; *ſur les Affaires d'*OOSTFRISE.

IL eſt ordonné de déclarer de la part de S. Maj. Imp. Charles VI. Empereur des Romains, nôtre très-gracieux Seigneur, à Monſieur Hamel Bruyninex, Envoyé de Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, reſidant à la Cour Imperiale: Que les trois Memoires par lui remis ſur les Affaires d'Ooſtfriſe, ont été très-humblement preſentés à S. M. I., deſquels Memoires il étoit à inferer que la validité des Decrets Imperiaux devroit être revoquée en doute, ſous préteſte qu'ils étoient contraires aux Privileges & Accords du Païs, & d'avoir été ſubreptivement & obreptivement ſurpris.

Que l'on croyoit être grevé par l'exclufion de la Ville d'Embden & de quelques autres Membres qualifiés des Dietes du Païs, de même que par la Reſolution Imperiale du 4. d'Octobre 1727, où la Soumiſſion des Habitans d'Embden eſt rejettée comme non ſuffiſante, & de ce que pareillement la Commiſſion Imperiale n'auroit propoſé juſqu'ici aucun temperament, pour pouvoir ramener la Paix & l'Union dans l'Ooſtfriſe, mais que tout au contraire les Biens Nobles de la Ville d'Embden auroient été mis en ſéqueſtre.

Que de plus Meſſieurs les Etats Généraux craignoient que l'on put avoir en vuë de forcer indirectement leur Garniſon de ſortir d'Embden, & de les priver par-là d'une poſſeſſion de plus de 120. ans, dans laquelle ils étoient par des Accords & Conventions formelles faits entre les Princes & Etats du Païs avec connoiſſance & agrement des glorieux Ancêtres de S. M. I.

Quoique cependant il ſoit notoire à l'Empire & à toute la Terre, que la Principauté d'Ooſtfriſe avec la Ville d'Embden, comme partie de la Principauté, eſt une Province ſoumiſe ſeulement à l'Empereur & à l'Empire & apartenante au Cercle de Weſtphalie, que conſequemment S. M. I., comme Chef & Juge ſuprême de l'Empire ne peut permettre ou accorder à quelque Puiſſance Etrangere que ce ſoit, aucun Droit de connoiſſance ou protection dans les cauſes qui les concernent, & cela d'autant moins encore que déja depuis plus de cent ans par une Loi publique contenuë dans le Recès de l'Empire de 1603., tout ce que Mrs. les Etats Généraux ont entrepris par rapport à cette Principauté & particulierement à l'égard de la Ville d'Embden, a été declaré être abſolument ſans force & de nulle valeur, & quant au rétabliſſement de la Paix & du bon ordre dans le Gouvernement, il y a long-tems que les fondemens en ont été jettez par les Sentences Imperiales, ce qui doit reſter en tout & par tout immuablement arrêté.

Pour ce qui eſt de la ſeureté entiere des Créanciers Hollandois, on y a pourvu à l'occaſion du ſequeſtre des Biens d'Embden, en ſorte que le pied ſur lequel leur payement eſt reglé, ne ſe trouve aucunement changé par là.

Mais ce qui a été avancé de la part des Habitans d'Embden, eſt abſolument ſans fondement, à ſavoir que par ce ſequeſtre la Ville eſt comme bloquée & que l'entrée libre des vivres lui ait été diminuée ou totalement coupée, puiſque la *Sauvegarde Imperiale* même eſt obligée de tirer ſes vivres en bonne partie de la Ville; qu'elle a donné toute ſorte de marques d'amitié à la Garniſon de L. H. P. & qu'on a informé ſur le champ leur Commandant le Lieutenant-Colonel Veldman, en quoi conſiſtoient proprement les vuës du ſequeſtre mis ſur les Biens de la Ville d'Embden, & de la Milice Imperiale ordonnée à cet effet, afin qu'il n'eut aucun ſujet d'en prendre ombrage; comme auſſi par ſurabondance de ſoins, on envoyera ordre préciſ à la Commiſſion Imperiale Subdeleguée, d'accorder

ANNO 1728. corder à la Ville d'Embden l'entrée libre de tous les Comeſtibles. Enfin pour ce qui regarde la ſortie de la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden, Meſſieurs les Etats Généraux ſe ſouviendront de ce que la Commiſſion Imperiale Subdeleguée leur a répondu dans une Lettre du 16. de Mars de cette année, ſur la demande par eux faite, *que juſques ici il ne s'étoit rien paſſé là-deſſus.* Et quoique S. M. I. n'ait aucune connoiſſance & ne ſache rien des Accords & Conventions formelles entre les Princes & les Etats d'Ooſtfriſe, reconnus par les glorieux Ancêtres & Prédeceſſeors de Sa Majeſté, en vertu deſquels Accords & Conventions, leur Garniſon doit avoir été introduite dans Embden; Sa Majeſté en attendra la Production, au cas que l'on perſiſte à ſe fonder là-deſſus. Mais cependant afin que Meſſieurs les Etats Généraux puiſſent connoître dans cette même occaſion l'affection & la conſideration particuliere que S. M. Imperiale a pour eux, quoique la Ville d'Embden & quelques Habitans d'Ooſtfriſe n'ayent pas merité cette grace Imperiale, par leur coupable reſiſtance & desobéiſſance; Sadite Majeſté a bien voulu ce nonobſtant donner ordre à la Commiſſion Imperiale en Ooſtfriſe d'aſſembler une Diète dans ladite Province, & de fixer, en la convoquant, le terme de quatre ſemaines à tous & chacun de ceux qui jusqu'ici ont été *Renitens*, pour apporter la Déclaration de leur ſoumiſſion, ſuivant la teneur des Patentes Imperiales des 18. Janvier & 19. Juin 1726. & la Reſolution Imperiale, en conſequence du 4. d'Octobre 1621. comme encore ſuivant l'admonition & injonction de la Commiſſion Imperiale à ce ſujet aux Bourguemaitres Conſeillers d'Embden & à tous leurs Adherans en Datte du 27. Janvier de l'Année courante, & en même tems, pour leur ôter tout ſujet de crainte, de donner aux Comparants un Saufconduit Imperial avec cette très-gratieuſe Déclaration en outre, que chaque Renitent (excepté néanmoins ſpécialement tous ceux qui avouent avoir eu part aux Homicides faits en particulier, ou qui en ſeroient convaincus juridiquement) lequel ſe conformera à la ſuſdite ſoumiſſion, ſera entierement affranchi des peines marquées dans les Patentes Imperiales, qui ſont la privation de tous Honneurs, Dignités, Offices, Privileges, ſoit échus par Heritage, ou autrement acquis, comme auſſi de la perte de la vie; en reſervant cependant le contingent dû pour compenſer les Dommages ſoufferts par le Prince, & les fidéles Sujets & Habitans d'Ooſtfriſe: Mais tous les Renitens Infracteurs de la Paix, qui ſe rendront une ſeconde fois indignes de cette grace Imperiale par une opiniâtre déſobéiſſance & contumace, non-ſeulement ſeront & demeureront condamnez aux peines énoncées dans les Patentes Imperiales, mais encore à la perte de tous leurs Biens & Poſſeſſions en quelque lieu & Païs du St. Empire Romain que leſdits Biens ſe trouvent, de ſorte que la ſuſdite ſoumiſſion aura ſon exécution & ſera miſe en effet, ſans remiſſion, de laquelle grace ſeront néanmoins excepté les deux Auteurs & Boutes-feu de cette Rebellion, *Bernard Henri d'Appel & Rudolphe de Rheeden*, contre leſquels on procedera plus outre, ſuivant l'ordre de la Juſtice, de maniere pourtant qu'après que le Procès d'Inquiſition aura été achevé, & le rapport de la Commiſſion Imperiale envoyé à Sa Majeſté, elle ſe reſerve après la ſoumiſſion enſuivie, à ſe declarer en outre ſur la mitigation de la peine méritée.

Or comme il paroit ſuffiſamment par tout ceci, que Sa Majeſté Imperiale dans cette abominable Rebellion arrivée en Ooſtfriſe, préfére le ſentiment de la Clemence & de ſa benignité naturelle à la rigueur de la Juſtice, auſſi ſe promet-elle de Meſſieurs les Etats Généraux, que non-ſeulement à l'avenir ils n'écouteront pas davantage les Magiſtrats d'Embden & autres Seditieux, tant au dedans qu'au dehors de la Ville, qui pourroient ulterieurement avoir recours à eux; Mais que bien plûtôt ils les exhorteront de quitter leur déſobéiſſance, & de ſe ſoûmettre duëment aux Ordonnances de l'Empereur, comme émanées du Juge Suprême de l'Empire, d'autant que c'eſt-là le ſeul vrai moyen & le plus efficace pour rendre entierement le repos dans la Principauté d'Ooſtfriſe & à la Ville d'Embden, à quoi S. M. Imperiale, en vertu de ſa Fonction Suprême, ne ceſſera jamais de contribuer tout ce qui ſera aucunement poſſible. Sur ce S. M. Imperiale demeure affectionnée à Mr. l'Envoyé, le faiſant aſſûrer de ſa grace Imperiale. *Signé* à Graatz, & ſcellé du Sceau ſecret de S. M. Imperiale le 6. Sept. 1728.

ANNO 1728.

*Memoire pour ſervir d'Inſtruction à Monſieur le Baron de Fonſeca ſur l'Affaire d'*OOSTFRISE.

LEs differens entre les Princes ci-devant Comtes d'Ooſtfriſe & leurs Etats Provinciaux, ſur tout la Ville d'Embden, durent an delà d'un Siecle. Ils provenoient en bonne partie de ce que les derniers par le moyen de l'aſſiſtance, qu'ils recherchoient auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, tâchoient de ſe ſouſtraire non-ſeulement de l'obéiſſance dué à leur Seigneur Territorial, mais auſſi de la dependance, qui les ſoûmet au ſuprême pouvoir de l'Empereur & de l'Empire.

Par un Decret de l'Empereur Rudolph Second de l'année 1589. il fût expreſſement interdit tant au Comte Edzard d'Ooſtfriſe, qu'aux Etats Provinciaux d'entretenir avec LL. HH. PP. une liaiſon, qui pourroit paroître ſuſpecte, ou préjudiciable aux Droits de l'Empire.

Nonobſtant cette defenſe il fût conclû par l'entremiſe desdits Etats Généraux an Accord à Delfziel le 15. Juillet 1595. par lequel Accord on prétendoit terminer les differens, qui dans ce tems-là étoient ſurvenus entre le Comte Edzard & ſes Sujets. Et par une Convention du 9. Sept. de la même année les Etats Généraux s'engagerent à la garantir. Dans le dernier Article de ce même Accord il fut ſtipulé, qu'il ne devoit préjudicier en rien au ſuprême pouvoir & à la Jorisdiction de l'Empereur & de l'Empire à l'égard de la Province d'Ooſtfriſe, & Meſſieurs les Etats Généraux ne eurent pas ſe pouvoir diſpenſer de s'excuſer auprès de l'Empereur par une Lettre très-ſoumiſe & reſpectueuſe datée le 19. Sept. de la même année, de ce qu'ils s'étoient ingerés dans les differens ſuſdits.

L'Empereur Rudolph Second, ſans avoir égard à cette Déclaration des Etats Généraux, caſſa l'une & l'autre Convention par un Decret publié dans l'année 1597. lequel Decret en cinquante cinq Articles reglo tout ce qui regarde l'Etat interieur de la Province d'Ooſtfriſe, & établit d'une part les Droits du Seigneur Territorial, & de l'autre les Libertés & Privileges de ſes Etats & Sujets, particuliérement ceux de la Ville d'Embden.

Le Magiſtrat de cette Ville peut d'autant moins contrevenir à une Déciſion ſi ſolennelle, puiſque tous les ans à l'occaſion de ſa renovation il eſt obligé de prêter Serment de vouloir en obſerver tout le contenu & que par les Concordats paſſés, deux ans après, entre le Comte Enno & ſa Nobleſſe, Villes & Villages, particuliérement la Ville d'Embden, cette reſolution de l'Empereur Rudolph Second fut expreſſement confirmée, outre qu'il en eſt fait mention dans toutes les Reverſales, que les Comtes, ou Princes d'Ooſtfriſe ſont accoutumés de donner à leurs Etats à l'occaſion de l'Hommage, qui leur eſt rendu.

En effet on eut lieu de ſe flatter, que par la Sentence ſuſdite on prévieodroit à l'avenir tous les troubles, la Ville d'Embden ayant reconnu la Jatisdiction de l'Empereur, avant que la Sentence fût prononcée, & y ayant acquieſcé du depuis, & même remercié l'Empereur Rudolphe Second de ce qu'il avoit fait en ſa faveur.

Mais comme d'un côté les diſſenſions inteſtines furent fomentées de ceux, qui ſouhaiterent de réunir la Province d'Ooſtfriſe à la Republique d'Hollande, & que de l'autre côté les Bourgeois d'Embden aſpiroient de tout temps à une Indepeudance entiere, ils excitetent des nouveaux troubles, peu après la mort du Comte Edzard, & ne voulurent pas reconnoître le même pouvoir & autorité dans ſon Succeſſeur le Comte Enno, qu'ils avoient eux mêmes reconnu dans l'autre.

L'affaire fut portée à la Diète de l'Empire tenuë en 1603. & l'Empereur conjointement avec les Etats aſſemblés à la Diète condamna le recours, que ceux d'Embden eurent alors aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs Bas, il fut même réſolu d'envoyer une Ambaſſade ſolennelle à ces derniers, pour leur inſinuer, qu'ils euſſent à s'abſtenir de ſe mêler dans les affaires de l'Empire, & d'accorder leur protection à des Sujets étrangers.

On decreta en même temps au nom de l'Empereur & de tout l'Empire *Mandata avocatoria* contre les Soldats

ANNO 1728.

dats des Généraux, qui entreroient dans la Province d'Oostfrise & y commettroient la moindre violence, y ajoutant une clause penale du Ban de l'Empire contre les Sujets de l'Empire, & de la mort contre les contrevenans étrangers.

Ceux d'Embden furent taxés de rebelles & de séditieux, leurs Ecrits défendus comme scandaleux, & ils furent menacés d'être mis eux mêmes au Ban de l'Empire & exécutés à la derniere rigueur, en cas qu'ils persistassent dans leur dès-obéissance.

Pour peu qu'on soit verſé en ce qui regarde la constitution de l'Allemagne, on sçait, qu'un Recès de l'Empire, comme est celui de l'an 1603 est une Loi, à laquelle l'Empereur, sans le consentement des Etats assemblés en Diète, ne sçauroit déroger, & dont toute la tenene sert de regle inviolable aux suprémes Tribunaux établis en Allemagne, les Membres de ces mêmes Tribunaux étant obligés par leur Serment de s'y conformer entierement, & cette seule réflexion suffit pour justifier les Decrets Imperiaux émanés du depuis dans cette même affaire.

Il est bien vrai, que l'Accord fait à la Haye dans la même année 1603. paroissoit derechef fonder la Médiation, & la Garantie des Etats Généreux, mais outre que selon le Recès mentionné ci-dessus, il n'étoit pas permis au Comte Enno d'avoir recours à une Médiation étrangere, cet Accord fut extorqué de lui par les Troupes Hollandoises, envoyées dans la Province d'Oostfrise & tant lui, Comte Enno, que son Fils & Successeur le Comte Rudolph Christian & même les Etats d'Oostfrise, excepté la Ville d'Embden, desavouerent hautement ledit Accord en differentes occasions, particulierement en 1619. 1620. 1626. & 1654. Après la mort du Prince George Christian arrivée en 1667. les differends entre le Prince & les Etats d'Oostfrise furent de nouveau portés au Conseil Imperial Aulique, il fut interdit aux deux Parties d'évoquer la cause à une cognition étrangere, & on donna à connoître à Messieurs les Etats Généraux, que l'Empereur, quelque desir qu'il ait de vivre en bonne Union avec eux, soutiendroit avec fermeté ses Droits, & ceux de l'Empire.

Quelques années après, on s'addressa de la part du Prince à la Republique d'Hollande & les Etats d'Oostfrise eurent recours au Conseil Imperial Aulique.

L'Empereur Leopold de très-glorieuse Mémoire, non-obstant l'étroite Union, qui subsistoit alors entre Sa Majesté Imperiale & la Republique d'Hollande, ne balança pas à condamner hautement le recours, qu'on auroit à une Puissance étrangere; On decreta: *Mandato inhibitoria de non trahendo causam ad exteros*, ou déclara nul & invalide tout ce qui se feroit en conſequence d'un tel recours & par un Decret, qui fut intimé à l'Envoyé Hollandois, qui résidoit à la Cour Imperiale, on lui donna à connoître en des termes très forts, que l'Empereur ne souffriroit jamais, que les Etats Généraux s'ingeraſſent dans les affaires qui étoient uniquement du ressort de sa Jurisdiction.

De pareilles résolutions furent réiterées dans l'année 1682. & 1688. & pour leur donner plus de poids, on ne se contenta pas de casser la Garantie des Etats Généraux, mais on accorda contre cette même Garantie un *Conservatorium*, dont furent chargez les Directeurs du Cercle de Westphalie.

Il se trouve même une Déclaration solennelle & judiciaire du 24 Juillet 1677. de la part de tous les Etats d'Oostfrise, y compriſe la Ville d'Embden suivant laquelle Déclaration ils renonçoient expressément à la Garantie & Médiation susdite, ce qui fut repeté plus d'une fois depuis en leur nom.

Dans ces temps-là perſonne n'osoit revoquer en doute le Droit incontestable de l'Empereur de prononcer sur les Procès qui furent agités alors devant ce Conseil Imperial Aulique *in Punctis Gravaminum, Reversalium & Homagii*; cependant tous ces Procès furent à la fin terminés à l'amiable dans l'année 1693. par l'entremise de deux Princes de l'Empire, à sçavoir de l'Electeur de Brandebourg & du Duc Ernest Auguste de Bronswic Lunebourg.

La Transaction passée à Hanovre entre les deux Parties, a pour fondemens, les Decrets, Décisions & Résolutions Imperiales, la Confirmation de l'Empereur fut jugée nécessaire par l'Article XVI. de cette Transaction & dans les Reverſales, que le Prince Christian Eberhard eut à donner en conſequence de ce même Accord, il est expressément dit, que la Regence de la Principauté d'Oostfrise devoit être reglée selon la Sentence de l'Empereur Rudolph II. de l'an 1597. & selon les Decrets, Recès d'Execution, & Résolutions Imperiales émanées du depuis, même que tous les Accords passés entre les Comtes ou Princes d'Oostfrise & leurs Etats, ne seroient censés d'être confirmez, qu'en tant qu'ils ne porteroient aucun préjudice à la Jurisdiction & pouvoir suprême de l'Empereur & de l'Empire. Un si grand nombre d'Accords, & de décisions ne suffit point, pour mettre la Ville d'Embden à la raison & à son devoir.

ANNO 1728.

De nouveaux Griefs furent portez au Conseil Imperial Aulique tant de la part du Prince, que de celle des Etats Provinciaux, & la Jurisdiction de ce Tribunal suprême fut reconnue de toutes les deux Parties, par ce qu'on appelle *Litis conteſtationem*. Dans les résolutions qui de temps en temps furent publiées sur ces Griefs, on ne touchа point ni aux Libertez & Privileges fondez sur les décisions Imperiales antecedentes, ni aux Accords reconnus valables par les Reverſales des Antecesseurs du Prince d'aujourd'hui, & par la Transaction d'Hanovre.

Bien loin d'y toucher, on les confirma dans toute leur étendue, ne retranchant seulement que les abus, qui sous prétexte d'un long usage s'étoient glissez dans l'administration des deniers publics, abus, qui ne se trouvent fondez sur aucun des Accords susdits.

Le Droit d'imposer des Collectes, de les repartir, exiger & administrer, fut laiſſé à la Députation elue des Etats & confirmée selon l'ancienne observance par le Prince.

On eut soin de pourvoir à la seureté des Capitaux des Hollandois & la Signature du Commissaire du Prince fut jugée superflue à l'égard des Comptes qui devoient se rendre des deniers publics. Mais en même temps il fut décidé, que le susdit Commissaire du Prince devoit intervenir à la reviſion de ces mêmes comptes, & qu'il seroit authoriſé de s'opposer au mauvais usage, qu'on voudroit faire des susdits deniers.

Les Libertez & Privileges des Etats ne pouvant priver le Prince du pouvoir attaché à sa Dignité, d'avoir une Inspection superieure sur ce qui regarde un point si essentiel à son propre intérêt & à celui de ses Sujets.

Quelque juste & équitable que fût cette Résolution de l'Empereur & quoiqu'il y eut des voyes légitimes pour en solliciter, après une soumiſſion préalable, la redreſſement, desquelles on pourroit encore se servir à l'heure, qu'il est, en cas qu'il y eût là dedans quelque chose qui blessât la constitution du Païs. Ceci suffit pour porter les esprits turbulens d'Oostfrise à la revolte, & aux derniers excés, entremêlez de plusieurs meurtres & autres crimes énormes.

Des boutefeux, qui tâchoient de pêcher en eau trouble, & de soulager par ce moyen leur propre indigence, ne cessoient de crier, qu'on avoit donné atteinte aux immunités du Peuple, qu'on renversoit la forme de la Regence, & qu'on frustroit Messieurs les Etats Généraux de la seureté de leurs Capitaux.

On assiegea le Prince, on pilla ceux qui lui étoient attachez, & on saccagea leurs Terres. L'Empereur informé de ces desordres ne put s'empêcher d'y envoyer une Commiſſion, & de la faire soutenir par des Troupes reglées des Cercles les plus voisins.

Cette Commiſſion n'est nullement authoriſée à renverſer le Syſtéme interieur du Païs fondé sur les Décisions Imperiales & sur les Accords susdits. Elle n'a qu'à mettre en exécution les Decrets de l'Empereur & quoiqu'on ait porté à differentes reprises de grandes plaintes contre cette Commiſſion, on n'a jusqu'à présent sa en specifier aucunes, où elle eût surpaſſé ses ordres.

Et l'Empereur a toûjours déclaré, que si cela arrivoit, il y remedieroit incessamment, cependant des rebelles & séditieux de cette nature ont trouvé leur appui auprès des Etats Généraux: Il est vrai, que dès le commencement on a procedé avec plus de reserve & de moderation de la part de ces derniers, puisque dans les résolutions, qu'ils ont priſes le 16. Juillet 1720. le 16. Fevrier & 23. Juillet, ils ont protesté de ne vouloir toucher ni directement ni indirectement à la Jurisdiction & Autorité Imperiale. Mais cet esprit d'équité n'a pas été soutenu dans la suite.

On a tâché de ressurer LL. HH. PP. de leurs prétendues craintes par la résolution de l'Empereur du 13. Septembre 1728., dans cette vue on a accordé aux Reni-

ANNO 1728. Renitens un nouveau Sauf-conduit à la réſerve des deux Bouteleux, & de ceux qui auroient commis des meurtres, ſans exiger des desobéiſſans autre choſe, que la ſoumiſſion & indemnifation de ceux, qui innocemment ont ſouffert par ces troubles, & on a repeté ce qui fut ordonné ci-devant pour la ſeureté des ſommes prêtées dans les beſoins publics.

Et comme peu après Meſſieurs les Etats Généraux s'étoient formez un doute aſſez inutile, comme ſi par les meurtriers on vouloit entendre tous ceux, qui avoient eu part aux tumultes publics, on donna ordre le 28. Novembre de l'année paſſée au Comte Wenceslaus de Sinzendorff, de déclarer au nom de l'Empereur ſon Maître, que ſon intention n'étoit pas de comprendre ſous le nom de meurtriers, tous ceux qui auroient eu part aux tumultes, où quelqu'un eût été tué, mais uniquement ceux, qui auroient commis des meurtres particuliers.

Tant de complaiſances n'ont pas été capables de détourner Meſſieurs les Etats Généraux des vuës, qu'ils paroiſſent avoir en cette affaire directement oppoſées aux Droits de l'Empereur & de l'Empire.

Le terme des deux Mois, prescrit dans le nouveau Sauf-conduit, alloit expirer par la faute de ceux, qui avoient tardé à ſe ſoumettre; & Meſſieurs les Etats Généraux, bien loin de leur prêcher la voye d'obéiſſance, ne peuvent plus disconvenir de leur avoir conſeillé tout le contraire.

Nonobſtant que ce dernier point ſe verifie par leurs propres Reſolutions, ils voulurent rejetter la faute de l'expiration du ſoſdit terme ſur la Commiſſion Imperiale, & on eut ſoin de crier fort à la Cour de France, de laquelle on obtint à la fin un biller, que Monſieur le Garde des Sceaux écrivit aux Plenipotentiaires de LL. HH. PP. le 7. Dec. de l'année paſſée.

Monſieur le Cardinal de Fleury écrivit quaſi en même temps à Sa Majeſté Imperiale & dans ſa Lettre du 11. Decembre il inſiſta 1. que ſans faire mention de la poſſeſſion, où la Republique croyoit être depuis plus de 120. ans, d'avoir une Garniſon dans la Ville d'Embden, on ne les inquiétât pas là-deſſus. 2. qu'on accordât un Sauf conduit aux Renitens pour ſe préſenter au Tribunal de la Commiſſion, & qu'on leur promit une amniſtie, à l'exception des deux principaux coupables, auxquels pourtant on n'ôteroit ni la vie, ni les Biens en entier. 3. qu'on ne préjudiciât point à l'Hypotheque que les Hollandois ont ſur les Biens Embdenois pour les ſommes qu'ils leur doivent. Et enfin 4. que la Commiſſion Imperiale ne toucheroit pas aux anciennes Conventions paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & les Etats du Païs, dont la Republique étoit Garante, & dont le Prince avoit juré l'obſervation, quand il reçût le Serment & l'Hommage de ſes Sujets.

En même tems que Monſieur le Cardinal fit ſes inſtances pour obtenir ces quatre Points en faveur des Hollandois, il avoua par ſa Lettre à l'Empereur, qu'il étoit convenu avec Monſieur le Comte de Sinzendorff, que ceux d'Embden devoient par préalable ſe ſoumettre ſans reſtriction à l'autorité Imperiale & exécuter ſes Decrets, & il y ajouta, que ſi l'Empereur vouloit bien accorder ces quatre Points, les Hollandois lui en auroient l'obligation entiere, & qu'il ſe reſerveroit en ſon particulier la reconnoiſſance reſpectueuſe, qu'il partagera avec eux.

Monſieur le Garde des Sceaux dans le billet mentionné ci-deſſus, s'exprima quaſi en mêmes termes, & il y ſuppoſe, que Meſſieurs les Etats Généraux porteront de bonne foi les Peuples d'Ooſtfriſe à faire les Actes de ſoumiſſion tels, que Sa Majeſté Imperiale n'ait pas lieu de croire, que l'on veuille attaquer ſon autorité de Juge ſuprême.

Or par la reponſe, que l'Empereur a fait donner à Monſieur le Cardinal, on lui accorda ſur les quatre Points ſuſdits tout ce qu'il pouvoit raiſonnablement attendre.

On déclara 1. qu'il n'avoit jamais été queſtion & qu'il n'étoit non plus à préſent, de faire ſortir la Garniſon Hollandoiſe de la Ville d'Embden. On condeſcendit 2. à la prolongation tacite du Sauf-conduit, ſans en excepter que les deux Principaux coupables, & ceux qui ſeroient convaincus des crimes, dont Monſieur le Garde des Sceaux ſuppoſoit lui-même, que Meſſieurs les Etats Généraux ne voudroient jamais autoriſer l'impunité En faiſant eſperer, que dès que le Procès des deux Principaux coupables ſeroit inſtruit, l'Empereur en uſeroit plutôt ſelon ſa Clemence que ſelon la rigueur des Loix.

On repera 3. la promeſſe de ne vouloir pas toucher aux Hypotheques des Hollandois, & on donna à connoître 4 que non-obſtant que ſuivant les Conſtitutions de l'Empire on ne ſçauroit faire la moindre attention à la Garantie de Meſſieurs les Etats Généraux, l'intention de l'Empereur n'étoit pas d'abolir les anciennes & valables Conventions paſſées entre le Prince d'Ooſtfriſe & ſes Etats; que la Commiſſion Imperiale établie dans le Païs n'avoit autre choſe à faire, que de mettre en exécution la Sentence de l'Empereur ſur des Points qui depuis tant d'années étoient juridiquement agitez devant le Conſeil Imperial Aulique, & qu'enfin, ſi ceux d'Ooſtfriſe ſe croyoient fondez à porter quelques plaintes contre les *Concluſa* dudit Conſeil. ils devroient la faire, non par des voyes de fait, mais par des voyes prescrites dans les Loix de l'Empire.

En combinant cette Déclaration avec les quatre Points conteus dans la Lettre de Monſieur le Cardinal, à l'Emperent, on ne pourra pas disconvenir, que l'Empereur de ſon côté avoit ſatisfait à tout ce qu'on paroiſſoit ſouhaiter de lui; Et on devoit naturellement eſperer de la droiture & des bonnes intentions de Monſieur le Cardinal, que ſuivant ſa promeſſe poſitive il porteroit par l'entremile de Meſſieurs les Etats Généraux, ceux d'Ooſtfriſe à ſe ſoumettre, pour préalable & ſans reſtriction à l'Authorité Imperiale & à exécuter ſes Decrets. Qu'il diſpoſeroit les Hollandois à avoir, de tant de complaiſances, l'obligation entiere à l'Empereur & que même il en partageroit avec eux une reſpectueuſe reconnoiſſance. Voici ce qu'on devoit naturellement ſe promettre en reflêchiſſant ſans prévention ſur la ſuite de ce qui s'eſt paſſé en cette affaire.

Cependant le contraire eſt arrivé quaſi en tout & ſi Monſieur le Cardinal n'eſt pas convaincu à ce coup des ſiniſtres inſinuations, qu'on lui fait ſur les affaires de l'Empire, on ſera obligé de renoncer à toute eſperance de le pouvoir desabuſer.

Il eſt bien vrai, que Monſieur le Cardinal de Fleury a d'abord paru très-content de la reſolution ſuſdite de l'Empereur & même à l'heure qu'il eſt, il ſemble s'inquieter uniquement de ce que la prolongation du terme n'avoit pas été publiée, ſans conſiderer, qu'on peut bien pour un temps ſuſpendre l'exécution des Decrets Imperiaux & donner pour cet effet des ordres ſecrets à la Commiſſion, comme cela s'étoit fait dans cette occaſion, puiſque depuis l'expiration du terme des deux Mois, exprimé dans la derniere amniſtie, preſque trois autres Mois ſont écoulez, ſans qu'on eût continué la moindre procedure: mais qu'il n'étoit pas ſuſſable de trainer cela à l'infini, ni de la dignité de l'Empereur d'offrir coup ſur coup des amniſties à des Gens qui ſe ſoucient ſi peu d'en profiter.

Du reſte l'aſſurance, qu'on ſuſpendra pour un temps l'exécution des Decrets Imperiaux, a été donnée en des termes très-clairs à Monſieur Hamel-Bruyninx & on a de la peine à s'imaginer qu'il aura manqué à en informer LL HH PP. en tout cas ce ſeroit ſa faute & non pas celle du Miniſtre de l'Empereur. Quoi qu'il en ſoit, Meſſieurs les Etats Généraux n'ont guéres temoigné de reconnoiſſance pour les égards infinis que l'Empereur a eu pour eux dans l'affaire d'Ooſtfriſe. Ils ne ſe contentent pas d'être aſſeurez qu'on ne touchera pas aux Privileges, Conceſſions & Accords paſſez ſous les auſpices Imperiaux entre le Prince & ſes Etats, mais ils veulent ſoutenir une Garantie rejettée & declarée illicite depuis plus d'un Siecle quaſi de tous les Predeceſſeurs de Sa Majeſté Imperiale d'aujourd'hui & des Etats de l'Empire aſſemblez en Diète.

Ils inſiſtent ſur des prétendus uſages & reconventions qui tant de fois ont été eaſſées & annullées juridiquement & qui ſont contraires à la Sentence renduë par Rudolphe II., au Serment que le Magiſtrat d'Embden eſt tenu de prêter en conformité de cette Senteuce, & aux Reverſales mêmes, que les Princes d'Ooſtfriſe ſont obligez de donner en recevant l'Hommage de leurs Sujets.

Enfin on outre tellement les choſes de leur part, que peu ſatisfaits du pardon, que Sa Majeſté Imperiale a eu la bonté d'accorder à tant de coupables, ils oſent demander, que ceux-ci euſſent à porter tous les fraix cauſés par la revolte des autres & que les autheurs & complices de la revolte n'aient rien à y contribuer.

Car il eſt à noter, que ce qu'on appelle une amende, n'eſt pas une choſe qui tourne au profit du Prince, mais une taxe, qui eſt employée pour reparer en partie les pertes de ceux qui ont été pillez par les Renitens.

Or

ANNO 1729. Or on ſçait la difference qu'il y a *inter paratum & reparatumem aumm dare*, un Juge peut plus aiſément remettre l'amende qu'il ne ſçauroit ſe diſpenſer de faire attention à la reparation des pertes cauſées injuſtement, puis qu'à cette reparation le Droit d'un tiers eſt notablement intereſſé.

De tout ce que l'on vient de dire, il eſt aiſé d'inferer que tant, que de la part de LL. HH. PP. on inſiſtera ſur des extremitez ſemblables, on ne pourra jamais finir l'affaire d'Ooſtfrife à leur gré.

L'Empereur ne peut pas s'écartes de la voye, qu'ont ſuivi ſes Auguſtes Prédeceſſeurs dans l'Empire même en des temps, où ils étoient étroitement liez avec la Republique d'Hollande; il ne peut rien faire, & ne ſera jamais rien, qui bleſſe les Droits de l'Empire, & en qualité de Juge ſuprême il ne ſçauroit condamner les innocens à porter la peine des coupables; du reſte comme il a toujours témoigné de l'amitié à Meſſieurs les Etats Généraux, il a déja eu & il aura même à l'avenir pour eux tous les égards qui, ſauf ſon autorité imperiale, ſauf les Droits de l'Empire, ſauf les regles de la Juſtice, & le Droit d'un tiers, pourroient avoir lieu, dans l'entiere confiance qu'il a que LL. HH. PP. voudront y répondre de leur côté & ne pas tant écouter les cris de Gens indignes & chargez de crimes les plus énormes.

Le Barou de Fonſeca aura ſoin d'informer Monſieur le Cardinal de Fleury de tout le contenu de ce Memoire, & de lui faire comprendre qu'il étoit impoſſible de laiſſer les affaires d'Ooſtfriſe dans l'état ou elles ſont, & dans l'incertitude où l'on eſt de la ſoumiſſion des Reniteus, de ſuſpendre trop long-temps l'exécution des Decrets Imperiaux: puiſque naturellement la prolongation du terme de l'amniſtie devoit ſervir à remener pendant cet intervalle ceux qui s'étoient écartez de leur devoir.

Il en ſera encore auprès des autres l'uſage, qu'il croira convenir au ſervice de Sa Majeſté Imperiale & il entretiendra avec les Miniſtres de l'Empereur à la Haye, à Londres & à Berlin une exacte correſpondance, ſur les matieres qui ont du rapport aux affaires dont ils ſont chargez.

Lettre des Embdenois à la Commiſſion.

N. N.

NOus n'avons pas voulu laiſſer paſſer le terme qui nous a été accordé très-gracieuſement pour faire nôtre très-obéiſſante Soumiſſion. Nous croyons que nous ne pouvons marquer trop de reſpect & trop d'obéiſſance à la Souveraine & non interrompuë Juriſdiction de Sa Maj. Imp. C'eſt pourquoi nous ne manquons de vous preſenter ici nôtre très-humble Soumiſſion, & nous ſommes avec tout le reſpect imaginable,

N. N.

Vos très-ſoumis & obligez.

Les Bourguemaîtres & le Conſeil de la Ville d'Embden.

Acte de Soumiſſion des Embdenois.

POur obéir très-reſpectueuſement à la Patente expediée le 13 Septembre de l'année derniere par nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, & à nous inſinuée le 23. Novembre d. a par la Commiſſion Subdeleguée, Nous Bourguemaîtres, & Conſeil, comme auſſi le College des Quarante de la Ville d'Embden, nous nous y ſoumettons, & ſouſcrivons formellement à tous les *indicatas* qui y ont report tant en notre nom que pour toutes les Seigneuries de la Ville d'Embden, Oldesſum, Borſum, Jarſum, & Widdelswehr, comme auſſi Up & Wolthuſen, y obéiſſant très-reſpectueuſement dans toutes las clauſes & tous les points qui y ſont contenus, & nous y ſont enjoints; & nôtre volonté eſt, en conſequence, que nôtre préſente Soumiſſion très-reſpectueuſe ſoit remiſe à la Commiſſion Imperiale. Fait à Embden dans la Maiſon de Ville le 24. Mars 1729.

Bourguemaîtres.	*Conſeillers.*
Mathias Wermelskirken.	Hayco Haykens.
Johannes Hilling.	André Wichers.
Johannes Budde.	Georg Wilhem Stirn.
Houwo Bonne Penneborg.	Adolf Chriſtof Stochius.
Gerard Heſling, *Syndic.*	D. J. Andrée.
	Petrus Suur.
	Jacques de Pottere.
	Menlet Haykens, *Dr. Secret.*
	Brandes Tecio Laugebois, *Dr. Secret.*
	Adolph Chriſtof Stochius. *V. Secret.*

Les Quarante.

Helias Loeſing, *Præſet.*	Johannes Duyff.
Georg Welp *Præſes.*	Jan Theman.
Uſtko Beenders, *Præſet.*	Philippe Beauviſage.
Dirck Beekman, *Præſes.*	Enno Paul van Wingene.
Jan Dircks Swelwing.	Wolterus Ri zius.
Jan Hylen.	Dode Jurgens Varvet.
Hendriek Heſling.	Antou. Gabriel Mehder.
Quirinus Waruers,	Hermannus Haykens.
Johannes Eylshemius, *abſent*,	Nicolas Meuloo, *abſent.*
Wilhelm Schryves, *abſent.*	Waelke Martens.
Severin Kloppenborg.	Johannes van Renckum.
Petes D. Dethleven.	Peter Ludens.
Johannes Artopée.	Philippus Eedens de Grave.
Jan Bloſhor.	Frerick Roolfs Ryvitt.
Berend Theeſen-Bonek.	Meiuert Meiners.
Tjarck Cnop.	Heſſel Budde.
Johan Geshard Havelberg.	Peter Gerbrandts Celos.
Jan Berens Hagedorn.	Peter Beckman.
Hans Eppen Bruining.	*La Place de Secretaire vacante.*
Nicolas Tholen.	
Henr. v. Enen.	
Syvert Sivers.	

Reponſe de la Commiſſion aux Embdenois.

A Aurich le 25. Mars 1729.

N. N.

NOus avons bien reçu votre Lettre d'hier avec ſa ſoumiſſion ſignée par vous & par les Membres du College des Quarante. Nous n'avons pas manqué de l'accepter quoique nous n'ayons pas encore reçu de reſolution ſur ce ſujet, & nous ne manquerons pas d'envoyer aujourd'hui l'une & l'autre où il eſt néceſſaire, mais avec cette reſtriction, ſavoir ce que les Conſeillers-Deputez du Prince, à qui nous en avons donné communication, auront à repreſenter contre. De plus nous devons vous marquer que nous ignorons que le terme fixé dans la Patente du 13. Sept. 1728. pour delivrer votre ſoumiſſion & expiré dès l'année paſſée, ait été prolongé juſqu'à préſent; deplus que *ratione Materialium* nous trouvons que votre Soumiſſion eſt couchée en termes trop generaux, puiſqu'on n'y nomme ſeulement pas les divers Decrets Imperiaux, Patentes & Concluſions du Conſeil Aulique de l'Empire émanez de tems en tems ſur les préſens démêlez du Païs, ni les Sentences de la Commiſſion, auxquelles néanmoins on auroit dû faire attention, on n'y dit pas non plus quelle obéiſſance on a renduë ou prétend rendre aux Sentences de la Commiſſion Imperiale en conſequence de la Lettre & Déciſion que nous vous avons envoyées le 27. Janv. 1728. & confirmées dans la Patente du 13. Sept. d. a. Outre cela pourquoi les Membres du Conſeil & des Quarante caſſez pour avoir fait leur Soumiſſion dans le tems, n'ont-ils pas été rétablis dans leurs emplois, & que l'on en a admis d'autres à figuer en leur place. Et d'autant qu'à ces cauſes un délai paroît néceſſaire, nous vous en accordons un, en vertu des préſentes, *pro omni*, de quinze jours à compter du jour de l'Inſinuation des préſentes, *ſub pœna præclusi*, & d'être privez *beneficio reſtitutionis in integrum*; pendant lequel nous dépêcherons une ulterieure relation, dans l'eſpérance que conformement aux *Monita* ci-deſſus, vous dreſſerez une autre Soumiſſion, avec expreſſion des termes & clauſes inſerées dans les Reſolutions & Patentes Imperiales du 18. Janv. 1726. 4. Oct. 1727. & 13.

ANNO 1729 & 13. Sept. 1728, & qu'elle ſera ſignée, comme il a été exigé, par les Quarante. & ce au plus tard le 9. Avril prochain, afin que nous puiſſions en faire raport le 12. &c.

Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖDER.

Communication de la Soumiſſion des Embdenois au Miniſtere du Prince.

N. N.

NOus vous communiquons par celle-ci la Soumiſſion que nous a envoyée le Magiſtrat d'Embden, afin que s'il y a quelques remarques ou obſervations à y faire de la part du Prince vous nous le ſuffiſe ſavoir dans trois jours, afin que nous puiſſions en dépêcher une rélation par la premiere poſte. Nous vous prions de nous croire &c.

à Aurich le 25. Mars 1729.
Signé,
C. H. Ed. v. BERGER.
J. J. RÖDER.

Remarques du Miniſtere du Prince ſur la Soumiſſion du Magiſtrat d'Embden.

Le 28. Mars 1729.

Præf. Commiſſ. Cæſar.

APrès vous avoir remercié de nous avoir communiqué la prétendue Soumiſſion produite par les Bourguemaîtres, Conſeil, & Quarante de la Ville d'Embden établis de leur propre autorité & ſans la confirmation du Prince requiſe ſuivant la Reſolution Imper. de 1597. nous vous dirons que nous en avons fait raport à S. A. S. & que par ſon ordre exprès nous remarquons qu'il eſt notoire par les Actes de la Commiſſion, & particulierement par la Patente Imper. ci-jointe Lit. A. que ceux qui ont dreſſé cette Soumiſſion & leurs conſorts ſont condamnez aux peines portées dans les précedentes Patentes Imper. expediées *in rem judicatam*, comme desobéiſſans, Perturbateurs de la Paix & méchans, à cauſe du mépris inſoleut qu'ils ont fait de la patience avec laquelle l'Empereur a ſouffert leur continuelle opiniâtreté dans leur malicieuſe rebellion, dans les Pilleries & desordres qu'ils ont commis contre leur Prince, ſes Conſeillers, Officiers, & bons Sujets Eccleſiaſtiques & Seculiers; Qu'il a été ſérieuſement ordonné aux Etats de l'Empire, pour mettre fin à une ſi détellable revolte & tirer S. A. S., comme un fidéle Membre du S. Empire Romain, de l'embarras, danger & vexation ou elle eſt expoſée, & pour prévenir la ruine de ſes Etats, de lui prêter main forte contre les rebelles ſes Ennemis & ceux de leur Parrie, & s'ils ſe trouvent ſous leur Juriſdiction, de les faire arrêter & les livrer à la Commiſſion imperiale. On a donné auſſi des aſſurences dans la même Patente qu'il ſera donné ſatisfaction à S. A. S. & à ſes fidéles Sujets, des pertes qu'ils ont ſoufertes, aux dépens des malintentionnez Ennemis du Pais. Depuis ce tems-là, c'eſt à dire le 4 Oct. 1727. il a été ordonné par Reſolution Imper. ci-jointe Lit. B que lorſque les ſuſdites perſonnes ſeront une duë Soumiſſion par devant la Commiſſion Imp. ſignée en forme par chacun de leurs *individuum* NB. ils ſatisferont réellement aux Déclarations & ordres confirmez, qui leur ont été inſinuez par la Commiſſion Imper.; Qu'après la Relation qui en aura été faite par la Commiſſion, ainſi qu'il ſouviendra; NB. de Droit, la Reſolution Imperiale devra ſuivre.

Mais il eſt encore notoire que ces gens-là ſe ſont moqué de toute patience Imper. ainſi qu'il paroit par la Patente Imp du 13. Sept 1728. ci-jointe Lit C. où il eſt dit que ceux, qu'on fait voir dans la Reſol. Imp. du 4. Oct. 1727 avoit honteuſement mépriſé la Clemence & la Patience Imperiale, ont par-là expoſé au grand jour leur continuelle desobéiſſance.

Il paroit par ces Actes que ces Gens ont encore de nouveau mepriſé d'une maniere inouïe la Clemence Imperiale offerte dans le dernier Decret & qu'on peut nommer à juſte titre une Clemence extraordinaire; & en recourant, nonobſtant les défences qui leur en ont été faites, à des Puiſſances Etrangeres, ils ſe ſont flattez qu'avec leur apuy, ils tapetoient entierement l'Autorité Imperiale, qui après une libre *Litis conteſtationem* & reconnoiſſance du Souverain Juge competant, a confirmé plus de huit fois des Decrets rendus avec connoiſſance de cauſe *in rem judicatam*. Enfin ils ont ſouverainement mepriſé les Loix de l'Empire & principalement le Teſtté d'Osnabrug & la Capitulation de l'Election Imperiale, qu'ils renverſeot abſolument en voulant prescrire des Loix à l'Empereur ſur le gouvernement du Pais.

ANNO 1729.

Puiſque les choſes ſe trouvent dans cet état, que le delai ſtipulé eſt expiré, & que cependant on perſiſte, nonobſtant les défenſes exprimées dans les Decrets Imper., à avoir recours à des Puiſſances étrangeres par une très-grande desobéiſſance à l'Empereur & à S. A. S. leur naturel Souverain, nous ne pouvons concevoir comment des Gens qui traitent ainſi les Decrets, Concluſions, & Patentes de l'Empereur peuvent s'imaginer de ſe tirer d'affaire, à la faveur d'une Soumiſſion, qui conſiſte en paroles ſans ſens & contraires aux Concluſions Imper. & même à leur conduite journaliere.

Et d'autant que ſelon toutes les Loix de l'Empire, S. A. S a en ſa faveur un *jus quæſitum in rem judicatam* confirmé par une Patente Imper ſuſpenduë par un *Concluſum* ulterieur, elle nous a ordonné de remontrer reſpectueuſement à la Commiſſion Imper. & de la ſuplier de rejetter cette Soumiſſion comme venuë trop tard & d'en faire raport dans ce lieu à Sa Maj. Imp.; puiſque S. A. S., après avoir été capotée à tant de vexations, d'embaras inouïs dans l'Empire & de violences malignes, ſe repoſe ſur l'amour de Sa Maj. Imp. pour la Juſtice, qu'en qualité de ſi tres Membre de l'Empire, il ſera traité au moins auſſi favorablement que le moindre Sujet, ſelon les Loix de l'Empire, ſavoir que l'on executera les Sentences obtenuës avec tant de peines, de ſoins, d'inquietudes & de frais & confirmées par l'Empire contre les Sujets déclarez rebelles par Sa Majeſté Imperiale, avec la réſerve expreſſe *exceptionis rei judicatæ*, & nous ferons voir par ſurabondance & en peu de mots que bien loin que cette Soumiſſion ſoit conforme aux Patentes Imperiales, elle leur eſt directement contraire. Quoique nous ſoïons perſuadés que vous l'aurez d'abord reconnu, nous allons cependant l'expliquer en peu de mots.

1 Ces Gens qui prétendent ſe faire mettre, n'oſent-ils pas avancer d'une maniere inconcevable dans la Lettre qui accompagne leur Soumiſſion, que le terme fixé pour l'exhibition de leur Soumiſſion a été prorogé? quel Decret en raportent ils?

2 Ils oſent avancer dans la même Lettre que leur profond & ſoumis reſpect pour la Souveraine Juriſdiction de Sa Maj. Imp n'a jamais été interrompu, ce qui leur eſt cependant reproché en face dans les Patentes Imper. du 11. Juin 1723.; 10 Août 1724. 18. Janvier & 9. Juin 1726 par la Concluſion du 4. Octobre 1727. & enfin par la Patente du 13 Sept 1728 ou ils ſont déclarez & condamnez comme malicieux contempteurs de la Souveraine Juriſdiction Imperiale. Et s'ils avoient encore quelque reſte de reſpect pour la Souveraine Autorité de Sa Maj Imp. il leur auroit convenu d'avoüer avec un ſincere déplaiſir & demander le pardon du crime qu'ils ont commis contre Sa Maj. Imp. & contre leur Prince; bien loin de ne vouloir ni ſavoir ni avoüer que ce crime ne peut ſubſiſter avec le plus ſincere reſpect pour la Souveraine Juriſdiction de l'Empereur. Ainſi ils font ſuffiſamment connoître quel fond on peut faire ſur leur Soumiſſion; d'où il paroit évidemment,

3. Qu'il n'eſt pas dit un mot ni dans la Soumiſſion ni dans la Lettre y jointe de la Concluſion Imperiale du 4. Oct 1727, ni de la Lettre que leur a écrite la Commiſſion Subdelegnée, à ce ſujet, le 27. Janv. 1728, ni de la Patente Imperiale expediée en conſequence le 13. Sept. 1728 où il eſt expreſſement ordonné, *in facto ſubmiſſionis effectivæ*, une comparution effective, d'autant qu'il ne s'agit pas d'une Soumiſſion verbale, & qu'ils duſſent perſiſter dans la revolte comme il eſt arrivé, helas! dans les tems paſſez; enſorte que l'on a vû arriver tout ce dont la Ville d'Embden a menacé la Famille Regnante, dont elle reſſent les triſtes effets.

4. Deplus ces Gens ſe mettent peu en peine d'agir d'une maniere directement contraire aux ordres de la Commiſſion confirmez par le Decret Imper. du 13. Sept. puiſqu'ils ont fait ſigner leur prétendue Soumiſſion,

ANNO 1719. ſion, & oſent préſenter à la Commiſſion des Gens, qu'ils ont mis dans la place de ceux qu'ils ont malicieuſement dépoſez & qu'en conformité des ſusdits ordres ils auroient dû rétablir dans leurs poſtes de Conſeillers & de Membres des Quarante, ce qui eſt une réſiſtance la plus opiniâtre.

5. Il eſt expreſſément dit dans le Decret Imper. que non ſeulement les Magiſtrats & les Quarante, mais même tous les *individua*, & par conſequent les Bourgeois de la Ville d'Embden ſe déclareroient dans la Soumiſſion & obéiſſance aux Decrets Imperiaux, puiſqu'en cela la Ville d'Embden n'a pas plus de Privilege que celles de Norden & d'Aurick, enſorte que ſes Bourgeois, ainſi que ceux de Norden & d'Aurick, comme les Membres de la Magiſtrature, doivent être ſoumis aux Decrets de l'Empereur & à ſa Souveraine Juriſdiction: ce qui eſt d'autant plus néceſſaire que ces Bourgeois ont pour la plûpart des Biens immeubles dans les Bailliages du Prince. On trouve dans les *recueils* que la Ville d'Embden comparoiſſant à la Diéte de Pais oſa y ſoutenir que toute Soumiſſion faite par les Habitans hors de la Diéte, *individualiter*, ſoit à la Commiſſion, ſoit au Prince, étoit nulle & de nulle valeur. Mais le Decret Imper. du 10. Août 1724. rejette expreſſément cette Maxime, & par conſéquent enjoint à chaque habitant du Païs de produire leur Déclaration d'obéiſſance; c'eſt ſur ce principe qu'eſt fondé le *Concluſum* du 4. Oct. 1727. dont la ſuſcription eſt *à tout ceux des* Individuorum *qui veulent ſe déclarer pour l'obéiſſance*. Ce qui eſt d'autant plus néceſſaire aux Bourgeois de la Ville d'Embden, puiſqu'autrement les Magiſtrats établis repréſentent le Peuple, lorſque les Bourgeois ne peuvent obéir aux ordres ou aux défenſes de l'Empereur ou du Prince, ſans leur conſentement & leur ordre. Enſorte que la ſubordination entr'eux & la Bourgeoiſie va ſi loin que les Bourgeois préférent les ordres du Magiſtrat à ceux de l'Empereur & du Prince; ce qui eſt contradictoire à la relation qui eſt entre l'Empereur & le Prince; & particulierement par raport à ce dernier Article, avec le Decret Imperial du 8. Août 1721. adreſſé à la Ville d'Embden.

6. Cette réflexion a auſſi lieu par raport aux Habitans des Seigneuries d'Oldersum, Borſum, Tarſum Widdelswehr, comme auſſi Up- & Wolthuſen, où leſdits Magiſtrats pratiquent les mêmes maximes contraires à tous ordres *inter Superiores & Inferiores*; & qu'ils ont ſubordonné à leur obéiſſance celle qu'ils exigent desdits Habitans pour les Decrets Imperiaux & la veulent régler à leur maniere, ce qui eſt encore contraire aux Decrets de l'Empereur. C'eſt pourquoi la Soumiſſion & la Déclaration d'obéiſſance doit être exigé néceſſairement de tous les individus desdites Seigneuries, puiſqu'ils ſont réellement convaincus qu'ils doivent obéir aux ordres de l'Empereur & du Prince préférablement à ceux des Magiſtrats d'Embden.

7. On doit encore faire une remarque importante par raport à ces Seigneuries, ſavoir qu'en vertu de la Patente du 14. Mai 1728. la Commiſſion a ſequeſtré leſdites Seigneuries, délivré les Habitans de leur obéiſſance envers la Ville d'Embden, & défendu expreſſement aux Miniſtres de recevoir ni ordres ni défenſes des Bourguemaîtres ou du Conſeil d'Embden, ni même de faire mention d'eux dans les prières; Sequeſtre qui eſt confirmé dans le Decret du 13. Sept. 1728. Donc c'eſt une réticence publique aux ordres de la Commiſſion & aux Decrets Imperiaux, que les Magiſtrats ayent oſé envoyer leur Soumiſſion au nom des ſusdites Seigneuries, de la poſſeſſion desquelles ils ſont privez.

8. Ajoutons que ſuivant des avis dignes de foi nonobſtant l'interdiction expreſſe de tous Conventicules, contenuë dans les Decrets Imperiaux, ils continuent pourtant à Embden dans la prétenduë Commiſſion ſecrete compoſée de Gens dépoſez de leurs Emplois, ſur le recours tant défendu aux Puiſſances étrangeres qui continuë encore, nonobſtant que ce fût le premier Article ſur lequel la Soumiſſion devoit s'expliquer.

C'eſt pourquoi, les choſes étant dans cette ſituation, nous demandons au nom & de la part du Prince nôtre Maître, que la ſusdite Soumiſſion des Magiſtrats & du Conſeil de la Ville d'Embden ſoit rejettée abſolument, *ob jus quæſitum* pour le maintien des Decrets de l'Autorité Imperiale & des Loix de l'Empire, & que très-humble raport en ſoit fait en conſéquence à la Cour Imperiale. Nous ſommes avec &c.

Reſolution de Sa Majeſté Imperiale ſur ladite Soumiſſion. ANNO 1719.

Lundi le 12. *Sept.* 1729.

1. SA Maj. Imp. a declaré le 3 de Mai dernier, pour des raiſons importantes, la Soumiſſion des Embdenois ſuffiſante; en conſéquence ils jouiront dès ce jour-là de l'effet de l'Amniſtie publiée, & au cas qu'il y ait été contrevenu de la part de la Commiſſion ou de celle du Prince, tout ſera rétabli *in ſtatu quo*, & comme ſi la choſe n'étoit point arrivée.

2. Il eſt accordé *ex ſuperabundanti*, à ceux qui ont quelques Griefs à alleguer contre les Decrets du Conſeil Aulique de l'Empire & contre les Ordonnances de la Commiſſion, & pour leur donner de nouvelles preuves de moderation & de clemence, le terme de deux Mois, pendant leſquels ils pourront porter devant le Conſeil Aulique de l'Empire tous les Griefs particuliers qu'ils croiront avoir, mais à condition que s'ils ne le font pas, il n'y aura plus de delai & leſdits Decrets ſeront exécutez.

3. Jamais ce n'a été l'Intention de Sa Maj. Imp. de comprendre parmi les Homicides exclus de l'Amniſtie, que ceux qui ſeroient convaincus d'avoir eu part à deſſein à quelque Homicide perſonnel, & non pas ceux qui ſe ſeroient trouvez dans quelque tumulte où il y auroit eu du ſang répandu.

4. Sa Maj. Imp. a approuvé ce qui a été propoſé par les Députez des Habitans d'Oſtfriſe touchant l'indemnifation des pertes qu'ils ont ſoufertes, & réſolu que l'Examen de ces pertes ſera continué, mais que l'Exécution ſera ſuſpendue juſqu'à ce qu'on ait ſollicité & repréſenté à Sa Maj. Imp. de faire terminer cette affaire par un Accord à l'amiable pour éviter par ce moyen tout nouvel embarras & rétablir ainſi d'autant plutôt le repos public.

5. Il eſt ordonné à la Commiſſion Subdeleguée de donner ſur tout ſes ſoins à ce que les Créanciers Hollandois ſoient payez préſentement & à l'avenir, de leurs intérêts, ſuivant les obligations.

6. *Hæc omnia notificentur Cæſareæ Commiſſioni per Reſcriptum.*

Signé,

E. E. v. GLANDORF.

Autre Reſolution plus étenduë, de Sa Majeſté Imperiale. 1730.

Jeudi 30. *Août* 1730.

1. SA Majeſté Imperiale prétend ne rien changer aux Points & Articles de la derniere Reſolution du 12. Sept. 1729. & la Ville d'Embden & ſes Adherans ne doivent pas conſiderer ladite Reſolution comme ſi les Sentences Imperiales exécutées avant le 3 de Mai 1729. étoient annullées par la production des Griefs & par l'Audience accordée à cet égard, avant qu'il ait été ſtatué ſur leſdits Griefs, mais on s'en tiendra auxdites Sentences & à ce qui a été fait en conſequence, tant que l'on n'aura point porté d'autre Sentence ſur leſdits Griefs; Sa Maj. Imp. ne voulant pas cependant qu'on entende par-là ce qui a été ſeulement ſtatué pour punition (& non en vûë d'établir un meilleur ordre dans le Païs & abolir les abus qui ſe ſont introduits,) & qui eſt entierement annullé, conformément à l'Amniſtie publiée, à l'exception expreſſe de ce qui eſt relatif à la Caiſſe d'indemniſation, par raport à ceux qui y ſont intéreſſez. Deplus il eſt encore expreſſément ordonné à la Ville d'Embden & à ſes Adherans de ſe régler à l'avenir ſur leur propre Déclaration de Soumiſſion & d'attendre tranquillement la Sentence définitive, de s'abſtenir d'avoir recours aux Etrangers, ce qui leur a été ſi ſouvent défendu, de contribuer leur contingent dans les dépenſes du Païs, de s'abſtenir de toutes hoſtilitez, & entrepriſes qui ne conviennent pas, & par conſéquent de rétablir dans leurs Emplois ceux qui en avoient été dépouillez pour avoir fait ci-devant leur Soumiſſion, & de ne les troubler ni inquieter ni aucun autre; les avertiſſant que ceux qui contreviendront à cecî ne jouiront pas de l'Amniſtie & en ſeront exclus,

ANNO 1730. D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompte juſtice ſoit renduë ſur les ſuſdits Griefs, à quelle fin leſdits Griefs ſeront ici communiquez, au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéiſſans reſpectivement, afin qu'ils donnent leur réponſe, mais ſeulement ſur les points compris dans les Decrets & Reſolutions Imperiales.

Quant aux points qui ne ſont pas exprimés dans les Sentences Imperiales & aux Griefs particuliers des Embdenois contre le Prince, il en ſera parlé dans une rémontrance particuliere, (afin de ne pas mêler les uns avec les autres) & il ſera à cet égard rendu une prompte juſtice.

Au reſte l'Agent du Conſeil Aulique de l'Empire, *Grave*, produira dans 2 Mois un Pleinpouvoir de les Principaux dreſſé dans les formes par un Notaire Imperial, & il ne lui ſera pas permis, ſous les peines déja déclarées, de ſe nommer ni ſigner Procureur des Etats d'Ooſtfriſe; de même l'Agent *Fabricius* produira un Pleinpouvoir accordé par ceux qui ſont autoriſez par leſdits Etats pour l'Adminiſtration des deniers publics.

Quant à la convocation pour aſſiſter à la Diète du Païs, Sa Maj. Imp accorde, par une faveur particuliére, que la Ville d'Embden & ceux qui ne ſont pas expreſſement exclus de l'Amniſtie, ſoient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, ſuivant ſa Soumiſſion & les Decrets émanez, payera par avance le contingent qu'elle doit à la Caiſſe du Païs, & chacun des comparoiſſans remettront aux Subdelegues une promeſſe par écrit de s'y conduire paiſiblement & avec moderation, bien entendu que ceux qui violeront cette promeſſe ne ſeront plus admis à la Diète.

II. Puiſque ſuivant la Reſolution Imperiale du 22. Sept. 1729. § 2. Il eſt permis aux Embdenois & à leurs Adherans de produire les Griefs qu'ils croyent avoir contre les Decrets du Conſeil Aulique de l'Empire; & puiſque, *ex ſuperabundanti*, par une faveur ſpeciale de Sa Maj. Imp. il leur eſt encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conſeil Aulique de l'Empire tous leſdits Griefs qu'ils croyent avoir, bien entendu que s'ils n'obéiſſent pas, il ne leur ſera plus permis de le faire après ledit delai expiré, & leſdits Decrets ſeront executez.

Ainſi il eſt ordonné aux Agens du Conſeil Aulique de l'Empire *Grave* & *Hemſich*, de communiquer à preſent au Prince d'Ooſtfriſe & aux Etats obéiſſans les Griefs qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux depuis la publication de ladite Reſolution Imperiale, & il eſt ordonné audit Prince & Etats de produire au plutôt leurs reponſes, mais ſeulement ſur les Articles ſpecifiés dans les Decrets & Reſolutions Imperiales, à ce qui eſt exigé d'eux reſpectivement dans cette Reſolution Imperiale.

III. Il ſera expedié un Decret Imperial aux Etats d'Ooſtfriſe par raport aux ſommes néceſſaires, afin que (ſuivant la propoſition qui leur a été faite dans une Lettre des Commiſſaires Subdelegues du 13. Decemb. 1729.) ils mettent ordre, ſans delai, à ce que l'on conſente & accorde les ſommes néceſſaires pour les beſoin du Païs, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de ſincere intention & de leur Soumiſſion aux Ordonnances très-gracieuſes & Paternelles de Sa Maj Imp. comme auſſi de leur Patrie & pour conſerver le credit, enſorte que perſonne n'ait occaſion de ſe plaindre que l'on manque à une ſatisfaction raiſonnable. Les Etats d'Ooſtfriſe ſuivront au plutôt cette bonne intention de Sa Maj. Imper. & en fourniront des preuves irreprochables dans deux Mois.

IV. Quant à l'Intendant Pruſſien des Salines Uſtke Barend Smidt, la Reſolution Imperiale eſt que puiſque tout ce qui a été ordonné comme punition ſera aboli, comme il eſt déja dit, par raport à ceux qui ſont compris dans l'Amniſtie, par conſequent l'arrêt mis ſur les effets dudit Uſtke Barend Smidt, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut ſubſiſter, & n'auroit lieu que dans le Cas de reparation des pertes. ANNO 1730.

Au reſte les Commiſſaires Subdelegués ſeront ſavoir à combien ſe montent les effets, & à combien environ monte ſon contingent pour la reparation des Dommages, afin qu'il ſoit ordonné combien de ſes Effets reſteront arrêtez ſuivant ce qu'il doit contribuer à la Caiſſe d'indemniſation

V. Quant à l'uſage des Sauvegardes Imperiales d'Ooſtfriſe établi dans ce Païs pour maintenir la bonne Juſtice, la Déclaration Imperiale, eſt que s'il arrivoit que dans quelques diſputes ou Procès dependant du Conſeil de la Cour, le Prince refuſât d'obéir aux Déciſion qui auroient force de Sentence (bien entendu que l'on n'étendra en aucune maniere la Juriſdiction, les Privileges du Prince, & ce qui concerne la Regence du Païs & la Police, conformement aux Loix de l'Empire & aux Ordonnances Imperiales adreſſées de tems en tems au Conſeil de la Cour) la Sauvegarde Imperiale ſera obligée, comme il lui eſt ordonné par la preſente, d'en faire l'execution à chaque fois, à la requiſition des Etats du Païs ou de leurs Députez ordinaires & après l'expedition ordinaire de trois Lettres Monitoriales.

VI. Il eſt repondu à Bernard Henri van Appel que ſa priere d'être compris dans l'Amniſtie Imperiale ne ſera pas reçuë; mais qu'il ſera obligé, ſans plus de delai, de ſe ſoumettre aux recherches à faire par les Commiſſaires Imperiaux, & quand le Procès desdites recherches ſera fini & que le raport en aura été envoyé ici, Sa Maj. Imperiale ſera ſavoir ſa Reſolution ſur l'adoucillement de la peine

VII. Quant à Rudolfe van Rheden il eſt déclaré que ſans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amniſtie Imperiale comme les autres Renuens, mais ſous condition expreſſe de s'obliger à contribuer aux indemnifations, & de promettre par avance aux Commiſſaires Subdelegues qu'il executera toujours fidelement ſa Soumiſſion faite.

VIII. Addo Terborg accuſé d'avoir voulu exciter un nouveau tumulte, ainſi qu'il eſt apparu aux Commiſſaires Subdelegues, eſt abſent & il n'en ſera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Reſolution Imperiale Leon van Wingeve ſera encore cité & la citation lui ſera inſinuée dans les formes, avec ordre exprès de comparoitre, à ce qu'il ne ſoit pris d'autres Reſolutions contre lui par Contumace.

X. Sa Maj Imperiale a gracieuſement reſolu à l'égard de Habbe Baron de Weſſendorp, que, vû les circonſtances de la choſe, dès-à-preſent ſera annullée la defenſe faite le 16 Septembre 1729. au Receveur general de payer juſqu'à nouvel ordre audit de Weſſendorp, rien de ſon Capital de 2300. Rixd. qu'il a à pretendre ſuivant l'Aſſignation expediée par l'Adminiſtrateur des Deniers Publics: & toutes Procedures contre ledit Weſſendorp reſtent ſuſpenduës & la peine de 10. Ducats à laquelle étoit condamné le Notaire Schepler lui eſt auſſi remiſe.

XI. Il ſera donné connoiſſance de tout ce que deſſus par un Reſcript aux Commiſſaires Imperiaux avec ordre exprès de renvoyer au plutôt, conformement à la Reſolution Imperiale, tous les Actes originaux qui leur ont été espediez.

Etoit ſigné,

ARN. HEINR. VAN GLANDORFF.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.

ANNO 1731.

ADDITION.

16. Mars. * *Traité d'Alliance & de Paix entre l'Empereur* CHARLES VI. *&* GEORGE II. *Roi de la Grande Bretagne où les Etats des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas ſont compris. Fait à Vienne le* 16. *Mars* 1731.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis, AMEN.

NOtum ſit omnibus ac ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe quomodocunque poteſt. Poſtquam Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps & Dominus Carolus VI. Romanorum Imperator, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ ac Bohemiæ Rex, Archidux Auſtriæ &c. &c. Tum Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps ac Dominus Georgius II. Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, nec non Celſi & Præpotentes Domini Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum; Conſiderato incerto turbidoque rerum, qui nunc eſt in Europa, ſtatu, mature perpenderunt medis, quibus non modo mala ex gliſcentibus in dies magis magisque ſimultatibus jam jam ereptura anteverterentur; ſed & publica tranquillitas modo, quantum fieri poteſt, ſtabili ſe perennaturo, facilique una ac prompta ratione firmaretur. Præfatæ ſuæ Majeſtates ac præfati Ordines Generales, propenſo penitus ſtudio ducti, opus tam ſalutare promovendi perficiendique è re eſſe judicaverunt, de certis quibusdam conditionibus generalibus inter ſe convenire, quæ baſis loco inſerviret, juxta quam diſſentientium præcipuorum in Europa Principum animi conciliandi & controverſiæ, quæ inter eosdem non absque publicæ tranquillitatis periculo quam maxime jam vigent, componendæ forent.

Hunc itaque in finem Sacra ſua Cæſarea & Catholica Majeſtas, Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiæ & Pedemontium Principem, alteratæ ſuæ Majeſtatis Cæſareæ & Catholicæ Conſiliarium Actualem Intimum, Conſilii Aulico-Belgici Præſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Romani Campi Mareſchallum ac ejuſdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Defultoriorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem; nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Theſaurarium Hæreditarium, Comitem a Ziotzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mulſig, Loos-zaan & Dreskau, Burgravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præciſorem in Superiori ac Inferiori Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Camerarium, Actualem Conſiliarium Intimum ac Primum Aulæ Cancellarium &c. Ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Staremberg in Schaumburg & Waremburg, Dominum Ditionum Eichelberg, Liechtenſtigen, Roteneg, Freyſtadt, Haus, Oberwalſee, Senffenberg, Bodendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum Actualem, Archiducatus Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium. Sacra vero Regia Majeſtas Britannica Dominum Thomam Robinſon, Armigerum, in Comitiis Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem, & Miniſtrum ſuum apud prædictam Majeſtatem ſuam Cæſaream & Catholicam; tum Celſi & Potentes Status Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum . . . . . plena Poteſtate munivimus, qui collatis inter ſe Conſiliis & commutatis prius Plenipotentiarum Tabulis, in ſequentes Articulos & Conditiones convenerunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, ac utriusque Hæredes & Succeſſores; nec non Celſos ac Potentes Dominos Status Generales Fœderati Belgii firma, ſincera & inviolabilis amicitia, pro mutuis commodis Provinciarum, ac Subditorum ad unumquemque ex Principibus Contrahentibus ſpectantium ita ſtabilita, ut ſinguli contrahentes Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere atque aliorum reliquorum Contrahentium commods ceu ſua promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire & avertere teneantur. Itaque juxta tenorem præcedentium Pacis, Amicitiæ ac Fœderis Tractatuum ac Conventionum, qui omnes ac ſinguli Tractatus ac Conventiones, exceptis ſolummodo iis Articulis, Clauſulis aut Conditionibus, quibus per præſentem Tractatum derogare è re viſum eſt, plenum ſuum in omnibus ac per omnia robur ac vim obtineant, cenſeanturque vigore præſentis Tractatus renovati & confirmati; atque inſuper Partes Contrahentes ad mutuam tuitionem, ſeu, uti vocant, *Guarantiam*, omnium Regnorum, Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earumdem poſſeſſarum, tum etiam Jurium & Immunitatum quibus unaquæque gaudet, aut gaudere debet, ſeſe ſe vigore hujus Articuli obſtrinxerunt, ita quidem, ut mutuo declaragint ac ſibimet invicem ſponderint, quod omnibus viribus ſe ſe ſint oppoſituræ conatibus omnium ac ſingulorum, qui forſan præter ſpem, vel ullum ex Contrahentibus, vel eorum Succeſſores ac Hæredes in quieta poſſeſſione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium ac Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore concluſi præſentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet.

II. Quandoquidem nomine Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis ſæpius expoſitum fuit, haud du publicam tranquillitatem vigere ac conſtare, nec ſecuram pro conſervando duraturo in Europa Æquilibrio rationem excogitari poſſe, niſi ſibi generalis tutio, ſponſio ac evictio, ſeu, uti vocant, *Guarantia* illius ſuccedendi ordinis præſtetur, qui juxta Declarationem Anno 1713. emanatam in Sereniſſima Domo Auſtriaca obtinet; Sacra Regia Majeſtas Britannica & Celſi ac Potentes Ordines Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, tam eo ſtudio ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam & Æquilibrium in Europa conſervandum ferantur, quam intuitu conditionum, quæ utrique huic ſcopo maxime inſervientes in ſubſequentibus Articulis diſpoſitæ reperiuntur, vigore præſentis Articuli *Guarantiam* modo dicti ſuccedendi ordinis generalem in ſe ſuſcipiunt, ac quoties opus fuerit, contra quoscunque præſtandam ſpondent, promittentes proinde quo fieri poteſt meliore ac firmiore modo, quod omnibus viribus ſuis tueri, manutenere, ac, uti vocant, *Guarantigiare* velint ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum ſuccedendi ordinem, quem Sacra Majeſtas Cæſarea, in forma perpetui indiviſibilis ac inſeparabilis Fidei-commiſſi Primogenituræ affecti pro Univerſis ſuæ Majeſtatis utriusque ſexus Hæredibus, Inſtrumento ſolemni die 19. Aprilis, Anno 1713. prouti hujus Inſtrumenti Copia ad finem Tractatus adjuncta reperitur, declaravit ac ſtabilivit, quique ſubinde ab Ordinibus & Statibus univerſorum Regnorum, Archiducatuum, Principatuum, Provinciarum ac Ditionum, ad Sereniſſimam Domum Auſtriacam jure hæreditario ſpectantium, communi omnium voto ſuſceptus, & grato ſubmiſſoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuo valituræ, in publica Monumenta relatus fuit, & quemadmodum juxta hanc ſuccedendi normam & ordinem eum in caſum, ubi annuente Divina Miſericordia maſculis Proles a ſua Majeſtate Cæſarea Catholica deſcendens extabit, Primogenitus filiorum ſuorum, aut, hoc præmortuo, hujus primogeniti primogenitus; nulla autem de ſua Cæſarea Catholica Majeſtate prole maſculina extante, primogenita filiarum ſuarum Sereniſſimarum Auſtriæ Archiducum, ordine ac jure primogenituræ indiviſibilis nunquam non obſervato, ſuccedere eidem debet in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actu ſua Cæſarea Majeſtas poſſidet, absque eo quod unquam ſeu favore illorum, aut illarum, qui vel quæ de fecunda, tertia aut ulteriore linea aut gradu ſunt, aut alias quacunque demum de cauſa divitioni ulli aut ſeparationi locus ſit; hoc ipſo quoque ordine ac jure primogenituræ indiviſibilis in omnibus reliquis caſibus partier obtinente, ac perpetuis in omne ævum temporibus obſervando, qui vel in linea maſculina ſuæ Cæſareæ Majeſtatis, ſi Divinum Numen maſcula eandem prole beare, vel extincta linea maſculina,

* Ce Traité devroit être inſeré après la page 162. avant le Supplement; mais il n'a été conclu qu'après l'impreſſion de ce Volume.

ANNO 1731. lina, in linea ejusdem fœminina evenire, vel denique alias, quoties de ſucceſſione in Regna, Provincias ac Ditiones Hæreditarias Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ quæſtio enaſceretur, obtingere poſſent. Ita ſua Sacra Regia Britannica Majeſtas & Celſi ac Præpotentes Domini Status Generales Fœderati Belgii promittunt ac ieſe obſtringunt, quod illum vel illam, qui vel quæ juxta normam & ordinem hactenus recenitum in Regna, Provincias ac Ditiones, quas Sua Cæſarea Majeſtas actu poſſidet, ſuccedere debet, in usdem manutenere ac contra quoſcunque, qui forſan turbare hanc poſſeſſionem ullatenus præſumerent, perpetuo tutari velint ac teneantur.

III. Cumque Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati, nomine Sacræ Regiæ Majeſtatis Britannicæ & Celſorum ac Præpotentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii amiciſſimis verbis expoſitum ſæpius fuerit, non eſſe certius medium exoptatato tamdiu publicam tranquillitatem, quo fieri poſſet, promptior modo ſtabiliendi, quam ſi per immediatam introductionem ſex millium Hiſpanorum Militum, in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, deſtinata Sereniſſimo Infanti Don Carlos in modo dictos Ducatus ſucceſſio magis adhuc firmetur: Præfata Sacra Majeſtas Cæſarea Catholica quo & ipſa pacifica ſuæ Majeſtatis Britannicæ ac Celſorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Conſilia ac vota promoveret, ſua ex parte nulla prorſus ratione obſiſtet prædictorum ſex millium Hiſpanorum Militum pacatæ Introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ ac Placentiæ Ducatuum loca, juxta ſponſiones a dicta ſua Majeſtate Britannica atque Ordinibus Generalibus deſuper initas. Cum vero hunc in finem Sacra Majeſtas Cæſarea Catholica Imperii quoque conſenſum neceſſarium cenſeat, ſimul eadem promittit quod omnem operam adhibere velit, quod conſenſus iſte intra duorum menſium ſpatium, aut citius ſi fieri poterit, obtineatur, atque ut promptius obviam eatur malis, publicæ quieti imminentibus, ſpondet præterea Sua Majeſtas Cæſarea Catholica, quod ſtatim poſt commutatas invicem Ratihabitionum tabulas, conſenſum a ſe qua Imperii capite præfatæ pacatæ Introductioni præbitum, tum Magni Hetruriæ Ducis, tum Pasmenſi Miniſtro in Aula ſua commorantibus, alibive ubi conveniens viſum fuerit notum factura ſit: Nec minus ſæpefata Sua Majeſtas Cæſarea Catholica promittit ac ſpondet tam longe a ſe abeſſe mentem, vel directe vel indirecte admiſſioni Præſidiatu Hiſpani Militis in antedicta loca impedimentum ullum fulciendi aut afferendi, ut potius officia ac autoritatem ſuam interpolitura ſit quo enaſcente præter ſpem obſtaculo aut contradictione, quidquid antememoratæ admiſſioni obeſſe poſſet, amoveatur; atque adeo ſex millia Hiſpanorum Militum tranquille & ſine mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus tum Parmæ tum Placentiæ Ducatuum loca, quo ante dictum eſt modo, introduci queant.

IV. Sint proinde manentque Articuli, de quibus irrevocabili Partium contrahentium conſenſu hoc modo conventum eſt, ita firmiter & reciproce ſtabiliti penitusque deciſi, ut neque in iis, quæ abſque mora & ſtatim poſt Ratihabitionum tabulas invicem commutatas effectui danda ſunt, neque in us quæ in omne ævum inconcuſſa permanere debent, Partibus contrahentibus ulla in re recedere ab iis liceat.

V. Cum pro aſſequendo ſcopo, quem Partes præſentem Tractatum contrahentes attingere intendunt, neceſſarium viſum ſit, ut cuncta diſſidiorum & diſſenſionum ſemina radicitus evellantur; atque adeo priſtinus ille amicitiæ nexus, qui modo memoratas Partes contrahentes invicem ligaverat, non tantum renovetur, ſed & in dies arctius ſtringatur: hinc eſt quod Majeſtas ſua Cæſarea Catholica promittit ac ſe ſe vigore præſentis Articuli obſtringit, quod ceſſare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio, Auſtriaco, ac ex aliis Ditionibus, quæ tempore Caroli II. Hiſpaniarum Regis Catholici ſub Hiſpana Dominatione erant, in Indias Orientales Commercium & Navigatio; & quod bona fide effectui ſit datura, ne vel Oſtendana Societas, vel quivis alius, ſeu in Belgio Auſtriaco, ſeu in Ditionibus, quæ uti dictum eſt, tempore Caroli II. Regis quondam Catholici ſub Hiſpanica Dominatione erant, exiſtens, huic in perpetuum ſtabilitæ normæ directe vel indirecte unquam contraveniat, duabus tantum Navibus exceptis, quæ non niſi unica adhuc vice ex Oſtendano Portu curſum ſuum in Indias Orientales dirigere, & inde Oſtendam mercibus onuſtæ revertere ibidemque pro lubitu aſportatas ex Indiis merces venales exponere poterunt. Et ANNO 1731. Sacra Regia Majeſtas Britannica Celſique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii ſua quoque ex parte promittunt, ſeque obſtringunt, quod nulla interpoſita mora, ſuper Commercio & modo Vectigalium vulgo *Tarif* nuncupato, novum Tractatum in quantum ad Belgium Auſtriacum attinet, ad mentem Articuli XXVI. Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum fuit, vulgo *Barrière*, cum Sacra Sua Cæſarea Majeſtate inire velint. Quem quidem in finem nominandi ſtatim erunt a Partibus Contrahentibus Commiſſarii, qui intra ſpatium duorum Menſium a die ſubſcripti Tractatus computandum Antuerpiæ ſeſe congregare, ac tum ſuper iis, quæ plenariam executionem antememorati Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum, quique Antuerpiæ die 5 Novembris, Anno 1715 concluſus fuit, tum Conventionis poſterioris Hagæ Comitum die 5 Decembris 1718. ſubſcriptæ concernunt, convenire, tum vero ſpeciatim novum, uti dictum eſt, ſuper Commercio & modo Vectigalium, in quantum ad Belgium Auſtriacum attinet, Tractatum ad mentem antememorati Articuli XXVI. inire debebunt; Conventumque inſuper ac ſolenni ſtipulatione cautum eſt, quod cuncta ea, quæ Commiſſariis Antuerpiæ congregandis demandare è re viſum fuit, quam citiſſime fieri poterit, ex æquo & bono ad finem penitus perducenda ſint, ita quidem, ut non tardius, quam ad ſummum intra duorum annorum ſpatium ultima operi manus admovenda veniat.

VI. Cum reliquorum Capitum examen ac diſcuſſio, quæ ſeu ipſis inter Partes pacifcentes, ſeu aliquem ex earundem Fœderatis dirimenda reſtant, plus temporis conſumptura ſit, quam ancipiti hoc rerum ſtatui expediat, quo moræ omnes, quæ bono communi detrimenti nimium allaturæ forent, præcindantur, convenum concordatumque eſt, ut invicem declaretur, quod Tractatus omnes Conventionesque ab unaquaque Partium dictarum pacifcentium cum Principibus aliisque Statibus initæ, uti ſunt, ſubſiſtere poſſint, in quantum ſcilicet rei alicui haud adverſantur, quæ per præſentem hunc Tractatum conſtituta eſt; quodque Controverſiæ, ſeu inter dictas Partes pacifcentes ſeu quamlibet ex earum Fœderatis amice quam primum dirimendæ, atque interea a Partibus Contrahentibus eo allaborandum ſit, ut nemo ex iis quorum res in controverſia ſunt, pro iis vindicandis vi uti poſſit.

VII. Sua autem Majeſtas Cæſarea & Catholica, quo Subditis Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium de ipſorum Commercio in Regno Siciliæ exercendo nullus dubio locus ſuperſit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo & ad eandem normam habitum iri, uti habiti ſunt, aut haberi debuerint tempore Hiſpaniarum Regis Caroli II. Inclytæ Memoriæ ac prout Gens amiciſſima haberi conſuevit.

VIII. Includentur huic Tractatui Pacificationis Omnes illi, qui, poſt permutationem tabularum Ratihabitionis, intra ſex menſes ab una vel altera Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratihabebitur præſens Tractatus a ſua Cæſarea Catholica Majeſtate, a Sua Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majeſtate & a Celſis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, & Ratihabitionum Tabulæ intra ſpatium ſex Septimanarum a die Subſcriptionis comportandarum Viennæ invicem tradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæſarei Commiſſarii tanquam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regis Magnæ Britanniæ Miniſter plena pariter facultate munitus Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt & Sigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ Auſtriæ, 16. Die Menſis Martii, Anno Domini 1731.

(L. S.) EUDENIUS a SABAUDIA.

(L. S.) PHILIPPUS-LUDOVICUS à ZINZENDORFF.

(L. S.) GUNDACCARUS-THOMAS DE STARHEMBERD.

(L. S.) THOMAS ROBINSON.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUamvis Articulo primo Tractatus inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacram Regiam

ANNO 1731. giam Magnæ Britanniæ Majeſtatem & Dominos Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum hodierna die concluſi Partes contrahentes inter alia ſibimet invicem ſpoponderint, quod omnibus viribus ſeſe oppoſituræ ſint conatibus omnium ac ſingulorum, qui forſan præter ipſum vel ullum ex Contrahentibus vel eorundem Succeſſores ac Hæredes in quietâ Poſſeſſione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore concluſi præſentis Tractatûs gaudet aut gaudere deberet; Conventum tamen inter eaſdem Partes Pacificentes vigore præſentis Articuli ſeparati eſt, quòd, ſi forſan tractu temporis contingeret ut Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem aut ejus Hæredes & Succeſſores, Turcæ in quietâ poſſeſſione Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum quibus Sua Cæſarea Majeſtas actu gaudet aut gaudere deberet, turbare vellent, ad hunc ſolum, qui modò memoratus eſt, caſum *Guarantiæ* in dicto Articulo primo ſancitæ nullatenus extendi debeant.

Articulus hic ſeparatus eandem vim &c.

DECLARATIO *ſuper Præſidiis Hiſpanicis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.*

CUm Sua Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas, antequam ſuâ ex parte conſenſum præberet iis, quæ Articulo tertio Tractatus hodierna die concluſi, de immediata introductione prætidarii Hiſpani Militis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, diſpoſita ſum. ſuper vero ſcopo & objecto Sponſionum, quæ deſuper in Tractatu Hiſpalenſi partim nonâ partim vigeſima prima Novembris die, anno 1729. ſubſcripto continentur, ſecura omninò reddi voluerit; Sacra Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas, & Celſi ac Potent. Domini Status Generales Fœderati Belgii non tantùm Sponſiones iſtas, prouti hic annexæ reperiuntur, Suæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati bona fide exhibuerunt, verùm etiam firmiſſimè aſſeverare haud dubitarunt, non fuiſſe ſibi, cum de introducendo in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca Hiſpano Prætidario Militi conveniſſent, mentem, ullâ in re ab iis recedere quæ Articulo quinto Fœderis quadruplicis Londini die $\frac{17}{28}$ Jan. anno 1718. concluſi, tum de Cæſareis & Imperii Juribus, tum pro ſecuritate Regnorum ac Ditionum quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italiâ actu poſſidet, tum denique pro conſervanda quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatuum Legitimorum Poſſeſſorum ſancita reperiuntur, quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas & Celſi ac Pot. Domini Status Generales Fœderati Belgii declararunt prouti declarant & prompti paratique ad dandas, prouti vigore præſentis Inſtrumenti dant, Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati tam ſuper rerum Capitibus ſuperiùs recenſitis, quam ſuper omnibus iis, quæ ulteriùs adhuc prædicto Articulo quinto Fœderis quadruplicis nuncupati continentur, ſponſiones, evictiones, ſeu uti vulgò vocant, *Guarantiæ*, quantùm deſiderari poterunt, validas & ſolemnes.

Præſens Declaratio eandem vim &c.

DECLARATIO *ſuper* PARMENSI *Succeſſione.*

NE inopina Mors Sereniſſimi Principis Antonii Farnelii, dum viveret, Parmæ ac Placentiæ Ducis, quæ in id ipſum tempus, quo de concludendo præſenti Tractatu agebatur, incidit, ejusdem concluſioni moram aut obſtaculum afferret, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica vigore hujus Inſtrumenti declarat ac ſeſe obſtringit, quòd illo in caſu, quo ſpes de Graviditate Sereniſſimæ Ducis viduæ, præfati Sereniſſimi Ducis Antonii dum viveret Conjugis, concepta haud evaneſceret, ac dicta Dux vidua Prolem Maſculam in lucem ederet, cuncta ea quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca Prætidario Hiſpano Militi tum Articulo tertio Tractatûs hodierna die concluſi, tum Declarationis Inſtrumento deſuper dato ſancita ſunt, æque locum obtinere debeant ac ſi mors ita inopina haud contigiſſet. Quod ſi verò vel evaneſceret ſpes de graviditate prædictæ Ducis viduæ concepta, vel Poſthumam illa in lucem ederet, tum anteria Sua Majeſtas Cæſarea declarat ac ſeſe obſtringit quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca Prætidarii Hiſpani Militis, ipſe Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, juxtà normam, de quâ, accedente conſenſu Imperii, cum Hiſpana Aula olim convenerat, Litterasque Inveſtituræ eventualis, quarum tenor in omnibus Articulis, Clauſulis ac Conditionibus, pro repetito & confirmato habendus eſt, in poſſeſſionem præfatorum Ducatuum mittendus ſit, ita tamen ut prius tam dictus Hiſpaniarum Infans, quàm Hiſpana Aula in faciat ſatis quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii conſenſu Pars contrahens exiſtit, requirunt. Eamque poſt in mortem antememorati Ducis Antonii Farnelii Miles Cæſareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus ſit non ea mente, ut obſtaculum afferretur Succeſſioni eventuali, prouti illa Sereniſſimo Infanti Carolo per Tractatum Londinenſem, vulgò Fœdus quadruplex nuncupatum, deſtinata fuerat, ſed ut anteverterentur quæcumque Italiæ tranquillitatem turbare poterant Conſilia, Sacra Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Quietem publicam juxtà pacifica ſua Vota, Tractatu hodiernâ die concluſo, in quantum fieri potuit, ſtabilitam firmatamque cernens, denuò declarat quod immittendo copias ſuas in munita Parmæ & Placentiæ loca, non alia ſibi mens fuerit quàm ut quantum penès ipſam erat, ſucceſſionem Sereniſſimi Infantis Don Caroli, prouti illa Tractatu Londinenſi eidem Infanti deſtinata fuit, magis ſuffulciret, quodque tantum abſit, ut vel prædictæ ſucceſſioni, ſi forſan proles maſcula Farnelia penitùs foret extincta, obſiſtere, vel etiam introductionem Prætidarii Hiſpani Militis, ſi forſan Dux vidua Poſthumum in lucem ederet, opponere ſeſe velit, quòd potius declaret ac promittat, proprio juſſu copias ſuas indè educendas fore, ſeu ut ipſe Infans Carolus in poſſeſſionem ſæpè memoratorum Ducatuum juxta tenorem Litterarum Inveſtituræ eventualis mittatur, ſeu ut introduci ibidem pacatè & nemine obſiſtente Hiſpana Præſidia queant, quæ ipſa Præſidia non alii uſui inſervire debebunt, quam ut certior de executione promiſſæ ſibi ſucceſſionis, in eum caſum quo proles maſcula Farnelia penitùs erit extincta, Infans Carolus reddatur.

Præſens Declaratio eandem vim &c.

DECLARATIO *à Miniſtris Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium plenâ facultate munitis ſubſcripta.*

QUandoquidem inter alias Conditiones, de quibus Tractatu Hiſpalenſi nona & vigeſima prima Novembris die Anno 1729 ſubſcripto, favore magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ Placentiæque Ducatuum convenerat, cautum quoque fuit, ut quam primum Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, vel is, qui in jura ejusdem ſubintrat, in quietâ poſſeſſione deſtinatæ ſibi ſucceſſionis, & ſecurus ab omni hoſtili invaſione ac contra juſtas formidinum cauſas fuerit, tunc Regia Sua Majeſtas Catholica protinus effectui ſit datura, ut Copiæ, ad ipſam & non ad Infantem Carolum, vel eum, qui in jura ejusdem, uti antea dictum eſt, ſubintrat, ſpectantes, ex antememoratis Ducatibus educantur.

Infraſcripti Miniſtri Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium vigore præſentis Inſtrumenti declarant, quod quemadmodum alte fixa Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ & Celſi ac Potentes Status Generales Fœderati Belgii nunquam non promiſſa ſua adimplere conſueverant, ita etiam conſtans illorum mens ac voluntas ſit, ut prædictis in caſibus Hiſpana Præſidia ex Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatibus protinus educantur.

Præſens Declaratio ſecreto manuto, habeat tamen eandem vim.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUm Tractatûs hodierna die inter Majeſtatem ſuam Cæſaream Catholicam, Majeſtatem ſuam Britannicam & Celſos ac Potentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum concluſus à Miniſtro dictorum Ordinum Generalium in Aula Cæſa-

ANNO 1731. rea commorante ideo ſubſcribi & ſignari haud poterit, quod juxtà morem in Republica uſitatum ejusque Regiminis formam Plenipotentiarum tabulæ prædicto Miniſtro, tam cito ac opus fuit, expediri nequiverunt; Conventum inter Cæſaream & Regiam Britannicam Majeſtates eſt, ut prætati Ordines Generales (quippe quos Conditiones in hoc Tractatu ſanctæ plurimum tangunt) pro Parte Principali contractante habeantur ac cenſeantur, ſicut etiam in ipſo Tractatu nominatim inſerti ſunt, ſub ſpe ſolicet fidentiſſimâ illos eidem tam citò acceſſuros ac conſueta Regiminis ipſorum forma pari id potent. Et quoniam ſtudium, quod Respublica illa pro ſtabiliendâ firmandâque tranquillitate publicâ teſtatur, prædictis Majeſtatibus nullum dubitandi locum relinquit, quin & præfata Respublica, quo particeps fiat eorum, quæ in ipſius favorem antememorato Tractatu ſancita reperiuntur, Pars ejusdem principalis Contrahens quantocius fieri cupiat, eo communi operâ allaborabunt ambæ Majeſtates ſuæ, ut intra tres menſes à die ſubſcriptionis præſentis Tractatus computandos, aut citius ſi fieri poterit, nomine quoque, dictorum Ordinum Generalium hic ipſe Tractatus Hagæ Comitum ſubſcribi & ſignari poſſit; neceſſarium enim tam Cæſareæ quam Regiæ Britannicæ Majeſtati pro aſſequendo ſcopo qui præſente Tractatu intenditur perficiendoque communis tranquillitatis opere viſum eſt, ut ſæpe memorati Ordines Generales in partem quoque ac Societatem horum pactorum veniant.

Articulus hic ſeparatus eandem vim, &c.

DECLARATION *touchant* L'OOST-FRISE.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ayant en pluſieurs occaſions fait connoître à Sa Majeſté Impériale & Catholique que dans l'interêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voiſinage, & par conſéquent dans la Province d'Ooſt-Friſe, altéré par les troubles, qui y ſont ſurvenus depuis quelques années, ſoit remis & conſervé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance, dont ladite Province d'Ooſt-Friſe releve de l'Empereur & de l'Empire, ladite Majeſté Impériale & Catholique, pour donner une nouvelle preuve aux Etats Generaux de ſon deſir à leur complaire, autant que la juſtice le peut permettre, a bien voulu leur expliquer ſur cette affaire ſes veritables ſentimens, & les raſſurer par ce moyen des craintes qu'ils paroiſſent avoir conçûës; pour cet effet on n'a pas héſité de leur déclarer par le preſent Acte de ſa part que ſon intention a toujours été, & eſt encore,

I. Que l'Amniſtie qu'elle a très-gracieuſement accordée à ceux d'Embden & à leurs Adherens, ſorte entiérement ſon effet, & qu'ainſi toutes les peines qui ont été decretées contre ceux d'Embden & leurs Adherens, à cauſe de leur Renitence, ne ſoient point executées, & qu'à l'égard de celles, qui depuis la très-précieuſe acceptation de la ſoumiſſion faite par ceux d'Embden & leurs Adherens, auroient déja été executées, le tout ſoit remis dans l'état où il étoit avant que ladite ſoumiſſion a été acceptée, c'eſt-à-dire, avant le 3. Mai 1729. ſauf ce qui ſera dit ci-après ſur la concurrence à l'indemniſation pour les pertes que ceux qui ont été pillés durant les troubles ont ſoufferts.

II. Sa Majeſté Impériale & Catholique ayant très-gracieuſement permis par ſa Réſolution du 12. Septembre 1729. à ceux de la Ville d'Embden, & à leurs Adherens de deduire de nouveau leurs Griefs en ce qu'ils ſe croyent lezés par les Decrets des années 1721. & ſuivantes, touchant le fond des affaires, ſur leſquelles ils ont eu des différens avec le Prince, & leſdits Griefs ayant été exhibés par après .. Novembre de la même année en toute ſoumiſſion au Conſeil Impérial Aulique, ſadite Majeſté a déja ordonné par ſa très-gracieuſe Reſolution ulterieure du 31. Août, que ces Griefs ſoient examinez au plûtôt que faire ſe pourra; & ſa conſtante volonté, comme il a été ſouvent déclaré, a toujours été, & eſt encore, qu'il ſoit décidé & ſtatué là-deſſus en toute Juſtice, auſſi-tôt qu'il ſera poſſible, ſuivant les Accords, Conventions & Déciſions, qui ſont le droit particuler de la Province d'Ooſt-Friſe, & qui ſont allégués dans les Lettres reverſales du Prince, paſſées & jurées à ſon avenement à la Regence; bien entendu néanmoins que ſous ſes Accords, Conventions & Déciſions ceux & celles ne ſauroient être compriſes, qui ont été caſſées & annullées par les Auguſtes Prédeceſſeurs de ſa Majeſté Impériale dans l'Empire, ou qui donnent atteinte aux Droits ſuprêmes de l'Empereur & de l'Empire ſur la Province d'Ooſt-Friſe: Et ſa Majeſté Impériale & Catholique, pour mieux donner à connoître ſa très-gracieuſe intention d'abréger, autant que la juſtice le permet, l'examen des Griefs de ceux d'Embden & de leurs Adhérens, a déja ordonné par ſa Reſolution du 31. Août de l'année paſſée, que dès que l'inſinuation ſera faite à ceux, auxquels il convient de la faire ſelon la teneur de la Reſolution ſuſmentionnée, ces derniers ayent à y répondre au plûtôt & une ſeule fois pour toutes; après quoi ſa Majeſté Impériale ſur l'avis de ſon Conſeil Impérial Aulique remediera point par point à chaque plainte qui ſera trouvé fondée dans les Accords citez ci-deſſus.

III. Comme ſuivant la dernière Reſolution de Sa Majeſté Impériale & Catholique du 31. Août 1730. il a déja été ordonné, que ceux de la Ville d'Embden & leurs Adhérens, doivent être admis à l'Aſſemblée des Etats qui doit être convoquée pour déliberer ſans contrainte ſur les affaires qui ſont de leur Competence, ſa Majeſté Impériale & Catholique tiendra la main à ce que cette Reſolution ſorte ſon entier effet, & à ce que contre ſa teneur perſonne de ceux qui ont droit d'y aſſiſter n'en ſoit exclus.

IV. A l'égard de l'indemniſation ſa Majeſté Impériale trouve bon, qu'il ſoit fait un état des dommages qui ſelon la teneur de l'amniſtie publiée le ... de l'année 1728. & de la Reſolution du 12. de Septembre 1729. doivent être reparés par les Renitens; & que cet état leur ſoit communiqué pour alléguer ce qu'ils trouvent à y redire; après quoi ſa Majeſté Impériale & Catholique ſera accommoder le déferent à l'amiable, ou au défaut d'un accommodement décidera en toute équité de la ſomme, qui ſera requiſe pour le dedommagement des pertes ſouffertes.

V. Sa Majeſté Impériale & Catholique perſiſte dans l'intention qu'elle a toujours eué d'avoir un ſoin particulier du payement des Intérêts des ſommes que les Etats d'Ooſt-Friſe & la Ville d'Embden ont empruntés des Sujets des Provinces-Unies, comme auſſi du rembourſement du Capital, ſuivant la teneur des Obligations paſſées à ce ſujet.

ANNO 1731.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.